

SÉNAT

TABLE DES DÉBATS

TABLE THÉMATIQUE

Seconde session ordinaire de 1989-1990 Du 2 avril au 30 juin 1990.

Deuxième session extraordinaire de 1989-1990 ... 27 août 1990.

Première session ordinaire de 1990-1991 Du 2 octobre au 20 décembre 1990.

NOTA. – Les impressions du Sénat sont numérotées, pour chaque année, à compter du premier jour de la première session ordinaire (2 octobre) jusqu'à la veille du premier jour de la première session ordinaire de l'année suivante.

AVERTISSEMENT

Les Tables des Débats du Sénat se composent de trois parties distinctes : Table nominative, Table thématique et recueil de Renseignements divers sur la composition et l'activité du Sénat.

La Table nominative contient, en regard des noms de Mmes et MM. les Sénateurs et Ministres, un récapitulatif chronologique de leur activité au Sénat durant l'année.

La Table thématique (précédemment appelée : Table des Matières) contient la liste alphabétique des principaux sujets examinés par le Sénat ; à cette Table est annexé le recueil des **Renseignements divers**. Cette Table thématique est élaborée à partir de la base de données « **Travaux du Sénat** », constituée par le Service des Archives du Sénat, en liaison avec le Service des Impressions, de la Documentation parlementaire et de l'Informatique, et interrogeable sur le **centre serveur** du Groupement de la Caisse des Dépôts – Centre d'automatisation pour le management (**3613 - Code GCAMS**). Elle peut également être consultée sur l'ordinateur interne du Sénat, par terminal **télétype ou minitel**.

SOMMAIRE

| | |
|--|-------|
| Avertissement | p. 3* |
| Liste des principales abréviations utilisées dans la table | p. 6* |

PREMIÈRE PARTIE : RENSEIGNEMENTS DIVERS

| | |
|--|--------|
| I. - COMPOSITION DU SÉNAT : | |
| A. - Liste par ordre alphabétique de Mmes et MM. les sénateurs au 31 décembre 1990 | p. 7* |
| B. - Liste par circonscription de Mmes et MM. les sénateurs au 31 décembre 1990 | p. 10* |
| C. - Renouvellement triennal par tiers du Sénat | p. 14* |
| D. - Sénateurs décédés | p. 15* |
| E. - Remplacements de sénateurs | p. 15* |
| F. - Vacances de siège | p. 15* |
| G. - Élections partielles | p. 15* |
| H. - Anciens sénateurs décédés | p. 15* |
| II. - BUREAU DU SÉNAT | p. 15* |
| III. - SESSIONS | p. 15* |
| IV. - COMPOSITION DES GROUPES POLITIQUES | p. 15* |
| V. - COMPOSITION DES COMMISSIONS : | |
| A. - Commissions permanentes | p. 17* |
| B. - Commissions de contrôle | p. 18* |
| C. - Commission chargée d'examiner une proposition de résolution en vue de requérir la suspension des poursuites engagées contre un sénateur | p. 19* |
| D. - Commissions mixtes paritaires | p. 19* |
| VI. - LISTE DES RAPPORTEURS SPÉCIAUX ET DES RAPPORTEURS POUR AVIS (LOI DE FINANCES) | p. 27* |
| VII. - DÉLÉGATIONS PARLEMENTAIRES | p. 28* |
| VIII. - MISSIONS D'INFORMATION | p. 29* |
| IX. - HAUTE COUR DE JUSTICE | p. 31* |
| X. - COMMISSION SPÉCIALE CHARGÉE DE VÉRIFIER ET D'APURER LES COMPTES | p. 31* |

| | |
|--|--------|
| XI. - ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DU CONSEIL DE L'EUROPE ASSEMBLÉE DE L'UNION DE L'EUROPE OCCIDENTALE | p. 31* |
| XII. - ORGANISMES EXTRAPARLEMENTAIRES : | |
| A. - Nominations ou désignations de sénateurs | p. 31* |
| B. - Liste récapitulative | p. 32* |
| XIII. - GOUVERNEMENT : | |
| A. - Composition au 1 ^{er} janvier 1990 | p. 34* |
| B. - Modifications intervenues entre le 1 ^{er} janvier et le 31 décembre 1990 | p. 36* |
| C. - Attributions des ministres et secrétaires d'État en exercice au 1 ^{er} jan- vior 1990 | p. 37* |
| D. - Attributions des ministres et secrétaires d'État modifiées au cours de l'année 1990 | p. 37* |
| XIV. - TEXTES : | |
| A. - Inscrits à l'ordre du jour du Sénat en 1990 | p. 38* |
| B. - Déposés en 1990, mais non inscrits à l'ordre du jour du Sénat | p. 41* |
| XV. - DÉCISIONS DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL | p. 44* |
| XVI. - PÉTITIONS | p. 44* |
| XVII. - TABLEAUX DE CONCORDANCE DU JOURNAL OFFICIEL | p. 45* |
| XVIII. - EXPLICATION DES SIGLES | p. 46* |

DEUXIÈME PARTIE : TABLE THÉMATIQUE

ABRÉVIATIONS

Groupes politiques :

| | |
|------------|---|
| C | Groupe communiste. |
| GD | Groupe de la Gauche démocratique. |
| RDE | Groupe du Rassemblement démocratique et européen. |
| UC | Groupe de l'Union centriste. |
| UREI | Groupe de l'Union des républicains et des indépendants. |
| RPR | Groupe du Rassemblement pour la République. |
| S | Groupe socialiste. |
| NI | Réunion administrative des sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe. |
| -A | Apparenté à un groupe politique. |
| -R | Rattaché administrativement à un groupe politique. |

Divers :

| | |
|------------|---|
| CMP | Commission mixte paritaire. |
| DG | Discussion générale. |
| AFCL | Commission des affaires culturelles. |
| ECON | Commission des affaires économiques et du Plan. |
| ETRD | Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. |
| SOCI | Commission des affaires sociales. |
| FINC | Commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation. |
| LOIS | Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. |

NOTA : Pour l'usage des Tables, il faut préciser que :

- les dates ne comportant aucune autre mention sont celles des séances publiques ;
- les dates précédées de la mention « JO Débats » renvoient à celles du *Journal officiel*, Débats parlementaires, Sénat ;
- enfin, les dates précédées de la mention « JO Lois et Décrets » renvoient à ce *Journal officiel*.

PREMIÈRE PARTIE : RENSEIGNEMENTS DIVERS

I. - COMPOSITION DU SÉNAT

A. - Liste par ordre alphabétique de Mmes et MM. les sénateurs au 31 décembre 1990

A

François ABADIE, Hautes-Pyrénées - RDE - ETRD.
Philippe ADNOT, Aube - NI - FINC.
Michel d'AILLIÈRES, Sarthe - UREI - ETRD.
Paul ALDUY, Pyrénées-Orientales - UC-R - ETRD.
Michel ALLONCLE, Charente - RPR - ETRD.
Guy ALLOUCHE, Nord - SOC - LOIS.
Jean AMELIN, Marne - RPR - ECON.
Hubert d'ANDIGNÉ, Orne - RPR - AFCL.
Maurice ARRECKX, Var - UREI - ECON.
Jean ARTHUIS, Mayenne - UC - FINC.
Alphonse ARZEL, Finistère - UC - LOIS.
François AUTAIN, Loire-Atlantique - SOC - AFCL.
Germain AUTHIÉ, Ariège - SOC - LOIS.

B

Honoré BAILET, Alpes-Maritimes - RPR - AFCL.
José BALARELLO, Alpes-Maritimes - UREI - SOCI.
René BALLAYER, Mayenne - UC - FINC.
Henri BANGOU, Guadeloupe - C-A - ECON.
Bernard BARBIER, Côte-d'Or - UREI - FINC.
Bernard BARRAUX, Allier - UC - ECON.
Jean-Paul BATAILLE, Nord - UREI - AFCL.
Gilbert BAUMET, Gard - RDE - LOIS.
Jean-Pierre BAYLE, Français établis hors de France - SOC - ETRD.
Marie-Claude BEAUDEAU, Val-d'Oise - C - SOCI.
Jean-Luc BÉCART, Pas-de-Calais - C - ETRD.
Henri BELCOUR, Corrèze - RPR - SOCI.
Gilbert BELIN, Puy-de-Dôme - SOC - AFCL.
Jacques BELLANGER, Yvelines - SOC - ECON.
Claude BELOT, Charente-Maritime - UC-R - FINC.
Jacques BÉRARD, Vaucluse - RPR - AFCL.
Georges BERCHET, Haute-Marne - RDE - ECON.
Maryse BERGÉ-LAVIGNE, Haute-Garonne - SOC - FINC.
Roland BERNARD, Rhône - SOC - ETRD.
Daniel BERNARDET, Indre - UC - ETRD.
Roger BESSE, Cantal - RPR - ECON.
Jean BESSON, Drôme - SOC - ECON.
André BETTENCOURT, Seine-Maritime - UREI - ETRD.
Jacques BIALSKI, Nord - SOC - SOCI.
Pierre BIARNES, Français établis hors de France - SOC - LOIS.
Danielle BIDARD-REYDET, Seine-Saint-Denis - C - AFCL.
Jacques BIMBENET, Loir-et-Cher - RDE - SOCI.
François BLAIZOT, Charente-Maritime - UC - ECON.
Jean-Pierre BLANC, Savoie - UC - AFCL.
Maurice BLIN, Ardennes - UC - FINC.
Marc BŒUF, Gironde - SOC - SOCI.
André BOHL, Moselle - UC - SOCI.
Roger BOILEAU, Meurthe-et-Moselle - UC - AFCL.
Christian BONNET, Morbihan - UREI - LOIS.
Marcel BONY, Puy-de-Dôme - SOC - ECON.
Amédée BOUQUEREL, Oise - RPR - ETRD.
Joël BOURDIN, Eure - UREI - AFCL.
Yvon BOURGES, Ille-et-Vilaine - RPR - ETRD.
Philippe de BOURGOING, Calvados - UREI - LOIS.
Jean-Éric BOUSCH, Moselle - RPR - ECON.
Raymond BOUVIER, Haute-Savoie - UC - LOIS.
André BOYER, Lot - RDE - ETRD.
Jean BOYER, Isère - UREI - ECON.
Louis BOYER, Loiret - UREI - SOCI.
Jacques BRACONNIER, Aisne - RPR - ECON.
Paulette BRISEPIERRE, Français établis hors de France - RPR - AFCL.
Louis BRIVES, Tarn - RDE - SOCI.

C

Guy CABANEL, Isère - UREI - ETRD.
Michel CALDAGUÈS, Paris - RPR - ETRD.
Robert CALMEJANE, Seine-Saint-Denis - RPR - ECON.
Jean-Pierre CAMOIN, Bouches-du-Rhône - RPR - AFCL.
Jean-Pierre CANTEGRIT, Français établis hors de France - UC-R - SOCI.
Jacques CARAT, Val-de-Marne - SOC - AFCL.
Paul CARON, Seine-Maritime - UC - FINC.
Ernest CARTIGNY, Seine-Saint-Denis - RDE - FINC.
Robert CASTAING, Gers - SOC - AFCL.
Louis de CATUELAN, Yvelines - UC - ECON.
Joseph CAUPERT, Lozère - UREI - ECON.
Auguste CAZALET, Pyrénées-Atlantiques - RPR - FINC.
Gérard CÉSAR, Gironde - RPR-A - SOCI.
Jean CHAMANT, Yonne - RPR - LOIS.
Jean-Paul CHAMBRIARD, Haute-Loire - UREI - ETRD.
Jacques CHAUMONT, Sarthe - RPR - FINC.
Michel CHAUTY, Loire-Atlantique - RPR - ETRD.
Jean CHÉRIOUX, Paris - RPR - SOCI.
William CHERVY, Creuse - SOC - ECON.
Roger CHINAUD, Paris - UREI - FINC.
Auguste CHUPIN, Maine-et-Loire - UC - ECON.
Jean CLOUET, Val-de-Marne - UREI - FINC.
Jean CLUZEL, Allier - UC - FINC.
Henri COLLARD, Eure - RDE - FINC.
Henri COLLETTE, Pas-de-Calais - RPR - ECON.
Yvon COLLIN, Tarn-et-Garonne - RDE - ETRD.
Francisque COLLOMB, Rhône - UC-R - ECON.
Claude CORNAC, Haute-Garonne - SOC - ETRD.
Charles-Henri de COSSÉ-BRISSAC, Loire-Atlantique - UREI - ETRD.
Marcel COSTES, Lot - SOC - ECON.
Raymond COURRIERE, Aude - SOC - LOIS.
Roland COURTEAU, Aude - SOC - ECON.
Maurice COUVE de MURVILLE, Paris - RPR - FINC.
Pierre CROZE, Français établis hors de France - UREI - FINC.
Michel CRUCIS, Vendée - UREI - ETRD.
Charles de CUTTOLI, Français établis hors de France - RPR - LOIS.

D

Étienne DAILLY, Seine-et-Marne - RDE - LOIS.
Michel DARRAS, Pas-de-Calais - SOC - LOIS.
André DAUGNAC, Pyrénées-Orientales - UC - LOIS.
Marcel DAUNAY, Ille-et-Vilaine - UC-R - ECON.
Marcel DEBARGE, Seine-Saint-Denis - SOC - SOCI.
Désiré DEBAVELAERE, Pas-de-Calais - RPR-A - ECON.
Luc DEJOIE, Loire-Atlantique - RPR - LOIS.
Jean DELANEAU, Indre-et-Loire - UREI - AFCL.
André DELELIS, Pas-de-Calais - SOC - ETRD.
Gérard DELFAU, Hérault - SOC - AFCL.
François DELGA, Tarn - NI - SOCI.
Jacques DELONG, Haute-Marne - RPR - FINC.
Jean-Pierre DEMERLIAT, Haute-Vienne - SOC - SOCI.
Charles DESCOURS, Isère - RPR - SOCI.
Rodolphe DÉsirÉ, Martinique - SOC-A - ECON.
André DILIGENT, Nord - UC - AFCL.
Michel DOUBLET, Charente-Maritime - RPR - SOCI.
Michel DREYFUS-SCHMIDT, Territoire de Belfort - SOC - LOIS.
Franz DUBOSCQ, Pyrénées-Atlantiques - RPR - ETRD.
Alain DUFAUT, Vaucluse - RPR - AFCL.
Pierre DUMAS, Savoie - RPR - ECON.
Jean DUMONT, Deux-Sèvres - UREI - SOCI.

Ambroise DUPONT, Calvados - UREI - AFCL.
Hubert DURAND-CHASTEL, Français établis hors de France - NI - AFCL.
Bernard DUSSAUT, Gironde - SOC - ECON.

E

André EGU, Ille-et-Vilaine - UC-R - AFCL.
Jean-Paul EMIN, Ain - UREI - SOCI.
Claude ESTIER, Paris - SOC - ETRD.

F

Jean FAURE, Isère - UC - ECON.
Marcel FORTIER, Indre-et-Loire - RPR - FINC.
André FOSSET, Hauts-de-Seine - UC - ECON.
Paulette FOST, Seine-Saint-Denis - C - FINC.
Jean-Pierre FOURCADE, Hauts-de-Seine - UREI - SOCI.
Philippe FRANÇOIS, Seine-et-Marne - RPR - ECON.
Jean FRANÇOIS-PONCET, Lot-et-Garonne - RDE - ECON.
Jacqueline FRAYSSE-CAZALIS, Hauts-de-Seine - C - LOIS.

G

Aubert GARCIA, Gers - SOC - ECON.
Jean GARCIA, Seine-Saint-Denis - C - ETRD.
Gérard GAUD, Drôme - SOC - ETRD.
Jean-Claude GAUDIN, Bouches-du-Rhône - UREI - ETRD.
Philippe de GAULLE, Paris - RPR - ETRD.
Jacques GENTON, Cher - UC - ETRD.
Alain GÉRARD, Finistère - RPR - AFCL.
François GERBAUD, Indre - RPR - ECON.
François GIACOBBI, Haute-Corse - RDE - LOIS.
Charles GINESY, Alpes-Maritimes - RPR - ECON.
Jean-Marie GIRAULT, Calvados - UREI - LOIS.
Paul GIROD, Aisne - RDE - FINC.
Henri GÛETSCHY, Haut-Rhin - UC - FINC.
Jacques GOLLIET, Haute-Savoie - UC - ETRD.
Marie-Fanny GOURNAY, Nord - RPR - SOCI.
Yves GOUSSEBAIRE-DUPIN, Landes - UREI - ECON.
Adrien GOUTEYRON, Haute-Loire - RPR - AFCL.
Jean GRANDON, Eure-et-Loir - NI - ECON.
Paul GRAZIANI, Hauts-de-Seine - RPR - LOIS.
Roland GRIMALDI, Nord - SOC - ECON.
Georges GRUILLOT, Doubs - RPR - ECON.
Yves GUÉNA, Dordogne - RPR - FINC.
Robert GUILLAUME, Nièvre - SOC - AFCL.
Bernard GUYOMARD, Paris - UC - ETRD.

H

Jacques HABERT, Français établis hors de France - NI - AFCL.
Hubert HAENEL, Haut-Rhin - RPR - LOIS.
Emmanuel HAMEL, Rhône - RPR - FINC.
Nicole de HAUTECLOCQUE, Paris - RPR - ETRD.
Marcel HENRY, Mayotte - UC - ETRD.
Rémi HERMENT, Meuse - UC - ECON.
Daniel HOEFFEL, Bas-Rhin - UC - LOIS.
Jean HUCHON, Maine-et-Loire - UC - ECON.
Bernard HUGO, Ardèche - RPR - ECON.
Claude HURIET, Meurthe-et-Moselle - UC - SOCI.
Roger HUSSON, Moselle - RPR - SOCI.

J

André JARROT, Saône-et-Loire - RPR - ETRD.
Pierre JEAMBRUN, Jura - RDE - ECON.

Charles JOLIBOIS, Maine-et-Loire - UREI-R - LOIS.
André JOURDAIN, Jura - RPR - SOCI.
Louis JUNG, Bas-Rhin - UC - ETRD.

K

Paul KAUSS, Bas-Rhin - RPR - SOCI.

L

Philippe LABEYRIE, Landes - SOC - SOCI.
Pierre LACOUR, Charente - UC - ECON.
Pierre LAFFITTE, Alpes-Maritimes - RDE - AFCL.
Christian de LA MALÈNE, Paris - RPR - ETRD.
Lucien LANIER, Val-de-Marne - RPR-A - LOIS.
Jacques LARCHÉ, Seine-et-Marne - UREI - LOIS.
Gérard LARCHER, Yvelines - RPR - ECON.
Tony LARUE, Seine-Maritime - SOC - FINC.
Robert LAUCOURNET, Haute-Vienne - SOC - ECON.
Bernard LAURENT, Aube - UC - LOIS.
René-Georges LAURIN, Var - RPR - LOIS.
Marc LAURIOL, Yvelines - RPR - ETRD.
Henri LE BRETON, Morbihan - UC - SOCI.
Jean LECANUET, Seine-Maritime - UC - ETRD.
Charles LEDERMAN, Val-de-Marne - C - LOIS.
Bernard LEGRAND, Loire-Atlantique - RDE - ECON.
Jean-François LE GRAND, Manche - RPR - ECON.
Édouard LE JEUNE, Finistère - UC - ETRD.
Max LEJEUNE, Somme - RDE - ETRD.
Charles-Edmond LENGLET, Somme - RDE - ECON.
Marcel LESBROS, Hautes-Alpes - UC - SOCI.
François LESEIN, Aisne - RDE - AFCL.
Félix LEYZOUR, Côtes d'Armor - C - ECON.
Roger LISE, Martinique - UC - SOCI.
Maurice LOMBARD, Côte-d'Or - RPR - ECON.
Paul LORIDANT, Essonne - SOC - FINC.
François LOUISY, Guadeloupe - SOC - SOCI.
Pierre LOUVOT, Haute-Saône - UREI - SOCI.
Roland du LUART, Sarthe - UREI - FINC.
Hélène LUC, Val-de-Marne - C - AFCL.
Marcel LUCOTTE, Saône-et-Loire - UREI - AFCL.

M

Jacques MACHET, Marne - UC - SOCI.
Jean MADELAIN, Ille-et-Vilaine - UC - SOCI.
Philippe MADRELLE, Gironde - SOC - ETRD.
Kléber MALÉCOT, Loiret - UC - AFCL.
Michel MANET, Dordogne - SOC - FINC.
Hubert MARTIN, Meurthe-et-Moselle - UREI - AFCL.
Jean-Pierre MASSERET, Moselle - SOC - FINC.
Paul MASSON, Loiret - RPR - LOIS.
François MATHIEU, Loire - UC - ECON.
Serge MATHIEU, Rhône - UREI - ECON.
Michel MAURICE-BOKANOWSKI, Hauts-de-Seine - RPR - ETRD.
Jean-Luc MÉLÉNCHON, Essonne - SOC - ETRD.
Jacques de MENOUE, Finistère - RPR - ECON.
Louis MERCIER, Loire - UC - ECON.
Daniel MILLAUD, Polynésie française - UC - LOIS.
Louis MINETTI, Bouches-du-Rhône - C - ECON.
Michel MIROUDOT, Haute-Saône - UREI - AFCL.
Hélène MISSOFFE, Val-d'Oise - RPR - SOCI.
Louis MOINARD, Vendée - UC - ECON.
René MONORY, Vienne - UC - FINC.
Claude MONT, Loire - UC - ETRD.
Geoffroy de MONTALEMBERT, Seine-Maritime - RPR - FINC.

Paul MOREAU, La Réunion - RPR - ECON.
Michel MOREIGNE, Creuse - SOC - FINC.
Jacques MOSSION, Somme - UC - AFCL.
Arthur MOULIN, Nord - RPR - SOCI.
Georges MOULY, Corrèze - RDE - AFCL.
Jacques MOUTET, Pyrénées-Atlantiques - UC-R - ECON.

N

Jean NATALI, Oise - RPR - ETRD.
Lucien NEUWIRTH, Loire - RPR - LOIS.

O

Henri OLIVIER, Orne - UREI-R - ECON.
Charles ORNANO, Corse-du-Sud - NI - LOIS.
Paul d'ORNANO, Français établis hors de France - RPR - ETRD.
Georges OTHILY, Guyane - SOC-R - LOIS.
Jacques OUDIN, Vendée - RPR - FINC.

P

Robert PAGÈS, Seine-Maritime - C - LOIS.
Sosefo Makapé PAPILIO, Wallis-et-Futuna - RPR - AFCL.
Charles PASQUA, Hauts-de-Seine - RPR - AFCL.
Bernard PELLARIN, Haute-Savoie - UC-R - FINC.
Albert PEN, Saint-Pierre-et-Miquelon - SOC-A - ECON.
Guy PENNE, Français établis hors de France - SOC - SOCI.
Jean PÉPIN, Ain - UREI - AFCL.
Daniel PERCHERON, Pas-de-Calais - SOC - ECON.
Louis PERREIN, Val-d'Oise - SOC - FINC.
Hubert PEYOU, Hautes-Pyrénées - RDE - SOCI.
Jean PEYRAFITTE, Haute-Garonne - SOC - ECON.
Louis PHILIBERT, Bouches-du-Rhône - SOC - SOCI.
Alain PLUCHET, Eure - RPR - ECON.
Alain POHER, Val-de-Marne - UC.
Christian PONCELET, Vosges - RPR - FINC.
Michel PONIATOWSKI, Val-d'Oise - UREI - ETRD.
Robert PONTILLON, Hauts-de-Seine - SOC - ETRD.
Roger POUNDONSON, Pas-de-Calais - UC - ETRD.
Richard POUILLE, Meurthe-et-Moselle - UREI - ECON.
Jean POURCHET, Doubs - UC - ECON.
André POURNY, Saône-et-Loire - UREI-R - ECON.
Claude PRADILLE, Gard - SOC - LOIS.
Claude PROUVOYEUR, Nord - RPR-R - SOCI.
Jean PUECH, Aveyron - UREI - ECON.

Q

Roger QUILLIOT, Puy-de-Dôme - SOC - AFCL.

R

Henri de RAINCOURT, Yonne - UREI - ECON.
Albert RAMASSAMY, La Réunion - SOC - LOIS.
René RÉGNAULT, Côtes-d'Armor - SOC - FINC.
Ivan RENAR, Nord - C - AFCL.
Henri REVOL, Côte-d'Or - UREI - ECON.
Roger RIGAUDIÈRE, Cantal - RPR - SOCI.
Guy ROBERT, Vienne - UC - SOCI.

Jean-Jacques ROBERT, Essonne - RPR - ECON.
Jacques ROCCA SERRA, Bouches-du-Rhône - SOC-R - ECON.
Nelly RODI, Yvelines - RPR - SOCI.
Jean ROGER, Tarn-et-Garonne - RDE - ECON.
Josselin de ROHAN, Morbihan - RPR - ECON.
Roger ROMANI, Paris - RPR - LOIS.
Gérard ROUJAS, Haute-Garonne - SOC - SOCI.
André ROUVIÈRE, Gard - SOC - ETRD.
Olivier ROUX, Français établis hors de France - UC - SOCI.
Marcel RUDLOFF, Bas-Rhin - UC - LOIS.
Michel RUFIN, Meuse - RPR-A - LOIS.

S

Claude SAUNIER, Côtes-d'Armor - SOC - AFCL.
Pierre SCHIÉLÉ, Haut-Rhin - UC - AFCL.
Maurice SCHUMANN, Nord - RPR - AFCL.
Bernard SEILLIER, Aveyron - UREI - SOCI.
Paul SÉRAMY, Seine-et-Marne - UC - AFCL.
Franck SÉRUSCLAT, Rhône - SOC - SOCI.
René-Pierre SIGNÉ, Nièvre - SOC - SOCI.
Jean SIMONIN, Essonne - RPR - ECON.
Raymond SOUCARET, Lot-et-Garonne - RDE - AFCL.
Paul SOUFFRIN, Moselle - C - SOCI.
Michel SOUPLET, Oise - UC - ECON.
Jacques SOURDILLE, Ardennes - RPR - LOIS.
Louis SOUVET, Doubs - RPR - SOCI.

T

Pierre-Christian TAITTINGER, Paris - UREI - SOCI.
Fernand TARDY, Alpes-de-Haute-Provence - SOC - ECON.
Martial TAUGOURDEAU, Eure-et-Loir - RPR - SOCI.
Jacques THYRAUD, Loir-et-Cher - UREI - LOIS.
Jean-Pierre TIZON, Manche - UREI - LOIS.
Henri TORRE, Ardèche - UREI - FINC.
René TRAVERT, Manche - UREI - ECON.
René TRÉGOUËT, Rhône - RPR - ECON.
Georges TREILLE, Deux-Sèvres - UC-R - LOIS.
François TRUCY, Var - UREI - FINC.

U

Dick UKEIWÉ, Nouvelle-Calédonie - RPR - AFCL.

V

Jacques VALADE, Gironde - RPR - FINC.
André VALLET, Bouches-du-Rhône, SOC-R - AFCL.
Pierre VALLON, Rhône - UC - AFCL.
Albert VECTEN, Marne - UC - AFCL.
André VEZINHET, Hérault - SOC - AFCL.
Marcel VIDAL, Hérault - SOC - AFCL.
Robert-Paul VIGOUROUX, Bouches-du-Rhône - SOC-R - ETRD.
Xavier de VILLEPIN, Français établis hors de France - UC - ETRD.
Serge VINÇON, Cher - RPR - AFCL.
Louis VIRAPOULLÉ, La Réunion - UC - LOIS.
Hector VIRON, Nord - C - SOCI.
Robert VIZET, Essonne - C - FINC.
Albert VOILQUIN, Vosges - UREI - ETRD.
André-Georges VOISIN, Indre-et-Loire - RPR-A - FINC.

B. - Liste par circonscription de Mmes et MM. les sénateurs au 31 décembre 1990

a. DÉPARTEMENTS DE LA MÉTROPOLE

- 1 - **AIN** (2 Sénateurs).
Jean-Paul Emin.
Jean Pépin.
- 2 - **AISNE** (3 Sénateurs).
Jacques Braconnier.
Paul Girod.
François Lesein.
- 3 - **ALLIER** (2 Sénateurs).
Bernard Barraux.
Jean Cluzel.
- 4 - **ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE** (1 Sénateur).
Fernand Tardy.
- 5 - **HAUTES-ALPES** (1 Sénateur).
Marcel Lesbros.
- 6 - **ALPES-MARITIMES** (4 Sénateurs).
Honoré Bailet.
José Balarello.
Charles Ginesy.
Pierre Laffitte.
- 7 - **ARDÈCHE** (2 Sénateurs).
Bernard Hugo.
Henri Torre.
- 8 - **ARDENNES** (2 Sénateurs).
Maurice Blin.
Jacques Sourdille.
- 9 - **ARIÈGE** (1 Sénateur).
Germain Authié.
- 10 - **AUBE** (2 Sénateurs).
Philippe Adnot.
Bernard Laurent.
- 11 - **AUDE** (2 Sénateurs).
Raymond Courrière.
Roland Courteau.
- 12 - **AVEYRON** (2 Sénateurs).
Jean Puech.
Bernard Seillier.
- 90 - **TERRITOIRE DE BELFORT** (1 Sénateur).
Michel Dreyfus-Schmidt.
- 13 - **BOUCHES-DU-RHÔNE** (7 Sénateurs).
Jean-Pierre Camoin.
Jean-Claude Gaudin.
Louis Minetti.
Louis Philibert.
Jacques Rocca Serra.
André Vallet.
Robert-Paul Vigouroux.
- 14 - **CALVADOS** (3 Sénateurs).
Philippe de Bourgoing.
Ambroise Dupont.
Jean-Marie Girault.
- 15 - **CANTAL** (2 Sénateurs).
Roger Besse.
Roger Rigaudière.
- 16 - **CHARENTE** (2 Sénateurs).
Michel Alloncle.
Pierre Lacour.
- 17 - **CHARENTE-MARITIME** (3 Sénateurs).
Claude Belot.
François Blaizot.
Michel Doublet.
- 18 - **CHER** (2 Sénateurs).
Jacques Genton.
Serge Vinçon.
- 19 - **CORRÈZE** (2 Sénateurs).
Henri Belcour.
- Georges Mouly.
- 20A - **CORSE-DU-SUD** (1 Sénateur).
Charles Ornano.
- 20B - **HAUTE-CORSE** (1 Sénateur).
François Giacobbi.
- 21 - **CÔTE-D'OR** (3 Sénateurs).
Bernard Barbier.
Maurice Lombard.
Henri Revol.
- 22 - **CÔTES-D'ARMOR** (3 Sénateurs).
Félix Leyzour.
René Régnauld.
Claude Saunier.
- 23 - **CREUSE** (2 Sénateurs).
William Chervy.
Michel Moreigne.
- 24 - **DORDOGNE** (2 Sénateurs).
Yves Guéna.
Michel Manet.
- 25 - **DOUBS** (3 Sénateurs).
Georges Gruillot.
Jean Pourchet.
Louis Souvet.
- 26 - **DRÔME** (2 Sénateurs).
Jean Besson.
Gérard Gaud.
- 91 - **ESSONNE** (5 Sénateurs).
Paul Loridant.
Jean-Luc Mélenchon.
Jean-Jacques Robert.
Jean Simonin.
Robert Vizet.
- 27 - **EURE** (3 Sénateurs).
Joël Bourdin.
Henri Collard.
Alain Pluchet.
- 28 - **EURE-ET-LOIR** (2 Sénateurs).
Jean Grandon.
Martial Taugourdeau.
- 29 - **FINISTÈRE** (4 Sénateurs).
Alphonse Arzel.
Alain Gérard.
Edouard Le Jeune.
Jacques de Menou.
- 30 - **GARD** (3 Sénateurs).
Gilbert Baumet.
Claude Pradille.
André Rouvière.
- 31 - **HAUTE-GARONNE** (4 Sénateurs).
Maryse Bergé-Lavigne.
Claude Cornac.
Jean Peyrafitte.
Gérard Roujas.
- 32 - **GERS** (2 Sénateurs).
Robert Castaing.
Aubert Garcia.
- 33 - **GIRONDE** (5 Sénateurs).
Marc Bœuf.
Gérard César.
Bernard Dussaut.
Philippe Madrelle.
Jacques Valade.
- 92 - **HAUTS-DE-SEINE** (7 Sénateurs).
André Fosset.
Jean-Pierre Fourcade.
Jacqueline Fraysse-Cazalis.
Paul Graziani.

- Michel Maurice-Bokanowski.
Charles Pasqua.
Robert Pontillon.
- 34 - **HÉRAULT** (3 Sénateurs).
Gérard Delfau.
André Vezinhet.
Marcel Vidal.
- 35 - **ILLE-ET-VILAINE** (4 Sénateurs).
Yvon Bourges.
Marcel Daunay.
André Egu.
Jean Madelain.
- 36 - **INDRE** (2 Sénateurs).
Daniel Bernardet.
François Gerbaud.
- 37 - **INDRE-ET-LOIRE** (3 Sénateurs).
Jean Delaneau.
Marcel Fortier.
André-Georges Voisin.
- 38 - **ISÈRE** (4 Sénateurs).
Jean Boyer.
Guy Cabanel.
Charles Descours.
Jean Faure.
- 39 - **JURA** (2 Sénateurs).
Pierre Jeambrun.
André Jourdain.
- 40 - **LANDES** (2 Sénateurs).
Yves Goussebair-Dupin.
Philippe Labeyrie.
- 41 - **LOIR-ET-CHER** (2 Sénateurs).
Jacques Bimbenet.
Jacques Thyraud.
- 42 - **LOIRE** (4 Sénateurs).
François Mathieu.
Louis Mercier.
Claude Mont.
Lucien Neuwirth.
- 43 - **HAUTE-LOIRE** (2 Sénateurs).
Jean-Paul Chambriard.
Adrien Gouteyron.
- 44 - **LOIRE-ATLANTIQUE** (5 Sénateurs).
François Autain.
Michel Chauty.
Charles-Henri de Cossé-Brissac.
Luc Dejoie.
Bernard Legrand.
- 45 - **LOIRET** (3 Sénateurs).
Louis Boyer.
Kléber Malécot.
Paul Masson.
- 46 - **LOT** (2 Sénateurs).
André Boyer.
Marcel Costes.
- 47 - **LOT-ET-GARONNE** (2 Sénateurs).
Jean François-Poncet.
Raymond Soucaret.
- 48 - **LOZÈRE** (1 Sénateur).
Joseph Caupert.
- 49 - **MAINE-ET-LOIRE** (3 Sénateurs).
Auguste Chupin.
Jean Huchon.
Charles Jolibois.
- 50 - **MANCHE** (3 Sénateurs).
Jean-François Le Grand.
Jean-Pierre Tizon.
René Travert.
- 51 - **MARNE** (3 Sénateurs).
Jean Amelin.
Jacques Machet.
Albert Vecten.
- 52 - **HAUTE-MARNE** (2 Sénateurs).
Georges Berchet.
Jacques Delong.
- 53 - **MAYENNE** (2 Sénateurs).
Jean Arthuis.
René Ballayer.
- 54 - **MEURTHE-ET-MOSELLE** (4 Sénateurs).
Roger Boileau.
Claude Huriet.
Hubert Martin.
Richard Pouille.
- 55 - **MEUSE** (2 Sénateurs).
Rémi Herment.
Michel Rufin.
- 56 - **MORBIHAN** (3 Sénateurs).
Christian Bonnet.
Henri Le Breton.
Josselin de Rohan.
- 57 - **MOSELLE** (5 Sénateurs).
André Bohl.
Jean-Éric Bousch.
Roger Husson.
Jean-Pierre Masseret.
Paul Souffrin.
- 58 - **NIÈVRE** (2 Sénateurs).
Robert Guillaume.
René-Pierre Signé.
- 59 - **NORD** (11 Sénateurs).
Guy Allouche.
Jean-Paul Bataille.
Jacques Bialski.
André Diligent.
Marie-Fanny Gournay.
Roland Grimaldi.
Arthur Moulin.
Claude Prouvoyeur.
Ivan Renar.
Maurice Schumann.
Hector Viron.
- 60 - **OISE** (3 Sénateurs).
Amédée Bouquerel.
Jean Natali.
Michel Souplet.
- 61 - **ORNE** (2 Sénateurs).
Hubert d'Andigné.
Henri Olivier.
- 75 - **PARIS** (12 Sénateurs).
N.*
Michel Caldaguès.
Jean Chérioux.
Roger Chinaud.
Maurice Couve de Murville.
Claude Estier.
Philippe de Gaulle.
Bernard Guyomard.
Nicole de Hauteclocque.
Christian de la Malène.
Roger Romani.
Pierre-Christian Taittinger.
- 62 - **PAS-DE-CALAIS** (7 Sénateurs).
Jean-Luc Bécart.
Henri Collette.
Michel Darras.
Désiré Debavelaere.
André Delelis.
Daniel Percheron.
Roger Poudonson.

(*) Il sera procédé à une élection partielle, organisée dans un délai de trois mois, dans le département de Paris, afin de pourvoir au siège devenu vacant par suite du décès, le 29 novembre 1990, de M. Raymond Bourguin.

- 63 - **PUY-DE-DÔME** (3 Sénateurs).
Gilbert Belin.
Marcel Bony.
Roger Quilliot.
- 64 - **PYRÉNÉES-ATLANTIQUES** (3 Sénateurs).
Auguste Cazalet.
Franz Duboscq.
Jacques Moutet.
- 65 - **HAUTES-PYRÉNÉES** (2 Sénateurs).
François Abadie.
Hubert Peyou.
- 66 - **PYRÉNÉES-ORIENTALES** (2 Sénateurs).
Paul Alduy.
André Dagnac.
- 67 - **BAS-RHIN** (4 Sénateurs).
Daniel Hoeffel.
Louis Jung.
Paul Kauss.
Marcel Rudloff.
- 68 - **HAUT-RHIN** (3 Sénateurs).
Henri Gœtschy.
Hubert Haenel.
Pierre Schiélé.
- 69 - **RHÔNE** (7 Sénateurs).
Roland Bernard.
Francisque Collomb.
Emmanuel Hamel.
Serge Mathieu.
Franck Sérusclat.
René Trégouët.
Pierre Vallon.
- 70 - **HAUTE-SAÔNE** (2 Sénateurs).
Pierre Louvot.
Michel Miroudot.
- 71 - **SAÔNE-ET-LOIRE** (3 Sénateurs).
André Jarrot.
Marcel Lucotte.
André Pourny.
- 72 - **SARTHE** (3 Sénateurs).
Michel d'Aillières.
Jacques Chaumont.
Roland du Luart.
- 73 - **SAVOIE** (2 Sénateurs).
Jean-Pierre Blanc.
Pierre Dumas.
- 74 - **HAUTE-SAVOIE** (3 Sénateurs).
Raymond Bouvier.
Jacques Golliet.
Bernard Pellarin.
- 76 - **SEINE-MARITIME** (6 Sénateurs).
André Bettencourt.
Paul Caron.
Tony Larue.
Jean Lecanuet.
Geoffroy de Montalembert.
Robert Pagès.
- 77 - **SEINE-ET-MARNE** (4 Sénateurs).
Étienne Dailly.
Philippe François.
Jacques Larché.
Paul Séramy.
- 93 - **SEINE-SAINT-DENIS** (6 Sénateurs).
Danielle Bidard-Reydet.
Robert Calmejane.
Ernest Cartigny.
Marcel Debarge.
Paulette Fost.
Jean Garcia.
- 79 - **DEUX-SÈVRES** (2 Sénateurs).
Jean Dumont.
Georges Treille.
- 80 - **SOMME** (3 Sénateurs).
Max Lejeune.
Charles-Edmond Lenglet.
Jacques Mossion.
- 81 - **TARN** (2 Sénateurs).
Louis Brives.
François Delga.
- 82 - **TARN-ET-GARONNE** (2 Sénateurs).
Yvon Collin.
Jean Roger.
- 94 - **VAL-DE-MARNE** (6 Sénateurs).
Jacques Carat.
Jean Clouet.
Lucien Lanier.
Charles Lederman.
Hélène Luc.
Alain Poher.
- 95 - **VAL-D'OISE** (4 Sénateurs).
Marie-Claude Beaudeau.
Hélène Missoffe.
Louis Perrein.
Michel Poniatowski.
- 83 - **VAR** (3 Sénateurs).
Maurice Arreckx.
René-Georges Laurin.
François Trucy.
- 84 - **VAUCLUSE** (2 Sénateurs).
Jacques Bérard.
Alain Dufaut.
- 85 - **VENDÉE** (3 Sénateurs).
Michel Crucis.
Louis Moinard.
Jacques Oudin.
- 86 - **VIENNE** (2 Sénateurs).
René Monory.
Guy Robert.
- 87 - **HAUTE-VIENNE** (2 Sénateurs).
Jean-Pierre Demerliat.
Robert Laucournet.
- 88 - **VOSGES** (2 Sénateurs).
Christian Poncelet.
Albert Voilquin.
- 89 - **YONNE** (2 Sénateurs).
Jean Chamant.
Henri de Raincourt.
- 78 - **YVELINES** (5 Sénateurs).
Jacques Bellanger.
Louis de Catuelan.
Gérard Larcher.
Marc Lauriol.
Nelly Rodi.
- b. DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER**
- GUADELOUPE** (2 Sénateurs).
Henri Bangou.
François Louisy.
- GUYANE** (1 Sénateur).
Georges Othily.
- MARTINIQUE** (2 Sénateurs).
Rodolphe Désiré.
Roger Lise.
- LA RÉUNION** (3 Sénateurs).
Paul Moreau.
Albert Ramassamy.
Louis Virapoullé.
- c. TERRITOIRES D'OUTRE-MER**
- NOUVELLE CALÉDONIE** (1 Sénateur).
Dick Ukeiwé.

POLYNÉSIE FRANÇAISE (1 Sénateur).
Daniel Millaud.

ILES WALLIS-ET-FUTUNA (1 Sénateur).
Sosefo Makapé Papilio.

d. COLLECTIVITÉS TERRITORIALES DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MAYOTTE (statut défini par la loi n° 76-1212 du 24 octobre 1976) (1 Sénateur).
Marcel Henry.

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON (statut défini par la loi n° 85-595 du 11 juin 1985) (1 Sénateur).
Albert Pen.

e. SÉNATEURS REPRÉSENTANT LES FRANÇAIS ÉTABLIS HORS DE FRANCE

(12 Sénateurs).
Jean-Pierre Bayle.
Pierre Biarnes.
Paulette Brisepierre.
Jean-Pierre Cantegrit.
Pierre Croze.
Charles de Cuttoli.
Hubert Durand-Chastel.
Jacques Habert.
Paul d'Ornano.
Guy Penne.
Olivier Roux.
Xavier de Villepin.

C. – Renouvellement triennal par tiers du Sénat

Conformément à l'ordre des séries des départements et territoires d'outre-mer

(Art. L. O. 274 et 276 du Code électoral modifiés par la L. O. du 16 juillet 1976 – Tirage au sort des séries effectué en séance publique le 9 juin 1959.)

SÉRIE A (102 Sénateurs) – Élections en 1998

Ain à Indre (*).

Guyane.

Polynésie française.

Iles Wallis-et-Futuna.

Représentants des Français établis hors de France (**) (4 Sénateurs : M. Pierre Biarnes, Mme Paulette Brispierre, MM. Pierre Croze, Jacques Habert).

SÉRIE B (103 Sénateurs) – Élections en 1992

Indre-et-Loire à Pyrénées-Orientales (***).

La Réunion.

Nouvelle-Calédonie.

Territoire des Afars et des Issas (****).

Représentants des Français établis hors de France (4 Sénateurs : MM. Jean-Pierre Bayle, Jean-Pierre Cantegrit, Charles de Cuttoli, Olivier Roux).

SÉRIE C (117 Sénateurs) – Élections en 1995

Bas-Rhin à Yonne.

Essonne à Yvelines (****).

Guadeloupe.

Martinique.

Saint-Pierre-et-Miquelon.

Mayotte.

Représentants des Français établis hors de France (4 Sénateurs : MM. Hubert Durand-Chastel, Paul d'Ornano, Guy Penne, Xavier de Villepin)

*
* *

Au 31 décembre 1990, 320 membres du Sénat sont en fonction sur un effectif de 322 (*****).

(*) A l'exception des départements de l'Essonne et des Hauts-de-Seine affectés à la Série C.

(**) Les douze sièges des Sénateurs représentant les Français établis hors de France ont été répartis entre les Séries A, B et C conformément aux dispositions de la loi organique n° 83-499 du 17 juin 1983.

(***) A l'exception de Paris affecté à la Série C.

(****) Essonne, Hauts-de-Seine, Paris, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne, Val-d'Oise, Yvelines.

(*****) Un siège non pourvu depuis la démission de son titulaire le 1^{er} juillet 1980, à la suite de l'accession à l'indépendance du Territoire des Afars et des Issas, devenu la République de Djibouti le 27 juin 1977 et un siège vacant à la suite du décès de M. Raymond Bourguine.

D. – Sénateurs décédés

M. Pierre Carous, sénateur du Nord (1958-1990), le 14 janvier 1990 (JO Lois et décrets du 16 janvier 1990).

M. Jean Barras, sénateur représentant les Français établis hors de France (1986-1990), le 11 avril 1990 (JO Lois et décrets du 12 avril 1990).

M. Jean-François Pintat, sénateur de la Gironde (1971-1990), le 14 juin 1990 (JO Lois et décrets du 16 juin 1990).

M. Louis Longequeue, sénateur de la Haute-Vienne (1977-1990), le 11 août 1990 (JO Lois et décrets du 14 août 1990).

M. Raymond Bourguine, sénateur de Paris (1977-1990), le 29 novembre 1990 (JO Lois et décrets du 1^{er} décembre 1990).

E. – Remplacements de sénateurs

Mme Marie-Fanny Gournay remplace *M. Pierre Carous* (Nord) le 15 janvier 1990 (JO Lois et décrets du 16 janvier 1990).

M. Hubert Durand-Chastel remplace *M. Jean Barras* (représentant les Français établis hors de France) le 12 avril 1990 (JO Lois et décrets du 13 avril 1990).

M. Gérard César remplace *M. Jean-François Pintat* (Gironde) le 15 juin 1990 (JO Lois et décrets du 16 juin 1990).

M. Jean-Pierre Demerliat remplace *M. Louis Longequeue* (Haute-Vienne) le 30 septembre 1990 (JO Lois et décrets du 2 octobre 1990).

F. – Vacances de siège

Le siège de *M. Louis Longequeue* (Haute-Vienne), décédé, devient vacant (JO Lois et décrets du 15 août 1990).

Le siège de *M. Raymond Bourguine* (Paris), décédé, devient vacant (JO Lois et décrets du 1^{er} décembre 1990).

G. – Élection partielle

M. Jean-Pierre Demerliat, proclamé élu sénateur de la Haute-Vienne, à la suite des opérations électorales du 30 septembre 1990, en remplacement de *M. Louis Longequeue*, décédé (JO Lois et décrets du 2 octobre 1990).

H. – Anciens sénateurs décédés

M. Jacques Soufflet, sénateur des Yvelines de 1959 à 1974, le 9 janvier 1990 (2 avril 1990) (p. 3).

M. André Morice, sénateur de Loire-Atlantique de 1965 à 1983, le 17 janvier 1990 (2 avril 1990) (p. 3).

Mme *Marcelle Bouvet dite Mireille Dumont*, sénateur des Bouches-du-Rhône de 1946 à 1955, le 18 janvier 1990 (2 avril 1990) (p. 3).

M. Jean Saint-Cyr, sénateur de l'Ain de 1946 à 1951, le 15 février 1990 (2 avril 1990) (p. 3).

M. Jean Brajeux, sénateur de l'Eure de 1957 à 1962, le 29 mai 1990 (31 mai 1990) (p. 1195).

M. Jacques Boyer-Andrivet, sénateur de la Gironde 1971 à 1980 et de 1987 à 1989, le 8 juin 1990 (19 juin 1990) (p. 1747).

M. Paul Gondjout, sénateur du Gabon de 1949 à 1958, le 1^{er} juillet 1990 (27 août 1990) (p. 2353).

M. Auguste Chrétienne, sénateur de Seine-et-Oise de 1958 à 1959, le 9 juillet 1990 (27 août 1990) (p. 2353).

M. Emmanuel La Gravière, conseiller de la République, élu par l'Assemblée Nationale, de 1946 à 1948, le 10 juillet 1990 (27 août 1990) (p. 2353).

M. Henri Desseigne, sénateur de la Loire de 1959 à 1974, le 15 juillet 1990 (27 août 1990) (p. 2353).

M. Gérard Minvielle, ancien questeur du Sénat, sénateur des Landes de 1946 à 1983, le 26 juillet 1990 (27 août 1990) (p. 2353).

M. René Toribio, sénateur de la Guadeloupe de 1959 à 1968, le 27 juillet 1990 (27 août 1990) (p. 2353).

M. Jean-Louis Tinaud, sénateur des Pyrénées-Atlantiques de 1951 à 1969, le 13 août 1990 (27 août 1990) (p. 2353).

M. François Schleiter, sénateur de la Meuse de 1948 à 1983, le 26 septembre 1990 (2 octobre 1990) (p. 2387).

M. Chérif Sisbane, sénateur de Constantine de 1948 à 1952, le 1^{er} décembre 1990 (8 décembre 1990) (p. 4782).

II. – BUREAU DU SÉNAT

Composition au 1^{er} janvier 1990 : voir Table des matières 1989 « Renseignements divers ».

Modification intervenue au cours de l'année 1990 : nomination de M. Jean Faure, secrétaire du Sénat, en remplacement de M. Marcel Daunay, démissionnaire (JO Lois et décrets du 31 octobre 1990).

Composition au 31 décembre 1990 :

Président : M. Alain Poher.

Vice-présidents : MM. Pierre-Christian Taittinger, Jean Chantant, Michel Dreyfus-Schmidt, Étienne Dailly.

Questeurs : MM. Lucien Neuwirth, Jacques Bialski, Jacques Mossion.

Secrétaires du Sénat : MM. Guy Allouche, Jean Faure, Roger Husson, Gérard Larcher, Serge Mathieu, Claude Prouvoeur, Henri de Raincourt, Robert Vizet.

III. – SESSIONS

Seconde session ordinaire de 1989-1990 : ouverture (2 avril 1990) (p. 3) ; séance levée (30 juin 1990) (p. 2344).

Deuxième session extraordinaire de 1989-1990 : convocation du Parlement en session extraordinaire à compter du lundi 27 août 1990 (JO Lois et décrets du 23 août 1990) ; ouverture (27 août 1990) (p. 2353) ; ajournement (27 août 1990) (p. 2379) ; clôture (JO Lois et décrets du 28 août 1990).

Première session ordinaire de 1990-1991 : ouverture (2 octobre 1990) (p. 2387) ; ajournement (20 décembre 1990) (p. 5431) ; clôture (JO Lois et décrets du 23 décembre 1990).

IV. – COMPOSITION DES GROUPES POLITIQUES

Groupe communiste (C)

Composition au 1^{er} janvier 1990 : voir Table des matières 1989 « Renseignements divers ».

Aucune modification n'est intervenue au cours de l'année 1990.

Composition du groupe au 31 décembre 1990 (15 membres) : Mme Marie-Claude Beaudeau, M. Jean-Luc Bécart, Mmes Danielle Bidard-Reydet, Paulette Fost, Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. Jean Garcia, Charles Lederman, Félix Leyzour, Mme Hélène Luc, MM. Louis Minetti, Robert Pagès, Ivan Renar, Paul Souffrin, Hector Viron, Robert Vizet.

Apparenté aux termes de l'article 6 du règlement (1 membre) : M. Henri Bangou.

Présidente du groupe : Mme Hélène Luc.

Groupe de l'Union centriste (UC)

Composition au 1^{er} janvier 1990 : voir Table des matières 1989 « Renseignements divers ».

Aucune modification n'est intervenue au cours de l'année 1990.

Composition du groupe au 31 décembre 1990 (59 membres) : MM. Jean Arthuis, Alphonse Arzel, René Ballayer, Bernard Barraux, Daniel Bernardet, François Blaizot, Jean-Pierre Blanc, Maurice Blin, André Bohl, Roger Boileau, Raymond Bouvier, Paul Caron, Louis de Catuelan, Auguste Chupin, Jean Cluzel, André Dagnac, André Diligent, Jean Faure, André Fosset, Jacques Genton, Henri Gœtschy, Jacques Golliet, Bernard Guyomard, Marcel Henry, Rémi Herment, Daniel Hoeffel, Jean Huchon, Claude Huriet, Louis Jung, Pierre Lacour, Bernard Laurent, Henri Le Breton, Jean Leca-

nuet, Edouard Le Jeune, Marcel Lesbros, Roger Lise, Jacques Machet, Jean Madelain, Kléber Malécot, François Mathieu, Louis Mercier, Daniel Millaud, Louis Moinard, René Monory, Claude Mont, Jacques Mossion, Alain Poher, Roger Poudonson, Jean Pourchet, Guy Robert, Olivier Roux, Marcel Rudloff, Pierre Schiélé, Paul Séramy, Michel Souplet, Pierre Vallon, Albert Vecten, Xavier de Villepin, Louis Virapoullé.

Rattachés administrativement aux termes de l'article 6 du règlement (9 membres): MM. Paul Alduy, Claude Belot, Jean-Pierre Cantegrit, Francisque Collomb, Marcel Daunay, André Egu, Jacques Moutet, Bernard Pellarin, Georges Treille.

Président du groupe: M. Daniel Hoeffel.

Groupe de l'Union des républicains et des indépendants (UREI)

Composition au 1^{er} janvier 1990: voir Table des matières 1989 « Renseignements divers ».

Modification intervenue au cours de l'année 1990: décès de M. Jean-François Pintat le 14 juin 1990 (JO Lois et décrets du 16 juin 1990).

Composition du groupe au 31 décembre 1990 (48 membres): MM. Michel d'Aillières, Maurice Arreckx, José Balarello, Bernard Barbier, Jean-Paul Bataille, André Bettencourt, Christian Bonnet, Joël Bourdin, Philippe de Bourgoing, Jean Boyer, Louis Boyer, Guy Cabanel, Joseph Caupert, Jean-Paul Chambriard, Roger Chinaud, Jean Clouet, Charles-Henri de Cossé-Brissac, Pierre Croze, Michel Crucis, Jean Delaneau, Jean Dumont, Ambroise Dupont, Jean-Paul Emin, Jean-Pierre Fourcade, Jean-Claude Gaudin, Jean-Marie Girault, Yves Goussebaire-Dupin, Jacques Larché, Pierre Louvot, Roland du Luart, Marcel Lucotte, Hubert Martin, Serge Mathieu, Michel Miroudot, Jean Pépin, Michel Poniatowski, Richard Pouille, Jean Puech, Henri de Raincourt, Henri Revol, Bernard Seillier, Pierre-Christian Taittinger, Jacques Thyraud, Jean-Pierre Tizon, Henri Torre, René Travert, François Trucy, Albert Voilquin.

Rattachés administrativement aux termes de l'article 6 du règlement (3 membres): MM. Charles Jolibois, Henri Olivier, André Pourny.

Président du groupe: M. Marcel Lucotte.

Groupe du Rassemblement démocratique et européen (RDE)

Composition au 1^{er} janvier 1990: voir Table des matières 1989 « Renseignements divers ».

Aucune modification n'est intervenue au cours de l'année 1990.

Composition du groupe au 31 décembre 1990 (23 membres): MM. François Abadie, Gilbert Baumet, Georges Berchet, Jacques Bimbenet, André Boyer, Louis Brives, Ernest Cartigny, Henri Collard, Yvon Collin, Étienne Dailly, Jean François-Poncet, François Giacobbi, Paul Girod, Pierre Jeambrun, Pierre Lafitte, Bernard Legrand, Max Lejeune, Charles-Edmond Lenglet, François Lesein, Georges Mouly, Hubert Peyou, Jean Roger, Raymond Soucaret.

Président du groupe: M. Ernest Cartigny.

Groupe du Rassemblement pour la République (RPR)

Composition au 1^{er} janvier 1990: voir Table des matières 1989 « Renseignements divers ».

Modifications intervenues au cours de l'année 1990: décès de M. Pierre Carous le 14 janvier 1990 (JO Lois et décrets du 16 janvier 1990); Mme Marie-Fanny Gournay adhère au groupe le 9 février 1990 (JO Lois et décrets du 13 février 1990); décès de M. Jean Barras le 11 avril 1990 (JO Lois et décrets du 12 avril 1990); M. Gérard César adhère au groupe le 19 juin 1990 (JO Lois et décrets du 20 juin 1990); décès de M. Raymond Bourguin le 29 novembre 1990 (JO Lois et décrets du 1^{er} décembre 1990).

Composition du groupe au 31 décembre 1990 (84 membres): MM. Michel Alloncle, Jean Amelin, Hubert d'Andigné, Honoré Baillet, Henri Belcour, Jacques Bérard, Roger Besse, Amédée Bouquerel, Yvon Bourges, Jean-Eric Bousch, Jacques Braconnier, Mme Paulette Brisepierre, MM. Michel Caldaguès, Robert Calmejane, Jean-Pierre Camoin, Auguste Cazalet, Jean Chamant, Jacques Chaumont, Michel Chauty,

Jean Chérioux, Henri Collette, Maurice Couve de Murville, Charles de Cuttoli, Luc Dejoie, Jacques Delong, Charles Descours, Michel Doublet, Franz Duboscq, Alain Dufaut, Pierre Dumas, Marcel Fortier, Philippe François, Philippe de Gaulle, Alain Gérard, François Gerbaud, Charles Ginesy, Mme Marie-Fanny Gournay, MM. Adrien Gouteyron, Paul Graziani, Georges Gruillot, Yves Guéna, Hubert Haenel, Emmanuel Hamel, Mme Nicole de Hauteclocque, MM. Bernard Hugo, Roger Husson, André Jarrot, André Jourdain, Paul Kauss, Christian de La Malène, Gérard Larcher, René-Georges Laurin, Marc Lauriol, Jean-François Le Grand, Maurice Lombard, Paul Masson, Michel Maurice-Bokanowski, Jacques de Menou, Mme Héléne Missoffe, MM. Geoffroy de Montalembert, Paul Moreau, Arthur Moulin, Jean Natali, Lucien Neuwirth, Paul d'Ornano, Jacques Oudin, Sosefo Makapé Papilio, Charles Pasqua, Alain Pluchet, Christian Poncelet, Roger Rigaudière, Jean-Jacques Robert, Mme Nelly Rodi, MM. Josselin de Rohan, Roger Romani, Maurice Schumann, Jean Simonin, Jacques Sourdille, Louis Souvet, Martial Taugourdeau, René Trégouët, Dick Ukeiwé, Jacques Valade, Serge Vinçon.

Apparentés aux termes de l'article 6 du règlement (6 membres): MM. Gérard César, Désiré Debavelaere, Lucien Lanier, Claude Prouvoyeur, Michel Rufin, André-Georges Voisin.

Président du groupe: M. Charles Pasqua.

Groupe socialiste (S)

Composition au 1^{er} janvier 1990: voir Table des matières 1989 « Renseignements divers ».

Modifications intervenues au cours de l'année 1990: décès de M. Louis Longequeue le 11 août 1990 (JO Lois et décrets du 14 août 1990); M. Jean-Pierre Demerliat adhère au groupe le 2 octobre 1990 (JO Lois et décrets du 3 octobre 1990).

Composition du groupe au 31 décembre 1990 (60 membres): MM. Guy Allouche, François Autain, Germain Authié, Jean-Pierre Bayle, Gilbert Belin, Jacques Bellanger, Mme Maryse Bergé-Lavigne, MM. Roland Bernard, Jean Besson, Jacques Bialski, Pierre Biarnes, Marc Boeuf, Marcel Bony, Jacques Carat, Robert Castaing, William Chervy, Claude Cornac, Marcel Costes, Raymond Courrière, Roland Courteau, Michel Darras, Marcel Debarge, André Delelis, Gérard Delfau, Jean-Pierre Demerliat, Michel Dreyfus-Schmidt, Bernard Dussaut, Claude Estier, Aubert Garcia, Gérard Gaud, Roland Grimaldi, Robert Guillaume, Philippe Labeyrie, Tony Larue, Robert Laucournet, Paul Loridan, François Louisy, Philippe Madrelle, Michel Manet, Jean-Pierre Masseur, Jean-Luc Mélenchon, Michel Moreigne, Guy Penne, Daniel Percheron, Louis Perrein, Jean Peyrafitte, Louis Philibert, Robert Pontillon, Claude Pradille, Roger Quilliot, Albert Ramassamy, René Régnault, Gérard Roujas, André Rouvière, Claude Saunier, Franck Sérusclat, René-Pierre Signé, Fernand Tardy, André Vezinhet, Marcel Vidal.

Apparentés aux termes de l'article 6 du règlement (2 membres): MM. Rodolphe Désiré, Albert Pen.

Rattachés administrativement aux termes de l'article 6 du règlement (4 membres): MM. Georges Othily, Jacques Rocca Serra, André Vallet, Robert-Paul Vigouroux.

Président du groupe: M. Claude Estier.

Réunion administrative des sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe (NI)

Composition au 1^{er} janvier 1990: voir Table des matières 1989 « Renseignements divers ».

Modifications intervenues au cours de l'année 1990: Mme Marie-Fanny Gournay, devenue sénateur le 15 janvier 1990 ne figure sur la liste d'aucun groupe jusqu'au 9 février 1990 (JO Lois et décrets du 13 février 1990); M. Hubert Durand-Chastel, devenu sénateur le 12 avril 1990 ne figure sur la liste d'aucun groupe; M. Gérard César, devenu sénateur le 15 juin 1990 ne figure sur la liste d'aucun groupe jusqu'au 19 juin 1990; M. Jean-Pierre Demerliat, devenu sénateur le 30 septembre 1990, ne figure sur la liste d'aucun groupe jusqu'au 2 octobre 1990 (JO Lois et décrets du 3 octobre 1990).

Liste des membres de la réunion administrative des sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe remise à la présidence du Sénat le 31 décembre 1990 (6 membres): MM. Philippe

Adnot, François Delga, Hubert Durand-Chastel, Jean Grandon, Jacques Habert, Charles Ornano.

Délégué : M. Jacques Habert.

V. - COMPOSITION DES COMMISSIONS

A. - COMMISSIONS PERMANENTES

1 - Commission des affaires culturelles (52 membres)

Composition au 1^{er} janvier 1990 : voir Table des matières 1989 « Renseignements divers ».

Modifications intervenues au cours de l'année 1990 :

Cessent d'appartenir à cette commission : M. Pierre Carous, décédé le 14 janvier 1990 (JO Lois et décrets du 16 janvier 1990) ; Mme Marie-Fanny Gournay, démissionnaire le 10 mai 1990 (JO Lois et décrets du 11 mai 1990).

Sont nommés membres de cette commission : Mme Marie-Fanny Gournay, le 4 avril 1990, en remplacement de M. Pierre Carous, décédé (JO Lois et décrets du 5 avril 1990) ; M. Hubert Durand-Chastel, le 15 mai 1990, en remplacement de Mme Marie-Fanny Gournay, démissionnaire (JO Lois et décrets du 16 mai 1990).

Composition au 31 décembre 1990 :

a) Bureau : Président : M. Maurice Schumann ; Vice-présidents : MM. Jacques Carat, Pierre Laffitte, Michel Miroudot, Paul Séramy ; Secrétaires : M. Jacques Bérard, Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. Jacques Habert, Pierre Vallon.

b) Membres : MM. Hubert d'Andigné, François Autain, Honoré Bilet, Jean-Paul Bataille, Gilbert Belin, Jacques Bérard, Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. Jean-Pierre Blanc, Roger Boileau, Joël Bourdin, Mme Paulette Brisepierre, MM. Jean-Pierre Camoin, Jacques Carat, Robert Castaing, Jean Delaneau, Gérard Delfau, André Diligent, Alain Dufaut, Ambroise Dupont, Hubert Durand-Chastel, André Egu, Alain Gérard, Adrien Gouteyron, Robert Guillaume, Jacques Habert, Pierre Laffitte, François Lesein, Mme Hélène Luc, MM. Marcel Lucotte, Klébert Malécot, Hubert Martin, Michel Miroudot, Jacques Mossion, Georges Mouly, Sosefo Makapé Papilio, Charles Pasqua, Jean Pépin, Roger Quilliot, Ivan Renar, Claude Saunier, Pierre Schiélé, Maurice Schumann, Paul Séramy, Raymond Soucaret, Dick Ukeiwé, André Vallet, Pierre Vallon, Albert Vecten, André Vézinhel, Marcel Vidal, Serge Vinçon, N.

2 - Commission des affaires économiques et du Plan (78 membres)

Composition au 1^{er} janvier 1990 : voir Table des matières 1989 « Renseignements divers ».

Modifications intervenues au cours de l'année 1990 : M. Serge Mathieu devient secrétaire le 3 octobre 1990, en remplacement de M. Bernard Barbier, démissionnaire (JO Lois et décrets du 4 octobre 1990).

Cessent d'appartenir à cette commission : M. Bernard Barbier, démissionnaire le 27 juin 1990 (JO Lois et décrets du 28 juin 1990) ; M. Roland Bernard, démissionnaire le 30 octobre 1990 (JO Lois et décrets du 31 octobre 1990).

Sont nommés membres de cette commission : M. Henri Revol, en remplacement de M. Bernard Barbier, démissionnaire (JO Lois et décrets du 28 juin 1990) ; M. Albert Pen, en remplacement de M. Roland Bernard, démissionnaire (JO Lois et décrets du 31 octobre 1990).

Composition au 31 décembre 1990 :

a) Bureau : Président : M. Jean François-Poncet ; Vice-présidents : MM. Robert Laucournet, Jean Huchon, Richard Pouille, Philippe François ; Secrétaires : MM. Francisque Collomb, Roland Grimaldi, Serge Mathieu, Louis Minetti, René Trégoët.

b) Membres : MM. Jean Amelin, Maurice Arreckx, Henri Bangou, Bernard Barraux, Jacques Bellanger, Georges Berchet, Roger Besse, Jean Besson, François Blaizot, Marcel Bony, Jean-Eric Bousch, Jean Boyer, Jacques Braconnier, Robert Calmejane, Louis de Catuelan, Joseph Caupert, William

Chervy, Auguste Chupin, Henri Collette, Francisque Collob, Marcel Costes, Roland Courteau, Marcel Daunay, Désiré Debavelaere, Rodolphe Désiré, Pierre Dumas, Bernard Dussaut, Jean Faure, André Fosset, Philippe François, Jean François-Poncet, Aubert Garcia, François Gerbaud, Charles Ginésy, Yves Goussebaire-Dupin, Jean Grandon, Roland Grimaldi, Georges Guillot, Rémi Herment, Jean Huchon, Bernard Hugo, Pierre Jeambrun, Pierre Lacour, Gérard Larcher, Robert Laucournet, Bernard Legrand, Jean-François Le Grand, Charles-Edmond Lenglet, Félix Leyzour, Maurice Lombard, François Mathieu, Serge Mathieu, Jacques de Menou, Louis Mercier, Louis Minetti, Louis Moirard, Paul Moreau, Jacques Moutet, Henri Olivier, Albert Pen, Daniel Percheron, Jean Peyrafitte, Alain Pluchet, Richard Pouille, Jean Pourchet, André Pourny, Jean Puech, Henri de Raincourt, Henri Revol, Jean-Jacques Robert, Jacques Rocca Serra, Jean Roger, Josselin de Rohan, Jean Simonin, Michel Souplet, Fernand Tardy, René Travert, René Trégoët.

3 - Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (52 membres)

Composition au 1^{er} janvier 1990 : voir Table des matières 1989 « Renseignements divers ».

Modifications intervenues au cours de l'année 1990 :

Cessent d'appartenir à cette commission : M. Marc Lauriol, démissionnaire le 16 mai 1990 (JO Lois et décrets du 17 mai 1990) ; M. Louis Longequeue, décédé le 11 août 1990 (JO Lois et décrets du 14 août 1990) ; M. Lucien Neuwirth, démissionnaire le 9 octobre 1990 (JO Lois et décrets du 10 octobre 1990) ; M. Jean-Pierre Demerliat, démissionnaire le 30 octobre 1990 (JO Lois et décrets du 31 octobre 1990).

Sont nommés membres de cette commission : M. Lucien Neuwirth, le 16 mai 1990, en remplacement de M. Marc Lauriol, démissionnaire (JO Lois et décrets du 17 mai 1990) ; M. Jean-Pierre Demerliat, le 3 octobre 1990, en remplacement de M. Louis Longequeue, décédé (JO Lois et décrets du 4 octobre 1990) ; M. Marc Lauriol, le 9 octobre 1990, en remplacement de M. Lucien Neuwirth, démissionnaire (JO Lois et décrets du 10 octobre 1990) ; M. Roland Bernard, le 30 octobre 1990, en remplacement de M. Jean-Pierre Demerliat, démissionnaire (JO Lois et décrets du 31 octobre 1990).

Composition au 31 décembre 1990 :

a) Bureau : Président : M. Jean Lecanuet ; Vice-présidents : MM. Michel d'Aillières, Yvon Bourges, François Abadie, Jean-Pierre Bayle ; Secrétaires : MM. Jean Garcia, Guy Cabanel, Michel Alloncle, Jacques Genton.

b) Membres : MM. François Abadie, Michel d'Aillières, Paul Alduy, Michel Alloncle, Jean-Pierre Bayle, Jean-Luc Bécart, Daniel Bernardet, Roland Bernard, André Bettencourt, Amédée Bouquerel, Yvon Bourges, André Boyer, Guy Canabel, Michel Caldaguès, Jean-Paul Chambriard, Michel Chauty, Yvon Collin, Claude Cornac, Charles-Henri de Cossé-Brissac, Michel Crucis, André Delélis, Franz Duboscq, Claude Estier, Jean Garcia, Gérard Gaud, Jean-Claude Gaudin, Philippe de Gaulle, Jacques Genton, Jacques Golliet, Bernard Guyonard, Mme Nicole de Hautecloque, MM. Marcel Henry, André Jarrot, Louis Jung, Christian de La Malène, Marc Lauriol, Jean Lecanuet, Edouard Le Jeune, Max Lejeune, Philippe Madrelle, Michel Maurice-Bokanowski, Jean-Luc Mélenchon, Claude Mont, Jean Natali, Paul d'Ornano, Michel Poniatowski, Robert Pontillon, Roger Poudonson, André Rouvière, Robert-Paul Vigouroux, Xavier de Villepin, Albert Voilquin.

4 - Commission des affaires sociales (52 membres)

Composition au 1^{er} janvier 1990 : voir Table des matières 1989 « Renseignements divers ».

Modifications intervenues au cours de l'année 1990 :

Cessent d'appartenir à cette commission : M. Jean Barras, décédé le 11 avril 1990 (JO Lois et décrets du 12 avril 1990) ; M. Henri Revol, démissionnaire le 27 juin 1990 (JO Lois et décrets du 28 juin 1990) ; M. Albert Pen, démissionnaire le 30 octobre 1990 (JO Lois et décrets du 31 octobre 1990).

Sont nommés membres de cette commission : Mme Marie-Fanny Gournay, le 10 mai 1990, en remplacement de M. Jean

Barras, décédé (JO Lois et décrets du 11 mai 1990); M. Gérard César, le 2 octobre 1990, en remplacement de M. Henri Revol, démissionnaire (JO Lois et décrets du 3 octobre 1990); M. Jean-Pierre Demerliat, en remplacement de M. Albert Pen, démissionnaire (JO Lois et décrets du 31 octobre 1990).

Composition au 31 décembre 1990 :

- a) *Bureau : Président :* M. Jean-Pierre Fourcade ; *Vice-présidents :* MM. Louis Souvet, Marc Boeuf, Claude Huriet, Jacques Bimbenet ; *Secrétaires :* MM. Hector Viron, Charles Descours, Guy Penne, Roger Lise.
- b) *Membres :* M. José Balarello, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Henri Belcour, Jacques Bialski, Jacques Bimbenet, Marc Boeuf, André Bohl, Louis Boyer, Louis Brives, Jean-Pierre Cantegrit, Gérard César, Jean Chérioux, Marcel Debarge, François Delga, Jean-Pierre Demerliat, Charles Descours, Michel Doublet, Jean Dumont, Jean-Paul Emin, Jean-Pierre Fourcade, Mme Marie-Fanny Gournay, MM. Claude Huriet, Roger Husson, André Jourdain, Paul Kauss, Philippe Labeyrie, Henri Le Breton, Marcel Lesbros, Roger Lise, François Louisy, Pierre Louvot, Jacques Machet, Jean Madelain, Mme Hélène Missoffe, MM. Arthur Moulin, Guy Penne, Hubert Peyou, Louis Philibert, Claude Prouvoveur, Roger Rigaudière, Guy Robert, Mme Nelly Rodi, MM. Gérard Roujas, Olivier Roux, Bernard Seillier, Franck Sérusclat, René-Pierre Signé, Paul Souffrin, Louis Souvet, Pierre-Christian Taittinger, Martial Taugourdeau, Hector Viron.

5 - Commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation (43 membres)

Composition au 1^{er} janvier 1990 : voir Table des matières 1989 « Renseignements divers ».

Modifications intervenues au cours de l'année 1990 : M. Jean Clouet devient vice-président le 4 octobre 1990, en remplacement de M. Jean-François Pintat, décédé (JO Lois et décrets du 5 octobre 1990).

Cessent d'appartenir à cette commission : M. Jean-François Pintat, décédé le 14 juin 1990 (JO Lois et décrets du 16 juin 1990); M. Raymond Bourguine, décédé le 29 novembre 1990 (JO Lois et décrets du 1^{er} décembre 1990).

Est nommé membre de cette commission : M. Bernard Barbier, le 27 juin 1990, en remplacement de M. Jean-François Pintat, décédé (JO Lois et décrets du 28 juin 1990).

Composition au 31 décembre 1990 :

- a) *Bureau : Président :* M. Christian Poncelet ; *Vice-président d'honneur :* M. Geoffroy de Montalembert ; *Vice-présidents :* MM. Tony Larue, Jean Cluzel, Paul Girod, Jean Clouet ; *Secrétaires :* MM. Maurice Blin, Emmanuel Hamel, Louis Perrein, Robert Vizet ; *Rapporteur général :* M. Roger Chinaud.
- b) *Membres :* MM. Philippe Adnot, Jean Arthuis, René Ballyer, Bernard Barbier, Claude Belot, Mme Maryse Bergé-Lavigne, MM. Maurice Blin, Paul Caron, Ernest Cartigny, Auguste Cazalet, Jacques Chaumont, Roger Chinaud, Jean Clouet, Jean Cluzel, Henri Collard, Maurice Couve de Murville, Pierre Croze, Jacques Delong, Marcel Fortier, Mme Paulette Fost, MM. Paul Girod, Henri Gœtschy, Yves Guéna, Emmanuel Hamel, Tony Larue, Paul Loridant, Roland du Luart, Michel Manet, Jean-Pierre Masseret, René Monory, Geoffroy de Montalembert, Michel Moreigne, Jacques Oudin, Bernard Pellarin, Louis Perrein, Christian Poncelet, René Régnauld, Henri Torre, François Trucy, Jacques Valade, Robert Vizet, André-Georges Voisin, N.

6 - Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (44 membres)

Composition au 1^{er} janvier 1990 : voir Table des matières 1989 « Renseignements divers ».

Modifications intervenues au cours de l'année 1990 :

Cessent d'appartenir à cette commission : M. Lucien Neuwirth, démissionnaire le 16 mai 1990 (JO Lois et décrets du 17 mai 1990); M. Marc Lauriol, démissionnaire le 9 octobre 1990 (JO Lois et décrets du 10 décembre 1990).

Sont nommés membres de cette commission : M. Marc Lauriol, le 16 mai 1990, en remplacement de M. Lucien Neuwirth, démissionnaire (JO Lois et décrets du 17 mai 1990); M. Lucien Neuwirth, le 9 octobre 1990, en remplacement de M. Marc Lauriol, démissionnaire (JO Lois et décrets du 10 octobre 1990).

Composition au 31 décembre 1990 :

- a) *Bureau : Président :* M. Jacques Larché ; *Vice-présidents :* MM. Louis Virapoullé, François Giacobbi, Charles de Cuttoli, Michel Darras ; *Secrétaires :* MM. Charles Lederman, Germain Authié, René-Georges Laurin, Marcel Rudloff.
- b) *Membres :* MM. Guy Allouche, Alphonse Arzel, Germain Authié, Gilbert Baumet, Pierre Biarnes, Christian Bonnet, Philippe de Bourgoing, Raymond Bouvier, Jean Chamant, Raymond Courrière, Charles de Cuttoli, Etienne Dailly, Michel Darras, André Daugnac, Luc Dejoie, Michel Dreyfus-Schmidt, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. François Giacobbi, Jean-Marie Girault, Paul Graziani, Hubert Haenel, Daniel Hoeffel, Charles Jolibois, Lucien Lanier, Jacques Larché, Bernard Laurent, René-Georges Laurin, Charles Lederman, Paul Masson, Daniel Millaud, Lucien Neuwirth, Charles Ornano, Georges Othily, Roger Pagès, Claude Pradille, Albert Ramassamy, Roger Romani, Marcel Rudloff, Michel Rufin, Jacques Sourdille, Jacques Thyraud, Jean-Pierre Tizon, Georges Treille, Louis Virapoullé.

B. - COMMISSIONS DE CONTRÔLE

1. - **Commission de contrôle chargée d'examiner la gestion administrative, financière et technique de l'ensemble des services relevant de l'autorité du ministre de l'intérieur qui contribuent, à un titre quelconque, à assurer le maintien de l'ordre public et la sécurité des personnes et des biens.**

Nomination par le Sénat le 19 décembre 1990 (JO Lois et décrets du 20 décembre 1990).

Membres : MM. Tony Larue, Francisque Collomb, François Giacobbi, Lucien Lanier, Bernard Laurent, Guy Robert, Louis Boyer, Jacques Sourdille, Jacques Machet, Jean-Jacques Robert, Franz Duboscq, Alain Pluchet, Paul Girod, Georges Gruillot, Rémi Herment, Serge Mathieu, René Régnauld, Jean-Pierre Demerliat, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. Paul Loridant, Henri de Raincourt.

Nomination du bureau le 20 décembre 1990 (JO Lois et décrets du 21 décembre 1990).

Président : M. Louis Boyer ; *Vice-présidents :* MM. François Giacobbi, Guy Robert ; *Secrétaire :* M. Paul Loridant ; *Rapporteur :* M. Lucien Lanier.

2. - **Commission de contrôle chargée d'examiner les modalités d'organisation et les conditions de fonctionnement des services relevant de l'autorité judiciaire.**

Nomination par le Sénat le 19 décembre 1990 (JO Lois et décrets du 20 décembre 1990).

Membres : MM. Charles Lederman, Charles de Cuttoli, Michel Rufin, Jean-Pierre Tizon, René-Georges Laurin, Philippe de Bourgoing, Marcel Rudloff, François Blaizot, Albert Ramassamy, José Balarello, Germain Authié, Jacques Bimbenet, Luc Dejoie, Adrien Gouteyron, Jean-Pierre Cantegrit, Louis Virapoullé, Guy Allouche, Hubert Haenel, Gilbert Baumet, Georges Othily, Jean Arthuis.

Nomination du bureau le 20 décembre 1990 (JO Lois et décrets du 21 décembre 1990).

Président : M. Hubert Haenel ; *Vice-présidents :* MM. Philippe de Bourgoing, Albert Ramassamy ; *Secrétaire :* M. Charles Lederman ; *Rapporteur :* M. Jean Arthuis.

3. - **Commission de contrôle chargée d'examiner les modalités d'organisation et les conditions de fonctionnement du second cycle de l'enseignement public du second degré.**

Nomination par le Sénat le 19 décembre 1990 (JO Lois et décrets du 20 décembre 1990).

Membres : M. Jean Simonin, Mme Paulette Brisepierre,

MM. Paul Séramy, Franck Sérusclat, Jacques Delong, Maurice Blin, Raymond Soucaret, Pierre Laffitte, Albert Vecten, Henri Goetschy, Mme Hélène Missoffe, MM. Jean-Paul Bataille, André Jourdain, Henri Revol, Gérard Delfau, Joël Bourdin, Mmes Danielle Bidard-Reydet, Maryse Bergé-Lavigne, MM. Jean-Pierre Camoin, Jean-Pierre Bayle, Pierre Schiélé.

Nomination du bureau le 20 décembre 1990 (JO Lois et décrets du 21 décembre 1990).

Président : M. Maurice Blin ; *Vice-présidents* : Mme Maryse Bergé-Lavigné, M. Jean Simonin ; *Secrétaires* : M. Pierre Laffitte, Mme Danielle Bidard-Reydet ; *Rapporteur* : M. Joël Bourdin.

4. - **Commission de contrôle chargée d'examiner la gestion administrative, financière et technique de l'entreprise nationale Air France et des sociétés de toute nature comme des compagnies aériennes qu'elle contrôle, puis d'en informer le Sénat.**

Nomination par le Sénat le 19 décembre 1990 (JO Lois et décrets du 20 décembre 1990).

Membres : MM. Auguste Chupin, Marcel Fortier, Pierre Jeambrun, Ernest Cartigny, Robert Vizet, Michel Chauty, Jacques Moutet, Xavier de Villepin, Bernard Guyomard, François Gerbaud, Jean-Paul Chambriard, Jacques Bellanger, François Autain, Charles-Henri de Cossé-Brissac, Charles Descours, Roland du Luart, Jacques Rocca Serra, Serge Vinçon, André Fosset, Charles Pasqua, Jean-Luc Mélenchon.

Nomination du bureau le 20 décembre 1990 (JO Lois et décrets du 21 décembre 1990).

Président : M. Ernest Cartigny ; *Vice-présidents* : MM. Jacques Bellanger, Xavier de Villepin, Roland du Luart ; *Secrétaire* : M. Robert Vizet ; *Rapporteur* : M. Serge Vinçon.

C. - COMMISSION CHARGÉE D'EXAMINER UNE PROPOSITION DE RÉSOLUTION EN VUE DE REQUÉRIR LA SUSPENSION DES POURSUITES ENGAGÉES CONTRE UN SÉNATEUR

(Article 105 du Règlement du Sénat)

1. - **Proposition de résolution tendant à obtenir la suspension des poursuites engagées contre M. Guy Allouche, sénateur du Nord.**

Nomination par le Sénat le 6 juin 1990 (JO Lois et décrets du 8 juin 1990) :

Membres : MM. Jean Arthuis, Jacques Bellanger, Jean Besson, Jacques Bialski, Jacques Bimbenet, Charles de Cuttoli, Etienne Dailly, Luc Dejoie, Jean Delaneau, André Diligent, Michel Dreyfus-Schmidt, Hubert Durand-Chastel, Claude Estier, Paul Graziani, Charles Jolibois, Lucien Lanier, Bernard Laurent, Charles Lederman, Roland du Luart, Paul Masson, Henri de Raincourt, Albert Ramassamy, Roger Romani, Marcel Rudloff, Michel Rufin, Jacques Sourdille, Jacques Thyraud, Pierre Vallon, Louis Virapoullé, Robert Vizet.

Bureau nommé le 14 juin 1990 (JO Lois et décrets du 15 juin 1990) :

Président : M. Etienne Dailly ; *Vice-président* : M. Jacques Bellanger ; *Secrétaire* : M. Roland du Luart ; *Rapporteur* : M. Marcel Rudloff.

D. - COMMISSIONS MIXTES PARITAIRES

1. - **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à modifier l'article 6 bis de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le jeudi 29 mars 1990 et par le Sénat dans sa séance du mardi 3 avril 1990, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Michel Sapin, Alain Lamoussure, Marc Dolez, Charles Josselin, Philippe Marchand, Pierre Mazeaud, Jean-Pierre Michel.

Suppléants : MM. Marcel Charmant, François Colcombet, Didier Migaud, Henri Cuq, Pascal Clément, Jean-Jacques Hyst, Gilbert Millet.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jacques Larché, Paul Masson, Daniel Hoeffel, Hubert Haenel, Bernard Laurent, Guy Allouche, Charles Lederman.

Suppléants : MM. Jacques Thyraud, René-Georges Laurin, Alphonse Arzel, Michel Rufin, Raymond Bouvier, Raymond Courrière, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis.

Dans sa séance du mardi 10 avril 1990, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jacques Larché ; *Vice-président* : M. Michel Sapin ; *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Michel Sapin ; au Sénat : M. Paul Masson.

2. - **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi visant à la mise en œuvre du droit au logement.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mercredi 11 avril 1990 et par le Sénat dans sa séance du jeudi 12 avril 1990, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Guy Malandain, Bernard Carton, René Dosière, Jacques Guyard, Jean-Pierre Fourré, Eric Raoult, Jean Proriol.

Suppléants : MM. Pierre Ducout, Jean Oehler, Yves Vidal, Jean-Marie Leduc, Jean Tiberi, Hubert Grimault, André Duoméa.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jean François-Poncet, Robert Laucournet, José Balarello, Maurice Lombard, Louis de Catuelan, Jean Simonin, William Chervy.

Suppléants : MM. Jean Boyer, André Fosset, Georges Berchet, Roland Courteau, Philippe François, Jean Huchon, Louis Minetti.

Dans sa séance du jeudi 12 avril 1990, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Guy Malandain ; *Vice-président* : M. Jean François-Poncet ; *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Bernard Carton ; au Sénat : M. Robert Laucournet.

3. - **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 52-893 du 25 juillet 1952 portant création d'un office français de protection des réfugiés et apatrides.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le 31 mai 1990 et par le Sénat dans sa séance du 23 mai 1990, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Michel Sapin, Jean-Claude Blin, Michel Bérégovoy, Jean-Yves Autexier, Bertrand Gallet, Robert Pandraud, Francis Delattre.

Suppléants : MM. François Colcombet, Marc Dolez, Jean-Pierre Michel, Pierre Mazeaud, Pascal Clément, Jean-Jacques Hyst, François Asensi.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jacques Larché, Paul Masson, Louis Virapoullé, Lucien Lanier, Jacques Thyraud, Guy Allouche, Robert Pagès.

Suppléants : MM. Charles Jolibois, René-Georges Laurin, Marcel Rudloff, Bernard Laurent, Marc Lauriol, Michel Dreyfus-Schmidt, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis.

Dans sa séance du jeudi 31 mai 1990, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jacques Larché ; *Vice-président* : M. Michel Sapin ; *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Jean-Claude Blin ; au Sénat : M. Paul Masson.

4. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux droits et obligations de l'Etat et des départements concernant les instituts universitaires de formation des maîtres et portant diverses dispositions relatives à l'éducation nationale.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le vendredi 1^{er} juin 1990 et par le Sénat dans sa séance du mardi 22 mai 1990, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Jean-Michel Belorgey, Jean-Pierre Sueur, Bernard Derosier, Jean Giovannelli, Alain Néri, Bruno Bourg-Broc, Francisque Perrut.

Suppléants : MM. Jean-Pierre Bequet, Robert Le Foll, Jean Proveux, Michel Giraud, Jean-Yves Haby, Jean-Pierre Foucher, Georges Hage.

Sénateurs

Titulaires : MM. Maurice Schumann, Paul Séramy, Albert Vec-ten, Michel Miroudot, Jean-Pierre Camoin, Robert Castaing, Claude Saunier.

Suppléants : MM. Jean Delaneau, Adrien Gouteyron, François Lesein, Jacques Habert, Roger Boileau, Jacques Carat, Mme Danielle Bidard-Reydet.

Dans sa séance du mercredi 6 juin 1990, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jean-Michel Belorgey ; *Vice-président* : M. Maurice Schumann ; *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Jean-Pierre Sueur ; au Sénat : M. Paul Séramy.

5. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au statut et au capital de la régie nationale des usines Renault.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mercredi 6 juin 1990 et par le Sénat dans sa séance du mercredi 30 mai 1990, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Gaston Rimareix, Paul Dhaille, Mme Marie-Josèphe Sublet, MM. Jean-Pierre Kucheida, Alain Brune, Franck Borotra, Gilbert Gantier.

Suppléants : MM. René Drouin, Philippe Bassinet, Jean-Paul Bachy, Michel Destot, Jacques Masdeu-Arus, Georges Chavanes, Roger Gouhier.

Sénateurs

Titulaires : MM. Christian Poncelet, Roger Chinaud, René Monory, Yves Guéna, Claude Belot, Jean-Pierre Masseret, Paul Loridant.

Suppléants : MM. Ernest Cartigny, Emmanuel Hamel, Jean Arthuis, Geoffroy de Montalembert, Jean Clouet, Tony Larue, Robert Vizet.

Dans sa séance du jeudi 7 juin 1990, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Christian Poncelet ; *Vice-président* : M. Paul Dhaille ; *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Gaston Rimareix ; au Sénat : M. Roger Chinaud.

6. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation du service public de la poste et des télécommunications.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le lundi 11 juin 1990 et par le Sénat dans sa séance du jeudi 7 juin 1990, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Jean-Marie Bockel, Jean-Pierre Fourré, Alain Bonnet, Bernard Schreiner, Gabriel Montcharmont, Jean Besson, Pierre Micaux.

Suppléants : MM. René Dosière, Guy Bèche, Jean-Pierre Sueur, Gérard Bapt, Patrick Ollier, Gérard Vignoble, Roger Gouhier.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jean François-Poncet, Jean Faure, Henri Torre, Gérard Larcher, Jacques Bellanger, Philippe François, Aubert Garcia.

Suppléants : MM. Richard Pouille, Louis de Catuelan, Jacques Moutet, Roland Grimaldi, Jean-Eric Bousch, Jean Huchon, Félix Leyzour.

Dans sa séance du mercredi 13 juin 1990, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jean François-Poncet ; *Vice-président* : M. Jean-Marie Bockel ; *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Jean-Pierre Fourré ; au Sénat : M. Jean Faure.

7. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la participation des communes au financement des collèges.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le jeudi 14 juin 1990 et par le Sénat dans sa séance du lundi 11 juin 1990, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Michel Sapin, Jean-Claude Blin, François Colcombet, Mme Martine David, MM. François Massot, Jean-Louis Debré, Paul-Louis Tenaillon.

Suppléants : MM. André Delattre, René Dosière, Jean-Pierre Michel, Jacques Limouzy, Claude Wolff, Jean-Jacques Hyst, Gilbert Millet.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jacques Larché, Lucien Lanier, Paul Séramy, Michel Darras, Paul Masson, Charles Lederman, Jean-Marie Girault.

Suppléants : MM. Philippe de Bourgoing, Luc Dejoie, Louis Virapoullé, Guy Allouche, Michel Rufin, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, M. Jean-Pierre Tizon.

Dans sa séance du mardi 19 juin 1990, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Michel Sapin ; *Vice-président* : M. Louis Virapoullé ; *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Paul-Louis Tenaillon ; au Sénat : M. Lucien Lanier.

8. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le jeudi 14 juin 1990 et par le Sénat dans sa séance du mercredi 13 juin 1990, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Michel Sapin, Jean-Claude Blin, Mme Martine David, MM. Alexandre Léontieff, François Massot, Jean-Louis Debré, Pierre-André Wiltzer.

Suppléants : MM. François Colcombet, Jean-Pierre Michel, Émile Vernaude, Jacques Limouzy, Paul-Louis Tenaillon, Jean-Jacques Hyst, Gilbert Millet.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jacques Larché, Bernard Laurent, Michel Rufin, Albert Ramassamy, Daniel Millaud, Charles Lederman, Paul Masson.

Suppléants : MM. Jean-Marie Girault, Philippe de Bourgoing, Lucien Lanier, Guy Allouche, Louis Virapoullé, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, M. Jean-Pierre Tizon.

Dans sa séance du mardi 19 juin 1990, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Michel Sapin ; *Vice-président* : M. Louis Virapoullé ; *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : Mme Martine David ; au Sénat : M. Bernard Laurent.

9. - **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code de la sécurité sociale et relatif aux prestations familiales et aux aides à l'emploi pour la garde des jeunes enfants.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le jeudi 14 juin 1990 et par le Sénat dans sa séance du vendredi 8 juin 1990, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Alain Vidalies, Thierry Mandon, Mme Hélène Mignon, M. Robert Le Foll, Mme Marie-Josèphe Sublet, MM. Louis de Broissia, Francisque Perrut.

Suppléants : M. Jean Laurain, Mme Marie Jacq, M. Jean-Michel Testu, Mme Roselyne Bachelot, M. Jean-Yves Haby, Mmes Christine Boutin, Muguette Jacquaint.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jean-Pierre Fourcade, Guy Robert, Mme Hélène Missoffe, MM. Jean Madelain, Jacques Bimbenet, Marc Boeuf, Mme Marie-Claude Beaudeau.

Suppléants : MM. Bernard Sellier, Claude Huriet, Jean Chérioux, Jacques Machet, Jean Dumont, Guy Penne, Paul Souffrin.

Dans sa séance du mardi 26 juin 1990, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jean-Pierre Fourcade ; *Vice-président* : Mme Hélène Mignon ; *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Robert Le Foll ; au Sénat : M. Guy Robert.

10. - **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création de l'agence pour l'enseignement français à l'étranger.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mardi 19 juin 1990 et par le Sénat dans sa séance du vendredi 15 juin 1990, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Michel Vauzelle, Jeanny Lorgeoux, Roland Beix, André Delehedde, André Bellon, Xavier Deniau, Charles Ehrmann.

Suppléants : MM. Paul Dhaille, Michel Crépeau, Pierre Garmendia, Pierre Raynal, Mme Louise Moreau, MM. René Couanau, Robert Montdargent.

Sénateurs

Titulaires : MM. Michel d'Aillières, Paul d'Ornano, Jacques Habert, Michel Alloncle, Xavier de Villepin, Claude Estier, Jean-Pierre Bayle.

Suppléants : MM. Michel Caldaguès, Jean Natali, Jacques Golliet, Michel Crucis, Robert Pontillon, André Boyer, Jean Garcia.

Dans sa séance du mercredi 20 juin 1990, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Michel d'Aillières ; *Vice-président* : M. Michel Vauzelle ; *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Jeanny Lorgeoux ; au Sénat : M. Paul d'Ornano.

11. - **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la révision générale des évaluations des immeubles retenus pour la détermination des bases des impôts directs locaux.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le jeudi 21 juin 1990 et par le Sénat dans sa séance du mardi 19 juin 1990, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Michel Sapin, René Dosière, Augustin Bonrepaux, Edmond Hervé, Alain Richard, Philippe Auberge, Francis Delattre.

Suppléants : MM. Jean-Pierre Michel, Marc Dolez, François Massot, Jean-Louis Debré, Pascal Clément, Jean-Jacques Hyst, Jacques Brunhes.

Sénateurs

Titulaires : MM. Christian Poncelet, Roger Chinaud, Paul Girod, Jean Arthuis, Geoffroy de Montalembert, René Régnault, Louis Perrein.

Suppléants : MM. Emmanuel Hamel, Philippe Adnot, Roland du Luart, Maurice Blin, Jacques Oudin, Paul Loridan, Robert Vizet.

Dans sa séance du lundi 25 juin 1990, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Roger Chinaud ; *Vice-président* : M. Michel Sapin ; *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. René Dosière ; au Sénat : M. Paul Girod.

12. - **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi favorisant la stabilité de l'emploi par l'adaptation du régime des contrats précaires.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le vendredi 22 juin 1990 et par le Sénat dans sa séance du mercredi 20 juin 1990, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Alain Vidalies, Thierry Mandon, Mme Hélène Mignon, M. Robert Le Foll, Mme Marie-Josèphe Sublet, MM. Jean-Pierre Delalande, Denis Jacquat.

Suppléants : M. Jean Laurain, Mme Marie Jacq, MM. Jean-Michel Testu, Jean-Yves Chamard, Francisque Perrut, Jean-Paul Fuchs, Mme Muguette Jacquaint.

Sénateurs

Titulaires : M. Jean-Pierre Fourcade, Mme Hélène Missoffe, MM. Jean Madelain, Jacques Bimbenet, Jean Chérioux, Marc Bœuf, Hector Viron.

Suppléants : MM. Bernard Seillier, Claude Huriet, Jacques Machet, Jean Dumont, Guy Robert, Franck Sérusclat, Paul Souffrin.

Dans sa séance du mardi 26 juin 1990, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jean-Pierre Fourcade ; *Vice-président* : Mme Hélène Mignon ; *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Alain Vidalies ; au Sénat : Mme Hélène Missoffe.

13. - **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la participation des organismes financiers à la lutte contre le blanchiment des capitaux provenant du trafic de stupéfiants.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le vendredi 22 juin 1990 et par le Sénat dans sa séance du jeudi 21 juin 1990, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Michel Sapin, François Massot, Jean-Claude Blin, Marc Dolez, Bertrand Gallet, Jean-Louis Debré, Alain Lamassoure.

Suppléants : Mme Denise Cacheux, MM. Philippe Marchand, Jean-Pierre Michel, Robert Pandraud, Paul-Louis Tenailon, Jean-Jacques Hyst, François Asensi.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jacques Larché, Jacques Thyraud, Paul Masson, Bernard Laurent, Lucien Lanier, Michel Darras, Charles Lederman.

Suppléants : MM. Jean-Marie Girault, Philippe de Bourgoing, Luc Dejoie, Louis Virapoullé, Michel Rufin, Guy Allouche, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis.

Dans sa séance du lundi 25 juin 1990, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Michel Sapin ; *Vice-président* : M. Michel Darras ; *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. François Massot ; au Sénat : M. Jacques Thyraud.

14. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection des personnes contre les discriminations en raison de leur état de santé ou de leur handicap.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le lundi 25 juin 1990 et par le Sénat dans sa séance du jeudi 21 juin 1990, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : M. Michel Sapin, Mmes Denise Cacheux, Martine David, MM. Alain Calmat, François Massot, Mme Nicole Catala, M. Pascal Clément.

Suppléants : MM. Jean-Pierre Michel, Marcel Charmant, Michel Pezet, Robert Pandraud, Francis Delattre, Jean-Jacques Hyst, Gilbert Millet.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jacques Larché, Jacques Sourdille, Lucien Lanier, Louis Virapoullé, Jacques Thyraud, Guy Penne, Charles Lederman.

Suppléants : MM. Jean-Marie Girault, Paul Masson, Michel Rufin, Bernard Laurent, Philippe de Bourgoing, Michel Darras, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis.

Dans sa séance du lundi 25 juin 1990, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Michel Sapin ; *Vice-président* : M. Michel Darras ; *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : Mme Denise Cacheux ; au Sénat : M. Jacques Sourdille.

15. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux conditions de fixation des prix des prestations fournies par certains établissements assurant l'hébergement des personnes âgées.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le lundi 25 juin 1990 et par le Sénat dans sa séance du vendredi 22 juin 1990, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : M. Jean-Michel Belorgey, Mme Janine Ecochard, MM. Alain Néri, Marcel Garrouste, André Clert, Mme Roselyne Bachelot, M. Denis Jacquat.

Suppléants : MM. Jean Laurain, Robert Le Foll, Philippe Sanmarco, Jean-Yves Chamard, Francisque Perrut, Jean-Paul Fuchs, Mme Muguette Jacquaint.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jean-Pierre Fourcade, Bernard Seillier, Mme Hélène Missoffe, MM. Jean Madelain, Jacques Bimbenet, Marc Bœuf, Mme Marie-Claude Beauveau.

Suppléants : MM. Jean Dumont, Guy Robert, Jean Chérioux, Jacques Machet, Claude Huriet, Guy Penne, Paul Souffrin.

Dans sa séance du mercredi 27 juin 1990, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jean-Michel Belorgey ; *Vice-président* : M. Jean-Pierre Fourcade ; *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Marcel Garrouste ; au Sénat : M. Jean-Pierre Fourcade.

16. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code du travail et relatif aux agences de mannequins et à la protection des enfants et des adultes exerçant l'activité de mannequin.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mardi 26 juin 1990 et par le Sénat dans sa séance du lundi 25 juin 1990, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : M. Jean-Michel Belorgey, Mme Janine Ecochard, MM. Julien Dray, Marcel Garrouste, André Clert, Bernard Debré, Denis Jacquat.

Suppléants : MM. Jean Laurain, Robert Le Foll, Philippe Sanmarco, Mme Roselyne Bachelot, MM. Francisque Perrut, Jean-Paul Fuchs, Mme Muguette Jacquaint.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jean-Pierre Fourcade, Claude Huriet, Mme Hélène Missoffe, MM. Jacques Bimbenet, Jean Madelain, Franck Sérusclat, Mme Marie-Claude Beauveau.

Suppléants : MM. Bernard Seillier, Jacques Machet, Jean Chérioux, Jean Dumont, Guy Robert, Guy Penne, Paul Souffrin.

Dans sa séance du mercredi 27 juin 1990, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jean-Michel Belorgey ; *Vice-président* : M. Jean-Pierre Fourcade ; *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : Mme Janine Ecochard ; au Sénat : M. Claude Huriet.

17. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code de procédure pénale et le code des assurances et relatif aux victimes d'infractions.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mercredi 27 juin 1990 et par le Sénat dans sa séance du mardi 26 juin 1990, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Michel Sapin, Yves Durand, Jean-Pierre Michel, René Dosière, François Massot, Jacques Toubon, Pascal Clément.

Suppléants : M. Michel Pezet, Mmes Denise Cacheux, Martine David, MM. Robert Pandraud, Francis Delattre, Jean-Jacques Hyst, François Asensi.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jacques Larché, Philippe de Bourgoing, Paul Masson, Louis Virapoullé, Luc Dejoie, Guy Allouche, Charles Lederman.

Suppléants : MM. Jacques Thyraud, Lucien Lanier, Michel Rufin, Bernard Laurent, Raymond Bouvier, Michel Darras, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis.

Dans sa séance du jeudi 28 juin 1990, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jacques Larché ; *Vice-président* : M. Michel Sapin ; *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Jean-Pierre Michel ; au Sénat : M. Philippe de Bourgoing.

18. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à réprimer tout acte raciste, antisémite ou xénophobe.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le vendredi 29 juin 1990 et par le Sénat dans sa séance du même jour, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Michel Sapin, François Asensi, Jean-Pierre Michel, François Massot, René Dosière, Louis de Brossia, Francis Delattre.

Suppléants : M. Philippe Marchand, Mme Martine David, MM. Marc Dolez, Yves Durand, Pierre Mazeaud, Pascal Clément, Jean-Jacques Hyst.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jacques Larché, Charles Lederman, Jacques Thyraud, Bernard Laurent, Lucien Lanier, Paul Graziani, Guy Allouche.

Suppléants : MM. Philippe de Bourgoing, Jean-Marie Girault, Marc Lauriol, Louis Virapoullé, Paul Masson, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, M. Michel Darras.

Dans sa séance du vendredi 29 juin 1990, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jacques Larché ; *Vice-président* : M. Michel Sapin ; *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. François Asensi ; au Sénat : M. Charles Lederman.

19. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant l'ordonnance du 21 octobre 1986 relative à l'intéressement et à la participation des salariés aux résultats de l'entreprise et à l'actionnariat des salariés et introduisant dans le code du travail les dispositions de cette ordonnance relatives à l'intéressement et à la participation.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mercredi 10 octobre 1990 et par le Sénat dans sa séance du jeudi 11 octobre 1990, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Jean-Michel Belorgey, Alain Vidalies, Alfred Recours, Mme Marie-Josèphe Sublet, MM. Jean Proveux, Jean-Pierre Delalande, Léonce Deprez.

Suppléants : Mme Marie-Madeleine Dieulangard, MM. Thierry Mandon, Bernard Derosier, Mme Nicole Catala, MM. Jean-Yves Haby, Georges Chavanes, Mme Muguette Jacquaint.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jean-Pierre Fourcade, Jean Chérioux, Mme Nelly Rodi, MM. Roger Lise, François Delga, Guy Penne, Mme Marie-Claude Beaudéau.

Suppléants : M. Bernard Seillier, Mmes Hélène Missoffe, Marie-Fanny Gournay, MM. Claude Huriet, Jacques Bimbenet, Marc Bœuf, Hector Viron.

Dans sa séance du lundi 15 octobre 1990, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jean-Pierre Fourcade ; **Vice-Président :** M. Jean-Michel Belorgey ; **Rapporteurs :** à l'Assemblée Nationale : M. Alfred Recours ; au Sénat : M. François Delga.

20. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organisant la concomitance des renouvellements des conseils généraux et des conseils régionaux.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le jeudi 25 octobre 1990 et par le Sénat dans sa séance du mercredi 24 octobre 1990, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Michel Sapin, Marc Dolez, François Massot, Jacques Floch, Robert Savy, Jacques Limouzy, Pascal Clément.

Suppléants : MM. Jean-Pierre Lapaire, Jacques Mahéas, André Delattre, Dominique Perben, Jean-Yves Haby, Jean-Jacques Hyst, François Asensi.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jacques Larché, Jacques Sourdille, Daniel Hoeffel, Jacques Thyraud, Paul Masson, Guy Allouche, Charles Lederman.

Suppléants : MM. Jean-Marie Girault, Lucien Lanier, Marcel Rudloff, Philippe de Bourgoing, Michel Rufin, Michel Dreyfus-Schmidt, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis.

Dans sa séance du jeudi 25 octobre 1990, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jacques Larché ; **Vice-président :** M. Michel Sapin ; **Rapporteurs :** à l'Assemblée nationale : M. Michel Sapin ; au Sénat : M. Jacques Sourdille.

21. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant les dispositions du code de la sécurité sociale relatives aux conseils d'administration des organismes du régime général de sécurité sociale et à l'agence centrale des organismes de sécurité sociale et portant dispositions transitoires.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le jeudi 8 novembre 1990 et par le Sénat dans sa séance du mercredi 31 octobre 1990, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Jean-Michel Belorgey, Jean-Pierre Sueur, Thierry Mandon, Alain Vidalies, Mme Hélène Mignon, MM. Jean-Yves Chamard, Denis Jacquat.

Suppléants : MM. Alain Néri, André Clert, Alfred Recours, Mme Roselyne Bachelot, MM. Francisque Perut, Jean-Paul Fuchs, Mme Muguette Jacquaint.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jean-Pierre Fourcade, Louis Souvet, Bernard Seillier, Jean Madelain, Jean Chérioux, Marc Bœuf, Mme Marie-Claude Beaudéau.

Suppléants : M. Pierre Louvot, Mme Nelly Rodi, MM. Henri Le Breton, Guy Robert, Jacques Bimbenet, Guy Penne, Hector Viron.

Dans sa séance du mercredi 14 novembre 1990, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jean-Michel Belorgey ; **Vice-président :** M. Jean-Pierre Fourcade ; **Rapporteurs :** à l'Assemblée nationale : M. Jean-Pierre Sueur ; au Sénat : M. Bernard Seillier.

22. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la fonction publique territoriale et portant modification de certains articles du code des communes.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le jeudi 8 novembre 1990 et par le Sénat dans sa séance du mardi 6 novembre 1990, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Michel Sapin, Jacques Floch, René Dosière, Jean-Pierre Michel, Marc Dolez, Henri Cuq, Pascal Clément.

Suppléants : M. François Colcombet, Mme Martine David, MM. Michel Pezet, Jean Tiberi, Francis Delattre, Jean-Jacques Hyst, François Asensi.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jacques Larché, Germain Authié, Jacques Sourdille, Hubert Haenel, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. Bernard Laurent, Daniel Hoeffel.

Suppléants : MM. Jean-Marie Girault, Philippe de Bourgoing, Paul Masson, Aubert Garcia, Robert Pagès, Raymond Bouvier, Lucien Lanier.

Dans sa séance du mercredi 14 novembre 1990, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Michel Sapin ; **Vice-président :** M. Jacques Larché ; **Rapporteurs :** à l'Assemblée nationale : M. Jacques Floch ; au Sénat : M. Germain Authié.

23. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au conseiller du salarié.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le jeudi 8 novembre 1990 et par le Sénat dans sa séance du mardi 6 novembre 1990, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Jean-Michel Belorgey, Jean-Pierre Sueur, Thierry Mandon, Alain Vidalies, Mme Hélène Mignon, MM. Jean-Paul Charié, Jean-Pierre Philibert.

Suppléants : MM. Alain Néri, André Clert, Alfred Recours, Mme Nicole Catala, MM. Jean-Yves Haby, Jean-Paul Fuchs, Mme Muguette Jacquaint.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jean-Pierre Fourcade, Louis Souvet, Bernard Seillier, Jean Madelain, Jean Chérioux, Marc Bœuf, Mme Marie-Claude Beaudéau.

Suppléants : M. Pierre Louvot, Mme Nelly Rodi, MM. Henri Le Breton, Guy Robert, Jacques Bimbenet, Guy Penne, Hector Viron.

Dans sa séance du mercredi 14 novembre 1990, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jean-Michel Belorgey ; **Vice-président :** M. Jean-Pierre Fourcade ; **Rapporteurs :** à l'Assemblée nationale : M. Thierry Mandon ; au Sénat : M. Louis Souvet.

24. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la réglementation des télécommunications.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale, le mardi 20 novembre 1990 et par le Sénat dans sa séance du mercredi 21 novembre 1990, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Jean-Pierre Fourré, Gabriel Montcharmont, Bernard Schreiner (Yvelines), Alain Bonnet, Michel Destot, Jean-Paul Charié, Gérard Longuet.

Suppléants : MM. Pierre-Yvon Trémel, Gérard Bapt, Daniel Chevallier, Jean-Pierre Sueur, Jean Besson, Gérard Vignoble, Daniel Le Meur.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jean François-Poncet, Gérard Larcher, Adrien Gouteyron, Jean Faure, Richard Pouille, Jacques Bellanger, Félix Leyzour.

Suppléants : MM. René Trégouët, André Bohl, Jean Huchon, Bernard Legrand, Henri Revol, Aubert Garcia, Louis Minetti.

Dans sa séance du mercredi 21 novembre 1990, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jean-Pierre Fourré ; *Vice-président* : M. Jean François-Poncet ; *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Gabriel Montcharmont ; au Sénat : M. Gérard Larcher.

25. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le jeudi 22 novembre 1990 et par le Sénat dans sa séance du jeudi 18 octobre 1990, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Jean-Michel Belorgey, Jean-Marie Le Guen, Julien Dray, François Patriat, Jean Oehler, Mme Roselyne Bachelot, M. Ladislas Poniatowski.

Suppléants : Mmes Marie Jacq, Marie-Madeleine Dieulangard, MM. Jean-Pierre Sueur, René Couveinhes, Denis Jacquat, Jacques Barrot, Georges Hage.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jean-Pierre Fourcade, Charles Descours, Jean Delaneau, Alain Pluchet, Jean Madelain, Guy Penne, Paul Souffrin.

Suppléants : MM. Bernard Seillier, Jean Chérioux, Jacques Bimbenet, François Delga, Jacques Machet, Franck Sérusclat, Mme Marie-Claude Beaudeau.

Dans sa séance du mercredi 5 décembre 1990, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jean-Michel Belorgey ; *Vice-président* : M. Jean-Pierre Fourcade ; *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Jean-Marie Le Guen ; au Sénat : M. Charles Descours.

26. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à améliorer la transparence et la régularité des procédures de marché et soumettant la passation de certains contrats à des règles de publicité et de mise en concurrence.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le jeudi 29 novembre 1990 et par le Sénat dans sa séance du mardi 27 novembre 1990, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Michel Sapin, Michel Suchod, Jean-Pierre Michel, François Colcombet, Marc Dolez, Pierre Mazeaud, Jean Brocard.

Suppléants : MM. Didier Migaud, Jacques Floch, Marcel Charmant, Jacques Toubon, Francis Delattre, Jean-Jacques Hyst, Gilbert Millet.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jacques Larché, Bernard Laurent, Lucien Lanier, Hubert Haenel, Louis Virapoullé, Michel Darras, Robert Pagès.

Suppléants : MM. Jacques Thyraud, Raymond Bouvier, René-Georges Laurin, Paul Masson, Alphonse Arzel, Guy Allouche, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis.

Dans sa séance du mardi 4 décembre 1990, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jacques Larché ; *Vice-président* : M. Michel Sapin ; *Rapporteurs* à l'Assemblée nationale : M. Michel Suchod ; au Sénat : M. Bernard Laurent.

27. – **Commission paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la circulation des véhicules terrestres dans les espaces naturels et portant modification du code des communes.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le vendredi 30 novembre 1990 et par le Sénat dans sa séance du même jour, cette commission est ainsi composée :

Titulaires : MM. Michel Destot, Jean-Pierre Baeumler, Christian Bataille, Pierre Brana, Jean-Pierre Kucheida, Patrick Ollier, François-Michel Gonnot.

Suppléants : Mme Huguette Bouchardeau, M. Gabriel Montcharmont, Mme Marie-Noëlle Lienemann, MM. Alain Néri, Jean-Marie Demange, Ambroise Guellec, Roger Gouhier.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jean François-Poncet, Philippe François, Richard Pouille, Louis de Catuelan, Jacques Bellanger, Alain Pluchet, Louis Minetti.

Suppléants : MM. Bernard Legrand, Jean Simonin, Henri de Raincourt, Pierre Lacour, Aubert Garcia, Rémi Herment, Félix Leyzour.

Dans sa séance du mardi 4 décembre 1990, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jean François-Poncet ; *Vice-président* : M. Michel Destot ; *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Jean-Pierre Baeumler ; au Sénat : M. Philippe François.

28. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création de l'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le lundi 3 décembre 1990 et par le Sénat dans sa séance du vendredi 30 novembre 1990, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : M. Michel Destot, Mme Huguette Bouchardeau, MM. Christian Bataille, Pierre Brana, Jean-Pierre Kucheida, Patrick Ollier, François-Michel Gonnot.

Suppléants : MM. Jean-Pierre Baeumler, Martin Malvy, Mme Marie-Noëlle Lienemann, MM. Alain Néri, Jean-Marie Demange, Ambroise Guellec, Roger Gouhier.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jean François-Poncet, Michel Souplet, Pierre Dumas, Richard Pouille, Roland Grimaldi, Jean Huchon, Félix Leyzour.

Suppléants : MM. Bernard Hugo, Charles-Edmond Lenglet, Louis de Catuelan, Henri Revol, Jacques Bellanger, François Gerbaud, Louis Minetti.

Dans sa séance du mardi 4 décembre 1990, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jean François-Poncet ; *Vice-président* : M. Michel Destot ; *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : Mme Huguette Bouchardeau ; au Sénat : M. Michel Souplet.

29. - **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature et relatif à l'amélioration de la gestion du corps judiciaire.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale, le jeudi 6 décembre 1990 et par le Sénat dans sa séance du lundi 10 décembre 1990, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Michel Sapin, Jacques Floch, François Colcombet, François Massot, Michel Pezet, Jacques Toubon, Pascal Clément.

Suppléants : MM. Marc Dolez, Michel Suchod, Maurice Briand, Mme Nicole Catala, MM. Claude Wolff, Jean-Jacques Hyst, François Asensi.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jacques Larché, Marcel Rudloff, Hubert Haelnel, Louis Virapoullé, Michel Rufin, Michel Dreyfus-Schmidt, Robert Pagès.

Suppléants : MM. Philippe de Bourgoing, Bernard Laurent, Paul Masson, Jean-Marie Girault, Luc Dejoie, Germain Authié, Charles Lederman.

Dans sa séance du mardi 11 décembre 1990, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Michel Sapin ; **Vice-président :** M. Jacques Larché ; **Rapporteurs :** à l'Assemblée nationale : M. Jacques Floch ; au Sénat : M. Marcel Rudloff.

30. - **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1991.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mardi 11 décembre 1990 et par le Sénat dans sa séance du lundi 10 décembre 1990, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Dominique Strauss-Kahn, Alain Richard, Philippe Auberger, Guy Bêche, Augustin Bonrepaux, Gilbert Gantier, Jean-Paul Planchou.

Suppléants : MM. Gérard Bapt, Raymond Douyère, François Hollande, Jacques Roger-Machart, Arthur Dehaigne, Edmond Alphandéry, Fabien Thiémié.

Sénateurs

Titulaires : MM. Christian Poncelet, Roger Chinaud, Ernest Cartigny, Jean Cluzel, Paul Loridant, Jacques Oudin, Louis Perrein.

Suppléants : MM. Geoffroy de Montalembert, Emmanuel Hamel, Roland du Luart, Jean Arthuis, Philippe Adnot, René Régnauld, Robert Vizet.

Dans sa séance du mardi 11 décembre 1990, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Dominique Strauss-Kahn ; **Vice-président :** M. Christian Poncelet ; **Rapporteurs :** à l'Assemblée nationale : M. Alain Richard ; au Sénat : M. Roger Chinaud.

31. - **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant au développement de l'emploi par la formation dans les entreprises, l'aide à l'insertion sociale et professionnelle et l'aménagement du temps de travail, pour l'application du troisième plan pour l'emploi.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le jeudi 13 décembre 1990 et par le Sénat dans sa séance du mercredi 12 décembre 1990, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : M. Jean-Michel Belorgey, Mmes Yvette Roudy, Hélène Mignon, MM. Alfred Recours, Jean Vidalies, Jean Ueberschlag, Francisque Perrut.

Suppléants : MM. Alain Calmat, Jean-Marie Le Guen, Jean-Claude Boulard, Louis de Broissia, Jean-Pierre Philibert, Germain Gengenwin, Mme Muguette Jacquaint.

Sénateurs

Titulaires : M. Jean-Pierre Fourcade, Mme Hélène Missoffe, MM. Claude Huriet, Charles Descours, Bernard Seillier, Marc Bœuf, Paul Souffrin.

Suppléants : MM. André Bohl, André Jourdain, Jean Madelain, Henri Le Breton, Jean-Paul Emin, Guy Penne, Hector Viron.

Dans sa séance du mardi 18 décembre 1990, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jean-Pierre Fourcade ; **Vice-Président :** M. Jean-Michel Belorgey ; **Rapporteurs :** à l'Assemblée nationale : Mme Yvette Roudy ; au Sénat : Mme Hélène Missoffe.

32. - **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant diverses dispositions intéressant l'agriculture et la forêt.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le lundi 17 décembre 1990 et par le Sénat dans sa séance du même jour, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : M. Jean-Marie Leduc, Mme Jacqueline Alquier, MM. Régis Barailla, Pierre Ducout, Michel Lambert, Jean-Paul Charié, Jean-Paul Tenaillon.

Suppléants : MM. Alain Le Vern, Pierre Estève, Pierre Métais, Gaston Rimareix, Arnaud Lepercq, Germain Gengenwin, Daniel Le Meur.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jean François-Poncet, Marcel Daunay, Philippe François, Henri de Raincourt, Fernand Tardy, Louis Minetti, Alain Pluchet.

Suppléants : MM. Charles-Edmond Lenglet, Jean Huchon, Désiré Debavelaere, Richard Pouille, Aubert Garcia, Félix Leyzour, Louis de Catuelan.

Dans sa séance du mardi 18 décembre 1990, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jean-Marie Leduc ; **Vice-président :** M. Jean François-Poncet ; **Rapporteurs :** à l'Assemblée nationale : Mme Jacqueline Alquier ; au Sénat : M. Marcel Daunay.

33. - **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dispositions relatives à la santé publique et aux assurances sociales.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le lundi 17 décembre 1990 et par le Sénat dans sa séance du vendredi 14 décembre 1990, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Jean-Michel Belorgey, Jean-Claude Boulard, Alfred Recours, Alain Calmat, Jean-Marie Le Guen, Bernard Debré, Jean-Luc Prétel.

Suppléants : M. Alain Vidalies, Mmes Yvette Roudy, Hélène Mignon, MM. Jean-Pierre Delalande, Denis Jacquat, Jacques Barrot, Gilbert Millet.

Sénateurs

Titulaires : M. Jean-Pierre Fourcade, Mme Hélène Missoffe, MM. Claude Huriet, Charles Descours, Bernard Seillier, Marc Bœuf, Paul Souffrin.

Suppléants : MM. André Bohl, André Jourdain, Jean Madelain, Henri Le Breton, Jean-Paul Emin, Guy Penne, Hector Viron.

Dans sa séance du mardi 18 décembre 1990, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jean-Pierre Fourcade ; **Vice-président :** M. Jean-Michel Belorgey ; **Rapporteurs :** à l'Assemblée nationale : M. Alfred Recours ; au Sénat : M. Claude Huriet.

34. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1990.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mardi 18 décembre 1990 et par le Sénat dans sa séance du lundi 17 décembre 1990, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Dominique Strauss-Kahn, Alain Richard, Edmond Alphandéry, Philippe Auberger, Guy Bêche, François Hollande, Jacques Roger-Machart.

Suppléants : MM. Gérard Bapt, Alain Bonnet, Augustin Bonrepaux, Jean Le Garrec, Arthur Dehaine, Gilbert Gantier, Jean Tardito.

Sénateurs

Titulaires : MM. Christian Poncelet, Roger Chinaud, Jean Arthuis, Ernest Cartigny, Emmanuel Hamel, Paul Loridant, Louis Perrein.

Suppléants : MM. Philippe Adnot, Jean Cluzel, Paul Girod, Geoffroy de Montalembert, Jean-Pierre Masseret, Jacques Oudin, Robert Vizet.

Dans sa séance du mardi 18 décembre 1990, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Christian Poncelet ; **Vice-président :** M. Dominique Strauss-Kahn ; **Rapporteurs :** à l'Assemblée nationale : M. Alain Richard ; au Sénat : M. Roger Chinaud.

35. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'actualisation de dispositions relatives à l'exercice des professions commerciales et artisanales.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mardi 18 décembre 1990 et par le Sénat dans sa séance du samedi 15 décembre 1990, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Philippe Bassinet, Jean-Marie Bockel, Augustin Bonrepaux, Bernard Charles, Alain Brune, Jean-Paul Charrié, Jacques Farran.

Suppléants : M. Jean-Paul Ninzi, Mme Marie Jacq, MM. André Clert, Edmond Hervé, Jean-Louis Masson, Michel Jacquemin, Paul Lombard.

Sénateurs

Titulaires : MM. Robert Laucournet, Louis Moinard, Jean-Jacques Robert, Richard Pouille, René Ballayer, Georges Berchet, Félix Leyzour.

Suppléants : MM. François Gerbaud, Alain Pluchet, Bernard Legrand, Jean Faure, Serge Mathieu, Aubert Garcia, Henri Bangou.

Dans sa séance du mardi 18 décembre 1990, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Robert Laucournet ; **Vice-président :** M. Alain Brune ; **Rapporteurs :** à l'Assemblée nationale : M. Jean-Marie Bockel ; au Sénat : M. Louis Moinard.

36. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mercredi 19 décembre 1990 et par le Sénat dans sa séance du même jour, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Michel Sapin, Michel Pezet, François Massot, Guy Monjalon, Jean-Pierre Michel, Jacques Toubon, Pascal Clément.

Suppléants : MM. Alain Fort, Michel Suchod, Pierre-Jean Daviaud, Serge Charles, Jean-Pierre Philibert, Jean-Jacques Hyst, Gilbert Millet.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jacques Larché, Luc Dejoie, Michel Rufin, Marcel Rudloff, Charles Jolibois, Michel Darras, Charles Lederman.

Suppléants : MM. Jean-Marie Girault, Lucien Lanier, Etienne Dailly, René-Georges Laurin, Bernard Laurent, Michel Dreyfus-Schmidt, Robert Pagès.

Dans sa séance du mercredi 19 décembre 1990, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jacques Larché ; **Vice-président :** M. Michel Sapin ; **Rapporteurs :** à l'Assemblée nationale : M. Michel Pezet ; au Sénat : M. Luc Dejoie.

37. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mercredi 19 décembre 1990 et par le Sénat dans sa séance du même jour, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Michel Sapin, Michel Pezet, François Massot, Guy Monjalon, Jean-Pierre Michel, Jacques Toubon, Pascal Clément.

Suppléants : MM. Alain Fort, Michel Suchod, Pierre-Jean Daviaud, Serge Charles, Jean-Pierre Philibert, Jean-Jacques Hyst, Gilbert Millet.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jacques Larché, Luc Dejoie, Michel Rufin, Marcel Rudloff, Charles Jolibois, Michel Darras, Charles Lederman.

Suppléants : MM. Jean-Marie Girault, Lucien Lanier, Etienne Dailly, René-Georges Laurin, Bernard Laurent, Michel Dreyfus-Schmidt, Robert Pagès.

Dans sa séance du mercredi 19 décembre 1990, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jacques Larché ; **Vice-président :** M. Michel Sapin ; **Rapporteurs :** à l'Assemblée nationale : M. Michel Pezet ; au Sénat : M. Luc Dejoie.

VI. - LISTE DES RAPPORTEURS SPÉCIAUX ET DES RAPPORTEURS POUR AVIS (Loi de finances)

A. - Rapporteurs spéciaux de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation

I. - BUDGETS CIVILS

A. - Budget général.

| | |
|--|---------------------------|
| Affaires étrangères | Yves Guéna |
| Agriculture et forêt | Roland du Luart |
| Anciens combattants | Auguste Cazalet |
| Coopération et développement | André-Georges Voisin |
| Culture et communication : | |
| ● Culture | Raymond Bourguin |
| ● Communication | Jean Cluzel |
| Départements et territoires d'outre-mer | Henri Gœtschy |
| Economie, finances et budget : | |
| I. - Charges communes | Claude Belot |
| II. - Services financiers | Michel Manet |
| ● Commerce extérieur | Tony Larue |
| Education nationale, enseignement scolaire et supérieur : | |
| I. - Enseignement scolaire | Jacques Delong |
| II. - Enseignement supérieur | Jean Clouet |
| Education nationale, jeunesse et sports | Paul Caron |
| Equipement, logement, transport et mer : | |
| I. - Urbanisme, logement et services communs | Ernest Cartigny |
| II. - Transports intérieurs : | |
| 1. Transports terrestres | Jean-Pierre Masseret |
| ● Voies navigables | Philippe Adnot |
| 2. Routes | Paul Loridant |
| 3. Sécurité routière | Paul Loridant |
| III. - Aviation civile et IV. - Météorologie | Marcel Fortier |
| V. - Mer : | |
| ● Marine marchande | René Régnauld |
| ● Ports maritimes | Tony Larue |
| Industrie et aménagement du territoire : | |
| I. - Industrie | Bernard Barbier |
| II. - Aménagement du territoire | Geoffroy de Montalembert |
| III. - Commerce et artisanat | René Ballayer |
| IV. - Tourisme | Pierre Croze |
| Intérieur : | |
| ● Administration centrale et sécurité | Paul Girod |
| ● Administration territoriale, collectivités locales et décentralisation | Bernard Pellarin |
| Justice | Jean Arthuis |
| Postes, télécommunications et espace | Henri Torre |
| Recherche et technologie | Jacques Valade |
| Services du Premier ministre : | |
| I. - Services généraux | Maurice Couve de Murville |
| ● Economie sociale | Robert Vizet |
| II. - S.G.D.N. | Henri Collard |
| III. - Conseil économique et social | Mme Paulette Fost |
| IV. - Plan | Mme Maryse Bergé-Lavigne |
| V. - Environnement | Robert Vizet |
| Solidarité, santé et protection sociale | Jacques Oudin |
| Travail, emploi et formation professionnelle et services communs | Maurice Blin |
| B. - Budgets annexes. | |
| Imprimerie nationale | Henri Collard |

| | |
|---|-------------------|
| Journaux officiels | Mme Paulette Fost |
| Légion d'honneur - Ordre de la Libération | Louis Perrein |
| Navigation aérienne | Marcel Fortier |
| Monnaies et Médailles | Louis Perrein |
| Prestations sociales agricoles | Roland du Luart |

II. - DÉFENSE

| | |
|--|----------------|
| Exposé d'ensemble et dépenses en capital | René Monory |
| Dépenses ordinaires | François Trucy |

III. - AUTRES DISPOSITIONS

| | |
|---|-----------------|
| Comptes spéciaux du Trésor | Emmanuel Hamel |
| Observations de la commission des Finances sur le rapport annuel de la Cour des Comptes | Michel Moreigne |

B. - Rapporteurs pour avis

1. - Commission des Affaires culturelles

| | |
|--|--------------------|
| Culture | Michel Miroudot |
| Cinéma - Théâtre dramatique | Jacques Carat |
| Environnement | Hubert Martin |
| Enseignement scolaire | Paul Séramy |
| Enseignement agricole | Albert Vecten |
| Enseignement supérieur | Jean-Pierre Camoin |
| Enseignement technique | Gérard Delfau |
| Recherche scientifique et technique | Pierre Laffitte |
| Jeunesse et sports | François Lesein |
| Communication | Adrien Gouteyron |
| Relations culturelles, scientifiques et techniques | Jean Delaneau |
| Francophonie | Jacques Habert |

2. - Commission des Affaires économiques et du Plan

| | |
|--------------------------------------|------------------------|
| Agriculture | Alain Pluchet |
| Aménagement rural | Maurice Arreckx |
| Industries agricoles et alimentaires | Aubert Garcia |
| Industrie | Francisque Collomb |
| Energie | Roland Grimaldi |
| Recherche scientifique | René Tréguët |
| Commerce et artisanat | Jean-Jacques Robert |
| Consommation et concurrence | Louis Minetti |
| Commerce extérieur | Marcel Daunay |
| Aménagement du territoire | Jean Puech |
| Plan | Jean Boyer |
| Routes et voies navigables | Jacques Braconnier |
| Ports maritimes | Jean-François Le Grand |
| Logement | Robert Laucournet |
| Urbanisme | Jacques Bellanger |
| Tourisme | Charles Ginesy |
| Environnement | Bernard Hugo |
| Transports terrestres | Georges Berchet |
| Aviation civile | Bernard Legrand |
| Marine marchande | Louis de Catuelan |
| Postes, télécommunications et espace | Jean Faure |
| Départements d'outre-mer | Rodolphe Désiré |

Territoires d'outre-mer Pierre Lacour

3. - Commission des Affaires étrangères, de la défense et des forces armées

Affaires étrangères Claude Mont

Affaires étrangères, relations culturelles Paul Alduy

Coopération Paul d'Ornano

Défense - Section commune Xavier de Villepin

Défense - Section Gendarmerie Michel Alloncle

Défense - Section Forces terrestres Philippe de Gaulle

Défense - Section Air Albert Voilquin

Défense - Section Marine Max Lejeune

4. - Commission des Affaires sociales

Anciens combattants Claude Prouvoyeur

Santé et action sociale Louis Boyer

Sécurité sociale Charles Descours

Travail, emploi et formation professionnelle

..... Louis Souvet et Jean Madelain

Prestations sociales agricoles Pierre Louvot

Départements et territoires d'outre-mer Roger Lise

Logement social Guy Penne

5. - Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale

Intérieur - Décentralisation Bernard Laurent

Intérieur - Police et sécurité Paul Masson

Intérieur - Sécurité civile Jean-Pierre Tizon

Justice - Services généraux Germain Authié

Justice - Administration pénitentiaire Jacques Thyraud

Justice - Protection judiciaire de la jeunesse .. Michel Ruffin

Départements d'outre-mer Louis Virapoullé

Territoires d'outre-mer Jean-Marie Girault

VII. - DÉLÉGATIONS PARLEMENTAIRES

Délégation parlementaire du Sénat pour les Communautés européennes

(Lois n^{os} 79-564 du 6 juillet 1979 et 90-385 du 10 mai 1990)

Composition au 1^{er} janvier 1990 : voir Table des matières 1989 « Renseignements divers ».

Aucune modification n'est intervenue entre le 1^{er} janvier 1990 et le 7 juin 1990.

Nomination par le Sénat le 7 juin 1990 (JO Lois et décrets du 8 juin 1990) :

Membres : MM. Hubert d'Andigné, Germain Authié, Jean-Pierre Bayle, Maurice Blin, André Bohl, Guy Cabanel, Michel Caldaguès, Ernest Cartigny, Marcel Daunay, Jean Delaneau, Charles Descours, Jean Dumont, Ambroise Dupont, Claude Estier, Philippe François, Jean François-Poncet, Jean Garcia, Jacques Genton, Jacques Golliet, Yves Guéna, Jacques Habert, Emmanuel Hamel, Rémi Herment, André Jarrot, Jean-Pierre Masseret, Paul Masson, Daniel Millaud, Louis Minetti, Michel Miroudot, Georges Othily, Jacques Oudin, Michel Poniatowski, Robert Pontillon, André Rouvière, René Trégouët, Xavier de Villepin.

Nomination du bureau le 14 juin 1990 :

Président : M. Jacques Genton ; Vice-présidents : MM. Michel Caldaguès, Claude Estier, Michel Poniatowski, Xavier de Villepin ; Secrétaires : MM. Ernest Cartigny, Marcel Daunay, Jean Garcia, Jacques Habert, Michel Miroudot, Jacques Oudin, André Rouvière, René Trégouët.

Modification intervenue entre le 15 juin 1990 et le 31 décembre 1990 :

Nomination de M. Germain Authié, le 6 novembre 1990, en remplacement de M. Robert Laucournet, démissionnaire (JO Lois et décrets du 7 novembre 1990).

Délégation parlementaire pour les problèmes démographiques

(Loi n^o 79-1204 du 31 décembre 1979)

Composition au 1^{er} janvier 1990 : voir Table des matières 1989 « Renseignements divers ».

Aucune modification n'est intervenue au cours de l'année 1990.

Composition au 31 décembre 1990 (Représentants du Sénat) :

Membres : M. Henri Belcour, Mme Maryse Bergé-Lavigne, MM. Jacques Bimbenet, Marc Bœuf, Jean Chérioux, Claude Huriet, Pierre Louvot, Mme Hélène Missoffe, MM. Guy Robert et Bernard Seillier.

Composition au 31 décembre 1990 (Représentants de l'Assemblée nationale) :

Membres : M. Henri Bayard, Mme Denise Cacheux, MM. Guy Chanfrault, André Clert, Bernard Debré, Jean-Marie Demange, Jean-Pierre Lapaire, Mme Gilberte Marin-Moskovitz, MM. Jacques Masdeu-Arus, Gilbert Millet, Mmes Christiane Mora, Monique Papon, M. Francisque Perrut, Mme Ségolène Royal, M. Michel Terrot.

Bureau : Président : Mme Denise Cacheux, député ; Vice-présidents : MM. Claude Huriet, Bernard Seillier, sénateurs ; M. André Clert, Mme Gilberte Marin-Moskovitz, députés.

Rapporteurs : M. Henri Bayard, député, pour suivre les résultats de la politique menée en faveur de la natalité ; M. Jean-Pierre Lapaire, député, pour suivre l'application des lois relatives à la régulation des naissances et à la contraception ; M. Guy Chanfrault, député, pour suivre l'application et les conséquences de la loi relative à l'interruption volontaire de la grossesse.

Délégation parlementaire du Sénat pour la planification

(Loi n° 82-653 du 29 juillet 1982)

Composition au 1^{er} janvier 1990 : voir Table des matières 1989 « Renseignements divers ».

Modifications intervenues au cours de l'année 1990 :

Nomination de M. Jean-Jacques Robert le 27 juin 1990, en remplacement de M. Philippe François, démissionnaire (*JO* Lois et décrets du 28 juin 1990).

Composition au 31 décembre 1990 :

Membres : MM. Bernard Barbier, Jacques Braconnier, Jacques Bellanger, Gérard Delfau, Roland Grimaldi, Bernard Hugo, Roger Husson, Henri Le Breton, Marcel Lesbros, Pierre Louvot, Louis Minetti, Georges Mouly, Bernard Pellarin, Henri Revol, Jean-Jacques Robert.

Bureau : *Président* : M. Bernard Barbier ; *Vice-présidents* : MM. Jacques Braconnier, Marcel Lesbros, Roland Grimaldi, Georges Mouly ; *Secrétaire* : M. Louis Minetti.

Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques

(Loi n° 83-609 du 8 juillet 1983)

Composition (membres nommés par le Sénat) au 1^{er} janvier 1990 : voir Table des matières 1989 « Renseignements divers ».

Aucune modification n'est intervenue entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 1990 (membres nommés par le Sénat).

Membres titulaires : MM. Louis Boyer, Jean Faure, Paul Graziani, Pierre Laffitte, Louis Perrein, Franck Sérusclat, Jacques Valade, Pierre Vallon.

Membres suppléants : MM. Richard Pouille, Jacques Mossion, Adrien Gouteyron, André Boyer, Paul Loridant, René Régnauld, Jacques Sourdille, Michel Souplet.

Composition (membres nommés par l'Assemblée nationale) au 1^{er} janvier 1990 : voir Table des matières 1989 « Renseignements divers ».

Aucune modification n'est intervenue entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 1990 (membres nommés par l'Assemblée nationale).

Membres titulaires : MM. Claude Birraux, Michel Destot, Alain Devaquet, Raymond Forni, Robert Galley, Jean-Yves Le Déaut, Louis Mexandeu, Michel Pelchat.

Membres suppléants : M. Yves Freville, Mme Marie-Noëlle Lienemann, MM. Jacques Godfrain, Christian Bataille, Jean-Michel Couve, Émile Zuccarelli, Daniel Chevalier, Ladislav Poniatowski.

Bureau : *Président* : M. Jean-Yves Le Déaut, député ; *Vice-président* : M. Jean Faure, sénateur ; *Secrétaires* : M. Pierre Laffitte, sénateur ; M. Raymond Forni, député.

VIII. – MISSIONS D'INFORMATION (autorisées par le Sénat)

A. – Missions d'information effectuées sur des questions relevant de la compétence des commissions (article 21 du Règlement)

a) Commission des affaires culturelles

Demande de M. Maurice Schumann, président de la commission des affaires culturelles, tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information en **Grande-Bretagne**, aux **États-Unis** et au **Canada**, chargée d'étudier « **Les grandes bibliothèques** » de Grande-Bretagne et des États-Unis, et la situation de la **francophonie** en Acadie et dans le nord-est des États-Unis (7 juin 1990) (p. 1357) – Octroi de l'autorisation demandée (28 juin 1990) (p. 2209) – Mission effectuée du 13 au 27 septembre 1990.

b) Commission des affaires économiques et du Plan

Rapport d'information fait par MM. Jean François-Poncet, Bernard Barbier, William Chevy, Francisque Collomb, Jean Faure, Philippe François, Bernard Hugo, Robert Laucournet et Louis Minetti au nom de la commission des Affaires économiques et du Plan à la suite d'une mission effectuée en **Tchécoslovaquie**, **Pologne** et **Hongrie** ainsi qu'à **Moscou** du 28 février au 14 mars 1990 pour étudier l'évolution économique de ces pays et leurs relations économiques, commerciales et financières avec la France [n° 285 (89-90)] (9 mai 1990).

c) Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées

1 – Rapport d'information fait par MM. Jean Lecanuet, Yvon Bourges, André Bettencourt, Jean Garcia, André Rouvière et Jacques Golliet, au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, à la suite d'une mission effectuée en **Chine**, du 19 mars au 2 avril 1990 [n° 268 (89-90)] (26 avril 1990).

2 – Rapport d'information fait par M. Michel d'Aillières et plusieurs de ses collègues, au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, à la suite d'une visite effectuée en **II^e région maritime**, à **Brest** [n° 277 (89-90)] (3 mai 1990).

3 – Rapport d'information fait par M. Jean Lecanuet et plusieurs de ses collègues au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à la suite d'une mission effectuée en **Arabie Saoudite** et dans les **Émirats Arabes Unis**, du 18 au 24 septembre 1990 [n° 7 (90-91)] (4 octobre 1990).

4 - Demande de M. Jean Lecanuet, président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information chargée d'examiner la situation à Berlin et le rôle des quatre puissances avant la mise en œuvre, le 1^{er} juillet 1990, des premières phases du processus de **réunification allemande** (29 mai 1990) (p. 1069) - Octroi de l'autorisation demandée (6 juin 1990) (p. 1300) - Mission effectuée du 28 juin au 2 juillet 1990 - Rapport d'information de MM. François Abadie, Michel Chauty et Albert Voilquin [n° 33 (90-91)] (10 octobre 1990).

5 - Demande de M. Jean Lecanuet, président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information chargée d'examiner les grandes orientations de la **politique étrangère** et de la **politique de sécurité de la Bulgarie** (5 juin 1990) (p. 1253) - Octroi de l'autorisation demandée (28 juin 1990) (p. 2208).

6 - Demande de M. Jean Lecanuet, président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information chargée d'étudier les **évolutions de la Bulgarie** (5 décembre 1990) (p. 4568) - Octroi de l'autorisation demandée (20 décembre 1990) (p. 5394).

7 - Demande de M. Jean Lecanuet, président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information chargée d'étudier l'évolution du **dispositif militaire français en Arabie Saoudite** (5 décembre 1990) (p. 4568) - Octroi de l'autorisation demandée (20 décembre 1990) (p. 5394).

8 - Demande de M. Jean Lecanuet, président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information chargée d'étudier la situation à **Cuba** et au **Nicaragua** (5 décembre 1990) (p. 4568) - Octroi de l'autorisation demandée (20 décembre 1990) (p. 5394).

d) Commission des affaires sociales

1 - Demande de M. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales, tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information chargée d'étudier l'organisation des régimes d'**assurance maladie** et de **retraite au Japon** (4 mai 1990) (p. 679) - Octroi de l'autorisation demandée (28 juin 1990) (p. 2208) - Mission effectuée du 12 au 19 septembre 1990 - Rapport d'information de M. Jean-Pierre Fourcade et plusieurs de ses collègues [n° 100 (90-91)] (27 novembre 1990).

2 - Demande de M. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales, tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information afin d'étudier le problème du **logement social en République fédérale d'Allemagne** (5 décembre 1990) (p. 4569) - Octroi de l'autorisation demandée (20 décembre 1990) (p. 5394).

e) Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale

1 - Rapport d'information fait par M. Bernard Laurent, à la suite d'une mission effectuée du 20 au 30 mars 1990 en **Polynésie française** afin d'étudier l'évolution institutionnelle de ce territoire [n° 232 (89-90)] (11 avril 1990).

2 - Rapport d'information fait par M. Guy Allouche et plusieurs de ses collègues à la suite de missions effectuées dans différents pays d'Europe (**Belgique, Espagne, Grande-Bretagne, Italie, Portugal, République Fédérale d'Allemagne**) au mois de mars 1990 [n° 205 (90-91)] (20 décembre 1990).

3 - Demande de M. Jacques Larché, président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information en **Corse** (19 décembre 1990) (p. 5370) - Octroi de l'autorisation demandée (20 décembre 1990) (p. 5394).

B. - Missions d'information effectuées dans le cadre de la mission générale de contrôle reconnue au Sénat (article 22 du Règlement)

1 - Rapport d'information fait par M. Jacques Thyraud au nom de la mission d'information chargée d'étudier les problèmes posés par l'**immigration** en France et de proposer les éléments d'une **politique d'intégration** [n° 101 (90-91)] (27 novembre 1990).

2 - Rapport d'information fait par MM. Jean Lecanuet, président, Michel d'Aillières, Yvon Bourges, François Abadie et Jean-Pierre Bayle, vice-présidents, au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées sur les conséquences et les perspectives de la **réunification allemande** [n° 157 (90-91)] (12 décembre 1990).

3 - Rapport d'information fait par MM. Jean-Pierre Bayle, Guy Cabanel et Xavier de Villepin, au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur les modalités et les conséquences du retrait des F.F.A. (**Forces Françaises en Allemagne**) [n° 206 (90-91)] (20 décembre 1990).

4 - Demande conjointe des présidents de la commission des affaires culturelles, de la commission des affaires économiques et du plan, de la commission des affaires sociales, de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, et de la commission des finances du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation, aux termes de laquelle ces commissions demandent au Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information commune ayant pour objet, dans le cadre de la mission générale de contrôle reconnue au Sénat, de le tenir informé du déroulement et de la mise en œuvre de la **politique de décentralisation** (27 avril 1990) (p. 611) - Octroi de l'autorisation demandée (2 mai 1990) (p. 619) - Participants : MM. Philippe Adnot, Germain Authié, Bernard Barbier, Gilbert Baumet, François Blaizot, Joël Bourdin, Jacques Carat, Jean Clouet, Henri Collard, Raymond Courrière, Pierre Dumas, Paul Graziani, Yves Guéna, Daniel Hoeffel, Bernard Laurent, Félix Leyzour, René Monory, Charles Pasqua, René Régnauld, Bernard Seillier, Paul Séramy, Franck Sérusclat, Jacques Sourdille, Louis Souvet et Jacques Valade - Nomination du bureau (3 mai 1990) : MM. Charles Pasqua, président ; Germain Authié, Bernard Barbier, Henri Collard, vice-présidents ; Félix Leyzour, Philippe Adnot, secrétaires ; Daniel Hoeffel, rapporteur.

C. – Autres missions

Rapport d'information de M. Jean Lecanuet fait à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à la suite d'une mission, effectuée à la demande du Président de la République, en Turquie et en Inde du 14 au 19 août 1990 [n° 471 (89-90)] (27 août 1990).

IX. – HAUTE COUR DE JUSTICE (Titre IX de la Constitution)

Membres élus par le Sénat :

Composition au 1^{er} janvier 1990 : voir Table des matières 1989 « Renseignements divers ».

Modification intervenue au cours de l'année 1990 : démission de M. Jacques Larché le 10 avril 1990 (JO Débats du 11 avril 1990).

Composition au 31 décembre 1990 :

Juges titulaires : MM. Guy Allouche, Michel Dreyfus-Schmidt, André Diligent, Jacques Machet, Louis Brives, Kléber Malécot, Jean Amelin, Hubert d'Andigné, Jacques Thyraud, Charles de Cuttoli, Charles Lederman, N.

Juges suppléants : MM. Daniel Millaud, Luc Dejoie, Jean Delaneau, Michel Rufin, Georges Berchet, Germain Authié.

Membres élus par l'Assemblée nationale :

Au 31 décembre 1990, l'Assemblée nationale n'avait pas élu ses membres.

X. – COMMISSION SPÉCIALE CHARGÉE DE VÉRIFIER ET D'APURER LES COMPTES

(nommée à l'ouverture de chaque session ordinaire d'octobre, en application de l'article 103, alinéa 2, du règlement du Sénat).

Composition au 1^{er} janvier 1990 : voir Table des matières 1989 « Renseignements divers ».

Modification intervenue au cours de l'année 1990 : décès de M. Pierre Carous le 14 janvier 1990 (JO Lois et décrets du 16 janvier 1990).

Membres nommés par le Sénat le 10 octobre 1990 (JO Lois et décrets du 11 octobre 1990) : M. René Ballayer, Mme Marie-Claude Beaudeau ; MM. Jean Chérioux, Luc Dejoie, Gérard Delfau, Jacques Delong, Tony Larue, Roland du Luart, René Monory, Raymond Soucaret, Albert Voilquin.

Nomination du bureau (JO Lois et décrets du 18 octobre 1990) :

Président : M. Jean Chérioux ; *Vice-président :* M. Albert Voilquin ; *Secrétaire-rapporteur :* M. Tony Larue.

XI. – ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DU CONSEIL DE L'EUROPE ASSEMBLÉE DE L'UNION DE L'EUROPE OCCIDENTALE

Délégués du Sénat au 1^{er} janvier 1990 : voir Table des matières 1989 « Renseignements divers ».

Aucune modification n'est intervenue au cours de l'année 1990.

Composition au 31 décembre 1990 (Représentants du Sénat) :

Membres titulaires : MM. Henri Collette, Adrien Gouteyron, Pierre Jeambrun, Louis Jung, Robert Pontillon, Jacques Thyraud.

Membres suppléants : MM. Michel Alloncle, André Bohl, Pierre Croze, Jean-François Le Grand, Jean-Pierre Masseret, Jean Roger.

Composition au 31 décembre 1990 (Représentants de l'Assemblée nationale) :

Membres titulaires : MM. Philippe Bassinet, Jacques Baumel, Roger Beix, Jean-Marie Caro, Adrien Durand, François Fillon, Raymond Forni, Jean-Pierre Fourré, Robert Galley, Jean Oehler, Jean Seitlinger, Théo Vial-Massat.

Membres suppléants : MM. René André, Jean-Pierre Balligand, Claude Biraux, Paul Dhaille, François Grussenmeyer, Xavier Hunault, Émile Kœhl, Pierre Lagorce, Georges Lemoine, Charles Pistre, Jean Valleix, Jean-Pierre Worms.

XII. – ORGANISMES EXTRAPARLEMENTAIRES

A. – Nominations ou désignations de sénateurs

Lors de sa séance du mardi 10 avril 1990, le Sénat a désigné M. Jean Simonin pour siéger au sein du conseil d'administration de la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette.

Lors de sa séance du 17 avril 1990, le Sénat a désigné M. Jean Clouet comme membre suppléant au sein du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche.

En application de l'article 2 du décret n° 84-208 du 23 mars 1984, M. le président du Sénat a renouvelé, par lettre en date du 15 juin 1990, le mandat de M. Jean-Pierre Cantegrit en qualité de membre du conseil pour la protection sociale des Français de l'étranger.

Lors de sa séance du jeudi 28 juin 1990, le Sénat a désigné :
– MM. Jacques Carat et Joël Bourdin, en qualité de membres titulaires, et MM. Hubert Martin et Ivan Renar, en qualité de

membres suppléants, au sein de la **commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence**.

Lors de sa séance du vendredi 29 juin 1990, le Sénat a désigné :

– M. Josselin de Rohan, en qualité de membre titulaire, et M. Michel Souplet, en qualité de membre suppléant du **Conseil supérieur du cheval**, en application du décret n° 90-494 du 20 juin 1990.

En application du décret n° 90-702 du 1^{er} août 1990, M. le président du Sénat a désigné, le 18 septembre 1990, M. Alain Pluchet comme membre titulaire et M. Fernand Tardy comme membre suppléant du **comité consultatif du Fonds national des abattoirs**.

Lors de sa séance du jeudi 4 octobre 1990, le Sénat a désigné MM. Georges Berchet et Maurice Lombard en qualité de membres titulaires du **Conseil national des transports** et MM. Louis de Catuelan et Bernard-Charles Hugo en qualité de membres suppléants au sein de ce même organisme.

Lors de la séance du vendredi 5 octobre 1990, le Sénat a désigné MM. Jean Faure, Gérard Larcher, Louis Perrein et Henri Torre membres titulaires de la **commission supérieure du service public des postes et télécommunications**, en application de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990.

Lors de sa séance du mardi 9 octobre 1990, le Sénat a désigné M. Maurice Blin pour le représenter au sein du **Haut Conseil du secteur public** (décret n° 82-466 du 3 juin 1982).

Lors de sa séance du vendredi du 12 octobre 1990, le Sénat a désigné M. Etienne Dailly membre du **Conseil national des assurances** créé en application de l'article 17 de la loi n° 89-1014 du 31 décembre 1989.

En application du décret n° 90-755 du 23 août 1990, M. le président du Sénat a désigné :

En qualité de membres titulaires :

– MM. Auguste Cazalet, Claude Prouvoyeur, Michel Miroudot, Guy Robert, Marc Bœuf, Max Lejeune, Robert Vizet,

Et en qualité de membres suppléants, respectivement :

– MM. Emmanuel Hamel, Henri Belcour, Jean Dumont, Louis de Catuelan, Gérard Roujas, Jacques Bimbenet, Hector Viron,

pour siéger au sein de la **commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension instituée par l'article L. 8 bis du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre**.

Par décret en date du 16 novembre 1990, sont nommés membres du **Conseil supérieur de l'électricité et du gaz**, en qualité de représentants du Parlement, pour la durée de leur mandat parlementaire : MM. Roger Chinaud et Alain Pluchet, sénateurs, en remplacement respectivement de MM. Jean-François Pintat, décédé, et Jean Chamant, démissionnaire.

Lors de sa séance du mercredi 12 décembre 1990, le Sénat a désigné :

– M. Roger Chinaud pour représenter le Sénat au sein du **Haut Conseil du secteur public** ;

– M. Auguste Cazalet pour représenter le Sénat à la **commission centrale de classement des débits de tabac** ;

– MM. Pierre Louvot et Roland du Luart comme membres titulaires du **Conseil supérieur des prestations sociales agricoles** et MM. Marc Bœuf et Jacques Machet comme membres suppléants de cet organisme ;

– M. Roland du Luart en qualité de titulaire et M. Marc Bœuf en qualité de suppléant au sein de la **section de l'assurance des salariés agricoles contre les accidents du travail et les maladies professionnelles** ;

– M. Paul d'Ornano pour représenter le Sénat au **conseil d'administration de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger**.

Lors de sa séance du mercredi 19 décembre 1990, le Sénat a désigné M. Maurice Lombard comme membre titulaire du **comité de liaison pour le transport des personnes handicapées**.

En application de l'article 9 du règlement, M. le président du Sénat a été informé de la nomination par la commission des lois, le mercredi 12 décembre 1990, de M. Paul Masson comme membre suppléant de la **Commission supérieure de codification**, en remplacement de M. Jean-Pierre Tizon, démissionnaire.

B. – Liste récapitulative des organismes extraparlimentaires au 31 décembre 1990 (classés par domaine de compétence)

Affaires sociales

Voir aussi Santé.

Commission des comptes de la sécurité sociale : MM. Louis Boyer, Charles Descours, Marcel Fortier, Jacques Oudin, *titulaires*.

Conseil supérieur de la Mutualité : M. Jean Chérioux, *titulaire*.

Conseil supérieur des prestations sociales agricoles : MM. Pierre Louvot, Roland du Luart, *titulaires* ; Marc Bœuf, Jacques Machet, *suppléants*.

Conseil pour la protection sociale des Français de l'étranger : M. Jean-Pierre Cantegrit, *titulaire*.

Commission sociale centrale pour les rapatriés : N., *titulaire*.

Agriculture

Comité consultatif du Fonds national des abattoirs : MM. Alain Pluchet, *titulaire* ; Fernand Tardy, *suppléant*.

Conseil supérieur de l'aménagement rural : pas de demande de désignation.

Conseil supérieur du cheval : MM. Josselin de Rohan, *titulaire* ; Michel Souplet, *suppléant*.

Fonds forestier national : M. Geoffroy de Montalembert, *titulaire*.

Conseil supérieur de la forêt et des produits forestiers : MM. Philippe François, *titulaire* ; Charles-Edmond Lenglet, *suppléant*.

Conseil national de la montagne : MM. Jean Faure, Bernard Hugo, Franz Duboscq, Raymond Bouvier, *titulaires*.

Section de l'assurance des salariés agricoles contre les accidents du travail et les maladies professionnelles : MM. Roland du Luart, *titulaire* ; Marc Bœuf, *suppléant*.

Anciens combattants et victimes de guerre

Conseil d'administration de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre : M. Guy Robert, *titulaire*.

Comité d'honneur pour la commémoration de la naissance du maréchal Jean de Lattre de Tassigny : Président du Sénat, *titulaire*.

Commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension instituée par l'article L. 8 bis du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre : MM. Auguste Cazalet, Claude Prouvoyeur, Michel Miroudot, Guy Robert, Marc Bœuf, Max Lejeune, Robert Vizet, *titulaires* ; MM. Emmanuel Hamel, Henri Belcour, Jean Dumont, Louis de Catuelan, Gérard Roujas, Jacques Bimbenet, Hector Viron, *suppléants*.

Communication audiovisuelle

Conseil d'administration de la société nationale de programme Antenne 2 (A2) : M. André Fosset, *titulaire*.

Conseil d'administration de la société de programme France Régions 3 (FR3) : M. Michel Miroudot, *titulaire*.

Institut national de l'audiovisuel (INA) : M^{me} Paulette Brise-pierre, *titulaire*.

Conseil d'administration de la société nationale Radio-France : M. Jacques Carat, *titulaire*.

Conseil d'administration de la société nationale de programme Radio France internationale (RFI) : M. Charles de Cuttoli, *titulaire*.

Conseil d'administration de la société de radiodiffusion et de télévision France Outre-mer (RFO) : M. Daniel Millaud, *titulaire*.

Conseil national de la cinématographie : MM. Maurice Schumann, Jean Delaneau, *titulaires* ; Hubert Martin, Jean Cluzel, *suppléants*.

Coopération

Conseil supérieur de la coopération : MM. Guy Penne, Henri de Raincourt, *titulaires*.

Comité directeur du Fonds d'aide et de coopération : M. André-Georges Voisin, *titulaire*.

Culture

Conseil d'orientation de l'établissement public du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou : MM. Michel Miroudot, Raymond Bourguine, Marcel Vidal, *titulaires*.

Conseil d'administration de la Cité des sciences et de l'industrie de la Villette : MM. Jean Simonin, Paul Masson, *titulaires*.

Commission mixte chargée de donner un avis sur l'affectation et l'attribution des crédits du Fonds culturel créé par l'arrêté du 27 mars 1957 : M. Paul d'Ornano, *titulaire*.

Conseil d'administration de la Bibliothèque nationale : représentation parlementaire supprimée par le décret n° 88-606 du 6 mai 1988.

Conseil d'administration de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger : M. Paul d'Ornano, *titulaire*.

Défense

Comité des prix de revient des fabrications d'armement : M. René Monory, *titulaire*.

Conseil permanent du service militaire : pas de demande de désignation.

Départements et territoires d'outre-mer

Comité directeur du fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer (FIDESTOM) : MM. Henri Gœtschy, Daniel Millaud, *titulaires* ; André-Georges Voisin, Jacques Bimbenet, *suppléants*.

Comité directeur du fonds d'investissement des départements d'outre-mer (FIDOM) : MM. Henri Gœtschy, Albert Pen, Josse-lin de Rohan, *titulaires*.

Commission nationale d'évaluation de la parité sociale globale (départements d'outre-mer) : M. Louis Virapoullé, *titulaire*.

Énergie

Commission consultative pour la production de carburants de substitution : MM. Rémi Herment, Philippe François, *titulaires*.

Conseil supérieur de l'électricité et du gaz : MM. Roger Chinaud, Alain Pluchet, *titulaires*.

Comité de contrôle du fonds de soutien aux hydrocarbures ou assimilés d'origine nationale : M. Richard Pouille, *titulaire*.

Comité national consultatif pour la maîtrise de l'énergie : pas de demande de désignation.

Conseil supérieur de la sûreté et de l'information nucléaires : M. André Jarrot, *titulaire*.

Conseil supérieur du pétrole : pas de demande de désignation.

Comité consultatif de l'utilisation de l'énergie : M. Richard Pouille, *titulaire*.

Enseignement supérieur et recherche

Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche : MM. Pierre Laffitte, *titulaire* ; Jean Clouet, *suppléant*.

Environnement

Conseil national du bruit : M. Charles Descours, *titulaire*.

Conseil d'administration du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres : MM. Ambroise Dupont, Alphonse Arzel, *titulaires* ; Marcel Vidal, Claude Pradille, *suppléants*.

Commission supérieure des sites : M. Paul Séramy, *titulaire*.

Finances

Commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations : M. Roger Chinaud, *titulaire*.

Conseil national du crédit : MM. Roger Chinaud, Jean-Pierre Masseret, *titulaires*.

Commission des comptes et des budgets économiques de la Nation : Président de la commission des finances ; Rapporteur général de la commission des finances, *titulaires*.

Conseil d'administration de la caisse nationale des banques : N., *titulaire*.

Conseil d'administration de la caisse nationale de l'industrie : M. Robert Vizet, *titulaire*.

Comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics : MM. Marcel Fortier, Maurice Blin, *titulaires* ; Jacques Oudin, *suppléant*.

Conseil national de l'information statistique : MM. René Tré-gouët, *titulaire* ; Georges Berchet, *suppléant*.

Haut conseil du secteur public : MM. Roger Chinaud, Maurice Blin, Mme Hélène Missoffe, M. Bernard Laurent, *titulaires*.

Intérieur

Comité des finances locales : MM. Christian Bonnet, Jacques Oudin, *titulaires* ; Lucien Neuwirth, Raymond Bouvier, *suppléants*.

Conseil national des services publics départementaux et communaux : MM. René-Georges Laurin, Pierre Schiélé, Bernard Laurent, Germain Authié, *titulaires*.

Fonds national pour le développement des adductions d'eau dans les communes rurales : MM. Louis Mercier, Roland du Luart, *titulaires*.

Commission chargée d'examiner les demandes d'autorisation ou de renouvellement des jeux : M. Ernest Cartigny, *titulaire*.

Jeunesse et sports

Haut comité du loisir social, de l'éducation populaire et des activités de pleine nature : Président de la commission des affaires culturelles, *titulaire*.

Comité de l'éthique du loto sportif : MM. Jean Delaneau, *titulaire* ; Roger Boileau, *suppléant*.

Commission nationale du sport de haut niveau : Rapporteur spécial de la commission des finances ; Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, *titulaires*.

Conseil de gestion du Fonds national pour le développement de la vie associative : M. Pierre Vallon, *titulaire*.

Justice

Conseil supérieur de l'administration pénitentiaire : MM. Jacques Thyraud, Charles de Cuttoli, Jean Arthuis, *titulaires*.

Conseil supérieur de l'adoption : M. Michel Rufin, *titulaire*.

Commission consultative des archives audiovisuelles de la justice : M. Charles Jolibois, *titulaire*.

Commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence : MM. Jacques Carat, Joël Bourdin, *titulaires* ; Hubert Martin, Ivan Renar, *suppléants*.

Comité national chargé de la publication des travaux préparatoires des institutions de la V^e République : Président de la commission des lois, *titulaire*.

Commission d'accès aux documents administratifs : MM. Charles Jolibois, *titulaire* ; Guy Allouche, *suppléant*.

Commission supérieure de codification : MM. Michel Rufin, *titulaire* ; Paul Masson, *suppléant*.

Commission nationale de l'informatique et des libertés : MM. Jacques Thyraud, Pierre Vallon, *titulaires*.

Logement et urbanisme

Conseil national de l'habitat : MM. Jean Huchon, *titulaire* ; Bernard Barbier, *suppléant*.

Commission nationale d'urbanisme commercial : MM. Pierre Jeambrun, Serge Mathieu, Louis Moinard, Alain Pluchet, *titulaires* ; Richard Pouille, Bernard Barbier, Auguste Chupin, Jean Amelin, *suppléants*.

Premier ministre

Voir Justice.

Relations extérieures

Commission consultative des droits de l'homme : M. Pierre-Christian Taittinger, *titulaire*.

Commission nationale pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) : MM. Jacques Golliet, Adrien Gouteyron, *titulaires*.

Santé

Voir aussi Affaires sociales.

Commission nationale de l'équipement sanitaire : Président de la commission des affaires sociales, *titulaire* ; N., *suppléant*.

Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé : M. Michel Miroudot, *titulaire*.

Conseil national du syndrome immunodéficient acquis (SIDA) : M. Claude Huriet, *titulaire*.

Conseil d'administration de l'établissement national des convalescents de Saint-Maurice : Mme Marie-Claude Beau-deau, *titulaire*.

Conseil d'administration de l'établissement public d'hospitalisation à Fresnes : MM. Louis Boyer, *titulaire* ; Marc Bœuf, *suppléant*.

Conseil d'administration du Centre national d'ophtalmologie des Quinze-Vingts : M. Guy Penne, *titulaire*.

Conseil supérieur de l'établissement national des invalides de la marine : MM. Guy Robert, Louis de Catuelan, *titulaires*.

Conseil supérieur pour le reclassement professionnel et social des travailleurs handicapés : M. Franck Sérusclat, Mme Hélène Missoffe, *titulaires*.

Comité de liaison pour le transport des personnes handicapées : M. Maurice Lombard, *titulaire*.

Comité national des retraités et des personnes âgées : Mme Hélène Missoffe, *titulaire*.

Tourisme

Conseil national du tourisme : MM. Pierre Vallon, *titulaire* ; Charles Ginesy, *suppléant*.

Transport

Conseil d'administration de l'établissement public Autoroutes de France : M. Paul Girod, *titulaire*.

Conseil supérieur de l'aviation marchande : MM. Pierre Jeambrun, *titulaire* ; Louis Virapoullé, *suppléant*.

Commission supérieure du Crédit maritime mutuel : MM. René Régnault, Louis de Catuelan, Josselin de Rohan, *titulaires*.

Conseil national des transports : MM. Georges Berchet, Maurice Lombard, *titulaires* ; Louis de Catuelan, Bernard-Charles Hugo, *suppléant*.

Travail

Conseil d'administration de l'agence pour l'amélioration des conditions de travail : M. Hector Viron, *titulaire*.

Divers

Commission centrale de classement des débits de tabac : M. Auguste Cazalet, *titulaire*.

Commission chargée de proposer un code des libertés fondamentales de l'individu : pas de demande de désignation.

Commission supérieure du service public des postes et télécommunications : MM. Jean Faure, Gérard Larcher, Louis Perrein, Henri Torre, *titulaires*.

Conseil national des assurances : M. Etienne Dailly, *titulaire*.

XIII. – GOUVERNEMENT

Gouvernement Michel ROCARD

(Nommés les 28 juin, 8 juillet 1988, 14, 22 février 1989 et 29 mars 1989.)
(J.O. des 29 juin, 9 juillet 1988, 15, 23 février 1989 et 30 mars 1989.)

A – Composition au 1^{er} janvier 1990 :

| | |
|---|-------------------------|
| Premier ministre | Michel Rocard |
| Ministre d'État, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports .. | Lionel Jospin |
| Ministre d'État, ministre de l'économie, des finances et du budget | Pierre Bérégovoy |
| Ministre d'État, ministre de la fonction publique et des réformes administratives | Michel Durafour |
| Ministre d'État, ministre des affaires étrangères | Roland Dumas |
| Garde des Sceaux, ministre de la justice | Pierre Arpaillange |
| Ministre de la défense | Jean-Pierre Chevènement |
| Ministre de l'intérieur | Pierre Joxe |
| Ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire | Roger Fauroux |
| Ministre des affaires européennes | Édith Cresson |
| Ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer | Michel Delebarre |
| Ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle | Jean-Pierre Soisson |

| | |
|---|-------------------------|
| Ministre de la coopération et du développement | Jacques Pelletier |
| Ministre de la culture, de la communication, des grands travaux et du Bicentenaire | Jack Lang |
| Ministre des départements et territoires d'outre-mer, porte-parole du Gouverne- ment | Louis Le Pensec |
| Ministre de l'agriculture et de la forêt | Henri Nallet |
| Ministre des postes, des télécommunications et de l'espace | Paul Quilès |
| Ministre chargé des relations avec le Parlement | Jean Poperen |
| Ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale | Claude Évin |
| Ministre de la recherche et de la technologie | Hubert Curien |
| Ministre du commerce extérieur | Jean-Marie Rausch |
| Ministre délégué auprès du ministre d'État, ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget | Michel Charasse |
| Ministre délégué auprès du ministre d'État, ministre des affaires étrangères, chargé de la francophonie | Alain Decaux |
| Ministre délégué auprès du ministre d'État, ministre des affaires étrangères | Edwige Avice |
| Ministre délégué auprès du ministre de l'industrie et de l'aménagement du terri- toire, chargé de l'aménagement du territoire et des reconversions | Jacques Chérèque |
| Ministre délégué auprès du ministre de l'industrie et de l'aménagement du terri- toire, chargé du commerce et de l'artisanat | François Doubin |
| Ministre délégué auprès du ministre de l'industrie et de l'aménagement du terri- toire, chargé du tourisme | Olivier Stirn |
| Ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer, chargé de la mer | Jacques Mellick |
| Ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer, chargé du logement | Louis Besson |
| Ministre délégué auprès du ministre de la culture, de la communication, des grands travaux et du Bicentenaire, chargé de la communication | Catherine Tasca |
| Ministre délégué auprès du ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, chargé des personnes âgées | Théo Braun |
| Secrétaire d'État chargé des droits des femmes | Michèle André |
| Secrétaire d'État chargé des anciens combattants et des victimes de guerre | André Méric |
| Secrétaire d'État à la défense | Gérard Renon |
| Secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé du Plan | Lionel Stoléro |
| Secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé de l'environnement et de la prévention des risques technologiques et naturels majeurs | Brice Lalonde |
| Secrétaire d'État auprès du Premier ministre | Tony Dreyfus |
| Secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé de l'action humanitaire | Bernard Kouchner |
| Secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, chargé de l'enseignement technique | Robert Chapuis |
| Secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, chargé de la jeunesse et des sports | Roger Bambuck |
| Secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé de la consommation | Véronique Neiertz |
| Secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre des affaires étrangères, chargé des relations culturelles internationales | Thierry de Beaucé |
| Secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur, chargé des collectivités territo- riales | Jean-Michel Baylet |
| Secrétaire d'État auprès du ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer, chargé des transports routiers et fluviaux | Georges Sarre |
| Secrétaire d'État auprès du ministre du travail, de l'emploi et de la formation pro- fessionnelle, chargé de la formation professionnelle | André Laignel |
| Secrétaire d'État auprès du ministre de la culture, de la communication, des grands travaux et du Bicentenaire, chargé des grands travaux | Émile Biasini |
| Secrétaire d'État auprès du ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, chargé de la famille | Hélène Dorlhac de Borne |
| Secrétaire d'État auprès du ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, chargé des handicapés et des accidentés de la vie | Michel Gillibert |

B – Modifications intervenues entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 1990 :

– *Décrets du 5 juillet 1990 (JO Lois et décrets du 6 juillet 1990) (p. 7911).*

Il est mis fin, sur sa demande, aux fonctions de M. Olivier Stirn, ministre délégué auprès du ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire, chargé du tourisme.

M. Jean-Marie Rausch, ministre du commerce extérieur, est nommé ministre du commerce extérieur et du tourisme.

– *Décret du 17 juillet 1990 (JO Lois et décrets du 18 juillet 1990) (p. 8481).*

M. Jean-Marie Rausch, ministre du commerce extérieur et du tourisme, est nommé ministre du commerce extérieur.

M. Philippe Marchand est nommé ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur.

M. Jean-Michel Baylet, secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur chargé des collectivités territoriales, est nommé ministre délégué auprès du ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire, chargé du tourisme.

– *Décrets du 2 octobre 1990 relatifs à la composition du Gouvernement (JO Lois et décrets du 3 octobre 1990) (p. 11983).*

Il est mis fin aux fonctions de :

M. Pierre Arpaillange, garde des sceaux, ministre de la justice.

Mme Edith Cresson, ministre des affaires européennes.

M. Théo Braun, ministre délégué auprès du ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, chargé des personnes âgées.

Sont nommés :

M. Henri Nallet, garde des sceaux, ministre de la justice.

M. Louis Mermaz, ministre de l'agriculture et de la forêt.

M. Claude Evin, ministre des affaires sociales et de la solidarité.

M. Brice Lalonde, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de l'environnement et de la prévention des risques technologiques et naturels majeurs.

Mme Elisabeth Guigou, ministre délégué auprès du ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères, chargé des affaires européennes.

M. Georges Kiejman, ministre délégué auprès du garde des sceaux, ministre de la justice.

M. Bruno Durieux, ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité, chargé de la santé.

Sont nommés secrétaires d'État auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité :

Mme Hélène Dorlhac de Borne, chargé de la famille et des personnes âgées.

M. Michel Gillibert, chargé des handicapés et des accidentés de la vie.

Sont membres du Gouvernement, en qualité de ministres, et participent à ce titre au conseil des ministres :

M. Lionel Jospin, ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports.

M. Pierre Bérégovoy, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget.

M. Michel Durafour, ministre d'Etat, ministre de la fonction publique et des réformes administratives.

M. Roland Dumas, ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères.

M. Henri Nallet, garde des sceaux, ministre de la justice.

M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la défense.

M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur.

M. Roger Fauroux, ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire.

M. Louis Mermaz, ministre de l'agriculture et de la forêt.

M. Michel Delebarre, ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer.

M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle.

M. Jacques Pelletier, ministre de la coopération et du développement.

M. Jack Lang, ministre de la culture, de la communication et des grands travaux.

M. Louis le Pen, ministre des départements et territoires d'outre-mer, porte-parole du Gouvernement.

M. Paul Quilès, ministre des postes, des télécommunications et de l'espace.

M. Jean Poperen, ministre chargé des relations avec le Parlement.

M. Claude Evin, ministre des affaires sociales et de la solidarité.

M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie.

M. Jean-Marie Rausch, ministre du commerce extérieur.

M. Brice Lalonde, ministre délégué à l'environnement et à la prévention des risques technologiques et naturels majeurs.

M. Michel Charasse, ministre délégué au budget.

M. Alain Decaux, ministre délégué à la francophonie.

Mme Edwige Avice, ministre délégué aux affaires étrangères.

Mme Elisabeth Guigou, ministre délégué aux affaires européennes.

M. Georges Kiejman, ministre délégué auprès du garde des sceaux, ministre de la justice.

M. Philippe Marchand, ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur.

M. Jacques Chérèque, ministre délégué à l'aménagement du territoire et aux reconversions.

M. François Doubin, ministre délégué au commerce et à l'artisanat.

M. Jean-Michel Baylet, ministre délégué au tourisme.

M. Jacques Mellick, ministre délégué à la mer.

M. Louis Besson, ministre délégué au logement.

Mme Catherine Tasca, ministre délégué à la communication.
M. Bruno Durieux, ministre délégué à la santé.
Sont membres du Gouvernement, en qualité de secrétaires d'Etat, et participent au conseil des ministres pour les questions relevant de leurs attributions :

Mme Michèle André, secrétaire d'Etat aux droits des femmes.
M. André Méric, secrétaire d'Etat aux anciens combattants et victimes de guerre.
M. Gérard Renon, secrétaire d'Etat à la défense.
M. Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat au Plan.
M. Tony Dreyfus, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre.
M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire.
M. Robert Chapuis, secrétaire d'Etat à l'enseignement technique.
M. Roger Bambuck, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports.
Mme Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat à la consommation.
M. Thierry de Beaucé, secrétaire d'Etat aux relations culturelles internationales.
M. Georges Sarre, secrétaire d'Etat aux transports routiers et fluviaux.
M. André Laignel, secrétaire d'Etat à la formation professionnelle.
M. Emile Biasini, secrétaire d'Etat aux grands travaux.
Mme Hélène Dorlhac de Borne, secrétaire d'Etat à la famille et aux personnes âgées.
M. Michel Gillibert, secrétaire d'Etat aux handicapés et aux accidentés de la vie.

Sont délégués :

Auprès du Premier ministre :

Le ministre délégué à l'environnement et à la prévention des risques technologiques et naturels majeurs.
Le secrétaire d'Etat au Plan.
Le secrétaire d'Etat à l'action humanitaire.

Auprès du ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports :

Le secrétaire d'Etat à l'enseignement technique.
Le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports.

Auprès du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget :

Le ministre délégué au budget.

Le secrétaire d'Etat à la consommation.

Auprès du ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères :

Le ministre délégué à la francophonie.
Le ministre délégué aux affaires étrangères.
Le ministre délégué aux affaires européennes.
Le secrétaire d'Etat aux relations culturelles internationales.

Auprès du ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire :

Le ministre délégué à l'aménagement du territoire et aux reconversions.
Le ministre délégué au commerce et à l'artisanat.
Le ministre délégué au tourisme.

Auprès du ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer :

Le ministre délégué à la mer.
Le ministre délégué au logement.

Le secrétaire d'Etat aux transports routiers et fluviaux.

Auprès du ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle :

Le secrétaire d'Etat à la formation professionnelle

Auprès du ministre de la culture, de la communication et des grands travaux :

Le ministre délégué à la communication.
Le secrétaire d'Etat aux grands travaux.

Auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité :

Le ministre délégué à la santé.
Le secrétaire d'Etat à la famille et aux personnes âgées.
Le secrétaire d'Etat aux handicapés et aux accidentés de la vie.

- *Décret du 21 décembre 1990* relatif à la composition du Gouvernement (*JO* Lois et décrets du 22 décembre 1990) (p. 15855).

M. Michel Delebarre est nommé ministre d'Etat, ministre de la ville.

M. Louis Besson est nommé ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer.

C - Attributions des ministres et secrétaires d'Etat en exercice au 1^{er} janvier 1990 :

Voir table des matières 1989, « Renseignements divers ».

D - Attributions des ministres et secrétaires d'Etat ayant changé d'attributions au cours de l'année 1990 :

M. Georges Kiejman :

- *Décret n° 90-913 du 10 octobre 1990* relatif aux attributions du **ministre délégué auprès du garde des sceaux, ministre de la justice** (*JO* Lois et décrets du 11 octobre 1990).

M. Roland Dumas :

- *Décret n° 90-921 du 11 octobre 1990* portant transfert au **ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères, des attributions du ministre des affaires européennes** (*JO* Lois et décrets du 14 octobre 1990).

- M. Claude Evin :
 – Décret n° 90-926 du 11 octobre 1990 relatif aux attributions du ministre des affaires sociales et de la solidarité (JO Lois et décrets du 14 octobre 1990).
- Mme Elisabeth Guigou :
 – Décret n° 90-980 du 31 octobre 1990 relatif aux attributions du ministre délégué aux affaires européennes (JO Lois et décrets du 4 novembre 1990).
- Mme Hélène Dorlhac de Borne :
 – Décret n° 90-1031 du 19 novembre 1990 relatif aux attributions du secrétaire d'Etat à la famille et aux personnes âgées (JO Lois et décrets du 21 novembre 1990).
- M. Louis Besson :
 – Décret n° 91-21 du 8 janvier 1991 relatif aux attributions du ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer (JO Lois et décrets du 10 janvier 1991).
- M. Jacques Mellick :
 – Décret n° 91-22 du 8 janvier 1991 relatif aux attributions du ministre délégué à la mer (JO Lois et décrets du 10 janvier 1991).
- M. Michel Delebarre :
 – Décret n° 91-33 du 11 janvier 1991 relatif aux attributions du ministre d'Etat, ministre de la ville (JO Lois et décrets du 12 janvier 1991).

XIV. – TEXTES

A. – Textes inscrits à l'ordre du jour du Sénat en 1990 (avec indication de la rubrique de classement dans la table des matières et de la date de première inscription à l'ordre du jour)*

Seconde session ordinaire de 1989-1990 (2 avril - 30 juin 1990)

3 avril 1990. – Projet de loi visant à la mise en œuvre du droit au logement. – **Logement.**

5 avril 1990. – Projet de loi modifiant et complétant la loi n° 83-583 du 5 juillet 1983 réprimant la pollution de la mer par les hydrocarbures. – **Environnement.**

– Projet de loi portant diverses dispositions relatives aux transports terrestres. – **Transports.**

– Projet de loi autorisant la ratification d'un protocole additionnel n° 4 à la convention révisée pour la navigation du Rhin (ensemble une déclaration). – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République équatorienne en vue d'éviter la double imposition et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu (ensemble un protocole). – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil exécutif de la République du Zaïre en vue d'éviter la double imposition en matière de transport aérien en trafic international. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Émirats Arabes Unis en vue d'éviter les doubles impositions. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Sultanat d'Oman en vue d'éviter les doubles impositions (ensemble un échange de lettres). – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales (ensemble un protocole et un échange de lettres). – **Traités et conventions.**

10 avril 1990. – (début de la discussion 9 mai 1989). – Lettre modifiant la présentation du projet de loi n° 300 (1985-1986), portant réforme du code pénal, déposé par décret du 19 février 1986, dans une présentation modifiée par la lettre du 15 février 1989. – **Code pénal.**

12 avril 1990. – Projet de loi organique relatif au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la Répu-

blique et de celle des députés. – **Elections.**

– Projet de loi relatif à la participation des communes au financement des collèges. – **Communes.**

17 avril 1990. – Projet de loi modifiant la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française. – **Polynésie française.**

18 avril 1990. – Projet de loi relatif aux droits et à la protection des personnes hospitalisées en raison de troubles mentaux et à leurs conditions d'hospitalisation. – **Droits de l'homme.**

19 avril 1990. – Projet de loi relatif à la propriété industrielle. – **Propriété industrielle.**

24 avril 1990. – (début de la discussion 27 avril 1989). – Proposition de loi tendant à modifier l'article 6 bis de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires. – **Parlement.**

– (début de la discussion 18 décembre 1989). – Proposition de loi modifiant la loi n° 82-471 du 7 juin 1982 modifiée, relative au Conseil supérieur des Français de l'étranger. – **Français de l'étranger.**

25 avril 1990. – Projet de loi modifiant la loi n° 52-893 du 25 juillet 1952 portant création d'un office français de protection des réfugiés et apatrides. – **Réfugiés et apatrides.**

26 avril 1990. – Projet de loi relatif aux fondations et modifiant la loi n° 87-571 du 23 juillet 1987 sur le développement du mécénat. – **Fondations.**

2 mai 1990. – Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord international de 1987 sur le caoutchouc naturel. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention sur la protection des ressources naturelles et de l'environnement de la région du Pacifique Sud (ensemble une annexe), ainsi que d'un protocole de coopération dans les interventions d'urgence contre les incidents générateurs de pollution dans la région du Pacifique Sud et d'un protocole sur la prévention de la pollution de la région du Pacifique Sud résultant de l'immersion de déchets (ensemble quatre annexes). – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant la ratification du protocole portant modification de la convention du 29 juillet 1960 sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire, amendée par le protocole additionnel du 28 janvier 1964 et du protocole portant modification de la convention du 31 janvier 1963 complémentaire à la convention de Paris du 29 juillet 1960 sur

la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire, amendée par le protocole additionnel du 28 janvier 1964. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi modifiant la loi n° 68-943 du 30 octobre 1968 relative à la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire. – **Energie.**

3 mai 1990. – Projet de loi modifiant le code des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel (partie législative) et complétant la loi n° 86-14 du 6 janvier 1986 modifiée fixant les règles garantissant l'indépendance des membres des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel. – **Justice.**

– Projet de loi modifiant le code de procédure pénale et le code des assurances et relatif aux victimes d'infractions. – **Justice.**

9 mai 1990. – Projet de loi relatif à la Réunion des musées nationaux. – **Secteur public.**

– Projet de loi relatif aux appellations d'origine contrôlée des produits agricoles et alimentaires bruts ou transformés. – **Agroalimentaire (industrie).**

10 mai 1990. – Projet de loi modifiant le code du travail et relatif aux agences de mannequins et à la protection des enfants. – **Enfance.**

11 mai 1990. – Proposition de loi relative à l'exercice du pouvoir de police municipale à Paris. – **Police.**

15 mai 1990. – Projet de loi portant réforme des procédures civiles d'exécution. – **Procédure civile.**

16 mai 1990. – Projet de loi relatif à la protection des personnes contre les discriminations en raison de leur état de santé ou de leur handicap. – **Handicapés.**

17 mai 1990. – Projet de loi modifiant le code de la sécurité sociale et relatif aux prestations familiales et aux aides à l'emploi pour la garde des jeunes enfants. – **Prestations familiales.**

18 mai 1990. – Projet de loi relatif aux conditions de fixation des prix des prestations fournies par certains établissements assurant l'hébergement des personnes âgées. – **Établissements sociaux et médico-sociaux.**

22 mai 1990. – Projet de loi relatif aux droits et obligations de l'État et des départements concernant les instituts universitaires de formation des maîtres, et portant diverses dispositions relatives à l'éducation nationale. – **Enseignement.**

23 mai 1990. – Proposition de loi tendant à rendre identique, pour les médicaments et les autres produits, la durée effective de la protection assurée par les brevets. – **Pharmacie (industrie).**

– Proposition de loi tendant à rétablir en France métropolitaine un régime horaire conforme aux exigences de la situation géographique de notre pays. – **Heure légale.**

29 mai 1990. – Projet de loi relatif au statut et au capital de la Régie nationale des usines Renault. – **Sociétés civiles et commerciales.**

31 mai 1990. – Projet de loi relatif au crédit-formation, à la qualité et au contrôle de la formation professionnelle continue et modifiant le Livre IX du code du travail. – **Formation professionnelle.**

5 juin 1990. – Projet de loi relatif à l'organisation du service public de la poste et des télécommunications. – **Postes et télécommunications.**

7 juin 1990. – Proposition de loi modifiant le code des assurances et portant extension aux départements d'outre-mer du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles. – **Collectivités territoriales d'outre-mer.**

8 juin 1990. – Proposition de loi portant diverses mesures d'harmonisation entre le droit applicable dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle et le droit applicable dans les autres départements. – **Alsace-Moselle.**

11 juin 1990. – Proposition de loi tendant à réprimer tout acte raciste, antisémite ou xénophobe. – **Droit pénal.**

– Proposition de loi modifiant la date d'entrée en vigueur de la

loi n° 88-1138 du 20 décembre 1988 modifiée relative à la protection des personnes qui se prêtent à des recherches biomédicales. – **Santé.**

12 juin 1990. – Projet de loi constitutionnelle portant révision des articles 61, 62 et 63 de la Constitution et instituant un contrôle de constitutionnalité des lois par voie d'exception. – **Conseil constitutionnel.**

14 juin 1990. – Déclaration du Gouvernement portant sur l'évaluation de la situation économique et financière. – **Gouvernement (déclarations).**

15 juin 1990. – Projet de loi autorisant l'approbation d'un avenant modifiant la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Australie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'un avenant à la convention du 7 février 1982 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'État de Koweït en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur les successions. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi relatif à la répartition de l'indemnité versée par la République du Zaïre en application de l'accord du 22 janvier 1988. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant la ratification de la convention concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale (ensemble trois protocoles et trois déclarations). – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant la ratification de la convention relative à l'adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise à la convention concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, ainsi qu'au protocole concernant son interprétation par la Cour de justice, avec les adaptations y apportées par la convention relative à l'adhésion du royaume du Danemark, de l'Irlande et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et les adaptations y apportées par la convention relative à l'adhésion de la République hellénique. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de la convention des Nations unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant la ratification d'un accord entre la République française et l'État de Koweït sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un protocole interprétatif). – **Traités et conventions.**

– Projet de loi portant création de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger. – **Enseignement.**

19 juin 1990. – Projet de loi relatif à la révision générale des évaluations des immeubles retenus pour la détermination des bases des impôts directs locaux. – **Impôts locaux.**

20 juin 1990. – Proposition de loi tendant à réformer le droit de la nationalité. – **Nationalité française.**

– Déclaration du Gouvernement portant sur la politique de l'eau – **Gouvernement (déclarations).**

– Projet de loi favorisant la stabilité de l'emploi par l'adaptation du régime des contrats précaires. – **Travail.**

21 juin 1990. – Proposition de loi tendant à l'introduction dans le code des assurances de dispositions particulières aux départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle. – **Assurances.**

– Projet de loi relatif à la participation des organismes financiers à la lutte contre le blanchiment des capitaux provenant du trafic de stupéfiants. – **Toxicomanie.**

25 juin 1990. – Projet de loi modifiant l'ordonnance du 21 octobre 1986 relative à l'intéressement et à la participation des salariés aux résultats de l'entreprise et à l'actionnariat des salariés et introduisant dans le code du travail les dispositions de cette ordonnance relatives à l'intéressement et à la participation. – **Participation des salariés.**

26 juin 1990. – Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord de coopération scientifique, technique et culturelle entre le Gouvernement de la République française et le Gouverne-

ment de la République démocratique populaire Lao. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation du traité sur l'enregistrement international des œuvres audiovisuelles. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques relatif à la coopération pour la formation des hommes dans le domaine économique. – **Traités et conventions.**

– Proposition de loi tendant à instituer un droit à l'emprunt en faveur des étudiants. – **Créances.**

– Proposition de loi relative au droit des étudiants à accéder à l'emprunt. – **Créances.**

– Proposition de résolution tendant à obtenir la suspension des poursuites engagées contre M. Guy Allouche, sénateur du Nord. – **Immunité parlementaire.**

27 juin 1990. – Projet de loi relatif au corps des ingénieurs électroniciens des systèmes de la sécurité aérienne. – **Transports.**

– Projet de loi autorisant la ratification de la convention relative aux droits de l'enfant. – **Traités et conventions.**

– Déclaration du Gouvernement portant sur l'Europe. – **Gouvernement (déclarations).**

28 juin 1990. – Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord portant création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (ensemble deux annexes et une déclaration). – **Traités et conventions.**

– Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1988. – **Lois de règlement.**

29 juin 1990. – Projet de loi relatif à la circulation des véhicules terrestres dans les espaces naturels et portant modification du code des communes. – **Environnement.**

Deuxième session extraordinaire de 1989-1990 (27 août 1990)

27 août 1990. – Déclaration du Gouvernement portant sur la situation au Moyen-Orient. – **Gouvernement (déclarations).**

Première session ordinaire de 1990-1991 (2 octobre - 20 décembre 1990)

2 octobre 1990. – Projet de loi portant adaptation de la législation française aux dispositions de la convention des Nations unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes. – **Toxicomanie.**

– Proposition de loi relative au conseiller du salarié. – **Travail.**

3 octobre 1990. – Proposition de résolution tendant à modifier les articles 16, 21, 48 et 70 du Règlement du Sénat et tendant à insérer dans celui-ci un article 42 bis et un article 56 bis A. – **Parlement.**

4 octobre 1990. – Projet de loi tendant à améliorer la transparence et la régularité des procédures de marchés et soumettant la passation de certains contrats à des règles de publicité et de mise en concurrence. – **Marchés publics.**

5 octobre 1990. – Proposition de loi relative aux marques de fabrique, de commerce ou de service. – **Propriété industrielle.**

9 octobre 1990. – Déclaration du Gouvernement sur les difficultés actuelles et les perspectives de l'agriculture française. – **Gouvernement (déclarations).**

10 octobre 1990. – Projet de loi relatif au contrat de construction d'une maison individuelle. – **Bâtiments et travaux publics.**

11 octobre 1990. – Projet de loi relatif à la lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme. – **Santé.**

16 octobre 1990. – Projet de loi portant diverses dispositions en matière de pêches maritimes et de cultures marines. – **Pêche.**

– Projet de loi relatif à l'organisation interprofessionnelle des pêches maritimes et des élevages marins et à l'organisation

interprofessionnelle de la conchyliculture. – **Pêches.**

17 octobre 1990. – Projet de loi portant suppression de la tutelle administrative et financière sur les communes de Nouvelle-Calédonie et extension de dispositions diverses relatives à ce territoire. – **Nouvelle-Calédonie.**

– Projet de loi portant homologation des dispositions, prévoyant l'application de peines correctionnelles et de sanctions complémentaires, de délibérations de l'Assemblée territoriale de Polynésie française et édictant des dispositions pénales et de procédure pénale applicables en Polynésie française. – **Polynésie française.**

– Proposition de la loi organique relative à la représentation des activités économiques et sociales de l'outre-mer au sein du Conseil économique et social. – **Conseil économique et social.**

18 octobre 1990. – Proposition de loi portant dispositions relatives à l'exploitation de la chasse dans les bois, forêts et terrains appartenant à l'État. – **Chasse.**

23 octobre 1990. – Projet de loi modifiant les dispositions du code de la sécurité sociale relatives aux conseils d'administration des organismes du régime général de sécurité sociale et à l'agence centrale des organismes de sécurité sociale et portant dispositions transitoires. – **Sécurité sociale.**

– Projet de loi portant diverses dispositions en matière de sécurité routière. – **Circulation routière.**

24 octobre 1990. – Projet de loi organisant la concomitance des renouvellements des conseils généraux et des conseils régionaux. – **Élections.**

– Projet de loi relatif à la fonction publique territoriale et portant modification de certains articles du code des communes. – **Collectivités territoriales.**

25 octobre 1990. – Proposition de loi tendant à proroger le délai prévu à l'article 4 de la loi n° 86-793 du 2 juillet 1986, autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social, pour le transfert d'entreprises du secteur public au secteur privé et permettre de mener à son terme le processus de privatisation. – **Entreprises.**

– Proposition de loi tendant à proroger le délai prévu à l'article 4 de la loi n° 86-793 du 2 juillet 1986, autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social. – **Politique économique et sociale.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale du Nigeria en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur les gains en capital (ensemble un protocole). – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention d'assistance administrative mutuelle en matière douanière entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République démocratique de Madagascar. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation par la France du Protocole additionnel à la convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'assistance administrative mutuelle en vue de prévenir, de rechercher et de réprimer les infractions douanières entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume du Maroc. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Canada. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République démocratique populaire Lao sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un échange de lettres), signé à Paris, le 12 décembre 1989. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination (ensemble six annexes). – **Traités et conventions.**

30 octobre 1990. – Proposition de loi relative aux zones non aedificandi de la ville de Strasbourg. – **Urbanisme.**

– Projet de loi insérant au livre II (partie législative) du code de la route un titre VIII relatif à l'enregistrement et à la communication des informations relatives à la documentation exigée pour la conduite et la circulation des véhicules. – **Circulation routière.**

6 novembre 1990. – Projet de loi modifiant les annexes I et II de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public. – **Transports aériens.**

7 novembre 1990. – Projet de loi portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques. – **Professions judiciaires et juridiques.**

– Projet de loi relatif à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé. – **Professions libérales.**

13 novembre 1990. – Projet de loi sur la réglementation des télécommunications. – **Postes et télécommunications.**

15 novembre 1990. – Projet de loi portant création de l'Agence de l'environnement et des économies d'énergie. – **Environnement.**

– Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature et relatif à l'amélioration de la gestion du corps judiciaire. – **Justice.**

16 novembre 1990. – Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention contre le dopage. – **Traités et conventions.**

19 novembre 1990. – Proposition de loi visant à la création d'une allocation pour les situations de dépendance résultant d'un état de sénescence. – **Personnes âgées.**

21 novembre 1990. – Projet de loi de finances pour 1991. – **Lois de finances.**

12 décembre 1990. – Projet de loi tendant au développement de l'emploi par la formation dans les entreprises, l'aide à l'insertion sociale et professionnelle et l'aménagement du temps de travail, pour l'application du troisième plan pour l'emploi. – **Emploi.**

13 décembre 1990. – Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République populaire de Bulgarie sur le statut et les modalités de fonctionnement des centres culturels. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation du protocole pour la répression d'actes illicites contre la sécurité des plates-formes fixes situées sur le plateau continental. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de la convention pour la répression d'actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi relatif aux atteintes à la sécurité de la navigation maritime et des plates-formes fixes situées sur le plateau continental. – **Mer et littoral.**

– Proposition de résolution tendant à modifier l'article 29 du Règlement du Sénat et tendant à insérer dans celui-ci, après l'article 83, une division relative aux questions orales européennes avec débat. – **Parlement.**

– Proposition de loi portant modification du statut du personnel d'assainissement des départements des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne. – **Fonction publique territoriale.**

– Proposition de loi relative aux pouvoirs des gardiens des parcs départementaux. – **Environnement.**

– Proposition de résolution tendant à créer une commission de contrôle chargée d'examiner la gestion administrative, financière et technique de l'ensemble des Services relevant de l'autorité du ministre de l'Intérieur qui contribuent, à un titre quelconque, à assurer le maintien de l'ordre public et la sécurité des personnes et des biens, puis d'en informer le Sénat. – **Commissions d'enquête ou de contrôle.**

– Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée de recueillir tous les éléments d'information possibles sur les grèves des magistrats, des avocats et des fonctionnaires de justice, notamment sur celles qui ont donné lieu à leurs manifestations sur la voie publique des 21 juin, 23 octobre, 15 novembre, 30 novembre 1990, sur les motifs, quelle qu'en soit la nature, qui ont pu contribuer à provoquer ces grèves et ces manifestations, puis de soumettre ses conclusions au Sénat. – **Commissions d'enquête ou de contrôle.**

– Proposition de résolution tendant à la constitution d'une commission d'enquête chargée de recueillir tous les éléments d'information possibles sur les manifestations des lycéens intervenues sur la voie publique en octobre et novembre 1990, sur les motifs, quelle qu'en soit la nature, qui ont pu contribuer à provoquer ces manifestations, puis de soumettre ses conclusions au Sénat. – **Commissions d'enquête ou de contrôle.**

– Proposition de résolution tendant à la création d'une commission de contrôle chargée d'examiner la gestion administrative, financière et technique de l'entreprise nationale Air France et des sociétés de toute nature comme des Compagnies aériennes, qu'elle contrôle, puis d'en informer le Sénat. – **Commissions d'enquête ou de contrôle.**

14 décembre 1990. – Projet de loi portant dispositions relatives à la santé publique et aux assurances sociales. – **Action sanitaire et sociale.**

15 décembre 1990. – Projet de loi d'actualisation de dispositions relatives à l'exercice des professions commerciales et artisanales. – **Commerce et artisanat.**

17 décembre 1990. – Projet de loi modifiant diverses dispositions intéressant l'agriculture et la forêt. – **Agriculture.**

– Projet de loi de finances rectificative pour 1990. – **Lois de finances rectificatives.**

19 décembre 1990. – Projet de loi relatif à l'augmentation de la quote-part de la France au fonds monétaire international et à l'approbation par la France du troisième amendement aux statuts du Fonds monétaire international. – **Politique économique et sociale.**

20 décembre 1990. – Projet de loi autorisant la ratification du traité portant règlement définitif concernant l'Allemagne. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant la ratification de la quatrième convention A.C.P.-C.E.E. (et documents connexes), signée à Lomé le 15 décembre 1989; l'approbation de l'accord interne de 1990 relatif au financement et à la gestion des aides de la Communauté, fait à Bruxelles le 17 juillet 1990; l'approbation de l'accord interne relatif aux mesures à prendre et aux procédures à suivre pour l'application de la quatrième convention A.C.P.-C.E.E. – **Mer et littoral.**

– Proposition de loi portant création, à Cayenne, d'une chambre détachée de la cour d'appel de Fort-de-France. – **Justice.**

B. – Textes déposés en 1990, mais non inscrits à l'ordre du jour du Sénat (avec indication de la rubrique de classement dans la table et de la date de dépôt)*.

Première session ordinaire 1989-1990

(Dépôts rattachés pour ordre au procès-verbal de la séance du 22 décembre 1989)

25 janvier 1990. – Proposition de loi constitutionnelle tendant à garantir la stabilité du régime électoral des assemblées parle-

mentaires et des assemblées des collectivités territoriales. – **Elections.**

– Proposition de loi tendant à aligner le mode d'élection des conseils régionaux sur celui des conseils municipaux. – **Elections.**

* Pour connaître le détail des travaux parlementaires, se reporter à la rubrique dans le corps de la table des matières 1990.

30 janvier 1990. – Proposition de loi constitutionnelle tendant à améliorer l'efficacité de la procédure législative. – **Parlement.**

13 février 1990. – Proposition de loi visant à attribuer aux veuves de combattants la qualité de ressortissantes de l'Office national des combattants et des victimes de guerre. – **Anciens combattants et victimes de guerre.**

15 février 1990. – Proposition de loi tendant à assouplir les conditions d'attribution de la pension de réversion au conjoint survivant. – **Pensions civiles et militaires de retraites.**

– Proposition de loi constitutionnelle tendant à rendre effectif le contrôle du Conseil constitutionnel sur les projets de loi soumis au référendum. – **Constitution.**

– Proposition de loi organique tendant à assurer la représentation des retraités au Conseil économique et social et dans les comités économiques et sociaux régionaux. – **Conseil économique et social.**

– Proposition de loi tendant à assouplir les conditions d'attribution de la légion d'honneur aux anciens combattants de la guerre 1914-1918. – **Anciens combattants et victimes de guerre.**

20 février 1990. – Proposition de loi relative au secret des sources en matière de presse. – **Presse.**

27 février 1990. – Proposition de loi visant à abroger l'article 47 de la loi de finances pour 1990 portant réforme de l'indexation de la dotation globale de fonctionnement. – **Finances locales.**

28 février 1990. – Proposition de loi relative à la lutte contre le bruit. – **Pollution et nuisances.**

– Proposition de loi tendant à remplacer dans l'intitulé de la loi n° 51-538 du 14 mai 1951 les mots : « personnes contraintes au travail en pays ennemi, en territoire étranger occupé par l'ennemi ou en territoire français annexé par l'ennemi » par les mots : « victimes de la déportation du travail ». – **Déportés et internés.**

– Proposition de loi tendant à porter de 50 à 60 % le taux de la pension de réversion attribuée aux conjoints survivants des agents de la fonction publique et des agents relevant des régimes spéciaux de sécurité sociale ainsi que de la Caisse nationale de retraite des collectivités locales. – **Pensions civiles et militaires de retraites.**

5 mars 1990. – Proposition de loi tendant à porter de 52 à 60 % le taux de la pension de réversion attribuée aux conjoints survivants, relevant du régime de sécurité sociale, du régime des assurances sociales agricoles, du régime des professions artisanales, industrielles et commerciales et les pensions d'invalidité ou de vieillesse de veuve ou veuf incombant au régime général et au régime des assurances sociales agricoles. – **Pensions civiles et militaires de retraites.**

21 mars 1990. – Proposition de loi tendant à la réintégration des syndicalistes licenciés. – **Travail.**

Seconde session ordinaire 1989-1990 (2 avril - 30 juin 1990)

4 avril 1990. – Proposition de loi tendant à l'indemnisation de certains dommages liés à la perfusion de produits sanguins. – **Médecine.**

5 avril 1990. – Proposition de loi constitutionnelle tendant à compléter l'article 3 de la Constitution et relative au droit de vote et à l'éligibilité des étrangers dans les élections municipales et européennes. – **Elections.**

– Proposition de loi tendant à moderniser les dispositions du code du travail relatives au repos hebdomadaire. – **Travail.**

– Proposition de loi relative aux droits de l'enfant et aux devoirs de la société à son égard. – **Enfance.**

– Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la pollution de l'eau et la politique nationale d'aménagement des ressources hydrauliques. – **Commissions d'enquête ou de contrôle.**

6 avril 1990. – Projet de loi instituant la médiation devant les juridictions de l'ordre judiciaire. – **Justice.**

10 avril 1990. – Proposition de loi tendant à compléter l'article 21 de la loi n° 89-531 du 2 août 1989 relative à la transparence et à la sécurité du marché financier. – **Marchés financiers.**

19 avril 1990. – Proposition de loi relative à la coopération intercommunale et au développement local. – **Communes.**

20 avril 1990. – Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'exercice du sport de haut niveau et notamment sur l'application de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives. – **Commissions d'enquête ou de contrôle.**

– Proposition de loi visant à la moralisation de la profession de vendeurs et commerçants de monuments, de pierres tombales et de fournitures funéraires. – **Cimetières et pompes funèbres.**

24 avril 1990. – Proposition de loi constitutionnelle tendant à améliorer la procédure législative. – **Parlement.**

– Proposition de loi tendant à créer un fonds de garantie pour indemniser les victimes d'accidents d'origine médicale. – **Responsabilité civile.**

26 avril 1990. – Proposition de loi relative à l'autonomie et à la décentralisation des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel. – **Établissements publics.**

27 avril 1990. – Proposition de loi visant à développer l'utilisation des plastiques biodégradables. – **Environnement.**

3 mai 1990. – Proposition de loi relative à l'espace forestier et rural méditerranéen. – **Forêts.**

10 mai 1990. – Proposition de loi relative à la limitation des techniques d'identification génétique par analyse de l'acide désoxyribonucléique. – **Médecine.**

– Proposition de loi relative au rétablissement de la peine de mort pour les crimes commis contre les mineurs. – **Droit pénal.**

15 mai 1990. – Proposition de loi relative à l'indemnisation des victimes des incendies de l'espace forestier et rural. – **Calamités et catastrophes.**

16 mai 1990. – Proposition de loi constitutionnelle tendant à interdire l'amnistie des infractions commises en relation avec le financement des campagnes et des partis politiques. – **Amnistie.**

17 mai 1990. – Proposition de loi relative au financement des établissements d'enseignement privé par les collectivités territoriales. – **Enseignement.**

22 mai 1990. – Proposition de loi sur la santé de la personne humaine. – **Droits de l'homme.**

– Proposition de loi relative aux conditions de passage du permis de conduire. – **Circulation routière.**

29 mai 1990. – Proposition de loi tendant à aggraver les sanctions applicables en cas de violation de sépultures ou de destructions, dégradations ou dommages commis au préjudice d'un culte. – **Culte.**

1^{er} juin 1990. – Proposition de loi constitutionnelle tendant à allonger la seconde session ordinaire du Parlement. – **Parlement.**

8 juin 1990. – Proposition de loi relative à l'urbanisme commercial. – **Urbanisme commercial.**

– Proposition de loi complétant la loi n° 87-565 du 22 juillet 1987 relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et la prévention des risques majeurs. – **Sécurité civile.**

12 juin 1990. – Proposition de loi organique modifiant l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances et accordant aux communes de moins de 5 000 habitants la possibilité de constituer un plan d'épargne investissement communal. – **Communes.**

13 juin 1990. – Proposition de loi relative à l'organisation départementale du tourisme. – **Tourisme.**

15 juin 1990. – Proposition de loi organique tendant à modifier et compléter la loi organique n° 76-97 du 31 janvier 1976 sur le vote des Français établis hors de France pour l'élection du Pré-

sident de la République. – **Elections.**

19 juin 1990. – Proposition de loi relative à l'aménagement des navires pour renforcer la prévention en matière de pollution. – **Environnement.**

– Proposition de loi relative au rétablissement de la peine de mort pour les crimes les plus odieux. – **Droit pénal.**

25 juin 1990. – Proposition de loi tendant à créer un contrat de partenariat civil. – **Droit civil.**

27 juin 1990. – Proposition de loi portant création d'un conservatoire national du patrimoine maritime. – **Mer et littoral.**

(Dépôts rattachés pour ordre au procès-verbal de la séance du 30 juin 1990)

11 juillet 1990. – Proposition de loi tendant à rendre applicable l'article L. 52-3 du code électoral aux élections au Conseil supérieur des Français de l'étranger. – **Elections.**

– Proposition de loi tendant à modifier les articles 1411 et 1641 du code général des impôts. – **Impôts et taxes.**

19 juillet 1990. – Proposition de loi tendant à modifier les règles d'indexation de la dotation globale de fonctionnement. – **Communes.**

26 juillet 1990. – Projet de loi relatif aux dépôts dans les postes diplomatiques et consulaires. – **Postes diplomatiques et consulaires.**

(Dépôts rattachés pour ordre au procès-verbal de la séance du 27 août 1990)

29 août 1990. – Proposition de résolution tendant à la constitution d'une commission d'enquête visant à déterminer les conditions d'application des directives communautaires en matière de production et de commercialisation des produits agricoles, et notamment des viandes, ainsi qu'en matière de contrôle de l'utilisation des anabolisants et à proposer des solutions pour remédier aux insuffisances constatées. – **Commissions d'enquête ou de contrôle.**

4 septembre 1990. – Proposition de loi relative au financement des établissements d'enseignement privé par les collectivités territoriales. – **Enseignement privé.**

18 septembre 1990. – Proposition de loi tendant à définir les modalités de participation des collectivités territoriales au financement des investissements des établissements d'enseignement privés sous contrat. – **Enseignement privé.**

Première session ordinaire 1990-1991 (2 octobre - 20 décembre 1990)

5 octobre 1990. – Projet de loi relatif au code des ports maritimes (première partie : législative). – **Mer et littoral.**

9 octobre 1990. – Proposition de loi organique tendant à modifier et compléter la loi organique n° 76-97 du 31 janvier 1976 sur le vote des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République. – **Elections.**

– Proposition de loi portant création d'un fonds de garantie public permettant l'indemnisation des Français établis hors de France expulsés en raison de leur nationalité ou de départ obligatoire par suite d'événements politiques graves. – **Français de l'étranger.**

16 octobre 1990. – Proposition de loi tendant à élargir la procédure du vote par procuration. – **Elections.**

– Proposition de loi relative au reboisement des zones incendiées. – **Forêts.**

18 octobre 1990. – Proposition de loi relative à l'instauration d'une indemnité de retraite minimale pour les maires ayant effectué au moins deux mandats. – **Maires.**

23 octobre 1990. – Proposition de loi relative aux traitements des données nominatives à caractère médical et médico-social, à des fins de recherches, d'études et d'amélioration de la protection de la santé. – **Santé.**

– Proposition de loi relative au financement des établissements d'enseignement privé par les collectivités territoriales. – **Ensei-**

gnement privé.

24 octobre 1990. – Proposition de loi tendant à étendre aux sapeurs-pompiers non professionnels les dispositions relatives aux accidents de travail. – **Accidents du travail.**

25 octobre 1990. – Proposition de loi organique tendant à modifier l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances afin de permettre le dépôt au Trésor ou dans un établissement financier des disponibilités des collectivités territoriales et des établissements publics. – **Collectivités territoriales.**

– Proposition de loi réglementant les écoutes téléphoniques. – **Libertés individuelles.**

26 octobre 1990. – Proposition de loi tendant à modifier l'article 193 du code de la famille et de l'aide sociale. – **Action sanitaire et sociale.**

30 octobre 1990. – Proposition de loi portant modification de l'article 87 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions. – **Collectivités territoriales.**

6 novembre 1990. – Proposition de loi tendant à créer un droit de contracter auprès de tout établissement bancaire un prêt dont le remboursement est garanti par l'État et destiné à faciliter l'installation des jeunes époux mariés depuis moins de six mois. – **Famille.**

14 novembre 1990. – Proposition de loi tendant à créer une possibilité de recours à l'égard des décisions des architectes des bâtiments de France. – **Patrimoine artistique, archéologique et historique.**

21 novembre 1990. – Proposition de loi portant création des sociétés d'actionariat salarié. – **Sociétés civiles et commerciales.**

22 novembre 1990. – Proposition de loi relative au financement de la Sécurité sociale. – **Sécurité sociale.**

– Proposition de loi visant à modifier l'article 38 de la loi n° 84-747 du 2 août 1984 relative aux compétences des régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion. – **Impôts et taxes.**

– Proposition de résolution tendant à la création d'une commission de contrôle de la gestion et de la situation financières de l'Institution de retraite des agents et personnels contractuels de l'État, des collectivités publiques, des collectivités locales et assimilés (I.R.C.A.N.T.E.C.). – **Commissions d'enquête ou de contrôle.**

26 novembre 1990. – Projet de loi portant statut de la collectivité territoriale de Corse. – **Collectivités territoriales.**

3 décembre 1990. – Proposition de loi tendant au contrôle parlementaire des projets de règlements et de directives du conseil des communautés européennes. – **Parlement.**

– Projet de loi relatif à la partie législative des Livres II, IV et V (nouveaux) du code rural. – **Agriculture.**

– Projet de loi relatif à la partie législative du code forestier. – **Forêts.**

6 décembre 1990. – Proposition de loi tendant à modifier l'article L. 441-3 du code de la construction et de l'habitation et les modalités de détermination des surloyers. – **Logement.**

10 décembre 1990. – Proposition de loi relative à l'attribution de la Légion d'Honneur aux anciens combattants de la première guerre mondiale titulaires de la médaille militaire. – **Anciens combattants et victimes de guerre.**

13 décembre 1990. – Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 82-471 du 7 juin 1982 relative au Conseil supérieur des Français de l'étranger. – **Français de l'étranger.**

14 décembre 1990. – Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention d'assistance administrative mutuelle pour la prévention, la recherche et la répression des fraudes douanières entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Mali. – **Traités et conventions.**

15 décembre 1990. – Proposition de loi organique tendant à

interdire le cumul de certaines fonctions électives par les députés et par les sénateurs. – **Parlement.**

– Proposition de loi tendant à interdire le cumul de certaines fonctions électives avec le mandat de représentant à l'Assemblée des communautés européennes et, relative aux garanties accordées à ces fonctions électives. – **Parlement.**

19 décembre 1990. – Proposition de loi relative à la recherche des personnes disparues. – **Absences et disparitions.**

– Proposition de loi tendant à supprimer la procédure d'urgence en matière de suspension administrative du permis de conduire. – **Permis de conduire.**

(Dépôt rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1990)

22 décembre 1990. – Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 90-588 du 6 juillet 1990 relative à l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger. – **Enseignement.**

XV. – DÉCISIONS DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL

Les références des huit décisions du Conseil constitutionnel rendues et publiées en 1990 sur des textes adoptés en 1989 figurent dans les « Renseignements divers » de 1989.

*

Décisions rendues sur des textes adoptés en 1990 :

- 1 – Décision n° 90-273 DC du 4 mai 1990 (*JO Lois et décrets du 8 mai 1990*) qui déclare non contraire à la Constitution la loi organique relative au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République et de celle des députés – Saisine du Premier ministre en application des articles 46 et 61 de la Constitution.
- 2 – Décision n° 90-274 DC du 29 mai 1990 (*JO Lois et décrets du 1^{er} juin 1990*) qui déclare non contraire à la Constitution la loi visant à la mise en œuvre du droit au logement – Lettre de saisine de sénateurs (*JO Lois et décrets du 1^{er} juin 1990*).
- 3 – Décision n° 90-275 DC du 6 juin 1990 (*JO Lois et décrets du 8 juin 1990*) qui déclare non contraires à la Constitution les dispositions de la résolution modifiant l'article 145 du règlement de l'Assemblée nationale – Saisine du président de l'Assemblée nationale en application de l'article 61, alinéa 1^{er}, de la Constitution.
- 4 – Décision n° 90-276 DC du 5 juillet 1990 (*JO Lois et décrets du 7 juillet 1990*) qui déclare non contraires à la Constitution les dispositions de la résolution complétant l'article 86 du règlement de l'Assemblée nationale – Saisine du président de l'Assemblée nationale en application de l'article 61, alinéa 1^{er}, de la Constitution.
- 5 – Décision n° 90-277 DC du 25 juillet 1990 (*JO Lois et décrets du 27 juillet 1990*) qui déclare contraires à la Constitution l'article 16 ainsi que certaines dispositions de l'article 56 de la loi relative à la révision générale des immeubles retenus pour la détermination des bases des impôts directs locaux – Lettre de saisine des sénateurs (*JO Lois et décrets du 27 juillet 1990*).
- 6 – Décision n° 90-278 DC du 7 novembre 1990 (*JO Lois et décrets du 9 novembre 1990*) qui déclare non conformes à la Constitution l'article 47 *quinquies* ainsi que certaines dispositions des articles 16, 24, 29, 47 *ter*, 47 *quater*, 47 *septies*, 47 *octies*, 47 *nonies*, 48 et 56 *bis* A de la résolution modifiant les articles 16, 24, 29 et 48 du règlement du Sénat et introduisant dans celui-ci des articles 47 *ter*, 47 *quater*, 47 *quinquies*, 47 *sexties*, 47 *septies*, 47 *octies*, 47 *nonies*, et 56 *bis* A – Saisine du président du Sénat en application de l'article 61, alinéa 1^{er} de la Constitution.
- 7 – Décision n° 90-279 DC du 7 novembre 1990 (*JO Lois et décrets du 9 novembre 1990*) qui déclare conforme à la Constitution la loi organique relative à la représentation des activités économiques et sociales de l'outre-mer au sein du Conseil économique et social – Saisine du Premier ministre en application des articles 46 et 61, alinéa 1^{er}, de la Constitution.

8 – Décision n° 90-280 DC du 6 décembre 1990 (*JO Lois et décrets du 8 décembre 1990*) qui déclare non contraire à la Constitution la loi organisant la concomitance des renouvellements des conseils généraux et des conseils régionaux – Lettres de saisine de députés et de sénateurs (*JO Lois et décrets du 8 décembre 1990*).

9 – Décision n° 90-281 DC du 27 décembre 1990 (*JO Lois et décrets du 29 décembre 1990*) qui déclare contraires à la Constitution certaines dispositions de l'article L. 40 du code des postes et télécommunications dans leur rédaction résultant de l'article 9 de la loi sur la réglementation des télécommunications – Lettre de saisine de députés (*JO Lois et décrets du 29 décembre 1990*).

10 – Décision n° 90-282 DC du 8 janvier 1991 (*JO Lois et décrets du 12 janvier 1991*) qui déclare conformes à la Constitution les dispositions de la résolution modifiant l'article 29 du règlement du Sénat (participation du président de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes aux travaux de la conférence des présidents lorsqu'est examinée la date de discussion des questions orales avec débat portant sur des sujets européens) et insérant dans celui-ci, après l'article 83 une division relative aux questions orales avec débat portant sur des sujets européens – Saisine du président du Sénat en application de l'article 61, alinéa 1^{er}, de la Constitution.

11 – Décision n° 90-283 DC du 8 janvier 1991 (*JO Lois et décrets du 10 janvier 1991*) qui déclare contraire à la Constitution l'article 12 de la loi relative à la lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme – Lettre de saisine de députés (*JO Lois et décrets du 10 janvier 1991*).

12 – Décision n° 90-284 DC du 16 janvier 1991 (*JO Lois et décrets du 18 janvier 1991*) qui déclare non contraire à la Constitution la loi relative au conseiller du salarié – Lettre de saisine de députés (*JO Lois et décrets du 18 janvier 1991*).

13 – Décision n° 90-285 DC du 28 décembre 1990 (*JO Lois et décrets du 30 décembre 1990*) qui déclare contraires à la Constitution l'article 101 ainsi que certaines dispositions des articles 43 et 120 de la loi de finances pour 1991 – Lettres de saisine de députés et de sénateurs (*JO Lois et décrets du 30 décembre 1990*).

14 – Décision n° 90-286 DC du 28 décembre 1990 (*JO Lois et décrets du 30 décembre 1990*) qui déclare non contraire à la Constitution la loi de finances rectificative pour 1990 – Lettre de saisine de députés (*JO Lois et décrets du 30 décembre 1990*).

15 – Décision n° 90-287 DC du 16 janvier 1991 (*JO Lois et décrets du 18 janvier 1991*) qui déclare contraires à la Constitution les articles 37, 38, 41, 42 et 47 de la loi portant dispositions relatives à la santé publique et aux assurances sociales – Lettres de saisine de députés et sénateurs (*JO Lois et décrets du 18 janvier 1991*).

16 – Décision n° 90-288 DC du 16 janvier 1991 (*JO Lois et décrets du 18 janvier 1991*) qui déclare conforme à la Constitution la loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature et relative à l'amélioration de la gestion du corps judiciaire – Saisine du Premier ministre en application des articles 46 et 61, alinéa 1^{er}, de la Constitution.

XVI. – PÉTITIONS

(Articles 87 à 89 bis du Règlement)

- 1 – n° 9038 à 63328 du 12 juillet 1990 – M. Richard Fitoussi – Objet : intéressement et participation des salariés aux résultats de l'entreprise (Feuilleton n° 108 du 27 août 1990).
- 2 – n° 63329 du 17 décembre 1990 – M. Jean Catsiapis – Objet : mise en œuvre, par le gouvernement français, des procédures nécessaires à l'indemnisation des Français de Chypre dont les biens ont été détruits en 1974 par l'armée turque (Feuilleton n° 57 du 16 janvier 1991).

XVII. - TABLEAUX DE CONCORDANCE

A. - De la date des séances avec la date de la publication,
la pagination, les numéros des JO Débats et les numéros des microfiches.
(Compte rendu)

ANNÉE 1990

| DATES des séances | DATE de la publication | PAGINATION | NUMÉROS | NUMÉROS des microfiches | DATES des séances | DATE de la publication | PAGINATION | NUMÉROS | NUMÉROS des microfiches |
|----------------------|------------------------------|-------------|---------|-------------------------------|--------------------------|------------------------------|-------------|---------|-------------------------------|
| 2 avril | 3 avril | 1 à 12 | 1 | 01 | 4 octobre | 5 octobre | 2455 à 2526 | 55 | 34 |
| 3 avril | 4 avril | 13 à 40 | 2 | 01 | 5 octobre | 6 octobre | 2527 à 2564 | 56 | 35 |
| 4 avril | 5 avril | 41 à 90 | 3 | 01 | 9 octobre | 10 octobre | 2565 à 2618 | 57 | 35 |
| 5 avril | 6 avril | 91 à 146 | 4 | 02 | 10 octobre | 11 octobre | 2619 à 2654 | 58 | 36 |
| 6 avril | 7 avril | 147 à 160 | 5 | 02 | 11 octobre | 12 octobre | 2655 à 2710 | 59 | 36 |
| 10 avril | 11 avril | 161 à 210 | 6 | 03 | 12 octobre | 13 octobre | 2711 à 2760 | 60 | 37 |
| 11 avril | 12 avril | 211 à 252 | 7 | 03 | 16 octobre | 17 octobre | 2761 à 2844 | 61 | 38 |
| 12 avril | 13 avril | 253 à 306 | 8 | 04 | 17 octobre | 18 octobre | 2845 à 2888 | 62 | 39 |
| 17 avril | 18 avril | 307 à 344 | 9 | 04 | 18 octobre | 19 octobre | 2889 à 2930 | 63 | 39 |
| 18 avril | 19 avril | 345 à 396 | 10 | 05 | 23 octobre | 24 octobre | 2931 à 2974 | 64 | 40 |
| 19 avril | 20 avril | 397 à 464 | 11 | 05-06 | 24 octobre | 25 octobre | 2975 à 3024 | 65 | 40 |
| 20 avril | 21 avril | 465 à 474 | 12 | 06 | 25 octobre | 26 octobre | 3025 à 3061 | 66 | 41 |
| 24 avril | 25 avril | 475 à 534 | 13 | 06 | 26 octobre | 27 octobre | 3062 à 3070 | 67 | 41 |
| 25 avril | 26 avril | 535 à 556 | 14 | 07 | 30 octobre | 31 octobre | 3071 à 3114 | 68 | 41 |
| 26 avril | 27 avril | 557 à 608 | 15 | 07 | 31 octobre | 1 ^{er} novembre | 3115 à 3138 | 69 | 42 |
| 27 avril | 28 avril | 609 à 614 | 16 | 07 | 6 novembre | 7 novembre | 3139 à 3157 | 70 | 42 |
| 2 mai | 3 mai | 615 à 637 | 17 | 08 | 7 novembre | 8 novembre | 3158 à 3210 | 71 | 42 |
| 3 mai | 4 mai | 639 à 676 | 18 | 08 | 8 novembre | 9 novembre | 3211 à 3287 | 72 | 43 |
| 4 mai | 5 mai | 677 à 682 | 19 | 08 | 10 novembre | 11 novembre | 3288 à 3299 | 73 | 43 |
| 9 mai | 10 mai | 683 à 728 | 20 | 09 | 12 novembre | 13 novembre | 3300 à 3331 | 74 | 44 |
| 10 mai | 11 mai | 729 à 772 | 21 | 09 | 13 novembre | 14 novembre | 3332 à 3396 | 75 | 44 |
| 11 mai | 12 mai | 773 à 808 | 22 | 10 | 14 novembre | 15 novembre | 3397 à 3434 | 76 | 45 |
| 15 mai | 16 mai | 809 à 861 | 23 | 10 | 15 novembre | 16 novembre | 3435 à 3496 | 77 | 46 |
| 16 mai | 17 mai | 862 à 923 | 24 | 11 | 16 novembre | 17 novembre | 3497 à 3562 | 78 | 47 |
| 17 mai | 18 mai | 924 à 969 | 25 | 12 | 19 novembre | 20 novembre | 3563 à 3604 | 79 | 48 |
| 18 mai | 19 mai | 970 à 990 | 26 | 12 | 20 novembre | 21 novembre | 3605 à 3614 | 80 | 48 |
| 22 mai | 23 mai | 991 à 1042 | 27 | 13 | 21 novembre | 22 novembre | 3615 à 3666 | 81 | 49 |
| 23 mai | 24 mai | 1043 à 1066 | 28 | 13 | 22 novembre | 23 novembre | 3667 à 3712 | 82 | 50 |
| 29 mai | 30 mai | 1067 à 1108 | 29 | 14 | 23 novembre | 24 novembre | 3713 à 3808 | 83 | 51 |
| 30 mai | 31 mai | 1109 à 1190 | 30 | 15 | 24 novembre | 25 novembre | 3809 à 3896 | 84 | 52 |
| 31 mai | 1 ^{er} juin | 1191 à 1238 | 31 | 16 | 25 novembre | 26 novembre | 3897 à 3918 | 85 | 53 |
| 1 ^{er} juin | 2 juin | 1239 à 1250 | 32 | 16 | 26 novembre | 27 novembre | 3919 à 3986 | 86 | 53 |
| 5 juin | 6 juin | 1251 à 1296 | 33 | 17 | 27 novembre | 28 novembre | 3987 à 4054 | 87 | 54 |
| 6 juin | 7 juin | 1297 à 1352 | 34 | 18 | 28 novembre | 29 novembre | 4055 à 4130 | 88 | 55 |
| 7 juin | 8 juin | 1353 à 1424 | 35 | 19 | 29 novembre | 30 novembre | 4131 à 4206 | 89 | 56 |
| 8 juin | 9 juin | 1425 à 1440 | 36 | 19 | 30 novembre | 1 ^{er} décembre | 4207 à 4258 | 90 | 57 |
| 11 juin | 12 juin | 1441 à 1496 | 37 | 20 | 1 ^{er} décembre | 2 décembre | 4259 à 4326 | 91 | 58 |
| 12 juin | 13 juin | 1497 à 1536 | 38 | 20 | 2 décembre | 3 décembre | 4327 à 4406 | 92 | 59 |
| 13 juin | 14 juin | 1537 à 1600 | 39 | 21 | 3 décembre | 4 décembre | 4407 à 4473 | 93 | 60 |
| 14 juin | 15 juin | 1601 à 1676 | 40 | 22 | 4 décembre | 5 décembre | 4474 à 4562 | 94 | 61 |
| 15 juin | 16 juin | 1677 à 1740 | 41 | 23 | 5 décembre | 6 décembre | 4563 à 4628 | 95 | 62 |
| 19 juin | 20 juin | 1741 à 1832 | 42 | 24 | 6 décembre | 7 décembre | 4629 à 4690 | 96 | 63 |
| 20 juin | 21 juin | 1833 à 1932 | 43 | 25 | 7 décembre | 8 décembre | 4691 à 4778 | 97 | 64 |
| 21 juin | 22 juin | 1933 à 2012 | 44 | 26 | 8 décembre | 9 décembre | 4779 à 4842 | 98 | 65 |
| 22 juin | 23 juin | 2013 à 2046 | 45 | 27 | 10 décembre | 11 décembre | 4843 à 4946 | 99 | 66-67 |
| 25 juin | 26 juin | 2047 à 2078 | 46 | 27 | 11 décembre | 12 décembre | 4947 à 4980 | 100 | 67 |
| 26 juin | 27 juin | 2079 à 2146 | 47 | 28 | 12 décembre | 13 décembre | 4981 à 5024 | 101 | 67 |
| 27 juin | 28 juin | 2147 à 2204 | 48 | 29 | 13 décembre | 14 décembre | 5025 à 5090 | 102 | 68 |
| 28 juin | 29 juin | 2205 à 2274 | 49 | 30 | 14 décembre | 15 décembre | 5091 à 5122 | 103 | 69 |
| 29 juin | 30 juin | 2275 à 2338 | 50 | 31 | 15 décembre | 16 décembre | 5123 à 5162 | 104 | 69 |
| 30 juin | 1 ^{er} juillet | 2339 à 2350 | 51 | 31 | 17 décembre | 18 décembre | 5163 à 5242 | 105 | 70 |
| 27 août | 28 août | 2351 à 2382 | 52 | 32 | 18 décembre | 19 décembre | 5243 à 5304 | 106 | 71 |
| 2 octobre | 3 octobre | 2383 à 2434 | 53 | 33 | 19 décembre | 20 décembre | 5305 à 5376 | 107 | 72 |
| 3 octobre | 4 octobre | 2435 à 2454 | 54 | 33 | 20 décembre | 21 décembre | 5377 à 5437 | 108 | 73 |

**B. - De la date de la publication avec la pagination,
les numéros des JO Questions et les numéros des microfiches.
(Questions)**

ANNÉE 1990

| DATE de la publication | PAGINATION | NUMÉROS | NUMÉROS des microfiches | DATE de la publication | PAGINATION | NUMÉROS | NUMÉROS des microfiches |
|-------------------------------|-------------|---------|----------------------------|--------------------------------|-------------|---------|----------------------------|
| 4 janvier | 1 à 42 | 1 | 01 | 5 juillet | 1416 à 1500 | 27 | 21 |
| 11 janvier | 43 à 80 | 2 | 01 | 12 juillet | 1501 à 1548 | 28 | 22 |
| 18 janvier | 81 à 116 | 3 | 02 | 19 juillet | 1549 à 1608 | 29 | 23 |
| 25 janvier | 117 à 178 | 4 | 02 | 26 juillet | 1609 à 1670 | 30 | 24 |
| 1 ^{er} février | 179 à 232 | 5 | 03 | 2 août | 1671 à 1740 | 31 | 25 |
| 8 février | 233 à 288 | 6 | 04 | 9 août | 1741 à 1772 | 32 | 26 |
| 15 février | 289 à 326 | 7 | 05 | 23 août | 1773 à 1844 | 33 | 27 |
| 22 février | 327 à 374 | 8 | 05 | 30 août | 1845 à 1922 | 34 | 28 |
| 1 ^{er} mars | 375 à 438 | 9 | 06 | 6 septembre | 1923 à 1966 | 35 | 29 |
| 8 mars | 439 à 516 | 10 | 07 | 13 septembre | 1967 à 2010 | 36 | 29 |
| 15 mars | 517 à 578 | 11 | 08 | 20 septembre | 2011 à 2058 | 37 | 30 |
| 22 mars | 579 à 630 | 12 | 09 | 27 septembre | 2059 à 2104 | 38 | 30 |
| 29 mars | 631 à 674 | 13 | 09 | 4 octobre | 2105 à 2162 | 39 | 31 |
| 5 avril | 675 à 732 | 14 | 10 | 11 octobre | 2163 à 2216 | 40 | 32 |
| 12 avril | 733 à 830 | 15 | 11 | 18 octobre | 2217 à 2274 | 41 | 33 |
| 19 avril | 831 à 882 | 16 | 12 | 25 octobre | 2275 à 2316 | 42 | 34 |
| 26 avril | 883 à 930 | 17 | 13 | 1 ^{er} novembre | 2317 à 2370 | 43 | 35 |
| 3 mai | 931 à 998 | 18 | 14 | 8 novembre | 2371 à 2414 | 44 | 35 |
| 10 mai | 999 à 1036 | 19 | 15 | 15 novembre | 2415 à 2456 | 45 | 36 |
| 17 mai | 1037 à 1074 | 20 | 15 | 22 novembre | 2457 à 2496 | 46 | 36 |
| 24 mai | 1075 à 1158 | 21 | 16 | 29 novembre | 2497 à 2552 | 47 | 37 |
| 31 mai | 1159 à 1190 | 22 | 17 | 6 décembre | 2553 à 2610 | 48 | 38 |
| 7 juin | 1191 à 1264 | 23 | 18 | 13 décembre | 2611 à 2660 | 49 | 39 |
| 14 juin | 1265 à 1330 | 24 | 19 | 20 décembre | 2661 à 2714 | 50 | 40 |
| 21 juin | 1331 à 1380 | 25 | 20 | 27 décembre | 2715 à 2756 | 51 | 41 |
| 28 juin | 1381 à 1414 | 26 | 20 | | | | |

XVIII. - EXPLICATION DES SIGLES

| | | | |
|------------------|---|--------------|---|
| A2 | Antenne 2 | ANCE | Agence nationale pour la création d'entreprises |
| ACP (pays) | Pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique. | ANDA | Association nationale pour le développement agricole. |
| ACTIA | Association de coordination technique pour l'industrie agro-alimentaire. | ANDDOM | Association nationale pour le développement des départements d'outre-mer. |
| ACTIM | Agence pour la coopération technique, industrielle et économique. | ANDRA | Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs. |
| ACUCES | Association du centre universitaire de coopération économique et sociale. | ANEFE | Association nationale des écoles françaises de l'étranger. |
| ADEP | Agence pour le développement de l'éducation permanente. | ANIFOM | Agence nationale pour l'indemnisation des Français d'outre-mer. |
| ADI | Agence de l'information. | ANIL | Association nationale d'information logement. |
| ADRAF | Agence de développement rural et d'aménagement foncier. | ANIT | Agence nationale de l'information touristique. |
| AELE | Association européenne de libre échange | ANPE | Agence nationale pour l'emploi. |
| AFA | Association foncière agricole. | ANRED | Agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets. |
| AFAT | Association française d'action touristique. | ANT | Agence nationale pour l'insertion et la promotion des travailleurs d'outre-mer. |
| AFEI | Association française pour l'étiquetage d'information. | ANVAR | Agence nationale de valorisation de la recherche. |
| AFERNOD | Association française pour l'étude et la recherche des nodules. | AOC | Appellation d'origine contrôlée. |
| AFME | Agence française pour la maîtrise de l'énergie. | AP | Assistance publique. |
| AFNOR | Association française de normalisation. | APE | Allocation parentale d'éducation. |
| AFP | Agence France-Presse. | APEC | Association pour l'emploi des cadres, ingénieurs et techniciens. |
| AFPA | Association nationale pour la formation professionnelle des adultes. | APL | Aide personnalisée au logement. |
| AGEAM | Association pour la gérance d'écoles d'apprentissage maritime. | APTRP | Association professionnelle des transporteurs de la région parisienne. |
| AGIRC | Association générale des institutions de retraites des cadres. | ARIAD | Association pour la recherche et l'information sur l'aide au développement. |
| AIEA | Agence internationale de l'énergie atomique. | ARIM | Association de restauration immobilière. |
| AMEXA | Assurance maladie, invalidité et maternité des exploitants agricoles. | ARIST | Agence régionale d'information scientifique et technique. |
| AMF | Accords multifibres | ARRCO | Association des régimes de retraites complémentaires. |
| AMG | Assistance médicale gratuite. | ASA | Aide supplémentaire d'attente. |
| ANACT | Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail. | ASE | Agence spatiale européenne. |
| ANAH | Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat. | | |

| | | | |
|----------|--|-----------------------|---|
| ASEAN | Association of the South-East Asian Nations. Association des nations de l'Asie du Sud-Est. | CERAH | Centre d'étude et de recherche sur l'appareillage des handicapés. |
| ASGF | Association syndicale de gestion forestière. | CERBE | Centre de recherche sur le bien-être. |
| ASSEDIC | Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce. | CERC | Centre d'étude des revenus et des coûts. |
| ATAC | Association technique pour l'action culturelle. | CERN | Centre européen de recherches nucléaires. |
| ATC | Assistants techniques du commerce. | CES | Collège d'enseignement secondaire. |
| ATIC | Association technique de l'importation charbonnière. | CESP | Centre d'étude des supports de publicité. |
| ATOS | Personnel administratif, technicien, ouvrier et de service. | CESTA | Centre d'études des systèmes et des technologies avancées. |
| AUDIST | Agence universitaire de documentation et d'information scientifique et technique. | CET | Collège d'enseignement technique. |
| AVTS | Allocation aux vieux travailleurs salariés. | CFA | Centre de formation d'apprentis. |
| BANA | Budget annexe de la navigation aérienne. | CFCE | Centre français du commerce extérieur. |
| BAPSA | Budget annexe des prestations sociales agricoles. | CFDT | Confédération française démocratique du travail. |
| BCA | Bureau central d'alerte. | CFP | Compagnie française des pétroles. |
| BCC | Banque centrale de compensation. | CFPC | Centre de formation des personnels communaux. |
| BCEAO | Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest. | CFTC | Confédération française des travailleurs chrétiens. |
| BDPA | Bureau pour le développement de la production agricole. | CGC | Confédération générale des cadres. |
| BEAC | Banque des Etats de l'Afrique centrale. | CGCT | Compagnie générale des constructions téléphoniques. |
| BEI | Banque européenne d'investissement. | CGE | Compagnie générale d'électricité. |
| BEP | Brevet d'études professionnelles. | CGI | Code général des impôts. |
| BEPA | Brevet d'études professionnelles agricoles. | CGPME | Confédération générale des petites et moyennes entreprises. |
| BERD | Banque européenne pour la reconstruction et le développement. | CGT | Confédération générale du travail. |
| BFCE | Banque française du commerce extérieur. | CGT-FO | Confédération générale du travail force ouvrière. |
| BIC | Bénéfices industriels et commerciaux. | CHR | Centre hospitalier régional. |
| BIPA | Banque d'information politique et d'actualité. | CHSCT | Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail. |
| BIPE | Bureau d'information et de prévisions économiques. | CHU | Centre hospitalier et universitaire. |
| BIT | Bureau international du travail. | CIAT | Comité interministériel pour l'aménagement du territoire. |
| BPA | Brevet professionnel agricole. | CIDAR | Comité interministériel de développement et d'aménagement rural. |
| BRGM | Bureau de recherches géologiques et minières. | CIDISE | Comité interministériel pour le développement des investissements et le soutien de l'emploi. |
| BTP | Bâtiment et travaux publics. | CIFIA | Comité interministériel de financement des industries agro-alimentaires. |
| BTS | Brevet de technicien supérieur. | CIFRE | Convention industrielle de formation par la recherche. |
| BUMIDOM | Bureau pour le développement des migrations intéressant les départements d'outre-mer. | CII | Compagnie internationale pour l'informatique. |
| CACOM | Caisse de consolidation et de mobilisation des crédits à moyen terme. | CIJ | Cour internationale de justice. |
| CACT | Commission d'amélioration des conditions de travail. | CIL | Comités interprofessionnels du logement |
| CADIST | Centre d'acquisition et de diffusion de l'information scientifique et technique. | CIO | Comité international olympique. |
| CAECL | Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales. | CIPE | Comité interministériel pour la promotion de l'emploi. |
| CANCAVA | Caisse autonome nationale de compensation de l'assurance vieillesse des artisans. | CIRA | Centre interministériel de renseignements administratifs. |
| CAP | Certificat d'aptitude professionnelle. | CIRAD | Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement. |
| CAPA | Caisse d'amortissement pour l'acier. | CIRCOSC | Centre interrégional de coordination des opérations de sécurité civile. |
| CAPES | Certificat d'aptitude au professorat d'enseignement secondaire. | CIRDI | Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements. |
| CAPET | Certificat d'aptitude au professorat d'enseignement technique | CIRI | Comité interministériel de restructuration industrielle. |
| CARPA | Caisse autonome des règlements pécuniaires des avocats. | CIRIT | Comité interprofessionnel de rénovation de l'industrie textile. |
| CASODOM | Comité d'action sociale en faveur des originaires des départements d'outre-mer en métropole. | CJCE | Cour de justice des Communautés européennes. |
| CAT | Centre d'aide par le travail. | CNAC Georges-Pompidou | Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou (musée Beaubourg). |
| CAUE | Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement. | CNAF | Caisse nationale d'allocations familiales. |
| CDC | Caisse des dépôts et consignations. | CNAJEP | Comité national pour les relations nationales et internationales des associations de jeunesse et d'éducation populaire. |
| CDCA | Comité de défense des commerçants et artisans. | CNAM | Conservatoire national des arts et métiers. |
| CDF | Charbonnages de France. | CNAMTS | Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés |
| CEA | Commissariat à l'énergie atomique. | CNAP | Conseil national d'accession à la propriété. |
| CECA | Communauté européenne du charbon et de l'acier. | CNAPS | Conseil national des activités physiques et sportives. |
| CEE | Communauté économique européenne. | CNASEA | Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles. |
| CEEA | Communauté européenne de l'énergie atomique (Euratom) | CNAVTS | Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés. |
| CEFAC | Centre de formation des assistants techniques du commerce et consultants commerciaux. | CNBF | Caisse nationale des barreaux français. |
| CEMAGREF | Centre national du machinisme agricole, du génie rural et des eaux et forêts. | CNC | Centre national de la cinématographie. |
| CENCEP | Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance. | CNCA | Caisse nationale de crédit agricole. |
| CEO | Centre d'études d'opinion. | CNDP | Centre national de documentation pédagogique. |
| CEP | Centre d'expérimentation nucléaire du Pacifique. | CNEC | Centre national d'enseignement par correspondance. |
| CEPAM | Centre d'études et de perfectionnement de l'artisanat et des métiers. | CNEJ | Centre national d'études judiciaires. |
| CEPII | Centre d'études prospectives et d'informations internationales. | CNES | Centre national d'études spatiales. |
| CEPME | Crédit d'équipement des petites et moyennes entreprises | CNESER | Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche. |

| | | | |
|---------|--|----------|---|
| CNESSS | Centre national d'études supérieures de sécurité sociale. | CUMA | Coopérative d'utilisation de matériel agricole. |
| CNET | Centre national d'études des télécommunications. | CVR | Combattant volontaire de la Résistance. |
| CNEXO | Centre national pour l'exploitation des océans. | DAGIC | Direction des affaires générales, internationales et de la coopération. |
| CNFPT | Centre national de la fonction publique territoriale. | DATAR | Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale. |
| CNIH | Comité national interprofessionnel de l'horticulture florale et ornementale et des pépinières. | DCRF | Direction de la consommation et de la répression des fraudes. |
| CNIJ | Centre national d'informatique juridique. | DCRI | Direction de la coopération et des relations internationales. |
| CNIL | Commission nationale de l'informatique et des libertés. | DDA | Directions départementales de l'agriculture. |
| CNIPE | Centre national d'information pour la productivité des entreprises. | DDASS | Direction départementale des affaires sanitaires et sociales. |
| CNME | Caisse nationale des marchés de l'Etat. | DDE | Direction départementale de l'équipement. |
| CNOSF | Comité national olympique et sportif français. | DEFI | Développement-Exportation-Formation-Image. |
| CNPF | Conseil national du patronat français. | DEPE | Délégués des entreprises pour l'emploi. |
| CNR | Compagnie nationale du Rhône. | DEUG | Diplôme d'études universitaires générales. |
| CNRACL | Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales. | DGA | Délégation générale pour l'armement. |
| CNRS | Centre national de la recherche scientifique. | DGCC | Direction générale de la concurrence et de la consommation. |
| CNTA | Comptoir national technique agricole. | DGCL | Direction générale des collectivités locales. |
| CNUCED | Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement. | DGD | Dotations générales de décentralisation. |
| CNVA | Conseil national de la vie associative. | DGE | Dotation globale d'équipement |
| COB | Commission des opérations de bourse. | DGF | Dotation globale de fonctionnement. |
| CODEFI | Comités départementaux pour le financement des investissements des entreprises. | DGRC | Direction générale des relations culturelles. |
| CODER | Commission de développement économique régional. | DGRST | Délégation générale à la recherche scientifique et technique. |
| CODERPA | Comité départemental des retraités et personnes âgées. | DGSE | Direction générale de la sécurité extérieure. |
| CODEVI | Comptes pour le développement industriel. | DGT | Direction générale des télécommunications. |
| CODIS | Comité d'orientation pour le développement des industries stratégiques. | DIHP | Délégation de l'information historique pour la paix. |
| CODISC | Centre opérationnel de la direction de la Sécurité civile. | DIJA | Dotation d'installation aux jeunes agriculteurs. |
| COFACE | Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur. | DJA | Dotation aux jeunes agriculteurs (voir DIJA). |
| COGEMA | Compagnie générale des matières nucléaires | DOM | Département d'outre-mer. |
| COMES | Commissariat à l'énergie solaire. | DOT | Défense opérationnelle du territoire. |
| COMT | Commission des marchés à terme de marchandises. | DST | Direction de la surveillance du territoire. |
| CORDET | Commission de coordination de la recherche des départements et territoires d'outre-mer. | EARL | Exploitations agricoles à responsabilité limitée. |
| CORDES | Comité d'organisation des recherches appliquées sur le développement économique et social. | ECU | European currency unit Unité de compte européenne. |
| CORRI | Comité régional de restructuration industrielle. | EDF | Electricité de France. |
| COS | Coefficient d'occupation du sol. | EID | Entente interdépartementale pour la démoustication. |
| COTOREP | Commission technique d'orientation et de reclassement professionnel. | ENA | Ecole nationale d'administration. |
| CPAG | Centres de préparation à l'administration générale. | ENIM | Etablissement national des invalides de la marine. |
| CPIE | Centre permanent d'initiation à l'environnement. | ENM | Ecole nationale de la magistrature. |
| CPP | Code de procédure pénale. | ENS | Ecoles normales supérieures. |
| CREDOC | Centre de recherche et de documentation sur la consommation (devenu Centre de recherches pour l'étude et l'observation des conditions de vie). | EPA | Etablissements publics administratifs. |
| CREPS | Centre régional d'éducation populaire et de sport. | EPAD | Etablissement public pour l'aménagement de la Défense. |
| CRIDEL | Centre de rencontres et d'initiatives pour le développement local. | EPIC | Etablissements publics industriels et commerciaux. |
| CRITT | Centre de recherche, d'innovation et de transfert technologique. | EPS | Education physique et sportive. |
| CROAT | Centre régional d'observation de l'activité touristique. | ERAP | Entreprise de recherche et d'activités pétrolières. |
| CROSS | Centre régional opérationnel de surveillance et de sauvetage. | EUMETSAT | European Meteorology Satellite Organisation européenne pour l'exploitation de satellites météorologiques. |
| CROUS | Centre régional des œuvres universitaires et scolaires. | EUREKA | European research coordination agency. Agence de coordination pour la recherche européenne |
| CRPF | Centre régional de la propriété forestière. | EURL | Entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée |
| CRS | Compagnies républicaines de sécurité. | EUTELSAT | European telecommunications satellite organisation. Organisation européenne de télécommunications par satellite. |
| CRTL | Comité régional du tourisme et des loisirs. | FAAS | Fonds additionnel d'action sociale. |
| CSA | Conseil supérieur de l'audiovisuel. | FAC | Fonds d'aide et de coopération. |
| CSCE | Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe. | FACE | Fonds d'amortissement des charges d'électrification. |
| CSFE | Conseil supérieur des Français de l'étranger | FACT | Fonds d'amélioration des conditions de travail. |
| CSG | Contribution sociale généralisée. | FADIL | Fonds d'aide au développement de l'intérieur et des îles. |
| CSMF | Confédération des syndicats médicaux français. | FAO | Food and agriculture organisation Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture. |
| CSTB | Centre scientifique et technique du bâtiment. | FAR | Force d'action rapide. |
| CTIFL | Centre technique interprofessionnel des fruits et légumes. | FARI | Fonds d'aide à la recherche et à l'innovation. |
| CTIR | Centres de traitement informatique régionaux. | FAS | Fonds d'action sociale pour les travailleurs immigrés et leurs familles. |
| CUCES | Centre universitaire de coopération économique et sociale. | FASASA | Fonds d'action sociale pour l'aménagement des structures agricoles. |
| | | FASSO | Fonds d'action sanitaire et sociale obligatoire. |
| | | FATAC | Force aérienne tactique. |
| | | FAU | Fonds d'aménagement urbain. |
| | | FBCF | Formation brute de capital fixe. |

| | | | |
|-----------------|--|--|---|
| FCTVA | Fonds de compensation pour la TVA. | GFA | Groupement foncier agricole. |
| FDES | Fonds de développement économique et social. | GIAT | Groupement des industries d'armement terrestre. |
| FEC | Fonds d'égalisation des charges. | GIDEL | Groupe interministériel sur le développement économique local. |
| FECL | Fonds d'équipement des collectivités locales. | GIE | Groupement d'intérêt économique. |
| FED | Fonds européen de développement. | GIP | Groupement d'intérêt public (recherche et développement technologique). |
| FEDER | Fonds européen de développement régional. | GIRZOM | Groupe interministériel pour la rénovation des zones minières. |
| FEOGA | Fonds européen d'orientation et de garantie agricole. | GMEM | Groupe maritime d'économie mixte. |
| FIANE | Fonds d'intervention et d'action pour la nature et l'environnement. | GREF | Génie rural des eaux et forêts. |
| FIAC | Foire internationale d'art contemporain. | GREP | Groupements régionaux d'épargne et de prévoyance. |
| FIAM | Fonds d'intervention pour l'autodéveloppement en montagne. | HLM | Habitations à loyer modéré. |
| FIAT | Fonds d'intervention pour l'aménagement du territoire. | IAD | Indemnité annuelle de départ. |
| FIC | Fonds d'intervention culturelle. | IATA | Association internationale des transports aériens. |
| FICA | Fondation à l'initiative créatrice artisanale. | IAURIF | Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région Ile-de-France. |
| FIDA | Fonds international pour le développement agricole. | ICC | Institut du commerce et de la consommation. |
| FIDAR | Fonds interministériel de développement et d'aménagement rural. | IDES | Institut de développement de l'économie sociale. |
| FIDES | Fonds d'investissement pour le développement économique et social. | IDHEC | Institut des hautes études cinématographiques. |
| FIDOM | Fonds d'investissement des départements d'outre-mer. | IDI | Institut de développement industriel. |
| FIM | Fonds industriel de modernisation. | IDIA | Institut de développement des industries agricoles et alimentaires. |
| FINUL | Force intérimaire des Nations unies au Liban. | IDICA | Institut de développement industriel des composants automobiles. |
| FIOM | Fonds d'intervention et d'organisation des marchés des produits de la pêche maritime et de la conchyliculture. | IDS | Initiative de défense stratégique. |
| FIQV | Fonds d'investissement pour la qualité de la vie. | IEDOM | Institut d'émission des départements d'outre-mer. |
| FIR | Fonds d'investissement routier. | IEP | Institut d'études politiques. |
| FIRS | Fonds d'intervention et de régularisation du marché du sucre. | IFAC | Inspection fusionnée d'assiette et de contrôle. |
| FLNC | Front de libération nationale de la Corse. | IFP | Institut français du pétrole. |
| FLNKS | Front de libération nationale kanak socialiste. | IFREMER | Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer. |
| FMF | Fédération des médecins de France. | IGN | Institut géographique national. |
| FMI | Fonds monétaire international. | IGREF | Ingénieurs du génie rural, des eaux et forêts. |
| FMO | Force multinationale et d'observateurs. | IHEDN | Institut des hautes études de la défense nationale. |
| FNAC | Fédération nationale d'achat des cadres. | ILM | Immeuble à loyer moyen. |
| FNACA | Fédération nationale des anciens combattants en Algérie. | ILN | Immeuble à loyer normal. |
| FNAFU | Fonds national d'aménagement foncier et d'urbanisme. | INA | Institut national de l'audiovisuel. |
| FNAH | Fonds national d'amélioration de l'habitat. | INAO | Institut national des appellations d'origine. |
| FNAL | Fonds national d'aide au logement. | INALCO | Institut national des langues et civilisations orientales. |
| FNAT | Fonds national d'aménagement du territoire. | INC | Institut national de la consommation. |
| FNDA | Fonds national de développement agricole. | INED | Institut national d'études démographiques. |
| FNDA (ou FNDVA) | Fonds national pour le développement de la vie associative. | INEP | Institut national d'éducation populaire. |
| FNDAE | Fonds national pour le développement des adductions d'eau. | INERIP | Institut national de l'enseignement, de la recherche, de l'information et de la prévention sur les toxicomanies. |
| FNDS | Fonds national pour le développement du sport. | INMARSAT | International maritime satellite organisation Organisation internationale de télécommunications maritimes par satellites. |
| FNE | Fonds national de l'emploi. | INPI | Institut national de la propriété industrielle. |
| FNI | Forces nucléaires intermédiaires. | INPNNP ou IN2P3 | Institut national de physique nucléaire et de physique des particules. |
| FNS | Fonds national de solidarité. | INRA | Institut national de la recherche agronomique. |
| FNSEA | Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles. | INRIA | Institut national de la recherche en informatique et en automatique. |
| FNSP | Fondation nationale des sciences politiques. | INRP | Institut national de la recherche pédagogique. |
| FNULAD | Fonds des Nations unies pour la lutte contre l'abus des drogues. | INRS | Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles. |
| FONJEP | Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire. | INSA | Institut national des sciences appliquées. |
| FORMA | Fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles. | INSEE | Institut national de la statistique et des études économiques. |
| FOST | Force océanique stratégique. | INSEP | Institut national du sport et de l'éducation physique. |
| FPA | Formation professionnelle des adultes. | INSERM | Institut national de la santé et de la recherche médicale. |
| FRAC | Fonds régionaux d'art contemporain. | INTELSAT | International telecommunications satellite consortium |
| FRILE | Fonds régional d'aide aux initiatives locales pour l'emploi. | Organisation internationale de télécommunications par satellite. | |
| FR3 | France régions 3 | IRA | Instituts régionaux d'administration. |
| FSAI | Fonds spécial d'adaptation industrielle. | IRAP | Instituts régionaux d'administration publique. |
| FSGT | Fonds spécial de grands travaux. | IRCAM | Institut de recherche et de coordination acoustique-musique. |
| FSIR | Fonds spécial d'investissement routier. | IRCANTEC | Institution de retraite complémentaire des agents non titulaires de l'Etat et des collectivités publiques. |
| GAEC | Groupement agricole d'exploitation en commun. | IRCHA | Institut national de recherche chimique appliquée. |
| GANIL | Grand accélérateur national à ions lourds. | IRES | Institut de recherche économique et sociale. |
| GAPP | Groupe d'aide psycho-pédagogique. | IRPP | Impôt sur le revenu des personnes physiques. |
| GATT | General agreement on tariffs and trade Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce. | | |
| GDF | Gaz de France. | | |
| GEIE | Groupement européen d'intérêt économique. | | |
| GEIP | Groupe européen indépendant de programmes. | | |
| GEPI | Groupe d'études prospectives internationales. | | |
| GERDAT | Groupement d'études et de recherches pour le développement de l'agronomie tropicale. | | |

| | | | |
|----------|--|----------------|---|
| IRSID | Institut de recherche de la sidérurgie. | OREAV | Organismes d'études d'aménagement des vallées. |
| ISF | Impôt de solidarité sur la fortune. | ORGANIC | Organisation autonome nationale d'assurance vieillesse de l'industrie et du commerce. |
| ISM | Indemnité spéciale de montagne. | ORSECRAD | Plan ORSEC radiations. |
| ISTPM | Institut scientifique et technique des pêches maritimes. | ORSECTOX | Plan ORSEC matières toxiques. |
| ITA | Ingénieurs, techniciens, administratifs. | ORSTOM | Office de la recherche scientifique et technique d'outre-mer. |
| ITEF | Ingénieurs techniciens d'études et de fabrications. | ORT | Obligations renouvelables du Trésor. |
| IUFM | Ingénieurs des travaux des eaux et forêts. | OTAN | Organisation du traité de l'Atlantique-Nord. |
| IUT | Institut universitaire de formation des maîtres. | OTASE | Organisation du traité de l'Asie du Sud-Est. |
| IVD | Institut universitaire de technologie. | OUA | Organisation de l'unité africaine. |
| IVG | Indemnité viagère de départ. | PAC | Politique agricole commune. |
| JAM | Interruption volontaire de grossesse. | PAF | Police de l'air et des frontières. |
| JAP | Juges des affaires matrimoniales. | PAH | Prime à l'amélioration de l'habitat. |
| JOP | Juges de l'application des peines. | PALULOS | Prime à l'amélioration des logements à usage locatif et à occupation sociale. |
| JO | Journal officiel. | PAP | Prêt d'accession à la propriété. |
| LEP | Lycées d'enseignement professionnel. | PAPIR | Programme d'action prioritaire. |
| LICRA | Ligne internationale contre le racisme et l'antisémitisme. | PAR | Programme d'action prioritaire d'initiative régionale. |
| LKS | Mouvement de libération kanak. | PARC | Plans d'aménagement ruraux. |
| LTS | Mouvement de libération kanak. | PEGC | Professeur d'enseignement général de collège. |
| MARISAT | Logement très social. | PEP | Plans d'épargne populaire. |
| MATIF | Système de télécommunications maritimes par satellites. | PER | Plans d'exposition aux risques. |
| MCM | Marché à terme d'instruments financiers. | PIB | Production intérieure brute ou produit intérieur brut. |
| MCA | Montants compensatoires monétaires. | PIG | Projets d'intérêt général. |
| MECA | Machines et équipements de conception avancée. | PIL | Programme d'insertion locale. |
| MFR | Maisons familiales rurales. | PIM | Programmes intégrés méditerranéens. |
| MIDEM | Maisons familiales rurales. | PLA | Prêt locatif aidé. |
| MIDIST | Marché international du disque et de l'édition musicale. | PLD | Plafond légal de densité. |
| MILT | Mission interministérielle de l'information scientifique et technique. | PLR | Programmes à loyer réduit. |
| MJC | Mission interministérielle de lutte contre la toxicomanie. | PMA | Pays les moins avancés. |
| MSA | Maisons des jeunes et de la culture. | PME | Petites et moyennes entreprises. |
| MSF | Mutualité sociale agricole. | PMI | Petites et moyennes industries. |
| NBC | Médecins sans frontières. | PMS | Protection maternelle et infantile. |
| OACI | Protection nucléaire, bactériologique, chimique. | PMU | Préparation militaire supérieure. |
| OCDE | Organisation de l'aviation civile internationale. | PNB | Pari mutuel urbain. |
| OCORA | Organisation de coopération et de développement économiques. | PNUD | Produit national brut. |
| ODEADOM | Office de coopération radiophonique. | PNUE | Programme des Nations unies pour le développement. |
| OECE | Office de développement de l'économie agricole dans les départements d'outre-mer. | POA | Programme des Nations unies pour l'environnement. |
| OFAJ | Organisation européenne de coopération économique. | POLMAR | Prime d'orientation agricole. |
| OFIVAL | Office franco-allemand pour la jeunesse. | POS | Plan ORSEC pollution marine. |
| OFPR | Office national interprofessionnel des viandes, de l'élevage et de l'aviculture. | POSEIDOM | Plan d'occupation des sols. |
| OFQJ | Office français de protection des réfugiés et apatrides. | PPE | Programme d'options spécifiques à l'éloignement et l'insularité des départements d'outre-mer. |
| OGAF | Office franco-québécois pour la jeunesse. | PPI | Programmes prioritaires d'exécution. |
| OIT | Opération groupée d'aménagement foncier. | PPS | Plan particulier d'intervention. |
| OLP | Organisation internationale du travail. | PRDE | Prêts participatifs simplifiés. |
| OMCI | Organisation de la libération de la Palestine. | PSI | Plan régional de développement économique et social et d'aménagement du territoire. |
| OMI | Organisation maritime consultative intergouvernementale. | PSR | Prêt spécial immobilier. |
| OMS | Organisation maritime internationale. | PTE | Programmes sociaux de relogement. |
| ONAC | Organisation mondiale de la santé. | PTOM | Postes, télécommunications et espace |
| ONERA | Office national des anciens combattants et victimes de guerre. | PTT | Pays et territoires d'outre-mer. |
| ONF | Office national d'études et de recherches aérospatiales. | PVD | Postes et télécommunications. |
| ONG | Office national des forêts. | QHS | Pays en voie de développement. |
| ONI | Organisations non gouvernementales. | RATP | Quartiers de haute sécurité. |
| ONIC | Office national de l'immigration. | RBE | Régie autonome des transports parisiens. |
| ONIFLHOR | Office national interprofessionnel des céréales. | RCB | Résultat brut d'exploitation. |
| ONILAIT | Office national interprofessionnel des fruits, des légumes et de l'horticulture. | RDA | Rationalisation des choix budgétaires. |
| ONIPPAM | Office national interprofessionnel du lait et des produits laitiers. | RER | République démocratique allemande. |
| ONISEP | Office national interprofessionnel des plantes à parfum, aromatiques et médicinales. | RES | Réseau express régional. |
| ONIVINS | Office national d'information sur les enseignements et les professions. | RFA | Rachat d'une entreprise par ses salariés. |
| ONSER | Office national interprofessionnel des vins. | RFI | République fédérale d'Allemagne. |
| ONU | Organisation nationale pour la sécurité routière. | RFO | Radio France internationale. |
| ONUDI | Organisation des Nations unies. | RFP | Société nationale de radio-télévision française d'outre-mer. |
| OPA | Organisation des Nations unies pour le développement industriel. | RMI | Régie française de publicité. |
| OPCVM | Offres publiques d'achat. | RMN | Revenu minimum d'insertion. |
| OPEP | Organismes de placements collectifs en valeur mobilière. | RNIS | Résonance magnétique nucléaire. |
| OPH | Organismes de placements collectifs en valeur mobilière. | RTLN | Réseau numérique à intégration de services. |
| OPPBTP | Organisation des pays exportateurs de pétrole. | SA | Réunion des théâtres lyriques nationaux. |
| | Opération programmée d'amélioration de l'habitat. | SACEM | Société anonyme. |
| | Organisation professionnelle de prévention du bâtiment et des travaux publics. | SAFER | Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique. |
| | | SAIF | Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural. |
| | | SALT (accords) | Sociétés agricoles d'investissement foncier. |
| | | SAMU | Strategic Arms Limitation Treaty. |
| | | SARL | Traité de limitation des armes stratégiques. |
| | | | Service d'aide médicale urgente. |
| | | | Société à responsabilité limitée. |

| | | | |
|----------|---|-----------|---|
| SATESE | Services d'assistance technique pour l'exploitation des stations d'épuration. | SOFIRAD | Société financière de radiodiffusion. |
| SCA | Sociétés coopératives artisanales. | SOFIREM | Société financière pour l'industrialisation des régions minières. |
| SCI | Syndicats communautaires d'aménagement. | SOFRATEV | Société française d'études et de réalisations d'équipements de radiodiffusion et de télévision. |
| SCIC | Sociétés civiles immobilières. | SOMI | Sociétés mobilières d'investissement. |
| SCIP | Société immobilière de la Caisse des dépôts. | SOMIVAC | Société pour la mise en valeur agricole de la Corse. |
| SCOP | Sociétés coopératives ouvrières de production. | SONACOTRA | Société nationale de construction de logements pour les travailleurs. |
| SCPI | Société civile de placement immobilier. | SOP | Service d'observation des programmes. |
| SCPRI | Service central de protection contre les rayonnements ionisants. | SOPEXA | Société pour l'expansion des ventes de produits agricoles et alimentaires. |
| SDAU | Schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme. | SOREFI | Sociétés régionales de financement. |
| SDDS | Schéma directeur départemental des structures. | SPA | Société protectrice des animaux. |
| SDECE | Service de documentation extérieure et de contre-espionnage. | SS | Sécurité sociale. |
| SDF | Sans domicile fixe. | STAR | Système téléphonique d'alerte aux risques. |
| SDIS | Service départemental d'incendie et de secours. | STO | Service du travail obligatoire. |
| SDR | Société de développement régional. | TAAF | Terres australes et antarctiques françaises. |
| SEATER | Service d'étude et d'aménagement touristique de l'espace rural. | TDF | Télédiffusion de France. |
| SEATM | Service d'étude et d'aménagement touristique de la montagne. | TEF | Techniciens d'études et de fabrication. |
| SEFA | Société d'épargne foncière agricole. | TF1 | Télévision française 1. |
| SEFRANE | Service pour l'emploi des Français à l'étranger. | TGI | Tribunaux de grande instance. |
| SEITA | Société d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes. | TGV | Train à grande vitesse. |
| SEPT | Société européenne de télévision. | TIG | Travaux d'intérêt général. |
| SESAME | Service de soutien et d'accompagnement sur les marchés extérieurs. | TIPP | Taxe intérieure sur les produits pétroliers. |
| SFP | Société française de production et création audiovisuelles. | TLE | Taxe locale d'équipement. |
| SFR | Société de financement régional. | TOM | Territoire d'outre-mer. |
| SFT | Société française de télédistribution. | TPFA | Tribunaux permanents des forces armées. |
| SGDN | Secrétariat général de la défense nationale. | TPG | Trésoriers-payeurs généraux. |
| SICA | Société d'intérêt collectif agricole. | TPS | Taxe sur les prestations de services. |
| SICAV | Société d'investissement à capital variable. | TRACFIN | Traitement du renseignement et de l'action contre les circuits financiers clandestins. |
| SICOMI | Société immobilière pour le commerce et l'industrie. | TTFA | Tribunaux territoriaux des forces armées. |
| SIDA | Syndrome immuno-déficitaire acquis. | TUC | Travaux d'utilité collective. |
| SIDO | Société interprofessionnelle des oléagineux. | TVA | Taxe sur la valeur ajoutée. |
| SIECA | Service d'information, d'études et de cinématographie des armées. | TVHD | Télévision haute définition. |
| SIRPA | Service d'information et de relations publiques des armées. | UCANSS | Union des caisses nationales de sécurité sociale. |
| SIVOM | Syndicat intercommunal à vocation multiple. | UEO | Union de l'Europe occidentale. |
| SIVP | Stage d'initiation à la vie professionnelle. | UER | Unité d'enseignement et de recherche. |
| SLEC | Sociétés locales d'économie mixte. | UFAC | Union française des associations d'anciens combattants et de victimes de guerre. |
| SMA | Service militaire adapté. | UGAP | Union des groupements d'achats publics. |
| SME | Système monétaire européen. | UGB | Unité de gros bétail. |
| SMI | Surface minimum d'installation (agriculture). | UGC | Union générale cinématographique. |
| SMIC | Salaire minimum de croissance. | ULM | Ultra-légers motorisés. |
| SMUR | Services mobiles d'urgence et de réanimation. | UNAF | Union nationale des associations familiales. |
| SMVM | Schéma de mise en valeur de la mer. | UNEDIC | Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce. |
| SNCF | Société nationale des chemins de fer français. | UNESCO | Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture. |
| SNCM | Société nationale maritime Corse-Méditerranée. | UNIL | Union nationale interprofessionnelle du logement. |
| SNECMA | Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'aviation. | UNSS | Union nationale du sport scolaire. |
| SNEP | Société nationale des entreprises de presse. | URSSAF | Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales. |
| SNI | Syndicat national des instituteurs. | UTA | Union des transports aériens. |
| SNIAS | Société nationale industrielle aérospatiale. | UTN | Unité touristique nouvelle. |
| SNLE | Sous-marin nucléaire lanceur d'engins. | VRP | Voyageurs, représentants, placiers. |
| SNPA | Société nationale des pétroles d'Aquitaine. | VRTS | Versement représentatif de la taxe sur les salaires. |
| SNSM | Société nationale de sauvetage en mer. | VSNA | Volontaires du service national actif. |
| SOFARIS | Société française pour l'assurance du capital-risque. | ZAC | Zone d'aménagement concerté. |
| SOFERGIE | Sociétés agréées pour le financement des économies d'énergie. | ZAD | Zone d'aménagement différé. |
| SOFICA | Sociétés pour le financement de l'industrie cinématographique et audiovisuelle. | ZAN | Zones d'agglomération nouvelle. |
| SOFINOVA | Sociétés financières d'innovation. | ZEE | Zone économique exclusive. |
| | | ZEP | Zone d'éducation prioritaire. |
| | | ZIF | Zone d'environnement protégé. |
| | | ZUP | Zone d'intervention foncière. |
| | | | Zone à urbaniser en priorité. |

DEUXIÈME PARTIE

TABLE THÉMATIQUE

SESSIONS DE 1990

A

Absences et disparitions

1. – **Proposition de loi relative à la recherche des personnes disparues**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Louis Souvet, sénateur, et plusieurs de ses collègues (19 décembre 1990) [n° 198 (90-91)] – Renvoi à la commission des lois.

Abstentionnisme

Voir *Elections*, 8

Accidents du travail

Voir *Lois de finances*, 1, Travail, emploi, formation professionnelle et services communs

1. – **Proposition de loi tendant à étendre aux sapeurs pompiers non professionnels les dispositions relatives aux accidents de travail**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Hubert Haenel, sénateur (24 octobre 1990) [n° 55 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT)

Voir *Gouvernement (déclarations)*, 4
Lois de finances, 1, Economie, finances et budget - II - Services financiers - Commerce extérieur

Acte unique européen

Voir *Questions orales sans débat* n° 206

Action sanitaire et sociale

1. – **Proposition de loi tendant à modifier l'article 193 du code de la famille et de l'aide sociale**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Joseph Caupert, sénateur (26 octobre 1990) [n° 62 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

2. – **Projet de loi portant dispositions relatives à la santé publique et aux assurances sociales**, PRESENTÉ A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Claude Evin, ministre des affaires sociales (4 octobre 1990) [n° 1626 rect. (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Jean-Claude Boulard (29 novembre 1990) [n° 1778 (9^e lég.)] – Urgence – Discussion (6, 7 et 10 décembre 1990) – Adoption (10 décembre 1990) [n° 415].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (10 décembre 1990) [n° 143 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Claude Huriet (12 décembre 1990) [n° 152 (90-91)] – Discussion (14 décembre 1990) – Rejet (14 décembre 1990) [n° 64].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (14 décembre 1990) [n° 1840 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE); rapport de M. Alfred Recours (18 décembre 1990) [n° 1844] (9^e lég.).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT); rapport de M. Claude Huriet (18 décembre 1990) [n° 189 (90-91)] – Eché.

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (14 décembre 1990) [n° 1840 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de

M. Jean-Claude Boulard (18 décembre 1990) [n° 1849 (9^e lég.)] – Discussion (20 décembre 1990) – Adoption (20 décembre 1990) [n° 446].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (20 décembre 1990) [n° 203 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Claude Huriet (20 décembre 1990) [n° 204 (90-91)] – Discussion (20 décembre 1990) – Rejet (20 décembre 1990) [n° 84].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (20 décembre 1990) [n° 1885 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Jean-Claude Boulard (20 décembre 1990) [n° 1886 (9^e lég.)] – Discussion (21 décembre 1990) – Adoption (21 décembre 1990) [n° 453].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 90-287 DC du 16 janvier 1991 (*J.O. Lois et décrets* du 18 janvier 1991) qui déclare les articles 37, 38, 41, 42 et 47 contraires à la Constitution.

PROMULGATION : Loi n° 91-73 du 18 janvier 1991 (*J.O. Lois et décrets* du 20 janvier 1991).

Discussion (première lecture)

(14 décembre 1990) (p. 5093, 5106).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5093, 5106) : MM. Claude Evin, ministre des affaires sociales ; Bruno Durieux, ministre chargé de la santé ; Claude Huriet, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Charles Descours, Jean Chérioux, Hector Viron, Mme Danielle Bidard-Reydet et les orateurs sur la motion.

Agriculteurs : Huriet (Claude) (p. 5098).

Amendements : Huriet (Claude) (p. 5096) ; Viron (Hector) (p. 5100).

Appareillage médical : Durieux (Bruno) (p. 5095).

Assurance maladie-maternité (équilibre des comptes) : Evin (Claude) (p. 5103).

Assurance vieillesse : Chérioux (Jean) (p. 5100) ; Evin (Claude) (p. 5094) ; Huriet (Claude) (p. 5098).

Caisse d'allocations familiales de la région parisienne : Evin (Claude) (p. 5093).

Centres de santé : Evin (Claude) (p. 5093) ; Huriet (Claude) (p. 5097) ; Viron (Hector) (p. 5101).

Centres de soins : Voir Centres de santé.

Chômage : Evin (Claude) (p. 5094) ; Viron (Hector) (p. 5104).

Constitution (article 49-3) : Descours (Charles) (p. 5100) ; Huriet (Claude) (p. 5096).

Contraception (publicité) : Durieux (Bruno) (p. 5095).

Contribution sociale généralisée (CSG) : Descours (Charles) (p. 5100) ; Evin (Claude) (p. 5094) ; Huriet (Claude) (p. 5098) ; Viron (Hector) (p. 5100).

Cumul emploi-retraite : Huriet (Claude) (p. 5099).

Débats (organisation) : Evin (Claude) (p. 5103).

Directives communautaires : Durieux (Bruno) (p. 5095) ; Huriet (Claude) (p. 5095).

Fonction publique territoriale : Huriet (Claude) (p. 5099).

Hôpitaux (personnels) : Durieux (Bruno) (p. 5096).

Hôpitaux privés et cliniques : Descours (Charles) (p. 5100) ; Evin (Claude) (p. 5093) ; Huriet (Claude) (p. 5097).

Hôpitaux publics : Evin (Claude) (p. 5094).

Hôpitaux (tarifs) : Huriet (Claude) (p. 5097) ; Viron (Hector) (p. 5101).

Internat (médecine) : Bidard-Reydet (Danielle) (p. 5102) ; Durieux (Bruno) (p. 5096).

Médecine (enseignement) : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 5102 ; 5103) ; *Durieux (Bruno)* (p. 5095) ; *Huriet (Claude)* (p. 5097).

Médecins (statut) : *Durieux (Bruno)* (p. 5096).

Médecins : *Durieux (Bruno)* (p. 5095).

Organisation mondiale de la santé (OMS) : *Durieux (Bruno)* (p. 5095).

Personnels de santé : *Durieux (Bruno)* (p. 5095).

Pharmaciens : *Huriet (Claude)* (p. 5096).

Procédure parlementaire : *Evin (Claude)* (p. 5103).

Professions libérales : *Evin (Claude)* (p. 5094) ; *Huriet (Claude)* (p. 5098).

Professions paramédicales : *Durieux (Bruno)* (p. 5095) ; *Huriet (Claude)* (p. 5096).

Réforme hospitalière : *Huriet (Claude)* (p. 5098).

Retraites : *Descours (Charles)* (p. 5100) ; *Viron (Hector)* (p. 5102).

Retraités : *Evin (Claude)* (p. 5094) ; *Viron (Hector)* (p. 5101).

Salariés : *Viron (Hector)* (p. 5101).

Santé : *Durieux (Bruno)* (p. 5095) ; *Huriet (Claude)* (p. 5096).

Sécurité sociale (régimes autonomes et spéciaux) : *Evin (Claude)* (p. 5093) ; *Huriet (Claude)* (p. 5097) ; *Viron (Hector)* (p. 5102).

Union des caisses nationales de sécurité sociale (UCANSS) : *Evin (Claude)* (p. 5095) ; *Huriet (Claude)* (p. 5097).

Vaccinations : *Durieux (Bruno)* (p. 5095).

Versement transport : *Descours (Charles)* (p. 5099).

Motion n° 3 de la commission, tendant à opposer la question préalable (p. 5104) – *MM. Claude Huriet, rapporteur ; Marc Boeuf, Claude Evin, ministre*.

Adoption de la motion (p. 5106, scrutin public n° 65).

Rejet du projet de loi (14 décembre 1990) (p. 5106).

Discussion (nouvelle lecture)

(20 décembre 1990) (p. 5394, 5400).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5394, 5397) : *MM. Claude Huriet, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Michel Charasse, ministre chargé du budget ; et les orateurs sur la motion*.

Assurance vieillesse : *Huriet (Claude)* (p. 5395 ; 5398).

Commissions mixtes paritaires (CMP) : *Huriet (Claude)* (p. 5394).

Constitution : *Huriet (Claude)* (p. 5394 ; 5398).

Contribution sociale généralisée (CSG) : *Charasse (Michel)* (p. 5397) ; *Huriet (Claude)* (p. 5395 ; 5398).

Fonds d'action sanitaire et sociale obligatoire (FASSO) : *Huriet (Claude)* (p. 5395).

Hôpitaux privés et cliniques : *Charasse (Michel)* (p. 5396) ; *Huriet (Claude)* (p. 5398).

Hôpitaux publics (secteur privé) : *Penne (Guy)* (p. 5399).

Internat (médecine) : *Charasse (Michel)* (p. 5396) ; *Huriet (Claude)* (p. 5397) ; *Penne (Guy)* (p. 5399).

Médecine (enseignement) : *Charasse (Michel)* (p. 5396) ; *Huriet (Claude)* (p. 5395 ; 5397) ; *Penne (Guy)* (p. 5399).

Médicaments : *Penne (Guy)* (p. 5399).

Organisations syndicales : *Huriet (Claude)* (p. 5396).

Parlement : *Huriet (Claude)* (p. 5394 ; 5396).

Pharmacie (industrie) : *Huriet (Claude)* (p. 5395).

Publicité : *Penne (Guy)* (p. 5399).

Question préalable (procédure parlementaire) : *Charasse (Michel)* (p. 5399) ; *Huriet (Claude)* (p. 5397) ; *Penne (Guy)* (p. 5399).

Retraites : *Charasse (Michel)* (p. 5396 ; 5397).

Santé : *Charasse (Michel)* (p. 5396).

Transports : *Huriet (Claude)* (p. 5396).

Motion n° 1 de la commission, tendant à opposer la question préalable (p. 5397) ; *MM. Claude Huriet, rapporteur ; Guy Penne, Michel Charasse, ministre*.

Adoption de la motion (p. 5400).

Rejet du projet de loi (20 décembre 1990) (p. 5400).

Adjudications

Voir *Chasse, 1*

Administration fiscale

Voir *Questions orales sans débat n° 216*

Aéronautique (industrie)

Voir *Lois de finances, 1, Equipement, logement, transports et mer - III - Aviation civile et IV - Météorologie*

Aéronefs

Voir *Questions orales sans débat n° 189*

Aéroports

Voir *Questions orales sans débat n° 189*

Afrique

Voir *Lois de finances, 1, Affaires étrangères ; Coopération et développement*

Afrique du Nord

Voir *Questions orales sans débat n° 167*

Afrique du Sud (République)

Voir *Allocutions et communications, 28*

Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie

Voir *Environnement, 6*

Agence française pour la maîtrise de l'énergie (AFME)

Voir *Environnement, 6*

Agence nationale pour l'emploi (ANPE)

Voir *Lois de finances, 1, Travail, emploi, formation professionnelle et services communs*

Agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets (ANRED)

Voir *Environnement*, 6

Agence pour la qualité de l'air (AQA)

Voir *Environnement*, 6

Agents non titulaires de l'Etat

Voir *Commissions d'enquête ou de contrôle*, 3

Agents non titulaires des collectivités territoriales

Voir *Commissions d'enquête ou de contrôle*, 3

Agriculteurs

Voir *Lois de finances*, 1, Agriculture et forêt
Questions au Gouvernement n° 215

Agriculture

Voir *Agriculture*, 2

Agro-alimentaire (industrie), 1
Gouvernement (déclarations), 2; 4
Lois de finances, 1, Economie, finances et budget - II - Services financiers - Commerce extérieur
Questions au Gouvernement n° 199; n° 203; n° 246; n° 299
Questions orales sans débat n° 183; n° 195; n° 213; n° 262
Rappels au règlement, 32
Rapports d'information, 28

1. - **Projet de loi relatif à la partie législative des Livres II, IV et V (nouveaux) du code rural, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE**, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Henri Mallet, ministre de l'agriculture et par M. Brice Lalonde, secrétaire d'Etat chargé de l'environnement (2 octobre 1990) [n° 1589 (9^e lég.)] - Renvoi à la commission de la production - Rapport de M. Georges Colin (21 novembre 1990) [n° 1720 (9^e lég.)] - Discussion (30 novembre 1990) - Adoption (30 novembre 1990) [n° 408].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (3 décembre 1990) [n° 117 (90-91)] - Renvoi à la commission des affaires économiques.

2. - **Projet de loi modifiant diverses dispositions intéressant l'agriculture et la forêt, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE**, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Louis Mermaz, ministre de l'agriculture (3 octobre 1990) [n° 1621 (9^e lég.)] - Renvoi à la commission de la production - Rapport de Mme Jacqueline Alquier (21 novembre 1990) [n° 1722 (9^e lég.)] - Urgence - Discussion (30 novembre 1990) - Adoption (30 novembre 1990) [n° 406].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (3 décembre 1990) [n° 118 (90-91)] - Renvoi à la commission des affaires économiques - Rapport de M. Marcel Daunay (12 décembre 1990) [n° 154 (90-91)] - Discussion (17 décembre 1990) - Adoption (17 décembre 1990) [n° 66].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (17 décembre 1990) [n° 1842 (9^e lég.)] - Renvoi à la commission de la production.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE); rapport de Mme Jacqueline Alquier (18 décembre 1990) [n° 1847 (9^e lég.)] - Discussion (19 décembre 1990) - Adoption (19 décembre 1990) [n° 444].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT); rapport de M. Marcel Daunay (18 décembre 1990) [n° 191 (90-91)] - Dis-

cussion (19 décembre 1990) - Adoption (19 décembre 1990) [n° 80].

PROMULGATION: Loi n° 91-5 du 3 janvier 1991 (*J.O. Lois et décrets* du 6 janvier 1991).

Discussion (première lecture)

17 décembre 1990 (p. 5167, 5182).

I - DISCUSSION GENERALE (p. 5167, 5172): *MM. Louis Mermaz, ministre de l'agriculture; Marcel Daunay, rapporteur de la commission des affaires économiques; Félix Leyzour, Jacques Bellanger.*

Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT): *Mermaz (Louis)* (p. 5168).

Agro-alimentaire (industrie): *Bellanger (Jacques)* (p. 5170); *Mermaz (Louis)* (p. 5167).

Autofinancement: *Mermaz (Louis)* (p. 5167).

Baux ruraux: *Daunay (Marcel)* (p. 5170).

Billets de trésorerie: *Mermaz (Louis)* (p. 5171).

Bois: *Mermaz (Louis)* (p. 5169).

Capital social: *Mermaz (Louis)* (p. 5167).

Centre national pour l'aménagement des structures et des exploitations agricoles (CLASEA): *Daunay (Marcel)* (p. 5170).

Certificat coopératif d'investissement (CCI): *Daunay (Marcel)* (p. 5169).

Communauté économique européenne (CEE): *Mermaz (Louis)* (p. 5167).

Confédération nationale de la mutualité de la coopération et du crédit agricole (CNMCCA): *Daunay (Marcel)* (p. 5169).

Coopératives agricoles: *Bellanger (Jacques)* (p. 5170); *Leyzour (Félix)* (p. 5170); *Mermaz (Louis)* (p. 5167; 5168; 5171).

Coopératives d'utilisation du matériel agricole (CUMA): *Leyzour (Félix)* (p. 5171).

Décentralisation: *Bellanger (Jacques)* (p. 5170).

Economie sociale: *Bellanger (Jacques)* (p. 5170).

Epargne publique: *Mermaz (Louis)* (p. 5171).

Etablissements publics industriels et commerciaux (EPIC): *Mermaz (Louis)* (p. 5168).

Filialisation: *Leyzour (Félix)* (p. 5171); *Mermaz (Louis)* (p. 5167; 5168).

Financement des entreprises coopératives: *Mermaz (Louis)* (p. 5167).

Fiscalité: *Mermaz (Louis)* (p. 5167).

Fonctionnaires et agents publics: *Minetti (Louis)* (p. 5174).

Forêts: *Daunay (Marcel)* (p. 5169).

Groupements agricoles d'exploitation en commun (GAEC): *Leyzour (Félix)* (p. 5171).

Impôt sur les sociétés: *Daunay (Marcel)* (p. 5169).

Institut national des appellations d'origine (INAO): *Daunay (Marcel)* (p. 5170).

Intéressement des salariés: *Daunay (Marcel)* (p. 5169).

Office national des forêts (ONF): *Bellanger (Jacques)* (p. 5170); *Daunay (Marcel)* (p. 5169); *Mermaz (Louis)* (p. 5167, 5168, 5169).

Ouvriers forestiers: *Minetti (Louis)* (p. 5174).

Participation des salariés: *Daunay (Marcel)* (p. 5169).

Sociétés d'intérêt collectif agricole (SICA): *Bellanger (Jacques)* (p. 5170); *Daunay (Marcel)* (p. 5169); *Mermaz (Louis)* (p. 5168).

Taxe professionnelle : *Daunay (Marcel)* (p. 5169).

Titres participatifs : *Daunay (Marcel)* (p. 5169).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5172, 5182) : *MM. Louis Mermaz, ministre ; Marcel Daunay, rapporteur ; Félix Leyzour, Louis Minetti, Pierre Lacour, Michel Dreyfus-Schmidt, Jacques Bellanger.*

Art. 1^{er} (*Relèvement du plafond de l'intérêt versé aux associés coopérateurs*) – Adopté (p. 5172).

Art. 2 (*Part minimale de capital détenue par les associés coopérateurs*) – Adopté (p. 5172).

Art. 3 (*Élargissement de la liste des associés non coopérateurs*) – Adopté (p. 5172).

Art. 4 (*Distribution aux associés de dividendes provenant des filiales*) – Adopté (p. 5172).

Art. 5 (*Élargissement des sources de financement*) – Adopté (p. 5172).

Art. 6 et art. 7 (*Intéressement et participation des salariés aux résultats*) – Adoptés (p. 5172).

Art. 8 (*Agrément des SICA*) (p. 5173).

Retiré : amendement n° 1 de la commission : Agrément des SICA constituées à la date de promulgation de la présente loi (p. 5173).

– L'article 8 est adopté (p. 5173).

Art. 9 (*Possibilité pour les SICA de sortir du statut coopératif*) – Adopté (p. 5173).

Art. 10 (*Santion pénale*) – Adopté (p. 5173).

Après l'art. 10 .

Rejeté : amendement n° 7 de M. Félix Leyzour : statut de l'exploitant qui utilise le matériel fourni par la coopérative d'utilisation de matériel agricole dont il est membre (p. 5173, 5174).

Art. 11 (*Extension des compétences de l'ONF*) – Adopté (p. 5174).

Art. 12 (*Statuts des personnels*) – Adopté (p. 5175).

Art. 13 (*Subrogation dans les droits à réparation*) – Adopté (p. 5175).

Art. 14 (*Commissionnement des agents compétents pour la recherche et la constatation des infractions*) – Adopté (p. 5175).

Art. 15 (*Contenu de l'arrêté d'aménagement*) – Adopté (p. 5175).

Art. 16 (*Ventes à l'amiable*) – Adopté (p. 5176).

Art. 17 (*Soumission au régime forestier des forêts des régions*) – Adopté (p. 5176).

Art. 18 (*Régime de recouvrement en Alsace-Moselle*) – Adopté (p. 5176).

Art. 18 bis (*Gestion des bois des particuliers par l'ONF*) (p. 5176).

Adopté : amendement n° 2 de la commission : contrat avec l'ONF d'une durée inférieure à dix ans mais ne pouvant être inférieure à cinq ans (p. 5176).

– L'article 18 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 5176).

Après l'art. 18 bis.

Adopté : amendement n° 4 de M. Louis Minetti : dispositions particulières à certains massifs forestiers pour éviter la construction sur les sols forestiers incendiés (p. 5177).

Retiré : amendement n° 5 de M. Louis Minetti : espaces forestiers et eaux usées (p. 5177).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 5177).

Art. 19 (*Délit d'outrépassé*) – Adopté (p. 5179).

Art. 20 (*Constatation et sanction des coupes non autorisées*) – Adopté (p. 5179).

Art. 21 (*Sanction des coupes ou enlèvements non autorisés*) – Adopté (p. 5179).

Art. 22 (*Procédure de l'amende forfaitaire*) – Adopté (p. 5179).

Art. 23 (*Abrogation de dispositions transitoires en matière de baux ruraux*) – Adopté (p. 5179).

Art. 24 (*Caractère obligatoire et extension des règles édictées par les comités économiques agricoles*) – Adopté (p. 5179).

Art. 25 (*Bénéficiaires des assurances sociales agricoles*) – Adopté (p. 5179).

Art. 26 (*Maintien des prestations en nature de l'assurance maladie*) – Adopté (p. 5179).

Art. 27 (*Insaisissabilité de l'indemnité annuelle d'attente*) – Adopté (p. 5179).

Art. 28 (*Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles*) – Adopté (p. 5179).

Art. 29 (*Distribution de certificats coopératifs d'investissement*) – Adopté (p. 5179).

Art. 30 (*Cotisations sur les produits laitiers présentés à l'agrément*) – Adopté (p. 5180).

Art. 31 (*Exonération de l'octroi automatique de la garantie tempête*) – Adopté (p. 5180).

Après l'art. 31.

Adoptés : amendements de M. Pierre Lacour, n° 8 : retour aux critères anciens pour déterminer les eaux libres et les eaux closes (p. 5180) – N° 9 : capture à la ligne de poissons dans les piscicultures nouvellement créées (p. 5181) – Et amendement n° 3 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : report de l'application de certaines des dispositions de la loi de 1984 (p. 5181).

Explication de vote sur l'ensemble : *M. Félix Leyzour* (p. 5182).

Adoption (17 décembre 1990) (p. 5182).

Discussion (Commission mixte paritaire)

(19 décembre 1990) (p. 5364, 5366).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5364, 5365) : *MM. Marcel Daunay, rapporteur pour le Sénat de la Commission mixte paritaire ; Louis Mermaz, ministre de l'agriculture.*

Agroalimentaire (industrie) : *Mermaz (Louis)* (p. 5364).

Aquaculture : *Daunay (Marcel)* (p. 5364) ; *Mermaz (Louis)* (p. 5365).

Office national des forêts (ONF) : *Daunay (Marcel)* (p. 5364) ; *Mermaz (Louis)* (p. 5364).

Pêche : *Daunay (Marcel)* (p. 5364) ; *Mermaz (Louis)* (p. 5365).

Pisciculture : *Daunay (Marcel)* (p. 5364) ; *Mermaz (Louis)* (p. 5365).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5365, 5366) : *MM. Marcel Daunay, rapporteur ; Louis Mermaz, ministre ; William Chervy.*

Art. 18 bis, 18 ter, 32, 33 et 34 (p. 5365).

Après l'art. 34.

Amendement n° 1 du Gouvernement : non soumission à la taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) des esters d'huiles de colza et de tournesol (p. 5365).

Explication de vote sur l'ensemble (p. 5366) : *M. William Chervy.*

Adoption (19 décembre 1990) (p. 5366).

Agro-alimentaire

Voir *Rapports d'information*, 13

Agro-alimentaire (industrie)

1. – Projet de loi relatif aux appellations d'origine contrôlée des produits agricoles et alimentaires bruts ou transformés, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Henri Nallet, ministre de l'agriculture (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 22 décembre 1989 – 21 mars 1990) [n° 198 (89-90)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Bernard Barbier (2 mai 1990) [n° 270 (89-90)] – Discussion (9 mai 1990) – Adoption (9 mai 1990) [n° 100].

NOUVEL INTITULE : « Projet de loi relatif aux appellations d'origine contrôlées des produits agricoles ou alimentaires bruts ou transformés ».

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (10 mai 1990) [n° 1337 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. François Patriat (30 mai 1990) [n° 1400 (9^e lég.)].

Discussion (première lecture)

(9 mai 1990) (p. 691, 724).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 691, 705) : MM. Henri Nallet, ministre de l'agriculture ; Bernard Barbier, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Marcel Daunay, Jean Cluzel, Serge Mathieu, Ambroise Dupont, Jean Pépin, Guy Penne, Roger Rigaudière, Jean Simonin, Louis Virapoullé, Félix Leyzour.

Afin d'assurer la cohérence et de favoriser le développement du dispositif français d'appellations d'origine contrôlée (AOC), ce projet de loi étend à l'ensemble des produits agricoles ou alimentaires la faculté, jusqu'ici réservée aux produits viticoles, de bénéficier d'une AOC, ainsi que les compétences de l'Institut national des appellations d'origine (INAO) et uniformise les conditions de reconnaissance de l'appellation par la seule voie du décret.

Agriculture biologique : *Nallet (Henri)* (p. 705) ; *Simonin (Jean)* (p. 702).

Agro-alimentaire (industrie) : *Leyzour (Félix)* (p. 704).

Aménagement du territoire : *Barbier (Bernard)* (p. 694) ; *Dupont (Ambroise)* (p. 699) ; *Mathieu (Serge)* (p. 698) ; *Nallet (Henri)* (p. 692, 693) ; *Penne (Guy)* (p. 700) ; *Pépin (Jean)* (p. 699) ; *Simonin (Jean)* (p. 701).

Appellations d'origine contrôlée (AOC) : *Barbier (Bernard)* (p. 694, 695) ; *Cluzel (Jean)* (p. 697) ; *Daunay (Marcel)* (p. 696) ; *Dupont (Ambroise)* (p. 698) ; *Leyzour (Félix)* (p. 703) ; *Mathieu (Serge)* (p. 697, 698) ; *Nallet (Henri)* (p. 691, 692, 693, 705) ; *Penne (Guy)* (p. 700, 701) ; *Pépin (Jean)* (p. 699, 700) ; *Rigaudière (Roger)* (p. 701) ; *Simonin (Jean)* (p. 701, 702) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 703).

Cantal (département) : *Rigaudière (Roger)* (p. 701).

Communauté économique européenne (CEE) : *Barbier (Bernard)* (p. 694, 695) ; *Daunay (Marcel)* (p. 696) ; *Leyzour (Félix)* (p. 703, 704) ; *Mathieu (Serge)* (p. 698) ; *Nallet (Henri)* (p. 692) ; *Penne (Guy)* (p. 700) ; *Simonin (Jean)* (p. 702).

Consommateurs (protection et information) : *Leyzour (Félix)* (p. 704) ; *Nallet (Henri)* (p. 692) ; *Penne (Guy)* (p. 701) ; *Simonin (Jean)* (p. 702).

Départements d'outre-mer (DOM) : *Nallet (Henri)* (p. 705) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 702, 703).

Ile-de-France (région) : *Simonin (Jean)* (p. 702).

Importations : *Leyzour (Félix)* (p. 704).

Institut national des appellations d'origine (INAO) : *Barbier (Bernard)* (p. 695) ; *Dupont (Ambroise)* (p. 699) ; *Leyzour (Félix)* (p. 704) ; *Mathieu (Serge)* (p. 697, 698) ; *Nallet (Henri)* (p. 691, 693) ; *Penne (Guy)* (p. 700) ; *Pépin (Jean)* (p. 700) ; *Rigaudière (Roger)* (p. 701) ; *Simonin (Jean)* (p. 702).

Labels agricoles : *Barbier (Bernard)* (p. 695).

Lait et produits laitiers : *Barbier (Bernard)* (p. 694, 695) ; *Daunay (Marcel)* (p. 696) ; *Dupont (Ambroise)* (p. 699) ; *Mathieu*

(*Serge*) (p. 698) ; *Nallet (Henri)* (p. 691, 693) ; *Penne (Guy)* (p. 700) ; *Rigaudière (Roger)* (p. 701).

Organisations professionnelles agricoles : *Daunay (Marcel)* (p. 696) ; *Dupont (Ambroise)* (p. 699) ; *Leyzour (Félix)* (p. 704) ; *Nallet (Henri)* (p. 693).

Patrimoine (protection) : *Barbier (Bernard)* (p. 694) ; *Dupont (Ambroise)* (p. 698) ; *Leyzour (Félix)* (p. 703) ; *Nallet (Henri)* (p. 692) ; *Penne (Guy)* (p. 700) ; *Pépin (Jean)* (p. 699, 700) ; *Simonin (Jean)* (p. 701).

Politique agricole : *Cluzel (Jean)* (p. 697) ; *Dupont (Ambroise)* (p. 698, 699) ; *Nallet (Henri)* (p. 691).

Politique agricole commune (PAC) : *Daunay (Marcel)* (p. 696) ; *Leyzour (Félix)* (p. 703, 704).

Prix agricoles : *Leyzour (Félix)* (p. 704).

Produits agricoles et alimentaires : *Barbier (Bernard)* (p. 694, 695) ; *Cluzel (Jean)* (p. 697) ; *Daunay (Marcel)* (p. 696) ; *Dupont (Ambroise)* (p. 698) ; *Leyzour (Félix)* (p. 703) ; *Mathieu (Serge)* (p. 698) ; *Nallet (Henri)* (p. 691, 692, 693, 705) ; *Penne (Guy)* (p. 700) ; *Pépin (Jean)* (p. 699, 700) ; *Rigaudière (Roger)* (p. 701) ; *Simonin (Jean)* (p. 701) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 702, 703).

Qualité des produits : *Barbier (Bernard)* (p. 694, 696) ; *Dupont (Ambroise)* (p. 698) ; *Leyzour (Félix)* (p. 704) ; *Nallet (Henri)* (p. 692) ; *Penne (Guy)* (p. 701) ; *Pépin (Jean)* (p. 699, 700) ; *Rigaudière (Roger)* (p. 701) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 702, 703).

Quotas laitiers : *Leyzour (Félix)* (p. 704).

Vins : *Barbier (Bernard)* (p. 694, 695) ; *Cluzel (Jean)* (p. 697) ; *Dupont (Ambroise)* (p. 698, 699) ; *Mathieu (Serge)* (p. 697, 698) ; *Nallet (Henri)* (p. 691, 693, 705) ; *Penne (Guy)* (p. 700).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 706, 724) : MM. Bernard Barbier, rapporteur ; Henri Nallet, ministre ; Henri de Raincourt, Philippe Adnot, Jacques Moutet, Yves Guéna, Aubert Garcia, Marcel Daunay, Félix Leyzour, Raymond Soucaret, Fernand Tardy, Michel Souplet, Alain Pluchet, Jean Pépin.

Avant l'art. 1^{er} (p. 706).

Retiré : amendement n° 48 de la commission : mise en place d'une protection particulière des aires de production des produits d'AOC (p. 707).

Art. 1^{er} (Modification de la loi du 6 mai 1919 relative à la protection des appellations d'origine) (p. 707).

Adopté : amendement rédactionnel n° 1 de la commission (p. 707).

ART. 7-4 DE LA LOI DU 6 MAI 1919 (Appellations des produits agricoles et alimentaires) (p. 708).

Adoptés : amendements de la commission, n° 2, rédactionnel (p. 710) – Et n° 3 : conditions d'interdiction de l'emploi du nom géographique constituant l'appellation d'origine pour des produits similaires (p. 711) ; sous-amendement n° 49 du Gouvernement : respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur (p. 711).

Retirés : amendements n° 31 de Jacques Moutet (p. 709) – Amendement n° 27 de M. Yves Guéna analogue à l'amendement n° 3 de la commission (p. 711) – Amendement n° 32 de M. Jacques Machet, soutenu par M. Philippe Adnot : contraintes imposées aux producteurs pour bénéficier d'une AOC ; protection accordée aux produits d'AOC (p. 710) – Et amendement n° 42 de M. Fernand Tardy, soutenu par M. Aubert Garcia : dérogation par décret à l'interdiction de l'emploi du nom géographique constituant l'appellation d'origine pour des produits similaires (p. 709).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 711).

ART. 7-5 (Définition des appellations par décret) (p. 711).

Adoptés : amendements rédactionnels de la commission, n° 4 (p. 712) ; sous-amendement n° 50 du Gouvernement (p. 712) – Et n° 5 (p. 713).

Retirés : amendement n° 6 de la commission (p. 712) – Amendements n° 45 et 46 de M. Fernand Tardy, retirés par M.

Aubert Garcia (p. 712) – Amendement n° 33 de M. Jacques Machet, soutenu par M. Philippe Adnot : avis préalable des syndicats de défense des producteurs ; précision de l'aire géographique de production des matières premières et d'élaboration du produit final (p. 712) – Sur l'amendement n° 5 précité, sous-amendement n° 44 de M. Fernard Tardy, soutenu par M. Aubert Garcia : délimitation de l'aire géographique d'élaboration du produit final (p. 712).

Devenu sans objet : amendement n° 43 de M. Fernand Tardy, soutenu par M. Aubert Garcia : consultation des organisations syndicales et professionnelles concernées (p. 712).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 713).

ART. 7-6 (Sort des appellations d'origine actuellement reconnues) (p. 713).

Adopté : amendement rédactionnel n° 7 de la commission (p. 713).

Retiré : amendement n° 28 de M. Marcel Daunay (p. 713).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 713).

ART. 7-7 (Extension du rôle de l'Institut national des appellations d'origine, INAO) (p. 713).

Adoptés : amendements de la commission, n° 8 : extension des compétences de l'INAO à l'ensemble des produits agricoles ou alimentaires (p. 715) – N° 9 : consultation préalable des syndicats de défense des producteurs pour la reconnaissance d'une AOC (p. 715) – N° 10 : contrôle de l'appellation et non seulement de l'origine (p. 715) – N° 12 : mission de promotion des appellations confiées à l'INAO (p. 715) – Et n°s 11 et 13, rédactionnels (p. 715).

Rejeté : amendement n° 36 de M. Félix Leyzour : mission de contrôle de la formation des prix confiée à l'INAO (p. 715).

Retiré : amendement n° 34 de M. Jacques Machet, soutenu par M. Philippe Adnot : consultation de l'INAO sur toutes questions relevant de sa compétence ; mission de défense des appellations d'origine confiée à l'INAO (p. 715).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 715).

ART. 7-8 (Composition et fonctionnement de l'INAO) (p. 715).

Adoptés : amendements de la commission, n°s 14 et 16, rédactionnels (p. 720) – N° 15 : composition du comité des produits laitiers (p. 720) – N° 17 : réunion en séance plénière des membres des trois comités (p. 720) – N° 18 : remplacement du conseil permanent par une commission permanente chargée d'examiner toute question administrative et financière (p. 721) – N° 19, de coordination (p. 721) – Et n° 20 : nomination du président de la commission permanente (p. 721).

Rejetés : amendement n° 37 de M. Félix Leyzour : représentation des syndicats et des consommateurs au sein des comités (p. 720) – Amendement n° 47 de M. Paul Loridant, soutenu par M. Aubert Garcia : représentation des consommateurs (p. 720) – Et sur l'amendement n° 18 précité de la commission, sous-amendement n° 40 de M. Raymond Soucaret : représentation des organisations professionnelles (p. 721).

Retirés : amendements de M. Marcel Daunay, n° 29 (p. 716) – Et n° 30, analogue au sous-amendement n° 40 précité (p. 717) – Amendement n° 35 de M. Jacques Machet, soutenu par M. Philippe Adnot : nouvelle rédaction de cet article (p. 720).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 722).

APRES L'ART. 7-8 (p. 722).

Adopté : amendement rédactionnel n° 21 de la commission (p. 722).

Retiré : amendement n° 39 de M. Jean Pépin : protection des aires géographiques des produits bénéficiant d'une AOC (p. 722).

– Un article additionnel est inséré dans la loi précitée (p. 722).

– L'article 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 722).

Art. 2 (Financement de l'INAO) (p. 722).

Adopté : amendement rédactionnel n° 22 de la commission (p. 722).

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 722).

Art. 3 (Dispositions diverses) (p. 722).

Adoptés : amendement n° 51 du Gouvernement : sanction de l'usage interdit du nom géographique attaché à une AOC (p. 723) – Amendement de coordination n° 23 de la commission (p. 723).

Retiré : amendement n° 24 de la commission : suppression du maintien provisoire dans sa composition actuelle du comité national compétent pour les vins et eaux-de-vie (p. 723).

– L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 723).

Art. 4 (Validation législative) – Adopté (p. 723).

Après l'art. 4 (p. 707 et 723).

Adopté : amendement n° 41 de M. Roland du Luart, soutenu par M. Henri de Raincourt : présentation au Parlement d'un rapport du Gouvernement relatif aux travaux communautaires en faveur de la protection de l'appellation d'origine (p. 707).

Retiré : amendement n° 38 de M. Félix Leyzour : octroi de prêts bonifiés aux agriculteurs s'engageant dans la production d'AOC (p. 724).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 707).

Intitulé (p. 724).

Adoptés : amendements de la commission, n°s 25 et 26 : « Projet de loi relatif aux appellations d'origine contrôlées des produits agricoles ou alimentaires bruts ou transformés » (p. 724).

– L'intitulé du projet de loi, ainsi modifié, est adopté (p. 724).

Explication de vote sur l'ensemble : M. Félix Leyzour (p. 724) ; intervention de M. Henri Nallet, ministre (p. 724).

Adoption (9 mai 1990) (p. 724).

Discussion (deuxième lecture)

(19 juin 1990) (p. 1747, 1753).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1747, 1748) : MM. Henri Nallet, ministre de l'agriculture ; Bernard Barbier, rapporteur de la commission des affaires économiques.

Aires géographiques des appellations d'origine contrôlée (protection) : Barbier (Bernard) (p. 1748) ; Nallet (Henri) (p. 1748).

Appellations d'origine contrôlée (AOC) : Barbier (Bernard) (p. 1748) ; Nallet (Henri) (p. 1547).

Consommation : Nallet (Henri) (p. 1547).

Institut national des appellations d'origine (INAO) : Barbier (Bernard) (p. 1748) ; Nallet (Henri) (p. 1547).

Lait et produits laitiers : Nallet (Henri) (p. 1547).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1748, 1753) : MM. François Blaizot, Henri Nallet, ministre ; Bernard Barbier, rapporteur.

Art. 1^{er} (p. 1748).

Parole sur l'article : MM. François Blaizot, Henri Nallet, ministre (p. 1749).

Adoptés : amendements de la commission, n° 1 : cas d'interdiction d'emploi du nom géographique qui constitue l'appellation d'origine (p. 1750) – N° 2 : de forme (p. 1750) – Et n° 3 : retour au texte adopté par le Sénat en première lecture en ce qui concerne le texte proposé pour l'article 7, alinéa 5, de la loi du 6 mai 1919 relative à la protection des appellations d'origine (p. 1750).

– L'article 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 1750).

Art. 2 (p. 1750).

Adopté : amendement rédactionnel n° 4 de la commission (p. 1750).

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 1750).

Art. 3 – Adopté (p. 1750).

Art. 5 (p. 1750) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 6 (p. 1751).

Adopté : amendement n° 5 de la commission : cas de saisine de l'autorité administrative compétente par tout syndicat de défense d'une appellation d'origine contrôlée (p. 1751).

– L'article 6, ainsi modifié, est adopté (p. 1751).

Art. 7 et 8 – Adoptés (p. 1751).

Art. 9 – Adopté (p. 1752).

Art. 10 (p. 1752).

Adopté : amendement n° 6 de la commission : rédactionnel (p. 1752).

Après l'**art. 10** (p. 1752).

Adopté : amendement n° 7 du Gouvernement : modification de l'article 1618 octies du code général des impôts : réduction du montant des taxes sur les céréales (p. 1752).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1752).

Explications de vote sur l'ensemble : MM. William Chervy, Félix Leyzour, Charles-Edmond Lenglet (p. 1752, 1753).

Adoption (19 juin 1990) (p. 1753).

Aide alimentaire

Voir *Lois de finances, 1*, Coopération et développement
Questions au Gouvernement n° 220

Aide au développement

Voir *Lois de finances, 1*, Economie, finances et budget - I -
Charges communes (et rapatriés)

Air France

Voir *Commissions d'enquête ou de contrôle, 5*

Ajournement du Sénat

Voir *Allocutions et communications, 35*

Alcoolisme

Voir *Questions au Gouvernement n° 279*
Questions orales sans débat n° 163
Santé, 2

Allemagne

Voir *Traités et conventions, 34*

Allemagne (réunification)

Voir *Europe, 1*
Missions d'information, 2
Rapports d'information, 29

Allocutions et communications

1. – **Ouverture de la seconde session ordinaire de 1989-1990** (2 avril 1990) (p. 3) – M. Alain Poher, président du Sénat .

2. – **Communication de M. le président de l'Assemblée nationale** : nouvelle composition du Bureau de l'Assemblée nationale (4 avril 1990) (p. 45).

3. – **Souhaits de bienvenue à une délégation du Conseil de l'Europe** (4 avril 1990) (p. 67).

4. – **Communications du Gouvernement** relatives à la consultation des assemblées territoriales de la Nouvelle-Calédonie et des îles Wallis-et-Futuna sur le projet de loi modifiant la loi n° 68-943 du 30 octobre 1968 relative à la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire et sur le projet de loi autorisant la ratification du protocole portant modification de la convention du 29 juillet 1960 sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire (11 avril 1990) (p. 249).

5. – **Communications du Gouvernement**, en date du 17 avril 1990, l'une relative à la consultation des assemblées territoriales de Wallis-et-Futuna, de la Polynésie française et de la Nouvelle-Calédonie sur le projet de loi relatif à la propriété industrielle, l'autre relative à la consultation de l'assemblée territoriale de la Polynésie française sur le projet de loi modifiant la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire (17 avril 1990) (p. 310).

6. – **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire soviétique** (19 avril 1990) (p. 414).

7. – **Communication du Gouvernement**, en date du 26 avril 1990, relative à la consultation des assemblées territoriales de la Nouvelle-Calédonie, de la Polynésie française et des îles Wallis-et-Futuna sur le projet de loi autorisant l'approbation d'une convention sur la protection des ressources naturelles et de l'environnement de la région du Pacifique Sud, ainsi que d'un protocole de coopération dans les interventions d'urgence contre les incidents générateurs de pollution dans la région du Pacifique Sud et d'un protocole sur la prévention de la pollution de la région du Pacifique Sud résultant de l'immersion des déchets (26 avril 1990) (p. 602).

8. – **Profanations au cimetière juif de Carpentras** : indignation du Sénat devant les actes de barbarie commis à Carpentras (11 mai 1990) (p. 775, 776) – MM. Alain Poher, président du Sénat ; Claude Estier, Roger Romani, Roger Chinaud, Robert Vizet, Louis Virapoullé, Pierre Joxe, ministre de l'intérieur.

9. – **Déclaration de M. Alain Poher, président du Sénat**, relative aux conditions dans lesquelles peut s'engager la discussion du projet de loi relatif au statut et au capital de la Régie nationale des usines Renault (29 mai 1990) (p. 1069).

10. – **Communications du Gouvernement**, en date du 31 mai 1990, l'une relative à la consultation des assemblées territoriales de la Nouvelle-Calédonie, de la Polynésie française et des îles Wallis-et-Futuna sur le projet de loi relatif à la participation des organismes financiers à la lutte contre le blanchiment des capitaux provenant du trafic des stupéfiants et l'autre sur le projet de loi portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques (31 mai 1990) (p. 1195).

11. – **Absence des ministres compétents aux séances de questions orales sans débat** (22 juin 1990) (p. 2016, 2017) – M. Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance.

12. – **Souhaits de bienvenue à une délégation du Conseil consultatif suprême d'Indonésie** conduite par M. Abdul Ga Safur (27 juin 1990) (p. 2172) – M. Michel Dreyfus-Schmidt, vice-président du Sénat, président de séance.

13. – **Allocution de M. Alain Poher, président du Sénat** (29 juin 1990) (p. 2315, 2317) – Pays de l'Est – Règlement du Sénat – Questions orales sans débat – Contrôle parlementaire – Commissions parlementaires – Lois de finances – Délégation parlementaire pour les Communautés européennes – Radio-diffusion et télévision.

MM. Alain Poher, président du Sénat ; Pierre Arpaillange, ministre de la justice.

14. – **Souhaits de bienvenue à un sénateur de la République du Chili** (30 juin 1990) (p. 2341) – *M. Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance.*

15. – **Clôture de la seconde session ordinaire de 1989-1990** (30 juin 1990) (p. 2344) – *M. Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance.*

16. – **Ouverture de la deuxième session extraordinaire de 1989-1990** (27 août 1990) (p. 2353) – *M. Alain Poher, président du Sénat.*

17. – **Clôture de la deuxième session extraordinaire de 1989-1990** (27 août 1990) (p. 2379) – *M. Alain Poher, président du Sénat.*

18. – **Souhaits de bienvenue à une délégation de parlementaires nigériens** (2 octobre 1990) (p. 2389) – *M. Alain Poher, président du Sénat.*

19. – **Ouverture de la première session ordinaire de 1990-1991** (2 octobre 1990) (p. 2387) – *M. Alain Poher, président du Sénat.*

20. – **Communications du Gouvernement**, en date du 8 octobre 1990, l'une relative à la consultation de l'assemblée territoriale de **Polynésie française** sur le projet de loi portant homologation des dispositions prévoyant l'application de **peines correctionnelles** et de sanctions complémentaires, de délibérations de l'assemblée territoriale de Polynésie française et édictant des dispositions pénales et de procédure pénale applicables en Polynésie française, l'autre relative à la consultation du congrès de **Nouvelle-Calédonie** sur le projet de loi portant suppression de la tutelle administrative et financière sur les communes de Nouvelle-Calédonie et extension de dispositions diverses relatives à ce territoire (9 octobre 1990) (p. 2567).

21. – **Souhaits de bienvenue à M. l'ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique en France** (10 octobre 1990) (p. 2625).

22. – **Souhaits de bienvenue à une délégation francophone inter-parlementaire de sénateurs et de députés belges** (11 octobre 1990) (p. 2660) – *M. Michel Dreyfus-Schmidt, vice-président du Sénat, président de séance.*

23. – **Souhaits de bienvenue à une délégation de parlementaires australiens** (16 octobre 1990) (p. 2795) – *M. Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance.*

24. – **Souhaits de bienvenue à un sénateur de la république Argentine** (23 octobre 1990) (p. 2960) – *M. Jean Chamant, vice-président du Sénat, président de séance.*

25. – **Démission de M. Marcel Daunay de ses fonctions de secrétaire du Sénat** (24 octobre 1990) (p. 2978).

26. – **Nomination de M. Jean Faure aux fonctions de secrétaire du Sénat** (30 octobre 1990) (p. 2978).

27. – **Souhaits de bienvenue à une délégation de parlementaires zaïrois** (16 novembre 1990) (p. 3519) – *M. Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance.*

28. – **Souhaits de bienvenue à une délégation de parlementaires sud-africains** (27 novembre 1990) (p. 3994) – *M. Pierre-Christian Taittinger, vice-président du Sénat, président de séance.*

29. – **Souhaits de bienvenue à une délégation du Sénat polonais** (28 novembre 1990) (p. 4069) – *M. Michel Dreyfus-Schmidt, vice-président du Sénat, président de séance.*

30. – **Souhaits de bienvenue à un sénateur chilien** (4 décembre 1990) (p. 4501) – *M. Jean Chamant, vice-président du Sénat, président de séance.*

31. – **Souhaits de bienvenue à une délégation de parlementaires des Etats-Unis d'Amérique** (12 décembre 1990) (p. 5013) – *M. Michel Dreyfus-Schmidt, vice-président du Sénat, président de séance.*

32. – **Hommage à la mémoire de M. Gilles Boulouque, juge d'instruction** (13 décembre 1990) (p. 5034) – *M. Jean Chamant, vice-président du Sénat, président de séance.*

33. – **Souhaits de bienvenue à un sénateur italien** (14 décembre 1990) (p. 5106) – *M. Pierre-Christian Taittinger, vice-président du Sénat, président de séance.*

34. – **Allocution de M. Alain Poher, président du Sénat** (19 décembre 1990) (p. 5357, 5358) – Europe de l'Est – Parlement (rôle) – Commissions mixtes paritaires – Commissions parlementaires – Commissions d'enquête ou de contrôle – Missions d'information – Ordre du jour du Sénat – Parlement européen – Communautés européennes – Presse – Communication audiovisuelle – Golfe persique (crise) – Remerciements et vœux – *MM. Alain Poher, président du Sénat; Jean Poperen, ministre chargé des relations avec le Parlement.*

35. – **Ajournement du Sénat**, l'ordre du jour étant épuisé (20 décembre 1990) (p. 5430) – *M. Alain Poher, président du Sénat.*

Alsace et Moselle

Voir *Assurances*, 1

1. – **Proposition de loi portant diverses mesures d'harmonisation entre le droit applicable dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle et le droit applicable dans les autres départements**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Marcel Rudloff, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 22 décembre 1989 - 7 mars 1990) [n° 193 (89-90)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Marcel Rudloff (30 mai 1990) [n° 331 (89-90)] – Discussion (8 juin 1990) – Adoption (8 juin 1990) [n° 115].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (8 juin 1990) [n° 1430 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Edmond Gerrer (13 décembre 1990) [n° 1833 (9^e lég.)] – Discussion (17 décembre 1990) – Adoption (17 décembre 1990) [n° 438].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (17 décembre 1990) [n° 185 (90-91)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Marcel Rudloff (18 décembre 1990) [n° 152 (90-91)] – Discussion (19 décembre 1990) – Adoption (19 décembre 1990) [n° 77].

PROMULGATION : Loi n° 90-1248 du 29 décembre 1990 (*J.O. Lois et décrets* du 3 janvier 1991).

Discussion des conclusions du rapport

(8 juin 1990) (p. 1427, 1430).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1427, 1428) : *MM. Marcel Rudloff, rapporteur de la commission des lois; Lionel Stoléro, secrétaire d'Etat chargé du Plan.*

Conseil constitutionnel : *Rudloff (Marcel)* (p. 1427).

Corse (région) : *Rudloff (Marcel)* (p. 1427).

Droit civil : *Rudloff (Marcel)* (p. 1427); *Stoléro (Lionel)* (p. 1428).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1428, 1430) : *MM. Marcel Rudloff, rapporteur; Lionel Stoléro, secrétaire d'Etat; Henri de Raincourt, Michel Miroudot.*

Art. 1^{er} (*Régime des incapacités ; abrogation*) – Adopté (p. 1428).

Art. 2 (*Placements autorisés*) – Adopté (p. 1428).

Après l'art. 2 (p. 1429).

Adopté : amendement n° 1 de M. Henri de Raincourt, soutenu par M. Michel Miroudot : adjudication des lots de chasse dans les forêts domaniales ; introduction d'un droit de priorité au preneur en place, par analogie avec les régimes d'Alsace et de Moselle (p. 1429).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1429).

Art. 3 (*Abrogations*) – Adopté (p. 1429).

Art. 4 (*Mesures transitoires*) – Adopté (p. 1429).

Art. 5 (*Publicité du régime matrimonial*) – Adopté (p. 1429).

Art. 6 à 11 (*Sûretés et publicité foncière*) – Adoptés (p. 1429).

Art. 12 à 16 (*Redressement et liquidation judiciaire des entreprises*) – Adoptés (p. 1429, 1430).

Art. 17 (*Certificat d'héritier*) – Adopté (p. 1430).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1430) : *M. Roger Husson*.

Adoption (8 juin 1990) (p. 1430).

Discussion (deuxième lecture)

(19 décembre 1990) (p. 5351, 5353).

I – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 5351, 5353) : *MM. Georges Kiejman, ministre délégué auprès du ministre de la justice ; Marcel Rudloff, rapporteur de la commission des lois*.

Associations (droit des) : *Kiejman (Georges)* (p. 5352).

Chasse : *Kiejman (Georges)* (p. 5352).

Droit civil (harmonisation) : *Kiejman (Georges)* (p. 5352) ; *Rudloff (Marcel)* (p. 5352 ; 5353).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5353)

Art. 2 bis (p. 5353) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 15 – (p. 5353).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 5353) – *MM. Marcel Rudloff, Louis Jung*.

Adoption (19 décembre 1990) (p. 5353).

Aménagement du territoire

Voir *Gouvernement (déclarations), 2 ; 4*
Lois de finances, 1, Industrie et aménagement du territoire - II - Aménagement du territoire
Questions au Gouvernement n° 226 ; n° 235 ; n° 296
Questions orales sans débat n° 202 ; n° 205 ; n° 263

Aménagement rural

Voir *Lois de finances, 1, Agriculture et forêt ; Industrie et aménagement du territoire - II - Aménagement du territoire*

Amendements

Voir *Rappels au règlement, 4*

Amnistie

Voir *Rappels au règlement, 2 ; 3*

1. – Proposition de loi constitutionnelle tendant à interdire l'amnistie des infractions commises en relation avec le finance-

ment des campagnes et des partis politiques, PRESENTÉE AU SENAT, par Mme Hélène Luc, sénateur, et plusieurs de ses collègues (16 mai 1990) [n° 301 (89-90)] – Renvoi à la commission des lois.

Anciens combattants et victimes de guerre

Voir *Questions au Gouvernement n° 227*
Questions orales sans débat n° 167 ; n° 192

1. – Proposition de loi visant à attribuer aux veuves de combattants la qualité de ressortissantes de l'Office national des combattants et des victimes de guerre, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Guy Robert, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 22 décembre 1989-13 février 1990) [n° 181 (89-90)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

2. – Proposition de loi tendant à assouplir les conditions d'attribution de la Légion d'honneur aux anciens combattants de la guerre 1914-1918, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Edouard Le Jeune, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 22 décembre 1989-15 février 1990) [n° 186 (89-90)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

3. – Proposition de loi relative à l'attribution de la Légion d'honneur aux anciens combattants de la première guerre mondiale titulaires de la médaille militaire, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jean-Jacques Robert, sénateur (10 décembre 1990) [n° 142 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

Animaux

Voir *Questions orales sans débat n° 165*

Appellations d'origine

Voir *Agro-alimentaire (industrie), 1*

Apprentissage

Voir *Lois de finances, 1, Industrie et aménagement du territoire - III - Commerce et artisanat ; Travail, emploi, formation professionnelle et services communs*

Aquaculture

Voir *Pêche, 1 ; 2*
Questions orales sans débat n° 209

Argentine

Voir *Allocutions et communications, 24*

Armée

Voir *Lois de finances, 1, Défense*

Armement

Voir *Lois de finances, 1, Défense*

Armement nucléaire

Voir *Lois de finances, 1, Défense*

Asile (droit d')

Voir *Réfugiés et apatrides*, 1

Assemblée nationale

Voir *Allocutions et communications*, 2

Associations

Voir *Handicapés*, 1, Art. 4, Art. 4
Lois de finances, 1, Education nationale, jeunesse et sports
Questions orales sans débat n° 203

Assurance maladie maternité

Voir *Questions au Gouvernement* n° 270

Assurance veuvage

Voir *Questions orales avec débat* n° 102

Assurances

Voir *Handicapés*, 1, Art. 3, Art 3
Questions au Gouvernement n° 269

1. – **Proposition de loi tendant à l'introduction dans le code des assurances de dispositions particulières aux départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle**, PRÉSENTÉE AU SENAT, par M. Hubert Haenel, sénateur, et plusieurs de ses collègues (15 novembre 1989) [n° 54 (89-90)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Hubert Haenel (30 mai 1990) [n° 330 (89-90)] – Discussion (21 juin 1990) – Adoption (21 juin 1990) [n° 137].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (22 juin 1990) [n° 1503 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des lois.

Discussion des conclusions du rapport

(21 juin 1990) (p. 1971, 1978).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1971, 1974) : MM. Hubert Haenel, rapporteur de la commission des lois ; Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget ; Jean-Luc Bécart, Michel Darras.

Assurance automobile : Bécart (Jean-Luc) (p. 1973).

Assurance fluviale : Bérégovoy (Pierre) (p. 1972) ; Haenel (Hubert) (p. 1972).

Assurance vie : Bécart (Jean-Luc) (p. 1973).

Assurances (droit local) : Bécart (Jean-Luc) (p. 1973) ; Haenel (Hubert) (p. 1972).

Commission d'harmonisation du droit local : Bérégovoy (Pierre) (p. 1972) ; Darras (Michel) (p. 1973) ; Haenel (Hubert) (p. 1972 ; 1974).

Grand marché intérieur (CEE) : Darras (Michel) (p. 1973) ; Haenel (Hubert) (p. 1972).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1974, 1978) : MM. Pierre Bérégovoy, ministre ; Hubert Haenel, rapporteur ; Michel Darras.

Art. 1^{er} (Abrogation de la loi locale de 1908 : art. L. 111-4 du code des assurances) (p. 1974).

Adopté : amendement n° 1 du Gouvernement : coordination avec les dispositions relatives aux assurances fluviales (p. 1974).

– L'article 1^{er}, dans la rédaction de l'amendement n° 1, est adopté (p. 1974).

Art. 2 (Insertion dans le code des assurances des dispositions particulières applicables aux départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle) (p. 1974).

TITRE IX : DISPOSITIONS PARTICULIERES AUX DEPARTEMENTS DU BAS-RHIN, DU HAUT-RHIN ET DE LA MOSELLE.**Chapitre premier : Dispositions générales.**

ART. L. 191-1 DU CODE DES ASSURANCES (*Champ d'application des dispositions particulières*) – Adopté (p. 1974).

ART. L. 191-2 (*Situation du risque*) – Adopté (p. 1974).

ART. L. 191-3 (*Dispositions impératives*) – Adopté (p. 1975).

ART. L. 191-4 (*Non application de la règle proportionnelle*) – Adopté (p. 1975).

ART. L. 191-5 (*Déchéance pour déclaration tardive*) – Adopté (p. 1975).

ART. L. 191-6 (*Dénonciation du contrat*) – Adopté (p. 1975).

ART. L. 191-7 (*Provision et pénalités de retard*) – Adopté (p. 1975).

Chapitre II : Dispositions applicables aux assurances non fluviales.

ART. L. 192-1 (*Délai de prescription en matière d'assurance-vie*) – Adopté (p. 1975).

ART. L. 192-2 (*Suspension du contrat d'assurance*) – Adopté (p. 1975).

ART. L. 192-3 (*Champ d'application de l'assurance-incendie*) – Adopté (p. 1975).

ART. L. 192-4 (*Protection des créanciers de l'assuré*) – Adopté (p. 1975).

ART. L. 192-5 (*Protection des créanciers des assurés en cas de reconstruction d'un bâtiment sinistré*) – Adopté (p. 1975).

ART. L. 192-6 (*Protection des créanciers de l'assuré en cas de changement de domicile des créanciers*) – Adopté (p. 1975).

ART. L. 192-7 (*Protection des créanciers de l'assuré : application des dispositions des articles de la loi locale de 1908 et du code civil local*) – Adopté (p. 1975).

Chapitre III : Dispositions applicables aux assurances fluviales.

ART. L. 193-1 (*Application d'un régime dérogatoire pour les assurances fluviales*) (p. 1975).

Adopté : amendement n° 2 du Gouvernement : coordination avec l'amendement n° 1 à l'article 1^{er} (p. 1976).

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 2, est adopté (p. 1976).

Section I : Les assurances sur corps.

ART. L. 193-2 (*Risques garantis par l'assureur du bateau*) (p. 1976).

Adopté : amendement n° 3 du Gouvernement : suppression du texte proposé par coordination avec les amendements précédents (p. 1976).

– Le texte proposé est supprimé (p. 1976).

ART. L. 193-3 (*Exclusion des garanties*) (p. 1976).

Adopté : amendement n° 4 du Gouvernement : suppression du texte proposé par coordination avec les amendements précédents (p. 1976).

– Le texte proposé est supprimé (p. 1976).

ART. L. 193-4 (*Régime des biens et des marchandises assurés*) (p. 1976).

Adopté : amendement n° 5 du Gouvernement : suppression du texte proposé par coordination avec les amendements précédents (p. 1976).

– Le texte proposé est supprimé (p. 1976).
 ART. L. 193-5 (*Régime de l'assurance au voyage*) (p. 1976).
Adopté : amendement n° 6 du Gouvernement : suppression du texte proposé par coordination avec les amendements précédents (p. 1976).

– Le texte proposé est supprimé (p. 1976).
 ART. L. 193-6 (*Régime de l'assurance à temps*) (p. 1976).
Adopté : amendement n° 7 du Gouvernement : suppression du texte proposé par coordination avec les amendements précédents (p. 1976).

– Le texte proposé est supprimé (p. 1976).
 ART. L. 193-7 (*Résiliation du contrat en cas d'aggravation du risque ou de vente du bateau*) (p. 1976).
Adopté : amendement n° 8 du Gouvernement : suppression du texte proposé par coordination avec les amendements précédents (p. 1977).

– Le texte proposé est supprimé (p. 1977).
 ART. L. 193-8 (*Détermination de la valeur assurée*) (p. 1977).
Adopté : amendement n° 9 du Gouvernement : suppression du texte proposé par coordination avec les amendements précédents (p. 1977).

– Le texte proposé est supprimé (p. 1977).
 Section II : *Assurances sur facultés*.
 ART. L. 193-9 (*Biens assurés*) (p. 1977).
Adopté : amendement n° 10 du Gouvernement : suppression du texte proposé par coordination avec les amendements précédents (p. 1977).

– Le texte proposé est supprimé (p. 1977).
 ART. L. 193-10 (*Exclusions de garantie*) (p. 1977).
Adopté : amendement n° 11 du Gouvernement : suppression du texte proposé par coordination avec les amendements précédents (p. 1977).

– Le texte proposé est supprimé (p. 1977).
 ART. L. 193-11 (*Durée de la garantie*) (p. 1977).
Adopté : amendement n° 12 du Gouvernement : suppression du texte proposé par coordination avec les amendements précédents (p. 1977).

– Le texte proposé est supprimé (p. 1977).
 ART. L. 193-12 (*Garantie des allèges*) (p. 1977).
Adopté : amendement n° 13 du Gouvernement : suppression du texte proposé par coordination avec les amendements précédents (p. 1977).

– Le texte proposé est supprimé (p. 1977).
 ART. L. 193-13 (*Exclusion de garantie*) (p. 1977).
Adopté : amendement n° 14 du Gouvernement : suppression du texte proposé par coordination avec les amendements précédents (p. 1977).

– Le texte proposé est supprimé (p. 1977).
 ART. L. 193-14 (*Détermination de la valeur assurée*) (p. 1977).
Adopté : amendement n° 15 du Gouvernement : suppression du texte proposé par coordination avec les amendements précédents (p. 1978).

– Le texte proposé est supprimé (p. 1978).
 Section III : *Dispositions communes*.
 ART. L. 193-15 (*Obligations de l'assuré en cas de survenance du dommage*) (p. 1978).
Adopté : amendement n° 16 du Gouvernement : suppression du texte proposé par coordination avec les amendements précédents (p. 1978).

– Le texte proposé est supprimé (p. 1978).
 ART. L. 193-16 (*Dépenses prises en charge par l'assureur*) (p. 1978).
Adopté : amendement n° 17 du Gouvernement : suppression du texte proposé par coordination avec les amendements précédents (p. 1978).

– Le texte proposé est supprimé (p. 1978).
 ART. L. 193-17 (*Indemnisation : obligations de l'assureur*) (p. 1978).
Adopté : amendement n° 18 du Gouvernement : suppression du texte proposé par coordination avec les amendements précédents (p. 1978).

– Le texte proposé est supprimé (p. 1978).
 ART. L. 193-18 (*Obligation pour l'assuré de déclarer les sinistres*) (p. 1978).
Adopté : amendement n° 19 du Gouvernement : suppression du texte proposé par coordination avec les amendements précédents (p. 1978).

– Le texte proposé est supprimé (p. 1978).
 ART. L. 193-19 (*Assurance maritime*) (p. 1978).
Adopté : amendement n° 20 du Gouvernement : suppression du texte proposé par coordination avec les amendements précédents (p. 1978).

– Le texte proposé est supprimé (p. 1978).
 – L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 1978).
 Après l'art. 2 (p. 1978).
Adopté : amendement n° 21 du Gouvernement : amendement de coordination (p. 1978).

– Un article additionnel est inséré dans la proposition de loi (p. 1978).
 Adoption (21 juin 1990) (p. 1978).

Audiovisuel (programmes)

Voir *Questions au Gouvernement* n° 227 ; n° 266

Australie

Voir *Allocutions et communications*, 23
Traités et conventions, 9

Automobile (industrie)

Voir *Questions au Gouvernement* n° 224, n° 302
Sociétés civiles et commerciales, 1

Autoroutes

Voir *Questions au Gouvernement* n° 205
Questions orales sans débat n° 171 ; n° 207

Aviation civile

Voir *Transports*, 2

Avocats

Voir *Justice*, 4

B**Baccalauréats**

Voir *Lois de finances, 1*, Education nationale - Enseignements scolaire et supérieur

Banlieues

Voir *Questions au Gouvernement n° 280*

Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD)

Voir *Traités et conventions, 23*

Banques et établissements financiers

Voir *Collectivités territoriales, 2*
Drogue (trafic), 1
Traités et conventions, 23

Bâtiment et travaux publics

1. - **Projet de loi relatif au contrat de construction d'une maison individuelle**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Michel Delebarre, ministre de l'équipement, et par M. Louis Besson, ministre chargé du logement (15 mai 1990) [n° 298 (89-90)] - Renvoi à la commission des affaires économiques - Rapport de M. Robert Laucournet (Rattaché au procès-verbal de la séance du 27 août 1990 - 25 septembre 1990) [n° 480 (89-90)] - Discussion (10 octobre 1990) - Adoption (10 octobre 1990) [n° 7].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (11 octobre 1990) [n° 1644 (9^e lég.)] - Renvoi à la commission de la production - Rapport de M. Roger Leron (14 novembre 1990) [n° 1697 (9^e lég.)] - Discussion (20 novembre 1990) - Adoption (20 novembre 1990) [n° 388].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (21 novembre 1990) [n° 92 (90-91)] - Renvoi à la commission des affaires économiques - Rapport de M. Robert Laucournet (6 décembre 1990) [n° 133 (90-91)] - Discussion (11 décembre 1990) - Adoption (11 décembre 1990) [n° 49].

PROMULGATION : Loi n° 90-1129 du 19 décembre 1990 (J.O. Lois et décrets du 22 décembre 1990).

Discussion (première lecture)

(10 octobre 1990) (p. 2622, 2623).

I - DISCUSSION GENERALE (p. 2622, 2634) : MM. Louis Besson, ministre chargé du logement ; Robert Laucournet, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Jean Simonin, Ernest Cartigny, William Chervy, Louis Moinard, Jean-Luc Bécart .

Accédants à la propriété : Bécart (Jean-Luc) (p. 2632) ; Besson (Louis) (p. 2622 ; 2633) ; Cartigny (Ernest) (p. 2629) ; Chervy (William) (p. 2630) ; Moinard (Louis) (p. 2631).

Aide personnalisée au logement (APL) : Bécart (Jean-Luc) (p. 2632) ; Besson (Louis) (p. 2623 ; 2633).

Allocation logement : Besson (Louis) (p. 2634).

Artisans : Chervy (William) (p. 2629 ; 2630) ; Laucournet (Robert) (p. 2627) ; Moinard (Louis) (p. 2631).

Assurances : Simonin (Jean) (p. 2628).

Banques et établissements financiers : Besson (Louis) (p. 2624) ; Laucournet (Robert) (p. 2626) ; Simonin (Jean) (p. 2628).

Cautionnement : Bécart (Jean-Luc) (p. 2632) ; Besson (Louis) (p. 2625 ; 2633) ; Laucournet (Robert) (p. 2626 ; 2627).

Concurrence : Besson (Louis) (p. 2624) ; Chervy (William) (p. 2630) ; Laucournet (Robert) (p. 2626).

Construction : Besson (Louis) (p. 2622).

Contrats ou conventions : Besson (Louis) (p. 2623 ; 2624) ; Cartigny (Ernest) (p. 2628) ; Laucournet (Robert) (p. 2626 ; 2627).

Entreprises : Besson (Louis) (p. 2624) ; Laucournet (Robert) (p. 2626) ; Simonin (Jean) (p. 2628).

Entreprises (pratiques illicites) : Cartigny (Ernest) (p. 2628 ; 2629) ; Laucournet (Robert) (p. 2626).

Entreprises (sous-traitance) : Besson (Louis) (p. 2624 ; 2633) ; Cartigny (Ernest) (p. 2629) ; Chervy (William) (p. 2629 ; 2631) ; Laucournet (Robert) (p. 2625 ; 2627) ; Simonin (Jean) (p. 2628).

Environnement : Besson (Louis) (p. 2623) ; Cartigny (Ernest) (p. 2629).

Fiscalité locale : Besson (Louis) (p. 2633).

Logement : Besson (Louis) (p. 2623).

Logement (aides au) : Simonin (Jean) (p. 2627).

Logement (droit au) : Besson (Louis) (p. 2625).

Logement (information) : Chervy (William) (p. 2630).

Maison individuelle : Besson (Louis) (p. 2622) ; Chervy (William) (p. 2629) ; Laucournet (Robert) (p. 2625) ; Moinard (Louis) (p. 2631) ; Simonin (Jean) (p. 2627).

Ménages : Laucournet (Robert) (p. 2626).

Peines et amendes : Besson (Louis) (p. 2625) ; Cartigny (Ernest) (p. 2629) ; Moinard (Louis) (p. 2631).

Presse : Laucournet (Robert) (p. 2625).

Prêts d'accession à la propriété (PAP) : Besson (Louis) (p. 2623 ; 2633) ; Simonin (Jean) (p. 2627).

Prêts : Bécart (Jean-Luc) (p. 2632) ; Besson (Louis) (p. 2623).

Prix : Chervy (William) (p. 2631).

Propriété (droit) : Besson (Louis) (p. 2623).

Réception des travaux : Chervy (William) (p. 2630) ; Simonin (Jean) (p. 2628).

Redressement et liquidation judiciaires : Bécart (Jean-Luc) (p. 2632) ; Chervy (William) (p. 2629 ; 2630) ; Laucournet (Robert) (p. 2626) ; Moinard (Louis) (p. 2631).

Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) : Bécart (Jean-Luc) (p. 2632).

Terrains à bâtir : Simonin (Jean) (p. 2628).

Travail : Besson (Louis) (p. 2624).

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2624, 2653) : MM. Robert Laucournet, rapporteur ; Louis Besson, ministre ; Jean-Luc Bécart, Henri Collette, Jean Simonin, Louis Moinard, Philippe Adnot.

Art. 1^{er} (Modifications du code de la construction et de l'habitation) (p. 2634).

ARTICLE L. 230-1 DU CODE DE LA CONSTRUCTION ET DE L'HABITATION (Caractère d'ordre public) - Adopté (p. 2636).

ARTICLE L. 231-1 (Champ d'application du contrat de construction avec fourniture de plan) (p. 2636).

Adoptés : amendements de la commission, nos 1 et 2, rédactionnels (p. 2636) - N° 3 : impossibilité pour les constructeurs d'échapper à l'obligation de souscrire un contrat de construction de maison individuelle (p. 2636) - Et n° 4 : sens de la dénomination « constructeur » (p. 2637).

- Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2637).

ARTICLE L. 231-2 (*Enonciations obligatoires du contrat de construction avec fourniture de plan*) (p. 2637).

Adoptés : amendements de la commission, n° 5 : mention claire et précise des caractéristiques techniques relatives au raccordement aux réseaux (p. 2637) – N° 6 : charge pour le constructeur de décrire et de chiffrer les travaux dont le maître d'ouvrage se réserve l'exécution (p. 2637) – N° 7 : assistance d'un professionnel agréé à la réception de l'ouvrage (p. 2638) – Et n° 8 : obligation de faire figurer au contrat l'indication de l'obtention du permis de construire dont une copie y est annexée (p. 2638) – Sur l'amendement n° 7 de la commission, sous-amendement n° 42 du Gouvernement (p. 2638) – Sur l'amendement n° 8 de la commission, sous-amendement n° 43 du Gouvernement (p. 2638).

Devenu sans objet : amendement n° 31 de M. Jean-Luc Bécart : assistance du maître d'ouvrage, lors de la réception, soit par un tiers, soit par un professionnel agréé (p. 2638).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2638).

APRES L'ARTICLE L. 231-2 (p. 2638).

Adoptés : amendement n° 9 de la commission : clauses réputées non écrites (p. 2639) ; sous-amendement n° 44 du Gouvernement (p. 2639).

– Un article additionnel est inséré dans le code de la construction et de l'habitation (p. 2639).

ARTICLE L. 231-3 (*Conclusions du contrat de construction avec fourniture de plan*) (p. 2639).

Adoptés : amendements de la commission, n° 10 : conditions suspensives (p. 2640) – N° 11, rédactionnel (p. 2640) – Et n° 12 : faculté de rétractation du maître d'ouvrage (p. 2640) – Amendement n° 34 de M. Henri Collette : cas des paiements au constructeur avant la date d'ouverture du chantier (p. 2641) – Sur l'amendement n° 10 de la commission, sous-amendements n°s 45, 46 et 47 du Gouvernement (p. 2640).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2641).

ARTICLE L. 231-4 (*Fourniture indirecte du terrain*) – Adopté (p. 2641).

ARTICLE L. 231-5 (*Régime de la garantie de livraison*) (p. 2641).

Adoptés : amendements de la commission, n° 13 : situation du garant (p. 2642) – Et n° 14 : cessation de la garantie (p. 2642).

Rejeté : amendement n° 32 de M. Jean-Luc Bécart : suppression de la franchise en cas de dépassement du prix convenu (p. 2641).

Devenu sans objet : amendement n° 48 du Gouvernement : responsabilisation du garant (p. 2642).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2642).

ARTICLE L. 231-6 (*Régime du contrat de construction avec fourniture de plan*) (p. 2642).

Adoptés : amendements de la commission, n° 15 : coordination avec son amendement n° 11 (p. 2642) – Et n° 16 : information du garant (p. 2643).

Devenu sans objet : amendement n° 49 du Gouvernement : possibilité pour le garant d'exiger d'être informé par le constructeur des versements effectués (p. 2643).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2643).

ARTICLE L. 231-7 (*Dispositions diverses*) (p. 2643).

Adoptés : amendements de la commission, n° 17 : coordination avec son amendement n° 4 (p. 2643) – N° 18 : coordination avec son amendement n° 27 (p. 2643) – Et n° 19 : impossibilité pour le maître d'ouvrage de dénoncer les vices apparents dans le mois qui suit la réception s'il s'y est fait assister par un professionnel agréé (p. 2645) – Sur l'amendement n° 19 de la commission, sous-amendement n° 50 du Gouvernement (p. 2644).

Devenu sans objet : amendement n° 30 de M. Jean Simonin : suppression du dernier alinéa du texte proposé, relatif à la pos-

siibilité pour le maître d'ouvrage de dénoncer les vices apparents non signalés lors de la réception dans le délai d'un mois (p. 2645).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2645).

ARTICLE L. 231-8 (*Notice d'information*) – Adopté (p. 2645).

ARTICLE L. 231-9 (*Obligations du prêteur*) (p. 2645).

Adoptés : amendement n° 20 de la commission : émission de l'offre de prêt et responsabilité du prêteur (p. 2646) ; sous-amendement n° 36 de M. Henri Collette (p. 2646).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2646).

ARTICLE L. 231-10 et L. 231-11 (*Révision du prix*) – Adoptés (p. 2646).

ARTICLE L. 231-12 (*Contrat de sous-traitance*) (p. 2646).

Adoptés : amendement rédactionnel n° 21 de la commission (p. 2646) – Amendement n° 39 de M. Louis Moinard : modalités de règlement du prix (p. 2648).

Rejetés : amendements de M. Henri Collette, n° 37 : mention dans le contrat de sous-traitance conclu par écrit des modalités et des délais de règlement contractuellement acceptés par les parties (p. 2647) – Et n° 38 : jonction au contrat de la justification par le sous-traitant de l'assurance de sa responsabilité professionnelle et de son inscription au registre du commerce (p. 2649).

Retiré : amendement n° 40 de M. Louis Moinard : garanties en faveur du sous-traitant (p. 2648).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2649).

ARTICLE L. 232-1 (*Contrat de construction sans fourniture de plan*) (p. 2649).

Adoptés : amendements de la commission, n° 23 : restriction du contrat de louage d'ouvrages réglementés aux travaux de « gros oeuvres, de clos et de couvert » (p. 2649) – N° 24, de coordination (p. 2650) – Et n° 25 : mention, sur le contrat, de l'engagement pris par l'entrepreneur de fournir l'attestation de garantie au plus tard à la date d'ouverture du chantier (p. 2650) – Sur l'amendement n° 24 de la commission, sous-amendement n° 51 du Gouvernement (p. 2650).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2650).

ARTICLE L. 232-2 (*Régime du contrat de construction sans fourniture de plan*) (p. 2650).

Adopté : amendement de coordination n° 26 de la commission (p. 2650).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2650).

– L'article 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 2650).

Art. 2 (*Modifications de références*) (p. 2650).

Adopté : amendement de coordination n° 28 de la commission (p. 2650).

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 2650).

Art. 3 (*Coordination*) – Adopté (p. 2650).

Art. 4 (*Sanctions pénales : insertion des articles L. 241-8 et L. 241-9 dans le code de la construction et de l'habitation*) (p. 2650).

ARTICLE L. 241-8 (p. 2650).

Adopté : amendement de coordination n° 29 de la commission (p. 2651).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2651).

ARTICLE L. 241-9 (p. 2651).

Retiré : amendement n° 41 de M. Louis Moinard : peines et amendes prévues pour quiconque aura satisfait à toutes les énonciations exigées par l'article L. 231-12 nouveau dudit code (p. 2651).

– Le texte proposé est adopté (p. 2651).

– L'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 2651).

Art. 5 (*Modification de l'article L. 242-2 du code de la construction et de l'habitation*) – Adopté (p. 2651).

Art. 6 (*Délai de rétractation*) – Adopté (p. 2651).

Art. 7 (*Entrée en vigueur de la présente loi*) – Adopté (p. 2651).

Explications de vote sur l'ensemble : MM. Roland Courteau, Henri Collette, Jean Simonin, Richard Pouille, Ernest Cartigny ; intervention de M. Louis Besson, ministre (p. 2651, 2653).

Adoption (10 octobre 1990) (p. 2653).

Discussion (deuxième lecture)

(11 décembre 1990) (p. 4973, 4979).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 4973, 4975) : MM. Louis Besson, ministre chargé du logement ; Robert Laucournet, rapporteur de la commission des affaires économiques.

Sous-traitance : Besson (Louis) (p. 4973) ; Laucournet (Robert) (p. 4974).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4976, 4977)

Art. 1^{er} et 4 – Adoptés (p. 4977).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 4978, 4979) : MM. Louis Moinard, Jean-Pierre Demerliat, Félix Leyzour.

Adoption (11 décembre 1990) (p. 4979).

Belgique

Voir *Allocutions et communications*, 22

Berlin

Voir *Rapports d'information*, 20

Bibliothèques

Voir *Missions d'information*, 4

Bretagne (région)

Voir *Questions orales sans débat* n° 202

Bruit

Voir *Questions orales sans débat* n° 270

Budget

Voir *Questions au Gouvernement* n° 277

Budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA)

Voir *Questions orales sans débat* n° 277

Budget de l'Etat

Voir *Gouvernement (déclarations)*, 1
Lois de règlement, 1

Bulgarie

Voir *Missions d'information*, 3
Traités et conventions, 33

Bureau du Sénat

Voir *Allocutions et communications*, 25 ; 26
Rappels au règlement, 57

C**Câble (technologie)**

Voir *Postes et télécommunications (P et T)*, 1

Calamités et catastrophes

Voir *Collectivités territoriales d'outre-mer*, 1
Questions au Gouvernement n° 210

I. – **Proposition de loi relative à l'indemnisation des victimes des incendies de l'espace forestier et rural**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Louis Minetti, sénateur, et plusieurs de ses collègues (15 mai 1990) [n° 292 (89-90)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Louis Minetti (12 décembre 1990) [n° 155 (90-91)].

Campagnes électorales

Voir *Elections*, 5
Questions orales sans débat n° 116

Canada

Voir *Missions d'information*, 4
Traités et conventions, 20

Caoutchouc

Voir *Traités et conventions*, 7

Chasse

Voir *Questions orales sans débat* n° 209 ; n° 210 ; n° 213 ; n° 214 ; n° 220

I. – **Proposition de loi portant dispositions relatives à l'exploitation de la chasse dans les bois, forêts et terrains appartenant à l'Etat**, PRESENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, par M. Louis Mermaz, député, et plusieurs de ses collègues (13 juin 1990) [n° 1444 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Georges Colin (2 octobre 1990) [n° 1596 (9^e lég.)] – Discussion (5 octobre 1990) – Adoption (5 octobre 1990) [n° 377].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (5 octobre 1990) [n° 13 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Henri de Raincourt (10 octobre 1990) [n° 30 (90-91)] – Discussion (18 octobre 1990) – Adoption (18 octobre 1990) [n° 15].

PROMULGATION : Loi n° 90-969 du 29 octobre 1990 (*J.O.* Lois et décrets du 1^{er} novembre 1990).

Discussion (première lecture)

(18 octobre 1990) (p. 2922, 2926).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2922, 2925) : MM. Henri de Raincourt, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Jacques Bellanger, Etienne Dailly, Louis Mermaz, ministre de l'agriculture.

Adjudications : Bellanger (Jacques) (p. 2923) ; Dailly (Etienne) (p. 2923 ; 2924) ; Mermaz (Louis) (p. 2925) ; Raincourt (Henri de) (p. 2922 ; 2923).

Alsace (région) : Dailly (Etienne) (p. 2923) ; Raincourt (Henri de) (p. 2922).

Associations de chasse : Raincourt (Henri de) (p. 2922).

Bicaméralisme : Raincourt (Henri de) (p. 2922).

Chasse : Bellanger (Jacques) (p. 2923) ; Dailly (Etienne) (p. 2923) ; Mermaz (Louis) (p. 2922) ; Raincourt (Henri de) (p. 2922 ; 2923).

Chasse (à l'arc) : Raincourt (Henri de) (p. 2923).

Conseil constitutionnel : Raincourt (Henri de) (p. 2923).

Forêts : Dailly (Etienne) (p. 2923) ; Raincourt (Henri de) (p. 2922 ; 2923).

Gardes chasse : Raincourt (Henri de) (p. 2923).

Gibier : Raincourt (Henri de) (p. 2923).

Gouvernement : Raincourt (Henri de) (p. 2923).

Moselle : Dailly (Etienne) (p. 2923) ; Raincourt (Henri de) (p. 2922).

Office national des forêts (ONF) : Bellanger (Jacques) (p. 2923) ; Raincourt (Henri de) (p. 2922).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2925, 2926) : MM. Henri de Raincourt, rapporteur ; Henri Goetschy.

Art. unique (*Attribution d'un droit de priorité au locataire sortant, en cas d'adjudication de lots de chasse dans les forêts domaniales*) (p. 2925).

Retirés : amendement n° 2 de M. Henri Goetschy : possibilité pour l'autorité compétente de procéder au renouvellement du bail avec le locataire sortant, de nationalité française ou citoyen de la Communauté européenne, par procédure de gré à gré (p. 2925) – Amendement n° 1 de M. Henri de Raincourt : détermination par décret en Conseil d'Etat et conditions dans lesquelles en cas d'adjudication publique en vue de la location du droit de chasse, l'autorité compétente peut accorder au locataire sortant une priorité, au prix de l'enchère la plus élevée (p. 2925).

– L'article unique est adopté (p. 2925).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2926) : MM. Etienne Dailly, Jean Garcia.

Adoption (18 octobre 1990) (p. 2926).

Chili

Voir *Allocutions et communications*, 14

Chine

Voir *Questions au Gouvernement* n° 201
Rapports d'information, 4

Chômage

Voir *Emploi*, 1
Lois de finances, 1, Travail, emploi, formation professionnelle et services communs

Cimetières et pompes funèbres

Voir *Allocutions et communications*, 8
Rappels au règlement, 8

I. – **Proposition de loi visant à la moralisation de la profession de vendeurs et commerçants de monuments, de pierres tombales et de fournitures funéraires**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Roger Husson, sénateur (20 avril 1990) [n° 251 (89-90)] – Renvoi à la commission des affaires économiques.

Circonscriptions électorales

Voir *Elections*, 8
Questions orales sans débat n° 252

Circulation routière

Voir *Environnement*, 3

Questions orales sans débat n° 171
Rappels au règlement, 29

1. – **Proposition de loi relative aux conditions de passage du permis de conduire**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jean-Luc Melenchon, sénateur et plusieurs de ses collègues (22 mai 1990) [n° 314 (89-90)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

2. – **Projet de loi portant diverses dispositions en matière de sécurité routière et maritime**, PRÉSENTÉ À L'ASSEMBLÉE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Michel Delebarre, ministre de l'équipement, par M. Jacques Mellick, ministre chargé de la mer, et par M. Georges Sarre, secrétaire d'Etat chargé des transports routiers et fluviaux (23 mai 1990) [n° 1394 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Léo Grezard (2 octobre 1990) [n° 1594 (9^e lég.)] – Avis oral de M. Jean-Pierre Baeumler – Discussion (2 octobre 1990) – Adoption (2 octobre 1990) [n° 371].

NOUVEL INTITULE : « **Projet de loi portant diverses dispositions en matière de sécurité routière** ».

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIÈRE LECTURE) (3 octobre 1990) [n° 2 (90-91)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Louis Virapoullé (16 octobre 1990) [n° 38 (90-91)] – Discussion (23 octobre 1990) – Adoption (23 octobre 1990) [n° 17].

PROMULGATION : Loi n° 90-977 du 31 octobre 1990 (J.O. Lois et décrets du 4 novembre 1990).

Discussion (première lecture)

(23 octobre 1990) (p. 2960, 2970).

I – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2960, 2967) : MM. Michel Delebarre, ministre de l'équipement ; Louis Virapoullé, rapporteur de la commission des lois ; Guy Allouche, Félix Leyzour, Georges Sarre, secrétaire d'Etat chargé des transports routiers et fluviaux.

Accidents de la circulation : Delebarre (Michel) (p. 2960) ; Sarre (Georges) (p. 2966).

Alcootests : Allouche (Guy) (p. 2964) ; Delebarre (Michel) (p. 2961) ; Leyzour (Félix) (p. 2965) ; Sarre (Georges) (p. 2967) ; Virapoullé (Louis) (p. 2962).

Amendes : Allouche (Guy) (p. 2964) ; Delebarre (Michel) (p. 2961) ; Virapoullé (Louis) (p. 2963).

Automobile (industrie) : Sarre (Georges) (p. 2966).

Carte grise : Allouche (Guy) (p. 2964) ; Delebarre (Michel) (p. 2961) ; Leyzour (Félix) (p. 2965) ; Sarre (Georges) (p. 2967) ; Virapoullé (Louis) (p. 2963).

Circulation routière : Leyzour (Félix) (p. 2965).

Code de la route : Allouche (Guy) (p. 2964) ; Delebarre (Michel) (p. 2960) ; Leyzour (Félix) (p. 2965) ; Sarre (Georges) (p. 2966) ; Virapoullé (Louis) (p. 2962).

Police judiciaire : Allouche (Guy) (p. 2964) ; Leyzour (Félix) (p. 2965) ; Sarre (Georges) (p. 2966) ; Virapoullé (Louis) (p. 2962).

Prévention routière : Delebarre (Michel) (p. 2961) ; Sarre (Georges) (p. 2966 ; 2967).

Réseau routier et autoroutier : Delebarre (Michel) (p. 2960).

Sécurité routière : Allouche (Guy) (p. 2963) ; Delebarre (Michel) (p. 2961) ; Virapoullé (Louis) (p. 2962).

Société nationale des chemins de fer français (SNCF) : Leyzour (Félix) (p. 2966).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2967, 2968) : MM. Michel Delebarre, ministre ; Louis Virapoullé, rapporteur ; Guy Allouche, Félix Leyzour, Georges Sarre, secrétaire d'Etat ; Emmanuel Hamel, Louis Jung, Jacques Sourdille.

Art. 1^{er} (Contrôle de l'alcoolémie des conducteurs de véhicule à l'initiative des officiers de police judiciaire) (p. 2967).

Parole sur l'article : M. Emmanuel Hamel (p. 2967).

– L'article 1^{er} est adopté (p. 2967).

Art. 2 (Immobilisation et mise en fourrière des véhicules à deux roues à moteur dont le conducteur circule sans casque) (p. 2967).

Retiré : amendement n° 1 de la commission : suppression de la référence aux « équipements obligatoires destinés à garantir la sécurité » (p. 2968).

– L'article 2 est adopté (p. 2968).

Art. 3 (Obligation du propriétaire d'un véhicule d'occasion de remettre à l'acquéreur un certificat récent établissant la non-opposition au transfert du certificat d'immatriculation) – Adopté (p. 2968).

Art. 4 bis (Date d'entrée en vigueur) – Adopté (p. 2968).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2969, 2970) : MM. Jacques Sourdille, Guy Allouche ; interventions de M. Michel Delebarre, ministre et de M. Louis Jung.

Adoption (23 octobre 1990) (p. 2970).

3. – **Projet de loi insérant au livre II (partie législative) du code de la route un titre VIII relatif à l'enregistrement et à la communication des informations relatives à la documentation exigée pour la conduite et la circulation des véhicules**, PRÉSENTÉ AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur (4 octobre 1990) [n° 5 (90-91)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jacques Thyraud (25 octobre 1990) [n° 56 (90-91)] – Urgence – Discussion (30 octobre 1990) – Adoption (30 octobre 1990) [n° 28].

TRANSMISSION À L'ASSEMBLÉE NATIONALE (PREMIÈRE LECTURE) (31 octobre 1990) [n° 1689 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Marcel Charmant (29 novembre 1990) [n° 1768 (9^e lég.)] – Discussion (4 décembre 1990) – Adoption (4 décembre 1990) [n° 409].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIÈME LECTURE) (5 décembre 1990) [n° 124 (90-91)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jacques Thyraud (10 décembre 1990) [n° 144 (90-91)] – Discussion (11 décembre 1990) – Adoption (11 décembre 1990) [n° 47].

PROMULGATION : Loi n° 90-1131 du 19 décembre 1990 (J.O. Lois et décrets du 22 décembre 1990).

Discussion (première lecture)

(30 octobre 1990) (p. 3077, 3086).

I – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3082, 3085) : MM. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur ; Jacques Thyraud, rapporteur de la commission des lois ; Guy Allouche, Bernard Laurent, Louis Virapoullé.

Carte grise : Allouche (Guy) (p. 3080) ; Joxe (Pierre) (p. 3077 ; 3078) ; Laurent (Bernard) (p. 3081) ; Thyraud (Jacques) (p. 3079) ; Virapoullé (Louis) (p. 3081).

Compagnies d'assurances : Joxe (Pierre) (p. 3078).

Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) : Allouche (Guy) (p. 3080) ; Joxe (Pierre) (p. 3078) ; Thyraud (Jacques) (p. 3079).

Informatique : Allouche (Guy) (p. 3080) ; Joxe (Pierre) (p. 3077 ; 3078 ; 3081 ; 3082) ; Laurent (Bernard) (p. 3080 ; 3081) ; Thyraud (Jacques) (p. 3079) ; Virapoullé (Louis) (p. 3081).

Libertés publiques : Allouche (Guy) (p. 3080) ; Joxe (Pierre) (p. 3078 ; 3082) ; Laurent (Bernard) (p. 3081) ; Thyraud (Jacques) (p. 3079) ; Virapoullé (Louis) (p. 3081).

Permis de conduire : Allouche (Guy) (p. 3080) ; Joxe (Pierre) (p. 3077 ; 3078 ; 3082) ; Laurent (Bernard) (p. 3081) ; Thyraud (Jacques) (p. 3079 ; 3080) ; Virapoullé (Louis) (p. 3081).

Sécurité routière : Joxe (Pierre) (p. 3081) ; Laurent (Bernard) (p. 3081) ; Virapoullé (Louis) (p. 3081).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3082, 3085) : MM. Jacques Thyraud, rapporteur ; Pierre Joxe, ministre.

Art. 1^{er} (Titre VIII : enregistrement et communication des informations relatives à la documentation exigée pour la conduite et la circulation des véhicules) (p. 3082).

ARTICLE L. 30 du code de la route (Enregistrement des renseignements relatifs à la documentation exigée pour la conduite et la circulation des véhicules) (p. 3082).

Adoptés : amendement n° 1 de la commission : enregistrement des décisions administratives à caractère définitif (p. 3083) ; sous-amendement n° 7 du Gouvernement (p. 3083) – Amendement n° 2 de la commission : enregistrement des décisions judiciaires à caractère définitif (p. 3083).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 3083).

ARTICLE L. 31 (Automatisation du traitement des informations mentionnées à l'article L. 30 dans le cadre de la loi du 6 janvier 1978 relatif à l'informatique, aux fichiers et aux libertés) – Adopté (p. 3083).

ARTICLE L. 32 (Durée de la conservation des informations) (p. 3083).

Adoptés : amendements de la commission, n° 3 : effacement d'une mesure administrative annulée au jour de la décision judiciaire ou administrative prononçant cette annulation – N° 4, de conséquence – Et n° 5 : cas de réduction du délai de conservation des données (p. 3083, 3084).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 3084).

ARTICLE L. 33 (Droit du titulaire du permis de conduire à la communication du relevé intégral des mentions le concernant) – Adopté (p. 3084).

ARTICLE L. 34 (Destinataires autre que le titulaire du relevé intégral des mentions relatives au permis de conduire) – Adopté (p. 3084).

ARTICLE L. 35 (Accès aux informations relatives à l'existence, la catégorie et la validité du permis de conduire) (p. 3084).

Retiré : amendement n° 6 de la commission : suppression de l'accès aux informations des autorités administratives, civiles et militaires pour les personnes employées susceptibles d'être employées comme conducteurs de véhicules terrestres à moteur (p. 3084).

– Le texte proposé est adopté (p. 3084).

ARTICLE L. 36 (Accès aux informations relatives aux pièces administratives exigées pour la circulation des véhicules) – Adopté (p. 3085).

ARTICLE L. 37 (Accès aux informations relatives aux gages constitués sur les véhicules terrestres à moteur ainsi que sur les oppositions au transfert du certificat d'immatriculation) – Adopté (p. 3085).

ARTICLE L. 38 (Accès à certaines informations de trois autres catégories de personnes) – Adopté (p. 3085).

ARTICLE L. 39 (Interprétation stricte des dispositions de la loi) – Adopté (p. 3085).

ARTICLE L. 40 (Répression de ceux qui prennent le nom d'une personne dans des circonstances qui déterminent ou peuvent déterminer l'enregistrement, au nom de cette personne, d'une condamnation judiciaire ou d'une mesure administrative) – Adopté (p. 3085).

ARTICLE L. 41 (Répression de ceux qui prennent un faux nom ou une fausse qualité se font communiquer le relevé des mentions enregistrées en application du code de la route et concernant un tiers) – Adopté (p. 3085).

ARTICLE L. 42 (Conditions d'application des dispositions de la loi) – Adopté (p. 3085).

– L'article 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 3085).

Art. 2 (Abrogation de la loi n° 70-739 du 24 juin 1970 concernant la centralisation de la documentation relative à la circulation routière) – Adopté (p. 3085).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 3085, 3086) : MM. Félix Leyzour, Emmanuel Hamel ; intervention de M. Pierre Joxe, ministre : sécurité routière – Libertés publiques – Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL).

Adoption (30 octobre 1990) (p. 3086).

Discussion (deuxième lecture)

(11 décembre 1990) (p. 4954, 4956).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 4954, 4955) : MM. Philippe Marchand, ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur ; Jacques Thyraud, rapporteur de la commission des lois.

Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) : Marchand (Philippe) (p. 4954) ; Thyraud (Jacques) (p. 4954).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4955)

Art. 1^{er} – Adopté (p. 4955).

Explication de vote sur l'ensemble (p. 4955) : M. Félix Leyzour.

Adoption (11 décembre 1990) (p. 4955).

Code de la construction et de l'habitation

Voir Logement, 2

Code de la famille et de l'aide sociale

Voir Action sanitaire et sociale, 1

Code de la nationalité

Voir Discussion immédiate (procédure parlementaire), 1
Nationalité française, 1 ; 2

Code de la route

Voir Environnement, 3

Code de la santé publique

Voir Droits de l'homme, 1
Parfums et cosmétiques, 1
Toxicomanie, 1

Code de la sécurité sociale

Voir Prestations familiales, 1
Travail, 4

Code de procédure civile

Voir Procédure civile, 1

Code de procédure pénale

Voir Handicapés, 1
Justice, 2
Questions au Gouvernement n° 260
Toxicomanie, 1

Code des assurances

Voir Collectivités territoriales d'outre-mer, 1
Justice, 2

Code des communes

Voir Collectivités territoriales, 1

Environnement, 3

Code des pensions civiles et militaires de retraite

Voir *Lois de finances, 1, Anciens combattants*

Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre

Voir *Lois de finances, 1, Anciens combattants*

Code des ports maritimes

Voir *Mer et littoral, 1*

Code des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel

Voir *Justice, 3*

Code du travail

Voir *Emploi, 1*
Enfance, 1
Formation professionnelle, 1
Handicapés, 1
Participation des salariés, 1
Questions orales sans débat n° 197
Rapports du Gouvernement, 1
Travail, 2 ; 3 ; 4

Code électoral

Voir *Elections, 5*

Code forestier

Voir *Forêts, 2*
Questions orales sans débat n° 220

Code général des impôts

Voir *Agro-alimentaire (industrie), 1*
Impôts et taxes, 1
Impôts locaux, 1
Lois de finances rectificatives, 1

Code la santé publique

Voir *Toxicomanie, 1*

Code pénal

Voir *Handicapés, 1*
Rappels au règlement, 1

1. – **Projet de loi n° 300 (1985-1986), portant réforme du code pénal, déposé par décret du 19 février 1986, présenté par M. Laurent Fabius, Premier ministre et M. Robert Badinter, ministre de la justice, dans une présentation modifiée par la lettre du 15 février 1989, LETTRE RECTIFICATIVE PRÉSENTÉE AU SENAT, par M. Michel Rocard, Premier ministre (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 22 décembre 1988 – 15 février 1989) [n° 213 (88-89)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Marcel Rudloff (27 avril 1989) [n° 271 (88-89)] – Discussion (9, 10, 11, 16, 17 et 18 mai 1989) (Voir table des matières 1989) – Adoption (18 mai 1989) [n° 71].**

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (19 mai 1989) [n° 693 (9^e lég.)] – Renvoi à

la commission des lois – Rapport de M. Philippe Marchand (2 octobre 1989) [n° 896 (9^e lég.)] – Discussion (10, 11 et 12 octobre 1989) – Adoption (12 octobre 1989) [n° 179].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (18 octobre 1989) [n° 15 (89-90)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Marcel Rudloff (2 avril 1990) [n° 199 (89-90)] – Discussion (10, 11 avril 1990) – Adoption (11 avril 1990) [n° 82].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (12 avril 1990) [n° 1275 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Philippe Marchand (10 mai 1990) [n° 1345 (9^e lég.)] – Discussion (17 mai 1990) – Adoption (17 mai 1990) [n° 287].

TRANSMISSION AU SENAT (TROISIEME LECTURE) (18 mai 1990) [n° 308 (89-90)] – Renvoi à la commission des lois.

Discussion (deuxième lecture)

(10 avril 1990) (p. 164, 203); (11 avril 1990) (p. 215, 248).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 164, 182) : *MM. Pierre Arpaillange, ministre de la justice ; Marcel Rudloff, rapporteur de la commission des lois ; Jacques Larché, président de la commission des lois ; Michel Dreyfus-Schmidt, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis et les orateurs sur les motions .*

Associations : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 177).

Avocats : *Lederman (Charles)* (p. 171).

Code de procédure pénale : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 177) ; *Lederman (Charles)* (p. 180).

Code pénal (réforme) : *Arpaillange (Pierre)* (p. 164 ; p. 167) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 175) ; *Lederman (Charles)* (p. 179).

Conseil constitutionnel (décisions) : *Lederman (Charles)* (p. 173 ; 174).

Crimes, délits et contraventions : *Arpaillange (Pierre)* (p. 165).

Démence : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 176) ; *Lederman (Charles)* (p. 180) ; *Rudloff (Marcel)* (p. 170 ; p. 181).

Démocratie : *Arpaillange (Pierre)* (p. 165) ; *Rudloff (Marcel)* (p. 169).

Drogue (trafic) : *Arpaillange (Pierre)* (p. 166).

Justice : *Arpaillange (Pierre)* (p. 181) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 177).

Légitime défense des biens : *Arpaillange (Pierre)* (p. 165) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 176) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 178) ; *Lederman (Charles)* (p. 171) ; *Rudloff (Marcel)* (p. 168).

Magistrats : *Lederman (Charles)* (p. 171).

Mineurs (d'âge) : *Arpaillange (Pierre)* (p. 182) ; *Lederman (Charles)* (p. 180).

Ordre public : *Rudloff (Marcel)* (p. 170).

Organisations syndicales : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 177) ; *Rudloff (Marcel)* (p. 169).

Partis et groupements politiques : *Arpaillange (Pierre)* (p. 175) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 177) ; *Lederman (Charles)* (p. 173) ; *Rudloff (Marcel)* (p. 169).

Peines complémentaires : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 176) ; *Lederman (Charles)* (p. 172) ; *Rudloff (Marcel)* (p. 168 ; 169).

Peines et amendes : *Arpaillange (Pierre)* (p. 166) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 176) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 178) ; *Lederman (Charles)* (p. 172) ; *Rudloff (Marcel)* (p. 168 ; p. 170).

Période de sûreté : *Arpaillange (Pierre)* (p. 166) ; *Rudloff (Marcel)* (p. 167 ; 168).

Procédure législative : *Larché (Jacques)* (p. 171).

Responsabilité pénale (« décideurs ») : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 175).

Responsabilité pénale (personnes morales) : *Arpaillage (Pierre)* (p. 165) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 174) ; *Frayse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 177 ; 178) ; *Lederman (Charles)* (p. 171 ; 172 ; 173) ; (p. 179 ; 180) ; *Rudloff (Marcel)* (p. 167 ; 168 ; 169).

Motion n° 56 de Mme Hélène Luc, soutenue par M. Charles Lederman, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité (p. 171) – MM. Charles Lederman, Michel Dreyfus-Schmidt, Pierre Arpaillage, ministre.

Rejet de la motion (p. 175 ; scrutin public n° 104).

Motion n° 57 de Mme Hélène Luc, soutenue par M. Charles Lederman, tendant au renvoi du projet de loi à la commission des lois (p. 176) – MM. Charles Lederman, Marcel Rudloff, rapporteur ; Pierre Arpaillage, ministre.

Rejet de la motion (p. 182 ; scrutin public n° 105).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 183, 203 ; 215, 248) : MM. Marcel Rudloff, rapporteur ; Pierre Arpaillage, ministre ; Robert Pagès, Michel Dreyfus-Schmidt, Jacques Habert, Charles Lederman, Louis Virapoullé.

Art. unique (Fixation des dispositions générales du code pénal par le livre premier annexé à la présente loi) (p. 183).

LIVRE PREMIER

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

TITRE PREMIER

DE LA LOI PÉNALE

Chapitre premier

Des principes généraux

ARTICLE 111-1 DU CODE PENAL (p. 183) – Adopté en termes identiques par les deux assemblées lors de la première lecture.

ARTICLE 111-2 (p. 183).

Adopté : amendement n° 1 de la commission : compétence de la loi pour déterminer toutes les infractions (p. 184).

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 1, est adopté (p. 184).

ARTICLE 111-3 (p. 184).

Adopté : amendement n° 2 de la commission : coordination (p. 184).

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 2, est adopté (p. 184).

ARTICLE 111-4 (p. 184) – Adopté en termes identiques par les deux assemblées lors de la première lecture.

ARTICLE 111-5 – Adopté (p. 184).

Chapitre II

De l'application de la loi pénale dans le temps

ARTICLE 112-1 (p. 184) – Adopté en termes identiques par les deux assemblées lors de la première lecture.

ARTICLE 112-2 (p. 184).

Adoptés : amendements identiques n° 3 de la commission et n° 62 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : principe de non-rétroactivité des lois relatives au régime d'exécution et d'application des peines lorsqu'elles auraient pour résultat de rendre plus sévères les peines prononcées par la décision de condamnation (p. 185) – Amendements identiques n° 4 de la commission et n° 63 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : applicabilité des lois relatives aux prescriptions (p. 186).

Rejeté : amendement n° 61 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : principe d'application de la loi la moins sévère (p. 185).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 186).

ARTICLES 112-3 ET 112-4 (p. 186) – Adoptés en termes identiques par les deux assemblées lors de la première lecture.

Chapitre III

De l'application de la loi pénale dans l'espace

ARTICLE 113-1 (p. 186) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

ARTICLE 113-1-1 (p. 186) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Adopté : amendement n° 5 de la commission : inclusion des espaces maritime et aérien pour l'application du présent chapitre (p. 186).

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 5, est rétabli (p. 186).

Section I

Des infractions commises ou réputées commises sur le territoire de la République

ARTICLE 113-2 (p. 186).

Adopté : amendement rédactionnel n° 6 de la commission (p. 187).

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 6, est adopté (p. 187).

ARTICLE 113-3 (p. 187) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

ARTICLES 113-4 A 113-6 – Adoptés (p. 187).

Section II

Des infractions commises hors du territoire de la République

ARTICLE 113-7 (p. 187) – Adopté en termes identiques par les deux assemblées lors de la première lecture.

ARTICLE 113-7-1 (*Règle dite de la « compétence universelle » des juridictions françaises en matière de torture*) (p. 187) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Adopté : amendement n° 7 de la commission : rétablissement de cet article (p. 188).

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 7, est adopté (p. 188).

ARTICLE 113-7-2 (*Règle dite de la « compétence universelle » des juridictions françaises en matière de terrorisme*) (p. 188) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Adopté : amendement n° 8 de la commission : rétablissement de cet article (p. 188).

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 8, est rétabli (p. 188).

APRES L'ARTICLE 113-7-2 (p. 188).

Adoptés : amendements de la commission, n° 9 : nouveau cas de « compétence universelle » des juridictions françaises en matière nucléaire (p. 188) – N° 10 : règle de la « compétence universelle » en matière d'aviation civile (p. 189) – Et n° 11 : règle de la « compétence universelle » en matière de terrorisme aérien en vol ou au sol (p. 189).

– Trois articles additionnels sont insérés dans le code pénal (p. 188, 189).

ARTICLE 113-8 – Adopté (p. 189).

ARTICLE 113-9 (p. 189).

Adopté : amendement rédactionnel n° 12 de la commission (p. 189).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 189).

ARTICLE 113-10 (p. 189).

Adopté : amendement n° 13 de la commission (p. 189).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 190).

ARTICLE 113-11 (p. 190) – Adopté en termes identiques par les deux assemblées lors de la première lecture.

ARTICLE 113-12 (p. 190) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

TITRE II

DE LA RESPONSABILITE PENALE

Chapitre premier

Dispositions générales

ARTICLE 121-1 (p. 190) – Adopté en termes identiques par les deux assemblées lors de la première lecture.

ARTICLE 121-2 (p. 190).

Adopté : amendement n° 14 de la commission : personnes morales concernées par la responsabilité pénale (p. 192).

Rejetés : amendement n° 64 de M. Charles Lederman : restriction du champ d'application de la responsabilité pénale des personnes morales (p. 192) – Sur l'amendement n° 14 de la commission, sous-amendement n° 105 de M. Charles Lederman : distinction effectuée entre les associations à but lucratif et les associations à but non lucratif (p. 192).

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 14, est adopté (p. 192).

ARTICLE 121-3 (p. 193) – Adopté en termes identiques par les deux assemblées lors de la première lecture.

ARTICLE 121-4 (p. 193).

Adopté : amendement n° 15 de la commission : suppression du dernier alinéa de cet article relatif à la responsabilité pénale de la personne qui est titulaire d'un pouvoir de décision, dont l'exercice peut être l'occasion d'infractions pénales (p. 194).

Devenu sans objet : amendement n° 66 de M. Charles Lederman : responsabilité pénale du chef d'entreprise et du préposé (p. 194).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 194).

ARTICLE 121-5 – Adopté (p. 194).

ARTICLE 121-5-1 (*Répression de l'instigation et de la complicité*) – Adopté (p. 194).

ARTICLES 121-6 ET 121-6-1 (*Instigation*) (p. 194) – Supprimés par l'Assemblée nationale.

ARTICLE 121-7 – Adopté (p. 194).

Chapitre II

Des causes d'irresponsabilité ou d'atténuation de la responsabilité

ARTICLE 122-1 (p. 194).

Adopté : amendement n° 16 de la commission : suppression du dernier alinéa de cet article relatif à la décision de sortie d'une personne atteinte d'un trouble psychique ou neuropsychique (p. 195).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 195).

ARTICLES 122-2, 122-2-1 (*Erreur sur le droit*), ET 122-3 – Adoptés (p. 195).

ARTICLE 122-4 (p. 195).

Adopté : amendement n° 17 de la commission : légitime défense d'un bien (p. 196).

Rejeté : amendement n° 58 du Gouvernement : transcription en droit interne d'une règle posée par l'article 2 de la convention européenne des droits de l'homme, qui n'autorise pas à infliger la mort pour assurer la défense d'un bien (p. 196).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 197).

ARTICLE 122-4-1 (*Présomption de légitime défense*) – Adopté (p. 197).

ARTICLE 122-5 (p. 197).

Adoptés : amendement n° 18 de la commission : défense d'une personne ou d'un bien menacé (p. 198) ; sous-amendement n° 59 du Gouvernement (p. 198).

Rejetés : amendements de M. Charles Lederman, soutenus par M. Robert Pagès, n° 67 : suppression du texte proposé (p. 198) – Et n° 68 : suppression des références à la notion de légitime défense des biens (p. 198).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 198).

ARTICLE 122-6 (p. 198).

Adopté : amendement n° 19 de la commission : responsabilité pénale des mineurs (p. 198).

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 19, est adopté (p. 198).

TITRE III

DES PEINES

Chapitre premier

De la nature des peines

Section I

Des peines applicables aux personnes physiques

ARTICLE 131-1 (p. 198) – Adopté en termes identiques par les deux assemblées lors de la première lecture.

Rejetés : amendements de M. Charles Lederman, soutenus par M. Robert Pagès, n° 69 : suppression de la peine d'emprisonnement de trente ans (p. 199) – N° 70 : abaissement du plafond des peines criminelles de la quatrième catégorie de dix à cinq ans (p. 200) – Et n° 71 : échelle des peines criminelles (p. 200).

ARTICLE 131-2 (p. 200) – Adopté en termes identiques par les deux assemblées lors de la première lecture.

ARTICLE 131-3 (p. 200).

Adopté : amendement n° 20 de la commission : peine correctionnelle de jours-amende (p. 200).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 200).

ARTICLE 131-4 (p. 200).

Adopté : amendement n° 21 de la commission : fixation à dix années du maximum de la peine d'emprisonnement en matière correctionnelle (p. 202).

Rejeté : amendement n° 72 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : limitation à cinq ans de l'échelle des peines correctionnelles (p. 202).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 202).

APRES L'ARTICLE 131-4 (p. 202).

Retiré : amendement n° 100 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : cas d'assistance obligatoire d'un avocat et d'enquête de personnalité (p. 203).

ARTICLE 131-4-1 (*Définition de la peine correctionnelle de jours-amende*) (p. 215) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Adopté : amendement n° 22 de la commission : caractère de peine principale de la peine correctionnelle de jours-amende (p. 215).

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 22, est rétabli (p. 215).

ARTICLE 131-5 (p. 215).

Rejeté : amendement n° 73 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : durée de l'interdiction d'émettre des chèques ramenée à deux ans (p. 216).

– Le texte proposé est adopté (p. 216).

ARTICLES 131-6 ET 131-7 – Adoptés (p. 216).

ARTICLE 131-8 (p. 216).

Adopté : amendement n° 23 de la commission : substitution d'une peine de jours-amende à une peine d'emprisonnement (p. 216).

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 23, est adopté (p. 216).

ARTICLE 131-9 (p. 216).

Adopté : amendement n° 24 de la commission : caractère non cumulatif de la peine de travail d'intérêt général, de la peine d'amende ou de jours-amende (p. 217).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 217).

ARTICLE 131-10 (p. 217) – Adopté en termes identiques par les deux assemblées lors de la première lecture.

ARTICLE 131-11 (p. 217).

Adopté : amendement n° 75 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : possibilité pour le tribunal de ne prononcer qu'une peine complémentaire « à titre de peine principale » (p. 218).

Rejeté : amendement n° 74 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : en cas de crime, possibilité pour la juridiction de ne prononcer qu'une ou plusieurs des peines complémentaires (p. 217).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 218).

ARTICLE 131-12 (p. 218) – Adopté en termes identiques par les deux assemblées lors de la première lecture.

ARTICLE 131-13 (p. 218).

Adopté : amendement n° 25 de la commission : coordination (p. 218).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 218).

ARTICLE 131-14 (p. 218).

Adopté : amendement de forme n° 101 de la commission (p. 218).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 218).

ARTICLE 131-15 (p. 219).

Adopté : amendement n° 26 de la commission : caractère cumulatif des peines privatives ou restrictives de droits énumérées à cet article (p. 219).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 219).

ARTICLE 131-16 (p. 219).

Adopté : amendement n° 27 de la commission : retour au texte adopté par le Sénat en première lecture en ce qui concerne l'énumération des peines complémentaires à l'exception de la peine d'affichage (p. 219).

Rejeté : amendement n° 97 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : rétablissement de la peine d'affichage au titre des peines complémentaires (p. 220).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 220).

ARTICLE 131-17 (p. 220).

Adopté : amendement n° 28 de la commission : coordination (p. 221).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 221).

ARTICLE 131-18 (p. 221) – Adopté en termes identiques par les deux assemblées lors de la première lecture.

ARTICLE 131-19-1 (*Interdiction d'utiliser des cartes de paiement*) (p. 221).

Rejeté : amendement n° 76 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : durée de l'interdiction de carte bancaire ramenée de cinq à deux ans (p. 221).

– Le texte proposé est adopté (p. 221).

ARTICLE 131-20 (p. 221).

Rejeté : amendement n° 77 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : suppression de la notion de contrainte par corps (p. 221).

– Le texte proposé est adopté (p. 221).

APRES L'ARTICLE 131-20 (p. 221).

Rejeté : amendement n° 78 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : restriction du champ d'application de la contrainte par corps (p. 222).

ARTICLES 131-21 A 131-23 (p. 222) – Adoptés en termes identiques par les deux assemblées lors de la première lecture.

ARTICLES 131-24 ET 131-25 – Adoptés (p. 222).

ARTICLE 131-26 (p. 222).

Rejeté : amendement n° 79 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : durée maximale de l'interdiction d'exercer une fonction publique ou une activité professionnelle ou sociale (p. 223).

– Le texte proposé est adopté (p. 223).

ARTICLE 131-27 (p. 223) – Adopté en termes identiques par les deux assemblées lors de la première lecture.

ARTICLE 131-28 – Adopté (p. 223).

ARTICLE 131-29 (p. 223).

Rejetés : amendements identiques n° 80 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès et n° 98 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : suppression de ce texte (p. 224).

Retiré : amendement n° 99 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : définition de la peine d'interdiction de séjour (p. 223).

– Le texte proposé est adopté (p. 224).

ARTICLE 131-30 – Adopté (p. 224).

ARTICLES 131-31 A 131-34 (p. 224) – Adoptés en termes identiques par les deux assemblées lors de la première lecture.

Section II

Des peines applicables aux personnes morales

Rejeté : amendement n° 81 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : intitulé : « des peines applicables aux personnes morales à objet commercial, industriel ou financier » (p. 224).

ARTICLE 131-35 (p. 224).

Retiré : amendement n° 82 de M. Charles Lederman : énumération des peines criminelles ou correctionnelles encourues par les personnes morales à objet commercial, industriel ou financier (p. 224).

– Le texte proposé est adopté (p. 224).

ARTICLE 131-36 (p. 224).

Adopté : amendement n° 29 de la commission : taux maximum de l'amende applicable aux personnes morales (p. 225).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 225).

ARTICLE 131-37 (p. 225).

Adoptés : amendements de la commission, n° 30 : peines de dissolution (p. 228) – N°s 31 et 32 : peines prévues en cas de récidive (p. 228) – Et n° 33 : cas des personnes morales de droit public (p. 228).

Rejeté : amendement n° 83 de M. Charles Lederman : suppression de la peine d'interdiction d'exercer une activité sociale (p. 228).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 228).

ARTICLE 131-38 (p. 228).

Adopté : amendement n° 34 de la commission : coordination avec son amendement n° 1 (p. 228).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 228).

ARTICLE 131-39 (p. 228).

Adopté : amendement n° 35 de la commission : taux maximum de l'amende applicable aux personnes morales (p. 228).

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 35, est adopté (p. 228).

ARTICLE 131-40 – Adopté (p. 229).

ARTICLE 131-41 (p. 229).

Adoptés : amendements n°s 36 et 37 de la commission : coordination (p. 229).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 229).

ARTICLE 131-42 (p. 229) – Adopté en termes identiques par les deux assemblées lors de la première lecture.

ARTICLE 131-43 A (*Non cumul des peines*) (p. 229) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

ARTICLE 131-43 (p. 229) – Adopté en termes identiques par les deux assemblées lors de la première lecture.

ARTICLE 131-44 – Adopté (p. 229).

ARTICLE 131-45 (p. 229) – Adopté en termes identiques par les deux assemblées lors de la première lecture.

ARTICLE 131-45-1 (*Effets des autres peines applicables aux personnes morales*) – Adopté (p. 229).

ARTICLE 131-46 (p. 29).

Adopté : amendement n° 38 de la commission : détermination des modalités d'application des dispositions des articles 131-43 à 131-45 par décret en Conseil d'Etat (p. 230).

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 38, est adopté (p. 230).

Chapitre II

Du régime des peines

ARTICLE 132-1 (p. 230) – Adopté en termes identiques par les deux assemblées lors de la première lecture.

Section I

Dispositions générales

ARTICLES 132-2 A 132-4 (p. 230) – Adoptés en termes identiques par les deux assemblées lors de la première lecture.

ARTICLE 132-5 (p. 230).

Adopté : amendement n° 39 de la commission : coordination (p. 230).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 230).

ARTICLES 132-6 ET 132-7 (p. 230) – Adoptés en termes identiques par les deux assemblées lors de la première lecture.

ARTICLE 132-8 (p. 230).

Parole sur l'article : M. Robert Pagès (p. 230).

Adopté : amendement n° 40 de la commission : peine correctionnelle de dix ans (p. 231).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 231).

ARTICLE 132-9 (p. 231).

Adoptés : amendements n°s 41 et 42 de la commission : coordination (p. 231).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 231).

ARTICLE 132-10 – Adopté (p. 231).

ARTICLE 132-11 (p. 231).

Adopté : amendement n° 43 de la commission : coordination (p. 231).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 231).

ARTICLE 132-12 (p. 231).

Adopté : amendement n° 44 de la commission : coordination (p. 232).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 232).

ARTICLE 132-13 (p. 232).

Adoptés : amendements n°s 45 et 46 de la commission : coordination (p. 232).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 232).

ARTICLE 132-14 (p. 232).

Adopté : amendement n° 47 de la commission : coordination (p. 232).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 232).

ARTICLE 132-15 (p. 232).

Adoptés : amendements n°s 102 et 48 de la commission : coordination (p. 232).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 232).

ARTICLE 132-16 (p. 232) – Adopté en termes identiques par les deux assemblées lors de la première lecture.

ARTICLE 132-17 – Adopté (p. 232).

ARTICLE 132-18 (p. 233).

Adopté : amendement n° 49 de la commission : prononcé des courtes peines d'emprisonnement (p. 234).

Devenu sans objet : amendement n° 60 du Gouvernement : prononcé des peines d'emprisonnement sans sursis pour une durée inférieure ou égale à quatre mois (p. 234).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 234).

ARTICLE 132-19 – Adopté (p. 234).

ARTICLE 132-20 (p. 234).

Adopté : amendement n° 50 de la commission : sort des peines d'interdiction, de déchéance ou d'incapacité (p. 236).

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 50, est adopté (p. 236).

ARTICLE 132-21 – Adopté (p. 236).

ARTICLE 132-21-1 (*Période de sûreté*) (p. 236).

Adopté : amendement n° 51 de la commission : retour au texte adopté par le Sénat en première lecture, qui reprend les dispositions figurant dans le code de procédure pénale (p. 237).

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 51, est adopté (p. 237).

Section II

Des modes de personnalisation des peines

ARTICLE 132-22 (p. 237).

Rejetés : amendements de M. Charles Lederman, soutenus par M. Robert Pagès, n° 84 : suppression de la notion de mobile (p. 238) – Et n° 85 : prise en compte par la juridiction de la nécessaire réinsertion sociale du prévenu (p. 238).

– Le texte proposé est adopté (p. 238).

ARTICLES 132-23 ET 132-24 (p. 238) – Adoptés en termes identiques par les deux assemblées lors de la première lecture.

SOUS-SECTION II BIS ET ARTICLE 132-26-1 (*Du régime de la sûreté*) (p. 238) – Supprimés par l'Assemblée nationale.

ARTICLE 132-27 (p. 239) – Adopté en termes identiques par les deux assemblées lors de la première lecture.

ARTICLE 132-28 (p. 239).

Rejetés : amendements de M. Charles Lederman, soutenus par M. Robert Pagès, n° 86 : maintien des conditions actuelles

d'octroi du sursis simple (p. 239) – Et n° 87 : maintien des dispositions législatives actuelles relatives à l'octroi du sursis simple (p. 239).

– Le texte proposé est adopté (p. 239).

ARTICLE 132-29 (p. 239).

Adopté : amendement n° 52 de la commission : possibilité d'assortir la peine de jours-amende du sursis simple, en matière correctionnelle, pour les personnes physiques (p. 240).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 240).

ARTICLES 132-30 ET 132-31 – Adoptés (p. 240).

ARTICLE 132-32 (p. 240).

Adopté : amendement n° 103 de la commission : possibilité d'assortir la peine complémentaire d'annulation du permis de conduire en matière contraventionnelle du sursis simple (p. 240).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 240).

ARTICLES 132-33 A 132-36 (p. 240) – Adoptés en termes identiques par les deux assemblées lors de la première lecture.

ARTICLE 132-37 (p. 240).

Adopté : amendement n° 104 de la commission : effets du sursis partiel sur la peine de jours-amende (p. 240).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 241).

ARTICLE 132-38 (p. 241) – Adopté en termes identiques par les deux assemblées lors de la première lecture.

ARTICLE 132-38-1 (*Nouvelles conditions d'octroi du sursis avec mise à l'épreuve*) (p. 241) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

ARTICLE 132-39 (p. 241) – Adopté en termes identiques par les deux assemblées lors de la première lecture.

Rejeté : amendement n° 88 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : possibilité d'appliquer le sursis avec mise à l'épreuve à toutes les condamnations à l'emprisonnement prononcées en raison d'un crime ou d'un délit de droit commun (p. 241).

ARTICLE 132-40 (p. 241) – Adopté en termes identiques par les deux assemblées lors de la première lecture.

ARTICLE 132-41 (p. 241) – Adopté en termes identiques par les deux assemblées lors de la première lecture.

Rejetés : amendements de M. Charles Lederman, soutenus par M. Robert Pagès, n° 89 : possibilités d'intervention du juge de l'application des peines (p. 242) – N° 90 : modalités d'intervention du juge de l'application des peines et possibilités et conditions de recours du condamné (p. 242) – Et n° 91 : personnalisation des sanctions (p. 242).

ARTICLE 132-42 (p. 242) – Adopté en termes identiques par les deux assemblées lors de la première lecture.

ARTICLE 132-43 – Adopté (p. 243).

ARTICLE 132-44 (p. 243) – Adopté en termes identiques par les deux assemblées lors de la première lecture.

ARTICLES 132-45 A 132-49 (p. 243) – Adoptés en termes identiques par les deux assemblées lors de la première lecture.

ARTICLE 132-50 – Adopté (p. 243).

ARTICLES 132-50-1 ET 132-50-2 (*Effets du sursis avec mise à l'épreuve*) (p. 243) – Supprimés par l'Assemblée nationale.

ARTICLE 132-51 – Adopté (p. 243).

ARTICLE 132-52 – Adopté (p. 243).

ARTICLE 132-53 (p. 243) – Adopté en termes identiques par les deux assemblées lors de la première lecture.

ARTICLE 132-54 – Adopté (p. 243).

ARTICLE 132-54-1 (*Transformation d'une peine d'emprisonnement ferme prononcée par défaut en travail d'intérêt général*) – Adopté (p. 244).

ARTICLE 132-55 (p. 244) – Adopté en termes identiques par les deux assemblées lors de la première lecture.

ARTICLE 132-56 (p. 244) – Adopté en termes identiques par les deux assemblées lors de la première lecture.

ARTICLES 132-57 A 132-59 (p. 244) – Adoptés en termes identiques par les deux assemblées lors de la première lecture.

ARTICLE 132-60 (p. 244).

Adopté : amendement n° 53 de la commission : ajournement du prononcé de la peine avec mise à l'épreuve (p. 244).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 244).

ARTICLE 132-61 (p. 244) – Adopté en termes identiques par les deux assemblées lors de la première lecture.

ARTICLE 132-62 (p. 244).

Adopté : amendement n° 54 de la commission : coordination avec son amendement n° 53 (p. 245).

ARTICLE 132-63 (p. 245) – Adopté en termes identiques par les deux assemblées lors de la première lecture.

ARTICLE 132-64 (p. 245) – Adopté en termes identiques par les deux assemblées lors de la première lecture.

ARTICLE 132-65 (p. 245) – Adopté en termes identiques par les deux assemblées lors de la première lecture.

Rejeté : amendement n° 93 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : suppression de la limitation à une seule fois de l'ajournement avec ajonction (p. 245).

ARTICLE 132-68 (p. 245) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Section III

De la définition de certaines circonstances entraînant l'aggravation des peines

ARTICLE 132-69 (p. 245) – Adopté en termes identiques par les deux assemblées lors de la première lecture.

Rejeté : amendement n° 94 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : suppression de ce texte (p. 246).

ARTICLES 132-70 A 132-72 (p. 246) – Adoptés en termes identiques par les deux assemblées lors de la première lecture.

Chapitre III

De l'extinction des peines et de l'effacement des condamnations

ARTICLE 133-1 – Adopté (p. 246).

Section I

De la prescription

ARTICLES 133-2 A 133-6 (p. 246) – Adoptés en termes identiques par les deux assemblées lors de la première lecture.

Section II

De la grâce

ARTICLES 133-7 ET 133-8 (p. 246) – Adoptés en termes identiques par les deux assemblées lors de la première lecture.

Section III

De l'amnistie

ARTICLE 133-9 (p. 246).

Rejeté : amendement n° 95 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : effacement de toutes les incapacités et déchéances subséquentes (p. 247).

– Le texte proposé est adopté (p. 147).

APRES L'ARTICLE 133-9 (p. 247).

Rejeté : amendement n° 87 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : possibilité de réintégration de droit d'élus du personnel, délégués syndicaux ou militants licenciés (p. 247).

ARTICLES 133-10 et 133-11 (p. 247) – Adoptés en termes identiques par les deux assemblées lors de la première lecture.

Section IV

De la réhabilitation

ARTICLE 133-12 (p. 247) – Adopté en termes identiques par les deux assemblées lors de la première lecture.

ARTICLE 133-13 (p. 247).

Adopté : amendement n° 55 de la commission : coordination (p. 248).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 248).

ARTICLES 133-14 A 133-17 (p. 248) – Adoptés en termes identiques par les deux assemblées lors de la première lecture.

SECTION V ET ARTICLE 133-18 (p. 248) – Supprimés par l'Assemblée nationale.

Explications de vote sur l'ensemble : MM. Robert Pagès (p. 248), Michel Dreyfus-Schmidt (p. 248).

Adoption (11 avril 1990) (p. 248).

Code rural

Voir *Agriculture*, 1

Questions orales sans débat n° 211

Travail, 4

Collectivités territoriales

Voir *Communes*, 1

Elections, 2 ; 8

Enseignement, 3

Enseignement privé, 1 ; 2 ; 3

Gouvernement (déclarations), 2

Logement, 1

Lois de finances, 1, Industrie et aménagement du territoire - II – Aménagement du territoire

Propriété industrielle, 2

Questions orales sans débat n° 113 ; n° 216

Rapports d'information, 14

Rapports du Gouvernement, 2

Tourisme, 1

1. – **Projet de loi relatif à la fonction publique territoriale et portant modification de certains articles du code des communes, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE**, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur, et par M. Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat chargé des collectivités territoriales (2 avril 1990) [n° 1193 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jacques Floch (4 octobre 1990) [n° 1625 (9^e lég.)] – Urgence – Discussion (8 octobre 1990) – Adoption (8 octobre 1990) [n° 380].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (9 octobre 1990) [n° 22 (90-91)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Germain Authié (18 octobre 1990) [n° 50 (90-91)] – Discussion (24, 25 et 30 octobre 1990) – Adoption (30 octobre 1990) [n° 29].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (31 octobre 1990) [n° 1687 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Jacques Floch (14 novembre 1990) [n° 1698 (9^e lég.)] – Discussion (20 novembre 1990) – Adoption (20 novembre 1990) [n° 385].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Germain Authié (14 novembre 1990) [n° 77 (90-91)] – Dis-

cussion (20 novembre 1990) – Adoption (20 novembre 1990) [n° 43].

PROMULGATION : Loi n° 90-1067 du 28 novembre 1990 (J.O. Lois et décrets du 2 décembre 1990).

Discussion (première lecture)

(24 octobre 1990) (p. 3016, 3021) ; (25 octobre 1990) (p. 3043, 3045) ; (30 octobre 1990) (p. 3086, 3111).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3009, 3021) ; (p. 3043, 3044) ; (p. 3086) : MM. Philippe Marchand, ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur ; Germain Authié, rapporteur de la commission des lois ; Robert Pagès, Robert Laucournet, Aubert Garcia, René Régnauld, Albert Vecten, Jacques Habert – Jean Chamant, vice-président du Sénat ; Etienne Dailly.

Agents des collectivités territoriales (formation) : Laucournet (Robert) (p. 3016).

Agents des collectivités territoriales (traitements et indemnités) : Marchand (Philippe) (p. 3087) ; Pagès (Robert) (p. 3016) ; Régnauld (René) (p. 3018).

Agents et fonctionnaires de l'Etat : Authié (Germain) (p. 3014).

Archives : Marchand (Philippe) (p. 3012).

Bibliothèques : Authié (Germain) (p. 3014) ; Marchand (Philippe) (p. 3010 ; 3011 ; 3087).

Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRACL) : Pagès (Robert) (p. 3015).

Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT) : Laucournet (Robert) (p. 3016) ; Régnauld (René) (p. 3018) ; Vecten (Albert) (p. 3020).

Centres de gestion (fonction publique territoriale) : Garcia (Robert) (p. 3017 ; 3018) ; Laucournet (Robert) (p. 3016) ; Marchand (Philippe) (p. 3011) ; Régnauld (René) (p. 3018).

Communes : Pagès (Robert) (p. 3015) ; Régnauld (René) (p. 3018).

Concours administratifs : Authié (Germain) (p. 3013 ; 3014) ; Garcia (Aubert) (p. 3017) ; Laucournet (Robert) (p. 3016) ; Marchand (Philippe) (p. 3010) ; Pagès (Robert) (p. 3015) ; Régnauld (René) (p. 3019).

Conseil supérieur de la fonction publique territoriale (CSFPT) : Marchand (Philippe) (p. 3087) ; Vecten (Albert) (p. 3020).

Coopération intercommunale : Marchand (Philippe) (p. 3011).

Décentralisation : Authié (Germain) (p. 3014) ; Marchand (Philippe) (p. 3011) ; Régnauld (René) (p. 3019) ; Vecten (Albert) (p. 3020).

Etablissements publics industriels et commerciaux (EPIC) : Marchand (Philippe) (p. 3011).

Fonction publique territoriale (formation) : Authié (Germain) (p. 3013) ; Marchand (Philippe) (p. 3012).

Fonction publique territoriale (statut) : Authié (Germain) (p. 3013) ; Garcia (Aubert) (p. 3017) ; Marchand (Philippe) (p. 3010 ; 3087) ; Pagès (Robert) (p. 3015) ; Régnauld (René) (p. 3018) ; Vecten (Albert) (p. 3020).

Fonction publique territoriale (statut) (avancement) : Authié (Germain) (p. 3014).

Fonction publique territoriale (statut) (disponibilité) : Garcia (Aubert) (p. 3017) ; Marchand (Philippe) (p. 3011).

Fonction publique territoriale (statut) (sanctions disciplinaires) : Marchand (Philippe) (p. 3011 ; 3012) ; Pagès (Robert) (p. 3015).

Fonctionnaires et agents publics : Marchand (Philippe) (p. 3011).

Fonctionnaires et agents publics (incompatibilités) : Marchand (Philippe) (p. 3011) ; Régnauld (René) (p. 3019).

Maires : Authié (Germain) (p. 3014) ; Marchand (Philippe) (p. 3011) ; Régnauld (René) (p. 3019).

Maires (pouvoirs de police) (bruit) : *Authié (Germain)* (p. 3014) ; *Pagès (Robert)* (p. 3015).

Musées : *Habert (Jacques)* (p. 3020 ; 3021) ; *Marchand (Philippe)* (p. 3010 ; 3087).

Paris (ville) : *Authié (Germain)* (p. 3014) ; *Marchand (Philippe)* (p. 3011).

Rappels au règlement : *Authié (Germain)* (p. 3043 ; 3044) ; *Dailly (Etienne)* (p. 3044) ; *Garcia (Robert)* (p. 3044) ; *Marchand (Philippe)* (p. 3044) ; *Vecten (Albert)* (p. 3044).

Sapeurs pompiers : *Authié (Germain)* (p. 3014) ; *Marchand (Philippe)* (p. 3087) ; *Pagès (Robert)* (p. 3015) ; *Régnault (René)* (p. 3019).

Service public : *Pagès (Robert)* (p. 3015).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3087, 3110) : *MM. Germain Authié, rapporteur ; Philippe Marchand, ministre ; Hector Viron, Albert Vecten, Aubert Garcia, René Régnault, Jacques Sourdille, André Bohl, Emmanuel Hamel, Jean Delanau, Raymond Soucaret, Hubert Haenel.*

Art. 1^{er} (*Bibliothécaire municipal classé*) (p. 3087).

Adopté : amendement n° 1 de la commission : nouvelle rédaction (p. 3088).

– L'article 1^{er}, dans la rédaction de l'amendement n° 1, est adopté (p. 3088).

Art. 2 (*Personnel scientifique des musées classés*) (p. 3088).

Adopté : amendement de précision n° 2 de la commission (p. 3088).

Rejeté : amendement n° 22 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, soutenu par M. Hector Viron : extension des dispositions de l'article aux personnels non scientifiques : gardiens de musées classés (p. 3088).

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 3088).

Art. 3 (*Personnels scientifiques des bibliothèques centrales de prêts*) (p. 3089).

Adopté : amendement n° 3 de la commission : possibilité de mise à disposition des fonctionnaires de l'Etat (p. 3089).

– L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 3089).

Art. 4 (*Statuts particuliers des cadres d'emploi*) (p. 3089).

Adopté : amendement n° 4 de la commission : suppression de cet article (p. 3089).

– L'article 4 est supprimé (p. 3089).

Après l'art. 4 (p. 3089).

Adopté : amendement n° 25 de M. Albert Vecten : décentralisation des concours de recrutement des cadres de catégorie A et B (p. 3090).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3090).

Art. 4 bis (*Affiliation des caisses de crédit municipal aux centres de gestion*) (p. 3090).

Adopté : amendement rédactionnel n° 5 de la commission (p. 3090).

– L'article 4 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 3090).

Art. 5 (*Conseil d'administration du centre interdépartemental de gestion de la grande couronne*) – *Adopté* (p. 3090).

Après l'art. 5 (p. 3091).

Adopté : amendement n° 26 de M. Albert Vecten : assouplissement du dispositif de promotion interne (p. 3091).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3091).

Art. 6 (*Recrutement de fonctionnaires en cas de création ou de vacance d'emploi*) (p. 3091).

Rejeté : amendement n° 17 de M. Aubert Garcia : modification des délais, notamment dans le cas d'établissement d'une liste d'aptitude (p. 3092).

– L'article 6 est adopté (p. 3092).

Art. 7 (*Mention de la spécialité des candidats sur la liste d'aptitude*) (p. 3092).

Adopté : amendement n° 18 de M. Aubert Garcia : organisation de concours par spécialité en cas d'absence de candidat correspondant à l'option recherchée sur la liste d'aptitude (p. 3093).

Rejeté : amendement de suppression n° 23 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, soutenu par M. Hector Viron (p. 3092).

– L'article 7, ainsi modifié, est adopté (p. 3092).

Art. 8 (*Stagiaires*) (p. 3093).

Adopté : amendement n° 27 de M. Albert Vecten : modification des dispositions relatives à la formation initiale (p. 3093).

– L'article 8, ainsi modifié, est adopté (p. 3094).

Art. 9 (*Droit à réintégration de certains fonctionnaires mis en disponibilité*) (p. 3094).

Art. 10 (*Rétroactivité des décisions d'avancement*) (p. 3094).

Adoptés : amendement n° 6 de la commission : mention des dispositions législatives relatives au caractère exécutoire des décisions des autorités territoriales (p. 3094) – Amendement n° 19 de M. Aubert Garcia : extension du bénéfice des dispositions proposées à la promotion interne (p. 3094).

– L'article 10, ainsi modifié, est adopté (p. 3095).

Après l'art. 10 (p. 3095).

Adoptés : amendements de M. Aubert Garcia, n° 28 et n° 29, de coordination – Et n° 30 : possibilité pour les collectivités territoriales d'accorder des rémunérations et primes calculées par référence aux dispositions appliquées par les administrations spécialisées de l'Etat (p. 3095).

– Trois articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 3095, 3096).

Art. 11 (*Procédure disciplinaire*) – *Adopté* (p. 3096).

Parole sur l'article : *M. André Bohl* (p. 3096) – Commission administrative paritaire.

Art. 11 bis (*Prorogation du délai fixé pour l'exercice du droit d'option*) (p. 3096).

Art. 12 (*Sapeurs pompiers départementaux non professionnels*) – *Adopté* (p. 3096).

Après l'art. 12 (p. 3097).

Adoptés : amendement n° 34 du Gouvernement : intégration de la prime de feu dans le calcul de la pension de retraite des sapeurs pompiers professionnels (p. 3097) – Amendement n° 31 de M. Albert Vecten : formation initiale des fonctionnaires territoriaux en début de carrière (p. 3098).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 3097, 3098).

Art. 13 (*Obligation de servir imposée au bénéficiaire d'une formation initiale*) (p. 3098).

Adopté : amendement n° 32 de M. Albert Vecten : suppression du lien entre la titularisation et l'accomplissement de la formation initiale (p. 3098).

Devenu sans objet : amendement n° 7 de la commission : nouvelle rédaction (p. 3098).

– L'article 13, ainsi modifié, est adopté (p. 3098).

Après l'art. 13 (p. 3098).

Adopté : amendement de coordination n° 33 de M. Albert Vecten (p. 3098).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3098).

Art. 14 (*Organisation de concours communs à la fonction publique d'Etat et à la fonction publique territoriale*) – Adopté (p. 3099).

Art. 14 bis (*Prorogation du délai fixé pour la partition des services extérieurs de l'Etat*) (p. 3099).

Retiré : amendement n° 8 de la commission : correspondance de la fin du délai d'entrée en vigueur des partages financiers restant à réaliser avec l'expiration de l'exercice budgétaire de 1991 (p. 3099).

– L'article 14 bis est adopté (p. 3099).

Après l'art. 14 bis (p. 3099).

Adopté : amendement n° 20 de M. Aubert Garcia, retiré par son auteur (p. 3103) et repris par M. Jacques Sourdilhe (p. 3103) : logement de fonction des fonctionnaires territoriaux (p. 3103).

Rejeté : amendement n° 35 du Gouvernement : organisation des conventions relatives aux activités du compte de commerce intitulé « opérations industrielles et commerciales de direction départementale de l'équipement (DDE) » (p. 3103).

Art. 15 (*Incompatibilité avec le mandat de maire ou d'adjoint applicable aux agents des administrations financières*) – Adopté (p. 3103).

Art. 16 (*Délégation de signature du maire*) (p. 3104).

Adopté : amendement n° 21 de M. Robert Laucournet, soutenu par M. Aubert Garcia : amélioration de la rédaction (p. 3104).

– L'article 16 est adopté dans la rédaction de l'amendement n° 21 (p. 3104).

Art. 16 bis (*Honorariat des maires*) – Adopté (p. 3104).

Art. 17 (*Délégation au maire du pouvoir de régler les conséquences dommageables des accidents impliquant des véhicules municipaux*) – Adopté (p. 3104).

Art. 17 bis (*Répression des bruits de voisinage*) (p. 3104).

Rejeté : amendement de suppression n° 24 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, soutenu par M. Hector Viron (p. 3105).

Art. 18 (*Offices de tourisme*) – Adopté (p. 3105).

Art. 19 (*Délégation de signatures par le président du syndicat de communes*) – Adopté (p. 3105).

Art. 20 (*Délégation de signatures au président du conseil de districts*) – Adopté (p. 3105).

Art. 21 (*Délégation de signatures au président du conseil de communautés*) – Adopté (p. 3105).

Après l'art. 21 (p. 3105).

Adopté : amendement n° 11 de M. Hubert Haenel : prise en compte des exonérations temporaires de taxes foncières sur les propriétés non bâties dans l'imposte de calcul de l'effort fiscal des communes (p. 3106).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3106).

Art. 22 (*Attribution de la dotation de péréquation de la dotation globale de fonctionnement à certaines communes*) – Adopté (p. 3106).

Parole sur l'article : M. Emmanuel Hamel (p. 3106).

Après l'art. 22 (p. 3107).

Adoptés : amendements de M. Hubert Haenel, n° 12 : dotation particulière pour emplacement de stationnement public des communes à forte fréquentation touristique journalière (p. 3107) – Et n° 13 : dispositif de prise en compte des baisses de population pour le calcul des dotations de l'Etat (p. 3108).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 3107, 3108).

Avant l'art. 23 (p. 3108).

Adopté : amendement n° 14 de M. Hubert Haenel : dotation globale de fonctionnement (DGF) : prise en compte des baisses de population des départements (p. 3108).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3108).

Art. 23 (*Attribution de la part principale du fond national de péréquation de la taxe professionnelle à certaines communes*) – Adopté (p. 3108).

Après l'art. 23 (p. 3108).

Retirés : amendements de M. Hubert Haenel, n° 15 : extension de la seconde part du fond national de péréquation de la taxe professionnelle aux petites stations de sport d'hiver exploitant directement des installations de remontée mécanique – Et n° 16 : extension aux établissements publics de coopération intercommunale comptant au moins dix mille habitants de la possibilité de pourvoir à des postes de direction (p. 3109).

Art. 24 (*Procédure réglementaire applicable à la répartition de la dotation globale d'équipement*) – Adopté (p. 3109).

Art. 25 (*Prorogation du délai de réalisation du programme d'équipement des bibliothèques centrales de prêt*) – Adopté (p. 3109).

Art. 26 (*Services départementaux d'archives*) (p. 3109).

Parole sur l'article : M. Albert Vecten (p. 3109).

Adopté : amendement n° 9 de la commission : conditions de mise à disposition des personnels scientifiques et de documentation de l'Etat (p. 3110).

– L'article 26, ainsi modifié, est adopté (p. 3110).

Art. 27 (*Election des maires délégués des communes associées*) (p. 3110).

Adopté : amendement n° 10 de la commission : amélioration de la rédaction (p. 3110).

– L'article 27, dans la rédaction de l'amendement n° 10, est adopté (p. 3110).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 3110, 3111) : MM. Emmanuel Hamel, Jean Delaneau, René Régnault, Albert Vecten, Hector Viron, Raymond Soucaret.

Adoption (30 octobre 1990) (p. 3111).

Discussion (commission mixte paritaire)

(20 novembre 1990) (p. 3607, 3611).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3607) : MM. Germain Authié, rapporteur de la commission mixte paritaire ; Philippe Marchand, ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur.

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3609, 3610)

Art. 1^{er}, 2, 3, 4 bis A, 4 bis (p. 3609).

Art. 5 bis – Supprimé par la CMP (p. 3609).

Art. 7, 8, 10 (p. 3609).

Art. 10 bis – Supprimé par la CMP (p. 3609).

Art. 10 ter, 10 quater (p. 3609).

Art. 12 bis (p. 3610).

Art. 12 ter – Supprimé par la CMP (p. 3610).

Art. 13 (p. 3610).

Art. 13 bis – Supprimé par la CMP (p. 3610).

Art. 14 ter, 16 (p. 3610).

Art. 21 bis, 22 bis – Supprimés par la CMP (p. 3610).

Art. 22 ter, 23A, 26, 27 (p. 3610).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 3611, 3612) : MM. René Régnault, Félix Leyzour, Albert Vecten, René-Georges Laurin, Michel Moreigne, intervention de M. Philippe Marchand, ministre – Sécurité civile – Sapeurs-pompiers.

Adoption (20 novembre 1990) (p. 3612).

2. – **Proposition de loi organique tendant à modifier l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances afin de permettre le dépôt au Trésor ou dans un établissement financier des disponibilités des collectivités territoriales et des établissements publics, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Hubert Heanel, sénateur (25 octobre 1990) [n° 58 (90-91)]** – Renvoi à la commission des finances.

3. – **Proposition de loi portant modification de l'article 87 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, PRESENTÉE AU SENAT, par M. François Gerbaud, sénateur (30 octobre 1990) [n° 63 (90-91)]** – Renvoi à la commission des lois.

Collectivités territoriales d'outre-mer

Voir *Allocutions et communications*, 4 ; 5 ; 7 ; 10 ; 20
Conseil économique et social, 2
Lois de finances, 1, Départements et territoires d'outre-mer
Nouvelle-Calédonie, 1
Questions au Gouvernement n° 288

1. – **Proposition de loi tendant à étendre aux départements et territoires d'outre-mer les dispositions de la loi n° 82-600 du 13 juillet 1982 relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles, PRESENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE par M. Ernest Moutoussamy, député, et plusieurs de ses collègues (18 avril 1989) [n° 603 (9^e lég.)]** – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Frédéric Jalton (3 mai 1990) [n° 1328 (9^e lég.)] – Discussion (11 mai 1990) – Adoption (11 mai 1990) [n° 281].

NOUVEL INTITULE « Proposition de loi modifiant le code des assurances et portant extension aux départements d'outre-mer du régime d'indemnisation des « catastrophes naturelles ».

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (15 mai 1990) [n° 293 (89-90)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Louis Virapoullé (23 mai 1990) [n° 318 (89-90)] – Discussion (7 juin 1990) – Adoption (7 juin 1990) [n° 114].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (8 juin 1990) [n° 1428 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Frédéric Jalton (13 juin 1990) [n° 1439 (9^e lég.)] – Discussion (13 juin 1990) – Adoption (13 juin 1990) [n° 319].

PROMULGATION : Loi n° 90-509 du 25 juin 1990 (J.O. Lois et décrets du 27 juin 1990).

Discussion (première lecture)

(7 juin 1990) (p. 1414, 1419).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1414, 1418) : MM. Louis Le Pensec, ministre des départements et territoires d'outre-mer ; Louis Virapoullé, rapporteur de la commission des lois ; François Louisy, Albert Ramassamy .

Agriculture : Le Pensec (Louis) (p. 1418) ; Louisy (François) (p. 1416) ; Virapoullé (Louis) (p. 1415 ; 1416).

Assurances : Le Pensec (Louis) (p. 1414 ; 1418) ; Ramassamy (Albert) (p. 1417).

Calamités et catastrophes : Le Pensec (Louis) (p. 1414 ; 1418) ; Louisy (François) (p. 1416) ; Ramassamy (Albert) (p. 1417) ; Virapoullé (Louis) (p. 1415).

Cyclones : Le Pensec (Louis) (p. 1414 ; 1417) ; Louisy (François) (p. 1416) ; Ramassamy (Albert) (p. 1417) ; Virapoullé (Louis) (p. 1415).

Garantie du risque tempête : Virapoullé (Louis) (p. 1415 ; 1416).

Guadeloupe : Le Pensec (Louis) (p. 1415 ; 1417) ; Virapoullé (Louis) (p. 1415).

Martinique : Virapoullé (Louis) (p. 1415).

Plans d'exposition aux risques (PER) : Le Pensec (Louis) (p. 1415 ; 1418) ; Virapoullé (Louis) (p. 1416).

Plans d'occupation des sols (POS) : Le Pensec (Louis) (p. 1415).

Réunion (Ile) : Le Pensec (Louis) (p. 1415 ; 1417) ; Ramassamy (Albert) (p. 1417) ; Virapoullé (Louis) (p. 1415).

Service public : Le Pensec (Louis) (p. 1415).

Urbanisme : Le Pensec (Louis) (p. 1414).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1418, 1419) : MM. Louis Virapoullé, rapporteur ; Louis Le Pensec, ministre ; Gérard Larcher.

Art. 1^{er} (Garantie du risque tempête : article L. 122-7 nouveau du code des assurances) (p. 1418).

Adopté : amendement rédactionnel n° 1 de la commission (p. 1418).

– L'article 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 1418).

Art. 2 (Extension aux départements d'outre-mer du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles) – Adopté (p. 1418).

Après l'art. 2 (p. 1418).

Adopté : amendement n° 2 de la commission : application des dispositions de la présente proposition de loi dans les collectivités territoriales de Saint-Pierre-et-Miquelon et de Mayotte (p. 1419).

– Un article additionnel est inséré dans la proposition de loi (p. 1419).

Art. 3 (Entrée en vigueur des dispositions de la présente loi) (p. 1419).

Retiré : amendement n° 4 de M. Michel Rufin, soutenu par M. Gérard Larcher : distinction apportée entre les départements d'outre-mer et la métropole (p. 1419).

– L'article 3 est adopté (p. 1419).

Explication de vote sur l'ensemble : M. Paul Moreau (p. 1419).

Adoption (7 juin 1990) (p. 1419).

Comité secret (procédure parlementaire)

Voir *Rappels au règlement*, 18 ; 19

Comités économiques et sociaux

Voir *Conseil économique et social*, 1

Commerçants et artisans

Voir *Commerce et artisanat*, 1

Commerce et artisanat

I. – Projet de loi d'actualisation de dispositions relatives à l'exercice des professions commerciales et artisanales, PRESENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Roger Fauroux, ministre de l'industrie et par M. François Doubin, ministre chargé du commerce et de l'artisanat (7 novembre 1990) [n° 1694 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Jean-Marie Bockel (28 novembre 1990) [n° 1764 (9^e lég.)] – Urgence – Discussion (5 décembre 1990) – Adoption (5 décembre 1990) [n° 414].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (6 décembre 1990) [n° 141 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Pour avis à la commission des finances – Rapport de M. Louis Moinard (12 décembre 1990) [n° 153 (90-91)] – Avis de M. René Ballayer (13 décembre 1990) [n° 169 (90-91)] – Discussion (15 décembre 1990) – Adoption (15 décembre 1990) [n° 65].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (17 décembre 1990) [n° 1841 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission de la production.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Jean-Marie Bockel (18 décembre 1990) [n° 1854 (9^e lég.)] – Discussion (19 décembre 1990) – Adoption (19 décembre 1990) [n° 445].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Louis Moinard (18 décembre 1990) [n° 197 (90-91)] – Discussion (19 décembre 1990) – Adoption (19 décembre 1990) [n° 81].

PROMULGATION : loi n° 90-1260 du 31 décembre 1990 (J.O. Lois et décrets du 5 janvier 1991).

Discussion (première lecture)

(15 décembre 1990) (p. 5126, 5160).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5126, 5136) : *MM. François Doubin, ministre chargé du commerce et de l'artisanat ; Louis Moinard, rapporteur de la commission des affaires économiques ; René Ballayer, rapporteur pour avis de la commission des finances ; Ernest Cartigny, Jean-Jacques Robert, Gérard Delfau, André Egu, Robert Laucournet.*

Caisses d'épargne : *Robert (Jean-Jacques)* (p. 5130).

Chômage : *Egu (André)* (p. 5132).

Collectivités territoriales : *Laucournet (Robert)* (p. 5133).

Commerce de proximité : *Doubin (François)* (p. 5127).

Commerce rural : *Doubin (François)* (p. 5127) ; *Egu (André)* (p. 5132).

Concurrence : *Doubin (François)* (p. 5127) ; *Egu (André)* (p. 5131).

Cotisations sociales : *Cartigny (Ernest)* (p. 5129) ; *Doubin (François)* (p. 5127 ; 5136).

Cumul emploi-retraite : *Doubin (François)* (p. 5136) ; *Robert (Jean-Jacques)* (p. 5129).

Entreprises unipersonnelles à responsabilité limitée (EURL) : *Doubin (François)* (p. 5134).

Grandes surfaces : *Cartigny (Ernest)* (p. 5129) ; *Delfau (Gérard)* (p. 5130) ; *Doubin (François)* (p. 5126 ; 5127) ; *Egu (André)* (p. 5132).

Indemnités journalières de maladie : *Egu (André)* (p. 5131) ; *Laucournet (Robert)* (p. 5134) ; *Robert (Jean-Jacques)* (p. 5129).

Lotissements commerciaux : *Cartigny (Ernest)* (p. 5129) ; *Doubin (François)* (p. 5135) ; *Laucournet (Robert)* (p. 5133).

Maires : *Doubin (François)* (p. 5127).

Petites et moyennes entreprises (PME) : *Laucournet (Robert)* (p. 5134).

Prêts bonifiés : *Doubin (François)* (p. 5134).

Protection sociale : *Doubin (François)* (p. 5127) ; *Laucournet (Robert)* (p. 5134) ; *Moinard (Louis)* (p. 5128).

Retraite (régimes complémentaires) : *Egu (André)* (p. 5131).

Taxe professionnelle : *Ballayer (René)* (p. 5128) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 5129) ; *Delfau (Gérard)* (p. 5131) ; *Doubin (François)* (p. 5126 ; 5135) ; *Egu (André)* (p. 5132) ; *Laucournet (Robert)* (p. 5133) ; *Moinard (Louis)* (p. 5128) ; *Robert (Jean-Jacques)* (p. 5130).

Travail dominical : *Doubin (François)* (p. 5134).

Urbanisme : *Laucournet (Robert)* (p. 5133).

Villes : *Egu (André)* (p. 5132) ; *Laucournet (Robert)* (p. 5132).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5136, 5160) : *MM. François Doubin, ministre ; Louis Moinard, rapporteur ; André Egu, Jean-Jacques Robert, Etienne Dailly, Robert Lau-*

cournet, Gérard Delfau, Jean Arthuis, Emmanuel Hamel, René Ballayer, rapporteur pour avis ; Louis Perrein, Richard Pouille.

Art. 1^{er} (*Faculté d'instaurer un régime d'indemnités journalières en cas d'arrêt de travail*) (p. 5136).

Retiré : amendement n° 45 de la commission : création d'un régime d'indemnités journalières avant le 1^{er} janvier 1992 (p. 5137).

– L'article 1^{er} est adopté (p. 5137).

Art. 2 (*Assujettissement des ensembles commerciaux au régime d'autorisation préalable d'urbanisme commercial*) (p. 5137).

Adopté : amendement rédactionnel n° 3 de la commission (p. 5138).

Retiré : amendement n° 40 de M. André Egu : régime d'autorisation préalable à la création de centres commerciaux en zone urbaine (p. 5138).

Devenu sans objet : amendement n° 14 de M. André Egu : détermination des seuils de superficie (p. 5138).

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 5138).

Art. 2 bis (*Renouvellement du mandat des parlementaires membres de la commission nationale d'urbanisme commercial, CNUC*) (p. 5138).

Adopté : amendement de suppression n° 39 de la commission (p. 5138).

– L'article 2 bis est supprimé (p. 5138).

Après l'art. 2 bis (p. 5138).

Retiré : amendement n° 4 de la commission : dépôt des demandes d'autorisation d'implantation (p. 5138).

Art. 3 (*Entrée en vigueur immédiate des dispositions relatives aux ensembles commerciaux*) (p. 5138).

Rejeté : amendement n° 43 de M. Etienne Dailly : exception apportée aux demandes de permis de construire sur lesquelles il n'a pas encore été statué à la date de publication de la présente loi ; cas des zones d'aménagement concertées, ZAC (p. 5141).

– L'article 3 est adopté (p. 5141).

Après l'art. 3 (p. 5141).

Retiré : amendement n° 20 de M. André Egu : refus de vente (p. 5141).

Art. 3 bis (*Statut des agents généraux d'assurance*) – *Adopté* (p. 5141).

Art. 3 ter (*Election aux différents conseils des caisses d'épargne et de prévoyance et fusion de ces caisses*) (p. 5141).

Adopté : amendement n° 46 de la commission : fusions de caisses d'épargne réalisées préférentiellement dans le cadre des régions (p. 5142).

– L'article 3 ter, ainsi modifié, est adopté (p. 5142).

Art. 3 quater (*Vente du vinaigre de miel d'Alsace et Moselle*) – *Adopté* (p. 5142).

Avant l'art. 4 (p. 5142).

Retiré : amendement n° 36 de M. Jean Arthuis : rôle des comités intercommunaux d'urbanisme commercial (p. 5143).

Art. 4 (*Répartition de la taxe professionnelle acquittée par les grandes surfaces*) (p. 5143).

Adoptés : amendement rédactionnel n° 5 de la commission (p. 5144) – Amendements identiques n° 6 de la commission et n° 21 de la commission saisi pour avis : suppression des conditions relatives à la densité de la population (p. 5144) – Amendements de la commission, n° 7 : doublement du rayon de la répartition pour les magasins d'une surface inférieure à cinq mille mètres carrés (p. 5147) – Et n° 8 : extension à quinze kilomètres du rayon de répartition pour les magasins d'une

superficie supérieure à cinq mille mètres carrés (p. 5147) – Amendements de la commission saisie pour avis, n° 22 : répartition de la péréquation entre les différents fonds départementaux (p. 5147) – Et n° 23 : coordination (p. 5147) – Amendement n° 47 du Gouvernement : coordination (p. 5148) – Amendement n° 24 de la commission saisie pour avis : répartition de la deuxième part de la péréquation dans le cadre départemental (p. 5151) ; sous-amendement n° 48 du Gouvernement (p. 5151) – Amendement n° 10 de la commission : référence aux seuils visés par l'article 29 de la loi Royer (p. 5155).

Rejetés : amendements de M. André Egu, n° 41 : prise en compte de l'ensemble des bases d'imposition de tous les établissements commerciaux dans le dispositif de péréquation prévu par la présente loi (p. 5148) – Et n° 1 : protection des communes en zone rurale (p. 5149) – Sur l'amendement n° 10 de la commission, sous-amendement n° 32 de M. Robert Laucournet (p. 5144) et sous-amendement n° 50 du Gouvernement (p. 5144) – Amendement n° 38 de M. Jean Arthuis : répartition des sommes perçues par une commission départementale d'adaptation du commerce rural (p. 5156) – Amendement n° 11 de la commission : affectation des ressources du fond départemental d'adaptation du commerce rural par décision du président du Conseil général (p. 5156) – Amendement n° 2 de M. André Egu : écrêtement progressif de la taxe professionnelle payée par les établissements existants au profit du fond départemental de la taxe professionnelle (p. 5157).

Retirés : amendements de M. André Egu, n°s 15 et 16 : seuil de surface de vente et rayon de péréquation (p. 5145 et 5147) – Amendements n°s 42 et 17 de M. André Egu : moyens donnés au fond régional d'adaptation du commerce rural (p. 5148) – Amendement n° 33 de M. Robert Laucournet : affectation d'une part de la taxe professionnelle à un fond départemental d'adaptation du commerce et de l'artisanat ruraux (p. 5150) – Amendement n° 34 de M. Robert Laucournet : modification du montant de la somme au-dessous duquel la péréquation n'est pas effectuée (p. 5154).

Devenu sans objet : amendement n° 29 de M. Emmanuel Hamel, retiré par son auteur et repris par M. Louis Perrein : extension des rayons de la répartition de la taxe professionnelle à quatre kilomètres pour les ensembles commerciaux supérieurs à deux mille cinq cents mètres carrés (p. 5147).

– L'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 5157).

Art. 4 bis (Dispositif de péréquation de la taxe professionnelle spécifique aux communes visées par l'article 1648 A du code général des impôts) (p. 5157).

Adoptés : amendements identiques n° 12 de la commission et n° 28 de la commission saisie pour avis : suppression de cet article (p. 5157).

– L'article 4 bis est supprimé (p. 5157).

Art. 4 ter (Validation des cotisations d'assurance maladie dues par les retraités à la Caisse nationale d'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles, CANAM) – Adopté (p. 5157).

Art. 5 (Reconduction de l'exonération des charges sociales pour l'embauche d'un premier salarié) (p. 5157).

Adoptés : amendement n° 44 du Gouvernement : date de prise d'effet de ces dispositions (p. 5157) – Amendement rédactionnel n° 13 de la commission (p. 5158).

– L'article 5, ainsi modifié, est adopté (p. 5158).

Seconde délibération portant sur le paragraphe V de l'article 4 – Ordonnée en application de l'article 43, alinéa 4, du règlement, à la demande de la commission (p. 5158).

Art. 4 (p. 5158).

Adopté : amendement n° 1 de la commission : répartition du fond départemental d'adaptation du commerce rural confié à une commission composée majoritairement d'élus (p. 5158).

– L'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 5158).

Explications de vote sur l'ensemble : MM. Emmanuel Hamel, Ernest Cartigny, Gérard Delfau, Jean-Jacques Robert, Louis Moinard, rapporteur ; intervention de M. François Doubin, ministre (p. 5159, 5160).

Adoption (15 décembre 1990) (p. 5160).

Discussion (commission mixte paritaire)

(19 décembre 1990) (p. 5366, 5370).

I. DISCUSSION GENERALE (p. 5366, 5368) : MM. Louis Moinard, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; François Doubin, ministre chargé du commerce et de l'artisanat ; William Chervy.

Cotisations sociales : Chervy (William) (p. 5367).

Départements : Chervy (William) (p. 5367).

Protection sociale : Chervy (William) (p. 5367).

Régions : Chervy (William) (p. 5367).

Taxe professionnelle : Chervy (William) (p. 5367) ; Doubin (François) (p. 5366) ; Moinard (Louis) (p. 5366).

Zones rurales : Chervy (William) (p. 5367).

II. DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5368 5370) : MM. François Doubin, ministre ; Louis Moinard, rapporteur.

Art. 2 (p. 5368).

Art. 2 bis (p. 5368).

Amendement de suppression n° 1 du Gouvernement (p. 5368).

Après l'art. 3 (p. 5368).

Amendement n° 2 du Gouvernement : insertion des dispositions supprimées à l'article 2 bis (p. 5368).

Art. 4 (p. 5368).

Art. 4 bis (p. 5369) – Supprimé par la CMP.

Art. 5 (p. 5369).

Explications de vote sur l'ensemble : MM. Robert Vizet, Jean-Jacques Robert, Louis Moinard, rapporteur ; intervention de M. François Doubin, ministre (p. 5369, 5370).

Adoption (19 décembre 1990) (p. 5370).

Commerce extérieur

Voir *Lois de finances, 1*, Agriculture et forêt ; Industrie et aménagement du territoire - I – Industrie

Commissariat à l'énergie atomique (CEA)

Voir *Lois de finances, 1*, Recherche et technologie

Commissariat général au Plan

Voir *Lois de finances, 1*, Services du Premier ministre - IV – Plan

Commissions d'enquête ou de contrôle

1. – **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la pollution de l'eau et la politique nationale d'aménagement des ressources hydrauliques, PRESENTÉE AU SENAT**, par Mme Hélène Luc, sénateur, et plusieurs de ses collègues (5 avril 1990) [n° 226 (89-90)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Pour avis à la commission des lois – Rapport de M. Richard Pouille (13 juin 1990) [n° 377 (89-90)] – Avis de M. Jean-Pierre Tizon (27 juin 1990) [n° 440 (89-90)].

2. – **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'exercice du sport de haut niveau et notamment sur l'application de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives, PRESENTÉE AU SENAT**, par M. Jacques Chaumont, sénateur, et plusieurs de ses collègues

(20 avril 1990) [n° 250 (89-90)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

3. – **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission de contrôle de la gestion et de la situation financière de l'institut de retraite des agents et personnels contractuels de l'Etat, des collectivités publiques, des collectivités locales et assimilés (IRCANTEC), PRESENTÉE AU SENAT,** par M. Roger Husson, sénateur, et plusieurs de ses collègues (22 novembre 1990) [n° 97 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

4. – **Proposition de résolution tendant à créer une commission de contrôle chargée d'examiner la gestion administrative, financière et technique de l'ensemble des services relevant de l'autorité du ministre de l'intérieur qui contribuent, à un titre quelconque, à assurer le maintien de l'ordre public et la sécurité des personnes et des biens, puis d'en informer le Sénat, PRESENTÉE AU SENAT,** par MM. Ernest Cartigny, Daniel Hoeffel, Marcel Lucotte et Charles Pasqua, sénateurs (6 décembre 1990) [n° 134 (90-91)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Bernard Laurent (12 décembre 1990) [n° 149 (90-91)] – Discussion (13 décembre 1990) – Adoption (13 décembre 1990) [n° 60].

Discussion des conclusions du rapport

(13 décembre 1990) (p. 5075, 5076).

I – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 5075, 5076) : *M. Bernard Laurent, rapporteur de la commission des lois.*

Commissions d'enquête ou de contrôle : *Bernard Laurent* (p. 5075 ; 5076).

Intérieur (ministère) : *Bernard Laurent* (p. 5075 ; 5076).

Ordre public : *Bernard Laurent* (p. 5075 ; 5076).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 5076)

Art. unique création d'une commission de contrôle chargée d'examiner la gestion administrative, financière et technique de l'ensemble des services relevant de l'autorité du ministre de l'intérieur qui contribuent, à un titre quelconque, à assurer le maintien de l'ordre public et la sécurité des personnes et des biens. – Adopté (p. 5076).

Explication de vote sur l'ensemble (p. 5076) : *M. Claude Estier.*

Adoption (13 décembre 1990) (p. 5076).

5. – **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission de contrôle chargée d'examiner la gestion administrative, financière et technique de l'entreprise nationale Air France et des sociétés de toute nature comme des compagnies aériennes, qu'elle contrôle, puis d'en informer le Sénat, PRESENTÉE AU SENAT,** par MM. Ernest Cartigny, Daniel Hoeffel, Marcel Lucotte et Charles Pasqua, sénateurs (6 décembre 1990) [n° 135 (90-91)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Claude Belot (13 décembre 1990) [n° 168 (90-91)] – Discussion (13 décembre 1990) – Adoption (13 décembre 1990) [n° 63].

Discussion des conclusions du rapport

(13 décembre 1990) (p. 5079, 5081).

I – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 5079, 5081) : *MM. Ernest Cartigny, en remplacement de M. Claude Belot, rapporteur de la commission des finances ; Robert Pagès.*

Air France : *Cartigny (Ernest)* (p. 5080) ; *Pagès Robert* (p. 5080).

Air Inter : *Cartigny (Ernest)* (p. 5080) ; *Pagès (Robert)* (p. 5080).

Compagnies aériennes : *Cartigny (Ernest)* (p. 5080) ; *Pagès (Robert)* (p. 5080).

Concurrence internationale : *Cartigny (Ernest)* (p. 5080).

Investissements : *Cartigny (Ernest)* (p. 5080) ; *Pagès (Robert)* (p. 5080).

Prise de contrôle : *Cartigny (Ernest)* (p. 5080) ; *Pagès (Robert)* (p. 5081).

Transports aériens : *Cartigny (Ernest)* (p. 5080) ; *Pagès (Robert)* (p. 5080).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 5081)

Art. unique (Création d'une commission de contrôle chargée d'examiner la gestion administrative, financière et technique de l'entreprise nationale Air France et des sociétés de toute nature comme des compagnies aériennes qu'elle contrôle, puis d'en informer le Sénat) – Adopté (p. 5081).

Adoption (13 décembre 1990) (p. 5081).

6. – **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission de contrôle chargée de recueillir tous les éléments d'information possibles sur les grèves des magistrats, des avocats et des fonctionnaires de justice, notamment sur celles qui ont donné lieu à leurs manifestations sur la voie publique des 21 juin, 23 octobre, 15 novembre, 30 novembre 1990, sur les motifs, quelle qu'en soit la nature, qui ont pu contribuer à provoquer ces grèves et ces manifestations, puis de soumettre ses conclusions au Sénat, PRESENTÉE AU SENAT,** par MM. Ernest Cartigny, Daniel Hoeffel, Marcel Lucotte et Charles Pasqua, sénateurs (6 décembre 1990) [n° 136 (90-91)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Hubert Haenel (12 décembre 1990) [n° 150 (90-91)] – Discussion (13 décembre 1990) – Adoption (13 décembre 1990) [n° 61].

Discussion des conclusions du rapport

(13 décembre 1990) (p. 5076, 5077).

I – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 5076, 5077) : *MM. Bernard Laurent, en remplacement de M. Hubert Haenel, rapporteur de la commission des lois ; Robert Pagès.*

Commissions d'enquête ou de contrôle : *Laurent (Bernard)* (p. 5076) ; *Pagès (Robert)* (p. 5076).

Grève (droit de) : *Pagès (Robert)* (p. 5077).

Justice : *Laurent (Bernard)* (p. 5076).

Magistrats : *Pagès (Robert)* (p. 5077).

Professions judiciaires et juridiques : *Pagès (Robert)* (p. 5077).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 5077)

Art. unique (Création d'une commission de contrôle chargée d'examiner les modalités d'organisation et les conditions de fonctionnement des services relevant de l'autorité judiciaire) – Adopté (p. 5077).

Adoption (13 décembre 1990) (p. 5077).

7. – **Proposition de résolution tendant à la constitution d'une commission de contrôle chargée de recueillir tous les éléments d'information possibles sur les manifestations des lycéens intervenues sur la voie publique en octobre et novembre 1990, sur les motifs, quelle qu'en soit la nature, qui ont pu contribuer à provoquer ces manifestations, puis de soumettre ses conclusions au Sénat, PRESENTÉE AU SENAT** par MM. Ernest Cartigny, Daniel Hoeffel, Marcel Lucotte et Charles Pasqua, sénateurs (6 décembre 1990) [n° 137 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Pour avis à la commission des lois – Rapport de M. Adrien Gouteyron (12 décembre 1990) [n° 156 (90-91)] – Avis de M. Philippe de Bourgoing (12 décembre 1990) [n° 151 (90-91)] – Discussion (13 décembre 1990) – Adoption (13 décembre 1990) [n° 62].

Discussion des conclusions du rapport

(13 décembre 1990) (p. 5077, 5079).

I – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 5077, 5079) : *MM. Adrien Gouteyron, rapporteur de la commission des affaires culturelles ; Lucien Lanier, en remplacement de M. Philippe de Bourgoing, rapporteur pour avis de la commission des lois ; Robert Pagès, Charles Pasqua, Maurice Schumann, président de la commission des affaires culturelles.*

Commissions d'enquête ou de contrôle : *Gouteyron (Adrien)* (p. 5077 ; 5078) ; *Lanier (Lucien)* (p. 5078) ; *Pagès (Robert)* (p. 5078) ; *Pasqua (Charles)* (p. 5078) ; *Schumann (Maurice)* (p. 5079).

Education nationale : *Gouteyron (Adrien)* (p. 5078).

Education nationale (budget) : *Pagès (Robert)* (p. 5078).

Education nationale (crise) : *Gouteyron (Adrien)* (p. 5077 ; 5078).

Enseignement secondaire : *Gouteyron (Adrien)* (p. 5077 ; 5078) ; *Pagès (Robert)* (p. 5078).

Manifestations (lycéens) : *Gouteyron (Adrien)* (p. 5077 ; 5078) ; *Pagès (Robert)* (p. 5078 ; 5079).

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5079)

Art. 1^{er} (*Création d'une commission de contrôle chargée d'examiner les modalités d'organisation et les conditions de fonctionnement du second cycle de l'enseignement public du second degré*) - Adopté (p. 5079).

Art. 2 (*Composition de la commission de contrôle*) - Adopté (p. 5079).

Explication de vote sur l'ensemble (p. 5079) - *M. Claude Estier*.

Adoption (13 décembre 1990) (p. 5079).

8. - Proposition de résolution tendant à la constitution d'une commission d'enquête visant à déterminer les conditions d'application des directives communautaires en matière de production et de commercialisation des produits agricoles, et notamment des viandes, ainsi qu'en matière de contrôle de l'utilisation des anabolisants et à proposer des solutions pour remédier aux insuffisances constatées, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Philippe François, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 27 août 1990-29 août 1990) [n° 474 (89-90)] - Renvoi à la commission des affaires économiques.

Commissions mixtes paritaires (CMP)

Voir *Collectivités territoriales*, 1
Environnement, 3 ; 6
Parlement, 4

Commissions parlementaires

Voir *Parlement*, 3
Rappels au règlement, 30 ; 34 ; 35

Communauté économique européenne (CEE)

Voir *Europe*, 1
Lois de finances, 1, Affaires étrangères ; Agriculture et forêt ; Economie, finances et budget - II - Services financiers - Commerce extérieur ; Equipement, logement, transports et mer - II - Transports intérieurs - 1. Transports terrestres.

2. Routes.

3. Sécurité routière ; Industrie et aménagement du territoire - II - Aménagement du territoire
Parfums et cosmétiques, 1
Pêche, 1 ; 2
Traités et conventions, 7

Communautés européennes

Voir *Commissions d'enquête ou de contrôle*, 8
Parlement, 1 ; 7 ; 9
Propriété industrielle, 2

Rapports d'information, 16 ; 21 ; 22 ; 23 ; 24 ; 30 ; 31 ; 34

Communes

Voir *Nouvelle-Calédonie*, 1
Questions au Gouvernement n° 250
Questions orales sans débat n° 195 ; n° 203

1. - Projet de loi relatif à la participation des communes au financement des collèges, PRESENTÉ A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur (15 novembre 1989) [n° 1008 (9^e lég.)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Paul-Louis Tenaillon (13 décembre 1989) [n° 1089 (9^e lég.)] - Discussion (19 décembre 1989) - Adoption (19 décembre 1989) [n° 237].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (20 décembre 1989) [n° 165 (89-90)] - Renvoi à la commission des lois - Pour avis à la commission des affaires culturelles - Rapport de M. Lucien Lanier (4 avril 1990) [n° 215 (89-90)] - Avis de M. Paul Séramy (4 avril 1990) [n° 214 (89-90)] - Discussion (12 avril 1990) - Adoption (12 avril 1990) [n° 84].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (17 avril 1990) [n° 1282 (9^e lég.)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Paul-Louis Tenaillon (10 mai 1990) [n° 1333 (9^e lég.)] - Discussion (21 mai 1990) - Adoption (21 mai 1990) [n° 289].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (22 mai 1990) [n° 310 (89-90)] - Renvoi à la commission des lois - Pour avis à la commission des affaires culturelles - Rapport de M. Lucien Lanier (30 mai 1990) [n° 329 (89-90)] - Avis de M. Paul Séramy (31 mai 1990) [n° 336 (89-90)] - Discussion (7 juin 1990) - Adoption (7 juin 1990) [n° 113].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (TROISIEME LECTURE) (7 juin 1990) [n° 1426 (9^e lég.)] - Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Paul-Louis Tenaillon (19 juin 1990) [n° 1479 (9^e lég.)] - Echec.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Lucien Lanier (19 juin 1990) [n° 398 (89-90)] - Echec.

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (7 juin 1990) [n° 1426 (9^e lég.)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Paul-Louis Tenaillon (21 juin 1990) [n° 1487 (9^e lég.)] - Discussion (22 juin 1990) - Adoption (22 juin 1990) [n° 333].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (22 juin 1990) [n° 418 (89-90)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Lucien Lanier (22 juin 1990) [n° 419 (89-90)] - Discussion (26 juin 1990) - Adoption (26 juin 1990) [n° 144].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (26 juin 1990) [n° 1513 (9^e lég.)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Paul-Louis Tenaillon (26 juin 1990) [n° 1514 (9^e lég.)] - Discussion (26 juin 1990) - Adoption (26 juin 1990) [n° 344].

PROMULGATION : Loi n° 90-586 du 4 juillet 1990 (*J.O.* Lois et décrets du 11 juillet 1990).

Discussion (première lecture)

(12 avril 1990) (p. 271, 299).

I - DISCUSSION GENERALE (p. 271, 286) : *MM. Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat chargé des collectivités territoriales ; Lucien Lanier, rapporteur de la commission des lois ; Paul Séramy, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles ; Mme Hélène Luc, MM. Paul Girod, François Lesein, Joël Bourdin, Michel Darras, Jean Madelain, Louis Virapoullé.*

Centres départementaux de documentation pédagogique (CDDP) : *Girod (Paul)* (p. 278).

Centres d'information et d'orientation (CIO) : *Girod (Paul)* (p. 278).

Collectivités territoriales : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 272 ; 285) ; *Lanier (Lucien)* (p. 273 ; 274) ; *Séramy (Paul)* (p. 275).

Collèges (propriété) : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 285) ; *Lesein (François)* (p. 279) ; *Luc (Hélène)* (p. 277).

Collèges (transfert de responsabilité) : *Girod (Paul)* (p. 278) ; *Madelain (Jean)* (p. 282).

Communes (participation) : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 271 ; 272 ; 285) ; *Darras (Michel)* (p. 281) ; *Girod (Paul)* (p. 278) ; *Lanier (Lucien)* (p. 272 ; 273 ; 274) ; *Lesein (François)* (p. 279) ; *Luc (Hélène)* (p. 275 ; 276) ; *Madelain (Jean)* (p. 281 ; 282) ; *Séramy (Paul)* (p. 274) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 282).

Contrats de plan : *Madelain (Jean)* (p. 282).

Décentralisation : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 283 ; 284 ; 286) ; *Girod (Paul)* (p. 278 ; 279) ; *Lanier (Lucien)* (p. 273) ; *Luc (Hélène)* (p. 275 ; 276) ; *Séramy (Paul)* (p. 274 ; 275).

Démographie : *Lanier (Lucien)* (p. 274) ; *Lesein (François)* (p. 280).

Départements : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 272) ; *Lanier (Lucien)* (p. 274).

Départements d'outre-mer (DOM) : *Virapoullé (Louis)* (p. 283).

Dotation départementale d'équipement des collèges : *Lanier (Lucien)* (p. 273).

Dotation générale de décentralisation (DGD) : *Lanier (Lucien)* (p. 273) ; *Luc (Hélène)* (p. 276).

Dotation globale d'équipement (DGE) : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 284).

Education nationale : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 283).

Enseignement : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 284) ; *Lanier (Lucien)* (p. 273) ; *Lesein (François)* (p. 279) ; *Luc (Hélène)* (p. 276) ; *Séramy (Paul)* (p. 275).

Enseignement primaire : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 283).

Enseignement privé : *Lesein (François)* (p. 280).

Equipements sportifs : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 284 ; 285) ; *Lanier (Lucien)* (p. 274) ; *Luc (Hélène)* (p. 277) ; *Madelain (Jean)* (p. 282).

Fonctionnaires et agents publics : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 286) ; *Bourdin (Joël)* (p. 280) ; *Luc (Hélène)* (p. 277).

Instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM) : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 284) ; *Luc (Hélène)* (p. 275).

Investissements : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 272) ; *Girod (Paul)* (p. 278 ; 279) ; *Lanier (Lucien)* (p. 273) ; *Lesein (François)* (p. 280) ; *Luc (Hélène)* (p. 276) ; *Madelain (Jean)* (p. 282) ; *Séramy (Paul)* (p. 274).

Langues et cultures étrangères : *Luc (Hélène)* (p. 277).

Pédagogie : *Bourdin (Joël)* (p. 281).

Val-de-Marne (département) : *Luc (Hélène)* (p. 276).

Zones d'éducation prioritaires (ZEP) : *Bourdin (Joël)* (p. 280).

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 286, 299) : *MM. Paul Girod, Lucien Lanier, rapporteur ; Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat ; Michel Darras, Paul Séramy, rapporteur pour avis ; Jean Simonin, Robert Vizet, Paul Masson, Philippe Labeyrie, Mme Hélène Missoffe, M. Jacques Habert.*

Art. 1^{er} (*Extinction de la participation des communes aux dépenses de fonctionnement des collèges : article 15 de la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat*) (p. 286).

Parole sur l'article : *M. Paul Girod* (p. 286).

Adoptés : amendements de la commission, n° 12 : de forme (p. 286) - N° 13 : rédactionnel (p. 287) - Et n° 14 : de forme (p. 287) - Amendements identiques n° 15 de la commission et

n° 3 de la commission saisie pour avis : prolongation du délai accordé aux conseils généraux pour décider des modalités d'extinction de la participation des communes au financement des collèges (p. 287) - Amendement n° 4 de la commission saisie pour avis : assouplissement du dispositif (p. 289) - Amendement n° 17 de la commission : liberté laissée au département de fixer le calendrier de décroissance de la contribution communale jusqu'à la date de l'extinction (p. 289) - Amendement n° 5 de la commission saisie pour avis : suppression de la référence à la date du 1^{er} janvier 1990 (p. 290).

Rejeté : amendement n° 16 de la commission : cas de cessation de la participation communale à compter du 1^{er} janvier 1990 (p. 288).

Retirés : amendement n° 6 de la commission saisie pour avis, analogue à l'amendement n° 17 de la commission (p. 289) - Amendement n° 18 de la commission, identique à l'amendement n° 5 de la commission saisie pour avis (p. 289).

Devenu sans objet : sur l'amendement n° 6 de la commission saisie pour avis, sous-amendement n° 30 de M. Michel Darras (p. 289).

Irrecevable (article 40 de la Constitution) : amendement n° 1 de Mme Hélène Luc, soutenu par M. Robert Vizet : institution d'une dotation globale de décentralisation « collèges » (p. 290).

- L'article 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 290).

Art. 2 (*Modalités de versement de la participation des communes aux dépenses d'investissement : article 15-1 de la loi n° 83-663 précitée*) (p. 290).

Adoptés : amendement n° 7 de la commission saisie pour avis : fixation du mode de paiement applicable par convention entre le département et la commune ou le groupement de communes (p. 291) ; sous-amendement n° 32 de la commission (p. 291).

Retiré : amendement n° 19 de la commission : suppression de cet article (p. 291).

- L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 291).

Art. 3 (*Extinction de la participation des communes aux dépenses d'investissement : article 15-3 de la loi n° 83-663 précitée*) (p. 291).

Parole sur l'article : *M. Paul Girod* (p. 291).

Adoptés : amendements de la commission, n° 20 : de forme (p. 292) - N° 21 : rédactionnel (p. 292) - N° 23 : délai accordé aux conseils généraux pour délibérer (p. 294) - N° 25 : coordination (p. 295) - Et n° 27 : présentation par le Gouvernement au Parlement d'un rapport annexé au projet de loi de finances appréciant pour chaque département l'évolution des charges résultant des transferts de compétences et l'état du patrimoine transféré (p. 297) ; sous-amendement n° 33 de Mme Hélène Missoffe : harmonisation des possibilités des collectivités locales en matière de financement des établissements d'enseignement privé sous contrat et d'enseignement public (p. 297) - Amendements de la commission saisie pour avis, n° 9 : coordination avec son amendement n° 4 (p. 294) - Et n° 10 : restriction apportée au rôle du conseil général (p. 295).

Rejeté : amendement n° 22 de la commission : retour à la rédaction initiale du projet de loi qui prévoyait de faire bénéficier du dispositif d'extinction progressive de la participation communale toutes les dépenses d'investissement (p. 294).

Retirés : amendements de la commission, n° 24 : dépenses d'investissement (p. 294) - Et n° 26, identique à l'amendement n° 10 de la commission saisie pour avis (p. 295) - Amendement n° 11 de la commission saisie pour avis (p. 295).

Devenu sans objet : sur l'amendement n° 11 de la commission saisie pour avis, sous-amendement n° 31 de M. Michel Darras (p. 295).

Irrecevable (article 40 de la Constitution) : amendement n° 2 de Mme Hélène Luc, soutenu par M. Robert Vizet : augmentation de la dotation départementale d'équipement des collèges (p. 295).

- L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 297).

Après l'art. 3 (p. 298).

Adopté : amendement n° 29 de M. Paul Girod : transfert de propriété des bâtiments aux départements (p. 298).

Irrecevable (article 40 de la Constitution) : amendement n° 28 de Mme Hélène Missoffe : aide à l'enseignement privé en matière de dépenses d'investissement (p. 299).

- Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 298).

Explications de vote sur l'ensemble : MM. Michel Darras (p. 299), Paul Girod (p. 299), Robert Vizet (p. 299).

Adoption (12 avril 1990) (p. 299).

Discussion (deuxième lecture)

(7 juin 1990) (p. 1405, 1414).

I - DISCUSSION GENERALE (p. 1405, 1409) : MM. Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat chargé des collectivités territoriales ; Lucien Lanier, rapporteur de la commission des lois ; Paul Séramy, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles ; Michel Darras, Paul Girod .

Collèges (financement) : Séramy (Paul) (p. 1407).

Collèges (investissements) : Baylet (Jean-Michel) (p. 1405) ; Darras (Michel) (p. 1408) ; Girod (Paul) (p. 1408) ; Lanier (Lucien) (p. 1406) ; Séramy (Paul) (p. 1407).

Collèges (transfert de propriété) : Girod (Paul) (p. 1408) ; Lanier (Lucien) (p. 1407).

Collèges (transfert de compétences) : Lanier (Lucien) (p. 1406).

Communes (participation) : Baylet (Jean-Michel) (p. 1405) ; Darras (Michel) (p. 1408) ; Girod (Paul) (p. 1408) ; Séramy (Paul) (p. 1408).

Décentralisation : Lanier (Lucien) (p. 1406).

Départements : Baylet (Jean-Michel) (p. 1405) ; Lanier (Lucien) (p. 1406).

Equipements sportifs : Lanier (Lucien) (p. 1407).

Etablissements d'enseignement privé (financement) : Lanier (Lucien) (p. 1407).

Etablissements d'enseignement privé (investissements) : Baylet (Jean-Michel) (p. 1406).

Etablissements d'enseignement public (financement) : Lanier (Lucien) (p. 1407).

Lycées : Lanier (Lucien) (p. 1406).

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1409, 1414) : MM. Paul Séramy, rapporteur pour avis ; Lucien Lanier, rapporteur ; Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat ; Michel Darras, Paul Girod.

Art. 1^{er} (p. 1409).

Adopté : amendement n° 2 de la commission saisie pour avis : conditions de décroissance de la participation communale (p. 1410).

- L'article 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 1410).

Art. 3 (p. 1410).

Adoptés : amendement n° 3 de la commission saisie pour avis : coordination avec son amendement n° 2 (p. 1411) - Amendement n° 1 de la commission : présentation à l'ouverture de la première session ordinaire de 1991-1992, par le Gouvernement au Parlement, d'un rapport annexé au projet de loi de finances, qui appréciera, pour chaque département, l'évolution des charges résultant des transferts de compétences et l'état du patrimoine transféré (p. 1412).

- L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 1412).

Après l'art. 3 (p. 1412).

Rejeté : amendement n° 5 de M. Paul Girod : transfert de propriété des collèges lorsque le département supporte seul les charges de fonctionnement et d'investissement afférentes à ces établissements (p. 1413).

Art. 4 (p. 1413) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

Explications de vote sur l'ensemble : MM. Jean-Luc Bécart, Michel Darras, Paul Girod, Geoffroy de Montalembert, Richard Pouille (p. 1413, 1414).

Adoption (7 juin 1990) (p. 1414).

Discussion (nouvelle lecture)

(26 juin 1990) (p. 2083, 2087).

I - DISCUSSION GENERALE (p. 2083, 2084) : MM. Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat chargé des collectivités territoriales ; Lucien Lanier, rapporteur de la commission des lois ; Michel Darras .

Collectivités territoriales (budget) : Lanier (Lucien) (p. 2084).

Collèges (budget) : Darras (Michel) (p. 2084) ; Lanier (Lucien) (p. 2084).

Collèges (rénovation) : Baylet (Jean-Michel) (p. 2083).

Collèges (transfert de compétences) : Baylet (Jean-Michel) (p. 2083) ; Lanier (Lucien) (p. 2083 ; 2084).

Communes (participation) : Baylet (Jean-Michel) (p. 2083) ; Darras (Michel) (p. 2084).

Décentralisation : Lanier (Lucien) (p. 2084).

Départements : Baylet (Jean-Michel) (p. 2083).

Etablissements d'enseignement privé : Baylet (Jean-Michel) (p. 2083) ; Lanier (Lucien) (p. 2084).

Parlement (information) : Lanier (Lucien) (p. 2083 ; 2084) ; Darras (Michel) (p. 2084).

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2084, 2087) : MM. Lucien Lanier, rapporteur ; Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat ; Jacques Sourdille, Michel Darras .

Art. 3 (p. 2084).

Adopté : amendement n° 1 de la commission : présentation par le Gouvernement au Parlement d'un rapport annexé au projet de loi de finances appréciant, pour chaque département, l'évolution des charges résultant des transferts de compétences et l'état du patrimoine transféré, ainsi que les conditions d'harmonisation des régimes d'aide financière des collectivités locales aux établissements d'enseignement public et aux établissements d'enseignement privé sous contrat (p. 2087).

- L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 2087).

Explication de vote sur l'ensemble (p. 2087) : M. Michel Darras.

Scrutin public n° 179 (p. 2087).

Adoption (26 juin 1990) (p. 2087).

2. - Proposition de loi relative à la coopération intercommunale et au développement local, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Pierre Schiélé, sénateur (19 avril 1990) [n° 246 (89-90)] - Renvoi à la commission des lois.

3. - Proposition de loi organique modifiant l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances et accordant aux communes de moins de 5000 habitants la possibilité de constituer un plan d'épargne d'investissement communal, PRESENTÉE AU SENAT, par M. François Gerbaud, sénateur (12 juin 1990) [n° 375 (89-90)] - Renvoi à la commission des finances.

4. - Proposition de loi tendant à modifier les règles d'indexation de la dotation globale de fonctionnement, PRESENTÉE AU SENAT, par MM. Michel Souplet, Amédée Bouquerel et Jean Natali, sénateurs (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 30 juin 1990-19 juillet 1990) [n° 468 (89-90)] - Renvoi à la commission des finances.

Communication audiovisuelle

Voir *Lois de finances*, 1, Postes, télécommunications et espace

Postes et télécommunications (P et T), 1
 Questions au Gouvernement n° 232
 Rapports d'information, 10
 Traités et conventions, 17

Compagnies aériennes

Voir *Lois de finances*, 1, Equipement, logement, transports et mer - III - Aviation civile et IV - Météorologie ; Navigation aérienne (Budget annexe)

Comptes spéciaux du Trésor

Voir *Lois de finances*, 1, Comptes spéciaux du Trésor

Conférence des présidents

Voir *Ordre du jour du Sénat*, 1 ; 2 ; 3

Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE)

Voir *Rappels au règlement*, 47

Conflits sociaux

Voir *Ordre du jour du Sénat*, 1
Questions orales sans débat n° 243
Rappels au règlement, 45 ; 46

1. - **Demande de levée de la séance** de M. Jacques Larché en raison des incidents survenus à Paris durant la manifestation des lycéens (12 novembre 1990) (p. 3323, 3326) - MM. Jacques Larché, Charles Lederman, Michel Darras, Michel Dreyfus-Schmidt, Luc Dejoie, Henri Nallet, ministre ; René-Georges Laurin.

Conseil constitutionnel

Voir *Elections*, 5
Rappels au règlement, 5

1. - **Projet de loi constitutionnelle portant révision des articles 61, 62 et 63 de la Constitution et instituant un contrôle de constitutionnalité des lois par voie d'exception**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. François Mitterrand, Président de la République, par M. Michel Rocard, Premier ministre, et par M. Pierre Arpaillage, ministre de la justice (2 avril 1990) [n° 1203 (9^e lég.)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Michel Sapin (19 avril 1990) [n° 1288 (9^e lég.)] - Discussion (24 et 25 avril 1990) - Adoption (25 avril 1990) [n° 274].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (26 avril 1990) [n° 267 (89-90)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Jacques Larché (6 juin 1990) [n° 351 (89-90)] - Discussion (12, 13 et 14 juin 1990) - Adoption (14 juin 1990) [n° 121].

NOUVEL INTITULE : « **Projet de loi constitutionnelle portant révision des articles 13, 34, 45, 46, 53, 54, 56, 57, 61, 62 et 63 de la Constitution et tendant à renforcer les garanties attachées aux droits fondamentaux** ».

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (14 juin 1990) [n° 1462 (9^e lég.)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Michel Sapin (19 juin 1990) [n° 1474 (9^e lég.)] - Discussion (21 juin 1990) - Adoption (21 juin 1990) [n° 331].

NOUVEL INTITULE : « **Projet de loi constitutionnelle portant révision des articles 53, 54, 57, 61, 62 et 63 de la Constitution et tendant à renforcer les garanties attachées aux droits fondamentaux** ».

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (22 juin 1990) [n° 416 (89-90)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Jacques Larché (27 juin 1990) [n° 435 (89-90)] - Discussion (28 juin 1990) - Adoption (28 juin 1990) [n° 155].

NOUVEL INTITULE : « **Projet de loi constitutionnelle portant révision des articles 13, 19, 34, 45, 46, 53, 54, 56, 57, 61, 62 et 63 de la Constitution et tendant à renforcer les garanties attachées aux droits fondamentaux** ».

Discussion (première lecture)

(12 juin 1990) (p. 1499, 1532) ; (13 juin 1990) (p. 1549, 1595) ; (14 juin 1990) (p. 1604, 1614).

I - DISCUSSION GENERALE (p. 1499, 1532, 1549, 1571) : MM. Michel Rocard, Premier ministre ; Pierre Arpaillage, ministre de la justice ; Jacques Larché, président et rapporteur de la commission des lois ; Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. Marcel Rudloff, Marc Auriol, Max Lejeune, Michel Dreyfus-Schmidt, Jean-Marie Girault et les orateurs sur la motion n° 2 - MM. Jean Arthuis, Paul Masson, Hubert Haenel, Bernard Seillier, Etienne Dailly et les orateurs sur la motion n° 3.

Accords internationaux : Arpaillage (Pierre) (p. 1502 ; 1569 ; 1570) ; Girault (Jean-Marie) (p. 1531) ; Larché (Jacques) (p. 1554) ; Masson (Paul) (p. 1551).

Acte unique européen : Fraysse-Cazalis (Jacqueline) (p. 1513).

Assemblée nationale : Arpaillage (Pierre) (p. 1568).

Commission des communautés européennes : Masson (Paul) (p. 1555).

Communauté économique européenne (CEE) : Arpaillage (Pierre) (p. 1569).

Communautés européennes : Girault (Jean-Marie) (p. 1531) ; Lederman (Charles) (p. 1510) ; Masson (Paul) (p. 1553).

Congrès du Parlement : Larché (Jacques) (p. 1504).

Conseil constitutionnel : Arthuis (Jean) (p. 1549) ; Dreyfus-Schmidt (Michel) (p. 1523 ; 1526 ; 1528 ; 1529) ; Larché (Jacques) (p. 1505 ; 1528) ; Lederman (Charles) (p. 1509 ; 1565) ; Lejeune (Max) (p. 1520) ; Othily (Georges) (p. 1512) ; Rocard (Michel) (p. 1499).

Conseil constitutionnel (attributions) : Arpaillage (Pierre) (p. 1569).

Conseil constitutionnel (composition) : Larché (Jacques) (p. 1506).

Conseil constitutionnel (décisions) : Fraysse-Cazalis (Jacqueline) (p. 1513).

Conseil constitutionnel (incompatibilités avec le) : Arpaillage (Pierre) (p. 1503) ; Dreyfus-Schmidt (Michel) (p. 1503) ; Haenel (Hubert) (p. 1557).

Conseil constitutionnel (pouvoirs) : Lederman (Charles) (p. 1508 ; 1567).

Conseil constitutionnel (président du) : Dailly (Etienne) (p. 1560 ; 1561 ; 1564) ; Haenel (Hubert) (p. 1557) ; Larché (Jacques) (p. 1506).

Conseil constitutionnel (rôle) : Haenel (Hubert) (p. 1557).

Conseil constitutionnel (saisine) : Arpaillage (Pierre) (p. 1501) ; Arthuis (Jean) (p. 1549) ; Dailly (Etienne) (p. 1560 ; 1561) ; Dreyfus-Schmidt (Michel) (p. 1522 ; 1523 ; 1554) ; Fraysse-Cazalis (Jacqueline) (p. 1513) ; Girault (Jean-Marie) (p. 1530 ; 1531) ; Haenel (Hubert) (p. 1555 ; 1557) ; Larché (Jacques) (p. 1504 ; 1554) ; Lauriol (Marc) (p. 1517) ; Lederman (Charles) (p. 1507 ; 1566) ; Masson (Paul) (p. 1554) ; Othily (Georges) (p. 1510) ; Rocard (Michel) (p. 1499 ; 1500) ; Rudloff (Marcel) (p. 1515).

Conseil constitutionnel (statuts) : Arpaillage (Pierre) (p. 1503) ; Haenel (Hubert) (p. 1557) ; Lauriol (Marc) (p. 1520).

Conseil de la concurrence : Masson (Paul) (p. 1552).

Conseil d'Etat : *Arthuis (Jean)* (p. 1549) ; *Haenel (Hubert)* (p. 1555 ; 1557) ; *Lederman (Charles)* (p. 1566) ; *Masson (Paul)* (p. 1551).

Conseil supérieur de la justice : *Arthuis (Jean)* (p. 1550).

Constitution : *Arpaillage (Pierre)* (p. 1569) ; *Dailly (Etienne)* (p. 1564) ; *Girault (Jean-Marie)* (p. 1530).

Constitution (article 11) : *Dailly (Etienne)* (p. 1563).

Constitution (article 16) : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 1528) ; *Larché (Jacques)* (p. 1528) ; *Lejeune (Max)* (p. 1520) ; *Othily (Georges)* (p. 1511).

Constitution (article 34) : *Masson (Paul)* (p. 1552).

Constitution (article 38) : *Dailly (Etienne)* (p. 1563).

Constitution (article 46) : *Rocard (Michel)* (p. 1500).

Constitution (article 53) : *Haenel (Hubert)* (p. 1557) ; *Masson (Paul)* (p. 1554).

Constitution (article 54) : *Arpaillage (Pierre)* (p. 1570) ; *Haenel (Hubert)* (p. 1557) ; *Larché (Jacques)* (p. 1554) ; *Masson (Paul)* (p. 1551 ; 1554).

Constitution (article 55) : *Arpaillage (Pierre)* (p. 1569) ; *Masson (Paul)* (p. 1551).

Constitution (article 61) : *Arpaillage (Pierre)* (p. 1570).

Constitution (article 63) : *Dailly (Etienne)* (p. 1560).

Constitution (article 89) : *Dailly (Etienne)* (p. 1561).

Constitution de 1946 : *Frayssse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 1513) ; *Othily (Georges)* (p. 1510).

Constitution de 1958 : *Arpaillage (Pierre)* (p. 1501) ; *Haenel (Hubert)* (p. 1558) ; *Larché (Jacques)* (p. 1504) ; *Lederman (Charles)* (p. 1565 ; 1567).

Constitution (révision) : *Arpaillage (Pierre)* (p. 1501 ; 1568) ; *Dailly (Etienne)* (p. 1561) ; *Larché (Jacques)* (p. 1554) ; *Lederman (Charles)* (p. 1510 ; 1564) ; *Rocard (Michel)* (p. 1500).

Convention européenne des droits de l'homme : *Arthuis (Jean)* (p. 1549).

Cour de cassation : *Arthuis (Jean)* (p. 1549) ; *Haenel (Hubert)* (p. 1555 ; 1557) ; *Lederman (Charles)* (p. 1566) ; *Masson (Paul)* (p. 1551).

Cour de justice des Communautés européennes (CJCE) : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 1528) ; *Frayssse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 1513) ; *Lederman (Charles)* (p. 1510 ; 1567).

Cour européenne des droits de l'homme : *Arpaillage (Pierre)* (p. 1502) ; *Arthuis (Jean)* (p. 1551) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 1525 ; 1528) ; *Lejeune (Max)* (p. 1520) ; *Masson (Paul)* (p. 1553).

Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 1523) ; *Frayssse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 1513) ; *Lederman (Charles)* (p. 1565) ; *Othily (Georges)* (p. 1511) ; *Rudloff (Marcel)* (p. 1515).

Droits de l'homme : *Arpaillage (Pierre)* (p. 1502).

Ecole nationale de la magistrature (ENM) : *Arthuis (Jean)* (p. 1550).

Justice : *Arthuis (Jean)* (p. 1550).

Lois (contrôle de constitutionnalité) : *Arpaillage (Pierre)* (p. 1501 ; 1503 ; 1570) ; *Arthuis (Jean)* (p. 1549) ; *Dailly (Etienne)* (p. 1560 ; 1562) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 1523, 1527 ; 1554) ; *Frayssse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 1514) ; *Girault (Jean-Marie)* (p. 1530 ; 1531) ; *Haenel (Hubert)* (p. 1555 ; 1557) ; *Larché (Jacques)* (p. 1505) ; *Lauriol (Marc)* (p. 1520) ; *Lederman (Charles)* (p. 1508) ; *Othily (Georges)* (p. 1510 ; 1511) ; *Rocard (Michel)* (p. 1499) ; *Rudloff (Marcel)* (p. 1515).

Lois organiques : *Arpaillage (Pierre)* (p. 1568) ; *Dailly (Etienne)* (p. 1563) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 1529 ; 1567) ; *Lauriol (Marc)* (p. 1518 ; 1520) ; *Lederman (Charles)* (p. 1564) ; *Rudloff (Marcel)* (p. 1515).

Magistrats (recrutement) : *Arpaillage (Pierre)* (p. 1570).

Magistrats (statut des) : *Arpaillage (Pierre)* (p. 1571).

Ordonnances (législation par) : *Dailly (Etienne)* (p. 1563) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 1528 ; 1529) ; *Larché (Jacques)* (p. 1506) ; *Lauriol (Marc)* (p. 1520) ; *Masson (Paul)* (p. 1552).

Parlement : *Arpaillage (Pierre)* (p. 1569 ; 1570) ; *Arthuis (Jean)* (p. 1549) ; *Dailly (Etienne)* (p. 1560 ; 1564) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 1523 ; 1526 ; 1528) ; *Frayssse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 1513 ; 1514) ; *Haenel (Hubert)* (p. 1557) ; *Larché (Jacques)* (p. 1505 ; 1506) ; *Lauriol (Marc)* (p. 1517 ; 1520) ; *Lederman (Charles)* (p. 1567) ; *Lejeune (Max)* (p. 1520) ; *Masson (Paul)* (p. 1555) ; *Othily (Georges)* (p. 1510 ; 1511) ; *Rocard (Michel)* (p. 1500) ; *Rudloff (Marcel)* (p. 1515).

Parlement (rôle) : *Lederman (Charles)* (p. 1566).

Préambule de la Constitution de 1946 : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 1523) ; *Othily (Georges)* (p. 1511) ; *Rocard (Michel)* (p. 1500) ; *Rudloff (Marcel)* (p. 1515).

Président de la République : *Arpaillage (Pierre)* (p. 1568) ; *Dailly (Etienne)* (p. 1561 ; 1564).

Président de la République (élection) : *Frayssse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 1514) ; *Girault (Jean-Marie)* (p. 1532) ; *Larché (Jacques)* (p. 1504) ; *Rocard (Michel)* (p. 1499).

Référendums : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 1529) ; *Lauriol (Marc)* (p. 1518).

Règlement du Sénat (article 48) : *Arpaillage (Pierre)* (p. 1571).

Règlements communautaires : *Masson (Paul)* (p. 1552).

Sénat (rôle) : *Haenel (Hubert)* (p. 1558).

Souveraineté nationale : *Haenel (Hubert)* (p. 1556) ; *Lederman (Charles)* (p. 1567).

Traité de Rome : *Arpaillage (Pierre)* (p. 1570) ; *Masson (Paul)* (p. 1551) ; *Othily (Georges)* (p. 1510).

Traités et conventions : *Masson (Paul)* (p. 1554 ; 1555).

Motion n° 2 de Mme Hélène Luc, soutenue par M. Charles Lederman, **tendant à opposer la question préalable** (p. 1507) – MM. Charles Lederman, Georges Othily.

Rejet de la motion (p. 1512 ; scrutin public n° 162).

Motion n° 3 de Mme Hélène Luc, soutenue par M. Charles Lederman, **tendant au renvoi du projet de loi à la commission des lois** (p. 1564) – MM. Charles Lederman, Michel Dreyfus-Schmidt, Pierre Arpaillage, ministre.

Rejet de la motion (p. 1571 ; scrutin public n° 163).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1571, 1595 ; 1604, 1614) : MM. Pierre Arpaillage, ministre ; Jacques Larché, rapporteur ; Jean-Marie Girault, Etienne Dailly, Marcel Lucotte, Marc Lauriol, Michel Dreyfus-Schmidt, Charles Lederman, Marcel Rudloff, Daniel Hoefel, Guy Allouche, Jean Arthuis.

Avant l'art. 1^{er} A (p. 1571).

Adopté : amendement n° 5 de la commission : modification de l'article 13 de la Constitution afin de prévoir la signature des ordonnances par le Président de la République dans les quinze jours qui suivent leur adoption en Conseil des ministres et d'instituer à son profit un mécanisme de contrôle de constitutionnalité a priori et par voie d'action sur le texte des ordonnances (p. 1575).

Rejetés : amendement n° 19 de M. Jean-Marie Girault : modification de l'article 11 de la Constitution afin que toutes dispositions du projet de loi jugées non conformes à la Constitution ne puissent être soumises au référendum (p. 1571) – Et n° 23 de M. Charles Lederman : institution d'une commission constitutionnelle afin d'assurer le contrôle de constitutionnalité, composée proportionnellement des effectifs des groupes des deux assemblées (p. 1578).

Retiré : amendement n° 26 de M. Etienne Dailly : obligation pour le Président de la République, avant de publier le décret

de convocation des électeurs, de consulter le Conseil constitutionnel sur le texte qu'il va soumettre au référendum pour en obtenir un avis de conformité qui sera publié (p. 1572).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1575).

Art. 1^{er} A (*Suppression des membres de droit du Conseil constitutionnel*) – Adopté (p. 1579).

Avant l'art. 1^{er} B (p. 1579).

Adopté : amendement n° 6 de la commission : élection du président du Conseil constitutionnel par les conseillers après chaque renouvellement ou en cas de vacance de la présidence et rétablissement de sa voix prépondérante en cas de partage des voix (p. 1579).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1579).

Art. 1^{er} B (*Suppression de la voie prépondérante du président du Conseil constitutionnel en cas de partage des voix*) (p. 1580).

Adopté : amendement de suppression n° 7 de la commission (p. 1580).

– L'article 1^{er} B est supprimé (p. 1580).

Avant l'art. 1^{er} B (*Incompatibilités des membres du Conseil constitutionnel*) (p. 1580).

Adopté : amendement n° 8 de la commission : extension du régime des incompatibilités des membres du Conseil constitutionnel (p. 1582).

Rejeté : sur l'amendement n° 8 de la commission, sous-amendement n° 31 du Gouvernement (p. 1582).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1582).

Avant l'art. 1^{er} (p. 1582).

Adoptés : amendements de la commission, n° 9 : attribution du caractère organique aux lois concernant les garanties fondamentales accordées aux citoyens pour l'exercice des libertés publiques (p. 1587) – Et n° 10 : institution du vote obligatoirement conforme des deux assemblées sur toutes les lois organiques et non plus uniquement sur celles relatives au Sénat (p. 1587).

Rejeté : amendement n° 24 de M. Charles Lederman : exclusion du bénéfice d'une amnistie pour toutes les infractions commises en relation avec le financement direct ou indirect de campagnes électorales ou de partis et groupements politiques (p. 1587).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 1587).

Art. 1^{er} (*Institution d'un contrôle de constitutionnalité des lois par voie d'exception*) (p. 1590).

Adopté : amendement n° 11 de la commission : définition de la notion de droits fondamentaux constitutionnels et exclusion du mécanisme de l'exception d'inconstitutionnalité des lois promulguées après la révision du mode de saisine du Conseil constitutionnel du 1^{er} novembre 1974 (p. 1595).

Rejeté : sur l'amendement n° 11 de la commission, sous-amendement n° 28 du Gouvernement (p. 1590).

Retirés : sur l'amendement n° 11 de la commission, sous-amendement n° 27 de M. Etienne Dailly (p. 1590) – Sur l'amendement n° 21 de M. Jean-Marie Girault, sous-amendement n° 25 de M. Jean Arthuis (p. 1593).

Devenu sans objet : amendement n° 21 de M. Jean-Marie Girault : soumission possible au Conseil constitutionnel pour vérifier leur conformité à la Constitution, des dispositions d'une loi ou d'un texte à caractère législatif ainsi que les dispositions d'un règlement communautaire concernant les droits fondamentaux (p. 1592).

– L'article 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 1595).

Art. 2 (*Effets d'une inconstitutionnalité de la loi déclarée*) (p. 1604).

Adopté : amendement n° 12 de la commission : institution d'une procédure de renvoi automatique devant les assemblées, assortie de délais rigoureux, des dispositions déclarées inconstitutionnelles par voie d'exception (p. 1607).

Rejetés : sur l'amendement n° 12 de la commission, sous-amendements n° 29 du Gouvernement et n° 22 de M. Jean-Marie Girault (p. 1607).

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 1607).

Après l'art. 2 (p. 1607).

Adopté : amendement n° 13 de la commission : institution à l'article 45 de la Constitution de la procédure du vote conforme des deux assemblées sur les lois relatives aux dispositions renvoyées devant le Parlement à la suite d'une exception d'inconstitutionnalité (p. 1607).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1607).

Art. 3 (*Renvoi à la loi organique*) – Adopté (p. 1608).

Après l'art. 3 (p. 1608).

Adoptés : amendements de la commission, n° 14 : ratification ou approbation de tout engagement international ayant une incidence sur les droits fondamentaux des personnes subordonnées à autorisation législative (p. 1609) – Et n° 15 : extension à soixante députés et à soixante sénateurs du droit de saisine du Conseil constitutionnel sur les engagements internationaux non encore ratifiés (p. 1609) – Amendement n° 30 du Gouvernement : subordination de l'entrée en vigueur des dispositions de la présente loi constitutionnelle, qui institue un contrôle de la Constitution par voie d'exception, à la promulgation de la loi organique qu'elle prévoit (p. 1610) ; sous-amendement n° 32 de la commission (p. 1610).

Retiré : amendement n° 18 de M. Etienne Dailly : remplacement des mots : « aux réponses du Gouvernement » par les mots : « aux réponses du ministre compétent » (p. 1609).

– Trois articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 1609 et 1610).

Intitulé (p. 1610).

Adopté : amendement n° 16 de la commission : « Projet de loi constitutionnelle portant révision des articles 13, 34, 45, 46, 53, 54, 56, 57, 61, 62 et 63 de la Constitution et tendant à renforcer les garanties attachées aux droits fondamentaux » (p. 1610).

– L'intitulé du projet de loi, ainsi modifié, est adopté (p. 1610).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1610, 1614) : MM. Daniel Hoeffel, Marc Lauriol, Jean-Marie Girault, Guy Allouche, Charles Lederman, Etienne Dailly, Jacques Larché, rapporteur ; intervention de M. Pierre Arpaillange, ministre.

Scrutin public de droit n° 166 (p. 1614).

Adoption (14 juin 1990) (p. 1614).

Discussion (deuxième lecture)

(28 juin 1990) (p. 2209, 2231).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2209, 2221) : MM. Jacques Larché, président et rapporteur de la commission des lois ; Pierre Arpaillange, ministre de la justice ; Jean-Marie Girault, Michel Dreyfus-Schmidt, Etienne Dailly, et les orateurs sur la motion.

Conseil constitutionnel (pouvoirs) : Dreyfus-Schmidt (Michel) (p. 2216) ; Lederman (Charles) (p. 2214).

Conseil constitutionnel (président du) : Arpaillange (Pierre) (p. 2211) ; Dreyfus-Schmidt (Michel) (p. 2217).

Conseil constitutionnel (saisine) : Arpaillange (Pierre) (p. 2211) ; Dailly (Etienne) (p. 2220) ; Dreyfus-Schmidt (Michel) (p. 2217) ; Girault (Jean-Marie) (p. 2218).

Constitution de 1958 : Lederman (Charles) (p. 2214).

Constitution (révision) : *Dailly (Etienne)* (p. 2219) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 2216) ; *Larché (Jacques)* (p. 2209).

Cour de justice des Communautés européennes (CJCE) : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 2216).

Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 2215).

Droit et temps de parole (procédure parlementaire) : *Girault (Jean-Marie)* (p. 2219) ; *Lederman (Charles)* (p. 2213).

Lois (contrôle de constitutionnalité) : *Arpaillage (Pierre)* (p. 2211) ; *Dailly (Etienne)* (p. 2211) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 2217) ; *Larché (Jacques)* (p. 2210).

Lois organiques : *Arpaillage (Pierre)* (p. 2211) ; *Dailly (Etienne)* (p. 2220) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 2217).

Loi (souveraineté) : *Larché (Jacques)* (p. 2210) ; *Lederman (Charles)* (p. 2213).

Mandats parlementaires : *Arpaillage (Pierre)* (p. 2211).

Navettes législatives : *Arpaillage (Pierre)* (p. 2211) ; *Dailly (Etienne)* (p. 2220 ; 2221).

Ordre du jour des assemblées parlementaires : *Dailly (Etienne)* (p. 2219) ; *Larché (Jacques)* (p. 2209).

Parlement (rôle) : *Arpaillage (Pierre)* (p. 2212) ; *Girault (Jean-Marie)* (p. 2218) ; *Larché (Jacques)* (p. 2217) ; *Lederman (Charles)* (p. 2213 ; 2215).

Président de la République : *Arpaillage (Pierre)* (p. 2212).

Question préalable (procédure parlementaire) : *Dailly (Etienne)* (p. 2221) ; *Larché (Jacques)* (p. 2210).

Sénat : *Dailly (Etienne)* (p. 2221) ; *Girault (Jean-Marie)* (p. 2218).

Souveraineté nationale : *Lederman (Charles)* (p. 2214).

Traité de Rome : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 2215 ; 2216) ; *Lederman (Charles)* (p. 2215).

Traités et conventions : *Arpaillage (Pierre)* (p. 2211).

Motion n° 14 de Mme Hélène Luc, soutenue par M. Charles Lederman, tendant à opposer la question préalable (p. 2213) – MM. Charles Lederman, Michel Dreyfus-Schmidt, Jacques Larché, rapporteur.

Rejet de la motion (p. 2218 ; scrutin public n° 183).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2221, 2231) : MM. Jacques Larché, rapporteur ; Pierre Arpaillage, ministre ; Michel Dreyfus-Schmidt, Etienne Dailly, Guy Allouche.

Art. 1^{er} AA (*Signature des ordonnances par le Président de la République et saisine par ce dernier du Conseil constitutionnel qui doit se prononcer sur leur conformité à la Constitution*) (p. 2221) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Adopté : amendement n° 1 de la commission : rétablissement du texte adopté en première lecture par le Sénat (p. 2221).

– L'article 1^{er} AA, dans la rédaction de l'amendement n° 1, est rétabli (p. 2221).

Art. 1^{er} BA (*Election du président du Conseil constitutionnel après chaque renouvellement ou en cas de vacance, et rétablissement de sa voix prépondérante en cas de partage*) (p. 2222) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Adopté : amendement n° 2 de la commission : rétablissement du texte adopté en première lecture au Sénat (p. 2222).

– L'article 1^{er} BA, dans la rédaction de l'amendement n° 2, est rétabli (p. 2222).

Art. 1^{er} B bis (*Incompatibilité entre une nomination au Conseil constitutionnel et l'exercice de tout mandat électif*) (p. 2222).

Adopté : amendement n° 3 de la commission : incompatibilité avec une nomination au Conseil constitutionnel (p. 2222).

– L'article 1^{er} B bis, dans la rédaction de l'amendement n° 3, est adopté (p. 2222).

Art. 1^{er} B ter (*Attribution du caractère organique aux lois concernant des garanties fondamentales accordées aux citoyens pour l'exercice des libertés publiques*) (p. 2222) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Adopté : amendement n° 4 de la commission : rétablissement du texte adopté en première lecture par le Sénat (p. 2222).

– L'article 1^{er} B ter, dans la rédaction de l'amendement n° 4, est rétabli (p. 2222).

Art. 1^{er} B quater (*Institution du vote obligatoirement conforme des deux assemblées sur toutes les lois organiques et non plus uniquement sur celles relatives au Sénat*) (p. 2223) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Adopté : amendement n° 5 de la commission : rétablissement du texte adopté en première lecture par le Sénat (p. 2223).

– L'article 1^{er} B quater, dans la rédaction de l'amendement n° 5, est rétabli (p. 2223).

Art. 1^{er} B quinquies (*Réduction à quinze du nombre de députés ou de sénateurs requis pour la saisine a priori du Conseil constitutionnel*) (p. 2223).

Adopté : amendement n° 6 de la commission : suppression de cet article (p. 2223).

– L'article 1^{er} B quinquies est supprimé (p. 2223).

Art. 1^{er} (p. 2223).

Adopté : amendement n° 7 de la commission : rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture (p. 2224).

– L'article 1^{er}, dans la rédaction de l'amendement n° 7, est adopté (p. 2224).

Art. 2 (p. 2224).

Adopté : amendement n° 8 de la commission : rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture (p. 2225).

– L'article 2, dans la rédaction de l'amendement n° 8, est adopté (p. 2225).

Art. 2 bis (*Institution, à l'article 45 de la Constitution, de la procédure du vote conforme des deux assemblées sur les lois relatives aux dispositions renvoyées devant le Parlement à la suite d'une exception d'inconstitutionnalité*) (p. 2225) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Adopté : amendement n° 9 de la commission : rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture (p. 2225).

– L'article 2 bis, dans la rédaction de l'amendement n° 9, est rétabli (p. 2225).

Art. 4 (*Procédure d'autorisation législative de ratification des traités ayant une incidence sur les droits fondamentaux*) (p. 2225).

Adopté : amendement n° 10 de la commission : rétablissement du texte adopté en première lecture par le Sénat (p. 2225).

– L'article 4, dans la rédaction de l'amendement n° 10, est adopté (p. 2225).

Art. 5 (*Extension aux parlementaires du droit de saisir le Conseil constitutionnel sur les engagements internationaux non encore ratifiés*) (p. 2225).

Adopté : amendement n° 11 de la commission : rétablissement du texte adopté en première lecture par le Sénat (p. 2226).

– L'article 5, dans la rédaction de l'amendement n° 11, est adopté (p. 2226).

Art. 6 (*Dispositions transitoires*) (p. 2226).

Adopté : amendement n° 12 de la commission : rétablissement du texte adopté en première lecture par le Sénat (p. 2227).

– L'article 6, dans la rédaction de l'amendement n° 12, est adopté (p. 2227).

Intitulé du projet de loi constitutionnelle (p. 2227).

Adopté : amendement n° 13 de la commission : « Projet de loi constitutionnelle portant révision des articles 13, 19, 34, 45,

46, 53, 54, 56, 57, 61, 62 et 63 de la Constitution, et tendant à renforcer les garanties attachées aux droits fondamentaux » (p. 2227).

- L'intitulé du projet de loi constitutionnelle, dans la rédaction de l'amendement n° 13, est adopté (p. 2227).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2227, 2231) : *MM. Marc Lauriol, Xavier de Villepin, Bernard Seillier, Michel Dreyfus-Schmidt, Robert Pagès, Etienne Dailly, Jean Arthuis* ; intervention de *M. Pierre Arpaillange, ministre*.

Scrutin public de droit n° 184 (p. 2231).

Adoption (28 juin 1990) (p. 2231).

Conseil de l'Europe

Voir *Allocutions et communications, 3*
Questions au Gouvernement n° 212

Conseil économique et social

Voir *Lois de finances, 1, Services du Premier ministre - III - Conseil économique et social*

1. - **Proposition de loi organique tendant à assurer la représentation des retraités au Conseil économique et social et dans les comités économiques et sociaux régionaux**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Edouard Le Jeune, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 22 décembre 1989-15 février 1990) [n° 185 (89-90)] - Renvoi à la commission des lois.

2. - **Proposition de loi organique relative à la représentation des activités économiques et sociales de l'outre-mer au sein du Conseil économique et social**, PRESENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, par M. Henri Jean-Baptiste, député (2 octobre 1989) [n° 891 (9^e lég.)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Jean-Jacques Hyst (27 juin 1990) [n° 1530 (9^e lég.)] - Discussion (30 juin 1990) - Adoption (30 juin 1990) [n° 369].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (30 juin 1990) [n° 461 (89-90)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Louis Virapoullé (10 octobre 1990) [n° 26 (90-91)] - Discussion (17 octobre 1990) - Adoption (17 octobre 1990) [n° 13].

PROMULGATION : Loi n° 90-1001 du 7 novembre 1990 (*J.O.* Lois et décrets du 11 novembre 1990).

Discussion (première lecture)

(17 octobre 1990) (p. 2884, 2886).

I - DISCUSSION GENERALE (p. 2884, 2886) : *MM. Louis Le Pensec, ministre des départements et territoires d'outre-mer ; Louis Virapoullé, rapporteur de la commission des lois ; Marcel Henry*.

Cette proposition a pour objet d'assurer aux collectivités territoriales d'outre-mer à statut particulier une représentation au sein du Conseil économique et social et de créer un siège supplémentaire qui devrait être attribué à un représentant de Mayotte.

Collectivités territoriales d'outre-mer : *Henry (Marcel)* (p. 2885) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 2884) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 2884 ; 2885).

Comores : *Henry (Marcel)* (p. 2885) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 2884).

Conseil économique et social (composition) : *Henry (Marcel)* (p. 2885) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 2884) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 2884).

Conseil économique et social (Bureau) : *Le Pensec (Louis)* (p. 2884) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 2884 ; 2885).

Décentralisation : *Henry (Marcel)* (p. 2885).

Départementalisation : *Henry (Marcel)* (p. 2885 ; 2886).

Economie : *Henry (Marcel)* (p. 2885) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 2884).

Education : *Henry (Marcel)* (p. 2885) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 2884).

Equipements collectifs : *Henry (Marcel)* (p. 2885).

Mayotte : *Henry (Marcel)* (p. 2885) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 2884) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 2884 ; 2885).

Saint-Pierre-et-Miquelon : *Virapoullé (Louis)* (p. 2884).

Santé : *Henry (Marcel)* (p. 2885).

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2886)

Art. unique (*Nombre de représentants des activités économiques et sociales des départements, des territoires et des collectivités territoriales à statut particulier d'outre-mer*) - Adopté (p. 2886).

Explication de vote sur l'ensemble (p. 2886) : *M. Daniel Hoefel*.

Scrutin public de droit n° 11 (p. 2886).

Adoption (17 octobre 1990) (p. 2886).

Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA)

Voir *Rapports au Parlement, 2*

Conseil supérieur des Français de l'étranger (CSFE)

Voir *Elections, 7 ; 9*
Français de l'étranger, 1 ; 3

Conseils municipaux

Voir *Collectivités territoriales, 1*

Conseils régionaux

Voir *Elections, 3*
Etablissements publics, 1

Consommateurs (protection et information)

Voir *Questions orales sans débat n° 256*

Consommation

Voir *Agro-alimentaire (industrie), 1*
Lois de finances, 1, Economie, finances et budget - II - Services financiers (et consommation)
Rapports au Parlement, 1

Constitution

Voir *Parlement, 3 ; 4 ; 6*
Rappels au règlement, 3 ; 5 ; 10 ; 31

1. - **Proposition de loi constitutionnelle tendant à rendre effectif le contrôle du Conseil constitutionnel sur les projets de loi soumis au référendum**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Edouard Le Jeune, sénateur (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 22 décembre 1989-15 février 1990) [n° 184 (89-90)] - Renvoi à la commission des lois.

Constitution (révision)

Voir *Conseil constitutionnel*, 1

Constructions scolaires et universitaires

Voir *Enseignement*, 1
Lois de finances, 1, Education nationale - Enseignements scolaire et supérieur
Rappels au règlement, 54

Contentieux administratif

Voir *Justice*, 3

Contrats de plan

Voir *Lois de finances*, 1, Equipement, logement, transports et mer - II - Transports intérieurs - 1. Transports terrestres.
 2. Routes.
 3. Sécurité routière

Contrats de travail

Voir *Enfance*, 1

Contribution sociale généralisée (CSG)

Voir *Lois de finances*, 1, Solidarité, santé et protection sociale
Rappels au règlement, 50 ; 51 ; 52 ; 53

Contrôle parlementaire

Voir *Rappels au règlement*, 17

Conventions collectives

Voir *Travail*, 4

Coopération

Voir *Questions au Gouvernement* n° 209
Questions orales sans débat n° 237
Traités et conventions, 18

Coopération culturelle, scientifique et technique

Voir *Lois de finances*, 1, Affaires étrangères
Traités et conventions, 16

Coopération intercommunale

Voir *Communes*, 2
Questions orales sans débat n° 119

Coopération judiciaire

Voir *Drogue (trafic)*, 1
Traités et conventions, 20 ; 25

Corse (région)

Voir *Forêts*, 1

Missions d'information, 5**Cotisations sociales**

Voir *Lois de finances*, 1, Prestations sociales agricoles - (Budget annexe)
Questions au Gouvernement n° 224

Cour de cassation

Voir *Justice*, 4

Cour des comptes

Voir *Lois de finances*, 1, Rapport annuel de la Cour des comptes
Rapports au Parlement, 4

Cours administratives d'appel

Voir *Justice*, 3

Cours d'eau, étangs et lacs

Voir *Questions orales sans débat* n° 253

Créances

Voir *Procédure civile*, 1

1. - **Proposition de loi relative au droit des étudiants à accéder à l'emprunt, PRESENTÉE AU SENAT**, par M. Paul Loridant, sénateur, et plusieurs de ses collègues (3 mai 1990) [n° 280 (89-90)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Jean Clouet (portant également sur la proposition de loi [n° 447 (88-89) - Créances 1] (20 juin 1990) [n° 411 (89-90)] - Discussion (26 juin 1990) (voir la discussion de la proposition de loi [n° 447 (88-89)] - Créances 1) - Irrecevable (article 40 de la Constitution) .

2. - **Proposition de loi tendant à instituer un droit à l'emprunt en faveur des étudiants, PRESENTÉE AU SENAT**, par M. Georges Gruillot, sénateur, et plusieurs de ses collègues (30 juin 1989) [n° 447 (88-89)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Jean Clouet (portant également sur la proposition de loi [n° 280 (89-90)] - Créances 2) (20 juin 1990) [n° 411 (89-90)] - Discussion (26 juin 1990) - Irrecevable (article 40 de la Constitution) .

Discussion des conclusions du rapport

(26 juin 1990) (p. 2130, 2138).

I - DISCUSSION GENERALE (p. 2130, 2138) : MM. Jean Clouet, rapporteur de la commission des finances ; Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale ; Georges Gruillot, Mme Danielle Bidard-Reydet, M. Paul Loridant, et l'orateur sur la motion .

Banques et établissements financiers : Bidard-Reydet (Danielle) (p. 2135) ; Clouet (Jean) (p. 2131).

Bourses d'études : Bidard-Reydet (Danielle) (p. 2133 ; 2135) ; Clouet (Jean) (p. 2131) ; Jospin (Lionel) (p. 2132 ; 2137 ; 2138) ; Loridant (Paul) (p. 2135 ; 2136).

Commission des affaires culturelles : Bidard-Reydet (Danielle) (p. 2133 ; 2135).

Comptes d'épargne formation : Clouet (Jean) (p. 2131) ; Gruillot (Georges) (p. 2134) ; Jospin (Lionel) (p. 2137).

Constitution (art. 40) : Clouet (Jean) (p. 2138) ; Jospin (Lionel) (p. 2132 ; 2138).

Enseignement supérieur : Gruillot (Georges) (p. 2133 ; 2134) ; Jospin (Lionel) (p. 2137) ; Loridant (Paul) (p. 2136).

Enseignement supérieur (budget) : *Bidart-Reydet (Danielle)* (p. 2135) ; *Jospin (Lionel)* (p. 2132 ; 2138).

Etudes (financement) : *Bidart-Reydet (Danielle)* (p. 2134 ; 2135) ; *Clouet (Jean)* (p. 2131) ; *Gruillot (Georges)* (p. 2133 ; 2134) ; *Loridant (Paul)* (p. 2135 ; 2136).

Etudiants étrangers : *Loridant (Paul)* (p. 2136).

Etudiants (hébergement) : *Jospin (Lionel)* (p. 2132).

Etudiants (nombre) : *Bidart-Reydet (Danielle)* (p. 2134) ; *Clouet (Jean)* (p. 2131) ; *Gruillot (Georges)* (p. 2133) ; *Jospin (Lionel)* (p. 2132) ; *Loridant (Paul)* (p. 2135).

Garantie de l'Etat (emprunts) : *Clouet (Jean)* (p. 2131) ; *Gruillot (Georges)* (p. 2134) ; *Jospin (Lionel)* (p. 2138) ; *Loridant (Paul)* (p. 2136).

Préambule de la Constitution de 1946 : *Loridant (Paul)* (p. 2136).

Prêts : *Bidart-Reydet (Danielle)* (p. 2134 ; 2135) ; *Clouet (Jean)* (p. 2131 ; 2137) ; *Gruillot (Georges)* (p. 2134) ; *Jospin (Lionel)* (p. 2138) ; *Loridant (Paul)* (p. 2136).

Prêts d'honneur : *Gruillot (Georges)* (p. 2134).

Restaurants universitaires : *Jospin (Lionel)* (p. 2132).

Sélection : *Clouet (Jean)* (p. 2131).

Motion n° 23 de Mme Hélène Luc, soutenue par Mme Danielle Bidart-Reydet, tendant au renvoi de la proposition de loi à la commission des finances (p. 2133) – Mme Danielle Bidart-Reydet, M. Jean Clouet, rapporteur.

Rejet de la motion (p. 2133).

Irrecevable (article 40 de la Constitution, invoqué par M. Lionel Jospin, ministre) (26 juin 1990) (p. 2138).

Crédit

Voir *Rapports au Parlement*, 5

Crimes, délits et contraventions

Voir *Code pénal*, 1

Cultes, 1

Droit pénal, 3

Questions orales sans débat n° 176 ; n° 200

Cultes

1. – **Proposition de loi tendant à aggraver les sanctions applicables en cas de violation de sépultures ou de destructions, dégradations ou dommages commis au préjudice d'un culte, PRESENTÉE AU SENAT**, par M. Charles Pasqua, sénateur, et plusieurs de ses collègues (29 mai 1990) [n° 326 (89-90)] – Renvoi à la commission des lois.

Culture

Voir *Traités et conventions*, 33

D**Débats (organisation)**

Voir *Rappels au règlement*, 30 ; 32 ; 33 ; 35 ; 39 ; 49 ; 56 ; 58

Débits de boissons

Voir *Questions au Gouvernement* n° 284

Décentralisation

Voir *Collectivités territoriales*, 1
Communes, 1
Elections, 8
Lois de finances, 1, Intérieur
Missions d'information, 1
Nouvelle-Calédonie, 1
Questions au Gouvernement n° 234
Questions orales sans débat n° 156

Déchets

Voir *Lois de finances*, 1, Services du Premier ministre - V - Environnement
Questions au Gouvernement n° 240 ; n° 290 ; n° 306
Traités et conventions, 8 ; 24

Décisions de justice

Voir *Toxicomanie*, 1

Décorations

Voir *Lois de finances*, 1, Légion d'honneur - Ordre de la libération - (Budgets annexes)

Défense

Voir *Lois de finances rectificatives*, 1
Questions au Gouvernement n° 294
Rapports d'information, 5 ; 19 ; 35

Défense civile

Voir *Lois de finances*, 1, Services du Premier ministre - II - Secrétariat général de la défense nationale

Défense nationale

Voir *Questions au Gouvernement* n° 241

Délégations parlementaires

Voir *Parlement*, 1

Délinquance

Voir *Questions au Gouvernement* n° 218

Départements d'outre-mer (DOM)

Voir *Conseil économique et social*, 2
Questions au Gouvernement n° 238 ; n° 295
Questions orales sans débat n° 127 ; n° 206 ; n° 253 ; n° 258

Déportés et internés

1. - *Proposition de loi tendant à remplacer dans l'intitulé de la loi n° 51-538 du 14 mai 1951 les mots : « personnes contraintes au travail en pays ennemi, en territoire étranger occupé par l'ennemi ou en territoire français annexé par l'ennemi » par les mots : « victimes de la déportation du travail », PRESENTÉE AU SENAT, par MM. Louis Mercier, Edouard Le Jeune, Jacques Machet (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 22 décembre 1989-28 février 1990) [n° 190 (89-90)] - Renvoi à la commission des affaires sociales.*

Députés

Voir *Elections*, 5

Désarmement

Voir *Questions orales sans débat* n° 198

Détenus

Voir *Justice*, 2

Dette publique

Voir *Lois de finances*, 1, Economie, finances et budget - I - Charges communes (et rapatriés)

Discussion commune (procédure parlementaire)

Voir *Professions judiciaires et juridiques*, 1
Professions libérales, 1
Traités et conventions, 11 ; 12 ; 31 ; 32

Discussion immédiate (procédure parlementaire)

1. - *Demande de discussion immédiate*, signée par trente sénateurs et formulée par M. Charles Pasqua, en application de l'article 30 du règlement du Sénat, de sa proposition de loi [n° 340 (89-90)] tendant à réformer le droit de la nationalité (20 juin 1990) (p. 1838, 1913, 1917).

MM. Michel Dreyfus-Schmidt, vice-président du Sénat, président de séance ; Jacques Delong, Charles Pasqua, Guy Allouche, Jean Poperen, ministre chargé des relations avec le Parlement ; Jacques Larché, président de la commission des lois.

Eglises (Eglise catholique) : *Allouche (Guy)* (p. 1916).

Partis politiques (RPR) : *Allouche (Guy)* (p. 1915).

Adoption (p. 1925 ; scrutin public n° 175).

Dotation globale de fonctionnement (DGF)

Voir *Collectivités territoriales*, 1
Communes, 4
Finances locales, 1
Questions au Gouvernement n° 204 ; n° 208

Douanes

Voir *Rapports au Parlement*, 1
Traités et conventions, 28 ; 29

Drogue (trafic)

Voir *Toxicomanie*, 1

1. - *Projet de loi relatif à la participation des organismes financiers à la lutte contre le blanchiment des capitaux provenant du*

trafic de stupéfiants, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie (10 mai 1990) [n° 1338 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. François Colombet (30 mai 1990) [n° 1401 (9^e lég.)] – Urgence – Discussion (7 juin 1990) – Adoption (7 juin 1990) [n° 308].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (8 juin 1990) [n° 369 (89-90)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jacques Thyraud (14 juin 1990) [n° 388 (89-90)] – Discussion (21 juin 1990) – Adoption (21 juin 1990) [n° 138].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (22 juin 1990) [n° 1502 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE); rapport de M. François Massot (25 juin 1990) [n° 1510 (9^e lég.)] – Discussion (26 juin 1990) – Adoption (26 juin 1990) [n° 345].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT); rapport de M. Jacques Thyraud (25 juin 1990) [n° 424 (89-90)] – Discussion (29 juin 1990) – Adoption (29 juin 1990) [n° 164].

PROMULGATION : Loi n° 90-614 du 12 juillet 1990 (J.O. Lois et décrets du 14 juillet 1990).

Rectificatif (J.O. Lois et décrets du 1^{er} novembre 1990).

Discussion (première lecture)

(21 juin 1990) (p. 1979, 2008).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1979, 1988) : MM. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie ; Jacques Thyraud, rapporteur de la commission des lois ; Michel Darras, Ernest Cartigny, Xavier de Villepin, Jean-Marie Girault, Robert Pagès, Emmanuel Hamel, Jacques Larché.

Ce projet de loi définit les modalités de lutte contre le blanchiment des capitaux provenant du trafic de stupéfiants :

– une politique de renseignements active et internationalement coordonnée, confiée à des services spécialisés informés par les organismes financiers.

– une répression appuyée sur des mécanismes renforcés d'entraide judiciaire internationale.

Accords de Schengen : Thyraud (Jacques) (p. 1980).

Banques et établissements financiers : Bérégovoy (Pierre) (p. 1979 ; 1987 ; 1988) ; Cartigny (Ernest) (p. 1982) ; Darras (Michel) (p. 1981) ; Pagès (Robert) (p. 1986) ; Thyraud (Jacques) (p. 1981) ; Villepin (Xavier de) (p. 1983).

Chômage : Pagès (Robert) (p. 1985).

Code des douanes : Darras (Michel) (p. 1981).

Code pénal : Darras (Michel) (p. 1981).

Conseil constitutionnel (décisions) : Thyraud (Jacques) (p. 1981).

Coopération judiciaire : Cartigny (Ernest) (p. 1982).

Cour européenne des droits de l'homme (décisions) : Thyraud (Jacques) (p. 1981).

Débats (retransmissions télévisées) : Pagès (Robert) (p. 1985).

Douanes : Pagès (Robert) (p. 1987).

Echec scolaire : Pagès (Robert) (p. 1985).

Fiscalité : Bérégovoy (Pierre) (p. 1979).

Groupe d'action financière (GAFI) : Bérégovoy (Pierre) (p. 1979) ; Thyraud (Jacques) (p. 1980) ; Villepin (Xavier de) (p. 1982).

Institut national de l'enseignement, de la recherche, de l'information et de la prévention sur les toxicomanies (INERPT) : Bérégovoy (Pierre) (p. 1988) ; Girault (Jean-Marie) (p. 1983 ; 1984) ; Thyraud (Jacques) (p. 1980 ; 1981).

Lois (contrôle de constitutionnalité) : Girault (Jean-Marie) (p. 1985).

Mission interministérielle de lutte contre la toxicomanie : Girault (Jean-Marie) (p. 1984).

Or (anonymat sur les achats) : Pagès (Robert) (p. 1987).

Profits : Pagès (Robert) (p. 1986).

Secret professionnel : Bérégovoy (Pierre) (p. 1979 ; 1988) ; Cartigny (Ernest) (p. 1982) ; Darras (Michel) (p. 1981) ; Pagès (Robert) (p. 1986) ; Thyraud (Jacques) (p. 1981) ; Villepin (Xavier de) (p. 1983).

Suspensions de séance : Larché (Jacques) (p. 1988).

Toxicomanie (propositions) : Pagès (Robert) (p. 1986).

Toxicomanie (statistiques) : Pagès (Robert) (p. 1985).

Traitement du renseignement et de l'action contre les circuits financiers clandestins (TRACFIN) : Bérégovoy (Pierre) (p. 1979 ; 1987) ; Darras (Michel) (p. 1981) ; Thyraud (Jacques) (p. 1980).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1989, 2008) : MM. Jacques Thyraud, rapporteur ; Pierre Bérégovoy, ministre ; Michel Darras, Robert Pagès, Xavier de Villepin, Roger Chinaud.

Art. 1^{er} (Champ d'application de la loi) – Adopté (p. 1988).

Art. 1^{er} bis (Obligation pour certaines professions de déclarer au procureur de la République les opérations qui portent sur des sommes provenant du trafic de stupéfiants) (p. 1989).

Adoptés : amendement n° 1 de la commission : rédactionnel (p. 1989) ; sous-amendement n° 44 du Gouvernement : regroupement des renseignements (p. 1989).

– L'article 1^{er} bis, ainsi modifié, est adopté (p. 1989).

Chapitre premier

Déclaration de certaines sommes ou opérations

Art. 2 (Obligation de déclarer les sommes paraissant provenir du trafic de stupéfiants et des opérations portant sur ces sommes) (p. 1989).

Adopté : amendement n° 2 de la commission : rédactionnel (p. 1990).

Rejetés : amendements de M. Robert Pagès, n° 30 : mesures contre la fraude fiscale (p. 1990) – Et n° 31 : élargissement du champ d'application de la déclaration préalable (p. 1990).

Devenu sans objet : amendement n° 29 de M. Robert Pagès : définition de la mission de coordination de la Banque de France (p. 1990).

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 1990).

Après l'art. 2 (p. 1990).

Adopté : amendement n° 3 de la commission : obligation de déclarer tout élément propre à détruire le soupçon déclaré (p. 1991).

Retiré : amendement n° 45 du Gouvernement : analogue à l'amendement n° 3 de la commission (p. 1991).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1991).

Art. 3 (Institution d'un service chargé de recevoir les déclarations – Information du procureur de la République) (p. 1991).

Adopté : amendement n° 4 de la commission : composition et mission du service chargé de recevoir les déclarations (p. 1992).

Rejeté : amendement n° 32 de M. Robert Pagès : principe selon lequel la lutte contre le blanchiment de l'argent provenant du trafic de stupéfiants relève de la compétence judiciaire (p. 1992).

Devenus sans objet : amendements de M. Robert Pagès, n° 33 : réalisation des investigations par les services fiscaux au même

titre que par l'administration des douanes (p. 1992) – N° 34 : affirmation du principe de lutte contre la fraude fiscale et le blanchiment de l'argent de la drogue (p. 1992) – Et n° 35 : de coordination (p. 1992).

– L'article 3, dans la rédaction de l'amendement n° 4, est adopté (p. 1992).

Art. 4 (Droit d'opposition à l'exécution d'une opération – Séquestre provisoire des fonds, comptes et titres concernés) (p. 1992).

Adoptés : amendements de la commission, n° 5 : rédactionnel (p. 1993) – N° 6 : modalités de l'accusé de réception des déclarations (p. 1993) – Et n° 7 : compétences du procureur de la République pour présenter la requête et conditions d'exécution de l'ordonnance du président du tribunal de grande instance de Paris (p. 1994) ; sur ce dernier, sous-amendement n° 47 du Gouvernement : possibilité par le service d'exprimer une requête (p. 1994).

Devenu sans objet : amendement n° 36 de M. Robert Pagès : désignation d'un juge d'instruction dès l'existence de présomptions d'opérations de blanchiment de capitaux en provenance du trafic de stupéfiants (p. 1994).

– L'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 1994).

Art. 5 (Sanction de l'obligation de déclarer) (p. 1994).

Adopté : amendement n° 8 de la commission : poursuite par l'autorité disciplinaire de l'organisme financier qui a manqué aux obligations de déclaration (p. 1994).

– L'article 5, ainsi modifié, est adopté (p. 1994).

Art. 6 (Levée du secret professionnel et absence de responsabilité pénale, civile ou disciplinaire des organismes financiers en cas de déclarations faites de bonne foi) (p. 1994).

Adopté : amendement n° 9 de la commission : levée du secret bancaire et immunité pénale du mandataire de l'organisme financier (p. 1995).

Rejeté : amendement n° 10 de la commission : compétence du tribunal de grande instance (p. 1996).

– L'article 6, ainsi modifié, est adopté (p. 1996).

Art. 7 (Immunité pénale sous conditions pour les opérations exécutées après déclaration) (p. 1996).

Adopté : amendement n° 11 de la commission : immunité pénale des employés qui ont exécuté l'opération (p. 1996).

– L'article 7, ainsi modifié, est adopté (p. 1996).

Art. 8 (Sanctions pénales en cas de violation du secret de la déclaration par l'organisme financier) (p. 1996).

Adoptés : amendements de la commission, n° 12 : rédactionnel (p. 1996) – N° 13 : suppression de la seconde phrase de l'article 8 relative à la responsabilité pénale de l'organisme financier s'il jouit de la personnalité morale (p. 1996).

– L'article 8, ainsi modifié, est adopté (p. 1996).

Après l'art. 8 (p. 1996).

Retiré : amendement n° 37 de M. Robert Pagès : information du Parlement des résultats obtenus dans le cadre de ce nouveau service (p. 1997).

Art. 8 bis (Interdictions d'exercice de la profession bancaire) (p. 1997).

Adopté : amendement n° 14 de la commission : insertion de l'interdiction dans l'article 13 de la loi du 24 janvier 1984 (p. 1997).

– L'article 8 bis, dans la rédaction de l'amendement n° 14, est adopté (p. 1997).

Chapitre II

Autres obligations de vigilance des organismes financiers

Art. 9 (Obligation de vérifier l'identité du client) (p. 1997).

Retiré : amendement n° 28 de M. Xavier de Villepin : précision relative à l'identité du client final (p. 1997).

– L'article 9 est adopté (p. 1997).

Après l'art. 9 (p. 1998).

Rejeté : amendement n° 38 de M. Robert Pagès : suppression de l'anonymat des achats d'or et des bons du Trésor (p. 1998).

Art. 10 (Aménagement des dispositions relatives aux bons et titres soumis à un régime d'anonymat fiscal) (p. 1998).

Adopté : amendement n° 48 du Gouvernement : modalité de contrôle des transactions dont l'anonymat est levé (p. 1999).

Rejeté : amendement n° 39 de M. Robert Pagès : suppression de l'anonymat fiscal (p. 1998).

Retiré : amendement n° 15 de la commission : au profit de l'amendement n° 48 du Gouvernement (p. 1999).

– L'article 10, ainsi modifié, est adopté (p. 1999).

Art. 11 (Obligation de vigilance particulière en cas d'opérations inhabituellement complexes, sans justification économique ni objet licite apparent) (p. 1999).

Adoptés : amendements de la commission, n° 16 : détermination par décret de l'importance des sommes à prendre en compte (p. 2001) – Et n° 17 : de coordination (p. 2001).

Rejeté : sur l'amendement n° 16, sous-amendement n° 53 de M. Michel Darras : information du client de l'examen de toute opération importante (p. 2001).

– L'article 11, ainsi modifié, est adopté (p. 2001).

Art. 12 (Conservation des documents relatifs aux clients et aux opérations – Droit de communication de ces documents) (p. 2001).

Adopté : amendement n° 49 du Gouvernement : conservation des documents ; communication de ces documents (p. 2002).

– L'article 12, dans la rédaction de l'amendement n° 49, est adopté (p. 2002).

Après l'art. 12 (p. 2002).

Devenu sans objet : amendement n° 19 de la commission : communication des documents au service spécialisé (p. 2002).

Art. 13 (Utilisation des informations recueillies aux seules fins prévues par la loi) (p. 2002).

Adoptés : amendement n° 50 du Gouvernement : exception au principe de la confidentialité des informations (p. 2003) ; sous-amendement n° 40 de M. Robert Pagès : recueil des informations par le service des douanes (p. 2003).

Retirés : amendements de la commission, n°s 20 et 21 : satisfaits par l'amendement n° 50 du Gouvernement (p. 2003) – Et n° 22 : suppression du dernier alinéa de l'article 13 (p. 2003).

– L'article 13, dans la rédaction de l'amendement n° 50 ainsi modifié, est adopté (p. 2003).

Art. 14 (Sanctions disciplinaires en cas de méconnaissance de l'obligation de vigilance) – Adopté (p. 2003).

Chapitre III

Dispositions diverses

Art. 15 A (Identification des clients des casinos) (p. 2003).

Adoptés : amendement n° 23 de la commission : modalités d'enregistrement des coordonnées des joueurs et conditions d'accès à ces informations (p. 2004) ; sous-amendement n° 51 du Gouvernement : précision (p. 2004).

– L'article 15 A, dans la rédaction de l'amendement n° 23 ainsi modifié, est adopté (p. 2004).

Art. 15 B (Suppression de l'Institut national de l'enseignement, de la recherche, de l'information et de la prévention sur les toxicomanies) (p. 2004).

Adopté : amendement n° 24 de la commission : suppression de cet article (p. 2004).

– L'article 15 B est supprimé (p. 2004).

Art. 15 (*Mesures conservatoires sur les biens d'une personne inculpée du chef de l'infraction prévue à l'article 415 du code des douanes*) – Adopté (p. 2004).

Art. 15 bis (*Mesures conservatoires sur les biens d'une personne inculpée du chef de l'une des infractions prévues à l'article L. 627-4 du code de la santé publique*) – Adopté (p. 2004).

Art. 16 (*Compétence des tribunaux correctionnels spécialisés en matière économique et financière pour connaître des infractions de blanchiment*) – Adopté (p. 2004).

Art. 17 (*Coopération administrative internationale sur les opérations paraissant avoir pour objet le blanchiment de capitaux*) (p. 2004).

Adopté : amendement n° 25 de la commission : rédactionnel (p. 2005).

– L'article 17, ainsi modifié, est adopté (p. 2005).

Art. 18 (*Sanctions du défaut de déclaration des transferts de fonds vers l'étranger*) – Adopté (p. 2005).

Art. 19 (*Modalités d'application*) (p. 2005).

Adoptés : amendement n° 42 de M. Michel Darras : suppression de l'application de ce texte à la profession de commerçant changeur manuel (p. 2006) – Amendement n° 27 de M. Roger Chinaud : information de la commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations par l'inspection générale des finances (p. 2007).

Retiré : sous-amendement n° 52 du Gouvernement retiré au profit de l'amendement n° 27 de M. Roger Chinaud (p. 2007).

– L'article 19, ainsi modifié, est adopté (p. 2007).

Après l'art. 19 (p. 2005).

Adopté : amendement n° 43 de M. Michel Darras : introduction de dispositions relatives au commerçant changeur manuel (p. 2007).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2207).

Art. 20 (*Infraction douanière spécifique pour les collectivités territoriales d'outre-mer*) (p. 2007).

Adopté : amendement n° 26 de la commission : suppression de la mention de la collectivité territoriale de Mayotte (p. 2008).

– L'article 20, ainsi modifié, est adopté (p. 2008).

Art. 21 (*Application de la loi dans les territoires et collectivités territoriales d'outre-mer*) – Adopté (p. 2008).

Explication de vote sur l'ensemble (p. 2008) : M. Michel Darras.

Adoption (21 juin 1990) (p. 2008).

Discussion (commission mixte paritaire)

(29 juin 1990) (p. 2300, 2303).

I – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2300, 2301) : M. Jacques Thyraud, rapporteur de la commission mixte paritaire ; Mme Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat chargé de la consommation.

Banques et établissements financiers : Darras (Michel) (p. 2301).

Code de procédure pénale (Art. 40) : Darras (Michel) (p. 2301).

Commissions mixtes paritaires (CMP) : Darras (Michel) (p. 2301) ; Neiertz (Véronique) (p. 2300) ; Thyraud (Jacques) (p. 2300).

Délégation générale à la lutte contre la toxicomanie : Thyraud (Jacques) (p. 2300).

Drogue (trafic) : Darras (Michel) (p. 2301).

Fraude et évasion fiscales : Neiertz (Véronique) (p. 2300).

Institut national de l'enseignement, de la recherche, de l'information et de la prévention sur les toxicomanies (INERIPT) : Thyraud (Jacques) (p. 2300).

Toxicomanie : Thyraud (Jacques) (p. 2300).

Traitement du renseignement et de l'action contre les circuits financiers clandestins (TRACFIN) : Darras (Michel) (p. 2301) ; Neiertz (Véronique) (p. 2300) ; Thyraud (Jacques) (p. 2300).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2301, 2303)

Art. 1^{er} bis, 2, 2 bis et 3 (p. 2301).

Art. 4, 5, 6, 7, 8, 8 bis, 10, 11 et 12 (p. 2302).

Art. 13 et 15 A (p. 2303).

Art. 15 B – Supprimé par la CMP (p. 2303).

Art. 17, 19, 19 bis et 20 (p. 2303).

Explication de vote sur l'ensemble (p. 2303) : M. Louis Minetti.

Adoption (29 juin 1990) (p. 2303).

Droit civil

Voir *Alsace et Moselle*, 1
Procédure civile, 1

1. – Proposition de loi tendant à créer un contrat de partenariat civil, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jean-Luc Melenchon, sénateur, et plusieurs de ses collègues (25 juin 1990) [n° 422 (89-90)] – Renvoi à la commission des lois.

Droit du travail

Voir *Travail*, 3

Droit pénal

Voir *Polynésie française*, 2

1. – Proposition de loi tendant à réprimer tout acte raciste, antisémite ou xénophobe, PRESENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, par M. Jean-Claude Gayssot, député, et plusieurs de ses collègues (6 juillet 1988) [n° 43 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. François Asensi (26 avril 1990) [n° 1296 (9^e lég.)] – Discussion (2 mai 1990) – Adoption (2 mai 1990) [n° 277].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (3 mai 1990) [n° 278 (89-90)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Charles Lederman (31 mai 1990) [n° 337 (89-90)] – Discussion (11 juin 1990) – Rejet (11 juin 1990) [n° 116].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (12 juin 1990) [n° 1433 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. François Asensi (21 juin 1990) [n° 1488 (9^e lég.)] – Discussion (28 juin 1990) – Adoption (28 juin 1990) [n° 361].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (29 juin 1990) [n° 451 (89-90)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Charles Lederman (29 juin 1990) [n° 454 (89-90)] – Discussion (29 juin 1990) – Rejet (29 juin 1990) [n° 167].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (TROISIEME LECTURE) (29 juin 1990) [n° 1570 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. François Asensi (29 juin 1990) [n° 1571 (9^e lég.)] – Echec.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Charles Lederman (29 juin 1990) [n° 456 (89-90)] – Echec.

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (29 juin 1990) [n° 1570 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. François Asensi (29

juin 1990) [n° 1572 (9^e lég.)] – Discussion (29 juin 1990) – Adoption (29 juin 1990) [n° 368].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (30 juin 1990) [n° 458 (89-90)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Charles Lederman (30 juin 1990) [n° 459 (89-90)] – Discussion (30 juin 1990) – Rejet (30 juin 1990) [n° 169].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (30 juin 1990) [n° 1574 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. François Asensi (30 juin 1990) [n° 1575 (9^e lég.)] – Discussion (30 juin 1990) – Adoption (30 juin 1990) [n° 370].

PROMULGATION : Loi n° 90-615 du 13 juillet 1990 (J.O. Lois et décrets du 14 juillet 1990).

Discussion (première lecture)

(11 juin 1990) (p. 1445, 1464).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1445, 1461) : MM. Pierre Arpaillange, ministre de la justice ; Charles Lederman, rapporteur de la commission des lois ; Bernard Seillier, Guy Allouche, Jean Simonin, Ernest Cartigny, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, M. Jacques Larché, président de la commission des lois ; et les orateurs sur la motion.

Associations : Arpaillange (Pierre) (p. 1447).

Chômage : Fraysse-Cazalis (Jacqueline) (p. 1458) ; Lederman (Charles) (p. 1450).

Code pénal : Allouche (Guy) (p. 1453) ; Arpaillange (Pierre) (p. 1445 ; 1463 ; 1464) ; Cartigny (Ernest) (p. 1456) ; Fraysse-Cazalis (Jacqueline) (p. 1457) ; Lederman (Charles) (p. 1448).

Colonialisme (oeuvre humanitaire des missionnaires d'Afrique) : Simonin (Jean) (p. 1455).

Crimes contre l'humanité : Allouche (Guy) (p. 1452 ; 1453 ; 1454).

Crimes contre l'humanité (révisionnisme) : Arpaillange (Pierre) (p. 1446 ; 1447) ; Cartigny (Ernest) (p. 1456) ; Fraysse-Cazalis (Jacqueline) (p. 1457) ; Lederman (Charles) (p. 1447 ; 1449 ; 1460).

Déportation : Allouche (Guy) (p. 1454) ; Lederman (Charles) (p. 1461).

Deuxième guerre mondiale : Simonin (Jean) (p. 1456).

Deuxième guerre mondiale (pacte germano-soviétique et massacre de Katyn) : Simonin (Jean) (p. 1455).

Droit électoral : Fraysse-Cazalis (Jacqueline) (p. 1459).

Eglises (Eglise catholique) : Lederman (Charles) (p. 1461).

Harkis : Simonin (Jean) (p. 1456).

Immigration : Arpaillange (Pierre) (p. 1445) ; Lederman (Charles) (p. 1450) ; Seillier (Bernard) (p. 1451).

Immigration clandestine : Fraysse-Cazalis (Jacqueline) (p. 1458).

Instruction civique : Larché (Jacques) (p. 1459).

Interruption volontaire de grossesse (IVG) : Seillier (Bernard) (p. 1452).

Ligue des droits de l'homme : Lederman (Charles) (p. 1460).

Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA) : Lederman (Charles) (p. 1460) ; Vizet (Robert) (p. 1462).

Logement social : Fraysse-Cazalis (Jacqueline) (p. 1458).

Magistrats : Fraysse-Cazalis (Jacqueline) (p. 1457).

Ministère public : Arpaillange (Pierre) (p. 1446).

Magistrats du siège : Allouche (Guy) (p. 1453).

Partis politiques (Front national, Parti communiste) : Fraysse-Cazalis (Jacqueline) (p. 1457) ; Lederman (Charles) (p. 1449, 1450) ; Vizet (Robert) (p. 1462).

Pays en voie de développement (PVD) : Fraysse-Cazalis (Jacqueline) (p. 1458).

Peines complémentaires (inéligibilités) : Allouche (Guy) (p. 1453) ; Arpaillange (Pierre) (p. 1446) ; Cartigny (Ernest) (p. 1456) ; Lederman (Charles) (p. 1448).

Presse : Lederman (Charles) (p. 1460).

Presse (infractions) : Allouche (Guy) (p. 1454) ; Arpaillange (Pierre) (p. 1446) ; Lederman (Charles) (p. 1448) ; Vizet (Robert) (p. 1462).

Programmes scolaires (éducation religieuse et instruction civique) : Seillier (Bernard) (p. 1451 ; 1452).

Rapatriés : Simonin (Jean) (p. 1456).

Résistants : Allouche (Guy) (p. 1454) ; Larché (Jacques) (p. 1459) ; Lederman (Charles) (p. 1450) ; Vizet (Robert) (p. 1462).

Motion n° 1 de M. Charles Lederman, au nom de la commission des lois, tendant à opposer la question préalable (p. 1461) – MM. Charles Lederman, rapporteur ; Robert Vizet, Pierre Arpaillange, ministre.

Adoption de la motion (p. 1464 ; scrutin public n° 161).

Rejet de la proposition de loi (11 juin 1990) (p. 1464).

Discussion (deuxième lecture)

(29 juin 1990) (p. 2308, 2313).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2308, 2311) : MM. Pierre Arpaillange, ministre de la justice ; Charles Lederman, rapporteur de la commission des lois ; Jacques Larché, président de la commission des lois, et les orateurs sur la motion.

Chômage : Lederman (Charles) (p. 2311).

Commissions parlementaires : Larché (Jacques) (p. 2310) ; Lederman (Charles) (p. 2311).

Communication audiovisuelle : Arpaillange (Pierre) (p. 2309) ; Lederman (Charles) (p. 2310).

Cours et tribunaux : Minetti (Louis) (p. 2312).

Crimes contre l'humanité : Arpaillange (Pierre) (p. 2309) ; Lederman (Charles) (p. 2309).

Crimes, délits et contraventions : Arpaillange (Pierre) (p. 2309) ; Minetti (Louis) (p. 2312).

Droits civils et politiques : Arpaillange (Pierre) (p. 2309).

Droit de réponse : Arpaillange (Pierre) (p. 2309) ; Lederman (Charles) (p. 2310).

Droits de l'homme : Lederman (Charles) (p. 2311).

Immigration clandestine : Lederman (Charles) (p. 2311).

Juifs : Lederman (Charles) (p. 2309 ; 2310).

Liberté de la presse : Arpaillange (Pierre) (p. 2309).

Pays en voie de développement (PVD) : Lederman (Charles) (p. 2311).

Presse : Lederman (Charles) (p. 2310).

Question préalable (procédure parlementaire) : Arpaillange (Pierre) (p. 2313) ; Lederman (Charles) (p. 2310 ; 2311) ; Minetti (Louis) (p. 2312).

Racisme : Arpaillange (Pierre) (p. 2309) ; Larché (Jacques) (p. 2310) ; Lederman (Charles) (p. 2309 ; 2310 ; 2311) ; Minetti (Louis) (p. 2312).

Religions : Arpaillange (Pierre) (p. 2309).

Travailleurs étrangers : Lederman (Charles) (p. 2310 ; 2311).

Motion n° 1 de la commission tendant à opposer la question préalable (p. 2311) : MM. Charles Lederman, rapporteur ; Louis Minetti, Pierre Arpaillange, ministre.

Adoption de la motion (p. 2313, scrutin public n° 188).

Rejet de la proposition de loi (29 juin 1990) (p. 2313).

Discussion (nouvelle lecture)

(30 juin 1990) (p. 2341, 2344).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2341, 2344) : *MM. Jean Poperen, ministre chargé des relations avec le Parlement ; Charles Lederman, rapporteur de la commission des lois ; et les orateurs sur la motion.*

Commissions mixtes paritaires (CMP) : *Lederman (Charles)* (p. 2342) ; *Poperen (Jean)* (p. 2342).

Commissions parlementaires : *Lederman (Charles)* (p. 2342).

Droit de réponse : *Poperen (Jean)* (p. 2342).

Lois (application) : *Larché (Jacques)* (p. 2343) ; *Poperen (Jean)* (p. 2343).

Magistrats : *Poperen (Jean)* (p. 2343).

Parlement : *Poperen (Jean)* (p. 2342).

Question préalable (procédure parlementaire) : *Lederman (Charles)* (p. 2342) ; *Poperen (Jean)* (p. 2343).

Racisme : *Larché (Jacques)* (p. 2343) ; *Poperen (Jean)* (p. 2342).

Motion n°1 de la commission, tendant à opposer la question préalable (p. 2343) : *MM. Charles Lederman, rapporteur ; Jacques Larché, président de la commission des lois ; Jean Poperen, ministre.*

Adoption de la motion (p. 2344, scrutin public n° 190).

Rejet de la proposition de loi (30 juin 1990) (p. 2344).

2. – Proposition de loi relative au rétablissement de la peine de mort pour les crimes commis contre les mineurs, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jean-Jacques Robert, sénateur (10 mai 1990) [n° 291 (89-90)] – Renvoi à la commission des lois.

3. – Proposition de loi relative au rétablissement de la peine de mort pour les crimes les plus odieux, PRESENTÉE AU SENAT, par MM. Edouard Le Jeune et Louis de Catuelan, sénateurs (19 juin 1990) [n° 394 (89-90)] – Renvoi à la commission des lois.

Droits de l'homme

Voir *Rappels au règlement*, 4

1. – Projet de loi relatif aux droits et à la protection des personnes hospitalisées en raison de troubles mentaux et à leurs conditions d'hospitalisation, PRESENTÉE AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Claude Evin, ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale (2 novembre 1989) [n° 45 (89-90)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Pour avis à la commission des lois – Rapport de M. Jean Dumont (4 avril 1990) [n° 216 (89-90)] – Avis de M. Michel Dreyfus-Schmidt (17 avril 1990) [n° 241 (89-90)] – Discussion (18, 19 et 24 avril 1990) – Adoption (24 avril 1990) [n° 89].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (25 avril 1990) [n° 1291 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Didier Chouat (10 mai 1990) [n° 1344 (9^e lég.)] – Discussion (15, 16 mai 1990) – Adoption (16 mai 1990) [n° 283].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (16 mai 1990) [n° 302 (89-90)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Jean Dumont (6 juin 1990) [n° 347 (89-90)] – Discussion (11 juin 1990) – Adoption (11 juin 1990) [n° 118].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (12 juin 1990) [n° 1435 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Didier Chouat (13 juin 1990) [n° 1456 (9^e lég.)] – Discussion (19 juin 1990) – Adoption (19 juin 1990) [n° 325].

PROMULGATION : Loi n° 90-527 du 27 juin 1990 (*J.O. Lois et décrets* du 30 juin 1990).

Discussion (première lecture)

(18 avril 1990) (p. 348, 392) ; (19 avril 1990) (p. 402, 412) ; (24 avril 1990) (p. 489, 531).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 348, 368) : *MM. Claude Evin, ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale ; Jean Dumont, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Michel Dreyfus-Schmidt, rapporteur pour avis de la commission des lois ; Jacques Larché, président de la commission des lois ; Paul Souffrin, Henri Collard, Charles Descours, Mme Nelly Rodi, MM. Henri Belcour, Bernard Laurent, Franck Sérusclat, Louis Virapoullé, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales.*

Le projet de loi tend à réformer et aménager la loi du 30 juin 1838 relative aux aliénés, dont la terminologie datait et qui, sur certains points, nécessitait une amélioration dans le sens d'un renforcement des garanties apportées au malade.

Code pénal (réforme) : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 353).

Constitution : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 356) ; *Larché (Jacques)* (p. 356) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 364).

Convention européenne des droits de l'homme : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 353).

Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 355).

Droits de l'homme : *Descours (Charles)* (p. 360) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 365).

Hôpitaux psychiatriques : *Collard (Henri)* (p. 359) ; *Dumont (Jean)* (p. 352) ; *Evin (Claude)* (p. 349) ; *Laurent (Bernard)* (p. 362, 363) ; *Rodi (Nelly)* (p. 361) ; *Souffrin (Paul)* (p. 357 ; 358).

Hospitalisation (structures alternatives) : *Evin (Claude)* (p. 349) ; *Rodi (Nelly)* (p. 361) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 364) ; *Souffrin (Paul)* (p. 357 ; 358).

Juridictions judiciaires : *Evin (Claude)* (p. 367) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 366) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 365).

Justice : *Larché (Jacques)* (p. 356).

Libertés individuelles : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 356) ; *Evin (Claude)* (p. 367 ; 368) ; *Laurent (Bernard)* (p. 363) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 364).

Loi du 30 juin 1838 : *Belcour (Henri)* (p. 362) ; *Collard (Henri)* (p. 358) ; *Descours (Charles)* (p. 359) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 353) ; *Dumont (Jean)* (p. 351 ; 352) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 366) ; *Souffrin (Paul)* (p. 356) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 365).

Malades mentaux (données chiffrées) : *Dumont (Jean)* (p. 352) ; *Evin (Claude)* (p. 349) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 366).

Malades mentaux (droits) : *Belcour (Henri)* (p. 361) ; *Collard (Henri)* (p. 359) ; *Descours (Charles)* (p. 360) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 355) ; *Dumont (Jean)* (p. 353) ; *Evin (Claude)* (p. 348 ; 349 ; 350) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 366) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 363) ; *Souffrin (Paul)* (p. 357) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 365).

Malades mentaux (hospitalisation) : *Dumont (Jean)* (p. 353) ; *Evin (Claude)* (p. 350 ; 351).

Malades mentaux (législations européennes) : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 355) ; *Dumont (Jean)* (p. 352) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 366).

Malades mentaux (placement) : *Belcour (Henri)* (p. 362) ; *Descours (Charles)* (p. 360) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 353 ; 355) ; *Dumont (Jean)* (p. 352 ; 353) ; *Evin (Claude)* (p. 349 ; 350 ; 351 ; 367) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 366) ; *Laurent (Bernard)* (p. 362) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 364) ; *Souffrin (Paul)* (p. 358) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 365).

Malades mentaux (réinsertion sociale) : *Evin (Claude)* (p. 350 ; 351) ; *Souffrin (Paul)* (p. 357 ; 358).

Maladies mentales : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 353) ; *Rodi (Nelly)* (p. 361) ; *Souffrin (Paul)* (p. 357).

Médicaments : *Collard (Henri)* (p. 359).

Politique de santé mentale : *Sérusclat (Franck)* (p. 363).

Politique de santé mentale (circulaire ministérielle) : *Descours (Charles)* (p. 360) ; *Evin (Claude)* (p. 348, 367) ; *Rodi (Nelly)* (p. 361).

Priorité (procédure parlementaire) : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 366).

Psychiatrie : *Collard (Henri)* (p. 358) ; *Dumont (Jean)* (p. 351) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 366) ; *Laurent (Bernard)* (p. 362) ; *Rodi (Nelly)* (p. 361) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 363).

Psychiatrie (recherche) : *Evin (Claude)* (p. 348).

Psychiatrie (soins) : *Evin (Claude)* (p. 348).

Renvoi en commission (procédure parlementaire) : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 367).

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 368, 392) ; (p. 402, 412) ; (p. 489, 530) : *MM. Paul Souffrin, Jean Dumont, rapporteur ; Claude Evin, ministre ; Franck Sérusclat, Louis Virapoullé, Michel Dreyfus-Schmidt, rapporteur pour avis ; Charles Descours, François Lesein, Bernard Laurent, Henri Belcour, Michel Miroudot, Jacques Bimbenet, Louis Virapoullé, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission ; Mmes Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat chargé de la famille ; Nelly Rodi.*

Avant l'art. 1^{er} (p. 368).

Adopté : amendement n° 65 de M. Paul Souffrin : prise en compte de l'insertion et de la réadaptation sociale dans la thérapie des maladies mentales (p. 369).

Explications de vote sur l'amendement (p. 369) : *MM. Franck Sérusclat, Louis Virapoullé.*

- Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 369).

Art. 1^{er} (*Organisation générale de la lutte contre les maladies mentales et droits des malades mentaux*) (p. 374).

Adopté : amendement n° 6 de la commission : harmonisation de rédactions (p. 375).

AVANT L'ARTICLE L. 326-1 DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE (p. 375).

Rejeté : amendement n° 66 de M. Paul Souffrin : rétablissement du principe d'engagement de l'Etat en matière de lutte contre les maladies mentales (p. 375).

ARTICLE L. 326-1 (*Consentement du malade*) (p. 376).

Adopté : amendement n° 7 de la commission : harmonisation de rédactions (p. 376).

- Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 376).

APRES L'ARTICLE L. 326-1 (p. 376).

Rejeté : amendement n° 185 de M. Paul Souffrin : garantie des citoyens contre l'arbitraire d'un placement abusif (p. 376).

ARTICLE L. 326-2 (*Hospitalisation libre*) (p. 376).

Adopté : amendement n° 8 de la commission : critère d'hospitalisation (p. 376).

- Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 376).

ARTICLE L. 326-3 (*Droits des malades hospitalisés sans leur consentement*) (p. 376).

Adoptés : amendement n° 158 de M. Paul Souffrin : respect de la dignité de la personne hospitalisée (p. 383) - Amendement n° 9 de la commission : distinction entre l'information du malade sur sa situation juridique et l'énumération de ses droits (p. 384) ; sous-amendement n° 50 de M. Franck Sérusclat : précision (p. 383).

Rejetés : amendement n° 113 de la commission des lois saisie pour avis : élargissement des droits de la personne placée et

restriction aux limitations de sa liberté individuelle (p. 383) - Sur l'amendement n° 9 de la commission, sous-amendement n° 67 de M. Paul Souffrin : information obligatoire du malade de la connaissance et de l'exercice de ses droits (p. 383) ; sous-amendement n° 44 de M. Michel Miroudot : droit pour la personne placée d'émettre ou de recevoir du courrier personnel (p. 383).

Devenus sans objet : amendement n° 160 de M. Henri Belcour : restriction de la communication par écrit avec l'extérieur pour les personnes placées (p. 384) - Amendements de M. Charles Descours n° 40 : nécessité de l'avis du médecin pour permettre à la personne placée d'émettre ou de recevoir du courrier - Et n° 41 : suppression de l'intervention des « proches » dans l'intérêt du malade (p. 384) - Amendement n° 68 de M. Paul Souffrin : garantie du droit de recevoir des visites et de la liberté de mouvement à l'intérieur de l'établissement pour les personnes placées (p. 384).

- Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 384).

ARTICLE L. 327 (*Mise sous sauvegarde de justice*) (p. 384).

Adopté : amendement n° 114 de la commission des lois saisie pour avis : suppression de l'information du préfet par le procureur de la mise sous sauvegarde (p. 385).

- Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 385).

ARTICLE L. 328 (*Conservation de domicile*) - Adopté (p. 385).

ARTICLE L. 329 (*Mise sous tutelle ou curatelle*) (p. 385).

Adopté : amendement n° 10 de la commission : suppression de la référence erronée à l'article L. 332 (p. 385).

- Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 385).

ARTICLE L. 330 (*Désignation d'un curateur*) (p. 385).

Adopté : amendement n° 51 de M. Franck Sérusclat : même objet que le sous-amendement n° 50 à l'article L. 326-3 (p. 385).

- Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 385).

ARTICLE L. 330-1 (*Hospitalisation des mineurs*) - Adopté (p. 386).

- L'article 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 386).

Après l'art. 1^{er} (p. 369).

Rejeté : amendement n° 93 de la commission des lois saisie pour avis : judiciarisation des procédures de placement (p. 374 ; priorité ordonnée p. 369).

Retirés : amendements de la commission des lois saisie pour avis n° 95 : procédure de placement en cas d'urgence (p. 374 ; priorité ordonnée p. 369) - Et n°s 89 à 92, 94, 96 à 111 et 88 (p. 374 ; priorité ordonnée p. 369).

Art. 2 (*Dispositions relatives aux établissements, aux modes de placement et dispositions pénales*) (p. 386).

CHAPITRE II : Des établissements recevant des personnes hospitalisées en raison de troubles mentaux.

ARTICLE L. 331 (*Etablissements habilités à recevoir des placements*) (p. 386).

Rejeté : amendement n° 69 de M. Paul Souffrin : habilitation à recevoir des personnes placées des seuls établissements assurant le service public hospitalier (p. 387).

- Le texte proposé est adopté (p. 387).

ARTICLE L. 332 (*Etablissements non habilités*) (p. 387).

Adopté : amendement n° 11 de la commission : atténuation du caractère impératif du transfert (p. 392).

Rejeté : amendement n° 115 de la commission des lois saisie pour avis : obligation de transfert (p. 391).

Devenus sans objet : amendements de M. Henri Belcour n°s 161 et 162 : satisfaits par l'amendement n° 11 de la commission (p. 392) - Amendement n° 1 du Gouvernement :

précision (p. 392) – Amendement n° 70 de M. Paul Souffrin : identique à l'amendement n° 162 (p. 392).

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 11, est adopté (p. 392).

ARTICLE L. 332-1 (*Règlement intérieur*) (p. 392).

Adopté : amendement n° 52 de M. Franck Sérusclat : rédactionnel (p. 392).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 392).

ARTICLE L. 332-2 (*Visite des établissements*) (p. 402).

Adoptés : amendement n° 36 de M. Jacques Bimbenet : périodicité des visites (p. 402) – Amendement n° 116 de la commission saisie pour avis : rôle des personnalités appelées à visiter les établissements (p. 404).

Rejeté : amendement n° 163 de M. Henri Belcour : suppression pour le maire de l'obligation de procéder à des visites des établissements (p. 404).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 404).

ARTICLE L. 332-3 (*Commission pluridisciplinaire*) (p. 404).

Adoptés : amendements de M. Paul Souffrin n° 72 : présence d'un juriste dans la composition de la commission départementale (p. 406) – Et n° 75 : élargissement des pouvoirs de la commission (p. 412) – Amendements de la commission n° 12 : désignation d'une personnalité extérieure à la commission par le président du conseil général (p. 408) – N° 13 : coordination (p. 408) – N° 15 : information de la commission départementale sur les levées de placement (p. 409) – N° 16 : renforcement du rôle de la commission départementale (p. 409) – Et n° 17 : renforcement du pouvoir d'information de la commission (p. 412) – Amendements de la commission saisie pour avis n° 121 : rédactionnel (p. 408) – N° 122 : sanctions encourues par les membres de la commission (p. 409) – Et n° 119 : élection du président de la commission (p. 409) – Amendement n° 55 de M. Franck Sérusclat : visite des établissements d'accueil par la commission (p. 410) ; sous-amendement n° 123 de la commission saisie pour avis : vérification par la commission de la transcription sur le registre des mentions prévues par la loi (p. 410).

Rejetés : amendements de la commission saisie pour avis n° 117 : attribution d'un nom à la commission (p. 405) – N° 118 : désignation du troisième membre de la commission (p. 407) – Et n° 124 : désignataires du compte rendu d'activité de la commission (p. 411) – Sur l'amendement n° 12 de la commission, sous-amendement n° 73 de M. Paul Souffrin : participation d'un représentant des associations de parents de malades mentaux lors de la désignation faite par le président du conseil général (p. 408) – Amendement n° 74 de M. Paul Souffrin : élargissement de l'intervention de la commission (p. 410).

Retirés : amendement n° 71 de M. Paul Souffrin : désignation du psychiatre de la commission par le procureur de la République (p. 405) – Amendement n° 14 de la commission : retiré au profit de l'amendement n° 122 de la commission saisie pour avis (p. 408) – Amendement n° 53 de M. Franck Sérusclat : retiré au profit de l'amendement n° 119 de la commission saisie pour avis (p. 409).

Devenu sans objet : sur l'amendement n° 14 de la commission, sous-amendement n° 54 de M. Franck Sérusclat (p. 408).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 412).

CHAPITRE III : Modes de placement dans les établissements.

Section 1 : Placement à la demande d'un tiers.

Intitulé (p. 489).

Adopté : amendement n° 164 de M. Henri Belcour : « Placement pour soins » (p. 489).

– L'intitulé de la section 1 du chapitre III du code de la santé publique, ainsi modifié, est adopté (p. 489).

ARTICLE L. 333 (*Définition du placement à la demande d'un tiers*) (p. 489).

Adoptés : amendement n° 37 de M. Jacques Bimbenet : introduction de la notion de danger encouru par le malade ou par son entourage (p. 490) – Amendements de la commission, n° 18 : suppression de l'obligation de motiver la demande (p. 492) – N° 19 : possibilité pour un médecin attaché à l'établissement d'établir le deuxième certificat (p. 497) – Et n° 20 : dispositions spécifiques à l'urgence psychiatrique (p. 499) – Amendements de la commission saisie pour avis, n° 127 : indications devant figurer sur la demande (p. 493) – N° 128 : modalités de validité des deux certificats médicaux accompagnant la demande d'admission (p. 494) – Et n° 125 : initiative de la demande d'admission (p. 494 ; précédemment réservé p. 491).

Rejetés : amendement n° 56 de M. Franck Sérusclat : précisions (p. 491) – Amendement n° 129 de la commission saisie pour avis : modalités de validité du second certificat (p. 496).

Retirés : amendements de M. Henri Belcour, défendus par M. Charles Descours, n° 165 : admission subordonnée à la présentation d'un seul certificat médical (p. 491) – Et n° 166 : retiré au profit de l'amendement n° 18 de la commission (p. 491) – Nos 167 et 168 : coordination avec l'amendement n° 165 (p. 494) – Et n° 169 : coordination avec l'amendement n° 165 (p. 497).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 499).

APRES L'ARTICLE L. 333.

Retiré : amendement n° 130 de la commission saisie pour avis : dispositions spécifiques à l'urgence psychiatrique (p. 499).

ARTICLE L. 333-1 (*Admission du malade*) (p. 489).

Retiré : Amendement n° 57 de M. Franck Sérusclat : retiré au profit de l'amendement n° 2 du Gouvernement (p. 498).

Devenu sans objet : amendement n° 2 du Gouvernement : exception à l'obligation de présentation du double certificat (p. 499).

– Le texte proposé est adopté (p. 500).

ARTICLE L. 334 (*Certificat du psychiatre de l'établissement*) (p. 500).

Adoptés : amendement n° 58 de M. Franck Sérusclat : précision d'une part, et, d'autre part, suppression de la transmission au maire du certificat médical et du bulletin d'entrée (p. 503) ; sous-amendement n° 132 de la commission saisie pour avis : transmission du bulletin et du certificat à la commission de contrôle des établissements psychiatriques (p. 503) – Amendement n° 22 de la commission : complémentaire de l'amendement n° 20, relatif à l'utilisation de la procédure d'urgence (p. 503).

Rejetés : amendement n° 131 de la commission saisie pour avis : allongement du délai de délivrance du certificat médical postérieur à l'admission et établissement des trois certificats (p. 501) – Amendement n° 76 de M. Paul Souffrin : intervention d'un praticien hospitalier pour l'établissement du nouveau certificat médical (p. 501).

Retirés : amendement n° 170 de M. Henri Belcour, soutenu par Mme Nelly Rodi : établissement du nouveau certificat par un médecin titulaire (p. 501) – Sur l'amendement n° 58 de M. Franck Sérusclat, sous-amendement n° 21 de la commission : garantie de la confidentialité des documents transmis (p. 503).

Devenus sans objet : amendements de M. Henri Belcour, soutenu par Mme Nelly Rodi, n° 172 : établissement d'un délai pour la transmission des renseignements au préfet et au maire (p. 503) – Et n° 173 : suppression de la transmission du bulletin d'entrée au maire (p. 503) – Amendement n° 77 de M. Paul Souffrin : substitution de l'autorité judiciaire à l'autorité préfectorale pour le contrôle des mesures de placement sur demande d'un tiers (p. 503) – Amendement n° 186 de M. Franck Sérusclat : intervention du juge (p. 503).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 504).

ARTICLE L. 335 (*Notification au procureur de la République*) – Adopté (p. 504).

ARTICLE L. 336 (*Placement dans un établissement privé*) (p. 504).

Adoptés : amendement n° 133 de la commission saisie pour avis : choix des psychiatres par le préfet sur la liste établie par le procureur de la République (p. 505) ; sous-amendement n° 38 de M. Jacques Bimbenet : choix de deux psychiatres (p. 505).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 505).

ARTICLE L. 337 (*Contrôle médical périodique de la personne placée*) (p. 505).

Adoptés : amendement n° 3 du Gouvernement : modalités de révision périodique de la décision de placement sur demande (p. 507) ; sous-amendement n° 188 de M. Paul Souffrin : examen périodique de la nécessité du placement (p. 506) ; sous-amendement de conséquence n° 135 de la commission saisie pour avis (p. 506).

Retiré : amendement n° 24 de la commission : retiré au profit de l'amendement n° 3 du Gouvernement (p. 506).

Devenu sans objet : amendement n° 39 de M. Jacques Bimbenet : révision périodique de la décision de placement (p. 507).

– Le texte proposé dans la rédaction de l'amendement n° 3 et des sous-amendements n°s 188 et 135, est adopté (p. 507).

ARTICLE L. 338 (*Levée du placement sur demande d'un tiers*) (p. 507).

Adoptés : amendement de conséquence n° 4 du Gouvernement (p. 507) – Amendement n° 25 de la commission : précision des conditions de la levée du placement (p. 507) – Amendement n° 137 de la commission saisie pour avis : transmission du certificat à la commission chargée de veiller au respect des droits des malades (p. 507).

Rejeté : amendement n° 138 de la commission saisie pour avis : possibilité pour le préfet d'ordonner la levée immédiate du placement (p. 508).

Retiré : amendement n° 45 de M. Michel Miroudot : consultation du malade sur toute levée de placement à la demande d'un tiers (p. 508).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 508).

ARTICLE L. 339 (*Personnes pouvant requérir la levée du placement*) (p. 508).

Adoptés : amendement n° 59 de M. Franck Sérusclat : rédactionnel (p. 508) – Amendements de la commission saisie pour avis, n° 139 : limitation de la parenté d'une catégorie de personnes pouvant requérir la levée du placement (p. 508) – Et n° 140 : information préalable du préfet de la sortie d'un malade dangereux (p. 511) – Amendement n° 26 de la commission : possibilité pour la commission de demander la levée d'un placement (p. 509) ; sous-amendement n° 190 de M. Paul Souffrin : possibilité pour la commission d'intervenir sans délai (p. 509) – Amendement n° 46 de M. Michel Miroudot : délai accordé au conseil de famille pour se prononcer en cas d'opposition à la levée du placement (p. 509) – Amendement n° 175 de M. Henri Belcour, soutenu par Mme Nelly Rodi : coordination avec l'amendement n° 140 de la commission saisie pour avis (p. 511).

Rejeté : sur l'amendement n° 140, sous-amendement n° 80 de M. Paul Souffrin : précision des raisons médicales pouvant conduire un médecin à s'opposer à la mainlevée d'un placement (p. 511).

Retirés : amendement n° 47 de M. Michel Miroudot : protection du malade (p. 509) – Amendement n° 174 de M. Henri Belcour : satisfait par l'amendement n° 140 de la commission saisie pour avis (p. 510).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 511).

ARTICLE L. 340 (*Notification de la sortie*) (p. 512).

Adoptés : amendement n° 48 de M. Michel Miroudot : précision (p. 512) – Amendement n° 141 de la commission saisie pour avis : coordination avec son amendement n° 132 (p. 512) – Amendement n° 176 de M. Henri Belcour, retiré par Mme

Nelly Rodi et repris par la commission saisie pour avis : inutilité d'informer le maire du lieu d'accueil des malades (p. 512).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 513).

ARTICLE L. 341 (*Registre de l'établissement*) (p. 513).

Rejeté : amendement n° 49 de M. Michel Miroudot : précision relative au délai de transcription des informations sur le registre (p. 513).

– Le texte proposé est adopté (p. 513).

Section 2 : Placement d'office

ARTICLE L. 342 (*Définition du placement d'office*) (p. 513).

Adoptés : amendement n° 28 de la commission : précision relative à l'origine de l'avis médical (p. 516) ; sous-amendement n° 144 de la commission saisie pour avis : destinataires de l'avis médical (p. 516) – Et amendement n° 29 de la commission : modalités de transmission du certificat du psychiatre de l'établissement (p. 516) ;

Rejetés : amendement n° 81 de M. Paul Souffrin : judiciarisation de la procédure et du contrôle des placements d'office (p. 516) – Amendement n° 60 de M. Franck Sérusclat : précision (p. 516).

Retirés : amendements de la commission saisie pour avis, n° 142 : autorités chargées de prendre l'arrêté de placement d'office (p. 515) – Et n° 143 : satisfait par l'amendement n° 28 de la commission (p. 515) – Amendement n° 5 du Gouvernement : satisfait par l'amendement n° 28 de la commission (p. 516).

Devenu sans objet : amendement n° 187 de M. Franck Sérusclat : transmission de l'avis médical au président du tribunal de grande instance (p. 516).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 517).

ARTICLE L. 343 (*Mesures provisoires en cas de danger imminent*) (p. 517).

Adoptés : amendement n° 61 de M. Franck Sérusclat : qualification de la nature du certificat (p. 518) – Amendement n° 145 de la commission saisie pour avis : précision (p. 519).

Rejetés : amendements de M. Paul Souffrin, n° 159 : dispositions garantissant une meilleure protection des citoyens et suppression des mesures provisoires (p. 518) – Et n° 82 : suppression de la notion de notoriété (p. 519) – Amendements de M. François Lesein, n° 183 : création d'un SAMU psychiatrique par département (p. 519) – Et n° 184 : suppression de la référence à l'éventuelle absence de décision préfectorale (p. 519).

Retiré : amendement n° 146 de la commission saisie pour avis : précision (p. 518).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 519).

ARTICLE L. 344 (*Contrôle médical périodique des placements d'office*) (p. 519).

Adoptés : amendement n° 189 du Gouvernement : conséquence de la disposition prévoyant une révision du placement à l'initiative d'une tierce personne (p. 520) ; sous-amendement n° 78 de M. Paul Souffrin : précision des caractéristiques de la maladie (p. 520) et sous-amendement n° 191 de la commission : coordination avec le sous-amendement n° 132 de la commission saisie pour avis (p. 520).

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 189 et des sous-amendements n°s 78 et 191, est adopté (p. 520).

ARTICLE L. 345 (*Mainlevée du placement d'office*) (p. 520).

Adoptés : amendement n° 177 de M. Henri Belcour, soutenu par Mme Nelly Rodi : possibilité pour tout psychiatre d'émettre un avis préalable au maintien du placement d'office (p. 520) – Amendement n° 148 de la commission saisie pour avis : possibilité pour tout psychiatre d'émettre un avis entraînant la fin du placement (p. 520).

Rejeté : amendement n° 178 de M. Henri Belcour, soutenu par Mme Nelly Rodi : allègement de la procédure administrative (p. 520).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 521).

ARTICLE L. 346 (*Saisine du préfet en vue de la levée du placement*) (p. 521).

Rejetés : amendement n° 149 de la commission saisie pour avis : proposition de sortie effectuée par un simple médecin (p. 521) – Amendement n° 43 de M. Charles Descours, soutenu par Mme Nelly Rodi : précision relative au psychiatre qui délivre la mainlevée du placement (p. 521).

– Le texte proposé est adopté (p. 521).

ARTICLE L. 347 (*Mesures de placement d'office à l'égard des personnes placées sur demande*) (p. 521).

Adoptés : amendement n° 62 de M. Franck Sérusclat : cohérence avec le dernier alinéa de l'article L. 339 (p. 521) – Amendement n° 179 de M. Henri Belcour, soutenu par Mme Nelly Rodi : mesures d'assouplissement en faveur du malade (p. 522).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 522).

ARTICLE L. 348 (*Situation des personnes relevant de l'article 64 du code pénal*) (p. 522).

Adoptés : amendements de la commission saisie pour avis, n° 150 : coordination avec son amendement n° 132 – Et n° 151 : précision relative à l'avis médical (p. 522).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 522).

APRES L'ARTICLE L. 348.

Adopté : amendement n° 152 de la commission saisie pour avis : dispositions particulières relatives à la levée du placement de personnes ayant commis un délit et reconnues irresponsables (p. 523).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 523).

ARTICLE L. 349 (*Information du procureur de la République*) – Adopté (p. 523).

Section 3 : Dispositions communes.

ARTICLE L. 350 (*Sorties d'essai*) (p. 524).

Rejetés : amendements de M. Paul Souffrin, n° 83 : réinsertion des personnes ayant fait l'objet d'un placement (p. 524) – Et n° 84 : suivi médical des personnes ayant fait l'objet d'un placement (p. 525).

Retirés : amendements de la commission saisie pour avis, n° 153 : choix des médecins décidant la sortie d'essai (p. 524) – Et n° 154 : régime de la sortie d'essai en cas de placement d'office (p. 525).

– Le texte proposé est adopté (p. 525).

ARTICLE L. 351 (*Procédure de référé*) (p. 525).

Adoptés : amendement n° 63 de M. Franck Sérusclat : coordination avec l'amendement n° 50 à l'article L. 326-2 (p. 525) – Amendements identiques n° 30 de la commission et n° 85 de M. Paul Souffrin : réintroduction du débat contradictoire dans la procédure de référé (p. 525) – Amendement rédactionnel n° 192 de la commission (p. 526).

Rejeté : amendement rédactionnel n° 64 de M. Franck Sérusclat (p. 526).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 526).

CHAPITRE IV : Dispositions pénales.

ARTICLE L. 352 (*Sanctions pénales relatives aux entraves à la sortie des patients*) (p. 526).

Adopté : amendement n° 31 de la commission : modulation des sanctions (p. 526).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 526).

ARTICLE L. 353 (*Sanctions pénales relatives aux vices de procédure*) (p. 526).

Adoptés : amendements de la commission, n° 32 : coordination avec l'amendement n° 31 à l'article L. 352 (p. 527) – N° 33 : rédactionnel (p. 527) – Et n° 34 : réintroduction des sanctions concernant la responsabilité des médecins (p. 527) – Amendements de la commission saisie pour avis, n° 155 : rédactionnel (p. 527) – Et n° 156 : rectification d'une erreur matérielle (p. 527) – Amendement n° 181 de M. Henri Belcour, retiré par Mme Nelly Rodi et repris par la commission : coordination avec l'amendement n° 58 de M. Franck Sérusclat à l'article L. 334 (p. 527) – Amendement n° 182 de M. Henri Belcour, soutenu par Mme Nelly Rodi : coordination avec l'amendement n° 176 à l'article L. 340 (p. 527).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 528).

ARTICLE L. 354 (*Sanctions pénales applicables aux médecins et aux directeurs d'établissements non habilités*) (p. 528).

Adoptés : amendement n° 35 de la commission : réintroduction de la responsabilité pénale des médecins (p. 528) ; sous-amendement n° 157 de la commission saisie pour avis : précision relative aux fautes commises par le médecin (p. 528).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 528).

ARTICLE L. 355 (*Mesures d'application de la loi*) – Adopté (p. 529).

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 529).

Après l'art. 2 (p. 529).

Rejeté : amendement n° 86 de M. Paul Souffrin : exonération du paiement du forfait hospitalier pour les malades hospitalisés en raison de troubles mentaux (p. 530).

Intitulé du projet de loi (p. 530).

Rejeté : amendement n° 87 de la commission saisie pour avis : « Projet de loi relatif à la protection des droits de la personne en matière psychiatrique » (p. 530).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 530, 531) : MM. Michel Miroudot, Paul Souffrin, Franck Sérusclat ; intervention de M. Claude Evin, ministre.

Adoption (24 avril 1990) (p. 531).

Discussion (deuxième lecture)

(11 juin 1990) (p. 1466, 1493).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1466, 1472) : MM. Claude Evin, ministre de la santé ; Jean Dumont, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Michel Dreyfus-Schmidt ; Franck Sérusclat.

Droits de l'homme : Evin (Claude) (p. 1471) ; Sérusclat (Franck) (p. 1470).

Hôpitaux psychiatriques : Dumont (Jean) (p. 1467 ; 1468).

Hôpitaux psychiatriques (internements abusifs) : Dreyfus-Schmidt (Michel) (p. 1468 ; 1469 ; 1470) ; Dumont (Jean) (p. 1471) ; Evin (Claude) (p. 1472).

Hospitalisation (structures alternatives) : Sérusclat (Franck) (p. 1470).

Juridictions judiciaires : Dreyfus-Schmidt (Michel) (p. 1468 ; 1469 ; 1470) ; Dumont (Jean) (p. 1467) ; Evin (Claude) (p. 1466 ; 1471) ; Sérusclat (Franck) (p. 1470).

Loi du 30 juin 1838 : Sérusclat (Franck) (p. 1470).

Politique de santé mentale : Sérusclat (Franck) (p. 1470).

Préfets : Dumont (Jean) (p. 1467).

Secret professionnel : Dumont (Jean) (p. 1467).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1472, 1492) : MM. Franck Sérusclat, Jean Dumont, rapporteur ; Claude Evin, ministre ; Robert Vizet, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission ; Michel Dreyfus-Schmidt, Claude Huriet.

Art. 1^{er} (p. 1473).

ART. L. 326-1 DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE (p. 1473).

Adopté : amendement de précision n° 28 de M. Franck Sérusclat (p. 1473).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1473).

APRES L'ART. L. 326-1 (p. 1473).

Rejeté : amendement n° 44 de M. Paul Souffrin, soutenu par M. Robert Vizet : protection des citoyens contre toute hospitalisation psychiatrique du fait d'un comportement s'éloignant des normes sociales dominantes (p. 1473).

ART. L. 326-2 (p. 1473).

Adoptés : amendements identiques n° 1 de la commission et n° 29 de M. Franck Sérusclat : suppression des dispositions traitant de la situation à la sortie d'hospitalisation (p. 1474).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1474).

ART. L. 326-3 (p. 1474).

Adoptés : amendement n° 2 de la commission : reprise du texte adopté par le Sénat en première lecture (p. 1475) ; sous-amendement n° 56 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (p. 1475) ; sous-amendement n° 30 de M. Franck Sérusclat (p. 1475).

Rejeté : amendement n° 45 de M. Paul Souffrin, soutenu par M. Robert Vizet : principe de la réinsertion dans le cadre de vie habituel (p. 1474).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1474).

ART. L. 326-4 (p. 1475).

Rejeté : amendement de suppression n° 31 de M. Franck Sérusclat : suppression (p. 1476).

– Le texte proposé est adopté (p. 1476).

APRES L'ART. L. 326-4 (p. 1476).

Adopté : amendement n° 3 de la commission : conservation de la totalité des droits et devoirs de citoyen de la personne hospitalisée, à sa sortie de l'établissement (p. 1476).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1476).

ART. L. 327 (p. 1476).

Rejeté : amendement n° 33 de M. Franck Sérusclat : suppression de l'information du préfet par le procureur de la République du lieu de traitement (p. 1476).

– Le texte proposé est adopté (p. 1476).

ART. L. 329 (p. 1476).

Adopté : amendement de précision n° 4 de la commission (p. 1476).

Rejeté : amendement n° 46 de M. Paul Souffrin, soutenu par M. Robert Vizet : interdiction de choisir le tuteur parmi les membres du personnel de l'hôpital psychiatrique (p. 1477).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1477).

ART. L. 330 (p. 1477).

Adopté : amendement rédactionnel n° 34 de M. Franck Sérusclat (p. 1477).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1477).

– L'article 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 1477).

Art. 2 (p. 1477).

ART. L. 332 (p. 1480).

Adopté : amendement n° 5 de la commission : suppression du caractère obligatoire du transfert avec maintien de l'obligation pour le directeur de déclencher la procédure (p. 1480).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1480).

ART. L. 332-3 (p. 1480).

Adopté : amendement n° 43 de M. Franck Sérusclat : composition de la commission (p. 1481).

Rejetés : amendements sur le même objet n° 6 de la commission et n° 35 de M. Franck Sérusclat : composition de la commission (p. 1481).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1481).

ART. L. 332-4 (p. 1481).

Adoptés : amendements de la commission n° 7 : information de la commission (p. 1481) – N° 8 et n° 9, de précision (p. 1482).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1482).

ART. L. 333 (p. 1482).

Adopté : amendement n° 10 de la commission : suppression de la motivation obligatoire de la demande d'hospitalisation (p. 1482).

Rejeté : amendement n° 36 de M. Franck Sérusclat, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : date du certificat médical (p. 1483).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1483).

ART. L. 333-1 (p. 1483).

Adopté : amendement de précision n° 11 de la commission (p. 1483).

Rejeté : amendement n° 47 de M. Paul Souffrin, soutenu par M. Robert Vizet : placement ordonné par le président du tribunal de grande instance (p. 1483).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1483).

ART. L. 333-2 (p. 1483).

Adopté : amendement de précision n° 12 de la commission (p. 1484).

Rejeté : amendement n° 38 de M. Franck Sérusclat, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : deuxième certificat médical (p. 1484).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1484).

ART. L. 334 (p. 1484).

Rejeté : amendement n° 48 de M. Paul Souffrin, soutenu par M. Robert Vizet : établissement du certificat médical postérieur à l'admission par un psychiatre praticien hospitalier (p. 1484).

– Le texte proposé est adopté (p. 1484).

ART. L. 337 (p. 1485).

Adopté : amendement de cohérence n° 55 du Gouvernement (p. 1485).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1485).

ART. L. 338 (p. 1485).

Adoptés : amendements de la commission, n° 13 de précision – Et n° 14 : secret médical : non communication du certificat médical par le directeur de l'établissement (p. 1485).

Devenu sans objet : amendement n° 49 de M. Paul Souffrin, soutenu par M. Robert Vizet : non transmission du certificat médical à la personne ayant demandé l'hospitalisation (p. 1485).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1485).

ART. L. 339 (p. 1485).

Rejeté : amendement n° 50 de M. Paul Souffrin, soutenu par M. Robert Vizet : suppression de la référence à l'ordre public et à la sûreté des personnes (p. 1485).

– Le texte proposé est adopté (p. 1485).

ART. L. 340 (p. 1485).

Adopté : amendement n° 15 de la commission : suppression de la communication de l'adresse du domicile (p. 1486).

Rejeté : amendement n° 51 de M. Paul Souffrin, soutenu par M. Robert Vizet : suppression de la communication de ren-

seignements aux autorités administratives ou judiciaires (p. 1486).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1486).

ART. L. 341 (p. 1486).

Adopté : amendement de coordination n° 16 de la commission (p. 1486).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1486).

ART. L. 342 (p. 1486).

Adopté : amendement n° 18 de rectification de la commission (p. 1487).

Rejeté : amendement n° 52 de M. Paul Souffrin, soutenu par M. Robert Vizet : judiciarisation de la procédure et du contrôle du placement d'office (p. 1487).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1487).

ART. L. 343 (p. 1487).

Adopté : amendement n° 19 de la commission : substitution des termes « avis médical » aux termes « certificat médical » (p. 1488).

Rejeté : amendement n° 53 de M. Paul Souffrin, soutenu par M. Robert Vizet : nouvelle rédaction de cet article inspiré par une idéologie sécuritaire (p. 1488).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1488).

ART. L. 348-1 (p. 1488).

Adoptés : amendements de la commission, n° 20 de précision – Et n° 21 : avis de la DDASS : suppression du terme « conforme » (p. 1488, 1489).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1489).

ART. L. 349 (p. 1489).

Adopté : amendement n° 22 de la commission : information, par le préfet, de la famille d'une personne hospitalisée d'office (p. 1490).

Rejeté : amendement n° 41 de M. Franck Sérusclat, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : réduction des délais (p. 1490).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1490).

ART. L. 350 (p. 1490).

Adopté : amendement de précision n° 23 de la commission (p. 1490).

Rejeté : amendement n° 54 de M. Paul Souffrin, soutenu par M. Robert Vizet : modification de la procédure (p. 1490).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1490).

ART. L. 353 (p. 1490).

Adoptés : amendements rédactionnels n° 24 et n° 25 de la commission (p. 1490).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1490).

ART. L. 354 (p. 1490).

Adoptés : amendement n° 26 de cohérence de la commission (p. 1491) ; sous-amendement n° 57 du Gouvernement (p. 1491).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1491).

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 1491).

Art. 3 (p. 1491).

Adopté : amendement de précision n° 27 de la commission (p. 1491).

Rejeté : amendement n° 42 de M. Franck Sérusclat : réduction du délai (p. 1491).

– L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 1491).

Seconde délibération – Ordonnée en application de l'article 43 du règlement, à la demande de M. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission (p. 1491).

Art. 2 – ART. L. 332-3 (p. 1491).

Adopté : amendement n° 1 de la commission : reprise du texte proposé par l'amendement n° 6 de la commission (p. 1492).

L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 1492).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1492, 1493) : MM. Claude Huriet, Franck Sérusclat, Robert Vizet ; intervention de M. Claude Evin, ministre.

Adoption (11 juin 1990) (p. 1493).

2. – Proposition de loi sur la santé de la personne humaine, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Bernard Seillier, sénateur (22 mai 1990) [n° 309 (89-90)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

Droits de mutation

Voir *Lois de finances*, 1,

E

Eau

Voir *Commissions d'enquête ou de contrôle, 1*
Lois de finances, 1, art. 28 bis
Questions orales sans débat n° 183 ; n° 242

Ecoles françaises à l'étranger

Voir *Lois de finances, 1, Coopération et développement*

Ecoles maternelles et primaires

Voir *Questions au Gouvernement n° 255*
Questions orales sans débat n° 267

Economie et finances (ministère)

Voir *Lois de finances, 1, Economie, finances et budget - II - Services financiers (et consommation)*

Ecoutes téléphoniques

Voir *Libertés individuelles, 1*

Education

Voir *Questions au Gouvernement n° 271 ; n° 273 ; n° 274 ; n° 275 ; n° 277 ; n° 282*
Questions orales sans débat n° 178

Education nationale

Voir *Enseignement, 1*
Lois de finances, 1
Questions orales sans débat n° 228 ; n° 266

Education physique et sportive (EPS)

Voir *Questions orales avec débat n° 75*

Elections

Voir *Français de l'étranger, 1 ; 3*
Parlement, 8 ; 9
Questions au Gouvernement n° 228
Rappels au règlement, 2

1. - Proposition de loi tendant à élargir la procédure de vote par procuration, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jean Simonin, sénateur (2 juin 1989) [n° 349 (88-89)] - Renvoi à la commission des lois - Reprise par son auteur le 16 octobre 1990.

2. - Proposition de loi constitutionnelle tendant à garantir la stabilité du régime électoral des assemblées parlementaires et des assemblées des collectivités territoriales, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Claude Huriet, sénateur (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 22 décembre 1989-25 janvier 1990) [n° 177 (89-90)] - Renvoi à la commission des lois.

3. - Proposition de loi tendant à aligner le mode d'élection des conseils régionaux sur celui des conseils municipaux, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Louis Jung, sénateur (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 22 décembre 1989-25 janvier 1990) [n° 178 (89-90)] - Renvoi à la commission des lois.

4. - Proposition de loi constitutionnelle tendant à compléter l'article de la Constitution et relative au droit de vote et à l'éligi-

bilité des étrangers dans les élections municipales et européennes, PRESENTÉE AU SENAT, par Mme Hélène Luc, sénateur, et plusieurs de ses collègues (5 avril 1990) [n° 222 (89-90)] - Renvoi à la commission des lois.

5. - Projet de loi organique relatif au financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République et de celle des députés, PRESENTÉE A L'ASSEMBLÉE NATIONALE au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur (2 avril 1990) [n° 1183 (9^e lég.)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Robert Savy (2 avril 1990) [n° 1199 (9^e lég.)] - Discussion (4 avril 1990) - Adoption (4 avril 1990) [n° 256].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIÈRE LECTURE) (5 avril 1990) [n° 225 (89-90)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Christian Bonnet (11 avril 1990) [n° 231 (89-90)] - Discussion (12 avril 1990) - Adoption (12 avril 1990) [n° 83].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 90-273 DC du 4 mai 1990 (*J.O. Lois et décrets* du 8 mai 1990) qui déclare la loi organique conforme à la Constitution.

PROMULGATION : Loi n° 90-383 du 10 mai 1990 (*J.O. Lois et décrets* du 11 mai 1990).

Discussion (première lecture)

(12 avril 1990) (p. 256, 270).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 256, 265) : MM. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur ; Christian Bonnet, rapporteur de la commission des lois ; Robert Vizet, Guy Allouche, Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat chargé des collectivités territoriales ; Louis Virapoullé, et les orateurs sur la motion.

Amnistie : Lederman (Charles) (p. 258, 259).

Campagnes électorales : Joxe (Pierre) (p. 257) ; Lederman (Charles) (p. 258).

Campagnes électorales (financement) : Joxe (Pierre) (p. 261) ; Virapoullé (Louis) (p. 264).

Code électoral : Joxe (Pierre) (p. 256).

Commission nationale des comptes de campagne : Bonnet (Christian) (p. 257) ; Joxe (Pierre) (p. 257).

Conseil constitutionnel : Bonnet (Christian) (p. 257) ; Joxe (Pierre) (p. 256).

Conseil constitutionnel (décisions) : Allouche (Guy) (p. 263) ; Lederman (Charles) (p. 260).

Démocratie : Joxe (Pierre) (p. 261) ; Vizet (Robert) (p. 262).

Elections : Allouche (Guy) (p. 264).

Elections législatives : Bonnet (Christian) (p. 257) ; Lederman (Charles) (p. 258) ; Virapoullé (Louis) (p. 264).

Elections présidentielles : Bonnet (Christian) (p. 257) ; Lederman (Charles) (p. 258) ; Virapoullé (Louis) (p. 264).

Inéligibilités : Joxe (Pierre) (p. 256, 261).

Justice : Lederman (Charles) (p. 260) ; Vizet (Robert) (p. 262, 263).

Opinion publique : Bonnet (Christian) (p. 257) ; Lederman (Charles) (p. 259, 260).

Presse : Lederman (Charles) (p. 258) ; Vizet (Robert) (p. 262).

Motion n° 1 de Mme Hélène Luc, soutenue par M. Charles Lederman, tendant à opposer la question préalable (p. 258) MM. Charles Lederman, Christian Bonnet, rapporteur ; Pierre Joxe, ministre.

Rejet de la motion (p. 262 ; scrutin public n° 111).

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 265, 270) : MM. Robert Vizet, Christian Bonnet, rapporteur ; Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat ; Guy Allouche, Michel Darras.

Avant le titre premier (p. 265).

Rejetés : amendements de M. Charles Lederman, soutenus par M. Robert Vizet, n° 2 : abrogation de l'article 19 de la loi n° 90-55 du 15 janvier 1990 relative à la limitation des dépenses électorales et à la clarification du financement des activités politiques, relatif à l'amnistie (p. 266) – Et n° 3 : abrogation du paragraphe I de l'article 20 de la loi n° 90-55 précitée, qui dépénalise les abus de biens sociaux (p. 266).

TITRE PREMIER

DISPOSITIONS RELATIVES A L'ELECTION DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Avant l'art. 1^{er} (p. 266).

Rejeté : amendement n° 5 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Vizet : modification de l'article 10 de la loi n° 90-55 précitée, relatif à la répartition du contingent budgétaire destiné au financement public des partis politiques (p. 267).

Art. 1^{er} (*Dépenses de campagne*) (p. 267).

Rejetés : amendements de M. Charles Lederman, soutenus par M. Robert Vizet, n° 6 : publication au Journal officiel des déclarations de situation patrimoniale des candidats (p. 268) – Et n° 7 : abaissement du plafond des dépenses électorales (p. 268).

– L'article 1^{er} est adopté (p. 268).

Art. 2 (*Modification rédactionnelle du paragraphe III de l'article 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relatif à l'élection du Président de la République*) – Adopté (p. 268).

Art. 3 (*Suppression de l'obligation du cautionnement pour les candidats à la présidence de la République*) – Adopté (p. 268).

Art. 4 (*Versement, à titre d'avance sur le remboursement forfaitaire de leurs dépenses, d'une somme de trois millions de francs à chaque candidat*) – Adopté (p. 268).

Art. 5 (*Sanctions infligées aux candidats qui ne se sont pas conformés au dispositif légal*) – Adopté (p. 268).

TITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES A L'ELECTION DES DEPUTES

Art. 6 (*Inéligibilités*) – Adopté (p. 269).

Après l'art. 6 (p. 269).

Rejetés : amendements de M. Charles Lederman, soutenus par M. Robert Vizet, n° 8 : meilleure information des citoyens des liens entretenus par les candidats avec des entreprises ou sociétés (p. 269) – Et n° 9 : abrogation de l'article LO 135-2 du code électoral qui limite la possibilité de publier la déclaration de patrimoine des candidats (p. 269).

Art. 7 (*Cas de saisine du Conseil constitutionnel par la commission des comptes de campagne*) – Adopté (p. 269).

Art. 8 (*Rôle du Conseil constitutionnel en matière d'inéligibilité ou d'annulation d'élection*) – Adopté (p. 269).

Art. 9 (*Pouvoirs du Conseil constitutionnel en cas de contestation électorale*) – Adopté (p. 270).

Art. 10 (*Abrogation de l'article LO 163-1 du code électoral relatif à l'obligation pour chaque candidat à l'élection des députés d'établir un compte de campagne*) – Adopté (p. 270).

Art. 11 (*Abrogation de l'article LO 179-1 du code électoral relatif au dépôt des comptes de campagne par les candidats, et modification de l'article LO 325 de ce même code pour coordination*) – Adopté (p. 270).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 270) : Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Michel Darras, Paul Masson.

Scrutin public de droit n° 116.

Adoption (12 avril 1990) (p. 270).

6. – Proposition de loi organique tendant à modifier et compléter la loi organique n° 76-97 du 31 janvier 1976 sur le vote des fran-

çais établis hors de France pour l'élection du Président de la République, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Charles de Cuttoli, sénateur, et plusieurs de ses collègues (15 juin 1990) [n° 391 (89-90)] – Renvoi à la commission des lois – Retrait le 10 octobre 1990.

7. – Proposition de loi tendant à rendre applicable l'article L. 52-3 du code électoral aux élections au Conseil supérieur des Français de l'étranger, PRESENTÉE AU SENAT, par MM. Charles de Cuttoli, Paul d'Ornano et Mme Paulette Brispierre, sénateurs (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 30 juin 1990-11 juillet 1990) [n° 464 (89-90)] – Renvoi à la commission des lois.

8. – Projet de loi organisant la concomitance des renouvellements des conseils généraux et des conseils régionaux, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur (27 juin 1990) [n° 1534 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Maurice Dolez (2 octobre 1990) [n° 1595 (9^e lég.)] – Urgence – Discussion (3 octobre 1990) – Adoption (3 octobre 1990) [n° 373].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (4 octobre 1990) [n° 10 (90-91)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jacques Sourdille (18 octobre 1990) [n° 51 (90-91)] – Discussion (24 octobre 1990) – Rejet (24 octobre 1990) [n° 18].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (25 octobre 1990) [n° 1663 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Michel Sapin (25 octobre 1990) [n° 1673 (9^e lég.)].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Jacques Sourdille (25 octobre 1990) [n° 57 (90-91)] – Echec.

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (25 octobre 1990) [n° 1663 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Marc Dolez (30 octobre 1990) [n° 1686 (9^e lég.)] – Discussion (31 octobre et 7 novembre 1990) – Adoption (7 novembre 1990) [n° 384].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (8 novembre 1990) [n° 72 (90-91)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jacques Sourdille (15 novembre 1990) [n° 82 (90-91)] – Discussion (16 novembre 1990) – Rejet (16 novembre 1990) [n° 37].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (16 novembre 1990) [n° 1711 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Marc Dolez (21 novembre 1990) [n° 1723 (9^e lég.)] – Discussion (21 novembre 1990) – Adoption (21 novembre 1990) [n° 390].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 90-280 DC du 6 décembre 1990 (J.O. Lois et décrets du 8 décembre 1990) qui déclare conforme à la Constitution le projet de loi.

PROMULGATION : Loi n° 90-1103 du 11 décembre 1990 (J.O. Lois et décrets du 13 décembre 1990).

Discussion (première lecture)

(24 octobre 1990) (p. 2978, 3009).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2978, 3003) : MM. Philippe Marchand, ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur ; Jacques Sourdille, rapporteur de la commission des lois ; Paul Girod, Henri Collard, Pierre Dumas, Alain Dufaut, Georges Gruillot, Paul Masson, Pierre Joxe, ministre de l'intérieur ; Henri Collette, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. François Blaizot, Jean Cluzel, Albert Vecten, Jacques Machet, Guy Allouche, Jean-Paul Bataille, Guy Cabanel, Louis Virapoullé, André-Georges Voisin et les orateurs sur la notion.

Abstentionnisme : Allouche (Guy) (p. 2996 ; 2997 ; 2999) ; Bataille (Jean-Paul) (p. 2999) ; Cluzel (Jean) (p. 2993) ; Collard (Henri) (p. 2985) ; Dumas (Pierre) (p. 2986) ; Fraysse-Cazalis (Jacqueline) (p. 2991) ; Girod (Paul) (p. 2983 ; 2984) ; Gruillot (Georges) (p. 2988) ; Joxe (Pierre) (p. 3003 ; 3005) ; Marchand

(Philippe) (p. 2979 ; 2980) ; Masson (Paul) (p. 2989 ; 2990) ; Ramassamy (Albert) (p. 3008) ; Sourdille (Jacques) (p. 2980) ; Vecten (Albert) (p. 2995) ; Virapoullé (Louis) (p. 3001).

Cantons : Allouche (Guy) (p. 2996 ; 2998) ; Bataille (Jean-Paul) (p. 3000) ; Blaizot (François) (p. 2992) ; Collard (Henri) (p. 2985) ; Collette (Henri) (p. 2990) ; Dufaut (Alain) (p. 2988) ; Joxe (Pierre) (p. 2990 ; 3005) ; Marchand (Philippe) (p. 2979) ; Masson (Paul) (p. 2989 ; 2990) ; Sourdille (Jacques) (p. 2980 ; 2982 ; 3007).

Collectivités territoriales : Sourdille (Jacques) (p. 3008).

Communauté économique européenne (CEE) (élections) : Sourdille (Jacques) (p. 2982).

Communes (regroupement) : Machet (Jacques) (p. 2995).

Conseil constitutionnel (décisions) : Allouche (Guy) (p. 2996) ; Cluzel (Jean) (p. 2994).

Conseil d'Etat : Dufaut (Alain) (p. 2987) ; Joxe (Pierre) (p. 3004) ; Vecten (Albert) (p. 2994).

Conseillers généraux (mandat) : Bataille (Jean-Paul) (p. 3000) ; Blaizot (François) (p. 2993) ; Cluzel (Jean) (p. 2993) ; Collard (Henri) (p. 2985) ; Dufaut (Alain) (p. 2987) ; Girod (Paul) (p. 3006) ; Gruillot (Georges) (p. 2988) ; Joxe (Pierre) (p. 3004) ; Vecten (Albert) (p. 2994).

Conseillers régionaux (mandat) : Ramassamy (Albert) (p. 3008).

Conseils généraux : Allouche (Guy) (p. 2996 ; 2997) ; Cluzel (Jean) (p. 2993 ; 2994) ; Girod (Paul) (p. 2984) ; Gruillot (Georges) (p. 2988) ; Joxe (Pierre) (p. 3004) ; Voisin (André-Georges) (p. 3002).

Conseils généraux (présidents) : Sourdille (Jacques) (p. 3006 ; 3007).

Constitution : Allouche (Guy) (p. 2996) ; Bataille (Jean-Paul) (p. 3000) ; Blaizot (François) (p. 2992) ; Cluzel (Jean) (p. 2993) ; Dufaut (Alain) (p. 2987) ; Girod (Paul) (p. 2984) ; Gruillot (Georges) (p. 2988) ; Joxe (Pierre) (p. 3004) ; Masson (Paul) (p. 2989) ; Vecten (Albert) (p. 2994).

Décentralisation : Allouche (Guy) (p. 2996 ; 2997) ; Cluzel (Jean) (p. 2993 ; 2994) ; Gruillot (Georges) (p. 2988) ; Joxe (Pierre) (p. 3005) ; Sourdille (Jacques) (p. 3008) ; Virapoullé (Louis) (p. 3002) ; Voisin (André-Georges) (p. 3002).

Départements : Cluzel (Jean) (p. 2994).

Elections : Collard (Henri) (p. 2985) ; Girod (Paul) (p. 2984) ; Joxe (Pierre) (p. 3003).

Elections cantonales : Allouche (Guy) (p. 2996) ; Bataille (Jean-Paul) (p. 2999) ; Blaizot (François) (p. 2992) ; Cabanel (Guy) (p. 3000 ; 3001) ; Collard (Henri) (p. 2985) ; Dufaut (Alain) (p. 2987) ; Dumas (Pierre) (p. 2986) ; Fraysse-Cazalis (Jacqueline) (p. 2991) ; Girod (Paul) (p. 2983) ; Joxe (Pierre) (p. 3004) ; Marchand (Philippe) (p. 2979) ; Masson (Paul) (p. 2989) ; Ramassamy (Albert) (p. 3008) ; Sourdille (Jacques) (p. 2980 ; 3007) ; Virapoullé (Louis) (p. 3002) ; Voisin (André-Georges) (p. 3002).

Elections municipales : Bataille (Jean-Paul) (p. 3000) ; Cabanel (Guy) (p. 3000) ; Joxe (Pierre) (p. 3004).

Elections régionales : Allouche (Guy) (p. 2996) ; Bataille (Jean-Paul) (p. 2999) ; Blaizot (François) (p. 2992) ; Cabanel (Guy) (p. 3000 ; 3001) ; Collard (Henri) (p. 2985) ; Dufaut (Alain) (p. 2987) ; Dumas (Pierre) (p. 2986) ; Fraysse-Cazalis (Jacqueline) (p. 2991) ; Girod (Paul) (p. 2983 ; 2984 ; 3005) ; Joxe (Pierre) (p. 3004) ; Marchand (Philippe) (p. 2979) ; Masson (Paul) (p. 2989) ; Ramassamy (Albert) (p. 3008) ; Sourdille (Jacques) (p. 2982) ; Virapoullé (Louis) (p. 3002) ; Voisin (André-Georges) (p. 3002).

Mode de scrutin : Allouche (Guy) (p. 2998) ; Bataille (Jean-Paul) (p. 3000) ; Blaizot (François) (p. 2992) ; Collard (Henri) (p. 2985) ; Dumas (Pierre) (p. 2986) ; Fraysse-Cazalis (Jacqueline) (p. 2991) ; Girod (Paul) (p. 2984) ; Gruillot (Georges) (p. 2988) ; Joxe (Pierre) (p. 3004) ; Marchand (Philippe) (p. 2979) ; Masson (Paul) (p. 2989) ; Sourdille (Jacques) (p. 2982 ; 3007) ; Voisin (André-Georges) (p. 3003).

Parlement (rôle) : Collette (Henri) (p. 2990) ; Fraysse-Cazalis (Jacqueline) (p. 2991).

Partis et groupements politiques (financement) : Fraysse-Cazalis (Jacqueline) (p. 2991).

Procédure parlementaire (scrutin public) : Sourdille (Jacques) (p. 2980).

Régions : Dumas (Pierre) (p. 2986).

Représentation proportionnelle : Allouche (Guy) (p. 2998) ; Dumas (Pierre) (p. 2986) ; Fraysse-Cazalis (Jacqueline) (p. 2991) ; Joxe (Pierre) (p. 3004 ; 3005).

Réunion (île) : Virapoullé (Louis) (p. 3002).

Scrutin uninominal : Dumas (Pierre) (p. 2986).

Sénat (rôle) : Sourdille (Jacques) (p. 2980 ; 3008).

Suffrage universel : Allouche (Guy) (p. 2995).

Vie politique et sociale : Allouche (Guy) (p. 2997) ; Bataille (Jean-Paul) (p. 2999 ; 3000) ; Blaizot (François) (p. 2992) ; Fraysse-Cazalis (Jacqueline) (p. 2991) ; Masson (Paul) (p. 2989 ; 2990) ; Sourdille (Jacques) (p. 3006) ; Vecten (Albert) (p. 2995).

Zones rurales : Allouche (Guy) (p. 2996 ; 2998) ; Machet (Jacques) (p. 2995) ; Masson (Paul) (p. 2989 ; 2990) ; Sourdille (Jacques) (p. 2980).

Motion n° 1 de M. Jacques Sourdille, rapporteur, tendant à opposer la question préalable (p. 3006) – MM. Jacques Sourdille, rapporteur ; Albert Ramassamy.

Adoption de la motion (p. 3009, scrutin public n° 13).

Rejet du projet de loi (24 octobre 1990) (p. 3009).

Discussion (nouvelle lecture)

(16 novembre 1990) (p. 3501, 3507).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3501, 3502) : MM. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur ; Jacques Sourdille, rapporteur de la commission des lois ; Mme Danielle Bidard-Reydet, et les orateurs sur la motion.

Abstentionnisme : Allouche (Guy) (p. 3505) ; Bidard-Reydet (Danielle) (p. 3502) ; Sourdille (Jacques) (p. 3503).

Administration territoriale : Joxe (Pierre) (p. 3506).

Assemblée nationale : Allouche (Guy) (p. 3503) ; Sourdille (Jacques) (p. 3501).

Cantons : Sourdille (Jacques) (p. 3506).

Commissions mixtes paritaires (CMP) : Sourdille (Jacques) (p. 3501).

Conseils généraux : Allouche (Guy) (p. 3505) ; Sourdille (Jacques) (p. 3502).

Conseils régionaux : Sourdille (Jacques) (p. 3502).

Décentralisation : Allouche (Guy) (p. 3504) ; Sourdille (Jacques) (p. 3502 ; 3506).

Départements : Allouche (Guy) (p. 3504) ; Sourdille (Jacques) (p. 3506).

Elections cantonales : Allouche (Guy) (p. 3505) ; Bidard-Reydet (Danielle) (p. 3502) ; Joxe (Pierre) (p. 3506) ; Sourdille (Jacques) (p. 3503).

Elections régionales : Bidard-Reydet (Danielle) (p. 3502) ; Joxe (Pierre) (p. 3506) ; Sourdille (Jacques) (p. 3503).

Lois (contrôle de constitutionnalité) : Joxe (Pierre) (p. 3506) ; Sourdille (Jacques) (p. 3503).

Modes de scrutin : Allouche (Guy) (p. 3505) ; Bidard-Reydet (Danielle) (p. 3502) ; Sourdille (Jacques) (p. 3503 ; 3506).

Question préalable (procédure parlementaire) : Allouche (Guy) (p. 3505) ; Joxe (Pierre) (p. 3501) ; Sourdille (Jacques) (p. 3501 ; 3507).

Régions : *Allouche (Guy)* (p. 3504).

Motion n° 1 de M. Jacques Sourdille, rapporteur, tendant à opposer la question préalable (p. 3502) – MM. Jacques Sourdille, rapporteur ; Guy Allouche, Pierre Joxe, ministre.

Adoption de la motion (p. 3507, scrutin public n° 33).

Rejet du projet de loi (16 novembre 1990) (p. 3507).

9. – Proposition de loi organique tendant à modifier et compléter la loi organique n° 76-97 du 31 janvier 1976 sur le vote des Français hors de France pour l'élection du Président de la République, PRESENTÉE AU SENAT, par MM. Charles de Cuttoli, Paul d'Ornano et Mme Paulette Briseperre, sénateurs (9 octobre 1990) [n° 18 (90-91)] – Renvoi à la commission des lois.

Elections cantonales

Voir *Questions orales sans débat* n° 116

Elections régionales

Voir *Questions orales sans débat* n° 116

Elevage

Voir *Gouvernement (déclarations)*, 4
Questions au Gouvernement n° 202 ; n° 245
Questions orales sans débat n° 183 ; n° 186

Eloges funèbres

1. – **Hommage à la mémoire de M. Pierre Carous**, sénateur du Nord, par M. Alain Poher, président du Sénat, auquel s'associe Mme Edwige Avice, ministre délégué auprès du ministre des affaires étrangères (2 mai 1990) (p. 618, 619).

2. – **Hommage à la mémoire de M. Jean Barras**, sénateur représentant les Français établis hors de France, par M. Alain Poher, président du Sénat, auquel s'associe M. Roger Fauroux, ministre de l'industrie (30 mai 1990) (p. 1113, 1114).

3. – **Hommage à la mémoire de M. Jean-François Pintat**, sénateur de la Gironde, par M. Alain Poher, président du Sénat, auquel s'associe M. Jacques Mellick, ministre chargé de la mer (16 octobre 1990) (p. 2788, 2790).

4. – **Hommage à la mémoire de M. Louis Longequeue**, sénateur de la Haute-Vienne, par M. Alain Poher, président du Sénat, auquel s'associe M. Henri Nallet, ministre de la justice (7 novembre 1990) (p. 3174, 3176).

Elus locaux

Voir *Questions au Gouvernement* n° 219

Emirats Arabes Unis

Voir *Traités et conventions*, 4

Emploi

Voir *Lois de finances*, 1, Education nationale - Enseignements scolaire et supérieur
Lois de finances rectificatives, 1
Questions orales sans débat n° 178
Rappels au règlement, 54
Rapports du Gouvernement, 1
Travail, 4

1. – **Projet de loi tendant au développement de l'emploi par la formation dans les entreprises, l'aide à l'insertion sociale et pro-**

fessionnelle et l'aménagement du temps de travail, pour l'application du troisième plan pour l'emploi, PRESENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail (24 octobre 1990) [n° 1661 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de Mme Yvette Roudy (22 novembre 1990) [n° 1731 (9^e lég.)] – Urgence – Discussion (27 novembre 1990) – Adoption (27 novembre 1990) [n° 399].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (28 novembre 1990) [n° 109 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de Mme Hélène Missoffe (6 décembre 1990) [n° 140 (90-91)] – Discussion (12 décembre 1990) – Adoption (12 décembre 1990) [n° 51].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (13 décembre 1990) [n° 1831 (9^e lég.)].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de Mme Yvette Roudy (18 décembre 1990) [n° 1845 (9^e lég.)] – Discussion (18 décembre 1990) – Adoption (18 décembre 1990) [n° 440].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de Mme Hélène Missoffe (18 décembre 1990) [n° 188 (90-91)] – Discussion (19 décembre 1990) – Adoption (19 décembre 1990) [n° 73].

PROMULGATION : Loi n° 91-1 du 3 janvier 1991 (*J.O. Lois et décrets* du 5 janvier 1991) – Rectificatif (*J.O. Lois et décrets* du 20 janvier 1991).

Discussion (première lecture)

(12 décembre 1990) (p. 4987, 5013).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 4987, 4999) : M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail ; Mme Hélène Missoffe, rapporteur de la commission des affaires sociales ; MM. André Jourdain, Guy Penne, Hector Viron ; Mme Marie-Claude Beaudeau ; MM. Guy Robert, Jean Madelain, Xavier de Villepin, Ernest Cartigny .

Accidents du travail : *Missoffe (Hélène)* (p. 4992).

Accords de branche : *Jourdain (André)* (p. 4993).

Agence nationale pour l'emploi (ANPE) : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 4997) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 4989 ; 4992) ; *Penne (Guy)* (p. 4993) ; *Viron (Hector)* (p. 4995).

Aide aux chômeurs créateurs d'entreprise : *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 4989).

Association nationale pour la formation professionnelle des adultes (AFPA) : *Missoffe (Hélène)* (p. 4989).

Associations pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (ASSEDIC) : *Missoffe (Hélène)* (p. 4990).

Assurance maladie : *Missoffe (Hélène)* (p. 4991).

Bassins d'emploi : *Jourdain (André)* (p. 4993) ; *Penne (Guy)* (p. 4993).

Centres d'aide par le travail (CAT) : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 4997).

Chômage : *Jourdain (André)* (p. 4992) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 4988).

Chômage de longue durée : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 4997 ; 4998) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 4988).

Chômage des jeunes : *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 4988).

Code du travail : *Jourdain (André)* (p. 4993) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 4990 ; 4992).

Comité d'hygiène et de sécurité dans les lycées professionnels : *Viron (Hector)* (p. 4995).

Confédération générale des petites et moyennes entreprises : *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 4988).

Congé parental d'éducation : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 4995 ; 4996 ; 4997) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 4989) ; *Viron (Hector)* (p. 4995).

Conjoncture économique : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 4997) ; *Jourdain (André)* (p. 4992) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 4998) ; *Viron (Hector)* (p. 4994 ; 4995).

Contrats de retour à l'emploi : *Jourdain (André)* (p. 4992) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 4990) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 4987).

Contrats emploi-solidarité : *Jourdain (André)* (p. 4992) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 4987).

Décentralisation : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 4997) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 4998).

Départements : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 4997).

Emploi : *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 4988).

Emploi (flexibilité) : *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 4989).

Formation professionnelle : *Missoffe (Hélène)* (p. 4990) ; *Penne (Guy)* (p. 4993 ; 4994) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 4988) ; *Viron (Hector)* (p. 4994).

Handicapés : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 4995 ; 4996) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 4990) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 4988).

Hygiène et sécurité : *Missoffe (Hélène)* (p. 4992).

Impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux (BIC) : *Missoffe (Hélène)* (p. 4989).

Insertion professionnelle : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 4996 ; 4997) ; *Jourdain (André)* (p. 4992) ; *Penne (Guy)* (p. 4994) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 4988) ; *Viron (Hector)* (p. 4994).

Insertion sociale : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 4996 ; 4997) ; *Jourdain (André)* (p. 4992) ; *Penne (Guy)* (p. 4994) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 4987 ; 4988 ; 4998) ; *Viron (Hector)* (p. 4994).

Investissements : *Viron (Hector)* (p. 4994).

Licenciements : *Jourdain (André)* (p. 4992) ; *Viron (Hector)* (p. 4994).

Petites et moyennes entreprises (PME) : *Jourdain (André)* (p. 4993) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 4990) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 4988 ; 4998).

Politique de l'emploi : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 4995 ; 4997).

Qualification professionnelle : *Jourdain (André)* (p. 4992) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 4990) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 4988) ; *Viron (Hector)* (p. 4995).

Repos compensateur : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 4996) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 4991) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 4989).

Revenu minimum d'insertion (RMI) : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 4995) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 4990).

Stages d'initiation à la vie professionnelle (SIVP) : *Missoffe (Hélène)* (p. 4989).

Taxe professionnelle : *Missoffe (Hélène)* (p. 4989).

Travail (aménagement du temps) : *Jourdain (André)* (p. 4993) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 4990 ; 4991) ; *Penne (Guy)* (p. 4994) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 4989) ; *Viron (Hector)* (p. 4994).

Travail à temps partiel : *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 4989).

Travail clandestin : *Missoffe (Hélène)* (p. 4992).

Travail de nuit : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 4996 ; 4998) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 4991) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 4998).

Travail des enfants : *Missoffe (Hélène)* (p. 4991).

Travail des femmes : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 4996) ; *Penne (Guy)* (p. 4994) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 4998).

Travailleurs indépendants : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 4997) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 4991).

Travaux d'utilité collective (TUC) : *Missoffe (Hélène)* (p. 4989).

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4999, 5013) : *M. Jean-Pierre Soisson, ministre* ; *Mme Hélène Missoffe, rapporteur* ;

MM. André Jourdain, Guy Penne, Hector Viron, Mme Marie-Claude Beaudeau.

Art. 1^{er} (*Création des stages d'adaptation à l'emploi - Art. L. 322-4-1 du code du travail*) (p. 4999).

Adoptés : amendement n° 1 de la commission : suppression de la priorité accordée aux femmes et suppression de la référence à l'égalité professionnelle des hommes et des femmes (p. 4999) ; sur cet amendement, sous-amendement n° 41 du Gouvernement : permettre l'accès aux stages d'adaptation aussi bien aux demandeurs d'emploi qu'aux salariés de l'entreprise (p. 4999).

Rejeté : sur l'amendement n° 1 de la commission, sous-amendement n° 42 du Gouvernement : rétablir la référence à l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes (p. 4999).

- L'article 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 5000).

Après l'art. 1^{er} (p. 5000).

Adoptés : amendement n° 2 de la commission : préciser les critères retenus pour l'accès aux stages (p. 5000) - Amendement n° 3 : référence aux demandeurs d'emploi, femmes demandeurs d'emploi (p. 5000).

- Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 5000).

Art. 2 (*Aide au remplacement des salariés de petites entreprises partis en formation*) (p. 5001).

Adopté : amendement n° 5 : freiner le développement des entreprises de travail temporaire (p. 5002).

Rejeté : amendement n° 30 de M. Hector Viron : supprimer le paragraphe III de l'article 2 qui favorise le recours au travail temporaire (p. 5000).

Retiré : amendement n° 4 : étendre le nombre de bénéficiaires de l'aide forfaitaire (p. 5001).

- L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 5002).

Art. 2 bis (*Modalités de gestion de la rémunération des stagiaires pris en charge par l'Etat et les régions*) - Adopté (p. 5002).

Après l'art. 2 bis : (p. 5002).

Retiré : amendement n° 39 de M. André Jourdain : aide de l'Etat aux salariés qui créent ou qui reprennent une entreprise industrielle (p. 5002).

Art. 3 (*Aide à la création ou à la reprise d'une entreprise ou à l'exercice d'une activité non salariée*) (p. 5003) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

- La suppression de l'article 3 est maintenue (p. 5003).

Art. 4 (*Extension et amélioration du dispositif des contrats de retour à l'emploi - Articles L. 322-4-2, L. 322-4-3, L. 322-4-4 et L. 322-4-6 du code du travail*) (p. 5003).

Adopté : amendement n° 6 de la commission : extension du bénéfice des contrats de retour à l'emploi aux femmes isolées et chargées de famille (p. 5003).

- L'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 5004).

Art. 5 (*Coordination - Articles L. 322-4-1 et L. 322-4-11 du code du travail*) - Adopté (p. 5004).

Art. 5 bis (*Décompte d'alinéas - Article L. 322-4-7 du code du travail*) (p. 5004) - Adopté (p. 5004).

Art. 6 (*Création d'un conseil national de l'insertion par l'activité économique*) (p. 5004).

Adopté : amendement de suppression n° 8 de la commission (p. 5005).

- L'article 6 est supprimé (p. 5005).

Art. 7 (*Aide au développement des structures d'insertion par l'économique - Article L. 322-4-13 nouveau du code du travail*) (p. 5006).

Adopté : amendement n° 9 de la commission : modalités de conclusion des contrats (p. 5006).

– L'article 7, ainsi modifié, est adopté (p. 5006).

Art. 8 (*Allocation d'insertion versée aux détenus libérés - Article L. 351-9 du code du travail*) – Adopté (p. 5006).

Art. 9 (*Aide aux bénéficiaires du RMI créateurs d'entreprises - Article L. 351-24 du code du travail*) (p. 5006).

Adopté : amendement n° 10 de la commission : renforcement du contrôle de la commission locale d'insertion (p. 5007).

– L'article 9, ainsi modifié, est adopté (p. 5007).

Après l'art. 9.

Adopté : amendement n° 11 de la commission : exonération des particuliers employant à leur domicile des personnels de maison ou des assistantes maternelles de l'indemnité de licenciement d'un salarié de plus de 55 ans (p. 5007).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 5007).

Art. 10 (*Assouplissement du congé parental d'éducation*) (p. 5007).

Adoptés : amendement n° 27 de M. Xavier de Villepin : accord de l'employeur dans le cas où l'employé veut choisir une durée de travail atypique (p. 5008) et n° 12 de la commission : modification de la durée du temps partiel avec l'accord de l'employeur (p. 5009).

Rejeté : amendement n° 31 de M. Hector Viron : possibilité pour l'employé de redéfinir librement la durée de travail qu'il a initialement choisie (p. 5008).

– L'article 10, ainsi modifié, est adopté (p. 5008).

Art. 10 bis (*Modification de la durée du travail à temps partiel en cas de circonstances exceptionnelles - Article L. 122-28-2 du code du travail*) (p. 5009).

Adopté : amendement n° 13 de la commission : conditions de reprise de l'activité initiale et de modification de durée du temps de travail (p. 5009).

– L'article 10 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 5010).

Art. 10 ter (*Exercice du droit au congé parental d'éducation dans les entreprises de 50 à 100 salariés - Article L. 122-28-4 du code du travail*) (p. 5010).

Adopté : amendement de suppression n° 14 de la commission (p. 5011).

Devenu sans objet : amendement n° 32 de M. Hector Viron : abaissement du seuil pour le droit au congé parental d'éducation (p. 5011).

– L'article 10 ter est supprimé (p. 5011).

Art. 10 quater (*Formation professionnelle lors de la reprise d'activité à l'issue d'un congé parental d'éducation - Article L. 122-28-7 du code du travail*) (p. 5011).

Adopté : amendement n° 15 de la commission : action de formation ou de réadaptation après un congé parental (p. 5011).

– L'article 10 quater, ainsi modifié, est adopté (p. 5011).

Art. 11 (*Travail à temps partiel - Articles L. 212-4-2 et L. 212-4-5 du code du travail*).

Adopté : amendement n° 16 de la commission : contenu des conventions et des accords collectifs fixant les conditions de mise en place des horaires à temps partiel (p. 5012).

Retiré : amendement n° 28 de M. Xavier de Villepin : accord de l'employeur sur le temps partiel (p. 5012).

– L'article 11, ainsi modifié, est adopté (p. 5012).

Art. 12 (*Assouplissement des modalités de fonctionnement des équipes de suppléance - Article L. 221-5-1 du code du travail*) (p. 5012).

Adoptés : amendements de la commission n° 17, rédactionnel (p. 5012) et n° 19 : date de mise en conformité avec la présente

loi des conventions et accords collectifs et des accords d'entreprises ou d'établissements (p. 5012, 5013).

Retiré : amendement n° 18 de la commission : contreparties prévues par l'entreprise aux dérogations du repos du dimanche (p. 5013).

Rejeté : amendement n° 33 de M. Hector Viron : application de la législation en vigueur pour les équipes de suppléance (p. 5012).

– L'article 12, ainsi modifié, est adopté (p. 5013).

Art. 13 (*Extension des dispositions relatives aux équipes de suppléance aux entreprises agricoles ayant une activité à caractère industriel - Articles 997 et 997-1 nouveau du code rural*) p. 5014).

Adoptés : amendements de la commission n° 20, rédactionnel (p. 5014) et n° 22 : précision (p. 5015).

Rejeté : amendement n° 34 de M. Hector Viron : constitution d'équipes de suppléance en fin de semaine pour les entreprises agricoles ayant un caractère industriel (p. 5014).

– L'article 13, ainsi modifié, est adopté (p. 5015).

Art. 13 ter (*Couverture sociale des vendeurs colporteurs de presse et des porteurs de presse*) – Adopté (p. 5015).

Art. 14 (*Publicité et contrôle de la durée du travail - Articles L. 620-2 et L. 611-9 du code du travail*).

Adopté : amendement n° 23 de la commission : durée pendant laquelle les documents relatifs au décompte des heures de travail effectuées par chaque salarié doivent être conservés (p. 5016).

– L'article 14, ainsi modifié, est adopté (p. 5016).

Art. 15 (*Compensation du travail de nuit*) (p. 5017).

Adopté : amendement n° 24 de la commission : distinction entre établissements et entreprises (p. 5017).

Retiré : amendement n° 29 de M. Jean Madelain : exclusion du champ d'application de l'art. 15 les entreprises qui auraient déjà accordé des compensations à leur personnel (p. 5018).

Rejeté : amendement n° 35 de M. Hector Viron : compensation du travail de nuit par une majoration de la rémunération (p. 5017).

– L'article 15, ainsi modifié, est adopté (p. 5017).

Après l'art. 15 (p. 5018, 5019).

Rejeté : amendement n° 36 de M. Hector Viron : interdiction du travail de nuits des femmes en supprimant les trois derniers alinéas de l'article L. 213-1 du code du travail (p. 5018, 5019).

Art. 16 (*Suppression de la déclaration obligatoire d'emploi de certaines personnes - Article L. 620-1 du code du travail*) (p. 5019).

Rejeté : amendement n° 37 de M. Hector Viron : déclaration obligatoire d'emploi des enfants de moins de 18 ans ou des femmes (p. 5019).

– L'article 16 est adopté (p. 5019).

Art. 17 (*Dérogation d'âge pour l'exécution de travaux légers en agriculture - Article 18 de l'ordonnance n° 67-830 du 27 septembre 1967*).

Rejeté : amendement n° 38 de M. Hector Viron : interdiction aux enfants de moins de 14 ans d'accomplir un travail salarié (p. 5019).

– L'article 17 est adopté (p. 5019).

Art. 18 (*Extension de la couverture sociale des demandeurs d'emploi aux accidents du travail - Article L. 412-8 du code de la sécurité sociale*) – Adopté (p. 5020).

Art. 19 (*Financement des rentes d'accidents du travail servies aux Français ayant vécu dans des pays placés sous la souverai-*

neté, le protectorat ou la tutelle de la France avant la date d'accession à leur indépendance - Articles L. 413-11-1 à L. 413-11-4 nouveau du code de la sécurité sociale) (p. 5020).

Adopté : amendement rédactionnel n° 25 de la commission (p. 5020).

- L'article 19, ainsi modifié, est adopté (p. 5020).

Art. 20 (Constatation du travail clandestin - Article L. 324-12 du code du travail) (p. 5020).

Adopté : amendement de coordination n° 26 de la commission (p. 5020).

- L'article 20, ainsi modifié, est adopté (p. 5020).

Art. 21 (Hygiène et sécurité dans les établissements publics d'enseignement technique ou professionnel - Articles L. 231-1, L. 231-2-1 nouveau et L. 263-7 du code du travail) - Adopté (p. 5020).

Adoption (12 décembre 1990) (p. 5021).

Discussion (commission mixte paritaire)

(19 décembre 1990) (p. 5337, 5341).

I - DISCUSSION GENERALE (p. 5337, 5338) : *Mme Hélène Missoffe, rapporteur de la commission mixte paritaire ; MM. Robert Vizet, Jean-Pierre Soisson, ministre du travail.*

Chômage : *Missoffe (Hélène)* (p. 5337 ; 5338) ; *Vizet (Robert)* (p. 5338).

Commissions mixtes paritaires (CMP) : *Missoffe (Hélène)* (p. 5337 ; 5338) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 5338).

Congé parental d'éducation : *Missoffe (Hélène)* (p. 5337 ; 5338).

Femmes : *Missoffe (Hélène)* (p. 5337).

Formation professionnelle : *Missoffe (Hélène)* (p. 5337 ; 5338) ; *Vizet (Robert)* (p. 5338).

Insertion sociale : *Missoffe (Hélène)* (p. 5337).

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5338, 5341)

TITRE I^{er}

DISPOSITIONS RELATIVES

A LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Art. 1^{er}, 1^{er} bis et 2 (p. 5338).

Art. 2 bis (p. 5339).

TITRE II

DISPOSITIONS FAVORISANT L'INSERTION SOCIALE ET PROFESSIONNELLE

Art. 4, 6, 7, 9 et 9 bis (p. 5339).

TITRE III

DISPOSITIONS RELATIVES AU TEMPS DE TRAVAIL

Art. 10, 10 bis, 10 ter et 10 quater (p. 5339).

Art. 11, 12, 13, 14 et 15 (p. 5340).

TITRE IV

DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 18 et 19 (p. 5340).

Art. 20 (p. 5341).

Adoption (19 décembre 1990) (p. 5341).

Endettement (entreprises et particuliers)

Voir *Procédure civile*, 1

Questions orales sans débat n° 256

Energie

Voir *Lois de finances*, 1, Industrie et aménagement du territoire - I - Industrie

Energie (économies)

Voir *Heure légale*, 1

Energie nucléaire

Voir *Allocutions et communications*, 4
Rapports du Gouvernement, 3
Traités et conventions, 8 ; 10

1. - **Projet de loi modifiant la loi n° 68-943 du 30 octobre 1968 relative à la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Pierre Arpaillange, ministre de la justice (2 avril 1990) [n° 1178 (9^e lég.)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Didier Migaud (2 avril 1990) [n° 1201 (9^e lég.)] - Discussion (11 avril 1990) - Adoption (11 avril 1990) [n° 265].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (12 avril 1990) [n° 238 (89-90)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Jean-Pierre Tizon (25 avril 1990) [n° 259 (89-90)] - Discussion (2 mai 1990) - Adoption (2 mai 1990) [n° 96].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (3 mai 1990) [n° 1325 (9^e lég.)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Didier Migaud (17 mai 1990) [n° 1357 (9^e lég.)] - Discussion (1^{er} juin 1990) - Adoption (1^{er} juin 1990) [n° 302].

PROMULGATION : Loi n° 90-488 du 16 juin 1990 (J.O. Lois et décrets du 17 juin 1990).

Discussion (première lecture)

(2 mai 1990) (p. 628, 636).

I - DISCUSSION GENERALE (p. 628, 633) : *MM. Brice Lalonde, ministre chargé de l'environnement ; Jean-Pierre Tizon, rapporteur de la commission des lois ; Jean Garcia, Louis Virapoullé, Franck Sérusclat.*

Le présent projet de loi tend à effectuer quelques adaptations de la loi du 30 octobre 1968 relative à la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire, en raison de l'entrée en vigueur pour la France de deux protocoles aux conventions de Paris et de Bruxelles qui furent signés le 16 novembre 1982.

Déchets : *Virapoullé (Louis)* (p. 631).

Energie : *Garcia (Jean)* (p. 631).

Energie nucléaire : *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 629) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 631).

Energie nucléaire (dangers) : *Sérusclat (Franck)* (p. 632).

Energie nucléaire (emplois) : *Garcia (Jean)* (p. 630).

Energie nucléaire (sécurité) : *Garcia (Jean)* (p. 630) ; *Lalonde (Brice)* (p. 633) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 632).

Indemnisation : *Sérusclat (Franck)* (p. 632) ; *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 629).

Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : *Lalonde (Brice)* (p. 633) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 632).

Radioactivité : *Lalonde (Brice)* (p. 633) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 631).

Responsabilité civile : *Lalonde (Brice)* (p. 628) ; *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 629).

Terrorisme : *Virapoullé (Louis)* (p. 631).

Traités et conventions : *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 630).

Transports : *Lalonde (Brice)* (p. 628) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 631).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 634, 636) : MM. *Jean-Pierre Tizon*, rapporteur ; *Brice Lalonde*, ministre.

Art. 1^{er} (*Complément de l'énumération des conventions internationales visées par l'article premier de la loi n° 68-943 du 30 octobre 1968 par la référence aux deux protocoles modifiant les conventions de Paris et de Bruxelles signés le 16 novembre 1982*) – Adopté (p. 634).

Art. 2 (*Installation nucléaire unique*) – Adopté (p. 634).

Art. 3 (*Montant de la responsabilité de l'exploitant*) – Adopté (p. 634).

Art. 4 (*Élévation de 600 millions de francs à 2500 millions de francs de la limite dans laquelle l'Etat français indemnise les victimes d'un accident survenu dans une installation non pacifique*) – Adopté (p. 634).

Art. 5 (*Montant de la responsabilité de l'exploitant en cas de transport de substances nucléaires*) – Adopté (p. 634).

Art. 6 (*Responsabilité en cas de transport de substances nucléaires entre le territoire français et celui d'un Etat dans lequel la convention de Bruxelles n'est pas en vigueur*) – Adopté (p. 634).

Art. 7 (*Transport de substances nucléaires en transit : couverture des dommages éventuels*) – Adopté (p. 634).

Art. 8 (*Certificats d'assurance ou de garantie pour les transports de substances nucléaires*) (p. 634).

Adopté : amendement n° 1 de la commission des lois : dispense de l'obligation de fournir un certificat de garantie lorsque les transports entrent dans le champ d'application de la convention de Paris et qu'ils se déroulent sur le territoire national (p. 634).

– L'article 8, ainsi modifié, est adopté (p. 634).

Art. 9 (*Compétence exclusive du tribunal de grande instance de Paris*) – Adopté (p. 634).

Art. 10 (*Sanctions pénales et mesures administratives*) (p. 634).

Adopté : amendement n° 2 de la commission : extension de la possibilité pour l'administration compétente de prendre toutes mesures nécessaires à la sécurité des personnes et des biens aux cas de suspension du fonctionnement de l'installation nucléaire (p. 635).

– L'article 10, ainsi modifié, est adopté (p. 635).

Art. 11 (*Application de la présente loi aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte*) – Adopté (p. 635).

Art. 12 (*Conditions de l'indemnisation complémentaire par l'Etat en dehors de la période d'effet du protocole de 1982 modifiant la convention de Bruxelles*) (p. 635).

Adopté : amendement n° 3 de la commission : relèvement de la limite de l'intervention complémentaire de l'Etat à 2500 millions de francs (p. 635).

– L'article 12, ainsi modifié, est adopté (p. 635).

Art. 13 (*Abrogation des articles 3, 12 et 24 de la loi de 1968*) (p. 635).

Adopté : amendement n° 4 de la commission : suppression de l'article 21 de cette même loi relatif à l'entrée en vigueur de ladite loi et devenu superfétatoire (p. 635).

– L'article 13, ainsi modifié, est adopté (p. 635).

Art. 14 (*Entrée en vigueur de la loi*) – Adopté (p. 635).

Art. 15 (*Régime transitoire de garantie*) (p. 635).

Adopté : amendement n° 5 de la commission : rédactionnel (p. 636).

– L'article 15, ainsi modifié, est adopté (p. 636).

Adoption (2 mai 1990) (p. 636).

Enfance

Voir *Prestations familiales*, 1

Questions orales sans débat n° 200 ; n° 261

Traités et conventions, 21

1. – **Projet de loi modifiant le code du travail et relatif aux agences de mannequins et à la protection des enfants**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Claude Evin, ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale et par Mme Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat chargé de la famille (2 avril 1990) [n° 208 (89-90)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Claude Huriet (25 avril 1990) [n° 262 (89-90)] – Discussion (10 mai 1990) – Adoption (10 mai 1990) [n° 101].

NOUVEL INTITULE : « **Projet de loi modifiant le code du travail et relatif aux agences de mannequins et à la protection des enfants et des adultes exerçant l'activité de mannequins** ».

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (11 mai 1990) [n° 1347 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de Mme Janine Ecochard (31 mai 1990) [n° 1408 (9^e lég.)] – Discussion (5 juin 1990) – Adoption (5 juin 1990) [n° 306].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (6 juin 1990) [n° 361 (89-90)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Claude Huriet (20 juin 1990) [n° 400 (89-90)] – Discussion (21 juin 1990) – Adoption (21 juin 1990) [n° 135].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (22 juin 1990) [n° 1505 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de Mme Janine Ecochard (25 juin 1990) [n° 1507 (9^e lég.)] – Discussion (26 juin 1990) – Adoption (26 juin 1990) [n° 348].

TRANSMISSION AU SENAT (TROISIEME LECTURE) (27 juin 1990) [n° 430 (89-90)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de Mme Janine Ecochard (27 juin 1990) [n° 1528 (9^e lég.)] – Discussion (28 juin 1990) – Adoption (28 juin 1990) [n° 358].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Claude Huriet (27 juin 1990) [n° 429 (89-90)] – Discussion (29 juin 1990) – Adoption (29 juin 1990) [n° 160].

PROMULGATION : loi n° 90-603 du 12 juillet 1990 (*J.O.* Lois et décrets du 13 juillet 1990).

Discussion (première lecture)

(10 mai 1990) (p. 733 ; 768).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 733 ; 740) : Mme *Hélène Dorlhac*, secrétaire d'Etat chargé de la famille ; MM. *Claude Huriet*, rapporteur de la commission des affaires sociales ; *Roland Courteau*, *Franck Sérusclat*, *Mme Marie-Claude Beaudeau*.

Agences de mannequins : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 739) ; *Dorlhac (Hélène)* (p. 733 ; 740) ; *Huriet (Claude)* (p. 734 ; 736 ; 740).

Apprentissage : *Dorlhac (Hélène)* (p. 733).

Code du travail : *Dorlhac (Hélène)* (p. 733) ; *Huriet (Claude)* (p. 734).

Conseils départementaux de protection de l'enfance : *Dorlhac (Hélène)* (p. 734).

Contrats de travail : *Courteau (Roland)* (p. 736) ; *Huriet (Claude)* (p. 735) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 737).

Dons d'organes : *Sérusclat (Franck)* (p. 738).

Droit à l'image : *Sérusclat (Franck)* (p. 738).

Ecoles de mannequins : *Courteau (Roland)* (p. 736).

Enfance (protection) : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 738 ; 740) ; *Dorlhac (Hélène)* (p. 734 ; 740) ; *Huriet (Claude)* (p. 735 ; 736) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 736).

Enfants du spectacle : *Dorlhac (Hélène)* (p. 733 ; 734) ; *Huriet (Claude)* (p. 735).

Mannequins (activité) : *Huriet (Claude)* (p. 734 ; 735).

Mannequins (enfants) : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 739) ; *Dorlhac (Hélène)* (p. 733) ; *Huriet (Claude)* (p. 734 ; 735) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 737).

Obligation scolaire : *Dorlhac (Hélène)* (p. 734) ; *Huriet (Claude)* (p. 735).

Pécule : *Huriet (Claude)* (p. 735).

Publicité : *Courteau (Roland)* (p. 736) ; *Dorlhac (Hélène)* (p. 733) ; *Huriet (Claude)* (p. 734) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 737).

Salaires, traitements et indemnités : *Courteau (Roland)* (p. 736) ; *Dorlhac (Hélène)* (p. 733) ; *Huriet (Claude)* (p. 735) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 737).

Travail (conditions) : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 738 ; 739) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 737).

Vacances scolaires : *Dorlhac (Hélène)* (p. 734) ; *Huriet (Claude)* (p. 735).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 740 ; 768) : *M. Claude Huriet, rapporteur* ; *Mmes Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat* ; *Marie-Claude Beaudeau, MM. Roland Courteau, Jean Simonin, Franck Sérusclat, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales* ; *Louis Virapoullé, Mme Hélène Missoffe*.

Avant l'art. 1^{er} (p. 740).

Adopté : amendement n° 1 de la commission : intitulé additionnel : « L'emploi des enfants comme mannequins dans la publicité et la mode » (p. 741).

– Un intitulé additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 741).

Art. 1^{er} (*Mention des enfants mannequins dans le code du travail : intitulé de la section II du chapitre 1^{er} du titre 1^{er} du livre II de la première partie du code du travail*) (p. 741).

Adoptés : amendement n° 26 de Mme Hélène Missoffe, soutenu par M. Jean Simonin : emploi des mineurs de moins de seize ans comme mannequins dans la publicité ou la mode (p. 742) – Amendement n° 2 de la commission : emploi des enfants comme mannequins dans la publicité et la mode (p. 742).

Rejetés : amendement n° 49 de Mme Marie-Claude Beaudeau : emploi des mineurs comme mannequins dans la publicité ou la mode (p. 742) – Amendement n° 27 de M. Roland Courteau : emploi des enfants dans la publicité, la mode et les présentations artistiques (p. 742).

– L'article 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 742).

Art. 2 (*Exigence d'une autorisation ou d'un agrément pour l'emploi d'enfants comme mannequins : article L. 211-6 du code du travail*) (p. 742).

Rejetés : amendements de Mme Marie-Claude Beaudeau, n° 53 : suppression du dernier alinéa du texte proposé, relatif au cas où l'autorisation individuelle préalable n'est pas requise (p. 743) – N° 50 : maintien de la nécessité d'une autorisation individuelle préalable dans tous les cas d'exercice d'activités de mannequin par les enfants (p. 743) – N° 51 : conditions d'octroi de l'autorisation individuelle préalable (p. 744) – Et n° 52 : subordination de l'attribution de l'autorisation individuelle préalable au respect des plus strictes conditions de moralité comme aux capacités physiques du mineur engagé (p. 744).

– L'article 2 est adopté (p. 744).

Art. 3 (*Octroi et retrait de l'autorisation de l'agrément : article L. 211-7 du code précité*) (p. 746).

Adopté : amendement n° 56 de Mme Marie-Claude Beaudeau : retrait des autorisations et agréments à tout moment (p. 745).

Rejetés : amendements de Mme Marie-Claude Beaudeau, n° 54 : octroi des autorisations par le préfet, sur avis conforme

d'une commission départementale ; composition de cette commission (p. 747) – Et n° 57 : conditions d'annulation d'agréments ou d'autorisations (p. 748).

Retirés : amendement n° 28 de M. Roland Courteau, soutenu par M. Franck Sérusclat : remplacement du préfet par le juge des enfants (p. 747) – Amendement n° 55 de Mme Marie-Claude Beaudeau : retrait des autorisations et agréments à la requête de toute personne concernée ou qualifiée (p. 748).

– L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 748).

Après l'art. 3 (p. 748).

Adoptés : amendement n° 4 de la commission : activité de mannequin durant les périodes scolaires (p. 749) – Amendement n° 73 du Gouvernement : cas d'interdiction d'emploi des enfants pendant leurs vacances scolaires (p. 750).

Rejetés : amendements de Mme Marie-Claude Beaudeau, n° 60 : interdiction du travail d'un mineur exerçant l'activité de mannequin lorsque les conditions climatiques pourraient compromettre son état de santé (p. 749) – N° 58 : interdiction du travail de nuit (p. 750) – N° 62 : interdiction des images dégradantes et contraires aux bonnes moeurs ; sanctions (p. 751) – Et n° 59 : durée du travail en relation avec l'âge de l'enfant (p. 751).

Retirés : amendements de la commission, n° 3 : interdiction de l'emploi d'un enfant exerçant l'activité de mannequin à l'extérieur en hiver (p. 749) – Et n° 5 : interdiction de faire travailler l'enfant pour un nombre de jours supérieur à la moitié de la durée des vacances scolaires (p. 750).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 749 et 750).

Art. 4 (*Répartition de la rémunération des enfants mannequins : article L. 211-8 du code précité*) (p. 751).

Adopté : amendement n° 6 de la commission : règles qui définissent la rémunération à laquelle l'enfant a droit (p. 752).

Rejeté : amendement n° 3 de Mme Marie-Claude Beaudeau : suppression de cet article (p. 752).

– L'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 752).

Après l'art. 4 (p. 752).

Rejeté : amendement n° 31 de M. Roland Courteau : rémunération de l'enfant qui participe à une ou plusieurs séances de présélection (p. 752).

Art. 5 (*Textes d'application de la présente loi : article L. 211-9 du code précité*) (p. 752).

Adopté : amendement n° 7 de la commission : rédactionnel (p. 753).

Rejeté : amendement n° 64 de Mme Marie-Claude Beaudeau : conditions de fonctionnement de la commission prévues à l'article L. 211-7 du code précité et conditions de gestion du pécule (p. 753).

– L'article 5, ainsi modifié, est adopté (p. 753).

Art. 6 (*Interdiction de la publicité abusive destinée à attirer les mineurs vers la profession de mannequin : article L. 211-10 du code précité*) (p. 753).

Adopté : amendement n° 8 de la commission : exclusivité de la publicité (p. 754).

– L'article 6, ainsi modifié, est adopté (p. 754).

Après l'art. 6 (p. 754).

Adoptés : amendements de la commission, n° 10 : impossibilité de déroger, pour un enfant mineur exerçant l'activité de mannequin, au respect des horaires de travail de nuit (p. 755) – Et n° 11 : montant des sanctions pécuniaires en fonction des profits réalisés (p. 756).

Rejetés : sur l'amendement n° 11 de la commission, sous-amendement n° 65 de Mme Marie-Claude Beaudeau (p. 756) ; sous-amendement n° 33 de M. Roland Courteau (p. 756).

Retirés : amendement n° 9 de la commission : article L. 212-13-1 nouveau du code précité relatif à la durée maximale jour-

nalière du travail de l'enfant selon son âge (p. 755) ; sous-amendement n° 32 de M. Roland Courteau (p. 754).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 755 et 756).

Avant l'art. 7 (p. 756).

Adopté : amendement n° 12 de la commission : intitulé additionnel : « Les mannequins et les agences de mannequins ».

– Un intitulé additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 757).

Art. 7 (*Nature du contrat liant un mannequin à son employeur ; définition de l'activité de mannequin ; article L. 763-1 du code précité*) (p. 757).

Adoptés : amendements de la commission, n° 13 : établissement du contrat par écrit (p. 758) – Et n° 14 : définition des activités professionnelles des mannequins (p. 758).

Rejeté : amendement n° 66 de Mme Marie-Claude Beaudou : contrat de travail du mannequin (p. 758).

Retirés : amendement n° 34 de M. Roland Courteau : garanties contre les possibilités d'abus à l'encontre des personnes jeunes et inexpérimentées (p. 758) – Amendement n° 43 de M. Roger Husson, soutenu par M. Jean Simonin : caractère de contrat à durée déterminée du contrat de travail (p. 758).

– L'article 7, ainsi modifié, est adopté (p. 758).

Après l'art. 7 (p. 759).

Rejeté : amendement n° 67 de Mme Marie-Claude Beaudou : caractère de véritable contrat de travail du contrat (p. 759).

Retiré : amendement n° 35 de M. Roland Courteau, soutenu par M. Franck Sérusclat : exploitation de l'enregistrement (p. 759).

Art. 8 (*Relations juridiques entre les mannequins, les agences de mannequins et les utilisateurs ; encadrement de l'activité des agences de mannequins ; articles L. 763-3 à L. 763-10 nouveaux du code précité*) (p. 759).

ARTICLE L. 763-3 DU CODE PRECITE (*L'exploitant d'agence de mannequins ; la licence d'agence de mannequins*) (p. 759).

Adopté : amendement n° 15 de la commission : suppression des incompatibilités (p. 760).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 760).

ARTICLE L. 763-4 DU CODE PRECITE (*Contrat de travail ; contrat de mise à disposition*) (p. 761).

Adoptés : amendement n° 16 de la commission : coordination (p. 761) – Amendement n° 72 de Mme Marie-Claude Beaudou : délivrance du double du contrat de mise à disposition par l'agence au mannequin avant acceptation (p. 761).

Rejeté : amendement n° 71 de Mme Marie-Claude Beaudou : précisions que doit contenir le contrat de travail passé entre l'agence et chacun des mannequins qu'elle emploie (p. 761).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 762).

APRES L'ARTICLE L. 763-4 DU CODE PRECITE (p. 762).

Adoptés : amendements de la commission, n° 17 : fixation du pourcentage établi par voie de convention ou d'accord collectif selon lequel le salaire du mannequin est établi (p. 763) – Et n° 18 : gratuité des consultations données à des jeunes sur les possibilités d'accès à l'activité de mannequin, sur la formation dispensée et avance de l'intégralité des frais de promotion (p. 763).

Rejetés : sur l'amendement n° 17 de la commission, sous-amendement n° 68 de Mme Marie-Claude Beaudou (p. 763) ; sous-amendement n° 75 du Gouvernement (p. 763).

Retiré : sur l'amendement n° 18 de la commission, sous-amendement n° 37 de M. Roland Courteau (p. 763).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le code du travail (p. 763).

ARTICLE L. 763-5 DU CODE PRECITE (*Congés payés des mannequins*) (p. 764).

Adopté : amendement n° 19 de la commission : indemnité compensatoire de congé payé pour les salariés rappelés sous les drapeaux (p. 764).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 764).

ARTICLE L. 763-6 DU CODE PRECITE (*Responsabilités de l'utilisateur de mannequins*) – *Adopté* (p. 764).

ARTICLE L. 763-7 DU CODE PRECITE (*Garanties financières des agences de mannequins*) (p. 764).

Adoptés : amendement n° 20 de la commission : versement des sommes dues aux mannequins au titre du droit à l'image (p. 765) ; sous-amendement n° 69 de Mme Marie-Claude Beaudou (p. 765).

Retirés : amendement n° 70 de Mme Marie-Claude Beaudou : prise en compte du développement des moyens de diffusion du travail aux plans de l'image, de l'enregistrement et de la diffusion (p. 765) – Amendement n° 36 de M. Roland Courteau, soutenu par M. Franck Sérusclat : identique à l'amendement n° 20 de la commission (p. 765).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 765).

ARTICLE L. 763-8 DU CODE PRECITE (*Organismes de caution*) – *Adopté* (p. 765).

ARTICLE L. 763-9 DU CODE PRECITE (*Textes d'application de la présente loi*) (p. 765).

Adopté : amendement rédactionnel n° 21 de la commission (p. 766).

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 21, est adopté (p. 766).

ARTICLE L. 763-10 DU CODE PRECITE (*Contrôle de l'application de la loi*) – *Adopté* (p. 766).

– L'article 8, ainsi modifié, est adopté (p. 766).

Avant l'art. 9 (p. 766).

Adoptés : amendement n° 22 de la commission : conditions de délai dans lesquelles la demande de licence doit être introduite par les agences de mannequins (p. 766) ; sous-amendement n° 74 du Gouvernement (p. 766).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 766).

Art. 9 (*Sanctions ; article L. 796-3 du code précité*) (p. 766).

Adopté : amendement n° 23 de la commission : alourdissement des sanctions financières (p. 767).

Retiré : amendement n° 38 de M. Roland Courteau, soutenu par M. Franck Sérusclat : extension du champ d'application des dispositions pénales (p. 766).

– L'article 9, ainsi modifié, est adopté (p. 767).

Art. 10 (*Date d'entrée en vigueur de la présente loi*) (p. 767).

Adopté : amendement n° 24 de la commission : entrée en vigueur des dispositions de la présente loi au 1^{er} janvier 1991 (p. 767).

– L'article 10, dans la rédaction de l'amendement n° 24, est adopté (p. 767).

Intitulé du projet de loi (p. 767).

Adopté : amendement n° 39 de M. Roland Courteau, soutenu par M. Franck Sérusclat : « Projet de loi modifiant le code du travail et relatif aux agences de mannequins et à la protection des enfants et des adultes exerçant l'activité de mannequins » (p. 767).

– L'intitulé du projet de loi, dans la rédaction de l'amendement n° 39, est adopté (p. 767).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 767 ; 768) : Mme Marie-Claude Beaudou, MM. Franck Sérusclat, Louis Virapoullé,

Emmanuel Hamel, Claude Huriel, rapporteur ; intervention de Mme Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat.

Adoption (10 mai 1990) (p. 768).

Discussion (deuxième lecture)

(21 juin 1990) (p. 1960, 1968).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1960, 1962) : *Mme Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat chargé de la famille ; MM. Claude Huriel, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales.*

Amendements : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1961).

Commission de protection de l'enfance : *Dorlhac (Hélène)* (p. 1961).

Contrats de travail : *Huriel (Claude)* (p. 1961).

Convention internationale des droits de l'enfant : *Dorlhac (Hélène)* (p. 1961).

Mannequins (enfants) : *Huriel (Claude)* (p. 1961).

Travail des enfants : *Huriel (Claude)* (p. 1961).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1962, 1968) : *Mme Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat ; MM. Claude Huriel, rapporteur ; Emmanuel Hamel, Jean-Luc Bécart.*

TITRE PREMIER

L'EMPLOI DES ENFANTS COMME MANNEQUINS DANS LA PUBLICITE ET LA MODE

Art. 1^{er} – Adopté (p. 1962).

Art. 2 (p. 1962).

Adopté : amendement n° 15 du Gouvernement : contrôle de la commission départementale de protection de l'enfance sur des manifestations utilisant des enfants à des fins commerciales (p. 1962).

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 1962).

Art. 3 – Adopté (p. 1962).

Art. 3 bis (p. 1962).

Adopté : amendement n° 1 de la commission : conditions dans lesquelles des enfants peuvent se prêter à des activités de mannequin (p. 1962).

– L'article 3 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 1962).

Art. 3 ter, 4 et 5 – Adoptés (p. 1963).

Art. 6 (p. 1963).

Adopté : amendement n° 2 de la commission : exclusivité de la publicité écrite aux agences de mannequins titulaires d'un agrément (p. 1963).

– L'article 6, ainsi modifié, est adopté (p. 1963).

Art. 6 bis et 6 ter – Adoptés (p. 1963).

TITRE II

LES MANNEQUINS ET LES AGENCES DE MANNEQUINS

Art. 7 (p. 1963).

Adopté : amendement n° 3 de la commission : adjonction du qualificatif publicitaire au message défini comme mode d'exercice de la profession de mannequin (p. 1964).

Rejeté : sous-amendement n° 16 du Gouvernement : suppression du qualificatif publicitaire (p. 1964).

– L'article 7, ainsi modifié, est adopté (p. 1964).

Après l'art. 7 (p. 1964).

Adopté : amendement n° 4 de la commission : introduction d'une distinction entre l'exercice des professions de mannequin et d'artiste interprète (p. 1964).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1964).

Art. 8 (p. 1964).

ART. L. 763-3 DU CODE DU TRAVAIL (p. 1964).

Retiré : amendement n° 5 de la commission : suppression des 4^e, 5^e et 6^e alinéas du texte présenté par l'article 8 pour l'article L. 763-3 du code du travail dans le but de la protection de la profession de mannequin (p. 1965).

– Le texte proposé est adopté (p. 1965).

ART. L. 763-4 (p. 1965).

Adopté : amendement n° 6 de la commission : introduction d'une transparence dans les relations entre le mannequin, l'agence de mannequins et le publicitaire (p. 1965).

Retiré : amendement n° 12 de M. Franck Sérusclat, soutenu par M. Claude Estier : identique à l'amendement n° 6 de la commission (p. 1965).

– Le texte proposé, ainsi complété, est adopté (p. 1965).

ART. L. 763-4-1 (p. 1965).

Adoptés : amendements de la commission, n° 7 : fixation du pourcentage minimal versé aux mannequins (p. 1965) – Et n° 8 : délai de conclusion de la convention établissant le pourcentage (p. 1965).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1965).

ART. L. 763-4-2 (p. 1965).

Adopté : amendement n° 14 du Gouvernement : encadrement par la voie réglementaire du pourcentage des rémunérations retenues pour les frais avancés par l'agence (p. 1966).

Retiré : amendement n° 13 de M. Franck Sérusclat, soutenu par M. Claude Estier : conditions de remboursement par le mannequin des frais engagés par l'agence (p. 1966).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1966).

ART. L. 763-5 (p. 1966).

Adopté : amendement n° 9 de la commission : suppression des quatre derniers alinéas du texte présenté par l'article 8 pour l'article L. 763-5 : appréciation des droits du salarié pour la détermination de l'indemnité de congés payés (p. 1966).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1966).

ART. L. 763-6 – Adopté (p. 1966).

ART. L. 763-7 (p. 1966).

Adopté : amendement n° 10 de la commission : remplacement du mot : « mineur » par le mot : « enfant » (p. 1967).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1967).

ART. L. 763-8 à L. 763-10 – Adoptés (p. 1967).

– L'article 8, ainsi modifié, est adopté (p. 1967).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1967, 1968) : *MM. Emmanuel Hamel, Jean-Luc Bécart ; intervention de M. Claude Huriel, rapporteur*

Adoption (21 juin 1990) (p. 1968).

Discussion (commission mixte paritaire)

(29 juin 1990) (p. 2288, 2289).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2288) : *M. Bernard Seillier, rapporteur de la commission mixte paritaire ; Mme Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat chargé de la famille.*

Agences de mannequins : *Dorlhac (Hélène)* (p. 2288) ; *Seillier (Bernard)* (p. 2288).

Commissions mixtes paritaires (CMP) : *Seillier (Bernard)* (p. 2288).

Droits de l'enfant : *Dorlhac (Hélène)* (p. 2288) ; *Seillier (Bernard)* (p. 2288).

Navettes législatives : *Dorlhac (Hélène)* (p. 2288).

Professions salariées : *Dorlhac (Hélène)* (p. 2288).

Salaires, traitements et indemnités : *Seillier (Bernard)* (p. 2288).

Travail (conditions) : *Seillier (Bernard)* (p. 2288).

Travail des enfants : *Dorlhac (Hélène)* (p. 2288) ; *Seillier (Bernard)* (p. 2288).

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2288, 2289)

Art. 7 et art. 8 (p. 2288, 2289).

Explication de vote sur l'ensemble (p. 2289) : *Mme Marie-Claude Beaudou*.

Adoption (29 juin 1990) (p. 2289).

2. - Proposition de loi relative aux droits de l'enfant et aux devoirs de la société à son égard, PRESENTÉE AU SENAT, par *Mme Marie-Claude Beaudou*, sénateur, et plusieurs de ses collègues (5 avril 1990) [n° 224 (89-90)] - Renvoi à la commission des affaires sociales.

Enseignants

Voir *Lois de finances, 1*, Education nationale - Enseignements scolaire et supérieur

Enseignement

Voir *Communes, 1*

Lois de finances, 1, Education nationale - Enseignements scolaire et supérieur

Questions au Gouvernement n° 197 ; n° 223 ; n° 234 ; n° 236 ; n° 239

Questions orales avec débat n° 75

Questions orales sans débat n° 178

Rappels au règlement, 9

1. - **Projet de loi relatif aux droits et obligations de l'Etat et des départements en matière de formation des personnels enseignants, et portant diverses dispositions relatives à l'éducation nationale**, PRESENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de *M. Michel Rocard*, Premier ministre, par *M. Lionel Jospin*, ministre de l'éducation nationale (2 avril 1990) [n° 1200 (9^e lég.)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de *M. Jean-Pierre Sueur* (17 avril 1990) [n° 1283 (9^e lég.)] - Urgence - Discussion (19, 20 avril 1990) - Adoption (20 avril 1990) [n° 272].

NOUVEL INTITULE : « **Projet de loi relatif aux droits et obligations de l'Etat et des départements concernant les instituts universitaires de formation des maîtres et portant diverses dispositions relatives à l'éducation nationale** ».

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (24 avril 1990) [n° 252 (89-90)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de *M. Paul Séramy* (16 mai 1990) [n° 300 (89-90)] - Discussion (22 mai 1990) - Adoption (22 mai 1990) [n° 107].

NOUVEL INTITULE : « **Projet de loi relatif à l'affectation aux instituts universitaires de formation des maîtres des biens mobiliers et immobiliers affectés aux écoles normales d'instituteurs et portant diverses dispositions relatives à l'éducation nationale** ».

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (23 mai 1990) [n° 1391 (9^e lég.)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de *M. Jean-Pierre Sueur* (6 juin 1990)

[n° 1412 (9^e lég.)] - Discussion (11 juin 1990) - Adoption (11 juin 1990) [n° 311].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de *M. Paul Séramy* (6 juin 1990) [n° 352 (89-90)] - Discussion (26 juin 1990) - Adoption (26 juin 1990) [n° 151].

NOUVEL INTITULE : « **Projet de loi relatif aux droits et obligations de l'Etat et des départements concernant les instituts universitaires de formation des maîtres, à la maîtrise d'ouvrage de constructions d'établissements d'enseignement supérieur et portant diverses dispositions relatives à l'éducation nationale, à la jeunesse et aux sports** ».

PROMULGATION : loi n° 90-587 du 4 juillet 1990 (*J.O. Lois et décrets* du 11 juillet 1990).

Discussion (première lecture)

(22 mai 1990) (p. 995, 1039).

I - DISCUSSION GENERALE (p. 995, 1014) : *MM. Lionel Jospin*, ministre de l'éducation nationale ; *Paul Séramy*, rapporteur de la commission des affaires culturelles ; *Jacques Machet*, *Jean-Pierre Camoin*, *Claude Saunier*, *Germain Authié*, *René Régnauld*, *Jean-Pierre Fourcade*, *Mme Danielle Bidard-Reydet*.

Allocation de recherche et d'enseignement : *Jospin (Lionel)* (p. 1010).

Baccalauréats : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 1007).

Collectivités territoriales : *Jospin (Lionel)* (p. 997).

Conseillers généraux : *Jospin (Lionel)* (p. 997) ; *Séramy (Paul)* (p. 1000).

Conseillers régionaux : *Jospin (Lionel)* (p. 997) ; *Séramy (Paul)* (p. 1000).

Constructions scolaires et universitaires : *Authié (Germain)* (p. 1004) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1005 ; 1006 ; 1012) ; *Jospin (Lionel)* (p. 997 ; 1009) ; *Machet (Jacques)* (p. 1000) ; *Séramy (Paul)* (p. 999).

Décentralisation : *Régnauld (René)* (p. 1004) ; *Séramy (Paul)* (p. 998 ; 999).

Départements : *Jospin (Lionel)* (p. 996 ; 997).

Dette publique : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1006).

Dotation générale de décentralisation (DGD) : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 1008) ; *Régnauld (René)* (p. 1005).

Ecoles annexes des écoles normales : *Jospin (Lionel)* (p. 997).

Ecoles normales : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 1008) ; *Jospin (Lionel)* (p. 997 ; 1011) ; *Machet (Jacques)* (p. 1001) ; *Séramy (Paul)* (p. 999).

Ecoles normales (directeurs) : *Jospin (Lionel)* (p. 996).

Ecoles normales (locaux) : *Jospin (Lionel)* (p. 996 ; 1011) ; *Séramy (Paul)* (p. 998).

Enseignants (formation) : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 1007 ; 1008) ; *Jospin (Lionel)* (p. 995 ; 996 ; 1009 ; 1010 ; 1011) ; *Saunier (Claude)* (p. 1003).

Enseignants (recrutement) : *Jospin (Lionel)* (p. 995 ; 1003).

Enseignement (historique) : *Jospin (Lionel)* (p. 1010).

Enseignement privé : *Séramy (Paul)* (p. 1000).

Enseignement supérieur : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 1007) ; *Camoin (Jean-Pierre)* (p. 1002) ; *Jospin (Lionel)* (p. 1010) ; *Machet (Jacques)* (p. 1001) ; *Régnauld (René)* (p. 1004) ; *Saunier (Claude)* (p. 1002).

Etudiants : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1006).

Fonctionnaires et agents publics : *Jospin (Lionel)* (p. 996 ; 1012).

Grand marché intérieur (CEE) : *Authié (Germain)* (p. 1004).

Ile-de-France (région) : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1006 ; 1007) ; *Jospin (Lionel)* (p. 1012).

Instituteurs (logement) : *Authié (Germain)* (p. 1004) ; *Régnauld (René)* (p. 1005).

Instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM) : *Authié (Germain)* (p. 1003) ; *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 1008) ; *Camoin (Jean-Pierre)* (p. 1001) ; *Jospin (Lionel)* (p. 995 ; 996 ; 1009 ; 1010 ; 1013) ; *Machet (Jacques)* (p. 1000 ; 1001) ; *Régnauld (René)* (p. 1004 ; 1005) ; *Saunier (Claude)* (p. 1002 ; 1003) ; *Séramy (Paul)* (p. 998 ; 999).

Lycées : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1007) ; *Jospin (Lionel)* (p. 1012).

Parlement (rôle) : *Jospin (Lionel)* (p. 1013 ; 1014).

Pédagogie : *Machet (Jacques)* (p. 1001).

Professeurs : *Jospin (Lionel)* (p. 996).

Recherche : *Jospin (Lionel)* (p. 996).

Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 1008) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1006) ; *Jospin (Lionel)* (p. 1009, 1011) ; *Régnauld (René)* (p. 1005).

Universités : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1006) ; *Jospin (Lionel)* (p. 1011) ; *Machet (Jacques)* (p. 1001) ; *Saunier (Claude)* (p. 1003).

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1014, 1039) : *MM. Paul Séramy, rapporteur ; Lionel Jospin, ministre ; Félix Leyzour, Ivan Renar, Mme Hélène Luc, M. François Lesein, Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. René Régnauld, Maurice Schumann, président de la commission des affaires culturelles ; Claude Saunier, Emmanuel Hamel, Jean Delaneau.*

TITRE PREMIER

DROITS ET OBLIGATIONS DE L'ETAT ET DES DEPARTEMENTS CONCERNANT LES INSTITUTS UNIVERSITAIRES DE FORMATION DES MAITRES

Intitulé (p. 1014).

Adopté : amendement n° 12 de la commission : « transfert à l'Etat des droits et obligations des départements à l'égard des écoles normales » (p. 1014).

- L'intitulé du titre premier, dans la rédaction de l'amendement n° 12, est adopté (p. 1014).

Avant l'art. 1^{er} (p. 1014).

Rejeté : amendement n° 27 de Mme Danielle Bidard-Reydet, soutenu par M. Félix Leyzour : compétence exclusive de l'Etat en matière d'enseignement supérieur (p. 1015).

Art. 1^{er} (*Affectation des biens utilisés par les écoles normales primaires : article 17 de la loi n° 89-486 du 10 juillet 1989 d'orientation sur l'éducation*) (p. 1015).

Parole sur l'article (p. 1015, 1016) : *M. Ivan Renar, Mme Hélène Luc.*

Adopté : amendement n° 13 de la commission : affectation aux instituts universitaires de formation des maîtres des biens meubles et immeubles des écoles normales primaires et de leurs écoles annexes ; transfert de charges à l'Etat (p. 1018).

Retirés : amendement n° 24 de M. Jean Simonin : fixation par décret des conditions de fonctionnement administratif et financier des centres localisés de l'institut universitaire de formation des maîtres (p. 1017) - Amendement n° 37 de M. François Giacobbi, soutenu par M. François Lesein, analogue à l'amendement n° 37 de M. François Giacobbi (p. 1017).

- L'article 1^{er}, dans la rédaction de l'amendement n° 13, est adopté (p. 1018).

Après l'art. 1^{er} (p. 1018).

Rejeté : amendement n° 29 de Mme Danielle Bidard-Reydet : structures internes des instituts universitaires de formation des maîtres (p. 1019).

Retiré : amendement n° 28 de Mme Danielle Bidard-Reydet : dotation des instituts universitaires de formation des maîtres d'un conseil scientifique et pédagogique (p. 1019).

Art. 2 (*Convention entre l'Etat et le département*) (p. 1019).

Rejeté : amendement n° 30 de Mme Danielle Bidard-Reydet : inclusion des logements de fonction des actuelles écoles normales primaires dans la dévolution des biens meubles et immeubles aux instituts universitaires de formation des maîtres (p. 1020).

Art. 3 (*Utilisation par le département des locaux pour l'organisation d'activités à caractère éducatif, sportif ou culturel*) (p. 1020) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 4 (*Prise en charge par l'Etat des biens des écoles normales et du personnel affecté à leur gestion*) - Adopté (p. 1020).

Art. 5 (*Modalités de conclusion, de révision et de résiliation de la convention*) - Adopté (p. 1020).

Art. 6 (*Mise à disposition des biens correspondant à des droits et obligations transférés*) - Adopté (p. 1020).

Art. 7 (*Evaluation des dépenses antérieurement supportées par le département*) (p. 1020).

Adoptés : amendements de la commission, n° 14 : suppression de la référence aux dépenses de rénovation (p. 1020) - Et n° 15 : exclusion de la liste des dépenses qui font l'objet d'une compensation de celles qui sont relatives à l'acquisition de matériels pédagogiques (p. 1021).

- L'article 7, ainsi modifié, est adopté (p. 1021).

Art. 8 (*Evaluation des dépenses*) (p. 1021).

Rejeté : amendement n° 16 de la commission : suppression de la pondération instituée par le troisième alinéa de cet article (p. 1022).

- L'article 8 est adopté (p. 1022).

Art. 9 (*Compensation des charges transférées à l'Etat*) - Adopté (p. 1022).

Art. 10 (*Conséquences de la désaffectation des biens mis à disposition*) - Adopté (p. 1022).

Art. 11 (*Droit d'option des fonctionnaires territoriaux affectés à l'entretien et à la gestion des biens des écoles normales*) - Adopté (p. 1022).

Art. 12 (*Etat des emplois affectés à l'entretien et à la gestion des écoles normales*) (p. 1022).

Adopté : amendement n° 17 de la commission : état des emplois et des agents techniques et administratifs affectés par le département à l'entretien et à la gestion des collèges (p. 1023).

- L'article 12, ainsi modifié, est adopté (p. 1023).

Art. 13 (*Calcul annuel du montant des dépenses correspondant aux emplois pris en charge par l'Etat*) (p. 1023).

Adopté : amendement n° 18 de la commission : coordination avec son amendement n° 17 (p. 1023).

- L'article 13, ainsi modifié, est adopté (p. 1023).

Art. 14 (*Actualisation du montant des dépenses de personnel*) - Adopté (p. 1023).

Art. 15 (*Compensation du transfert de charges de personnel*) (p. 1023).

Adopté : amendement n° 19 de la commission : réserves apportées au montant de la dotation générale de décentralisation (p. 1023).

- L'article 15, ainsi modifié, est adopté (p. 1023).

Art. 16 (*Régularisation budgétaire des compensations*) - Adopté (p. 1023).

Art. 16 bis (*Utilisation par le département des locaux pour l'organisation d'activités à caractère éducatif, sportif ou culturel*) - Adopté (p. 1023).

Art. 17 (*Maintien provisoire du régime de l'internat*) - Adopté (p. 1023).

TITRE II
DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 18 (*Maîtrise d'ouvrage de constructions d'établissements d'enseignement supérieur*) (p. 1023) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Adoptés : amendement n° 1 du Gouvernement : possibilité pour l'Etat de déléguer la maîtrise d'ouvrage de constructions ou d'extensions d'établissements d'enseignement supérieur aux collectivités territoriales ou aux groupements de collectivités (p. 1027) ; sous-amendement n° 20 de la commission : conditions (p. 1025).

Devenu sans objet : amendement n° 26 de M. René Régnault, analogue à l'amendement n° 1 du Gouvernement (p. 1027).

– L'article 18 est rétabli dans la rédaction de l'amendement n° 1, ainsi modifié (p. 1027).

Après l'art. 18 (p. 1027).

Irrecevable (*article 40 de la Constitution*) : amendement n° 21 de la commission : aides des collectivités territoriales aux établissements d'enseignement privés (p. 1027).

Avant l'art. 19 (p. 1028).

Adopté : amendement n° 2 du Gouvernement : maîtrises d'ouvrage assurées par le comité d'organisation des seizième jeux olympiques d'hiver de 1992 (p. 1029).

Retiré : amendement n° 22 de la commission : subventions versées aux établissements d'enseignement pour leurs dépenses d'équipement (p. 1028).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1029).

Art. 19 (*Organisation des sections disciplinaires des universités : article 29 de la loi n° 84-52 du 26 janvier 1984 sur l'enseignement supérieur*) – Adopté (p. 1029).

Après l'art. 19 (p. 1029).

Adopté : amendement n° 3 du Gouvernement : sanctions disciplinaires pouvant être appliquées aux personnels d'enseignement et aux usagers des établissements publics d'enseignement supérieur (p. 1029).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1029).

Art. 20 (*Organisation des sections disciplinaires des écoles normales supérieures des grands établissements et des écoles françaises à l'étranger : article 37 de la loi n° 84-52 précitée*) (p. 1029).

Adopté : amendement de coordination n° 4 du Gouvernement (p. 1029).

– L'article 20, ainsi modifié, est adopté (p. 1030).

Art. 21 (*Organisation des sections disciplinaires des établissements publics administratifs d'enseignement supérieur : article 70 nouveau de la loi n° 84-52 précitée*) – Adopté (p. 1030).

Art. 22 (*Conditions dans lesquelles le Conseil national de l'enseignement et de la recherche statue en premier et dernier ressort en matière disciplinaire : article 23 de la loi n° 89-486 précitée*) (p. 1030).

Adopté : amendement n° 5 du Gouvernement : dispositions relatives à la première instance et conditions de désignation du président de la juridiction d'appel (p. 1030).

– L'article 22, dans la rédaction de l'amendement n° 5, est adopté (p. 1030).

Art. 23 (*Titularisation de certains agents contractuels*) – Adopté (p. 1030).

Art. 24 (*Indemnités de logement des instituteurs titulaires remplaçants*) – Adopté (p. 1030).

Art. 25 (*Validation d'un concours d'agrégation de pharmacie*) – Adopté (p. 1030).

Après l'art. 25 (p. 1030).

Irrecevables (*article 40 de la Constitution*) : amendements de Mme Danielle Bidard-Reydet, n° 32 : création d'un plan exceptionnel d'intégration des chargés d'enseignement en éducation physique et sportive dans le corps des professeurs certifiés (p. 1031) – N° 33 : cas des maîtres d'internat et des surveillants d'externat (p. 1031) – N° 34, soutenu par M. Félix Leyzour : intégration des adjoints d'enseignement et des chargés d'enseignement dans le corps des professeurs certifiés et assimilés (p. 1032) – N° 35 : cas des conseillers d'orientation et des directeurs de centre d'information et d'orientation (p. 1032) – Et n° 36, soutenu par M. Ivan Renar : harmonisation de la proportion des effectifs qui accèdent à la hors classe (p. 1033).

Art. 25 bis (*Dispense de l'obligation de mobilité pour les personnels en fin de carrière*) – Adopté (p. 1033).

Art. 25 ter (*Date d'effet de certaines promotions dans les corps des directeurs d'étude de l'école des hautes études en science sociale et de l'école pratique des hautes études*) – Adopté (p. 1033).

Art. 25 quater (*Validation de nominations d'inspecteurs généraux de l'éducation nationale*) – Adopté (p. 1033).

Art. 26 (*Suppression de l'indemnité de logement pour le futur corps des professeurs des écoles*) (p. 1033).

Adopté : amendement n° 40 du Gouvernement : diminution de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs (p. 1033).

– L'article 26, ainsi modifié, est adopté (p. 1033).

Art. 27 (*Abrogation de l'article 38 de la loi n° 68-978 du 12 novembre 1968 d'orientation de l'enseignement supérieur*) – Adopté (p. 1033).

Après l'art. 27 (p. 1033).

Adoptés : amendements du Gouvernement, n° 6 : prise en compte des périodes ayant donné lieu au versement des allocations d'enseignement pour la liquidation du droit à pension (p. 1033) – N° 7 : cessation d'activité des personnels d'éducation et d'orientation (p. 1034) – N° 8 : cas de maintien en activité jusqu'à la fin de l'année scolaire des instituteurs et professeurs des écoles ayant atteint l'âge d'ouverture des droits à pension en cours d'année (p. 1036) – N° 9 : cumul de fonctions des professeurs du collège de France issus du corps des professeurs des universités-praticiens hospitaliers (p. 1036) – N° 10 : recrutement d'enseignants-chercheurs au Conservatoire national des arts et métiers (p. 1036) – N° 11 : création d'une commission administrative paritaire unique compétente à l'égard des personnels enseignants appartenant aux corps des instituteurs et des professeurs des écoles (p. 1037) – Et n° 41 : validation d'arrêtés (p. 1037).

– 7 articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 1033, 1034, 1036, 1037).

Intitulé du projet de loi (p. 1037).

Adopté : amendement n° 23 de la commission : « projet de loi relatif à l'affectation aux instituts universitaires de formation des maîtres des biens mobiliers et immobiliers affectés aux écoles normales d'instituteurs, et portant diverses dispositions relatives à l'éducation nationale » (p. 1038).

– L'intitulé du projet de loi, dans la rédaction de l'amendement n° 23, est adopté (p. 1038).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1038, 1039) : M. René Régnault, Mme Danielle Bidard-Reydet, M. Jean Simonin ; intervention de M. Michel Dreyfus-Schmidt, vice-président du Sénat, président de séance.

Adoption (22 mai 1990) (p. 1039).

Discussion (commission mixte paritaire)

(26 juin 1990) (p. 2126, 2130).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2126, 2128) : MM. Paul Séramy, rapporteur de la commission mixte paritaire, Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale.

Collectivités territoriales : Jospin (Lionel) (p. 2128) ; Séramy (Paul) (p. 2126 ; 2127).

Commissions mixtes paritaires (CMP) : *Jospin (Lionel)* (p. 2127) ; *Séramy (Paul)* (p. 2126).

Décentralisation : *Séramy (Paul)* (p. 2126).

Ecoles normales (personnel) : *Séramy (Paul)* (p. 2126).

Etablissements d'enseignement (construction) : *Jospin (Lionel)* (p. 2127) ; *Séramy (Paul)* (p. 2126).

Fonds de compensation : *Jospin (Lionel)* (p. 2127) ; *Séramy (Paul)* (p. 2126 ; 2127).

Instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM) : *Jospin (Lionel)* (p. 2127).

Pédagogie (matériel) : *Jospin (Lionel)* (p. 2127) ; *Séramy (Paul)* (p. 2126).

Universités : *Jospin (Lionel)* (p. 2127) ; *Séramy (Paul)* (p. 2127).

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2128, 2130)

TITRE I^{er}

DROITS ET OBLIGATIONS DE L'ETAT ET DES DEPARTEMENTS CONCERNANT LES INSTITUTS UNIVERSITAIRES DE FORMATION DES MAITRES

Art. 1^{er}, 7, 12 et 15 (p. 2128).

TITRE II

DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 18, 18 bis et 19 bis (p. 2128).

Art. 20, 22, 26, 28, 29, 30 et 31 (p. 2129).

Art. 32, 33 et 34 (p. 2130).

Intitulé du projet de loi (p. 2130).

Proposition de la commission mixte paritaire : « Projet de loi relatif aux droits et obligations de l'Etat et des départements concernant les instituts universitaires de formation des maîtres, à la maîtrise d'ouvrage de constructions d'établissements d'enseignement supérieur et portant diverses dispositions relatives à l'éducation nationale, à la jeunesse et aux sports ».

Explication de vote sur l'ensemble (p. 2130) : *Mme Danielle Bidart-Reydet*.

Adoption (26 juin 1990) (p. 2130).

2. - **Projet de loi portant création de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, et par M. Thierry de Beaucé, secrétaire d'Etat chargé des relations culturelles internationales (25 avril 1990) [n° 1293 (9^e lég.)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Jeanny Lorgeoux (15 mai 1990) [n° 1349 (9^e lég.)] - Urgence - Discussion (16 mai 1990) - Adoption (16 mai 1990) [n° 285].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (17 mai 1990) [n° 306 (89-90)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Pour avis à la commission des affaires culturelles - Rapport de M. Paul d'Ornano (6 juin 1990) [n° 355 (89-90)] - Avis de M. Jacques Habert (5 juin 1990) [n° 346 (89-90)] - Discussion (15 juin 1990) - Adoption (15 juin 1990) [n° 130].

NOUVEL INTITULE : « **Projet de loi portant création de l'établissement public pour l'enseignement français à l'étranger** ».

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (15 juin 1990) [n° 1472 (9^e lég.)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Jeanny Lorgeoux (20 juin 1990) [n° 1483 (9^e lég.)].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Paul d'Ornano (20 juin 1990) [n° 410 (89-90)] - Echec.

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (15 juin 1990) [n° 1472 (9^e lég.)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Jeanny Lorgeoux (21 juin 1990) [n° 1493 (9^e lég.)] - Discussion (22 juin 1990) - Adoption (22 juin 1990) [n° 335].

NOUVEL INTITULE : « **Projet de loi portant création de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger** ».

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (22 juin 1990) [n° 420 (89-90)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Paul d'Ornano (25 juin 1990) [n° 423 (89-90)] - Discussion (26 juin 1990) - Adoption (26 juin 1990) [n° 146].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (26 juin 1990) [n° 1522 (9^e lég.)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Jeanny Lorgeoux (27 juin 1990) [n° 1526 (9^e lég.)] - Discussion (27 juin 1990) - Adoption (27 juin 1990) [n° 351].

PROMULGATION : Loi n° 90-588 du 6 juillet 1990 (*J.O. Lois et décrets* du 11 juillet 1990).

Discussion (première lecture)

(15 juin 1990) (p. 1701, 1738).

I - DISCUSSION GENERALE (p. 1701, 1720) : *MM. Thierry de Beaucé, secrétaire d'Etat chargé des relations culturelles internationales ; Paul d'Ornano, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Jacques Habert, rapporteur de la commission des affaires culturelles saisie pour avis ; Jean Garcia, Hubert Durand-Chastel, Mme Paulette Brisepierre, MM. Jean-Pierre Bayle, Guy Penne.*

Affaires étrangères (ministère) : *Beaucé (Thierry de)* (p. 1703) ; *Habert (Jacques)* (p. 1709) ; *Ornano (Paul d')* (p. 1706).

Agence pour l'enseignement français à l'étranger (statut) : *Beaucé (Thierry de)* (p. 1703) ; *Habert (Jacques)* (p. 1708).

Association nationale des écoles françaises de l'étranger (ANEFE) : Voir établissements d'enseignement.

Bourses d'études : *Beaucé (Thierry de)* (p. 1719) ; *Ornano (Paul d')* (p. 1705) ; *Penne (Guy)* (p. 1717).

Budget : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 1712 ; 1714) ; *Beaucé (Thierry de)* (p. 1702 ; 1703 ; 1718 ; 1719) ; *Brisepierre (Paulette)* (p. 1712) ; *Garcia (Jean)* (p. 1709 ; 1710) ; *Habert (Jacques)* (p. 1707 ; 1708) ; *Ornano (Paul d')* (p. 1706) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 1716).

Concertation : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 1713) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 1717).

Conseil pour l'enseignement français à l'étranger (CEFE) : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 1712 ; 1715) ; *Beaucé (Thierry de)* (p. 1702).

Conseil supérieur des français de l'étranger (CSFE) : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 1713) ; *Beaucé (Thierry de)* (p. 1702) ; *Durand-Chastel (Hubert)* (p. 1710 ; 1711) ; *Habert (Jacques)* (p. 1709).

Conseils d'administration : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 171) ; *Beaucé (Thierry)* (p. 1703) ; *Garcia (Jean)* (p. 1710) ; *Ornano (Paul d')* (p. 1706) ; *Penne (Guy)* (p. 1717).

Coopération (ministère) : *Beaucé (Thierry de)* (p. 1703) ; *Habert (Jacques)* (p. 1709) ; *Ornano (Paul d')* (p. 1706).

Culture : *Beaucé (Thierry de)* (p. 1701) ; *Durand-Chastel (Hubert)* (p. 1710) ; *Garcia (Jean)* (p. 1709 ; 1710) ; *Habert (Jacques)* (p. 1707) ; *Ornano (Paul d')* (p. 1704) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 1716).

Décentralisation : *Durand-Chastel (Hubert)* (p. 1711).

Droits de scolarité : *Beaucé (Thierry de)* (p. 1702 ; 1719) ; *Brisepierre (Paulette)* (p. 1712) ; *Durand-Chastel (Hubert)* (p. 1710) ; *Habert (Jacques)* (p. 1707) ; *Ornano (Paul d')* (p. 1705).

Education nationale (ministère) : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 1714 ; 1715) ; *Beaucé (Thierry de)* (p. 1703) ; *Garcia (Jean)* (p. 1710) ; *Habert (Jacques)* (p. 1709) ; *Ornano (Paul d')* (p. 1706) ; *Penne (Guy)* (p. 1717).

Enseignants : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 1713 ; 1714 ; 1715) ; *Beaucé (Thierry de)* (p. 1718 ; 1719) ; *Durand-Chastel (Hubert)* (p. 1710 ; 1711) ; *Garcia (Jean)* (p. 1709) ; *Habert (Jacques)* (p. 1707) ; *Ornano (Paul d')* (p. 1704 ; 1705 ; 1706) ; *Penne (Guy)* (p. 1717 ; 1718) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 1716).

Etablissements d'enseignement : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 1715) ; *Beaucé (Thierry de)* (p. 1701 ; 1718) ; *Durand-Chastel (Hubert)* (p. 1710 ; 1711) ; *Garcia (Jean)* (p. 1709) ; *Habert (Jacques)* (p. 1707) ; *Ornano (Paul d')* (p. 1704) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 1716).

Etablissements d'enseignement privé : *Habert (Jacques)* (p. 1708).

Etablissements d'enseignement (statut) : *Beaucé (Thierry de)* (p. 1703) ; *Habert (Jacques)* (p. 1707) ; *Ornano (Paul d')* (p. 1704).

Français de l'étranger : *Penne (Guy)* (p. 1717).

Législations locales : *Durand-Chastel (Hubert)* (p. 1711).

Organisations syndicales : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 1713 ; 1714) ; *Beaucé (Thierry de)* (p. 1718) ; *Durand-Chastel (Hubert)* (p. 1711) ; *Habert (Jacques)* (p. 1708).

Pays en voie de développement (PVD) : *Durand-Chastel (Hubert)* (p. 1710 ; 1711).

Salaires, traitements et indemnités : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 1712 ; 1714) ; *Beaucé (Thierry de)* (p. 1702 ; 1718 ; 1719) ; *Durand-Chastel (Hubert)* (p. 1710 ; 1711) ; *Garcia (Jean)* (p. 1709) ; *Habert (Jacques)* (p. 1707 ; 1708) ; *Ornano (Paul d')* (p. 1705) ; *Penne (Guy)* (p. 1717 ; 1718) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 1716).

Service public : *Garcia (Jean)* (p. 1709 ; 1710) ; *Habert (Jacques)* (p. 1709) ; *Penne (Guy)* (p. 1717).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1720, 1737) : *MM. Jacques Habert, rapporteur pour avis ; Paul d'Ornano, rapporteur ; Thierry de Beaucé, secrétaire d'Etat ; Jean-Pierre Bayle, Xavier de Villepin, Mme Paulette Brisepierre, MM. Jean Garcia, Guy Penne, Hubert Durand-Chastel, Jean-Pierre Cantegrit, François Lesein, Charles de Cuttoli.*

Avant l'art. 1^{er} (p. 1720).

Irrecevable (article 40 de la Constitution) : amendement n° 11 de la commission saisie pour avis : devoirs de l'Etat du fait de la mission de service public d'enseignement français à l'étranger (p. 1737 ; précédemment réservé p. 1720).

Art. 1^{er} (Création d'un établissement public administratif chargé de l'enseignement français à l'étranger) (p. 1720).

Adoptés : amendement n° 12 de la commission saisie pour avis : suppression du terme « agence » (p. 1722) – Amendements identiques, n° 1 de la commission, n° 13 de la commission saisie pour avis, n° 26 de M. François Lesein, n° 29 de M. Xavier de Villepin, n° 37 de Mme Paulette Brisepierre, n° 41 de M. Jean Garcia : co-tutelle du ministère de l'éducation nationale (p. 1722).

– L'article 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 1722).

Art. 2 (Missions de l'Agence) (p. 1722).

Adoptés : amendement n° 14 de la commission saisie pour avis, de coordination (p. 1722) – Amendement n° 46 du Gouvernement, rédactionnel (p. 1723) – Amendement n° 30 de M. Xavier de Villepin : contrôle de l'évolution des frais de scolarité (p. 1724).

Retiré : amendement n° 15 de la commission saisie pour avis, identique à l'amendement n° 46 du Gouvernement (p. 1723).

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 1724).

Avant l'art. 3 (p. 1724).

Retiré : amendement n° 16 de la commission saisie pour avis : champ d'application de la compétence de l'établissement public (p. 1724).

Devenu sans objet : amendement n° 42 de M. Jean-Pierre Bayle : compétences de l'Agence vis à vis des établissements

scolaires qui participent à l'enseignement français à l'étranger (p. 1729 ; précédemment réservé p. 1724).

Art. 3 (Champ d'application de la compétence de l'établissement public) (p. 1724).

Adopté : amendement n° 17 de la commission saisie pour avis : nouvelle rédaction de cet article (p. 1725).

Devenus sans objet : amendement n° 2 de la commission : suppression des alinéas n° 2 à n° 5, relatifs aux concours financiers reçus par l'Agence, à la gestion des agents titulaires de la fonction publique, à l'organisation d'actions de formation continue des personnels, à l'attribution de subventions de fonctionnement d'équipement et d'investissement, au contrôle administratif et financier de l'Agence (p. 1725) – N° 43 de M. Jean-Pierre Bayle : identique à l'amendement n° 2 de la commission (p. 1725) – Amendement n° 27 de M. François Lesein : examen par l'Agence de la candidature des agents titulaires de la fonction publique détachés auprès d'elle (p. 1725) – Amendement n° 36 de M. Hubert Durand-Chastel : respect des conventions signées et des lois des pays d'implantation des établissements (p. 1725) – Amendement n° 31 de M. Xavier de Villepin, soutenu par M. Jean-Pierre Cantegrit : prise en compte par le nouvel établissement public de la part patronale de la protection sociale des recrutés locaux (p. 1725).

– L'article 3, dans la rédaction de l'amendement n° 17, est adopté (p. 1725).

Art. 4 (Conventions passées avec les établissements privés) (p. 1726).

Adopté : amendement de précision n° 3 de la commission (p. 1726).

Devenus sans objet : amendement de précision n° 44 de M. Jean-Pierre Bayle (p. 1726) – Amendement n° 32 de M. Xavier de Villepin : avis des délégués élus au conseil supérieur des français de l'étranger (p. 1726).

– L'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 1727).

Après l'art. 4 (p. 1727).

Adopté : amendement n° 4 de la commission : compétence de l'Agence au bénéfice des établissements scolaires qui participent à l'enseignement français à l'étranger (p. 1729 ; précédemment réservé p. 1724).

Retiré : amendement n° 19 de la commission saisie pour avis : identique à l'amendement n° 4 de la commission (p. 1728 ; précédemment réservé p. 1724) – Amendement n° 39 de Mme Paulette Brisepierre : maintien à disposition de l'établissement conventionné des fonds nécessaires à la rémunération des personnels non titulaires (p. 1729).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1729).

Art. 5 (Composition du conseil d'administration) (p. 1729).

Adopté : amendement n° 5 de la commission : nouvelle rédaction, prévoyant en particulier une participation du Parlement (p. 1731).

Explications de vote sur l'article (p. 1730, 1731) : *MM. Jean-Pierre Bayle, Paul d'Ornano, Guy Penne, Jean Garcia.*

– L'article 5, dans la rédaction de l'amendement n° 5, est adopté (p. 1731).

Art. 6 (Budget de l'Agence) (p. 1731).

Adoptés : amendements de la commission, n° 6 : nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article relatif aux ressources de l'établissement public (p. 1731) – N° 9 : possibilité pour l'Agence d'émettre des emprunts au bénéfice des établissements en gestion directe (p. 1734) – N° 8 : montant et nature des versements que les établissements sont conduits à opérer en application de la réforme des régimes des rémunérations (p. 1734) – Et n° 10 : suppression de la disposition prévoyant que l'Agence bénéficie du produit des services rendus par elle en matière de production de matériel pédagogique (p. 1735) – Amendement n° 22 de la commission saisie pour avis : suppression de la possibilité d'émettre des emprunts (p. 1733).

Retirés : amendement n° 7 de la commission : suppression de la possibilité d'émettre des emprunts et suppression, à compter du 31 décembre 1993, des concours financiers des établissements d'enseignement (p. 1732) – Amendement n° 23 de la commission saisie pour avis, identique à l'amendement n° 9 de la commission (p. 1734) – Amendement n° 34 de M. Xavier de Villepin : limitation de la possibilité d'émettre des emprunts (p. 1734).

Devenu sans objet : amendement n° 28 de M. François Lesein : possibilité d'émettre des emprunts sous réserve de l'accord du ministre du budget (p. 1733).

– L'article 6, ainsi modifié, est adopté (p. 1735).

Après l'art. 6 (p. 1735).

Adopté : amendement n° 35 de M. Xavier de Villepin : rapport annuel de l'établissement public au Parlement (p. 1735).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1735).

Avant l'art. 7 (p. 1736).

Adopté : amendement n° 45 de M. Jean-Pierre Bayle : rapport annuel de l'établissement public devant le Conseil supérieur des français de l'étranger (p. 1736).

Retiré : amendement n° 40 de Mme Paulette Brisepierre : prise en compte des évolutions des monnaies locales (p. 1737).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1737).

Art. 7 (Conditions d'application de la présente loi par décret) – Adopté (p. 1737).

Intitulé du projet de loi (p. 1737).

Adopté : amendement n° 25 de la commission saisie pour avis : « projet de loi portant création de l'établissement public pour l'enseignement français à l'étranger » (p. 1737).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1737, 1738) : MM. Jean Garcia, Charles de Cuttoli, Jean-Pierre Bayle.

Adoption (15 juin 1990) (p. 1738).

Discussion (nouvelle lecture)

(26 juin 1990) (p. 2094, 2105).

I – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2094, 2099) : MM. Thierry de Beaucé, secrétaire d'Etat chargé des relations culturelles internationales ; Paul d'Ornano, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Jean-Pierre Bayle, Jacques Habert, Mme Paulette Brisepierre, M. Xavier de Villepin.

Bourses d'études : Ornano (Paul d') (p. 2095).

Budget : Bayle (Jean-Pierre) (p. 2096) ; Beaucé (Thierry de) (p. 2094) ; Habert (Jacques) (p. 2096 ; 2097) ; Ornano (Paul d') (p. 2095).

Commissions consultatives paritaires locales (CCPL) : Habert (Jacques) (p. 2097).

Conflits sociaux : Habert (Jacques) (p. 2097).

Conseil d'administration : Bayle (Jean-Pierre) (p. 2096) ; Beaucé (Thierry de) (p. 2094) ; Ornano (Paul d') (p. 2095).

Conseil pour l'enseignement français à l'étranger (CEFE) : Habert (Jacques) (p. 2097).

Droits de scolarité : Beaucé (Thierry de) (p. 2099) ; Brisepierre (Paulette) (p. 2098) ; Ornano (Paul d') (p. 2095).

Education nationale (ministère) : Bayle (Jean-Pierre) (p. 2095) ; Beaucé (Thierry de) (p. 2094) ; Habert (Jacques) (p. 2096) ; Ornano (Paul d') (p. 2095) ; Villepin (Xavier de) (p. 2098).

Enseignants : Beaucé (Thierry de) (p. 2098) ; Habert (Jacques) (p. 2097).

Enseignants (formation) : Beaucé (Thierry de) (p. 2099) ; Villepin (Xavier de) (p. 2098).

Etablissements d'enseignement : Beaucé (Thierry de) (p. 2094 ; 2098) ; Habert (Jacques) (p. 2097) ; Ornano (Paul d') (p. 2095) ; Villepin (Xavier de) (p. 2098).

Etablissements publics : Habert (Jacques) (p. 2096).

Parlement (travaux) : Bayle (Jean-Pierre) (p. 2095) ; Beaucé (Thierry de) (p. 2094) ; Habert (Jacques) (p. 2096) ; Ornano (Paul d') (p. 2095) ; Villepin (Xavier de) (p. 2098).

Questions écrites : Beaucé (Thierry de) (p. 2099) ; Habert (Jacques) (p. 2097).

Salaires, traitements et indemnités : Beaucé (Thierry de) (p. 2094) ; Habert (Jacques) (p. 2097 ; 2098).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2099, 2105) : MM. Paul d'Ornano, rapporteur ; Thierry de Beaucé, secrétaire d'Etat ; Jean-Pierre Bayle, Hubert Durand-Chastel, Xavier de Villepin, Guy Penne, Jacques Habert, Maurice Schumann.

Art. 1^{er} (p. 2099).

Adopté : amendement n° 1 de la commission : co-tutelle du ministère de l'éducation nationale (p. 2100).

Explications de vote sur l'article (p. 2099, 2100) : MM. Jean-Pierre Bayle, Hubert Durand-Chastel, Xavier de Villepin.

– L'article 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 2100).

Art. 2 et 3 – Adoptés (p. 2100).

Art. 4 (p. 2100).

Adopté : amendement n° 2 de la commission : participation du représentant de l'organisme gestionnaire de l'établissement à la signature de la convention (p. 2101).

– L'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 2101).

Art. 4 bis (Compétences de l'Agence au bénéfice des établissements scolaires qui participent à l'enseignement français à l'étranger) (p. 2101).

Adopté : amendement n° 3 de la commission : rétablissement de la rédaction adoptée en première lecture par le Sénat (p. 2103).

– L'article 4 bis, dans la rédaction de l'amendement n° 3, est adopté (p. 2103).

Art. 5 (p. 2103).

Adopté : amendement n° 4 de la commission, rédactionnel (p. 2104).

– L'article 5, dans la rédaction de l'amendement n° 4, est adopté (p. 2104).

Art. 6 (p. 2104).

Adopté : amendement n° 5 de la commission : rétablissement de la rédaction adoptée en première lecture par le Sénat (p. 2105).

– L'article 6, dans la rédaction de l'amendement n° 5, est adopté (p. 2105).

Art. 6 bis – Adopté (p. 2105).

Art. 6 ter – Adopté (p. 2105).

Explication de vote sur l'ensemble (p. 2105) : M. Jean-Pierre Bayle.

Scrutin public n° 181 (p. 2105).

Adoption (26 juin 1990) (p. 2105).

3. – Proposition de loi relative au financement des établissements d'enseignement privé par les collectivités territoriales, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Marcel Lucotte, sénateur, et plusieurs de ses collègues (17 mai 1990) [n° 304 (89-90)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Retrait par son auteur le 18 octobre 1990.

4. – Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 90-588 du 6 juillet 1990 relative à l'Agence pour l'enseignement français à

l'étranger, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jean-Pierre Bayle, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1990-22 décembre 1990) [n° 207 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères.

Enseignement à l'étranger

Voir *Enseignement*, 2

Enseignement agricole

Voir *Lois de finances*, 1, Agriculture et forêt
Questions orales sans débat n° 265

Enseignement artistique

Voir *Lois de finances*, 1, Culture, communication et grands travaux - Culture

Enseignement primaire

Voir *Questions au Gouvernement* n° 267

Enseignement privé

Voir *Questions au Gouvernement* n° 216
Questions orales sans débat n° 264 ; n° 265

1. – **Proposition de loi relative au financement des établissements d'enseignement privé par les collectivités territoriales, PRESENTÉE AU SENAT**, par M. Jean Arthuis, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 27 août 1990-4 septembre 1990) [n° 475 (89-90)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Retrait par son auteur le 23 octobre 1990.

2. – **Proposition de loi tendant à définir les modalités de participation des collectivités territoriales au financement des investissements des établissements d'enseignement privés sous contrat, PRESENTÉE AU SENAT**, par M. Charles Pasqua, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 27 août 1990-18 septembre 1990) [n° 476 (89-90)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Retrait par son auteur le 23 octobre 1990.

3. – **Proposition de loi relative au financement des établissements d'enseignement privé par les collectivités territoriales, PRESENTÉE AU SENAT**, par M. Daniel Hoefel, sénateur et plusieurs de ses collègues (23 octobre 1990) [n° 54 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Joël Bourdin (5 décembre 1990) [n° 128 (90-91)].

Enseignement secondaire

Voir *Commissions d'enquête ou de contrôle*, 7
Questions orales sans débat n° 240

Enseignement supérieur

Voir *Lois de finances*, 1, Recherche et technologie
Questions orales sans débat n° 185 ; n° 190

Enseignement technique et professionnel

Voir *Questions au Gouvernement* n° 216

Entreprises

Voir *Bâtiment et travaux publics*, 1

Emploi, 1

Entreprises, 1

Gouvernement (déclarations), 1

Lois de finances, 1, Coopération et développement ; Economie, finances et budget - II - Services financiers - Commerce extérieur ; Industrie et aménagement du territoire - I - Industrie

Participation des salariés, 1

Politique économique et sociale, 1

Questions au Gouvernement n° 297

Rapports d'information, 12

1. – **Proposition de loi tendant à proroger le délai prévu à l'article 4 de la Loi n° 86-793 du 2 juillet 1986, autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social pour le transfert d'entreprises du secteur public au secteur privé et permettre de mener à son terme le processus de privatisation, PRESENTÉE AU SENAT**, par M. Jean Arthuis, sénateur (2 avril 1990) [n° 207 (89-90)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Roger Chinaud (portant également sur la proposition de loi [n° 299 (89-90)] – Politique économique et sociale 1) (4 octobre 1990) [n° 9 (90-91)] – Discussion (25 octobre 1990) – Adoption (25 octobre 1990) [n° 19].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (26 octobre 1990) [n° 1676 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des finances.

Discussion des conclusions du rapport

(25 octobre 1990) (p. 3029, 3043).

I. – DISCUSSION GENERALE (p. 3029, 3040) : MM. Roger Chinaud, rapporteur général de la commission des finances ; Pierre Bérégoz, ministre de l'économie ; Paul Loridant ; Jean Garcia ; Etienne Dailly ; Louis Virapoullé.

Investissements français à l'étranger : Bérégoz (Pierre) (p. 3033).

Lois (application) : Chinaud (Roger) (p. 3031 ; 3034) ; Dailly (Etienne) (p. 3038 ; 3039) ; Virapoullé (Louis) (p. 3039).

Motion de censure (procédure parlementaire) : Bérégoz (Pierre) (p. 3038).

Nationalisations : Garcia (Jean) (p. 3035).

Participations réciproques (sociétés) : Chinaud (Roger) (p. 3031).

Privatisations : Chinaud (Roger) (p. 3029) ; Garcia (Jean) (p. 3035) ; Loridant (Paul) (p. 3035) ; Virapoullé (Louis) (p. 3039).

Produits financiers : Bérégoz (Pierre) (p. 3034) ; Chinaud (Roger) (p. 3031) ; Dailly (Etienne) (p. 3036).

Responsabilité gouvernementale : Bérégoz (Pierre) (p. 3038).

Restructuration industrielle : Bérégoz (Pierre) (p. 3033).

Royaume-Uni : Garcia (Jean) (p. 3035).

Salariés (droits) : Garcia (Jean) (p. 3036).

Secteur public : Bérégoz (Pierre) (p. 3032) ; Chinaud (Roger) (p. 3030).

Banques et établissements financiers : Bérégoz (Pierre) (p. 3032).

Concurrence : Bérégoz (Pierre) (p. 3032).

Concurrence internationale : Chinaud (Roger) (p. 3031).

Constitution (article 49-3) : Dailly (Etienne) (p. 3038).

Dépenses publiques : Bérégoz (Pierre) (p. 3033).

Dette publique : Bérégoz (Pierre) (p. 3032).

Economie (mixte) : Chinaud (Roger) (p. 3030) ; Loridant (Paul) (p. 3035).

Elections présidentielles : Bérégoz (Pierre) (p. 3034) ; Dailly (Etienne) (p. 3037 ; 3038) ; Loridant (Paul) (p. 3034) ; Virapoullé (Louis) (p. 3040).

Entreprises (financement) : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3033).

Entreprises publiques : *Chinaud (Roger)* (p. 3030).

Epargne : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3032).

Finances publiques : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3037) ; *Chinaud (Roger)* (p. 3031) ; *Dailly (Etienne)* (p. 3037) ; *Garcia (Jean)* (p. 3036).

Information : *Garcia (Jean)* (p. 3036).

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3040)

Art. unique (*Prorogation du délai prévu à l'article 4 de la loi n° 86-793 du 2 juillet 1986 autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social*) - Adopté (p. 3043).

Explications de vote sur l'article unique (p. 3040 ; 3043) : *Intervention de M. Pierre Bérégovoy, ministre des finances* ; *MM. Roger Chinaud, rapporteur général ; Etienne Dailly, Louis Virapoullé, Jean Garcia, Michel Moreigne.*

Scrutin public n° 14 (p. 3043).

Adoption (25 octobre 1990) (p. 3043).

Entreprises (fiscalité)

Voir *Fondations, 1*
Questions au Gouvernement n° 247

Entreprises (petites et moyennes) (PME)

Voir *Lois de finances, 1, Industrie et aménagement du territoire - III - Commerce et artisanat*
Travail, 3

Entreprises publiques

Voir *Rapports d'information, 8*

Environnement

Voir *Allocutions et communications, 7*
Gouvernement (déclarations), 2 ; 4
Lois de finances, 1, Services du Premier ministre - V - Environnement
Mer et littoral, 2
Questions au Gouvernement n° 222 ; n° 249
Questions orales sans débat n° 196 ; n° 205 ; n° 241
Rapports au règlement, 29
Rapports d'information, 3 ; 15 ; 32 ; 33
Traités et conventions, 8

1. - Projet de loi modifiant et complétant la loi n° 83-583 du 5 juillet 1983 réprimant la pollution de la mer par les hydrocarbures, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Jacques Mellick, ministre chargé de la mer (21 juin 1989) [n° 406 (88-89)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Jean-Pierre Tizon (11 octobre 1989) [n° 9 (89-90)] - Urgence - Discussion (5 avril 1990) - Adoption (5 avril 1990) [n° 73].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (5 avril 1990) [n° 1217 (9^e lég.)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Michel Pezet (26 avril 1990) [n° 1298 (9^e lég.)] - Discussion (17 mai 1990) - Adoption (17 mai 1990) [n° 286].

PROMULGATION : Loi n° 90-444 du 31 mai 1990 (J.O. Lois et décrets du 1^{er} juin 1990).

Discussion (première lecture)

(5 avril 1990) (p. 95, 104).

I - DISCUSSION GENERALE (p. 95, 101) : MM. Jacques Mellick, ministre chargé de la mer ; Jean-Pierre Tizon, rapporteur de la commission des lois ; Alphonse Arzel, Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. Jean-Luc Mélenchon, Louis de Catuelan.

Le présent projet de loi modifie et complète la loi n° 83-583 du 5 juillet 1983 réprimant la pollution de la mer par les hydrocarbures afin de poursuivre l'adaptation de notre droit interne à l'évolution du droit international en matière de pollution marine par les rejets de substances nocives ou nuisibles.

Convention Marpol : Bidard-Reydet (Danielle) (p. 99) ; Mélenchon (Jean-Luc) (p. 99) ; Mellick (Jacques) (p. 95) ; Tizon (Jean-Pierre) (p. 96, 97).

Environnement (coopération européenne) : Mellick (Jacques) (p. 95).

Fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures (FIPOL) : Arzel (Alphonse) (p. 98).

Hydrocarbures (rejet) : Arzel (Alphonse) (p. 97) ; Bidard-Reydet (Danielle) (p. 99) ; Tizon (Jean-Pierre) (p. 96, 97).

Hydrocarbures (transports) : Arzel (Alphonse) (p. 97) ; Bidard-Reydet (Danielle) (p. 99).

Infractions : Mélenchon (Jean-Luc) (p. 100) ; Tizon (Jean-Pierre) (p. 97).

Pavillons de complaisance : Bidard-Reydet (Danielle) (p. 99) ; Catuelan (Louis de) (p. 101) ; Mélenchon (Jean-Luc) (p. 100).

Police maritime : Arzel (Alphonse) (p. 98) ; Mélenchon (Jean-Luc) (p. 100) ; Mellick (Jacques) (p. 95).

Pollution (mer) : Bidard-Reydet (Danielle) (p. 98) ; Mellick (Jacques) (p. 95) ; Tizon (Jean-Pierre) (p. 96).

Pollution (mer) (droit international) : Arzel (Alphonse) (p. 97) ; Tizon (Jean-Pierre) (p. 96).

Transports maritimes : Arzel (Alphonse) (p. 97) ; Bidard-Reydet (Danielle) (p. 98) ; Catuelan (Louis de) (p. 101) ; Mélenchon (Jean-Luc) (p. 100).

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 101, 104) : MM. Jean-Pierre Tizon, rapporteur ; Jacques Mellick, ministre ; Jean-Luc Mélenchon, Jacques Larché, président de la commission des lois.

Art. 1^{er} (Modification de l'intitulé de la loi n° 83-583 du 5 juillet 1983 réprimant la pollution de la mer par les hydrocarbures) (p. 101).

Adopté : amendement n° 1 de la commission : rédactionnel (p. 101).

- L'article 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 101).

Art. 2 (Articles 4 bis et 4 ter de la loi n° 83-583 du 5 juillet 1983 : sanctions des infractions aux dispositions de la règle 5 de l'annexe II de la convention Marpol, relative aux rejets de substances liquides nocives transportées en vrac) - Adopté (p. 101).

Art. 3 (Article 5 de la loi précitée : sanction des infractions commises dans les eaux intérieures navigables) (p. 101).

Adopté : amendement n° 2 de la commission : sanction des infractions dérivées des annexes III et V de la convention Marpol et commises par les capitaines de navires français dans les voies navigables jusqu'aux limites de la navigation maritime (p. 102).

- L'article 3, dans la rédaction de l'amendement n° 2, est adopté (p. 102).

Art. 4 (Article 5 bis de la loi précitée : sanction des infractions aux dispositions de la règle 7 de l'annexe III de la convention Marpol, relative aux rejets de substances nuisibles transportées par mer en colis) - Adopté (p. 102).

Après l'art. 4 (p. 102).

Adopté : amendement n° 3 de la commission : sanction des infractions aux dispositions des règles 3, 4 et 5 de l'annexe V

de la convention Marpol, relative à la pollution par les ordures des navires (p. 102).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 102).

Art. 5 (Article 5 ter de la loi précitée : sanction du non-respect de l'obligation d'établir et de transmettre des rapports sur les événements entraînant ou pouvant entraîner le rejet de substances nuisibles) (p. 102).

Adopté : amendement n° 4 de la commission : extension de l'obligation d'établissement du rapport lorsque l'évènement entraînant le rejet de substances nuisibles est survenu dans les voies navigables jusqu'aux limites de la navigation maritime (p. 102).

– L'article 5, ainsi modifié, est adopté (p. 102).

Art. 6 (Article 7 de la loi précitée : sanction des infractions commises par des navires étrangers dans les eaux soumises à la juridiction française) (p. 102).

Adopté : amendement n° 5 de la commission : coordination avec l'article additionnel après l'article 4 (p. 102).

– L'article 6, ainsi modifié, est adopté (p. 102).

Après l'art. 6 (p. 102).

Adopté : amendement n° 9 de M. Jean-Luc Mélenchon : impossibilité pour certains responsables d'accidents d'échapper à une inculpation (p. 104).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 104).

Art. 7 (Article 11 de la loi précitée : personnes habilitées à constater les infractions ou à réunir des informations sur ces infractions) (p. 104).

Adopté : amendement n° 6 de la commission : coordination avec l'amendement n° 3 (p. 104).

– L'article 7, ainsi modifié, est adopté (p. 104).

Art. 8 (Application de la loi aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte) – Adopté (p. 104).

Art. 9 (Date d'entrée en vigueur du dispositif sanctionnant les infractions à la règle 7 de l'annexe III) (p. 104).

Adopté : amendement n° 8 de la commission : rédactionnel (p. 104).

– L'article 9, dans la rédaction de l'amendement n° 8, est adopté (p. 104).

Adoption (5 avril 1990) (p. 104).

2. – Proposition de loi relative aux pouvoirs des gardiens des parcs départementaux, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Charles Pasqua, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 22 décembre 1989) (23 décembre 1989) [n° 174 (89-90)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jacques Sourdille (5 décembre 1990) [n° 127 (90-91)] – Discussion (13 décembre 1990) – Adoption (13 décembre 1990) [n° 59].

NOUVEL INTITULE : « Proposition de loi relative à la police de la conservation des parcs et jardins départementaux ».

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (14 décembre 1990) [n° 1836 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des lois.

Discussion des conclusions du rapport

(13 décembre 1990) (p. 5072, 5075).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5072, 5074) : *MM. Jacques Sourdille, rapporteur de la commission ; Philippe Marchand, ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur ; Robert Pagès, Claude Estier.*

Conseils régionaux (présidents) : *Marchand (Philippe)* (p. 5073) ; *Sourdille (Jacques)* (p. 5073).

Environnement : *Estier (Claude)* (p. 5074) ; *Marchand (Philippe)* (p. 5073) ; *Pagès (Robert)* (p. 5074) ; *Sourdille (Jacques)* (p. 5073 ; 5075).

Infractions : *Estier (Claude)* (p. 5074) ; *Marchand (Philippe)* (p. 5073) ; *Sourdille (Jacques)* (p. 5073).

Paris : *Marchand (Philippe)* (p. 5073).

Police administrative : *Estier (Claude)* (p. 5074) ; *Marchand (Philippe)* (p. 5073).

Police administrative (domaine) : *Marchand (Philippe)* (p. 5073) ; *Sourdille (Jacques)* (p. 5073).

Police municipale : *Pagès (Robert)* (p. 5074) ; *Sourdille (Jacques)* (p. 5075).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5075) : *M. Jacques Sourdille, rapporteur.*

Art. 1^{er} (Police de la conservation des parcs et jardins départementaux) (p. 5075).

Parole sur l'article (p. 5075) : *M. Jacques Sourdille.*

– L'article 1^{er} est adopté (p. 5075).

Art. 2 (Pouvoirs du représentant de l'Etat dans le département sur les parcs et jardins départementaux) – Adopté (p. 5075).

Explication de vote sur l'ensemble (p. 5075) : *M. Robert Pagès.*

Adoption (13 décembre 1990) (p. 5075).

3. – Projet de loi relatif à la circulation des véhicules terrestres dans les espaces naturels et portant modification du code des communes, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Brice Lalonde, secrétaire d'Etat chargé de l'environnement (4 avril 1990) [n° 218 (89-90)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Philippe François (27 juin 1990) [n° 432 (89-90)] – Discussion (29 juin 1990) – Adoption (29 juin 1990) [n° 168].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (30 juin 1990) [n° 1576 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Jean-Pierre Baeumler (2 octobre 1990) [n° 1597 (9^e lég.)] – Discussion (2 octobre 1990) – Adoption (2 octobre 1990) [n° 372].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (3 octobre 1990) [n° 1 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Philippe François (10 octobre 1990) [n° 29 (90-91)] – Discussion (18 octobre 1990) – Adoption (18 octobre 1990) [n° 14].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (19 octobre 1990) [n° 1655 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Jean-Pierre Baeumler (14 novembre 1990) [n° 1702 (9^e lég.)] – Discussion (29 novembre 1990) – Adoption (29 novembre 1990) [n° 404].

TRANSMISSION AU SENAT (TROISIEME LECTURE) (30 novembre 1990) [n° 114 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires économiques.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Jean-Pierre Baeumler (4 décembre 1990) [n° 1780 (9^e lég.)] – Discussion (5 décembre 1990) – Adoption (5 décembre 1990) [n° 412].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Philippe François (4 décembre 1990) [n° 120 (90-91)] – Discussion (11 décembre 1990) – Rejet (11 décembre 1990) [n° 45].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (11 décembre 1990) [n° 1805 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Jean-Pierre Baeumler (12 décembre 1990) [n° 1829 (9^e lég.)] – Discussion (13 décembre 1990) – Adoption (13 décembre 1990) [n° 434].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (14 décembre 1990) [n° 176 (90-91)] – Renvoi à la commission des

affaires économiques – Rapport de M. Philippe François (18 décembre 1990) [n° 187 (90-91)] – Discussion (19 décembre 1990) – Adoption (19 décembre 1990) [n° 72].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (19 décembre 1990) [n° 1857 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Jean-Pierre Baeumler (19 décembre 1990) [n° 1858 (9^e lég.)] – Discussion (19 décembre 1990) – Adoption (19 décembre 1990) [n° 443].

PROMULGATION : Loi n° 91-2 du 3 janvier 1991 (J.O. Lois et décrets du 5 janvier 1991).

Discussion (première lecture)

(29 juin 1990) (p. 2313, 2333).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2313, 2324) : *MM. Brice Lalonde, secrétaire d'Etat chargé de l'environnement ; Philippe François, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Louis de Catuelan, Jacques Bellanger, Jacques Golliet, et les orateurs sur la motion.*

Association des maires de France : *Minetti (Louis)* (p. 2319).

Association des présidents de conseils généraux : *Minetti (Louis)* (p. 2319).

Associations sportives : *Golliet (Jacques)* (p. 2323).

Automobiles : *Catuelan (Louis de)* (p. 2321) ; *Lalonde (Brice)* (p. 2315).

Autoroutes : *Minetti (Louis)* (p. 2320).

Circulation routière : *François (Philippe)* (p. 2318) ; *Lalonde (Brice)* (p. 2315).

Clubs sportifs : *Bellanger (Jacques)* (p. 2323).

Code rural : *Catuelan (Louis de)* (p. 2321).

Collectivités territoriales : *Golliet (Jacques)* (p. 2323).

Communes : *Lalonde (Brice)* (p. 2323).

Cours d'eau, étangs et lacs : *François (Philippe)* (p. 2319).

Ecologie : *Bellanger (Jacques)* (p. 2322).

Elus locaux : *Bellanger (Jacques)* (p. 2322) ; *François (Philippe)* (p. 2318) ; *Lalonde (Brice)* (p. 2315).

Environnement : *Hamel (Emmanuel)* (p. 2320) ; *Minetti (Louis)* (p. 2320).

Fédérations sportives : *Bellanger (Jacques)* (p. 2322 ; 2323).

Gardes champêtres : *Lalonde (Brice)* (p. 2323).

Impôts locaux : *François (Philippe)* (p. 2319).

Loi (protection de la montagne) : *François (Philippe)* (p. 2318) ; *Lalonde (Brice)* (p. 2314 ; 2323).

Loisirs : *François (Philippe)* (p. 2317 ; 2318).

Maires : *Bellanger (Jacques)* (p. 2322) ; *Catuelan (Louis de)* (p. 2321) ; *François (Philippe)* (p. 2318) ; *Golliet (Jacques)* (p. 2323).

Montagne : *Bellanger (Jacques)* (p. 2322) ; *Golliet (Jacques)* (p. 2323) ; *Lalonde (Brice)* (p. 2314).

Motos : *François (Philippe)* (p. 2318) ; *Lalonde (Brice)* (p. 2314 ; 2315).

Nature (protection) : *Bellanger (Jacques)* (p. 2322) ; *François (Philippe)* (p. 2317 ; 2318) ; *Golliet (Jacques)* (p. 2323) ; *Lalonde (Brice)* (p. 2313 ; 2315).

Ordre public : *Bellanger (Jacques)* (p. 2322).

Parcs nationaux : *François (Philippe)* (p. 2318).

Parcs naturels régionaux : *François (Philippe)* (p. 2318).

Parlement : *Minetti (Louis)* (p. 2319).

Peines et amendes : *Bellanger (Jacques)* (p. 2322 ; 2323) ; *François (Philippe)* (p. 2318) ; *Golliet (Jacques)* (p. 2323) ; *Lalonde (Brice)* (p. 2314 ; 2315).

Pollutions et nuisances : *Bellanger (Jacques)* (p. 2322) ; *Catuelan (Louis de)* (p. 2321) ; *François (Philippe)* (p. 2318) ; *Golliet (Jacques)* (p. 2323) ; *Lalonde (Brice)* (p. 2314).

Préfets : *Bellanger (Jacques)* (p. 2322) ; *François (Philippe)* (p. 2318).

Sports (motorisés) : *Bellanger (Jacques)* (p. 2322).

Tourisme : *François (Philippe)* (p. 2318).

Train à grande vitesse (TGV) : *Minetti (Louis)* (p. 2320).

Unités touristiques nouvelles (UTN) : *François (Philippe)* (p. 2319).

Véhicules à moteur : *Bellanger (Jacques)* (p. 2322) ; *François (Philippe)* (p. 2318) ; *Lalonde (Brice)* (p. 2313 ; 2314).

Véhicules tout terrain : *Bellanger (Jacques)* (p. 2322) ; *Golliet (Jacques)* (p. 2323) ; *Lalonde (Brice)* (p. 2314).

Voirie : *Bellanger (Jacques)* (p. 2322) ; *Catuelan (Louis de)* (p. 2321) ; *François (Philippe)* (p. 2319) ; *Lalonde (Brice)* (p. 2323).

Motion n° 22 de M. Louis Minetti tendant au renvoi du projet de loi à la commission des affaires économiques (p. 2319) – *MM. Louis Minetti, Emmanuel Hamel, Philippe François, rapporteur ; Brice Lalonde secrétaire d'Etat.*

Rejet de la motion (p. 2321, scrutin public n° 189).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2324, 2333) : *MM. Philippe François, rapporteur ; Brice Lalonde, secrétaire d'Etat ; Louis de Catuelan, Jean Simonin, Emmanuel Hamel, Jacques Bellanger, Jacques Golliet.*

Art. 1^{er} (Interdiction de circulation en dehors des voies et chemins) (p. 2324).

Adoptés : amendements de la commission, n° 1 : précision relative à la protection des espaces naturels (p. 2324) – Et rédactionnel n° 2 (p. 2324).

Rejeté : amendement n° 14 de M. Louis de Catuelan : modalités d'ouverture à la circulation publique dans les chemins ruraux et les voies privées des véhicules à moteur (p. 2324).

Retiré : amendement n° 20 de la commission : modalités de circulation des véhicules à moteur dans les parcs naturels régionaux et dans les zones périphériques des parcs nationaux (p. 2329 ; précédemment réservé p. 2324).

– L'article 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 2329 ; précédemment réservé p. 2324).

Art. 2 (Exception au principe d'interdiction) (p. 2325).

Adoptés : amendements de la commission, n° 3 : rédactionnel (p. 2329 ; précédemment réservé p. 2325) – Et n° 5 : distinction entre l'autorisation d'ouverture de terrains de sports motorisés de celle des épreuves de compétition (p. 2329 ; précédemment réservé p. 2325).

Retiré : amendement n° 15 de M. Louis de Catuelan (p. 2329 ; précédemment réservé p. 2325).

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 2329 ; précédemment réservé p. 2325).

Après l'art. 2 (p. 2325).

Adopté : amendement de la commission n° 6 : interdiction d'utiliser à des fins de loisir les engins motorisés adaptés à la progression sur neige (p. 2325).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2325).

Art. 3 (Pouvoirs de police du maire) (p. 2326).

Adopté : amendement n° 7 de la commission : absence d'application des dispositions de cet article aux seuls véhicules utilisés pour assurer les missions de service public (p. 2327).

Rejetés : amendements de M. Louis de Catuelan, n° 16 : possibilité pour le maire d'interdire par arrêté l'accès de certaines voies ou de certaines portions de voies (p. 2326) – N° 17 : possibilité pour le maire d'interdire par arrêté l'accès de toutes ou

de certaines portions de voies (p. 2326) – Et n° 18 : possibilité pour le maire d'interdire l'accès de certaines voies à certaines catégories de véhicules (p. 2327).

Devenu sans objet : amendement n° 19 de M. Louis de Catuelan : charge des dégâts occasionnés par les véhicules utilisés pour assurer les missions de service public (p. 2327).

– L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 2327).

Art. 4 (Pouvoirs de police du représentant de l'Etat dans le département) (p. 2327).

Rejeté : amendement de suppression n° 8 de la commission (p. 2328).

– L'article 4 est adopté (p. 2328).

Après l'art. 4 (Plan départemental des itinéraires de randonnée motorisée) (p. 2330).

Adoptés : amendement n° 9 de la commission : établissement par le département d'un plan départemental des itinéraires de randonnée motorisée (p. 2331) ; sous-amendement n° 24 de M. Jean Simonin (p. 2331).

Devenu sans objet : sur l'amendement précité n° 9 de la commission, sous-amendement n° 23 du Gouvernement (p. 2331).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2331).

Art. 5 (Constataion des infractions) (p. 2331).

Adopté : amendement de coordination n° 10 de la commission (p. 2331).

– L'article 5, ainsi modifié, est adopté (p. 2331).

Art. 6 (Transmission des procès-verbaux) – Adopté (p. 2331).

Art. 7 (Mise en fourrière des véhicules) – Adopté (p. 2331).

Art. 8 (Immobilisation des véhicules) – Adopté (p. 2331).

Après l'art. 8 (Dispositions relatives à la publicité) (p. 2331).

Adoptés : amendements de la commission, n° 12 : interdiction de toute forme de publicité directe ou indirecte présentant un véhicule en situation d'infraction aux dispositions de la présente loi (p. 2332) – N° 13 : autorisation pour les associations agréées de défense de l'environnement à se constituer partie civile lorsqu'une infraction a été commise en matière de circulation dans les espaces naturels (p. 2332) – Et n° 21 : fixation en tant que de besoin par décret en conseil d'Etat des modalités d'application de la présente loi (p. 2332).

– Trois articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 2332).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2332, 2333) : MM. Jean Simonin, Louis de Catuelan, Jacques Bellanger, Ernest Cartigny, Emmanuel Hamel.

Adoption (29 juin 1990) (p. 2333).

Discussion (deuxième lecture)

(18 octobre 1990) (p. 2912, 2922).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2912, 2915) : MM. Brice Lalonde, secrétaire d'Etat chargé de l'environnement ; Philippe François, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Jacques Bellanger, Henri Goetschy, Jean Garcia.

Alsace (région) : Goetschy (Henri) (p. 2914).

Circulation routière : Lalonde (Brice) (p. 2913).

Ecologie : Garcia (Jean) (p. 2914).

Environnement : Bellanger (Jacques) (p. 2913).

Forêts (incendies) : Garcia (Jean) (p. 2914).

Gardes champêtres : Bellanger (Jacques) (p. 2914) ; François (Philippe) (p. 2913) ; Goetschy (Henri) (p. 2914).

Maires : Bellanger (Jacques) (p. 2914) ; François (Philippe) (p. 2913).

Montagne : Garcia (Jean) (p. 2914).

Moselle : Goetschy (Henri) (p. 2914).

Nature (protection) : Bellanger (Jacques) (p. 2913) ; Garcia (Jean) (p. 2914 ; 2915).

Parcs naturels régionaux : François (Philippe) (p. 2913) ; Garcia (Jean) (p. 2914).

Préfets : François (Philippe) (p. 2913).

Publicité : François (Philippe) (p. 2913).

Véhicules à moteur : Garcia (Jean) (p. 2914).

Véhicules tout terrain : Lalonde (Brice) (p. 2913).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2915, 2922) : MM. Philippe François, rapporteur ; Brice Lalonde, secrétaire d'Etat ; Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. Jean Garcia, Jean Boyer, Henri de Raincourt, Henri Goetschy, Jacques Bellanger, Etienne Dailly.

Art. 1^{er} (p. 2915).

Adoptés : amendements de la commission, rédactionnel n° 1 (p. 2915) – Et n° 2 : suppression de l'obligation pour les chartes constitutives des parcs naturels régionaux de réglementer la circulation des véhicules à moteur sur les voies et chemins des communes adhérentes du parc (p. 2915).

– L'article 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 2915).

Art. 2 (p. 2916).

Rejeté : amendement n° 14 de Mme Danielle Bidard-Reydet, soutenu par M. Jean Garcia : interdiction de pratiquer des sports motorisés dans les zones bénéficiant de protection légale (p. 2916).

– L'article 2 est adopté (p. 2916).

Art. 2 bis (p. 2916).

Rejeté : amendement n° 18 du Gouvernement : modalités d'utilisation d'engins motorisés conçus pour la progression sur neige (p. 2917).

– L'article 2 bis est adopté (p. 2917).

Art. 3 (p. 2917).

Adoptés : amendements de la commission, n° 3, n° 4 et n° 5 : modalités de l'interdiction de l'accès de certaines voies ou de certains secteurs de la commune à certaines catégories de véhicules (p. 2917) – Et n° 6 : application des dispositions relatives à l'interdiction d'accès à certaines voies aux véhicules professionnels (p. 2917).

– L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 2917).

Art. 4 (p. 2917).

Adoptés : amendements de coordination de la commission, n° 7, n° 8, n° 9 et n° 10 (p. 2918).

– L'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 2918).

Art. 4 bis (p. 2918).

Adopté : amendement de coordination n° 11 de la commission (p. 2919).

Rejetés : amendements de Mme Danielle Bidard-Reydet, soutenus par M. Jean Garcia, n° 15 : établissement d'un plan départemental des itinéraires de randonnées motorisées (p. 2918) – Et n° 16 : renforcement de l'obligation pour les randonneurs motorisés d'emprunter les itinéraires inscrits dans le plan départemental (p. 2919).

Retiré : amendement n° 13 de M. Jean Boyer, soutenu par M. Henri de Raincourt : établissement par le département d'un plan départemental des itinéraires de randonnées motorisées (p. 2919).

– L'article 4 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 2919).

Art. 5 bis (Gardes champêtres intercommunaux) (p. 2919).

Adoptés : amendement n° 12 de M. Henri Goetschy : possibilité pour un groupement de collectivités d'avoir en commun un

ou plusieurs gardes champêtres compétents sur l'ensemble du territoire des communes constituant ce groupement (p. 2921); sous-amendement n° 17 de M. Jacques Bellanger (p. 2921).

- L'article 5 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 2921).

Art. 11 (p. 2921) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

- La suppression de l'article 11 est maintenue (p. 2921).

Adoption (18 octobre 1990) (p. 2922).

Discussion (commission mixte paritaire)

(11 décembre 1990) (p. 4950, 4952).

I - DISCUSSION GENERALE (p. 4950, 4951): *MM. Philippe François, rapporteur de la commission mixte paritaire; Brice Lalonde, ministre chargé de l'environnement.*

Communes (gardes-champêtres): *François (Philippe)* (p. 4950; 4551); *Lalonde (Brice)* (p. 4951).

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4951, 4952)

Art. 1^{er}, 2^{ter} et 3 (p. 4951).

Art. 4 (p. 4952).

Art. 5 bis (p. 4952).

Amendement de suppression n° 1 du Gouvernement (p. 4952).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 4952): *MM. Jacques Bellanger, Alain Pluchet, Louis de Catuelan, Félix Leyzour.*

Rejet (11 décembre 1990) (p. 4952).

Discussion (nouvelle lecture)

(19 décembre 1990) (p. 5335, 5337).

I - DISCUSSION GENERALE (p. 5335): *MM. Philippe François, rapporteur de la commission des affaires économiques; Brice Lalonde, ministre chargé de l'environnement.*

Commissions mixtes paritaires (CMP): *François (Philippe)* (p. 5335); *Lalonde (Brice)* (p. 5335).

Gardes champêtres: *François (Philippe)* (p. 5335); *Lalonde (Brice)* (p. 5335).

Maires: *François (Philippe)* (p. 5335); *Lalonde (Brice)* (p. 5335).

Parcs naturels régionaux: *François (Philippe)* (p. 5335).

Véhicules à moteur: *François (Philippe)* (p. 5335).

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5335, 5337): *MM. Philippe François, rapporteur; Brice Lalonde, ministre; Louis Jung.*

Art. 1^{er} (p. 5335).

Adopté: amendement n° 1 de la commission: rétablissement du texte adopté par la CMP (p. 5336).

- L'article 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 5336).

Art. 2^{ter} - Adopté (p. 5336).

Art. 3 (p. 5336).

Adopté: amendement n° 2 de la commission: rétablissement du texte adopté par la CMP (p. 5336).

- L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 5336).

Art. 4 (p. 5336).

Adopté: amendement de coordination n° 3 de la commission (p. 5336).

- L'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 5336).

Art. 5 bis - Supprimé par l'Assemblée nationale (p. 5337).

Adopté: amendement de rétablissement n° 5 de M. Henri Goetschy, soutenu par M. Louis Jung (p. 5337).

- L'article 5 bis, dans la rédaction de l'amendement n° 5, est rétabli (p. 5337).

Explication de vote sur l'ensemble (p. 5337): *M. Jacques Bellanger.*

Adoption (19 décembre 1990) (p. 5337).

4. - Proposition de loi visant à développer l'utilisation des plastiques biodégradables, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Roland du Luart, sénateur, et plusieurs de ses collègues (27 avril 1990) [n° 269 (89-90)] - Renvoi à la commission des affaires économiques.

5. - Proposition de loi relative à l'aménagement des navires pour renforcer la prévention en matière de pollution, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Louis Minetti, sénateur, et plusieurs de ses collègues (19 juin 1990) [n° 393 (89-90)] - Renvoi à la commission des affaires économiques.

6. - Projet de loi portant création de l'Agence de l'environnement et des économies d'énergie, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Roger Fauroux, ministre de l'industrie et par M. Brice Lalonde, ministre délégué à l'environnement (4 octobre 1990) [n° 6 (90-91)] - Renvoi à la commission des affaires économiques - Rapport de M. Michel Souplet (8 novembre 1990) [n° 73 (90-91)] - Urgence - Discussion (15 novembre 1990) - Adoption (15 novembre 1990) [n° 36].

NOUVEL INTITULE: « **Projet de loi portant création de l'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie.** »

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (16 novembre 1990) [n° 1710 (9^e lég.)] - Renvoi à la commission de la production - Rapport de Mme Huguette Bouchardeau (22 novembre 1990) [n° 1730 (9^e lég.)] - Discussion (29 novembre 1990) - Adoption (29 novembre 1990) [n° 405].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (30 novembre 1990) [n° 115 (90-91)] - Renvoi à la commission des affaires économiques.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE); rapport de Mme Huguette Bouchardeau (4 décembre 1990) [n° 1781 (9^e lég.)] - Discussion (5 décembre 1990) - Adoption (5 décembre 1990) [n° 413].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT); rapport de M. Michel Souplet (4 décembre 1990) [n° 121 (90-91)] - Discussion (11 décembre 1990) - Adoption (11 décembre 1990) [n° 46].

PROMULGATION: Loi n° 90-1130 du 19 décembre 1990 (*J.O.* Lois et décrets du 22 décembre 1990).

Discussion (première lecture)

(15 novembre 1990) (p. 3439, 3446; 3472, 3490).

I - DISCUSSION GENERALE (p. 3439, 3446; 3472, 3479): *MM. Roger Fauroux, ministre de l'industrie; Brice Lalonde, ministre de l'environnement; Michel Souplet, rapporteur de la commission des affaires économiques; Roland Grimaldi, Franck Sérusclat, Louis Virapoullé, André Rouvière, Mme Danielle Bidard-Reydet, M. Jean Boyer.*

Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie: voir Agence de l'environnement et des économies d'énergie.

Agence de l'environnement et des économies d'énergie: *Boyer (Jean)* (p. 3476; 3477); *Grimaldi (Roland)* (p. 3446); *Lalonde (Brice)* (p. 3477).

Agence de l'environnement et des économies d'énergie (autorité de tutelle, siège, organisation): *Lalonde (Brice)* (p. 3443); *Souplet (Michel)* (p. 3444).

Agence de l'environnement et des économies d'énergie (personnel): *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 3475); *Lalonde (Brice)* (p. 3477).

Agence française pour la maîtrise de l'énergie (AFME): *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 3475); *Boyer (Jean)* (p. 3476; 3477); *Fauroux (Roger)* (p. 3439); *Grimaldi (Roland)* (p. 3445; 3446); *Lalonde (Brice)* (p. 3477); *Souplet (Michel)* (p. 3444); *Virapoullé (Louis)* (p. 3476).

Agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets (ANRED) : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 3475) ; *Boyer (Jean)* (p. 3476 ; 3477) ; *Fauroux (Roger)* (p. 3439) ; *Lalonde (Brice)* (p. 3477) ; *Souplet (Michel)* (p. 3443 ; 3444) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 3476).

Agence pour la qualité de l'air (AQA) : *Fauroux (Roger)* (p. 3439) ; *Lalonde (Brice)* (p. 3477) ; *Souplet (Michel)* (p. 3443 ; 3444).

Agences de bassin : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 3475) ; *Boyer (Jean)* (p. 3477) ; *Lalonde (Brice)* (p. 3441 ; 3478) ; *Rouvière (André)* (p. 3474) ; *Souplet (Michel)* (p. 3444).

Automobiles : *Lalonde (Brice)* (p. 3478) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 3473).

Bruit : *Lalonde (Brice)* (p. 3441).

Circulation routière : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 3475) ; *Lalonde (Brice)* (p. 3478) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 3473).

Collectivités territoriales : *Lalonde (Brice)* (p. 3477).

Commissariat à l'énergie atomique (CEA) : *Lalonde (Brice)* (p. 3478).

Décharges : *Lalonde (Brice)* (p. 3478) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 3476).

Déchets : *Fauroux (Roger)* (p. 3440) ; *Lalonde (Brice)* (p. 3441) ; *Souplet (Michel)* (p. 3444) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 3476).

Déchets industriels : *Fauroux (Roger)* (p. 3440).

Déductions fiscales : *Fauroux (Roger)* (p. 3440).

Directives communautaires : *Rouvière (André)* (p. 3474).

Eau : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 3475) ; *Boyer (Jean)* (p. 3477) ; *Lalonde (Brice)* (p. 3441 ; 3478) ; *Rouvière (André)* (p. 3474) ; *Souplet (Michel)* (p. 3444).

Ecologie : *Fauroux (Roger)* (p. 3439) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 3445) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 3472).

Energie : *Souplet (Michel)* (p. 3443).

Energie (économies) : *Fauroux (Roger)* (p. 3440) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 3446) ; *Lalonde (Brice)* (p. 3441) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 3473) ; *Souplet (Michel)* (p. 3444).

Energies nouvelles et renouvelables : *Fauroux (Roger)* (p. 3440).

Environnement (ministère) : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 3475) ; *Lalonde (Brice)* (p. 3441).

Nord-Pas-de-Calais (région) : *Grimaldi (Roland)* (p. 3445).

Ordures ménagères : *Fauroux (Roger)* (p. 3440) ; *Lalonde (Brice)* (p. 3477).

Pollution (air) : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 3475) ; *Fauroux (Roger)* (p. 3440) ; *Lalonde (Brice)* (p. 3441) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 3473 ; 3474) ; *Souplet (Michel)* (p. 3444).

Pollutions et nuisances : *Lalonde (Brice)* (p. 3478) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 3476).

Pollutions industrielles : *Lalonde (Brice)* (p. 3441) ; *Rouvière (André)* (p. 3474) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 3474).

Réunion (Ile) : *Virapoullé (Louis)* (p. 3476).

Taxes parafiscales : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 3475) ; *Boyer (Jean)* (p. 3477) ; *Lalonde (Brice)* (p. 3477 ; 3478) ; *Souplet (Michel)* (p. 3444).

Transport de marchandises : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 3475) ; *Lalonde (Brice)* (p. 3478) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 3473).

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3479, 3489) : *MM. Michel Souplet, rapporteur* ; *Roland Grimaldi, Brice Lalonde, ministre* ; *Pierre Dumas, Philippe François, Louis Moinard, Louis Virapoullé, Franck Sérusclat, Mme Danielle Bidard-Reydet, M. Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance.*

Art. 1^{er} (*Création d'un établissement public à caractère industriel et commercial dénommé agence de l'environnement et des économies d'énergie*) (p. 3479).

Adoptés : amendement n° 8 de M. Roland Grimaldi : modification de l'appellation : agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (p. 3479) – Amendement n° 2 de la commission : compétences et organisation interne de l'agence (p. 3480) ; sous-amendements de M. Pierre Dumas, soutenus par M. Philippe François, n° 19 : incitation à la limitation de la production de déchets – Et n° 20 : délégations techniques (p. 3480).

Rejeté : sur l'amendement n° 2 de la commission, sous-amendement n° 34 du Gouvernement (p. 3481).

Retiré : amendement n° 1 de la commission : modification de l'appellation : agence de l'environnement et de l'énergie (p. 3479).

Devenus sans objet : amendement n° 28 de M. Louis Moinard, soutenu par M. Louis Virapoullé : compétences et organisation interne de l'agence (p. 3480) – Amendement n° 9 de M. Roland Grimaldi : développement des énergies renouvelables, notamment d'origine végétale (p. 3481).

– L'article 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 3481).

Après l'art. 1^{er} (p. 3481).

Adopté : amendement n° 10 de M. Roland Grimaldi : délégations régionales de l'agence (p. 3482).

Retiré : amendement n° 21 de M. Pierre Dumas, soutenu par M. Philippe François : conseil d'orientation de l'agence (p. 3483).

Devenus sans objet : amendements sur le même objet, n° 24 de M. Pierre Dumas, soutenu par M. Philippe François et n° 26 de Mme Danielle Bidard-Reydet : délégations régionales de l'agence.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3482).

Art. 2 (*Composition du conseil d'administration de l'agence*) (p. 3486).

Adopté : amendement n° 3 de la commission : modification de la composition (p. 3487) ; sous-amendements n° 33 de M. Philippe François et n° 13 et n° 14 de M. Roland Grimaldi (p. 3487).

Retirés : amendements de M. Roland Grimaldi, n° 11 de coordination et n° 15 : représentation des associations (p. 3486).

Devenu sans objet : amendement n° 12 de M. Roland Grimaldi : modification de la composition (p. 3487).

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 3487).

Après l'art. 2 (p. 3482).

Adoptés : amendement n° 4 de la commission : commission de surveillance de l'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (p. 3485) ; sous-amendement n° 30 de M. Louis Moinard, soutenu par M. Louis Virapoullé (p. 3485).

Rejetés : sur l'amendement n° 4 de la commission, sous-amendement n° 27 de Mme Danielle Bidard-Reydet : représentation parlementaire de la commission de surveillance : principe de pluralisme (p. 3485) ; sous-amendement n° 31 de M. Louis Moinard, soutenu par M. Louis Virapoullé (p. 3485).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3485 ; priorité ordonnée p. 3483).

Art. 3 (*Ressources financières de l'agence*) (p. 3487).

Retiré : amendement n° 23 de M. Pierre Dumas, soutenu par M. Philippe François : moyens financiers des délégations techniques (p. 3489).

– L'article 3 est adopté (p. 3489).

Art. 4 (*Suppression de l'agence pour la qualité de l'air, AQA, de l'agence française pour la maîtrise de l'énergie, AFME et de l'agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets, ANRED*) (p. 3490).

Adopté : amendement de coordination n° 16 de M. Roland Grimaldi (p. 3488).

Retirés : amendement n° 25 de M. Pierre Dumas : dévolution des biens de ces agences aux délégations techniques de l'agence de l'environnement et de l'énergie (p. 3488) – Amendement n° 32 de M. Louis Moinard, soutenu par M. Louis Virapoullé : avenir des sièges des agences dissoutes sous forme d'établissement de l'agence française de l'environnement (p. 3489).

– L'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 3489 ; priorité ordonnée p. 3488).

Art. 5 (Harmonisation législative) (p. 3489).

Adopté : amendement de coordination n° 17 de M. Roland Grimaldi (p. 3489).

Art. 6 (Décret d'application en Conseil d'Etat) – Adopté (p. 3489).

Intitulé (p. 3489).

Adopté : amendement n° 18 de M. Roland Grimaldi : projet de loi portant création de l'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (p. 3489).

– L'intitulé du projet de loi, dans la rédaction de l'amendement n° 18, est adopté (p. 3489).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 3489, 3490) : *MM. Michel Souplet, rapporteur ; Philippe François, Ernest Cartigny, Roland Grimaldi, Mme Danielle Bidard-Reydet.*

Adoption (15 novembre 1990) (p. 3490).

Discussion (commission mixte paritaire)

(11 décembre 1990) (p. 4952, 4954).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 4952, 4953) : *MM. Michel Souplet, rapporteur de la commission mixte paritaire ; Brice Lalonde, ministre chargé de l'environnement.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4953, 4954)

Art. 1^{er}, 1^{er} bis, 2 et 2 bis A (p. 4953).

Art. 2 bis, 3, 5 bis et 6 (p. 4954).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 4954) : *MM. Roland Grimaldi, Félix Leyzour, Alain Pluchet, Ernest Cartigny, Daniel Hoeffel.*

Adoption (11 décembre 1990) (p. 4954).

Epargne

Voir *Lois de finances, 1*

Equateur

Voir *Traités et conventions, 1*

Equipement

Voir *Questions orales sans débat n° 171 ; n° 222 ; n° 238*

Espace

Voir *Lois de finances, 1, Postes, télécommunications et espace ; Recherche et technologie*

Espagne

Voir *Traités et conventions, 12*

Essonne (département)

Voir *Questions au Gouvernement n° 270*
Questions orales sans débat n° 156

Etablissements d'enseignement

Voir *Questions au Gouvernement n° 254*

Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure

Voir *Action sanitaire et sociale, 2*

Etablissements pénitentiaires

Voir *Questions au Gouvernement n° 233*

Etablissements publics

Voir *Lois de finances, 1, Postes, télécommunications et espace*
Secteur public, 1

1. – **Proposition de loi relative à l'autonomie et à la décentralisation des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel, PRESENTÉE AU SENAT**, par M. Daniel Hoeffel, sénateur, et plusieurs de ses collègues (26 avril 1990) [n° 266 (89-90)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

Etablissements publics industriels et commerciaux (EPIC)

Voir *Marchés publics, 1*

Etablissements sociaux et médico-sociaux

Voir *Questions au Gouvernement n° 229*

1. – **Projet de loi relatif aux conditions de fixation des prix des prestations fournies par certains établissements assurant l'hébergement des personnes âgées, PRESENTÉ A L'ASSEMBLEE NATIONALE**, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie (8 novembre 1989) [n° 983 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Marcel Garrouste (11 avril 1990) [n° 1226 (9^e lég.)] – Discussion (18 avril 1990) – Adoption (18 avril 1990) [n° 270].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (19 avril 1990) [n° 248 (89-90)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Bernard Seillier (9 mai 1990) [n° 283 (89-90)] – Discussion (18 mai 1990) – Adoption (18 mai 1990) [n° 106].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (18 mai 1990) [n° 1365 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Marcel Garrouste (7 juin 1990) [n° 1421 (9^e lég.)] – Discussion (12 juin 1990) – Adoption (12 juin 1990) [n° 315].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (12 juin 1990) [n° 374 (89-90)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Bernard Seillier (20 juin 1990) [n° 402 (89-90)] – Discussion (21 juin 1990) – Adoption (21 juin 1990) [n° 136].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (TROISIEME LECTURE) (22 juin 1990) [n° 1504 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Marcel Garrouste (27 juin 1990) [n° 1527].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Jean-Pierre Fourcade (27 juin 1990) [n° 428 (89-90)] – Echec.

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (22 juin 1990) [n° 1504 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Marcel Garrouste (27 juin 1990) [n° 1532 (9^e lég.)] – Discussion (28 juin 1990) – Adoption (28 juin 1990) [n° 356].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (28 juin 1990) [n° 448 (89-90)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Bernard Seillier (28 juin

1990) [n° 449 (89-90)] – Discussion (29 juin 1990) – Adoption (29 juin 1990) [n° 163].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (29 juin 1990) [n° 1565 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Marcel Garrouste (29 juin 1990) [n° 1566 (9^e lég.)] – Discussion (29 juin 1990) – Adoption (29 juin 1990) [n° 364].

PROMULGATION : Loi n° 90-600 du 6 juillet 1990 (J.O. Lois et décrets du 12 juillet 1990).

Discussion (première lecture)

(18 mai 1990) (p. 974, 987).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 974, 980) : *Mme Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat, chargé de la consommation ; M. Bernard Seillier, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Mme Nelly Rodi, MM. Alain Gérard, Marc Boeuf, Jean-Jacques Robert, Jean Madelain, Robert Vizet.*

Ce projet de loi a pour objet de définir le cadre juridique des relations entre des personnes âgées et certains établissements d'hébergement et de déterminer les modalités de fixation des prix des prestations offertes par ces établissements.

Contrat d'hébergement : *Boeuf (Marc)* (p. 977) ; *Gérard (Alain)* (p. 976) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 974 ; 979) ; *Robert (Jean-Jacques)* (p. 977) ; *Rodi (Nelly)* (p. 976) ; *Seillier (Bernard)* (p. 975) ; *Vizet (Robert)* (p. 979).

Etablissements sociaux et médico-sociaux : *Madelain (Jean)* (p. 978) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 979 ; 980) ; *Robert (Jean-Jacques)* (p. 977).

Etablissements sociaux et médico-sociaux (données chiffrées) : *Seillier (Bernard)* (p. 975).

Etablissements sociaux et médico-sociaux (tarifs) : *Boeuf (Marc)* (p. 977) ; *Gérard (Alain)* (p. 976) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 974 ; 980) ; *Rodi (Nelly)* (p. 976) ; *Seillier (Bernard)* (p. 975 ; 976) ; *Vizet (Robert)* (p. 979).

Maisons de retraite : Voir Etablissements sociaux et médico-sociaux.

Personnes âgées (maintien à domicile) : *Gérard (Alain)* (p. 976) ; *Madelain (Jean)* (p. 978) ; *Vizet (Robert)* (p. 979).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 980, 987) : *MM. Robert Vizet, Bernard Seillier, rapporteur ; Mme Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat ; MM. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission ; Marc Boeuf, Jean-Jacques Robert, Alain Gérard.*

Art. 1^{er} (*Obligation d'un contrat écrit dans certains établissements hébergeant des personnes âgées*) (p. 980).

Adoptés : amendement n° 1 de la commission : simplification des modalités prévues pour la signature du contrat (p. 981) – Et n° 2 : coordination (p. 981).

Rejeté : amendement n° 11 de M. Robert Vizet : renforcement du rôle du conseil d'établissement (p. 981).

– L'article 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 981).

Art. 2 (*Durée et contenu du contrat*) (p. 981).

Adoptés : amendements de la commission, n° 3 : rédactionnel (p. 981) – Et n° 4 : coordination (p. 981).

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 981).

Art. 3 (*Modalités de fixation des prix*) (p. 981).

Parole sur l'article (p. 983, 984) : *MM. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission ; Marc Boeuf, Jean-Jacques Robert, Mme Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat* – Principe de la liberté des prix.

Adoptés : amendements de la commission, n° 5 : principe de la liberté des prix (p. 982) – Et n° 6 : dispositif en vue d'empêcher des hausses abusives des prix (p. 984).

Devenus sans objet : amendements de M. Robert Vizet, n° 12 : rôle du conseil d'établissement en matière de fixation des prix

(p. 982) – Et n° 13 : protection des résidents d'une maison de retraite contre des augmentations tarifaires annuelles (p. 984).

– L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 984).

Art. 4 (*Exception au principe de fixation du pourcentage d'augmentation des prix*) (p. 984).

Adopté : amendement n° 7 de la commission : suppression de l'article (p. 985).

Devenu sans objet : amendement n° 14 de M. Robert Vizet : pouvoir décisionnaire en matière d'amélioration des prestations reconnu au conseil d'établissement (p. 985).

– L'article 4 est supprimé (p. 985).

Art. 5 (*Dispositions transitoires*) (p. 985).

Adoptés : amendements de coordination de la commission, n° 8 et n° 9 (p. 985).

Rejeté : amendement n° 15 de M. Robert Vizet : intervention du conseil d'établissement dans la procédure d'hébergement (p. 985).

– L'article 5, ainsi modifié, est adopté (p. 985).

Art. 6 (*Constatation des infractions*) – Adopté (p. 985).

Après l'art. 6 (p. 986).

Adopté : amendement n° 16 de la commission : fixation du plafond de la prise en charge d'une personne admise au titre de l'aide sociale (p. 986 ; précédemment réservé p. 981).

Retiré : amendement n° 10 de M. Jean Chérioux, soutenu par M. Alain Gérard : même objet que l'amendement n° 16 de la commission (p. 986 ; précédemment réservé p. 981).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 986).

Seconde délibération – Ordonnée en application de l'article 43 alinéa 4 du règlement, à la demande de la commission des affaires sociales (p. 986).

Art. 3 (p. 986).

Adopté : amendement n° 1 de la commission : principe de la liberté des prix (p. 986).

– L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 986).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 987) : *MM. Robert Vizet, Marc Boeuf, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission.*

Adoption (18 mai 1990) (p. 987).

Discussion (deuxième lecture)

(21 juin 1990) (p. 1968, 1971).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1968, 1969) : *Mme Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat chargé de la consommation ; MM. Bernard Seillier, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Claude Estier.*

Déconcentration : *Seillier (Bernard)* (p. 1969).

Etablissements sociaux et médico-sociaux (gestion) : *Seillier (Bernard)* (p. 1969).

Etablissements sociaux et médico-sociaux (tarifs) : *Neiertz (Véronique)* (p. 1968) ; *Seillier (Bernard)* (p. 1968 ; 1969).

Personnes âgées (protection) : *Estier (Claude)* (p. 1969) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 1969).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1969, 1971) : *M. Bernard Seillier, rapporteur ; Mme Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat ; MM. Claude Estier, Jean-Luc Bécart.*

Art. 1^{er} – Adopté (p. 1969).

Art. 2 (p. 1969).

Adopté : amendement n° 1 de la commission : impossibilité pour le préposé de l'établissement de signer un avenant au contrat (p. 1970).

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 1970).

Art. 3 (p. 1970).

Adoptés : amendements de la commission, n° 2 : rétablissement de la rédaction adoptée en première lecture par le Sénat relative au dispositif de surveillance des prix (p. 1970) – Et n° 3 : application du droit commun en cas de contentieux (p. 1970).

– L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 1970).

Art. 4 (p. 1970).

Adopté : amendement n° 4 de la commission : suppression de cet article (p. 1970).

– L'article 4 est supprimé (p. 1970).

Art. 5 (p. 1970).

Adopté : amendement n° 5 de la commission : coordination avec l'amendement de suppression de l'article 4 (p. 1971).

– L'article 5, ainsi modifié, est adopté (p. 1971).

Art. 7 (p. 1971).

Adopté : amendement n° 6 de la commission : détermination des modalités et du plafond de la prise en charge par le règlement départemental d'aide sociale (p. 1971).

– L'article 7, ainsi modifié, est adopté (p. 1971).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1971) : *MM. Claude Estier, Jean-Luc Bécart.*

Adoption (21 juin 1990) (p. 1971).

Discussion (nouvelle lecture)

(29 juin 1990) (p. 2298, 2300).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2298) : *Mme Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat chargé de la consommation ; M. Bernard Seillier, rapporteur de la commission des affaires sociales.*

Abus de position dominante : *Seillier (Bernard)* (p. 2298).

Commissions mixtes paritaires (CMP) : *Neiertz (Véronique)* (p. 2298).

Départements : *Neiertz (Véronique)* (p. 2298) ; *Seillier (Bernard)* (p. 2298).

Personnes âgées : *Neiertz (Véronique)* (p. 2298).

Personnes âgées (hospitalisation) : *Seillier (Bernard)* (p. 2298).

Préfets : *Neiertz (Véronique)* (p. 2298) ; *Seillier (Bernard)* (p. 2298).

Prix : *Neiertz (Véronique)* (p. 2298) ; *Seillier (Bernard)* (p. 2298).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2298, 2300) : *M. Bernard Seillier, rapporteur ; Mme Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat.*

Art. 2 – Adopté (p. 2298).

Art. 3 (p. 2299).

Adopté : amendement n° 1 de la commission : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en deuxième lecture (p. 2299).

– L'article 3, dans la rédaction de l'amendement n° 1, est adopté (p. 2299).

Art. 4 (p. 2299).

Adopté : amendement de suppression n° 2 de la commission (p. 2299).

– L'article 4 est supprimé (p. 2299).

Art. 5 (p. 2299).

Adopté : amendement de coordination n° 3 de la commission (p. 2299).

– L'article 5, ainsi modifié, est adopté (p. 2299).

Art. 7 – Adopté (p. 2300).

Explication de vote sur l'ensemble (p. 2300) : *M. Louis Minetti.*

Adoption (29 juin 1990) (p. 2300).

Etats-Unis d'Amérique (USA)

Voir *Allocutions et communications*, 21 ; 31

Missions d'information, 4

Ethique et déontologie médicales

Voir *Santé*, 1

Etrangers

Voir *Elections*, 4

Questions orales sans débat n° 191 ; n° 255

Etudiants

Voir *Créances*, 1 ; 2

Rappels au règlement, 54

Eure-et-Loir (département)

Voir *Questions orales sans débat* n° 252

Europe

1. – Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'Europe, PRONONCEE AU SENAT par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (27 juin 1990) (p. 2162, 2201) [n° 436 (89-90)].

M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères ; Mme Edith Cresson, ministre des affaires européennes ; MM. Jean Lecanuet, président de la commission des affaires étrangères ; Jean François-Poncet, Claude Estier, André Bettencourt, Mme Hélène Luc, MM. Jacques Genton, Maurice Couve de Murville, André Rouvière, Guy Cabanel, Louis Jung, Paul Masson, Xavier de Villepin, Yvon Bourges, Jacques Chaumont, Emmanuel Hamel, Jacques Habert.

Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) : *Cresson (Edith)* (p. 2166).

Acte unique européen : *Cabanel (Guy)* (p. 2185 ; 2186) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 2183) ; *Dumas (Roland)* (p. 2197).

Afrique : *Dumas (Roland)* (p. 2165).

Agriculture : *Bourges (Yvon)* (p. 2191) ; *Cabanel (Guy)* (p. 2186) ; *Dumas (Roland)* (p. 2198) ; *Luc (Hélène)* (p. 2180).

Allemagne (réunification) : *Bettencourt (André)* (p. 2178) ; *Bourges (Yvon)* (p. 2189 ; 2190) ; *Cabanel (Guy)* (p. 2185) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 2182 ; 2183) ; *Cresson (Edith)* (p. 2195) ; *Dumas (Roland)* (p. 2165 ; 2197 ; 2199) ; *Estier (Claude)* (p. 2175 ; 2176) ; *François-Poncet (Jean)* (p. 2173) ; *Jung (Louis)* (p. 2187) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 2189).

Alliance atlantique : *Bettencourt (André)* (p. 2178) ; *Bourges (Yvon)* (p. 2190) ; *Dumas (Roland)* (p. 2164) ; *François-Poncet (Jean)* (p. 2173 ; 2174) ; *Jung (Louis)* (p. 2187) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 2171).

Asile (droit d') : *Cresson (Edith)* (p. 2165 ; 2167).

Association européenne de libre échange (AELE) : *Cabanel (Guy)* (p. 2185 ; 2186) ; *Dumas (Roland)* (p. 2164 ; 2197).

Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) : *Dumas (Roland)* (p. 2165 ; 2197 ; 2200) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 2170) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 2188).

- Commerce et artisanat : *Cabanel (Guy)* (p. 2186).
- Commission des Communautés européennes : *Cresson (Edith)* (p. 2166 ; 2193) ; *Dumas (Roland)* (p. 2163 ; 2198) ; *Genton (Jacques)* (p. 2181) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 2191) ; *Luc (Hélène)* (p. 2179).
- Commissions permanentes : *Dumas (Roland)* (p. 2197) ; *Estier (Claude)* (p. 2175).
- Communauté économique européenne (CEE) : *Couve de Murville (Maurice)* (p. 2183) ; *Dumas (Roland)* (p. 2162 ; 2199) ; *Jung (Louis)* (p. 2186) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 2168 ; 2172).
- Communauté économique européenne (CEE) (budget) : *Bourges (Yvon)* (p. 2190) ; *Dumas (Roland)* (p. 2198).
- Communauté économique européenne (CEE) (élargissement) : *Cabanel (Guy)* (p. 2185) ; *François-Poncet (Jean)* (p. 2174).
- Communauté économique européenne (CEE) (institutions) : *Cresson (Edith)* (p. 2166) ; *Dumas (Roland)* (p. 2163 ; 2198) ; *Estier (Claude)* (p. 2175) ; *François-Poncet (Jean)* (p. 2173 ; 2174) ; *Genton (Jacques)* (p. 2180 ; 2181 ; 2182) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 2169) ; *Luc (Hélène)* (p. 2179) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 2189).
- Communauté économique européenne (CEE) (union monétaire) : *Bettencourt (André)* (p. 2177) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 2182) ; *Dumas (Roland)* (p. 2162 ; 2197) ; *François-Poncet (Jean)* (p. 2173) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 2168) ; *Luc (Hélène)* (p. 2179) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 2189).
- Communauté économique européenne (CEE) (union politique) : *Cabanel (Guy)* (p. 2185) ; *Estier (Claude)* (p. 2174 ; 2175) ; *François-Poncet (Jean)* (p. 2173) ; *Genton (Jacques)* (p. 2181) ; *Luc (Hélène)* (p. 2179) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 2188).
- Communautés européennes (directives) : *Cresson (Edith)* (p. 2166).
- Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) : *Bettencourt (André)* (p. 2178) ; *Cabanel (Guy)* (p. 2185) ; *Dumas (Roland)* (p. 2165 ; 2199) ; *François-Poncet (Jean)* (p. 2174).
- Conseil de l'Europe : *Cabanel (Guy)* (p. 2185) ; *Dumas (Roland)* (p. 2164) ; *Estier (Claude)* (p. 2176) ; *Jung (Louis)* (p. 2186).
- Conseil européen : *Cabanel (Guy)* (p. 2185) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 2183) ; *Dumas (Roland)* (p. 2162 ; 2163 ; 2197) ; *Estier (Claude)* (p. 2174 ; 2175) ; *Genton (Jacques)* (p. 2180 ; 2181) ; *Luc (Hélène)* (p. 2179).
- Coopération (policière et judiciaire) : *Cresson (Edith)* (p. 2167 ; 2195) ; *Masson (Paul)* (p. 2188).
- Décentralisation : *Cresson (Edith)* (p. 2194) ; *Rouvière (André)* (p. 2184).
- Désarmement : *Dumas (Roland)* (p. 2165).
- Droits de l'homme : *Dumas (Roland)* (p. 2162).
- Droit social : *Cresson (Edith)* (p. 2168 ; 2193) ; *Dumas (Roland)* (p. 2163) ; *Estier (Claude)* (p. 2175) ; *Rouvière (André)* (p. 2184).
- Economie : *Dumas (Roland)* (p. 2162) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 2168).
- Espagne : *Dumas (Roland)* (p. 2162).
- Etudiants : *Cresson (Edith)* (p. 2194) ; *Habert (Jacques)* (p. 2192) ; *Rouvière (André)* (p. 2184).
- European research coordination agency (Eureka) : *Dumas (Roland)* (p. 2164).
- Europe (armement) : *Bourges (Yvon)* (p. 2190) ; *Dumas (Roland)* (p. 2196 ; 2200) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 2170 ; 2171).
- Europe (confédération) : *Bourges (Yvon)* (p. 2191) ; *Cabanel (Guy)* (p. 2185) ; *Dumas (Roland)* (p. 2164) ; *Estier (Claude)* (p. 2176) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 2191).
- Europe de l'Est : *Bettencourt (André)* (p. 2177) ; *Bourges (Yvon)* (p. 2189 ; 2191) ; *Cabanel (Guy)* (p. 2185) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 2182) ; *Cresson (Edith)* (p. 2196) ; *François-Poncet (Jean)* (p. 2172) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 2191) ; *Jung (Louis)* (p. 2186) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 2169) ; *Luc (Hélène)* (p. 2179).
- Europe (sécurité) : *Bourges (Yvon)* (p. 2189 ; 2190) ; *Cabanel (Guy)* (p. 2185) ; *Dumas (Roland)* (p. 2162 ; 2164 ; 2196 ; 2199 ; 2200) ; *Estier (Claude)* (p. 2175 ; 2176) ; *François-Poncet (Jean)* (p. 2173) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 2168 ; 2171) ; *Masson (Paul)* (p. 2187 ; 2188).
- Fiscalité : *Cresson (Edith)* (p. 2166).
- Français de l'étranger : *Habert (Jacques)* (p. 2192).
- Gard (département) : Voir Décentralisation.
- Grand marché intérieur (CEE) : *Cabanel (Guy)* (p. 2186) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 2182) ; *Cresson (Edith)* (p. 2168) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 2168).
- Hongrie : *Bettencourt (André)* (p. 2177).
- Ideologies (communisme) : *Bettencourt (André)* (p. 2176).
- Immigration clandestine : *Cresson (Edith)* (p. 2195).
- Industrie : *Cabanel (Guy)* (p. 2186).
- Information : *Cresson (Edith)* (p. 2194) ; *Dumas (Roland)* (p. 2197).
- Investissements : *Cresson (Edith)* (p. 2166).
- Islam (intégrisme) : *Dumas (Roland)* (p. 2199) ; *François-Poncet (Jean)* (p. 2173).
- Japon : *Cresson (Edith)* (p. 2167).
- Libéralisme économique : *Bettencourt (André)* (p. 2177) ; *Cabanel (Guy)* (p. 2185).
- Liberté de circulation : *Cresson (Edith)* (p. 2167 ; 2194 ; 2195) ; *François-Poncet (Jean)* (p. 2173) ; *Habert (Jacques)* (p. 2192) ; *Masson (Paul)* (p. 2187 ; 2188).
- Marchés publics : *Cresson (Edith)* (p. 2166) ; *Rouvière (André)* (p. 2184).
- Marchés financiers : *Luc (Hélène)* (p. 2179).
- Normalisation (technique) : *Cresson (Edith)* (p. 2166).
- Oeuvres d'art : *Cresson (Edith)* (p. 2194) ; *Habert (Jacques)* (p. 2192 ; 2193).
- Ordre du jour des assemblées parlementaires : *Genton (Jacques)* (p. 2182).
- Parlement : *Estier (Claude)* (p. 2175).
- Parlement européen (siège) : *Dumas (Roland)* (p. 2197 ; 2199 ; 2200) ; *Estier (Claude)* (p. 2174) ; *Jung (Louis)* (p. 2186) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 2168).
- Parlement (information) : *Cabanel (Guy)* (p. 2186) ; *Cresson (Edith)* (p. 2194).
- Politique communautaire : *Dumas (Roland)* (p. 2162).
- Politique étrangère : *Bettencourt (André)* (p. 2176) ; *Bourges (Yvon)* (p. 2191) ; *Cabanel (Guy)* (p. 2186) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 2182 ; 2183) ; *Dumas (Roland)* (p. 2162) ; *Estier (Claude)* (p. 2175) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 2191, 2192) ; *Jung (Louis)* (p. 2186).
- Pologne (frontières) : *Dumas (Roland)* (p. 2165) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 2172).
- Protection sociale : *Cresson (Edith)* (p. 2193) ; *Jung (Louis)* (p. 2186) ; *Rouvière (André)* (p. 2184).
- Questions orales avec débat (européennes) : *Genton (Jacques)* (p. 2182).
- République fédérale d'Allemagne (RFA) : *Bettencourt (André)* (p. 2177) ; *Bourges (Yvon)* (p. 2190) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 2189).
- Retraites : *Cresson (Edith)* (p. 2193) ; *Rouvière (André)* (p. 2184).

Revenu minimum d'insertion (RMI) : *Cresson (Edith)* (p. 2193).

Roumanie : *Bettencourt (André)* (p. 2176 ; 2177) ; *Dumas (Roland)* (p. 2196 ; 2197 ; 2198).

Royaume-Uni : *Cabanel (Guy)* (p. 2185) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 2183).

Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) : *Cresson (Edith)* (p. 2166).

Tchécoslovaquie : *Bettencourt (André)* (p. 2177).

Traités et conventions : *Cresson (Edith)* (p. 2167 ; 2194 ; 2195) ; *Dumas (Roland)* (p. 2163) ; *Masson (Paul)* (p. 2187 ; 2188).

Transports : *Cresson (Edith)* (p. 2195).

Travail : *Cresson (Edith)* (p. 2193) ; *Luc (Hélène)* (p. 2180).

Union de l'Europe occidentale (UEO) : *Bettencourt (André)* (p. 2178).

Union des Républiques socialistes soviétiques (URSS) : *Bettencourt (André)* (p. 2178) ; *Bourges (Yvon)* (p. 2189) ; *Cabanel (Guy)* (p. 2185) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 2182 ; 2183) ; *Cresson (Edith)* (p. 2196) ; *Dumas (Roland)* (p. 2165 ; 2196 ; 2197 ; 2199 ; 2200) ; *Estier (Claude)* (p. 2176) ; *François-Poncet (Jean)* (p. 2173 ; 2174) ; *Jung (Louis)* (p. 2186) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 2172) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 2189).

Union des Républiques socialistes soviétiques (URSS) (armement) : *Bourges (Yvon)* (p. 2189) ; *Estier (Claude)* (p. 2176) ; *Jung (Louis)* (p. 2187) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 2170 ; 2171).

Vie politique et sociale : *Luc (Hélène)* (p. 2179).

Europe de l'Est

Voir *Europe*, 1

Lois de finances, 1, Economie, finances et budget - II - Services financiers - Commerce extérieur
Rapports d'information, 6 ; 11

Examens, concours et diplômes

Voir *Questions orales sans débat* n° 221

Exception d'irrecevabilité (procédure parlementaire)

Voir *Code pénal*, 1

Postes, télécommunications et espace (PTE), 1
Sociétés civiles et commerciales, 1

Exploitations agricoles

Voir *Lois de finances*, 1, après l'art. 3, après l'art. 7

Exploitations forestières

Voir *Lois de finances*, 1, art. 29

Expulsions (logement)

Voir *Questions orales sans débat* n° 218

F

Faits personnels (procédure parlementaire)

1. – Mme Marie-Claude Beaudou : demande, en application de l'article 36, alinéa 3, du règlement du Sénat, des excuses publiques à M. Guy Allouche, pour des propos qu'elle estime insultants, et le retrait desdits propos du procès-verbal de la séance (30 mai 1990) (p. 1172, 1173) – Mme Marie-Claude Beaudou, MM. Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance ; Jean-Luc Bécart.

Famille

Voir *Lois de finances*, 1, Solidarité, santé et protection sociale
Questions orales sans débat n° 236 ; n° 261

1. – Proposition de loi tendant à créer un droit de contracter auprès de tout établissement bancaire un prêt dont le remboursement est garanti par l'Etat et destiné à faciliter l'installation des jeunes époux mariés depuis moins de six mois, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Henri Collette, sénateur, et plusieurs de ses collègues (6 novembre 1990) [n° 68 (90-91)] – Renvoi à la commission des finances.

Fêtes et cérémonies publiques

Voir *Questions au Gouvernement* n° 198

Finances locales

Voir *Questions au Gouvernement* n° 204 ; n° 208
Questions orales sans débat n° 202 ; n° 222

1. – Proposition de loi visant à abroger l'article 47 de la loi de finances pour 1990 portant réforme de l'indexation de la dotation globale de fonctionnement, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jean Faure, sénateur (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 22 décembre 1989-27 février 1990) [n° 188 (89-90)] – Renvoi à la commission des finances.

Finances publiques

Voir *Gouvernement (déclarations)*, 1
Lois de finances, 1
Lois de finances rectificatives, 1
Rapports d'information, 2 ; 7

Fiscalité

Voir *Gouvernement (déclarations)*, 1
Lois de finances, 1, art. 2 bis, 3, 11 A, 12, 13, 14, 15, 22, 24 ; Agriculture et forêt ; Recherche et technologie ; Prestations sociales agricoles - (Budget annexe)
Lois de règlement, 1
Questions orales sans débat n° 212
Rappels au règlement, 48
Rapports du Gouvernement, 3
Traités et conventions, 4 ; 9 ; 14 ; 27

Fiscalité locale

Voir *Impôts locaux*, 1
Rapports du Gouvernement, 2

Fonction militaire

Voir *Lois de finances*, 1, Défense

Fonction publique

Voir *Lois de finances*, 1, Services du Premier ministre - I -

Services généraux (dont fonction publique) et économie sociale

Fonction publique (ministère)

Voir *Rappels au règlement*, 6

Fonction publique de l'Etat

Voir *Questions au Gouvernement* n° 194

Fonction publique territoriale

Voir *Collectivités territoriales*, 1
Rappels au règlement, 36 ; 37 ; 38

1. – Proposition de loi portant modification du statut du personnel d'assainissement des départements des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Charles Pasqua, sénateur (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 22 décembre 1989) (15 février 1990) [n° 182 (89-90)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Paul Graziani (28 novembre 1990) [n° 108 (90-91)] – Discussion (13 décembre 1990) – Adoption (13 décembre 1990) [n° 58].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (14 décembre 1990) [n° 1837 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des lois.

Discussion des conclusions du rapport

(13 décembre 1990) (p. 5070, 5072).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5071, 5072) : MM. Paul Graziani, rapporteur de la commission des lois ; Philippe Marchand, ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur ; Robert Pagès, Claude Estier.

Fonctionnaires et agents publics : Estier (Claude) (p. 5072) ; Graziani (Paul) (p. 5071) ; Marchand (Philippe) (p. 5071) ; Pagès (Robert) (p. 5071 ; 5072).

Fonction publique territoriale : Estier (Claude) (p. 5072) ; Graziani (Paul) (p. 5070 ; 5071) ; Marchand (Philippe) (p. 5071) ; Pagès (Robert) (p. 5072).

Hauts-de-Seine (département) : Estier (Claude) (p. 5072) ; Graziani (Paul) (p. 5070) ; Marchand (Philippe) (p. 5071).

Paris (département) : Estier (Claude) (p. 5072) ; Graziani (Paul) (p. 5070) ; Marchand (Philippe) (p. 5071).

Seine-Saint-Denis (département) : Estier (Claude) (p. 5072) ; Graziani (Paul) (p. 5070) ; Marchand (Philippe) (p. 5071).

Services publics locaux : Estier (Claude) (p. 5072) ; Graziani (Paul) (p. 5070) ; Marchand (Philippe) (p. 5071) ; Pagès (Robert) (p. 5071 ; 5072).

Val-de-Marne (département) : Estier (Claude) (p. 5072) ; Graziani (Paul) (p. 5070) ; Marchand (Philippe) (p. 5071).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5072)

Art. 1^{er} (Dispositions statutaires générales) – Adopté (p. 5072).

Art. 2 (Statuts particuliers) – Adopté (p. 5072).

Art. 3 (Gestion des corps communs) – Adopté (p. 5072).

Explication de vote sur l'ensemble (p. 5072) : M. Robert Pagès.

Adoption (13 décembre 1990) (p. 5072).

Fonctionnaires et agents publics

Voir *Questions au Gouvernement* n° 221
Questions orales sans débat n° 228

Fondations

1. – Projet de loi relatif aux fondations et modifiant la loi n° 87-

571 du 23 juillet 1987 sur le développement du mécénat, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Jack Lang, ministre de la culture (5 octobre 1989) [n° 4 (89-90)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Pierre Laffitte (4 avril 1990) [n° 213 (89-90)] – Discussion (26 avril 1990) – Adoption (26 avril 1990) [n° 92].

NOUVEL INTITULE : « Projet de loi relatif aux fondations et aux fondations d'entreprise et modifiant la loi n° 87-571 du 23 juillet 1987 sur le développement du mécénat ».

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (27 avril 1990) [n° 1304 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de Mme Hélène Mignon (22 mai 1990) [n° 1368 (9^e lég.)] – Discussion (28 mai 1990) – Adoption (28 mai 1990) [n° 299].

NOUVEL INTITULE : « Projet de loi créant les fondations d'entreprise et modifiant les dispositions de la loi n° 87-571 du 23 juillet 1987 sur le développement du mécénat relatives aux fondations ».

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (29 mai 1990) [n° 327 (89-90)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Pierre Laffitte (5 juin 1990) [n° 345 (89-90)] – Discussion (13 juin 1990) – Adoption (13 juin 1990) [n° 119].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (13 juin 1990) [n° 1453 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de Mme Hélène Mignon (19 juin 1990) [n° 1475 (9^e lég.)] – Discussion (22 juin 1990) – Adoption (22 juin 1990) [n° 336].

PROMULGATION : Loi n° 90-559 du 4 juillet 1990 (J.O. Lois et décrets du 6 juillet 1990).

Discussion (première lecture)

(26 avril 1990) (p. 583 ; 602).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 583 ; 590) : *MM. Jack Lang, ministre de la culture, de la communication, des grands travaux et du Bicentenaire ; Pierre Laffitte, rapporteur de la commission des affaires culturelles ; Pierre-Christian Taittinger, Paul Lorient, Louis Virapoullé, Ivan Renar.*

Associations : Laffitte (Pierre) (p. 585) ; **Lang (Jack)** (p. 584) ; **Taittinger (Pierre-Christian)** (p. 586).

Code général des impôts : Lang (Jack) (p. 584).

Conseil national des fondations : Laffitte (Pierre) (p. 585).

Culture (budget) : Renar (Ivan) (p. 589).

Déductions fiscales : Laffitte (Pierre) (p. 585) ; **Lorient (Paul)** (p. 586) ; **Renar (Ivan)** (p. 589).

Entreprises : Lang (Jack) (p. 583 ; 584) ; **Renar (Ivan)** (p. 589).

Etats-Unis d'Amérique (USA) : Laffitte (Pierre) (p. 585).

Fondations : Laffitte (Pierre) (p. 585) ; **Lang (Jack)** (p. 584) ; **Lorient (Paul)** (p. 587) ; **Taittinger (Pierre-Christian)** (p. 586) ; **Virapoullé (Louis)** (p. 587 ; 588).

Mécénat privé : Laffitte (Pierre) (p. 585) ; **Lang (Jack)** (p. 583) ; **Renar (Ivan)** (p. 588 ; 589) ; **Taittinger (Pierre-Christian)** (p. 586) ; **Virapoullé (Louis)** (p. 587).

Mécénat (tradition) : Lang (Jack) (p. 583) ; **Lorient (Paul)** (p. 586).

Oeuvres d'art : Renar (Ivan) (p. 590).

Parrainage : Lorient (Paul) (p. 587) ; **Renar (Ivan)** (p. 588).

Petites et moyennes entreprises (PME) : Lorient (Paul) (p. 587) ; **Taittinger (Pierre-Christian)** (p. 586).

Salariés : Renar (Ivan) (p. 588).

Successions et libéralités : Taittinger (Pierre-Christian) (p. 586).

Vie culturelle : Renar (Ivan) (p. 589).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 590, 602) : *MM. Pierre Laffitte, rapporteur ; Jack Lang, ministre ; Maurice Schumann,*

président de la commission des affaires culturelles ; Aubert Garcia, Etienne Dailly, Ivan Renar, Louis Virapoullé.

Art. 1^{er} (Définition générale de la fondation) (p. 590).

Adopté : amendement n° 1 de la commission : raison sociale ou dénomination des fondations reconnues d'utilité publique créées à l'initiative d'une ou plusieurs sociétés commerciales ; obligation pour les fondations d'entreprise d'être des organismes sans but lucratif (p. 592).

Devenu sans objet : amendement n° 20 du Gouvernement : caractère non lucratif de la fondation d'entreprise (p. 592).

– L'article 1^{er}, dans la rédaction de l'amendement n° 1, est adopté (p. 592).

Art. 2 (Régime juridique des fondations reconnues d'utilité publique) (p. 592).

Adopté : amendement n° 2 de la commission : versement de la dotation initiale d'une fondation reconnue d'utilité publique (p. 592).

– L'article 2, dans la rédaction de l'amendement n° 2, est adopté (p. 592).

Après l'art. 2 (p. 592).

Adoptés : amendements de la commission, n° 3 : création de fondations reconnues d'utilité publique par testament (p. 593) – Et n° 4 : élargissement de la quotité disponible pour les successions importantes (p. 594).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 593 ; 594).

Art. 3 (Régime juridique des fondations d'entreprise : modification de l'article 19 de la loi n° 87-571 du 23 juillet 1987 sur le développement du mécénat) (p. 594).

ARTICLE 19 DE LA LOI PRECITEE (Définition de la fondation d'entreprise) (p. 594).

Adopté : amendement n° 5 de la commission : exclusion des personnes physiques de la liste des personnes habilitées à créer une fondation d'entreprise (p. 594).

Devenu sans objet : amendement n° 22 du Gouvernement : réservation de la création de fondations d'entreprise aux sociétés commerciales (p. 594).

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 5, est adopté (p. 594).

ARTICLE 19-1 DE LA LOI PRECITEE (Création de la fondation d'entreprise : soumission à l'autorisation administrative préalable) (p. 594).

Adoptés : amendements de la commission, n° 6 : rédactionnel (p. 595) – N° 7 : procédure d'autorisation tacite de création d'une fondation d'entreprise (p. 595) – Et n° 8 : rédactionnel (p. 595) – Amendement n° 23 du Gouvernement : cas de complément de la dotation initiale d'une fondation d'entreprise (p. 595).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 595).

ARTICLE 19-2 DE LA LOI PRECITEE (Durée d'une prorogation de la fondation d'entreprise) (p. 595).

Adopté : amendement n° 24 du Gouvernement : engagement des fondateurs en cas de prorogation (p. 595).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 595).

ARTICLE 19-3 DE LA LOI PRECITEE (Capacité juridique et financière de la fondation d'entreprise) (p. 595).

Adopté : cas des fondations d'entreprise détenant des actions des sociétés fondatrices ou de sociétés contrôlées par les fondateurs (p. 596).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 596).

ARTICLE 19-4 DE LA LOI PRECITEE (Composition du conseil d'administration) (p. 596).

Adopté : amendement n° 10 de la commission : administration de la fondation d'entreprise (p. 598).

Retiré : amendement n° 17 de M. Ivan Renar : intervention des salariés sur tous les éléments qui concourent à la création et à l'utilisation des richesses de l'entreprise (p. 598).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 598).

ARTICLE 19-5 DE LA LOI PRECITEE (*Rôle des organes dirigeants*) – Adopté (p. 598).

ARTICLE 19-6 DE LA LOI PRECITEE (*Dotation initiale de la fondation d'entreprise*) (p. 598).

Adopté : amendement n° 11 de la commission : détermination des modalités de financement de la fondation d'entreprise (p. 599).

Devenu sans objet : amendement n° 25 du Gouvernement : fixation par décret du montant minimal de la dotation initiale en fonction du montant du programme pluriannuel (p. 599).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 599).

ARTICLE 19-7 DE LA LOI PRECITEE (*Définition d'un programme d'action pluriannuel*) – Adopté (p. 599).

ARTICLE 19-8 DE LA LOI PRECITEE (*Ressources de la fondation d'entreprise*) (p. 599).

Adopté : amendement n° 12 de la commission : interdiction, assortie de sanctions, pour les fondations d'entreprise de faire appel à la générosité publique (p. 599).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 599).

ARTICLE 19-9 DE LA LOI PRECITEE (*Contrôle des comptes de la fondation d'entreprise*) – Adopté (p. 599).

ARTICLE 19-10 DE LA LOI PRECITEE (*Retrait des fondateurs avant le terme de la fondation d'entreprise*) – Adopté (p. 599).

ARTICLE 19-11 DE LA LOI PRECITEE (*Tutelle administrative exercée sur la fondation d'entreprise*) – Adopté (p. 600).

ARTICLE 19-12 DE LA LOI PRECITEE (*Dissolution de la fondation d'entreprise*) – Adopté (p. 600).

ARTICLE 19-13 DE LA LOI PRECITEE (*Dévolution des biens de la fondation d'entreprise*) (p. 600).

Adopté : amendement rédactionnel n° 13 de la commission (p. 600).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 600).

ARTICLE 19-14 DE LA LOI PRECITEE (*Des modalités d'application précisées par voie réglementaire*) – Adopté (p. 600).

– L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 600).

Art. 4 (*Protection des appellations de « fondation » et de « fondation d'entreprise »*) (p. 600).

Adopté : amendement n° 14 de la commission : protection des termes « fondation reconnue d'utilité publique » et « fondation d'entreprise » (p. 601).

Devenu sans objet : amendement n° 18 de M. Ivan Renar : réduction du délai prévu pour la mise en conformité avec la loi (p. 601).

– L'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 601).

Après l'art. 4 (p. 601).

Adopté : amendement n° 15 de la commission : création d'un conseil national des fondations (p. 602).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 602).

Intitulé du projet de loi (p. 602).

Adopté : amendement rédactionnel n° 16 de la commission (p. 602).

– L'intitulé du projet de loi, ainsi modifié, est adopté (p. 602).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 602) : MM. Etienne Dailly, Aubert Garcia.

Adoption (26 avril 1990) (p. 602).

Discussion (deuxième lecture)

(13 juin 1990) (p. 1540, 1546).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1540, 1541) : MM. Jack Lang, ministre de la culture ; Pierre Laffitte, rapporteur de la commission des affaires culturelles.

Conseil national des fondations : Laffitte (Pierre) (p. 1541) ; Lang (Jack) (p. 1540).

Entreprises (petites et moyennes) (PME) : Laffitte (Pierre) (p. 1541) ; Lang (Jack) (p. 1540).

Fondations : Laffitte (Pierre) (p. 1541) ; Lang (Jack) (p. 1540).

Mécénat : Laffitte (Pierre) (p. 1541) ; Lang (Jack) (p. 1540).

Successions et libéralités : Laffitte (Pierre) (p. 1541).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1541, 1545) : MM. Louis Virapoullé, Daniel Millaud, Pierre Laffitte, rapporteur ; Jack Lang, ministre ; Maurice Schumann, président de la commission.

Art. 2 ter (p. 1541) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 3 (p. 1541).

Adoptés : amendement n° 4 de M. Louis Virapoullé, soutenu par M. Daniel Millaud : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture (p. 1543) – Amendement n° 2 de la commission : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture relatives à l'exigence d'une dotation minimale apportée lors de la constitution de la fondation d'entreprise (p. 1544) ; sous-amendement n° 7 du Gouvernement (p. 1543).

– L'article 3, ainsi modifié est adopté (p. 1544).

Art. 3 bis (p. 1544).

Rejeté : amendement n° 6 du Gouvernement ; clarification du régime fiscal des versements à une fondation d'entreprise au regard de l'impôt sur les sociétés (p. 1544).

– L'article 3 bis est adopté (p. 1544).

Art. 4 – Adopté (p. 1544).

Art. 5 (p. 1544) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Adopté : amendement n° 5 du Gouvernement : rétablissement des dispositions de cet article portant création du Conseil national des fondations (p. 1545).

Retiré : amendement n° 3 de la commission : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture (p. 1545).

– L'article 5, dans la rédaction de l'amendement n° 5, est rétabli (p. 1545).

Explication de vote sur l'ensemble (p. 1545, 1546) : M. Paul Souffrin.

Adoption (13 juin 1990) (p. 1546).

Fonds monétaire international (FMI)

Voir *Politique économique et sociale*, 2

Force aérienne tactique (FATAC)

Voir *Rapports d'information*, 19

Forêts

Voir *Agriculture*, 2

Questions au Gouvernement n° 253

Questions orales sans débat n° 182 ; n° 211

1. – Proposition de loi relative à l'espace forestier et rural méditerranéen, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Louis Minetti,

sénateur, et plusieurs de ses collègues (3 mai 1990) [n° 279 (89-90)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Louis Minetti (12 décembre 1990) [n° 155 (90-91)].

2. – **Projet de loi relatif à la partie législative du code forestier**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Henri Nallet, ministre de l'agriculture (2 octobre 1990) [n° 1590 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Georges Colin (21 novembre 1990) [n° 1721] – Discussion (30 novembre 1990) – Adoption (30 novembre 1990) [n° 407].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (3 décembre 1990) [n° 119 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires économiques.

3. – **Proposition de loi relative au reboisement des zones incendiées**, PRESENTEE AU SENAT, par M. Robert Vigouroux (16 octobre 1990) [n° 39 rect (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires économiques.

Forêts (incendies)

Voir *Calamités et catastrophes*, 1

Forêts, 3

Questions au Gouvernement n° 261

Questions orales sans débat n° 182 ; n° 241

Sécurité civile, 1

Formation

Voir *Emploi*, 1

Formation professionnelle

Voir *Emploi*, 2

Questions orales sans débat n° 178 ; n° 188 ; n° 212

Traités et conventions, 18

1. – **Projet de loi relatif au crédit-formation, à la qualité et au contrôle de la formation professionnelle continue et modifiant le livre IX du code du travail**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, et par M. André Laignel, secrétaire d'Etat chargé de la formation professionnelle (11 avril 1990) [n° 1231 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Alain Neri (26 avril 1990) [n° 1297 (9^e lég.)] – Urgence – Discussion (3, 4 mai 1990) – Adoption (4 mai 1990) [n° 279].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (9 mai 1990) [n° 281 (89-90)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Jean Madelain (23 mai 1990) [n° 319 (89-90)] – Discussion (31 mai 1990) – Adoption (31 mai 1990) [n° 111].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (5 juin 1990) [n° 1411 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Alain Neri (11 juin 1990) [n° 1432 (9^e lég.)] – Discussion (12 juin 1990) – Adoption (12 juin 1990) [n° 316].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (13 juin 1990) [n° 379 (89-90)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Jean Madelain (20 juin 1990) [n° 404 (89-90)] – Discussion (25 juin 1990) – Adoption (25 juin 1990) [n° 142].

PROMULGATION : Loi n° 90-579 du 4 juillet 1990 (*J.O. Lois et décrets* du 10 juillet 1990).

Discussion (première lecture)

(31 mai 1990) (p. 1197, 1234).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1197, 1213) : *MM. André Laignel, secrétaire d'Etat, chargé de la formation professionnelle ; Jean Madelain, rapporteur de la commission des affaires*

sociales ; Roger Husson, André Jourdain, Franck Sérusclat, Jacques Machet, Louis Virapoullé et les orateurs sur la motion.

Ce projet de loi compte deux objectifs :

– le renforcement des droits individuels à la formation professionnelle, grâce au crédit-formation et à l'élargissement des droits du stagiaire.

– et l'amélioration de la qualité de l'offre de formation au moyen d'évaluation des programmes de formation et du contrôle des organismes de formation.

Amendements : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1205) ; *Laignel (André)* (p. 1206) ; *Machet (Jacques)* (p. 1205) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 1209) ; *Viron (Hector)* (p. 1202).

Analphabétisme : *Laignel (André)* (p. 1198).

Chômage : *Husson (Roger)* (p. 1207) ; *Laignel (André)* (p. 1212) ; *Machet (Jacques)* (p. 1210) ; *Madelain (Jean)* (p. 1200).

Comité national d'évaluation de la formation professionnelle : *Husson (Roger)* (p. 1207) ; *Jourdain (André)* (p. 1208) ; *Laignel (André)* (p. 1199 ; 1200) ; *Machet (Jacques)* (p. 1210) ; *Madelain (Jean)* (p. 1201) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 1210).

Congés de formation : *Laignel (André)* (p. 1212).

Congés de formation (données chiffrées) : *Husson (Roger)* (p. 1207).

Contrat de formation professionnelle : *Laignel (André)* (p. 1199) ; *Madelain (Jean)* (p. 1201).

Crédit-formation : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1205) ; *Husson (Roger)* (p. 1207) ; *Laignel (André)* (p. 1198) ; *Machet (Jacques)* (p. 1205 ; 1210) ; *Madelain (Jean)* (p. 1201) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 1209) ; *Viron (Victor)* (p. 1203).

Décentralisation : *Laignel (André)* (p. 1199 ; 1200 ; 1211) ; *Madelain (Jean)* (p. 1201).

Départements d'outre-mer (DOM) : *Laignel (André)* (p. 1213) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 1211).

Diplômes : *Laignel (André)* (p. 1198) ; *Viron (Hector)* (p. 1203).

Droit au travail : *Laignel (André)* (p. 1199 ; 1200).

Education nationale : *Jourdain (André)* (p. 1208) ; *Laignel (André)* (p. 1199 ; 1212) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 1209) ; *Viron (Hector)* (p. 1203).

Elus locaux : *Laignel (André)* (p. 1213) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 1210) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 1211).

Entreprises (charges) : *Jourdain (André)* (p. 1209) ; *Laignel (André)* (p. 1200) ; *Viron (Hector)* (p. 1203).

Entreprises (petites et moyennes) (PME) : *Jourdain (André)* (p. 1208).

Fonds national pour l'emploi (FNE) : *Jourdain (André)* (p. 1208).

Formation en alternance : *Laignel (André)* (p. 1211).

Formation professionnelle : *Husson (Roger)* (p. 1207) ; *Laignel (André)* (p. 1198 ; 1199 ; 1212) ; *Machet (Jacques)* (p. 1210) ; *Viron (Hector)* (p. 1203).

Formation professionnelle (budget) : *Laignel (André)* (p. 1212).

Groupes régionaux d'évaluation de la qualité d'offre de formation : *Husson (Roger)* (p. 1207) ; *Jourdain (André)* (p. 1208) ; *Laignel (André)* (p. 1199 ; 1200) ; *Machet (Jacques)* (p. 1211) ; *Madelain (Jean)* (p. 1201).

Loi et règlement (domaines respectifs) : *Machet (Jacques)* (p. 1205).

Organisations syndicales : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1205) ; *Husson (Roger)* (p. 1208) ; *Jourdain (André)* (p. 1208) ; *Laignel (André)* (p. 1206) ; *Viron (Hector)* (p. 1204).

Politique contractuelle : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1205) ; *Husson (Roger)* (p. 1207) ; *Laignel (André)* (p. 1206) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 1210) ; *Viron (Hector)* (p. 1204).

Politique de l'emploi : *Viron (Hector)* (p. 1202).

Politique économique et sociale : *Jourdain (André)* (p. 1208) ; *Laignel (André)* (p. 1206) ; *Machet (Jacques)* (p. 1210) ; *Viron (Hector)* (p. 1202).

Politique industrielle : *Viron (Hector)* (p. 1202).

Qualification professionnelle : *Laignel (André)* (p. 1198 ; 1206).

Qualification professionnelle (comparaisons internationales) : *Laignel (André)* (p. 1198).

Qualification professionnelle des jeunes : *Laignel (André)* (p. 1200 ; 1206).

Rapport Brunhes : *Madelain (Jean)* (p. 1201).

Stagiaire de la formation professionnelle (statut) : *Laignel (André)* (p. 1199) ; *Madelain (Jean)* (p. 1201).

Urgence (procédure parlementaire) : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1205) ; *Machet (Jacques)* (p. 1204).

Vote bloqué (procédure parlementaire) : *Viron (Hector)* (p. 1204).

Motion n° 1 de M. Hector Viron tendant à opposer la question préalable (p. 1201, 1207) – *MM. Hector Viron, Jacques Machet, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales ; André Laignel, secrétaire d'Etat.*

Rejet de la motion (p. 1207).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1213, 1234) : *MM. Hector Viron, Roger Husson, André Laignel, secrétaire d'Etat ; Jean Madelain, rapporteur ; Jean Garcia, André Jourdain, Jacques Machet, Franck Sérusclat, Emmanuel Hamel, Ernest Cartigny.*

Chapitre premier

Dispositions relatives au crédit-formation

Art. 1^{er} (*Art. L. 900-3 du code du travail – Les principes généraux du crédit-formation*) (p. 1213).

Adoptés : amendements du Gouvernement, n° 48 : rédactionnel (p. 1215) – Et n° 49 : suppression du dernier alinéa de cet article : caractère distributif du crédit-formation (p. 1215).

Rejetés : amendements de M. Hector Viron, n° 3 : suppression de cet article (p. 1215) – N° 4 : lutte contre la prolifération des formations parcellaires (p. 1215) – N° 40 : suppression de la participation du bénéficiaire du crédit-formation au coût de la formation (p. 1215) – Et n° 5 : accomplissement des actions de formation pendant le temps de travail (p. 1215) – Amendement n° 2 de M. Charles de Cuttoli, soutenu par M. Roger Husson : principe de non discrimination entre les travailleurs vivant en métropole et les français de l'étranger de retour en France en matière de condition d'ouverture du droit au crédit-formation (p. 1215).

Retiré : amendement n° 14 de la commission : retiré au profit de l'amendement n° 49 du Gouvernement (p. 1215).

– L'article 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 1216).

Art. 2 (*Art. L. 931-1-1 du code du travail – Le crédit-formation des salariés*) (p. 1216).

Rejeté : amendement n° 6 de M. Hector Viron, soutenu par M. Jean Garcia : suppression de cet article (p. 1216).

– L'article 2 est adopté (p. 1216).

Avant l'art. 3 (p. 1216).

Adopté : amendement n° 50 du Gouvernement : modalités d'articulation entre le crédit-formation individualisé et les formations en alternance (p. 1217).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1217).

Art. 3 (*Art. L. 980-1-1 du code du travail – Le crédit-formation des jeunes de 16 à 25 ans*) (p. 1217).

Adoptés : amendements identiques n° 15 de la commission et n° 7 de M. Hector Viron : suppression de cet article (p. 1217).

– L'article 3 est supprimé (p. 1217).

Art. 3 bis (*Art. L. 117 bis-1-1 du code du travail – Le crédit-formation des jeunes en apprentissage*) (p. 1217).

Adoptés : amendements identiques n° 16 de la commission et n° 8 de M. Hector Viron, soutenu par M. Jean Garcia : suppression de cet article (p. 1217).

– L'article 3 bis est supprimé (p. 1217).

Art. 3 ter (*Art. L. 322-4-13 du code du travail – Crédit-formation et contrat emploi-solidarité*) – Adopté (p. 1217).

Chapitre II

Dispositions modifiant le titre premier du livre IX du code du travail et relatives au comité national d'évaluation de la formation professionnelle et aux groupes régionaux d'évaluation

Intitulé (p. 1217).

Adopté : amendement n° 17 de la commission : « Dispositions relatives à l'évaluation de la formation professionnelle » (p. 1220 ; précédemment réservé p. 1218).

– L'intitulé du chapitre II, dans la rédaction de l'amendement n° 17, est adopté (p. 1220).

Art. 4 (*Art. L. 910-3 du code du travail – Création du comité national d'évaluation de la formation professionnelle*) (p. 1218).

Adopté : amendement n° 18 de la commission : rôle du comité de coordination des programmes régionaux d'apprentissage de la formation professionnelle continue (p. 1220).

Rejetés : amendement n° 9 de M. Hector Viron : organismes participant à l'évaluation des programmes de formation professionnelle (p. 1219) – Sur l'amendement n° 18, sous-amendement n° 43 de M. André Jourdain : recours au comité régional de la formation professionnelle pour l'évaluation de la formation sur le plan régional (p. 1220).

Retirés : amendement n° 10 de M. Hector Viron : représentation au sein du comité national d'évaluation des programmes de formation (p. 1219) – Amendements de M. Jacques Machet, n° 46 et 47 : satisfaits par l'amendement n° 18 (p. 1219).

Devenu sans objet : amendement n° 51 du Gouvernement (p. 1220).

– L'article 4, dans la rédaction de l'amendement n° 18, est adopté (p. 1220).

Chapitre III

Dispositions modifiant le titre II du livre IX du code du travail et relatives aux obligations des organismes de formation ainsi qu'aux droits des stagiaires

Art. 5 (*Art. L. 920-4 du code du travail – Fichier des organismes de formation*) (p. 1220).

Adoptés : amendement n° 41 de M. Louis Souvet, soutenu par M. Roger Husson : tenue à jour du fichier des organismes de formation (p. 1221) – Amendement n° 20 de la commission : rédactionnel (p. 1221).

Retiré : amendement n° 19 de la commission (p. 1221).

– L'article 5, ainsi modifié, est adopté (p. 1221).

Art. 6 (*Art. L. 920-5 du code du travail – Bilans pédagogiques et financiers établis par les organismes de formation*) (p. 1221).

Retiré : amendement n° 44 de M. André Jourdain : retrait du champ d'application de la loi des formations dispensées au titre du FNE (p. 1221).

– L'article 6 est adopté (p. 1221).

Art. 7 (*Art. L. 920-5-1 à L. 920-5-3 du code du travail – Droits des stagiaires de la formation professionnelle*) (p. 1221).

ART. L. 920-5-1 (*Règlement intérieur*) (p. 1222).

Adopté : amendement n° 21 de la commission : instauration d'un seuil de durée des stages (p. 1222).

Devenu sans objet : amendement n° 52 du Gouvernement : détermination de la durée du stage par un décret en Conseil d'Etat (p. 1222).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1222).

ART. L. 950-5-2 (*Conseil de perfectionnement*) – Adopté (p. 1222).

ART. L. 920-5-3 (*Information du stagiaire*) (p. 1222).

Adoptés : amendements de la commission, n°s 22 et 23 : précision (p. 1222).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1222).

– L'article 7, ainsi modifié, est adopté (p. 1222).

Art. 8 (*Art. L. 920-6 du code du travail – Publicité émanant d'organismes de formation*) (p. 1222).

Adopté : amendement n° 24 de la commission : précision (p. 1223).

– L'article 8, ainsi modifié, est adopté (p. 1223).

Art. 9 (*Art. L. 920-8 du code du travail – Règles comptables applicables aux organismes de formation*) (p. 1223).

Adoptés : amendements du Gouvernement, n°s 53 et 54 : rédactionnels (p. 1223) – Amendement n° 25 de la commission : rédactionnel (p. 1223).

– L'article 9, ainsi modifié, est adopté (p. 1223).

Art. 10 (*Art. L. 920-12 du code du travail – Sanctions administratives applicables aux organismes de formation*) (p. 1223).

Adoptés : amendement n° 26 de la commission : précisions relatives à l'Etat (p. 1224) – Amendement n° 45 de M. André Jourdain : renforcement du contrôle sur les organismes assurant les formations financées par l'Etat (p. 1224).

– L'article 10, ainsi modifié, est adopté (p. 1224).

Art. 11 (*Art. L. 920-13 du code du travail – Contrats de formation professionnelle*) (p. 1224).

Adoptés : amendements de la commission, n° 27 : rédactionnel (p. 1224) – Et n° 28 : délai de rétractation du stagiaire porté à 10 jours (p. 1225) – Amendement n° 56 du Gouvernement : référence à la notion de rétractation (p. 1225).

– L'article 11, ainsi modifié, est adopté (p. 1225).

Après l'art. 11 (p. 1225).

Rejeté : amendement n° 11 de M. Hector Viron : déroulement de la formation durant le temps de travail (p. 1225).

Chapitre IV

Dispositions modifiant le titre IV du livre IX du code du travail et relatives à l'habilitation des programmes

Art. 12 (*Habilitation et programmation des programmes de formation*) (p. 1225).

ART. L. 940-1-1 DU CODE DU TRAVAIL (*Habilitation des programmes de formation*) (p. 1225).

Adoptés : amendements de la commission, n° 29, n° 31 : rédactionnels (p. 1226) – Et n° 32 : de précision (p. 1227).

Retirés : amendement n° 42 de M. Jean Chérioux, soutenu par M. Roger Husson : mise en place d'un dispositif qui fixerait par arrêté les conditions générales d'habilitation (p. 1226) – Amendement n° 30 de la commission : conséquences de l'habilitation délivrée par le préfet (p. 1226).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1227).

ART. L. 940-1-2 (*Programmation des programmes de formation*) (p. 1227).

Adopté : amendement n° 33 de la commission : suppression de la notion d'urgence (p. 1227).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1227).

– L'article 12, ainsi modifié, est adopté (p. 1227).

Art. 12 bis (*Bilan de l'exécution et coordination des programmes nationaux et régionaux des interventions de l'Etat en matière de formation professionnelle et d'apprentissage*) – Adopté (p. 1227).

Chapitre V

Dispositions modifiant le titre V du livre IX du code du travail et relatives à la participation des employeurs au développement de la formation professionnelle continue

Art. 13 (*Art. L. 950-2 et L. 950-2-2 du code du travail – Participation des employeurs au développement de la formation professionnelle continue*) (p. 1227).

Adopté : amendement n° 57 du Gouvernement : augmentation de la participation des employeurs au congé individuel de formation (p. 1228).

Rejetés : amendements de M. Hector Viron, n° 12 : augmentation de la participation des employeurs aux dépenses de formation (p. 1227) – Et n° 13 : soutenu par M. Jean Garcia : même objet (p. 1228).

– L'article 13, ainsi modifié, est adopté (p. 1228).

Art. 13 bis (*Présentation d'un rapport au Parlement sur les ressources des organismes collecteurs de fonds de la formation professionnelle et sur l'évolution de la participation des employeurs à cette formation*) (p. 1228).

Adopté : amendement n° 34 de la commission : suppression de cet article (p. 1228).

Devenus sans objet : amendements du Gouvernement, n°s 58 et 59 (p. 1228).

– L'article 13 bis est supprimé (p. 1228).

Art. 14 (*Art. L. 950-3 du code du travail – Consultation du comité d'entreprise en matière de formation professionnelle*) – Adopté (p. 1228).

Art. 14 bis (*Art. L. 932-1 du code du travail – Périodicité de la consultation du comité d'entreprise sur la formation professionnelle*) (p. 1228).

Adopté : amendement n° 35 de la commission : suppression de cet article (p. 1229).

– L'article 14 bis est supprimé (p. 1229).

Art. 14 ter (*Art. L. 932-2 du code du travail – Périodicité de la négociation de branche sur la formation professionnelle*) (p. 1229).

Adopté : amendement n° 36 de la commission : suppression de cet article (p. 1229).

– L'article 14 ter est supprimé (p. 1229).

Art. 14 quater (*Art. L. 980-14 et L. 980-15 du code du travail – Codification des missions locales pour l'insertion professionnelle et sociale des jeunes et du conseil national des missions locales*) (p. 1229).

Adopté : amendement n° 37 de la commission : suppression de cet article (p. 1229).

– L'article 14 quater est supprimé (p. 1229).

Chapitre VI

Dispositions modifiant le titre IX du livre IX du code du travail et relatives au contrôle de la formation professionnelle continue

Art. 15 (*Contrôle de la formation professionnelle continue*) (p. 1229).

ART. L. 991-1 DU CODE DU TRAVAIL (*Contrôle administratif et financier de la formation professionnelle continue*) (p. 1230).

Adopté : amendement n° 38 de la commission : suppression du contrôle sous forme d'enquête (p. 1231).

- Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1231).

ART. L. 991-2 (*Contrôle de la formation financée par l'Etat*) (p. 1231).

Adoptés : amendement n° 60 du Gouvernement : rédactionnel (p. 1231) - Amendement n° 39 de la commission : précision (p. 1231).

Retirés : amendements n° 61 et 62 du Gouvernement : même objet que l'amendement n° 39 de la commission (p. 1231).

- Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 1231).

ART. L. 991-3 (*Agents chargés du contrôle*) - Adopté (p. 1231).

ART. L. 991-4 (*Contrôle de l'exécution des obligations des entreprises*) - Adopté (p. 1231).

ART. L. 991-5 (*Autres obligations propres aux organismes de formation lors d'un contrôle*) - Adopté (p. 1231).

ART. L. 991-6 (*Sanctions de l'inexécution de la convention de formation financée sur fonds publics*) - Adopté (p. 1231).

ART. L. 991-7 (*Sanctions relatives aux dépenses non recevables*) - Adopté (p. 1231).

ART. L. 991-8 (*Modalités de contrôle administratif et financier*) (p. 1231).

Rejeté : amendement n° 63 du Gouvernement : intervention immédiate du contrôle en cas de circonstances exceptionnelles (p. 1232).

- Le texte proposé est adopté (p. 1232).

ART. L. 991-9 (*Modalités d'application des articles L. 991-1 à L. 991-8 du code du travail*) - Adopté (p. 1232).

- L'article 15, ainsi modifié, est adopté (p. 1232).

Art. 16 (Art. L. 993-2 du code du travail - *Sanctions pénales*) (p. 1232).

Adopté : amendement n° 66 du Gouvernement : cas de publication des sanctions pénales (p. 1232).

- L'article 16, ainsi modifié, est adopté (p. 1232).

Après l'art. 16 (p. 1232).

Adoptés : amendements du Gouvernement, n° 67 : introduction d'une division additionnelle : « Chapitre VII : Formation professionnelle continue des personnels hospitaliers » (p. 1233 ; précédemment réservé p. 1232) - N° 64 : augmentation pour les établissements hospitaliers publics de l'obligation minimale de financement des dépenses de formation professionnelle (p. 1233) - Et n° 65 : élargissement de la représentation des indemnités syndicales au sein des organismes paritaires de gestion (p. 1233).

- Une division additionnelle et deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 1233).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1233, 1234) : MM. Hector Viron, Franck Sérusclat, Roger Husson, Jacques Machet, Ernest Cartigny, Jean Madelain, rapporteur.

Adoption (31 mai 1990) (p. 1234).

Discussion (deuxième lecture)

(25 juin 1990) (p. 2067, 2069).

I - Discussion générale (p. 2067, 2068) : MM. André Laignel, secrétaire d'Etat chargé de la formation professionnelle ; Jean Madelain, rapporteur de la commission des affaires sociales.

Chômage : Laignel (André) (p. 2067).

Code du travail : Madelain (Jean) p. 2068).

Crédit formation : Madelain (Jean) (p. 2067).

Décentralisation : Madelain (Jean) (p. 2067).

Droit à la qualification : Laignel (André) (p. 2067).

Formation continue : (Laignel (André) (p. 2067) ; Madelain (Jean) (p. 2067).

Organisations syndicales : Laignel (André) (p. 2067) ; Madelain (Jean) (p. 2067).

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2068, 2069) : MM. Jean Madelain, rapporteur ; Charles de Cuttoli, André Laignel, secrétaire d'Etat.

Art. 4 (p. 2068) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 8 - Adopté (p. 2068).

Art. 10 - Adopté (p. 2068).

Art. 13 bis (p. 2068).

Retiré : amendement n° 1 de M. Charles de Cuttoli : précisions contenues dans le rapport du Gouvernement au Parlement mentionnées dans le présent article (p. 2069).

- L'article 13 bis est adopté (p. 2069).

Art. 14 bis - Adopté (p. 2069).

Art. 14 ter - Adopté (p. 2069).

Adoption (25 juin 1990) (p. 2069).

Français de l'étranger

Voir *Elections*, 6 ; 9

Impôts et taxes, 1

-

1. - **Proposition de loi modifiant la loi n° 82-471 du 7 juin 1982 modifiée, relative au Conseil supérieur des Français de l'étranger**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jean-Pierre Cantegrit, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 22 décembre 1988 - 7 mars 1989) [n° 222 rect. (88-89)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Daniel Hoeffel (6 décembre 1989) [n° 102 (89-90)] - Discussion (18 décembre 1989) (Voir Table des matières 1989 - Français de l'étranger, 1) - Adoption (18 décembre 1989) [n° 58].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (19 décembre 1989) [n° 1129 (9^e lég.)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Michel Suchod (2 avril 1990) [n° 1195 (9^e lég.)] - Discussion (11 avril 1990) - Adoption (11 avril 1990) [n° 266].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (12 avril 1990) [n° 235 (89-90)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Daniel Hoeffel (17 avril 1990) [n° 242 (89-90)] - Discussion (24 avril 1990) - Adoption (24 avril 1990) [n° 88].

PROMULGATION : Loi n° 90-384 du 10 mai 1990 (J.O. Lois et décrets du 11 mai 1990).

Discussion (deuxième lecture)

(24 avril 1990) (p. 483, 489).

I - DISCUSSION GENERALE (p. 483, 487) : MM. Jacques Pelletier, ministre de la coopération et du développement ; Daniel Hoeffel, rapporteur de la commission des lois ; Jean-Pierre Bayle, Pierre Biarnès, Louis Virapoullé, Jean Garcia.

Conseil supérieur des Français de l'étranger (consultation) : Hoeffel (Daniel) (p. 485) ; Pelletier (Jacques) (p. 484) ; Virapoullé (Louis) (p. 486).

Conseil supérieur des Français de l'étranger (débat) : Bayle (Jean-Pierre) (p. 487).

Conseil supérieur des Français de l'étranger (représentation) : Garcia (Jean) (p. 486) ; Pelletier (Jacques) (p. 484).

Coopération culturelle, scientifique et technique : Virapoullé (Louis) (p. 486).

Décès de M. Jean Barras : Bayle (Jean-Pierre) (p. 485) ; Hoeffel (Daniel) (p. 485) ; Pelletier (Jacques) (p. 484).

Election des délégués : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 486) ; *Biarnès (Pierre)* (p. 486) ; *Hoeffel (Daniel)* (p. 485) ; *Pelletier (Jacques)* (p. 485) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 486).

Expatriés : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 485).

Français de l'étranger : *Garcia (Jean)* (p. 487) ; *Hoeffel (Daniel)* (p. 485) ; *Pelletier (Jacques)* (p. 484).

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 487, 489)

Art. 1^{er} - Adopté (p. 487).

Art. 5 - Adopté (p. 487).

Art. 6 (p. 487) - Supprimé par l'Assemblée Nationale.

Art. 8 - Adopté (p. 487).

Art. 11 - Adopté (p. 487).

Art. 15 - Adopté (p. 487).

Art. 19 - Adopté (p. 488).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 488, 489) : *MM. Jean-Pierre Cantegrit, Paul d'Ornano, Pierre Biarnès* ; intervention de *M. Jacques Pelletier, ministre*.

Adoption (24 avril 1990) (p. 489).

2. - Proposition de loi portant création d'un fonds de garantie public permettant l'indemnisation des Français établis hors de France expulsés en raison de leur nationalité ou de départ obligatoire par suite d'événements politiques graves, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jacques Habert, sénateur, et plusieurs de ses collègues (9 octobre 1990) [n° 21 (90-91)] - Renvoi à la commission des lois.

3. - Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 82-471 du 7 juin 1982 relative au conseil supérieur des Français de l'étranger, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jean-Pierre Bayle, sénateur, et plusieurs de ses collègues (13 décembre 1990) [n° 171 (90-91)] - Renvoi à la commission des lois.

Francophonie

Voir *Allocutions et communications*, 22
Lois de finances, 1, Affaires étrangères
Missions d'information, 4

Fraudes et falsifications

Voir *Questions orales sans débat* n° 181

G

Gabon

Voir *Rappels au règlement*, 17

Gaz

Voir *Questions orales sans débat* n° 202

Gendarmerie nationale

Voir *Questions au Gouvernement* n° 230

Gibier

Voir *Questions orales sans débat* n° 211

Golfe persique (crise)

Voir *Gouvernement (déclarations)*, 3
Lois de finances, 1, Affaires étrangères
Messages du Président de la République, 1

Gouvernement

Voir *Questions au Gouvernement* n° 251

Gouvernement (déclarations)

Voir *Rappels au règlement*, 32

1. - **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le rapport relatif à l'évolution de la situation économique et financière, PRONONCÉE AU SENAT** par M. Pierre Bérégoov, ministre de l'économie (14 juin 1990) (p. 1617, 1668) [n° 387 (89-90)].

MM. Pierre Bérégoov, ministre de l'économie; Michel Charasse, ministre chargé du budget; Christian Poncelet, président de la commission des finances; Roger Chinaud, rapporteur général de la commission des finances; Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales; Louis Perrein; Jacques Larché, président de la commission des lois; René Monory, Yves Guéna, Paul Girod, René Régnauld, François Trucy, Robert Vizet, Maurice Blin, Geoffroy de Montalembert, Pierre Laffitte, Paul Loricant, Jean Cluzel, Jacques Valade, Xavier de Villepin.

Accidents du travail : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1634).

Action sanitaire et sociale : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1633).

Agence nationale pour la valorisation de la recherche (ANVAR) : *Laffitte (Pierre)* (p. 1658).

Allemagne (réunification) : *Bérégoov (Pierre)* (p. 1643; 1644; 1645); *Guéna (Yves)* (p. 1643); *Loricant (Paul)* (p. 1660); *Poncelet (Christian)* (p. 1644); *Trucy (François)* (p. 1651); *Villepin (Xavier de)* (p. 1664).

Aménagement du territoire : *Montalembert (Geoffroy de)* (p. 1657).

Anciens combattants (Afrique du Nord) : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1633).

Ariane (fusée) : *Valade (Jacques)* (p. 1664).

Assurance vieillesse : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1634).

Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) : *Bérégoov (Pierre)* (p. 1644); *Laffitte (Pierre)* (p. 1658).

Bourses d'études : *Loricant (Paul)* (p. 1661); *Régnauld (René)* (p. 1649).

Bourses de valeurs : *Bérégoov (Pierre)* (p. 1667); *Villepin (Xavier de)* (p. 1665); *Vizet (Robert)* (p. 1654).

Budget : *Bérégoov (Pierre)* (p. 1639; 1666); *Chinaud (Roger)* (p. 1630); *Cluzel (Jean)* (p. 1663); *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1633); *Vizet (Robert)* (p. 1653).

Budget civil de recherche et de développement technologique (BCRD) : *Valade (Jacques)* (p. 1663).

Budget de l'Etat : *Bérégoov (Pierre)* (p. 1617); *Charasse (Michel)* (p. 1620); *Chinaud (Roger)* (p. 1630); *Loricant (Paul)* (p. 1659).

Câble (technologie) : *Cluzel (Jean)* (p. 1662).

Centre d'étude des revenus et des coûts (CERC) : *Bérégoov (Pierre)* (p. 1618; 1619).

Centre national d'études spatiales (CNES) : *Valade (Jacques)* (p. 1664).

Chômage : *Bérégoov (Pierre)* (p. 1617); *Charasse (Michel)* (p. 1622); *Chinaud (Roger)* (p. 1629); *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1633); *Guéna (Yves)* (p. 1641; 1642); *Monory (René)* (p. 1639); *Poncelet (Christian)* (p. 1626); *Régnauld (René)* (p. 1649); *Villepin (Xavier de)* (p. 1664); *Vizet (Robert)* (p. 1653).

Collectivités territoriales : *Bérégoov (Pierre)* (p. 1619); *Charasse (Michel)* (p. 1647); *Chinaud (Roger)* (p. 1630); *Girod (Paul)* (p. 1647); *Régnauld (René)* (p. 1649).

Commerce et artisanat : *Laffitte (Pierre)* (p. 1659); *Régnauld (René)* (p. 1649).

Commerce extérieur : *Chinaud (Roger)* (p. 1628); *Girod (Paul)* (p. 1646); *Guéna (Yves)* (p. 1641); *Poncelet (Christian)* (p. 1625; 1626).

Commerce international : *Girod (Paul)* (p. 1647).

Commission des Communautés européennes : *Poncelet (Christian)* (p. 1644).

Communauté économique européenne (CEE) : *Bérégoov (Pierre)* (p. 1643; 1645); *Guéna (Yves)* (p. 1643); *Montalembert (Geoffroy de)* (p. 1657).

Communication : *Bérégoov (Pierre)* (p. 1667).

Communication audiovisuelle : *Cluzel (Jean)* (p. 1662).

Compagnie générale d'électricité (CGE) : *Bérégoov (Pierre)* (p. 1667).

Conseil national du service public : *Régnauld (René)* (p. 1650).

Conseil scientifique de l'évaluation : *Blin (Maurice)* (p. 1656).

Constitution (article 49-3) : *Vizet (Robert)* (p. 1653).

Contribution sociale généralisée (CSG) : *Bérégoov (Pierre)* (p. 1618); *Charasse (Michel)* (p. 1624); *Chinaud (Roger)* (p. 1629); *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1635); *Vizet (Robert)* (p. 1655).

Croissance économique : *Bérégoov (Pierre)* (p. 1617; 1639; 1666); *Blin (Maurice)* (p. 1657); *Charasse (Michel)* (p. 1620; 1623; 1625); *Cluzel (Jean)* (p. 1662); *Guéna (Yves)* (p. 1641); *Loricant (Paul)* (p. 1659); *Monory (René)* (p. 1640); *Poncelet (Christian)* (p. 1626); *Régnauld (René)* (p. 1649); *Villepin (Xavier de)* (p. 1664); *Vizet (Robert)* (p. 1655).

Culture : *Cluzel (Jean)* (p. 1663).

Décentralisation : *Monory (René)* (p. 1640).

Défense : *Bérégoov (Pierre)* (p. 1631); *Trucy (François)* (p. 1651).

Défense (budget) : *Bérégoov (Pierre)* (p. 1620); *Chinaud (Roger)* (p. 1630); *Trucy (François)* (p. 1650; 1652).

Déficit budgétaire : *Bérégoov (Pierre)* (p. 1618); *Charasse (Michel)* (p. 1621); *Chinaud (Roger)* (p. 1630); *Girod (Paul)* (p. 1645); *Loricant (Paul)* (p. 1659); *Monory (René)* (p. 1640); *Poncelet (Christian)* (p. 1626; 1627); *Régnauld (René)* (p. 1649).

- Démographie (évolution) : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1635).
- Dépenses publiques : *Chinaud (Roger)* (p. 1630).
- Désarmement : *Trucy (François)* (p. 1651 ; 1652).
- Détenus : *Larché (Jacques)* (p. 1637).
- Dissuasion nucléaire : *Chinaud (Roger)* (p. 1632).
- Dotation globale de fonctionnement (DGF) : *Vizet (Robert)* (p. 1654).
- Economie : *Chinaud (Roger)* (p. 1628 ; 1630 ; 1632) ; *Guéna (Yves)* (p. 1643) ; *Vizet (Robert)* (p. 1653).
- Economie (mondiale) : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1628) ; *Chinaud (Roger)* (p. 1628).
- Education : *Vizet (Robert)* (p. 1654).
- Education nationale : *Charasse (Michel)* (p. 1621 ; 1624) ; *Laffitte (Pierre)* (p. 1659) ; *Régnault (René)* (p. 1649).
- Education nationale (budget) : *Vizet (Robert)* (p. 1655).
- Emploi : *Blin (Maurice)* (p. 1656 ; 1657) ; *Charasse (Michel)* (p. 1622 ; 1625) ; *Chinaud (Roger)* (p. 1628 ; 1630).
- Emploi (créations) : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1617) ; *Charasse (Michel)* (p. 1621) ; *Chinaud (Roger)* (p. 1629) ; *Loridant (Paul)* (p. 1659) ; *Monory (René)* (p. 1640).
- Enseignants : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1620).
- Entreprises : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1668) ; *Charasse (Michel)* (p. 1623 ; 1625) ; *Chinaud (Roger)* (p. 1632) ; *Cluzel (Jean)* (p. 1663) ; *Girod (Paul)* (p. 1646 ; 1647) ; *Loridant (Paul)* (p. 1659) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 1664) ; *Vizet (Robert)* (p. 1653 ; 1654).
- Entreprises (charges) : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1666) ; *Vizet (Robert)* (p. 1655).
- Entreprises (petites et moyennes) (PME) : *Villepin (Xavier de)* (p. 1665).
- Entreprises publiques : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1666) ; *Monory (René)* (p. 1640).
- Épargne : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1619 ; 1644 ; 1667) ; *Chinaud (Roger)* (p. 1628 ; 1630) ; *Loridant (Paul)* (p. 1659 ; 1660).
- Espace : *Valade (Jacques)* (p. 1663 ; 1664).
- Espagne : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1641).
- Etablissements pénitentiaires : *Charasse (Michel)* (p. 1637).
- Etats-Unis d'Amérique (USA) : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1628 ; 1644).
- Europe : *Guéna (Yves)* (p. 1642) ; *Laffitte (Pierre)* (p. 1658) ; *Monory (René)* (p. 1639 ; 1641) ; *Régnault (René)* (p. 1650).
- Europe (de l'Est) : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1644 ; 1645 ; 1668) ; *Girod (Paul)* (p. 1648).
- Exportations : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1617).
- Fiscalité : *Girod (Paul)* (p. 1646) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 1665).
- Fiscalité locale : *Girod (Paul)* (p. 1647) ; *Régnault (René)* (p. 1650) ; *Vizet (Robert)* (p. 1654).
- Fonctionnaires et agents publics : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1620) ; *Charasse (Michel)* (p. 1623) ; *Chinaud (Roger)* (p. 1632) ; *Monory (René)* (p. 1638).
- Formation professionnelle : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1617) ; *Blin (Maurice)* (p. 1657) ; *Charasse (Michel)* (p. 1622) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1633) ; *Laffitte (Pierre)* (p. 1658) ; *Monory (René)* (p. 1638 ; 1639) ; *Régnault (René)* (p. 1649).
- Gouvernement : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1666 ; 1668) ; *Cluzel (Jean)* (p. 1662 ; 1663) ; *Guéna (Yves)* (p. 1643) ; *Monory (René)* (p. 1638 ; 1641).
- Grand marché intérieur (CEE) : *Charasse (Michel)* (p. 1624) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1635) ; *Poncelet (Christian)* (p. 1627).
- Grève (droit de) : *Larché (Jacques)* (p. 1638).
- Groupes politiques : *Guéna (Yves)* (p. 1643).
- Habitations à loyer modéré (HLM) : *Vizet (Robert)* (p. 1655).
- Ile-de-France (région) : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1634) ; *Perrein (Louis)* (p. 1634).
- Impôt de solidarité sur la fortune (ISF) : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1619) ; *Charasse (Michel)* (p. 1624).
- Impôts et taxes : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1666).
- Impôt sur le revenu : *Guéna (Yves)* (p. 1642) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 1665).
- Inflation : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1617 ; 1618) ; *Chinaud (Roger)* (p. 1628) ; *Guéna (Yves)* (p. 1641 ; 1642) ; *Loridant (Paul)* (p. 1659 ; 1660) ; *Régnault (René)* (p. 1649) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 1664).
- Innovation : *Laffitte (Pierre)* (p. 1658).
- Intérêt (taux) : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1641 ; 1644 ; 1660 ; 1667 ; 1668) ; *Guéna (Yves)* (p. 1641 ; 1659) ; *Loridant (Paul)* (p. 1659 ; 1660) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 1664).
- Inventions : *Laffitte (Pierre)* (p. 1658).
- Investissements : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1617 ; 1666 ; 1668) ; *Charasse (Michel)* (p. 1621 ; 1624) ; *Guéna (Yves)* (p. 1641) ; *Laffitte (Pierre)* (p. 1659) ; *Loridant (Paul)* (p. 1659) ; *Monory (René)* (p. 1640 ; 1641) ; *Poncelet (Christian)* (p. 1626) ; *Régnault (René)* (p. 1649).
- Investissements étrangers en France : *Montalembert (Geoffroy de)* (p. 1657).
- Italie : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1641).
- Japon : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1644) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 1664).
- Justice : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1620) ; *Charasse (Michel)* (p. 1624 ; 1637) ; *Larché (Jacques)* (p. 1635 ; 1636 ; 1637).
- Logement : *Charasse (Michel)* (p. 1622 ; 1624) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1634) ; *Régnault (René)* (p. 1650).
- Logement social : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1633) ; *Vizet (Robert)* (p. 1654 ; 1655).
- Loi Méhaignerie (logement) : *Vizet (Robert)* (p. 1654).
- Lois de finances : *Charasse (Michel)* (p. 1647) ; *Chinaud (Roger)* (p. 1627) ; *Girod (Paul)* (p. 1645 ; 1646).
- Lois de programmation militaire : *Trucy (François)* (p. 1651 ; 1652).
- Lois organiques : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1617) ; *Charasse (Michel)* (p. 1620 ; 1647) ; *Girod (Paul)* (p. 1645).
- Magistrature : *Larché (Jacques)* (p. 1636 ; 1638).
- Militaires : *Trucy (François)* (p. 1652).
- Moyen-Orient : *Villepin (Xavier de)* (p. 1664).
- Ordonnances (législation par) : *Girod (Paul)* (p. 1645 ; 1646).
- Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) : *Chinaud (Roger)* (p. 1628).
- Paris : *Monory (René)* (p. 1640).
- Parlement : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1617) ; *Blin (Maurice)* (p. 1656) ; *Charasse (Michel)* (p. 1620) ; *Girod (Paul)* (p. 1645) ; *Poncelet (Christian)* (p. 1625 ; 1627).
- Patrimoine (fiscalité du) : *Charasse (Michel)* (p. 1624) ; *Chinaud (Roger)* (p. 1629) ; *Guéna (Yves)* (p. 1642) ; *Régnault (René)* (p. 1650).
- Pays en voie de développement (PVD) : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1667) ; *Charasse (Michel)* (p. 1622) ; *Loridant (Paul)* (p. 1660) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 1664).
- Personnels pénitentiaires : *Larché (Jacques)* (p. 1636).
- Personnes âgées : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1633).

Placements financiers : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1667).

Plan d'épargne populaire (PEP) : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1619); *Loridant (Paul)* (p. 1659).

Plus-values : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1639; 1667); *Charasse (Michel)* (p. 1623; 1625; 1646); *Villepin (Xavier de)* (p. 1665); *Vizet (Robert)* (p. 1654).

Postes et télécommunications (P et T) : *Régnauld (René)* (p. 1650).

Pouvoir d'achat : *Loridant (Paul)* (p. 1659); *Vizet (Robert)* (p. 1653).

Prélèvements obligatoires : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1618); *Poncellet (Christian)* (p. 1626).

Prêts d'accèsion à la propriété (PAP) : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1634); *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1634).

Prêts locatifs aidés (PLA) : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1633; 1634); *Perrein (Louis)* (p. 1634).

Primes d'aménagement du territoire : *Montalembert (Geoffroy de)* (p. 1657).

Privatisations : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1667); *Monory (René)* (p. 1640).

Prix : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1666).

Produit intérieur brut (PIB) : *Vizet (Robert)* (p. 1653).

Provence-Alpes-Côte d'Azur (région) : *Laffitte (Pierre)* (p. 1657).

Publicité : *Cluzel (Jean)* (p. 1663).

Recherche : *Laffitte (Pierre)* (p. 1658); *Loridant (Paul)* (p. 1661); *Régnauld (René)* (p. 1649); *Valade (Jacques)* (p. 1663; 1664).

Redevance de radiodiffusion télévision (exonération) : *Cluzel (Jean)* (p. 1662).

République démocratique allemande (RDA) : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1645); *Chinaud (Roger)* (p. 1628); *Guéna (Yves)* (p. 1643); *Trucy (François)* (p. 1651).

République fédérale d'Allemagne (RFA) : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1641; 1643; 1644; 1645; 1666; 1668); *Chinaud (Roger)* (p. 1628); *Guéna (Yves)* (p. 1659); *Laffitte (Pierre)* (p. 1658); *Monory (René)* (p. 1639); *Trucy (François)* (p. 1651); *Villepin (Xavier de)* (p. 1664).

Revenu minimum d'insertion (RMI) : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1619); *Charasse (Michel)* (p. 1622; 1624); *Cluzel (Jean)* (p. 1662); *Vizet (Robert)* (p. 1655).

Roumanie : *Trucy (François)* (p. 1651).

Royaume-Uni : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1628; 1641); *Guéna (Yves)* (p. 1659).

Salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) : *Vizet (Robert)* (p. 1655).

Salaires, traitements et indemnités : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1618; 1667); *Larché (Jacques)* (p. 1637); *Loridant (Paul)* (p. 1660); *Régnauld (René)* (p. 1650).

Santé : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1618); *Chinaud (Roger)* (p. 1630); *Vizet (Robert)* (p. 1654).

Satellites : *Cluzel (Jean)* (p. 1662).

Sécurité sociale : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1618); *Charasse (Michel)* (p. 1623); *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1634); *Guéna (Yves)* (p. 1642); *Laffitte (Pierre)* (p. 1657); *Vizet (Robert)* (p. 1655).

Sénat : *Poncellet (Christian)* (p. 1625).

Service national : *Trucy (François)* (p. 1652).

Société française de production et de création audiovisuelle (SFP) : *Cluzel (Jean)* (p. 1662).

Spéculation foncière : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1619).

Statut général des fonctionnaires : *Régnauld (René)* (p. 1650).

Successions et libéralités : *Villepin (Xavier de)* (p. 1665).

Syndrome immuno-déficitaire acquis (SIDA) : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1633).

Système monétaire européen (SME) : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 1660).

Taxe départementale sur le revenu : *Charasse (Michel)* (p. 1624).

Taxe d'habitation : *Charasse (Michel)* (p. 1624); *Régnauld (René)* (p. 1650); *Villepin (Xavier de)* (p. 1665).

Taxe professionnelle : *Régnauld (René)* (p. 1650); *Villepin (Xavier de)* (p. 1665).

Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) : *Charasse (Michel)* (p. 1623; 1625); *Chinaud (Roger)* (p. 1629); *Poncellet (Christian)* (p. 1627); *Vizet (Robert)* (p. 1655).

Télévisions de secteur public : *Cluzel (Jean)* (p. 1662).

Toxicomanie : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 1633).

Travail (budget) : *Blin (Maurice)* (p. 1656).

Union des républiques socialistes soviétiques (URSS) : *Trucy (François)* (p. 1651); *Villepin (Xavier de)* (p. 1664).

Universités : *Régnauld (René)* (p. 1649); *Vizet (Robert)* (p. 1655).

Val d'Oise (département) : *Perrein (Louis)* (p. 1634).

2. - **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la politique de l'eau, PRONONCEE AU SENAT par M. Michel Rocard, Premier ministre (20 juin 1990) (p. 1839, 1868) [n° 409 (89-90)].**

MM. Michel Rocard, Premier ministre; Philippe de Bourgoin, Jean François-Poncet, président de la commission des affaires économiques; Jacques Oudin, Louis Brives, Franck Sérusclat, Joël Bourdin, Félix Leyzour, Louis Mercier, Bernard Hugo, François Lesein, Germain Authié, Jean-Pierre Tizon, Pierre Lacour, Roland du Luart, Roger Fauroux, ministre de l'industrie; Henri Nallet, ministre de l'agriculture; Philippe Adnot; Brice Lalonde, secrétaire d'Etat chargé de l'environnement.

Adductions d'eau : *Hugo (Bernard)* (p. 1853); *Lalonde (Brice)* (p. 1866); *Mercier (Louis)* (p. 1852).

Agences de bassin : *Fauroux (Roger)* (p. 1860); *François-Poncet (Jean)* (p. 1842); *Lalonde (Brice)* (p. 1867; 1868); *Lesein (François)* (p. 1854); *Mercier (Louis)* (p. 1852); *Oudin (Jacques)* (p. 1844); *Rocard (Michel)* (p. 1840); *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 1856).

Aménagement rural : *Authié (Germain)* (p. 1855); *Leyzour (Félix)* (p. 1850); *Luart (Roland du)* (p. 1859; 1860); *Mercier (Louis)* (p. 1852); *Nallet (Henri)* (p. 1863; 1864); *Rocard (Michel)* (p. 1840).

Analyse des eaux : *Fauroux (Roger)* (p. 1861).

Aquaculture : *Lacour (Pierre)* (p. 1858).

Ardèche (département) : *Hugo (Bernard)* (p. 1853).

Association française de normalisation (AFNOR) : *Fauroux (Roger)* (p. 1861).

Barrages : *Brives (Louis)* (p. 1845; 1847); *Hugo (Bernard)* (p. 1852; 1853); *Luart (Roland du)* (p. 1859); *Nallet (Henri)* (p. 1862; 1863); *Oudin (Jacques)* (p. 1845); *Rocard (Michel)* (p. 1839); *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 1856).

Calamités agricoles (sécheresse) : *Authié (Germain)* (p. 1854); *Brives (Louis)* (p. 1846); *François-Poncet (Jean)* (p. 1842); *Lacour (Pierre)* (p. 1856); *Nallet (Henri)* (p. 1862); *Rocard (Michel)* (p. 1839); *Sérusclat (Franck)* (p. 1847); *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 1855).

Carburants de substitution : *Adnot (Philippe)* (p. 1865); *Nallet (Henri)* (p. 1865).

Code rural : *Hugo (Bernard)* (p. 1853).

Collectivités territoriales : *Authié (Germain)* (p. 1855) ; *Bourdin (Joël)* (p. 1848 ; 1849) ; *Hugo (Bernard)* (p. 1853) ; *Lalonde (Brice)* (p. 1867) ; *Lesein (François)* (p. 1854) ; *Oudin (Jacques)* (p. 1843 ; 1844).

Communautés européennes (directives) : *Lalonde (Brice)* (p. 1868) ; *Nallet (Henri)* (p. 1864).

Coopération intercommunale : *Oudin (Jacques)* (p. 1845).

Cours d'eau, étangs et lacs : *Bourdin (Joël)* (p. 1849) ; *Hugo (Bernard)* (p. 1853) ; *Lalonde (Brice)* (p. 1866).

Décentralisation : *Bourdin (Joël)* (p. 1849).

Déchets : *Lalonde (Brice)* (p. 1865).

Eau et assainissement : *Bourdin (Joël)* (p. 1848 ; 1849) ; *Hugo (Bernard)* (p. 1853) ; *Lalonde (Brice)* (p. 1867) ; *Leyzour (Félix)* (p. 1851) ; *Mercier (Louis)* (p. 1852) ; *Oudin (Jacques)* (p. 1843) ; *Rocard (Michel)* (p. 1840).

Eau (prix) : *Authié (Germain)* (p. 1854) ; *Bourdin (Joël)* (p. 1849) ; *Fauroux (Roger)* (p. 1860) ; *François-Poncet (Jean)* (p. 1842) ; *Lacour (Pierre)* (p. 1857) ; *Lalonde (Brice)* (p. 1867) ; *Leyzour (Félix)* (p. 1851) ; *Nallet (Henri)* (p. 1863) ; *Oudin (Jacques)* (p. 1844).

Electricité de France (EDF) : *Fauroux (Roger)* (p. 1860) ; *François-Poncet (Jean)* (p. 1841 ; 1842 ; 1860) ; *Hugo (Bernard)* (p. 1852) ; *Lacour (Pierre)* (p. 1858) ; *Leyzour (Félix)* (p. 1851) ; *Luart (Roland du)* (p. 1859) ; *Oudin (Jacques)* (p. 1845) ; *Rocard (Michel)* (p. 1839) ; *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 1856).

Elevage (zones humides) : *Lacour (Pierre)* (p. 1857).

Engrais : *François-Poncet (Jean)* (p. 1842) ; *Lacour (Pierre)* (p. 1858) ; *Lalonde (Brice)* (p. 1868) ; *Leyzour (Félix)* (p. 1850) ; *Luart (Roland du)* (p. 1860) ; *Nallet (Henri)* (p. 1864) ; *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 1855).

Environnement : *Nallet (Henri)* (p. 1862 ; 1865) ; *Rocard (Michel)* (p. 1841).

Fiscalité locale : *Lacour (Pierre)* (p. 1857).

Fonds national de garantie des calamités agricoles : *Nallet (Henri)* (p. 1862).

Fonds national de garantie des calamités agricoles (sécheresse) : *François-Poncet (Jean)* (p. 1841).

Fonds national pour le développement des adductions d'eau (FNDAE) : *Authié (Germain)* (p. 1855) ; *Bourdin (Joël)* (p. 1849) ; *Hugo (Bernard)* (p. 1853) ; *Lalonde (Brice)* (p. 1867) ; *Lesein (François)* (p. 1854) ; *Leyzour (Félix)* (p. 1851) ; *Luart (Roland du)* (p. 1858 ; 1859) ; *Mercier (Louis)* (p. 1851) ; *Nallet (Henri)* (p. 1862 ; 1863 ; 1864) ; *Oudin (Jacques)* (p. 1844) ; *Rocard (Michel)* (p. 1839).

Formation permanente : *Nallet (Henri)* (p. 1863).

Institut national de recherche agronomique (INRA) : *Lacour (Pierre)* (p. 1858).

Irrigation : *Authié (Germain)* (p. 1854) ; *Brives (Louis)* (p. 1846) ; *François-Poncet (Jean)* (p. 1842) ; *Hugo (Bernard)* (p. 1852 ; 1853) ; *Lacour (Pierre)* (p. 1857 ; 1858) ; *Luart (Roland du)* (p. 1858) ; *Nallet (Henri)* (p. 1862) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 1847).

Littoral (protection) : *Nallet (Henri)* (p. 1862) ; *Oudin (Jacques)* (p. 1843).

Pêche : *Lacour (Pierre)* (p. 1858) ; *Lalonde (Brice)* (p. 1868).

Politiques communautaires : *Brives (Louis)* (p. 1847) ; *François-Poncet (Jean)* (p. 1841) ; *Leyzour (Félix)* (p. 1850).

Pollution (air) : *Adnot (Philippe)* (p. 1865) ; *Leyzour (Félix)* (p. 1850) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 1850).

Pollution (eau) : *Authié (Germain)* (p. 1854) ; *Bourdin (Joël)* (p. 1848) ; *François-Poncet (Jean)* (p. 1842) ; *Lacour (Pierre)* (p. 1857) ; *Lalonde (Brice)* (p. 1866 ; 1867) ; *Luart (Roland du)* (p. 1859) ; *Mercier (Louis)* (p. 1852) ; *Nallet (Henri)* (p. 1862 ; 1864) ; *Oudin (Jacques)* (p. 1843 ; 1844) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 1847 ; 1848) ; *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 1855 ; 1856).

Pollutions industrielles : *Fauroux (Roger)* (p. 1861) ; *Lalonde (Brice)* (p. 1867) ; *Leyzour (Félix)* (p. 1850).

Productions agricoles : *Nallet (Henri)* (p. 1863 ; 1864).

Produits agricoles : *Lacour (Pierre)* (p. 1857).

Programmes scolaires : *Lesein (François)* (p. 1854).

Remembrement : *Lacour (Pierre)* (p. 1857) ; *Nallet (Henri)* (p. 1862).

Tarn (département) : *Brives (Louis)* (p. 1845 ; 1846).

3. - **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la situation au Moyen-Orient, PRONONCEE AU SENAT** par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (27 août 1990) (p. 2354, 2379) [n° 473 (89-90)].

MM. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères ; Max Lejeune, Jean Lecanuet, président de la commission des affaires étrangères ; Claude Estier, Marcel Lucotte, Mme Hélène Luc, MM. Daniel Hoeffel, Charles Pasqua, Jean François-Poncet, Jacques Habert, Robert Pontillon, Jean-Pierre Cantegrit, Charles de Cuttoli, Guy Penne, Maurice Schumann.

Affaires étrangères (ministère) (cellule de crise) : *Cantegrit (Jean-Pierre)* (p. 2374) ; *Cuttoli (Charles de)* (p. 2375) ; *Dumas (Roland)* (p. 2378) ; *Habert (Jacques)* (p. 2372) ; *Penne (Guy)* (p. 2375 ; 2376).

Armement (industrie) : *François-Poncet (Jean)* (p. 2371).

Armement nucléaire : *Dumas (Roland)* (p. 2377) ; *Hoeffel (Daniel)* (p. 2366) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 2359) ; *Lucotte (Marcel)* (p. 2362).

Armes (ventes) : *Dumas (Roland)* (p. 2378) ; *Luc (Hélène)* (p. 2364) ; *Pasqua (Charles)* (p. 2369).

Assurance chômage : *Cantegrit (Jean-Pierre)* (p. 2374).

Assurances : *Cantegrit (Jean-Pierre)* (p. 2374) ; *Cuttoli (Charles de)* (p. 2375).

Communauté économique européenne (CEE) : *Estier (Claude)* (p. 2360) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 2358).

Conflit israélo-arabe : *Dumas (Roland)* (p. 2357 ; 2378) ; *François-Poncet (Jean)* (p. 2371) ; *Luc (Hélène)* (p. 2365) ; *Pontillon (Robert)* (p. 2373).

Conflits armés : *Dumas (Roland)* (p. 2357) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 2357) ; *Luc (Hélène)* (p. 2363) ; *Pontillon (Robert)* (p. 2373).

Conseil supérieur des Français de l'étranger (CSFE) : *Habert (Jacques)* (p. 2372) ; *Penne (Guy)* (p. 2376).

Coopération : *Dumas (Roland)* (p. 2377) ; *Pasqua (Charles)* (p. 2369).

Corps diplomatique et consulaire : *Dumas (Roland)* (p. 2379) ; *Estier (Claude)* (p. 2360) ; *Habert (Jacques)* (p. 2372).

Débats (organisation) : *Lecanuet (Jean)* (p. 2360) ; *Lejeune (Max)* (p. 2357).

Défense (budget) : *Dumas (Roland)* (p. 2376) ; *Hoeffel (Daniel)* (p. 2366) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 2358) ; *Luc (Hélène)* (p. 2364) ; *Lucotte (Marcel)* (p. 2363) ; *Pasqua (Charles)* (p. 2369).

Défense opérationnelle du territoire (DOT) : *Lecanuet (Jean)* (p. 2359).

Droit international public : *Dumas (Roland)* (p. 2355) ; *Estier (Claude)* (p. 2361) ; *Pasqua (Charles)* (p. 2369) ; *Pontillon (Robert)* (p. 2373).

Droits de l'homme : *Lecanuet (Jean)* (p. 2359).

Embargo : *Dumas (Roland)* (p. 2356 ; 2377 ; 2378) ; *Estier (Claude)* (p. 2360) ; *François-Poncet (Jean)* (p. 2370) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 2359) ; *Pasqua (Charles)* (p. 2367 ; 2368).

Energie nucléaire : *Schumann (Maurice)* (p. 2376).

Etats-Unis d'Amérique (USA) : *Estier (Claude)* (p. 2361) ; *François-Poncet (Jean)* (p. 2370) ; *Hoeffel (Daniel)* (p. 2366) ;

Luc (Hélène) (p. 2364 ; 2365) ; Lucotte (Marcel) (p. 2362) ; Pasqua (Charles) (p. 2368).

Europe : Dumas (Roland) (p. 2377) ; François-Poncet (Jean) (p. 2371) ; Hoeffel (Daniel) (p. 2366) ; Lucotte (Marcel) (p. 2362).

Europe (défense) : Dumas (Roland) (p. 2378) ; Pontillon (Robert) (p. 2373).

Français de l'étranger : Cantegrit (Jean-Pierre) (p. 2374) ; Cuttoli (Charles de) (p. 2374) ; 2375 ; Dumas (Roland) (p. 2378) ; Habert (Jacques) (p. 2371 ; 2372).

Français de l'étranger (protection et sécurité) : Cantegrit (Jean-Pierre) (p. 2374) ; Cuttoli (Charles de) (p. 2375) ; Penne (Guy) (p. 2375 ; 2376).

Français détenus à l'étranger : Cantegrit (Jean-Pierre) (p. 2373 ; 2374) ; Cuttoli (Charles de) (p. 2375) ; Dumas (Roland) (p. 2356) ; Estier (Claude) (p. 2360) ; François-Poncet (Jean) (p. 2370) ; Habert (Jacques) (p. 2371 ; 2372) ; Hoeffel (Daniel) (p. 2366) ; Luc (Hélène) (p. 2364) ; Lucotte (Marcel) (p. 2362) ; Pasqua (Charles) (p. 2367) ; Penne (Guy) (p. 2375).

Information : Dumas (Roland) (p. 2356 ; 2377) ; Estier (Claude) (p. 2361) ; Lucotte (Marcel) (p. 2363) ; Pasqua (Charles) (p. 2369).

Intérêt (taux) : Lucotte (Marcel) (p. 2363).

Irak : Dumas (Roland) (p. 2355) ; Estier (Claude) (p. 2361) ; François-Poncet (Jean) (p. 2370) ; Hoeffel (Daniel) (p. 2366) ; Lecanuet (Jean) (p. 2358 ; 2360) ; Luc (Hélène) (p. 2363 ; 2364) ; Lucotte (Marcel) (p. 2362) ; Pasqua (Charles) (p. 2367 ; 2368).

Irakiens résidant en France : Dumas (Roland) (p. 2377) ; Lucotte (Marcel) (p. 2363).

Koweït : Dumas (Roland) (p. 2355) ; Luc (Hélène) (p. 2363) ; Pasqua (Charles) (p. 2367).

Liban : Luc (Hélène) (p. 2365).

Lois de finances : Hoeffel (Daniel) (p. 2366) ; Lucotte (Marcel) (p. 2363).

Monde arabe : Dumas (Roland) (p. 2355 ; 2357 ; 2377) ; François-Poncet (Jean) (p. 2370 ; 2371) ; Hoeffel (Daniel) (p. 2366) ; Lecanuet (Jean) (p. 2358) ; Luc (Hélène) (p. 2365) ; Pasqua (Charles) (p. 2368).

Moyen-Orient : Dumas (Roland) (p. 2357) ; Hoeffel (Daniel) (p. 2367) ; Lecanuet (Jean) (p. 2357) ; Luc (Hélène) (p. 2365).

Opérations extérieures (armée) : Dumas (Roland) (p. 2356 ; 2376 ; 2377 ; 2378) ; Lecanuet (Jean) (p. 2359) ; Luc (Hélène) (p. 2364 ; 2365) ; Pasqua (Charles) (p. 2369).

Organisation des Nations unies (ONU) : Dumas (Roland) (p. 2355 ; 2357) ; Estier (Claude) (p. 2360) ; François-Poncet (Jean) (p. 2370) ; Lecanuet (Jean) (p. 2358 ; 2359) ; Luc (Hélène) (p. 2364 ; 2365) ; Lucotte (Marcel) (p. 2362).

Organisation des Nations unies (ONU) (Conseil de sécurité) : Dumas (Roland) (p. 2356 ; 2378) ; Estier (Claude) (p. 2361) ; François-Poncet (Jean) (p. 2371) ; Pasqua (Charles) (p. 2367 ; 2368) ; Pontillon (Robert) (p. 2373).

Otages retenus en Irak et au Koweït : Voir Français détenus à l'étranger.

Parlement (information) : Dumas (Roland) (p. 2356) ; Hoeffel (Daniel) (p. 2365) ; Penne (Guy) (p. 2376).

Pays en voie de développement (PVD) : Hoeffel (Daniel) (p. 2366).

Pétrole : Dumas (Roland) (p. 2355 ; 2356 ; 2379) ; Lecanuet (Jean) (p. 2359) ; Luc (Hélène) (p. 2364) ; Lucotte (Marcel) (p. 2363) ; Schumann (Maurice) (p. 2376).

Plans d'urgence : Cantegrit (Jean-Pierre) (p. 2374) ; Cuttoli (Charles de) (p. 2375).

Président de la République : Dumas (Roland) (p. 2355) ; Estier (Claude) (p. 2360) ; Lecanuet (Jean) (p. 2359) ; Luc (Hélène)

(p. 2365) ; Lucotte (Marcel) (p. 2362) ; Pasqua (Charles) (p. 2368).

Relations internationales : Dumas (Roland) (p. 2357 ; 2377) ; Estier (Claude) (p. 2361) ; François-Poncet (Jean) (p. 2369) ; Hoeffel (Daniel) (p. 2367) ; Lecanuet (Jean) (p. 2357) ; Lucotte (Marcel) (p. 2362) ; Pontillon (Robert) (p. 2373).

Satellites : Pontillon (Robert) (p. 2373).

Sécurité sociale : Cantegrit (Jean-Pierre) (p. 2374).

Taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) : Dumas (Roland) (p. 2377) ; Lucotte (Marcel) (p. 2363).

Terrorisme : Lecanuet (Jean) (p. 2359).

Union de l'Europe occidentale (UEO) : Dumas (Roland) (p. 2356 ; 2378) ; Lecanuet (Jean) (p. 2358) ; Pontillon (Robert) (p. 2373).

Union des républiques socialistes soviétiques (URSS) : Estier (Claude) (p. 2361) ; Lucotte (Marcel) (p. 2362).

4. - Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur les difficultés actuelles et les perspectives de l'agriculture française PRONONCEE AU SENAT par M. Louis Mermaz, ministre de l'agriculture (9 octobre 1990) (p. 2567, 2615) [n° 23 (90-91)].

MM. Louis Mermaz, ministre de l'agriculture et de la forêt ; Jean François-Poncet, président de la commission des affaires économiques ; Christian Poncelet, président de la commission des finances ; Désiré Debavelaere, Jean Huchon, Félix Leyzour, Louis Brives, Fernand Tardy, Christian Bonnet, François Delga, François Gerbaud, Jean Arthuis, Louis Minetti, Raymond Soucaret, Marcel Bony, Roland du Luart, Jean Grandon, Jacques Chaumont, Marcel Daunay, Charles-Edmond Lenglet, William Chervy, Jean Boyer, Franz Duboscq, Michel Souplet, Jean Roger, Michel Moreigne, Bernard Seillier, Roger Rigaudière, Jacques Machet, André Boyer, Gérard Delfau, Pierre Louvot, Guy Robert, Georges Berchet, Aubert Garcia, Jean-Paul Chambriard, Louis Moinard, Paul Girod, Philippe Labeyrie, Jean Pépin, Claude Mont, René Régnauld, Philippe de Bourgoing, René Ballayer, André Vallet, Pierre Lacour, Alphonse Arzel, Louis Virapoullé.

Abattoirs : Vallet (André) (p. 2609).

Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) : Berchet (Georges) (p. 2603) ; Bonnet (Christian) (p. 2579) ; Bourgoing (Philippe de) (p. 2609) ; Brives (Louis) (p. 2576) ; Chaumont (Jacques) (p. 2588 ; 2589) ; Daunay (Marcel) (p. 2590) ; Debavelaere (Désiré) (p. 2573) ; Delfau (Gérard) (p. 2600) ; Delga (François) (p. 2580) ; Duboscq (Franz) (p. 2593) ; François-Poncet (Jean) (p. 2571) ; Gerbaud (François) (p. 2582) ; Grandon (Jean) (p. 2587) ; Huchon (Jean) (p. 2574) ; Lenglet (Charles-Edmond) (p. 2591) ; Leyzour (Félix) (p. 2576) ; Louvot (Pierre) (p. 2601) ; Mermaz (Louis) (p. 2569 ; 2613) ; Minetti (Louis) (p. 2583) ; Moinard (Louis) (p. 2605) ; Mont (Claude) (p. 2607) ; Moreigne (Michel) (p. 2597) ; Poncelet (Christian) (p. 2572) ; Roger (Jean) (p. 2596) ; Seillier (Bernard) (p. 2598) ; Souplet (Michel) (p. 2595).

Agriculteurs (cessation d'activité) : Arthuis (Jean) (p. 2583) ; Daunay (Marcel) (p. 2590) ; Mermaz (Louis) (p. 2568).

Agriculteurs (en difficulté) : Arthuis (Jean) (p. 2583) ; Berchet (Georges) (p. 2602) ; Bonnet (Christian) (p. 2578) ; Debavelaere (Désiré) (p. 2573) ; Duboscq (Franz) (p. 2593) ; Garcia (Aubert) (p. 2603) ; Gerbaud (François) (p. 2581) ; Leyzour (Félix) (p. 2575) ; Louvot (Pierre) (p. 2601) ; Luart (Roland du) (p. 2586) ; Mermaz (Louis) (p. 2568 ; 2614) ; Moinard (Louis) (p. 2604) ; Moreigne (Michel) (p. 2596) ; Poncelet (Christian) (p. 2571) ; Rigaudière (Roger) (p. 2598 ; 2599) ; Soucaret (Raymond) (p. 2584) ; Tardy (Fernand) (p. 2578).

Agriculteurs (jeunes) : Louvot (Pierre) (p. 2601) ; Moinard (Louis) (p. 2605) ; Souplet (Michel) (p. 2595).

Agriculteurs (retraite) : Delga (François) (p. 2580).

Agriculture (budget) : Chaumont (Jacques) (p. 2588) ; Pépin (Jean) (p. 2606 ; 2607) ; Poncelet (Christian) (p. 2572) ; Rigaudière (Roger) (p. 2599).

Agro-alimentaire (industrie) : *Gerbaud (François)* (p. 2582) ; *Mermaz (Louis)* (p. 2570 ; 2614).

Allemagne (réunification) : *Bonnet (Christian)* (p. 2579) ; *Chaumont (Jacques)* (p. 2589) ; *Mermaz (Louis)* (p. 2612).

Aménagement du territoire : *Chambriard (Jean-Paul)* (p. 2604) ; *Duboscq (Franz)* (p. 2594) ; *François-Poncet (Jean)* (p. 2570) ; *Girod (Paul)* (p. 2605) ; *Huchon (Jean)* (p. 2575) ; *Minetti (Louis)* (p. 2584) ; *Régnauld (René)* (p. 2608).

Aménagement rural : *Boyer (Jean)* (p. 2592) ; *Gerbaud (François)* (p. 2581 ; 2582) ; *Leyzour (Félix)* (p. 2575) ; *Seillier (Bernard)* (p. 2597 ; 2598).

Aménagement rural (zones défavorisées) : *Bony (Marcel)* (p. 2586) ; *Brives (Louis)* (p. 2576) ; *Delfau (Gérard)* (p. 2601) ; *Duboscq (Franz)* (p. 2593) ; *Mermaz (Louis)* (p. 2569 ; 2614) ; *Rigaudière (Roger)* (p. 2598) ; *Roger (Jean)* (p. 2596) ; *Tardy (Fernand)* (p. 2577).

Appellations d'origine : *Mermaz (Louis)* (p. 2568) ; *Rigaudière (Roger)* (p. 2598).

Bouches-du-Rhône (département) (plaine de la Crau) : *Mermaz (Louis)* (p. 2615) ; *Vallet (André)* (p. 2609).

Calamités agricoles : *Arthuis (Jean)* (p. 2582) ; *François-Poncet (Jean)* (p. 2571) ; *Garcia (Aubert)* (p. 2603) ; *Poncelet (Christian)* (p. 2572) ; *Soucaret (Raymond)* (p. 2585) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 2611).

Calamités agricoles (sécheresse) : *Ballayer (René)* (p. 2609) ; *Boyer (Jean)* (p. 2592) ; *Daunay (Marcel)* (p. 2590) ; *Mermaz (Louis)* (p. 2568 ; 2612).

Carburants agricoles : *Gerbaud (François)* (p. 2582) ; *Grandon (Jean)* (p. 2587) ; *Lenglet (Charles-Edmond)* (p. 2591) ; *Machet (Jacques)* (p. 2599 ; 2600) ; *Mermaz (Louis)* (p. 2614) ; *Roger (Jean)* (p. 2596) ; *Souplet (Michel)* (p. 2595).

Céréales : *Labeyrie (Philippe)* (p. 2606).

Charentes (département) : *Lacour (Pierre)* (p. 2610).

Commission des Communautés européennes : *Chaumont (Jacques)* (p. 2589) ; *Moinard (Louis)* (p. 2605).

Contrôle parlementaire : *Chaumont (Jacques)* (p. 2588).

Cotisations sociales : *Louvot (Pierre)* (p. 2602) ; *Mermaz (Louis)* (p. 2614).

Départements d'outre-mer (DOM) : *Mermaz (Louis)* (p. 2615) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 2611).

Droit alimentaire : *Mermaz (Louis)* (p. 2614).

Ecologie : *Seillier (Bernard)* (p. 2597).

Élevage : *Bonnet (Christian)* (p. 2578) ; *Bony (Marcel)* (p. 2585) ; *Bourgoing (Philippe de)* (p. 2609) ; *Boyer (André)* (p. 2600) ; *Debavelaere (Désiré)* (p. 2573) ; *Delga (François)* (p. 2580) ; *Duboscq (Franz)* (p. 2593 ; 2594) ; *Huchon (Jean)* (p. 2574) ; *Leyzour (Félix)* (p. 2575) ; *Moinard (Louis)* (p. 2604) ; *Moreigne (Michel)* (p. 2596) ; *Rigaudière (Roger)* (p. 2598 ; 2599) ; *Robert (Guy)* (p. 2602) ; *Seillier (Bernard)* (p. 2597) ; *Tardy (Fernand)* (p. 2577 ; 2578).

Élevage (bovins) : *Chervy (William)* (p. 2591) ; *Mermaz (Louis)* (p. 2568).

Élevage (ovins) : *Bony (Marcel)* (p. 2585) ; *Boyer (André)* (p. 2600) ; *Lacour (Pierre)* (p. 2610) ; *Mermaz (Louis)* (p. 2611 ; 2612 ; 2613) ; *Seillier (Bernard)* (p. 2597) ; *Vallet (André)* (p. 2609).

Enseignement agricole : *Machet (Jacques)* (p. 2600) ; *Mermaz (Louis)* (p. 2569 ; 2615).

Enseignement agricole (Institut des sciences et des techniques du vivant) : *Mermaz (Louis)* (p. 2615).

Environnement : *Bony (Marcel)* (p. 2586) ; *Duboscq (Franz)* (p. 2593 ; 2594) ; *Minetti (Louis)* (p. 2584) ; *Rigaudière (Roger)* (p. 2598) ; *Vallet (André)* (p. 2609).

Etats-Unis d'Amérique (USA) : *Huchon (Jean)* (p. 2574) ; *Leyzour (Félix)* (p. 2576).

Exploitations agricoles : *Debavelaere (Désiré)* (p. 2572).

Fonds européen de développement régional (FEDER) : *Virapoullé (Louis)* (p. 2611).

Forêt : *Mermaz (Louis)* (p. 2569).

Fruits et légumes : *Minetti (Louis)* (p. 2584).

Importations (contrôle sanitaire) : *Huchon (Jean)* (p. 2574).

Importations (pays de l'Est) : *Arthuis (Jean)* (p. 2582) ; *Arzel (Alphonse)* (p. 2610) ; *Boyer (André)* (p. 2600) ; *Daunay (Marcel)* (p. 2590) ; *Debavelaere (Désiré)* (p. 2573) ; *Gerbaud (François)* (p. 2581) ; *Grandon (Jean)* (p. 2587) ; *Labeyrie (Philippe)* (p. 2606) ; *Mermaz (Louis)* (p. 2612).

Importations (viandes) : *Bourgoing (Philippe de)* (p. 2609) ; *Mont (Claude)* (p. 2607) ; *Moreigne (Michel)* (p. 2596) ; *Robert (Guy)* (p. 2602).

Impôts fonciers : *Bony (Marcel)* (p. 2586) ; *Chervy (William)* (p. 2591) ; *Delga (François)* (p. 2580) ; *Grandon (Jean)* (p. 2587) ; *Mermaz (Louis)* (p. 2569) ; *Poncelet (Christian)* (p. 2572) ; *Roger (Jean)* (p. 2596).

Irrigation : *Delga (François)* (p. 2580) ; *Minetti (Louis)* (p. 2583).

Isère (département) : *Boyer (Jean)* (p. 2592).

Landes (département) : *Labeyrie (Philippe)* (p. 2605).

Lot (département) : *Boyer (André)* (p. 2600).

Mayenne (département) : *Ballayer (René)* (p. 2609).

Midi-Pyrénées (région) : *Delga (François)* (p. 2580).

Montagne : *Chambriard (Jean-Paul)* (p. 2604) ; *Duboscq (Franz)* (p. 2593 ; 2594) ; *Moreigne (Michel)* (p. 2596) ; *Rigaudière (Roger)* (p. 2598) ; *Vallet (André)* (p. 2609).

Office national interprofessionnel des viandes, de l'élevage et de l'agriculture (ONIVAL) : *Mermaz (Louis)* (p. 2612).

Politique agricole commune (PAC) : *Arthuis (Jean)* (p. 2582) ; *Arzel (Alphonse)* (p. 2610) ; *Berchet (Georges)* (p. 2603) ; *Bonnet (Christian)* (p. 2579) ; *Bony (Marcel)* (p. 2585) ; *Bourgoing (Philippe de)* (p. 2609) ; *Brives (Louis)* (p. 2576) ; *Chambriard (Jean-Paul)* (p. 2604) ; *Chaumont (Jacques)* (p. 2588 ; 2589) ; *Chervy (William)* (p. 2591) ; *Daunay (Marcel)* (p. 2590) ; *Debavelaere (Désiré)* (p. 2573) ; *Delga (François)* (p. 2580) ; *Duboscq (Franz)* (p. 2593) ; *François-Poncet (Jean)* (p. 2571) ; *Garcia (Aubert)* (p. 2603) ; *Gerbaud (François)* (p. 2581 ; 2582) ; *Huchon (Jean)* (p. 2574) ; *Lenglet (Charles-Edmond)* (p. 2591) ; *Leyzour (Félix)* (p. 2575) ; *Louvot (Pierre)* (p. 2601) ; *Mermaz (Louis)* (p. 2567 ; 2612 ; 2613) ; *Minetti (Louis)* (p. 2583) ; *Moinard (Louis)* (p. 2605) ; *Mont (Claude)* (p. 2607) ; *Moreigne (Michel)* (p. 2597) ; *Pépin (Jean)* (p. 2606) ; *Poncelet (Christian)* (p. 2571 ; 2572) ; *Rigaudière (Roger)* (p. 2598 ; 2599) ; *Robert (Guy)* (p. 2602) ; *Roger (Jean)* (p. 2596) ; *Seillier (Bernard)* (p. 2597) ; *Souplet (Michel)* (p. 2595) ; *Tardy (Fernand)* (p. 2577).

Prêts aux agriculteurs : *Delga (François)* (p. 2580) ; *François-Poncet (Jean)* (p. 2570) ; *Luart (Roland du)* (p. 2586) ; *Minetti (Louis)* (p. 2583).

Prix agricoles : *Arzel (Alphonse)* (p. 2610) ; *Boyer (Jean)* (p. 2592) ; *Chervy (William)* (p. 2592) ; *Delga (François)* (p. 2580) ; *François-Poncet (Jean)* (p. 2570) ; *Gerbaud (François)* (p. 2581) ; *Lenglet (Charles-Edmond)* (p. 2591) ; *Leyzour (Félix)* (p. 2575) ; *Robert (Guy)* (p. 2602).

Produits agricoles : *Mermaz (Louis)* (p. 2615) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 2611).

Provence-Alpes-Côte-d'Azur (région) : *Minetti (Louis)* (p. 2583 ; 2584).

Quotas laitiers : *Bourgoing (Philippe de)* (p. 2609) ; *Boyer (Jean)* (p. 2592) ; *Leyzour (Félix)* (p. 2575) ; *Rigaudière (Roger)* (p. 2598).

Revenus agricoles : *Bony (Marcel)* (p. 2585) ; *Delfau (Gérard)* (p. 2600 ; 2601) ; *Duboscq (Franz)* (p. 2593) ; *Lenglet (Charles-Edmond)* (p. 2591) ; *Machet (Jacques)* (p. 2599) ; *Tardy (Fernand)* (p. 2577).

Structures agricoles : *Berchet (Georges)* (p. 2603) ; *François-Poncet (Jean)* (p. 2571) ; *Garcia (Aubert)* (p. 2603) ; *Girod (Paul)* (p. 2605) ; *Lenglet (Charles-Edmond)* (p. 2591) ; *Mermaz (Louis)* (p. 2568) ; *Régnauld (René)* (p. 2608) ; *Roger (Jean)* (p. 2596) ; *Seillier (Bernard)* (p. 2597) ; *Soucaret (Raymond)* (p. 2584).

Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) : *Chervy (William)* (p. 2591) ; *Grandon (Jean)* (p. 2587) ; *Roger (Jean)* (p. 2596).

Vendée (département) : *Moinard (Louis)* (p. 2604).

Viandes : *Arthuis (Jean)* (p. 2582) ; *Leyzour (Félix)* (p. 2575) ; *Poncelet (Christian)* (p. 2571) ; *Régnauld (René)* (p. 2608).

Viandes (bovins) : *Daunay (Marcel)* (p. 2590) ; *Mermaz (Louis)* (p. 2612).

Viandes (contrôle sanitaire) : *Mermaz (Louis)* (p. 2612).

Viandes (ovins) : *Minetti (Louis)* (p. 2583).

Volailles : *Labeyrie (Philippe)* (p. 2605 ; 2606).

Grâce et amnistie

Voir *Questions au Gouvernement* n° 196

Grands chantiers culturels

Voir *Lois de finances*, 1, Culture, communication et grands travaux - Culture

Guadeloupe

Voir *Impôts et taxes*, 2

Guyane

Voir *Impôts et taxes*, 2
Justice, 5

H

Habitat (amélioration)

Voir *Lois de finances, 1*, Equipement, logement, transports et mer - I - Urbanisme, logement et services communs

Habitations à loyer modéré (HLM)

Voir *Logement, 2*

Handicapés

Voir *Action sanitaire et sociale, 1*
Lois de finances, 1, Solidarité, santé et protection sociale
Rapports du Gouvernement, 1

1. - **Projet de loi relatif à la protection des personnes contre les discriminations en raison de leur état de santé ou de leur handicap**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Claude Evin, ministre de la solidarité (2 avril 1990) [n° 1182 (9^e lég.)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de Mme Denise Cacheux (12 avril 1990) [n° 1276 (9^e lég.)] - Discussion (17 avril 1990) - Adoption (17 avril 1990) [n° 268].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (18 avril 1990) [n° 245 (89-90)] - Renvoi à la commission des lois - Pour avis à la commission des affaires sociales - Rapport de M. Jacques Sourdille (9 mai 1990) [n° 284 (89-90)] - Avis de M. Guy Penne (25 avril 1990) [n° 261 (89-90)] - Discussion (16 mai 1990) - Adoption (16 mai 1990) [n° 104].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (17 mai 1990) [n° 1354 (9^e lég.)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de Mme Denise Cacheux (14 juin 1990) [n° 1461 (9^e lég.)] - Discussion (19 juin 1990) - Adoption (19 juin 1990) [n° 326].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (20 juin 1990) [n° 407 (89-90)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Jacques Sourdille (22 juin 1990) [n° 415 (89-90)] - Discussion (22 juin 1990) - Adoption (22 juin 1990) [n° 140].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (TROISIEME LECTURE) (25 juin 1990) [n° 1506 (9^e lég.)] - Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE); rapport de M. Alain Calmat (25 juin 1990) [n° 1511 (9^e lég.)].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT); rapport de M. Jacques Sourdille (25 juin 1990) [n° 425 (89-90)] - Echec.

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (25 juin 1990) [n° 1506 (9^e lég.)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de Mme Denise Cacheux (27 juin 1990) [n° 1531 (9^e lég.)] - Discussion (28 juin 1990) - Adoption (28 juin 1990) [n° 359].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (28 juin 1990) [n° 450 (89-90)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Jacques Sourdille (29 juin 1990) [n° 452 (89-90)] - Discussion (29 juin 1990) - Adoption (29 juin 1990) [n° 162].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (29 juin 1990) [n° 1564 (9^e lég.)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de Mme Denise Cacheux (29 juin 1990) [n° 1567 (9^e lég.)] - Discussion (29 juin 1990) - Adoption (29 juin 1990) [n° 366].

PROMULGATION: Loi n° 90-602 du 12 juillet 1990 (J.O. Lois et décrets du 13 juillet 1990).

Discussion (première lecture)

(16 mai 1990) (p. 894, 919).

I - DISCUSSION GENERALE (p. 894, 903): MM. Claude Evin, ministre de la solidarité; Jacques Sourdille, rapporteur de la commission des lois; Guy Penne, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales; Franck Sérusclat, Paul Souffrin, Pierre Louvot, Alphonse Arzel.

Afin de lutter contre les risques d'exclusion sociale qui se développent à l'égard des personnes handicapées ou malades, notamment du SIDA, ce texte sanctionne pénalement les discriminations qui seraient le fait de fonctionnaires ou de dépositaires de l'autorité publique ou de tout particulier ou personne morale, lorsque ces discriminations sont fondées sur l'état de santé ou le handicap.

Associations: Louvot (Pierre) (p. 902); Penne (Guy) (p. 899); Sérusclat (Franck) (p. 901); Sourdille (Jacques) (p. 897).

Assurances: Evin (Claude) (p. 896); Penne (Guy) (p. 899, 900); Sérusclat (Franck) (p. 900); Souffrin (Paul) (p. 902); Sourdille (Jacques) (p. 896, 898).

Code pénal (réforme): Arzel (Alphonse) (p. 903).

Droit du travail: Arzel (Alphonse) (p. 903); Evin (Claude) (p. 896); Louvot (Pierre) (p. 902); Penne (Guy) (p. 899); Souffrin (Paul) (p. 901); Sourdille (Jacques) (p. 896, 898).

Droits de l'homme: Arzel (Alphonse) (p. 903); Louvot (Pierre) (p. 903).

Etats-Unis d'Amérique (USA): Evin (Claude) (p. 895).

Ethique et déontologie médicales: Evin (Claude) (p. 895); Penne (Guy) (p. 900); Sérusclat (Franck) (p. 901); Sourdille (Jacques) (p. 897, 898).

Handicapés (emploi): Arzel (Alphonse) (p. 903); Louvot (Pierre) (p. 902); Penne (Guy) (p. 899); Souffrin (Paul) (p. 901).

Maladies contagieuses et épidémiques: Sourdille (Jacques) (p. 898).

Médecine du travail: Sourdille (Jacques) (p. 896).

Pauvreté: Louvot (Pierre) (p. 903).

Prévention médicale: Evin (Claude) (p. 895); Louvot (Pierre) (p. 902); Sourdille (Jacques) (p. 897).

Syndrome immuno-déficitaire acquis (SIDA): Evin (Claude) (p. 895); Penne (Guy) (p. 899); Sérusclat (Franck) (p. 900); Sourdille (Jacques) (p. 897).

Syndrome immuno-déficitaire acquis (SIDA) (séropositifs): Evin (Claude) (p. 895, 896); Penne (Guy) (p. 900); Sérusclat (Franck) (p. 900); Sourdille (Jacques) (p. 896, 897, 898).

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 904, 919): MM. Jacques Sourdille, rapporteur; Claude Evin, ministre; Franck Sérusclat, Paul Souffrin, Michel Caldaguès, Alphonse Arzel, Guy Penne, rapporteur pour avis; Charles Jolibois, Jacques Machet, Bernard Seillier, Pierre Louvot, Aubert Garcia.

Art. 1^{er} (Sanction du refus du bénéficiaire d'un droit opposé par tout dépositaire de l'autorité publique en raison de l'état de santé ou du handicap: article 187-1 du code pénal) (p. 904).

Adopté: amendement n° 7 de la commission: suppression de la référence aux moeurs (p. 905).

- L'article 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 905).

Art. 1^{er} bis (Sanction de l'entrave à l'exercice d'une activité économique par tout dépositaire de l'autorité publique en raison de l'état de santé ou du handicap: article 187-2 du code pénal) - Adopté (p. 905).

Art. 2 (Sanction du refus d'un bien ou d'un service, du refus d'embauche ou du licenciement en raison de l'état de santé ou du handicap: article 416 du code pénal) (p. 905).

Adoptés: amendements de la commission, n° 8: interdiction des discriminations fondées sur l'état de santé ou le handicap (p. 908) - Et n° 9: inaptitude physique constituant un motif légitime de refus d'embauche ou de licenciement; référence à l'obligation légale d'emploi des handicapés (p. 908).

Rejeté : sur l'amendement n° 9 de la commission, sous-amendement n° 18 de M. Paul Souffrin : caractère total et définitif de l'inaptitude médicale pouvant justifier le refus d'embauche ou le licenciement (p. 908).

Retirés : amendements de la commission saisie pour avis, n° 1 et n° 2 : référence à l'obligation légale d'emploi des handicapés (p. 907) – Amendement n° 23 de M. Xavier de Villepin, soutenu par M. Alphonse Arzel : suppression des dispositions relatives au droit du travail (p. 908) – Amendement n° 28 du Gouvernement : référence à l'obligation légale d'emploi des handicapés (p. 908).

Devenus sans objet : amendements de M. Paul Souffrin, n° 16 et n° 17, sur le même objet que son sous-amendement n° 18 précité (p. 908).

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 908).

Après l'art. 2 (p. 908).

Adopté : amendement n° 30 de la commission : expertise d'un médecin du travail en cas de litige portant sur l'inaptitude physique du plaignant à occuper un emploi (p. 909).

Retiré : amendement n° 15 de M. Charles Jolibois, analogue à l'amendement n° 30 de la commission (p. 909).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 909).

Art. 3 (Exclusion du champ d'application de la loi de certains contrats d'assurance dont le facteur santé constitue un élément essentiel) (p. 909).

Adopté : amendement n° 10 de la commission : information du souscripteur d'un contrat d'assurance-vie sur l'existence d'un fichier des risques aggravés et sur les conditions d'accès à ce fichier (p. 911).

Rejetés : amendements de suppression n° 19 de M. Paul Souffrin et n° 26 de M. Franck Sérusclat (p. 911).

– L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 911).

Après l'art. 3 (p. 911).

Adoptés : amendement n° 11 de la commission : nécessité d'un accord de la victime pour la publication du jugement de condamnation (p. 912) ; sous-amendement n° 29 du Gouvernement : dissimulation, à sa demande, de l'identité de la victime lors de la publication du jugement (p. 912).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 912).

Art. 3 bis (Sanction de l'entrave à l'exercice d'une activité économique en raison de l'état de santé ou du handicap : article 416-1 du code pénal) – Adopté (p. 912).

Art. 4 (Constitution de partie civile des associations de défense des personnes malades ou handicapées : article 2-8 du code de procédure pénale) (p. 912).

Adoptés : amendements identiques n° 12 de la commission et n° 3 de la commission saisie pour avis : élargissement aux discriminations concernant l'emploi (p. 912).

– L'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 912).

Après l'art. 4 (p. 912).

Adopté : amendement n° 4 de la commission saisie pour avis : constitution de partie civile des associations ayant vocation à lutter contre l'exclusion des personnes en état de grande pauvreté ou en raison de la situation de famille (p. 914).

Retiré : sur l'amendement n° 4 de la commission saisie pour avis, sous-amendement n° 27 de M. Bernard Seillier (p. 914).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 914).

Art. 5 (Interdiction de sanctionner ou de licencier un salarié en raison de son état de santé : article L. 122-45 du code du travail) (p. 915).

Adoptés : amendement rédactionnel n° 5 de la commission saisie pour avis (p. 915) – Amendements identiques n° 6 de la

commission saisie pour avis et n° 22 de M. Paul Souffrin : extension du bénéfice de cet article aux personnes handicapées (p. 916).

Rejeté : sur l'amendement n° 6 de la commission saisie pour avis, sous-amendement n° 31 de M. Franck Sérusclat : interdiction de sanctionner un salarié en raison de ses moeurs (p. 916).

Retirés : amendement de suppression n° 24 de M. Xavier de Villepin, retiré par M. Alphonse Arzel (p. 914) – Amendement n° 21 de M. Paul Souffrin, sur le même objet que son amendement n° 22 précité (p. 914).

Devenu sans objet : amendement n° 20 de M. Paul Souffrin : caractère total et définitif de l'inaptitude médicale pouvant justifier la sanction ou le licenciement d'un salarié (p. 915).

– L'article 5, ainsi modifié, est adopté (p. 916).

Après l'art. 5 (p. 916).

Adoptés : amendements de la commission, n° 13 : interdiction des distinctions faites entre les fonctionnaires pour raison de santé ou pour handicap (p. 916) – Et n° 14 : possibilité pour les autorités publiques de déroger aux dispositions de la présente loi dans le cadre de la lutte contre la propagation des maladies transmissibles (p. 919).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 916, 919).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 919) : *MM. Paul Souffrin, Franck Sérusclat ; intervention de M. Claude Evin, ministre.*

Adoption (16 mai 1990) (p. 919).

Discussion (deuxième lecture)

(22 juin 1990) (p. 2036, 2045).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2036, 2039) : *MM. Michel Gillibert, secrétaire d'Etat chargé des handicapés ; Jacques Sourdille, rapporteur de la commission des lois ; Claude Estier.*

Afrique : *Sourdille (Jacques)* (p. 2037).

Assurances : *Estier (Claude)* (p. 2039).

Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) : *Estier (Claude)* (p. 2038) ; *Gillibert (Michel)* (p. 2036).

Etats-Unis d'Amérique (USA) : *Sourdille (Jacques)* (p. 2037 ; 2038).

Fonction publique : *Sourdille (Jacques)* (p. 2037 ; 2038).

Moeurs : *Gillibert (Michel)* (p. 2037).

Prévention médicale : *Gillibert (Michel)* (p. 2037) ; *Sourdille (Jacques)* (p. 2038).

Procédure parlementaire : *Estier (Claude)* (p. 2039).

Syndrome immuno-déficitaire acquis (SIDA) : *Estier (Claude)* (p. 2039) ; *Gillibert (Michel)* (p. 2037) ; *Sourdille (Jacques)* (p. 2037 ; 2038).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2039, 2045) : *MM. Jacques Sourdille, rapporteur ; Michel Gillibert, secrétaire d'Etat ; Claude Estier, Mme Danielle Bidart-Reydet.*

Art. 1 (p. 2039).

Adopté : amendement n° 2 de la commission : suppression de la référence aux moeurs (p. 2039).

– L'article 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 2039).

Art. 2 – Adopté (p. 2039).

Art. 2 bis (Expertise du médecin du travail en cas de litige portant sur l'inaptitude physique du plaignant à occuper un emploi) (p. 2039) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Adopté : amendement de rétablissement n° 3 de la commission (p. 2040).

– L'article 2 bis, dans la rédaction de l'amendement n° 3, est rétabli (p. 2040).

Art. 3 (p. 2040).

Parole sur l'article (p. 2040) : *M. Jacques Sourdille, rapporteur* – Syndrome immuno-déficitaire acquis (Sida) (séropositifs).

Adopté : amendement n° 4 de la commission : en cas de demande de test sérologique par un assureur, communication des résultats à l'intéressé (p. 2041).

Retiré : amendement de suppression n° 1 de M. Franck Sérusclat, soutenu par M. Claude Estier.

– L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 2041).

Art. 4 bis (*Constitution de partie civile des associations de défense du quart monde*) – **Adopté** (p. 2041).

Art. 5 (p. 2041).

Adopté : amendement de suppression n° 5 de la commission (p. 2041).

– L'article 5 est supprimé (p. 2041).

Art. 7 (*Possibilité pour les autorités publiques de déroger aux dispositions de la présente loi dans le cadre de la lutte contre la propagation des maladies transmissibles*) (p. 2042) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Adopté : amendement de rétablissement n° 6 de la commission (p. 2044).

– L'article 7, dans la rédaction de l'amendement n° 6, est rétabli (p. 2044).

Art. 8 (*Dispositions relatives aux scooters des mers*) (p. 2044).

Adoptés : amendements rédactionnels n° 7 et n° 8 de la commission (p. 2044).

– L'article 8, ainsi modifié, est adopté (p. 2045).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2045) : *M. Claude Estier, Mme Danielle Bidart-Reydet, M. Jacques Sourdille, rapporteur*.

Adoption (22 juin 1990) (p. 2045).

Discussion (nouvelle lecture)

(29 juin 1990) (p. 2292, 2298).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2292, 2295) : *Mme Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat chargé de la famille ; MM. Jacques Sourdille, rapporteur de la commission des lois ; Guy Penne*.

Assurances : *Penne (Guy)* (p. 2294 ; 2295) ; *Sourdille (Jacques)* (p. 2293 ; 2294).

Associations : *Sourdille Jacques* (p. 2293).

Droits de l'homme : *Sourdille (Jacques)* (p. 2292).

Etats-Unis d'Amérique (USA) : *Sourdille (Jacques)* (p. 2294).

Ethique et déontologie médicales : *Penne (Guy)* (p. 2295) ; *Sourdille (Jacques)* (p. 2293).

Médecine du travail : *Sourdille (Jacques)* (p. 2293).

Moeurs : *Sourdille (Jacques)* (p. 2293 ; 2294).

Syndrome immuno-déficitaire acquis (SIDA) (séropositifs) : *Penne (Guy)* (p. 2294 ; 2295) ; *Sourdille Jacques* (p. 2293 ; 2294).

Violence : *Sourdille (Jacques)* (p. 2294).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2295 ; 2298) : *Mme Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat ; MM. Jacques Sourdille, rapporteur ; Guy Penne*.

Art. 1^{er} (p. 2295).

Adopté : amendement n° 1 de la commission : exclusion du champ de la loi des personnes morales prônant des comportements disséminateurs (p. 2295).

L'article 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 2295).

Art. 2 bis (p. 2295) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Adopté : amendement de rétablissement n° 2 de la commission (p. 2296).

– L'article 2 bis, dans la rédaction de l'amendement n° 2, est rétabli (p. 2296).

Art. 3 (p. 2296).

Adopté : amendement n° 3 de la commission : rétablissement du texte adopté en deuxième lecture par le Sénat (p. 2296).

– L'article 3, dans la rédaction de l'amendement n° 3, est adopté (p. 2296).

Art. 5 (p. 2296).

Adopté : amendement n° 4 de la commission : rétablissement du texte adopté en deuxième lecture par le Sénat (p. 2296).

– L'article 5, dans la rédaction de l'amendement n° 4, est adopté (p. 2296).

Art. 7 (p. 2296) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Adopté : amendement de rétablissement n° 5 de la commission (p. 2297).

– L'article 7, dans la rédaction de l'amendement n° 5, est rétabli (p. 2297).

Art. 8 (p. 2297).

Adopté : amendement rédactionnel n° 6 de la commission (p. 2297).

– L'article 8, ainsi modifié, est adopté (p. 2297).

Art. 9 (*Possibilité pour les associations d'agir en justice en cas de violences au sein des familles*) (p. 2297).

Adopté : amendement de suppression n° 7 de la commission (p. 2297).

– L'article 9 est supprimé (p. 2297).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2297, 2298) : *MM. Louis Minetti, Jacques Sourdille, rapporteur*.

Adoption (29 juin 1990) (p. 2298).

Harkis

Voir *Questions orales sans débat* n° 156

Heure légale

1. – Proposition de loi tendant à rétablir en France métropolitaine un régime horaire conforme aux exigences de la situation géographique de notre pays, PRESENTÉE AU SENAT, par *M. Charles de Cuttoli, sénateur*, et plusieurs de ses collègues (17 mai 1989) [n° 310 (89-90)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de *M. Philippe François* (25 avril 1990) [n° 256 (89-90)] – Discussion (23 mai 1990) – Adoption (23 mai 1990) [n° 109].

NOUVEL INTITULE : « Proposition de loi tendant à rétablir l'heure légale ».

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (23 mai 1990) [n° 1397 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission de la production.

Discussion des conclusions du rapport

23 mai 1990 (p. 1053, 1062).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1053, 1060) : *MM. Philippe François, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Roger Fauroux, ministre de l'industrie ; Charles de Cuttoli, Félix Leyzour, Jean Huchon, Guy Allouche, Geoffroy de Montalembert, Bernard Laurent, Jean François-Poncet, président de la commission*.

L'objectif de cette proposition de loi est de maintenir le système de l'heure d'été tout en supprimant le double décalage horaire par rapport à l'heure solaire.

Agriculture : *Allouche (Guy)* (p. 1058) ; *Cuttoli (Charles de)* (p. 1056) ; *François (Philippe)* (p. 1054 ; 1059) ; *Huchon (Jean)* (p. 1057) ; *Laurent (Bernard)* (p. 1059) ; *Leyzour (Félix)* (p. 1057) ; *Montalembert (Geoffroy de)* (p. 1058).

Bâtiment et travaux publics : *Allouche (Guy)* (p. 1058) ; *Cuttoli (Charles de)* (p. 1056) ; *François (Philippe)* (p. 1054) ; *Leyzour (Félix)* (p. 1057).

Collectivités territoriales d'outre-mer : *François (Philippe)* (p. 1054).

Communauté économique européenne (CEE) : *Allouche (Guy)* (p. 1058) ; *Cuttoli (Charles de)* (p. 1056) ; *Fauroux (Roger)* (p. 1055 ; 1060) ; *François (Philippe)* (p. 1054 ; 1059) ; *Laurent (Bernard)* (p. 1059) ; *Montalembert (Geoffroy de)* (p. 1058).

Départements : *François (Philippe)* (p. 1054).

Energie (économies) : *Allouche (Guy)* (p. 1057) ; *Cuttoli (Charles de)* (p. 1056) ; *Fauroux (Roger)* (p. 1055 ; 1060) ; *François (Philippe)* (p. 1053) ; *Huchon (Jean)* (p. 1057) ; *Leyzour (Félix)* (p. 1057).

Géographie : *Cuttoli (Charles de)* (p. 1056) ; *Fauroux (Roger)* (p. 1060) ; *François (Philippe)* (p. 1054 ; 1059).

Heure légale (historique) : *François (Philippe)* (p. 1054).

Jeunesse : *Montalembert (Geoffroy de)* (p. 1058).

Loisirs : *Allouche (Guy)* (p. 1058) ; *Cuttoli (Charles de)* (p. 1056) ; *François (Philippe)* (p. 1059) ; *Huchon (Jean)* (p. 1057) ; *Leyzour (Félix)* (p. 1057) ; *Montalembert (Geoffroy de)* (p. 1058).

Pollution (air) : *Cuttoli (Charles de)* (p. 1056) ; *François (Philippe)* (p. 1054).

Santé : *Allouche (Guy)* (p. 1058) ; *Cuttoli (Charles de)* (p. 1056) ; *Fauroux (Roger)* (p. 1055) ; *François (Philippe)* (p. 1054 ; 1059) ; *Huchon (Jean)* (p. 1057) ; *Leyzour (Félix)* (p. 1057).

Sports de montagne : *François (Philippe)* (p. 1059).

Tourisme : *Cuttoli (Charles de)* (p. 1056) ; *François (Philippe)* (p. 1054).

Traités et conventions : *Cuttoli (Charles de)* (p. 1056) ; *Fauroux (Roger)* (p. 1055).

Voyages : *Fauroux (Roger)* (p. 1060).

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1060, 1062)

Art. 1^{er} (*Définition de l'heure légale*) - Adopté (p. 1060).

Art. 2 (*Définition de l'heure d'été et de l'heure d'hiver en France métropolitaine*) - Adopté (p. 1061).

Art. 3 (*Aménagement pour les autres parties du territoire national de l'heure légale par décret en Conseil d'Etat*) - Adopté (p. 1061).

Art. 4 (*Entrée en vigueur de la présente loi*) - Adopté (p. 1061).

Intitulé de la proposition de loi.

Adoptée : proposition de la commission : « Proposition de loi tendant à modifier l'heure légale ».

- L'intitulé de la proposition de loi, ainsi rédigé, est adopté (p. 1061).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1061, 1062) : *MM. Félix Leyzour, Jacques Machet, Guy Allouche, Charles de Cuttoli, Aubert Garcia* ; *intervention de M. Roger Fauroux, ministre.*

Scrutin public n° 131 (p. 1062).

Adoption (23 mai 1990) (p. 1062).

Histoire

Voir *Questions au Gouvernement* n° 223

Hôpitaux (personnels)

Voir *Questions orales sans débat* n° 229 ; n° 234

Hôpitaux psychiatriques

Voir *Droits de l'homme*, 1

Hôpitaux publics

Voir *Questions orales sans débat* n° 163

Hôtellerie et restauration

Voir *Questions orales sans débat* n° 281

Hydrocarbures

Voir *Environnement*, 1

Ile-de-France (région)

Voir *Questions orales sans débat* n° 171 ; n° 196 ; n° 205 ; n° 268

Immigration

Voir *Discussion immédiate (procédure parlementaire)*, 1
Lois de finances, 1, Intérieur
Nationalité française, 2
Questions au Gouvernement n° 242
Rappels au règlement, 11
Rapports d'information, 27

Immigration clandestine

Voir *Questions orales sans débat* n° 191
Réfugiés et apatrides, 1

Immunité parlementaire

1. – **Proposition de résolution tendant à obtenir la suspension des poursuites engagées contre M. Guy Allouche, sénateur du Nord, PRESENTÉE AU SENAT**, par M. Claude Estier, sénateur, et plusieurs de ses collègues (17 mai 1990) [n° 307 (89-90)] – Renvoi à une commission de trente membres (art. 105 du règlement) – Nomination des membres de cette commission (6 juin 1990) (p. 1324) : MM. Jean Arthuis, Jacques Bellanger, Jean Besson, Jacques Bialski, Jacques Bimbenet, Charles de Cuttoli, Etienne Dailly, Luc Dejoie, Jean Delaneau, André Diligent, Michel Dreyfus-Schmidt, Hubert Durand-Chastel, Claude Estier, Paul Graziani, Charles Jolibois, Lucien Lanier, Bernard Laurent, Charles Lederman, Roland du Luart, Paul Masson, Henri de Raincourt, Albert Ramassamy, Roger Romani, Marcel Rudloff, Michel Rufin, Jacques Sourdille, Jacques Thyraud, Pierre Vallon, Louis Virapoullé et Robert Vizet – Rapport de M. Marcel Rudloff (20 juin 1990) [n° 408 (89-90)] – Discussion (26 juin 1990) – Adoption (26 juin 1990) [n° 152].

Discussion des conclusions du rapport

(26 juin 1990) (p. 2138, 2140).

MM. Marcel Rudloff, rapporteur ; Etienne Dailly, président de la commission.

Diffamation : Rudloff (Marcel) (p. 2138).

Immunité parlementaire : Dailly (Etienne) (p. 2139 ; 2140) ; Rudloff (Marcel) (p. 2139).

Mandats parlementaires : Dailly (Etienne) (p. 2139) ; Rudloff (Marcel) (p. 2139).

Ordre public : Rudloff (Marcel) (p. 2139).

Sessions parlementaires ordinaires : Dailly (Etienne) (p. 2139 ; 2140) ; Rudloff (Marcel) (p. 2139).

Adoption de la proposition de résolution : le Sénat requiert la suspension, jusqu'à la fin de son mandat de sénateur, des poursuites engagées contre M. Guy Allouche (26 juin 1990) (p. 2140)

Impôt de solidarité sur la fortune (ISF)

Voir *Lois de finances*, 1, art. 11

Impôt sur le revenu

Voir *Lois de finances*, 1, art. 2
Questions orales sans débat n° 269

Traités et conventions, 1 ; 2 ; 3 ; 6

Impôts et taxes

Voir *Impôts locaux*, 1
Questions orales sans débat n° 183
Rapports du Gouvernement, 3

1. – **Proposition de loi tendant à modifier les articles 1411 et 1641 du code général des impôts, PRESENTÉE AU SENAT**, par MM. Charles de Cuttoli, Paul d'Ornano et Mme Paulette Briseperre, sénateurs (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 30 juin 1990-11 juillet 1990) [n° 465 (89-90)] – Renvoi à la commission des finances.

2. – **Proposition de loi visant à modifier l'article 38 de la loi n° 84-74 du 2 août 1984 relative aux compétences des régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion, PRESENTÉE AU SENAT**, par M. Georges Othily, sénateur (22 novembre 1990) [n° 96 (90-91)] – Renvoi à la commission des finances.

Impôts fonciers

Voir *Impôts locaux*, 1

Impôts locaux

Voir *Questions au Gouvernement* n° 206

1. – **Projet de loi relatif à la révision générale des évaluations des immeubles retenus pour la détermination des bases des impôts directs locaux, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE**, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, et par M. Michel Charasse, ministre chargé du budget (2 mai 1990) [n° 1322 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. René Dosière (23 mai 1990) [n° 1393 (9^e lég.)] – Urgence – Discussion (30, 31 mai 1990) – Adoption (31 mai 1990) [n° 300].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (1^{er} juin 1990) [n° 342 (89-90)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Paul Girod (13 juin 1990) [n° 383 (89-90)] – Discussion (19 juin 1990) – Adoption (19 juin 1990) [n° 132].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (20 juin 1990) [n° 1481 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. René Dosière (25 juin 1990) [n° 1512 (9^e lég.)] – Echec.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Paul Girod (25 juin 1990) [n° 421 (89-90)] – Echec.

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (20 juin 1990) [n° 1481 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. René Dosière (26 juin 1990) [n° 1515 (9^e lég.)] – Discussion (27 juin 1990) – Adoption (27 juin 1990) [n° 354].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (28 juin 1990) [n° 444 (89-90)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Paul Girod (28 juin 1990) [n° 446 (89-90)] – Discussion (28 juin 1990) – Adoption (28 juin 1990) [n° 158].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (29 juin 1990) [n° 1560 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. René Dosière (29 juin 1990) [n° 1561 (9^e lég.)] – Discussion (29 juin 1990) – Adoption (29 juin 1990) [n° 362].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 90-277 DC du 25 juillet 1990 (*J.O.* Lois et décrets du 27 juillet 1990) qui déclare contraires à la Constitution l'article 16 et les mots « la date et » au paragraphe V de l'article 56.

PROMULGATION : Loi n° 90-669 du 30 juillet 1990 (J.O. Lois et décrets du 1^{er} août 1990).

Discussion (première lecture)

(19 juin 1990) (p. 1753, 1826).

I – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1753, 1767) : MM. Michel Charasse, ministre chargé du budget ; Paul Girod, rapporteur de la commission des finances ; Ambroise Dupont, Robert Vizet, René Régnauld, Jacques de Menou.

Agro-alimentaire (industrie) : Menou (Jacques de) (p. 1764).

Cadastre : Charasse (Michel) (p. 1754).

Collectivités territoriales : Charasse (Michel) (p. 1753) ; Girod (Paul) (p. 1757).

Commissions communales des impôts directs locaux : Girod (Paul) (p. 1756).

Communes : Charasse (Michel) (p. 1766).

Compétitivité économique : Menou (Jacques de) (p. 1763).

Contribuables : Charasse (Michel) (p. 1754).

Décentralisation : Régnauld (René) (p. 1761).

Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 : Charasse (Michel) (p. 1754).

Direction générale des impôts : Vizet (Robert) (p. 1759).

Dotations globales de fonctionnement (DGF) : Dupont (Ambroise) (p. 1757) ; Menou (Jacques de) (p. 1763).

Elevage : Charasse (Michel) (p. 1764 ; 1766) ; Menou (Jacques de) (p. 1763).

Elus locaux : Charasse (Michel) (p. 1765 ; 1766) ; Régnauld (René) (p. 1761).

Emplois (créations et suppressions) : Vizet (Robert) (p. 1759).

Entreprises : Dupont (Ambroise) (p. 1758) ; Vizet (Robert) (p. 1760).

Équité fiscale : Dupont (Ambroise) (p. 1758) ; Régnauld (René) (p. 1762 ; 1763) ; Vizet (Robert) (p. 1759 ; 1760).

Exploitations agricoles : Dupont (Ambroise) (p. 1758) ; Menou (Jacques de) (p. 1763).

Finances locales : Régnauld (René) (p. 1761).

Fiscalité locale : Charasse (Michel) (p. 1753 ; 1754 ; 1765).

Habitations à loyer modéré (HLM) : Charasse (Michel) (p. 1754) ; Girod (Paul) (p. 1755 ; 1756) ; Régnauld (René) (p. 1762).

Impôts fonciers : Charasse (Michel) (p. 1764 ; 1765 ; 1766) ; Dupont (Ambroise) (p. 1757) ; Girod (Paul) (p. 1755) ; Menou (Jacques de) (p. 1763) ; Régnauld (René) (p. 1761 ; 1763) ; Vizet (Robert) (p. 1758 ; 1760).

Locaux d'habitation ou à usage professionnel : Vizet (Robert) (p. 1759).

Logement : Charasse (Michel) (p. 1754).

Logement (confort sanitaire) : Vizet (Robert) (p. 1760).

Loyers : Dupont (Ambroise) (p. 1757) ; Vizet (Robert) (p. 1760).

Professions libérales : Charasse (Michel) (p. 1764) ; Girod (Paul) (p. 1766).

Taxe d'habitation : Charasse (Michel) (p. 1764) ; Girod (Paul) (p. 1755, 1757) ; Menou (Jacques de) (p. 1763) ; Vizet (Robert) (p. 1758 ; 1759 ; 1760).

Taxe foncière sur les propriétés bâties : Voir impôts fonciers.

Taxe foncière sur les propriétés non bâties : Voir impôts fonciers.

Taxe professionnelle : Charasse (Michel) (p. 1764 ; 1765) ; Régnauld (René) (p. 1761 ; 1762) ; Vizet (Robert) (p. 1760 ; 1761).

Valeurs locatives : Menou (Jacques de) (p. 1763).

Zones rurales : Charasse (Michel) (p. 1766).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1767, 1826) : MM. Paul Girod, rapporteur ; Robert Vizet, Michel Charasse, ministre ; René Régnauld, Philippe Adnot, Gérard Delfau, Louis Souvet, Paul Souffrin, Ambroise Dupont, René Ballayer, Marcel Daunay, Félix Leyzour, Jacques Machet, Jacques de Menou, Philippe Adnot, Germain Authié.

Art. 1^{er} (Principes de la révision générale des évaluations cadastrales) (p. 1767).

Adopté : amendement n° 2 de la commission : fixation par la présente loi des conditions des révisions générales des évaluations cadastrales des immeubles bâtis et non bâtis (p. 1769).

Devenus sans objet : amendements de M. Robert Vizet, n° 91 : révision des évaluations des immeubles, bâtis ou non bâtis (p. 1769) – Et n° 92 : suppression du second alinéa de cet article relatif à l'évaluation cadastrale (p. 1769).

– L'article 1^{er}, dans la rédaction de l'amendement n° 2, est adopté (p. 1769).

TITRE PREMIER PROPRIÉTÉS BÂTIES

Intitulé (p. 1769).

Adopté : amendement n° 3 de la commission : nouvel intitulé : « modalités d'évaluation des propriétés bâties » (p. 1769).

– L'intitulé du titre premier, dans la rédaction de l'amendement n° 3, est adopté (p. 1769).

Chapitre I^{er}

Dispositions générales

Art. 2 (Principes régissant l'évaluation des propriétés bâties) (p. 1769).

Adoptés : amendements de la commission, n° 4 : rédactionnel (p. 1769) – Et n° 5 : caractéristiques de l'évaluation cadastrale (p. 1769).

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 1769).

Après l'art. 2 (p. 1778).

Rejeté : amendement n° 93 de M. Robert Vizet : établissement d'une seule taxe d'habitation par local d'habitation (p. 1778).

Art. 3 (Classification des propriétés bâties) (p. 1778).

Adoptés : amendements de la commission, n° 6 : classification des groupes d'immeubles et en particulier de celui des immeubles d'habitation à loyer modéré (p. 1780) – Et n° 7 : rédactionnel (p. 1781).

Rejeté : amendement n° 94 de M. Robert Vizet, soutenu par M. Paul Souffrin : détermination des sous-groupes et des catégories par décret en Conseil d'Etat (p. 1781).

Devenus sans objet : amendement n° 127 de M. Lucien Lanier, soutenu par Louis Souvet : critères du classement par catégorie (p. 1781) – Amendement n° 95 de M. Robert Vizet, soutenu par M. Paul Souffrin : cas des logements financés par un prêt d'accession à la propriété (p. 1781).

– L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 1781).

Art. 4 (Modes d'établissement des évaluations cadastrales) (p. 1781).

Rejeté : amendement n° 8 de la commission : élargissement de l'éventail des pondérations des biens en fonction de leur situation (p. 1782).

Retiré : amendement n° 128 de M. Lucien Lanier, analogue à l'amendement n° 8 de la commission, retiré par M. Louis Souvet (p. 1782).

– L'article 4 est adopté (p. 1782).

Chapitre II

Dispositions applicables à la révision

Art. 5 (Principes de détermination des tarifs) (p. 1782).

Adopté : amendement n° 9 de la commission : établissement d'un tarif distinct pour chaque sous-groupe au sein de chaque secteur d'évaluation (p. 1783).

Rejeté : amendement n° 109 de M. Robert Vizet, soutenu par M. Paul Souffrin : établissement des tarifs par commune, par sous-groupe ou catégorie de propriétés (p. 1783).

– L'article 5, dans la rédaction de l'amendement n° 9, est adopté (p. 1783).

Art. 6 (Modalités de délimitation des secteurs d'évaluation) (p. 1783).

Rejeté : amendement n° 10 de la commission : cas des locaux affectés à des usages professionnels (p. 1783).

Retiré : amendement n° 122 de M. Ambroise Dupont : cas des locaux occupés par des accédents à la propriété ayant eu droit à des prêts sociaux (p. 1783).

– L'article 6 est rejeté (p. 1783).

Art. 7 (Modalités de fixation des tarifs) (p. 1783).

Adoptés : amendements de la commission, n° 11 : de forme (p. 1784) – Et n° 12 : rédactionnel (p. 1785).

Rejetés : amendement n° 129 de M. Lucien Lanier, soutenu par M. Louis Souvet : appréciation de la valeur locative (p. 1784) – Amendement n° 96 de M. Robert Vizet, soutenu par M. Paul Souffrin : majoration de la taxe d'habitation pour les logements dont la superficie est particulièrement importante (p. 1785).

– L'article 7, ainsi modifié, est adopté (p. 1785).

Chapitre III**Procédure d'évaluation****Art. 8 (Procédure de classement des propriétés) (p. 1785).**

Adoptés : amendement n° 123 de M. Ambroise Dupont : affichage du classement et du coefficient de propriété et notification pour mise au point (p. 1785) – Amendement n° 13 de la commission : rédactionnel (p. 1785).

Retiré : amendement n° 79 de M. Charles de Cuttoli, soutenu par M. Louis Souvet : cas des contribuables français établis hors de France (p. 1785).

– L'article 8, ainsi modifié, est adopté (p. 1785).

Après l'art. 8 (p. 1785).

Adopté : amendement n° 14 de la commission : abrogation de la loi additionnelle à celle du 14 fructidor sur l'administration de la Commune de Paris du 23 frimaire an III (p. 1786).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1786).

Art. 9 (Possibilité de constituer des sous-commissions) – Adopté (p. 1786).**Art. 10 (Délimitation des secteurs d'évaluation) (p. 1786).**

Adopté : amendement n° 15 de la commission : note de délimitation des secteurs d'évaluation ; information possible du comité d'évaluation par le directeur des services fiscaux de l'état du marché locatif dans le département voisin (p. 1786).

– L'article 10, dans la rédaction de l'amendement n° 15, est adopté (p. 1786).

Art. 11 (Procédure de fixation des tarifs) (p. 1786).

Adopté : amendement n° 16 de la commission : consultation des commissions communales des impôts directs (p. 1787).

– L'article 11, ainsi modifié, est adopté (p. 1787).

Art. 12 (Obligations déclaratives des contribuables) (p. 1787).

Adopté : amendement n° 17 de la commission : suppression de cet article (p. 1788).

Devenus sans objet : amendements de M. Robert Vizet, soutenus par M. Paul Souffrin, n° 97 : obligation pour chaque propriétaire de fournir une déclaration (p. 1788) – Et n° 98 : suppression du second alinéa de cet article qui tend à palier les carences du système déclaratif (p. 1788) – Amendement n° 80 de M. Charles de Cuttoli, soutenu par M. Louis Souvet : allongement à deux mois du délai consenti aux contribuables français ayant leur résidence habituelle hors de France pour fournir des renseignements à l'administration des impôts (p. 1788).

– L'article 12 est supprimé (p. 1788).

TITRE II**PROPRIETES NON BATIES**

Intitulé (p. 1788).

Adopté : amendement n° 18 de la commission : « modalités d'évaluation des propriétés non bâties » (p. 1788).

– L'intitulé du titre II, dans la rédaction de l'amendement n° 18, est adopté (p. 1788).

Chapitre I^{er}**Dispositions générales**

Art. 13 (Modalités générales de détermination des évaluations cadastrales) – Adopté (p. 1788).

Art. 14 (Répartition des propriétés non bâties en groupes, sous-groupes et classes) (p. 1793).

Parole sur l'article (p. 1794) : M. Marcel Daunay.

Adoptés : amendements de la commission, n° 20 : rédactionnel (p. 1794) – N° 21 : cas des installations d'élevage hors sol (p. 1796) – N° 19 : coordination (p. 1796 ; précédemment réservé p. 1794) – Et n° 22 : rédactionnel (p. 1796).

Rejeté : amendement n° 99 de M. Robert Vizet, soutenu par M. Félix Leyzour : distinction entre les terres de culture et les terres d'élevage (p. 1794).

Devenus sans objet : amendement n° 88 de M. Philippe Adnot : suppression du 6^e groupe relatif aux installations de toute nature affectées à l'élevage hors sol (p. 1796) – Amendements identiques n° 106 de M. Jacques de Menou et n° 112 de M. Marcel Daunay : suppression du 7^e alinéa du paragraphe I de cet article relatif au 6^e groupe (p. 1796).

– L'article 14, ainsi modifié, est adopté (p. 1796).

Art. 15 (Sous-groupe des terrains constructibles) (p. 1796).

Adoptés : amendements de la commission, n° 143 : coordination avec son amendement n° 21 (p. 1796) – Nos 23 et 24 : approbation par le conseil municipal de la décision de la commission communale des impôts directs en matière de terrains constructibles (p. 1796) – Et n° 25 : possibilité pour la commission communale des impôts directs de demander tout renseignement nécessaire aux services fiscaux et aux services de l'équipement (p. 1797).

– L'article 15, ainsi modifié, est adopté (p. 1797).

Après l'art. 15 (p. 1797).

Adoptés : amendements identiques n° 110 de M. Hubert Hænel, soutenu par M. Louis Souvet, et n° 119 de M. Germain Authié : insertion des termes « ou d'unités touristiques nouvelles » dans l'article L. 145-5 du code de l'urbanisme (p. 1798).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1798).

Chapitre II**Dispositions applicables à la révision**

Art. 16 (Secteurs d'évaluation des propriétés non bâties) (p. 1798).

Adopté : amendement n° 26 de la commission : définition pour chaque département des secteurs d'évaluation agricoles, forestiers et urbains (p. 1798).

– L'article 16, dans la rédaction de l'amendement n° 26, est adopté (p. 1798).

Art. 17 (*Etablissement des tarifs, au sein de chaque secteur d'évaluation, par sous-groupe et par classe*) (p. 1798).

Adopté : amendement n° 27 de la commission : fixation d'une valeur à l'hectare à la date de référence de la révision ; différenciation, le cas échéant, des tarifs selon les différentes classes de cultures ou de propriétés (p. 1799).

Retiré : amendement n° 124 de M. Ambroise Dupont : fixation d'une valeur à l'hectare pour chacun des sous-groupes par classe de cultures ou de propriétés (p. 1799).

– L'article 17, dans la rédaction de l'amendement n° 27, est adopté (p. 1799).

Art. 18 (*Méthodes de fixation des valeurs à l'hectare*) (p. 1799).

Adoptés : amendement n° 28 de la commission : établissement d'une règle générale et d'un certain nombre de dérogations (p. 1800) ; sous-amendement n° 125 de M. Ambroise Dupont : absence de prise en compte de la part des loyers afférente aux bâtiments à usage d'habitation dont les baux prévoient la mise à disposition du preneur (p. 1800).

– L'article 18, dans la rédaction de l'amendement n° 28 ainsi modifié, est adopté (p. 1800).

Art. 19 (*Evaluation des sous-groupes du 8^e groupe*) (p. 1801).

Adoptés : amendements de la commission n° 29 : coordination (p. 1801) – Et n° 141 : introduction d'un élément de souplesse dans l'évaluation de la valeur à l'hectare du sous-groupe, des jardins et des terrains d'agrément (p. 1801).

– L'article 19, ainsi modifié, est adopté (p. 1801).

Art. 20 (*Modalités de détermination des tarifs à partir des valeurs à l'hectare*) – *Adopté* (p. 1801).

Art. 21 (*Incorporation des classes communales existantes dans les nouvelles classes sectorielles*) – *Adopté* (p. 1802).

Art. 22 (*Possibilité pour les commissions communales des impôts directs de déroger à la hiérarchie tarifaire sectorielle*) – *Adopté* (p. 1802).

Art. 23 (*Modalités d'imposition des élevages hors sol*) (p. 1802).

Adoptés : amendements identiques n° 30 de la commission, n° 89 de M. Philippe Adnot, n° 107 de M. Jacques de Menou et n° 113 de M. Marcel Daunay : suppression de cet article (p. 1802).

– L'article 23 est supprimé (p. 1802).

Chapitre III

Procédure d'évaluation

Art. 24 (*Détermination de la liste des sous-groupes dans le département*) (p. 1802).

Adopté : amendement rédactionnel de la commission (p. 1802).

– L'article 24, ainsi modifié, est adopté (p. 1802).

Art. 25 (*Délimitation des secteurs d'évaluation*) (p. 1802).

Adopté : amendement n° 32 de la commission : notion de département limitrophe se substituant à la notion de département voisin (p. 1803).

– L'article 25, dans la rédaction de l'amendement n° 32, est adopté (p. 1803).

Art. 26 (*Procédure de fixation des tarifs et du nombre de places sectorielles*) (p. 1803).

Adopté : amendement n° 33 de la commission : consultation des commissions communales des impôts directs par le directeur des services fiscaux ; transmission des observations à la commission départementale des évaluations cadastrales (p. 1803).

– L'article 26, ainsi modifié, est adopté (p. 1803).

Art. 27 (*Procédure d'incorporation des classes communales existantes dans les classes sectorielles*) (p. 1803).

Adopté : amendement n° 34 de la commission : procédure en cas de désaccord ou de contestation par le conseil général (p. 1804).

– L'article 27, ainsi modifié, est adopté (p. 1804).

Art. 28 (*Procédure de notification des décisions prises et modalités d'affichage de celles-ci*) (p. 1804).

Retiré : amendement n° 81 de la commission : notification aux contribuables français établis hors de France pour information (p. 1804).

– L'article 28 est adopté (p. 1804).

Art. 29 (*Obligations déclaratives des propriétaires d'installations affectées à l'élevage hors sol*) (p. 1804).

Adoptés : amendements identiques n° 35 de la commission, n° 108 de M. Jacques de Menou et n° 114 de M. Marcel Daunay : suppression de cet article (p. 1805).

– L'article 29 est supprimé (p. 1805).

TITRE III

DISPOSITIONS COMMUNES

Avant l'art. 30 (p. 1805).

Adopté : amendement n° 36 de la commission : demande de renseignements aux propriétaires par l'administration des impôts (p. 1805).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1805).

Art. 30 (*Délais d'examen impartis au comité de délimitation, aux commissions communales des impôts directs et aux commissions départementales d'évaluation cadastrale*) (p. 1805).

Retirés : amendements n° 37 et 38 de la commission : délais de réponse du contribuable (p. 1805).

– L'article 30 est adopté (p. 1806).

Art. 31 (*Affichage et notification des décisions prises par le comité de délimitation des secteurs d'évaluation et par le directeur des services fiscaux*) (p. 1806).

Adopté : amendement n° 39 de la commission : publication des décisions prises par la commission communale des impôts directs locaux en matière de fixation de la liste des propriétés classées comme terrains constructibles au sein du 8^e groupe (p. 1806).

– L'article 31, dans la rédaction de l'amendement n° 39, est adopté (p. 1806).

Après l'art. 31 (p. 1806).

Adopté : amendement n° 40 de la commission : délai dans lequel le conseil général peut contester les décisions prises en application de l'article 21 devant la commission départementale des impôts directs locaux (p. 1806).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1806).

Art. 32 (*Saisine de la commission départementale des impôts directs locaux*) (p. 1806).

Adoptés : amendements de la commission, n° 42 : coordination (p. 1807) – Et n° 43 : rédactionnel (p. 1807).

– L'article 32, ainsi modifié, est adopté (p. 1807).

Art. 33 (*Intervention de la commission départementale des impôts directs locaux*) (p. 1807).

Adoptés : amendements de la commission, n° 44 : obligation pour la commission départementale des impôts directs locaux de statuer d'urgence sur les désaccords qui lui sont soumis (p. 1807) – Et n° 45 : publication de la saisine (p. 1807).

– L'article 33, ainsi modifié, est adopté (p. 1808).

Art. 34 (*Voies de recours contre les décisions prises en matière d'évaluation cadastrale*) (p. 1808).

Adoptés : amendements de la commission, n° 46 : coordination (p. 1808) – Et n° 47 : recours pour excès de pouvoir jugé en priorité (p. 1808).

– L'article 34, ainsi modifié, est adopté (p. 1808).

TITRE IV

DISPOSITIONS APPLICABLES ENTRE DEUX REVISIONS GENERALES

Chapitre I^{er}

Propriétés bâties

Art. 35 (*Intangibilité des catégories de locaux et des tarifs entre deux révisions*) (p. 1808).

Adopté : amendement n° 48 de la commission : faculté de mettre en oeuvre, à la demande du maire ou du directeur des services fiscaux, la procédure de reclassement des propriétés bâties entre deux révisions (p. 1808).

– L'article 35, ainsi modifié, est adopté (p. 1809).

Chapitre II

Propriétés non bâties

Art. 36 (*Intangibilité de la valeur moyenne à l'hectare de chaque sous-groupe entre deux révisions*) – Adopté (p. 1809).

Art. 37 (*Possibilité de compléter la liste des sous-groupes entre deux révisions*) (p. 1809).

Rejeté : amendement n° 100 de M. Robert Vizet : possibilité pour la liste des sous-groupes de cultures ou de propriétés dans le département d'être complétée entre deux révisions sans condition de superficie (p. 1809).

– L'article 37 est adopté (p. 1809).

Art. 38 (*Possibilité de compléter le nombre de classes entre deux révisions*) (p. 1809).

Adopté : amendement n° 138 de M. Ambroise Dupont : en cas de création de classes, absence de modification des tarifs applicables dans le secteur d'évaluation aux autres classes du sous-groupe (p. 1809).

– L'article 38, ainsi modifié, est adopté (p. 1809).

Art. 39 (*Modification des tarifs des différentes classes dans une commune entre deux révisions*) (p. 1809).

Adopté : amendement n° 49 de la commission : rédactionnel (p. 1809).

– L'article 39, dans la rédaction de l'amendement n° 49, est adopté (p. 1809).

Après l'art. 39 (p. 1801).

Adopté : amendement n° 50 de la commission : possibilité de reclassement entre deux révisions pour les propriétés non bâties (p. 1810).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1810).

Chapitre III

Dispositions communes

Art. 40 (*Evaluations réalisées entre deux révisions*) (p. 1810).

Adopté : amendement n° 139 de M. Ambroise Dupont : rôle de la commission communale des impôts directs ; délai de réponse (p. 1810).

Retiré : amendement n° 140 de M. Ambroise Dupont : décision de la commission départementale des impôts directs locaux sur avis de la commission communale des impôts directs (p. 1811).

– L'article 40, ainsi modifié, est adopté (p. 1811).

Art. 41 (*Modification des limites des secteurs d'évaluation*) (p. 1811).

Adoptés : amendements de la commission, n° 51 : mode d'appréciation de la variation du loyer (p. 1812) – Et n° 52 : coordination (p. 1812).

– L'article 41, ainsi modifié, est adopté (p. 1812).

Après l'art. 41 (p. 1812).

Retirés : amendements de la commission, n° 53 : insertion d'un titre IV bis intitulé « révision régionale » (p. 1812 ; précédemment réservé p. 1812) – N° 54 : possibilité de procéder à une révision régionale des évaluations cadastrales dans l'intervalle de deux révisions générales (p. 1812) – Et n° 55 : cas de suspension des actualisations triennales (p. 1812).

TITRE V

MISE EN OEUVRE DE LA REVISION

Avant l'art. 42 (p. 1813).

Adopté : amendement n° 56 de la commission : insertion d'un chapitre premier additionnel intitulé « modalités de désignation des membres des commissions et des comités intervenant dans la procédure de révision » (p. 1813).

– Une division additionnelle est insérée dans le projet de loi (p. 1813).

Art. 42 (*Composition du comité de délimitation*) (p. 1813).

Adoptés : amendements de la commission, n° 57 : élection des quatre maires à la représentation proportionnelle au plus fort reste par le collège des maires du département (p. 1814) – N° 58 : modification de la composition du comité de délimitation (p. 1814) – Et n° 59 : cas du département de Paris (p. 1815).

Retiré : amendement n° 60 de la commission : assistance des suppléants à toutes les séances du comité de délimitation (p. 1815).

Devenus sans objet : amendements n° 120 et 121 de M. René Régnauld : représentation de toutes les tendances politiques présentes au sein des assemblées régionales, départementales, voire communales (p. 1814).

– L'article 42, ainsi modifié, est adopté (p. 1815).

Art. 43 (*Composition des commissions départementales des évaluations cadastrales*) (p. 1815).

Adoptés : amendements de la commission, n° 61 : mode de désignation des dix représentants des collectivités locales (p. 1816) – N° 63 : mode de désignation du représentant des organismes d'habitation à loyer modéré (p. 1816) – N° 64 : coordination (p. 1816) – N° 62 : rédactionnel (p. 1817 ; précédemment réservé p. 1816) – Et n° 65 : harmonisation en ce qui concerne les membres du conseil de Paris (p. 1817).

Rejeté : amendement n° 101 de M. Robert Vizet : participation d'un représentant de l'Office national des forêts (p. 1817).

Retiré : amendement n° 66 de la commission : possibilité pour les suppléants d'assister à toutes les séances de la commission départementale des évaluations cadastrales (p. 1817).

– L'article 43, ainsi modifié, est adopté (p. 1817).

Art. 44 (*Composition de la commission départementale des impôts directs locaux*) (p. 1817).

Adopté : amendement n° 67 de la commission : composition de la commission départementale des impôts directs locaux instituée dans chaque département : représentants des collectivités locales et des contribuables (p. 1819).

– L'article 44, dans la rédaction de l'amendement n° 67, est adopté (p. 1819).

Avant l'art. 45 (p. 1819).

Adoptés : amendements de la commission, n° 68 : insertion d'un chapitre II additionnel intitulé « dispositions applicables

à la prochaine révision et dispositions diverses » (p. 1819) – Et n° 69 : obligations déclaratives des contribuables pour une prochaine révision (p. 1819).

– Un chapitre additionnel et un article additionnel sont insérés dans le projet de loi (p. 1819).

Art. 45 (*Fixation par une loi ultérieure des modalités d'incorporation dans les rôles des résultats de la révision*) (p. 1819).

Adoptés : amendements de la commission, n° 70 : prescription d'une prochaine révision générale des évaluations cadastrales (p. 1820) – Et n° 71 : coordination (p. 1820).

– L'article 45, ainsi modifié, est adopté (p. 1820).

Après l'art. 45 (p. 1788 et 1820).

Adoptés : amendements de la commission, n° 73 : présentation au Parlement par le Gouvernement, avant le 2 avril 1991, d'un rapport indiquant l'ensemble des conséquences pour les contribuables et les collectivités locales de l'instauration d'une taxe sur les activités agricoles (p. 1793 ; priorité ordonnée p. 1788) – Et n° 72 : fixation par la loi ultérieure mentionnée à l'article 45 des conditions d'application du lien entre les taux d'imposition prévus à l'article 1636 B sexies du code général des impôts (p. 1821).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 1793 et 1821).

Art. 46 (*Application d'un coefficient correcteur au résultat de la révision*) – Adopté (p. 1820).

Art. 47 (*Minoration des évaluations cadastrales pour l'assiette de la taxe professionnelle*) – Adopté (p. 1821).

Art. 48 (*Assiette de la taxe foncière applicable aux locaux loués sous le régime de la loi du 1^{er} septembre 1948*) (p. 1821).

Adopté : amendement rédactionnel n° 74 de la commission (p. 1821).

– L'article 48, ainsi modifié, est adopté (p. 1821).

Art. 49 (*Dispositions transitoires relatives aux immobilisations industrielles, aux locaux à caractère exceptionnel et aux autoroutes*) – Adopté (p. 1821).

Art. 50 (*Neutralisation des effets de la révision sur les dispositifs d'abattement et d'écrêtement de la taxe professionnelle*) – Adopté (p. 1821).

Art. 51 (*Incidences de la révision sur le calcul de la taxe d'habitation et sur les délais d'établissement des budgets locaux*) (p. 1821).

Adopté : amendement rédactionnel n° 75 de la commission (p. 1822).

– L'article 51, ainsi modifié, est adopté (p. 1822).

Art. 52 (*Neutralisation des conséquences de la révision pour les différentes catégories de contribuables*) (p. 1822).

Devenu sans objet : amendement n° 102 de M. Robert Vizet : vote des taux pour chaque taxe déterminé librement par les conseils municipaux (p. 1822).

– L'article 52 est adopté (p. 1822).

Art. 52 bis (*Abrogation de l'article 79 de la loi de finances pour 1990 et création d'un nouveau régime de taxation départementale du revenu*) (p. 1769).

Adopté : amendement n° 76 de la commission : abrogation des paragraphes II à VI de cet article relatif à la fiscalité en France à compter du 1^{er} janvier 1992 et notamment de l'impôt sur le revenu (p. 1778).

Irrecevable (article 40 de la Constitution) : amendement n° 103 de M. Robert Vizet : cas d'exonération de la taxe d'habitation ; création au profit des collectivités territoriales d'un fonds de compensation pour perte de taxe d'habitation (p. 1773).

– L'article 52 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 1778 ; priorité ordonnée p. 1769).

Après l'art. 52 bis (p. 1822).

Adopté : amendement n° 104 de M. Robert Vizet : abrogation des articles 87, 89 et 90 de la loi de finances pour 1990 qui remettent en cause la localisation de la taxe professionnelle (p. 1823).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1823).

Art. 53 (*Réclamations fiscales en matière d'évaluation cadastrale*) (p. 1823).

Adopté : amendement n° 77 de la commission : coordination (p. 1823).

– L'article 53, ainsi modifié, est adopté (p. 1823).

Art. 54 (*Limitation des recours par voie d'exception*) (p. 1823).

Adopté : amendement n° 142 du Gouvernement : recours par voie d'exception (p. 1823).

– L'article 54, dans la rédaction de l'amendement n° 142, est adopté (p. 1823).

Art. 55 (*Majoration de 0,4 % du prélèvement pour frais d'assiette et de recouvrement*) (p. 1823).

Adoptés : amendements identiques n° 78 de la commission et n° 105 de M. Robert Vizet : suppression de cet article (p. 1824).

Devenus sans objet : amendements de M. Marcel Daunay, n° 117 : cas de la taxe professionnelle (p. 1824) – Et n° 118 : non application de la révision aux propriétés bâties visées par les articles 1499 et 1501 du code général des impôts (p. 1824).

– L'article 55 est supprimé (p. 1824).

Art. 56 (*Codification du projet de loi*) – Adopté (p. 1825).

Seconde délibération – Ordonnée en application de l'article 43, alinéa 4, du règlement du Sénat, à la demande de M. Paul Girod, rapporteur, portant sur l'article 6 (p. 1825).

Art. 6 (p. 1825) – Précédemment rejeté par le Sénat (p. 1783).

Adopté : amendement n° 1 de la commission : constitution, au sein de chaque département, des secteurs d'évaluation distincts pour les immeubles relevant de chacun des trois premiers groupes ; cas des immeubles relevant du 2^e groupe (p. 1825).

Devenu sans objet : amendement n° 2 du Gouvernement : constitution des secteurs d'évaluation ; cas des habitations à loyer modéré (p. 1825).

– L'article 6, dans la rédaction de l'amendement n° 1, est rétabli (p. 1825).

Explications de vote sur l'ensemble : MM. René Régnauld, Robert Vizet (p. 1825, 1826).

Adoption (19 juin 1990) (p. 1826).

Discussion (nouvelle lecture)

(28 juin 1990) (p. 2254, 2267).

I – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2254, 2258) : MM. Paul Girod, rapporteur de la commission des finances ; Michel Charasse, ministre chargé du budget ; René Régnauld, Etienne Dailly.

Commissions mixtes paritaires (CMP) : Charasse (Michel) (p. 2258) ; Dailly (Etienne) (p. 2257 ; 2258).

Conseil constitutionnel : Dailly (Etienne) (p. 2258).

Décentralisation : Charasse (Michel) (p. 2256).

Elevage : Charasse (Michel) (p. 2255) ; Girod (Paul) (p. 2254 ; 2255).

Elus locaux : Charasse (Michel) (p. 2256).

Fiscalité locale : Chinaud (Roger) (p. 2256).

Habitations à loyer modéré (HLM) : Charasse (Michel) (p. 2255 ; 2256) ; Girod (Paul) (p. 2254 ; 2255) ; Régnauld (René) (p. 2257).

Impôts fonciers : Girod (Paul) (p. 2255).

Logement social : *Girod (Paul)* (p. 2254).
 Loyers : *Girod (Paul)* (p. 2254).
 Maires : *Girod (Paul)* (p. 2254).
 Taxe d'habitation : *Girod (Paul)* (p. 2255) ; *Régnauld (René)* (p. 2257).
 Taxe professionnelle : *Régnauld (René)* (p. 2257).
 Villes : *Girod (Paul)* (p. 2254).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2258, 2267) : *MM. Paul Girod, rapporteur ; Michel Charasse, ministre ; Jacques Habert, René Régnauld, Robert Vizet.*

Art. 1^{er}, 3, 6, 7, 8, 8 bis et 15 – Adoptés (p. 2259).

Art. 17, 19, 27, 30 A et 31 – Adoptés (p. 2260).

Art. 31 bis (p. 2260) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 33, 34, 35 et 38 – Adoptés (p. 2260).

Art. 41 et 42 – Adoptés (p. 2261).

Art. 43 (p. 2261).

Adopté : amendement rédactionnel n° 1 de la commission (p. 2261).

– L'article 43, ainsi modifié, est adopté (p. 2261).

Art. 44 (p. 2261).

Adopté : amendement rédactionnel n° 2 de la commission (p. 2262).

– L'article 44, ainsi modifié, est adopté (p. 2262).

Art. 45 bis – Adopté (p. 2262).

Art. 45 ter (p. 2262) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 51 – Adopté (p. 2262).

Art. 52 bis (p. 2262).

Adopté : amendement n° 3 de la commission : suppression des paragraphes II à VI de cet article (p. 2265).

– L'article 52 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 2265).

Art. 52 ter (p. 2265) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 53 – Adopté (p. 2265).

Art. 55 (p. 2265).

Adopté : amendement n° 4 de la commission : suppression de cet article (p. 2267).

– L'article 55 est supprimé (p. 2267).

Explications de vote sur l'ensemble : *MM. René Régnauld, Robert Vizet* (p. 2267).

Adoption (28 juin 1990) (p. 2267).

Imprimerie nationale

Voir *Lois de finances, 1*, Imprimerie nationale - (Budget annexe)

Incapacités

Voir *Droits de l'homme, 1*

Indonésie

Voir *Allocutions et communications, 12*

Industrie

Voir *Lois de finances, 1*, Industrie et aménagement du territoire - I – Industrie

Rapports d'information, 1

Informatique

Voir *Circulation routière, 3*

Infractions

Voir *Environnement, 1*
Toxicomanie, 1

Insertion sociale

Voir *Emploi, 2*

Instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM)

Voir *Enseignement, 1*

Intéressement des salariés

Voir *Participation des salariés, 1*

Intérieur

Voir *Questions orales sans débat n° 116 ; n° 156*

Intérieur (ministère)

Voir *Commissions d'enquête ou de contrôle, 4*

Interruption volontaire de grossesse (IVG)

Voir *Questions au Gouvernement n° 251*

Invalidité

Voir *Personnes âgées, 1*

Investissements

Voir *Gouvernement (déclarations), 1*
Traités et conventions, 22

Irak

Voir *Gouvernement (déclarations), 3*
Messages du Président de la République, 1
Questions au Gouvernement n° 252 ; n° 283

Islam

Voir *Questions au Gouvernement n° 243*

Italie

Voir *Allocutions et communications, 33*
Traités et conventions, 6

J

Japon

Voir *Rapports d'information*, 26

Jeunesse

Voir *Questions au Gouvernement* n° 258

Jeux et paris

Voir *Questions orales sans débat* n° 194

Jeux olympiques

Voir *Lois de finances*, 1, Education nationale, jeunesse et sports

Journalisme

Voir *Presse*, 1

Journaux officiels

Voir *Lois de finances*, 1, Journaux officiels - (Budget annexe)

Juges d'instruction

Voir *Allocutions et communications*, 32

Juifs

Voir *Allocutions et communications*, 8
Questions au Gouvernement n° 214
Rappels au règlement, 8

Juridictions administratives

Voir *Justice*, 3

Juridictions judiciaires

Voir *Justice*, 1
Lois de finances, 1, Justice

Justice

Voir *Code pénal*, 1
Commissions d'enquête ou de contrôle, 6
Procédure civile, 1
Questions au Gouvernement n° 195 ; n° 257 ; n° 295
Questions orales sans débat n° 200
Traités et conventions, 11 ; 12

1. - **Projet de loi instituant la médiation devant les juridictions de l'ordre judiciaire**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Pierre Arpaillage, ministre de la justice (26 avril 1989) [n° 636 (9^e lég)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. André Delattre (2 avril 1990) [n° 1196 (9^e lég)] - Discussion (5 avril 1990) - Adoption (5 avril 1990) [n° 258].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (6 avril 1990) [n° 228 (89-90)] - Renvoi à la commission des lois.

2. - **Projet de loi modifiant le code de procédure pénale et le code des assurances et relatif aux victimes d'infractions**, PRESENTE

AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Pierre Arpaillage, ministre de la justice.

(Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 22 décembre 1989 - 21 mars 1990) [n° 197 (89-90)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Philippe de Bourgoing (18 avril 1990) [n° 243 (89-90)] - Discussion (3 mai 1990) - Adoption (3 mai 1990) [n° 98].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (4 mai 1990) [n° 1330 (9^e lég)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Yves Durand (6 juin 1990) [n° 1417 (9^e lég)] - Discussion (8 juin 1990) - Adoption (8 juin 1990) [n° 310].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (11 juin 1990) [n° 371 (89-90)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Philippe de Bourgoing (20 juin 1990) [n° 405 (89-90)] - Discussion (22 juin 1990) - Adoption (22 juin 1990) [n° 139].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (25 juin 1990) [n° 1508 (9^e lég)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Yves Durand (26 juin 1990) [n° 1516 (9^e lég)] - Discussion (26 juin 1990) - Adoption (26 juin 1990) [n° 346].

TRANSMISSION AU SENAT (TROISIEME LECTURE) (27 juin 1990) [n° 431 (89-90)] - Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Jean-Pierre Michel (21 juin 1990) [n° 1537 (9^e lég)] - Discussion (28 juin 1990) - Adoption (28 juin 1990) [n° 360].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Philippe de Bourgoing (28 juin 1990) [n° 442 (89-90)] - Discussion (29 juin 1990) - Adoption (29 juin 1990) [n° 166].

PROMULGATION : Loi n° 90-589 du 6 juillet 1990 (*J.O.* Lois et décrets du 11 juillet 1990).

Discussion (première lecture)

(3 mai 1990) (p. 648, 672).

I - DISCUSSION GENERALE (p. 648, 657) : *MM. Pierre Arpaillage, ministre de la justice ; Philippe de Bourgoing, rapporteur de la commission des lois ; Robert Pagès, Michel Dreyfus-Schmidt, Paul Masson.*

Le projet de loi comporte des dispositions qui tendent :

- à modifier le régime d'indemnisation des victimes d'infractions, victimes d'un seul dommage corporel.

- à accorder aux associations d'aide aux victimes la faculté d'exercer les droits de la partie civile en matière d'infractions à caractère terroriste.

- à refondre le régime des valeurs pécuniaires des détenus.

Aide judiciaire : *Arpaillage (Pierre)* (p. 650) ; *Pagès (Robert)* (p. 653).

Associations : *Arpaillage (Pierre)* (p. 656) ; *Bourgoing (Philippe de)* (p. 652) ; *Pagès (Robert)* (p. 653).

Code de procédure pénale : *Arpaillage (Pierre)* (p. 649).

Code des assurances : *Arpaillage (Pierre)* (p. 649).

Commissions d'indemnisation des victimes : *Arpaillage (Pierre)* (p. 650 ; 656) ; *Bourgoing (Philippe de)* (p. 651) ; *Pagès (Robert)* (p. 653).

Délinquance : *Pagès (Robert)* (p. 652).

Détenus : *Arpaillage (Pierre)* (p. 649) ; *Bourgoing (Philippe de)* (p. 652).

Etrangers : *Arpaillage (Pierre)* (p. 649) ; *Bourgoing (Philippe de)* (p. 652) ; *Pagès (Robert)* (p. 653).

Fonds de garantie contre les actes de terrorisme : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 654) ; *Masson (Paul)* (p. 655).

Fonds d'indemnisation des victimes d'infractions : *Arpaillage (Pierre)* (p. 650) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 654) ; *Masson (Paul)* (p. 655) ; *Pagès (Robert)* (p. 652 ; 653).

Infractions (données chiffrées) : *Bourgoing (Philippe de)* (p. 651).

Justice (budget) : *Arpaillage (Pierre)* (p. 649).

Préjudice corporel : *Arpaillage (Pierre)* (p. 649) ; *Bourgoing (Philippe de)* (p. 651).

Terrorisme : *Arpaillage (Pierre)* (p. 649 ; 650 ; 656) ; *Bourgoing (Philippe de)* (p. 651) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 654) ; *Masson (Paul)* (p. 655 ; 656) ; *Pagès (Robert)* (p. 653).

Victimes : *Arpaillage (Pierre)* (p. 649 ; 651).

Victimes (droits) : *Arpaillage (Pierre)* (p. 649 ; 650) ; *Masson (Paul)* (p. 655) ; *Pagès (Robert)* (p. 652).

Victimes (indemnisation) : *Arpaillage (Pierre)* (p. 649 ; 650 ; 657) ; *Bourgoing (Philippe de)* (p. 651) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 654) ; *Masson (Paul)* (p. 655) ; *Pagès (Robert)* (p. 652 ; 653).

Victimes (indemnisation) (données chiffrées) : *Arpaillage (Pierre)* (p. 650).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 657, 672) : MM. *Philippe de Bourgoing, rapporteur* ; *Pierre Arpaillage, ministre* ; *Robert Pagès, Michel Dreyfus-Schmidt, Mme Paulette Fost.*

Avant l'art. 1^{er} (p. 657).

Adopté : amendement n° 1 de la commission : insertion d'une division additionnelle : « Titre I^{er} : Dispositions relatives aux actions en justice des associations d'aide aux victimes en matière d'infractions à caractère terroriste » (p. 657).

– Une division additionnelle est insérée dans le projet de loi (p. 657).

Art. 1^{er} (*Droit accordé aux associations d'aide aux victimes d'exercer les droits de la partie civile en matière d'infractions terroristes*) – Adopté (p. 657).

Art. 2 (*Remise des copies pénales à la victime dans le cadre de la procédure préparatoire aux sessions d'assises*) (p. 657).

Adopté : amendement n° 2 de la commission : suppression de cet article (p. 657).

– L'article 2 est supprimé (p. 657).

Avant l'art. 3 (p. 657).

Adopté : amendement n° 3 de la commission : insertion d'une division additionnelle : « Titre II : Dispositions relatives à l'indemnisation des victimes d'infractions » (p. 657).

– Une division additionnelle est insérée dans le projet de loi (p. 657).

Art. 3 (*Article 706-3 du code de procédure pénale : principe d'indemnisation*) (p. 657).

Parole sur l'article (p. 658) : M. *Robert Pagès.*

Adoptés : amendements de la commission, n° 23 : exclusion de l'indemnisation des victimes d'actes de terrorisme du mécanisme de l'article précité (p. 660) – N° 4 : modalités de mise en jeu du dispositif (p. 661) – N° 5 : modalités d'application du dispositif aux ressortissants étrangers (p. 662) – Et n° 6 : estimation de la responsabilité laissée au tribunal (p. 663).

Rejeté : amendement n° 29 du Gouvernement : mise en harmonie du droit interne français avec les engagements internationaux (p. 662).

Devenus sans objet : amendements de M. *Robert Pagès*, soutenus par Mme *Paulette Fost*, n° 16 : abaissement du seuil de l'incapacité totale de travail (p. 661) – Et n° 17 : extension du droit aux réparations aux étrangers (p. 662).

– L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 663).

Art. 4 (*Délai de la demande d'indemnité*) (p. 663).

Adopté : amendement n° 7 de la commission : unification du principe d'indemnisation des victimes (p. 663).

– L'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 663).

Art. 5 (*Provisions*) (p. 663).

Adopté : amendement n° 8 de la commission : unification des régimes prévus et bénéfice d'un régime plus favorable aux victimes d'infractions (p. 664).

– L'article 5, dans la rédaction de l'amendement n° 8, est adopté (p. 664).

Art. 6 (*Supplément d'indemnité versé par la commission*) – Adopté (p. 664).

Art. 7 (*Principe de subsidiarité de l'indemnisation versée par la commission – Fonds de garantie des victimes d'infractions*) (p. 664).

Adopté : amendement n° 9 de la commission : rédactionnel (p. 665).

Rejeté : amendement n° 18 de M. *Robert Pagès*, soutenu par Mme *Paulette Fost* : rôle du fonds de garantie des victimes d'infractions (p. 665).

– L'article 7, ainsi modifié, est adopté (p. 665).

Art. 8 (*Remboursement du trop-perçu éventuel par la victime*) (p. 665).

Adopté : amendement n° 10 de la commission : rédactionnel (p. 666).

Devenu sans objet : amendement n° 19 de M. *Robert Pagès* (p. 665).

– L'article 8, dans la rédaction de l'amendement n° 10, est adopté (p. 666).

Art. 9 (*Subrogation dans les droits de la victime*) – Adopté (p. 666).

Art. 10 (*Secours exceptionnels au bénéfice des victimes les plus démunies*) (p. 666).

Adopté : amendement n° 30 du Gouvernement : coordination avec l'article 3 (p. 666).

– L'article 10, ainsi modifié, est adopté (p. 666).

Après l'art. 10 (p. 666).

Rejeté : amendement n° 20 de M. *Robert Pagès*, soutenu par Mme *Paulette Fost* : reconnaissance du droit à l'aide judiciaire totale ou partielle en fonction du revenu (p. 667).

Avant l'art. 11 (p. 667).

Adopté : amendement n° 11 de la commission : insertion d'une division additionnelle : « Titre III : Des valeurs pécuniaires des détenus » (p. 667).

– Une division additionnelle est insérée dans le projet de loi (p. 667).

Art. 11 (*Pécule des détenus*) (p. 667).

Adopté : amendement n° 12 de la commission : recours au juge pour la détermination des valeurs pécuniaires des détenus (p. 668).

– L'article 11, ainsi modifié, est adopté (p. 668).

Avant l'art. 12 (p. 668).

Adopté : amendement n° 13 de la commission : insertion d'une division additionnelle : « Titre IV : Dispositions diverses et finales » (p. 668).

– Une division additionnelle est insérée dans le projet de loi (p. 668).

Art. 12 (*Dispositions de conséquence*) (p. 668).

Adopté : amendement n° 24 de la commission : suppression de cet article (p. 669).

– L'article 12 est supprimé (p. 669).

Art. 13 (*Fonds de garantie des victimes d'infractions*) (p. 669).

Adopté : amendement n° 25 de la commission : suppression de cet article (p. 669).

- L'article 13 est supprimé (p. 669).

Art. 14 (Dispositions de conséquence) (p. 669).

Adopté : amendement n° 26 de la commission : suppression de cet article (p. 669).

- L'article 14 est supprimé (p. 669).

Après l'art. 14 (p. 669).

Rejeté : amendement n° 21 de M. Robert Pagès, soutenu par Mme Paulette Fost : alimentation du fonds de garantie (p. 669).

Avant l'art. 15 (p. 669).

Adopté : amendement n° 14 de la commission : reprise de l'article 2 précédemment supprimé (p. 670).

- Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 670).

Art. 15 (Abrogations) (p. 670).

Adopté : amendement n° 27 de la commission : coordination (p. 670).

- L'article 15, dans la rédaction de l'amendement n° 27, est adopté (p. 670).

Art. 16 (Entrée en vigueur - Dispositions transitoires et diverses) (p. 670).

Adopté : amendement n° 28 de la commission : suppression de toutes conditions de délai pour les associations régulièrement déclarées avant la promulgation de la loi relative à la lutte contre le terrorisme (p. 670).

- L'article 16, ainsi modifié, est adopté (p. 670).

Après l'art. 16 (p. 670).

Adopté : amendement n° 15 de la commission : extension aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte des dispositions de l'article 9 de la loi relative à la lutte contre le terrorisme (p. 671).

Rejeté : amendement n° 22 de M. Robert Pagès, soutenu par Mme Paulette Fost : remise au Parlement d'un rapport annuel retraçant l'utilisation des sommes détenues par le fonds de garantie (p. 671).

- Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 671).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 671, 672) : MM. Louis de Catuelan, Claude Estier, Mme Paulette Fost, M. Jean Chérioux.

Adoption (3 mai 1990) (p. 672).

Discussion (deuxième lecture)

(22 juin 1990) (p. 2030, 2036).

I - DISCUSSION GENERALE (p. 2030, 2032) : MM. Pierre Arpaillange, ministre de la justice ; Philippe de Bourgoing, rapporteur de la commission des lois ; Mme Danielle Bidart-Reydet.

Aide judiciaire : Bidart-Reydet (Danielle) (p. 2032).

Associations : Arpaillange (Pierre) (p. 2030) ; Bidart-Reydet (Danielle) (p. 2032) ; de Bourgoing (Philippe) (p. 2031).

Assurances : Bidart-Reydet (Danielle) (p. 2032).

Code des assurances : Arpaillange (Pierre) (p. 2031) ; de Bourgoing (Philippe) (p. 2032).

Etrangers : Arpaillange (Pierre) (p. 2030) ; Bidart-Reydet (Danielle) (p. 2032) ; de Bourgoing (Philippe) (p. 2031 ; 2032).

Fonds de garantie contre les actes de terrorisme : Arpaillange (Pierre) (p. 2030 ; 2032) ; de Bourgoing (Philippe) (p. 2031).

Fonds d'indemnisation des victimes d'infractions : Arpaillange (Pierre) (p. 2030) ; de Bourgoing (Philippe) (p. 2031).

Territoires d'outre-mer (TOM) : de Bourgoing (Philippe) (p. 2032).

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2033, 2036) : MM. Philippe de Bourgoing, rapporteur ; Pierre Arpaillange, ministre ; Claude Estier, Danielle Bidart-Reydet.

Art. 3 (p. 2033).

Parole sur l'article (p. 2033) : M. Philippe de Bourgoing, rapporteur - Fonds de garantie contre les actes de terrorisme.

Adoptés : amendements de la commission n° 2 : victimes de nationalité étrangère ; indemnisation des ressortissants d'un Etat signataire de la Convention européenne relative au dédommagement des victimes d'infractions violentes - Et n° 3 : limitation de l'indemnisation aux titulaires d'une carte de résident ou aux ressortissants d'un Etat ayant conclu avec la France un accord de réciprocité (p. 2034).

- L'article 3, ainsi modifié, est adopté.

Art. 4, 5, 5 bis et 7 - Adoptés (p. 2034).

Titre III (p. 2034).

Adopté : amendement n° 4 de la commission : « Dispositions relatives aux valeurs pécuniaires des détenus » (p. 2034).

- L'intitulé du Titre III, ainsi modifié, est adopté (p. 2034).

Art. 11 à 16 - Adoptés (p. 2035).

Art. 17 (p. 2035) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

Adopté : amendement de rétablissement n° 9 de la commission (p. 2036).

- L'article 17, dans la rédaction de l'amendement n° 9, est rétabli (p. 2036).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2036) : M. Claude Estier ; Mme Danielle Bidart-Reydet.

Adoption (22 juin 1990) (p. 2036).

Discussion (commission mixte paritaire)

(29 juin 1990) (p. 2307, 2308).

I - DISCUSSION GENERALE (p. 2307, 2308) : MM. Jacques Thyraud, en remplacement de M. Philippe de Bourgoing, rapporteur de la commission mixte paritaire ; Pierre Arpaillange, ministre de la justice.

Collectivités territoriales d'outre-mer : Arpaillange (Pierre) (p. 2307) ; Thyraud (Jacques) (p. 2308).

Etrangers : Arpaillange (Pierre) (p. 2307) ; Thyraud (Jacques) (p. 2308).

Fonds de garantie contre les actes de terrorisme : Thyraud (Jacques) (p. 2307).

Violence : Arpaillange (Pierre) (p. 2308).

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2308)

Art. 3 (p. 2308).

Art. 16 bis - Supprimé par la CMP.

Art. 17 (p. 2308).

Adoption (29 juin 1990) (p. 2308).

3. - Projet de loi modifiant le code des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel (partie législative) et complétant la loi n° 86-14 du 6 janvier 1986 modifiée fixant les règles garantissant l'indépendance des membres des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Pierre Arpaillange, ministre de la justice (2 avril 1990) [n° 1188 (9^e lég)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Michel Pezet (12 avril 1990) [n° 1278 (9^e lég)] - Discussion (18 avril 1990) - Adoption (18 avril 1990) [n° 269].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (19 avril 1990) [n° 247 (89-90)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Daniel Hoefel (25 avril 1990) [n° 260 (89-

90]] – Discussion (3 mai 1990) – Adoption (3 mai 1990) [n° 97].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (4 mai 1990) [n° 1329 (9^e lég)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Michel Pezet (31 mai 1990) [n° 1405 (9^e lég)] – Discussion (1^{er} juin 1990) – Adoption (1^{er} juin 1990) [n° 301].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (5 juin 1990) [n° 343 (89-90)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Daniel Hoeffel (7 juin 1990) [n° 363 (89-90)] – Discussion (13 juin 1990) – Adoption (13 juin 1990) [n° 120].

PROMULGATION : Loi n° 90-511 du 25 juin 1990 (J.O. Lois et décrets du 27 juin 1990).

Discussion (première lecture)

(3 mai 1990) (p. 644, 648).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 644, 646) : MM. Pierre Arpaillage, ministre de la justice ; Daniel Hoeffel, rapporteur de la commission des lois ; Michel Dreyfus-Schmidt.

Le présent projet de loi apporte des modifications aux règles de fonctionnement des juridictions administratives de première instance et d'appel en tendant à faciliter l'exercice de la justice administrative.

Conseil d'Etat : Arpaillage (Pierre) (p. 644) ; Dreyfus-Schmidt (Michel) (p. 646) ; Hoeffel (Daniel) (p. 645).

Contentieux administratif : Arpaillage (Pierre) (p. 644) ; Dreyfus-Schmidt (Michel) (p. 646).

Contentieux administratif (données chiffrées) : Hoeffel (Daniel) (p. 645).

Cours administratives d'appel : Arpaillage (Pierre) (p. 644) ; Dreyfus-Schmidt (Michel) (p. 646) ; Hoeffel (Daniel) (p. 645).

Juridictions administratives : Arpaillage (Pierre) (p. 644 ; 645) ; Hoeffel (Daniel) (p. 645).

Magistrats administratifs : Dreyfus-Schmidt (Michel) (p. 646) ; Hoeffel (Daniel) (p. 645).

Tribunaux administratifs : Arpaillage (Pierre) (p. 644) ; Dreyfus-Schmidt (Michel) (p. 646) ; Hoeffel (Daniel) (p. 645).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 646, 648) : MM. Daniel Hoeffel, rapporteur ; Pierre Arpaillage, ministre Michel Dreyfus-Schmidt.

Art. 1^{er} (Nombre de juges appelés à rendre des jugements : exceptions au principe) – Adopté (p. 646).

Art. 2 (Changement d'intitulé du chapitre 1^{er} du titre III du livre II du code des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel) – Adopté (p. 646).

Art. 3 (Ordonnances des présidents de juridiction) (p. 646).

Adoptés : amendements de la commission n° 2 : suppression pour le président jugeant seul de la possibilité de rejeter les conclusions à fin de sursis (p. 646) – Et n° 3 : différence entre ce qu'il convient d'appliquer aux tribunaux administratifs et aux cours administratives d'appel (p. 646).

Retiré : amendement n° 1 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : identique à l'amendement n° 2 de la commission.

– L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 648).

Art. 4 (Abrogation des articles L. 10 et L. 15 du code précité) – Adopté (p. 648).

Art. 5 (Exercice temporaire des fonctions de commissaire du Gouvernement) – Adopté (p. 648).

Adoption (3 mai 1990) (p. 649).

Discussion (deuxième lecture)

(13 juin 1990) (p. 1546, 1548).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1546, 1548) : MM. Pierre Arpaillage, ministre de la justice ; Daniel Hoeffel, rapporteur de la commission des lois ; Michel Dreyfus-Schmidt.

Conseil d'Etat : Arpaillage (Pierre) (p. 1546).

Inspection générale (nominations) : Arpaillage (Pierre) (p. 1546) ; Hoeffel (Daniel) (p. 1546).

Juridictions administratives : Arpaillage (Pierre) (p. 1548) ; Dreyfus-Schmidt (Michel) (p. 1547) ; Hoeffel (Daniel) (p. 1547).

Magistrats : Arpaillage (Pierre) (p. 1546, 1548) ; Hoeffel (Daniel) (p. 1547).

Magistrature : Dreyfus-Schmidt (Michel) (p. 1547).

Parlement : Dreyfus-Schmidt (Michel) (p. 1547).

Police (enquêteurs) : Arpaillage (Pierre) (p. 1546) ; Hoeffel (Daniel) (p. 1546).

Sursis à exécution : Arpaillage (Pierre) (p. 1546) ; Dreyfus-Schmidt (Michel) (p. 1547) ; Hoeffel (Daniel) (p. 1546).

Tribunaux administratifs : Arpaillage (Pierre) (p. 1548) ; Dreyfus-Schmidt (Michel) (p. 1547).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1548)

Art. 3, 6 et 7 – Adoptés (p. 1548).

Adoption (13 juin 1990) (p. 1548).

4. – **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature et relatif à l'amélioration de la gestion du corps judiciaire, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Henri Nallet, ministre de la justice (17 octobre 1990) [n° 48 (90-91)]** – Renvoi à la commission des lois.

– Rapport de M. Marcel Rudloff (7 novembre 1990) [n° 71 (90-91)] – Urgence – Discussion (15 novembre 1990) – Adoption (15 novembre 1990) [n° 35].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (16 novembre 1990) [n° 1707 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jacques Floch (29 novembre 1990) [n° 1769 (9^e lég.)] – Discussion (4 décembre 1990) – Adoption (4 décembre 1990) [n° 410].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (5 décembre 1990) [n° 125 (90-91)] – Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Jacques Floch (11 décembre 1990) [n° 1801] (9^e lég.) – Discussion (12 décembre 1990) – Adoption (12 décembre 1990) [n° 419].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Marcel Rudloff (11 décembre 1990) [n° 147 (90-91)] – Discussion (18 décembre 1990) – Adoption (18 décembre 1990) [n° 69].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 90-288 DC du 16 janvier 1991 (J.O. Lois et décrets du 18 janvier 1991) qui déclare non contraire à la Constitution le projet de loi organique.

PROMULGATION : Loi n° 91-71 du 18 janvier 1991 (J.O. Lois et décrets du 20 janvier 1991).

Discussion (première lecture)

(15 novembre 1990) (p. 3467, 3472).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3467, 3470) : MM. Henri Nallet, ministre de la justice ; Marcel Rudloff, rapporteur de la commission des lois ; Jean Clouet, Robert Pagès.

Avocats : Nallet (Henri) (p. 3468).

Conseil supérieur de la magistrature : Clouet (Jean) (p. 3469).

Cour de cassation (magistrats) : Nallet (Henri) (p. 3468) ; Rudloff (Marcel) (p. 3469).

Cours et tribunaux : *Clouet (Jean)* (p. 3470).

Juridictions judiciaires : *Nallet (Henri)* (p. 3468) ; *Rudloff (Marcel)* (p. 3469).

Justice (opinion publique) : *Pagès (Robert)* (p. 3470).

Magistrats (effectifs) : *Clouet (Jean)* (p. 3470) ; *Pagès (Robert)* (p. 3470) ; *Rudloff (Marcel)* (p. 3469).

Magistrats (indépendance) : *Clouet (Jean)* (p. 3469 ; 3470) ; *Pagès (Robert)* (p. 3470).

Magistrats (limite d'âge) : *Nallet (Henri)* (p. 3468) ; *Rudloff (Marcel)* (p. 3469).

Pensions civiles et militaires de retraite : *Nallet (Henri)* (p. 3468).

Retraite (âge) : *Rudloff (Marcel)* (p. 3469).

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3470, 3472) : *MM. Henri Nallet, ministre ; Marcel Rudloff, rapporteur*.

Art. 1^{er} (*Conditions du retour en promotion à la Cour de cassation des anciens conseillers référendaires*) – Adopté (p. 3470).

Art. 2 (*Demandes d'affectation des conseillers référendaires à la Cour de cassation*) (p. 3470).

Adoptés : amendements du Gouvernement n° 3, de forme, et n° 4 : cas de réduction du délai de retour à la Cour de cassation (p. 3471) – Amendement n° 2 de la commission : cas des conseillers référendaires placés en service détaché (p. 3471).

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 3471).

Art. 3 (*Pensions de retraite des avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation intégrés dans la magistrature dans les conditions prévues par l'article 30 du statut*) – Adopté (p. 3471).

Art. 4 (*Maintien en fonction des magistrats jusqu'au 30 juin suivant la date à laquelle ils ont atteint la limite d'âge*) – Adopté (p. 3471).

Art. 5 (*Maintien en fonction des magistrats recrutés à titre temporaire en application de la loi organique du 17 juillet 1970*) – Adopté (p. 3471).

Après l'art. 5 (p. 3471).

Adopté : amendement n° 5 du Gouvernement : regroupement à une date unique des départs à la retraite et de l'entrée en fonction des nouveaux magistrats : régime transitoire (p. 3472).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi organique (p. 3472).

Art. 6 (*Conditions du maintien en activité des magistrats des cours d'appel et des tribunaux de grande instance*) – Adopté (p. 3472).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 3472) – *MM. Michel Dreyfus-Schmidt, Emmanuel Hamel ; intervention de M. Henri Nallet, ministre*.

Scrutin public de droit n° 32 (p. 3472).

Adoption (15 novembre 1990) (p. 3472).

Discussion (commission mixte paritaire)

(18 décembre 1990) (p. 5260, 5261).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5260, 5261) : *MM. Louis Virapoullé, en remplacement de M. Marcel Rudloff, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Henri Nallet, ministre de la Justice*.

Conseillers référendaires : *Nallet (Henri)* (p. 5261) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 5261).

Parlement (rôle) : *Virapoullé (Louis)* (p. 5261).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE RESTANT A EXAMINER (p. 5261)

Art. 2 (p. 5261).

Scrutin public de droit n° 69.

Adoption (18 décembre 1990) (p. 5261).

5. – **Proposition de loi portant création, à Cayenne, d'une chambre détachée de la cour d'appel de Fort-de-France, PRESENTÉE AU SENAT**, par M. Georges Othily, sénateur (22 novembre 1990) [n° 95 (90-91)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de Georges Othily (10 décembre 1990) [n° 145 (90-91)] – Discussion (20 décembre 1990) – Adoption (20 décembre 1990) [n° 88].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (21 décembre 1990) [n° 1894 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des lois.

Discussion des conclusions du rapport

(20 décembre 1990) (p. 5426, 5430).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5426, 5428) : *MM. Georges Othily, rapporteur de la commission des lois ; Georges Kiejman, ministre délégué auprès du ministre de la justice*.

Cayenne : *Kiejman (Georges)* (p. 5427) ; *Othily (Georges)* (p. 5427).

Cours administratives d'appel : *Kiejman (Georges)* (p. 5427) ; *Othily (Georges)* (p. 5427).

Fort-de-France : *Kiejman (Georges)* (p. 5427) ; *Othily (Georges)* (p. 5427).

Gouvernement : *Kiejman (Georges)* (p. 5427).

Guyane : *Othily (Georges)* (p. 5426).

Juridictions judiciaires : *Othily (Georges)* (p. 5427).

Justice : *Othily (Georges)* (p. 5426).

Magistrats : *Othily (Georges)* (p. 5427).

Réfugiés et apatrides : *Kiejman (Georges)* (p. 5427).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 5428, 5430) : *MM. Georges Kiejman, ministre ; Georges Othily, rapporteur ; Louis Virapoullé, Michel Darras*.

Art. unique (*Création d'une chambre détachée de la cour d'appel de Fort-de-France à Cayenne*) (p. 5428).

Adoptés : amendements du Gouvernement n° 1 : chambre détachée de la cour d'appel de Fort-de-France située à Cayenne (p. 5429) – n° 2 : composition de la chambre détachée : un président de la chambre et deux conseillers de la cour d'appel de Fort-de-France (p. 5429) – Et n° 3 : organisation du ministère public auprès de la chambre détachée de la cour d'appel de Fort-de-France et possibilité pour le procureur général et le premier président de la cour d'appel de Fort-de-France de déléguer leur pouvoir d'inspection des juridictions du premier degré du département de la Guyane ainsi que leur pouvoir de gestion administrative (p. 5429).

– L'article unique, ainsi modifié, est adopté (p. 5430).

Adoption (20 décembre 1990) (p. 5430).

K**Koweït**

Voir *Gouvernement (déclarations)*, 3
Messages du Président de la République, 1
Questions au Gouvernement n° 252
Traités et conventions, 14; 15

L

Lait et produits laitiers

Voir *Questions au Gouvernement* n° 199 ; n° 203

Languedoc-Roussillon (région)

Voir *Forêts*, 1

Laos

Voir *Traités et conventions*, 16 ; 22

Légion d'honneur

Voir *Anciens combattants et victimes de guerre*, 2 ; 3

Liban

Voir *Questions au Gouvernement* n° 252 ; n° 264 ; n° 286

Liberia

Voir *Questions au Gouvernement* n° 262

Libertés individuelles

Voir *Droits de l'homme*, 1

1. – **Proposition de loi réglementant les écoutes téléphoniques**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Marcel Rudloff, sénateur (25 octobre 1990) [n° 59 (90-91)] – Renvoi à la commission des lois.

Libertés publiques

Voir *Circulation routière*, 3
Questions au Gouvernement n° 272

Licenciements

Voir *Travail*, 1 ; 3

Limousin (région)

Voir *Questions au Gouvernement* n° 211

Littoral (protection)

Voir *Questions orales sans débat* n° 127

Logement

Voir *Bâtiment et travaux publics*, 1
Questions orales sans débat n° 218

1. – **Projet de loi visant à la mise en oeuvre du droit au logement**, PRÉSENTÉ À L'ASSEMBLÉE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Michel Delebarre,

ministre de l'équipement (8 novembre 1989) [n° 982 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Bernard Carton (7 décembre 1989) [n° 1071 (9^e lég.)] – Urgence – Discussion (13, 14 et 18 décembre 1989) – Adoption (18 décembre 1989) [n° 232].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIÈRE LECTURE) (19 décembre 1989) [n° 160 (89-90)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Pour avis à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Robert Laucournet (2 avril 1990) [n° 205 (89-90)] – Avis de M. José Balarello (2 avril 1990) [n° 206 (89-90)] – Discussion (3, 4 et 5 avril 1990) – Adoption (5 avril 1990) [n° 81].

TRANSMISSION À L'ASSEMBLÉE NATIONALE (DEUXIÈME LECTURE) (6 avril 1990) [n° 1221 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission de la production.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLÉE NATIONALE) ; rapport de M. Bernard Carton (12 avril 1990) [n° 1279 (9^e lég.)] – Echec.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Robert Laucournet (17 avril 1990) [n° 240 (89-90)] – Echec.

TRANSMISSION À L'ASSEMBLÉE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (6 avril 1990) [n° 1221 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Bernard Carton (18 avril 1990) [n° 1284 (9^e lég.)] – Discussion (20 avril 1990) – Adoption (20 avril 1990) [n° 273].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (24 avril 1990) [n° 253 (89-90)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Robert Laucournet (25 avril 1990) [n° 257 (89-90)] – Discussion (26 avril 1990) – Adoption (26 avril 1990) [n° 91].

TRANSMISSION À L'ASSEMBLÉE NATIONALE (DERNIÈRE LECTURE) (26 avril 1990) [n° 1302 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Bernard Carton (2 mai 1990) [n° 1305 (9^e lég.)] – Discussion (3 mai 1990) – Adoption (3 mai 1990) [n° 278].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 90-274 DC du 29 mai 1990 (*J.O. Lois et décrets* du 1^{er} juin 1990) qui déclare le projet de loi conforme à la Constitution.

PROMULGATION : Loi n° 90-449 du 31 mai 1990 (*J.O. Lois et décrets* du 2 juin 1990).

Discussion (première lecture)

(3 avril 1990) (p. 15, 39) ; (4 avril 1990) (p. 45, 84) ; (5 avril 1990) (p. 113, 136).

I – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 15, 39) : *MM. Michel Delebarre, ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer ; Louis Besson, ministre chargé du logement ; Robert Laucournet, rapporteur de la commission des affaires économiques ; José Balarello, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales ; William Chervy, Pierre Louvot, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Jean Huchon, Maurice Lombard, Roland Courteau, Maurice Arreckx, André Diligent, Mme Hélène Missoffe, MM. Ernest Cartigny, Jean Simonin, Jacques de Menou.*

Le projet de loi vise, tout à la fois :

– à coordonner les politiques des différents partenaires publics, associatifs et privés, en faveur du logement des plus défavorisés, au travers de plans départementaux d'action.

– à accroître l'offre de logement social, tant dans le secteur privé que dans le parc social.

– et à renforcer la solvabilité des locataires les plus démunis, notamment par la création de fonds départementaux de solidarité pour le logement.

Aide personnalisée au logement (APL) : *Cartigny (Ernest)* (p. 35) ; *Huchon (Jean)* (p. 27) ; *Laucournet (Robert)* (p. 21) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 33).

Allocation logement : *Balarello (José)* (p. 22) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 35) ; *Laucournet (Robert)* (p. 31) ; *Louvot (Pierre)* (p. 25).

Associations humanitaires : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 27) ; *Besson (Louis)* (p. 17).

Bail à réhabilitation : *Balarello (José)* (p. 22) ; *Besson (Louis)* (p. 18 ; 19) ; *Huchon (Jean)* (p. 27) ; *Laucournet (Robert)* (p. 20).

Bâtiment et travaux publics : *Besson (Louis)* (p. 18).

Collectivités territoriales : *Arreckx (Maurice)* (p. 31) ; *Besson (Louis)* (p. 18 ; 38 ; 39) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 34) ; *Delebarre (Michel)* (p. 16 ; 17) ; *Huchon (Jean)* (p. 27) ; *Lombard (Maurice)* (p. 28 ; 29) ; *Menou (Jacques de)* (p. 36) ; *Simonin (Jean)* (p. 35).

Collectivités territoriales d'outre-mer : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 26).

Communauté économique européenne (CEE) : *Delebarre (Michel)* (p. 16).

Côte-d'Or (département) : *Lombard (Maurice)* (p. 28).

Décentralisation : *Arreckx (Maurice)* (p. 31) ; *Chervy (William)* (p. 23) ; *Delebarre (Michel)* (p. 17) ; *Menou (Jacques de)* (p. 36).

Détenus : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 26).

Expulsions (logement) : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 25 ; 26) ; *Besson (Louis)* (p. 37).

Finistère (département) : *Menou (Jacques de)* (p. 36).

Fonds départementaux de solidarité pour le logement : *Arreckx (Maurice)* (p. 31) ; *Besson (Louis)* (p. 18) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 34) ; *Courteau (Roland)* (p. 30) ; *Huchon (Jean)* (p. 27) ; *Laucournet (Robert)* (p. 20) ; *Louvot (Pierre)* (p. 24).

Gendarmerie nationale : *Simonin (Jean)* (p. 35).

Gens du voyage : *Balarello (José)* (p. 22) ; *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 26) ; *Louvot (Pierre)* (p. 24).

Habitat (amélioration) : *Besson (Louis)* (p. 17 ; 18 ; 38) ; *Delebarre (Michel)* (p. 16) ; *Diligent (André)* (p. 31 ; 32) ; *Laucournet (Robert)* (p. 19).

Habitat insalubre : *Besson (Louis)* (p. 38) ; *Diligent (André)* (p. 31 ; 32).

Habitations à loyer modéré (HLM) : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 25) ; *Besson (Louis)* (p. 37) ; *Huchon (Jean)* (p. 27) ; *Louvot (Pierre)* (p. 24).

Insertion sociale : *Balarello (José)* (p. 22) ; *Besson (Louis)* (p. 17 ; 19) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 34) ; *Chervy (William)* (p. 22 ; 23) ; *Courteau (Roland)* (p. 29) ; *Delebarre (Michel)* (p. 15 ; 16) ; *Laucournet (Robert)* (p. 20) ; *Louvot (Pierre)* (p. 24) ; *Menou (Jacques de)* (p. 36) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 33).

Logement (aides au) : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 25) ; *Besson (Louis)* (p. 17 ; 18 ; 37 ; 38) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 35) ; *Delebarre (Michel)* (p. 16) ; *Laucournet (Robert)* (p. 21) ; *Lombard (Maurice)* (p. 29).

Logement (budget) : *Besson (Louis)* (p. 17 ; 18 ; 39).

Logement (droit au) : *Arreckx (Maurice)* (p. 30) ; *Balarello (José)* (p. 22) ; *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 26) ; *Besson (Louis)* (p. 17 ; 19 ; 39) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 34) ; *Chervy (William)* (p. 22 ; 23) ; *Courteau (Roland)* (p. 29 ; 30) ; *Delebarre (Michel)* (p. 15) ; *Laucournet (Robert)* (p. 19) ; *Louvot (Pierre)* (p. 24) ; *Menou (Jacques de)* (p. 36) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 33) ; *Simonin (Jean)* (p. 35).

Logement locatif : *Balarello (José)* (p. 22) ; *Besson (Louis)* (p. 18 ; 19 ; 37 ; 39) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 34) ; *Courteau (Roland)* (p. 30) ; *Huchon (Jean)* (p. 27) ; *Laucournet (Robert)* (p. 20) ; *Lombard (Maurice)* (p. 28) ; *Louvot (Pierre)* (p. 24) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 34).

Logement social : *Arreckx (Maurice)* (p. 31) ; *Balarello (José)* (p. 22) ; *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 25 ; 26) ; *Besson (Louis)* (p. 18 ; 37 ; 39) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 34) ; *Courteau (Roland)* (p. 30) ; *Delebarre (Michel)* (p. 16) ; *Laucournet (Robert)* (p. 20) ; *Lombard (Maurice)* (p. 28) ; *Menou (Jacques de)* (p. 36) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 33 ; 34) ; *Simonin (Jean)* (p. 35).

Logement social (attribution) : *Balarello (José)* (p. 22) ; *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 26) ; *Besson (Louis)* (p. 19) ; *Chervy (William)* (p. 23) ; *Courteau (Roland)* (p. 30) ; *Diligent (André)* (p. 32) ; *Huchon (Jean)* (p. 27) ; *Laucournet (Robert)* (p. 20 ; 21) ; *Menou (Jacques de)* (p. 36).

Loyers : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 25).

Officiers : *Besson (Louis)* (p. 39) ; *Simonin (Jean)* (p. 35).

Paris : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 25).

Pauvreté : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 27) ; *Chervy (William)* (p. 22).

Personnes âgées : *Besson (Louis)* (p. 38).

Plans départementaux d'action pour le logement des personnes défavorisées : *Arreckx (Maurice)* (p. 31) ; *Balarello (José)* (p. 22) ; *Besson (Louis)* (p. 18) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 34) ; *Courteau (Roland)* (p. 30) ; *Huchon (Jean)* (p. 27) ; *Laucournet (Robert)* (p. 20) ; *Lombard (Maurice)* (p. 28 ; 29) ; *Louvot (Pierre)* (p. 24).

Politique familiale : *Missoffe (Hélène)* (p. 33).

Préemption (droit de) : *Balarello (José)* (p. 22) ; *Besson (Louis)* (p. 19 ; 38) ; *Chervy (William)* (p. 23) ; *Courteau (Roland)* (p. 30) ; *Delebarre (Michel)* (p. 17) ; *Huchon (Jean)* (p. 28) ; *Laucournet (Robert)* (p. 20 ; 21).

Prêts d'accession à la propriété (PAP) : *Simonin (Jean)* (p. 35).

Prêts locatifs aidés (PLA) : *Besson (Louis)* (p. 18 ; 37 ; 38) ; *Huchon (Jean)* (p. 27) ; *Simonin (Jean)* (p. 35).

Revenu minimum d'insertion (RMI) : *Courteau (Roland)* (p. 30).

Roubaix : *Diligent (André)* (p. 31, 32).

Sans domicile fixe (SDF) : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 26) ; *Besson (Louis)* (p. 37) ; *Chervy (William)* (p. 23) ; *Courteau (Roland)* (p. 29) ; *Delebarre (Michel)* (p. 16) ; *Huchon (Jean)* (p. 27) ; *Laucournet (Robert)* (p. 20) ; *Lombard (Maurice)* (p. 28).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 45, 84 ; 113, 136) :
MM. José Balarello, rapporteur pour avis ; Maurice Lombard, Robert Laucournet, rapporteur ; Louis Besson, ministre ; Claude Huriet, William Chervy, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales ; Pierre Louvot, Roland Courteau, François Gerbeau, Jean-Luc Bécart, Jean Delaneau, Bernard Seillier, André Diligent, Gérard Larcher, Ernest Cartigny, au nom de la commission des finances ; Jean Chérioux, Paul Girod – MM. Josselin de Rohan, Michel Caldaguès, Etienne Dailly.

Art. 1^{er} A (Affirmation du droit au logement) (p. 45).

Adoptés : amendements de M. Maurice Lombard, n° 40 : suppression de l'affirmation du principe général du droit au logement (p. 49) – Et n° 41 : suppression de la référence à l'origine géographique (p. 50) – Amendement n° 92 de Mme Hélène Missoffe, soutenu par M. Maurice Lombard : affirmation du droit au logement pour toute famille (p. 49) – Amendements de la commission, n° 99 : suppression des conditions restrictives de l'aide au logement (p. 49) – Et n° 1 : condition de respect des devoirs inhérents à la vie en collectivité (p. 50).

Rejetés : amendement n° 18 de la commission saisie pour avis : suppression de cet article (p. 49) – Sur l'amendement n° 1 précité de la commission, sous-amendement n° 56 de M. Claude Estier, soutenu par M. William Chervy (p. 50) – Amendement n° 72 de Mme Marie-Claude Beaudeau : interdiction de toute expulsion sans relogement (p. 50).

Retirés : amendement n° 49 de M. Claude Huriet : cas des habitants de caravane (p. 50) – Amendement n° 42 de M. Maurice Lombard : définition par décret en Conseil d'Etat de la notion de personne défavorisée (p. 50).

– L'article 1^{er} A, ainsi modifié, est adopté (p. 50).

Art. 1^{er} (Définition du plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées) (p. 50).

Parole sur l'article (p. 50) : M. Robert Laucournet, rapporteur.

Adopté : amendement de coordination n° 2 de la commission (p. 66 ; précédemment réservé p. 52).

Retirés : amendements de la commission saisie pour avis, nos 19, 20 et 21 – Amendement n° 93 de Mme Hélène Missoffe, retiré par M. Maurice Lombard (p. 51).

– L'article 1^{er}, dans la rédaction de l'amendement n° 2, est adopté (p. 66 ; précédemment réservé p. 52).

Art. 1^{er} bis (*Conditions d'accueil des gens du voyage*) (p. 52).

Adopté : amendement n° 3 de la commission : suppression de cet article (p. 54).

Devenus sans objet : amendement n° 55 de M. Pierre Louvot : scolarisation des enfants (p. 54) – Amendements identiques n° 22 de la commission saisie pour avis, n° 57 de M. Claude Estier, soutenu par M. Roland Courteau, et n° 74 de Mme Marie-Claude Beaudeau : suppression des dispositions relatives à l'aménagement de terrains réservés (p. 54).

– L'article 1^{er} bis est supprimé (p. 54).

Art. 2 (*Procédure d'élaboration du plan départemental*) (p. 54).

Adopté : amendement n° 4 de la commission : élaboration conjointe par l'Etat et le département (p. 64 ; précédemment réservé p. 56).

Rejeté : sur l'amendement n° 4 précité de la commission, sous-amendement n° 100 du Gouvernement : maintien de la procédure de fixation du plan par les autorités nationales en cas d'échec de la procédure contractuelle (p. 64).

Devenus sans objet : amendements de M. Claude Estier, soutenus par M. William Chervy, n° 58 : élaboration conjointe par l'Etat, le département et les autres personnes morales concernées (p. 64 ; précédemment réservé p. 56) – N° 59 : suppression de la fixation du plan par les autorités nationales en cas d'échec de la procédure contractuelle (p. 64 ; précédemment réservé p. 56) – Et n° 60 : suppression du plan régional prévu pour l'Ile-de-France (p. 64 ; précédemment réservé p. 56) – Amendements de Mme Marie-Claude Beaudeau, n° 75 : élaboration conjointe par le représentant de l'Etat dans le département et le conseil général (p. 64 ; précédemment réservé p. 56) – Et n° 76 : suppression de la fixation du plan par les autorités nationales en cas d'échec de la procédure contractuelle (p. 64 ; précédemment réservé p. 56) – Amendement n° 23 de la commission saisie pour avis : suppression du plan régional prévu pour l'Ile-de-France (p. 64 ; précédemment réservé p. 56).

– L'article 2, dans la rédaction de l'amendement n° 4, est adopté (p. 64 ; précédemment réservé p. 56).

Art. 3 (*Partenaires concernés par le plan départemental*) (p. 56).

Adoptés : amendement n° 5 de la commission : définition des catégories de bénéficiaires du plan ; organisation du circuit des demandes de logement par le plan ; publication du plan par le président du conseil général et le représentant de l'Etat dans le département (p. 60) ; sous-amendements identiques n° 53 de M. Pierre Louvot et n° 73 de Mme Marie-Claude Beaudeau : bénéficiaires prioritaires du plan (p. 60) ; sous-amendement n° 98 de M. José Balarello, rapporteur pour avis : fixation des objectifs du plan par périmètre de schéma directeur (p. 60).

Retirés : amendements de Mme Marie-Claude Beaudeau, nos 78 et 79, retirés par M. Jean-Luc Bécart (p. 58) – Sur l'amendement n° 5 précité de la commission, sous-amendement n° 54 de M. Pierre Louvot : établissement d'un recueil départemental des demandes de logements (p. 60).

Devenu sans objet : amendement n° 77 de Mme Marie-Claude Beaudeau, soutenu par M. Jean-Luc Bécart : participation des associations de locataires et des organisations syndicales à l'élaboration du plan (p. 60).

– L'article 3, dans la rédaction de l'amendement n° 5, ainsi modifié, est adopté (p. 60).

Après l'art. 3 (p. 60).

Rejeté : amendement n° 61 de M. Claude Estier, soutenu par M. William Chervy : en cas d'échec de la procédure contrac-

tuelle, fixation du plan départemental par le représentant de l'Etat (p. 65 ; précédemment réservé p. 60).

Art. 4 (*Conventions de mise en oeuvre du plan départemental*) (p. 66).

Adopté : amendement n° 6 de la commission : nouvelle rédaction de cet article (p. 66).

Rejeté : amendement n° 80 de Mme Marie-Claude Beaudeau : accord préalable du conseil municipal pour l'application du plan dans une commune (p. 67).

– L'article 4, dans la rédaction de l'amendement n° 6, est adopté (p. 67).

Après l'art. 4 (p. 67).

Rejetés : amendement n° 7 de la commission : coordination des plans départementaux de l'Ile-de-France par un plan régional (p. 68) – Amendement n° 62 de M. Claude Estier, soutenu par M. Roland Courteau : fixation par décret des conditions de coordination des plans départementaux en Ile-de-France (p. 68).

Art. 5 (*Fonds départemental de solidarité pour le logement*) (p. 68).

Adoptés : amendement rédactionnel n° 8 de la commission ; sous-amendements de M. Maurice Lombard, nos 43 et 44 (p. 70).

Retirés : amendement n° 50 de M. Claude Huriet : accueil des gens du voyage (p. 70) – Amendement n° 25 de la commission saisie pour avis (p. 70) – Sur l'amendement n° 8 précité de la commission, sous-amendement rédactionnel n° 24 de la commission saisie pour avis (p. 70).

– L'article 5, dans la rédaction de l'amendement n° 8, ainsi modifié, est adopté (p. 70).

Art. 6 (*Financement du fonds départemental de solidarité pour le logement*) (p. 71).

Adoptés : amendements de la commission, nos 9 et 10 : financement paritaire du fonds par l'Etat et le département (p. 73) – Et n° 11, de coordination (p. 74).

Rejetés : amendement n° 81 de Mme Marie-Claude Beaudeau : création d'une taxe assise sur le chiffre d'affaires des groupes du bâtiment et des travaux publics, des promoteurs immobiliers et des assurances (p. 73) – Amendement n° 63 de M. Claude Estier, soutenu par M. William Chervy : suppression du lien entre la participation du département au fonds de solidarité et le financement du revenu minimum d'insertion, RMI (p. 74).

Retirés : amendement n° 45 de M. Maurice Lombard (p. 71) – Amendement n° 27 de la commission saisie pour avis : suppression de la participation des personnes morales autre que l'Etat et le département (p. 74).

Devenu sans objet : amendement n° 26 de la commission saisie pour avis : fixation de la participation de chaque département par le conseil général (p. 73).

– L'article 6, ainsi modifié, est adopté (p. 74).

Art. 7 (*Décret d'application*) (p. 74).

Adopté : amendement rédactionnel n° 12 de la commission (p. 74).

– L'article 7, ainsi modifié, est adopté (p. 74).

Art. 8 (*Exonérations conditionnelles de l'impôt sur le revenu*) (p. 74).

Adopté : amendement de coordination n° 13 de la commission (p. 75).

Retirés : amendement n° 64 de M. Claude Estier, soutenu par M. Roland Courteau : extension du champ d'application de cet article à toutes les personnes disposant de faibles ressources (p. 75) – Amendement n° 46 de M. Maurice Lombard : suppression de l'exonération fiscale en cas de sous-location (p. 76).

– L'article 8, ainsi modifié, est adopté (p. 76).

Après l'art. 8 (p. 76).

Rejeté : amendement n° 82 de Mme Marie-Claude Beaudeau, soutenu par M. Jean-Luc Bécart : extension des pouvoirs de réquisition de logements vacants des maires (p. 76).

Art. 9 (Exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties) (p. 76).

Adoptés : amendement n° 14 de la commission : extension de l'exonération aux logements faisant l'objet d'un bail à réhabilitation (p. 78) ; sous-amendement n° 95 du Gouvernement (p. 78).

Irrecevable (article 40 de la Constitution) : amendement n° 28 de la commission saisie pour avis : exonération totale pour les bailleurs sociaux de logements destinés à accueillir des personnes défavorisées (p. 77).

– L'article 9, ainsi modifié, est adopté (p. 78).

Art. 10 (Bail à réhabilitation) (p. 78).

ART. L. 252-1 DU CODE DE LA CONSTRUCTION ET DE L'HABITATION (p. 78).

Adopté : amendement n° 38 de M. Jean Chérioux : absence de droit au maintien dans les lieux à l'expiration du bail à réhabilitation ; exclusion de tout usage professionnel ou commercial des locaux (p. 80).

Rejetés : amendements de Mme Marie-Claude Beaudeau, soutenus par M. Jean-Luc Bécart, n° 83 : compensation des travaux exécutés par le preneur sur le plan du prix du loyer (p. 80) – Et n° 84 : fixation de la durée minimale du bail à 18 ans (p. 80).

Retirés : amendement rédactionnel n° 15 la commission (p. 79) – Amendement n° 47 de M. Maurice Lombard (p. 79) – Amendement n° 37 de M. Ernest Cartigny : absence de droit au maintien dans les lieux des locataires à l'expiration du bail à réhabilitation (p. 83 ; précédemment réservé p. 80).

Devenu sans objet : amendement n° 96 du Gouvernement : faculté des collectivités territoriales de conclure un bail à réhabilitation (p. 80).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 84 ; précédemment réservé p. 80).

ART. L. 252-2 (p. 80).

Adopté : amendement n° 39 de M. Jean Chérioux : caractère cessible du droit dont bénéficie le preneur (p. 81).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 81).

ART. L. 252-3 – Adopté (p. 81).

ART. L. 252-4 (p. 81).

Adoptés : amendement n° 16 de la commission : conditions et délais de sortie du bail à réhabilitation (p. 83) ; sous-amendement n° 101 de la commission saisie pour avis : obligation pour le preneur de restituer au bailleur l'immeuble libre de location et d'occupation (p. 83).

Retiré : amendement n° 48 de M. Maurice Lombard : retour du logement au régime de droit commun à l'expiration du bail à réhabilitation (p. 83).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 84).

– L'article 10, ainsi modifié, est adopté (p. 84).

Après l'art. 10 (p. 84).

Retirés : amendements de la commission saisie pour avis, n° 30 : possibilité pour les organismes d'HLM d'agir comme mandataires d'un propriétaire privé (p. 85) – Et n° 31 : remplacement, pour les organismes d'HLM, du commandement au locataire défaillant par une mise en demeure par lettre recommandée avec avis de réception (p. 85).

Art. 11 (Modalités d'attribution de logements HLM) (p. 113) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Parole sur l'article (p. 113, 116) : *MM. Jean Chérioux, Robert Laucournet, rapporteur ; José Balarello, rapporteur pour avis ;*

Josselin de Rohan, Michel Caldaguès, Louis Besson, ministre – Décentralisation, préfets.

Rejetés (par division) : amendement n° 17 de la commission : rétablissement, avec certaines modifications, de cet article supprimé par l'Assemblée nationale (p. 122) ; sous-amendement n° 102 du Gouvernement : exercice du droit de désignation de personnes prioritaires par le préfet dans le cadre des réservations dont il bénéficie (p. 121).

Irrecevable (article 40 de la Constitution) : amendement n° 86 de Mme Marie-Claude Beaudeau : réservation de 10 % des logements sociaux en faveur des plus démunis ; attribution de ces logements par le maire (p. 122).

Retirés : amendement n° 32 de la commission saisie pour avis : limitation, à 5 % du nombre des logements, des désignations effectuées par le préfet (p. 119) – Sur l'amendement n° 17 précité de la commission, sous-amendement n° 105 de la commission saisie pour avis, analogue à son amendement n° 32 (p. 120) ; et sous-amendements de M. Claude Estier, soutenus par M. Roland Courteau, n° 67 : désignation par le préfet des personnes prioritaires dans la limite de 30 % des logements (p. 120) ; et n° 68 : action des communes en faveur du logement des personnes défavorisées en l'absence de protocole d'occupation du patrimoine social (p. 121).

– La suppression de l'article 11 est maintenue (p. 122).

Art. 12 (Règles applicables aux logements appartenant à des sociétés d'économie mixte) (p. 122).

Rejeté : amendement de suppression n° 87 de Mme Marie-Claude Beaudeau (p. 123).

– L'article 12 est adopté (p. 123).

Après l'art. 12 (p. 123).

Rejetés : amendements de Mme Marie-Claude Beaudeau, n° 88 : suppression des surloyers dans les HLM (p. 124) – Et n° 89 : suppression de la libre fixation par les organismes d'HLM des loyers des logements faisant l'objet d'une nouvelle location (p. 124).

Art. 13 (Garanties financières pour la sous-location de logements d'HLM) (p. 124).

Rejeté : amendement n° 94 de Mme Marie-Claude Beaudeau : droit de regard des communes sur les logements loués à des associations pour sous-location à des personnes défavorisées (p. 124).

– L'article 13 est adopté (p. 124).

Art. 14 (Droit de préemption urbain) (p. 124) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Parole sur l'article (p. 124) : *M. Robert Laucournet, rapporteur.*

Rejetés : première partie de l'amendement n° 69 de M. Claude Estier, soutenu par M. Roland Courteau : limitation du droit de préemption urbain dans les communes comptant moins de 15 % de logements sociaux (p. 128) – Amendement n° 90 de Mme Marie-Claude Beaudeau : limitation du droit de préemption urbain dans les communes comptant moins de 20 % de logements sociaux (p. 128).

Retiré : amendement n° 103 du Gouvernement, analogue à la première partie de l'amendement n° 69 (p. 128).

Devenu sans objet : deuxième partie de l'amendement n° 69 de M. Claude Estier, soutenu par M. Roland Courteau : suppression du droit de préemption en cas de proposition par le maire d'un échange de terrains (p. 128).

– La suppression de l'article 14 est maintenue (p. 129).

Art. 15 (Elargissement du champ d'application de l'aide personnalisée au logement, APL) – Adopté (p. 129).

Art. 16 (Conventionnement des logements détenus par les sociétés d'économie mixte) (p. 129).

Adopté : amendement n° 97 du Gouvernement : autorisation de la location de logements conventionnés à des associations

ou à des organismes aux fins de sous-location à des personnes en difficulté, des jeunes ou des étudiants (p. 129).

– L'article 16, ainsi modifié, est adopté (p. 129).

Art. 17 (*Élargissement du champ d'application de l'allocation de logement à caractère social*) (p. 130).

Adopté : amendement de coordination n° 104 de la commission (p. 130).

– L'article 17, ainsi modifié, est adopté (p. 130).

Art. 18 (*Limitation de la période d'expulsion légale*) – *Adopté* (p. 130).

Art. 19 (*Extension de la procédure du tiers payant*) (p. 130).

Adoptés : amendements de la commission saisie pour avis, nos 34, 35 et 36 : généralisation de la procédure du tiers payant pour les organismes d'HLM (p. 132).

Rejeté : amendement n° 91 de Mme Marie-Claude Beaudeau : versement en tiers payant subordonné à une demande expresse de l'allocataire (p. 131).

– L'article 19, ainsi modifié, est adopté (p. 132).

Après l'art. 19 (p. 130, 132).

Adopté : amendement n° 71 de M. Claude Estier, soutenu par M. Roland Courteau : délai de préavis du congé ramené à un mois pour les bénéficiaires du revenu minimum d'insertion, RMI (p. 133).

Retiré : amendement n° 70 de M. Claude Estier, soutenu par M. Roland Courteau : extension de la tutelle à l'allocation de logement à caractère social (p. 130).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 133).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 132, 136) : *Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Roland Courteau, Maurice Lombard, Etienne Dailly ; intervention de M. Louis Besson, ministre.*

Scrutin public n° 103 (p. 136).

Adoption (5 avril 1990) (p. 136).

Discussion (nouvelle lecture)

(26 avril 1990) (p. 560, 582).

I – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 560, 567) : *MM. Louis Besson, ministre chargé du logement ; Robert Laucournet, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Mme Marie-Claude Beaudeau, M. Roland Courteau.*

Associations : *Besson (Louis)* (p. 565).

Bicaméralisme : *Laucournet (Robert)* (p. 561).

Collectivités territoriales : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 563) ; *Courteau (Roland)* (p. 564) ; *Laucournet (Robert)* (p. 562).

Commissions mixtes paritaires (CMP) : *Laucournet (Robert)* (p. 561).

Contrats de plan : *Besson (Louis)* (p. 561).

Contrats de ville : *Besson (Louis)* (p. 561).

Conventions ville-habitat : *Besson (Louis)* (p. 561).

Décentralisation : *Besson (Louis)* (p. 560).

Démocratie : *Courteau (Roland)* (p. 564).

Droit de préemption : *Besson (Louis)* (p. 565) ; *Courteau (Roland)* (p. 565) ; *Laucournet (Robert)* (p. 562).

Elus locaux : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 563) ; *Courteau (Roland)* (p. 565).

Expulsions (logement) : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 563 ; 564) ; *Laucournet (Robert)* (p. 562).

Fonds de solidarité pour le logement : *Besson (Louis)* (p. 560).

Habitations à loyer modéré (HLM) : *Laucournet (Robert)* (p. 562).

Logement (aides au) : *Besson (Louis)* (p. 560).

Logement social : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 562 ; 563 ; 564) ; *Besson (Louis)* (p. 565 ; 566) ; *Courteau (Roland)* (p. 565).

Loyers : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 562 ; 563) ; *Besson (Louis)* (p. 566).

Plans départementaux : *Besson (Louis)* (p. 561) ; *Laucournet (Robert)* (p. 562).

Revenu minimum d'insertion (RMI) : *Courteau (Roland)* (p. 564).

Spéculation foncière : *Besson (Louis)* (p. 566).

Urbanisme : *Besson (Louis)* (p. 566).

Villes (quartiers défavorisés) : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 562) ; *Besson (Louis)* (p. 561 ; 566).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 567, 582) : *M. Robert Laucournet, rapporteur ; Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Louis Besson, ministre ; Michel Caldaguès, Roland Courteau, Louis Virapoullé, Serge Vinçon, José Balarello, François Delga.*

Art. 1^{er} A (*Définition du droit au logement pour les personnes défavorisées*) – *Adopté* (p. 567).

Art. 2 (p. 567).

Adopté : amendement n° 9 de la commission : rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture (p. 569).

Devenus sans objet : amendements de Mme Marie-Claude Beaudeau, n° 2 : rôle du conseil général (p. 569) – N° 3 : participation des associations de locataires à l'élaboration du plan départemental (p. 569) – N° 4 : suppression du second alinéa de cet article relatif aux cas de désaccord entre le représentant de l'Etat et le président du conseil général (p. 569) – Et n° 5 : cas des plans départementaux de l'Île-de-France (p. 569).

– L'article 2, dans la rédaction de l'amendement n° 9, est adopté (p. 569).

Art. 3, 4 et 5 – *Adoptés* (p. 569).

Art. 6 (p. 569).

Adopté : amendement n° 10 de la commission : financement du fonds de solidarité (p. 570).

Rejeté : amendement n° 6 de Mme Marie-Claude Beaudeau : participation des groupes du bâtiment et des travaux publics, des promoteurs immobiliers et des compagnies d'assurance au financement du fonds de solidarité (p. 570).

– L'article 6, dans la rédaction de l'amendement n° 10, est adopté (p. 570).

Art. 7 et 8 – *Adoptés* (p. 570).

Art. 10 – *Adopté* (p. 571).

Après l'art. 10 (p. 571).

Rejeté : amendement n° 7 de Mme Marie-Claude Beaudeau : réservation de logements aux plus démunis dans tout programme nouveau de construction de logements sociaux ; réexamen annuel ; pouvoir d'attribution du maire (p. 571).

Art. 13 bis (*Exercice du droit de préemption*) (p. 571).

Parole sur l'article (p. 571, 572) : *M. Louis Virapoullé.*

Adoptés : amendements identiques n° 11 de la commission et n° 16 de M. Jean Simonin, soutenu par M. Serge Vinçon : suppression de cet article (p. 575).

– L'article 13 bis est supprimé (p. 575).

Art. 13 ter (*Modalités d'attribution de logements d'HLM*) (p. 575).

Adopté : amendement n° 17 de M. Jean Simonin, soutenu par M. Serge Vinçon : suppression de cet article (p. 576).

– L'article 13 ter est supprimé (p. 576).

Art. 13 quater (*Garanties accordées par les communes et les départements*) – Adopté (p. 577).

Art. 13 quinquies (*Garanties accordées par les régions*) – Adopté (p. 577).

Art. 19 (p. 577).

Adoptés : amendements de la commission, n° 12 : extension de la procédure du tiers payant (p. 577) – Et n° 18 : versement de l'allocation de logement à un organisme d'habitation à loyer modéré ou une société d'économie mixte (p. 577).

– L'article 19, ainsi modifié, est adopté (p. 577).

Art. 21 (*Plafond de ressources applicable aux logements de la loi Loucheur*) – Adopté (p. 577).

Art. 22 (*Procédure d'obtention de délais à l'expulsion*) – Adopté (p. 577).

Après l'art. 22 (p. 578).

Rejeté : amendement n° 8 de Mme Marie-Claude Beaudeau : mission et composition des commissions locales ou cantonales (p. 579).

Art. 23 (*Prise en compte des demandes de relogement des personnes expulsées*) (p. 579).

Adopté : amendement n° 13 de la commission : suppression de cet article (p. 579).

– L'article 23 est supprimé (p. 579).

Art. 24 (*Information du locataire sur la faculté de saisir le fonds de solidarité*) (p. 579).

Adopté : amendement n° 14 de la commission : suppression de cet article (p. 580).

– L'article 24 est supprimé (p. 580).

Art. 25 (*Accueil des gens du voyage*) (p. 580).

Adopté : amendement n° 15 de la commission : suppression de cet article (p. 580).

– L'article 25 est supprimé (p. 580).

Après l'art. 25 (p. 580).

Retiré : amendement n° 1 de M. Jacques Habert, soutenu par M. François Delga : rétablissement du maintien dans les lieux en faveur des locataires ou occupants de bonne foi handicapés et titulaires d'une pension d'invalidité égale ou supérieure à 80 % (p. 581).

Explications de vote sur l'ensemble : M. William Chervy (p. 581), Mme Marie-Claude Beaudeau (p. 581), MM. Serge Vinçon (p. 581), Pierre Louvot (p. 581).

Adoption (26 avril 1990) (p. 582).

2. – **Proposition de loi tendant à modifier l'article L. 441-3 du code de la construction et de l'habitation et les modalités de détermination des surloyers**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Marcel Debarge, sénateur, et plusieurs de ses collègues (6 décembre 1990) [n° 139 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires économiques.

Logement (aides au)

Voir *Logement*, 1

Logement social

Voir *Lois de finances*, 1, Equipement, logement, transports et mer - I – Urbanisme, logement et services communs

Lois (application)

Voir *Santé*, 1

Lois de finances

Voir *Motions d'ordre (procédure parlementaire)*, 1
Questions au Gouvernement n° 197
Rappels au règlement, 50 ; 51 ; 52 ; 53 ; 58 ; 60
Rapports du Gouvernement, 5

1. – **Projet de loi de finances pour 1991**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et par M. Michel Charasse, ministre chargé du budget (2 octobre 1990) [n° 1593 (9^e lég.)] – Lettre rectificative (4 octobre 1990) [n° 1627 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des finances – Pour avis à la commission des affaires culturelles, des affaires étrangères, de la défense, des lois et de la production – Rapport général de M. Alain Richard, rapporteur général (10 octobre 1990) [n° 1635 (9^e lég.)] – Discussion (16, 17, 18, 19, 23, 24, 25, 26, 29, 30, 31 octobre, 5, 6, 7, 8, 9, 12, 13, 14, 15, 16, 19 et 20 novembre 1990) – Adoption (20 novembre 1990) [n° 389].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (21 novembre 1990) [n° 84 (90-91)] – Renvoi à la commission des finances – Pour avis aux commissions des affaires culturelles, des affaires économiques, des affaires étrangères, des affaires sociales et des lois – Rapport général de M. Roger Chinaud, rapporteur général (21 novembre 1990) [n° 85 (90-91)] – Discussion (21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30 novembre 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8 et 10 décembre 1990) – Adoption (10 décembre 1990) [n° 44].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (11 décembre 1990) [n° 1797 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des finances.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Alain Richard (11 décembre 1990) [n° 1800 (9^e lég.)] – Echec.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Roger Chinaud (11 décembre 1990) [n° 146 (90-91)] – Echec.

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (11 décembre 1990) [n° 1797 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Alain Richard (11 décembre 1990) [n° 1809 (9^e lég.)] – Discussion (13, 14 et 17 décembre 1990) – Adoption (17 décembre 1990) [n° 437].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (17 décembre 1990) [n° 181 (90-91)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Roger Chinaud (17 décembre 1990) [n° 182 (90-91)] – Discussion (18 décembre 1990) – Rejet (18 décembre 1990) [n° 68].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (18 décembre 1990) [n° 1851 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Alain Richard (18 décembre 1990) [n° 1852 (9^e lég.)] – Discussion (20 décembre 1990) – Adoption (20 décembre 1990) [n° 447].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 90-285 DC du 28 décembre 1990 (*J.O. Lois et décrets* du 30 décembre 1990) qui déclare non conformes à la Constitution l'article 101 ainsi que certaines dispositions des articles 43 et 120.

PROMULGATION : Loi n° 90-1168 du 29 décembre 1990 (*J.O. Lois et décrets* du 30 décembre 1990).

ASSEMBLÉE NATIONALE

Rapporteur général

RAPPORT GÉNÉRAL (n° 1635) fait, au nom de la commission des Finances, de l'Économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1991 (n° 1593 et lettre rectificative n° 1627), par M. Alain Richard, rapporteur général :

- Tome I.- Rapport général
- Tome II.- Examen de la première partie du projet de loi de finances
Conditions générales de l'équilibre financier
- Tome III.- Examen de la deuxième partie du projet de loi de finances
Moyens des services et dispositions spéciales
Volume 1. - Articles 43 à 91
Volume 2. - Articles 92 à 99 - Institution d'une contribution sociale généralisée

Rapporteurs spéciaux

I. - BUDGET GÉNÉRAL

1. - Dépenses civiles

Annexes :

1. - Affaires étrangères : M. Jean-Marie Cambacères.
2. - Affaires étrangères : Affaires européennes : M. Martin Malvy.
3. - Affaires sociales et solidarité : Personnes âgées : M. Jean-Pierre Delalande.
4. - Affaires sociales et solidarité : Santé, solidarité et protection sociale : M. Gilbert Gantier.
5. - Affaires sociales et solidarité : Section commune et Famille : M. Fabien Thième.
6. - Agriculture et forêt : M. Yves Tavernier.
7. - Anciens combattants et victimes de guerre : M. Jean-Louis Dumont.
8. - Commerce extérieur : M. Edmond Hervé.
9. - Coopération et développement : M. Alain Vivien.
10. - Culture, communication et grands travaux : Culture : M. Charles Josselin.
11. - Culture, communication et grands travaux : Communication : M. Robert-André Vivien.
12. - Départements et territoires d'outre-mer : M. Maurice Pourchon.
13. - Economie, finances et budget : M. Jean-Marc Ayrault.
14. - Economie, finances et budget : Secteur public : M. Jean Le Garrec.
15. - Education nationale, jeunesse et sports : Enseignement scolaire : M. Jean-Paul Planchou.
16. - Education nationale, jeunesse et sports : Enseignement supérieur : M. Yves Fréville.
17. - Education nationale, jeunesse et sports : Jeunesse et sports : M. Gérard Bapt.
18. - Equipement et transports : Aviation civile et météorologie - Budget annexe de la navigation aérienne : M. Michel Inchauspé.
19. - Equipement et transports : Mer : M. Albert Denvers.
20. - Equipement et transports : Routes et Sécurité routière : M. Louis Mexandeu.
21. - Equipement et transports : Transports terrestres et S.N.C.F. : M. Claude Germon.
22. - Equipement et transports : Urbanisme, logement et services communs : M. Jean Anciant.
23. - Fonction publique et réformes administratives : M. Raymond Forni.
24. - Industrie et aménagement du territoire : Aménagement du territoire : M. Jean-Pierre Balligand.
25. - Industrie et aménagement du territoire : Commerce et artisanat : M. Alain Griotteray.
26. - Industrie et aménagement du territoire : Industrie : M. Jacques Roger-Machart.
27. - Industrie et aménagement du territoire : Tourisme : M. Alain Rodet.
28. - Intérieur : Administration générale et collectivités locales : M. Augustin Bonrepaux.
29. - Intérieur : Police et Sécurité civile : M. Guy Bêche.
30. - Justice : M. Philippe Auberger.
31. - Postes, télécommunications et espace : M. Alain Bonnet.
32. - Premier ministre : Conseil économique et social : M. Ladislas Poniatowski.
33. - Premier ministre : Environnement : M. Michel Barnier.
34. - Premier ministre : Secrétariat général de la Défense nationale (S.G.D.N.) : M. Raymond Marcellin.
35. - Premier ministre : Services généraux - Plan - Budget annexe des Journaux Officiels : M. Jean-Pierre Balligand.
36. - Recherche et technologie : M. Emile Zuccarelli.
37. - Travail, emploi et formation professionnelle : Formation professionnelle : M. Michel Berson.
38. - Travail, emploi et formation professionnelle : Travail et emploi : M. Pierre Forgues.

2. - Dépenses militaires

39. - Défense : M. François Hollande.

II. - BUDGETS ANNEXES

40. - Imprimerie nationale : M. Jean-Jacques Jegou.
41. - Légion d'honneur - Ordre de la libération : M. Jean de Gaulle.
42. - Monnaies et médailles : M. Michel Giraud.
43. - Prestations sociales agricoles : M. Philippe Vasseur.

III. - DIVERS

44. - Comptes spéciaux du Trésor : M. Dominique Gambier.
45. - Taxes parafiscales : M. Jean Tardito.

Rapporteurs pour avis

AVIS (n° 1636), présenté au nom de la commission des Affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 1991 :

- Tome I.- Affaires étrangères : Relations culturelles internationales : M. Bernard Bardin.
- Tome II.- Affaires sociales et solidarité : Famille : M. Louis de Broissia
- Tome III.- Affaires sociales et solidarité : Personnes âgées : M. Denis Jacquat
- Tome IV.- Affaires sociales et solidarité : Personnes handicapées : M. Charles Metzinger
- Tome V.- Affaires sociales et solidarité : Santé : M. Alain Calmat

- Tome VI.- Affaires sociales et solidarité : Solidarité et Protection sociale : M. Claude Bartolone
- Tome VII.- Anciens combattants et victimes de guerre : M. Jean Proveux
- Tome VIII.- Culture, communication et grands travaux : Communication : M. Bernard Schreiner (Yv.)
- Tome IX.- Culture, communication et grands travaux : Culture : M. Michel Péricard
- Tome X.- Education nationale, jeunesse et sports : Enseignement scolaire : M. Bernard Derosier
- Tome XI.- Education nationale, jeunesse et sports : Enseignement supérieur : M. Jean Giovannelli
- Tome XII.- Education nationale, jeunesse et sports : Enseignement technique : Mme Monique Papon
- Tome XIII.- Education nationale, jeunesse et sports : Jeunesse et sports : M. Georges Hage
- Tome XIV.- Premier ministre : Droits des femmes : M. Jean-Michel Testu
- Tome XV.- Recherche et technologie : M. Jean-Pierre Sueur
- Tome XVI.- Travail, emploi et formation professionnelle : Formation professionnelle : M. Jean-Paul Fuchs
- Tome XVII.- Travail, emploi et formation professionnelle : Travail et Emploi : Mme Marie-France Lecuir
- Tome XVIII.- Prestations sociales agricoles : M. Henri Bayard
- Tome XIX.- Contribution sociale généralisée : M. Michel Coffineau

AVIS (n° 1637), présenté au nom de la commission des Affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 1991 :

- Tome I.- Affaires étrangères : Immigration : M. Bernard Stasi
- Tome II.- Affaires étrangères : Relations culturelles et francophonie : M. Xavier Deniau
- Tome III.- Affaires étrangères : Services diplomatiques et généraux : M. André Delehedde
- Tome IV.- Affaires étrangères : Affaires européennes : Institutions-Marché unique-Monnaie : M. Jean Seitlinger
- Tome V.- Affaires étrangères : Affaires européennes : Recherche-Technologie-Télécommunications : Jean-Yves Le Deaut
- Tome VI.- Agriculture et forêt : Agriculture : M. Théo Vial-Massat
- Tome VII.- Commerce extérieur : Mme Louise Moreau
- Tome VIII.- Coopération et développement : M. André Bellon
- Tome IX.- Culture, communication et grands travaux : Culture et-communication : M. Michel Vauzelle
- Tome X.- Équipement et transports : Mer : M. Jean Lacombe
- Tome XI.- Défense : M. Claude-Gérard Marcus

AVIS (n° 1638), présenté au nom de la commission de la Défense nationale et des Forces armées, sur le projet de loi de finances pour 1991 :

- Tome I.- Affaires étrangères : M. Jean-Yves Le Drian
- Tome II.- Coopération et développement : M. Guy-Michel Chauveau
- Tome III.- Premier ministre : Secrétariat général de la Défense nationale (S.G.D.N.) : M. Louis Pierna
- Tome IV.- Défense : Espace et Forces nucléaires : M. Freddy Deschaux-Beaume
- Tome V.- Défense : Recherche et industrie d'armement : M. Jean-Guy Branger
- Tome VI.- Défense : Personnels de la Défense : M. Jean Gatel
- Tome VII.- Défense : Forces terrestres : M. François Fillon
- Tome VIII.- Défense : Marine : M. Joseph Gourmelon
- Tome IX.- Défense : Air : M. Jean Briane
- Tome X.- Défense : Gendarmerie : M. Georges Lemoine

AVIS (n° 1639), présenté au nom de la commission des Lois constitutionnelles, de la Législation et de l'Administration générale de la République sur le projet de loi de finances pour 1991 :

- Tome I.- Départements et territoires d'outre-mer : Départements d'outre-mer : M. Jérôme Lambert
- Tome II.- Départements et territoires d'outre-mer : Territoires d'outre-mer : M. Jean-Paul Virapoullé
- Tome III.- Fonction publique et réformes administratives : M. Marc Dolez
- Tome IV.- Intérieur : Administration générale et collectivités locales : M. Pascal Clément
- Tome V.- Intérieur : Police : Mme Denise Cacheux
- Tome VI.- Intérieur : Sécurité civile : M. Pierre Pasquini
- Tome VII.- Justice : Administration centrale et services judiciaires : M. François Asensi
- Tome VIII.- Justice : Administration pénitentiaire et éducation surveillée : M. Michel Pezet

AVIS (n° 1640), présenté au nom de la commission de la Production et des Échanges, sur le projet de loi de finances pour 1991 :

- Tome I.- Agriculture et forêt : M. Pierre Metais
- Tome II.- Commerce extérieur : M. Francis Saint-Ellier
- Tome III.- Départements et territoires d'outre-mer : M. René Drouin
- Tome IV.- Equipement et transports : Aviation civile et Météorologie : M. Roger Leron
- Tome V.- Equipement et transports : Mer : M. Jean Beaufile
- Tome VI.- Equipement et transports : Routes et Sécurité routière - Transports terrestres et S.N.C.F. : M. Jean-Pierre Baumler
- Tome VII.- Equipement et transports : Urbanisme - Logement : M. Bernard Carton

- Tome VIII.- Industrie et aménagement du territoire :
Aménagement du territoire : M. Gaston Rimareix
- Tome IX.- Industrie et aménagement du territoire :
Commerce et Artisanat
Économie, finances et budget : Consomma-
tion : M. Jean-Paul Charie
- Tome X.- Industrie et aménagement du territoire :
Industrie : M. Roger Mas ●
- Tome XI.- Industrie et aménagement du territoire :
Tourisme : M. Francis Geng
- Tome XII.- Postes, télécommunications et espace :
M. Jean-Pierre Fourre
- Tome XIII.- Premier ministre : Environnement :
M. Georges Colin
- Tome XIV.- Premier ministre : Plan : M. Paul Lombard
- Tome XV.- Recherche et technologie : M. Robert Gal-
ley
- Éducation nationale, enseignements scolaire et supé-
rieur :
11. - I. - Enseignement scolaire : M. Jacques Delong.
12. - II. - Enseignement supérieur : M. Jean Clouet.
13. - Éducation nationale, jeunesse et sports : M. Paul Caron.
- Équipement, logement, transport et mer :
14. - I. - Urbanisme, logement et services communs :
M. Ernest Cartigny.
- II. - Transports intérieurs : :
15. - 1. - Transports terrestres : M. Jean-Pierre Masseret.
16. - ● Voies navigables : M. Philippe Adnot.
17. - 2. - Routes : M. Paul Loridant.
18. - 3. - Sécurité routière : M. Paul Loridant.
19. - III. - Aviation civile et IV. - Météorologie :
M. Marcel Fortier.
- V. - Mer :
20. - ● Marine marchande : M. René Régnauld.
21. - ● Ports maritimes : M. Tony Larue.

SÉNAT

Rapporteur général

RAPPORT GÉNÉRAL [n° 85 (90-91)] fait au nom de la commission des Finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation sur le projet de loi de finances pour 1991 considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, [n° 84 (90-91)], par M. Roger Chinaud, rapporteur général :

- Tome I.- Le budget de 1991 et son contexte écono-
mique et financier.
- Tome II.- Les conditions générales de l'équilibre
financier. (Première partie de la loi de
finances.)
- Annexe.- Relations financières avec les
Communautés européennes. (M. Jacques
Chaumont, rapporteur.)
- Tome III.- Les moyens des services et les dispositions
spéciales. (Deuxième partie de la loi de
finances.)

Rapporteurs spéciaux

I. - BUDGETS CIVILS

A. - Budget général.

Annexes :

1. - Affaires étrangères : M. Yves Guéna.
2. - Agriculture et forêt : M. Roland du Luart.
3. - Anciens combattants : M. Auguste Cazalet.
4. - Coopération et développement : M. André-Georges
Voisin.
- Culture et communication :
5. - ● Culture : M. Raymond Bourguine.
6. - ● Communication : M. Jean Cluzel.
7. - Départements et territoires d'outre-mer : M. Henri
Goetschy.
- Économie, finances et budget :
8. - I. - Charges communes : M. Claude Belot.
9. - II. - Services financiers : M. Michel Manet.
10. - ● Commerce extérieur : M. Tony Larue.

- Industrie et aménagement du territoire :
22. - I. - Industrie : M. Bernard Barbier.
23. - II. - Aménagement du territoire : M. Geoffroy de
Montalembert.
24. - III. - Commerce et artisanat : M. René Ballayer.
25. - IV. - Tourisme : M. Pierre Croze.

Intérieur :

26. - ● Administration centrale et sécurité : M. Paul
Girod.
27. - ● Administration territoriale, collectivités locales et
décentralisation : M. Bernard Pellarin.
28. - Justice : M. Jean Arthuis.
29. - Postes, télécommunications et espace : M. Henri
Torre.
30. - Recherche et technologie : M. Jacques Valade.

Services du Premier ministre :

31. - I. - Services généraux : M. Maurice Couve de
Murville.
32. - ● Économie sociale : M. Robert Vizet.
33. - II. - S.G.D.N. : M. Henri Collard.
34. - III. - Conseil économique et social : Mme Paulette Fost.
35. - IV. - Plan : Mme Maryse Bergé-Lavigne.
36. - V. - Environnement : M. Robert Vizet.
37. - Solidarité, santé et protection sociale : M. Jacques
Oudin.
38. - Travail, emploi et formation professionnelle et ser-
vices communs : M. Maurice Blin.

B. - Budgets annexes.

39. - Imprimerie nationale : M. Henri Collard.
40. - Journaux officiels : Mme Paulette Fost.
41. - Légion d'honneur - Ordre de la libération : M. Louis
Perrein.
42. - Navigation aérienne : M. Marcel Fortier.
43. - Monnaies et Médailles : M. Louis Perrein.
44. - Prestations sociales agricoles : M. Roland du Luart.

II. - DÉFENSE

45. - Exposé d'ensemble et dépenses en capital : M. René Monory.

46. - Dépenses ordinaires : M. François Trucy.

III. - AUTRES DISPOSITIONS

47. - Comptes spéciaux du Trésor : M. Emmanuel Hamel.

48. - Observations de la commission des Finances sur le rapport annuel de la Cour des comptes : M. Michel Moreigne.

Rapporteurs pour avis

AVIS [n° 86 (90-91)] présenté, au nom de la commission des Affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 1991 considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution :

Tome I.- Culture, par M. Michel Miroudot

Tome II.- Cinéma - Théâtre dramatique, par M. Jacques Carat

Tome III.- Environnement, par M. Hubert Martin

Tome IV.- Enseignement scolaire, par M. Paul Séramy

Tome V.- Enseignement agricole, par M. Albert Vecten

Tome VI.- Enseignement supérieur, par M. Jean-Pierre Camoin

Tome VII.- Enseignement technique, par M. Gérard Delfau

Tome VIII.- Recherche scientifique et technique, par M. Pierre Laffitte

Tome IX.- Jeunesse et sports, par M. François Lesein

Tome X.- Communication, par M. Adrien Gouteyron

Tome XI.- Relations culturelles, scientifiques et techniques, par M. Jean Delaneau

Tome XII.- Francophonie, par M. Jacques Habert

AVIS [n° 87 (90-91)] présenté, au nom de la commission des Affaires économiques et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1991, considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution :

Tome I.- Agriculture, par M. Alain Pluchet

Tome II.- Aménagement rural, par M. Maurice Arreckx

Tome III.- Industries agricoles et alimentaires, par M. Aubert Garcia

Tome IV.- Industrie, par M. Francisque Collomb

Tome V.- Energie, par M. Roland Grimaldi

Tome VI.- Recherche scientifique, par M. René Tréguët

Tome VII.- Commerce et artisanat, par M. Jean-Jacques Robert

Tome VIII.- Consommation et concurrence, par M. Louis Minetti

Tome IX.- Commerce extérieur, par M. Marcel Daunay

Tome X.- Aménagement du territoire, par M. Jean Puech

Tome XI.- Plan, par M. Jean Boyer

Tome XII.- Routes et voies navigables, par M. Jacques Braconnier

Tome XIII.- Ports maritimes, par M. Jean-François Le Grand

Tome XIV.- Logement, par M. Robert Laucournet

Tome XV.- Urbanisme, par M. Jacques Bellanger

Tome XVI.- Tourisme, par M. Charles Ginésy

Tome XVII.- Environnement, par M. Bernard Hugo

Tome XVIII.- Transports terrestres, par M. Georges Berchet

Tome XIX.- Aviation civile, par M. Bernard Legrand

Tome XX.- Marine marchande, par M. Louis de Catuelan

Tome XXI.- Postes, télécommunications et espace, par M. Jean Faure

Tome XXII.- Départements d'outre-mer, par M. Rodolphe Désiré

Tome XXIII.- Territoires d'outre-mer, par M. Pierre Lacour

AVIS [n° 88 (90-91)] présenté, au nom de la commission des Affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 1991 considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution :

Tome I.- Affaires étrangères, par M. Claude Mont

Tome II.- Affaires étrangères, relations culturelles extérieures, par M. Paul Alduy

Tome III.- Coopération, par M. Paul d'Ornano

Tome IV.- Défense - Section commune, par M. Xavier de Villepin

Tome V.- Défense - Section Gendarmerie, par M. Michel Alloncle

Tome VI.- Défense - Section Forces terrestres, par M. Philippe de Gaulle

Tome VII.- Défense - Section Air, par M. Albert Voilquin

Tome VIII.- Défense - Section Marine, par M. Max Lejeune

AVIS [n° 89 (90-91)] présenté, au nom de la commission des Affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 1991 considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution :

Tome I.- Anciens combattants, par M. Claude Prouvoyeur

Tome II.- Santé et action sociale, par M. Louis Boyer

Tome III.- Sécurité sociale, par M. Charles Descours

Tome IV.- Travail, emploi et formation professionnelle, par M. Louis Souvet et M. Jean Madelain

Tome V.- Prestations sociales agricoles, par M. Pierre Louvot

Tome VI.- Départements et territoires d'outre-mer, par M. Roger Lise

Tome VII.- Logement social, par M. Guy Penne

AVIS [n° 90 (90-91)] présenté, au nom de la commission des Lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale, sur le projet de loi de finances pour 1991 considéré comme adopté par l'Assemblée nationale aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution :

- Tome I.- Intérieur - Décentralisation, par M. Bernard Laurent
- Tome II.- Intérieur - Police et sécurité, par M. Paul Masson
- Tome III.- Intérieur - Sécurité civile, par M. Jean-Pierre Tizon

- Tome IV.- Justice - Services généraux, par M. Germain Authié
- Tome V.- Justice - Administration pénitentiaire, par M. Jacques Thyraud
- Tome VI.- Justice - Protection judiciaire de la jeunesse, par M. Michel Rufin
- Tome VII.- Départements d'outre-mer, par M. Louis Virapoullé
- Tome VIII.- Territoires d'outre-mer, par M. Jean-Marie Girault

TABLEAU DE CONCORDANCE

Tableau de concordance des articles du projet de loi de finances pour 1991 (Assemblée nationale n° 1593 et Sénat n° 84, 1990-1991) et des articles de la loi de finances pour 1991 (n° 90-1168 du 29 décembre 1990)

| ARTICLES | | OBJET | DATE de discussion au Sénat (première lecture) (1) | PAGES du « J.O. » | ARTICLES de la loi de finances |
|--|--|---|--|-------------------|--------------------------------|
| Projet de loi | Additionnels | | | | |
| PREMIÈRE PARTIE | | | | | |
| CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER | | | | | |
| TITRE PREMIER | | | | | |
| Dispositions relatives aux ressources | | | | | |
| I. - IMPÔTS ET REVENUS AUTORISÉS | | | | | |
| A. - Dispositions antérieures | | | | | |
| 1 ^{er} | | Autorisation de percevoir les impôts existants | 22 nov. 1990 | 3697 | 1 ^{er} |
| B. - Mesures fiscales | | | | | |
| 2 | | Barème de l'impôt sur le revenu et mesures d'accompagnement | 22 nov. 1990 | 3697 | 2 |
| | 2 ^{ter} (A.N.) 1 ^{re} lect. | Relèvement et indexation de la limite de versements à certains organismes sans but lucratif donnant lieu à réduction d'impôt | 22 nov. 1990 | 3706 | 3 |
| a. Soutien à l'investissement | | | | | |
| 3 | | Réduction du taux de l'impôt sur les sociétés | 22 nov. 1990 | 3707 | 4 |
| 4 | | Allègement de la taxe professionnelle | 23 nov. 1990 | 3738 | 5 |
| | 4 ^{ter} (SÉNAT) 1 ^{re} lect. | Allègement des parts départementale et régionale de la taxe foncière sur les propriétés non bâties | 23 nov. 1990 | 3725 3769 | 6 |
| 5 | | Suppression des exclusions du droit à déduction de la taxe sur la valeur ajoutée portant sur certains produits pétroliers | 23 nov. 1990 | 3747 | 7 |
| 6 | | Allègement de la taxe intérieure sur les produits pétroliers afférente aux fiouls lourds à basse teneur en soufre | 23 nov. 1990 | 3752 | 8 |
| 7 | | Réduction du taux de la taxe sur les conventions d'assurances applicable à certains contrats de transport | 23 nov. 1990 | 3755 | 9 |
| | 7 ^{bis} (SÉNAT) 1 ^{re} lect. | Exonération de la taxe spéciale sur les conventions d'assurance de certains contrats souscrits en application de l'article 37 de la loi du 23 décembre 1988 | 23 nov. 1990 | 3756 | 10 |
| 8 | | Relèvement du plafond des comptes bloqués d'associés ... | 23 nov. 1990 | 3759 | 11 |
| | 8 ^{bis} A (A.N.) Nlle lect. | Aménagement du barème du droit d'enregistrement exigible sur les cessions d'actions constatées dans un acte | 18 déc. 1990 (Nlle lect.) | (1) | 12 |
| b. Maîtrise de l'inflation | | | | | |
| 9 | | Réduction du taux majoré de la taxe sur la valeur ajoutée de 25 % à 22 % | 23 nov. 1990 | 3768 | 13 |
| 10 | | Modification de l'indexation du tarif de la taxe intérieure sur les produits pétroliers | 23 nov. 1990 | 3769 | 14 |
| c. Équité | | | | | |
| | 11 B (A.N.) 1 ^{re} lect. | Abaissement du taux de T.V.A. pour les équipements spéciaux pour handicapés | 23 nov. 1990 | 3776 | 15 |
| 11 | | Aménagement de l'impôt de solidarité sur la fortune | 23 nov. 1990 | 3779 | 16 |
| 12 | | Imposition des plus-values à long terme réalisées par les entreprises lors de la cession de titres du portefeuille ... | 23 nov. 1990 | 3781 | 17 |
| 13 | | Imposition des plus-values de cessions de titres non cotés .. | 23 nov. 1990 | 3782 | 18 |

| ARTICLES | | OBJET | DATE de discussion au Sénat (première lecture) (1) | PAGES du « J.O. » | ARTICLES de la loi de finances |
|-------------------------------------|--|---|--|-------------------|--------------------------------|
| Projet de loi | Additionnels | | | | |
| 14 | 14 bis A (A.N.) 1 ^{re} lect. | Harmonisation des conditions d'imposition des professions non commerciales avec les professions commerciales ... | 23 nov. 1990 | 3786 | 19 |
| | | Relèvement des taux de la taxe sur les métaux précieux, bijoux ou objets d'art | 18 déc. 1990 (Nlle lect.) | (1) | 20 |
| 15 | | Modification du critère de non-imposition pour le bénéfice des dégrèvements d'impôts locaux | 23 nov. 1990 | 3789 | 21 |
| 16 | | Réduction du montant de la déduction forfaitaire sur les revenus fonciers | 23 nov. 1990 | 3791 | 22 |
| 17 | 17 bis (A.N.) 1 ^{re} lecture | Reconduction pour 1991 des mesures d'allègement de taxe d'habitation | 23 nov. 1990 | 3795 | 23 |
| | | Modification du régime des allègements de taxe d'habitation | 23 nov. 1990 | 3795 | 24 |
| <i>d. Mesures de simplification</i> | | | | | |
| 18 | | Institution d'une franchise de taxe sur la valeur ajoutée pour certains redevables | 23 nov. 1990 | 3803 | 25 |
| 19 | | Trimestrialisation du paiement de la taxe sur la valeur ajoutée | 23 nov. 1990 | 3804 | 26 |
| 20 | | <i>(Supprimé par le Sénat en première lecture)</i> | 24 nov. 1990 | 3813 | - |
| 21 | | Mesures diverses concernant la taxe sur la valeur ajoutée . | 24 nov. 1990 | 3820 | 27 |
| 22 | | Mesures diverses concernant l'imposition des profits réalisés sur les marchés à terme | 24 nov. 1990 | 3820 | 28 |
| 23 | | Suppression et aménagement d'aides fiscales | 24 nov. 1990 | 3820 | 29 |
| 24 | | Régime fiscal des opérations de fusion d'organismes de placement collectif en valeurs mobilières | 24 nov. 1990 | 3824 | 30 |
| 25 | | Simplification des tarifs des droits de timbre relatifs à la navigation et aménagement du recouvrement du droit de francisation | 24 nov. 1990 | 3824 | 31 |
| <i>e. Mesures diverses</i> | | | | | |
| 26 | | Assujettissement à la taxe sur la valeur ajoutée des avocats, avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation et des avoués | 24 nov. 1990 | 3826 | 32 |
| 27 | | Adaptation à la dix-huitième directive communautaire du régime de taxe sur la valeur ajoutée applicable aux déchets neufs d'industrie et aux matières de récupération | 24 nov. 1990 | 3830 | 33 |
| 28 | 28 bis (A.N.) 1 ^{re} lect. | Taxation à la taxe sur la valeur ajoutée des opérations portant sur les bateaux destinés à la navigation de commerce sur les fleuves internationaux | 24 nov. 1990 | 3831 | 34 |
| | | Relèvement du tarif de la redevance sur la consommation d'eau perçue au profit du Fonds national de développement des adductions d'eau (F.N.D.A.E.) | 24 nov. 1990 | 3831 | 35 |
| 29 | | Réforme des taxes sur les produits des exploitations forestières | 24 nov. 1990 | 3835 | 36 |
| 30 | | Aménagement des taux de la taxe sur la valeur ajoutée ... | 24 nov. 1990 | 3842 | 37 |
| 31 | | Relèvement du plafond de l'abattement de 20 % accordé aux adhérents des centres de gestion et associations agréés .. | 24 nov. 1990 | 3846 | 38 |
| 32 | | Constitution d'une provision d'équilibrage en matière d'assurance-crédit | 24 nov. 1990 | 3848 | 39 |
| 33 | | Dispositions relatives à l'exonération des plus-values réalisées lors de la cession de terrains situés dans les départements d'outre-mer | 24 nov. 1990 | 3849 | 40 |

| ARTICLES | | OBJET | DATE de discussion au Sénat (première lecture) (1) | PAGES du « J.O. » | ARTICLES de la loi de finances |
|---|---------------------------------------|--|--|-------------------|--------------------------------|
| Projet de loi | Additionnels | | | | |
| 34 | | Taxe annuelle sur les locaux à usage de bureaux situés dans la région Ile-de-France | 24 nov. 1990 | 3850 | 41 |
| 35 | | Majoration des tarifs des droits de timbre relatifs au permis de chasser | 24 nov. 1990 | 3852 | 42 |
| | 35 bis (A.N.) Nlle lect. | Surtaxe additionnelle sur les droits de timbre applicables au pari mutuel (2) | 18 déc. 1990 (Nlle lect.) | (1) | 43 |
| 36 | | Relèvements du droit de consommation sur les tabacs | 24 nov. 1990 | 3853 | 44 |
| | 36 bis (A.N.) Nlle lect. | Droits d'enregistrement ou de la taxe de publicité foncière perçus sur les apports de fonds de commerce, de clientèle, de droit à un bail ou à une promesse de bail, ainsi que sur les immeubles ou droits immobiliers et taxes additionnelles à ce droit. Taux..... | 18 déc. 1990 (Nlle lect.) | (1) | 45 |
| 37 | | Reconduction du prélèvement sur les entreprises pétrolières | 24 nov. 1990 | 3857 | 46 |
| | 37 bis (A.N.) Nlle lect. | Relèvement du tarif de la taxe sur les véhicules de sociétés | 18 déc. 1990 (Nlle lect.) | (1) | 47 |
| | 37 ter (A.N.) Nlle lect. | Modification des modalités de versement de la dotation de l'État au Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle | 18 déc. 1990 (Nlle lect.) | (1) | 48 |
| <i>C. - Mesures diverses</i> | | | | | |
| 38 | | Création d'une contribution des exploitants publics « La Poste » et « France-Télécom » au fonctionnement du ministère des Postes, des Télécommunications et de l'Espace | 24 nov. 1990 | 3861 | 49 |
| | 38 bis (A.N.) Nlle lect. | Prélèvement fixe sur le produit des jeux dans les casinos et des jeux des appareils automatiques de jeux d'argent.... | 18 déc. 1990 (Nlle lect.) | (1) | 50 |
| II. - RESSOURCES AFFECTÉES | | | | | |
| 39 | | Dispositions relatives aux affectations | 24 nov. 1990 | 3861 | 51 |
| 40 | | Actualisation des taux de la taxe sur les huiles perçue au profit du B.A.P.S.A | 24 nov. 1990 | 3861 | 52 |
| | 40 bis (A.N.) Nlle lect. | Mutualité sociale agricole : financement de l'assurance veuvage des personnes non salariées (modification du code rural) | 18 déc. 1990 (Nlle lect.) | (1) | 53 |
| TITRE II | | | | | |
| Dispositions relatives aux charges | | | | | |
| 41 | | Majoration des rentes viagères | 24 nov. 1990 | 3861 | 54 |
| | 42 A (SÉNAT) 1 ^{re} lect. | Adaptation du mode de calcul de la dotation de compensation de la taxe professionnelle..... | 24 nov. 1990 | 3862 | 55 |
| 42 | | Équilibre général du budget | 24 nov. 1990 | 3862 | 56 |

| ARTICLES | | OBJET | DATE de discussion au Sénat (première lecture) (1) | PAGES du « J.O. » | ARTICLES de la loi de finances |
|---|--|---|--|-------------------|--------------------------------|
| Projet de loi | Additionnels | | | | |
| DEUXIÈME PARTIE | | | | | |
| MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES | | | | | |
| TITRE PREMIER | | | | | |
| Dispositions applicables à l'année 1991 | | | | | |
| I. - OPÉRATIONS À CARACTÈRE DÉFINITIF | | | | | |
| A. - Budget général | | | | | |
| 43 | | Budget général. - Services votés | 10 déc. 1990 | 4847 | 57 |
| 44 | | Mesures nouvelles. - Dépenses ordinaires des services civils | 10 déc. 1990 | 4847 | 58 |
| 45 | | Mesures nouvelles. - Dépenses en capital des services civils | 10 déc. 1990 | 4848 | 59 |
| 46 | | Mesures nouvelles. - Dépenses ordinaires des services militaires | 6 déc. 1990 | 4686 | 60 |
| 47 | | Mesures nouvelles. - Dépenses en capital des services militaires | 6 déc. 1990 | 4687 | 61 |
| 48 | | Autorisations d'engagements par anticipation | 10 déc. 1990 | 4851 | 62 |
| B. Budgets annexes | | | | | |
| 49 | | Budgets annexes. - Services votés | 10 déc. 1990 | 4851 | 63 |
| 50 | | Budgets annexes. - Mesures nouvelles | 10 déc. 1990 | 4851 | 64 |
| 51 | | Suppression du budget annexe des postes et télécommunications et abrogation des articles du Code des caisses d'épargne régissant la dotation de la Caisse nationale d'épargne | 4 déc. 1990 | 4495 | 65 |
| C. - Opérations à caractère définitif des comptes d'affectation spéciale | | | | | |
| 52 | | Comptes d'affectation spéciale. - Opérations définitives. - Services votés | 7 déc. 1990 | 4769 | 66 |
| | 52 bis (A.N.) Nlle lect. | Modification du champ d'intervention du compte d'affectation spéciale « Fonds pour l'aménagement de l'Île-de-France » | 18 déc. 1990 | (1) | 67 |
| 53 | | Comptes d'affectation spéciale. - Opérations définitives. - Mesures nouvelles | 7 déc. 1990 | 4769 | 68 |
| II. - OPÉRATIONS À CARACTÈRE TEMPORAIRE | | | | | |
| 54 | | Comptes retraçant des opérations à caractère temporaire. - Services votés | 7 déc. 1990 | 4769 | 69 |
| | 54 bis (A.N.) 1 ^{re} lect. | Compte de règlement « Opérations de liquidation de l'ancien secteur français de Berlin » | 7 déc. 1990 | 4770 | 70 |
| 55 | | Comptes d'affectation spéciale. - Opérations à caractère temporaire. - Mesures nouvelles | 7 déc. 1990 | 4770 | 71 |
| 56 | | Comptes de commerce. - Mesures nouvelles | 7 déc. 1990 | 4770 | 72 |
| 57 | | Suppression du compte spécial du Trésor n° 904-04 « Coopération internationale - entretien et réparation de matériels aériens » | 7 déc. 1990 | 4770 | 73 |

| ARTICLES | | OBJET | DATE de discussion au Sénat (première lecture) (1) | PAGES du « J.O. » | ARTICLES de la loi de finances |
|---|--|--|--|-------------------------|--------------------------------------|
| Projet de loi | Additionnels | | | | |
| 58 | | Compte de commerce « Opérations industrielles et commerciales des D.D.E. » | 7 déc. 1990 | 4770 | 74 |
| 59 | | Comptes d'avances. – Mesures nouvelles | 7 déc. 1990 | 4771 | 75 |
| 60 | | Comptes de prêts. – Mesures nouvelles | 7 déc. 1990 | 4771 | 76 |
| III. – DISPOSITIONS DIVERSES | | | | | |
| 61 | | Autorisation de perception des taxes parafiscales | 5 déc. 1990 | 4616 | 77 |
| 62 | | Crédits évaluatifs | 10 déc. 1990 | 4865 | 78 |
| 63 | | Crédits provisionnels | 10 déc. 1990 | 4866 | 79 |
| 64 | | Reports de crédits | 10 déc. 1990 | 4867 | 80 |
| 65 | | Répartition de la redevance télévision | 5 déc. 1990 | 4620 | 81 |
| TITRE II | | | | | |
| DISPOSITIONS PERMANENTES | | | | | |
| I. – MESURES CONCERNANT LA FISCALITÉ | | | | | |
| a. Soutien à l'investissement | | | | | |
| 66 | | Augmentation de l'avantage fiscal résultant du crédit d'impôt recherche | 10 déc. 1990 | 4871 | 82 |
| | 66 bis (A.N.) 1 ^{re} lect. | Aménagement du crédit d'impôt en faveur des apporteurs de capitaux aux sociétés nouvelles | 10 déc. 1990 | 4873 | 83 |
| | 66 ter (A.N.) 1 ^{re} lect. | Élargissement du champ d'application du régime des rachats d'entreprises par leurs salariés | 10 déc. 1990 | 4873 | 84 |
| | 66 quater (A.N.) 1 ^{re} lect. | Relèvement de la limite de déductibilité des dons en faveur de la création d'entreprise | 10 déc. 1990 | 4873 | 85 |
| 67 | | Réouverture de l'option pour le crédit d'impôt formation .. | 10 déc. 1990 | 4874 | 86 |
| 68 | | Incitation aux augmentations de capital | 10 déc. 1990 | 4875 | 87 |
| 69 | | Exonération d'impôt sur les sociétés pour les entreprises qui créent des activités nouvelles en Corse | 10 déc. 1990 | 4875 | 88 |
| | 69 bis (A.N.) 1 ^{re} lect. | Prorogation du régime des amortissements des biens financés à l'aide de primes d'aménagement du territoire | 10 déc. 1990 | 4876 | 89 |
| b. Économies d'énergie | | | | | |
| 70 | | Aménagement des dispositions destinées à économiser l'énergie | 10 déc. 1990 | 4877 | 90 |
| c. Équité | | | | | |
| 71 | | Aménagement du régime d'imposition des plus-values immobilières des particuliers | 10 déc. 1990 | 4879 | 91 |
| | 71 bis A (A.N.) Nlle lect. | Aménagements des droits de mutation à titre gratuit | 18 déc. 1990 | (1) | 92 |

| ARTICLES | | OBJET | DATE de discussion au Sénat (première lecture) (1) | PAGES du « J.O. » | ARTICLES de la loi de finances |
|----------------------------|---|---|--|-------------------|--------------------------------|
| Projet de loi | Additionnels | | | | |
| | 71 bis B (A.N.) Nlle lect. | Plafonnement du droit départemental d'enregistrement applicable aux acquisitions d'immeubles d'habitation ... | 18 déc. 1990 | (1) | 93 |
| | 71 bis (SÉNAT) 1 ^{re} lect. | Modification des plus-values réalisées après une expropriation pour cause d'utilité publique | 10 déc. 1990 | 4880 | 94 |
| <i>d. Simplifications</i> | | | | | |
| 72 | | Régime fiscal du capital-risque | 10 déc. 1990 | 4882 | 95 |
| 73 | | Régime fiscal des sociétés immobilières pour le commerce et l'industrie (S.I.C.O.M.I.). Opérations de crédit-bail réalisées par les sociétés immobilières pour le commerce et l'industrie et conclues avant le 1 ^{er} janvier 1991. Dispositions concernant les régimes spéciaux de droits d'enregistrement et de taxe de publicité foncière institués en faveur du commerce et de l'industrie | 10 déc. 1990 | 4885 | 96 |
| | 73 bis (SÉNAT) 1 ^{re} lect. | Conditions d'application du taux réduit de la taxe de publicité foncière pour les mutations d'immeubles ruraux | 10 déc. 1990 | 4893 | 97 |
| 74 | | Aménagement des modalités de recouvrement d'impôts directs | 10 déc. 1990 | 4894 | 98 |
| | 74 ter (SÉNAT) 1 ^{re} lect. | Relèvement des seuils du régime réel simplifié d'imposition | 10 déc. 1990 | 4894 | 99 |
| <i>e. Mesures diverses</i> | | | | | |
| | 75 A (A.N.) 1 ^{re} lect. | Extension de l'habilitation de certains centres de gestion agréés. | 10 déc. 1990 | 4895 | 100 |
| | 75 B (A.N.) Nlle lect. | (Dispositions déclarées non conformes à la Constitution par décision du Conseil constitutionnel n° 90-285 DC du 28 décembre 1990). | - | - | 101 |
| 75 | | Mesures relatives aux sociétés coopératives agricoles, à leurs unions et aux sociétés d'intérêt collectif agricole | 10 déc. 1990 | 4896 | 102 |
| | 75 bis (A.N.) 1 ^{re} lect. | Neutralisation fiscale de l'apport d'une exploitation agricole individuelle à une F.A.R.L. ou à un G.A.E.C. pour le bénéfice de la déduction pour investissement | 10 déc. 1990 | 4903 | 103 |
| | 75 ter (A.N.) 1 ^{re} lect. | Maintien du régime actuel de répartition de la part principale du Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle | 10 déc. 1990 | 4903 | 104 |
| 76 | | Mesure en faveur des personnes physiques qui donnent des navires en location | 10 déc. 1990 | 4910 | 105 |
| 77 | | Imposition à la taxe d'habitation des sociétés d'attribution d'immeubles en jouissance à temps partagé | 10 déc. 1990 | 4912 | 106 |
| | 77 bis (A.N.) 1 ^{re} lect. | Suppression de la possibilité d'exonérer de la taxe foncière non bâtie les marais desséchés | 10 déc. 1990 | 4915 | 107 |
| 78 | | Relèvement et indexation du tarif de la surtaxe sur les eaux minérales | 10 déc. 1990 | 4916 | 108 |
| 79 | | Amélioration du régime des sociétés agréées pour le financement d'œuvres cinématographiques ou audiovisuelles ... | 10 déc. 1990 | 4916 | 109 |

| ARTICLES | | OBJET | DATE de discussion au Sénat (première lecture) (1) | PAGES du « J.O. » | ARTICLES de la loi de finances |
|---|---|--|--|-------------------|--------------------------------|
| Projet de loi | Additionnels | | | | |
| | 79 bis (A.N.) Nlle lect. | Aménagement de la réduction d'impôt accordée au titre des cotisations syndicales..... | 18 déc. 1990 | (1) | 110 |
| | 79 ter (A.N.) Nlle lect. | Diminution des bases d'imposition de la taxe professionnelle pour les artisans..... | 18 déc. 1990 | (1) | 111 |
| 80 | | Revalorisation du barème des redevances d'exploitation d'installations nucléaires..... | 10 déc. 1990 | 4916 | 112 |
| 81 | | Extension aux sociétés d'économie mixte (S.E.M.) de l'exonération de taxe de publicité foncière bénéficiant aux organismes H.L.M. | 10 déc. 1990 | 4916 | 113 |
| | 81 bis (SÉNAT) 1 ^{re} lect. | Exonération de taxe départementale de publicité foncière au profit de mutuelles de retraite des anciens combattants.. | 10 déc. 1990 | 4916 | 114 |
| 82 | | Relèvement du droit d'inscription à l'examen du permis de chasser..... | 10 déc. 1990 | 4918 | 115 |
| 83 | | Relèvement du plafond des taxes sur les bénéficiaires de plans de chasse..... | 10 déc. 1990 | 4918 | 116 |
| II. - AUTRES MESURES | | | | | |
| | 84 A (A.N.) 1 ^{re} lect. | Contenu des annexes explicatives au projet de loi de règlement..... | 10 déc. 1990 | 4919 | 117 |
| Agriculture et forêt | | | | | |
| 84 | | Fusion de la cotisation additionnelle finançant l'allocation de remplacement maternité et de la cotisation technique « A.M.E.X.A. » | 29 nov. 1990 | 4147 | 118 |
| | 84 bis (A.N.) 1 ^{re} lect. | Suppression du remboursement compensatoire du droit de consommation sur les alcools..... | 29 nov. 1990 | 4203 | 119 |
| Anciens combattants | | | | | |
| 85 | | Modalités d'application de l'article L. 8 bis du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre aux pensions militaires d'invalidité les plus élevées (2) | 30 nov. 1990 | 4232 | 120 |
| Éducation nationale | | | | | |
| 86 | | Intégration d'une école privée dans l'enseignement public (École maternelle Henri Bergasse) | 4 déc. 1990 | 4557 | 121 |
| 87 | | Abrogation de l'article 62 de la loi de finances pour 1965 et du 2 ^e alinéa de l'article 8 de la loi n° 59-1557 du 31 décembre 1959 | 4 déc. 1990 | 4557 | 122 |
| Équipement, logement, transports et mer : | | | | | |
| I. - Urbanisme, logement et services communs | | | | | |
| 88 | | Généralisation progressive de l'allocation de logement sociale | 8 déc. 1990 | 4820 | 123 |
| II. - Transports intérieurs | | | | | |
| 89 | | Modernisation du financement de la gestion des voies navigables | 3 déc. 1990 | 4464 | 124 |

| ARTICLES | | OBJET | DATE de discussion au Sénat (première lecture) (1) | PAGES du « J.O. » | ARTICLES de la loi de finances |
|---------------|---|--|--|-------------------------|--------------------------------------|
| Projet de loi | Additionnels | | | | |
| 90 | | <p style="text-align: center;">III. – Aviation civile</p> Extension du champ d'application du budget annexe créé par l'article 57 de la loi de finances pour 1985 qui devient le budget annexe de l'aviation civile | 8 déc. 1990 | 4797 | 125 |
| | | Industrie et aménagement du territoire : | | | |
| 91 | | <p style="text-align: center;">III. – COMMERCE ET ARTISANAT</p> Actualisation du montant maximal de la taxe pour frais de chambres de métiers | 30 nov. 1990 | 4253 | 126 |
| | | Solidarité, santé et protection sociale : Institution d'une contribution sociale généralisée | | | |
| | | CHAPITRE PREMIER | | | |
| | | <i>De la contribution sociale sur les revenus d'activité et sur les revenus de remplacement</i> | | | |
| 92 | | Institution de la C.S.G. à compter du 1 ^{er} janvier 1991 sur les revenus d'activité et de remplacement | 2 déc. 1990 | 4343 | 127 |
| 93 | | Assiette de la C.S.G. sur les revenus salariaux et assimilés et sur les revenus de remplacement | 2 déc. 1990 | 4348 | 128 |
| 94 | | Assiette des bénéficiaires industriels et commerciaux et des bénéficiaires non commerciaux soumis à la contribution ... | 2 déc. 1990 | 4350 | 129 |
| 95 | | Assiette des revenus non salariaux agricoles soumis à la contribution | 2 déc. 1990 | 4352 | 130 |
| 96 | | Modalités de recouvrement et règles de contentieux applicables à la contribution sociale généralisée sur les revenus d'activité et de remplacement | 2 déc. 1990 | 4354 | 131 |
| | | CHAPITRE II | | | |
| | | <i>De la contribution sociale sur les revenus du patrimoine</i> | | | |
| 97 | | Produits des revenus du patrimoine soumis à la contribution | 2 déc. 1990 | 4357 | 132 |
| | | CHAPITRE III | | | |
| | | <i>De la contribution sociale sur les produits de placement</i> | | | |
| 98 | | Produits de placement soumis à la contribution | 2 déc. 1990 | 4359 | 133 |
| | | CHAPITRE IV | | | |
| | | <i>Dispositions communes</i> | | | |
| 99 | | Fixation du taux et affectation du produit de la contribution sociale généralisée (C.S.G.) | 2 déc. 1990 | 4361 | 134 |
| | 99 bis (A.N.) 1 ^{re} lect. | Contrôle du Parlement sur les dépenses de protection sociale | 2 déc. 1990 | 4364 | 135 |

(1) L'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable en nouvelle lecture a entraîné le rejet de l'ensemble du projet de loi de finances.

(2) Ont été déclarés contraires à la Constitution par décision du Conseil constitutionnel n° 90-285 DC du 28 décembre 1990 :

– à l'article 43, les mots : « et les mêmes sanctions » ;

– l'article 101 ;

– à l'article 120, le a) et le c) du paragraphe II.

N.B. : Les articles 44 et État B, 45 et État C et 42 et État A annexé ont fait l'objet d'une seconde délibération en première lecture

Discussion (première lecture)

21 novembre 1990 (p. 3618, 3661); 22 novembre 1990 (p. 3670, 3711); 23 novembre 1990 (p. 3718, 3804); 24 novembre 1990 (p. 3813, 3892); 25 novembre 1990 (p. 3899, 3916); 26 novembre 1990 (p. 3921, 3985); 27 novembre 1990 (p. 3989, 4052); 28 novembre 1990 (p. 4058, 4129); 29 novembre 1990 (p. 4133, 4204); 30 novembre 1990 (p. 4210, 4253); 1^{er} décembre 1990 (p. 4261, 4324); 2 décembre 1990 (p. 4330, 4396); 3 décembre 1990 (p. 4410, 4469); 4 décembre 1990 (p. 4478, 4558); 5 décembre 1990 (p. 4566, 4622); 6 décembre 1990 (p. 4631, 4687); 7 décembre 1990 (p. 4694, 4774); 8 décembre 1990 (p. 4782, 4839); 10 décembre 1990 (p. 4847, 4943).

I - DISCUSSION GENERALE (p. 3618, 3661; 3670, 3697):
MM. Roger Chinaud, rapporteur général de la commission des finances; Christian Poncelet, président de la commission des finances; Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie; Jean-Pierre Fourcade, à titre personnel, Michel Charasse, ministre chargé du budget; Jean François-Poncet, président de la commission des affaires économiques; Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales; Paul Lorient, Marcel Lucotte, Jacques Oudin, René Monory, Mme Hélène Luc, MM. Ernest Cartigny - René Régnauld, Roland du Luart, Xavier de Villepin, Robert Vizet, Raymond Soucaret, Georges Othily, Michel Souplet, Marc Boeuf, Louis Virapoullé.

Accidents de la circulation : *Oudin (Jacques)* (p. 3651).

Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3682); *Oudin (Jacques)* (p. 3649); *Souplet (Michel)* (p. 3681); *Villepin (Xavier de)* (p. 3674); *Vizet (Robert)* (p. 3676).

Agence nationale pour l'emploi (ANPE) : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 3642).

Agriculteurs : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3687); *Soucaret (Raymond)* (p. 3677; 3678); *Souplet (Michel)* (p. 3680; 3683); *Villepin (Xavier de)* (p. 3675); *Vizet (Robert)* (p. 3676).

Agriculteurs (endettement) : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3682); *Charasse (Michel)* (p. 3679; 3693).

Agriculture : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3634; 3682; 3689); *Charasse (Michel)* (p. 3678; 3693); *Luart (Roland du)* (p. 3672); *Souplet (Michel)* (p. 3681).

Allemagne (réunification) : *Chinaud (Roger)* (p. 3618); *Régnauld (René)* (p. 3670).

Allocation logement : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 3642).

Armement : *Luc (Hélène)* (p. 3660).

Association nationale pour la formation professionnelle des adultes (AFPA) : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 3642).

Autoroutes : *Oudin (Jacques)* (p. 3651; 3652).

Balance commerciale : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3651); *Cartigny (Ernest)* (p. 3661); *Chinaud (Roger)* (p. 3619; 3620; 3690); *Monory (René)* (p. 3656); *Oudin (Jacques)* (p. 3649); *Poncelet (Christian)* (p. 3626); *Régnauld (René)* (p. 3670); *Souplet (Michel)* (p. 3681).

Budget de l'Etat : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3628; 3633); *Lucotte (Marcel)* (p. 3649).

Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRACL) : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 3644).

Carburants agricoles : *Souplet (Michel)* (p. 3683).

Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (CREDOC) : *Luc (Hélène)* (p. 3659).

Change (taux) : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3629); *Poncelet (Christian)* (p. 3625).

Chômage : *Charasse (Michel)* (p. 3635); *Chinaud (Roger)* (p. 3618; 3619); *Lorient (Paul)* (p. 3645); *Luc (Hélène)* (p. 3659); *Villepin (Xavier de)* (p. 3675).

Collectivités territoriales : *Lucotte (Marcel)* (p. 3648); *Régnauld (René)* (p. 3670); *Vizet (Robert)* (p. 3677).

Communauté économique européenne (CEE) (ressources propres) : *Oudin (Jacques)* (p. 3650).

Compétitivité économique : *Charasse (Michel)* (p. 3636); *Chinaud (Roger)* (p. 3619; 3621); *François-Poncet (Jean)* (p. 3642); *Lorient (Paul)* (p. 3646); *Oudin (Jacques)* (p. 3649; 3650); *Virapoullé (Louis)* (p. 3685).

Contrats de plan : *Othily (Georges)* (p. 3680).

Contribution sociale généralisée (CSG) : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3632; 3688); *Boeuf (Marc)* (p. 3684); *Cartigny (Ernest)* (p. 3661); *Chinaud (Roger)* (p. 3619); *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 3643; 3644; 3645); *Lorient (Paul)* (p. 3646); *Luart (Roland du)* (p. 3673); *Luc (Hélène)* (p. 3658; 3660); *Lucotte (Marcel)* (p. 3647; 3648); *Oudin (Jacques)* (p. 3650); *Régnauld (René)* (p. 3672); *Villepin (Xavier de)* (p. 3675); *Virapoullé (Louis)* (p. 3686).

Contrôle parlementaire : *Poncelet (Christian)* (p. 3607).

Crédit d'impôt-recherche : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3630); *Charasse (Michel)* (p. 3635).

Croissance économique : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3630); *Cartigny (Ernest)* (p. 3661); *Chinaud (Roger)* (p. 3618; 3619); *Lorient (Paul)* (p. 3645); *Monory (René)* (p. 3653); *Régnauld (René)* (p. 3670); *Villepin (Xavier de)* (p. 3674).

Culture : *Villepin (Xavier de)* (p. 3675).

Déficit budgétaire : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3628; 3629; 3690); *Cartigny (Ernest)* (p. 3661); *Charasse (Michel)* (p. 3636; 3637); *Chinaud (Roger)* (p. 3621; 3623; 3624); *Lorient (Paul)* (p. 3646); *Othily (Georges)* (p. 3679).

Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) : *François-Poncet (Jean)* (p. 3642).

Dépenses de santé : *Boeuf (Marc)* (p. 3683).

Dépenses publiques : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3657; 3690); *Charasse (Michel)* (p. 3635; 3640; 3692); *François-Poncet (Jean)* (p. 3641); *Lorient (Paul)* (p. 3646); *Soucaret (Raymond)* (p. 3677); *Villepin (Xavier de)* (p. 3674).

Dettes publiques : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3628; 3690); *Cartigny (Ernest)* (p. 3661); *Chinaud (Roger)* (p. 3620; 3621; 3624); *Lorient (Paul)* (p. 3646).

Dotations globales de fonctionnement (DGF) : *Charasse (Michel)* (p. 3693); *Monory (René)* (p. 3655); *Régnauld (René)* (p. 3670); *Vizet (Robert)* (p. 3676; 3677).

Eau : *Oudin (Jacques)* (p. 3653).

Education nationale : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3689); *Lucotte (Marcel)* (p. 3647; 3648).

Elevage : *Charasse (Michel)* (p. 3678); *Virapoullé (Louis)* (p. 3685); *Vizet (Robert)* (p. 3676).

Emploi : *Charasse (Michel)* (p. 3639).

Emplois (créations et suppressions) : *Charasse (Michel)* (p. 3692); *Chinaud (Roger)* (p. 3619; 3622); *Poncelet (Christian)* (p. 3626); *Virapoullé (Louis)* (p. 3685).

Enseignants : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3658); *Monory (René)* (p. 3655; 3689).

Entreprises : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3652; 3657; 3689); *Charasse (Michel)* (p. 3637); *Chinaud (Roger)* (p. 3618; 3623); *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 3644); *Luc (Hélène)* (p. 3659); *Poncelet (Christian)* (p. 3607); *Villepin (Xavier de)* (p. 3674).

Entreprises (financement) : *Charasse (Michel)* (p. 3636); *Othily (Georges)* (p. 3680).

Entreprises (fiscalité) : *Chinaud (Roger)* (p. 3622); *Oudin (Jacques)* (p. 3650).

Épargne : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3628; 3651; 3652; 3688); *Cartigny (Ernest)* (p. 3661); *Charasse (Michel)* (p. 3639); *Chinaud (Roger)* (p. 3620; 3621; 3623); *Luart (Roland du)* (p. 3673); *Oudin (Jacques)* (p. 3652); *Poncelet (Christian)* (p. 3628); *Virapoullé (Louis)* (p. 3686).

Etats-Unis d'Amérique (USA) : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 3630; 3634; 3652; 3657); *Chinaud (Roger)* (p. 3618; 3619); *Four-*

cade (Jean-Pierre) (p. 3644) ; François-Poncet (Jean) (p. 3641) ; Loridant (Paul) (p. 3645) ; Luc (Hélène) (p. 3659) ; Monory (René) (p. 3653) ; Poncelet (Christian) (p. 3625) ; Régnauld (René) (p. 3670) ; Vizet (Robert) (p. 3676).

Ethanol : Souplet (Michel) (p. 3683).

Etudiants : Charasse (Michel) (p. 3638 ; 3692) ; Luc (Hélène) (p. 3660).

Europe de l'Est : Bérégovoy (Pierre) (p. 3658 ; 3692) ; Charasse (Michel) (p. 3694) ; Chinaud (Roger) (p. 3619) ; Monory (René) (p. 3656) ; Poncelet (Christian) (p. 3625) ; Régnauld (René) (p. 3670).

Fiscalité (harmonisation européenne) : Luart (Roland du) (p. 3673) ; Poncelet (Christian) (p. 3626) ; Vizet (Robert) (p. 3676).

Fiscalité locale : Charasse (Michel) (p. 3654) ; Monory (René) (p. 3654).

Fonctionnaires et agents publics : Chinaud (Roger) (p. 3622) ; Régnauld (René) (p. 3672).

Fonds d'intervention pour l'autodéveloppement en montagne (FIAM) : François-Poncet (Jean) (p. 3642) ; Soucaret (Raymond) (p. 3678).

Fonds interministériel de développement et d'aménagement rural (FIDAR) : Soucaret (Raymond) (p. 3678).

Football (charte) (clubs sportifs) : Virapoullé (Louis) (p. 3686).

Formation professionnelle : Bérégovoy (Pierre) (p. 3658 ; 3689) ; Poncelet (Christian) (p. 3607).

Golfe persique (crise) : Bérégovoy (Pierre) (p. 3630 ; 3692) ; Cartigny (Ernest) (p. 3661) ; Chinaud (Roger) (p. 3618) ; François-Poncet (Jean) (p. 3641) ; Loridant (Paul) (p. 3645) ; Luc (Hélène) (p. 3659 ; 3660) ; Monory (René) (p. 3653) ; Poncelet (Christian) (p. 3625) ; Régnauld (René) (p. 3670) ; Villepin (Xavier de) (p. 3673).

Grand marché intérieur (CEE) : Loridant (Paul) (p. 3645) ; Poncelet (Christian) (p. 3626).

Grèves : Luc (Hélène) (p. 3658).

Guyane : Charasse (Michel) (p. 3694) ; Othily (Georges) (p. 3680).

Impôt sur le capital : Bérégovoy (Pierre) (p. 3688) ; Chinaud (Roger) (p. 3622) ; Luc (Hélène) (p. 3659).

Impôt sur le revenu : Charasse (Michel) (p. 3694) ; Chinaud (Roger) (p. 3623) ; Poncelet (Christian) (p. 3607).

Impôt sur les sociétés : Bérégovoy (Pierre) (p. 3630) ; Charasse (Michel) (p. 3635 ; 3636 ; 3637) ; Chinaud (Roger) (p. 3621) ; Loridant (Paul) (p. 3647) ; Luc (Hélène) (p. 3660) ; Lucotte (Daniel) (p. 3648).

Inflation : Bérégovoy (Pierre) (p. 3630 ; 3631 ; 3632 ; 3687 ; 3690) ; Chinaud (Roger) (p. 3618 ; 3620 ; 3690) ; Loridant (Paul) (p. 3645 ; 3646) ; Monory (René) (p. 3654) ; Othily (Georges) (p. 3679).

Institut national de la recherche agronomique (INRA) : Soucaret (Raymond) (p. 3678).

Intérêt (taux) : Bérégovoy (Pierre) (p. 3628 ; 3629) ; Chinaud (Roger) (p. 3618 ; 3620).

Investissements : Bérégovoy (Pierre) (p. 3632) ; Cartigny (Ernest) (p. 3661) ; Charasse (Michel) (p. 3635 ; 3636 ; 3692) ; Chinaud (Roger) (p. 3618 ; 3619 ; 3622) ; Loridant (Paul) (p. 3646) ; Luc (Hélène) (p. 3659) ; Othily (Georges) (p. 3679) ; Oudin (Jacques) (p. 3649) ; Poncelet (Christian) (p. 3628) ; Virapoullé (Louis) (p. 3685).

Japon : Bérégovoy (Pierre) (p. 3652) ; Chinaud (Roger) (p. 3618 ; 3620) ; Fourcade (Jean-Pierre) (p. 3644) ; Luc (Hélène) (p. 3659) ; Monory (René) (p. 3653) ; Poncelet (Christian) (p. 3625).

Jeux et paris : Charasse (Michel) (p. 3692).

Logement social : Bérégovoy (Pierre) (p. 3632) ; Charasse (Michel) (p. 3638) ; Othily (Georges) (p. 3680).

Lycéens : Charasse (Michel) (p. 3692) ; Luc (Hélène) (p. 3658 ; 3660) ; Monory (René) (p. 3655).

Lycées : Charasse (Michel) (p. 3635) ; François-Poncet (Jean) (p. 3642) ; Loridant (Paul) (p. 3647) ; Monory (René) (p. 3654).

Manifestations : Monory (René) (p. 3655).

Marchés financiers : Charasse (Michel) (p. 3637) ; Poncelet (Christian) (p. 3625).

Ménages : Chinaud (Roger) (p. 3623) ; Loridant (Paul) (p. 3645).

Monnaie (dollar) : Bérégovoy (Pierre) (p. 3630 ; 3657) ; Monory (René) (p. 3653) ; Virapoullé (Louis) (p. 3685).

Monnaie (franc français) : Bérégovoy (Pierre) (p. 3629) ; Loridant (Paul) (p. 3646) ; Régnauld (René) (p. 3670) ; Villepin (Xavier de) (p. 3674) ; Virapoullé (Louis) (p. 3685).

Monnaie (mark) : Bérégovoy (Pierre) (p. 3629).

Nationalisations : Poncelet (Christian) (p. 3607) ; Villepin (Xavier de) (p. 3675).

Pauvreté : Loridant (Paul) (p. 3647).

Pays-Bas : François-Poncet (Jean) (p. 3641) ; Virapoullé (Louis) (p. 3686).

Pays en voie de développement (PVD) : Bérégovoy (Pierre) (p. 3657) ; Chinaud (Roger) (p. 3618).

Pays industrialisés : Bérégovoy (Pierre) (p. 3628 ; 3629 ; 3657) ; Chinaud (Roger) (p. 3618 ; 3619) ; Poncelet (Christian) (p. 3626).

Petites et moyennes entreprises (PME) : Cartigny (Ernest) (p. 3661) ; Charasse (Michel) (p. 3635 ; 3636).

Petites et moyennes industries (PMI) : Cartigny (Ernest) (p. 3661).

Pétrole : Bérégovoy (Pierre) (p. 3630 ; 3631 ; 3634 ; 3657 ; 3687 ; 3692) ; Charasse (Michel) (p. 3635) ; Chinaud (Roger) (p. 3620) ; Loridant (Paul) (p. 3645) ; Poncelet (Christian) (p. 3625) ; Souplet (Michel) (p. 3683) ; Villepin (Xavier de) (p. 3673).

Plan d'épargne populaire (PEP) : Bérégovoy (Pierre) (p. 3632).

Plus-values : Bérégovoy (Pierre) (p. 3689).

Pouvoir d'achat : Bérégovoy (Pierre) (p. 3690) ; Loridant (Paul) (p. 3645 ; 3646).

Prélèvements obligatoires : Charasse (Michel) (p. 3637) ; François-Poncet (Jean) (p. 3641) ; Oudin (Jacques) (p. 3649).

Privatisations : Bérégovoy (Pierre) (p. 3633 ; 3657) ; Chinaud (Roger) (p. 3624) ; Lucotte (Marcel) (p. 3648) ; Monory (René) (p. 3656).

Prix : Bérégovoy (Pierre) (p. 3631) ; Loridant (Paul) (p. 3646) ; Poncelet (Christian) (p. 3607).

Produit intérieur brut (PIB) : Charasse (Michel) (p. 3635 ; 3637).

Protection sociale : Fourcade (Jean-Pierre) (p. 3643 ; 3644).

Recherche : Bérégovoy (Pierre) (p. 3689) ; Charasse (Michel) (p. 3639).

République fédérale d'Allemagne (RFA) : Bérégovoy (Pierre) (p. 3630 ; 3631) ; Chinaud (Roger) (p. 3618 ; 3619 ; 3620) ; Fourcade (Jean-Pierre) (p. 3644) ; François-Poncet (Jean) (p. 3642) ; Monory (René) (p. 3656) ; Villepin (Xavier de) (p. 3675) ; Virapoullé (Louis) (p. 3639 ; 3685).

Retraites : Bérégovoy (Pierre) (p. 3688) ; Fourcade (Jean-Pierre) (p. 3643) ; Luc (Hélène) (p. 3660).

Retraites (financement) : Chinaud (Roger) (p. 3619).

Revenu minimum d'insertion (RMI) : Bérégovoy (Pierre) (p. 3688) ; Charasse (Michel) (p. 3638) ; Luc (Hélène) (p. 3660).

Royaume-Uni : François-Poncet (Jean) (p. 3641).

Salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) : Luc (Hélène) (p. 3660).

Salariés : Chinaud (Roger) (p. 3618).

Secteur public : Luc (Hélène) (p. 3660).

Sécurité sociale : Oudin (Jacques) (p. 3650).

Sécurité sociale (financement) : Boeuf (Marc) (p. 3684) ; Fourcade (Jean-Pierre) (p. 3643).

Service public : Charasse (Michel) (p. 3638).

Taxe foncière sur les propriétés non bâties : Charasse (Michel) (p. 3693 ; 3696) ; Luart (Roland du) (p. 3672) ; Régnauld (René) (p. 3670).

Taxe professionnelle : Othily (Georges) (p. 3680) ; Régnauld (René) (p. 3670) ; Soucaret (Raymond) (p. 3677).

Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) : Bérégovoy (Pierre) (p. 3630 ; 3689) ; Boeuf (Marc) (p. 3685) ; Charasse (Michel) (p. 3636 ; 3639 ; 3693 ; 3696) ; Chinaud (Roger) (p. 3621) ; Lucotte (Marcel) (p. 3648) ; Monory (René) (p. 3654) ; Othily (Georges) (p. 3680) ; Souplet (Michel) (p. 3682) ; Villepin (Xavier de) (p. 3674 ; 3675) ; Vizet (Robert) (p. 3676).

Train à grande vitesse (TGV) : Bérégovoy (Pierre) (p. 3652).

Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales (URSSAF) : Boeuf (Marc) (p. 3685) ; Lucotte (Marcel) (p. 3648).

Union des Républiques socialistes soviétiques (URSS) : Bérégovoy (Pierre) (p. 3634) ; Villepin (Xavier de) (p. 3673).

Zones rurales : François-Poncet (Jean) (p. 3642) ; Oudin (Jacques) (p. 3652) ; Souplet (Michel) (p. 3682) ; Vizet (Robert) (p. 3676).

PREMIERE PARTIE

CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER

II - DISCUSSION DES ARTICLES DE LA PREMIERE PARTIE (22 novembre 1990) (p. 3697, 3711) ; (23 novembre 1990) (p. 3718, 3804) ; (24 novembre 1990) (p. 3813, 3892) : MM. Roger Chinaud, rapporteur général ; Jacques Moutet, Robert Vizet, Paul Caron, Michel Charasse, ministre chargé du budget ; Hubert Durand-Chastel, Daniel Millaud, Jacques Habert, Jacques Oudin, Xavier de Villepin, Pierre Laffitte, Jean Delaneau, Marcel Lucotte, Jean Arthuis, Philippe François, Michel Souplet - Louis Minetti, Roland du Luart, Emmanuel Hamel, Louis Virapoullé, René Monory, Etienne Dailly, Ernest Cartigny, Maurice Schumann, Pierre Laffitte au nom de la commission des affaires culturelles ; Mme Paulette Fost, MM. René Régnauld, Jean-Pierre Masseret, Franck Sérusclat, Paul Loridant, Jean Chérioux, Philippe Adnot, Jacques Machet, Yves Goussebaire-Dupin, Claude Belot, Geoffroy de Montalembert, Christian Poncelet, président de la commission des finances ; Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Louis Jung, Jean Simonin, Guy Penne, Robert Laucournet - Ambroise Dupont, Alain Pluchet, Raymond Bouvier, Pierre Vallon, Michel Moreigne, Jacques Valade, Franz Duboscq, André-Georges Voisin, Jacques Carat, au nom de la commission des affaires culturelles ; Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. Georges Othily, Jean Delaneau, au nom de la commission des affaires culturelles ; Jacques de Menou, Robert-Paul Vigouroux, François Lesein, au nom de la commission des affaires culturelles, Jacques Chaumont, rapporteur spécial (relations financières avec les Communautés européennes) ; Elisabeth Guigou, ministre chargé des affaires européennes ; Charles Pasqua

TITRE PREMIER

DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES

I - Impôts et revenus autorisés

A - Dispositions antérieures

Art. 1^{er} (Autorisation de percevoir les impôts existants) - Adopté (p. 3697).

B - Mesures fiscales

Art. 2 (Barème de l'impôt sur le revenu et mesures d'accompagnement) (p. 3697).

Adoptés : amendement n° I-132 de la commission : actualisation des tranches du barème de l'impôt sur le revenu (p. 3701) - Et n° I-62 de M. Paul Caron : revalorisation du plancher des déductions forfaitaires pour frais professionnels (p. 3701).

Devenus sans objet : amendement n° I-60 de M. Jacques Moutet : actualisation des tranches du barème de l'impôt sur le revenu en fonction du taux réel de l'inflation (p. 3701) - Et n° I-3 de M. Robert Vizet : révision du barème de l'impôt sur le revenu dans un sens de justice sociale (p. 3701).

- L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 3701).

Après l'art. 2 (p. 3701).

Adoptés : amendement n° I-58 de M. Hubert Durand-Chastel : exonération de l'impôt forfaitaire sur le revenu pour les français qui possèdent une habitation en France et qui ont leur domicile fiscal dans un pays que ne lie à la France aucune convention fiscale (p. 3705) - Et n° I-66 de M. Xavier de Villepin : bénéfice pour les inventeurs d'une réfaction d'assiette égale à 50 % du montant des rémunérations perçues sur les brevets d'invention qu'ils ont déposés (p. 3706).

Rejetés : amendements de M. Robert Vizet, n° I-4 : calcul de l'impôt pour les contribuables dont les revenus se sont modifiés de manière imprévisible (p. 3701) - Et n° 5 : augmentation de l'abattement sur les pensions et retraites en faveur des personnes âgées (p. 3702).

Retirés : amendement n° I-63 de M. Paul Caron : déductibilité des cotisations de retraite non obligatoires du revenu imposable (p. 3702) - Et n° 6 de M. Robert Vizet : revalorisation de 50 % de la déduction forfaitaire dont bénéficient les médecins conventionnés pour le calcul de l'impôt sur le revenu (p. 3705).

Devenu sans objet : amendement n° 67 de M. Daniel Millaud : exonération de l'impôt sur le revenu pour les français résidant dans un territoire d'outre-mer s'ils n'ont aucun revenu de source française (p. 3705).

Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 3705, 3706).

Art. 2 bis (Revalorisation des limites du régime réel simplifié d'imposition) (p. 3706).

Adopté : amendement de suppression n° I-133 de la commission.

- L'article 2 bis est supprimé (p. 3706).

Art. 2 ter (Relèvement et indexation de la limite de versements à certains organismes sans but lucratif donnant lieu à réduction d'impôt) - Adopté (p. 3706).

Après l'art. 2 ter (p. 3706).

Irrecevable (article 40 de la Constitution) : amendement n° I-162 de M. Xavier de Villepin : déduction fiscale en faveur des souscriptions faites dans le cadre de la loi du 11 juillet 1985 sur le développement de l'économie sociale (p. 3707).

Art. 3 (Réduction du taux de l'impôt sur les sociétés) (p. 3707).

Parole sur l'article (p. 3708) : M. Jacques Oudin.

Adoptés : amendement n° I-134 de la commission : abaissement d'un point du taux de l'impôt sur les sociétés applicable aux bénéficiaires distribués (p. 3708) - Rédactionnel n° I-258 du Gouvernement (p. 3708) - Et n° I-254 de M. Jean Arthuis : exclusion de l'assiette de l'impôt sur les sociétés des plus-values nettes à long terme portées à la réserve spéciale celle-ci étant imposée au taux de 42 % lors de leur redistribution (p. 3709).

Retirés : amendements analogues n° I-68 de M. Xavier de Villepin et n° I-239 de M. Marcel Lucotte : abaissement du taux de l'impôt sur les bénéfices réinvestis pour la tranche de bénéfices inférieurs à 1 million de francs (p. 3709).

Après l'art. 3 (p. 3705).

Adoptés : amendement n° I-45 de M. Philippe François : alignement du régime fiscal des exploitations agricoles à responsabilité limitée sur celui des autres sociétés civiles (p. 3710) – N° I-81 de M. Michel Souplet : extension de la limite de la déduction pour investissement ouverte aux exploitants agricoles soumis à un régime réel d'imposition, aux opérations d'acquisition de parts ou actions de sociétés coopératives agricoles (p. 3723) – N° I-170 de M. Roland du Luart : possibilité pour les exploitants agricoles soumis à un régime réel d'imposition de pratiquer une déduction égale à 20 % du bénéfice dans la limite de quarante mille francs et élévation de la déduction forfaitaire à vingt mille francs (p. 3722) – N° I-185 de M. Xavier de Villepin : extension des dispositions prévues à l'article 72 du code général des impôts du titulaire de bénéfices non commerciaux non soumis à l'impôt sur les sociétés (p. 3723) – N° I-256 de M. Etienne Dailly : calcul du crédit d'impôt dont bénéficient les sociétés constituées dans le cadre d'un rachat d'entreprises par les salariés (RES) en fonction de l'impôt sur les sociétés applicable aux bénéfices réalisés par la société rachetée au titre de l'exercice précédant le rachat (p. 3736) – Et n° I-123 de la commission des affaires culturelles : déduction possible du revenu des apports faits aux entreprises innovant en création dans la limite de deux cent mille francs par foyer fiscal (p. 3738).

Retirés : amendement n° I-70 de M. Michel Souplet : alignement du régime fiscal des exploitations agricoles à responsabilité limitée sur celui des autres sociétés civiles (p. 3710) – N° I-177 de M. Jacques Oudin : création d'une faculté d'étalement des plus-values à court terme réalisées sur les ventes de navires (p. 3710) – N° I-178 de M. Jacques Oudin : prise en compte pour le calcul du revenu global des déficits provenant d'une exploitation d'aquaculture marine (p. 3725) – N° I-2 de M. Ernest Cartigny : possibilité pour les entreprises soumises aux bénéfices industriels et commerciaux selon un régime réel d'imposition de déduire chaque année de leurs bénéfices une somme de dix mille francs soit 10 % de ce bénéfice dans la limite de trente mille francs (p. 3737) – Et n° I-64 de M. Paul Caron : possibilité pour les entreprises industrielles, commerciales ou artisanales relevant de la catégorie des bénéfices industriels et commerciaux soumises à un régime réel d'imposition de déduire 10 % du montant des investissements réalisés en matériel amortissable pour le calcul du montant de l'impôt sur le revenu (p. 3737).

Devenus sans objet : amendement n° I-124 de la commission des affaires culturelles : bénéfice pour les inventeurs d'une réfaction d'assiette égale à 50 % du montant des rémunérations perçues sur les brevets d'invention qu'ils ont déposés (p. 3706) – N° I-237 de M. Marcel Lucotte : alignement du régime fiscal des exploitations agricoles à responsabilité limitée sur celui des autres sociétés civiles (p. 3710) – Amendements identiques n° I-44 de M. Philippe François et n° I-238 de M. Marcel Lucotte : élévation à compter du 1^{er} janvier 1991 du plafond de la déduction pour autofinancement, votée dans le cadre de la loi de finances pour 1987, à 25 % du bénéfice dans la limite de soixante dix mille francs (p. 3722) – N° I-80 de M. Michel Souplet : possibilité à compter du 1^{er} janvier 1989 pour les exploitants agricoles soumis à un régime réel d'imposition, de déduire chaque année de leurs bénéfices soit une somme de vingt mille francs, soit 20 % de ce bénéfice dans la limite de cent mille francs (p. 3722) – Et n° I-164 de M. Louis Minetti : élévation à compter du 1^{er} janvier 1991 du plafond de la déduction pour autofinancement, votée dans le cadre de la loi de finances pour 1987, à 25 % du bénéfice dans la limite de cinquante mille francs (p. 3722).

– Six articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 3710, 3722, 3723, 3736 et 3738).

Art. 4 (Plafonnement à 3,5 % de la valeur ajoutée de l'entreprise du montant de la cotisation de la taxe professionnelle) (p. 3738).

Rejeté : amendement de suppression n° I-7 de M. Robert Vizet (p. 3739).

– L'article 4 est adopté (p. 3739).

Après l'art. 4 (p. 3725).

Adoptés : amendement n° I-135 de la commission : exonération totale pour 1991 de la taxe foncière sur les propriétés non

bâties des exploitants agricoles dont les revenus ont été inférieurs à la moyenne nationale et de 50 % pour ceux dont les revenus ont été compris entre 100 % et 125 % de cette moyenne (p. 3773) – Et n° I-71 de M. Jacques Moutet : exonération de la taxe sur les salaires en faveur des associations d'aide à domicile (p. 3747).

Rejetés : amendements de M. Robert Vizet, n° I-9 : suppression du bénéfice de l'abattement général de 16 % des bases de la taxe professionnelle pour les entreprises situées dans les communes où le taux de la taxe professionnelle est inférieur au taux moyen national (p. 3740) – Et n° I-8 : exonération de la taxe sur les salaires en faveur des associations d'aide à domicile, des hôpitaux et des maisons de retraite (p. 3744) – Sur l'amendement n° I-135 de la commission, sous-amendement n° I-263 de M. Jean-Pierre Masseret (p. 3771).

Retirés : amendement n° I-173 de M. Roland du Luart : exonération totale pour 1991 de la taxe foncière sur les propriétés non bâties des exploitants agricoles dont les revenus ont été inférieurs à la moyenne nationale et de 50 % pour ceux dont les revenus ont été compris entre 100 % et 125 % de cette moyenne (p. 3726) – Amendements de M. René Régault, n° I-198, n° I-199 et n° I-200, relatifs à l'allègement du poids de la taxe professionnelle pour les entreprises de travaux publics (p. 3741) – Amendements de M. Franck Sérusclat, n° I-195, n° I-196 et n° I-197 relatifs aux mesures fiscales prises en faveur des entreprises de stockage de gaz liquéfié en cas de transfert ou d'une modification notable du stockage de gaz liquéfié d'au moins deux cents tonnes (p. 3742).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 3747 et 3773).

Art. 5 (Suppression des exclusions du droit à déduction de la taxe sur la valeur ajoutée portant sur certains produits pétroliers) (p. 3747).

Adoptés : amendement n° I-136 de la commission : déductibilité totale de la TVA sur le fuel agricole dès le 1^{er} janvier 1991 (p. 3750) – Et n° I-126 de M. Philippe Adnot : déductibilité totale de la TVA sur le fuel domestique utilisé comme carburant dans le transport fluvial (p. 3750).

Rejetés : amendements de M. Robert Vizet, n° I-10 : déductibilité totale de la TVA sur les achats de fuel effectués par les établissements publics assurant une mission de service public social (p. 3751) – Et n° I-11 : déductibilité totale de la TVA sur les achats de fuel effectués par les organismes et les associations de tourisme social et familial pour les hébergements collectifs qu'ils gèrent (p. 3751).

Retirés : amendements identiques n° I-47 de M. Philippe François, n° I-74 de M. Michel Souplet et n° I-201 de M. Paul Lorient : déductibilité totale de la TVA sur le fuel agricole dès le 1^{er} janvier 1991 (p. 3749) – N° I-73 de M. Jacques Moutet : déductibilité totale de la TVA acquittée sur le fuel domestique par les entreprises hôtelières (p. 3749) – Et n° I-75 de M. Xavier de Villepin : remboursement mensuel intégral pour les exportateurs qui ont obtenus au cours de l'année précédente au moins deux remboursements de TVA (p. 3752).

Devenus sans objet : amendement n° I-72 de M. Xavier de Villepin : suppression de la double imposition sur le fuel domestique utilisé comme combustible, sur le coke de pétrole, sur les huiles lubrifiantes ainsi que sur les préparations lubrifiantes – Et n° I-165 de M. Louis Minetti : suppression de la limitation à 50 % de la déduction du montant de la taxe pour 1991 (p. 3750).

– L'article 5, ainsi modifié, est adopté (p. 3751).

Après l'art. 5 (p. 3751).

Retiré : amendement n° I-75 de M. Xavier de Villepin : remboursement mensuel intégral pour les exportateurs qui ont obtenus au cours de l'année précédente au moins deux remboursements de TVA (p. 3751).

Art. 6 (Allègement de la taxe intérieure sur les produits pétroliers afférente au fuel lourd à basse teneur en soufre) (p. 3752).

Retirés : amendement n° I-202 de M. Paul Lorient : allègement de la taxe intérieure sur la consommation de gaz naturel (p. 3752) – Et n° I-76 de M. Xavier de Villepin : réduction à

quatre francs par quintal du taux de la taxe intérieure applicable au fuel lourd contenant moins de 1 % de soufre (p. 3753).

– L'article 6 est adopté (p. 3754).

Après l'art. 6 (p. 3754).

Adoptés : amendement n° I-169 de M. Jacques Machet : diminution de moitié de la taxe intérieure de consommation applicable aux biocarburants (p. 3755) – Et n° I-241 de M. Marcel Lucotte : réduction des taux applicables aux droits de mutation des fonds de commerce (p. 3755).

Retiré : amendement n° I-12 de M. Robert Vizet : exonération totale de la taxe intérieure sur les produits pétroliers sur les carburants utilisés par les chauffeurs de taxi salariés, dans la limite de cinq mille litres par an pour chaque véhicule (p. 3755).

Devenu sans objet : amendement n° I-193 de M. Jacques Oudin : exonération de la taxe intérieure sur les produits pétroliers, sur les esters méthyliques d'origine végétale utilisés comme carburant (p. 3755).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 3755).

Art. 7 (Réduction du taux de la taxe sur les conventions d'assurances applicable aux contrats garantissant les risques afférents à certains véhicules utilitaires) (p. 3755).

Retiré : amendement n° I-77 de M. Jacques Moutet : diminution de la taxe sur les conventions d'assurances pesant sur les contrats (p. 3756).

– L'article 7 est adopté (p. 3756).

Après l'art. 7 (p. 3756).

Adoptés : amendement n° I-203 de M. Paul Loridant : exonération de la taxe de 9 % sur les conventions d'assurances des contrats de garantie souscrits auprès des entreprises d'assurance au bénéfice des fonds communs de placements (p. 3756) ; sous-amendement n° I-262 du Gouvernement (p. 3756).

Retirés : amendements de M. Paul Loridant, n° I-204 : exonération de la taxe d'assurance en faveur des assurances souscrites par une entreprise ou par un groupe d'entreprises au profit de leurs salariés et portant sur le paiement d'indemnités de fin de carrière (p. 3757) – N° I-205 : réduction de 30 à 18 % de la taxation des contrats d'assurance multirisques-habitation (p. 3758) – N° I-206 : réduction de 9 à 7 % du taux de la taxe sur les contrats d'assurance (p. 3758) – Et n° I-61 de M. Xavier de Villepin : réduction de 30 à 18 % de la taxation des contrats d'assurance multirisques-habitation (p. 3757).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3757).

Avant l'art. 8 (p. 3758).

Adopté : amendement n° I-48 de M. Philippe François : intégration des bénéfices industriels et commerciaux ou bénéfices des professions non commerciales aux bénéfices agricoles des agriculteurs relevant du régime réel qui étendent leur activité à des opérations exercées dans le prolongement de l'activité agricole (p. 3759).

Devenu sans objet : amendement n° I-78 de M. Michel Souplet : intégration des bénéfices industriels et commerciaux ou bénéfices des professions non commerciales aux bénéfices agricoles des agriculteurs relevant du régime réel qui étendent leur activité à des opérations exercées dans le prolongement de l'activité agricole (p. 3759).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3759).

Art. 8 (Relèvement du plafond des comptes bloqués d'associés) (p. 3759).

Retirés : amendement n° I-163 de M. Claude Bellot : bénéfice du prélèvement libératoire au taux de 25 % pour l'imposition des intérêts des sommes portées sur un compte bloqué individuel à condition qu'elles soient bloquées au profit de la société pendant une durée minimale de cinq ans à compter de leur versement à la société (p. 3759) – Et n° I-79 de M. Jacques Mou-

– L'article 8 est adopté (p. 3760).

Après l'art. 8 (p. 3760).

Adoptés : amendement n° I-49 de M. Philippe François : réduction progressive, au delà du seuil d'exonération, de la plus-value taxable des entreprises en fonction du rapport existant entre la limite du forfait et le chiffre d'affaires réalisé par l'entreprise (p. 3760) – Et n° I-137 de la commission : diminution et unification à un pour mille du taux de l'impôt de bourses (p. 3765).

– L'article 8 est adopté (p. 3760).

Après l'art. 8 (p. 3760).

Adoptés : amendement n° I-49 de M. Philippe François : réduction progressive, au delà du seuil d'exonération, de la plus-value taxable des entreprises en fonction du rapport existant entre la limite du forfait et le chiffre d'affaires réalisé par l'entreprise (p. 3760) – Et n° I-137 de la commission : diminution et unification à un pour mille du taux de l'impôt de bourses (p. 3765).

Rejetés : amendements de M. Robert Vizet, n° I-13 : réduction à 18, 60 % du taux majoré de TVA pour les véhicules automobiles fabriqués en France (p. 3766) – Et n° I-14 : institution d'un taux zéro de TVA sur les dépenses de fonctionnement des communes (p. 3767).

Retirés : amendements de M. Paul Loridant, n° I-207 : renforcement du système de crédit d'impôt et prise en compte des versements dans la limite annuelle de cinquante mille francs par foyer fiscal (p. 3760) – Et n° I-211 : possibilité pour une personne physique qui reprend une entreprise individuelle ou qui acquiert 25 % des droits d'une société d'étalement sur trois ans le paiement de l'impôt sur le revenu dû ou titre de l'année d'acquisition des biens dont il est question (p. 3765) – Amendements de M. Xavier de Villepin, n° I-85 : dispense du paiement du précompte pour les distributions imputées sur des produits de participation dans une société étrangère, prélevés sur des dividendes d'une filiale française (p. 3761) – N° I-86 : abaissement du taux des droits d'enregistrement sur les cessions de parts ou d'actions constatées par un acte (p. 3762) – Et n° I-88 : perception du droit proportionnel immédiatement sur la part des réserves de la société absorbée directement incorporée au capital de l'absorbante soit la différence entre l'augmentation de capital de l'absorbante et le capital de l'absorbée (p. 3765) – Amendements de M. Jacques Oudin, n° I-180 : instauration d'un droit fixe d'enregistrement de deux mille francs pour les cessions de parts sociales dans les sociétés dont le capital n'est pas divisé en actions et de six mille francs pour les cessions d'actions de parts de fondateurs ou de parts bénéficiaires (p. 3762) – Et n° I-181 : absence de prise en compte comme bénéfices non commerciaux de la cession des titres effectués par les héritiers lors de la clôture d'un compte épargne transmission (p. 3764) – Amendements de M. Louis Virapoullé, n° I-89 : réduction de 14 % à 9,25 % du taux majoré de la TVA dans les départements d'outre-mer (p. 3768) – Et n° I-90 : réduction de 14 % à 9,25 % du taux de TVA appliqué aux véhicules automobiles dans les départements d'outre-mer (p. 3768).

Devenu sans objet : amendement n° I-83 de M. Michel Souplet : réduction progressive au-delà du seuil d'exonération de la plus-value taxable des entreprises en fonction du rapport existant entre la limite du forfait et le chiffre d'affaires réalisé par l'entreprise (p. 3760).

Art. 9 (Réduction du taux majoré de la taxe sur la valeur ajoutée de 25 à 22 %) (p. 3768).

Parole sur l'article (p. 3769) : M. Jacques Oudin.

– L'article 9 est adopté (p. 3769).

Art. 10 (Modification de l'indexation du tarif de la taxe intérieure sur les produits pétroliers) – Adopté (p. 3769).

Avant l'art. 11 A (p. 3774).

Rejeté : amendement n° I-15 de M. Robert Vizet : élévation à 10.000 francs au lieu de 3.000 francs de la limite des frais funéraires déductibles de l'actif de la succession (p. 3776).

Retiré : amendement n° I-91 de M. Louis Jung : élévation à 10.000 francs au lieu de 3.000 francs de la limite des frais funéraires déductibles de l'actif de la succession (p. 3775).

Irrecevable (article 40 de la Constitution) : amendement n° I-242 de M. Marcel Lucotte : élévation à 10.000 francs au lieu de 3.000 francs de la limite des frais funéraires déductibles de l'actif de la succession (p. 3775).

Art. 11 A (Aménagement des droits de mutation à titre gratuit) (p. 3776).

Adopté : amendement n° I-138 de la commission : application à compter du 1^{er} janvier 1991 du nouveau régime des droits de mutation à titre gratuit (p. 3776).

– L'article 11 A, ainsi modifié, est adopté (p. 3776).

Art. 11 B (Abaissement du taux de TVA pour les équipements spéciaux pour handicapés) (p. 3776).

Adopté : amendement n° I-259 du Gouvernement : définition et précisions relatives à la nature des équipements spéciaux pour handicapés qui bénéficieront du taux réduit de TVA (p. 3776).

– L'article 11 B, ainsi modifié, est adopté (p. 3776).

Avant l'art. 11 (p. 3777).

Adoptés : amendement n° I-174 de M. Roland du Luart : suppression de la disposition qui ramène l'exonération des droits des mutations à titre gratuit des trois quart à 50 % lorsque la valeur du bien transmis loué à bail à long terme et des parts de groupements fonciers agricoles excède 500.000 francs (p. 3777) – N° I-93 de M. Michel Souplet : exonération des droits de mutation à titre gratuit des biens agricoles à concurrence de 100.000 francs sous réserve de leur conservation dans le patrimoine et du maintien de leur affectation durant au moins cinq ans (p. 3778) – Et n° I-50 de M. Philippe François : exonération totale des droits de mutation à titre gratuit des biens professionnels agricoles valant moins de 500.000 francs et de 50 % lorsque leur valeur excède cette somme (p. 3778).

Rejeté : amendement n° I-16 de M. Robert Vizet : prise en compte des biens professionnels pour l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune lorsque leur valeur totale est supérieure à cinq millions de francs (p. 3779).

Retirés : amendements de M. Michel Souplet, n° I-92 : simplification des règles fiscales applicables aux mutations à titre gratuit des biens supportant un bail à long terme (p. 3777) – Et n° I-87 : élévation de 500.000 à 750.000 francs de la limite au-dessous de laquelle la première cession d'un bail rural donné à bail à long terme ou de parts de GFA bénéficient d'une exonération totale de droit de mutation (p. 3777).

Devenu sans objet : amendement n° I-94 de M. Michel Souplet : exonération totale des droits de mutation à titre gratuit des biens professionnels agricoles valant moins de 500.000 francs et 50 % lorsque leur valeur excède cette somme (p. 3778).

– Trois articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 3777 et 3778).

Art. 11 (Aménagement de l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 3779).

– Demande de vote unique (p. 3780).

Non retenus dans le vote unique : amendements de la commission, n° I-139 : prise en compte pour le plafonnement des cotisations de l'impôt de solidarité sur la fortune, des taxes foncières payées par les contribuables (p. 3781) – Et n° I-140 : prise en compte pour le calcul de l'impôt sur la fortune de la résidence principale avec un mécanisme d'abattement forfaitaire de 30 % dans la limite d'une valeur de 750.000 francs (p. 3781) – Amendement n° I-17 de M. Robert Vizet : relèvement de la taxe applicable aux tranches les plus hautes de l'impôt de solidarité sur la fortune (p. 3781) – Et n° I-95 de M. Xavier de Villepin : exclusion de la résidence principale de l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune (p. 3781).

– L'article 11 est rejeté (p. 3781).

Après l'art. 11 (p. 3781).

Rejeté : amendement n° I-18 de M. Robert Vizet : prise en compte des biens professionnels dans le calcul de l'impôt de solidarité sur la fortune (p. 3781).

Art. 12 (Imposition des plus-values à long terme réalisées par les sociétés lors de la cession de titres du portefeuille) (p. 3781).

Parole sur l'article (p. 3782) : M. Jacques Oudin.

Adopté : amendement n° 141 de la commission : application aux seules cessions réalisées après le 12 septembre 1990 de l'imposition des plus-values à long terme réalisées par les sociétés lors de la cession de titres du portefeuille (p. 3782).

– L'article 12, ainsi modifié, est adopté (p. 3782).

Art. 13 (Imposition des plus-values de cessions de titres non cotés) (p. 3782).

Parole sur l'article (p. 3782) : M. Jacques Oudin.

Adopté : amendement de suppression n° I-142 de la commission (p. 3785).

Retiré : amendement n° I-182 de M. Jacques Oudin : nouvelle rédaction de cet article (p. 3783).

Devenus sans objet : amendements de M. Paul Loridan, n° I-213 : application d'un taux réduit pour les cessions entre partenaires d'un rachat d'entreprise par les salariés (p. 3785) – Et n° I-214 : aménagement de la fiscalité concernant les plus-values dégagées à l'occasion de cessions de titres non cotés au bénéfice des détenteurs minoritaires (p. 3785) – Amendement n° I-101 de M. Michel Souplet : application des dispositions de cet article pour l'imposition des plus-values réalisées à compter du 1^{er} janvier 1991 (p. 3785) – Et n° I-97 de M. Paul Caron : possibilité pour les plus-values réalisées dans le cadre de l'article 160 d'être compensées avec les moins-values résultant de la cession de droits sociaux ne relevant pas de cet article, réalisées au cours de la même année ou reportables au titre des années antérieures (p. 3785).

– L'article 13 est supprimé (p. 3785).

Après l'art. 13 (p. 3785).

Rejeté : amendement n° I-19 de M. Robert Vizet : application d'un tarif progressif pour la taxation des plus-values retirées des cessions à titre onéreux de valeurs mobilières inscrites à la cote officielle d'une bourse de valeurs (p. 3786).

Art. 14 (Harmonisation des conditions d'imposition des professions non commerciales avec les professions commerciales) (p. 3786).

Adoptés : amendement n° I-186 de M. Louis Virapoullé : imposition au taux de 10 % pour les seules plus-values à long terme dégagées en cours d'exploitation (p. 3786) – Et n° I-143 de la commission : imposition à compter du 1^{er} janvier 1991 au taux de 10 % pour les seules plus-values à long terme dégagées en cours d'exploitation (p. 3787).

Irrecevable (article 40 de la Constitution) : amendement n° I-102 de M. Xavier de Villepin : extension des dispositions de l'article 16-III de la loi de finances rectificative pour 1990 et du II de cet article aux professionnels exerçant leur activité sous la forme d'entreprises individuelles (p. 3787).

– L'article 14, ainsi modifié, est adopté (p. 3787).

Après l'art. 14 (p. 3787).

Adopté : amendement n° I-257 de M. Etienne Dailly : mesures fiscales tendant à favoriser la fusion des sociétés civiles professionnelles (p. 3789).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3789).

Art. 15 (Modifications du critère de non-imposition pour le bénéfice des dégrèvements d'impôts locaux) (p. 3789).

Adoptés : amendements identiques de suppression n° I-144 de la commission et n° I-20 de M. Robert Vizet (p. 3790).

– L'article 15 est supprimé (p. 3790).

Art. 15 bis (Modifications du régime de calcul de la valeur locative des établissements industriels en cas de cessions d'établissement, de fusions, de scissions ou d'apports de sociétés) (p. 3790).

Adopté : amendement de suppression n° I-145 de la commission (p. 3791).

– L'article 15 bis est supprimé (p. 3791).

Art. 16 (*Réduction du montant de la déduction forfaitaire sur les revenus fonciers*) (p. 3791).

Parole sur l'article (p. 3791) : M. Geoffroy de Montalembert.

Adopté : amendement de suppression n° I-146 de la commission (p. 3794).

Devenu sans objet : amendement n° I-225 de M. Robert Lacombe : application d'un abattement forfaitaire au taux de 5 % pour les revenus des locaux loués pour un usage autre que l'habitation principale (p. 3794).

– L'article 16 est supprimé (p. 3794).

Après l'art. 16 (p. 3794).

Retiré : amendement n° I-130 de M. Geoffroy de Montalembert : augmentation du taux des déductions forfaitaires sur les revenus fonciers des propriétés rurales données à bail (p. 3795).

Devenu sans objet : amendement n° I-21 de M. Louis Minetti : possibilité pour les agriculteurs en difficulté, certifiés et assujettis au régime du bénéfice réel, de retenir une provision de 25 % sur la totalité du bénéfice et ce, dans la limite de 50.000 francs (p. 3722).

Art. 17 (*Reconduction pour 1991 des mesures d'allègement de taxe d'habitation et du prélèvement additionnel sur les habitations principales et les résidences secondaires*) (p. 3795).

Retiré : amendement n° I-147 de la commission : reconduction pour 1991 de diverses mesures de plafonnement de la taxe d'habitation par rapport aux revenus (p. 3795).

– L'article 17 est adopté (p. 3795).

Après l'art. 17 (p. 3797).

Rejetés : amendements de M. Robert Vizet, n° I-24 : dégrèvement d'office de la taxe d'habitation pour les contribuables qui occupent leur habitation principale dans les conditions prévues à l'article 1390 du code général des impôts et qui ont été exonérés de l'impôt sur le revenu l'année précédente (p. 3798) – N° I-25, n° I-26, n° I-27 et n° I-29 : relatifs à l'amélioration du calcul de la taxe d'habitation et aux mesures de dégrèvement en faveur de certains redevables afin d'assurer plus de justice fiscale (p. 3799) – N° I-30 : revalorisation du plafond de la taxe d'habitation afin d'augmenter chaque année le nombre des bénéficiaires des mesures d'allègement (p. 3800) – N° I-22 : augmentation du taux d'imposition des plus-values réalisées par les entreprises à partir de leurs opérations immobilières (p. 3800) – N° I-23 : exonération de toutes plus-values réalisées lors de la cession d'une résidence principale lorsque le prix de cession est inférieur à trois millions de francs (p. 3801) – N° I-28 : dégrèvement d'office de la taxe d'habitation sur le foncier bâti pour les contribuables qui au titre de l'année précédente n'étaient pas imposables sur le revenu (p. 3801) – N° I-31 : exonération de la taxe sur le foncier bâti pour une durée totale de 25 ans à compter du 1^{er} janvier 1991 pour les immeubles achevés par les organismes publics de logements locatifs sociaux après le 31 décembre 1972 (p. 3801) – Et n° I-166 : abrogation de l'article 47 de la loi de finances pour 1990 relatif à l'indexation de la dotation globale de fonctionnement (p. 3803).

Retiré : amendement n° I-104 de M. Paul Caron : élévation à 16,8 % du taux de prélèvement sur le produit net provisionnel de la TVA en 1991 pour le calcul de la dotation globale de fonctionnement (p. 3802).

Art. 17 bis (*Modification du régime des allègements de taxe d'habitation*) (p. 3795).

Adoptés : amendements de la commission, n° I-148 : exonération de la taxe d'habitation pour les seuls titulaires d'un contrat d'insertion qui la demandent (p. 3797) – Et n° I-149 : suppression de l'abattement à 3,7 % du taux de plafonnement de la taxe d'habitation en fonction du revenu (p. 3797).

– L'article 17 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 3797).

Art. 18 (*Institution d'une franchise de taxe sur la valeur ajoutée pour certains redevables*) – Adopté (p. 3803).

Après l'art. 18 (p. 3803).

Retiré : amendement n° I-53 de M. Philippe François (p. 3803).

Art. 19 (*Trimestrialisation du paiement de la taxe sur la valeur ajoutée*) – Adopté (p. 3804).

Art. 20 (*Imposition des organismes sans but lucratif à l'impôt sur les sociétés*) (p. 3813).

Parole sur l'article (p. 3813) : M. Jacques Oudin.

Adoptés : amendements identiques de suppression n° I-150 de la commission, n° I-106 de M. Xavier de Villepin et n° I-215 de M. Paul Loridant (p. 3819).

Devenus sans objet : amendement n° I-168 de M. Alain Pluchet : exonération de l'impôt sur les sociétés en faveur des organismes de sécurité sociale qui gèrent un régime obligatoire d'assurance maladie et maternité (p. 3819) – N° I-249 de M. Marcel Lucotte : exonération de la charge fiscale prévue à cet article en faveur des organismes d'intérêt général visés à l'article 238 bis du code général des impôts (p. 3819) – N° I-107 de M. Raymond Bouvier : exonération de l'impôt sur les sociétés en faveur des organismes de sécurité sociale gérant un régime obligatoire d'assurance maladie et maternité qui affecte la totalité du produit des placements financiers à la couverture des risques maladie et maternité (p. 3819) – N° I-188 de M. Josselin de Rohan : exonération de l'impôt sur les sociétés en faveur des organismes de sécurité sociale gérant un régime obligatoire d'assurance maladie et maternité qui affectent la totalité du produit des placements financiers à la couverture des risques maladie et maternité (p. 3819) – N° I-248 de M. Marcel Lucotte : exonération de l'impôt sur les sociétés en faveur des organismes régis par le code de sécurité sociale et le code rural et les groupements mutualistes régis par le code de la mutualité pour les produits de leur patrimoine affectés exclusivement à la couverture des risques maladie, maternité, vie et vieillesse (p. 3819) – N° I-183 de M. Jacques Oudin : exonération de l'impôt sur les sociétés en faveur des caisses nationales des entrepreneurs de travaux publics et des entrepreneurs de bâtiment pour les régimes de congés payés pour les produits des titres que ces organismes détiennent afin d'assurer la couverture des charges qui leurs incombent en application de la réglementation en vigueur (p. 3819) – N° I-108 de M. Paul Caron : exonération de l'impôt sur les sociétés en faveur des fondations reconnues d'utilité publique (p. 3819) – N° I-57 de M. Jean Chérioux : exonération de l'impôt sur les sociétés en faveur de tous les organismes caritatifs, philanthropiques, éducatifs et scientifiques (p. 3819) – Et n° I-109 de M. Xavier de Villepin : exonération de l'impôt sur les sociétés en faveur de tous les organismes caritatifs, philanthropiques, éducatifs et scientifiques (p. 3819).

– L'article 20 est supprimé (p. 3819).

Art. 21 (*Mesures diverses concernant la taxe sur la valeur ajoutée*) – Adopté (p. 3820).

Art. 22 (*Mesures diverses concernant l'imposition du profit réalisé sur les marchés à terme*) – Adopté (p. 3820).

Art. 23 (*Suppression et aménagement d'aides fiscales*) (p. 3820).

Adoptés : amendement n° I-216 de M. Paul Loridant : absence d'application des dispositions du I de l'article 39 quinquies A du code général des impôts pour les immeubles acquis ou achevés à compter du 1^{er} janvier 1991, à l'exception des immeubles neufs dont le permis de construire a été délivré avant le 1^{er} janvier 1991 (p. 3821) – Amendements identiques n° I-151 de la commission, n° I-54 de M. Philippe François, n° I-110 de M. Michel Souplet et n° I-167 de M. Louis Minetti : rétablissement du dégrèvement de la taxe intérieure sur les produits pétroliers applicable à l'essence de pétrole et au pétrole lampant à usage agricole (p. 3822) – Amendement n° I-111 de M. Louis Jung : maintien de la réduction de sept cents francs sur les droits de consommation dont bénéficient les petits producteurs d'eau-de-vie pour une quantité maximale de quinze hectolitres d'alcool par an (p. 3824).

Retirés : amendement n° I-187 de M. Louis Virapoullé : suppression de l'application des dispositions du I de l'article 39

quinquies A du code général des impôts pour les immeubles acquis ou achevés à compter du 1^{er} janvier 1992 – Et n° I-175 de M. Roland du Luart : rétablissement du dégrèvement de la taxe intérieure sur les produits pétroliers applicable à l'essence de pétrole et au pétrole lampant à usage agricole (p. 3821).

– L'article 23, ainsi modifié, est adopté (p. 3824).

Art. 24 (*Régime fiscal des opérations de fusion d'organismes de placement collectif en valeurs mobilières*) – Adopté (p. 3824).

Art. 25 (*Simplification des tarifs des droits de timbres relatifs à la navigation et à l'aménagement du recouvrement du droit de francisation*) – Adopté (p. 3824).

Avant l'art. 26 (p. 3824).

Rejeté : amendement n° I-121 de M. Louis Virapoullé : institution d'une vignette pour tout propriétaire d'un véhicule à deux roues à moteur d'une cylindrée de 1.500 centimètres cubes ou plus, fabriqué hors de France ou hors d'un Etat membre de la Communauté économique européenne (p. 3825).

Irrecevables (article 40 de la Constitution) : amendement n° I-184 de M. Jacques Oudin : possibilité offerte aux entreprises de constituer un crédit d'impôt au titre des dépenses exposées par la mise à disposition du personnel formateur de leur entreprise et au titre des prêts de personnels ou de matériels à des organismes de formation professionnelle (p. 3825) – Et n° I-122 de M. Louis Virapoullé : exonération du paiement de la taxe d'habitation en faveur de tout étudiant originaire d'un département ou d'un territoire d'outre-mer qui effectue des études supérieures dans une université située sur le territoire métropolitain (p. 3826).

Art. 26 (*Assujettissement à la taxe sur la valeur ajoutée des avocats, avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation et avoués*) (p. 3826).

Adoptés : amendements de la commission, n° I-152 : suppression du mécanisme d'assujettissement en cours d'année des avocats, des avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation et des avoués lorsque le montant de leur chiffre d'affaires de l'année en cours dépasse 300.000 francs (p. 3827) – Et de coordination n° I-153 (p. 3827).

Rejetés : amendements de M. Robert Vizet, de suppression n° I-33 (p. 3827) – Et n° I-34 : assujettissement à la TVA au taux de 5,50 % des prestations des avocats, des avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation, et avoués lorsqu'elles relèvent de leur activité spécifique telle qu'elle est définie par la réglementation applicable à leur profession (p. 3828).

Retirés : amendement n° I-112 de M. Xavier de Villepin : soumission au taux minoré de la TVA des prestations effectuées par les avocats, les avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation et les avoués d'appel lorsqu'elles relèvent de leur activité spécifique telle qu'elle est définie par la réglementation applicable à leur profession (p. 3828) – Et n° I-113 de M. Louis Jung : assujettissement des prestations des avocats à la TVA au taux minoré à compter du 1^{er} janvier 1992 (p. 3828).

– L'article 26, ainsi modifié, est adopté (p. 3828).

Après l'art. 26 (p. 3828).

Retirés : amendement n° I-217 de M. Paul Loridant : bénéfice du taux réduit de TVA en faveur des entreprises de traitement des ordures ménagères (p. 3829) – Et n° I-250 de M. Marcel Lucotte : fixation à 5,50 % de la TVA perçue sur les prestations relatives au traitement des ordures ménagères (p. 3830).

Irrecevable (article 40 de la Constitution) : amendement n° I-114 de M. Pierre Vallon : bénéfice du taux réduit de TVA en faveur des entreprises de traitement des ordures ménagères (p. 3829).

Art. 27 (*Adaptation à la 18^e directive communautaire du régime de taxe sur la valeur ajoutée applicable aux déchets neufs d'industrie et aux matières de récupération*) – Adopté (p. 3830).

Après l'art. 27 (p. 3830).

Retiré : amendement n° I-218 de Michel Moreigne : allègement fiscal en faveur des opérations d'achat de matériel agricole

d'occasion réalisées par les redevables soumis au régime du forfait (p. 3831).

Art. 28 (*Taxation à la taxe sur la valeur ajoutée des opérations portant sur les bateaux destinés à la navigation de commerce sur les fleuves internationaux*) – Adopté (p. 3831).

Art. 28 bis (*Relèvement du tarif de la redevance sur la consommation d'eau perçue au profit du Fonds national de développement des adductions d'eau (FNDAE)*) (p. 3831).

Adopté : amendement n° I-154 de la commission : augmentation de deux centimes de la taxe perçue par le Fonds national pour le développement des adductions d'eau par mètre cube d'eau (p. 3835).

Devenu sans objet : amendement n° I-219 de M. Michel Moreigne : augmentation d'un centime de la taxe perçue par le Fonds national pour le développement des adductions d'eau par mètre cube d'eau (p. 3835).

– L'article 28 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 3835).

Art. 29 (*Réforme des taxes sur les produits des exploitations forestières*) (p. 3835).

Parole sur l'article (p. 3837, 3838) : *MM. Robert Vizet, Michel Charasse, ministre.*

Adoptés : amendements identiques n° I-190 de M. Jacques Valade et n° I-129 de M. Philippe Adnot : suppression de la taxation pour une même entreprise des produits intermédiaires qui entrent dans la fabrication de produits taxables (p. 3842) – N° I-155 de la commission : réduction du taux de la taxe unique sur certains produits forestiers de 1,5 % à 1,3 % (p. 3842) – Amendements de coordination du Gouvernement n° I-260 et n° I-261 (p. 3842) – Amendement n° I-192 de M. André-Georges Voisin : déductibilité à titre transitoire de la taxe du Fonds forestier national déjà acquittée sur les stocks de grumes et de sciages au 1^{er} janvier 1991, de la taxe foncière due en 1991 selon les nouvelles modalités (p. 3842).

Retirés : amendement de suppression n° I-115 de M. Xavier de Villepin (p. 3842) – Amendement n° I-251 de M. Marcel Lucotte : exemption du paiement de la taxe forestière instituée par l'article 1613 du code général des impôts en faveur des papiers et cartons (p. 3842) – N° I-131 de M. Geoffroy de Montalembert : obligation pour le Fonds forestier national de passer des conventions pluriannuelles avec le centre technique du bois et de l'ameublement, des centres régionaux de la propriété foncière, l'association nationale pour le développement agricole afin de déterminer les subventions allouées à ces organismes (p. 3841) – N° I-189 de M. Jacques Valade : fixation pour une valeur ajoutée comparable d'un même taux pour les différentes branches d'activité taxées à la seule exception des papiers cartons (p. 3841) – Amendements identiques n° I-128 de M. Philippe Adnot et n° I-191 de M. André-Georges Voisin : suppression de la taxe sur les produits forestiers versée au profit du budget annexe des prestations sociales agricoles (p. 3842).

– L'article 29, ainsi modifié, est adopté (p. 3842).

Art. 30 (*Aménagement des taux de la taxe sur la valeur ajoutée*) (p. 3842).

Adoptés : amendement n° I-156 de la commission : suppression de la disposition assujettissant à la TVA au taux de 2,1 % la redevance pour la télévision (p. 3842) – Et n° I-116 de M. Louis Jung : application du taux réduit de TVA au droit d'entrée dans les expositions à but culturel (p. 3843).

Retiré : amendement n° I-236 de M. Yves Goussebaire-Dupin : application du taux réduit de 5,5 % pour tous les soins dispensés sur prescription médicale à l'ensemble des établissements thermaux quels que soient leur forme juridique et le statut juridique de l'entité dont ils dépendent s'ils sont dûment autorisés et s'ils ont passé convention avec l'assurance maladie (p. 3843).

– L'article 30, ainsi modifié, est adopté (p. 3843).

Après l'art. 30 (p. 3843).

Adopté : amendement de la commission des affaires culturelles n° I-125 : élévation de 140 à 200 du nombre de représentations théâtrales bénéficiant du taux réduit de TVA (p. 3845).

Rejeté : amendement n° I-35 de M. Robert Vizet : exonération de la taxe sur les salaires en faveur des organismes et des associations de tourisme social et familial à but non lucratif quel que soit leur régime d'assujettissement à la taxe sur la valeur ajoutée (p. 3843).

Retirés : amendement n° I-55 de M. Philippe François : revalorisation des taux de remboursement forfaitaires prévus au I bis de l'article 298 quater du code général des impôts (p. 3846) – Et n° I-252 de M. Marcel Lucotte : revalorisation des taux de remboursement forfaitaires prévus au I-bis de l'article 298 quater du code général des impôts (p. 3846).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3846).

Art. 31 (*Mesures en faveur des entreprises commerciales et artisanales*) (p. 3846).

Rejetés : amendements de M. Robert Vizet, n° I-36 : élévation de la limite du chiffre d'affaires conditionnant l'application de l'article 1649 quater D du code général des impôts à 300.000 francs toutes taxes comprises pour les entreprises prestataires de services et à 1.000.000 francs toutes taxes comprises, pour les entreprises de vente par correspondance (p. 3846) – N° I-37 : accroissement de la réduction d'impôt accordée aux adhérents à un centre agréé ou à une association agréée afin d'en multiplier le nombre (p. 3847) – Et n° I-38 : élévation de 17.000 francs à 19.000 francs de la limite fixée au paragraphe I de l'article 154 du code général des impôts, relative à la prise en compte pour déduction du salaire du conjoint de l'exploitant individuel (p. 3847).

– L'article 31 est adopté (p. 3847).

Après l'art. 31 (p. 3847).

Rejeté : amendement n° I-39 de M. Robert Vizet : extension de l'abattement de 20 % sur l'imposition des revenus de l'année 1990, aux professionnels soumis au régime forfaitaire (p. 3848).

Art. 32 (*Constitution d'une provision d'équilibrage en matière d'assurance-crédit*) (p. 3848).

Adoptés : amendement rédactionnel n° I-157 de la commission (p. 3849) ; sous-amendement n° I-220 de M. Paul Lorient (p. 3849).

– L'article 32, ainsi modifié, est adopté (p. 3849).

Art. 33 (*Dispositions relatives à l'exonération des plus-values réalisées lors de la cession de terrains situés dans les départements d'outre-mer*) (p. 3849).

Adopté : amendement n° I-221 de M. Georges Othily : intégration des investissements liés aux loisirs dans le champ d'application des activités du tourisme et de l'hôtellerie (p. 3850).

– L'article 33, ainsi modifié, est adopté (p. 3850).

Art. 34 (*Aménagement de la taxe sur les bureaux en région Ile-de-France*) (p. 3850).

Adoptés : amendements de la commission, n° I-158 : suppression de la fixation rétroactive de la date d'entrée en vigueur de la taxe sur les bureaux en région d'Ile-de-France (p. 3850) – Et n° I-159 : exonération du paiement de la taxe des bureaux en région d'Ile-de-France en faveur des dépendances du domaine public des collectivités territoriales et de leurs établissements publics (p. 3852).

Devenu sans objet : amendement n° I-222 de M. Paul Lorient : exonération du paiement de la taxe sur les bureaux en région d'Ile-de-France en faveur des locaux municipaux affectés à l'usage du service public local (p. 3852).

– L'article 34, ainsi modifié, est adopté (p. 3852).

Art. 35 (*Majoration des tarifs des droits de timbres relatifs au permis de chasser*) (p. 3852).

Rejeté : amendement de suppression n° I-40 de M. Louis Minetti (p. 3853).

– L'article 35 est adopté (p. 3853).

Art. 36 (*Relèvement du droit de consommation sur les tabacs*) (p. 3853).

Parole sur l'article (p. 3853) : M. Jacques Oudin.

Adoptés : amendements identiques n° I-1 de la commission des affaires culturelles, n° I-117 de M. Paul Caron et n° I-227 de M. Charles Descours : relèvement de 15 % du droit de consommation des tabacs dès le 1^{er} janvier 1991 (p. 3856) – N° I-229 de M. Jacques de Menou : fixation à 29,95 % au lieu de 30,95 % du taux normal applicable aux cigares (p. 3857).

Devenu sans objet : amendement n° I-230 de M. Jacques de Menou : fixation à 30,95 % du taux normal applicable aux cigares de plus de trois grammes et à 26,90 % du taux applicable aux cigares de moins de trois grammes (p. 3857).

– L'article 36, ainsi modifié, est adopté (p. 3857).

Art. 37 (*Reconduction du prélèvement sur les entreprises pétrolières*) (p. 3857).

Rejeté : amendement n° I-41 de M. Robert Vizet : élévation du taux du prélèvement exceptionnel sur les entreprises pétrolières à 25 % du bénéfice net imposable (p. 3858).

– L'article 37 est adopté (p. 3858).

Après l'art. 37 (p. 3858).

Retirés : amendement n° I-56 de M. Philippe François : application aux seuls contrats conclus à partir du 1^{er} janvier 1990 des récentes modifications intervenues en matière de régime fiscal applicable aux contrats de crédit-bail et à la cession de biens acquis dans le cadre de tels contrats (p. 3858) – N° I-223 de M. Robert-Paul Vigouroux : relèvement du taux de la taxe sur les allumettes et sur les briquets (p. 3859) – N° I-161 de la commission : institution d'un prélèvement de 4 % sur l'ensemble des sommes mises aux jeux dont l'exploitation est assurée par la société « France-Loto » (p. 3860) – Et n° I-226 de M. François Lesein : élévation à 0,254 % à compter du 1^{er} janvier 1991 du taux du prélèvement opéré sur le pari mutuel urbain (p. 3861).

C – Mesures diverses

Art. 38 (*Création d'une contribution des exploitants publics la Poste et France-télécom au fonctionnement du ministère des Postes, des Télécommunications et de l'Espace*) – Adopté (p. 3861).

Après l'art. 38 (p. 3861).

Retiré : amendement n° I-118 de M. Paul Caron : réduction de 8,9 % à 7,8 % du taux de la retenue pour pensions des fonctionnaires civils et militaires.

II – Ressources affectées

Art. 39 (*Dispositions relatives aux affectations*) – Adopté (p. 3861).

Art. 40 (*Actualisation des taux de la taxe sur les huiles perçue au profit du BAPSA*) – Adopté (p. 3861).

TITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES AUX CHARGES

Art. 41 (*Majoration des rentes viagères*) – Adopté (p. 3862).

Avant l'art. 42 (p. 3862).

Adopté : amendement n° I-264 du Gouvernement : multiplication par 0,96 % à compter de 1991 du taux de la taxe professionnelle pour 1986 mentionnée au 4^e alinéa du IV de l'article VI de la loi n° 86-1317 du 30 décembre 1986 (p. 3862).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3862).

TITRE III

DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES

Art. 42 (*Equilibre général du budget*) (p. 3862).

Parole sur l'article (p. 3874 ; 3882) : MM. Jacques Chaumont, rapporteur spécial (relation financière avec les Communautés

européennes); *Xavier de Villepin, René Régnault, Ernest Cartigny, Robert Vizet, Maurice Schumann, Elisabeth Guigou, ministre.*

Adoptés : amendement n° I-61 de la commission : traduction des propositions de la commission des finances en matière d'économie budgétaire et poursuite du programme de privatisation par la majoration des recettes de 30,6 milliards de francs, la minoration des dépenses ordinaires civiles de 11 milliards de francs et des dépenses en capital de 4,4 milliards de francs (p. 3884) – Et de coordination n° I-265 du Gouvernement (p. 3886).

Explications de vote sur l'ensemble de la première partie (p. 3886, 3892) : *MM. Christian Poncelet, président de la commission des finances ; Ambroise Dupont, Xavier de Villepin, Robert Vizet, Ernest Cartigny, René Régnault, Jacques Habert, Michel Charasse, ministre.*

Scrutin public de droit n° 42 (p. 3892).

Adoption de la première partie du projet de loi de finances (24 novembre 1990) (p. 3892).

DEUXIÈME PARTIE MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

Ordre de présentation de l'analyse des crédits affectés aux différents départements ministériels

Budgets

I. – BUDGETS CIVILS

A. – Budget général.

Affaires étrangères.

Agriculture et forêt (+ art. 84 bis).

Anciens combattants (+ art. 85).

Coopération et développement.

Culture et communication :

- Culture.

- Communication (+ art. 65 et après l'art. 85).

Départements et territoires d'outre-mer.

Économie, finances et budget :

- I. – Charges communes (et rapatriés) (+ art. 52 à 60 et après l'art. 85)

- II. – Services financiers et consommation

- Commerce extérieur

Éducation nationale, enseignements scolaire et supérieur :

- I. – Enseignement scolaire (+ art. 86 et 87)

- II. – Enseignement supérieur

Éducation nationale, jeunesse et sports.

Équipement, logement, transport et mer :

- I. – Urbanisme, logement et services communs (+ art. 88)

- II. – Transports intérieurs :

- 1. Transports terrestres

- Voies navigables (+ art. 89)

- 2. Routes

- 3. Sécurité routière

- III. – Aviation civile (+ art. 90) et IV. – Météorologie et budget annexe de la navigation aérienne

- V. – Mer

- Marine marchande

- Ports maritimes

Industrie et aménagement du territoire :

- I. – Industrie

- II. – Aménagement du territoire

- III. – Commerce et artisanat (+ art. 91)

- IV. – Tourisme

Intérieur :

- Administration centrale et sécurité.

- Administration territoriale, collectivités locales et décentralisation.

Justice.

Postes, télécommunications et espace (+ art. 51).

Recherche et technologie.

Services du Premier ministre :

- I. – Services généraux

- Économie sociale

- II. – S.G.D.N.

- III. – Conseil économique et social

- IV. – Plan

- V. – Environnement

Solidarité, santé et protection sociale (+ art. 92, 93 à 99 bis).

Travail, emploi et formation professionnelle et services communs.

B. – Budgets annexes.

Imprimerie nationale

Journaux officiels

Légion d'honneur - Ordre de la Libération

Navigation aérienne (voir Budget général : Équipement, logement, transport et mer : IV. – Météorologie)

Monnaies et Médailles

Prestations sociales agricoles (+ art. 84 et après l'art. 84)

II. – DÉFENSE

Exposé d'ensemble et dépenses en capital (+ art. 47)

Dépenses ordinaires (+ art. 46)

III. – AUTRES DISPOSITIONS

Comptes spéciaux du Trésor (voir aussi Budget général : Économie, finances et budget : I. – Charges communes (et rapatriés)).

Observations de la commission des Finances sur le rapport annuel de la Cour des comptes.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Discussion (27 novembre 1990) (p. 4009, 4051) :

MM. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères ; Yves Guéna, rapporteur spécial de la commission des finances ; Claude Mont, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères ; Paul Alduy, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères (relations culturelles extérieures) ; Jean Delaneau, rapporteur pour avis de la commis-

sion des affaires culturelles (relations culturelles, scientifiques et techniques); Jacques Habert, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (francophonie); Jean Lecanuet, président de la commission des affaires étrangères; Jean-Pierre Bayle, Hubert Durand-Chastel, Maurice Couve de Murville, Jean-Pierre Cantegrit, Jean Garcia, Jean-Pierre Masseret, Pierre Biarnès, Thierry de Beaucé, secrétaire d'Etat chargé des relations culturelles internationales; Mme Elisabeth Guigou, ministre chargé des affaires européennes; M. Alain Decaux, ministre chargé de la francophonie.

Acte unique européen: Guéna (Yves) (p. 4016); Guigou (Elisabeth) (p. 4041).

Affaires étrangères (budget): Alduy (Paul) (p. 4020); Bayle (Jean-Pierre) (p. 4027); Beaucé (Thierry de) (p. 4039); Delaneau (Jean) (p. 4022); Dumas (Roland) (p. 4009); Durand-Chastel (Hubert) (p. 4030); Guéna (Yves) (p. 4014); Mont (Claude) (p. 4018).

Affaires étrangères (personnels): Dumas (Roland) (p. 4010); Guéna (Yves) (p. 4014).

Affaires européennes (budget): Dumas (Roland) (p. 4047).

Afrique: Bayle (Jean-Pierre) (p. 4029); Biarnès (Pierre) (p. 4037); Dumas (Roland) (p. 4013).

Afrique du Nord: Biarnès (Pierre) (p. 4038); Dumas (Roland) (p. 4049).

Aide au développement: Bayle (Jean-Pierre) (p. 4030); Beaucé (Thierry de) (p. 4039); Delaneau (Jean) (p. 4022); Dumas (Roland) (p. 4010; 4047); Durand-Chastel (Hubert) (p. 4031).

Allemagne (réunification): Bayle (Jean-Pierre) (p. 4027); Couve de Murville (Maurice) (p. 4033); Garcia (Jean) (p. 4034); Guéna (Yves) (p. 4016).

Alliance française: Alduy (Paul) (p. 4020); Beaucé (Thierry de) (p. 4039).

Amérique latine: Beaucé (Thierry de) (p. 4040); Dumas (Roland) (p. 4014).

Asie: Bayle (Jean-Pierre) (p. 4029); Beaucé (Thierry de) (p. 4040); Dumas (Roland) (p. 4013; 4014).

Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD): Dumas (Roland) (p. 4011; 4049); Masseret (Jean-Pierre) (p. 4037).

Centre de conférences internationales: Dumas (Roland) (p. 4010); Durand-Chastel (Hubert) (p. 4030); Guéna (Yves) (p. 4015).

Commission des communautés européennes: Guéna (Yves) (p. 4016).

Communauté économique européenne (CEE): Bayle (Jean-Pierre) (p. 4028); Couve de Murville (Maurice) (p. 4033); Dumas (Roland) (p. 4012; 4048); Garcia (Jean) (p. 4034; 4035); Guéna (Yves) (p. 4016; 4018); Guigou (Elisabeth) (p. 4041; 4042); Lecanuet (Jean) (p. 4025); Masseret (Jean-Pierre) (p. 4037); Mont (Claude) (p. 4019).

Communauté économique européenne (CEE) (institutions): Bayle (Jean-Pierre) (p. 4029).

Communication audiovisuelle: Decaux (Alain) (p. 4044; 4045); Delaneau (Jean) (p. 4021; 4022); Habert (Jacques) (p. 4024).

Conflits armés: Couve de Murville (Maurice) (p. 4032); Dumas (Roland) (p. 4047); Lecanuet (Jean) (p. 4026).

Conseil européen: Dumas (Roland) (p. 4012); Guigou (Elisabeth) (p. 4042).

Conseil supérieur des français de l'étranger (CSFE): Dumas (Roland) (p. 4010; 4048); Durand-Chastel (Hubert) (p. 4030).

Coopération culturelle, scientifique et technique: Decaux (Alain) (p. 4045); Habert (Jacques) (p. 4023).

Coopération européenne: Guigou (Elisabeth) (p. 4043).

Démocratie: Dumas (Roland) (p. 4013); Guéna (Yves) (p. 4017); Guigou (Elisabeth) (p. 4042); Masseret (Jean-Pierre) (p. 4037); Mont (Claude) (p. 4019).

Désarmement: Bayle (Jean-Pierre) (p. 4028); Dumas (Roland) (p. 4011; 4049); Garcia (Jean) (p. 4034; 4035); Mont (Claude) (p. 4019).

Dialogue Nord-Sud: Bayle (Jean-Pierre) (p. 4029); Dumas (Roland) (p. 4013).

Ecoles françaises à l'étranger: Alduy (Paul) (p. 4020); Bayle (Jean-Pierre) (p. 4027); Beaucé (Thierry de) (p. 4039); Delaneau (Jean) (p. 4021); Dumas (Roland) (p. 4010); Durand-Chastel (Hubert) (p. 4030; 4031); Guéna (Yves) (p. 4015).

Endettement international: Dumas (Roland) (p. 4013).

Enseignants: Delaneau (Jean) (p. 4021).

Etat-civil (Nantes): Dumas (Roland) (p. 4048); Durand-Chastel (Hubert) (p. 4030).

Europe: Biarnès (Pierre) (p. 4038).

Europe de l'Est: Alduy (Paul) (p. 4020); Bayle (Jean-Pierre) (p. 4027; 4028); Couve de Murville (Maurice) (p. 4033); Delaneau (Jean) (p. 4021); Dumas (Roland) (p. 4010; 4011; 4049); Guigou (Elisabeth) (p. 4043); Habert (Jacques) (p. 4024); Lecanuet (Jean) (p. 4025); Mont (Claude) (p. 4019).

Europe (recherche): Biarnès (Pierre) (p. 4038).

Europe (sociale): Masseret (Jean-Pierre) (p. 4037).

Expatriés: Cantegrit (Jean-Pierre) (p. 4034).

Français de l'étranger: Dumas (Roland) (p. 4049).

Français de l'étranger (protection sociale): Cantegrit (Jean-Pierre) (p. 4034); Durand-Chastel (Hubert) (p. 4030; 4031).

Francophonie: Alduy (Paul) (p. 4020); Decaux (Alain) (p. 4044; 4045); Guéna (Yves) (p. 4015); Habert (Jacques) (p. 4023; 4024).

Francophonie (budget): Habert (Jacques) (p. 4023).

Golfe persique (crise): Bayle (Jean-Pierre) (p. 4029); Biarnès (Pierre) (p. 4038); Couve de Murville (Maurice) (p. 4032); Dumas (Roland) (p. 4009; 4012; 4047; 4048); Garcia (Jean) (p. 4035); Lecanuet (Jean) (p. 4025; 4026); Mont (Claude) (p. 4018).

Institut du monde arabe: Beaucé (Thierry de) (p. 4040); Dumas (Roland) (p. 4046); Guéna (Yves) (p. 4015); Mont (Claude) (p. 4018).

Langue et culture françaises: Alduy (Paul) (p. 4020); Beaucé (Thierry de) (p. 4040); Decaux (Alain) (p. 4044; 4045); Habert (Jacques) (p. 4024).

La Villette (cité des sciences et de l'industrie): Habert (Jacques) (p. 4023).

Liban: Bayle (Jean-Pierre) (p. 4029); Couve de Murville (Maurice) (p. 4033); Dumas (Roland) (p. 4013); Lecanuet (Jean) (p. 4025); Mont (Claude) (p. 4018).

Livres: Beaucé (Thierry de) (p. 4040); Decaux (Alain) (p. 4045).

Migrations: Bayle (Jean-Pierre) (p. 4028); Biarnès (Pierre) (p. 4038); Masseret (Jean-Pierre) (p. 4037).

Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA): Bayle (Jean-Pierre) (p. 4027); Dumas (Roland) (p. 4010); Guéna (Yves) (p. 4014); Mont (Claude) (p. 4018).

Organisation des Nations Unies (ONU): Dumas (Roland) (p. 4047; 4048); Garcia (Jean) (p. 4035; 4036); Lecanuet (Jean) (p. 4025; 4026).

Parlement: Guéna (Yves) (p. 4017).

Parlement européen: Guéna (Yves) (p. 4015); Guigou (Elisabeth) (p. 4040); Masseret (Jean-Pierre) (p. 4037).

Parlement (information): Dumas (Roland) (p. 4012); Guigou (Elisabeth) (p. 4042).

Pays de l'Est: Guéna (Yves) (p. 4017).

Pays les moins avancés (PMA): Beaucé (Thierry de) (p. 4039); Dumas (Roland) (p. 4013); Garcia (Jean) (p. 4035).

Sécurité publique : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 4027) ; *Biarnes (Pierre)* (p. 4038).

Titularisations : *Durand-Chastel (Hubert)* (p. 4031).

Union de l'Europe occidentale (UEO) : *Dumas (Roland)* (p. 4012) ; *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 4036).

Examen des crédits (27 novembre 1990) (p. 4051, 4052) : *MM. Jean Delaneau, rapporteur pour avis ; Yves Guéna, rapporteur spécial ; Jean Garcia, Louis Jung, Jean-Pierre Bayle, Charles de Cuttoli, Etienne Dailly.*

Etat B – Titres III et IV – Adoptés (p. 4051).

Etat C – Titres V et VI – Adoptés (p. 4051, 4052).

AGRICULTURE ET FORET

Discussion (29 novembre 1990) (p. 4148, 4204) :

MM. Louis Mermaz, ministre de l'agriculture ; Roland du Luart, rapporteur spécial de la commission des finances ; Alain Pluchet, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Alain Pluchet, en remplacement de M. Maurice Arreckx, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (aménagement rural) ; Aubert Garcia, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (industries agricoles et alimentaires) ; Albert Vecten, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (enseignement agricole) ; Paul Girod, Marcel Daunay, Félix Leyzour ; Fernand Tardy, Ambroise Dupont, Jean Grandon, Georges Gruillot, Guy Robert, Louis Minetti, Georges Berchet, Serge Mathieu, Roger Husson, Jacques Machet, Charles-Edmond Lenglet, Gérard Roujas, Jean Boyer, Gérard César, François Blaizot, Raymond Soucaret, Germain Authié, Jean Pépin, Michel Doublet, Rémi Herment, Jean Royer, Jean-Pierre Demerliat, Jean-Paul Chambriard, Emmanuel Hamel, Jean Pourchet, Louis Brives, Jean-Pierre Tizon, Roger Besse, Jean Caupert, Bernard Hugo.

Abattoirs : *Gruillot (Georges)* (p. 4168) ; *Tardy (Fernand)* (p. 4165).

Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) : *Caupert (Joseph)* (p. 4193) ; *César (Gérard)* (p. 4179) ; *Daunay (Marcel)* (p. 4162) ; *Dupont (Ambroise)* (p. 4165) ; *Garcia (Aubert)* (p. 4158) ; *Gruillot (Georges)* (p. 4168) ; *Hugo (Bernard)* (p. 4195) ; *Luart (Roland du)* (p. 4155) ; *Mermaz (Louis)* (p. 4149 ; 4196 ; 4198) ; *Pluchet (Alain)* (p. 4156) ; *Robert (Guy)* (p. 4170) ; *Roger (Jean)* (p. 4187) ; *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 4192).

Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) (« Uruguay Round ») : *Mermaz (Louis)* (p. 4148 ; 4197) ; *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 4191).

Agriculteurs : *Doublet (Michel)* (p. 4185) ; *Gruillot (Georges)* (p. 4169) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 4189) ; *Herment (Rémi)* (p. 4186) ; *Husson (Roger)* (p. 4174) ; *Mathieu (Serge)* (p. 4172) ; *Pourchet (Jean)* (p. 4190) ; *Roger (Jean)* (p. 4186).

Agriculteurs (conjoints) : *Mermaz (Louis)* (p. 4200) ; *Vecten (Albert)* (p. 4160).

Agriculteurs (endettement) : *Boyer (Jean)* (p. 4178) ; *Demerliat (Jean-Pierre)* (p. 4187) ; *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 4191).

Agriculteurs en difficulté : *Boyer (Jean)* (p. 4178) ; *Caupert (Joseph)* (p. 4193) ; *Doublet (Michel)* (p. 4185) ; *Girod (Paul)* (p. 4161) ; *Luart (Roland du)* (p. 4155) ; *Mermaz (Louis)* (p. 4200) ; *Pluchet (Alain)* (p. 4156) ; *Soucaret (Raymond)* (p. 4182) ; *Tardy (Fernand)* (p. 4164).

Agriculteurs (formation) : *Boyer (Jean)* (p. 4178) ; *Pluchet (Alain)* (p. 4156) ; *Vecten (Albert)* (p. 4160).

Agriculteurs (jeunes) : *Berchet (Georges)* (p. 4171) ; *Caupert (Joseph)* (p. 4194) ; *César (Gérard)* (p. 4179) ; *Chambriard (Jean-Paul)* (p. 4188) ; *Herment (Rémi)* (p. 4186) ; *Luart (Roland de)* (p. 4154 ; 4155) ; *Machet (Jacques)* (p. 4176) ; *Mermaz (Louis)* (p. 4152) ; *Pourchet (Jean)* (p. 4190).

Agriculture : *Boyer (Jean)* (p. 4178).

Agriculture (aides européennes) : *Leyzour (Félix)* (p. 4164).

Agriculture (budget) : *Berchet (Georges)* (p. 4171) ; *Boyer (Jean)* (p. 4178) ; *Daunay (Marcel)* (p. 4162) ; *Doublet (Michel)* (p. 4185) ; *Lenglet (Charles-Edmond)* (p. 4176) ; *Leyzour (Félix)* (p. 4163) ; *Mermaz (Louis)* (p. 4190).

Agriculture (diversité) : *Besse (Roger)* (p. 4193) ; *Daunay (Marcel)* (p. 4163) ; *Luart (Roland du)* (p. 4155) ; *Mermaz (Louis)* (p. 4152) ; *Pépin (Jean)* (p. 4184).

Agriculture (ministère) : *Lenglet (Charles-Edmond)* (p. 4176).

Agro-alimentaire (industrie) : *Blaizot (François)* (p. 4181) ; *Garcia (Aubert)* (p. 4158 ; 4159) ; *Girod (Paul)* (p. 4161) ; *Hugo (Bernard)* (p. 4194) ; *Lenglet (Charles-Edmond)* (p. 4176) ; *Leyzour (Félix)* (p. 4164) ; *Luart (Roland du)* (p. 4155) ; *Roger (Jean)* (p. 4186 ; 4187).

Aide alimentaire : *Mermaz (Louis)* (p. 4150).

Alimentation : *Mermaz (Louis)* (p. 4151 ; 4196).

Allemagne de l'Est : voir République fédérale d'Allemagne (RFA).

Allemagne (réunification) : *Grandon (Jean)* (p. 4167).

Aménagement du territoire : *César (Gérard)* (p. 4179) ; *Roger (Jean)* (p. 4187) ; *Roujas (Gérard)* (p. 4177).

Aménagement rural : *Authié (Germain)* (p. 4183) ; *Blaizot (François)* (p. 4180 ; 4181) ; *Caupert (Joseph)* (p. 4193) ; *Luart (Roland du)* (p. 4153) ; *Mermaz (Louis)* (p. 4196) ; *Pluchet (Alain)* (p. 4157 ; 4158).

Appellations d'origine contrôlée (AOC) : *Garcia (Aubert)* (p. 4172) ; *Mathieu (Serge)* (p. 4172).

Arboriculture : *Luart (Roland du)* (p. 4155).

Balance commerciale : *Authié (Germain)* (p. 4182) ; *Chambriard (Jean-Paul)* (p. 4188) ; *Dupont (Ambroise)* (p. 4165) ; *Garcia (Aubert)* (p. 4158 ; 4172) ; *Gruillot (Georges)* (p. 4168 ; 4169) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 4190) ; *Hugo (Bernard)* (p. 4194) ; *Mermaz (Louis)* (p. 4199) ; *Roger (Jean)* (p. 4186 ; 4187) ; *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 4192).

Barrages : *Brives (Louis)* (p. 4191).

Bâtiments publics : *Tardy (Fernand)* (p. 4165).

Bois (industrie) : *Pépin (Jean)* (p. 4184).

Bombardiers d'eau : *Pluchet (Alain)* (p. 4158).

Bourses d'études : *Mathieu (Serge)* (p. 4173).

Budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) : *Machet (Jacques)* (p. 4175) ; *Tardy (Fernand)* (p. 4164).

Calamités agricoles : *Blaizot (François)* (p. 4181) ; *Boyer (Jean)* (p. 4178) ; *Brives (Louis)* (p. 4191) ; *César (Gérard)* (p. 4179) ; *Chambriard (Jean-Paul)* (p. 4189) ; *Garcia (Aubert)* (p. 4172) ; *Gruillot (Georges)* (p. 4167) ; *Lenglet (Charles-Edmond)* (p. 4177) ; *Mathieu (Serge)* (p. 4172) ; *Mermaz (Louis)* (p. 4200) ; *Minetti (Louis)* (p. 4170) ; *Pluchet (Alain)* (p. 4155) ; *Robert (Guy)* (p. 4169) ; *Roger (Jean)* (p. 4187) ; *Roujas (Gérard)* (p. 4177) ; *Soucaret (Raymond)* (p. 4182) ; *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 4191).

Carburants agricoles : *Gruillot (Georges)* (p. 4168) ; *Herment (Rémi)* (p. 4186) ; *Lenglet (Charles-Edmond)* (p. 4176) ; *Machet (Jacques)* (p. 4176) ; *Mathieu (Serge)* (p. 4174) ; *Mermaz (Louis)* (p. 4196 ; 4200) ; *Roger (Jean)* (p. 4187).

Centres régionaux de la propriété forestière : *Luart (Roland du)* (p. 4154).

Change (taux) : *Machet (Jacques)* (p. 4175).

Charges sociales : *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 4192).

Comités régionaux de l'enseignement agricole : *Vecten (Albert)* (p. 4160).

Commerce international : *Daunay (Marcel)* (p. 4163) ; *Doublet (Michel)* (p. 4185) ; *Girod (Paul)* (p. 4161) ; *Roger (Jean)* (p. 4187).

Commission des Communautés européennes : *Mermaz (Louis)* (p. 4148).

Communauté économique européenne (CEE): *Brives (Louis)* (p. 4191); *Girod (Paul)* (p. 4161); *Grandon (Jean)* (p. 4166); *Gruillot (Georges)* (p. 4167); *Husson (Roger)* (p. 4174); *Leyzour (Félix)* (p. 4164); *Luart (Roland du)* (p. 4155); *Mermaz (Louis)* (p. 4149; 4196); *Robert (Guy)* (p. 4169); *Roujas (Gérard)* (p. 4178); *Vecten (Albert)* (p. 4159).

Communauté économique européenne (CEE) (ressources propres): *Pluchet (Alain)* (p. 4155).

Communauté économique européenne (CEE) (zones défavorisées): *Mermaz (Louis)* (p. 4149).

Communes rurales: *Mermaz (Louis)* (p. 4199); *Pluchet (Alain)* (p. 4157).

Compétitivité économique: *Berchet (Georges)* (p. 4172); *Husson (Roger)* (p. 4174); *Luart (Roland du)* (p. 4155); *Mermaz (Louis)* (p. 4149; 4200); *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 4192).

Concurrence internationale: *Boyer (Jean)* (p. 4178); *Dupont (Ambroise)* (p. 4166); *Garcia (Aubert)* (p. 4159); *Luart (Roland du)* (p. 4154).

Concurrence intracommunautaire: *Grandon (Jean)* (p. 4167); *Leyzour (Félix)* (p. 4164); *Machet (Jacques)* (p. 4175); *Mermaz (Louis)* (p. 4198).

Conseil des ministres des Communautés européennes: *Mermaz (Louis)* (p. 4197).

Contrôles sanitaires: *Gruillot (Georges)* (p. 4168); *Mermaz (Louis)* (p. 4198).

Cotisations sociales: *Chambriard (Jean-Paul)* (p. 4188); *Pépin (Jean)* (p. 4184).

Crédit agricole: *Mermaz (Louis)* (p. 4200).

Culture: *Roger (Jean)* (p. 4186).

Décentralisation: *Blaizot (François)* (p. 4181).

Déchets: *Authié (Germain)* (p. 4183).

Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR): *Garcia (Aubert)* (p. 4159).

Démographie: *Blaizot (François)* (p. 4180); *Hugo (Bernard)* (p. 4195); *Luart (Roland du)* (p. 4153); *Pluchet (Alain)* (p. 4157).

Dépenses publiques: *Garcia (Aubert)* (p. 4159); *Luart (Roland du)* (p. 4153); *Mermaz (Louis)* (p. 4153); *Tardy (Fernand)* (p. 4165).

Directives communautaires: *Mermaz (Louis)* (p. 4199); *Roujas (Gérard)* (p. 4177).

Dotation aux jeunes agriculteurs: *Blaizot (François)* (p. 4180); *Chambriard (Jean-Paul)* (p. 4189); *Dupont Ambroise* (p. 4166); *Hugo (Bernard)* (p. 4194); *Mermaz (Louis)* (p. 4150).

Dotation globale d'équipement (DGE): *Blaizot (François)* (p. 4181).

Eau: *Authié (Germain)* (p. 4183); *Brives (Louis)* (p. 4191); *César (Gérard)* (p. 4179); *Hugo (Bernard)* (p. 4195); *Lenglet (Charles-Edmond)* (p. 4176); *Mermaz (Louis)* (p. 4199); *Pluchet (Alain)* (p. 4157); *Roujas (Gérard)* (p. 4177).

Electricité: *Authié (Germain)* (p. 4183); *Hugo (Bernard)* (p. 4195); *Mermaz (Louis)* (p. 4199); *Pluchet (Alain)* (p. 4157).

Élevage: *Authié (Germain)* (p. 4183); *Besse (Roger)* (p. 4192); *Boyer (Jean)* (p. 4178); *Daunay (Marcel)* (p. 4162); *Demerliat (Jean-Pierre)* (p. 4187); *Dupont (Ambroise)* (p. 4165); *Leyzour (Félix)* (p. 4163); *Mermaz (Louis)* (p. 4150; 4152; 4201); *Pluchet (Alain)* (p. 4156); *Tardy (Fernand)* (p. 4165).

Emplois (créations et suppressions): *Garcia (Aubert)* (p. 4158); *Lenglet (Charles-Edmond)* (p. 4176); *Leyzour (Félix)* (p. 4164); *Luart (Roland du)* (p. 4153); *Mathieu (Serge)* (p. 4173); *Mermaz (Louis)* (p. 4151); *Tardy (Fernand)* (p. 4165); *Vecten (Albert)* (p. 4159).

Enseignants-chercheurs: *Mermaz (Louis)* (p. 4201); *Vecten (Albert)* (p. 4160).

Enseignement agricole: *Chambriard (Jean-Paul)* (p. 4188); *Hugo (Bernard)* (p. 4194); *Leyzour (Félix)* (p. 4164); *Luart (Roland du)* (p. 4153); *Machet (Jacques)* (p. 4175); *Mathieu (Serge)* (p. 4173); *Mermaz (Louis)* (p. 4151; 4196; 4201; 4202); *Pluchet (Alain)* (p. 4156); *Pourchet (Jean)* (p. 4190); *Tardy (Fernand)* (p. 4165); *Vecten (Albert)* (p. 4159).

Enseignement agricole privé: *Chambriard (Jean-Paul)* (p. 4188); *Luart (Roland du)* (p. 4195); *Mathieu (Serge)* (p. 4173); *Mermaz (Louis)* (p. 4151; 4202); *Vecten (Albert)* (p. 4161).

Enseignement supérieur agricole: *Mermaz (Louis)* (p. 4201); *Vecten (Albert)* (p. 4160).

Enseignement technique et professionnel: *Vecten (Albert)* (p. 4160).

Environnement: *Caupert (Joseph)* (p. 4194); *César (Gérard)* (p. 4179); *Grandon (Jean)* (p. 4167); *Hugo (Bernard)* (p. 4194); *Husson (Roger)* (p. 4175); *Machet (Jacques)* (p. 4175); *Pluchet (Alain)* (p. 4156); *Robert (Guy)* (p. 4169); *Tardy (Fernand)* (p. 4165); *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 4192).

Espagne: *Roujas (Gérard)* (p. 4177).

Etats-Unis d'Amérique (USA): *Mermaz (Louis)* (p. 4149); *Roger (Jean)* (p. 4187); *Roujas (Gérard)* (p. 4177); *Tardy (Fernand)* (p. 4165).

Europe de l'Est: *Besse (Roger)* (p. 4192); *Daunay (Marcel)* (p. 4162); *Garcia (Aubert)* (p. 4158); *Gruillot (Georges)* (p. 4168); *Husson (Roger)* (p. 4174); *Pluchet (Alain)* (p. 4156).

Exode rural: *Caupert (Joseph)* (p. 4194); *Herment (Rémi)* (p. 4186); *Hugo (Bernard)* (p. 4195).

Exploitations agricoles: *Dupont (Ambroise)* (p. 4166); *Leyzour (Félix)* (p. 4163).

Exploitations agricoles (modernisation): *Luart (Roland du)* (p. 4154).

Exploitations agricoles (transmission): *Berchet (Georges)* (p. 4171).

Fédération nationale du cheval: *Chambriard (Jean-Paul)* (p. 4189).

Fiscalité: *Berchet (Georges)* (p. 4171); *Gruillot (Georges)* (p. 4167); *Herment (Rémi)* (p. 4186); *Mathieu (Serge)* (p. 4172); *Robert (Guy)* (p. 4169).

Fiscalité (harmonisation européenne): *Mathieu (Serge)* (p. 4173).

Fonctionnaires et agents publics: *Leyzour (Félix)* (p. 4164); *Vecten (Albert)* (p. 4160).

Fonds d'intervention pour l'aménagement du territoire (FIAT): *Pluchet (Alain)* (p. 4157).

Fonds d'intervention pour l'autodéveloppement en montagne (FIAM): *Gruillot (Georges)* (p. 4167); *Minetti (Louis)* (p. 4170); *Pluchet (Alain)* (p. 4157).

Fonds interministériel de développement et d'aménagement rural (FIDAR): *Doublet (Michel)* (p. 4185); *Gruillot (Georges)* (p. 4167); *Minetti (Louis)* (p. 4170); *Pluchet (Alain)* (p. 4157).

Fonds national pour le développement des adductions d'eau (FNDAE): *Authié (Germain)* (p. 4183).

Fonds régionaux d'aide aux initiatives locales pour l'emploi (FRILE): *Pluchet (Alain)* (p. 4157).

Forêts: *Luart (Roland du)* (p. 4154); *Mermaz (Louis)* (p. 4151); *Pluchet (Alain)* (p. 4158).

Forêts (incendies): *Caupert (Joseph)* (p. 4194); *Hugo (Bernard)* (p. 4195); *Leyzour (Félix)* (p. 4164); *Pluchet (Alain)* (p. 4158).

France: *Caupert (Joseph)* (p. 4193).

Golfe Persique (crise): *Garcia (Aubert)* (p. 4158); *Pluchet (Alain)* (p. 4156); *Robert (Guy)* (p. 4169).

Grand marché intérieur (CEE) : *Doublet (Michel)* (p. 4185) ; *Machet (Jacques)* (p. 4175) ; *Mermaz (Louis)* (p. 4200) ; *Robert (Guy)* (p. 4169).

Grands travaux : *Mermaz (Louis)* (p. 4199) ; *Roger (Jean)* (p. 4186).

Groupe de Cairns : *Mermaz (Louis)* (p. 4196).

Haute-Vienne (département) : *Demerliat (Jean-Pierre)* (p. 4188).

Indemnité spéciale de montagne (ISM) : *Authié (Germain)* (p. 4182) ; *Mermaz (Louis)* (p. 4151) ; *Minetti (Louis)* (p. 4171) ; *Pépin (Jean)* (p. 4184) ; *Tardy (Fernand)* (p. 4164 ; 4165).

Institut national des appellations d'origine (INAO) : *Mermaz (Louis)* (p. 4151) ; *Pluchet (Alain)* (p. 4156) ; *Tardy (Fernand)* (p. 4165).

Intérêt (taux) : *Grandon (Jean)* (p. 4167) ; *Leyzour (Félix)* (p. 4163).

Investissements : *Authié (Germain)* (p. 4183) ; *Blaizot (François)* (p. 4181) ; *Dupont (Ambroise)* (p. 4165) ; *Garcia (Aubert)* (p. 4158) ; *Gruillot (Georges)* (p. 4167 ; 4168) ; *Hugo (Bernard)* (p. 4194) ; *Husson (Roger)* (p. 4174) ; *Lenglet (Charles-Edmond)* (p. 4176) ; *Leyzour (Félix)* (p. 4163) ; *Luart (Roland du)* (p. 4155) ; *Mermaz (Louis)* (p. 4199) ; *Pépin (Jean)* (p. 4184) ; *Tardy (Fernand)* (p. 4165) ; *Vecten (Albert)* (p. 4160 ; 4161).

Irrigation : *Blaizot (François)* (p. 4181) ; *Brives (Louis)* (p. 4191) ; *Chambriard (Jean-Paul)* (p. 4189) ; *Hugo (Bernard)* (p. 4195) ; *Luart (Roland du)* (p. 4154) ; *Mermaz (Louis)* (p. 4199) ; *Minetti (Louis)* (p. 4170) ; *Pépin (Jean)* (p. 4184) ; *Pluchet (Alain)* (p. 4157) ; *Roger (Jean)* (p. 4187) ; *Tardy (Fernand)* (p. 4165).

Jachères : *César (Gérard)* (p. 4179) ; *Dupont (Ambroise)* (p. 4166) ; *Hugo (Bernard)* (p. 4195) ; *Mermaz (Louis)* (p. 4148 ; 4151 ; 4200) ; *Minetti (Louis)* (p. 4170) ; *Pluchet (Alain)* (p. 4156).

Lait et produits laitiers : *Besse (Roger)* (p. 4192) ; *Chambriard (Jean-Paul)* (p. 4188) ; *Daunay (Marcel)* (p. 4162) ; *Doublet (Michel)* (p. 4185) ; *Grandon (Jean)* (p. 4166) ; *Leyzour (Félix)* (p. 4163 ; 4164) ; *Luart (Roland du)* (p. 4154) ; *Mermaz (Louis)* (p. 4151 ; 4197) ; *Pourchet (Jean)* (p. 4190).

Lozère (Département) : *Caupert (Joseph)* (p. 4193 ; 4194).

Lycéens : *Herment (Rémi)* (p. 4186) ; *Leyzour (Félix)* (p. 4164).

Maisons familiales rurales : *Mermaz (Louis)* (p. 4202).

Maladies des animaux : *Mermaz (Louis)* (p. 4150).

Manifestations : *Hugo (Bernard)* (p. 4195).

Monnaie (dollar) : *Roujas (Gérard)* (p. 4177).

Monnaie (franc français) : *Hamel (Emmanuel)* (p. 4190).

Office national interprofessionnel des fruits, des légumes et de l'horticulture (ONIFLHOR) : *Luart (Roland du)* (p. 4154).

Office national interprofessionnel des viandes, de l'élevage et de l'aviculture (OFIVAL) : *Luart (Roland du)* (p. 4154).

Office national interprofessionnel du lait et des produits laitiers (ONILAIT) : *Luart (Roland du)* (p. 4154).

Ovins : *Husson (Roger)* (p. 4174) ; *Machet (Jacques)* (p. 4175) ; *Robert (Guy)* (p. 4170).

Pays-Bas : *Dupont (Ambroise)* (p. 4166) ; *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 4192).

Pays en voie de développement (PVD) : *Gruillot (Georges)* (p. 4168) ; *Mermaz (Louis)* (p. 4149).

Plan de développement des zones rurales (PDZR) : *Roger (Jean)* (p. 4187).

Politique agricole : *Hamel (Emmanuel)* (p. 4190) ; *Herment (Rémi)* (p. 4186) ; *Soucaret (Raymond)* (p. 4182).

Politique agricole commune (PAC) : *Boyer (Jean)* (p. 4179) ; *Daunay (Marcel)* (p. 4162) ; *Doublet (Michel)* (p. 4185) ; *Dupont (Ambroise)* (p. 4166) ; *Gruillot (Georges)* (p. 4168) ; *Husson (Roger)* (p. 4174) ; *Mermaz (Louis)* (p. 4198) ; *Pluchet (Alain)* (p. 4156).

Politique économique et sociale : *Besse (Roger)* (p. 4193) ; *Pluchet (Alain)* (p. 4156).

Pollutions et nuisances : *Tardy (Fernand)* (p. 4165).

Pouvoir d'achat : *Garcia (Aubert)* (p. 4172).

Prélèvements obligatoires : *Besse (Roger)* (p. 4193) ; *Doublet (Michel)* (p. 4185).

Prétraitements : *Mermaz (Louis)* (p. 4150).

Prestations sociales : *Luart (Roland du)* (p. 4153).

Prêts : *Berchet (Georges)* (p. 4171) ; *Dupont (Ambroise)* (p. 4165) ; *Gruillot (Georges)* (p. 4167) ; *Lezyour (Félix)* (p. 4163).

Prêts bonifiés : *Berchet (Georges)* (p. 4171) ; *Blaizot (François)* (p. 4180) ; *César (Gérard)* (p. 4179) ; *Chambriard (Jean-Paul)* (p. 4189) ; *Lenglet (Charles-Edmond)* (p. 4176) ; *Luart (Roland du)* (p. 4153) ; *Mermaz (Louis)* (p. 4200) ; *Pépin (Jean)* (p. 4184) ; *Pluchet (Alain)* (p. 4156).

Prix : *Boyer (Jean)* (p. 4179) ; *Caupert (Joseph)* (p. 4194) ; *César (Gérard)* (p. 4179) ; *Daunay (Marcel)* (p. 4162) ; *Leyzour (Félix)* (p. 4163) ; *Pluchet (Alain)* (p. 4156) ; *Robert (Guy)* (p. 4169) ; *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 4191).

Produits agricoles et alimentaires : *Mermaz (Louis)* (p. 4200) ; *Roujas (Gérard)* (p. 4177).

Qualité de la vie : *César (Gérard)* (p. 4180).

Quotas laitiers : *Caupert (Joseph)* (p. 4193) ; *Daunay (Marcel)* (p. 4162) ; *Pourchet (Jean)* (p. 4190) ; *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 4191).

Recherche agronomique : *César (Gérard)* (p. 4180) ; *Garcia (Aubert)* (p. 4158 ; 4159) ; *Luart (Roland du)* (p. 4153) ; *Mermaz (Louis)* (p. 4152 ; 4196) ; *Tardy (Fernand)* (p. 4165).

Régime de garantie des calamités agricoles : *César (Gérard)* (p. 4180).

République fédérale d'Allemagne (RFA) : *Mermaz (Louis)* (p. 4198).

Revenus agricoles : *Authié (Germain)* (p. 4182) ; *Berchet (Georges)* (p. 4171) ; *Caupert (Joseph)* (p. 4193) ; *Demerliat (Jean-Pierre)* (p. 4187) ; *Doublet (Michel)* (p. 4185) ; *Gruillot (Georges)* (p. 4168) ; *Mermaz (Louis)* (p. 4152 ; 4201) ; *Pépin (Jean)* (p. 4184) ; *Pluchet (Alain)* (p. 4155) ; *Roujas (Gérard)* (p. 4177).

Royaume-Uni : *Dupont (Ambroise)* (p. 4166) ; *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 4192).

Salaires, traitements et indemnités : *Mermaz (Louis)* (p. 4150) ; *Tardy (Fernand)* (p. 4165).

Service public : *Leyzour (Félix)* (p. 4164) ; *Luart (Roland du)* (p. 4153) ; *Mermaz (Louis)* (p. 4201) ; *Pluchet (Alain)* (p. 4156 ; 4157).

Subventions : *Lenglet (Charles-Edmond)* (p. 4176) ; *Mermaz (Louis)* (p. 4148 ; 4150 ; 4151 ; 4199).

Taxe foncière sur les propriétés non bâties : *Berchet (Georges)* (p. 4171) ; *Boyer (Jean)* (p. 4179) ; *Chambriard (Jean-Paul)* (p. 4188) ; *Dupont (Ambroise)* (p. 4166) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 4189) ; *Hugo (Bernard)* (p. 4195) ; *Leyzour (Félix)* (p. 4164) ; *Luart (Roland du)* (p. 4155) ; *Mermaz (Louis)* (p. 4152 ; 4201) ; *Minetti (Louis)* (p. 4171) ; *Pépin (Jean)* (p. 4184) ; *Pluchet (Alain)* (p. 4157) ; *Pourchet (Jean)* (p. 4190) ; *Robert (Guy)* (p. 4169) ; *Roujas (Gérard)* (p. 4177) ; *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 4192).

Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) (harmonisation européenne) : *Chambriard (Jean-Paul)* (p. 4188).

Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) (fioul) : *Chambriard (Jean-Paul)* (p. 4188) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 4189) ; *Mermaz*

(Louis) (p. 4201); Pépin (Jean) (p. 4184); Tizon (Jean-Pierre) (p. 4192).

Viandes : Besse (Roger) (p. 4192); Boyer (Jean) (p. 4178; 4179); Chambriard (Jean-Paul) (p. 4189); Daunay (Marcel) (p. 4162); Doublet (Michel) (p. 4185); Girod (Paul) (p. 4161); Grandon (Jean) (p. 4166); Husson (Roger) (p. 4174); Leyzour (Félix) (p. 4163); Luart (Roland du) (p. 4154); Machet (Jacques) (p. 4175); Mermaz (Louis) (p. 4196; 4197; 4198); Robert (Guy) (p. 4169).

Viticulture : Garcia (Aubert) (p. 4172); Luart (Roland du) (p. 4155); Mathieu (Serge) (p. 4172; 4173); Mermaz (Louis) (p. 4197); Minetti (Louis) (p. 4170).

Zones de montagne : Besse (Roger) (p. 4192); Chambriard (Jean-Paul) (p. 4188); Demerliat (Jean-Pierre) (p. 4187); Leyzour (Félix) (p. 4164); Luart (Roland du) (p. 4154); Mermaz (Louis) (p. 4199); Minetti (Louis) (p. 4171).

Zones rurales : Berchet (Georges) (p. 4171; 4172); Caupert (Joseph) (p. 4193); Demerliat (Jean-Pierre) (p. 4188); Doublet (Michel) (p. 4185); Gruillot (Georges) (p. 4167); Leyzour (Félix) (p. 4164); Minetti (Louis) (p. 4171); Pluchet (Alain) (p. 4157); Pourchet (Jean) (p. 4190).

Examen des crédits et de l'article 84 bis (29 novembre 1990) (p. 4202, 4204) : MM. Louis Minetti, Roland du Luart, rapporteur spécial; Louis Mermaz, ministre; Jacques-Richard Delong.

Etat B - TITRE III - Rejeté (p. 4202).

TITRE IV (p. 4202).

Rejeté : amendement n° II-40 de M. Louis Minetti : réduction incitative des crédits dans le but d'attirer l'attention du Gouvernement sur l'installation des jeunes agriculteurs (p. 4203).

Retiré : amendement n° II-42 de M. Jacques-Richard Delong : réduction incitative des crédits afin de venir en aide aux centres régionaux de la propriété forestière (p. 4203).

- Les crédits sont rejetés (p. 4203).

Etat C - TITRES V et VI - Rejetés (p. 4203).

Art. 84 bis (Suppression du remboursement compensatoire du droit de consommation sur les alcools) - Rejeté (p. 4203).

ANCIENS COMBATTANTS

Discussion (30 novembre 1990) (p. 4210, 4232) :

MM. André Méric, secrétaire d'Etat chargé des anciens combattants; Auguste Cazalet, rapporteur spécial de la commission des finances; Claude Prouvoyeur, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales; Robert Pagès, Marc Boeuf, Michel Miroudot, Jacques Habert, André Jarrot, Edouard Le Jeune, Hubert Durand-Chastel, Rémi Herment, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales.

Anciens combattants (Afrique du Nord) : Herment (Rémi) (p. 4225); Jarrot (André) (p. 4221); Le Jeune (Edouard) (p. 4223); Méric (André) (p. 4226; 4227; 4228); Miroudot (Michel) (p. 4218); Pagès (Robert) (p. 4216); Prouvoyeur (Claude) (p. 4215; 4216).

Anciens combattants (asiatiques) : Durand-Chastel (Hubert) (p. 4224; 4225); Méric (André) (p. 4228).

Anciens combattants (budget) : Jarrot (André) (p. 4220); Le Jeune (Edouard) (p. 4223); Méric (André) (p. 4210); Prouvoyeur (Claude) (p. 4214; 4215).

Anciens combattants (ministère) : Cazalet (Auguste) (p. 4212); Méric (André) (p. 4212).

Appareillage (handicapés) : Cazalet (Auguste) (p. 4213); Méric (André) (p. 4212; 4229).

Carte de combattant : Habert (Jacques) (p. 4220); Jarrot (André) (p. 4222); Le Jeune (Edouard) (p. 4224); Méric (André) (p. 4226; 4227).

Carte de combattant volontaire de la Résistance (CVR) : Jarrot (André) (p. 4230); Le Jeune (Edouard) (p. 4223; 4230); Méric (André) (p. 4230).

Cimetières et pompes funèbres : Cazalet (Auguste) (p. 4212); Méric (André) (p. 4211; 4212; 4228; 4229).

Fêtes et cérémonies publiques : Cazalet (Auguste) (p. 4213); Habert (Jacques) (p. 4220); Miroudot (Michel) (p. 4219).

Harkis : Cazalet (Auguste) (p. 4213); Herment (Rémi) (p. 4225); Méric (André) (p. 4228); Miroudot (Michel) (p. 4219).

Invalides de guerre : Habert (Jacques) (p. 4220); Jarrot (André) (p. 4222); Méric (André) (p. 4229).

Office national des anciens combattants et victimes de guerre (ONAC) : Boeuf (Marc) (p. 4218); Cazalet (Auguste) (p. 4213); Le Jeune (Edouard) (p. 4223); Méric (André) (p. 4211); Miroudot (Michel) (p. 4219); Pagès (Robert) (p. 4217); Prouvoyeur (Claude) (p. 4216).

Pensions civiles et militaires d'invalidité : Cazalet (Auguste) (p. 4214); Fourcade (Jean-Pierre) (p. 4231); Le Jeune (Edouard) (p. 4224); Méric (André) (p. 4210; 4211; 4231); Miroudot (Michel) (p. 4218); Pagès (Robert) (p. 4217); Prouvoyeur (Claude) (p. 4215).

Prisonniers de guerre (Viet-Minh) : Boeuf (Marc) (p. 4218); Durand-Chastel (Hubert) (p. 4224); Habert (Jacques) (p. 4219); Méric (André) (p. 4211; 4219; 4228); Prouvoyeur (Claude) (p. 4216).

Rapport constant : Boeuf (Marc) (p. 4217); Cazalet (Auguste) (p. 4213); Habert (Jacques) (p. 4219); Méric (André) (p. 4210; 4215; 4226); Miroudot (Michel) (p. 4218); Prouvoyeur (Claude) (p. 4215).

Résistants : Boeuf (Marc) (p. 4218); Jarrot (André) (p. 4221); Le Jeune (Edouard) (p. 4223); Méric (André) (p. 4229); Pagès (Robert) (p. 4217); Prouvoyeur (Claude) (p. 4216).

Retraite mutualiste : Boeuf (Marc) (p. 4218); Herment (Rémi) (p. 4225); Jarrot (André) (p. 4222); Le Jeune (Edouard) (p. 4224); Méric (André) (p. 4228); Miroudot (Michel) (p. 4219); Pagès (Robert) (p. 4217); Prouvoyeur (Claude) (p. 4216).

Veuvage : Boeuf (Marc) (p. 4217); Cazalet (Auguste) (p. 4213); Fourcade (Jean-Pierre) (p. 4231); Jarrot (André) (p. 4221; 4222); Le Jeune (Edouard) (p. 4223); Méric (André) (p. 4229; 4231); Miroudot (Michel) (p. 4218).

Victimes : Boeuf (Marc) (p. 4218); Méric (André) (p. 4211).

Examen des crédits et de l'article 85 (30 novembre 1990) (p. 4232, 4235) : MM. Auguste Cazalet, rapporteur spécial; Claude Prouvoyeur, rapporteur pour avis; Robert Pagès, Edouard Le Jeune, André Méric, secrétaire d'Etat.

Etat B - Titre III - Rejeté (p. 4232, scrutin public n° 43).

Titre IV - Rejeté (p. 4232, scrutin public n° 44).

Art. 85 (Revalorisation des pensions des veuves de guerre; mesures d'économie) (p. 4232).

Adoptés : amendement n° II-38 rectifié de M. Auguste Cazalet, rapporteur spécial : suppression des mesures d'économie (p. 4233) - Amendement n° II-41 de M. Robert Pagès : suppression des mesures d'économie (p. 4233) - Amendement n° II-44 de M. Edouard Le Jeune : suppression des mesures d'économie (p. 4233).

Irrecevable (article 40 de la Constitution) : amendement n° II-55 de M. Claude Prouvoyeur, rapporteur pour avis : suppression du nouveau régime des suffixes (p. 4234).

Retiré : amendement n° II-15 de M. Claude Prouvoyeur, rapporteur pour avis : suppression des mesures d'économie (p. 4233).

Devenu sans objet : amendement n° II-91 du Gouvernement : précisions sur la mise en oeuvre des mesures d'économie (p. 4233).

- L'article 85, ainsi modifié, est adopté (p. 4235).

COOPERATION ET DEVELOPPEMENT

Discussion (27 novembre 1991) (p. 3989, 4009) :

MM. Jacques Pelletier, ministre de la coopération ; André-Georges Voisin, rapporteur spécial de la commission des finances ; Paul d'Ornano, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères ; Jean Garcia, Ernest Cartigny, Guy Penne, Jacques Habert, Xavier de Villepin, Pierre Biarnes, Jean-Pierre Bayle, Yves Guéna.

Afrique : *Biarnes (Pierre)* (p. 4002) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 3996) ; *Garcia (Jean)* (p. 3995) ; *Ornano (Paul d')* (p. 3994) ; *Pelletier (Jacques)* (p. 3992 ; 4007 ; 4008) ; *Penne (Guy)* (p. 3998) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4001) ; *Voisin (André-Georges)* (p. 3993).

Aide alimentaire : *Garcia (Jean)* (p. 3996) ; *Ornano (Paul d')* (p. 3995) ; *Pelletier (Jacques)* (p. 3990 ; 4003 ; 4004) ; *Voisin (André-Georges)* (p. 3992).

Caisse centrale de coopération économique : *Pelletier (Jacques)* (p. 4006) ; *Penne (Guy)* (p. 3999).

Communication audiovisuelle : *Biarnes (Pierre)* (p. 4003) ; *Pelletier (Jacques)* (p. 4008).

Coopérants : *Pelletier (Jacques)* (p. 3991).

Coopération : *Cartigny (Ernest)* (p. 3996 ; 3997) ; *Ornano (Paul d')* (p. 3994) ; *Pelletier (Jacques)* (p. 3989 ; 4007) ; *Penne (Guy)* (p. 3998).

Coopération (budget) : *Garcia (Jean)* (p. 3995) ; *Guéna (Yves)* (p. 4009) ; *Penne (Guy)* (p. 3998) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4001) ; *Voisin (André-Georges)* (p. 3992).

Coopération culturelle, scientifique et technique : *Cartigny (Ernest)* (p. 3997) ; *Ornano (Paul d')* (p. 3995) ; *Pelletier (Jacques)* (p. 3990 ; 4005 ; 4008).

Coopération décentralisée : *Cartigny (Ernest)* (p. 3997) ; *Ornano (Paul d')* (p. 3995) ; *Pelletier (Jacques)* (p. 3991 ; 4005) ; *Penne (Guy)* (p. 3998 ; 3999) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4001) ; *Voisin (André-Georges)* (p. 3992).

Coopération économique : *Villepin (Xavier de)* (p. 4002).

Coopération militaire : *Cartigny (Ernest)* (p. 3997) ; *Garcia (Jean)* (p. 3996) ; *Ornano (Paul d')* (p. 3995) ; *Pelletier (Jacques)* (p. 3990 ; 4003 ; 4004) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4002) ; *Voisin (André-Georges)* (p. 3992).

Démocratie : *Cartigny (Ernest)* (p. 3996) ; *Pelletier (Jacques)* (p. 3989) ; *Penne (Guy)* (p. 3998) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4001).

Ecoles françaises à l'étranger : *Habert (Jacques)* (p. 4000 ; 4001) ; *Pelletier (Jacques)* (p. 4006).

Enseignement : *Biarnes (Pierre)* (p. 4003) ; *Garcia (Jean)* (p. 3996) ; *Ornano (Paul d')* (p. 3995) ; *Pelletier (Jacques)* (p. 3990).

Entreprises : *Biarnes (Pierre)* (p. 4002) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 3997) ; *Pelletier (Jacques)* (p. 3990 ; 4007) ; *Penne (Guy)* (p. 3999) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4001).

Environnement : *Pelletier (Jacques)* (p. 3990).

Fonds d'aide et de coopération (FAC) : *Voisin (André-Georges)* (p. 3993).

Fonds monétaire international (FMI) : *Garcia (Jean)* (p. 3996) ; *Pelletier (Jacques)* (p. 4005) ; *Voisin (André-Georges)* (p. 3993).

Haïti : *Habert (Jacques)* (p. 4000) ; *Pelletier (Jacques)* (p. 4007).

Parlement : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 4003) ; *Pelletier (Jacques)* (p. 4008).

Pays en voie de développement (PVD) (endettement) : *Cartigny (Ernest)* (p. 3997) ; *Ornano (Paul d')* (p. 3995).

Pays les moins avancés (PMA) : *Garcia (Jean)* (p. 3996) ; *Pelletier (Jacques)* (p. 3990 ; 4003 ; 4004 ; 4008) ; *Penne (Guy)* (p. 3998) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4001) ; *Voisin (André-Georges)* (p. 3993 ; 3994).

Santé : *Cartigny (Ernest)* (p. 3997) ; *Ornano (Paul d')* (p. 3995) ; *Pelletier (Jacques)* (p. 3990 ; 4005) ; *Penne (Guy)* (p. 3999).

Sécurité publique : *Biarnes (Pierre)* (p. 4002 ; 4003).

Tchad : *Cartigny (Ernest)* (p. 3997) ; *Garcia (Jean)* (p. 3996) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4002) ; *Voisin (André-Georges)* (p. 3992).

Titularisations : *Habert (Jacques)* (p. 4000) ; *Pelletier (Jacques)* (p. 4005).

Examen des crédits (27 novembre 1990) (p. 4009)

Etat B – Titres III et IV – Adoptés (p. 4009).

Etat C – Titres V et VI – Adoptés (p. 4009).

CULTURE, COMMUNICATION ET GRANDS TRAVAUX

CULTURE

DISCUSSION (26 novembre 1990) (p. 3962, 3985) :

MM. Jack Lang, ministre de la culture ; Jacques Valade en remplacement de M. Raymond Bourgine, rapporteur spécial ; Maurice Schumann, président de la commission des affaires culturelles ; Michel Miroudot, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères (culture) ; Jacques Carat, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (cinéma, théâtre dramatique) ; Ivan Renar, Claude Estier, Emmanuel Hamel, Jean-Pierre Tizon, Jacques Habert, Jean-Pierre Camoin, Emile Biasini, secrétaire d'Etat chargé des grands travaux.

Agence nationale pour les fouilles archéologiques de sauvetage (ANFAS) : *Estier (Claude)* (p. 3972).

Archéologie : *Estier (Claude)* (p. 3972) ; *Lang (Jack)* (p. 3979).

Arts plastiques : *Renar (Ivan)* (p. 3969).

Bibliothèque de France : *Biasini (Emile)* (p. 3981) ; *Estier (Claude)* (p. 3972) ; *Lang (Jack)* (p. 3962 ; 3977 ; 3978) ; *Miroudot (Michel)* (p. 3965 ; 3966 ; 3967) ; *Schumann (Maurice)* (p. 3976) ; *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 3973) ; *Valade (Jacques)* (p. 3963 ; 3964).

Bibliothèque nationale : *Biasini (Emile)* (p. 3981) ; *Lang (Jack)* (p. 3978) ; *Valade (Jacques)* (p. 3964).

Bibliothèques municipales : *Lang (Jack)* (p. 3977).

Bibliothèques publiques : *Lang (Jack)* (p. 3977).

Centre national d'art et de culture Georges Pompidou : *Lang (Jack)* (p. 3979) ; *Miroudot (Michel)* (p. 3966) ; *Renar (Ivan)* (p. 3969).

Cinéma : *Estier (Claude)* (p. 3972) ; *Lang (Jack)* (p. 3978) ; *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 3973 ; 3974).

Cité des sciences de la Villette : *Estier (Claude)* (p. 3972).

Conservateurs : *Renar (Ivan)* (p. 3969).

Créations cinématographiques : *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 3974).

Danse : *Lang (Jack)* (p. 3979) ; *Renar (Ivan)* (p. 3969).

Ecole d'art de Limoges : *Lang (Jack)* (p. 3963).

Ecole d'art de Tourcoing : *Lang (Jack)* (p. 3963).

Ecole nationale du patrimoine : *Lang (Jack)* (p. 3963).

Enseignement artistique : *Lang (Jack)* (p. 3978) ; *Schumann (Maurice)* (p. 3976).

Enseignement supérieur : *Lang (Jack)* (p. 3963).

Exportations : *Habert (Jacques)* (p. 3974).

Grand Louvre : *Estier (Claude)* (p. 3972) ; *Lang (Jack)* (p. 3963 ; 3977 ; 3978) ; *Miroudot (Michel)* (p. 3966).

Grands travaux : *Estier (Claude)* (p. 3971) ; *Lang (Jack)* (p. 3963) ; *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 3973) ; *Valade (Jacques)* (p. 3963).

Institut du monde arabe : *Renar (Ivan)* (p. 3969).

Libre circulation des oeuvres d'art : *Habert (Jacques)* (p. 3974).

Musées : *Lang (Jack)* (p. 3963 ; 3977 ; 3979) ; *Miroudot (Michel)* (p. 3966 ; 3967) ; *Renar (Ivan)* (p. 3969).

Musique : *Estier (Claude)* (p. 3972) ; *Renar (Ivan)* (p. 3969) ; *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 3973).

Opéra : *Lang (Jack)* (p. 3980) ; *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 3973).

Opéra (Bastille) : *Estier (Claude)* (p. 3972) ; *Lang (Jack)* (p. 3978 ; 3979) ; *Valade (Jacques)* (p. 3963).

Opéra de Paris : *Hamel (Emmanuel)* (p. 3980) ; *Miroudot (Michel)* (p. 3966).

Patrimoine : *Camoin (Jean-Pierre)* (p. 3975) ; *Habert (Jacques)* (p. 3974) ; *Lang (Jack)* (p. 3976) ; *Miroudot (Michel)* (p. 3966) ; *Renar (Ivan)* (p. 3969).

Sécurité civile : *Hamel (Emmanuel)* (p. 3980).

Société pour le financement de l'industrie cinématographique (SOFICA) : *Estier (Claude)* (p. 3972) ; *Lang (Jack)* (p. 3978).

Spectacles : *Estier (Claude)* (p. 3972).

Théâtre : *Lang (Jack)* (p. 3963) ; *Renar (Ivan)* (p. 3969) ; *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 3973).

Examen des crédits (réservé jusqu'après l'examen des crédits de la communication, à l'exception des amendements n° II-7, II-8, II-9 et II-10) (26 novembre 1990) (p. 3982) : MM. Jacques Valade, rapporteur spécial en remplacement de M. Raymond Bourguin ; Michel Miroudot, rapporteur pour avis ; Jack Lang, ministre ; Ivan Renard, Claude Estier, Maurice Schumann, Emile Biasini, secrétaire d'Etat.

Etat B – TITRE III (p. 3982).

Adoptés : amendements identiques n° II-7 de la commission et n° II-9 de la commission saisie pour avis : réduction des crédits (p. 3984).

– Les crédits figurant au titre III, ainsi modifiés, sont adoptés (5 décembre 1990) (p. 4621).

TITRE IV – Adopté (p. 4621).

Etat C – TITRE V – Adopté (p. 4621).

TITRE VI (p. 3984).

Adoptés : amendements identiques n° II-8 de la commission et n° II-10 de la commission saisie pour avis : réduction des crédits (p. 3984).

– Les crédits figurant au titre VI, ainsi modifiés, sont adoptés p. 4621).

CULTURE ET COMMUNICATION

COMMUNICATION

Discussion (5 décembre 1990) (p. 4599, 4616) :

Mme Catherine Tasca, ministre chargé de la communication ; MM. Jean Cluzel, rapporteur spécial de la commission des finances ; Adrien Gouteyron, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles ; Emmanuel Hamel, Louis Jung, Ivan Renar, François Autain, Gérard Delfau .

Antenne 2 : *Autain (François)* (p. 4610) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 4606) ; *Renar (Ivan)* (p. 4608) ; *Tasca (Catherine)* (p. 4612).

Audiovisuel (programmes) : *Renar (Ivan)* (p. 4609) ; *Tasca (Catherine)* (p. 4615).

Communication audiovisuelle : *Autain (François)* (p. 4610) ; *Tasca (Catherine)* (p. 4599).

Communication audiovisuelle (budget) : *Autain (François)* (p. 4609) ; *Cluzel (Jean)* (p. 4602) ; *Delfau (Gérard)* (p. 4610 ; 4615) ; *Gouteyron (Adrien)* (p. 4604).

Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) : *Cluzel (Jean)* (p. 4615) ; *Tasca (Catherine)* (p. 4614).

Europe de l'Est : *Tasca (Catherine)* (p. 4601).

Français de l'étranger : *Hamel (Emmanuel)* (p. 4606).

France Régions 3 (FR3) : *Jung (Louis)* (p. 4607) ; *Renar (Ivan)* (p. 4608) ; *Tasca (Catherine)* (p. 4601 ; 4614).

Institut national de la communication audiovisuelle (INA) : *Autain (François)* (p. 4610) ; *Delfau (Gérard)* (p. 4616) ; *Renar (Ivan)* (p. 4608) ; *Tasca (Catherine)* (p. 4613).

Presse : *Cluzel (Jean)* (p. 4604) ; *Gouteyron (Adrien)* (p. 4606) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 4607) ; *Renar (Ivan)* (p. 4609) ; *Tasca (Catherine)* (p. 4602 ; 4612).

Presse (aides financières) : *Cluzel (Jean)* (p. 4603 ; 4604) ; *Tasca (Catherine)* (p. 4601).

Radiodiffusion et télévision : *Cluzel (Jean)* (p. 4603) ; *Delfau (Gérard)* (p. 4610 ; 4615) ; *Gouteyron (Adrien)* (p. 4606) ; *Renar (Ivan)* (p. 4608) ; *Tasca (Catherine)* (p. 4600 ; 4613).

Radio France : *Delfau (Gérard)* (p. 4610) ; *Tasca (Catherine)* (p. 4613).

Radio France internationale (RFI) : *Hamel (Emmanuel)* (p. 4606 ; 4607) ; *Tasca (Catherine)* (p. 4614).

Radios locales privées : *Delfau (Gérard)* (p. 4610 ; 4615) ; *Tasca (Catherine)* (p. 4613 ; 4614).

Redevance de radiodiffusion télévision : *Autain (François)* (p. 4609) ; *Cluzel (Jean)* (p. 4602) ; *Delfau (Gérard)* (p. 4610) ; *Gouteyron (Adrien)* (p. 4605) ; *Tasca (Catherine)* (p. 4612).

Satellites : *Hamel (Emmanuel)* (p. 4606) ; *Tasca (Catherine)* (p. 4601 ; 4614).

Société européenne de télévision (La Sept) : *Hamel (Emmanuel)* (p. 4606) ; *Tasca (Catherine)* (p. 4601 ; 4614).

Télévision (chaînes) (Europe) : *Cluzel (Jean)* (p. 4603) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 4607) ; *Jung (Louis)* (p. 4607) ; *Renar (Ivan)* (p. 4609) ; *Tasca (Catherine)* (p. 4600).

Télévision (financement) : *Gouteyron (Adrien)* (p. 4604 ; 4605) ; *Renar (Ivan)* (p. 4608) ; *Tasca (Catherine)* (p. 4600).

Télévisions de secteur public : *Cluzel (Jean)* (p. 4602 ; 4603 ; 4615) ; *Gouteyron (Adrien)* (p. 4604 ; 4606) ; *Renar (Ivan)* (p. 4607 ; 4609) ; *Tasca (Catherine)* (p. 4599 ; 4601).

Tutelle administrative : *Cluzel (Jean)* (p. 4602 ; 4615) ; *Gouteyron (Adrien)* (p. 4605 ; 4616) ; *Tasca (Catherine)* (p. 4612).

Examen des crédits et de l'article 65 (5 décembre 1990) (p. 4616, 4622) : *M. Jean Cluzel, rapporteur spécial ; Mme Catherine Tasca, ministre ; MM. Gérard Delfau, Maurice Schumann, président de la commission des affaires culturelles .*

CULTURE ET COMMUNICATION

Etat B – TITRES III et IV – Adoptés (p. 4621).

Etat C – TITRES V et VI – Adoptés (p. 4621).

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

I – Services généraux.

Etat B – TITRES III et IV – Rejetés (p. 4621).

Etat C – TITRES V et VI – Rejetés (p. 4622).

Etat E – Ligne 48 (*Perception de la redevance pour droit d'usage des appareils récepteurs de télévision*) (p. 4616).

Adopté : amendement de suppression n° II-36 de la commission (p. 4618).

– La ligne 48 de l'état E est supprimée (p. 4618).

Etat E – Ligne 49 – Adoptée (p. 4620).

Art. 65 (*Répartition de la redevance pour droit d'usage des appareils récepteurs de télévision*).

Adopté : amendement de suppression n° II-37 de la commission (p. 4620).

– L'article 65 est supprimé (p. 4620).

Après l'art. 85.

Irrecevable (article 45, al. 4 du règlement du Sénat) : amendement n° II-113 de M. Gérard Delfau : nature des ressources commerciales des radios associatives admises (p. 4621).

DEPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER

Discussion (28 novembre 1990) (p. 4099, 4129) :

MM. Louis Le Pensec, ministre des départements et territoires d'outre-mer ; Henri Goetschy, rapporteur spécial de la commission des finances ; Rodolphe Désiré, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (départements d'outre-mer) ; Pierre Lacour, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (territoires d'outre-mer) ; Roger Lise, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales ; Louis Virapoullé, rapporteur pour avis de la commission des lois (départements d'outre-mer) ; Jean-Marie Girault, rapporteur pour avis de la commission des lois (territoires d'outre-mer) ; Paul Moreau, Daniel Millaud, Jean-Luc Bécart, Albert Pen, Sosefo Makapé Papilio, Marcel Henry, Henri Bangou, Albert Ramassamy, François Louisy .

Afrique (coopération) : *Girault (Jean-Marie)* (p. 4113).

Agence nationale pour l'insertion et la promotion des travailleurs d'outre-mer (ANT) : *Goetschy (Henri)* (p. 4105) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 4103) ; *Lise (Roger)* (p. 4110).

Allocations familiales : *Lise (Roger)* (p. 4110).

Calamités et catastrophes : *Goetschy (Henri)* (p. 4104).

Canada (contentieux) : *Pen (Albert)* (p. 4119).

Caraïbes : *Le Pensec (Louis)* (p. 4100) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 4112).

Centre national d'études spatiales (CNES) : *Le Pensec (Louis)* (p. 4100).

Chômage : *Bangou (Henri)* (p. 4121) ; *Bécart (Jean-Luc)* (p. 4118) ; *Girault (Jean-Marie)* (p. 4114) ; *Lise (Roger)* (p. 4109).

Communauté économique européenne (CEE) : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 4118) ; *Goetschy (Henri)* (p. 4105) ; *Lacour (Pierre)* (p. 4108) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 4126).

Communauté économique européenne (CEE) (exportations des pays et territoires d'outre-mer) : *Bangou (Henri)* (p. 4121) ; *Désiré (Rodolphe)* (p. 4106) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 4101 ; 4102) ; *Millaud (Daniel)* (p. 4117) ; *Moreau (Paul)* (p. 4116) ; *Ramassamy (Albert)* (p. 4123) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 4111 ; 4112).

Comores : *Henry (Marcel)* (p. 4121).

Conflits sociaux : *Bangou (Henri)* (p. 4122).

Contrats de plan : *Goetschy (Henri)* (p. 4104).

Cours d'eau, étangs et lacs : *Le Pensec (Louis)* (p. 4128) ; *Louisy (François)* (p. 4124).

Décentralisation : *Désiré (Rodolphe)* (p. 4107) ; *Millaud (Daniel)* (p. 4117).

Départementalisation : *Girault (Jean-Marie)* (p. 4113) ; *Millaud (Daniel)* (p. 4117).

Départements d'outre-mer (DOM) (démographie) : *Lise (Roger)* (p. 4109).

Départements d'outre-mer (DOM) (statistiques) : *Désiré (Rodolphe)* (p. 4107).

Départements et territoires d'outre-mer (statut) : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 4118) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 4102) ; *Moreau (Paul)* (p. 4115) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 4113).

Départements et territoires d'outre-mer (budget) : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 4118) ; *Désiré (Rodolphe)* (p. 4105) ; *Goetschy (Henri)* (p. 4104) ; *Ramassamy (Albert)* (p. 4122).

Droit coutumier : *Papilio (Sosefo Makapé)* (p. 4120).

Eau de consommation : *Henry (Marcel)* (p. 4121).

Emploi : *Lise (Roger)* (p. 4110).

Enseignement : *Henry (Marcel)* (p. 4121) ; *Papilio (Sosefo Makapé)* (p. 4120).

Epreuves et compétitions sportives : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 4118) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 4126) ; *Papilio (Sosefo Makapé)* (p. 4120).

Fiscalité : *Désiré (Rodolphe)* (p. 4106) ; *Goetschy (Henri)* (p. 4105) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 4125) ; *Moreau (Paul)* (p. 4114) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 4112).

Fonction publique : *Le Pensec (Louis)* (p. 4099) ; *Moreau (Paul)* (p. 4115) ; *Ramassamy (Albert)* (p. 4123) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 4111).

Fonds d'action sanitaire et sociale obligatoire (FASSO) : *Le Pensec (Louis)* (p. 4099 ; 4125) ; *Lise (Roger)* (p. 4110).

Fonds d'investissements des départements d'outre-mer (FIDOM) : *Goetschy (Henri)* (p. 4105) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 4103) ; *Louisy (François)* (p. 4124).

Fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer (FIDES) : *Lacour (Pierre)* (p. 4108).

Formation : *Virapoullé (Louis)* (p. 4111).

Guadeloupe (île) : *Bangou (Henri)* (p. 4121) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 4128).

Guyane : *Le Pensec (Louis)* (p. 4100).

Indien (océan) : *Virapoullé (Louis)* (p. 4112).

Institut d'émission des départements d'outre-mer (IEDOM) : *Bangou (Henri)* (p. 4122) ; *Millaud (Daniel)* (p. 4116).

Intérêt (taux) : *Millaud (Daniel)* (p. 4116).

Logement social : *Désiré (Rodolphe)* (p. 4106) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 4099 ; 4100) ; *Lise (Roger)* (p. 4110 ; 4111).

Magistrats : *Bangou (Henri)* (p. 4122).

Mayotte : *Henry (Marcel)* (p. 4120) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 4102 ; 4128).

Médecine (enseignement) : *Bangou (Henri)* (p. 4122).

Nickel : *Lacour (Pierre)* (p. 4108).

Nouvelle-Calédonie : *Goetschy (Henri)* (p. 4104) ; *Lacour (Pierre)* (p. 4108).

Nouvelle-Calédonie (statut) : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 4118) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 4102).

Octroi de mer : *Désiré (Rodolphe)* (p. 4106) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 4101 ; 4126) ; *Louisy (François)* (p. 4124) ; *Millaud (Daniel)* (p. 4117) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 4112).

Pacifique Sud (zone) : *Lacour (Pierre)* (p. 4109) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 4100 ; 4125).

Parité sociale globale : *Bangou (Henri)* (p. 4122) ; *Bécart (Jean-Luc)* (p. 4118) ; *Désiré (Rodolphe)* (p. 4106) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 4099) ; *Lise (Roger)* (p. 4109) ; *Ramassamy (Albert)* (p. 4123) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 4111).

Pêche : *Le Pensec (Louis)* (p. 4101) ; *Pen (Albert)* (p. 4118).

Polynésie française : *Goetschy (Henri)* (p. 4104) ; *Lacour (Pierre)* (p. 4108) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 4102 ; 4125) ; *Millaud (Daniel)* (p. 4117).

Polynésie française (fonction publique) : *Millaud (Daniel)* (p. 4117).

Productions agricoles : *Désiré (Rodolphe)* (p. 4106) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 4102) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 4111).

Programme d'options spécifiques à l'éloignement et à l'insularité des départements d'outre-mer (POSEIDOM) : *Le Pensec (Louis)* (p. 4101) ; *Moreau (Paul)* (p. 4116) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 4112).

Radiodiffusion et télévision (Radio France Outre-mer) (RFO) : *Désiré (Rodolphe)* (p. 4107) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 4125) ; *Louisy (François)* (p. 4124) ; *Pen (Albert)* (p. 4119).

Réfugiés et apatrides : *Le Pensec (Louis)* (p. 4101).

Réunion (île) : *Le Pensec (Louis)* (p. 4128) ; *Moreau (Paul)* (p. 4114 ; 4115) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 4111).

Revenu minimum d'insertion (RMI) : *Désiré (Rodolphe)* (p. 4106) ; *Goetschy (Henri)* (p. 4104) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 4099 ; 4125) ; *Lise (Roger)* (p. 4110) ; *Louisy (François)* (p. 4124) ; *Ramassamy (Albert)* (p. 4123) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 4111).

Saint-Pierre-et-Miquelon : *Le Pensec (Louis)* (p. 4101 ; 4126) ; *Pen (Albert)* (p. 4118).

Salaires minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) : *Le Pensec (Louis)* (p. 4099).

Salaires, traitements et indemnités : *Le Pensec (Louis)* (p. 4099).

Service militaire adapté (SMA) : *Lise (Roger)* (p. 4110).

Services hospitaliers : *Henry (Marcel)* (p. 4121) ; *Pen (Albert)* (p. 4119).

Surinam : *Le Pensec (Louis)* (p. 4101).

Terre Adélie : *Goetschy (Henri)* (p. 4104) ; *Lacour (Pierre)* (p. 4108).

Terres australes et antarctiques françaises (TAAF) : *Girault (Jean-Marie)* (p. 4113) ; *Goetschy (Henri)* (p. 4104) ; *Lacour (Pierre)* (p. 4108).

Tourisme : *Pen (Albert)* (p. 4119) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 4112).

Transports aériens : *Désiré (Rodolphe)* (p. 4106) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 4125).

Urbanisme : *Henry (Marcel)* (p. 4121).

Villes : *Le Pensec (Louis)* (p. 4100).

Visas : *Désiré (Rodolphe)* (p. 4106 ; 4107) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 4125).

Wallis-et-Futuna : *Lacour (Pierre)* (p. 4108) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 4102 ; 4126) ; *Papilio (Sosefo Makapé)* (p. 4120).

Examen des crédits (28 novembre 1990) (p. 4129)

Etat B – TITRES III et IV – Adoptés (p. 4129).

Etat C – TITRES V et VI – Adoptés (p. 4129).

ECONOMIE, FINANCES ET BUDGET

I – CHARGES COMMUNES (ET RAPATRIÉS)

Discussion (7 décembre 1990) (p. 4754, 4774) :

MM. Claude Belot, rapporteur spécial de la commission des finances (charges communes) ; Emmanuel Hamel, rapporteur spécial de la commission des finances (comptes spéciaux du Trésor) ; Michel Moreigne, rapporteur spécial de la commission des finances (observations sur le rapport annuel de la Cour des comptes) ; Emmanuel Hamel, Robert Vizet, Paul Loridant, Michel Charasse, ministre chargé du budget ; Roger Chinaud, rapporteur général de la commission des finances.

Aide au développement : *Belot (Claude)* (p. 4754) ; *Charasse (Michel)* (p. 4764).

Budget (ordonnance organique du 2 janvier 1959) : *Charasse (Michel)* (p. 4766 ; 4767).

Collectivités territoriales : *Loridant (Paul)* (p. 4761).

Commissions parlementaires : *Moreigne (Michel)* (p. 4759 ; 4760).

Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (COFACE) : *Charasse (Michel)* (p. 4762).

Comptes spéciaux du Trésor : *Charasse (Michel)* (p. 4764 ; 4765) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 4756).

Cour des comptes : *Charasse (Michel)* (p. 4766) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 4760) ; *Moreigne (Michel)* (p. 4759 ; 4760).

Dettes publiques : *Belot (Claude)* (p. 4754 ; 4755) ; *Charasse (Michel)* (p. 4762) ; *Loridant (Paul)* (p. 4761 ; 4762).

Directions départementales de l'équipement (DDE) : *Charasse (Michel)* (p. 4765) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 4758).

Entreprises publiques : *Charasse (Michel)* (p. 4763) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 4756).

Entreprises publiques (capital) : *Belot (Claude)* (p. 4756) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 4758).

Fiscalité locale : *Charasse (Michel)* (p. 4765) ; *Loridant (Paul)* (p. 4761).

Fonction publique : *Belot (Claude)* (p. 4754).

Fonds de concours : *Charasse (Michel)* (p. 4766).

Fonds de développement économique et social (FDES) : *Charasse (Michel)* (p. 4764) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 4756).

Fonds forestier national : *Charasse (Michel)* (p. 4758 ; 4764) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 4758).

Fonds national pour le développement du sport (FNDS) : *Charasse (Michel)* (p. 4756) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 4756) ; *Vizet (Robert)* (p. 4761).

Fonds national pour le développement des adductions d'eau (FNDAE) : *Hamel (Emmanuel)* (p. 4758).

Harkis : *Loridant (Paul)* (p. 4761).

Obligations renouvelables du Trésor (ORT) : *Charasse (Michel)* (p. 4764).

Parlement : *Charasse (Michel)* (p. 4765 ; 4767) ; *Chinaud (Roger)* (p. 4767) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 4759) ; *Moreigne (Michel)* (p. 4759 ; 4760).

Pays en voie de développement (PVD) (endettement) : *Charasse (Michel)* (p. 4763 ; 4764) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 4756).

Rapatrisés (budget) : *Charasse (Michel)* (p. 4763) ; *Loridant (Paul)* (p. 4761).

Rapatrisés (indemnisation) : *Charasse (Michel)* (p. 4763) ; *Loridant (Paul)* (p. 4761).

Revenu minimum d'insertion (RMI) : *Belot (Claude)* (p. 4754) ; *Charasse (Michel)* (p. 4764).

Examen des crédits (p. 4768, 4774) : *MM. Louis de Catuelan, Jean Simonin, Michel Charasse, ministre ; Roger Chinaud, rapporteur général.*

Etat B – TITRE I^{er} (p. 4768).

Adoptés : amendement n° II-16 de la commission : réduction de crédits – Amendement n° II-186 de conséquence du Gouvernement (p. 4768).

– Les crédits figurant au titre I^{er}, ainsi modifiés, sont adoptés (p. 4768).

TITRE III – Adopté (p. 4768).

TITRE IV – Adopté (p. 4768).

Etat C – TITRE V (p. 4768).

Adopté : amendement n° II-17 de la commission : réduction de crédits (p. 4768).

– Les crédits figurant au titre V, ainsi modifiés, sont adoptés (p. 4768).

TITRE VI – Adopté (p. 4768).

Après l'art. 85 (p. 4771).

Adopté : amendement n° II-131 de M. Paul Alduy, soutenu par M. Louis de Catuelan : exonération des droits de succession sur les certificats d'indemnisation (p. 4774).

Irrecevables (article 40 de la Constitution) : amendements n° II-127, n° II-128 et n° II-129 de M. Paul Alduy, soutenus par M. Louis de Catuelan ; n° II-144, n° II-145, n° II-146, n° II-147 et n° II-174 de M. Auguste Cazalet, soutenus par M. Jean

Simonin : modification de l'échéancier de remboursement des certificats d'indemnisation des rapatriés (p. 4773) – Amendements n° II-130 de M. Paul Alduy, soutenu par M. Louis de Catuelan et n° II-148 de M. Auguste Cazalet, soutenu par M. Jean Simonin : majoration par des intérêts capitalisés des certificats d'indemnisation des rapatriés (p. 4773).

Devenu sans objet : amendement n° II-149 de M. Auguste Cazalet, soutenu par M. Jean Simonin : même objet que l'amendement n° II-131 de M. Paul Alduy (p. 4774).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi de finances (p. 4774).

ECONOMIE, FINANCES ET BUDGET

II – SERVICES FINANCIERS (ET CONSOMMATION)

Discussion (7 décembre 1990) (p. 4694, 4703) :

M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie ; Mme Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat chargé de la consommation ; MM. Michel Manet, rapporteur spécial de la commission des finances ; Louis Minetti, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (consommation et concurrence) ; Robert Vizet, William Chervy.

Accidents domestiques : *Chervy (William)* (p. 4701) ; *Minetti (Louis)* (p. 4699).

Cadastre (personnels) : *Vizet (Robert)* (p. 4700).

Chambres régionales des comptes : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 4702) ; *Manet (Michel)* (p. 4698).

Communauté économique européenne (CEE) : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 4701).

Concurrence : *Minetti (Louis)* (p. 4699).

Consommateurs (associations) : *Chervy (William)* (p. 4700) ; *Manet (Michel)* (p. 4698) ; *Minetti (Louis)* (p. 4699) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 4696).

Consommateurs (protection et information) : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 4701) ; *Minetti (Louis)* (p. 4699) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 4696).

Consommation (budget) : *Chervy (William)* (p. 4700) ; *Minetti (Louis)* (p. 4699).

Déconcentration : *Manet (Michel)* (p. 4698).

Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) : *Chervy (William)* (p. 4700) ; *Minetti (Louis)* (p. 4699) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 4695).

Directives communautaires : *Neiertz (Véronique)* (p. 4697).

Douanes : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 4701 ; 4702) ; *Manet (Michel)* (p. 4697).

Economie et finances (budget) : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 4694 ; 4695) ; *Manet (Michel)* (p. 4697).

Economie et finances (ministère) : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 4695).

Economie et finances (perceptions) : *Vizet (Robert)* (p. 4700).

Economie et finances (personnels) : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 4694 ; 4695 ; 4702) ; *Manet (Michel)* (p. 4697 ; 4698) ; *Vizet (Robert)* (p. 4700).

Emplois publics (créations et suppressions) : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 4695) ; *Manet (Michel)* (p. 4697).

Endettement (loi sur le surendettement des familles) : *Chervy (William)* (p. 4701) ; *Minetti (Louis)* (p. 4699) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 4695 ; 4696).

Environnement : *Chervy (William)* (p. 4701).

Institut national de la consommation (INC) : *Chervy (William)* (p. 4700) ; *Manet (Michel)* (p. 4698) ; *Minetti (Louis)* (p. 4699).

Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) : *Manet (Michel)* (p. 4698).

Labels : *Minetti (Louis)* (p. 4700) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 4696).

Prix : *Chervy (William)* (p. 4701) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 4696).

Publicité : *Chervy (William)* (p. 4701) ; *Minetti (Louis)* (p. 4699).

Qualité des produits : *Minetti (Louis)* (p. 4700).

Stupéfiants : *Manet (Michel)* (p. 4698).

Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) : *Bérégovoy (Pierre)* (p. 4701 ; 4702).

Taxe d'habitation : *Manet (Michel)* (p. 4697).

Examen des crédits (7 décembre 1990) (p. 4702, 4703) : *MM. Xavier de Villepin, Pierre Bérégovoy, ministre – Français de l'étranger.*

Etat B – TITRES III et IV – Adoptés (p. 4702).

Etat C – TITRES V et VI – Adoptés (p. 4703).

ECONOMIE, FINANCES ET BUDGET

II - SERVICES FINANCIERS

COMMERCE EXTERIEUR

Discussion (25 novembre 1990) (p. 3899, 3916) :

MM. Jean-Marie Rausch, ministre du commerce extérieur ; Tony Larue, rapporteur spécial de la commission des finances ; Marcel Daunay, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Jacques Oudin, Xavier de Villepin, Mme Paulette Fost, M. Jean-Pierre Masseret.

Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) : *Daunay (Marcel)* (p. 3905) ; *Fost (Paulette)* (p. 3910) ; *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 3911) ; *Oudin (Jacques)* (p. 3906) ; *Rausch (Jean-Marie)* (p. 3901 ; 3902 ; 3914 ; 3916) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 3908).

Agriculture : *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 3912) ; *Rausch (Jean-Marie)* (p. 3901 ; 3914).

Agro-alimentaire (industrie) : *Daunay (Marcel)* (p. 3904) ; *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 3911) ; *Rausch (Jean-Marie)* (p. 3899).

Balance commerciale : *Daunay (Marcel)* (p. 3904) ; *Fost (Paulette)* (p. 3909 ; 3910) ; *Larue (Tony)* (p. 3903) ; *Rausch (Jean-Marie)* (p. 3900 ; 3913) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 3907).

Centre français du commerce extérieur (CFCE) : *Rausch (Jean-Marie)* (p. 3900).

Changes (contrôle) : *Fost (Paulette)* (p. 3910).

Commerce extérieur : *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 3911).

Commerce extérieur (Budget) : *Dailly (Etienne)* (p. 3915) ; *Daunay (Marcel)* (p. 3904) ; *Larue (Tony)* (p. 3903 ; 3904) ; *Oudin (Jacques)* (p. 3907) ; *Rausch (Jean-Marie)* (p. 3902) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 3909).

Commerce international : *Larue (Tony)* (p. 3903) ; *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 3911) ; *Rausch (Jean-Marie)* (p. 3899 ; 3912).

Commerce intracommunautaire : *Rausch (Jean-Marie)* (p. 3899).

Communauté économique européenne (CEE) : *Daunay (Marcel)* (p. 3905) ; *Fost (Paulette)* (p. 3909) ; *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 3912) ; *Rausch (Jean-Marie)* (p. 3901 ; 3902 ; 3914).

Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (COFACE) : *Larue (Tony)* (p. 3904) ; *Rausch (Jean-Marie)* (p. 3902).

Croissance économique : *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 3910).

Déficit budgétaire : *Oudin (Jacques)* (p. 3906).

Enseignement supérieur : *Larue (Tony)* (p. 3903) ; *Rausch (Jean-Marie)* (p. 3900).

Entreprises (petites et moyennes) (PME) : *Oudin (Jacques)* (p. 3907).

Etats-Unis d'Amérique (USA) : *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 3912) ; *Rausch (Jean-Marie)* (p. 3901 ; 3902 ; 3914).

Europe de l'Est : *Daunay (Marcel)* (p. 3904 ; 3916) ; *Oudin (Jacques)* (p. 3905) ; *Rausch (Jean-Marie)* (p. 3913).

Expatriés : *Rausch (Jean-Marie)* (p. 3914) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 3908).

Exportations : *Daunay (Marcel)* (p. 3905) ; 3916) ; *Rausch (Jean-Marie)* (p. 3900 ; 3913) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 3908).

Formation continue : *Fost (Paulette)* (p. 3910) ; *Larue (Tony)* (p. 3903) ; *Rausch (Jean-Marie)* (p. 3901) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 3909).

Importations : *Fost (Paulette)* (p. 3909) ; *Oudin (Jacques)* (p. 3905) ; *Rausch (Jean-Marie)* (p. 3913).

Industrie : *Daunay (Marcel)* (p. 3904) ; *Fost (Paulette)* (p. 3910) ; *Larue (Tony)* (p. 3903) ; *Oudin (Jacques)* (p. 3905) ; *Rausch (Jean-Marie)* (p. 3899 ; 3900 ; 3913) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 3907).

Informatique : *Oudin (Jacques)* (p. 3905).

Investissements : *Fost (Paulette)* (p. 3910) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 3908).

Parlement (groupes d'amitié) : *Dailly (Etienne)* (p. 3915).

Pétrole : *Daunay (Marcel)* (p. 3904) ; *Fost (Paulette)* (p. 3909) ; *Larue (Tony)* (p. 3903) ; *Oudin (Jacques)* (p. 3906) ; *Rausch (Jean-Marie)* (p. 3899 ; 3900 ; 3913).

Politique agricole commune (PAC) : *Oudin (Jacques)* (p. 3906).

Recherche industrielle : *Fost (Paulette)* (p. 3910) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 3909).

République fédérale d'Allemagne (RFA) : *Rausch (Jean-Marie)* (p. 3912).

Service national (VSNE, VSNA) : *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 3912) ; *Rausch (Jean-Marie)* (p. 3914) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 3908).

Subventions : *Rausch (Jean-Marie)* (p. 3914).

Examen des crédits (réservé jusqu'à l'examen des crédits du ministère de l'économie, des finances et du budget) (25 novembre 1990) (p. 3916)

- Les crédits sont adoptés (7 décembre 1990) (p. 4702).

EDUCATION NATIONALE

ENSEIGNEMENTS SCOLAIRE ET SUPERIEUR

Discussion (4 décembre 1990) (p. 4496, 4558) :

MM. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports ; Robert Chapuis, secrétaire d'Etat chargé de l'enseignement technique ; Jacques Delong, rapporteur spécial de la commission des finances (Enseignement scolaire) ; Jean Clouet, rapporteur spécial de la commission des finances (Enseignement supérieur) ; Paul Séramy, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (Enseignement scolaire) ; Jean-Pierre Camoin, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (Enseignement supérieur) ; Gérard Delfau, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (Enseignement technique) ; Claude Saunier, Marcel Lucotte, Jacques Habert, Hubert Haenel, Mme Hélène Luc, MM. Ernest Cartigny, Robert Castaing, Jean Boyer, Jean Simonin, Maurice Blin, Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. François Lesein, René Régnauld, Jean-Claude Gaudin, Jean-Jacques Robert, Marcel Lesbros, Jean-Pierre Bayle, Jean-Paul Bataille, Serge Vinçon, Claude Belot, Jacques Sourdille, Sosefo Makapé Papilio, Emmanuel Hamel.

Agence pour l'enseignement français à l'étranger : *Habert (Jacques)* (p. 4515).

Aide sociale aux familles : *Jospin (Lionel)* (p. 4497 ; 4499).

Allocation de scolarité : *Hamel (Emmanuel)* (p. 4539).

Alsace (région) : *Haenel (Hubert)* (p. 4517).

Apprentissage : *Delfau (Gérard)* (p. 4511).

Baccalauréats : *Bataille (Jean-Paul)* (p. 4535) ; *Belot (Claude)* (p. 4536) ; *Camoin (Jean-Pierre)* (p. 4510) ; *Chapuis (Robert)* (p. 4503 ; 4552) ; *Clouet (Jean)* (p. 4506) ; *Delfau (Gérard)* (p. 4510 ; 4511) ; *Haenel (Hubert)* (p. 4517) ; *Jospin (Lionel)* (p. 4549) ; *Lesbros (Marcel)* (p. 4533) ; *Régnauld (René)* (p. 4530) ; *Robert (Jean-Jacques)* (p. 4532) ; *Vinçon (Serge)* (p. 4536).

Bassins d'emploi : *Chapuis (Robert)* (p. 4552).

Bourses d'études : *Camoin (Jean-Pierre)* (p. 4509) ; *Habert (Jacques)* (p. 4516) ; *Jospin (Lionel)* (p. 4499).

Chefs d'établissement : *Robert (Jean-Jacques)* (p. 4532 ; 4533).

Communication audiovisuelle : *Simonin (Jean)* (p. 4525).

Conseil national des programmes : *Jospin (Lionel)* (p. 4540).

Conservatoire national des arts et métiers (CNAM) : *Chapuis (Robert)* (p. 4504).

Constructions scolaires et universitaires : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 4528) ; *Blin (Maurice)* (p. 4527) ; *Boyer (Jean)* (p. 4523) ; *Camoin (Jean-Pierre)* (p. 4509) ; *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 4531) ; *Jospin (Lionel)* (p. 4501 ; 4541 ; 4542) ; *Régnauld (René)* (p. 4530) ; *Robert (Jean-Jacques)* (p. 4532) ; *Séramy (Paul)* (p. 4508) ; *Simonin (Jean)* (p. 4524 ; 4525).

Contrats de ville : *Régnauld (René)* (p. 4530).

Corse (région) : *Simonin (Jean)* (p. 4526).

Culture : *Bataille (Jean-Paul)* (p. 4535) ; *Jospin (Lionel)* (p. 4496) ; *Lucotte (Marcel)* (p. 4514) ; *Papilio (Sosefo Makapé)* (p. 4538) ; *Simonin (Jean)* (p. 4525).

Décentralisation : *Boyer (Jean)* (p. 4524) ; *Haenel (Hubert)* (p. 4517) ; *Jospin (Lionel)* (p. 4545 ; 4546 ; 4548) ; *Lesein (François)* (p. 4529) ; *Sourdille (Jacques)* (p. 4537).

Démocratie : *Belot (Claude)* (p. 4537).

Démographie : *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 4531) ; *Saunier (Claude)* (p. 4513).

Diplômes : *Bataille (Jean-Paul)* (p. 4534) ; *Chapuis (Robert)* (p. 4501) ; *Delong (Jacques)* (p. 4504) ; *Lucotte (Marcel)* (p. 4514).

Direction de l'évaluation et de la prospective (DEP) : *Jospin (Lionel)* (p. 4541).

Education : *Vinçon (Serge)* (p. 4536).

Education nationale (budget) : *Lesein (François)* (p. 4528).

Elus locaux : *Delfau (Gérard)* (p. 4511).

Emploi des jeunes : *Caron (Paul)* (p. 4518).

Emplois (créations et suppressions) : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 4528) ; *Blin (Maurice)* (p. 4526) ; *Castaing (Robert)* (p. 4522) ; *Chapuis (Robert)* (p. 4502 ; 4504) ; *Delfau (Gérard)* (p. 4510 ; 4511) ; *Delong (Jacques)* (p. 4504) ; *Habert (Jacques)* (p. 4516) ; *Jospin (Lionel)* (p. 4497 ; 4498 ; 4500 ; 4541 ; 4542) ; *Luc (Hélène)* (p. 4520) ; *Lucotte (Marcel)* (p. 4514) ; *Régnauld (René)* (p. 4529) ; *Saunier (Claude)* (p. 4512).

Enseignants : *Bataille (Jean-Paul)* (p. 4534) ; *Blin (Maurice)* (p. 4527) ; *Chapuis (Robert)* (p. 4502) ; *Clouet (Jean)* (p. 4506 ; 4507) ; *Delfau (Gérard)* (p. 4511) ; *Delong (Jacques)* (p. 4504) ; *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 4530) ; *Habert (Jacques)* (p. 4515) ; *Jospin (Lionel)* (p. 4498 ; 4500 ; 4540 ; 4541) ; *Papilio (Sosefo Makapé)* (p. 4538) ; *Robert (Jean-Jacques)* (p. 4532) ; *Saunier (Claude)* (p. 4513) ; *Séramy (Paul)* (p. 4508) ; *Vinçon (Serge)* (p. 4535).

Enseignants-chercheurs : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 4528).

Enseignement : *Blin (Maurice)* (p. 4526) ; *Boyer (Jean)* (p. 4523) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 4521 ; 4522) ; *Delong (Jacques)* (p. 4504) ; *Habert (Jacques)* (p. 4516) ; *Hamel*

(Emmanuel) (p. 4539); Jospin (Lionel) (p. 4498); Luc (Hélène) (p. 4519); Lucotte (Marcel) (p. 4514); Saunier (Claude) (p. 4512); Vinçon (Serge) (p. 4535).

Enseignement à l'étranger : Bayle (Jean-Pierre) (p. 4534); Jospin (Lionel) (p. 4544).

Enseignement artistique : Jospin (Lionel) (p. 4499; 4544); Lucotte (Marcel) (p. 4513; 4514).

Enseignement primaire : Jospin (Lionel) (p. 4546).

Enseignement privé : Blin (Maurice) (p. 4526); Boyer (Jean) (p. 4523; 4524); Gaudin (Jean-Claude) (p. 4532); Hamel (Emmanuel) (p. 4539); Papilio (Sosefo Makapé) (p. 4538); Simonin (Jean) (p. 4525).

Enseignement spécialisé : Soudrille (Jacques) (p. 4537).

Enseignement supérieur : Belot (Claude) (p. 4536); Clouet (Jean) (p. 4506; 4507); Jospin (Lionel) (p. 4499; 4541).

Enseignement supérieur (grandes écoles) : Clouet (Jean) (p. 4507).

Enseignement technique et professionnel : Chapuis (Robert) (p. 4501; 4502; 4503; 4551); Delfau (Gérard) (p. 4510).

Equipements pédagogiques : Chapuis (Robert) (p. 4503).

Essonne (département) : Robert (Jean-Jacques) (p. 4533); Simonin (Jean) (p. 4525).

Etrangers : Belot (Claude) (p. 4537).

Etudiants : Bataille (Jean-Paul) (p. 4535); Camoin (Jean-Pierre) (p. 4509); Chapuis (Robert) (p. 4501); Jospin (Lionel) (p. 4500; 4541; 4543); Saunier (Claude) (p. 4513).

Examens et concours : Chapuis (Robert) (p. 4552; 4553); Delong (Jacques) (p. 4504); Jospin (Lionel) (p. 4540).

Familles monoparentales : Saunier (Claude) (p. 4512).

Formation continue : Delfau (Gérard) (p. 4511).

Formation professionnelle : Bataille (Jean-Paul) (p. 4534); Jospin (Lionel) (p. 4498; 4500).

Français de l'étranger : Habert (Jacques) (p. 4515; 4516).

Golfe persique (crise) : Boyer (Jean) (p. 4524).

Ile-de-France (région) : Blin (Maurice) (p. 4527); Simonin (Jean) (p. 4524).

Ingénieurs : Blin (Maurice) (p. 4526); Delfau (Gérard) (p. 4510).

Inspecteurs d'académie : Robert (Jean-Jacques) (p. 4532).

Inspecteurs principaux de l'enseignement technique : Chapuis (Robert) (p. 4503).

Instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM) : Bidard-Reydet (Danielle) (p. 4528); Camoin (Jean-Pierre) (p. 4510); Caron (Paul) (p. 4518); Castaing (Robert) (p. 4522; 4523); Chapuis (Robert) (p. 4502; 4551); Delong (Jacques) (p. 4504); Habert (Jacques) (p. 4515); Jospin (Lionel) (p. 4498; 4540; 4543; 4546); Vinçon (Serge) (p. 4535).

Instituts universitaires de technologie (IUT) : Belot (Claude) (p. 4536); Bidard-Reydet (Danielle) (p. 4528); Camoin (Jean-Pierre) (p. 4510); Chapuis (Robert) (p. 4552; 4553); Delfau (Gérard) (p. 4511); Jospin (Lionel) (p. 4549); Lesbros (Marcel) (p. 4533).

Investissements immatériels : Luc (Hélène) (p. 4519); Régnauld (René) (p. 4530); Saunier (Claude) (p. 4512).

Isère (département) : Boyer (Jean) (p. 4524).

Italie : Simonin (Jean) (p. 4525).

Jeunesse : Chapuis (Robert) (p. 4504); Jospin (Lionel) (p. 4541; 4549); Luc (Hélène) (p. 4521).

Langues et cultures étrangères : Castaing (Robert) (p. 4522); Habert (Jacques) (p. 4515); Haenel (Hubert) (p. 4517); Jospin (Lionel) (p. 4549); Régnauld (René) (p. 4529); Séramy (Paul) (p. 4508).

Lycéens : Boyer (Jean) (p. 4524); Camoin (Jean-Pierre) (p. 4510); Caron (Paul) (p. 4518; 4519); Cartigny (Ernest) (p. 4521; 4522); Chapuis (Robert) (p. 4501); Delong (Jacques) (p. 4504); Gaudin (Jean-Claude) (p. 4530); Jospin (Lionel) (p. 4496; 4497; 4543; 4544; 4545; 4546); Lesein (François) (p. 4529); Luc (Hélène) (p. 4519; 4520); Régnauld (René) (p. 4529; 4530); Saunier (Claude) (p. 4512); Séramy (Paul) (p. 4507).

Lycées : Bataille (Jean-Paul) (p. 4534); Chapuis (Robert) (p. 4502); Jospin (Lionel) (p. 4496; 4549); Robert (Jean-Jacques) (p. 4532).

Lycées d'enseignement professionnel (LEP) : Jospin (Lionel) (p. 4496).

Manifestations : Lesein (François) (p. 4529).

Médecine scolaire : Luc (Hélène) (p. 4520).

Office national de formation sur les enseignements et les professions (ONISEP) : Habert (Jacques) (p. 4515).

Organisations syndicales : Cartigny (Ernest) (p. 4521); Gaudin (Jean-Claude) (p. 4530); Haenel (Hubert) (p. 4517; 4518); Jospin (Lionel) (p. 4545); Luc (Hélène) (p. 4521); Vinçon (Serge) (p. 4536).

Orientation scolaire et universitaire : Jospin (Lionel) (p. 4500; 4542; 4550); Régnauld (René) (p. 4530).

Paris (département) : Blin (Maurice) (p. 4527).

Pédagogie : Belot (Claude) (p. 4536); Blin (Maurice) (p. 4527); Caron (Paul) (p. 4518); Cartigny (Ernest) (p. 4521); Delong (Jacques) (p. 4504); Haenel (Hubert) (p. 4516); Jospin (Lionel) (p. 4497; 4499; 4548; 4549); Lesein (François) (p. 4529); Régnauld (René) (p. 4529; 4530); Séramy (Paul) (p. 4508).

Personnel administratif, technicien, ouvrier et de service (ATOS) : Bayle (Jean-Pierre) (p. 4534); Bidard-Reydet (Danielle) (p. 4528); Clouet (Jean) (p. 4506); Jospin (Lionel) (p. 4500; 4541).

Poitou-Charentes (région) : Belot (Claude) (p. 4536).

Prêts : Jospin (Lionel) (p. 4500); Séramy (Paul) (p. 4509).

Professeurs : Caron (Paul) (p. 4519); Chapuis (Robert) (p. 4502).

Professeurs d'université : Jospin (Lionel) (p. 4500).

Programmes scolaires et universitaires : Régnauld (René) (p. 4530).

Provence-Côte d'Azur (région) : Gaudin (Jean-Claude) (p. 4531).

Recherche universitaire : Bidard-Reydet (Danielle) (p. 4528); Camoin (Jean-Pierre) (p. 4509).

Régions : Camoin (Jean-Pierre) (p. 4509); Chapuis (Robert) (p. 4502; 4503); Clouet (Jean) (p. 4506); Gaudin (Jean-Claude) (p. 4531); Jospin (Lionel) (p. 4501).

République fédérale d'Allemagne (RFA) : Simonin (Jean) (p. 4525).

Retraites : Jospin (Lionel) (p. 4498; 4540).

Royaume-Uni : Jospin (Lionel) (p. 4543); Simonin (Jean) (p. 4525).

Salaires, traitements et indemnités : Bataille (Jean-Paul) (p. 4534).

Sécurité civile : Bataille (Jean-Paul) (p. 4534); Gaudin (Jean-Claude) (p. 4532); Robert (Jean-Jacques) (p. 4532).

Télévisions de secteur public : Simonin (Jean) (p. 4525).

Transports scolaires : Jospin (Lionel) (p. 4550); Sourdille (Jacques) (p. 4537; 4538).

Union des Républiques socialistes soviétiques (URSS) : Cartigny (Ernest) (p. 4521).

Universités : Belot (Claude) (p. 4537); Bidard-Reydet (Danielle) (p. 4527); Blin (Maurice) (p. 4527); Jospin (Lionel)

(p. 4500 ; 4501 ; 4548) ; *Lesein (François)* (p. 4529) ; *Saunier (Claude)* (p. 4513).

Wallis-et-Futuna : *Papilio (Sosefo Makapé)* (p. 4538).

Zones d'éducation prioritaires (ZEP) : *Castaing (Robert)* (p. 4522) ; *Jospin (Lionel)* (p. 4546) ; *Luc (Hélène)* (p. 4520).

Zones rurales : *Castaing (Robert)* (p. 4522) ; *Haenel (Hubert)* (p. 4518) ; *Jospin (Lionel)* (p. 4499 ; 4546).

Examen des crédits et des articles 86 et 87 (4 décembre 1990) (p. 4553, 4558) : *MM. Maurice Schumann, Lionel Jospin, ministre ; Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Sosefo Makapé Papilio, Jean-Pierre Masseret, Lucien Neuwirth, Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. Ernest Cartigny, Jacques Delong, rapporteur spécial ; Paul Séramy, rapporteur pour avis ; Emmanuel Hamel.*

Etat B – TITRE III – Rejeté (p. 4555).

TITRE IV – Rejeté (p. 4556).

Etat C – TITRES V ET VI – Rejetés (p. 4456).

Art. 86 (*Intégration de l'école maternelle Henri Bergasse, école privée, dans l'enseignement public*) – Adopté (p. 4557).

Art. 87 (*Suppression de l'allocation de scolarité : abrogation de l'article 62 de la loi de finances pour 1965 et du 2^e alinéa de l'article 8 de la loi n° 59-1557 du 31 décembre 1959*) (p. 4557).

Adoptés : amendements identiques n° II-39 de M. Jacques Delong, rapporteur spécial, et n° II-5 de M. Paul Séramy, rapporteur pour avis : suppression de cet article (p. 4558).

– L'article 87 est supprimé (p. 4558).

EDUCATION NATIONALE, JEUNESSE ET SPORTS

Discussion (2 décembre 1990) (p. 4371, 4389) :

MM. Roger Bambuck, secrétaire d'Etat chargé de la jeunesse et des sports ; Paul Caron, rapporteur spécial de la commission des finances ; François Lesein, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles ; Louis Brives, Claude Prouvoyeur, Xavier de Villepin, Mme Hélène Luc, MM. Jacques Habert, Philippe Madrelle, Maurice Schumann, président de la commission des affaires culturelles.

Aménagement du temps : *Bambuck (Roger)* (p. 4372 ; 4384 ; 4385) ; *Caron (Paul)* (p. 4375) ; *Lesein (François)* (p. 4376) ; *Madrelle (Philippe)* (p. 4382).

Animateurs sportifs : *Bambuck (Roger)* (p. 4372).

Associations : *Bambuck (Roger)* (p. 4373) ; *Madrelle (Philippe)* (p. 4382).

Centres régionaux d'éducation populaire et de sport (CREPS) : *Bambuck (Roger)* (p. 4384).

Clubs sportifs : *Bambuck (Roger)* (p. 4372).

Collectivités territoriales : *Bambuck (Roger)* (p. 4373) ; *Caron (Paul)* (p. 4375) ; *Lesein (François)* (p. 4377) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4379).

Comité national d'éthique sportive : *Bambuck (Roger)* (p. 4373).

Communes rurales : *Bambuck (Roger)* (p. 4385).

Contrats ville-enfants : *Brives (Louis)* (p. 4378) ; *Lesein (François)* (p. 4376).

Dopage : voir Médecine sportive.

Droits de télévision : *Bambuck (Roger)* (p. 4383).

Education physique et sportive (EPS) : *Bambuck (Roger)* (p. 4384).

Education populaire : *Bambuck (Roger)* (p. 4373).

Epreuves et compétitions sportives : *Bambuck (Roger)* (p. 4384) ; *Lesein (François)* (p. 4377).

Equipements sportifs : *Brives (Louis)* (p. 4378) ; *Caron (Paul)* (p. 4375).

Fonds national pour le développement de la vie associative (FNDVA) : *Lesein (François)* (p. 4376) ; *Schumann (Maurice)* (p. 4382).

Fonds national pour le développement du sport (FNDS) : *Bambuck (Roger)* (p. 4383 ; 4384 ; 4385) ; *Brives (Louis)* (p. 4378) ; *Caron (Paul)* (p. 4374) ; *Habert (Jacques)* (p. 4381) ; *Lesein (François)* (p. 4376) ; *Luc (Hélène)* (p. 4380) ; *Madrelle (Philippe)* (p. 4382) ; *Prouvoyeur (Claude)* (p. 4379) ; *Schumann (Maurice)* (p. 4382) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4379).

Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP) : *Lesein (François)* (p. 4376).

Jeunesse et sports (ministère) : *Bambuck (Roger)* (p. 4373) ; *Prouvoyeur (Claude)* (p. 4379).

Jeunesse et sports (budget) : *Bambuck (Roger)* (p. 4372) ; *Caron (Paul)* (p. 4374) ; *Habert (Jacques)* (p. 4381) ; *Lesein (François)* (p. 4376) ; *Luc (Hélène)* (p. 4380) ; *Madrelle (Philippe)* (p. 4381) ; *Prouvoyeur (Claude)* (p. 4378) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4379).

Jeux olympiques : *Bambuck (Roger)* (p. 4384 ; 4386) ; *Caron (Paul)* (p. 4374 ; 4375) ; *Habert (Jacques)* (p. 4381) ; *Lesein (François)* (p. 4377) ; *Madrelle (Philippe)* (p. 4382) ; *Prouvoyeur (Claude)* (p. 4379).

Loto sportif : *Caron (Paul)* (p. 4374) ; *Madrelle (Philippe)* (p. 4382) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4379).

Médecine sportive : *Bambuck (Roger)* (p. 4385) ; *Lesein (François)* (p. 4377).

Office franco-allemand pour la jeunesse (OFAJ) : *Bambuck (Roger)* (p. 4385) ; *Lesein (François)* (p. 4376).

Office franco-québécois pour la jeunesse (OFQJ) : *Bambuck (Roger)* (p. 4385) ; *Lesein (François)* (p. 4376).

Rythmes scolaires : voir Aménagement du temps.

Sport de haut niveau : *Bambuck (Roger)* (p. 4385) ; *Lesein (François)* (p. 4377).

Sport-études : *Lesein (François)* (p. 4377).

Sports scolaires : *Bambuck (Roger)* (p. 4373).

Sports professionnels : *Bambuck (Roger)* (p. 4386).

Vacances : *Bambuck (Roger)* (p. 4386) ; *Brives (Louis)* (p. 4378) ; *Luc (Hélène)* (p. 4380) ; *Madrelle (Philippe)* (p. 4381).

Vandalisme : *Caron (Paul)* (p. 4374) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4379).

Examen des crédits (2 décembre 1990) (p. 4386, 4389) : *MM. Xavier de Villepin, Roger Bambuck, secrétaire d'Etat ; Paul Caron, rapporteur spécial ; Maurice Schumann, président de la commission des affaires culturelles ; Robert Laucournet, Robert Vizet, Claude Prouvoyeur.*

Etat B – TITRES III et IV – Rejetés (p. 4388).

Etat C – TITRES V et VI – Rejetés (p. 4389).

Après l'art. 87 (p. 4386).

Adopté : amendement n° II-54 de M. Daniel Hoeffel : institution d'un prélèvement sur les sommes mises au jeu et exploitées par la société France Loto (p. 4387 ; priorité ordonnée p. 4386).

– Un article additionnel, ainsi rédigé, est inséré dans le projet de loi de finances (p. 4387).

EQUIPEMENT, LOGEMENT, TRANSPORTS ET MER

I – URBANISME, LOGEMENT ET SERVICES COMMUNS

Discussion (8 décembre 1990) (p. 4798, 4820) :

MM. Michel Delebarre, ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer ; Louis Besson, ministre

chargé du logement ; Ernest Cartigny, rapporteur spécial ; Robert Laucournet, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (logement) ; Jacques Bellanger, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (urbanisme) ; Guy Penne, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales (logement social) ; Roger Husson, Louis de Catuelan, Jean-Luc Bécart, William Chervy, José Balarello, Claude Pradille, Marcel Vidal, Jacques Bellanger.

Aide personnalisée au logement (APL) : Bécart (Jean-Luc) (p. 4809) ; Cartigny (Ernest) (p. 4804) ; Penne (Guy) (p. 4806).

Allocation logement : Besson (Louis) (p. 4800) ; Cartigny (Ernest) (p. 4801) ; Penne (Guy) (p. 4806).

Architecture (enseignement) : Bellanger (Jacques) (p. 4805) ; Delebarre (Michel) (p. 4814).

Conseils d'architecture d'urbanisme et de l'environnement (CAUE) : Delebarre (Michel) (p. 4815).

Contrats de ville : Bellanger (Jacques) (p. 4814).

Délinquance : Bellanger (Jacques) (p. 4814) ; Delebarre (Michel) (p. 4798).

Démographie : Besson (Louis) (p. 4818) ; Vidal (Marcel) (p. 4813).

Dotation globale de fonctionnement (DGF) : Delebarre (Michel) (p. 4799).

Droit au logement : Besson (Louis) (p. 4800) ; Catuelan (Louis de) (p. 4808) ; Chervy (William) (p. 4810).

Etudiants : Besson (Louis) (p. 4818) ; Vidal (Marcel) (p. 4813).

Fonds de concours : Besson (Louis) (p. 4816).

Habitat (amélioration) : Bellanger (Jacques) (p. 4814) ; Cartigny (Ernest) (p. 4803 ; 4804) ; Delebarre (Michel) (p. 4798).

Habitations à loyer modéré (HLM) : Balarello (José) (p. 4810) ; Besson (Louis) (p. 4800 ; 4816) ; Cartigny (Ernest) (p. 4801 ; 4804) ; Chervy (William) (p. 4810) ; Husson (Roger) (p. 4808) ; Pradille (Claude) (p. 4812).

Impôt de solidarité sur la fortune (ISF) : Balarello (José) (p. 4811).

Inflation : Besson (Louis) (p. 4817).

Ingénieurs : Delebarre (Michel) (p. 4799).

Livrets des caisses d'épargne : Besson (Louis) (p. 4817) ; Cartigny (Ernest) (p. 4801 ; 4802 ; 4804) ; Chervy (William) (p. 4810).

Logement social : Balarello (José) (p. 4811) ; Besson (Louis) (p. 4800 ; 4816) ; Cartigny (Ernest) (p. 4801 ; 4803) ; Catuelan (Louis de) (p. 4808) ; Delebarre (Michel) (p. 4799 ; 4815) ; Husson (Roger) (p. 4807) ; Penne (Guy) (p. 4606) ; Pradille (Claude) (p. 4812) ; Vidal (Marcel) (p. 4813).

Loyers : Bécart (Jean-Luc) (p. 4809).

Plans d'épargne logement (PEL) : Besson (Louis) (p. 4817) ; Cartigny (Ernest) (p. 4802) ; Chervy (William) (p. 4810).

Plans d'épargne populaire (PEP) : Besson (Louis) (p. 4817).

Plus-values : Balarello (José) (p. 4811).

Politique de la ville : Balarello (José) (p. 4811) ; Bellanger (Jacques) (p. 4814) ; Delebarre (Michel) (p. 4798 ; 4799).

Politique de l'habitat : Delebarre (Michel) (p. 4799).

Prestations familiales : Besson (Louis) (p. 4800).

Prêts d'accèsion à la propriété (PAP) : Balarello (José) (p. 4810 ; 4811) ; Besson (Louis) (p. 4801 ; 4816 ; 4817 ; 4818) ; Cartigny (Ernest) (p. 4801 ; 4802 ; 4803) ; Catuelan (Louis de) (p. 4808) ; Husson (Roger) (p. 4807) ; Penne (Guy) (p. 4806) ; Pradille (Claude) (p. 4812).

Prêts locatifs aidés (PLA) : Balarello (José) (p. 4811) ; Bécart (Jean-Luc) (p. 4809) ; Besson (Louis) (p. 4800 ; 4816) ; Cartigny (Ernest) (p. 4803) ; Catuelan (Louis de) (p. 4808) ; Chervy

(William) (p. 4810) ; Husson (Roger) (p. 4807) ; Pradille (Claude) (p. 4813).

Prime à l'amélioration des logements à usage locatif et à occupation sociale (PALULOS) : Balarello (José) (p. 4811) ; Bécart (Jean-Luc) (p. 4809) ; Cartigny (Ernest) (p. 4803) ; Husson (Roger) (p. 4807) ; Pradille (Claude) (p. 4813).

Primes à l'amélioration de l'habitation (PAH) : Cartigny (Ernest) (p. 4803).

Taxe d'habitation : Balarello (José) (p. 4811).

Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) : Balarello (José) (p. 4811) ; Bécart (Jean-Luc) (p. 4809).

Urbanisme : Bellanger (Jacques) (p. 4805) ; Delebarre (Michel) (p. 4798).

Villes : Chervy (William) (p. 4810) ; Vidal (Marcel) (p. 4813).

Zones d'aménagement différé (ZAD) : Delebarre (Michel) (p. 4815).

Zones de protection du patrimoine architectural et urbain (ZPPAU) : Bellanger (Jacques) (p. 4805).

Zones rurales : Vidal (Marcel) (p. 4813).

Examen des crédits et de l'article 88 (8 décembre 1990) (p. 4818, 4820) : Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Ernest Cartigny, rapporteur spécial ; Michel Delebarre, ministre.

Etat B - TITRE III (p. 4818).

Rejeté : amendement n° II-18 de M. Ernest Cartigny, rapporteur spécial : réduction incitative des crédits (p. 4819).

- Les crédits du titre III sont réservés (p. 4819), puis adoptés (p. 4838).

TITRE IV (p. 4819).

Adopté : amendement n° II-19 de M. Ernest Cartigny, rapporteur spécial : réduction incitative des crédits (p. 4819).

- Les crédits du titre IV, ainsi modifiés, sont réservés (p. 4819), puis adoptés (p. 4838).

Etat C - TITRE V (p. 4819).

Adopté : amendement n° II-20 de M. Ernest Cartigny, rapporteur spécial : réduction incitative des crédits (p. 4820).

- Les crédits, ainsi modifiés, sont réservés (p. 4820), puis adoptés (p. 4838).

TITRE VI (p. 4820).

Adopté : amendement n° II-21 de M. Ernest Cartigny, rapporteur spécial : réduction incitative des crédits (p. 4820).

- Les crédits, ainsi modifiés, sont réservés (p. 4820), puis adoptés (p. 4838).

Art. 88 (Généralisation progressive de l'allocation de logement sociale) - Adopté (p. 4820).

EQUIPEMENT, LOGEMENT, TRANSPORTS ET MER

II - TRANSPORTS INTERIEURS

1. TRANSPORTS TERRESTRES.

2. ROUTES.

3. SECURITE ROUTIERE

Discussion (3 décembre 1990) (p. 4434, 4469) :

MM. Michel Delebarre, ministre de l'équipement, Jean-Pierre Masseret, rapporteur spécial de la commission des finances (transports terrestres) ; Georges Berchet, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (transports terrestres) ; Philippe Adnot, rapporteur spécial de la commission des finances (voies navigables) ; Paul Loridant, rapporteur spécial de la commission des finances (routes et sécurité routière) ; Jacques Braconnier, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (routes et voies navigables) ; Félix

Leyzour, Charles-Edmond Lenglet, Jacques Rocca Serra, Josselin de Rohan, Louis Jung, Marcel Vidal, Jacques Oudin, Emmanuel Hamel, Georges Sarre, secrétaire d'Etat chargé des transports routiers et fluviaux.

Aménagement du territoire : Berchet (Georges) (p. 4438) ; Delebarre (Michel) (p. 4459 ; 4460) ; Lenglet (Charles-Edmond) (p. 4447) ; Leyzour (Félix) (p. 4446) ; Rohan (Josselin de) (p. 4449 ; 4450) ; Vidal (Marcel) (p. 4451).

Autoroutes : Braconnier (Jacques) (p. 4444) ; Loridant (Paul) (p. 4440) ; Oudin (Jacques) (p. 4451 ; 4452 ; 4460).

Batterie : Adnot (Philippe) (p. 4439) ; Braconnier (Jacques) (p. 4445).

Bretagne (région) (desserte routière et ferroviaire) : Delebarre (Michel) (p. 4459) ; Leyzour (Félix) (p. 4446) ; Rohan (Josselin de) (p. 4449).

Circulation routière : Delebarre (Michel) (p. 4436).

Environnement : Delebarre (Michel) (p. 4458).

Fonds de développement économique et social (FDES) : Delebarre (Michel) (p. 4457 ; 4458).

Ile-de-France (région) : Loridant (Paul) (p. 4441) ; Masseret (Jean-Pierre) (p. 4437).

Ile-de-France (région) (réseau routier) : Delebarre (Michel) (p. 4458).

Liaison fixe transmanche : Delebarre (Michel) (p. 4459) ; Lenglet (Charles-Edmond) (p. 4447).

Liaison Rhin-Rhône : Adnot (Philippe) (p. 4439) ; Hamel (Emmanuel) (p. 4454) ; Jung (Louis) (p. 4451) ; Rocca Serra (Jacques) (p. 4448) ; Sarre (Georges) (p. 4456).

Office national de la navigation : Adnot (Philippe) (p. 4439) ; Braconnier (Jacques) (p. 4444 ; 4445) ; Rocca Serra (Jacques) (p. 4448) ; Sarre (Georges) (p. 4456).

Péages : Delebarre (Michel) (p. 4458) ; Leyzour (Félix) (p. 4446) ; Loridant (Paul) (p. 4441).

Permis de conduire : Braconnier (Jacques) (p. 4444) ; Delebarre (Michel) (p. 4436) ; Loridant (Paul) (p. 4442) ; Sarre (Georges) (p. 4455).

Picardie (desserte ferroviaire) : Lenglet (Charles-Edmond) (p. 4447).

Ports (Marseille) : Rocca Serra (Jacques) (p. 4448).

Prévention routière : Loridant (Paul) (p. 4442) ; Sarre (Georges) (p. 4455).

Régie autonome des transports parisiens (RATP) : Berchet (Georges) (p. 4438) ; Delebarre (Michel) (p. 4435 ; 4459) ; Masseret (Jean-Pierre) (p. 4437).

Réseau routier et autoroutier : Braconnier (Jacques) (p. 4443 ; 4444) ; Delebarre (Michel) (p. 4434 ; 4456 ; 4457) ; Jung (Louis) (p. 4450) ; Lenglet (Charles-Edmond) (p. 4448) ; Leyzour (Félix) (p. 4445 ; 4446) ; Loridant (Paul) (p. 4440 ; 4441) ; Oudin (Jacques) (p. 4452) ; Rocca Serra (Jacques) (p. 4449) ; Vidal (Marcel) (p. 4451).

Sécurité routière : Braconnier (Jacques) (p. 4444) ; Delebarre (Michel) (p. 4436) ; Hamel (Emmanuel) (p. 4453) ; Jung (Louis) (p. 4450) ; Loridant (Paul) (p. 4441 ; 4442) ; Oudin (Jacques) (p. 4452 ; 4460) ; Sarre (Georges) (p. 4454 ; 4455).

Signalisation routière : Leyzour (Félix) (p. 4446) ; Sarre (Georges) (p. 4455).

Société nationale des chemins de fer français (SNCF) : Berchet (Georges) (p. 4437) ; Delebarre (Michel) (p. 4435 ; 4459) ; Leyzour (Félix) (p. 4446) ; Masseret (Jean-Pierre) (p. 4436) ; Rohan (Josselin de) (p. 4449).

Train à grande vitesse (TGV) : Berchet (Georges) (p. 4437 ; 4438) ; Delebarre (Michel) (p. 4459 ; 4460) ; Jung (Louis) (p. 4450) ; Lenglet (Charles-Edmond) (p. 4447) ; Leyzour (Félix) (p. 4446) ; Masseret (Jean-Pierre) (p. 4437) ; Rohan (Josselin de) (p. 4449).

Transport de marchandises (SNCF) : Berchet (Georges) (p. 4438) ; Delebarre (Michel) (p. 4435) ; Leyzour (Félix) (p. 4446) ; Rohan (Josselin de) (p. 4449).

Transport de marchandises (transports routiers) : Berchet (Georges) (p. 4438) ; Delebarre (Michel) (p. 4436) ; Rocca Serra (Jacques) (p. 4449) ; Sarre (Georges) (p. 4454).

Transports en commun : Delebarre (Michel) (p. 4434 ; 4435 ; 4459).

Transports fluviaux : Adnot (Philippe) (p. 4439) ; Delebarre (Michel) (p. 4435) ; Hamel (Emmanuel) (p. 4453) ; Leyzour (Félix) (p. 4447) ; Rocca Serra (Jacques) (p. 4449).

Vendée (département) : Oudin (Jacques) (p. 4453).

Voies navigables : Adnot (Philippe) (p. 4439) ; Braconnier (Jacques) (p. 4445) ; Hamel (Emmanuel) (p. 4454) ; Rocca Serra (Jacques) (p. 4448) ; Sarre (Georges) (p. 4455).

Zones rurales : Vidal (Marcel) (p. 4451).

Examen des crédits (réservé jusqu'après l'examen des crédits de la mer) et de l'article 89 (3 décembre 1990) (p. 4460, 4469) : Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Jean-Pierre Camoin, Michel Delebarre, ministre ; Georges Sarre, secrétaire d'Etat ; Paul Loridant, rapporteur spécial ; Félix Leyzour, Emmanuel Hamel, Philippe de Bourgoing, Philippe Adnot, rapporteur spécial ; Jacques Braconnier, rapporteur pour avis – Transports en commun (Ile-de-France) – Autoroutes (Ile-de-France) – Ports fluviaux – Office national de la navigation – Ports (Marseille).

Etat B – TITRE III (p. 4460).

Rejeté : amendement n° II-22 de la commission : réduction des crédits (p. 4462).

– Les crédits figurant au Titre III sont adoptés (8 décembre 1990) (p. 4838).

TITRE IV – Adoptés (8 décembre 1990) (p. 4838).

Etat C – TITRE V (p. 4463).

Adopté : amendement n° II-23 de la commission : réduction des crédits (p. 4463).

– Les crédits figurant au Titre V, ainsi modifiés, sont adoptés (8 décembre 1990) (p. 4838).

TITRE VI (p. 4463).

Adopté : amendement n° II-24 de la commission : réduction des crédits (p. 4463).

– Les crédits figurant au Titre VI, ainsi modifiés, sont adoptés (8 décembre 1990) (p. 4838).

Art. 89 (Création d'un établissement public industriel et commercial, EPIC, chargé des missions nationales de gestion et d'exploitation des voies navigables) (p. 4464).

Parole sur l'article (p. 4464, 4465) : M. Emmanuel Hamel.

Adoptés : amendements de la commission saisie pour avis, n° II-105 : taxe sur les ouvrages de prise ou de rejet d'eau : extension du bénéfice aux régions pour la gestion et l'entretien des voies navigables qui leur ont été transférées (p. 4466) – Et n° II-106 : de coordination (p. 4468).

Rejetés : amendement de M. Marcel Lucotte, soutenu par M. Philippe de Bourgoing n° II-100 : taux de base de la taxe sur les ouvrages de prise ou de rejet d'eau (p. 4467) – Amendement n° II-107 de M. Philippe de Bourgoing : recouvrement de la taxe par les agences financières de bassin (p. 4467).

Retirés : amendements de Marcel Lucotte, soutenus par M. Philippe de Bourgoing n° II-98 et II-99 : maintien des missions et des ressources de la Compagnie nationale du Rhône (CNR) (p. 4466) – Amendement n° II-103 de M. Jacques Oudin, soutenu par M. Jean-Pierre Camoin : régime fiscal particulier pour les ouvrages de prise ou de rejet d'eau implantés dans les limites d'un parc naturel régional ou national (p. 4468).

– L'article 89, ainsi modifié, est adopté (p. 4469).

EQUIPEMENT, LOGEMENT, TRANSPORTS ET MER

III - AVIATION CIVILE ET IV - METEOROLOGIE

Discussion (8 décembre 1990) (p. 4782, 4798) :

MM. Michel Delebarre, ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer ; Marcel Fortier, rapporteur spécial ; Bernard Legrand, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; François Gerbaud, Jean-Luc Bécart, Ernest Cartigny, José Balarello, Guy Penne.

Aéronautique (industrie) : *Delebarre (Michel)* (p. 4783 ; 4784 ; 4795 ; 4796) ; *Fortier (Marcel)* (p. 4784 ; 4785) ; *Legrand (Bernard)* (p. 4786) ; *Penne (Guy)* (p. 4792).

Aéroport de Paris : *Delebarre (Michel)* (p. 4796) ; *Legrand (Bernard)* (p. 4786).

Aéroports : *Balarello (José)* (p. 4791) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 4790) ; *Delebarre (Michel)* (p. 4783) ; *Gerbaud (François)* (p. 4788) ; *Legrand (Bernard)* (p. 4787).

Aérospatiale (industrie) : *Delebarre (Michel)* (p. 4795) ; *Gerbaud (François)* (p. 4789).

Airbus : *Delebarre (Michel)* (p. 4795 ; 4796) ; *Fortier (Marcel)* (p. 4785) ; *Gerbaud (François)* (p. 4789) ; *Legrand (Bernard)* (p. 4786).

Association internationale pour le transport aérien (IATA) : *Balarello (José)* (p. 4790).

Aviation civile : *Delebarre (Michel)* (p. 4783).

Code de l'aviation civile : *Delebarre (Michel)* (p. 4797).

Commission européenne de l'aviation civile (CEAC) : *Balarello (José)* (p. 4791) ; *Delebarre (Michel)* (p. 4783).

Communauté économique européenne (CEE) : *Delebarre (Michel)* (p. 4793).

Compagnies aériennes : *Balarello (José)* (p. 4791) ; *Delebarre (Michel)* (p. 4793 ; 4794) ; *Fortier (Marcel)* (p. 4784 ; 4785) ; *Gerbaud (François)* (p. 4789) ; *Legrand (Bernard)* (p. 4787).

Concurrence : *Delebarre (Michel)* (p. 4793) ; *Legrand (Bernard)* (p. 4787).

Crédit-bail : *Delebarre (Michel)* (p. 4796).

Décentralisation : *Delebarre (Michel)* (p. 4783).

Emplois (créations et suppressions) : *Balarello (José)* (p. 4791) ; *Delebarre (Michel)* (p. 4782 ; 4783).

Formation professionnelle : *Delebarre (Michel)* (p. 4795) ; *Penne (Guy)* (p. 4792).

Golfe persique (crise) : *Balarello (José)* (p. 4790) ; *Delebarre (Michel)* (p. 4793) ; *Fortier (Marcel)* (p. 4785) ; *Legrand (Bernard)* (p. 4787) ; *Penne (Guy)* (p. 4792).

Grèves : *Balarello (José)* (p. 4791) ; *Fortier (Marcel)* (p. 4784).

Ingénieurs du contrôle de la navigation aérienne : *Delebarre (Michel)* (p. 4782) ; *Fortier (Marcel)* (p. 4784) ; *Gerbaud (François)* (p. 4788).

Ingénieurs électroniciens de la sécurité aérienne : *Delebarre (Michel)* (p. 4782) ; *Fortier (Marcel)* (p. 4784).

Investissements : *Delebarre (Michel)* (p. 4783).

Lignes aériennes internationales : *Delebarre (Michel)* (p. 4794) ; *Gerbaud (François)* (p. 4789).

Météorologie nationale : *Delebarre (Michel)* (p. 4783).

Monnaie (dollar) : *Fortier (Marcel)* (p. 4785) ; *Legrand (Bernard)* (p. 4787) ; *Penne (Guy)* (p. 4792).

Monnaie (ECU) : *Delebarre (Michel)* (p. 4796).

Navigation aérienne : *Delebarre (Michel)* (p. 4782 ; 4783 ; 4795) ; *Fortier (Marcel)* (p. 4784).

Navigation aérienne (personnels) : *Delebarre (Michel)* (p. 4784) ; *Penne (Guy)* (p. 4792).

Pilotes d'avion : *Delebarre (Michel)* (p. 4783 ; 4795) ; *Fortier (Marcel)* (p. 4786) ; *Penne (Guy)* (p. 4792).

Recherche industrielle : *Gerbaud (François)* (p. 4789).

Satellites : *Delebarre (Michel)* (p. 4783).

Service public : *Delebarre (Michel)* (p. 4784).

Tourisme : *Balarello (José)* (p. 4791).

Trafic aérien : *Balarello (José)* (p. 4791) ; *Delebarre (Michel)* (p. 4793) ; *Fortier (Marcel)* (p. 4786) ; *Legrand (Bernard)* (p. 4787).

Trafic charter : *Gerbaud (François)* (p. 4789).

Train à grande vitesse (TGV) : *Gerbaud (François)* (p. 4789).

Transports aériens : *Cartigny (Ernest)* (p. 4790) ; *Delebarre (Michel)* (p. 4793) ; *Gerbaud (François)* (p. 4788) ; *Penne (Guy)* (p. 4792).

Examen des crédits (réservé jusqu'après l'examen des crédits de la mer) (8 décembre 1990) (p. 4797) et de l'article 90 (8 décembre 1990) (p. 4798)

Les crédits sont adoptés (8 décembre 1990) (p. 4838).

Art. 90 (Extension du champ d'application du budget annexe de la navigation aérienne (BANA)) - Adopté (p. 4798).

EQUIPEMENT, LOGEMENT, TRANSPORTS ET MER

V - MER

Discussion (8 décembre 1990) (p. 4820, 4839) :

MM. Jacques Mellick, ministre chargé de la mer ; René Régnauld, rapporteur spécial (marine marchande) ; Louis de Catuelan, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (marine marchande) ; Tony Larue, rapporteur spécial (ports maritimes) ; Jean-François Legrand, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (ports maritimes) ; Jean-Luc Bécart, Jacques Bialski, Jacques Oudin, Albert Pen, Michel Delebarre, ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer.

Affrètement : *Mellick (Jacques)* (p. 4821).

Aquaculture : *Catuelan (Louis de)* (p. 4825) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4822 ; 4836) ; *Régnauld (René)* (p. 4823).

Armement maritime : *Régnauld (René)* (p. 4823).

Balance commerciale : *Oudin (Jacques)* (p. 4831).

Calamités et catastrophes : *Oudin (Jacques)* (p. 4833) ; *Pen (Albert)* (p. 4833).

Centres régionaux opérationnels de surveillance et de sauvegarde (CROSS) : *Bialski (Jacques)* (p. 4829).

Commission des communautés européennes : *Mellick (Jacques)* (p. 4820).

Communauté économique européenne (CEE) : *Mellick (Jacques)* (p. 4836).

Compétitivité économique : *Larue (Tony)* (p. 4827) ; *Le Grand (Jean-François)* (p. 4827 ; 4828) ; *Mellick (Jacques)* (p. 4821) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4831) ; *Régnauld (René)* (p. 4823).

Concurrence internationale : *Larue (Tony)* (p. 4827) ; *Le Grand (Jean-François)* (p. 4827 ; 4828) ; *Mellick (Jacques)* (p. 4835 ; 4836) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4831).

Construction navale : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 4828 ; 4829) ; *Mellick (Jacques)* (p. 4837).

Diplômes : *Mellick (Jacques)* (p. 4822).

Enseignement : *Bialski (Jacques)* (p. 4830) ; *Mellick (Jacques)* (p. 4821 ; 4837).

Etablissement national des invalides de la marine (ENIM) : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 4828) ; *Bialski (Jacques)* (p. 4829) ; *Catuelan (Louis de)* (p. 4825) ; *Régnauld (René)* (p. 4822).

Fonds d'intervention et d'organisation des marchés des produits de la pêche maritime et de la conchyliculture (FIOM) : *Catuelan (Louis de)* (p. 4825) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4822).

Fonds d'investissement des départements d'outre-mer (FIDOM) : *Mellick (Jacques)* (p. 4836) ; *Pen (Albert)* (p. 4833).

Golfe persique (crise) : *Catuelan (Louis de)* (p. 4824).

Grèves : *Bialski (Jacques)* (p. 4830).

Littoral (protection) : *Mellick (Jacques)* (p. 4821 ; 4836) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4833) ; *Régnauld (René)* (p. 4823).

Manutention portuaire : *Larue (Tony)* (p. 4827) ; *Le Grand (Jean-François)* (p. 4828) ; *Mellick (Jacques)* (p. 4821).

Marine marchande : *Bialski (Jacques)* (p. 4829) ; *Catuelan (Louis de)* (p. 4824) ; *Régnauld (René)* (p. 4823).

Marins : *Catuelan (Louis de)* (p. 4824 ; 4825) ; *Mellick (Jacques)* (p. 4835) ; *Régnauld (René)* (p. 4822).

Mer et littoral : *Mellick (Jacques)* (p. 4836) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4831 ; 4833).

Mer territoriale : *Catuelan (Louis de)* (p. 4825) ; *Mellick (Jacques)* (p. 4820).

Monnaie (dollar) : *Mellick (Jacques)* (p. 4836).

Navigation maritime : *Mellick (Jacques)* (p. 4821) ; *Régnauld (René)* (p. 4822).

Navires : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 4828) ; *Catuelan (Louis de)* (p. 4824 ; 4825) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4831) ; *Régnauld (René)* (p. 4822 ; 4823).

Pêche : *Bialski (Jacques)* (p. 4829) ; *Mellick (Jacques)* (p. 4820 ; 4821 ; 4835) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4822 ; 4831) ; *Pen (Albert)* (p. 4833) ; *Régnauld (René)* (p. 4823).

Pensions de réversion : *Mellick (Jacques)* (p. 4837).

Pétrole : *Larue (Tony)* (p. 4826).

Police maritime : *Catuelan (Louis de)* (p. 4826) ; *Régnauld (René)* (p. 4823).

Pollution (mer) : *Mellick (Jacques)* (p. 4821).

Ports : *Catuelan (Louis de)* (p. 4825) ; *Mellick (Jacques)* (p. 4821) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4831).

Ports autonomes : *Delebarre (Michel)* (p. 4834) ; *Larue (Tony)* (p. 4826) ; *Le Grand (Jean-François)* (p. 4827).

Recherche marine : *Oudin (Jacques)* (p. 4822).

Société nationale de sauvetage en mer (SNSM) : *Mellick (Jacques)* (p. 4837) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4833).

Tourisme : *Catuelan (Louis de)* (p. 4826).

Transports : *Delebarre (Michel)* (p. 4834) ; *Le Grand (Jean-François)* (p. 4828).

Transports maritimes : *Catuelan (Louis de)* (p. 4824).

Examen des crédits (8 décembre 1990) (p. 4838, 4839) : *MM. Maurice Schumann, Michel Delebarre, ministre.*

Etat B – TITRES III et IV – Adoptés (p. 4838).

Etat C – TITRES V et VI – Adoptés (p. 4838).

NAVIGATION AERIENNE (BUDGET ANNEXE)

Discussion (8 décembre 1990) (p. 4784, 4788) :

M. Marcel Fortier, rapporteur spécial.

Compagnies aériennes : *Fortier (Marcel)* (p. 4784 ; 4785).

Contrôle aérien : *Fortier (Marcel)* (p. 4784).

Pilotes d'avion : *Fortier (Marcel)* (p. 4786).

Trafic aérien : *Fortier (Marcel)* (p. 4786).

Examen des crédits figurant aux articles 49 et 50 (8 décembre 1990) (p. 4798)

Art. 49 (Services notés) – Adopté (p. 4798).

Art. 50 (Mesures nouvelles) – Adopté (p. 4798).

INDUSTRIE ET AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

I – INDUSTRIE

Discussion (7 décembre 1990) (p. 4703, 4731) :

MM. Roger Fauroux, ministre de l'industrie, Bernard Barbier, rapporteur spécial de la commission des finances ; Francisque Collomb, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (industrie) ; Roland Grimaldi, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (énergie) ; Pierre Laffitte, Henri Revol, Maurice Schumann, Xavier de Villepin, Jean Garcia, Louis Brives, Daniel Percheron, Jean-Eric Bousch, Emmanuel Hamel, Etienne Dailly.

Accords multifibres (AMF) : *Brives (Louis)* (p. 4719 ; 4720) ; *Fauroux (Roger)* (p. 4728) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 4713) ; *Schumann (Maurice)* (p. 4716).

Agence française pour la maîtrise de l'énergie (AFME) : *Barbier (Bernard)* (p. 4707).

Allemagne (réunification) : *Fauroux (Roger)* (p. 4727).

Automobile (industrie) : *Collomb (Francisque)* (p. 4709) ; *Fauroux (Roger)* (p. 4704).

Automobile (industrie) (marché européen) : *Fauroux (Roger)* (p. 4728) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 4713).

Balance commerciale : *Collomb (Francisque)* (p. 4708) ; *Fauroux (Roger)* (p. 4704 ; 4726) ; *Garcia (Jean)* (p. 4718) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4717).

Charbonnages de France : *Barbier (Bernard)* (p. 4707) ; *Bousch (Jean-Eric)* (p. 4721) ; *Fauroux (Roger)* (p. 4725) ; *Percheron (Daniel)* (p. 4720).

Chimie (industrie) : *Fauroux (Roger)* (p. 4728) ; *Percheron (Daniel)* (p. 4720).

Commissariat à l'énergie atomique (CEA) : *Fauroux (Roger)* (p. 4705 ; 4723) ; *Revol (Henri)* (p. 4715).

Commissariat à l'énergie atomique (CEA) (FRAMATOME) : *Barbier (Bernard)* (p. 4707) ; *Fauroux (Roger)* (p. 4725).

Commissariat à l'énergie atomique (CEA) (service central de protection contre les rayonnements ionisants) (SCPRI) : *Revol (Henri)* (p. 4715).

Commission des Communautés européennes : *Schumann (Maurice)* (p. 4716).

Construction navale : *Barbier (Bernard)* (p. 4708) ; *Collomb (Francisque)* (p. 4709) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4718).

Construction navale (directives communautaires) : *Villepin (Xavier de)* (p. 4718).

Education nationale (ministère) : *Fauroux (Roger)* (p. 4729) ; *Laffitte (Pierre)* (p. 4711 ; 4712).

Electricité de France (EDF) (capital) : *Barbier (Bernard)* (p. 4706) ; *Fauroux (Roger)* (p. 4724) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 4711).

Electricité de France (EDF) (exportations) : *Barbier (Bernard)* (p. 4706) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 4711).

Electricité de France (EDF) (tarifs) : *Fauroux (Roger)* (p. 4724) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 4711).

Electronique (industrie) : *Collomb (Francisque)* (p. 4709) ; *Revol (Henri)* (p. 4715).

Emploi : *Bousch (Jean-Eric)* (p. 4721) ; *Garcia (Jean)* (p. 4718 ; 4719).

Energie (directives communautaires) : *Grimaldi (Roland)* (p. 4710).

Energie (économies) : *Fauroux (Roger)* (p. 4705 ; 4726) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 4710).

Energie nucléaire : *Barbier (Bernard)* (p. 4706) ; *Fauroux (Roger)* (p. 4705 ; 4723) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 4711 ; 4712) ; *Revol (Henri)* (p. 4714).

Energies nouvelles et renouvelables : *Barbier (Bernard)* (p. 4707) ; *Fauroux (Roger)* (p. 4705 ; 4725 ; 4726) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 4710 ; 4713) ; *Revol (Henri)* (p. 4713 ; 4714).

Enseignement supérieur (grandes écoles) : *Fauroux (Roger)* (p. 4705 ; 4729) ; *Laffitte (Pierre)* (p. 4711).

Entreprises (endettement) : *Villepin (Xavier de)* (p. 4717).

Entreprises (fiscalité) : *Dailly (Etienne)* (p. 4729).

Entreprises publiques : *Collomb (Francisque)* (p. 4709).

Entreprises publiques (capital) : *Fauroux (Roger)* (p. 4728) ; *Villepin (Xavier)* (p. 4717).

Entreprises (transmission) : *Dailly (Etienne)* (p. 4729) ; *Fauroux (Roger)* (p. 4727) ; *Villepin (Xavier)* (p. 4717).

Environnement (ministère) : *Fauroux (Roger)* (p. 4704).

Exportations : *Fauroux (Roger)* (p. 4727).

Gaz de France (GDF) (tarifs) : *Barbier (Bernard)* (p. 4707) ; *Fauroux (Roger)* (p. 4724) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 4711).

Houillères : *Bousch (Jean-Eric)* (p. 4721) ; *Fauroux (Roger)* (p. 4725) ; *Percheron (Daniel)* (p. 4720).

Houillères (charges de retraite des entreprises minières) : *Fauroux (Roger)* (p. 4726) ; *Hamel (Jean)* (p. 4722).

Industrie (branches) : *Garcia (Jean)* (p. 4719).

Industrie (budget) : *Fauroux (Roger)* (p. 4722 ; 4723).

Industrie (ministère) : *Barbier (Bernard)* (p. 4708) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4716).

Ingénieurs : *Fauroux (Roger)* (p. 4705) ; *Laffitte (Pierre)* (p. 4711).

Installations nucléaires (service central de sûreté des installations nucléaires) : *Fauroux (Roger)* (p. 4723) ; *Revol (Henri)* (p. 4714).

Installations nucléaires (surgénérateurs) : *Fauroux (Roger)* (p. 4724) ; *Revol (Henri)* (p. 4714).

Investissements : *Collomb (Francisque)* (p. 4709) ; *Fauroux (Roger)* (p. 4703) ; *Garcia (Jean)* (p. 4719) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 4712).

Investissements étrangers en France : *Fauroux (Roger)* (p. 4704).

Investissements français à l'étranger : *Garcia (Jean)* (p. 4719).

Lorraine (région) : *Bousch (Jean-Eric)* (p. 4721) ; *Fauroux (Roger)* (p. 4725).

Nord-Pas-de-Calais (région) : *Fauroux (Roger)* (p. 4725) ; *Percheron (Daniel)* (p. 4720).

Normalisation : *Barbier (Bernard)* (p. 4708).

Petites et moyennes entreprises (PME) : *Collomb (Francisque)* (p. 4709) ; *Fauroux (Roger)* (p. 4703 ; 4727) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4717).

Petites et moyennes entreprises (PME) (financement) : *Fauroux (Roger)* (p. 4727).

Pétrole (fiscalité) : *Grimaldi (Roland)* (p. 4711).

Pétrole (prix) : *Barbier (Bernard)* (p. 4706) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 4710).

Privatisations : *Dailly (Etienne)* (p. 4729 ; 4730).

Rachat d'une entreprise par ses salariés (RES) : *Dailly (Etienne)* (p. 4729).

Recherche industrielle : *Fauroux (Roger)* (p. 4705) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 4712) ; *Laffitte (Pierre)* (p. 4711).

Restructuration industrielle : *Barbier (Bernard)* (p. 4708).

Rhône (département) : *Hamel (Jean)* (p. 4721).

Taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) : *Barbier (Bernard)* (p. 4707).

Textile (industrie) : *Brives (Louis)* (p. 4719) ; *Collomb (Francisque)* (p. 4709) ; *Fauroux (Roger)* (p. 4704 ; 4728) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 4713) ; *Schumann (Maurice)* (p. 4715).

Zones d'entreprises : *Bousch (Jean-Eric)* (p. 4721) ; *Garcia (Jean)* (p. 4718 ; 4719).

Examen des crédits (7 décembre 1990) (p. 4730, 4731) : *MM. Bernard Barbier, rapporteur spécial ; Roger Fauroux, ministre ; Roger Chinaud, rapporteur général de la commission des finances ; Henri Revol, Jean Garcia, Michel Moreigne*

Etat B – TITRE III (p. 4730).

Adopté : amendement n° II-25 de la commission : réduction des crédits (p. 4731).

– Les crédits figurant au titre III, ainsi modifiés sont adoptés (p. 4749 ; précédemment réservés, p. 4730).

TITRE IV – Adopté (p. 4750 ; précédemment réservé p. 4730).

Etat C – TITRES V et VI – Adoptés (p. 4750 ; précédemment réservés p. 4730).

INDUSTRIE ET AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

II – AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Discussion (7 décembre 1990) (p. 4731, 4750) :

MM. Jacques Chérèque, ministre chargé de l'aménagement du territoire et des reconversions ; Geoffroy de Montalembert, rapporteur spécial de la commission des finances ; Jean Puech, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; André Delelis, Henri Revol, Paul Masson, Jean Garcia, Louis Brives, Jean Simonin, Jacques Sourdille, Michel Moreigne.

Aménagement du territoire (structures) : *Chérèque (Jacques)* (p. 4745) ; *Puech (Jean)* (p. 4735).

Aménagement rural : *Brives (Louis)* (p. 4741) ; *Chérèque (Jacques)* (p. 4733 ; 4747) ; *Garcia (Jean)* (p. 4740) ; *Masson (Paul)* (p. 4739) ; *Puech (Jean)* (p. 4734) ; *Revol (Henri)* (p. 4738).

Comité interministériel pour l'aménagement du territoire (CIAT) : *Montalembert (Geoffroy de)* (p. 4734) ; *Revol (Henri)* (p. 4738).

Communauté économique européenne (CEE) (concours financiers) : *Chérèque (Jacques)* (p. 4745).

Contrats de plan : *Chérèque (Jacques)* (p. 4733).

Décharges : *Brives (Louis)* (p. 4740).

Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) : *Chérèque (Jacques)* (p. 4731 ; 4745) ; *Masson (Paul)* (p. 4739) ; *Revol (Henri)* (p. 4738) ; *Sourdille (Jacques)* (p. 4743).

Emploi : *Chérèque (Jacques)* (p. 4744).

Espace rural : *Puech (Jean)* (p. 4736).

Fonds d'intervention pour l'aménagement du territoire (FIAT) : *Chérèque (Jacques)* (p. 4744).

Fonds régionaux d'aide aux initiatives locales pour l'emploi (FRILE) : *Chérèque (Jacques)* (p. 4733).

Houillères (reconversion industrielle) : *Chérèque (Jacques)* (p. 4746).

Houillères (transfert du patrimoine immobilier) : *Chérèque (Jacques)* (p. 4744 ; 4747) ; *Delelis (André)* (p. 4736).

Ile-de-France (région) : *Chérèque (Jacques)* (p. 4732 ; 4746) ; *Garcia (Jean)* (p. 4740) ; *Simonin (Jean)* (p. 4742) ; *Sourdille (Jacques)* (p. 4744).

Nord-Pas-de-Calais (région) : *Chérèque (Jacques)* (p. 4744) ; *Delelis (André)* (p. 4736).

Primes d'aménagement du territoire (PAT) : *Chérèque (Jacques)* (p. 4732 ; 4744) ; *Delelis (André)* (p. 4737) ; *Monta-*

lembert (Geoffroy de) (p. 4734) ; *Puech (Jean)* (p. 4735) ; *Revol (Henri)* (p. 4737) ; *Sourdille (Jacques)* (p. 4743).

Réseau routier et autoroutier : *Brives (Louis)* (p. 4741) ; *Chérèque (Jacques)* (p. 4732 ; 4745) ; *Puech (Jean)* (p. 4735) ; *Revol (Henri)* (p. 4738).

Restructuration industrielle : *Garcia (Jean)* (p. 4740).

Schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme (SDAU) : *Simonin (Jean)* (p. 4742).

Tarn (département) : *Brives (Louis)* (p. 4740).

Tarn (département) (restructuration industrielle, mines et textiles) : *Brives (Louis)* (p. 4741).

Train à grande vitesse (TGV) : *Garcia (Jean)* (p. 4740).

Train à grande vitesse (TGV) (gare d'interconnexion de Massy) : *Chérèque (Jacques)* (p. 4746) ; *Simonin (Jean)* (p. 4743).

Transports : *Sourdille (Jacques)* (p. 4744).

Villes : *Chérèque (Jacques)* (p. 4732).

Zones d'entreprises : *Chérèque (Jacques)* (p. 4732 ; 4746) ; *Delelis (André)* (p. 4736).

Zones rurales (écoles et collèges) : *Chérèque (Jacques)* (p. 4747) ; *Masson (Paul)* (p. 4739 ; 4747) ; *Moreigne (Michel)* (p. 4747).

Zones rurales (services publics) : *Chérèque (Jacques)* (p. 4733) ; *Garcia (Jean)* (p. 4740) ; *Puech (Jean)* (p. 4735) ; *Revol (Henri)* (p. 4738).

Examen des crédits (7 décembre 1990) (p. 4748, 4750) : *MM. Louis de Catuelan, Geoffroy de Montalembert, rapporteur spécial ; Michel Moreigne, Jacques Chérèque, ministre ; Jean Garcia, Robert Vizet - Ile-de-France (région) - Urbanisation.*

Etat B - TITRE III (p. 4748).

Adopté : amendement n° II-26 de la commission : réduction des crédits (p. 4749).

- Les crédits figurant au titre III, ainsi modifiés, sont adoptés (p. 4749).

TITRE IV (p. 4749).

Adopté : amendement n° II-27 de la commission : réduction des crédits (p. 4750).

- Les crédits figurant au titre IV, ainsi modifiés, sont adoptés (p. 4750).

Etat C - TITRE V - Adopté (p. 4750).

TITRE VI (p. 4750).

Adopté : amendement n° II-28 de la commission : réduction des crédits (p. 4750).

- Les crédits figurant au titre VI, ainsi modifiés, sont adoptés (p. 4750).

INDUSTRIE ET AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

III - COMMERCE ET ARTISANAT

Discussion (30 novembre 1990) (p. 4235, 4253) :

MM. François Doubin, ministre chargé du commerce et de l'artisanat ; René Ballayer, rapporteur spécial de la commission des finances, Jean-Jacques Robert, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Louis Brives, Louis Minetti, Robert Laucournet, Jean Boyer, François Delga, Edouard Le Jeune, Bernard Dussaut, Louis de Catuelan.

Apprentissage : *Ballayer (René)* (p. 4239) ; *Boyer (Jean)* (p. 4245) ; *Delga (François)* (p. 4246) ; *Doubin (François)* (p. 4236 ; 4250) ; *Dussaut (Bernard)* (p. 4249) ; *Laucournet (Robert)* (p. 4244).

Assurances : *Doubin (François)* (p. 4250) ; *Robert (Jean-Jacques)* (p. 4247).

Banlieues : *Doubin (François)* (p. 4250).

Chambres des métiers : *Delga (François)* (p. 4246) ; *Robert (Jean-Jacques)* (p. 4247).

Chèques : *Doubin (François)* (p. 4251 ; 4253) ; *Robert (Jean-Jacques)* (p. 4247 ; 4253).

Codes-barres : *Boyer (Jean)* (p. 4245) ; *Doubin (François)* (p. 4251).

Commerçants et artisans : *Laucournet (Robert)* (p. 4245) ; *Robert (Jean-Jacques)* (p. 4241).

Commerçants et artisans (protection sociale) : *Brives (Louis)* (p. 4243).

Commerce et artisanat : *Laucournet (Robert)* (p. 4244).

Commerce et artisanat (assistance technique) : *Ballayer (René)* (p. 4239) ; *Doubin (François)* (p. 4236) ; *Le Jeune (Edouard)* (p. 4247) ; *Robert (Jean-Jacques)* (p. 4240).

Commerce et artisanat (budget) : *Doubin (François)* (p. 4236) ; *Dussaut (Bernard)* (p. 4248) ; *Le Jeune (Edouard)* (p. 4247) ; *Minetti (Louis)* (p. 4243) ; *Robert (Jean-Jacques)* (p. 4240).

Cotisations sociales : *Doubin (François)* (p. 4252).

Distribution commerciale : *Robert (Jean-Jacques)* (p. 4241).

Emploi (plan) : *Laucournet (Robert)* (p. 4244) ; *Robert (Jean-Jacques)* (p. 4241).

Enseignement technique et professionnel : *Robert (Jean-Jacques)* (p. 4241).

Entreprises (petites et moyennes) (PME) : *Laucournet (Robert)* (p. 4244) ; *Robert (Jean-Jacques)* (p. 4240).

Entreprises (transmission) : *Brives (Louis)* (p. 4243) ; *Le Jeune (Edouard)* (p. 4248) ; *Robert (Jean-Jacques)* (p. 4241).

Essonne (département) : *Robert (Jean-Jacques)* (p. 4253).

Fonds interministériel de développement et d'aménagement rural (FIDAR) : *Brives (Louis)* (p. 4243).

Formation continue : *Ballayer (René)* (p. 4239) ; *Delga (François)* (p. 4246) ; *Doubin (François)* (p. 4236 ; 4237 ; 4249) ; *Dussaut (Bernard)* (p. 4249) ; *Laucournet (Robert)* (p. 4244) ; *Le Jeune (Edouard)* (p. 4248).

Grandes surfaces : *Boyer (Jean)* (p. 4245).

Indemnités journalières de maladie : *Doubin (François)* (p. 4252) ; *Dussaut (Bernard)* (p. 4249) ; *Le Jeune (Edouard)* (p. 4248) ; *Robert (Jean-Jacques)* (p. 4240).

Institut supérieur des métiers : *Ballayer (René)* (p. 4239) ; *Doubin (François)* (p. 4237).

Loi Royer (commerce et artisanat) : *Doubin (François)* (p. 4251) ; *Laucournet (Robert)* (p. 4245) ; *Le Jeune (Edouard)* (p. 4248) ; *Minetti (Louis)* (p. 4244).

Marins-pêcheurs : *Catuelan (Louis de)* (p. 4253).

Métiers d'art : *Boyer (Jean)* (p. 4246) ; *Doubin (François)* (p. 4236 ; 4251) ; *Dussaut (Bernard)* (p. 4249) ; *Minetti (Louis)* (p. 4243).

Métiers d'art (Europe) : *Robert (Jean-Jacques)* (p. 4242).

Opérations de restructuration de l'artisanat et du commerce (ORAC) : *Ballayer (René)* (p. 4239) ; *Doubin (François)* (p. 4250).

Prêts bonifiés : *Ballayer (René)* (p. 4238) ; *Brives (Louis)* (p. 4243).

Publicité : *Doubin (François)* (p. 4252) ; *Le Jeune (Edouard)* (p. 4248).

Repos hebdomadaire : *Doubin (François)* (p. 4252 ; 4253) ; *Dussaut (Bernard)* (p. 4249) ; *Le Jeune (Edouard)* (p. 4248) ; *Minetti (Louis)* (p. 4244).

Retraites : *Doubin (François)* (p. 4252) ; *Robert (Jean-Jacques)* (p. 4241 ; 4247).

Sous-traitance : *Doubin (François)* (p. 4251) ; *Laucournet (Robert)* (p. 4245) ; *Robert (Jean-Jacques)* (p. 4247).

Tarn (département) : *Brives (Louis)* (p. 4242) ; *Delga (François)* (p. 4246).

Taxe professionnelle : *Robert (Jean-Jacques)* (p. 4247).

Taxe professionnelle (grandes surfaces) : *Ballayer (René)* (p. 4239) ; *Brives (Louis)* (p. 4243) ; *Delga (François)* (p. 4246) ; *Doubin (François)* (p. 4237 ; 4250) ; *Dussaut (Bernard)* (p. 4249).

Urbanisme commercial : *Ballayer (René)* (p. 4239) ; *Boyer (Jean)* (p. 4245) ; *Doubin (François)* (p. 4237 ; 4238 ; 4250) ; *Laucournet (Robert)* (p. 4244) ; *Le Jeune (Edouard)* (p. 4247) ; *Robert (Jean-Jacques)* (p. 4241 ; 4242).

Zones rurales : *Boyer (Jean)* (p. 4245) ; *Brives (Louis)* (p. 4242) ; *Delga (François)* (p. 4246) ; *Doubin (François)* (p. 4237 ; 4238) ; *Laucournet (Robert)* (p. 4244 ; 4245) ; *Minetti (Louis)* (p. 4244) ; *Robert (Jean-Jacques)* (p. 4241).

Examen des crédits (réservé jusqu'après l'examen des crédits de l'aménagement du territoire) et de l'article 91 (30 novembre 1990) (p. 4253)

Art. 91 (Détermination du maximum du droit fixe de la taxe pour frais de chambres de métiers) – Adopté (p. 4253).

– Les crédits sont adoptés, après modifications (7 décembre 1990) (p. 4749, 4750).

INDUSTRIE ET AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

IV – TOURISME

Discussion (28 novembre 1990) (p. 4058, 4080) :

MM. Jean-Michel Baylet, ministre chargé du tourisme ; Pierre Croze, rapporteur spécial de la commission des finances ; Charles Ginésy, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Claude Saunier, Ambroise Dupont, Pierre Dumas, Pierre Vallon, Félix Leyzour, Georges Mouly, Marc Boeuf, Christian Bonnet, Roger Besse, Louis Brives .

Agences de voyages : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 4059) ; *Croze (Pierre)* (p. 4061) ; *Ginésy (Charles)* (p. 4062) ; *Vallon (Pierre)* (p. 4067).

Agriculteurs : *Besse (Roger)* (p. 4074).

Aménagement du territoire : *Besse (Roger)* (p. 4073) ; *Saunier (Claude)* (p. 4064).

Banques et établissements financiers : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 4076).

Brevet de technicien supérieur (BTS) : *Saunier (Claude)* (p. 4063).

Calendrier scolaire : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 4076 ; 4078) ; *Bonnet (Christian)* (p. 4072 ; 4073) ; *Ginésy (Charles)* (p. 4062) ; *Vallon (Pierre)* (p. 4068).

Cantal (département) : *Besse (Roger)* (p. 4074).

Casinos : *Ginésy (Charles)* (p. 4063).

Chèques vacances : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 4078).

Comités régionaux et départementaux du tourisme : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 4078) ; *Besse (Roger)* (p. 4074) ; *Boeuf (Marc)* (p. 4071 ; 4072) ; *Brives (Louis)* (p. 4075) ; *Mouly (Georges)* (p. 4071).

Contrats de plan : *Besse (Roger)* (p. 4073 ; 4074) ; *Brives (Louis)* (p. 4075) ; *Dumas (Pierre)* (p. 4065).

Dotation globale d'équipement (DGE) : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 4076).

Dotation aux jeunes agriculteurs : *Dupont (Ambroise)* (p. 4064).

Fonds d'intervention pour l'aménagement du territoire (FIAT) : *Besse (Roger)* (p. 4073).

Fonds européen de développement régional (FEDER) : *Brives (Louis)* (p. 4075).

Fonds interministériel de développement et d'aménagement rural (FIDAR) : *Besse (Roger)* (p. 4073).

Fonds national pour le développement des adductions d'eau (FNDAE) : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 4079) ; *Bonnet (Christian)* (p. 4073).

Gîtes ruraux : *Dupont (Ambroise)* (p. 4064).

Guadeloupe (entraînement militaire) : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 4078) ; *Leyzour (Félix)* (p. 4070).

Hôtellerie et restauration : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 4059 ; 4076) ; *Besse (Roger)* (p. 4074) ; *Boeuf (Marc)* (p. 4072) ; *Croze (Pierre)* (p. 4061) ; *Ginésy (Charles)* (p. 4062).

Jeux olympiques : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 4078).

Labels : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 4059) ; *Boeuf (Marc)* (p. 4072).

Langues et cultures étrangères : *Bonnet (Christian)* (p. 4073).

Locations saisonnières : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 4078) ; *Boeuf (Marc)* (p. 4072) ; *Bonnet (Christian)* (p. 4073).

Montagne : *Besse (Roger)* (p. 4074) ; *Vallon (Pierre)* (p. 4069).

Montagne (aménagement du territoire) : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 4076) ; *Brives (Louis)* (p. 4075).

Montagne (tourisme) : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 4076) ; *Besse (Roger)* (p. 4074) ; *Dumas (Pierre)* (p. 4066) ; *Ginésy (Charles)* (p. 4062) ; *Vallon (Pierre)* (p. 4068).

Musées de province : *Dupont (Ambroise)* (p. 4064).

Nature (protection) : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 4059) ; *Bonnet (Christian)* (p. 4072).

Sports de montagne : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 4076) ; *Dumas (Pierre)* (p. 4066) ; *Ginésy (Charles)* (p. 4062).

Tarn (département) : *Brives (Louis)* (p. 4075).

Tourisme (budget) : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 4059) ; *Boeuf (Marc)* (p. 4071) ; *Croze (Pierre)* (p. 4061) ; *Dumas (Pierre)* (p. 4065) ; *Ginésy (Charles)* (p. 4062) ; *Mouly (Georges)* (p. 4070).

Tourisme (départements et territoires d'outre-mer) : *Leyzour (Félix)* (p. 4070) ; *Vallon (Pierre)* (p. 4068).

Tourisme (emplois) : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 4079) ; *Boeuf (Marc)* (p. 4072) ; *Leyzour (Félix)* (p. 4070).

Tourisme (formation) : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 4060 ; 4076) ; *Mouly (Georges)* (p. 4070) ; *Saunier (Claude)* (p. 4063) ; *Vallon (Pierre)* (p. 4067).

Tourisme (ministère) : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 4060) ; *Vallon (Pierre)* (p. 4067).

Tourisme (promotion) (Maison de la France) : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 4060 ; 4076) ; *Boeuf (Marc)* (p. 4071) ; *Bonnet (Christian)* (p. 4072) ; *Croze (Pierre)* (p. 4061) ; *Dumas (Pierre)* (p. 4065) ; *Mouly (Georges)* (p. 4071) ; *Vallon (Pierre)* (p. 4067).

Tourisme rural : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 4059 ; 4079) ; *Besse (Roger)* (p. 4073) ; *Brives (Louis)* (p. 4075) ; *Dupont (Ambroise)* (p. 4064) ; *Ginésy (Charles)* (p. 4063) ; *Mouly (Georges)* (p. 4071) ; *Vallon (Pierre)* (p. 4068).

Tourisme social : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 4059 ; 4060 ; 4076 ; 4078) ; *Boeuf (Marc)* (p. 4072) ; *Brives (Louis)* (p. 4075) ; *Dumas (Pierre)* (p. 4066) ; *Ginésy (Charles)* (p. 4062) ; *Vallon (Pierre)* (p. 4068).

Tourisme (statistiques) : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 4058 ; 4059 ; 4076) ; *Croze (Pierre)* (p. 4060 ; 4061) ; *Ginésy (Charles)* (p. 4062) ; *Leyzour (Félix)* (p. 4069) ; *Saunier (Claude)* (p. 4063) ; *Vallon (Pierre)* (p. 4067).

Transports aériens : *Vallon (Pierre)* (p. 4068).

Vacances (hébergement) : *Brives (Louis)* (p. 4075).

Vacances (logement) : *Besse (Roger)* (p. 4074).

Villages de vacances : *Baylet (Jean-Michel)* (p. 4060 ; 4076) ; *Dumas (Pierre)* (p. 4066).

Examen des crédits (réservé jusqu'après l'examen des crédits relatifs à l'aménagement du territoire) (28 novembre 1990) (p. 4079) : *MM. Louis Virapoullé, Jean-Michel Baylet, ministre.*

- Les crédits sont adoptés (7 décembre 1990) (p. 4749, 4750).

INTERIEUR

DISCUSSION (26 novembre 1990) (p. 3921, 3962) :

MM. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur ; Philippe Marchand, ministre délégué ; Paul Girod, rapporteur spécial (administration centrale et sécurité) ; Bernard Pellarin, rapporteur spécial (administration territoriale, collectivités locales, décentralisation) ; Bernard Laurent, rapporteur pour avis de la commission des lois (décentralisation et administration territoriale) ; Paul Masson, rapporteur pour avis de la commission des lois (police et sécurité) ; Jean-Pierre Tizon, rapporteur pour avis de la commission des lois (sécurité civile) ; Daniel Hoeffel, Hubert Haenel, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. René Régnauld, Emmanuel Hamel, Raymond Courrière, Jean Chérioux .

Accidents du travail : *Marchand (Philippe)* (p. 3948) ; *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 3937).

Accords de Schengen : *Joxe (Pierre)* (p. 3954).

Action sociale : *Courrière (Raymond)* (p. 3945) ; *Marchand (Philippe)* (p. 3959) ; *Pellarin (Bernard)* (p. 3931).

Administration (organisation) : *Hoeffel (Daniel)* (p. 3937) ; *Joxe (Pierre)* (p. 3921 ; 3956) ; *Laurent (Bernard)* (p. 3933) ; *Régnauld (René)* (p. 3944).

Administration territoriale : *Joxe (Pierre)* (p. 3922) ; *Laurent (Bernard)* (p. 3933) ; *Régnauld (René)* (p. 3942).

Arrondissements : *Haenel (Hubert)* (p. 3938) ; *Joxe (Pierre)* (p. 3956).

Caisse des dépôts et consignations (CDC) : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 3941).

Caisse nationale de retraite des agents de collectivités locales (CNRACL) : *Laurent (Bernard)* (p. 3932).

Campagnes électorales (financement) : *Haenel (Hubert)* (p. 3930).

Centre d'application des personnels en uniforme (CAPU) : *Joxe (Pierre)* (p. 3951).

Centres opérationnels départementaux d'incendie et de secours (CODIS) : *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 3936).

Collectivités territoriales : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 3941) ; *Girod (Paul)* (p. 3930) ; *Hoeffel (Daniel)* (p. 3937) ; *Laurent (Bernard)* (p. 3932) ; *Marchand (Philippe)* (p. 3926 ; 3927) ; *Pellarin (Bernard)* (p. 3931) ; *Régnauld (René)* (p. 3941).

Collèges : *Pellarin (Bernard)* (p. 3931).

Commissariats de police : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 3940).

Communes : *Régnauld (René)* (p. 3941 ; 3942).

Communes de montagne : *Marchand (Philippe)* (p. 3927).

Contrats de plan : *Laurent (Bernard)* (p. 3932).

Crimes, délits et contraventions : *Masson (Paul)* (p. 3934 ; 3935) ; *Régnauld (René)* (p. 3943).

Décentralisation : *Chérioux (Jean)* (p. 3947) ; *Courrière (Raymond)* (p. 3946) ; *Haenel (Hubert)* (p. 3939) ; *Hoeffel (Daniel)* (p. 3937) ; *Joxe (Pierre)* (p. 3922 ; 3952) ; *Laurent (Bernard)* (p. 3932 ; 3933) ; *Marchand (Philippe)* (p. 3959) ; *Régnauld (René)* (p. 3941).

Déconcentration : *Joxe (Pierre)* (p. 3952 ; 3953) ; *Laurent (Bernard)* (p. 3933).

Délinquance : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 3939) ; *Joxe (Pierre)* (p. 3923 ; 3956) ; *Masson (Paul)* (p. 3934 ; 3935 ; 3956) ; *Régnauld (René)* (p. 3943).

Départementalisation : *Joxe (Pierre)* (p. 3953).

Départements : *Courrière (Raymond)* (p. 3945) ; *Pellarin (Bernard)* (p. 3931 ; 3932).

Direction départementale de l'action sanitaire et sociale (DDASS) : *Marchand (Philippe)* (p. 3960).

Dotations départementales d'équipement des collèges : *Laurent (Bernard)* (p. 3932) ; *Pellarin (Bernard)* (p. 3931).

Dotations globales de fonctionnement (DGF) : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 3940) ; *Laurent (Bernard)* (p. 3953) ; *Marchand (Philippe)* (p. 3926) ; *Pellarin (Bernard)* (p. 3931) ; *Régnauld (René)* (p. 3941 ; 3942).

Dotations globales d'équipement (DGE) : *Marchand (Philippe)* (p. 3926 ; 3927 ; 3961) ; *Pellarin (Bernard)* (p. 3931).

Dotations régionales d'équipement scolaire : *Laurent (Bernard)* (p. 3932) ; *Pellarin (Bernard)* (p. 3931).

Dotations spéciales pour le logement des instituteurs : *Régnauld (René)* (p. 3942).

Éducation nationale : *Hoeffel (Daniel)* (p. 3937).

Elus locaux : *Haenel (Hubert)* (p. 3939) ; *Marchand (Philippe)* (p. 3927).

Emploi : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 3939 ; 3940).

Enquêtes de police judiciaire : *Haenel (Hubert)* (p. 3939).

Enquêtes judiciaires : *Joxe (Pierre)* (p. 3939).

Enseignement : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 3939).

Etrangers : *Girod (Paul)* (p. 3929) ; *Joxe (Pierre)* (p. 3923 ; 3954).

Europe : *Joxe (Pierre)* (p. 3923).

Europe de l'Est : *Joxe (Pierre)* (p. 3923).

Financement des campagnes électorales : *Haenel (Hubert)* (p. 3938).

Finances locales : *Courrière (Raymond)* (p. 3946) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 3940) ; *Haenel (Hubert)* (p. 3939) ; *Hoeffel (Daniel)* (p. 3937) ; *Laurent (Bernard)* (p. 3932 ; 3933) ; *Marchand (Philippe)* (p. 3926) ; *Régnauld (René)* (p. 3941 ; 3942).

Fonction publique : *Joxe (Pierre)* (p. 3922 ; 3924) ; *Régnauld (René)* (p. 3943).

Fonction publique de l'Etat : *Pellarin (Bernard)* (p. 3930).

Fonction publique territoriale : *Laurent (Bernard)* (p. 3933) ; *Marchand (Philippe)* (p. 3959) ; *Pellarin (Bernard)* (p. 3930) ; *Régnauld (René)* (p. 3943).

Fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) : *Laurent (Bernard)* (p. 3933) ; *Pellarin (Bernard)* (p. 3931).

Forêts (incendies) : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 3940) ; *Girod (Paul)* (p. 3939) ; *Marchand (Philippe)* (p. 3924 ; 3948) ; *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 3935 ; 3936).

Formation professionnelle : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 3939).

Gendarmerie nationale : *Haenel (Hubert)* (p. 3939) ; *Joxe (Pierre)* (p. 3951 ; 3955).

Ilotage : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 3940) ; *Joxe (Pierre)* (p. 3957).

Immigration : *Girod (Paul)* (p. 3929) ; *Joxe (Pierre)* (p. 3923).

Immigration clandestine : *Joxe (Pierre)* (p. 3954).

Institut des hautes études de sécurité intérieure : *Joxe (Pierre)* (p. 3921).

Intérieur (ministère) : *Haenel (Hubert)* (p. 3939) ; *Joxe (Pierre)* (p. 3939).

Justice (ministère) : *Joxe (Pierre)* (p. 3939).

Lycées : *Hoeffel (Daniel)* (p. 3937) ; *Marchand (Philippe)* (p. 3959) ; *Pellarin (Bernard)* (p. 3931).

Maires : *Haenel (Hubert)* (p. 3938).

Médecins, pharmaciens et vétérinaires : *Hamel (Emmanuel)* (p. 3944).

Office de lutte contre la délinquance financière : *Joxe (Pierre)* (p. 3921).

Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) : *Joxe (Pierre)* (p. 3954) ; *Masson (Paul)* (p. 3934).

Ordre public : *Girod (Paul)* (p. 3929).

Partis et groupements politiques (financement) : *Haenel (Hubert)* (p. 3938).

Pays de l'Est : *Masson (Paul)* (p. 3934) ; *Joxe (Pierre)* (p. 3955).

Pays en voie de développement (PVD) : *Joxe (Pierre)* (p. 3923).

Police : *Régnauld (René)* (p. 3941).

Police municipale : *Joxe (Pierre)* (p. 3957) ; *Régnauld (René)* (p. 3944).

Police nationale : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 3940) ; *Girod (Paul)* (p. 3928 ; 3929) ; *Haenel (Hubert)* (p. 3938) ; *Joxe (Pierre)* (p. 3921 ; 3951 ; 3952 ; 3953 ; 3954 ; 3955 ; 3958) ; *Masson (Paul)* (p. 3934 ; 3935) ; *Régnauld (René)* (p. 3944).

Pouvoir d'achat des fonctionnaires : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 3940).

Préfectures : *Joxe (Pierre)* (p. 3921 ; 3922 ; 3923 ; 3953) ; *Laurent (Bernard)* (p. 3933) ; *Marchand (Philippe)* (p. 3959) ; *Masson (Paul)* (p. 3934) ; *Pellarin (Bernard)* (p. 3930).

Préfets : *Haenel (Hubert)* (p. 3938) ; *Joxe (Pierre)* (p. 3953).

Prêts : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 3941).

Régie autonome des transports parisiens (RATP) : *Joxe (Pierre)* (p. 3957).

Régime électoral : *Laurent (Bernard)* (p. 3933).

Régions : *Hoeffel (Daniel)* (p. 3937) ; *Joxe (Pierre)* (p. 3953) ; *Pellarin (Bernard)* (p. 3931).

Renseignements généraux : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 3940) ; *Joxe (Pierre)* (p. 3958).

Revenu minimum d'insertion (RMI) : *Courrière (Raymond)* (p. 3946) ; *Laurent (Bernard)* (p. 3932) ; *Marchand (Philippe)* (p. 3959 ; 3960) ; *Pellarin (Bernard)* (p. 3932).

Risque chimique : *Marchand (Philippe)* (p. 3925).

Risque nucléaire : *Girod (Paul)* (p. 3929) ; *Marchand (Philippe)* (p. 3925).

Sapeurs pompiers : *Chérioux (Jean)* (p. 3947) ; *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 3940) ; *Girod (Paul)* (p. 3928 ; 3930) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 3944) ; *Joxe (Pierre)* (p. 3958) ; *Marchand (Philippe)* (p. 3925 ; 3947 ; 3948 ; 3949) ; *Régnauld (René)* (p. 3943) ; *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 3935 ; 3936 ; 3937).

Sécurité : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 3941) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 3945) ; *Masson (Paul)* (p. 3934 ; 3935).

Sécurité civile : *Girod (Paul)* (p. 3928) ; *Joxe (Pierre)* (p. 3950) ; *Marchand (Philippe)* (p. 3924 ; 3925 ; 3950) ; *Régnauld (René)* (p. 3941) ; *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 3935 ; 3937).

Sécurité sociale (cotisation volontaire) : *Pellarin (Bernard)* (p. 3932).

Service national : *Girod (Paul)* (p. 3929) ; *Joxe (Pierre)* (p. 3951) ; *Marchand (Philippe)* (p. 3925 ; 3948).

Service public : *Joxe (Pierre)* (p. 3921).

Société nationale des chemins de fer français (SNCF) : *Joxe (Pierre)* (p. 3957).

Sous-préfectures : *Joxe (Pierre)* (p. 3953 ; 3956) ; *Pellarin (Bernard)* (p. 3930).

Sous-préfets : *Haenel (Hubert)* (p. 3938).

Taxe départementale sur le revenu : *Marchand (Philippe)* (p. 3960).

Taxe d'habitation : *Régnauld (René)* (p. 3942).

Taxe foncière sur les propriétés bâties : *Marchand (Philippe)* (p. 3960).

Taxe foncière sur les propriétés non bâties : *Régnauld (René)* (p. 3942).

Taxe locale d'équipement : *Marchand (Philippe)* (p. 3959).

Taxe professionnelle : *Marchand (Philippe)* (p. 3926).

Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 3940) ; *Marchand (Philippe)* (p. 3960).

Toxicomanie : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 3939) ; *Joxe (Pierre)* (p. 3923) ; *Masson (Paul)* (p. 3934).

Urbanisme : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 3939) ; *Joxe (Pierre)* (p. 3923).

Examen des crédits (26 novembre 1990) (p. 3961, 3962) : *MM. Bernard Pellarin, rapporteur spécial ; Paul Girod, rapporteur spécial ; Philippe Marchand, ministre délégué.*

Etat B - TITRE III - Adopté (p. 3961).

TITRE IV (p. 3961).

Retiré : Amendement n° II-6 de M. Raymond Bouvier, soutenu par M. Bernard Pellarin : réduction des crédits (p. 3961).

- Les crédits du titre IV sont rejetés (p. 3961).

Etat C - TITRES V et VI - Rejetés (p. 3962).

JUSTICE

Discussion (5 décembre 1990) (p. 4569, 4597) :

MM. Henri Nallet, ministre de la justice ; Jean Arthuis, rapporteur spécial de la commission des finances ; Germain Authié, rapporteur pour avis de la commission des lois (services généraux) ; Jacques Thyraud, rapporteur pour avis de la commission des lois (administration pénitentiaire) ; Michel Rufin, rapporteur pour avis de la commission des lois (protection judiciaire de la jeunesse) ; José Balarelo, Hubert Durand-Chastel, Hubert Haenel, Louis Virapoullé, Charles Lederman, Michel Dreyfus-Schmidt, Christian Bonnet, Jacques Habert, Gérard Larcher, Georges Othily, Jean-Jacques Robert, Georges Kiejmann, ministre délégué auprès du ministre de la justice.

Administration pénitentiaire (budget) : *Thyraud (Jacques)* (p. 4574).

Administration pénitentiaire (personnels) : *Thyraud (Jacques)* (p. 4575).

Aide judiciaire : *Arthuis (Jean)* (p. 4572) ; *Authié (Germain)* (p. 4573) ; *Balarelo (José)* (p. 4578) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 4585) ; *Lederman (Charles)* (p. 4583) ; *Nallet (Henri)* (p. 4570) ; *Robert (Jean-Jacques)* (p. 4590) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 4581).

Alsace et Moselle : *Haenel (Hubert)* (p. 4580) ; *Nallet (Henri)* (p. 4596).

Ambassades et consulats : *Durand-Chastel (Hubert)* (p. 4578).

Banlieues : *Rufin (Michel)* (p. 4575 ; 4577).

Belfort (territoire de) (département) : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 4585) ; *Nallet (Henri)* (p. 4597).

Centres de semi-liberté : *Thyraud (Jacques)* (p. 4575).

Chèques : *Robert (Jean-Jacques)* (p. 4590).

Conseil supérieur de la magistrature (CSM) : *Haenel (Hubert)* (p. 4580).

- Cour de cassation : *Virapoullé (Louis)* (p. 4581).
- Délinquance juvénile : *Rufin (Michel)* (p. 4575 ; 4577) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 4581).
- Détention provisoire : *Kiejman (Georges)* (p. 4593) ; *Thyraud (Jacques)* (p. 4574) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 4581).
- Ecole nationale de la magistrature (ENM) : *Arthuis (Jean)* (p. 4572) ; *Bonnet (Christian)* (p. 4586) ; *Lederman (Charles)* (p. 4582).
- Educateurs spécialisés : *Rufin (Michel)* (p. 4576).
- Etablissements pénitentiaires : *Balarello (José)* (p. 4578).
- Greffes : *Balarello (José)* (p. 4578).
- Guyane : *Nallet (Henri)* (p. 4597) ; *Othily (Georges)* (p. 4589).
- Instruction (procédure pénale) (secret) : *Haenel (Hubert)* (p. 4579 ; 4580) ; *Kiejman (Georges)* (p. 4593).
- Juridictions administratives : *Lederman (Charles)* (p. 4583).
- Juridictions judiciaires : *Balarello (José)* (p. 4577 ; 4578) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 4586) ; *Lederman (Charles)* (p. 4582) ; *Nallet (Henri)* (p. 4571 ; 4595 ; 4596) ; *Othily (Georges)* (p. 4589) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 4581).
- Juridictions judiciaires (service de la nationalité et du sceau) : *Durand-Chastel (Hubert)* (p. 4579) ; *Habert (Jacques)* (p. 4587) ; *Nallet (Henri)* (p. 4596).
- Justice (budget) : *Arthuis (Jean)* (p. 4572) ; *Authié (Germain)* (p. 4572) ; *Bonnet (Christian)* (p. 4587) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 4585) ; *Kiejman (Georges)* (p. 4592) ; *Larcher (Gérard)* (p. 4588) ; *Nallet (Henri)* (p. 4569 ; 4595) ; *Othily (Georges)* (p. 4589 ; 4590) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 4581).
- Justice (crise) : *Arthuis (Jean)* (p. 4572) ; *Authié (Germain)* (p. 4574) ; *Bonnet (Christian)* (p. 4586) ; *Haenel (Hubert)* (p. 4579) ; *Larcher (Gérard)* (p. 4588) ; *Lederman (Charles)* (p. 4584) ; *Nallet (Henri)* (p. 4569) ; *Robert (Jean-Jacques)* (p. 4590) ; *Thyraud (Jacques)* (p. 4575) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 4581).
- Justice (délais) : *Bonnet (Christian)* (p. 4586).
- Justice (équipement) : *Balarello (José)* (p. 4578) ; *Lederman (Charles)* (p. 4583) ; *Nallet (Henri)* (p. 4570).
- Justice (ministère) : *Nallet (Henri)* (p. 4571).
- Justice (personnels) : *Authié (Germain)* (p. 4573) ; *Balarello (José)* (p. 4578) ; *Lederman (Charles)* (p. 4582 ; 4583) ; *Nallet (Henri)* (p. 4570 ; 4571 ; 4596).
- Magistrats : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 4585) ; *Haenel (Hubert)* (p. 4580) ; *Larcher (Gérard)* (p. 4588) ; *Lederman (Charles)* (p. 4583) ; *Nallet (Henri)* (p. 4571 ; 4596) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 4581).
- Magistrats (grève) : *Arthuis (Jean)* (p. 4571) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 4586) ; *Haenel (Hubert)* (p. 4580) ; *Kiejman (Georges)* (p. 4594) ; *Larcher (Gérard)* (p. 4588).
- Manifestations : *Larcher (Gérard)* (p. 4587).
- Ministère public : *Haenel (Hubert)* (p. 4579) ; *Kiejman (Georges)* (p. 4593 ; 4594) ; *Larcher (Gérard)* (p. 4588) ; *Lederman (Charles)* (p. 4583).
- Nationalité française (certificat) : *Durand-Chastel (Hubert)* (p. 4578) ; *Habert (Jacques)* (p. 4587).
- Organisation judiciaire : *Haenel (Hubert)* (p. 4580) ; *Kiejman (Georges)* (p. 4595) ; *Nallet (Henri)* (p. 4570).
- Personnels pénitentiaires : *Lederman (Charles)* (p. 4583) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 4581).
- Police judiciaire : *Haenel (Hubert)* (p. 4579).
- Procédure pénale : *Balarello (José)* (p. 4578).
- Protection judiciaire de la jeunesse : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 4586) ; *Kiejman (Georges)* (p. 4594) ; *Lederman (Charles)* (p. 4583) ; *Nallet (Henri)* (p. 4595) ; *Robert (Jean-Jacques)* (p. 4590) ; *Rufin (Michel)* (p. 4576).
- Protection judiciaire de la jeunesse (budget) : *Rufin (Michel)* (p. 4575 ; 4577).
- Service public (rénovation) : *Authié (Germain)* (p. 4573) ; *Nallet (Henri)* (p. 4570) ; *Othily (Georges)* (p. 4589).
- Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) : *Lederman (Charles)* (p. 4584).
- Travaux d'intérêt général (TIG) : *Robert (Jean-Jacques)* (p. 4590).
- Examen des crédits (5 décembre 1990) (p. 4597, 4599) : Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. Charles Lederman, Christian Bonnet.**
- Etat B - TITRES III et IV - Rejetés (p. 4599).**
- Etat C - TITRES V et VI - Rejetés (p. 4599).**
- POSTES, TELECOMMUNICATIONS ET ESPACE**
- Discussion (4 décembre 1990) (p. 4478, 4496) :**
MM. Paul Quilès, ministre des postes, des télécommunications et de l'espace ; Henri Torre, rapporteur spécial de la commission des finances ; Jean Faure, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Pierre Laffitte, Gérard Delfau, Serge Mathieu, Gérard Larcher, Jean Huchon, Félix Leyzour, Paul Loridant, Georges Othily .
- Aérospatiale (industrie) : *Othily (Georges)* (p. 4490).
- Agence spatiale européenne : *Quilès (Paul)* (p. 4491).
- Ariane (fusée) : *Loridant (Paul)* (p. 4489) ; *Quilès (Paul)* (p. 4480).
- Attachés d'administration centrale : *Quilès (Paul)* (p. 4493).
- Caisse nationale d'épargne (CNE) : *Faure (Jean)* (p. 4483).
- Centre national d'études spatiales (CNES) : *Delfau (Gérard)* (p. 4485) ; *Loridant (Paul)* (p. 4489) ; *Quilès (Paul)* (p. 4479 ; 4480 ; 4494).
- Commission des Communautés européennes : *Quilès (Paul)* (p. 4478).
- Commission supérieure des postes et télécommunications : *Torre (Henri)* (p. 4482).
- Communication audiovisuelle : *Quilès (Paul)* (p. 4478 ; 4491).
- Comptes chèques postaux (CCP) : *Faure (Jean)* (p. 4483) ; *Larcher (Gérard)* (p. 4487) ; *Mathieu (Serge)* (p. 4486) ; *Quilès (Paul)* (p. 4479 ; 4492 ; 4493) ; *Torre (Henri)* (p. 4481).
- Concurrence : *Faure (Jean)* (p. 4483) ; *Larcher (Gérard)* (p. 4487) ; *Torre (Henri)* (p. 4481).
- Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) : *Quilès (Paul)* (p. 4493).
- Conseil supérieur du service public des postes et télécommunications : *Torre (Henri)* (p. 4481).
- Contrats de plan : *Larcher (Gérard)* (p. 4487) ; *Quilès (Paul)* (p. 4479 ; 4491 ; 4493) ; *Torre (Henri)* (p. 4482).
- Contrôle parlementaire : *Mathieu (Serge)* (p. 4486).
- Coopération : *Faure (Jean)* (p. 4484) ; *Quilès (Paul)* (p. 4480).
- Direction de la réglementation générale (DRG) : *Quilès (Paul)* (p. 4478).
- Electricité de France (EDF) : *Quilès (Paul)* (p. 4490).
- Emplois (créations et suppressions) : *Leyzour (Félix)* (p. 4488) ; *Othily (Georges)* (p. 4490) ; *Quilès (Paul)* (p. 4494).
- Enseignement : *Laffitte (Pierre)* (p. 4484) ; *Larcher (Gérard)* (p. 4486).
- Équipement : *Delfau (Gérard)* (p. 4485).
- Espace : *Quilès (Paul)* (p. 4480 ; 4493) ; *Torre (Henri)* (p. 4482).
- Etablissements publics : *Larcher (Gérard)* (p. 4487) ; *Mathieu (Serge)* (p. 4485 ; 4486) ; *Quilès (Paul)* (p. 4490).

Etats-Unis d'Amérique (USA) : *Loridant (Paul)* (p. 4489) ; *Torre (Henri)* (p. 4482).

Fiscalité : *Othily (Georges)* (p. 4490).

Fiscalité locale : *Huchon (Jean)* (p. 4488).

Fonctionnaires et agents publics : *Larcher (Gérard)* (p. 4487) ; *Mathieu (Serge)* (p. 4486) ; *Quilès (Paul)* (p. 4478 ; 4492).

France Télécom : *Delfau (Gérard)* (p. 4485) ; *Faure (Jean)* (p. 4482 ; 4483 ; 4484) ; *Huchon (Jean)* (p. 4488) ; *Laffitte (Pierre)* (p. 4484) ; *Larcher (Gérard)* (p. 4486) ; *Mathieu (Serge)* (p. 4485) ; *Quilès (Paul)* (p. 4480 ; 4490 ; 4491 ; 4492) ; *Torre (Henri)* (p. 4481).

Grand marché intérieur (CEE) : *Quilès (Paul)* (p. 4493).

Guyane : *Othily (Georges)* (p. 4490) ; *Quilès (Paul)* (p. 4494).

Ingénieurs : *Quilès (Paul)* (p. 4492).

Institut national de recherche en informatique et en automatique (INRIA) : *Quilès (Paul)* (p. 4479).

Kourou (activités spatiales) : *Othily (Georges)* (p. 4490) ; *Quilès (Paul)* (p. 4494).

La Poste : *Delfau (Gérard)* (p. 4485) ; *Faure (Jean)* (p. 4482 ; 4483) ; *Huchon (Jean)* (p. 4488) ; *Laffitte (Pierre)* (p. 4484) ; *Larcher (Gérard)* (p. 4486 ; 4487) ; *Mathieu (Serge)* (p. 4486) ; *Quilès (Paul)* (p. 4479 ; 4480 ; 4490 ; 4492) ; *Torre (Henri)* (p. 4481).

Messageries : *Faure (Jean)* (p. 4483) ; *Huchon (Jean)* (p. 4488) ; *Larcher (Gérard)* (p. 4487) ; *Leyzour (Félix)* (p. 4489) ; *Quilès (Paul)* (p. 4479 ; 4492 ; 4494) ; *Torre (Henri)* (p. 4481).

Minitel : *Faure (Jean)* (p. 4484) ; *Quilès (Paul)* (p. 4494) ; *Leyzour (Félix)* (p. 4489).

National aeronautics space administration (NASA) : *Quilès (Paul)* (p. 4491).

Organisations internationales : *Quilès (Paul)* (p. 4478).

Politique spatiale : *Quilès (Paul)* (p. 4478).

Postes, télécommunications et espace (PTE) (ministère) : *Leyzour (Félix)* (p. 4488) ; *Quilès (Paul)* (p. 4479).

Recherche spatiale : *Laffitte (Pierre)* (p. 4484) ; *Loridant (Paul)* (p. 4489) ; *Torre (Henri)* (p. 4482).

Satellites : *Loridant (Paul)* (p. 4489) ; *Quilès (Paul)* (p. 4480 ; 4491 ; 4494).

Service public : *Delfau (Gérard)* (p. 4485) ; *Larcher (Gérard)* (p. 4486) ; *Leyzour (Félix)* (p. 4489) ; *Quilès (Paul)* (p. 4491 ; 4492).

Subventions : *Delfau (Gérard)* (p. 4485).

Tarifs publics : *Faure (Jean)* (p. 4484).

Technologie spatiale : *Loridant (Paul)* (p. 4489).

Télécommunications : *Huchon (Jean)* (p. 4488).

Télécopie : *Laffitte (Pierre)* (p. 4485).

Télédiffusion de France (TDF) : *Quilès (Paul)* (p. 4491) ; *Torre (Henri)* (p. 4482).

Union des Républiques socialistes soviétiques (URSS) : *Loridant (Paul)* (p. 4489).

Villes (Toulouse) : *Othily (Georges)* (p. 4490).

Zones rurales : *Delfau (Gérard)* (p. 4485) ; *Faure (Jean)* (p. 4483) ; *Huchon (Jean)* (p. 4488) ; *Laffitte (Pierre)* (p. 4484) ; *Larcher (Gérard)* (p. 4486) ; *Leyzour (Félix)* (p. 4488) ; *Quilès (Paul)* (p. 4492).

Examen des crédits (4 décembre 1990) (p. 4495, 4496) : *Mme Hélène Luc*.

Etat B - TITRES III ET IV - Adoptés (p. 4495).

Etat C - TITRES V ET VI - Adoptés (p. 4495).

RECHERCHE ET TECHNOLOGIE

Discussion (6 décembre 1990) (p. 4631, 4647) :

MM. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie ; Jacques Valade, rapporteur spécial de la commission des finances ; Pierre Laffitte, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (recherche scientifique et technique) ; René Trégouët, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (recherche scientifique) ; Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. Paul Loridant, Henri Revol, Hubert Durand-Chastel, Georges Othily.

Agence nationale pour la valorisation de la recherche (ANVAR) : *Curien (Hubert)* (p. 4631) ; *Trégouët (René)* (p. 4638).

Centre national de la recherche scientifique (CNRS) : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 4639) ; *Curien (Hubert)* (p. 4632 ; 4645) ; *Valade (Jacques)* (p. 4635).

Centre national d'études spatiales (CNES) : *Revol (Henri)* (p. 4642) ; *Valade (Jacques)* (p. 4634).

Chercheurs : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 4638 ; 4639) ; *Curien (Hubert)* (p. 4632) ; *Loridant (Paul)* (p. 4639) ; *Trégouët (René)* (p. 4637).

Chercheurs (mobilité) : *Curien (Hubert)* (p. 4645 ; 4647) ; *Durand-Chastel (Hubert)* (p. 4643) ; *Revol (Henri)* (p. 4641) ; *Trégouët (René)* (p. 4637).

Commissariat à l'énergie atomique (CEA) : *Curien (Hubert)* (p. 4632) ; *Loridant (Paul)* (p. 4639) ; *Revol (Henri)* (p. 4642).

Conseil supérieur de la recherche et de la technologie : *Valade (Jacques)* (p. 4634).

Enseignement secondaire : *Curien (Hubert)* (p. 4645) ; *Valade (Jacques)* (p. 4635).

Enseignement supérieur : *Curien (Hubert)* (p. 4632 ; 4647).

Entreprises : *Curien (Hubert)* (p. 4646) ; *Durand-Chastel (Hubert)* (p. 4642 ; 4643) ; *Trégouët (René)* (p. 4637).

Environnement : *Curien (Hubert)* (p. 4645 ; 4646) ; *Laffitte (Pierre)* (p. 4636) ; *Loridant (Paul)* (p. 4640).

Espace : *Curien (Hubert)* (p. 4644).

Espace (industrie) : *Valade (Jacques)* (p. 4635).

Espace (recherche) : *Curien (Hubert)* (p. 4632) ; *Loridant (Paul)* (p. 4639) ; *Othily (Georges)* (p. 4643) ; *Revol (Henri)* (p. 4641) ; *Valade (Jacques)* (p. 4635).

Europe : *Curien (Hubert)* (p. 4633 ; 4645 ; 4646) ; *Laffitte (Pierre)* (p. 4636) ; *Loridant (Paul)* (p. 4640).

Fiscalité : *Curien (Hubert)* (p. 4645) ; *Durand-Chastel (Hubert)* (p. 4642).

Fiscalité (crédit d'impôt-recherche) : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 4639) ; *Curien (Hubert)* (p. 4631) ; *Loridant (Paul)* (p. 4639) ; *Revol (Henri)* (p. 4641) ; *Trégouët (René)* (p. 4638).

Fonds de la recherche et de la technologie : *Curien (Hubert)* (p. 4631 ; 4644) ; *Loridant (Paul)* (p. 4640) ; *Valade (Jacques)* (p. 4634).

Guyane : *Curien (Hubert)* (p. 4647) ; *Othily (Georges)* (p. 4643 ; 4644).

Information (scientifique) : *Curien (Hubert)* (p. 4645) ; *Laffitte (Pierre)* (p. 4636).

Institut national de la recherche agronomique (INRA) : *Curien (Hubert)* (p. 4632).

Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) : *Curien (Hubert)* (p. 4632).

Recherche : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 4638) ; *Othily (Georges)* (p. 4644).

Recherche (budget) : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 4638) ; *Curien (Hubert)* (p. 4631) ; *Laffitte (Pierre)* (p. 4636) ; *Loridant (Paul)* (p. 4639) ; *Othily (Georges)* (p. 4643) ; *Revol (Henri)*

(p. 4641); *Trégouët (René)* (p. 4637); *Valade (Jacques)* (p. 4633).

Recherche (décentralisation): *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 4639); *Curien (Hubert)* (p. 4645; 4646); *Laffitte (Pierre)* (p. 4636); *Loridant (Paul)* (p. 4640); *Revol (Henri)* (p. 4641); *Trégouët (René)* (p. 4638).

Recherche (évaluation): *Trégouët (René)* (p. 4638).

Recherche (financement): *Curien (Hubert)* (p. 4633); *Valade (Jacques)* (p. 4633).

Recherche fondamentale: *Loridant (Paul)* (p. 4640); *Valade (Jacques)* (p. 4634).

Recherche industrielle: *Curien (Hubert)* (p. 4631; 4645); *Durand-Chastel (Hubert)* (p. 4642); *Laffitte (Pierre)* (p. 4636); *Loridant (Paul)* (p. 4639); *Revol (Henri)* (p. 4641); *Trégouët (René)* (p. 4637).

Recherche (instituts): *Curien (Hubert)* (p. 4633); *Othily (Georges)* (p. 4644).

Recherche militaire: *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 4639); *Curien (Hubert)* (p. 4646).

Recherche universitaire: *Durand-Chastel (Hubert)* (p. 4643); *Loridant (Paul)* (p. 4640); *Valade (Jacques)* (p. 4634).

Examen des crédits (6 décembre 1990) (p. 4647)

Etat B – Titres III et IV – Adoptés (p. 4647).

Etat C – Titres V et VI – Adoptés (p. 4647).

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

I – SERVICES GÉNÉRAUX (DONT FONCTION PUBLIQUE) ET ÉCONOMIE SOCIALE

Discussion (28 novembre 1990) (p. 4080, 4091):

MM. Michel Durafour, ministre de la fonction publique; Tony Dreyfus, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre; Maurice Couve de Murville, rapporteur spécial de la commission des finances (Services généraux); Robert Vizet, rapporteur spécial de la commission des finances (Economie sociale); Hubert Durand-Chastel, Robert Pagès, René Régnauld.

Action humanitaire (secrétariat d'Etat): *Dreyfus (Tony)* (p. 4082).

Administration (organisation): *Couve de Murville (Maurice)* (p. 4084); *Durafour (Michel)* (p. 4081); *Régnauld (René)* (p. 4087).

Associations: *Dreyfus (Tony)* (p. 4082); *Vizet (Robert)* (p. 4085).

Associations (taxe sur les salaires): *Dreyfus (Tony)* (p. 4090).

Bénévolat: *Dreyfus (Tony)* (p. 4082); *Vizet (Robert)* (p. 4084; 4085).

Coopératives: *Dreyfus (Tony)* (p. 4082); *Vizet (Robert)* (p. 4084).

Déconcentration: *Durafour (Michel)* (p. 4081).

Économie sociale: *Dreyfus (Tony)* (p. 4082; 4090).

Économie sociale (statistiques): *Vizet (Robert)* (p. 4084).

Éducation nationale (personnels): *Régnauld (René)* (p. 4087).

Emplois publics (créations et suppressions): *Couve de Murville (Maurice)* (p. 4083); *Durafour (Michel)* (p. 4081; 4087).

Femmes (droits) (secrétariat d'Etat): *Dreyfus (Tony)* (p. 4082).

Fonctionnaires et agents publics: *Durand-Chastel (Hubert)* (p. 4085).

Fonction publique: *Couve de Murville (Maurice)* (p. 4083); *Durafour (Michel)* (p. 4080); *Pagès (Robert)* (p. 4085); *Régnauld (René)* (p. 4086).

Fonction publique (mobilité): *Régnauld (René)* (p. 4087).

Mutualité: *Dreyfus (Tony)* (p. 4082); *Vizet (Robert)* (p. 4084).

Négociations collectives: *Durafour (Michel)* (p. 4081; 4088; 4089); *Régnauld (René)* (p. 4086).

Organisations syndicales: *Durafour (Michel)* (p. 4081); *Pagès (Robert)* (p. 4086).

Pouvoir d'achat: *Régnauld (René)* (p. 4086).

Presse (aides financières): *Dreyfus (Tony)* (p. 4081).

Retraite (âge): *Durafour (Michel)* (p. 4088); *Régnauld (René)* (p. 4087).

Salaires, traitements et indemnités: *Couve de Murville (Maurice)* (p. 4083; 4084); *Durafour (Michel)* (p. 4081; 4088; 4089); *Pagès (Robert)* (p. 4085; 4086); *Régnauld (René)* (p. 4086; 4087).

Services du Premier ministre: *Dreyfus (Tony)* (p. 4081; 4089; 4090).

Services du Premier ministre (budget): *Couve de Murville (Michel)* (p. 4083).

Titularisation (coopérants techniques): *Durafour (Michel)* (p. 4088); *Durand-Chastel (Hubert)* (p. 4085).

Examen des crédits (réservé jusqu'après l'examen des crédits relatifs à la communication) (28 novembre 1990) (p. 4090): *Mme Marie-Claude Beaudeau, M. Tony Dreyfus, secrétaire d'Etat – Femmes (droits)* (secrétariat d'Etat).

– Les crédits sont rejetés (5 décembre 1990) (p. 4621, 4622).

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

II – SECRETARIAT GÉNÉRAL DE LA DÉFENSE NATIONALE

Discussion (28 novembre 1990) (p. 4091, 4095):

MM. Tony Dreyfus, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre; Henri Collard, rapporteur spécial de la commission des finances; Paul Loridant, Xavier de Villepin.

Défense civile: *Collard (Henri)* (p. 4092); *Dreyfus (Tony)* (p. 4091).

Défense nationale (ministère): *Dreyfus (Tony)* (p. 4094); *Villepin (Xavier de)* (p. 4094).

Institut des hautes études de la défense nationale (IHEDN): *Collard (Henri)* (p. 4093); *Dreyfus (Tony)* (p. 4094); *Loridant (Paul)* (p. 4093).

Politique de défense: *Loridant (Paul)* (p. 4093).

Politique étrangère: *Loridant (Paul)* (p. 4094).

Protection nucléaire, bactériologique et chimique (NBC): *Collard (Henri)* (p. 4092).

Sécurité civile: *Collard (Henri)* (p. 4092).

Sécurité des systèmes d'information: *Collard (Henri)* (p. 4092).

Service national: *Loridant (Paul)* (p. 4094).

Systèmes d'alerte: *Collard (Henri)* (p. 4092).

Volontaires du service national actif (VSNA): *Collard (Henri)* (p. 4093).

Examen des crédits (28 novembre 1990) (p. 4095)

Etat B – TITRE III – Adopté (p. 4095).

Etat C – TITRE V – Adopté (p. 4095).

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

III – CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Discussion (28 novembre 1990) (p. 4095, 4097):

M. Tony Dreyfus, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre; Mme Paulette Fost, rapporteur spécial de la commission des finances; MM. Roger Besse, Xavier de Villepin.

Conseil économique et social (avis): *Dreyfus (Tony)* (p. 4095); *Fost (Paulette)* (p. 4095).

Conseil économique et social (crédits) : *Dreyfus (Tony)* (p. 4097).

Conseil économique et social (fonctionnement) : *Besse (Roger)* (p. 4096) ; *Dreyfus (Tony)* (p. 4095) ; *Fost (Paulette)* (p. 4095 ; 4096) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4096).

Conseil économique et social (promotion) : *Besse (Roger)* (p. 4096).

Conseil économique et social (travaux d'extension du Palais d'Iéna) : *Fost (Paulette)* (p. 4096).

Examen des crédits (28 novembre 1990) (p. 4097)

Etat B – TITRE III – Adopté (p. 4097).

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

IV – PLAN

Discussion (2 décembre 1990) (p. 4389, 4396) :

M. Lionel Stoléro, secrétaire d'Etat chargé du Plan ; Mme Maryse Bergé-Lavigne, rapporteur spécial de la commission des finances ; MM. Jean Boyer, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Bernard Barbier, président de la délégation du Sénat pour la planification ; Robert Laucournet, Xavier de Villepin, Robert Vizet.

Allemagne (réunification) : *Stoléro (Lionel)* (p. 4394).

Aménagement du territoire : *Stoléro (Lionel)* (p. 4395).

Assurance vieillesse : *Barbier (Bernard)* (p. 4391).

Centre d'étude des revenus et des coûts (CERC) : *Villepin (Xavier de)* (p. 4393).

Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII) : *Villepin (Xavier de)* (p. 4393).

Comité interministériel de l'évaluation : *Boyer (Jean)* (p. 4391).

Commissariat général au Plan : *Bergé-Lavigne (Maryse)* (p. 4389) ; *Laucournet (Robert)* (p. 4392 ; 4393).

Contrats de plan : *Boyer (Jean)* (p. 4390) ; *Laucournet (Robert)* (p. 4393) ; *Stoléro (Lionel)* (p. 4396).

Contribution sociale généralisée (CSG) : *Stoléro (Lionel)* (p. 4395).

Délégation du Sénat pour la planification : *Barbier (Bernard)* (p. 4391).

Education nationale : *Stoléro (Lionel)* (p. 4395).

Europe : *Laucournet (Robert)* (p. 4393) ; *Stoléro (Lionel)* (p. 4395).

Europe de l'Est : *Boyer (Jean)* (p. 4390) ; *Stoléro (Lionel)* (p. 4395) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4393) ; *Vizet (Robert)* (p. 4394).

Fonds national de développement de l'évaluation : *Bergé-Lavigne (Maryse)* (p. 4389).

Golfe Persique (crise) : *Barbier (Bernard)* (p. 4391) ; *Boyer (Jean)* (p. 4390) ; *Laucournet (Robert)* (p. 4393) ; *Stoléro (Lionel)* (p. 4394 ; 4396).

Grand marché intérieur (CEE) : *Boyer (Jean)* (p. 4390) ; *Stoléro (Lionel)* (p. 4395).

Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) : *Bergé-Lavigne (Maryse)* (p. 4390) ; *Stoléro (Lionel)* (p. 4396).

Pétrole (prix) : *Barbier (Bernard)* (p. 4391).

Plan : *Vizet (Robert)* (p. 4394).

Plan (budget) : *Bergé-Lavigne (Maryse)* (p. 4389) ; *Boyer (Jean)* (p. 4390).

Planification : *Bergé-Lavigne (Maryse)* (p. 4389 ; 4390) ; *Boyer (Jean)* (p. 4390) ; *Laucournet (Robert)* (p. 4393).

Pologne : *Boyer (Jean)* (p. 4391).

Population active : *Barbier (Bernard)* (p. 4391).

Profits : *Barbier (Bernard)* (p. 4391).

Protection sociale : *Stoléro (Lionel)* (p. 4395) ; *Vizet (Robert)* (p. 4394).

Régions : *Boyer (Jean)* (p. 4390) ; *Laucournet (Robert)* (p. 4393) ; *Stoléro (Lionel)* (p. 4396).

Retraites : *Barbier (Bernard)* (p. 4391).

Salaires, traitements et indemnités : *Barbier (Bernard)* (p. 4391).

Sécurité sociale (financement) : *Barbier (Bernard)* (p. 4391).

Examen des crédits (2 décembre 1990) (p. 4396)

Etat B – TITRES III et IV – Adoptés (p. 4396).

Etat C – TITRE VI – Adopté (p. 4396).

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

V – ENVIRONNEMENT

Discussion (3 décembre 1990) (p. 4410, 4433) :

MM. Brice Lalonde, ministre chargé de l'environnement ; Robert Vizet, rapporteur spécial de la commission des finances ; Bernard Hugo, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Hubert Martin, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles ; Xavier de Villepin, Franck Sérusclat, Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. Jacques Bimbenet, François Gerbaud, Roland Grimaldi, Alain Gérard, Jacques Oudin, Marcel Vidal.

Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie : *Bimbenet (Jacques)* (p. 4421) ; *Lalonde (Brice)* (p. 4431) ; *Vizet (Robert)* (p. 4413).

Agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets (ANRED) : *Lalonde (Brice)* (p. 4412).

Agences de bassin : *Lalonde (Brice)* (p. 4412).

Agriculture (pollution) : *Lalonde (Brice)* (p. 4429) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4418).

Autoroutes : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 4420).

Barrages : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 4420) ; *Gerbaud (François)* (p. 4423) ; *Hugo (Bernard)* (p. 4415) ; *Lalonde (Brice)* (p. 4429).

Biotechnologie : *Lalonde (Brice)* (p. 4431) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 4419).

Bruit : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 4420) ; *Gérard (Alain)* (p. 4424) ; *Lalonde (Brice)* (p. 4410 ; p. 4427) ; *Vizet (Robert)* (p. 4414).

Chasse : *Lalonde (Brice)* (p. 4430) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4418).

Circulation routière : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 4421).

Communes : *Vidal (Marcel)* (p. 4427).

Cours d'eau, étangs et lacs : *Lalonde (Brice)* (p. 4429) ; *Vidal (Marcel)* (p. 4427).

Décharges : *Bimbenet (Jacques)* (p. 4421 ; 4422) ; *Gérard (Alain)* (p. 4425) ; *Lalonde (Brice)* (p. 4428).

Déchets : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 4421) ; *Gérard (Alain)* (p. 4424) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 4424) ; *Hugo (Bernard)* (p. 4415) ; *Lalonde (Brice)* (p. 4410 ; 4412 ; 4427 ; 4428 ; 4430) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4418).

Déchets industriels : *Lalonde (Brice)* (p. 4427).

Déchets industriels toxiques : *Grimaldi (Roland)* (p. 4424).

Directives communautaires : *Lalonde (Brice)* (p. 4430) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4417 ; 4418).

Eau : *Vidal (Marcel)* (p. 4427).

Electricité de France (EDF) : *Oudin (Jacques)* (p. 4426).

Engrais : *Lalonde (Brice)* (p. 4429) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4418).

Environnement : *Vidal (Marcel)* (p. 4426).

Environnement (fiscalité) : *Lalonde (Brice)* (p. 4411).

Environnement (formation) : *Lalonde (Brice)* (p. 4411 ; 4431) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 4420).

Environnement (ministère) : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 4420 ; 4421) ; *Bimbenet (Jacques)* (p. 4421) ; *Gerbaud (François)* (p. 4422) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 4423 ; 4424) ; *Hugo (Bernard)* (p. 4415) ; *Lalonde (Brice)* (p. 4411 ; 4413 ; 4427 ; 4432) ; *Vizet (Robert)* (p. 4413).

Fonds d'investissement pour la qualité de la vie (FIQV) : *Bimbenet (Jacques)* (p. 4422) ; *Lalonde (Brice)* (p. 4427) ; *Vizet (Robert)* (p. 4414).

Fonds national pour le développement des adductions d'eau (FNDAE) : *Lalonde (Brice)* (p. 4429) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4425).

Forêts : *Vidal (Marcel)* (p. 4427).

Forêts (incendies) : *Lalonde (Brice)* (p. 4430) ; *Martin (Hubert)* (p. 4416 ; 4417).

Forêt méditerranéenne : *Martin (Hubert)* (p. 4416 ; 4417).

Gaz d'échappement : *Lalonde (Brice)* (p. 4431) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4425 ; 4432).

Guadeloupe (île) : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 4421) ; *Lalonde (Brice)* (p. 4431).

Ile-de-France (région) : *Lalonde (Brice)* (p. 4431).

Incinération des résidus urbains : *Gérard (Alain)* (p. 4425) ; *Lalonde (Brice)* (p. 4428).

Installations classées : *Bimbenet (Jacques)* (p. 4422).

Institut de recherche de chimie appliquée (IRCHA) : *Vizet (Robert)* (p. 4414).

Institut national de l'environnement industriel et des risques (INEIRIS) : *Lalonde (Brice)* (p. 4411) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 4419).

Labels : *Lalonde (Brice)* (p. 4411).

Littoral (protection) : *Bimbenet (Jacques)* (p. 4422) ; *Gérard (Alain)* (p. 4425) ; *Hugo (Bernard)* (p. 4415) ; *Lalonde (Brice)* (p. 4412 ; 4429 ; 4430) ; *Vizet (Robert)* (p. 4414).

Loire (fleuve) : *Bidard-Reydet (Danielle)* (p. 4420).

Nature (protection) : *Lalonde (Brice)* (p. 4410 ; 4411 ; 4412).

Ordures ménagères : *Grimaldi (Roland)* (p. 4424) ; *Lalonde (Brice)* (p. 4427 ; 4428) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4418).

Parcs naturels régionaux : *Hugo (Bernard)* (p. 4415) ; *Lalonde (Brice)* (p. 4430).

Pâte à papier (industrie) : *Gerbaud (François)* (p. 4423).

Pollution (air) : *Lalonde (Brice)* (p. 4410 ; 4412) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4425) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4419).

Pollution (eau) : *Bimbenet (Jacques)* (p. 4422) ; *Gerbaud (François)* (p. 4423) ; *Lalonde (Brice)* (p. 4410) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4425) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4418).

Pollution (fiscalité) : *Vizet (Robert)* (p. 4413).

Sapeurs pompiers : *Martin (Hubert)* (p. 4417).

Spéculation foncière : *Martin (Hubert)* (p. 4417).

Examen des crédits (3 décembre 1990) (p. 4432, 4433) : *Mme Marie-Claude Beaudeau*, *MM. Louis Virapoullé*, *Pierre Laffitte* - Mines et carrières - Décharges - Incinération des résidus urbains - Carburant agricole.

Etat B - TITRES III et IV - Adoptés (p. 4433).

Etat C - TITRES V et VI - Adoptés (p. 4433).

SOLIDARITE, SANTE ET PROTECTION SOCIALE

Discussion (1^{er} décembre 1990) (p. 4282, 4324) ; (2 décembre 1990) (p. 4330, 4371) :

M. Claude Evin, ministre des affaires sociales, *Mme Hélène Dorlhac*, secrétaire d'Etat chargé de la famille et des personnes âgées ; *MM. Michel Gillibert*, secrétaire d'Etat chargé des handicapés ; *Jacques Oudin*, rapporteur spécial de la commission des finances ; *Louis Boyer*, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales (santé et action sociale) ; *Charles Descours*, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales (sécurité sociale) ; *Jean-Pierre Fourcade*, président de la commission des affaires sociales ; *Jean Chérioux*, *Daniel Millaud*, *Paul Souffrin*, *Bernard Legrand*, *Franck Sérusclat*, *Bernard Seillier*, *Jean-Jacques Robert*, *Jean-Pierre Cantegrit*, *Mme Marie-Claude Beaudeau*, *MM. Henri Collard*, *Marc Boeuf*, *Hubert Martin*, *Emmanuel Hamel*, *Claude Huriet*, *Jean Puech*, *Jacques Machet*.

Accidents du travail : *Cantegrit (Jean-Pierre)* (p. 4310).

Accidents (indemnisation) : *Gillibert (Michel)* (p. 4291).

Adoption : *Robert (Jean-Jacques)* (p. 4309).

Affaires sociales (budget) : *Oudin (Jacques)* (p. 4292).

Affaires sociales (ministère) : *Evin (Claude)* (p. 4283).

Agence nationale pour le développement de l'évaluation médicale : *Durieux (Bruno)* (p. 4287).

Aide familiale ou ménagère : *Dorlhac (Hélène)* (p. 4289).

Aide médicale urgente : *Durieux (Bruno)* (p. 4286).

Aide sociale à l'enfance : *Dorlhac (Hélène)* (p. 4288).

Alcoolisme : *Boyer (Louis)* (p. 4296) ; *Durieux (Bruno)* (p. 4286) ; *Evin (Claude)* (p. 4283) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 4306).

Allocation aux adultes handicapés : *Oudin (Jacques)* (p. 4293).

Appareillage (handicapés) : *Gillibert (Michel)* (p. 4291).

Assistantes maternelles : *Dorlhac (Hélène)* (p. 4289) ; *Evin (Claude)* (p. 4335).

Assurance maladie maternité : *Descours (Charles)* (p. 4298) ; *Durieux (Bruno)* (p. 4286 ; 4287) ; *Evin (Claude)* (p. 4284 ; 4330 ; 4332) ; *Machet (Jacques)* (p. 4322) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4294).

Assurance vieillesse : *Chérioux (Jean)* (p. 4302) ; *Descours (Charles)* (p. 4299) ; *Evin (Claude)* (p. 4285 ; 4330 ; 4332) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 4300) ; *Machet (Jacques)* (p. 4322 ; 4323) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4294).

Budget social de la nation : *Collard (Henri)* (p. 4314) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4292).

Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF) : *Seillier (Bernard)* (p. 4309).

Caisses primaires d'assurance maladie (Essonne) : *Evin (Claude)* (p. 4334) ; *Robert (Jean-Jacques)* (p. 4309).

Centres d'aide par le travail (CAT) : *Gillibert (Michel)* (p. 4290).

Collectivités territoriales : *Evin (Claude)* (p. 4331 ; 4335).

Commission des comptes de la sécurité sociale : *Descours (Charles)* (p. 4297) ; *Evin (Claude)* (p. 4330) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4292 ; 4294).

Commissions techniques d'orientation et de reclassement professionnel (COTOREP) : *Gillibert (Michel)* (p. 4291).

Conférence annuelle de la famille : *Machet (Jacques)* (p. 4323).

Contribution sociale généralisée (CSG) : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 4312 ; 4313) ; *Boeuf (Marc)* (p. 4315) ; *Chérioux (Jean)* (p. 4302) ; *Descours (Charles)* (p. 4297 ; 4299) ; *Evin (Claude)* (p. 4283 ; 4331 ; 4332 ; 4333) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 4300) ; *Huriet (Claude)* (p. 4320) ; *Legrand (Bernard)* (p. 4305) ; *Machet (Jacques)* (p. 4322) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4293 ; 4295) ; *Souffrin (Paul)* (p. 4304).

- Contribution sociale généralisée (CSG) (affectation) : *Boeuf (Marc)* (p. 4316) ; *Cantegrit (Jean-Pierre)* (p. 4312) ; *Collard (Henri)* (p. 4315) ; *Evin (Claude)* (p. 4284) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 4317) ; *Legrand (Bernard)* (p. 4305) ; *Machet (Jacques)* (p. 4323) ; *Seillier (Bernard)* (p. 4308).
- Cotisations sociales : *Boeuf (Marc)* (p. 4315) ; *Chérioux (Jean)* (p. 4302) ; *Descours (Charles)* (p. 4298 ; 4299) ; *Evin (Claude)* (p. 4283) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 4300 ; 4332) ; *Millaud (Daniel)* (p. 4303) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4331).
- Délinquance : *Puech (Jean)* (p. 4321).
- Ecole nationale de la santé publique : *Evin (Claude)* (p. 4335) ; *Huriet (Claude)* (p. 4319).
- Education : *Seillier (Bernard)* (p. 4309).
- Enfance : *Boeuf (Marc)* (p. 4316) ; *Evin (Claude)* (p. 4331).
- Enfance inadaptée : *Evin (Claude)* (p. 4331) ; *Gillibert (Michel)* (p. 4290).
- Enfants (modes de garde) : *Dorlhac (Hélène)* (p. 4289) ; *Puech (Jean)* (p. 4320).
- Enseignement à l'étranger : *Cantegrit (Jean-Pierre)* (p. 4310).
- Equipements sanitaires et sociaux : *Souffrin (Paul)* (p. 4304).
- Etablissements sociaux et médico-sociaux : *Collard (Henri)* (p. 4314).
- Europe : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 4313).
- Famille : *Machet (Jacques)* (p. 4323) ; *Seillier (Bernard)* (p. 4309).
- Fiscalité : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 4301).
- Français de l'étranger (assurance maladie maternité) : *Cantegrit (Jean-Pierre)* (p. 4310).
- Français de l'étranger (assurance vieillesse) : *Cantegrit (Jean-Pierre)* (p. 4310).
- Français de l'étranger (pauvreté) : *Cantegrit (Jean-Pierre)* (p. 4312).
- Français de l'étranger (protection sociale) : *Cantegrit (Jean-Pierre)* (p. 4310) ; *Evin (Claude)* (p. 4335).
- Handicapés : *Boyer (Louis)* (p. 4296) ; *Chérioux (Jean)* (p. 4301) ; *Collard (Henri)* (p. 4314) ; *Evin (Claude)* (p. 4331) ; *Gillibert (Michel)* (p. 4290) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 4317) ; *Martin (Hubert)* (p. 4317) ; *Robert (Jean-Jacques)* (p. 4310) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 4308).
- Handicapés (actions internationales) : *Gillibert (Michel)* (p. 4292).
- Handicapés (hébergement) : *Gillibert (Michel)* (p. 4291).
- Handicapés (sports) : *Gillibert (Michel)* (p. 4291).
- Handicapés (transport) : *Evin (Claude)* (p. 4335) ; *Gillibert (Michel)* (p. 4291).
- Hôpitaux privés et cliniques : *Evin (Claude)* (p. 4334).
- Hôpitaux publics : *Boyer (Louis)* (p. 4296) ; *Evin (Claude)* (p. 4284 ; 4331 ; 4334) ; *Huriet (Claude)* (p. 4319) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4293) ; *Robert (Jean-Jacques)* (p. 4310) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 4307) ; *Souffrin (Paul)* (p. 4304).
- Hôpitaux publics (personnels) : *Boyer (Louis)* (p. 4296).
- Impôts et taxes : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 4312) ; *Evin (Claude)* (p. 4333) ; *Legrand (Bernard)* (p. 4306).
- Infirmiers : *Huriet (Claude)* (p. 4319).
- Instruction civique : *Martin (Hubert)* (p. 4317).
- Jeunesse : *Evin (Claude)* (p. 4282) ; *Puech (Jean)* (p. 4321).
- Livre blanc sur les retraites : *Evin (Claude)* (p. 4285 ; 4331 ; 4332) ; *Machet (Jacques)* (p. 4323).
- Marginaux : *Dorlhac (Hélène)* (p. 4289) ; *Evin (Claude)* (p. 4283).
- Médecine : *Durieux (Bruno)* (p. 4286).
- Médecine de ville : *Boyer (Louis)* (p. 4296) ; *Evin (Claude)* (p. 4285).
- Médecine (enseignement) : *Boyer (Louis)* (p. 4296) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 4307).
- Médecins (démographie) : *Durieux (Bruno)* (p. 4287) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 4307).
- Médecins hospitaliers : *Huriet (Claude)* (p. 4319).
- Médicaments : *Evin (Claude)* (p. 4283 ; 4285).
- Médicaments (consommation) : *Collard (Henri)* (p. 4315).
- Médicaments (remboursement) : *Descours (Charles)* (p. 4298) ; *Durieux (Bruno)* (p. 4287) ; *Evin (Claude)* (p. 4332 ; 4334) ; *Huriet (Claude)* (p. 4320) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 4307) ; *Souffrin (Paul)* (p. 4304).
- Mères de famille (statut social) : *Hamel (Emmanuel)* (p. 4317).
- Natalité : *Hamel (Emmanuel)* (p. 4317).
- Objecteurs de conscience : *Sérusclat (Franck)* (p. 4308).
- Pauvreté : *Souffrin (Paul)* (p. 4304).
- Personnes âgées : *Boeuf (Marc)* (p. 4316) ; *Chérioux (Jean)* (p. 4301 ; 4333) ; *Dorlhac (Hélène)* (p. 4288 ; 4290) ; *Evin (Claude)* (p. 4285 ; 4331) ; *Puech (Jean)* (p. 4321).
- Personnes âgées (hébergement) : *Boyer (Louis)* (p. 4296) ; *Chérioux (Jean)* (p. 4302) ; *Dorlhac (Hélène)* (p. 4288 ; 4289) ; *Evin (Claude)* (p. 4333) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4293) ; *Puech (Jean)* (p. 4321 ; 4322) ; *Souffrin (Paul)* (p. 4305).
- Personnes âgées (maintien à domicile) : *Chérioux (Jean)* (p. 4302) ; *Collard (Henri)* (p. 4314) ; *Evin (Claude)* (p. 4333).
- Pharmacie : *Boyer (Louis)* (p. 4296).
- Pharmacie (industrie) : *Evin (Claude)* (p. 4334) ; *Souffrin (Paul)* (p. 4334).
- Pharmaciens : *Evin (Claude)* (p. 4335) ; *Huriet (Claude)* (p. 4319).
- Politique de la santé : *Souffrin (Paul)* (p. 4304).
- Politique économique et sociale : *Puech (Jean)* (p. 4320) ; *Souffrin (Paul)* (p. 4303).
- Politique familiale : *Boeuf (Marc)* (p. 4316) ; *Chérioux (Jean)* (p. 4301) ; *Dorlhac (Hélène)* (p. 4287) ; *Evin (Claude)* (p. 4331 ; 4334 ; 4335) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 4317) ; *Machet (Jacques)* (p. 4323) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4293) ; *Puech (Jean)* (p. 4320) ; *Seillier (Bernard)* (p. 4308 ; 4309).
- Polynésie française : *Evin (Claude)* (p. 4333) ; *Millaud (Daniel)* (p. 4303).
- Pouvoir d'achat : *Machet (Jacques)* (p. 4323).
- Prestations familiales : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 4313) ; *Boeuf (Marc)* (p. 4316) ; *Cantegrit (Jean-Pierre)* (p. 4310) ; *Dorlhac (Hélène)* (p. 4288) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 4300) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 4317) ; *Machet (Jacques)* (p. 4323).
- Prestations sociales : *Millaud (Daniel)* (p. 4303) ; *Puech (Jean)* (p. 4322).
- Prévention médicale : *Durieux (Bruno)* (p. 4286).
- Professions libérales (retraite) : *Descours (Charles)* (p. 4298).
- Professions médicales et paramédicales : *Souffrin (Paul)* (p. 4305).
- Protection sociale : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 4313) ; *Collard (Henri)* (p. 4314) ; *Descours (Charles)* (p. 4297 ; 4299) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4293 ; 4294) ; *Souffrin (Paul)* (p. 4305).
- Protection sociale (financement) : *Boeuf (Marc)* (p. 4315) ; *Descours (Charles)* (p. 4297) ; *Evin (Claude)* (p. 4282 ; 4283 ; 4330) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 4300 ; 4301) ; *Huriet (Claude)* (p. 4320) ; *Millaud (Daniel)* (p. 4303) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4295).

Publicité : *Evin (Claude)* (p. 4334).

Retraites : *Boeuf (Marc)* (p. 4316) ; *Cantegrit (Jean-Pierre)* (p. 4310) ; *Chérioux (Jean)* (p. 4302) ; *Evin (Claude)* (p. 4285 ; 4330 ; 4331).

Revenu minimum d'insertion (RMI) : *Boyer (Louis)* (p. 4296) ; *Collard (Henri)* (p. 4314) ; *Evin (Claude)* (p. 4282 ; 4335 ; 4336) ; *Huriet (Claude)* (p. 4320) ; *Machet (Jacques)* (p. 4336) ; *Puech (Jean)* (p. 4321).

Santé : *Evin (Claude)* (p. 4283) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4292) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 4306).

Santé (budget) : *Durieux (Bruno)* (p. 4286).

Sécurité sociale : voir Protection sociale.

Sécurité sociale (accords bilatéraux) : *Cantegrit (Jean-Pierre)* (p. 4312).

Syndrome immuno-déficitaire acquis (SIDA) : *Boyer (Louis)* (p. 4296) ; *Durieux (Bruno)* (p. 4286) ; *Evin (Claude)* (p. 4283) ; *Huriet (Claude)* (p. 4318) ; *Robert (Jean-Jacques)* (p. 4310) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 4307).

Tabagisme : *Boyer (Louis)* (p. 4296) ; *Durieux (Bruno)* (p. 4286) ; *Evin (Claude)* (p. 4283) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 4306).

Toxicomanie : *Boyer (Louis)* (p. 4296) ; *Evin (Claude)* (p. 4283) ; *Oudin (Jacques)* (p. 4293) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 4307).

Transfusions et transplantations d'organes : *Huriet (Claude)* (p. 4319).

Travailleurs handicapés : *Gillibert (Michel)* (p. 4290).

Travailleurs sociaux : *Puech (Jean)* (p. 4322).

Urbanisation : *Puech (Jean)* (p. 4321).

Examen des crédits et des articles 92, 93 à 99 bis (2 décembre 1990) (p. 4336, 4371) : *M. Robert Pagès, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Charles Lederman, Jacques Oudin, rapporteur spécial ; Guy Penne, Mme Paulette Fost, MM. Claude Evin, ministre ; Jean Chérioux, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales ; Mme Danielle Bidard-Reydet, M. Jean Garcia, Mme Hélène Luc, MM. Robert Vizet, Claude Estier, Daniel Hoeffel, Ernest Cartigny, Paul Souffrin, Bernard Seillier, Emmanuel Hamel*.

Etat B – TITRE III – Rejeté (p. 4338 ; scrutin public n° 47).

TITRE IV – Rejeté (p. 4340 ; scrutin public n° 48).

Etat C – TITRES V et VI – Rejetés (p. 4340).

Après l'art. 91 Adopté : amendement n° II-90 de Mme Marie-Claude Beaudeau : suppression dans l'intitulé de la division, après l'article 91, des mots : « institution d'une contribution sociale généralisée » (p. 4371 ; précédemment réservé, p. 4341).

Rejeté : amendement n° II-87 de Mme Marie-Claude Beaudeau : taux de la contribution sociale sur les revenus financiers porté à 13,6 % (p. 4371 ; précédemment réservé, p. 4341).

Irrecevables (article 40 de la Constitution) : amendements de Mme Marie-Claude Beaudeau n° II-82, II-83, II-85 et II-92 (p. 4371 ; précédemment réservés, p. 4341).

Irrecevables (article 18 de l'ordonnance du 2 janvier 1959) : amendements de Mme Marie-Claude Beaudeau n° II-84 et II-88 (p. 4371 ; précédemment réservés p. 4341).

Irrecevables (article 42 de l'ordonnance précitée) : amendements de Mme Marie-Claude Beaudeau n° II-89, II-93, II-94, II-95 et II-96 (p. 4371 ; précédemment réservés p. 4341).

Devenu sans objet : amendement n° II-86 de Mme Marie-Claude Beaudeau (p. 4371 ; précédemment réservé p. 4341).

L'intitulé de la division après l'article 91 est ainsi modifié par l'amendement n° II-90 (p. 4371).

Motion n° II-56 de Mme Marie-Claude Beaudeau, tendant au renvoi en commission de l'article 92 (p. 4341) – *Mme Marie-*

Claude Beaudeau, MM. Jacques Oudin, rapporteur spécial ; Claude Evin, ministre.

Rejet de la motion (p. 4342 ; scrutin public n° 49).

Art. 92 (Institution d'une contribution sociale sur les revenus d'activité et sur les revenus de remplacement) (p. 4343).

Parole sur l'article (p. 4343, 4346) : *M. Jacques Oudin, rapporteur spécial ; Mme Paulette Fost, MM. Paul Souffrin, Claude Evin, ministre ; Jean Chérioux, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales – Financement de la sécurité sociale*.

Adoptés : Amendements identiques de suppression n° II-45 de la commission et n° II-73 de Mme Marie-Claude Beaudeau (p. 4346).

– L'article 92 est supprimé (p. 4346).

Motion n° II-108 de la commission, tendant au renvoi en commission des articles 93 à 99 bis (p. 4347) – *MM. Jacques Oudin, Charles Lederman*.

Rejet de la motion (p. 4348 ; scrutin public n° 50).

Demande de vote unique, présentée par le Gouvernement en application de l'article 44 de la Constitution et de l'article 42 du règlement du Sénat, portant sur l'ensemble des articles 93 à 99 bis (p. 4348).

Art. 93 (Assiette de la contribution) (p. 4348).

Parole sur l'article (p. 4349, 4350) : *M. Paul Souffrin, Mme Danielle Bidard-Reydet – Injustice de la CSG*.

Non retenus dans le vote unique : amendements identiques de suppression n° II-46 de la commission et n° II-74 de Mme Marie-Claude Beaudeau, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet (p. 4350).

– L'article 93 est rejeté lors du vote unique (p. 4369 ; scrutin public n° 51).

Art. 94 (Définition de l'assiette de la CSG sur les revenus provenant des bénéfices industriels et commerciaux et des bénéfices non commerciaux) (p. 4351).

Parole sur l'article (p. 4351, 4352) : *M. Jean Garcia, Mme Danielle Bidart-Reydet – Protection sociale des travailleurs indépendants*.

Non retenus dans le vote unique : amendements identiques de suppression n° II-47 de la commission et n° II-75 de Mme Marie-Claude Beaudeau, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet (p. 4351).

– L'article 94 est rejeté lors du vote unique (p. 4369 ; scrutin public n° 51).

Art 95 (Définition des revenus non salariaux agricoles assujettis à la CSG) (p. 4353).

Parole sur l'article (p. 4353) : *Mme Hélène Luc – Protection sociale agricole*.

Non retenus dans le vote unique : amendements identiques de suppression n° II-48 de la commission et n° II-76 de Mme Marie-Claude Beaudeau, soutenu par M. Robert Vizet (p. 4353).

– L'article 95 est rejeté lors du vote unique (p. 4369 ; scrutin public n° 51).

Art. 96 (Recouvrement et contentieux de la CSG) (p. 4355).

Parole sur l'article (p. 4355, 4356) : *M. Paul Souffrin, Mme Hélène Luc – Remise en cause du système de protection sociale*.

Non retenus dans le vote unique : amendements identiques de suppression n° II-49 de la commission et n° II-77 de Mme Marie-Claude Beaudeau, soutenu par M. Robert Vizet (p. 4356).

– L'article 96 est rejeté lors du vote unique (p. 4369 ; scrutin public n° 51).

Art. 97 (Application de la CSG sur les revenus du patrimoine) (p. 4358).

Parole sur l'article (p. 4358) : *Mme Marie-Claude Beaudeau, M. Robert Vizet* – Dépenses de santé.

Non retenus dans le vote unique : amendements identiques de suppression n° II-50 de la commission et n° II-78 de *Mme Marie-Claude Beaudeau*, soutenu par *M. Jean Garcia* (p. 4359).

– L'article 97 est rejeté lors du vote unique (p. 4369 ; scrutin public n° 51).

Art. 98 (Produits de placement soumis à la CSG) (p. 4359).

Parole sur l'article (p. 4360) : *Mme Marie-Claude Beaudeau, M. Jean Garcia* – Fiscalité.

Non retenus dans le vote unique : amendements identiques de suppression n° II-51 de la commission et n° II-79 de *Mme Marie-Claude Beaudeau*, soutenu par *Mme Paulette Fost* (p. 4361).

– L'article 98 est rejeté lors du vote unique (p. 4369 ; scrutin public n° 51).

Art. 99 (Détermination du taux de la CSG et affectation des recettes) (p. 4361).

Parole sur l'article (p. 4362, 4363) : *M. Paul Souffrin, Mme Danielle Bidard-Reydet, M. Jean Chérioux* – Réforme de l'ensemble de la fiscalité avec la création de la CSG – Déplacement des cotisations d'assurance vieillesse.

Non retenus dans le vote unique : amendements identiques de suppression n° II-52 de la commission et n° II-80 de *Mme Marie-Claude Beaudeau*, soutenu par *M. Robert Vizet* (p. 4363).

– L'article 99 est rejeté lors du vote unique (p. 4369 ; scrutin public n° 51).

Art. 99 bis (Rapport du Gouvernement au Parlement sur la protection sociale) (p. 4364).

Parole sur l'article (p. 4365) : *MM. Paul Souffrin, Jean Garcia* – Respect des lois de décentralisation.

Non retenus dans le vote unique : amendement de suppression n° II-81 de *Mme Marie-Claude Beaudeau*, soutenu par *Mme Paulette Fost* – Amendement n° II-53 de précision de la commission (p. 4365).

– L'article 99 bis est rejeté lors du vote unique (p. 4369 ; scrutin public n° 51).

Vote unique sur les articles 93 à 99 bis.

Ces articles sont rejetés (p. 4369 ; scrutin public n° 51).

TRAVAIL, EMPLOI, FORMATION PROFESSIONNELLE ET SERVICES COMMUNS

Discussion (1^{er} décembre 1990) (p. 4260, 4282) :

MM. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail ; André Laignel, secrétaire d'Etat à la formation professionnelle ; Jean Chérioux, Maurice Blin, rapporteur spécial de la commission des finances ; Louis Souvet, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales (travail et emploi) ; Jean Madelain, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales (formation professionnelle) ; André Jourdain, Hector Viron, Ernest Cartigny, Marc Boeuf, Gérard Delfau .

Accidents du travail : *Boeuf (Marc)* (p. 4275) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 4278) ; *Souvet (Louis)* (p. 4270).

Agence nationale pour l'emploi (ANPE) : *Blin (Maurice)* (p. 4266) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 4274) ; *Jourdain (André)* (p. 4272) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 4262 ; 4278) ; *Souvet (Louis)* (p. 4268).

Apprentissage : *Delfau (Gérard)* (p. 4277) ; *Laignel (André)* (p. 4264) ; *Madelain (Jean)* (p. 4271) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 4262).

Association nationale pour la formation professionnelle des adultes (AFPA) : *Delfau (Gérard)* (p. 4277) ; *Laignel (André)* (p. 4279) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 4262).

Association nationale pour la formation professionnelle des adultes (AFPA) (réforme) : *Blin (Maurice)* (p. 4266) ; *Jourdain*

(*André*) (p. 4272) ; *Laignel (André)* (p. 4263 ; 4264 ; 4279) ; *Madelain (Jean)* (p. 4270).

Association pour la structure financière (ASF) : *Blin (Maurice)* (p. 4265) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 4261).

Bassins d'emploi : *Madelain (Jean)* (p. 4270) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 4262) ; *Souvet (Louis)* (p. 4268).

Chômage : *Blin (Maurice)* (p. 4265) ; *Boeuf (Marc)* (p. 4275) ; *Delfau (Gérard)* (p. 4276) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 4277) ; *Souvet (Louis)* (p. 4267 ; 4269) ; *Viron (Hector)* (p. 4273).

Chômage de longue durée : *Cartigny (Ernest)* (p. 4275).

Chômage (traitement) : *Cartigny (Ernest)* (p. 4274) ; *Jourdain (André)* (p. 4271) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 4278) ; *Souvet (Louis)* (p. 4268 ; 4269).

Code du travail : *Souvet (Louis)* (p. 4269).

Comité national d'évaluation de la formation professionnelle : *Laignel (André)* (p. 4263).

Contrats emploi solidarité : *Blin (Maurice)* (p. 4266).

Cotisations sociales (exonération) : *Blin (Maurice)* (p. 4265) ; *Boeuf (Marc)* (p. 4275) ; *Souvet (Louis)* (p. 4268).

Crédit formation : *Blin (Maurice)* (p. 4266) ; *Delfau (Gérard)* (p. 4276) ; *Jourdain (André)* (p. 4272) ; *Laignel (André)* (p. 4278) ; *Madelain (Jean)* (p. 4271).

Crédit formation industrialisé (CFI) : *Laignel (André)* (p. 4263).

Décentralisation : *Laignel (André)* (p. 4264 ; 4278) ; *Madelain (Jean)* (p. 4271) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 4278).

Directives communautaires : *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 4278).

Education nationale : *Chérioux (Jean)* (p. 4265) ; *Laignel (André)* (p. 4265).

Emploi (budget) : *Blin (Maurice)* (p. 4265) ; *Jourdain (André)* (p. 4271 ; 4273) ; *Laignel (André)* (p. 4264) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 4261) ; *Souvet (Louis)* (p. 4267) ; *Viron (Hector)* (p. 4273).

Emploi (évolution) : *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 4262).

Emploi (ministère) : *Blin (Maurice)* (p. 4265) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 4262) ; *Souvet (Louis)* (p. 4268).

Emplois (créations et suppressions) : *Cartigny (Ernest)* (p. 4274) ; *Souvet (Louis)* (p. 4267 ; 4268 ; 4269) ; *Viron (Hector)* (p. 4274).

Entreprises (modernisation économique) : *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 4263).

Fonds d'intervention pour l'emploi et la formation professionnelle : *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 4262).

Fonds national de chômage : *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 4262).

Formation continue : *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 4262).

Formation professionnelle : *Blin (Maurice)* (p. 4266 ; 4267) ; *Boeuf (Marc)* (p. 4276) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 4274) ; *Chérioux (Jean)* (p. 4264) ; *Delfau (Gérard)* (p. 4276) ; *Laignel (André)* (p. 4265) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 4262) ; *Viron (Hector)* (p. 4273).

Formation professionnelle (budget) : *Delfau (Gérard)* (p. 4276) ; *Laignel (André)* (p. 4263) ; *Madelain (Jean)* (p. 4270).

Golfe persique (crise) : *Cartigny (Ernest)* (p. 4274) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 4262).

Ingénieurs (formation continue) : *Laignel (André)* (p. 4264).

Inspection du travail : *Viron (Hector)* (p. 4273).

Licenciements (indemnisation) : *Blin (Maurice)* (p. 4266).

Missions locales pour l'emploi : *Delfau (Gérard)* (p. 4276) ; *Souvet (Louis)* (p. 4268).

Négociations collectives : *Souvet (Louis)* (p. 4268 ; 4269).

Parlement (rôle) : *Blin (Maurice)* (p. 4265).

Participation des salariés : *Blin (Maurice)* (p. 4266) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 4278).

Petites et moyennes entreprises (PME) : *Madelain (Jean)* (p. 4270) ; *Souvet (Louis)* (p. 4268).

Rapport Brunhes : *Jourdain (André)* (p. 4271).

Stages de formation professionnelle : *Madelain (Jean)* (p. 4270).

Stages d'initiation à la vie professionnelle (SIVP) : *Jourdain (André)* (p. 4272).

Examen des crédits (1^{er} décembre 1990) (p. 4279, 4282) : *Mme Marie-Claude Beaudou, MM. Louis de Catuelan, Louis Boyer, Jean-Pierre Soisson, ministre ; Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales ; Maurice Blin, rapporteur spécial ; André Laignel, secrétaire d'Etat ; Hector Viron, Jean Chérioux, Gérard Delfau*.

Travail, emploi et formation professionnelle.

Etat B – TITRE III – Adopté (p. 4280).

TITRE IV (p. 4280).

Adopté : amendement n° II-29 de la commission : augmentation de la réduction du budget de l'Association nationale pour la formation des adultes (AFPA) (p. 4281).

– Les crédits figurant au titre IV, ainsi modifiés, sont adoptés (p. 4281).

Etat C – TITRES V et VI – Adoptés (p. 4281, 4282).

Travail, emploi et formation professionnelle et solidarité, santé et protection sociale services communs

Etat B – TITRE III – Adopté (p. 4282).

Etat C – TITRE V – Adopté (p. 4282).

IMPRIMERIE NATIONALE (BUDGET ANNEXE)

Discussion (7 décembre 1990) (p. 4751, 4754) :

MM. Michel Charasse, ministre chargé du budget ; Henri Collard, rapporteur spécial de la commission des finances ; Robert Vizet.

Imprimerie nationale (concurrence) : *Vizet (Robert)* (p. 4752).

Imprimerie nationale (édition) : *Collard (Henri)* (p. 4752).

Imprimerie nationale (exportation) : *Collard (Henri)* (p. 4751).

Imprimerie nationale (investissements) : *Charasse (Michel)* (p. 4753) ; *Collard (Henri)* (p. 4752).

Imprimerie nationale (personnels) : *Charasse (Michel)* (p. 4753) ; *Collard (Henri)* (p. 4752).

Imprimerie nationale (sous-traitance) : *Vizet (Robert)* (p. 4752).

Examen des crédits figurant aux articles 49 et 50 (7 décembre 1990) (p. 4753, 4754) : *MM. Jacques Habert, Michel Charasse, ministre*.

Art. 49 (Services votés) – Adopté (p. 4754).

Art. 50 (Mesures nouvelles) – Adopté (p. 4754).

JOURNAUX OFFICIELS (BUDGET ANNEXE)

Discussion (28 novembre 1990) (p. 4097, 4098) :

M. Tony Dreyfus, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Mme Paulette Fost, rapporteur spécial de la commission des finances.

Centre national d'informatique juridique (CNIJ) : *Fost (Paulette)* (p. 4098).

Journaux officiels (budget annexe) : *Dreyfus (Tony)* (p. 4097) ; *Fost (Paulette)* (p. 4097).

Journaux officiels (effectifs) : *Dreyfus (Tony)* (p. 4098) ; *Fost (Paulette)* (p. 4098).

Examen des crédits figurant aux articles 49 et 50 (28 novembre 1990) (p. 4098)

Art. 49 (Services votés) – Adopté (p. 4098).

Art. 50 (Mesures nouvelles) – Adopté (p. 4098).

LEGION D'HONNEUR – ORDRE DE LA LIBERATION (BUDGETS ANNEXES)

Discussion (5 décembre 1990) (p. 4566, 4568) :

MM. Henri Nallet, ministre de la justice ; Louis Perrein, rapporteur spécial de la commission des finances.

Décorations : *Nallet (Henri)* (p. 4567) ; *Perrein (Louis)* (p. 4568).

Légion d'honneur (budget annexe) : *Nallet (Henri)* (p. 4566) ; *Perrein (Louis)* (p. 4567).

Légion d'honneur (maisons d'éducation) : *Nallet (Henri)* (p. 4566 ; 4567) ; *Perrein (Louis)* (p. 4567 ; 4568).

Ordre de la Libération (budget annexe) : *Nallet (Henri)* (p. 4567) ; *Perrein (Louis)* (p. 4568).

Examen des crédits figurant aux articles 49 et 50 (5 décembre 1990) (p. 4568)

LEGION D'HONNEUR

Art. 49 (Services votés) – Adopté (p. 4568).

Art. 50 (Mesures nouvelles) – Adopté (p. 4568).

ORDRE DE LA LIBERATION

Art. 49 (Services votés) – Adopté (p. 4568).

Art. 50 (Mesures nouvelles) – Adopté (p. 4568).

MONNAIES ET MEDAILLES (BUDGET ANNEXE)

Discussion (7 décembre 1990) (p. 4750, 4751) :

MM. Michel Charasse, ministre chargé du budget ; Louis Perrein, rapporteur spécial de la commission des finances.

Monnaie (exportation) : *Charasse (Michel)* (p. 4751) ; *Perrein (Louis)* (p. 4750).

Monnaie (pièces olympiques) : *Charasse (Michel)* (p. 4751) ; *Perrein (Louis)* (p. 4750).

Monnaie (série européenne) : *Perrein (Louis)* (p. 4750).

Examen des crédits figurant aux articles 49 et 50 (7 décembre 1990) (p. 4751)

Art. 49 (Services votés) – Adopté (p. 4751).

Art. 50 (Mesures nouvelles) – Adopté (p. 4751).

PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES (BUDGET ANNEXE)

Discussion (29 novembre 1990) (p. 4133, 4148) :

MM. Louis Mermaz, ministre de l'agriculture ; Roland du Luart, rapporteur spécial de la commission des finances ; Pierre Louvot, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales ; Claude Prouvoyeur, Guy Robert, Louis Minetti, Michel Moreigne, François Delga, Roger Rigaudière, Jacques Machet.

Action sanitaire et sociale : *Delga (François)* (p. 4143) ; *Louvot (Pierre)* (p. 4138) ; *Luart (Roland du)* (p. 4135) ; *Prouvoyeur (Claude)* (p. 4139).

Agriculteurs : *Louvot (Pierre)* (p. 4137 ; 4138) ; *Luart (Roland du)* (p. 4135 ; 4136).

Agriculteurs (conjoints) : *Mermaz (Louis)* (p. 4133).

Agriculteurs (endettement) : *Machet (Jacques)* (p. 4144).

Agriculteurs (Jeunes) : *Minetti (Louis)* (p. 4140).

Agriculture : *Luart (Roland du)* (p. 4136).

Agro-alimentaire (industrie) : *Delga (François)* (p. 4142).

Assurance maladie maternité : *Louvot (Pierre)* (p. 4137) ; *Luart (Roland du)* (p. 4135) ; *Mermaz (Louis)* (p. 4134) ; *Moreigne (Michel)* (p. 4141) ; *Robert (Guy)* (p. 4140).

Assurances : *Luart (Roland du)* (p. 4136).

Assurance veuvage : *Louvot (Pierre)* (p. 4137) ; *Prouvoyeur (Claude)* (p. 4138).

Assurance vieillesse : *Louvot (Pierre)* (p. 4137) ; *Mermaz (Louis)* (p. 4134) ; *Prouvoyeur (Claude)* (p. 4138 ; 4139) ; *Rigaudière (Roger)* (p. 4143).

Calamités agricoles : *Delga (François)* (p. 4142).

Cantal (département) : *Rigaudière (Roger)* (p. 4143).

Contribution sociale généralisée (CSG) : *Louvot (Pierre)* (p. 4137 ; 4138) ; *Mermaz (Louis)* (p. 4135) ; *Prouvoyeur (Claude)* (p. 4139).

Cotisations sociales : *Louvot (Pierre)* (p. 4138) ; *Luart (Roland du)* (p. 4135 ; 4136) ; *Machet (Jacques)* (p. 4144) ; *Mermaz (Louis)* (p. 4134 ; 4135 ; 4145) ; *Prouvoyeur (Claude)* (p. 4139) ; *Robert (Guy)* (p. 4139 ; 4140) ; *Rigaudière (Roger)* (p. 4143).

Démographie : *Louvot (Pierre)* (p. 4137) ; *Luart (Roland du)* (p. 4135) ; *Mermaz (Louis)* (p. 4134) ; *Moreigne (Michel)* (p. 4141) ; *Robert (Guy)* (p. 4139).

Élevage : *Machet (Jacques)* (p. 4145) ; *Moreigne (Michel)* (p. 4141).

Impôts et taxes : *Machet (Jacques)* (p. 4144) ; *Mermaz (Louis)* (p. 4134) ; *Prouvoyeur (Claude)* (p. 4139) ; *Rigaudière (Roger)* (p. 4143).

Invalidité : *Prouvoyeur (Claude)* (p. 4139).

Manifestations : *Minetti (Louis)* (p. 4140).

Médicaments : *Luart (Roland du)* (p. 4135).

Mutualité sociale agricole (MSA) : *Delga (François)* (p. 4142) ; *Mermaz (Louis)* (p. 4145) ; *Moreigne (Michel)* (p. 4141) ; *Rigaudière (Roger)* (p. 4143).

Personnes âgées : *Luart (Roland du)* (p. 4136).

Politique agricole : *Robert (Guy)* (p. 4139).

Prélèvements obligatoires : *Mermaz (Louis)* (p. 4134).

Prêts bonifiés : *Delga (François)* (p. 4142).

Prévention médicale : *Mermaz (Louis)* (p. 4146).

Prix : *Louvot (Pierre)* (p. 4137) ; *Minetti (Louis)* (p. 4140).

Retraites : *Delga (François)* (p. 4142) ; *Louvot (Pierre)* (p. 4137) ; *Mermaz (Louis)* (p. 4133 ; 4145) ; *Moreigne (Michel)* (p. 4141) ; *Prouvoyeur (Claude)* (p. 4138).

Revenu minimum d'insertion (RMI) : *Delga (François)* (p. 4142) ; *Luart (Roland du)* (p. 4136) ; *Mermaz (Louis)* (p. 4134) ; *Rigaudière (Roger)* (p. 4143).

Revenus agricoles : *Louvot (Pierre)* (p. 4137 ; 4138) ; *Luart (Roland du)* (p. 4135 ; 4136) ; *Machet (Jacques)* (p. 4144) ; *Mermaz (Louis)* (p. 4145 ; 4146) ; *Minetti (Louis)* (p. 4140) ; *Moreigne (Michel)* (p. 4141).

Subventions : *Louvot (Pierre)* (p. 4137) ; *Machet (Jacques)* (p. 4144) ; *Mermaz (Louis)* (p. 4134) ; *Moreigne (Michel)* (p. 4141).

Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) : *Machet (Jacques)* (p. 4144) ; *Robert (Guy)* (p. 4139).

Vaccinations : *Louvot (Pierre)* (p. 4137) ; *Luart (Roland du)* (p. 4136) ; *Mermaz (Louis)* (p. 4134) ; *Prouvoyeur (Claude)* (p. 4138).

Viandes : *Moreigne (Michel)* (p. 4142).

Examen des crédits figurant aux articles 49 et 50 et de l'article 84 (29 novembre 1990) (p. 4146, 4148) : *Mme Marie-Claude Beaudeau*, *MM. Louis Mermaz*, ministre ; *Roland du Luart*, rapporteur spécial ; *Ambroise Dupont*.

Art. 49 (Services votés) – Rejeté (p. 4147).

Art. 50 (Mesures nouvelles) – Rejeté (p. 4147).

Art. 84 (Fusion de la cotisation additionnelle finançant l'allocation de remplacement maternité et de la cotisation technique AMEXA) – Adopté (p. 4147).

Après l'art. 84 (p. 4147).

Retiré : amendement n° II-12 de M. Henri de Raincourt, soutenu par M. Ambroise Dupont : rôle et financement du fonds additionnel d'action sociale (p. 4148).

DEFENSE

Discussion (6 décembre 1990) (p. 4647, 4686) :

MM. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la défense ; *René Monory*, rapporteur spécial de la commission des finances (exposé d'ensemble et dépenses en capital) ; *François Trucy*, rapporteur spécial de la commission des finances (dépenses ordinaires) ; *Xavier de Villepin*, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères (section commune) ; *Michel Alloncle*, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères (section gendarmerie) ; *Philippe de Gaulle*, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères (section forces terrestres) ; *Albert Voilquin*, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères (section air) ; *Max Lejeune*, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères (section marine) ; *Jean Lecanuet*, président de la commission des affaires étrangères ; *Daniel Hoeffel*, *Jean-Luc Bécart*, *Ernest Cartigny*, *Robert Pontillon*, *Yves Guéna*, *Jacques Golliet*, *Roland Bernard*, *Emmanuel Hamel*, *Jacques Machet*, *Jean-Pierre Bayle*.

Armée : *Bernard (Roland)* (p. 4675) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 4649, 4686) ; *Hoeffel (Daniel)* (p. 4665) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 4664).

Armée de l'air : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 4651 ; 4652 ; 4684) ; *Voilquin (Albert)* (p. 4661).

Armée de terre : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 4652 ; 4684).

Armée (effectifs) : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 4684) ; *Gaulle (Philippe de)* (p. 4659 ; 4684) ; *Guéna (Yves)* (p. 4673) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 4677) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 4663) ; *Lejeune (Max)* (p. 4662) ; *Monory (René)* (p. 4653) ; *Voilquin (Albert)* (p. 4661).

Armement : *Golliet (Jacques)* (p. 4674) ; *Monory (René)* (p. 4653 ; 4654) ; *Pontillon (Robert)* (p. 4670) ; *Voilquin (Albert)* (p. 4672).

Armement (contrôle) : *Monory (René)* (p. 4655).

Armement (défense) : *Cartigny (Ernest)* (p. 4669).

Armement (industrie) : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 4666 ; 4667) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 4669) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 4651 ; 4652 ; 4685 ; 4686).

Armement nucléaire : *Bernard (Roland)* (p. 4675) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 4652) ; *Guéna (Yves)* (p. 4672) ; *Machet (Jacques)* (p. 4678) ; *Monory (René)* (p. 4653) ; *Voilquin (Albert)* (p. 4661 ; 4672).

Armes chimiques et biologiques : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 4686).

Armes (ventes) : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 4667) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 4685).

Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 4648).

Défense : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 4681 ; 4684 ; 4686) ; *Guéna (Yves)* (p. 4673) ; *Pontillon (Robert)* (p. 4671) ; *Voilquin (Albert)* (p. 4671).

Défense (budget) : *Bernard (Roland)* (p. 4675) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 4668) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 4647 ; 4650 ; 4653) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 4677) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 4664) ; *Lejeune (Max)* (p. 4662) ; *Monory (René)* (p. 4653 ; 4654) ; *Pontillon (Robert)* (p. 4669) ; *Trucy (François)* (p. 4656) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4657) ; *Voilquin (Albert)* (p. 4660 ; 4661 ; 4671).

Désarmement : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 4666) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 4649) ; *Guéna (Yves)* (p. 4673) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 4676) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 4663) ; *Pontillon (Robert)* (p. 4669).

Dissuasion nucléaire : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 4667) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 4668) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 4649 ; 4650 ; 4683 ; 4686) ; *Golliet (Jacques)* (p. 4674) ; *Guéna (Yves)* (p. 4672) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4657).

Espace : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 4652).

Essais nucléaires : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 4667).

Ethanol : *Machet (Jacques)* (p. 4679).

Europe : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 4649).

Europe (défense) : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 4680) ; *Bécart (Jean-Luc)* (p. 4667) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 4652 ; 4683 ; 4685) ; *Golliet (Jacques)* (p. 4674) ; *Guéna (Yves)* (p. 4673) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 4664) ; *Machet (Jacques)* (p. 4678) ; *Monory (René)* (p. 4654) ; *Pontillon (Robert)* (p. 4670) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4657).

Europe de l'Est : *Cartigny (Ernest)* (p. 4668) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 4648) ; *Machet (Jacques)* (p. 4678) ; *Voilquin (Albert)* (p. 4660).

Fonction militaire : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 4679) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 4669) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 4651) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 4665) ; *Monory (René)* (p. 4653 ; 4655) ; *Pontillon (Robert)* (p. 4669) ; *Trucy (François)* (p. 4656 ; 4657) ; *Voilquin (Albert)* (p. 4671).

Force d'action rapide (FAR) : *Cartigny (Ernest)* (p. 4668) ; *Pontillon (Robert)* (p. 4670).

Force océanique stratégique (FOST) : *Lejeune (Max)* (p. 4662).

Gendarmerie nationale : *Alloncle (Michel)* (p. 4658 ; 4659) ; *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 4679) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 4652 ; 4686) ; *Machet (Jacques)* (p. 4678) ; *Voilquin (Albert)* (p. 4671).

Gendarmerie nationale (compagnies rurales) : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 4680).

Golfe persique (crise) : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 4680) ; *Bécart (Jean-Luc)* (p. 4665) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 4668) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 4649 ; 4676 ; 4681 ; 4682) ; *Golliet (Jacques)* (p. 4673) ; *Guéna (Yves)* (p. 4672) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 4663 ; 4664 ; 4682) ; *Lejeune (Max)* (p. 4661) ; *Machet (Jacques)* (p. 4678 ; 4679 ; 4681) ; *Pontillon (Robert)* (p. 4669) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 4657) ; *Voilquin (Albert)* (p. 4660).

Lois de programmation militaire : *Cartigny (Ernest)* (p. 4668) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 4681) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 4664) ; *Lejeune (Max)* (p. 4662) ; *Machet (Jacques)* (p. 4678) ; *Monory (René)* (p. 4654) ; *Voilquin (Albert)* (p. 4671).

Marine nationale : *Cartigny (Ernest)* (p. 4668) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 4684) ; *Lejeune (Max)* (p. 4661 ; 4662).

Marne (département) : *Machet (Jacques)* (p. 4677).

Plan « Armées 2000 » : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 4667) ; *Bernard (Roland)* (p. 4675) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 4650) ; *Gaulle (Philippe de)* (p. 4660) ; *Machet (Jacques)* (p. 4678).

Politique étrangère : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 4666) ; *Guéna (Yves)* (p. 4673).

Recherche militaire : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 4685) ; *Monory (René)* (p. 4653 ; 4655) ; *Voilquin (Albert)* (p. 4671).

République fédérale d'Allemagne (RFA) : *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 4680) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 4683) ; *Hoeffel (Daniel)* (p. 4665) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 4664).

Service national : *Bernard (Roland)* (p. 4675) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 4651 ; 4685) ; *Guéna (Yves)* (p. 4673) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 4664) ; *Machet (Jacques)* (p. 4679) ; *Trucy (François)* (p. 4657) ; *Voilquin (Albert)* (p. 4671).

Services secrets : *Lecanuet (Jean)* (p. 4664) ; *Monory (René)* (p. 4654 ; 4655).

Transports (militaires) : *Cartigny (Ernest)* (p. 4668) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 4682 ; 4685) ; *Golliet (Jacques)* (p. 4674) ; *Guéna (Yves)* (p. 4673) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 4682).

Union des républiques socialistes soviétiques (URSS) : *Bernard (Roland)* (p. 4674) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 4648) ; *Gaulle (Philippe de)* (p. 4659) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 4676) ; *Lecanuet (Jean)* (p. 4663).

Examen des crédits figurant aux articles 46 et 47 (6 décembre 1990) (p. 4686, 4687) : *MM. François Trucy, rapporteur spécial ; Jean-Pierre Chevènement, ministre, René Monory, rapporteur spécial.*

Art. 46 (Mesures nouvelles sur les dépenses ordinaires des services militaires) (p. 4686).

Adopté : amendement de suppression n° II-30 de M. François Trucy, rapporteur spécial (p. 4687).

– L'article 46 est supprimé (p. 4687).

Art. 47 (Mesures nouvelles sur les dépenses en capital des services militaires) (p. 4687).

Adopté : amendement de suppression n° II-31 de M. René Monory, rapporteur spécial (p. 4687).

– L'article 47 est supprimé (p. 4687).

COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

Discussion (7 décembre 1990) (p. 4754, 4774) (Discussion commune avec celles relatives aux charges communes du ministère de l'économie et des finances et aux observations sur le rapport de la Cour des comptes).

Examen des crédits (7 décembre 1990) (p. 4769) : *MM. Emmanuel Hamel, rapporteur spécial de la commission des finances ; Michel Charasse, ministre chargé du budget.*

OPERATIONS A CARACTERE DEFINITIF DES COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE.

Art. 52 (Ouverture aux ministres de crédits au titre des services votés des opérations définitives des comptes d'affectation spéciale) (p. 4769).

Adopté : amendement n° II-190 de la commission : réduction des crédits (p. 4769).

– L'article 52, ainsi modifié, est adopté (p. 4769).

Art. 53 (Ouverture aux ministres d'autorisations de programme et de crédits de paiement au titre des mesures nouvelles des opérations définitives des comptes d'affectation spéciale) (p. 4769).

Adoptés : amendements de coordination n° II-187, n° II-188 et n° II-189 du Gouvernement (p. 4769).

– L'article 53, ainsi modifié, est adopté (p. 4769).

OPERATIONS A CARACTERE TEMPORAIRE.

Art. 54 (Ouverture aux ministres des crédits au titre des services votés des opérations à caractère temporaire des comptes d'affectation spéciale, des comptes d'avance du Trésor et des comptes de prêts, fixation du montant des découverts applicables aux services votés des comptes de commerce et des comptes de règlement avec les gouvernements étrangers) – Adopté (p. 4770).

Art. 54 bis (Compte : « Opérations concernant le secteur français de Berlin ») (p. 4770).

Retiré : amendement de suppression n° II-32 de la commission (p. 4770).

– L'article 54 bis est adopté (p. 4770).

Art. 55 (*Ouverture aux ministres, au titre des mesures nouvelles des opérations à caractère temporaire des comptes d'affectation spéciale, des autorisations de programme et des crédits de paiement*) – Adopté (p. 4770).

Art. 56 (*Ouverture aux ministres, au titre des mesures nouvelles, des comptes de commerce, des autorisations de programme et d'une autorisation de découvert*) (p. 4770).

Retiré : amendement n° II-33 de la commission : réduction de l'autorisation de découvert (p. 4770).

– L'article 56 est adopté (p. 4771 ; précédemment réservé, p. 4770).

Art. 57 (*Clôture du compte : « Coopération internationale, entretien et réparation des matériels aériens »*) – Adopté (p. 4770).

Art. 58 (*Prorogation du compte : « Opérations industrielles et commerciales des directions départementales de l'équipement »*) (p. 4770).

Adoptés : amendements de la commission n° II-34 : suppression de la généralisation de ce compte – Et n° II-35 de coordination (p. 4771).

– L'article 58, ainsi modifié, est adopté (p. 4771).

Art. 59 (*Ouverture au ministre de l'économie, des finances et du budget, au titre des mesures nouvelles des comptes d'avance du Trésor, des crédits de paiement*) – Adopté (p. 4771).

Art. 60 (*Ouverture aux ministres au titre des mesures nouvelles des comptes de prêts, des crédits de paiement*) – Adopté (p. 4771).

RAPPORT ANNUEL DE LA COUR DES COMPTES

Discussion (7 décembre 1990) (p. 4754, 4774) (Discussion commune avec celles relatives aux charges communes du ministère de l'économie et des finances et aux comptes spéciaux du Trésor).

MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPECIALES (ARTICLES DE TOTALISATION, ARTICLES NON RATTACHÉS A L'EXAMEN DES CREDITS, ARTICLES ADDITIONNELS)

Discussion (10 décembre 1990) (p. 4847, 4943) : *MM. Roger Chinaud, rapporteur général de la commission des finances ; Michel Charasse, ministre chargé du budget ; Xavier de Villepin, Christian Poncelet, président de la commission des finances ; Jacques Oudin, Etienne Dailly, Marcel Daunay, Jacques de Menou, Georges Berchet, Michel Moreigne, Roland du Luart, Joël Bourdin, René Monory, René Régnauld, Christian Bonnet, Henri Goetschy, Paul d'Ornano, André Egu, Louis Virapoullé.*

TITRE PREMIER

DISPOSITIONS APPLICABLES A L'ANNEE 1991

I – Opérations à caractère définitif

A – Budget général

Art. 43 (*Budget général – Services votés*) – Adopté (p. 4847).

Art. 44 et Etat B (*Mesures nouvelles – Dépenses ordinaires des services civils*) – L'ensemble est adopté (p. 4848).

Art. 45 et Etat C (*Mesures nouvelles – Dépenses en capital des services civils*) – L'ensemble est adopté (p. 4851).

Art. 48 et Etat D (*Autorisations d'engagement par anticipation*) – L'ensemble est adopté (p. 4851).

B – Budgets annexes

Art. 49 (*Budgets annexes – Services votés*) – Adopté (p. 4851).

Art. 50 (*Budgets annexes – Mesures nouvelles*) – Adopté (p. 4852).

III – Dispositions diverses

Art. 61 et Etat E (*Perception des taxes parafiscales*) – L'ensemble est adopté (p. 4865).

Art. 62 et Etat F (*Crédits évaluatifs*) – L'ensemble est adopté (p. 4866).

Art. 63 et Etat G (*Crédits provisionnels*) – L'ensemble est adopté (p. 3867).

Art. 64 et Etat H (*Reports de crédits*) – L'ensemble est adopté (p. 4871).

TITRE II

DISPOSITIONS PERMANENTES

I – Mesures concernant la fiscalité

a – Soutien à l'investissement

Art. 66 (*Mesures en faveur de la recherche industrielle*) (p. 4871).

Adoptés : amendement rédactionnel n° II-150 de la commission (p. 4871) – Amendement n° II-173 de M. Xavier de Villepin : élargissement du champ du crédit d'impôt recherche (p. 4872).

Irrecevable (article 40 de la Constitution) : amendement n° II-3 de M. Maurice Schumann : amélioration du crédit d'impôt recherche (p. 4872).

– L'article 66, ainsi modifié, est adopté (p. 4872).

Après l'art. 66 (p. 4872).

Adopté : amendement n° II-176 de M. Franck Sérusclat : incitation au transfert ou à la modification des entreprises de stockage de gaz liquéfié (p. 4873).

Retiré : amendement n° II-177 de M. Franck Sérusclat : incitation au transfert ou à la modification des entreprises de stockage de gaz liquéfié (p. 4873).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi de finances (p. 4873).

Art. 66 bis (*Aménagements du crédit d'impôt en faveur des apporteurs de capitaux aux sociétés nouvelles*) – Adopté (p. 4873).

Art. 66 ter (*Elargissement du champ d'application du régime du rachat d'entreprises par leurs salariés*) (p. 4873).

Adopté : amendement n° II-151 de la commission : prorogation d'un an de la période d'application du RES (p. 4873).

– L'article 66 ter, ainsi modifié, est adopté (p. 4873).

Art. 66 quater (*Relèvement de la limite de déductibilité des dons en faveur de la création d'entreprise*) – Adopté (p. 4873).

Art. 66 quinquies (*Réduction du taux du droit d'apport en société*) (p. 4873).

Adopté : amendement rédactionnel n° II-152 de la commission (p. 4873).

– L'article 66 quinquies, ainsi modifié, est adopté (p. 4873).

Art. 67 (*Réouverture de l'option pour le crédit – formation*) (p. 4874).

Retirés : amendement n° II-65 de M. Jacques Oudin : déductions supplémentaires pour les entreprises au titre de la formation professionnelle (p. 4874) – Amendement n° II-124 de M. Michel Souplet, soutenu par M. Louis Virapoullé : extension du crédit d'impôt aux actions de formation des chefs d'exploitation agricole (p. 4875).

– L'article 67 est adopté (p. 4875).

Art. 68 (*Incitation aux augmentations de capital*) – Adopté (p. 4875).

Art. 69 bis (*Exonération d'impôt sur les sociétés pour les entreprises qui créent des activités nouvelles en Corse*) – Adopté (p. 4876).

Art. 69 (*Prorogation du régime des amortissements des biens financés à l'aide de primes d'aménagement du territoire*) – Adopté (p. 4876).

b – Economies d'énergie

Avant l'art. 70 (p. 4876).

Retiré : amendement n° II-125 de M. Xavier de Villepin : extension aux locataires des mesures d'incitation fiscale aux travaux d'économie d'énergie dans l'habitat (p. 4878).

Art. 70 (*Aménagement des dispositions destinées à économiser l'énergie*) (p. 4877).

Adopté lors du vote unique : amendement n° II-153 de la commission : extension du bénéfice de la réduction d'impôt pour isolation thermique aux dépenses engagées par le propriétaire ou le locataire pour sa résidence secondaire (p. 4878).

Retiré : amendement de précision n° II-181 de M. Xavier de Villepin (p. 4878).

Non retenus dans le vote unique demandé par le Gouvernement sur l'article 70, modifié par l'amendement n° II-153 : amendements de M. Jacques Oudin, n° II-66 : éligibilité au fonds de compensation de la TVA des dépenses faites par les collectivités locales par le biais du crédit-bail (p. 4878) – Et n° II-114 : réduction du taux de la TVA (p. 4878) – Amendement n° II-126 de M. Paul Caron : éligibilité au fonds de compensation de la TVA des investissements des collectivités locales financées en crédit-bail (p. 4878).

Demande de vote unique, présentée par le Gouvernement en application de l'article 44 de la Constitution, portant sur l'article 70, modifié par l'amendement n° II-153 (p. 4879).

– L'article 70, modifié par l'amendement n° II-153, est adopté (p. 4879).

c – Equité

Art. 71 (*Aménagement du régime d'imposition des plus-values immobilières des particuliers*) (p. 4879).

Adopté : amendement de suppression n° II-154 de la commission (p. 4880).

– L'article 71 est supprimé (p. 4880).

Après l'art. 71 (p. 4880).

Adopté : amendement n° II-202 du Gouvernement : indemnité d'expropriation des terrains agricoles (p. 4881).

Retiré : amendement n° II-198 de M. Etienne Dailly : indemnité d'expropriation des terrains agricoles (p. 4881) – Amendement n° II-135 de M. Michel Souplet, soutenu par M. Marcel Daunay : mesures en faveur de la transmission des biens professionnels agricoles (p. 4882).

Irrecevable (article 40 de la Constitution) : amendement n° II-134 de M. Michel Souplet, soutenu par M. Marcel Daunay : modalités des mutations à titre onéreux portant sur des immeubles ruraux (p. 4882).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi de finances (p. 4881).

d – Simplifications

Art. 72 (*Régime fiscal du capital risque*) (p. 4882).

Adopté : amendement de cohérence n° II-155 de la commission (p. 4885).

Irrecevable (article 40 de la Constitution) : amendement n° II-183 de M. Xavier de Villepin : suppression des alinéas soumettant à certaines conditions l'exonération de retenues à la source pour les personnes morales étrangères (p. 4884).

Retirés : sur l'amendement n° II-155 de la commission, sous-amendement n° II-184 de M. Xavier de Villepin : exonération

des produits des liquidités des organismes de capital-risque (p. 4884) – Amendement n° II-185 de M. Xavier de Villepin : exonération des cessions d'actions de sociétés de capital-risque (p. 4885).

Devenu sans objet : amendement n° II-136 de M. Xavier de Villepin : conditions d'exonération (p. 4885).

– L'article 72, ainsi modifié, est adopté (p. 4885).

Art. 73 (*Régime fiscal des sociétés immobilières pour le commerce et l'industrie et des opérations de crédit-bail immobilier*) (p. 4885).

Parole sur l'article : MM. Jacques Oudin, Michel Charasse, ministre (p. 4886).

Retirés : amendement rédactionnel n° II-156 de la commission (p. 4887) – Amendement rédactionnel n° II-201 de M. Etienne Dailly (p. 4889) – Amendement n° II-137 de M. Paul Caron, soutenu par M. Xavier de Villepin (p. 4889) – Amendement n° II-116 de M. Jacques Oudin (p. 4890) – Amendement n° II-1 de M. Yvon Bourges, soutenu par M. Jacques de Menou : régime d'amortissement favorable des SICOMI (p. 4891).

Demande de vote unique, présentée par le Gouvernement en application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution, portant sur l'article 73 modifié par les amendements n°s II-115 et II-158 (p. 4887).

Non retenus dans le vote unique demandé par le Gouvernement : amendements de la commission, n° II-157 : régime d'exonération des SICOMI (p. 4888) – N° II-159 : exonération pour les locaux affectés à un usage industriel ou commercial (p. 4888) – N° II-160 : maintien d'une partie du régime d'amortissement dérogatoire des SICOMI (p. 4890) – Et n° II-161 : rédactionnel (p. 4890) – Amendement n° II-199 de M. Etienne Dailly : maintien dans le champ d'action des SICOMI des immeubles à usage exclusif de bureaux (p. 4888) – Amendements de M. Jacques Oudin, n° II-117 : rédactionnel (p. 4891) – N° II-118 : prise en compte de la nature industrielle et commerciale de l'activité exercée dans les locaux loués (p. 4891) – N° II-119 : maintien du régime d'amortissement spécifique qui régit les SICOMI (p. 4891) – Et n° II-120 : extension aux opérations de crédit-bail de dispositions applicables aux SICOMI (p. 4891).

Rejetés lors du vote unique : amendements rédactionnels n° II-115 de M. Jacques Oudin et n° II-158 de la commission (p. 4893).

– L'article 73, modifié par les amendements n° II-115 et II-158, est rejeté lors du vote unique (p. 4893).

Après l'art. 73 (p. 4893).

Adopté : amendement du Gouvernement n° II-203 : principe du régime de faveur (p. 4894).

Retiré : amendement n° II-138 de M. Michel Souplet, soutenu par M. Marcel Daunay : dispositions relatives à l'acquisition des terres par le preneur en place (p. 4894).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi de finances (p. 4894).

Art. 74 (*Suppression du report de la date limite de paiement des impôts directs pour les communes de moins de trois mille habitants*) (p. 4894).

Adoptés : amendements identiques de suppression n° II-162 de la commission et n° II-139 de M. Xavier de Villepin (p. 4894).

– L'article 74 est supprimé (p. 4894).

Après l'art. 74 (p. 4894).

Adoptés : amendement n° II-112 de M. Jacques Oudin : modification du taux de TVA applicable aux opérations de location de citernes à usage domestique (p. 4894) – Amendement n° II-163 de la commission : relèvement des seuils du régime réel simplifié d'imposition (p. 4895).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi de finances (p. 4894, 4895).

e – Mesures diverses

Art. 75 A (*Extension de l'habilitation de certains centres de gestion agréés*) (p. 4895).

Adopté : amendement rédactionnel n° II-164 de la commission (p. 4895).

– L'article 75 A, dans la rédaction de l'amendement n° II-164 est adopté (p. 4895).

Avant l'art. 75 (p. 4895).

Retiré : amendement n° II-4 de M. Pierre Jeambrun, soutenu par M. Georges Berchet : institution en faveur des communes d'une imposition forfaitaire annuelle sur les gazoducs (p. 4896).

Art. 75 (*Mesures relatives aux sociétés coopératives agricoles, à leurs unions et aux sociétés d'intérêt collectif agricole*) (p. 4896).

Adoptés : amendement n° II-97 de M. Marcel Lucotte, soutenu par M. Joël Bourdin : exonération des ristournes versées par les sociétés coopératives à leurs sociétaires pour le calcul de l'impôt (p. 4897) – Amendement n° II-195 de M. Roland du Luart : report d'un an de l'entrée en vigueur du dispositif applicable aux coopératives agricoles et aux SICA en matière de taxes professionnelles (p. 4900).

Retirés : amendement n° II-196 de M. Roland du Luart : application de la taxe professionnelle aux sociétés de coopératives et aux SICA (p. 4900) – Amendement n° II-175 de M. Marcel Daunay : assujettissement à la taxe professionnelle des coopératives agricoles (p. 4900).

Devenus sans objet : amendement n° II-178 de M. Paul Lorient, soutenu par M. Michel Moreigne : suppression des sociétés coopératives de consommation et des sociétés coopératives ouvrières de production du champ d'application des dispositions de l'article 75 (p. 4898) – Amendement n° II-140 de M. Xavier de Villepin : exonération des ristournes des coopératives assujetties à l'impôt sur les sociétés (p. 4898).

– L'article 75, ainsi modifié, est adopté (p. 4900).

Après l'art. 75 (p. 4900).

Adoptés : amendements de M. Michel Souplet, soutenus par M. Marcel Daunay, n° II-141 : délai d'option pour un régime d'imposition accordé aux exploitants agricoles (p. 4900) – Et n° II-142 : assujettissement des cessions de parts de GAEC et de EARL (p. 4901) – Amendement n° II-69 de M. Roland du Luart : exonération de l'impôt foncier non bâti pour certains exploitants agricoles (p. 4903).

Irrecevable (*article 40 de la Constitution*) : amendement n° II-68 de M. Roland du Luart : exonération de la taxe sur le foncier non bâti pour les jeunes agriculteurs qui s'installent (p. 4902).

Retiré : amendement n° II-70 de M. Michel Souplet (p. 4916 ; précédemment réservé p. 4903).

– Trois articles additionnels sont insérés dans le projet de loi de finances (p. 4900 ; 4901 ; 4903).

Art. 75 bis (*Neutralisation fiscale de l'apport d'une exploitation agricole individuelle à une EARL ou à un GAEC pour le bénéfice de la déduction pour investissement*) – Adopté (p. 4903).

Art. 75 ter (*Maintien du régime actuel de répartition de la part principale du fonds national de péréquation de la taxe professionnelle*) (p. 4903).

Adopté : amendement n° II-165 de la commission : recentrage de la part principale du fonds national de péréquation de la taxe professionnelle (p. 4905).

– L'article 75 ter, dans la rédaction de l'amendement n° II-165, est adopté (p. 4905).

Après l'art. 75 ter (p. 4905).

Adoptés : amendement n° II-192 de M. René Monory : écrêtement de la taxe professionnelle (p. 4920 ; précédemment réservé p. 4905) – Amendement n° II-166 de la commission : taxe sur le foncier non bâti (p. 4908).

Retirés : amendement n° II-193 de M. Christian Bonnet : détermination des dépenses éligibles au fonds de compensation de la TVA (p. 4909) – Amendement n° II-194 de M. Henri Goetschy : partage du produit de la taxe professionnelle (p. 4910).

Devenu sans objet : sur l'amendement n° II-193 de M. Christian Bonnet, sous-amendement n° II-204 du Gouvernement (p. 4909).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi de finances (p. 4908 ; 4920).

Art. 76 (*Mesures en faveur des personnes physiques copropriétaires de navires donnés en location*) (p. 4910).

Adopté : amendement n° II-167 de la commission : dispositions incitatives sur les conditions de déduction des membres copropriétaires d'un navire (p. 4912).

Irrecevable (*article 40 de la Constitution*) : amendement n° II-102 de M. Josselin de Rohan, soutenu par M. Jacques Oudin : mesures incitatives aux investissements dans le domaine des navires de commerce ou de pêche (p. 4911).

Devenu sans objet : amendement n° II-179 de M. René Régnauld : encouragement à l'investissement dans des parts de copropriété de navires (p. 4912).

– L'article 76, ainsi modifié, est adopté (p. 4912).

Après l'art. 76 (p. 4912).

Irrecevable (*article 31 de la loi organique du 2 janvier 1959*) : amendement n° II-109 de M. Jacques Oudin : exonération fiscale pour les marins pêcheurs membres d'une copropriété de navire (p. 4912).

Art. 77 (*Application de la taxe d'habitation aux sociétés d'attribution d'immeubles en jouissance à temps partagé*) (p. 4912).

Adopté : amendement n° II-168 de la commission : exonération du paiement de la taxe de séjour pour les propriétaires de parts de sociétés d'attribution d'immeubles en multipropriété (p. 4913).

– L'article 77, ainsi modifié, est adopté (p. 4913).

Après l'art. 77 (p. 4913).

Adoptés : amendement n° II-13 de M. Charles de Cuttoli, soutenu par M. Paul d'Ornano : rétablissement de l'égalité fiscale en matière de taxe d'habitation entre contribuables français résident en France et contribuables français résident à l'étranger (p. 4914) ; sous-amendement n° II-205 du Gouvernement : suppression du paragraphe relatif à la compensation des pertes de recettes (p. 4914).

Rejeté : amendement n° II-143 de M. André Egu : création d'un fonds interdépartemental de péréquation de la taxe professionnelle (p. 4915).

Retiré : amendement n° II-14 de M. Charles de Cuttoli, soutenu par M. Paul d'Ornano : exonération du prélèvement servant de base à la taxe d'habitation en faveur des français habitant hors de France (p. 4914).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi de finances (p. 4914).

Art. 77 bis (*Suppression de la possibilité d'exonérer de la taxe foncière non bâtie les marais desséchés*) (p. 4915).

Adopté : amendement de suppression n° II-169 de la commission (p. 4915).

– L'article 77 bis est supprimé (p. 4915).

Art. 78 (*Relèvement et indexation du tarif de la surtaxe sur les eaux minérales*) – Adopté (p. 4916).

Art. 79 (*Amélioration du régime des sociétés agréées pour le financement d'oeuvres cinématographiques ou audiovisuelles*) (p. 4916).

Retiré : amendement n° II-170 de la commission (p. 4916).

– L'article 79 est adopté (p. 4916).

Art. 80 (*Revalorisation du barème des redevances d'exploitation d'installations nucléaires*) – Adopté (p. 4916).

Art. 81 (*Extension aux SEM de l'exonération de taxes de publicité foncière bénéficiant aux organismes HLM*) – Adopté (p. 4916).

Après l'art. 81 (p. 4916).

Adopté : amendement n° II-206 du Gouvernement : possibilité pour les conseils généraux d'exonérer de taxes départementales de publicité foncière ou de droits départementaux d'enregistrement les mutuelles de retraite des anciens combattants (p. 4918).

Retiré : amendement n° II-200 de M. Etienne Dailly : exonération des droits de mutation à l'achat pour les mutuelles de retraite des anciens combattants (p. 4918).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi finances (p. 4918).

Art. 82 (*Relèvement du droit d'inscription à l'examen du permis de chasser*) – Adopté (p. 4918).

Art. 83 (*Relèvement du plafond des taxes sur les bénéficiaires de plan de chasse*) – Adopté (p. 4918).

Après l'art. 83 (p. 4918).

Adopté : amendement n° II-171 de la commission : déduction pour les entreprises des dons en faveur des établissements d'enseignement technique (p. 4919).

Retiré : amendement n° II-11 de M. Joël Bourdin : écrêtement de la taxe professionnelle (p. 4906).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi de finances (p. 4919).

II – Autres mesures

Art. 84 A (*Contenu des annexes explicatives au projet de loi de règlement*) (p. 4919).

Adopté : amendement n° II-172 de la commission : abrogation de dispositions redondantes de la loi de finances pour 1990 (p. 4919).

– L'article 84 A, ainsi modifié, est adopté (p. 4919).

Seconde délibération, ordonnée à la demande de M. Michel Charasse, ministre, en application de l'article 43, alinéa 4 du règlement du Sénat, portant sur les articles 44 et Etat B, 45 et Etat C, et pour coordination, l'article d'équilibre 42 et Etat A annexé (p. 4920).

Demande de vote unique, présenté par le Gouvernement en application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution et de l'article 42, alinéa 7, du règlement du Sénat, portant sur les articles soumis à une seconde délibération (p. 4920).

Art. 44 et Etat B annexé (p. 4920).

Adoptés (lors du vote unique) : amendements n°s B-1 à B-17 du Gouvernement : coordination (p. 4929).

Art. 45 et Etat C annexé (p. 4921).

Adoptés (lors du vote unique) : amendements n°s B-18 à B-30 du Gouvernement : coordination (p. 4929).

Art. 42 et Etat A annexé (p. 4923).

Adopté (lors du vote unique) : amendement n° B-31 du Gouvernement : coordination (p. 4929).

– Les articles 44 et Etat B, 45 et Etat C et 42 et Etat A, ainsi modifiés, sont adoptés (p. 4929).

Explications de vote sur l'ensemble du projet de loi de finances (p. 4929, 4943) : MM. Robert Vizet, Christian Poncelet, président de la commission des finances ; Ernest Cartigny, Jean-Pierre Masseret, Pierre-Christian Taittinger, Jacques Habert, Jacques Oudin, Daniel Hoeffel ; intervention de M. Michel Charasse, ministre – Procédure du débat budgétaire – application de l'article 49-3 de la Constitution – construction européenne – problèmes sociaux – décentralisation.

Scrutin public à la tribune de droit n° 62 (p. 4943).

Adoption de l'ensemble du projet de loi de finances pour 1991 (10 décembre 1990) (p. 4943).

Discussion (nouvelle lecture)

(18 décembre 1990) (p. 5247, 5260).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5247, 5259) : MM. Roger Chinaud, rapporteur général de la commission des finances ; Robert Vizet, René Monory, Emmanuel Hamel, Etienne Dailly, Christian Poncelet, président de la commission des finances ; Michel Charasse, ministre chargé du budget ; Ernest Cartigny et les orateurs sur la motion.

Agriculture : Chinaud (Roger) (p. 5257) ; Hamel (Emmanuel) (p. 5250).

Balance commerciale : Monory (René) (p. 5249).

Commissariat à l'énergie atomique (CEA) : Chinaud (Roger) (p. 5248).

Concurrence internationale : Monory (René) (p. 5249).

Constitution : Charasse (Michel) (p. 5252).

Croissance économique : Monory (René) (p. 5249).

Débats (organisation) : Cartigny (Ernest) (p. 5251) ; Dailly (Etienne) (p. 5250).

Déficit budgétaire : Chinaud (Roger) (p. 5247 ; 5248 ; 5257) ; Hamel (Emmanuel) (p. 5250) ; Monory (René) (p. 5249).

Dépenses publiques : Chinaud (Roger) (p. 5247).

Dette publique : Chinaud (Roger) (p. 5256).

Emploi : Chinaud (Roger) (p. 5256).

Epargne : Chinaud (Roger) (p. 5256).

Europe de l'Est : Monory (René) (p. 5249).

Famille : Hamel (Emmanuel) (p. 5250).

Fiscalité : Loridant (Paul) (p. 5258).

Investissements : Chinaud (Roger) (p. 5256).

Lycées : Chinaud (Roger) (p. 5257).

Motion de censure (procédure parlementaire) : Hamel (Emmanuel) (p. 5249) ; Vizet (Robert) (p. 5248).

Ordre du jour du Sénat : Charasse (Michel) (p. 5250) ; Poncelet (Christian) (p. 5250).

Parlement (rôle) : Charasse (Michel) (p. 5252).

Politique économique et sociale : Vizet (Robert) (p. 5248).

Procédure législative : Charasse (Michel) (p. 5259).

Procédure parlementaire : Chinaud (Roger) (p. 5247).

Recettes fiscales : Chinaud (Roger) (p. 5248).

République fédérale d'Allemagne (RFA) : Monory (René) (p. 5249).

Subventions : Chinaud (Roger) (p. 5247).

Vote unique (procédure parlementaire) : Hamel (Emmanuel) (p. 5249).

Motion n° 1 de M. Roger Chinaud, rapporteur général, tendant à opposer la question préalable (p. 5255) – MM. Roger Chinaud, rapporteur général ; Paul Loridant.

Adoption de la motion (p. 5260 ; scrutin public à la tribune de droit n° 68).

Rejet du projet de loi de finances pour 1991 (18 décembre 1990) (p. 5260).

Lois de finances rectificatives

1. – **Projet de loi de finances rectificative pour 1990**, PRE-

SENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, et par M. Michel Charasse, ministre chargé du budget (19 novembre 1990) [n° 1714 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des finances – Pour avis à la commission de la défense nationale – Rapport de M. Alain Richard (29 novembre 1990) [n° 1770 (9^e lég.)] – Avis de M. Yves Dollo (29 novembre 1990) [n° 1771 (9^e lég.)] – Discussion (3, 4 et 5 décembre 1990) – Adoption (5 décembre 1990) [n° 411].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (6 décembre 1990) [n° 131 (90-91)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Roger Chinaud (13 décembre 1990) [n° 170 (90-91)] – Discussion (17 décembre 1990) – Adoption (17 décembre 1990) [n° 67].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (18 décembre 1990) [n° 1846 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des finances.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Alain Richard (18 décembre 1990) [n° 1848 (9^e lég.)] – Discussion (19 décembre 1990) – Adoption (19 décembre 1990) [n° 442].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Roger Chinaud (18 décembre 1990) [n° 190 (90-91)] – Discussion (20 décembre 1990) – Adoption (20 décembre 1990) [n° 85].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 90-286 DC du 28 décembre 1990 (J.O. Lois et décrets du 30 décembre 1990) qui déclare non contraire à la Constitution le projet de loi de finances rectificative pour 1990.

PROMULGATION : loi n° 90-1169 du 29 décembre 1990 (J.O. Lois et décrets du 30 décembre 1990).

Discussion (première lecture)

(17 décembre 1990) (p. 5182, 5236).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5182, 5193) : *MM. Roger Chinaud, rapporteur général de la commission des finances ; Jacques Genton, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères ; Mme Maryse Bergé-Lavigne, MM. Xavier de Villepin, Michel Charasse, ministre chargé du budget ; Christian Poncelet, président de la commission des finances ; Robert Vizet.*

Agriculteurs : *Villepin (Xavier de)* (p. 5187) ; *Vizet (Robert)* (p. 5191).

Armée : *Genton (Jacques)* (p. 5185).

Armée (entraînement et activités) : *Genton (Jacques)* (p. 5185).

Commerce extérieur : *Charasse (Michel)* (p. 5191).

Communes : *Poncelet (Christian)* (p. 5188).

Compétitivité économique : *Vizet (Robert)* (p. 5190).

Croissance économique : *Bergé-Lavigne (Maryse)* (p. 5185) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 5187).

Défense (budget) : *Genton (Jacques)* (p. 5185) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 5188).

Déficit budgétaire : *Bergé-Lavigne (Maryse)* (p. 5185 ; 5186) ; *Chinaud (Roger)* (p. 5183 ; 5184) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 5187) ; *Vizet (Robert)* (p. 5190).

Dépenses publiques : *Chinaud (Roger)* (p. 5183 ; 5184).

Dettes publiques : *Charasse (Michel)* (p. 5192) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 5187).

Directives communautaires : *Chinaud (Roger)* (p. 5183).

Dotation globale de fonctionnement (DGF) : *Charasse (Michel)* (p. 5192) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 5187).

Dotation globale d'équipement (DGE) : *Charasse (Michel)* (p. 5187 ; 5188) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 5187).

Education nationale : *Vizet (Robert)* (p. 5190).

Emploi : *Bergé-Lavigne (Maryse)* (p. 5186) ; *Vizet (Robert)* (p. 5190).

Emplois (créations et suppressions) : *Charasse (Michel)* (p. 5191) ; *Vizet (Robert)* (p. 5190).

Fiscalité : *Chinaud (Roger)* (p. 5182).

Fonds national de garantie des calamités agricoles : *Charasse (Michel)* (p. 5192).

Golfe persique (opérations militaires) : *Vizet (Robert)* (p. 5189).

Groupement des industries d'armement terrestre (GIAT) : *Charasse (Michel)* (p. 5192) ; *Chinaud (Roger)* (p. 5184) ; *Genton (Jacques)* (p. 5184 ; 5185).

Inflation : *Bergé-Lavigne (Maryse)* (p. 5185) ; *Charasse (Michel)* (p. 5191).

Ingénieurs : *Vizet (Robert)* (p. 5190).

Investissements : *Charasse (Michel)* (p. 5191).

Justice (budget) : *Bergé-Lavigne (Maryse)* (p. 5186) ; *Charasse (Michel)* (p. 5193).

Lycées : *Bergé-Lavigne (Maryse)* (p. 5186) ; *Charasse (Michel)* (p. 5193).

Marine : *Genton (Jacques)* (p. 5185).

Parlement (rôle) : *Chinaud (Roger)* (p. 5183) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 5187).

Pauvreté : *Vizet (Robert)* (p. 5189 ; 5190).

Revenu minimum d'insertion (RMI) : *Charasse (Michel)* (p. 5193) ; *Vizet (Robert)* (p. 5190).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5193, 5236) : *MM. Robert Vizet, Michel Charasse, ministre ; Roger Chinaud, rapporteur général ; Xavier de Villepin, Paul Lorient, Christian Bonnet, Jacques Habert, Jean Chérioux.*

PREMIERE PARTIE

CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER

Art. 1^{er} (Versement au budget général d'une part des bénéfices de l'Institut d'émission des départements d'outre-mer) – Adopté (p. 5193).

Art. 2 (Versement au budget général des résultats de la Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales, CAECL) (p. 5193).

Parole sur l'article (p. 5193) : *M. Robert Vizet.*

Adopté : amendement n° 32 du Gouvernement : versement à effectuer pour les exercices clos à compter du 1^{er} janvier 1988 (p. 5194).

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 5194).

Art. 3 et état A (Equilibre général) (p. 5195).

Adopté : amendement n° 41 du Gouvernement : majoration de recettes diverses et augmentation des dépenses en capital (p. 5202).

– L'article 3 et l'état A annexé, ainsi modifiés, sont adoptés (p. 5202).

DEUXIEME PARTIE

MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPECIALES

TITRE PREMIER

DISPOSITIONS APPLICABLES A L'ANNEE 1990

I – Opérations à caractère définitif

A – Budget général

Art. 4 et état B (Dépenses ordinaires des services civils – Ouvertures) – Adoptés (p. 5203).

Art. 5 et état C (*Dépenses en capital des services civils – Ouvertures*) (p. 5203).

Adoptés : amendements du Gouvernement, n^{os} 33, 35 et 36 : mesures destinées à améliorer la vie dans les lycées et les lycées professionnels (p. 5207) – N^o 34 : traduction d'une prévision de dotation en capital destinée à la Régie Renault (p. 5207) – Et n^o 39 : mesures destinées à assurer le financement d'une opération de restauration d'un établissement sportif détruit par un incendie (p. 5207).

– L'article 5 et l'état C annexé, ainsi modifiés, sont adoptés (p. 5207).

Art. 5 bis (*Dépenses en capital des services civils – Annulations*) (p. 5207).

Adopté : amendement n^o 6 de la commission : création d'un état D annexé à la loi de finances rectificative pour retracer l'annulation de crédits sur le budget de la recherche en vue de cacher les ouvertures accordées au budget de la justice (p. 5208).

– L'article 5 bis, dans la rédaction de l'amendement n^o 6, est adopté (p. 5208).

Art. 6 (*Dépenses ordinaires des services militaires – Ouvertures*) – Adopté (p. 5208).

Art. 7 (*Dépenses en capital des services militaires – Ouvertures*) (p. 5208).

Adoptés : amendements identiques n^o 7 de la commission et n^o 21 de M. Xavier de Villepin : suppression de la dotation en capital prévue pour le groupement des industries d'armement terrestre (GIAT) (p. 5209).

– L'article 7, ainsi modifié, est adopté (p. 5209).

B – Budgets annexes

Art. 8 (*Budgets annexes – Ouvertures*) – Adopté (p. 5209).

II – Opérations à caractère temporaire

Art. 9 (*Comptes de prêts – Ouvertures*) – Adopté (p. 5209).

III – Autres dispositions

Art. 10 (*Ratification de décrets d'avance*) – Adopté (p. 5209).

Art. 11 (*Modification de la liste de l'état F de la loi de finances pour 1990*) – Adopté (p. 5209).

Art. 12 (*Affectation du produit supplémentaire de la taxe parafiscale affectée au financement des organismes du secteur public de la communication audiovisuelle constaté en 1989*) – Adopté (p. 5209).

Art. 13 (*Modification des modalités de versement de la dotation de l'Etat au Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle (FNPTP) en 1990*) (p. 5209).

Adopté : amendement de suppression n^o 8 de la commission (p. 5210).

– L'article 13 est supprimé (p. 5210).

TITRE II

DISPOSITIONS PERMANENTES

I – Mesures concernant la fiscalité

Art. 14 (*Régime fiscal du crédit-bail*) (p. 5210).

Adopté : amendement n^o 9 de la commission : régime applicable aux opérations de crédit-bail portant sur les éléments incorporels isolés d'un fond de commerce (p. 5211).

– L'article 14, ainsi modifié, est adopté (p. 5211).

Art. 15 (*Aménagement du dispositif d'aide aux entreprises nouvelles*) – Adopté (p. 5211).

Art. 16 (*Modalités de réintégration des provisions pour implantation commerciale dans un état de la Communauté économique européenne*) – Adopté (p. 5211).

Art. 17 (*Aménagement du dispositif de taxation des bénéficiaires de certaines filiales établies à l'étranger*) (p. 5211).

Adopté : amendement n^o 10 de la commission : suppression du caractère rétroactif des dispositions contenues dans cet article (p. 5212).

– L'article 17, ainsi modifié, est adopté (p. 5212).

Après l'art. 17 (p. 5212).

Adopté : amendement n^o 5 de M. Xavier de Villepin : dépenses faites par les entreprises au titre de la normalisation (p. 5213).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 5213).

Art. 18 (*Aménagement de la limite de déductibilité des intérêts versés à certains associés*) – Adopté (p. 5213).

Art. 19 (*Régime fiscal des opérations de couverture de risque de change*) – Adopté (p. 5213).

Art. 20 (*Etalement de l'imposition des aides à la recherche*) – Adopté (p. 5213).

Art. 21 (*Aménagement du dispositif d'incitation au rachat d'entreprises par les salariés*) – Adopté (p. 5213).

Art. 22 (*Suppression d'agréments*) – Adopté (p. 5213).

Art. 23 (*Aménagement du régime de report des amortissements réputés différents en période déficitaire*) (p. 5213).

Adopté : amendement n^o 29 du Gouvernement : restructuration des entreprises (p. 5214).

– L'article 23, ainsi modifié, est adopté (p. 5214).

Art. 23 bis (*Conséquences fiscales d'une opération d'apport de titres faisant intervenir une société membre d'un groupe*) – Adopté (p. 5214).

Art. 24 (*Régime fiscal des opérations sur titres ou en devises réalisées par les banques*) (p. 5214).

Adopté : amendement n^o 30 du Gouvernement : définition de la méthode actuarielle et harmonisation avec celle qui est retenue en matière comptable (p. 5215).

– L'article 24, ainsi modifié, est adopté (p. 5215).

Art. 25 (*Modalités d'option pour le paiement de l'impôt sur les sociétés*) – Adopté (p. 5215).

Art. 26 (*Adaptation du régime fiscal des opérations réalisées par les marchands de biens*) – Adopté (p. 5215).

Art. 27 (*Régime fiscal des cessions de bois et forêts aux collectivités territoriales*) – Adopté (p. 5215).

Art. 28 (*Exonération de droits de mutation du transfert des biens de la caisse d'allocations familiales de la région parisienne*) – Adopté (p. 5215).

Après l'art. 28 (p. 5215).

Adopté : amendement n^o 22 de M. Paul Loridant : avantage fiscal accordé aux familles de personnes décédées victimes d'un acte de terrorisme (p. 5216).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 5216).

Art. 29 (*Délibérations des collectivités locales relatives aux exonérations de taxes professionnelles au titre de l'aménagement du territoire*) – Adopté (p. 5216).

Art. 30 (*Evolution des coefficients de majoration forfaitaires des valeurs locatives cadastrales pour 1992*) – Adopté (p. 5216).

Art. 31 (*Dispositions relatives aux impositions perçues au profit des districts*) (p. 5216).

Adoptés : amendement de coordination n^o 11 de la commission (p. 5216) ; sous-amendement n^o 42 du Gouvernement (p. 5216).

– L'article 31, ainsi modifié, est adopté (p. 5216).

Art. 32 (*Régime fiscal du bail à réhabilitation*) – Adopté (p. 5216).

Art. 33 (*Règles d'imposition des cessions de logiciels*) (p. 5216).

Retiré : amendement rédactionnel n° 12 de la commission (p. 5217).

– L'article 33 est adopté (p. 5217).

Art. 34 (*Conditions de déduction des cotisations d'assurance chômage*) – Adopté (p. 5217).

Art. 35 (*Modalités d'application de la règle du taux effectif*) (p. 5217).

Adopté : amendement de suppression n° 13 de la commission (p. 5218).

– L'article 35 est supprimé (p. 5218).

Art. 36 (*Règles applicables aux pensions alimentaires versées en cas d'adoption et à la contribution aux charges du mariage versées entre époux séparés de fait*) – Adopté (p. 5219).

Art. 37 (*Reconduction du prélèvement social de 1 %*) – Adopté (p. 5219).

Art. 38 (*Modification de la procédure de rectification des impositions de taxe d'habitation émises à tort*) – Adopté (p. 5219).

Art. 39 (*Conséquences des erreurs affectant les procédures de contrôle fiscal*) (p. 5219).

Adoptés : amendements identiques n° 14 de la commission et n° 1 de M. Xavier de Villepin : suppression de cet article (p. 5220).

– L'article 39 est supprimé (p. 5220).

Art. 40 (*Aménagement du régime d'exonération de certaines pénalités fiscales*) (p. 5221).

Adopté : amendement n° 15 de la commission : exclusion du bénéfice de l'application du principe de la tolérance légale du dixième des contribuables pour lesquels la mauvaise foi ou le recours à des manoeuvres frauduleuses peuvent être établis par l'administration fiscale (p. 5222 ; priorité ordonnée p. 5221).

Devenus sans objet : amendement n° 2 de M. Xavier de Villepin : suppression de cet article (p. 5222) – Amendement n° 24 de Marcel Lucotte : suppression du 2^e alinéa de cet article relatif à l'appréciation de l'insuffisance pour les droits d'enregistrement ou la taxe de publicité foncière (p. 5222).

– L'article 40, dans la rédaction de l'amendement n° 15, est adopté (p. 5222).

Art. 41 (*Règles applicables à la télétransmission de factures*) (p. 5222).

Adopté : amendement n° 16 de la commission : opposabilité des procès-verbaux des interventions effectuées par les agents des impôts ou sous leur contrôle (p. 5223).

– L'article 41, ainsi modifié, est adopté (p. 5223).

Art. 42 (*Exonération de taxes sur la valeur ajoutée (TVA) des locations de logements meublés*) (p. 5223).

Retiré : amendement n° 27 de M. Jean Faure, soutenu par M. Christian Bonnet : cas des locations saisonnières (p. 5224).

– L'article 42 est adopté (p. 5224).

Après l'art. 42 (p. 5223).

Adoptés : amendements du Gouvernement, n° 38 : seuil d'exonération du droit au bail (p. 5224 ; priorité ordonnée p. 5223) – Et n° 31 : taxe sur les farines, semoules et gruaux de blé perçue au profit du BAPSA auprès des meuniers et des importateurs (p. 5225) ; sous-amendement n° 40 de la commission (p. 5225).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 5224 et 5225).

Art. 42 bis (*Modification de la procédure de remboursement aux éleveurs-producteurs de la taxe sur les céréales perçue au profit du BAPSA*) (p. 5225).

Adopté : amendement n° 17 de la commission : extension de cette mesure à la cotisation de solidarité (p. 5225).

– L'article 42 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 5225).

Art. 43 (*Simplification du barème de l'impôt sur les spectacles et adaptation des sanctions applicables en matière de billetterie*) – Adopté (p. 5225).

Art. 44 (*Simplification des règles d'assiette et de perception de la redevance sanitaire de découpage*) (p. 5225).

Retiré : amendement n° 4 de M. Auguste Cazalet, soutenu par M. Jean Chérioux : fixation par décret des conditions dans lesquelles la redevance de découpage doit être répercutée par l'abatteur auprès des découpeurs (p. 5227).

– L'article 44 est adopté (p. 5227).

Art. 45 (*Règles de procédure applicables dans les départements d'outre-mer*) – Adopté (p. 5227).

Art. 46 (*Simplification de dispositions douanières*) – Adopté (p. 5227).

Art. 47 (*Taxe spéciale sur certains aéronefs*) – Adopté (p. 5227).

Art. 48 (*Extension du champ d'application de la saisie conservatoire en matière douanière*) (p. 5227).

Adopté : amendement n° 18 de la commission : respect du principe de proportionnalité de la sanction à la faute (p. 5228).

– L'article 48, ainsi modifié, est adopté (p. 5228).

Art. 49 (*Aménagement des conditions de vérification des marchandises*) – Adopté (p. 5228).

Art. 50 (*Institution d'un droit par hectolitre de lait au profit de l'institut national des appellations d'origine, INAO*) – Adopté (p. 5228).

Après l'art. 50 (p. 5228).

Adopté : amendement n° 37 du Gouvernement : modalités de liquidation du prélèvement progressif sur les gains du loto national (p. 5229).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 5229).

II – Autres dispositions

Avant l'art. 51 (p. 5209).

Adopté : amendement n° 19 de la commission : système de versement au Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle (p. 5210 ; priorité ordonnée p. 5209).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 5210).

Art. 51 (*Modifications des modalités de recouvrement des taxes et redevances applicables aux utilisateurs d'installation de télécommunication à usage privé*) – Adopté (p. 5229).

Après l'art. 51 (p. 5229).

Retiré : amendements identiques n° 20 de la commission et n° 26 de M. Jean-Claude Gaudin : réintégration des subventions versées par l'Etat aux collectivités territoriales au titre des dépenses d'équipement portant sur les bâtiments scolaires (p. 5230).

Art. 51 bis (*Modifications des modalités de recouvrement des créances impayées des Postes et Télécommunications au moyen de titres exécutoires ou d'avis de recouvrement*) – Adopté (p. 5230).

Art. 52 (*Suppression de la majoration des taxes et redevances dues au titre du contrôle sur les instruments de mesure prévue par la loi du 26 décembre 1959*) – Adopté (p. 5230).

Art. 53 (*Rectification d'une disposition figurant à l'article « rentes viagères » des lois de finances de 1986 à 1990*) – Adopté (p. 5230).

Art. 54 (*Réglementation comptable dans les collectivités territoriales d'outre-mer*) – Adopté (p. 5230).

Art. 55 (Modification de l'article 36 de la loi de finances pour 1984, modifié par l'article 71 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986) – Adopté (p. 5231).

Art. 56 (Dispositions en faveur des dettes des pays les plus défavorisés) – Adopté (p. 5231).

Art. 57 (Taxes parafiscales perçues au profit de la caisse nationale de l'énergie) – Adopté (p. 5231).

Seconde délibération – Ordonnée en application de l'article 43, alinéa 4 du règlement du Sénat, à la demande du Gouvernement, portant sur l'article 3 et l'état A annexé (p. 5231).

Demande de vote unique, présentée par le Gouvernement en application de l'article 44 alinéa 3, de la Constitution et de l'article 42, alinéa 7, du règlement du Sénat, portant sur l'article 3 et l'état A ainsi que sur l'ensemble du projet de loi de finances rectificative pour 1990 (p. 5236).

Art. 3 et état A (p. 5231).

Adopté lors du vote unique : amendement n° 1 du Gouvernement : prise en compte des dispositions précédemment adoptées par le Sénat (p. 5236).

– L'article 3 et l'état A annexé, ainsi modifiés, sont adoptés lors du vote unique (p. 5236).

Explication de vote sur l'ensemble (p. 5236) : *M. Robert Vizet*.

Scrutin public de droit n° 67.

Adoption (17 décembre 1990) (p. 5236).

Discussion (commission mixte paritaire)

(20 décembre 1990) (p. 5400, 5415).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5400, 5402) : *MM. Roger Chinaud, rapporteur général ; Michel Charasse, ministre chargé du budget*.

Comité d'évaluation des politiques de la ville : *Charasse (Michel)* (p. 5402).

Commissions mixtes paritaires (CMP) : *Charasse (Michel)* (p. 5401) ; *Chinaud (Roger)* (p. 5400 ; 5401).

Crédit d'impôt-recherche : *Chinaud (Roger)* (p. 5400).

Défense (budget) : *Chinaud (Roger)* (p. 5401).

Droits d'enregistrement : *Chinaud (Roger)* (p. 5401).

Groupement des industries d'armement terrestre (GIAT) : *Chinaud (Roger)* (p. 5401).

Impôt sur le revenu : *Charasse (Michel)* (p. 5402) ; *Chinaud (Roger)* (p. 5401).

Successions et libéralités : *Chinaud (Roger)* (p. 5400).

Taxe foncière : *Chinaud (Roger)* (p. 5401).

Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) : *Chinaud (Roger)* (p. 5401).

Terrorisme : *Chinaud (Roger)* (p. 5400).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5402, 5413) : *MM. Michel Charasse, ministre ; Jacques Genton*.

Art. 12 (p. 5402).

Art. 3 et état A (p. 5403).

Amendement n°1 du Gouvernement : prise en compte des conséquences des modifications apportées sur l'article d'équilibre (p. 5414).

Art. 14 et état C (p. 5406).

Amendements du Gouvernement n° 2 : majoration des crédits d'un milliard de francs sur la ligne « économie, finances et budget – I – Charges communes » (p. 5414) – Et n° 3 : ouverture pour 1990 d'une dotation nouvelle de trois milliards de francs au titre V du budget de l'équipement, du logement, du transport et de la mer (p. 5414).

Art. 5 bis (p. 5409).

Après l'art. 5 bis (p. 5409).

Amendement n° 4 du Gouvernement : annulation de trois millions de francs de crédits du titre VI du budget de l'équipement, du logement, du transport et de la mer (p. 5414).

Art. 7 (p. 5409).

Parole sur l'article (p. 5409) : *M. Jacques Genton*.

Amendement n° 5 du Gouvernement : minoration de neuf cent quatre-vingts millions de francs de l'ouverture prévue au titre V de la défense sur le chapitre 52-71 – Section commune de la défense (p. 5414).

Après l'art. 7 (p. 5409).

Amendement n° 6 du Gouvernement : annulation de douze millions de francs de crédits pris au titre V du budget de la défense – Section commune (p. 5414).

Art. 13 et 14 (p. 5409).

Art. 17 (p. 5410).

Art. 17 bis (p. 5410).

Amendement n° 7 du Gouvernement : prise en compte pour le calcul du crédit d'impôt-recherche des dépenses exposées par le chef d'une entreprise individuelle pour sa participation aux réunions officielles de normalisation à concurrence de trois mille francs par jour (p. 5414).

Art. 23 et 24 (p. 5410).

Après l'art. 24 (p. 5411).

Amendement n° 8 du Gouvernement : réparation d'une erreur matérielle dans l'article 72 du projet de loi de finances pour 1991 (p. 5414).

Art. 28 bis, 31, 35, 39, 40 et 41 (p. 5411).

Art. 42 bis A, 42 bis B et 42 bis (p. 5412).

Après l'art. 44 (p. 5412).

Amendement n° 9 du Gouvernement : suppression de l'exonération de l'assujettissement à la TVA de la rémunération pour copie privée perçue au profit des auteurs et artistes interprètes d'oeuvres fixées sur phonogramme ou vidéogramme (p. 5414).

Art. 48 (p. 5412).

Art. 50 bis et 51 A (p. 5413).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 5413, 5415) : *MM. Claude Estier, Etienne Dailly, Michel Darras, Robert Vizet ; interventions de MM. Christian Poncelet, président de la commission des finances et de M. Michel Charasse, ministre*.

Scrutin public de droit n° 77 (p. 5414).

Adoption (20 décembre 1990) (p. 5414).

Lois de règlement

1. – Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1988, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de *M. Michel Rocard, Premier ministre*, par *M. Pierre Bérégovoy, ministre des finances* et *M. Michel Charasse, ministre du budget* (20 décembre 1989) [n° 1169 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de *M. Alain Richard* (6 juin 1990) [n° 1416 (9^e lég.)] – Discussion (13 juin 1990) – Adoption (13 juin 1990) [n° 318].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (14 juin 1990) [n° 386 (89-90)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de *M. Roger Chinaud* (21 juin 1990) [n° 413 (89-90)] – Discussion (28 juin 1990) – Adoption (28 juin 1990) [n° 157].

PROMULGATION : Loi n° 90-599 du 6 juillet 1990 (*J.O. Lois et décrets* du 12 juillet 1990).

Discussion (première lecture)

(28 juin 1990) (p. 2243, 2254).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2243, 2248) : *MM. Roger Chinaud, rapporteur général ; Michel Charasse, ministre chargé du budget ; Robert Vizet, René Régnauld .*

Budget de l'Etat : *Chinaud (Roger)* (p. 2245).

Communauté économique européenne (CEE) : *Régnauld (René)* (p. 2248).

Comptes spéciaux du Trésor : *Régnauld (René)* (p. 2248).

Contrôle parlementaire : *Charasse (Michel)* (p. 2246) ; *Régnauld (René)* (p. 2248).

Cour des comptes : *Charasse (Michel)* (p. 2246) ; *Chinaud (Roger)* (p. 2245).

Croissance économique : *Chinaud (Roger)* (p. 2243 ; 2244) ; *Vizet (Robert)* (p. 2247).

Déficit budgétaire : *Chinaud (Roger)* (p. 2244) ; *Régnauld (René)* (p. 2248).

Emplois (créations et suppressions) : *Vizet (Robert)* (p. 2247).

Entreprises : *Chinaud (Roger)* (p. 2244).

Entreprises (fiscalité) : *Vizet (Robert)* (p. 2247).

Equité fiscale : *Vizet (Robert)* (p. 2247).

Etats-Unis d'Amérique (USA) : *Vizet (Robert)* (p. 2247).

Fiscalité : *Charasse (Michel)* (p. 2247) ; *Chinaud (Roger)* (p. 2244).

Fonds de concours : *Charasse (Michel)* (p. 2246).

Fonds monétaire international (FMI) : *Charasse (Michel)* (p. 2247) ; *Chinaud (Roger)* (p. 2244).

Impôt de solidarité sur la fortune (ISF) : *Vizet (Robert)* (p. 2247).

Nouvelle-Calédonie : *Chinaud (Roger)* (p. 2244).

Obligations renouvelables du Trésor (ORT) : *Charasse (Michel)* (p. 2246).

Parlement (information) : *Chinaud (Roger)* (p. 2245).

Parlement (rôle) : *Régnauld (René)* (p. 2248).

Produit intérieur brut (PIB) : *Chinaud (Roger)* (p. 2243).

République fédérale d'Allemagne (RFA) : *Vizet (Robert)* (p. 2247).

Taxe professionnelle : *Vizet (Robert)* (p. 2247).

Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) : *Charasse (Michel)* (p. 2247).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2249, 2254)

Art. 1^{er} (*Résultats définitifs de l'exécution des lois de finances pour 1988*) – Adopté (p. 2249).

Art. 2 et tableau A annexé (*Montant définitif des recettes du budget général de l'année 1988*) – Adoptés (p. 2250).

Art. 3 et tableau B annexé (*Montant définitif des dépenses ordinaires civiles du budget général de 1988*) – Adoptés (p. 2250).

Art. 4 et tableau C annexé (*Montant définitif des dépenses civiles en capital du budget général de 1988*) – Adoptés (p. 2250).

Art. 5 et tableau D annexé (*Montant définitif des dépenses ordinaires militaires du budget général de 1988*) – Adoptés (p. 2250).

Art. 6 et tableau E annexé (*Montant définitif des dépenses militaires en capital du budget général de 1988*) – Adoptés (p. 2251).

Art. 7 et tableau F annexé (*Résultat du budget général de 1988*) – Adoptés (p. 2251).

Art. 8 et tableau G annexé (*Résultats définitifs des budgets annexes*) – Adoptés (p. 2251).

Art. 9 et tableau I annexé (*Résultats des comptes spéciaux du Trésor dont les opérations se poursuivent*) – Adoptés (p. 2252).

Art. 10 (*Résultats des comptes spéciaux du Trésor définitivement clos au titre de l'année 1988*) – Adopté (p. 2253).

Art. 11 (*Solde débiteur des pertes profits sur emprunts et engagements de l'Etat*) – Adopté (p. 2253).

Art. 12 (*Transportation d'une dette, envers l'Etat français, de la République populaire du Congo et de l'Agence transcongolaise des communications, en augmentation des découverts du Trésor, et transport, en atténuation des découverts du Trésor d'une somme figurant dans les écritures du Trésor français*) – Adopté (p. 2253).

Art. 13 (*Apurement d'une créance comptabilisée dans les écritures du compte de commerce « Fonds national d'aménagement foncier et d'urbanisme »*) – Adopté (p. 2253).

Art. 14 (*Reconnaissance d'utilité publique des dépenses comprises dans la gestion de fait des deniers de l'Etat, jugée par la Cour des comptes au titre du secrétariat d'Etat auprès du Premier ministre chargé de l'environnement*) – Adopté (p. 2253).

Art. 15 (*Transport en atténuation des découverts du Trésor d'une somme au titre de l'excédent net constaté sur le compte 904-14 « Liquidation d'établissements publics de l'Etat et d'organismes para-administratifs ou professionnels et liquidations diverses »*) – Adopté (p. 2254).

Scrutin public de droit n° 185 (p. 2254).

Adoption (28 juin 1990) (p. 2254).

Lycées

Voir **Conflits sociaux, 1**

Lois de finances, 1, Education nationale - Enseignements scolaire et supérieur

Lois de finances rectificatives, 1

Questions au Gouvernement n° 271 ; n° 273 ; n° 275 ; n° 277 ; n° 282

Questions orales sans débat n° 221 ; n° 275

Rappels au règlement, 45 ; 46

M

Madagascar

Voir *Traités et conventions*, 28

Magistrature

Voir *Justice*, 4
Lois de finances, 1, Justice

Maires

Voir *Collectivités territoriales*, 1

1. – **Proposition de loi relative à l'instauration d'une indemnité de retraite minimale pour les maires ayant effectué au moins deux mandats**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Marcel Lucotte, sénateur, et plusieurs de ses collègues (18 octobre 1990) [n° 52 (90-91)] – Renvoi à la commission des lois.

Maladies

Voir *Handicapés*, 1

Mali

Voir *Questions au Gouvernement* n° 268
Traités et conventions, 30

Mandats électoraux

Voir *Elections*, 8

Mandats parlementaires

Voir *Parlement*, 3

Manifestations

Voir *Rappels au règlement*, 49 ; 54

Marchés financiers

1. – **Proposition de loi tendant à compléter l'article 21 de la loi n° 89-531 du 2 août 1989 relative à la transparence et à la sécurité du marché financier**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Etienne Dailly, sénateur (10 avril 1990) [n° 230 rect (89-90)] – Renvoi à la commission des lois.

Marchés publics

1. – **Projet de loi tendant à améliorer la transparence et la régularité des procédures de marchés et soumettant la passation de certains contrats à des règles de publicité et de mise en concurrence**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Pierre Bérégovery, ministre de l'économie (31 mai 1990) [n° 338 (89-90)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Bernard Laurent (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 27 août 1990 – 25 septembre 1990) [n° 478 (89-90)] – Urgence – Discussion (4 octobre 1990) – Adoption (4 octobre 1990) [n° 3].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (5 octobre 1990) [n° 1629 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Michel Suchod (22 novembre 1990) [n° 1758 (9^e lég.)] – Discussion (26 novembre 1990) – Adoption (26 novembre 1990) [n° 392] – NOUVEL INTITULE : « **Projet de loi relatif à la transparence et à la régularité des procédures de marchés et soumettant la passation de certains contrats à des règles de publicité et de mise en concurrence** ».

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (27 novembre 1990) [n° 99 (90-91)] – Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Michel Suchod (4 décembre 1990) [n° 1782 (9^e lég.)].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Bernard Laurent (5 décembre 1990) [n° 122 (90-91)] – Echec.

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (5 décembre 1990) [n° 1787 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Michel Suchod (6 décembre 1990) [n° 1792 (9^e lég.)] – Discussion (12 décembre 1990) – Adoption (12 décembre 1990) [n° 422].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (13 décembre 1990) [n° 160 (90-91)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Bernard Laurent (13 décembre 1990) [n° 161 (90-91)] – Discussion (19 décembre 1990) – Adoption (19 décembre 1990) [n° 79].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (20 décembre 1990) [n° 1882 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Michel Suchod (20 décembre 1990) [n° 1884 (9^e lég.)] – Discussion (20 décembre 1990) – Adoption (20 décembre 1990) [n° 451].

PROMULGATION : Loi n° 91-3 du 3 janvier 1990 (J.O. Lois et décrets du 5 janvier 1990).

Discussion (première lecture)

(4 octobre 1990) (p. 2472, 2489).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2472, 2479) : *MM. Pierre Bérégovery, ministre de l'économie ; Bernard Laurent, rapporteur de la commission des lois ; Michel Darras, Robert Vizet.*

Banques et établissements financiers : *Darras (Michel)* (p. 2477).

Bourses de valeurs : *Bérégovery (Pierre)* (p. 2473).

Chambres régionales des comptes : *Laurent (Bernard)* (p. 475).

Collectivités territoriales : *Bérégovery (Pierre)* (p. 2479) ; *Darras (Michel)* (p. 2477) ; *Laurent (Bernard)* (p. 2475).

Commission des opérations de bourse (COB) : *Darras (Michel)* (p. 2477) ; *Vizet (Robert)* (p. 2478).

Communauté économique européenne (CEE) : *Bérégovery (Pierre)* (p. 2475) ; *Laurent (Bernard)* (p. 2475 ; 2476).

Concurrence : *Bérégovery (Pierre)* (p. 2473 ; 2474) ; *Laurent (Bernard)* (p. 2476) ; *Vizet (Robert)* (p. 2478).

Conseil constitutionnel : *Vizet (Robert)* (p. 2478).

Conseil de la concurrence : *Darras (Michel)* (p. 2477).

Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) : *Vizet (Robert)* (p. 2478).

Cour des comptes : *Bérégovery (Pierre)* (p. 2475) ; *Darras (Michel)* (p. 2477) ; *Laurent (Bernard)* (p. 2475).

Décentralisation (lois de) : *Bérégovery (Pierre)* (p. 2473).

Démocratie : *Vizet (Robert)* (p. 2479).

Directives communautaires : *Bérégovery (Pierre)* (p. 2473 ; 2474 ; 2475 ; 2479) ; *Darras (Michel)* (p. 2477) ; *Laurent (Bernard)* (p. 2475).

Drogue (trafic) : *Bérégovery (Pierre)* (p. 2473 ; 2479) ; *Darras (Michel)* (p. 2477) ; *Vizet (Robert)* (p. 2478).

Economie : *Laurent (Bernard)* (p. 2475).

Economie et finances : *Bérégovery (Pierre)* (p. 2473).

Grand marché intérieur (CEE) : *Bérégovery (Pierre)* (p. 2475) ; *Vizet (Robert)* (p. 2478).

Haute autorité de la communication audiovisuelle : *Vizet (Robert)* (p. 2478).

Justice : *Bérégozov (Pierre)* (p. 2479).

Loi d'amnistie : *Vizet (Robert)* (p. 2478).

Maires : *Vizet (Robert)* (p. 2478).

Marchés publics : *Bérégozov (Pierre)* (p. 2473 ; 2474 ; 2475) ; *Darras (Michel)* (p. 2477) ; *Laurent (Bernard)* (p. 2475 ; 2476).

Mission interministérielle d'enquête sur les marchés : *Bérégozov (Pierre)* (p. 2473 ; 2474) ; *Darras (Michel)* (p. 2477) ; *Laurent (Bernard)* (p. 2475 ; 2476) ; *Vizet (Robert)* (p. 2478).

Partis et groupements politiques : *Vizet (Robert)* (p. 2478).

Préfets : *Laurent (Bernard)* (p. 2475).

Publicité : *Bérégozov (Pierre)* (p. 2474 ; 2479) ; *Laurent (Bernard)* (p. 2476) ; *Vizet (Robert)* (p. 2478).

Traitement du renseignement et de l'action contre les circuits financiers clandestins (TRACFIN) : *Bérégozov (Pierre)* (p. 2479) ; *Vizet (Robert)* (p. 2478).

Transports : *Vizet (Robert)* (p. 2478).

Trésoriers payeurs généraux (TPG) : *Laurent (Bernard)* (p. 2475).

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2480, 2489) : *MM. Bernard Laurent, rapporteur ; Pierre Bérégozov, ministre ; Jean Arthuis, Michel Darras, René-Georges Laurin, Lucien Lanier.*

Art. 1^{er} (*Création d'une mission interministérielle d'enquête sur les marchés*) (p. 2480).

Adoptés : amendements de la commission, n° 1 : contrôle par la mission interministérielle d'enquête des conditions dans lesquelles les marchés sont préparés (p. 2480) - N° 2 : désignation du chef de la mission et des membres de celle-ci (p. 2481) - Et n° 3 : membres de la commission tenus au secret professionnel dans le cadre de leurs fonctions (p. 2481) - Amendement n° 14 de M. Jean Arthuis : exclusion des compétences de la mission interministérielle des établissements publics à caractère industriel et commercial ainsi que des entreprises publiques soumises au contrôle de la Cour des comptes (p. 2481).

- L'article 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 2481).

Art. 2 (*Ouverture et conclusion des enquêtes*) (p. 2481).

Adoptés : amendements de la commission, n° 4 : suppression du pouvoir d'autosaisine du chef de la mission interministérielle (p. 2482) - N° 5 : transmission des rapports et compte rendus d'audience aux autorités qui ont demandé l'enquête (p. 2482) - N° 6 : rédactionnel (p. 2483) - Et n° 7 : obligation de porter les conclusions des rapports établis par la mission interministérielle pour ce qui les concerne à la connaissance des personnes mises en cause (p. 2483).

- L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 2483).

Art. 3 (*Pouvoirs d'enquête administrative*) (p. 2483).

Adopté : amendement rédactionnel n° 8 de la commission (p. 2483).

- L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 2483).

Art. 4 (*Pouvoirs d'enquête préliminaire*) (p. 2483).

Adopté : amendement de coordination n° 9 de la commission (p. 2483).

- L'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 2483).

Art. 5 (*Pouvoirs d'enquête judiciaire*) - Adopté (p. 2484).

Après l'art. 5 (p. 2484).

Adopté : amendement n° 15 de M. René-Georges Laurin, soutenu par M. Lucien Lanier : 1°) « information du président du conseil de la concurrence lorsque les investigations de la mission interministérielle font apparaître des faits susceptibles de relever des articles 7 et 8 de l'ordonnance n° 86-1243 relative à la liberté des prix et de la concurrence » ; 2°) : « transfert de la direction de l'enquête au conseil de la concurrence » (p. 2486).

- Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2486).

Art. 6 (*Institution d'un nouveau délit*) (p. 2486).

Parole sur l'article (p. 2486) : *M. Michel Darras.*

Adopté : amendement n° 10 de la commission : extension à toute personne notamment celles investies d'un mandat électif de l'incrimination nouvelle créée par la loi (p. 2488).

Retiré : amendement n° 16 de M. Michel Darras : extension à tout titulaire d'un mandat électif ainsi qu'à tout agent de l'incrimination nouvelle créée par la loi (p. 2487).

- L'article 6, ainsi modifié, est adopté (p. 2488).

Art. 7 (*Délit d'opposition à l'exercice de leurs pouvoirs par les membres de la mission*) (p. 2488).

Adopté : amendement n° 12 de la commission : champ d'application des dispositions communautaires de publicité et mise en concurrence des organismes privés créés dans un but d'intérêt général et dont la gestion est soumise à un contrôle public (p. 2488).

- L'article 8, ainsi modifié, est adopté (p. 2488).

Art. 9 (*Extension des obligations communautaires aux marchés majoritairement subventionnés sur fonds publics*) - Adopté (p. 2488).

Art. 10 (*Contrats de concession et marchés passés par les concessionnaires*) (p. 2488).

Adopté : amendement n° 13 de la commission : définition par décret en Conseil d'Etat des règles de publicité auxquelles seront soumis les contrats de concession des marchés passés par les concessionnaires (p. 2489).

- L'article 10, ainsi modifié, est adopté (p. 2489).

Art. 11 (*Secteurs et marché exclus*) - Adopté (p. 2489).

Art. 12 (*Modalités d'application*) - Adopté (p. 2489).

Art. 13 (*Modalités d'application outre-mer*) - Adopté (p. 2489).

Explication de vote sur l'ensemble (p. 2489) : *M. Michel Darras.*

Adoption (4 octobre 1990) (p. 2489).

Discussion (nouvelle lecture)

(19 décembre 1990) (p. 5361, 5364).

I - DISCUSSION GENERALE (p. 5361, 5363) : *Mme Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat chargé de la consommation ; MM. Bernard Laurent, rapporteur de la commission des lois ; Michel Darras.*

Commissions mixtes paritaires (CMP) : *Darras (Michel)* (p. 5362) ; *Laurent (Bernard)* (p. 5362) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 5361).

Conseil de la concurrence : *Darras (Michel)* (p. 5362) ; *Laurent (Bernard)* (p. 5362).

Directives communautaires : *Neiertz (Véronique)* (p. 5361).

Etablissements publics industriels et commerciaux (EPIC) : *Darras (Michel)* (p. 5363).

Mission interministérielle d'enquête sur les marchés : *Darras (Michel)* (p. 5363) ; *Laurent (Bernard)* (p. 5362) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 5361).

Parlement : *Laurent (Bernard)* (p. 5362) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 5361).

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5363, 5364) : *M. Bernard Laurent, rapporteur ; Mme Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat.*

Art. 1^{er} (p. 5363).

Adopté : amendement n° 1 de la commission : exclusion des établissements publics à caractère industriel et commercial du champ de la compétence de la mission interministérielle (p. 5363).

- L'article premier, ainsi modifié, est adopté (p. 5363).

Art. 2 - Adopté (p. 5363).

Art. 5 bis (p. 5364).

Adopté : amendement n° 2 de la commission : transfert de la direction de l'enquête menée par la mission interministérielle au Conseil de la concurrence qui est investi à cet effet des compétences prévues aux articles 3 et 5, et qui transmet ses conclusions à la juridiction compétente.

– L'article 5 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 5364).

Explication de vote sur l'ensemble (p. 5364) : M. Michel Darras.

Adoption (19 décembre 1990) (p. 5364).

Marine marchande

Voir *Lois de finances*, 1, Equipement, logement, transports et mer - V – Mer

Maroc

Voir *Questions au Gouvernement* n° 272
Traités et conventions, 29

Martinique

Voir *Impôts et taxes*, 2
Questions orales sans débat n° 253

Matières plastiques

Voir *Environnement*, 4

Mayotte

Voir *Conseil économique et social*, 2

Mécénat

Voir *Fondations*, 1

Médecine

Voir *Action sanitaire et sociale*, 2
Responsabilité civile, 1

1. – Proposition de loi tendant à l'indemnisation de certains dommages liés à la perfusion de produits sanguins, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Claude Huriet, sénateur (4 avril 1990) [n° 221 (89-90)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

2. – Proposition de loi relative à la limitation de l'utilisation des techniques d'identification génétique par analyse de l'acide désoxyribonucléique, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Franck Sérusclat, sénateur, et plusieurs de ses collègues (10 mai 1990) [n° 290 (89-90)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

Médecine (enseignement)

Voir *Rapports du Gouvernement*, 3

Médecine scolaire

Voir *Questions orales avec débat* n° 92

Médiateur

Voir *Rapports au Parlement*, 3

Mer et littoral

Voir *Lois de finances*, 1, Equipement, logement, transports et mer - V – Mer
Questions orales sans débat n° 165 ; n° 258

1. – Projet de loi relatif au code des ports maritimes (première partie : législative), PRESENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Jacques Mellick, ministre chargé de la mer (2 novembre 1989) [n° 976 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Gilbert Le Bris (2 avril 1990) [n° 1187 (9^e lég.)] – Discussion (4 octobre 1990) – Adoption (4 octobre 1990) [n° 375].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (5 octobre 1990) [n° 12 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires économiques.

2. – Proposition de loi portant création d'un conservatoire national du patrimoine maritime, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Louis de Catuelan, sénateur, et plusieurs de ses collègues (27 juin 1990) [n° 441 (89-90)] – Renvoi à la commission des affaires économiques.

3. – Projet de loi relatif aux atteintes à la sécurité de la navigation maritime et des plates-formes fixes situées sur le plateau continental, PRESENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Pierre Arpaillange, ministre de la justice (27 août 1990) [n° 1588 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Pierre Pasquini (22 novembre 1990) [n° 1759 (9^e lég.)] – Discussion (27 novembre 1990) – Adoption (27 novembre 1990) [n° 398].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (27 novembre 1990) [n° 104 (90-91)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Alphonse Arzel (5 décembre 1990) [n° 126 (90-91)] – Discussion (13 décembre 1990) – Adoption (13 décembre 1990) [n° 55].

PROMULGATION : Loi n° 90-1143 du 21 décembre 1990 (J.O. Lois et décrets du 26 décembre 1990).

Discussion (première lecture)

(13 décembre 1990) (p. 5032, 5034).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5032, 5034) : MM. Georges Kiejman, ministre délégué auprès du ministre de la justice ; Alphonse Arzel, rapporteur de la commission des lois .

Droit pénal : Arzel (Alphonse) (p. 5033) ; Kiejman (Georges) (p. 5033).

Juridictions judiciaires : Arzel (Alphonse) (p. 5033) ; Kiejman (Georges) (p. 5033).

Terrorisme (maritime) : Arzel (Alphonse) (p. 5033 ; 5034) ; Kiejman (Georges) (p. 5032).

Traités et conventions : Arzel (Alphonse) (p. 5033) ; Kiejman (Georges) (p. 5032).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5034)

Art. 1^{er} (Intitulé) – Adopté (p. 5034).

Art. 2 (Atteinte à la sécurité d'un moyen de transport aérien, maritime ou terrestre ou d'une plate-forme fixe située sur le plateau continental) – Adopté (p. 5034).

Art. 3 (Répression des actes de destruction ou de dégradation des signaux maritimes) – Adopté (p. 5034).

Art. 4 (Compétence universelle des juridictions françaises en matière d'actes illicites contre la sécurité maritime) – Adopté (p. 5034).

Art. 5 (Entrée en vigueur) – Adopté (p. 5034).

Art. 6 (Application outre-mer) – Adopté (p. 5034).

Adoption (13 décembre 1990) (p. 5034).

4. – Projet de loi autorisant la ratification de la quatrième convention ACP-CEE (et documents connexes), signée à Lomé le 15 décembre 1989 ; l'approbation de l'accord interne de 1990 relatif au financement et à la gestion des aides de la Communauté, fait à Bruxelles le 17 juillet 1990 ; l'approbation de l'accord interne relatif aux mesures à prendre et aux procédures à suivre pour l'application de la quatrième convention ACP-CEE, PRESENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (24 octobre 1990) [n° 1660 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Maurice Adevah-Poeuf (21 novembre 1990) [n° 1725 (9^e lég.)] – Discussion (27 novembre 1990) – Adoption (27 novembre 1990) [n° 393].

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) (27 novembre 1990) [n° 105 (90-91)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean-Pierre Bayle (5 décembre 1990) [n° 129 (90-91)] – Discussion (20 décembre 1990) – Adoption (20 décembre 1990) [n° 83].

PROMULGATION : Loi n° 91-4 du 3 janvier 1991 (J.O. Lois et décrets du 6 janvier 1991).

Discussion (première lecture)

(20 décembre 1990) (p. 5387, 5394).

I – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 5387, 5393) : MM. Jacques Pelletier, ministre de la coopération ; Jean-Pierre Bayle, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Rodolphe Désiré, Jean Garcia, Ernest Cartigny, Louis Virapoullé.

Acte unique européen : Bayle (Jean-Pierre) (p. 5389).

Afrique : Garcia (Jean) (p. 5390) ; Virapoullé (Louis) (p. 5392).

Afrique, Caraïbes, Pacifique (Pays ACP) : Bayle (Jean-Pierre) (p. 5388 ; 5389 ; 5391) ; Cartigny (Ernest) (p. 5391) ; Désiré (Rodolphe) (p. 5389 ; 5390) ; Garcia (Jean) (p. 5390) ; Pelletier (Jacques) (p. 5387 ; 5388 ; 5392 ; 5393) ; Virapoullé (Louis) (p. 5392).

Banque mondiale : Garcia (Jean) (p. 5390).

Communauté économique européenne (CEE) : Bayle (Jean-Pierre) (p. 5388 ; 5389 ; 5391) ; Cartigny (Ernest) (p. 5391 ; 5392) ; Désiré (Rodolphe) (p. 5389 ; 5390) ; Garcia (Jean) (p. 5390) ; Pelletier (Jacques) (p. 5387 ; 5388 ; 5392 ; 5393).

Déchets radioactifs : Pelletier (Jacques) (p. 5388).

Départements d'outre-mer (DOM) : Désiré (Rodolphe) (p. 5389 ; 5390) ; Pelletier (Jacques) (p. 5388 ; 5392 ; 5393) ; Virapoullé (Louis) (p. 5392).

Droits de l'homme : Pelletier (Jacques) (p. 5388).

Europe de l'Est : Pelletier (Jacques) (p. 5393).

Fonds européen de développement (FED) : Garcia (Jean) (p. 5390).

Fonds monétaire international (FMI) : Garcia (Jean) (p. 5390).

Grand marché intérieur (CEE) : Garcia (Jean) (p. 5390) ; Pelletier (Jacques) (p. 5387 ; 5392).

Haïti : Bayle (Jean-Pierre) (p. 5389) ; Désiré (Rodolphe) (p. 5389).

Namibie : Bayle (Jean-Pierre) (p. 5389).

Pays en voie de développement (PVD) : Bayle (Jean-Pierre) (p. 5389) ; Cartigny (Ernest) (p. 5391).

République dominicaine : Bayle (Jean-Pierre) (p. 5389) ; Désiré (Rodolphe) (p. 5389).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5393, 5394)

Art. 1, 2 et 3 – Adoptés (p. 5394).

Adoption (20 décembre 1990) (p. 5394).

Messages du Président de la République

1. – Message du Président de la République relatif à la situation au Moyen-Orient consécutive à l'annexion du Koweït par l'Irak (27 août 1990) (p. 2354) [n° 472 (89-90)] – M. Alain Poher, président du Sénat.

Midi-Pyrénées (région)

Voir Questions orales sans débat n° 195

Mission interministérielle d'enquête sur les marchés publics

Voir Marchés publics, 1

Missions d'information

1. – Demande conjointe des présidents des commissions des affaires culturelles, des affaires économiques, des affaires sociales, des finances et des lois tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information commune ayant pour objet, dans le cadre de la mission générale de contrôle reconnue au Sénat, de le tenir informé du déroulement et de la mise en oeuvre de la politique de décentralisation (27 avril 1990) (p. 611).

2. – Demande d'autorisation d'une mission d'information à Berlin, formulée par M. Jean Lecanuet, président de la commission des affaires étrangères (29 mai 1990) (p. 1069).

3. – Demande d'autorisation d'une mission d'information formulée par M. Jean Lecanuet, président de la commission des affaires étrangères, et ayant pour objet d'examiner les grandes orientations de la politique étrangère de sécurité de la Bulgarie (5 juin 1990) (p. 1253) – M. Alain Poher, président du Sénat, président de séance.

4. – Demande d'autorisation d'une mission d'information en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis et au Canada, chargée d'étudier les « grandes bibliothèques » de Grande-Bretagne et des Etats-Unis et la situation de la francophonie en Acadie et dans le nord-est des Etats-Unis, formulée par M. Maurice Schumann, président de la commission des affaires culturelles (7 juin 1990) (p. 1357) – M. Michel Dreyfus-Schmidt, vice-président du Sénat, président de séance.

5. – Demande d'autorisation d'une mission d'information en Corse, formulée par M. Jacques Larché, président de la commission des lois (19 décembre 1990) (p. 5370).

Modes de scrutin

Voir Questions orales sans débat n° 116

Monnaies et médailles

Voir Lois de finances, 1, Monnaies et médailles - (Budget annexe)

Montagne

Voir Questions au Gouvernement n° 249 ; n° 250
Rapports du Gouvernement, 1

Motion de censure (procédure parlementaire)

Voir Rappels au règlement, 59

Motions d'ordre (procédure parlementaire)

1. – De MM. Christian Poncelet, président de la commission des finances, et Etienne Dailly : demande d'une suspension de séance, afin que les groupes politiques du Sénat puissent se réunir, une motion tendant à opposer la question préalable au projet de loi de finances pour 1991 ayant été déposée (17 décembre 1990) (p. 5236, 5237).

Moyen-Orient

Voir Gouvernement (déclarations), 3
Messages du Président de la République, 1
Questions au Gouvernement n° 252
Rapports d'information, 17 ; 18

Musées

Voir Secteur public, 1

N

Nationalité française

1. – **Proposition de loi tendant à réformer le code de la nationalité**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Charles Pasqua, sénateur, et plusieurs de ses collègues (26 octobre 1989) [n° 44 (89-90)] – Renvoi à la commission des lois – Retirée le 7 juin 1990.

2. – **Proposition de loi tendant à réformer le droit de la nationalité**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Charles Pasqua, sénateur, et plusieurs de ses collègues (7 juin 1990) [n° 364 (89-90)] – Renvoi à la commission des lois – Discussion (20 juin 1990) – Adoption (20 juin 1990) [n° 134].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (21 juin 1990) [n° 1484 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des lois.

Discussion des conclusions du rapport

(20 juin 1990) (p. 1917 à 1925).

I – DISCUSSION GENERALE : *MM. Michel Dreyfus-Schmidt, vice-président du Sénat, président de séance ; Jean Poperen, ministre chargé des relations avec le Parlement ; Marcel Lucotte et les orateurs sur la motion.*

Code de la nationalité : *Lucotte (Marcel)* (p. 1920).

Immigration : *Lederman (Charles)* (p. 1918 ; 1919) ; *Lucotte (Marcel)* (p. 1920).

Politique économique et sociale : *Lederman (Charles)* (p. 1918).

Procédure parlementaire : *Lederman (Charles)* (p. 1918).

Racisme : *Lederman (Charles)* (p. 1918 ; 1919).

Motion n° 4 de Mme Hélène Luc, soutenue par M. Charles Lederman, tendant à opposer la question préalable (p. 1918) : *MM. Charles Lederman, Daniel Hoeffel.*

Rejet de la motion (p. 1920 ; scrutin public n° 174).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1921, 1923) : *MM. Jean Poperen, ministre ; Hubert Durand-Chastel.*

Demande de vote unique, présentée par le Gouvernement en application de l'article 44 de la constitution, portant sur l'ensemble du texte (p. 1921).

Art. 1^{er} à 20 (modification du code de la nationalité) (p. 1921).

Après l'art. 20 (p. 1922).

Non retenu dans le vote unique : amendement n° 1 de M. Jacques Habert, soutenu par M. Hubert Durand-Chastel : abrogation de l'article 95 du code de la nationalité.

Art. 21 (modification du code de la nationalité) (p. 1922).

Non retenu dans le vote unique : amendement n° 2 de M. Jacques Habert, soutenu par M. Hubert Durand-Chastel : réintégration dans la nationalité française des Français de l'étranger qui l'ont perdue (p. 1922).

Art. 22 à 31 (modification du code de la nationalité) (p. 1922).

Non retenu dans le vote unique : amendement n° 3 de M. Jacques Habert, soutenu par M. Hubert Durand-Chastel : même objet que les précédents (p. 1923).

Art. 33 à 38 (modification du code de la nationalité) (p. 1923).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1923, 1925) : *MM. Jean Delaneau, Charles Pasqua, Etienne Dailly* – Procédure parlementaire – Racisme.

Scrutin public n° 175 (p. 1925).

Adoption (20 juin 1990) (p. 1925).

Naturalisation

Voir *Nationalité française*, 2

Nature (Protection)

Voir *Questions orales sans débat* n° 209 ; n° 210 ; n° 213

Navigation aérienne

Voir *Questions orales sans débat* n° 189

Navires

Voir *Environnement*, 5

Nièvre (département)

Voir *Questions orales sans débat* n° 222

Niger

Voir *Allocutions et communications*, 18
Questions au Gouvernement n° 268

Nigeria

Voir *Traités et conventions*, 27

Nord-Pas-de-Calais (Région)

Voir *Questions au Gouvernement* n° 296

Nouvelle-Calédonie

Voir *Allocutions et communications*, 4 ; 5 ; 7 ; 10 ; 20

1. – **Projet de loi portant suppression de la tutelle administrative et financière sur les communes de Nouvelle-Calédonie et extension de dispositions diverses relatives à ce territoire**, PRESENTÉE AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Louis Le Pensec, ministre des départements et territoires d'outre-mer (9 mai 1990) [n° 286 (89-90)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean-Pierre Tizon (10 octobre 1990) [n° 24 (90-91)] – Discussion (17 octobre 1990) – Adoption (17 octobre 1990) [n° 11].

NOUVEL INTITULE : « **Projet de loi portant suppression de la tutelle administrative et financière sur les communes de Nouvelle-Calédonie et dispositions diverses relatives à ce territoire** ».

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (18 octobre 1990) [n° 1654 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean-Pierre Michel (6 décembre 1990) [n° 1794 (9^e lég.)] – Discussion (12 décembre 1990) – Adoption (12 décembre 1990) [n° 423].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (13 décembre 1990) [n° 163 (90-91)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean-Pierre Tizon (18 décembre 1990) [n° 193 (90-91)] – Discussion (19 décembre 1990) – Adoption (19 décembre 1990) [n° 75].

PROMULGATION : Loi n° 90-1247 du 29 décembre 1990 (*J.O.* Lois et décrets du 3 janvier 1991).

Discussion (première lecture)

(17 octobre 1990) (p. 2848, 2877).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2848, 2860) : *MM. Louis Le Pensec, ministre des départements et territoires d'outre-mer ; Jean-Pierre Tizon, rapporteur de la commission des lois ; Henri Goetschy, Albert Ramassamy, Jean-Luc Mélenchon, Jean-Luc Bécart, Dick Ukeiwé.*

Accords de Matignon et d'Oudinot : *Le Pensec (Louis)* (p. 2848 ; 2860) ; *Mélenchon (Jean-Luc)* (p. 2852) ; *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 2850).

Actes administratifs : *Le Pensec (Louis)* (p. 2848) ; *Ukeiwé (Dick)* (p. 2857).

Agence de développement rural et d'aménagement foncier (Nouvelle-Calédonie) : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 2856) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 2849 ; 2860) ; *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 2850).

Alcoolisme : *Ukeiwé (Dick)* (p. 2858).

Alsace (région) : *Goetschy (Henri)* (p. 2851).

Autodétermination (droit à l') : *Ukeiwé (Dick)* (p. 2857).

Chambre territoriale des comptes de Nouméa : *Le Pensec (Louis)* (p. 2848) ; *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 2850).

Code des communes : *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 2850).

Colonialisme : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 2856).

Commission des finances (rapporteur spécial) : *Goetschy (Henri)* (p. 2851).

Communes (financement) : *Le Pensec (Louis)* (p. 2849 ; 2860) ; *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 2850) ; *Ukeiwé (Dick)* (p. 2857).

Communes (régime comptable) : *Le Pensec (Louis)* (p. 2849) ; *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 2850).

Congrès du territoire : *Le Pensec (Louis)* (p. 2859 ; 2860) ; *Mélenchon (Jean-Luc)* (p. 2855) ; *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 2850) ; *Ukeiwé (Dick)* (p. 2857).

Conseil d'Etat : *Le Pensec (Louis)* (p. 2848) ; *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 2850).

Culture : *Goetschy (Henri)* (p. 2851) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 2859).

Décentralisation : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 2856) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 2848 ; 2849).

Douanes : *Le Pensec (Louis)* (p. 2849) ; *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 2850) ; *Ukeiwé (Dick)* (p. 2858).

Education : *Ramassamy (Albert)* (p. 2852).

Enseignement : *Ukeiwé (Dick)* (p. 2858).

Fiscalité : *Le Pensec (Louis)* (p. 2859) ; *Mélenchon (Jean-Luc)* (p. 2855) ; *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 2851) ; *Ukeiwé (Dick)* (p. 2857).

Fonction publique territoriale : *Le Pensec (Louis)* (p. 2849 ; 2860) ; *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 2850) ; *Ukeiwé (Dick)* (p. 2858).

Formation professionnelle : *Le Pensec (Louis)* (p. 2849) ; *Ramassamy (Albert)* (p. 2852) ; *Ukeiwé (Dick)* (p. 2857).

Haut-commissaire de la République (TOM) : *Le Pensec (Louis)* (p. 2848 ; 2859) ; *Mélenchon (Jean-Luc)* (p. 2853).

Langues et cultures régionales : *Goetschy (Henri)* (p. 2851) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 2859).

Listes électorales : *Le Pensec (Louis)* (p. 2860) ; *Mélenchon (Jean-Luc)* (p. 2855).

Loi et règlement (domaines respectifs) : *Ukeiwé (Dick)* (p. 2857).

Mines et carrières : *Le Pensec (Louis)* (p. 2859).

Nouvelle-Calédonie (budget) : *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 2850).

Nouvelle-Calédonie (concertation) : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 2856) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 2848 ; 2849 ; 2860) ; *Mélenchon (Jean-Luc)* (p. 2855).

Nouvelle-Calédonie (provinces) : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 2856) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 2848) ; *Mélenchon (Jean-Luc)* (p. 2855) ; *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 2850).

Peuple canaque : *Bécart (Jean-Luc)* (p. 2856) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 2859) ; *Ramassamy (Albert)* (p. 2852).

Police municipale : *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 2851).

Polynésie française : *Goetschy (Henri)* (p. 2851).

Référendums : *Le Pensec (Louis)* (p. 2848 ; 2860) ; *Mélenchon (Jean-Luc)* (p. 2855) ; *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 2850).

Tourisme : *Le Pensec (Louis)* (p. 2859).

Urbanisme : *Le Pensec (Louis)* (p. 2849).

Wallis-et-Futuna : *Le Pensec (Louis)* (p. 2859) ; *Mélenchon (Jean-Luc)* (p. 2853 ; 2854).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2860 ; 2877) : *MM. Jean-Pierre Tizon, rapporteur ; Louis Le Pensec, ministre ; Dick Ukeiwé, Jean-Luc Mélenchon, Daniel Millaud, Henri Goetschy.*

TITRE PREMIER

SUPPRESSION DE LA TUTELLE ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE SUR LES COMMUNES DE NOUVELLE CALEDONIE ET EXTENSION DE DISPOSITIONS DIVERSES A CES COLLECTIVITES

Art. 1^{er} (*Suppression de la tutelle administrative et financière*) – Adopté (p. 2860).

Art. 2 (*Actualisation du code des communes*) (p. 2860).

Adopté : amendement n° 1 de la commission : obligation pour les maires des communes de plus de cinq mille habitants de mentionner sur la convocation l'ordre du jour de la séance du conseil municipal lors du renouvellement général des conseils municipaux (p. 2862).

Retiré : amendement n° 2 de la commission : abaissement de l'âge d'éligibilité aux fonctions de maire (p. 2862).

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 2862).

Art. 3 (*Suppression des articles du code des communes ainsi modifiés*) – Adopté (p. 2862).

Art. 4 (*Extension d'articles du code des communes*) – Adopté (p. 2862).

Art. 5 (*Sociétés d'économie mixte locales*) – Adopté (p. 2862).

Art. 6 (*Assainissement*) – Adopté (p. 2862).

Art. 7 (*Centres communaux d'action sociale*) – Adopté (p. 2863).

TITRE II

DISPOSITIONS BUDGETAIRES ET COMPTABLES RELATIVES AUX TERRITOIRES, AUX PROVINCES ET A LEURS ETABLISSEMENTS PUBLICS

Art. 8 (*Perception annuelle des contributions*) – Adopté (p. 2863).

Art. 9 (*Evaluation et autorisation préalable des dépenses nouvelles*) – Adopté (p. 2863).

Art. 10 (*Présentation du budget*) (p. 2863).

Retiré : amendement de suppression n° 11 de M. Dick Ukeiwé (p. 2863).

– L'article 10 est adopté (p. 2863).

Art. 11 (*Autorisations de programme*) (p. 2863).

Adopté : amendement rédactionnel n° 3 de la commission (p. 2863).

– L'article 11, ainsi modifié, est adopté (p. 2863).

Art. 12 (*Report de crédits*) – Adopté (p. 2864).

Art. 13 (*Fonds de concours*) – Adopté (p. 2864).

Art. 14 (*Budgets annexes*) – Adopté (p. 2864).

Art. 15 (*Garanties d'emprunt par le territoire*) – Adopté (p. 2864).

Art. 16 (*Préparation du budget*) – Adopté (p. 2864).

Art. 17 (*Vote des crédits*) – Adopté (p. 2864).

Art. 18 (*Annexes explicatives du projet de budget*) – Adopté (p. 2864).

Art. 19 (*Etats de créances irrécouvrables*) – Adopté (p. 2864).

Art. 20 (*Recouvrement des créances non fiscales*) – Adopté (p. 2864).

Art. 21 (*Validité et caractère libératoire du règlement*) – Adopté (p. 2864).

Art. 22 (*Arrêté des comptes*) – Adopté (p. 2864).

Art. 23 (*Etablissement du compte administratif*) – Adopté (p. 2864).

Art. 24 (*Dispositions applicables*) – Adopté (p. 2864).

Art. 25 (*Etablissement du projet de budget*) – Adopté (p. 2865).

Art. 26 (*Vote du projet de budget*) – Adopté (p. 2865).

Art. 27 (*Comptables des établissements publics*) (p. 2865).

Adopté : amendement rédactionnel n° 4 de la commission (p. 2865).

Retiré : amendement n° 14 de M. Dick Ukeiwé : possibilité pour les comptables spécialisés d'être nommés par le conseil d'administration des établissements publics (p. 2865).

– L'article 27, ainsi modifié, est adopté (p. 2865).

Art. 28 (*Etablissement du compte financier*) – Adopté (p. 2865).

Art. 29 (*Règles applicables aux établissements publics provinciaux*) (p. 2865).

Adopté : amendement n° 16 de M. Dick Ukeiwé : suppression des dispositions de l'article 26 et des alinéas de l'article 25 relatifs aux compétences de l'exécutif provincial (p. 2866).

– L'article 29, ainsi modifié, est adopté (p. 2866).

Art. 30 (*Règles applicables aux établissements publics territoriaux*) (p. 2866).

Adopté : amendement n° 17 de M. Dick Ukeiwé : application aux établissements publics à caractère administratif du territoire des dispositions du deuxième alinéa de l'article 56 qui traite de la matière budgétaire et de l'article 58 de la loi du 9 novembre 1988 (p. 2866).

– L'article 30, ainsi modifié, est adopté (p. 2866).

Art. 31 (*Contrôle budgétaire*) – Adopté (p. 2866).

Art. 32 (*Adaptation des textes à l'organisation des établissements publics*) (p. 2866).

Adopté : amendement n° 5 de la commission : soumission des établissements publics au contrôle budgétaire et au contrôle de légalité du Haut-commissaire de la République (p. 2866).

– L'article 32, ainsi modifié, est adopté (p. 2866).

Art. 33 (*Etablissements publics interprovinciaux*) (p. 2866).

Adopté : amendement n° 40 du Gouvernement : composition du conseil d'administration et possibilité pour des personnalités extérieures aux assemblées de province d'y siéger (p. 2867).

– L'article 33, ainsi modifié, est adopté (p. 2867).

Art. 34 (*Etablissements publics à caractère industriel et commercial*) – Adopté (p. 2867).

TITRE III

EXECUTION DES RECETTES ET DEPENSES PUBLIQUES

Art. 35 (*Exécution des produits*) – Adopté (p. 2867).

Art. 36 (*Recouvrement des autres créances*) – Adopté (p. 2867).

Art. 37 (*Exécution des recettes et dépenses hors du territoire*) – Adopté (p. 2867).

Art. 38 (*Prescription*) – Adopté (p. 2867).

TITRE IV

RESPONSABILITE DES COMPTABLES

Art. 39 (*Pièces justificatives*) – Adopté (p. 2867).

Art. 40 (*Gestion de fait*) – Adopté (p. 2867).

TITRE V

DEVELOPPEMENT RURAL ET AMENAGEMENT FONCIER

Art. 41 (*Institution d'un droit de préemption de l'Agence du développement rural et d'aménagement foncier, ADRAF*) (p. 2867).

Adopté : amendement rédactionnel n° 6 de la commission (p. 2867).

– L'article 41, ainsi modifié, est adopté (p. 2867).

Art. 42 (*Exercice du droit de préemption*) – Adopté (p. 2867).

Art. 43 (*Expertise du tribunal en cas d'offre trop élevée*) – Adopté (p. 2868).

Art. 44 (*Opérations soustraites au droit de préemption*) (p. 2868).

Adopté : amendement rédactionnel n° 7 de la commission (p. 2868).

– L'article 44, ainsi modifié, est adopté (p. 2868).

TITRE VI

INTEGRATION DES FONCTIONNAIRES DU CADRE DE COMPLEMENT DES DOUANES DE NOUVELLE-CALEDONIE

Art. 45 (*Intégration des agents territoriaux des douanes dans les corps métropolitains des services extérieurs des douanes*) (p. 2868).

Adopté : amendement n° 8 de la commission : suppression de la mention « et dépendances » abrogée en 1988 et conditions du maintien de ces agents sur le territoire (p. 2868).

– L'article 45, ainsi modifié, est adopté (p. 2868).

Après l'art. 45 (p. 2868).

Adoptés : amendements de M. Dick Ukeiwé, n° 22 : insertion d'une division additionnelle ainsi rédigée : « TITRE VI ter « Dispositions relatives aux infractions à la réglementation de la chasse » (p. 2870) – N° 23 : extension au territoire de la Nouvelle-Calédonie des peines accessoires en matière de chasse définies par le code rural (p. 2870) – Et n° 24 : homologation d'une délibération de l'assemblée territoriale réglementant la mise en vente, la vente, l'achat, le transport, le colportage et l'exportation du gibier et des animaux de même espèce que les différentes sortes de gibier né et élevé en captivité (p. 2870).

Retirés : amendements identiques n° 18 de M. Dick Ukeiwé et n° 28 de M. Jean-Luc Mélenchon : insertion d'une division additionnelle ainsi rédigée : « TITRE VI bis « Dispositions relatives à la prévention et à la répression de la conduite d'un véhicule en état alcoolique » (p. 2869) – Amendements de M. Jean-Luc Mélenchon, n° 34 : insertion d'une division additionnelle ainsi rédigée : « TITRE... « Sociétés coopératives agricoles » (p. 2872) – N° 35 : extension au territoire de Nouvelle-Calédonie des dispositions du code rural relatives aux sociétés coopératives agricoles (p. 2872) – Et n° 38 : extension au territoire de Nouvelle-Calédonie des dispositions du code rural relatives aux coopératives agricoles et plus particulièrement au rôle du Haut-commissaire de la République dans ce domaine (p. 2872).

– Trois articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 2878).

TITRE VII

DISPOSITIONS FINALES

Avant l'art. 46 (p. 2872).

Adopté : amendement n° 25 de M. Dick Ukeiwé : élaboration par les autorités compétentes des territoires du nouveau statut des personnels des services communaux (p. 873).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2873).

Art. 46 (*Adjonction de magistrats judiciaires à la chambre territoriale des comptes*) – Adopté (p. 2873).

Avant l'art. 47 (p. 2873).

Retiré : amendement n° 26 de M. Dick Ukeiwé : élaboration par le Congrès du territoire du statut du cadre territorial de l'enseignement secondaire et technique (p. 2873).

Art. 47 (*Adaptations terminologiques*) – Adopté (p. 2873).

Après l'art. 47 (p. 2873).

Adopté : amendement n° 39 du Gouvernement, retiré puis repris par M. Jean-Luc Mélenchon sous le n° 36 : application dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie de la loi du 17 juillet 1978 améliorant les relations entre l'administration et le public et de la loi du 11 juillet 1979 relative à la motivation des actes administratifs (p. 2874).

Retiré : amendement n° 37 de M. Jean-Luc Mélenchon : substitution du terme de chef de division administrative à celui de commissaire délégué de la République (p. 2875).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2873).

Art. 48 (*Codification des textes relatifs au territoire*) – Adopté (p. 2875).

Art. 49 (*Abrogation des règles comptables de 1912*) – Adopté (p. 2875).

Art. 50 (*Décrets d'application*) – Adopté (p. 2875).

Après l'art. 50 (p. 2875).

Retiré : amendement n° 27 de M. Henri Goetschy : compétence du territoire en matière de programmes radiophoniques et audiovisuels en langue régionale et dans le domaine de l'enseignement des langues et cultures régionales (p. 2876).

Intitulé du projet de loi (p. 2876).

Adopté : amendement n° 9 de la commission : « projet de loi portant suppression de la tutelle administrative et financière sur les communes de Nouvelle-Calédonie et dispositions diverses relatives à ce territoire » (p. 2876).

– L'intitulé du projet de loi, ainsi modifié, est adopté (p. 2876).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2876, 2877) : MM. Sosefo Makapé Papilio, Emmanuel Hamel, Jean-Luc Mélen-

chon, Jean-Marie Girault, Louis Virapoullé ; intervention de M. Louis Le Pensec, ministre.

Adoption (17 octobre 1990) (p. 2877).

Discussion (deuxième lecture)

(19 décembre 1990) (p. 5344, 5346).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5344, 5345) : MM. Jean-Pierre Tizon, rapporteur de la commission des lois ; Louis Le Pensec, ministre des départements et territoires d'outre-mer.

Amendements : *Le Pensec (Louis)* (p. 5345).

Code rural : *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 5344).

Collectivités territoriales d'outre-mer : *Le Pensec (Louis)* (p. 5345).

Communes : *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 5344).

Coopératives agricoles : *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 5344).

Décentralisation : *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 5344).

Douanes : *Le Pensec (Louis)* (p. 5345).

Droit pénal : *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 5344).

Fiscalité locale : *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 5344).

Fonction publique territoriale : *Le Pensec (Louis)* (p. 5345).

Sociétés coopératives ouvrières de production (SCOP) : *Tizon (Jean-Pierre)* (p. 5344).

II – DISCUSSION DES ARTICLES

 (p. 5345, 5346)

Art. 2 – Adopté (p. 5345).

Art. 24 et 25, 29 et 30 – Adoptés (p. 5346).

Art. 32 – Supprimé par l'Assemblée nationale (p. 5346).

Art. 45 – Adopté (p. 5346).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 5346) : MM. Emmanuel Hamel, Michel Darras.

Adoption (19 décembre 1990) (p. 5346).

O

Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA)

Voir *Réfugiés et apatrides*, 1

Office national des forêts (ONF)

Voir *Chasse*, 1

Ordre du jour du Sénat

Voir *Motions d'ordre (procédure parlementaire)*, 1
Rappels au règlement, 1 ; 16 ; 36 ; 37 ; 38 ; 48

1. – **Conférence des présidents** : observation de M. Ernest Cartigny concernant l'organisation des travaux du Sénat et intervention de Mme Danielle Bidard-Reydet relative aux grèves des centres de sécurité sociale (2 octobre 1990) (p. 2390) – M. Ernest Cartigny, Mme Danielle Bidard-Reydet, M. Alain Poher, président du Sénat.

2. – **Conférence des présidents** : protestation de M. Jean-Pierre Fourcade contre l'organisation des débats et les interruptions prévues pour l'examen du projet de loi relatif à la lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme (11 octobre 1990) (p. 2659, 2660) –

MM. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales ; Maurice Schumann, président de la commission des affaires culturelles ; Paul Souffrin, Claude Evin, ministre des affaires sociales et de la solidarité ; Michel Dreyfus-Schmidt, vice-président du Sénat, président de séance ; Jean Chérioux ; Charles Descours.

3. – **Conférence des présidents** : observation de M. Etienne Dailly concernant l'incidence sur l'organisation des travaux du Sénat d'une émission télévisée au sein de l'hémicycle le 24 novembre 1990, lors de l'examen du projet de loi de finances (8 novembre 1990) (p. 3227, 3231) – MM. Etienne Dailly, Christian Poncelet, Guy Allouche, Jean Chamant, vice-président du Sénat, président de séance .

Ordre public

Voir *Questions au Gouvernement* n° 276 ; n° 278 ; n° 285

Organisation des Nations Unies (ONU)

Voir *Questions au Gouvernement* n° 286
Rappels au règlement, 62

Organisations syndicales

Voir *Rappels au règlement*, 6
Travail, 1

P

Pacifique sud (zone)

Voir *Traités et conventions*, 8

Parfums et cosmétiques

1. – **Projet de loi modifiant certaines dispositions du Livre V du code de la santé publique relatives aux produits cosmétiques**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Claude Evin, ministre de la solidarité (26 avril 1989) [n° 268 (88-89)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. José Balarello (13 juin 1990) [n° 381 (89-90)].

Paris

Voir *Police*, 1
Questions orales sans débat n° 218

Parlement

Voir *Elections*, 2
Entreprises, 1
Lois de finances, 1, Rapport annuel de la Cour des comptes
Politique économique et sociale, 1
Rappels au règlement, 7 ; 55 ; 59

1. – **Proposition de loi tendant à modifier l'article 6 bis de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires**, PRESENTEE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, par M. Charles Josselin, député (3 avril 1989) [n° 549 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Alain Lamassoure (6 avril 1989) [n° 559 (9^e lég.)] – Discussion (11 avril 1989) – Adoption (11 avril 1989) [n° 76].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (11 avril 1989) [n° 246 (88-89)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Paul Girod (commun avec celui de la proposition de loi de M. Jacques Genton, sénateur, n° 115 (88-89) – Parlement 2) (20 avril 1989) [n° 262 (88-89)] – Discussion (27 avril 1989) (voir Table des matières 1989 – Parlement 2) – Adoption (27 avril 1989) [n° 66].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (28 avril 1989) [n° 642 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Alain Lamassoure (10 mai 1989) [n° 675 (9^e lég.)] – Discussion (16 mai 1989) – Adoption (16 mai 1989) [n° 94].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (16 mai 1989) [n° 304 (88-89)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Paul Girod (7 juin 1989) [n° 355 (88-89)] – Discussion (14 juin 1989) (Voir Table des matières 1989 – Parlement 2) – Adoption (14 juin 1989) [n° 95].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (TROISIEME LECTURE) (15 juin 1989) [n° 775 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Alain Lamassoure (23 juin 1989) [n° 820 (9^e lég.)] – Discussion (29 juin 1989) – Adoption (29 juin 1989) [n° 143].

TRANSMISSION AU SENAT (TROISIEME LECTURE) (29 juin 1989) [n° 442 (88-89)] – Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Michel Sapin (10 avril 1990) [n° 1224 (9^e lég.)] – Discussion (17 avril 1990) – Adoption (17 avril 1990) [n° 267].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Paul Masson (10 avril 1990) [n° 229 (89-90)] – Discussion (24 avril 1990) – Adoption (24 avril 1990) [n° 87].

PROMULGATION : Loi n° 90-385 du 10 mai 1990 (*J.O. Lois et décrets* du 11 mai 1990).

Discussion (commission mixte paritaire)

(24 avril 1990) (p. 480, 483).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 480, 483) : *MM. Paul Masson, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Jacques Pelletier, ministre de la coopération et du développement ; Gérard Othily, Louis Virapoullé.*

Acte unique européen : *Masson (Paul)* (p. 481) ; *Othily (Georges)* (p. 482).

Commissions parlementaires : *Masson (Paul)* (p. 481).

Délégations parlementaires pour les communautés européennes : *Masson (Paul)* (p. 480, 481) ; *Othily (Georges)* (p. 482) ; *Pelletier (Jacques)* (p. 481) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 482).

Départements d'outre-mer (DOM) : *Othily (Georges)* (p. 482) ; *Pelletier (Jacques)* (p. 482) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 482).

Droit communautaire : *Masson (Paul)* (p. 481).

Parlement (information) : *Pelletier (Jacques)* (p. 482).

Parlement (rôle) : *Masson (Paul)* (p. 481).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 483)

Art. 5 et 7 (p. 483).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 483) : *MM. Jean Garcia, Jacques Genton.*

Adoption (p. 483).

2. – **Proposition de loi constitutionnelle tendant à améliorer l'efficacité de la procédure législative**, PRESENTEE AU SENAT, par M. Jacques Larché, sénateur (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 22 décembre 1989 – 30 janvier 1990) [n° 179 (89-90)] – Renvoi à la commission des lois.

3. – **Proposition de résolution tendant à modifier les articles 16, 21, 48 et 70 du règlement du Sénat et tendant à insérer dans celui-ci un article 42 bis et un article 56 bis A**, PRESENTEE AU SENAT, par MM. Henri de Raincourt, Guy Allouche et Gérard Larcher, sénateurs (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 22 décembre 1989 – 20 mars 1990) [n° 195 (89-90)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jacques Larché (27 juin 1990) [n° 433 (89-90)] – Discussion (3 et 4 octobre 1990) – Adoption (4 octobre 1990) [n° 4].

NOUVEL INTITULE : « **Proposition de résolution tendant à modifier les articles 16, 24, 29 et 48 du règlement du Sénat et à introduire dans celui-ci des articles 47 ter, 47 quater, 47 quinquies, 47 sexies, 47 septies, 47 octies, 47 nonies et 56 bis A** ».

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision 90-278 DC du 7 novembre 1990 (*J. O. Lois et décrets* du 9 novembre 1990) qui déclare partiellement conforme la proposition de résolution sur le règlement du Sénat.

Discussion des conclusions du rapport

(3 octobre 1990) (p. 2437, 2452) ; (4 octobre 1990) (p. 2459, 2471 ; p. 2489, 2514).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2437, 2452) : *MM. Jacques Larché, président et rapporteur de la commission des lois ; Henri de Raincourt, Jean Arthuis, Charles Lederman, Guy Allouche, Michel Dreyfus-Schmidt.*

Absentéisme : *Allouche (Guy)* (p. 2448) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 2451) ; *Lederman (Charles)* (p. 2445 ; 2446 ; 2447).

Acte unique européen : *Lederman (Charles)* (p. 2444).

Amendements : *Allouche (Guy)* (p. 2449) ; *Arthuis (Jean)* (p. 2443) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 2451) ; *Larché*

(*Jacques*) (p. 2439); *Lederman (Charles)* (p. 2445; 2446; 2447; 2449); *Raincourt (Henri de)* (p. 2441; 2442).

Assemblée nationale : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 2451).

Bicaméralisme : *Raincourt (Henri de)* (p. 2441).

Bureau du Sénat : *Arthuis (Jean)* (p. 2443); *Larché (Jacques)* (p. 2437); *Lederman (Charles)* (p. 2445); *Raincourt (Henri de)* (p. 2440).

Cabinets ministériels : *Lederman (Charles)* (p. 2444).

Chômage : *Lederman (Charles)* (p. 2447).

Collectivités territoriales : *Raincourt (Henri de)* (p. 2440).

Commission des Communautés européennes : *Lederman (Charles)* (p. 2446).

Commissions parlementaires : *Allouche (Guy)* (p. 2449); *Arthuis (Jean)* (p. 2443; 2444); *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 2450); *Larché (Jacques)* (p. 2437; 2438; 2439); *Lederman (Charles)* (p. 2445; 2447); *Raincourt (Henri de)* (p. 2440; 2441).

Commissions mixtes paritaires (CMP) : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 2451).

Communauté économique européenne (CEE) : *Arthuis (Jean)* (p. 2444).

Communautés européennes : *Raincourt (Henri de)* (p. 2440).

Communication audiovisuelle : *Allouche (Guy)* (p. 2448); *Arthuis (Jean)* (p. 2442).

Conférence des présidents : *Allouche (Guy)* (p. 2449); *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 2451); *Larché (Jacques)* (p. 2438).

Conseil constitutionnel : *Arthuis (Jean)* (p. 2443); *Larché (Jacques)* (p. 2437; 2439); *Raincourt (Henri de)* (p. 2442).

Conseil de sécurité des Nations unies : *Larché (Jacques)* (p. 2438).

Conseil des ministres : *Arthuis (Jean)* (p. 2443).

Conseil d'Etat : *Lederman (Charles)* (p. 2444).

Constitution : *Allouche (Guy)* (p. 2448; 2449); *Arthuis (Jean)* (p. 2442); *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 2450); *Larché (Jacques)* (p. 2437; 2438; 2439); *Lederman (Charles)* (p. 2447); *Raincourt (Henri de)* (p. 2440; 2441).

Constitution (révision) : *Arthuis (Jean)* (p. 2443).

Décentralisation : *Allouche (Guy)* (p. 2449); *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 2450); *Raincourt (Henri de)* (p. 2440; 2441).

Démocratie : *Allouche (Guy)* (p. 2449); *Arthuis (Jean)* (p. 2446); *Larché (Jacques)* (p. 2438; 2440); *Lederman (Charles)* (p. 2444).

Démocratie (parlementaire) : *Arthuis (Jean)* (p. 2442); *Raincourt (Henri de)* (p. 2440; 2441).

Droit et temps de parole (procédure parlementaire) : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 2451).

Elus locaux : *Allouche (Guy)* (p. 2449); *Raincourt (Henri de)* (p. 2441).

Europe : *Arthuis (Jean)* (p. 2446); *Raincourt (Henri de)* (p. 2441).

Gouvernement : *Allouche (Guy)* (p. 2449); *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 2450); *Larché (Jacques)* (p. 2439); *Lederman (Charles)* (p. 2447); *Raincourt (Henri de)* (p. 2440; 2441; 2442).

Groupes politiques : *Allouche (Guy)* (p. 2449); *Arthuis (Jean)* (p. 2443); *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 2451); *Larché (Jacques)* (p. 2437; 2438); *Lederman (Charles)* (p. 2449); *Raincourt (Henri de)* (p. 2440; 2442).

Initiative législative : *Allouche (Guy)* (p. 2448); *Lederman (Charles)* (p. 2444; 2445; 2446); *Raincourt (Henri de)* (p. 2441).

Lois (application) : *Larché (Jacques)* (p. 2438; 2439).

Lois (contrôle de la constitutionnalité) : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 2451).

Mandats électoraux : *Allouche (Guy)* (p. 2448); *Arthuis (Jean)* (p. 2444); *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 2450); *Raincourt (Henri de)* (p. 2441).

Mandats parlementaires : *Arthuis (Jean)* (p. 2443).

Ordre du jour des assemblées parlementaires : *Allouche (Guy)* (p. 2449); *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 2450); *Lederman (Charles)* (p. 2447); *Raincourt (Henri de)* (p. 2440; 2442).

Parlement : *Allouche (Guy)* (p. 2448; 2449); *Arthuis (Jean)* (p. 2442; 2443; 2444); *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 2450); *Larché (Jacques)* (p. 2439); *Lederman (Charles)* (p. 2445; 2446); *Raincourt (Henri de)* (p. 2440).

Parlement (droits) : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 2450); *Lederman (Charles)* (p. 2444; 2445; 2446).

Parlement (rôle) : *Lederman (Charles)* (p. 2447).

Présidence des assemblées parlementaires : *Allouche (Guy)* (p. 2448); *Arthuis (Jean)* (p. 2442; 2443); *Larché (Jacques)* (p. 2437); *Lederman (Charles)* (p. 2447); *Raincourt (Henri de)* (p. 2440).

Presse : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 2450); *Larché (Jacques)* (p. 2439).

Procédure parlementaire : *Allouche (Guy)* (p. 2448); *Arthuis (Jean)* (p. 2442); *Larché (Jacques)* (p. 2438); *Lederman (Charles)* (p. 2444; 2447); *Raincourt (Henri de)* (p. 2441; 2442).

Publicité : *Arthuis (Jean)* (p. 2443; 2444); *Larché (Jacques)* (p. 2439).

Quorum (procédure parlementaire) : *Lederman (Charles)* (p. 2446).

Radiodiffusion et télévision : *Arthuis (Jean)* (p. 2443); *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 2450).

Scrutins : *Allouche (Guy)* (p. 2449); *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 2451); *Lederman (Charles)* (p. 2447); *Raincourt (Henri de)* (p. 2442).

Séances des assemblées parlementaires : *Allouche (Guy)* (p. 2449); *Arthuis (Jean)* (p. 2443; 2444); *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 2450); *Larché (Jacques)* (p. 2438; 2439); *Lederman (Charles)* (p. 2446); *Raincourt (Henri de)* (p. 2441).

Sessions parlementaires ordinaires : *Allouche (Guy)* (p. 2448); *Arthuis (Jean)* (p. 2443); *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 2450; 2451); *Raincourt (Henri de)* (p. 2440).

Sondages et enquêtes : *Arthuis (Jean)* (p. 2442).

Souveraineté nationale : *Lederman (Charles)* (p. 2446).

Urgence (procédure parlementaire) : *Raincourt (Henri de)* (p. 2442).

Vote personnel : *Allouche (Guy)* (p. 2448); *Arthuis (Jean)* (p. 2443); *Raincourt (Henri de)* (p. 2442).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2459, 2471; 2489, 2514) : *Mme Hélène Luc*, *MM. Charles Lederman*, *Jacques Larché*, président et rapporteur de la commission des lois; *Guy Allouche*, *Jacques Habert*, *Etienne Dailly*, *René-Georges Laurin*, *Jean Arthuis*, *Michel Dreyfus-Schmidt*, *Louis Virapoullé*, *Gérard Larcher*, *Emmanuel Hamel*, *Henri de Raincourt*, *Philippe de Bourgoing*, *Michel Darras*.

Avant l'art. 1^{er} (p. 2459).

Rejetés : amendements de *Mme Hélène Luc*, soutenus par *M. Charles Lederman*, n° 3 : élévation de quatre à cinq du nombre de vice-présidents du Sénat (p. 2460) – N° 4 : application de la règle de la représentation proportionnelle, de manière à garantir à chaque groupe une représentation minimum lorsqu'il y a lieu de procéder aux nominations prévues aux articles 3, alinéa 9, 8, 9, 10 et 105 du règlement du Sénat (p. 2461) – Et de coordination n° 5 (p. 2462).

Art. 1^{er} (*Communication à la presse des travaux d'une commission*) – Adopté (p. 2462).

Après l'art. 1^{er} (p. 2462).

Rejeté : amendement n° 6 de Mme Hélène Luc, soutenu par M. Charles Lederman : discussion en commission de toute proposition de loi dans un délai maximum de trois mois après son dépôt sur le Bureau du Sénat (p. 2466).

Retiré : sur l'amendement précité n° 6 de Mme Hélène Luc, sous-amendement n° 25 de M. Etienne Dailly (p. 2466).

Art. 2 (Publicité des travaux des commissions) – Adopté (p. 2466).

Après l'art. 2 (p. 2466).

Rejeté : amendement n° 7 de Mme Hélène Luc, soutenu par M. Charles Lederman : assurance de la discussion minimum d'une proposition de loi en séance publique, à chaque session ordinaire, pour chacun des groupes politiques (p. 2466).

Art. 3 (Accroissement du rôle législatif préparatoire des commissions) (p. 2466).

Parole sur l'article (p. 2466) : M. Charles Lederman.

Rejeté : amendement de suppression n° 10 de Mme Hélène Luc, soutenu par M. Charles Lederman (p. 2469).

ART. 47 TER DU RÈGLEMENT DU SÉNAT (p. 2469).

– L'article 47 ter du règlement du Sénat est adopté.

ART. 47 QUATER (p. 2469).

Rejetés : amendements de Mme Hélène Luc, soutenus par M. Charles Lederman, n° 11 : délai de huit jours francs pour l'organisation d'un vote sans débat (p. 2469) – Et n° 12 : suspension du débat et saisine immédiate du Conseil constitutionnel par le président du Sénat lorsque le Gouvernement souève une exception d'irrecevabilité fondée sur l'article 41 de la Constitution (p. 2471).

– L'article 47 quater du règlement du Sénat est adopté (p. 2471).

ART. 47 QUINQUIES (p. 2480).

Adopté : amendement n° 1 de M. Henri de Raincourt : obligation pour le texte mis aux voix dans le cadre d'un vote sans débat, en séance publique, de comprendre tous les amendements adoptés par la commission et de reproduire en annexe du rapport écrit les amendements non retenus par elle (p. 2496).

– L'article 47 quinquies du règlement du Sénat, dans la rédaction de l'amendement n° 1, est adopté (p. 2496).

ART. 47 SEXIES (p. 2497).

Rejetés : amendements de Mme Hélène Luc, soutenus par M. Charles Lederman, n° 13 : élévation de cinq à dix minutes du temps de parole attribué aux intervenants en cas de débats restreints (p. 2497) – Et n° 14 : élévation de cinq à dix minutes du temps de parole accordé au représentant de chaque groupe avant le vote sur l'ensemble (p. 2497).

– L'article 47 sexies du règlement du Sénat est adopté (p. 2497).

ART. 47 SEPTIES (p. 2497).

Rejeté : amendement n° 15 de Mme Hélène Luc, soutenu par M. Charles Lederman : conversion de plein droit du vote sans débat en vote avec débat restreint lorsque le Gouvernement le demande au plus tard huit jours avant la date prévue pour le vote du texte en séance publique (p. 2498).

– L'article 47 septies du règlement du Sénat est adopté (p. 2498).

ART. 47 OCTIES (p. 2498).

Rejeté : amendement n° 16 de Mme Hélène Luc, soutenu par M. Charles Lederman : attribution de la compétence au président de groupe, pour proposer une exception d'irrecevabilité, une question préalable, une motion ou une demande de priorité sur les projets ou propositions pour lesquels le vote sans débat ou après débat restreint a été décidé (p. 2498).

– L'article 47 octies du règlement du Sénat est adopté (p. 2498).

ART. 47 NONIES (p. 2498).

Rejeté : amendement n° 17 de Mme Hélène Luc, soutenu par M. Charles Lederman : énumération des projets ou propositions de loi qui ne pourront en aucun cas faire l'objet d'une procédure abrégée (p. 2501).

– L'article 47 nonies du règlement du Sénat est adopté (p. 2501).

– L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 2501).

Art. 4 (Publication des débats de la commission) (p. 2501).

Adopté : amendement n° 20 de Mme Hélène Luc, soutenu par M. Charles Lederman : vote d'un texte ne faisant pas l'objet d'un débat ne pouvant intervenir avant le cinquième jour qui suit la publication au Journal officiel du compte rendu intégral des débats de la commission (p. 2503).

Rejeté : amendement n° 18 de Mme Hélène Luc, soutenu par M. Charles Lederman : publication au Journal officiel du compte rendu intégral des débats de la commission lorsqu'elle a procédé à l'examen d'un texte faisant l'objet d'un vote sans débat ou avec débat restreint (p. 2503).

Retiré : amendement n° 23 de M. Jean Arthuis : possibilité pour le public d'assister aux travaux d'une commission lorsqu'elle est appelée à examiner un projet ou une proposition de loi faisant l'objet d'un vote sans débat (p. 2503).

– L'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 2503).

Après l'art. 4 (p. 2504).

Rejetés : amendements de Mme Hélène Luc, soutenus par M. Charles Lederman, n° 8 : présence obligatoire dans l'hémicycle de la majorité absolue du nombre des membres composant le Sénat pour la validité des votes (p. 2507) – Et n° 9 : constatation du nombre des présents par le Bureau du Sénat à la demande d'un président de groupe (p. 2508).

Art. 5 (Conditions d'examen des projets et propositions de loi) – Adopté (p. 2508).

Art. 6 (Lecture des conclusions de la conférence des présidents) – Adopté (p. 2508).

Art. 7 (Modification de l'ordre du jour) – Adopté (p. 2508).

Art. 8 (Exercice du droit d'amendement) – Adopté (p. 2508).

Art. 9 (Exception d'irrecevabilité soulevée à l'encontre des articles additionnels) – Adopté (p. 2508).

Art. 10 (Vote sur l'ensemble d'un texte soumis à la procédure du vote sans débat) (p. 2508).

Rejeté : amendement de suppression n° 21 de Mme Hélène Luc, soutenu par M. Charles Lederman (p. 2509).

Retirés : amendement n° 24 de M. Jean Arthuis : possibilité pour la Conférence des présidents avec l'accord du Gouvernement de décider que le vote sur l'ensemble d'un ou plusieurs textes de loi aura lieu par scrutin public au cours d'une même séance (p. 2509) – Amendement n° 2 de M. Henri de Raincourt : possibilité pour la Conférence des présidents de décider du lieu du vote du scrutin public (p. 2510).

– L'article 10 est adopté (p. 2510).

Intitulé de la proposition de résolution (p. 2510).

Adoptée : proposition de la commission : « Proposition de résolution tendant à modifier les articles 16, 24, 29 et 48 du règlement du Sénat et à introduire dans celui-ci des articles 47 ter, 47 quater, 47 quinquies, 47 sexies, 47 septies, 47 octies, 47 nonies et 56 bis A » (p. 2510).

– L'intitulé de la proposition de résolution, ainsi modifié, est adopté (p. 2510).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2510, 2514) : MM. Michel Darras, Emmanuel Hamel, Gérard Larcher, Mme

Hélène Luc, MM. Etienne Dailly, Henri de Raincourt, Jean Arthuis.

Scrutin public n° 8 (p. 2514).

Adoption (4 octobre 1990) (p. 2514).

4. – **Proposition de loi constitutionnelle tendant à améliorer la procédure législative**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Marcel Rudloff, sénateur, et plusieurs de ses collègues (24 avril 1990) [n° 254 (89-90)] – Renvoi à la commission des lois.

5. – **Proposition de résolution tendant à modifier l'article 29 du Règlement du Sénat et tendant à insérer dans celui-ci, après l'article 83, une division relative aux questions orales européennes avec débat**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jacques Genton, sénateur, et plusieurs de ses collègues (2 mai 1990) [n° 274 (89-90)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Daniel Hoeffel (28 novembre 1990) [n° 107 (90-91)] – Discussion (13 décembre 1990) – Adoption (13 décembre 1990) [n° 56].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 90-282 DC du 8 janvier 1991 (*J.O. Lois et décrets* du 12 janvier 1991) qui déclare conforme à la Constitution la proposition de résolution.

Discussion des conclusions du rapport

(13 décembre 1990) (p. 5034, 5041).

I – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 5034, 5040) : *MM. Daniel Hoeffel, rapporteur de la commission des lois; Jacques Genton, président de la délégation pour les Communautés européennes; Xavier de Villepin, Charles Lederman.*

Acte unique européen : *Lederman (Charles)* (p. 5037).

Allemagne (réunification) : *Lederman (Charles)* (p. 5039).

Alliance atlantique : *Lederman (Charles)* (p. 5038 ; 5039).

Communauté économique européenne (CEE) : *Villepin (Xavier de)* (p. 5036).

Cour de justice des Communautés européennes (CJCE) : *Lederman (Charles)* (p. 5038).

Délégation parlementaire du Sénat pour les Communautés européennes : *Hoeffel (Daniel)* (p. 5035 ; 5039).

Droit communautaire : *Lederman (Charles)* (p. 5037 ; 5038).

Europe (sociale) : *Lederman (Charles)* (p. 5039).

Parlement européen : *Genton (Jacques)* (p. 5036).

Parlement (information) : *Hoeffel (Daniel)* (p. 5039) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 5037).

Parlement (rôle) : *Lederman (Charles)* (p. 5037 ; 5038 ; 5039).

Questions orales avec débat (Europe) : *Genton (Jacques)* (p. 5035 ; 5036) ; *Hoeffel (Daniel)* (p. 5035 ; 5039) ; *Lederman (Charles)* (p. 5037) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 5037).

Règlement du Sénat : *Genton (Jacques)* (p. 5035) ; *Hoeffel (Daniel)* (p. 5035) ; *Lederman (Charles)* (p. 5037) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 5037).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5040, 5041) : *MM. Charles Lederman, Jacques Genton, président de la délégation.*

Art. 1^{er} (*Participation du président de la délégation pour les Communautés européennes aux travaux de la Conférence des présidents*) (p. 5040).

Explications de vote sur l'article (p. 5040) : *M. Charles Lederman.*

– L'article 1^{er} est adopté (p. 5040).

Art. 2 (*Institution des questions orales européennes avec débat*) (p. 5040).

Retiré : amendement n° 1 de M. Jacques Genton : intervention d'un membre du Parlement européen dans le débat (p. 5041).

Devenu sans objet : amendement n° 2 de M. Jacques Genton : organisation de l'intervention d'un membre du Parlement européen dans le débat (p. 5041).

Explications de vote sur l'article (p. 5041) : *M. Charles Lederman.*

– L'article 2 est adopté (p. 5041).

Explication de vote sur l'ensemble (p. 5041) : *M. Emmanuel Hamel.*

Scrutin public n° 63 (p. 5041).

Adoption (13 décembre 1990) (p. 5041).

6. – **Proposition de loi constitutionnelle tendant à allonger la seconde session ordinaire du Parlement**, PRESENTÉE AU SENAT, par MM. Bernard Laurent et Jean Arthuis, sénateurs (1^{er} juin 1990) [n° 341 (89-90)] – Renvoi à la commission des lois.

7. – **Proposition de loi tendant au contrôle parlementaire des projets de règlements et de directives du conseil des communautés européennes**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Charles Pasqua, sénateur, et plusieurs de ses collègues (3 décembre 1990) [n° 116 (90-91)] – Renvoi à la commission des lois.

8. – **Proposition de loi organique tendant à interdire le cumul de certaines fonctions électives par les députés et par les sénateurs**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Paul Lorient, sénateur, et plusieurs de ses collègues (15 décembre 1990) [n° 179 (90-91)] – Renvoi à la commission des lois.

9. – **Proposition de loi tendant à interdire le cumul de certaines fonctions électives avec le mandat de représentant à l'Assemblée des Communautés européennes et relative aux garanties accordées à ces fonctions électives**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Paul Lorient, sénateur, et plusieurs de ses collègues (15 décembre 1990) [n° 180 (90-91)] – Renvoi à la commission des lois.

Participation des salariés

1. – **Projet de loi modifiant l'ordonnance du 21 octobre 1986 relative à l'intéressement et à la participation des salariés aux résultats de l'entreprise et à l'actionnariat des salariés et introduisant dans le code du travail les dispositions de cette ordonnance relatives à l'intéressement et à la participation**, PRESENTÉE AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail (15 mai 1990) [n° 297 (89-90)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Jean Chérioux (20 juin 1990) [n° 403 (89-90)] – Urgence – Discussion (25 juin 1990) – Adoption (25 juin 1990) [n° 141].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (PREMIÈRE LECTURE) (25 juin 1990) [n° 1509 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Alfred Recours (2 octobre 1990) [n° 1601 (9^e lég.)] – Discussion (4 octobre 1990) – Rejet (4 octobre 1990) [n° 374].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIÈME LECTURE) (5 octobre 1990) [n° 11 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLÉE NATIONALE) ; rapport de M. Alfred Recours (15 octobre 1990) [n° 1647 (9^e lég.)] – Discussion (15 octobre 1990) – Adoption (15 octobre 1990) [n° 383].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. François Delga (16 octobre 1990) [n° 35 (90-91)] – Discussion (31 octobre 1990) – Adoption (31 octobre 1990) [n° 30].

PROMULGATION : Loi n° 90-1002 du 7 novembre 1990 (*J.O. Lois et décrets* du 11 novembre 1990).

Discussion (première lecture)

(25 juin 1990) (p. 2050, 2066).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2050, 2060) : *MM. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail ; Jean Chérioux, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Xavier de Villepin, Jacques Bellanger, Robert Vizet, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales.*

Actionnariat des salariés : *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 2059).

Chômage : *Bellanger (Jacques)* (p. 2056).

Code du travail : *Chérioux (Jean)* (p. 2054) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 2051) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 2055) ; *Vizet (Robert)* (p. 2058).

Conseil économique et social : *Chérioux (Jean)* (p. 2053).

Droit du travail : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 2060).

Emploi précaire : *Vizet (Robert)* (p. 2057).

Emplois (créations et suppressions) : *Vizet (Robert)* (p. 2056).

Entreprises : *Bellanger (Jacques)* (p. 2055 ; 2056) ; *Chérioux (Jean)* (p. 2054) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 2051 ; 2052).

Épargne des salariés : *Bellanger (Jacques)* (p. 2056) ; *Chérioux (Jean)* (p. 2053) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 2050).

Intéressement des salariés : *Chérioux (Jean)* (p. 2052 ; 2053 ; 2059) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 2051 ; 2052 ; 2059) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 2055) ; *Vizet (Robert)* (p. 2057 ; 2058).

Libéralisme : *Chérioux (Jean)* (p. 2054) ; *Vizet (Robert)* (p. 2057).

Organisations syndicales : *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 2050 ; 2051 ; 2052).

Participation des salariés : *Chérioux (Jean)* (p. 2054) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 2050 ; 2051 ; 2059).

Petites et moyennes entreprises (PME) : *Vizet (Robert)* (p. 2057).

Politique salariale : *Chérioux (Jean)* (p. 2053) ; *Vizet (Robert)* (p. 2057).

Pouvoir d'achat : *Vizet (Robert)* (p. 2057).

Protection sociale : *Bellanger (Jacques)* (p. 2056) ; *Vizet (Robert)* (p. 2056 ; 2058).

Salaires, traitements et indemnités : *Vizet (Robert)* (p. 2057 ; 2058).

Salariés : *Bellanger (Jacques)* (p. 2055 ; 2056) ; *Chérioux (Jean)* (p. 2054) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 2050 ; 2052) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 2055) ; *Vizet (Robert)* (p. 2058).

Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales (URSSAF) : *Chérioux (Jean)* (p. 2053) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 2051 ; 2052 ; 2058).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2060, 2066) : *MM. Jean Chérioux, rapporteur ; Jean-Pierre Soisson, ministre ; Jacques Bellanger, Xavier de Villepin.*

Chapitre premier

Modifications de l'ordonnance du 21 octobre 1986

Avant l'art. 1^{er} (p. 2060).

Adopté : amendement n° 3 de la commission : introduction d'un préambule dans les accords d'intéressement.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2060).

Art. 1^{er} (*Encadrement des accords d'intéressement*) (p. 2060).

Adoptés : amendements de la commission, n° 4 : critères de la répartition de l'intéressement entre les salariés (p. 2061) – N° 5 : plafonnement du montant global des prix (p. 2063) – N° 6 : suppression du 5^e alinéa du texte proposé pour l'article 1^{er}, relatif au montant des primes distribuées à un même salarié (p. 2063) – Et n° 7 : date limite de conclusion des accords (p. 2064).

Retiré : Amendement n° 1 de M. Xavier de Villepin : allongement du délai prévu pour conclure les accords (p. 2064).

Devenu sans objet : Amendement n° 11 de M. Jacques Bellanger : taux des primes (p. 2063).

– L'article 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 2064).

Art. 2 (*Possibilité de moduler les critères et les modalités de répartition des produits de l'intéressement*) (p. 2064).

Adopté : amendement n° 8 de la commission : cas de modification des modalités de calcul de l'intéressement et des critères de répartition (p. 2065).

Retiré : amendement n° 2 de M. Xavier de Villepin : suppression de cet article (p. 2064).

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 2065).

Art. 3 (*Entreprises assujetties au régime de la participation des salariés aux résultats de l'entreprise*) – Adopté (p. 2065).

Art. 4 (*Modalités de répartition de la réserve spéciale de participation, RSP*) – Adopté (p. 2065).

Art. 5 (*Entrée en vigueur des dispositions précédentes*) (p. 2065).

Retiré : amendement n° 12 de M. Xavier de Villepin : report de l'application pour prendre en compte la totalité de l'exercice 1990 (p. 2065).

– L'article 5 est adopté (p. 2065).

Chapitre II

Codification

Art. 6 (*Insertion des chapitres premier et II de l'ordonnance n° 86-1134 du 21 octobre 1986 ou titre 4^e du livre 4 du code de travail*) (p. 2065).

Adopté : amendement n° 9 de la commission : codification des textes législatifs relatifs au plan d'épargne d'entreprise (p. 2066).

Devenu sans objet : amendement n° 13 de M. Xavier de Villepin : codification par décret en Conseil d'Etat, après avis de la commission supérieure de codification (p. 2066).

– L'article 6, dans la rédaction de l'amendement n° 9, est adopté (p. 2066).

Art. 7 (*Rapport annuel sur l'intéressement et la participation*) (p. 2066).

Adopté : amendement n° 10 de la commission : rapport annuel présenté par le ministre chargé du travail à la commission nationale de la négociation collective (p. 2066).

Retiré : amendement n° 14 de M. Xavier de Villepin : suppression de cet article (p. 2066).

– L'article 7, dans la rédaction de l'amendement n° 10, est adopté (p. 2066).

Explication de vote sur l'ensemble (p. 2066) : *M. Jacques Bellanger.*

Adoption (25 juin 1990) (p. 2066).

Discussion (commission mixte paritaire)

(31 octobre 1990) (p. 3119, 3125).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3119, 3124) : *MM. François Delga, rapporteur de la commission mixte paritaire ; Jean-Pierre Soisson, ministre du travail ; Louis Virapoullé, Jean Chérioux, Hector Viron, Xavier de Villepin, Guy Penne, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales.*

Commissions mixtes paritaires (CMP) : *Delga (François)* (p. 3119) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 3123) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 3124).

Déclarations politiques : *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 3123) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 3122).

Emploi précaire : *Viron (Hector)* (p. 3121 ; 3122).

Entreprises : *Villepin (Xavier de)* (p. 3122) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 3120).

Epargne des salariés : *Chérioux (Jean)* (p. 3121) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 3123) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 3122).

Intéressement des salariés : *Chérioux (Jean)* (p. 3121) ; *Delga (François)* (p. 3119) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 3123) ; *Penne (Guy)* (p. 3122) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 3120 ; 3123 ; 3124) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 3122) ; *Viron (Hector)* (p. 3122).

Loi et règlement (domaines respectifs) : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 3123).

Participation des salariés : *Chérioux (Jean)* (p. 3121) ; *Delga (François)* (p. 3119) ; *Penne (Guy)* (p. 3122) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 3124).

Salaires, traitements et indemnités : *Chérioux (Jean)* (p. 3121) ; *Delga (François)* (p. 3119) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 3123) ; *Penne (Guy)* (p. 3122) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 3120 ; 3123) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 3122) ; *Viron (Hector)* (p. 3122).

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3124, 3125)

Chapitre premier

Modifications de l'ordonnance du 21 octobre 1986

Art. 1^{er} A A (*Nécessité pour les entreprises qui recourent à l'intéressement d'avoir satisfait à leurs obligations en matière de représentation du personnel*) (p. 3124).

Art. 1^{er} A (*Introduction d'un préambule dans les accords d'intéressement*) (p. 3124).

Art. 1^{er}, 2, 3, 4 et 5 (p. 3124).

Art. 5 bis (*Règles auxquelles sont soumis les dividendes des actions de travail qui sont attribuées aux salariés des sociétés anonymes à participation ouvrière*) (p. 3124).

Chapitre II

Codification

Art. 6 et 7 (p. 3125).

Adoption (31 octobre 1990) (p. 3125).

Partis et groupements politiques

Voir *Amnistie*, 1

Pas-de-Calais (département)

Voir *Questions orales sans débat* n° 216 ; n° 223

Patrimoine artistique, archéologique et historique

Voir *Fondations*, 1

Lois de finances, 1, Culture, communication et grands travaux - Culture
Rapports du Gouvernement, 4

1. - **Proposition de loi tendant à créer une possibilité de recours à l'égard des décisions des architectes des Bâtiments de France**, PRESENTÉE AU SENAT, par MM. Claude Huriet et Yves Guena, sénateurs (14 novembre 1990) [n° 81 (90-91)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles.

Pauvreté

Voir *Questions au Gouvernement* n° 280

Pays en voie de développement (PVD)

Voir *Lois de finances*, 1, Coopération et développement
Politique économique et sociale, 2
Questions au Gouvernement n° 220
Rappels au règlement, 17

Pêche

Voir *Lois de finances*, 1, Equipement, logement, transports et mer - V - Mer
Questions orales sans débat n° 165

1. - **Projet de loi portant diverses dispositions en matière de pêches maritimes et de cultures marines**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Michel Delebarre, ministre de l'équipement et par M. Jacques Mellick, ministre chargé de la mer (23 mai 1990) [n° 325 (89-90)] - Renvoi à la commission des affaires économiques - Rapport de M. Josselin de Rohan (10 octobre 1990) [n° 27 (90-91)] - Discussion (16 octobre 1990) - Adoption (16 octobre 1990) [n° 8].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (17 octobre 1990) [n° 1650 (9^e lég.)] - Renvoi à la commission de la production - Rapport de M. Gilbert Le Bris (11 décembre 1990) [n° 1799 (9^e lég.)] - Discussion (13 décembre 1990) - Adoption (13 décembre 1990) [n° 435].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (14 décembre 1990) [n° 177 (90-91)] - Renvoi à la commission des affaires économiques.

Discussion (première lecture)

(16 octobre 1990) (p. 2790, 2807).

I - DISCUSSION GENERALE (p. 2790, 2797) : MM. Jacques Mellick, ministre chargé de la mer ; Josselin de Rohan, rapporteur de la commission des affaires économiques ; René Régnauld, François Blaizot, Félix Leyzour.

Ce projet de loi tend à compléter ou à modifier certaines mesures du dispositif législatif en vigueur dans les secteurs de la pêche maritime et des cultures marines en les adaptant à l'évolution de la politique communautaire.

Associations syndicales : Blaizot (François) (p. 2795) ; Mellick (Jacques) (p. 2797).

Communauté économique européenne (CEE) : Leyzour (Félix) (p. 2796).

Décentralisation : Mellick (Jacques) (p. 2797).

Flotte de pêche : Mellick (Jacques) (p. 2791 ; 2796 ; 2797) ; Régnauld (René) (p. 2794) ; Rohan (Josselin de) (p. 2792 ; 2793).

Loi sur l'aménagement du littoral : Rohan (Josselin de) (p. 2792).

Marins-pêcheurs : Leyzour (Félix) (p. 2796) ; Mellick (Jacques) (p. 2790) ; Régnauld (René) (p. 2794) ; Rohan (Josselin de) (p. 2792 ; 2793).

Marins-pêcheurs (ressources) : Mellick (Jacques) (p. 2791 ; 2797).

Mer et littoral : Blaizot (François) (p. 2795).

Pêche : Rohan (Josselin de) (p. 2793).

Pêche de loisir : Blaizot (François) (p. 2796) ; Mellick (Jacques) (p. 2797).

Pêche (exportation) : Mellick (Jacques) (p. 2797) ; Rohan (Josselin de) (p. 2791).

Pêche (importation) : Rohan (Josselin de) (p. 2791).

Pêche industrielle : Rohan (Josselin de) (p. 2793).

Pêche (politique communautaire) : Blaizot (François) (p. 2795) ; Mellick (Jacques) (p. 2790 ; 2797) ; Régnauld (René) (p. 2794) ; Rohan (Josselin de) (p. 2792 ; 2793).

Pêche sous-marine : Régnauld (René) (p. 2794).

Permis de pêche professionnel : Blaizot (François) (p. 2795) ; Leyzour (Félix) (p. 2796) ; Mellick (Jacques) (p. 2790 ; 2791 ; 2796) ; Régnauld (René) (p. 2794) ; Rohan (Josselin de) (p. 2793).

Poissons : Rohan (Josselin de) (p. 2792).

Poissons (consommation) : Rohan (*Josselin de*) (p. 2791).

Poissons (prix) : Mellick (*Jacques*) (p. 2790).

Pollution (mer) : Leyzour (*Félix*) (p. 2796) ; Mellick (*Jacques*) (p. 2797).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2797, 2807) : MM. François Blaizot, *Josselin de Rohan*, rapporteur ; Jacques Mellick, ministre chargé de la mer ; Franck Sérusclat, *Christian Bonnet*, René Régnauld, Félix Leyzour.

Art. 1^{er} (*Dispositions applicables aux cultures marines*) – Adopté (p. 2797).

Art. 2 (*Implantation d'établissement de pêche ou d'exploitation de cultures marines*) – Adopté (p. 2798).

Après l'art. 2 (p. 2798).

Adopté : amendement n° 8 de M. François Blaizot : création d'associations syndicales maritimes (p. 2799).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2799).

Art. 3 (*Réglementation de la pêche maritime*) – Adopté (p. 2799).

Art. 4 (*Permis de mise en exploitation*) (p. 2799).

Adoptés : amendements de la commission, n° 1 : décret déterminant le programme d'adaptation des capacités de capture de la flotte aux ressources halieutiques pris en application des dispositions communautaires (p. 2800) – N° 2 : suppression de la fixation des objectifs « par type de pêches » et substitution de l'expression : « façade maritime » au mot : « région » (p. 2800) – N° 3 : rétablissement de la terminologie existante (p. 2801) – N° 4 : suppression de la possibilité, pour le permis, de préciser les zones d'exploitation autorisées (p. 2802) – Et n° 5 : substitution du mot : « importation » au mot : « achat » (p. 2802).

Devenu sans objet : amendement n° 10 du Gouvernement : substitution des mots : « par type de pêches et par région ou groupe de régions ou par façade maritime » à l'expression : « par région et par type de pêches » (p. 2802).

– L'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 2802).

Art. 5 (*Réglementation des marchés des produits de la mer*) – Adopté (p. 2802).

Art. 6 (*Pêche sous-marine et pêche à pied*) (p. 2802).

Retiré : amendement n° 9 de M. Franck Sérusclat : obligation de souscrire un contrat d'assurance en responsabilité civile et de détenir une licence pour la pratique de la pêche marine non professionnelle (p. 2803).

– L'article 6 est adopté (p. 2803).

Art. 7 (*Sanctions pénales*) – Adopté (p. 2803).

Art. 8 (*Contrôle des navires*) – Adopté (p. 2803).

Art. 9 (*Responsabilité des armateurs et exploitants*) – Adopté (p. 2803).

Art. 10 (*Contrôle des captures, matériels, installations et documents*) – Adopté (p. 2803).

Art. 11 (*Saisie d'un navire*) – Adopté (p. 2803).

Art. 12 (*Appréhension et saisie de biens ou navires*) – Adopté (p. 2803).

Art. 13 (*Biens appréhendés ou saisis*) – Adopté (p. 2803).

Art. 14 (*Extension du régime de la saisie à divers territoires*) – Adopté (p. 2804).

Après l'art. 14 (p. 2804).

Adoptés : amendements de la commission, n° 6 : possibilité pour les collectivités locales de faire construire des équipements publics (p. 2806) – Et n° 7 : réalisation de constructions dans les espaces et milieux protégés (p. 2806).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 2806).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2806, 2807) : MM. René Régnauld, Félix Leyzour, *Josselin de Rohan*, rapporteur.

Adoption (16 octobre 1990) (p. 2807).

2. – **Projet de loi relatif à l'organisation interprofessionnelle des pêches maritimes et des élevages marins et à l'organisation interprofessionnelle de la conchyliculture**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Michel Delebarre, ministre de l'équipement et par M. Jacques Mellick, ministre chargé de la mer (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 30 juin 1990 – 2 août 1990) [n° 470 (89-90)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Josselin de Rohan (10 octobre 1990) [n° 28 (90-91)] – Discussion (16 octobre 1990) – Adoption (16 octobre 1990) [n° 9].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (17 octobre 1990) [n° 1649 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Dominique Dupilet (11 décembre 1990) [n° 1798 (9^e lég.)] – Discussion (13 décembre 1990) – Adoption (13 décembre 1990) [n° 436].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (14 décembre 1990) [n° 178 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires économiques.

Discussion (première lecture)

(16 octobre 1990) (p. 2807, 2816).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2807, 2809) : MM. Jacques Mellick, ministre chargé de la mer ; *Josselin de Rohan*, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Félix Leyzour.

Le présent projet de loi tend à réformer l'organisation interprofessionnelle des pêches maritimes qui repose sur une ordonnance de 1945.

Marins-pêcheurs (ressources) : Leyzour (*Félix*) (p. 2809).

Organisation interprofessionnelle : Mellick (*Jacques*) (p. 2807 ; 2808).

Organisation interprofessionnelle (représentation) : Leyzour (*Félix*) (p. 2809) ; Mellick (*Jacques*) (p. 2808) ; Rohan (*Josselin de*) (p. 2808 ; 2809).

Organisation interprofessionnelle (ressources) : Mellick (*Jacques*) (p. 2808) ; Rohan (*Josselin de*) (p. 2809).

Organisation interprofessionnelle (rôle) : Mellick (*Jacques*) (p. 2808) ; Rohan (*Josselin de*) (p. 2808).

Pêche (politique communautaire) : Leyzour (*Félix*) (p. 2809) ; Mellick (*Jacques*) (p. 2807).

Rapport Hennequin : Mellick (*Jacques*) (p. 2807) ; Rohan (*Josselin de*) (p. 2808).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2810, 2816) : MM. Jacques de Menou, Jacques Moutet, Jacques Mellick, ministre ; *Josselin de Rohan*, rapporteur ; Félix Leyzour, François Blaizot, Michel Doublet.

Chapitre premier

Organisation interprofessionnelle des pêches maritimes et des élevages marins

Art. 1^{er} (*Cadre général de l'organisation interprofessionnelle des pêches maritimes et des élevages marins*) – Adopté (p. 2810).

Art. 2 (*Missions des comités*) – Adopté (p. 2810).

Art. 3 (*Composition des organes dirigeants des comités*) (p. 2810).

Adopté : amendement n° 1 de M. Jacques de Menou : représentation spécifique des organisations de producteurs au sein de l'organisation interprofessionnelle des pêches maritimes par un collège propre (p. 2811).

Devenus sans objet : amendements de M. Jacques Moutet, n° 3 : représentation des organisations de producteurs parmi les organes dirigeants des comités (p. 2811) – Et n° 4 de conséquence (p. 2811).

– L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 2811).

Art. 4 (*Procédure de désignation au sein des organes dirigeants*) (p. 2811).

Adopté : amendement n° 5 de la commission : rédactionnel (p. 2812).

Retiré : amendement n° 11 de M. Félix Leyzour : rétablissement de la représentation syndicale (p. 2812).

– L'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 2812).

Art. 5 (*Délibérations des comités et applicabilité de leurs décisions*) – Adopté (p. 2813).

Art. 6 (*Sanctions des infractions aux décisions des comités*) – Adopté (p. 2813).

Chapitre II

L'organisation interprofessionnelle de la conchyliculture

Art. 7 (*Cadre général de l'organisation professionnelle de la conchyliculture*) (p. 2813).

Rejeté : amendement n° 9 de M. Michel Doublet : regroupement des centres de production au sein des sections régionales (p. 2813).

– L'article 7 est adopté (p. 2813).

Art. 8 (*Missions des organismes de la conchyliculture*) (p. 2813).

Adoptés : amendements de la commission, n° 6 : rédactionnel (p. 2813) – Et n° 7 : missions des organismes (p. 2814).

Rejeté : amendement n° 12 du Gouvernement : élargissement du champ des missions des organismes interprofessionnels de la conchyliculture (p. 2814).

– L'article 8, ainsi modifié, est adopté (p. 2814).

Art. 9 (*Composition des organes dirigeants des organismes de la conchyliculture*) – Adopté (p. 2814).

Art. 10 (*Procédure de désignation au sein des organes dirigeants*) (p. 2814).

Adopté : amendement n° 8 de la commission : faculté de recourir à des élections en cas de désaccord et désignation des membres des organes dirigeants sur proposition des sections régionales (p. 2815).

Rejeté : amendement n° 10 de M. Michel Doublet : recours aux élections pour la désignation des membres des organisations conchyliques (p. 2815).

– L'article 10, dans la rédaction de l'amendement n° 8, est adopté (p. 2815).

Art. 11 (*Délibérations et applicabilité des décisions des organismes*) – Adopté (p. 2815).

Art. 12 (*Sanctions des infractions aux décisions des organes dirigeants*) – Adopté (p. 2815).

Chapitre III

Les organismes d'intervention

Art. 13 (*Définition du cadre juridique des organisations de producteurs*) – Adopté (p. 2815).

Art. 14 (*Décisions, extension des règles et élargissement des conditions du retrait*) – Adopté (p. 2815).

Art. 15 (*Infractions aux règles étendues*) – Adopté (p. 2816).

Chapitre IV

Dispositions diverses

Art. 16 (*Tutelle du ministre chargé de la mer*) – Adopté (p. 2816).

Art. 17 (*Ressources des organismes*) – Adopté (p. 2816).

Art. 18 (*Décrets en Conseil d'Etat*) – Adopté (p. 2816).

Art. 19 (*Abrogation de l'ordonnance de 1945 et dispositions transitoires*) – Adopté (p. 2816).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2816) : MM. Félix Leyzour, Franck Sérusclat ; intervention de M. Jacques Mellick, ministre.

Adoption (16 octobre 1990) (p. 2816).

Peines et amendes

Voir *Allocutions et communications*, 20

Code pénal, 1

Droit pénal, 2 ; 3

Questions orales sans débat n° 181

Pensions civiles et militaires de retraite

Voir *Lois de finances*, 1

Maires, 1

1. – **Proposition de loi tendant à assouplir les conditions d'attribution de la pension de réversion au conjoint survivant, PRESENTÉE AU SENAT**, par M. Louis Jung, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 22 décembre 1989-15 février 1990) [n° 183 (89-90)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

2. – **Proposition de loi tendant à porter de 50 à 60 % le taux de la pension de réversion attribuée aux conjoints survivants des agents de la fonction publique et des agents relevant des régimes spéciaux de sécurité sociale ainsi que de la caisse nationale de retraite des collectivités locales, PRESENTÉE AU SENAT**, par M. François Mathieu, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 22 décembre 1989-28 février 1990) [n° 191 (89-90)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

3. – **Proposition de loi tendant à porter de 52 à 60 % le taux de la pension de réversion attribuée aux conjoints survivants, relevant du régime de sécurité sociale, du régime des assurances sociales agricoles, du régime des professions artisanales, industrielles et commerciales et les pensions d'invalidité ou de vieillesse de veuve ou veuf incombant au régime général et au régime des assurances sociales agricoles, PRESENTÉE AU SENAT**, par M. François Mathieu, sénateur, (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 22 décembre 1989-5 mars 1990) [n° 192 (89-90)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

Pensions et retraites

Voir *Traités et conventions*, 9

Permis de conduire

Voir *Circulation routière*, 1 ; 3

Questions au Gouvernement n° 265

1. – **Proposition de loi tendant à supprimer la procédure d'urgence en matière de suspension administrative du permis de conduire, PRESENTÉE AU SENAT**, par M. Lucien Neuwirth, sénateur (19 décembre 1990) [n° 200 (90-91)] – Renvoi à la commission des lois.

Personnes âgées

Voir *Etablissements sociaux et médico-sociaux*, 1

Questions orales sans débat n° 226

I. – **Proposition de loi visant à la création d'une allocation pour les situations de dépendance résultant d'un état de sénescence**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Lucien Neuwirth, sénateur (2 avril 1990) [n° 210 (89-90)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. André Jourdain (14 novembre 1990) [n° 78 (90-91)] – Discussion (19 novembre 1990) – Adoption (19 novembre 1990) [n° 41].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (19 novembre 1990) [n° 1715 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

Discussion des conclusions du rapport

(19 novembre 1990) (p. 3568, 3575).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3568, 3573) : M. André Jourdain, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Mme Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat chargé de la famille et des personnes âgées ; MM. Lucien Neuwirth, Marc Boeuf, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales .

Action sanitaire et sociale : Dorlhac (Hélène) (p. 3570).

Aide familiale ou ménagère : Boeuf (Marc) (p. 3571) ; Dorlhac (Hélène) (p. 3570) ; Fourcade (Jean-Pierre) (p. 3573) ; Jourdain (André) (p. 3568) ; Neuwirth (Lucien) (p. 3571).

Allocation aux adultes handicapés : Boeuf (Marc) (p. 3572) ; Fourcade (Jean-Pierre) (p. 3572) ; Jourdain (André) (p. 3568) ; Neuwirth (Lucien) (p. 3571).

Conseils généraux : Fourcade (Jean-Pierre) (p. 3573) ; Neuwirth (Lucien) (p. 3571).

Constitution (art. 40) : Dorlhac (Hélène) (p. 3571).

Commissions techniques d'orientation et de reclassement professionnel (COTOREP) : Jourdain (André) (p. 3568) ; Neuwirth (Lucien) (p. 3571).

Départements : Boeuf (Marc) (p. 3572) ; Dorlhac (Hélène) (p. 3570).

Dépenses publiques : Boeuf (Marc) (p. 3572) ; Dorlhac (Hélène) (p. 3569) ; Neuwirth (Lucien) (p. 3571).

Droit des personnes et de la famille : Fourcade (Jean-Pierre) (p. 3572) ; Jourdain (André) (p. 3569) ; Neuwirth (Lucien) (p. 3571).

Famille : Dorlhac (Hélène) (p. 3569).

Invalidité : Jourdain (André) (p. 3568).

Personnes âgées : Boeuf (Marc) (p. 3571) ; Dorlhac (Hélène) (p. 3569) ; Fourcade (Jean-Pierre) (p. 3572) ; Jourdain (André) (p. 3568) ; Neuwirth (Lucien) (p. 3571).

Services hospitaliers : Dorlhac (Hélène) (p. 3569) ; Jourdain (André) (p. 3568).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3573, 3574)

Art. unique (Caractéristiques de l'allocation de dépendance) – Adopté (p. 3575).

Adoption (19 novembre 1990) (p. 3575).

Pétrole

Voir *Lois de finances*, 1

Pharmacie (industrie)

I. – **Proposition de loi tendant à rendre identique, pour les médicaments et les autres produits, la durée effective de la protection assurée par les brevets**, PRESENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, par M. Louis Mermaz, député, et plusieurs de ses collègues (15 novembre 1989) [n° 1001 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Gaston Rimareix (3 avril 1990) [n° 1208 (9^e lég.)] – Discussion (18 avril 1990) – Adoption (18 avril 1990) [n° 271].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (20 avril 1990) [n° 249 (89-90)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jacques Thyraud (17 mai 1990) [n° 305 (89-90)] – Discussion (23 mai 1990) – Adoption (23 mai 1990) [n° 108].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (23 mai 1990) [n° 1398 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Gaston Rimareix (6 juin 1990) [n° 1414 (9^e lég.)] – Discussion (11 juin 1990) – Adoption (11 juin 1990) [n° 314].

PROMULGATION : Loi n° 90-510 du 25 juin 1990 (J.O. Lois et décrets du 27 juin 1990).

Discussion (première lecture)

(23 mai 1990) (p. 1045, 1053).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1045, 1049) : MM. Roger Fauroux, ministre de l'industrie ; Jacques Thyraud, rapporteur de la commission des lois ; Michel Darras, Claude Huriet .

La présente proposition de loi a pour objet de prolonger le monopole accordé par la loi au propriétaire d'un brevet portant sur une spécialité pharmaceutique lorsque celle-ci a fait l'objet d'une autorisation de mise sur le marché.

Autorisation administrative de mise sur le marché : Thyraud (Jacques) (p. 1046).

Communauté économique européenne (CEE) : Darras (Michel) (p. 1048) ; Fauroux (Roger) (p. 1046 ; 1049) ; Huriet (Claude) (p. 1048) ; Thyraud (Jacques) (p. 1047).

Innovation : Darras (Michel) (p. 1047) ; Fauroux (Roger) (p. 1046) ; Thyraud (Jacques) (p. 1047).

Pharmacie (industrie) (données chiffrées) : Huriet (Claude) (p. 1048).

Produits phytosanitaires : Darras (Michel) (p. 1048) ; Fauroux (Roger) (p. 1049).

Propriété industrielle : Darras (Michel) (p. 1047 ; 1048) ; Fauroux (Roger) (p. 1046) ; Thyraud (Jacques) (p. 1047).

Protection sociale : Fauroux (Roger) (p. 1046).

Recherche (financement) : Fauroux (Roger) (p. 1046) ; Thyraud (Jacques) (p. 1047).

Traités et conventions : Thyraud (Jacques) (p. 1046).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1049, 1053) : MM. Jacques Thyraud, rapporteur ; Roger Fauroux, ministre ; Claude Huriet, Michel Darras.

Avant l'art. unique (p. 1049).

Adopté : amendement n° 1 de la commission : insertion du certificat complémentaire de protection dans la liste des titres de propriété industrielle de l'article 3 de la loi du 2 janvier 1968 (p. 1049).

– Un article additionnel est inséré dans la proposition de loi (p. 1049).

Art. unique (Certificat complémentaire de protection) (p. 1050).

Adoptés : amendements de la commission, n° 2 : substitution des termes « propriétaire d'un brevet » à ceux de « titulaire d'un brevet » employés dans la loi du 2 janvier 1968 (p. 1050) – N° 3 : utilisation, dans la définition des produits brevetables susceptibles de bénéficier du certificat, des termes de l'article 37 de la loi du 2 janvier 1968 (p. 1050) – N° 4 : présentation des demandes de certificats dans les formes et conditions fixées par la loi et précisées par décret en Conseil d'Etat (p. 1050) – N° 14 : conditions de transposition du régime des brevets à celui des certificats (p. 1050) – N° 5 : dispositions applicables aux certificats complémentaires de protection (p. 1051) – Et n° 6 : suppression du troisième alinéa du texte proposé par cet article pour le nouvel article 3 bis de la loi du 2 janvier 1968, relatif à la durée de validité du nouveau titre, cette dernière étant déjà précisée dans l'article additionnel précédemment adopté (p. 1051).

– L'article unique, ainsi modifié, est adopté (p. 1051).

Après l'art. unique (p. 1051).

Adoptés : amendements de la commission, n° 7 : publicité de la date d'autorisation de mise sur le marché avec l'indication du brevet correspondant (p. 1052) – N° 8 : création d'une nouvelle division, intitulée : « Du certificat complémentaire de protection », qui regroupe les articles additionnels relatifs à la publicité et à la nullité du certificat (p. 1053 ; précédemment réservé p. 1052) – N° 9 : publicité des demandes de certificats (p. 1052) – N° 10 : publicité des mentions relatives à la délivrance de certificats complémentaires de protection au Bulletin officiel de la propriété industrielle avec l'indication du brevet auquel ils se rattachent (p. 1052) – Et n° 11 : conditions de nullité du certificat complémentaire de protection (p. 1052).

– Cinq articles additionnels sont insérés dans la proposition de loi (p. 1052).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1053) : MM. Michel Darras, Claude Huriet, Félix Leyzour – Compétitivité économique.

Adoption (23 mai 1990) (p. 1053).

Plan

Voir *Lois de finances, 1*, Services du Premier ministre - IV – Plan
Rapports d'information, 25

Plans d'occupation des sols (POS)

Voir *Questions orales sans débat n° 271*
Urbanisme, 1

Police

Voir *Lois de finances, 1*, Intérieur
Questions au Gouvernement n° 218 ; n° 276
Questions orales sans débat n° 176

1. – **Proposition de loi relative à l'exercice du pouvoir de police municipale à Paris**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Raymond Bourguin, sénateur, et plusieurs de ses collègues (25 octobre 1989) [n° 39 (89-90)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Lucien Lanier (25 avril 1990) [n° 258 (89-90)] – Discussion (11 mai 1990) – Adoption (11 mai 1990) [n° 102].

NOUVEL INTITULÉ : « **Proposition de loi relative à l'exercice des pouvoirs de police municipale à Paris** ».

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (PREMIÈRE LECTURE) (11 mai 1990) [n° 1346 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des lois.

Discussion des conclusions du rapport

(11 mai 1990) (p. 776, 788).

I – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 776, 786) : MM. Lucien Lanier, rapporteur de la commission des lois ; Pierre Joxe, ministre de l'intérieur ; Claude Estier, Michel Caldaguès, Bernard Guyomard, Jean Chérioux.

Cette proposition de loi vise à aligner le régime de la Ville de Paris en matière de police municipale sur celui des communes à police d'Etat.

Circulation routière : Caldaguès (Michel) (p. 783) ; Estier (Claude) (p. 781 ; 782) ; Joxe (Pierre) (p. 779 ; 780 ; 783 ; 785).

Communauté économique européenne (CEE) : Lanier (Lucien) (p. 777).

Débats de boissons : Caldaguès (Michel) (p. 784) ; Joxe (Pierre) (p. 780).

Décentralisation : Guyomard (Bernard) (p. 784) ; Joxe (Pierre) (p. 778) ; Lanier (Lucien) (p. 776 ; 785).

Hygiène : Estier (Claude) (p. 782).

Logement : Estier (Claude) (p. 781) ; Joxe (Pierre) (p. 786).

Maire de Paris : Estier (Claude) (p. 781) ; Guyomard (Bernard) (p. 784) ; Joxe (Pierre) (p. 778, 779) ; Lanier (Lucien) (p. 777).

Maires : Lanier (Lucien) (p. 777).

Manifestations : Joxe (Pierre) (p. 779).

Ordre public : Joxe (Pierre) (p. 779 ; 780) ; Lanier (Lucien) (p. 778).

Paris (statut) : Caldaguès (Michel) (p. 782) ; Estier (Claude) (p. 781) ; Guyomard (Bernard) (p. 784) ; Lanier (Lucien) (p. 777).

Police administrative : Caldaguès (Michel) (p. 783) ; Joxe (Pierre) (p. 779).

Police d'Etat : Estier (Claude) (p. 781) ; Joxe (Pierre) (p. 779) ; Lanier (Lucien) (p. 777).

Police municipale : Caldaguès (Michel) (p. 782) ; Estier (Claude) (p. 781) ; Lanier (Lucien) (p. 777).

Population : Caldaguès (Michel) (p. 785) ; Chérioux (Jean) (p. 785) ; Joxe (Pierre) (p. 785).

Préfet de police de Paris : Estier (Claude) (p. 781) ; Guyomard (Bernard) (p. 784) ; Joxe (Pierre) (p. 778 ; 779) ; Lanier (Lucien) (p. 777).

Préfets : Lanier (Lucien) (p. 777).

Royaume-Uni : Joxe (Pierre) (p. 780).

Sécurité publique : Joxe (Pierre) (p. 779).

Urbanisme : Estier (Claude) (p. 781) ; Joxe (Pierre) (p. 779 ; 786).

Violence : Joxe (Pierre) (p. 780).

Voirie : Joxe (Pierre) (p. 779).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 786, 788) : M. Lucien Lanier, rapporteur.

Art. 1^{er} (*Pouvoirs de police municipale du préfet de police et du maire de Paris*) – Adopté (p. 786).

Art. 2 (*Abrogation des dispositions qui fondent la répartition actuelle des compétences de police municipale entre le préfet de police et le maire de Paris*) – Adopté (p. 786).

Art. 3 (*Abrogation de l'arrêté des consuls du 12 messidor an VIII qui détermine les fonctions du préfet de police à Paris*) – Adopté (p. 786).

Intitulé de la proposition de loi (p. 786).

Adoptée : proposition de la commission des lois : « Proposition de loi relative à l'exercice des pouvoirs de police municipale à Paris » (p. 786).

– L'intitulé de la proposition de loi, ainsi modifié, est adopté (p. 786).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 786, 788) : M. Roger Chénaut ; intervention de M. Pierre Joxe, ministre – Recensements – Population.

Adoption (11 mai 1990) (p. 788).

Politique agricole commune (PAC)

Voir *Gouvernement (déclarations), 4*

Politique économique et sociale

Voir *Gouvernement (déclarations), 1*

*Lois de finances, 1**Lois de finances rectificatives, 1*

1. – **Proposition de loi tendant à proroger le délai prévu à l'article 4 de la Loi n° 86-793 du 2 juillet 1986, autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social, PRESENTÉE AU SENAT**, par M. Etienne Dailly, sénateur (15 mai 1990) [n° 299 (89-90)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Roger Chinaud (portant également sur la proposition de loi [n° 207 (89-90)] – Entreprises 1) (4 octobre 1990) [n° 9 (90-91)] – Discussion (25 octobre 1990) – (Voir discussion sur la proposition de loi [n° 207 (89-90)] – Entreprises 1) – Adoption (25 octobre 1990) [n° 19].

2. – **Projet de loi relatif à l'augmentation de la quote-part de la France au Fonds monétaire international et à l'approbation par la France du troisième amendement aux statuts du Fonds monétaire international, PRESENTÉ A L'ASSEMBLEE NATIONALE**, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie (28 novembre 1990) [n° 1766 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Alain Vivien (11 décembre 1990) [n° 1807 (9^e lég.)] – Discussion (12 décembre 1990) – Adoption (12 décembre 1990) [n° 421].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (13 décembre 1990) [n° 164 (90-91)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. René Monory (13 décembre 1990) [n° 165 (90-91)] – Discussion (19 décembre 1990) – Adoption (19 décembre 1990) [n° 78].

PROMULGATION : Loi n° 90-1246 du 29 décembre 1990 (*J.O.* Lois et décrets du 3 janvier 1991).

Discussion (première lecture)

(19 décembre 1990) (p. 5353, 5360).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5353, 5360) : *Mme Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat chargé de la consommation ; MM. René Monory, rapporteur de la commission des finances ; Robert Vizet, Emmanuel Hamel, Louis Virapoullé.*

Fonds monétaire international (FMI) (augmentation) : *Hamel (Emmanuel)* (p. 5356 ; 5357) ; *Monory (René)* (p. 5355) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 5353 ; 5354) ; *Vizet (Robert)* (p. 5355 ; 5356).

Madagascar : *Neiertz (Véronique)* (p. 5359) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 5359).

Pays en voie de développement (PVD) (Endettement) : *Hamel (Emmanuel)* (p. 5356 ; 5357) ; *Monory (René)* (p. 5355) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 5354 ; 5359) ; *Vizet (Robert)* (p. 5355 ; 5356).

Pétrole : *Neiertz (Véronique)* (p. 5354).

Système monétaire international (SMI) : *Neiertz (Véronique)* (p. 5354).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5360)

Art. 1^{er} (*Octroi au Gouvernement de l'autorisation de participer à la révision générale des quotes-parts des pays membres du Fonds monétaire international*) – Adopté (p. 5360).

Art. 2 (*Autorisation de l'approbation du troisième amendement aux statuts du Fonds monétaire international qui a été approuvé le 28 juin 1990 par le Conseil des gouverneurs de cette institution et dont la traduction est annexée à la présente loi*) – Adopté (p. 5360).

Adoption (19 décembre 1990) (p. 5360).

Politique étrangère

Voir *Missions d'information, 3*

Questions au Gouvernement n° 201 ; n° 213 ; n° 217 ; n° 220 ; n° 231 ; n° 283

Politique familiale

Voir *Prestations familiales, 1*

Politiques communautaires

Voir *Questions au Gouvernement n° 202*

Pollutions et nuisances

Voir *Allocutions et communications, 7*

Environnement, 1 ; 6

Gouvernement (déclarations), 2

Lois de finances, 1, Services du Premier ministre - V - Environnement

Questions orales sans débat n° 242

Traités et conventions, 8

1. – **Proposition de loi relative à la lutte contre le bruit, PRESENTÉE AU SENAT**, par M. Pierre Vallon, sénateur (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 22 décembre 1989-28 février 1990) [n° 189 (89-90)] – Renvoi à la commission des affaires économiques.

Pologne

Voir *Allocutions et communications, 29*

Polynésie française

Voir *Allocutions et communications, 5 ; 7 ; 10 ; 20*

1. – **Projet de loi modifiant la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française, PRESENTÉ AU SENAT**, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Louis Le Pensec, ministre des départements et territoires d'outre-mer (22 novembre 1989) [n° 74 (89-90)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Bernard Laurent (11 avril 1990) [n° 232 (89-90)] – Urgence – Discussion (17 avril 1990) – Adoption (17 avril 1990) [n° 85].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (18 avril 1990) [n° 1286 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de Mme Martine David (31 mai 1990) [n° 1404 (9^e lég.)] – Discussion (13 juin 1990) – Adoption (13 juin 1990) [n° 320].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (14 juin 1990) [n° 390 (89-90)] – Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de Mme Martine David (19 juin 1990) [n° 1480 (9^e lég.)] – Discussion (22 juin 1990) – Adoption (22 juin 1990) [n° 334].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Bernard Laurent (19 juin 1990) [n° 399 (89-90)] – Discussion (26 juin 1990) – Rejet (26 juin 1990) [n° 145].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (26 juin 1990) [n° 1517 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de Mme Martine David (26 juin 1990) [n° 1518 (9^e lég.)] – Discussion (26 juin 1990) – Adoption (26 juin 1990) [n° 347].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (27 juin 1990) [n° 438 (89-90)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Bernard Laurent (29 juin 1990) [n° 453 (89-90)] – Discussion (29 juin 1990) – Rejet (29 juin 1990) [n° 165].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (29 juin 1990) [n° 1568 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de Mme Martine David (29 juin 1990) [n° 1569 (9^e lég.)] – Discussion (29 juin 1990) – Adoption (29 juin 1990) [n° 367].

PROMULGATION : Loi n° 90-612 du 12 juillet 1990 (*J.O.* Lois et décrets du 14 juillet 1990).

Discussion (première lecture)

(17 avril 1990) (p. 310, 342).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 310, 319) : MM. *Louis Le Pensec, ministre des départements et territoires d'outre-mer; Bernard Laurent, rapporteur de la commission des lois; Daniel Millaud, Michel Ruffin, Albert Ramassamy, Louis Virapoullé, Max Lejeune.*

Ce projet de loi se propose de modifier la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984, qui définit le statut du territoire de la Polynésie française, en renforçant le pouvoir exécutif tout en développant les dispositifs de contrôle politique et financier ainsi que l'autonomie de l'assemblée territoriale.

Agriculture : *Laurent (Bernard)* (p. 312).

Assemblée territoriale : *Laurent (Bernard)* (p. 312, 313) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 310, 311) ; *Millaud (Daniel)* (p. 314) ; *Ruffin (Michel)* (p. 315) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 317).

Avocats : *Ruffin (Michel)* (p. 315).

Chambre territoriale des comptes : *Le Pensec (Louis)* (p. 311) ; *Millaud (Daniel)* (p. 314) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 317).

Code des communes : *Ruffin (Michel)* (p. 315).

Code des communes de Polynésie française : *Millaud (Daniel)* (p. 314).

Collège d'experts fonciers : *Laurent (Bernard)* (p. 313).

Comité économique et social (CES) : *Laurent (Bernard)* (p. 312, 313) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 311) ; *Millaud (Daniel)* (p. 314) ; *Ruffin (Michel)* (p. 315).

Commission permanente de l'assemblée territoriale : *Laurent (Bernard)* (p. 313) ; *Millaud (Daniel)* (p. 314) ; *Ruffin (Michel)* (p. 315).

Communauté économique européenne (CEE) : *Le Pensec (Louis)* (p. 318) ; *Millaud (Daniel)* (p. 314).

Communes : *Millaud (Daniel)* (p. 314).

Conseil des ministres : *Le Pensec (Louis)* (p. 311).

Conseils d'archipel : *Laurent (Bernard)* (p. 313) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 311, 319) ; *Millaud (Daniel)* (p. 314) ; *Ruffin (Michel)* (p. 315) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 317).

Economie (développement) : *Virapoullé (Louis)* (p. 317).

Economie (données chiffrées) : *Laurent (Bernard)* (p. 312) ; *Ruffin (Michel)* (p. 314).

Education : *Le Pensec (Louis)* (p. 319) ; *Ramassamy (Albert)* (p. 317).

Elus locaux (consultation) : *Le Pensec (Louis)* (p. 318) ; *Millaud (Daniel)* (p. 313).

Emploi : *Laurent (Bernard)* (p. 312).

Emploi des jeunes : *Ramassamy (Albert)* (p. 316).

Fiscalité : *Le Pensec (Louis)* (p. 319) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 317).

Géographie : *Laurent (Bernard)* (p. 312) ; *Ruffin (Michel)* (p. 314).

Gouvernement (du territoire) : *Laurent (Bernard)* (p. 312).

Haut-commissaire de la République : *Laurent (Bernard)* (p. 312).

Identité culturelle : *Laurent (Bernard)* (p. 312).

Immigration : *Lejeune (Max)* (p. 318) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 311) ; *Millaud (Daniel)* (p. 314).

Industrie : *Laurent (Bernard)* (p. 312).

Investissements : *Le Pensec (Louis)* (p. 311).

Loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 : *Laurent (Bernard)* (p. 312, 313) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 310) ; *Ramassamy (Albert)* (p. 316).

Maires : *Le Pensec (Louis)* (p. 319) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 317).

Maires délégués : *Laurent (Bernard)* (p. 313) ; *Millaud (Daniel)* (p. 314) ; *Ruffin (Michel)* (p. 315).

Motion de censure (procédure parlementaire) : *Laurent (Bernard)* (p. 313).

Pacifique Sud (zone) : *Le Pensec (Louis)* (p. 311).

Patrimoine (protection) : *Le Pensec (Louis)* (p. 311).

Pauvreté : *Laurent (Bernard)* (p. 312).

Polynésie française (statut) : *Laurent (Bernard)* (p. 313) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 310).

Président (de l'assemblée territoriale) : *Laurent (Bernard)* (p. 313).

Président (du Gouvernement du territoire) : *Laurent (Bernard)* (p. 313) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 311).

Propriété foncière : *Le Pensec (Louis)* (p. 311, 319) ; *Ruffin (Michel)* (p. 315) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 317).

Secteur tertiaire : *Laurent (Bernard)* (p. 312).

Sociétés d'économie mixte : *Millaud (Daniel)* (p. 314).

Télécopie : *Virapoullé (Louis)* (p. 317).

Tourisme : *Laurent (Bernard)* (p. 312).

Tourisme (japonais) : *Le Pensec (Louis)* (p. 319).

Tribunaux administratifs : *Laurent (Bernard)* (p. 313).

Urgence (procédure parlementaire) : *Millaud (Daniel)* (p. 313).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 319, 342) : MM. *Daniel Millaud, Bernard Laurent, rapporteur; Louis Le Pensec, ministre; Jacques Oudin, au nom de la commission des finances; Albert Ramassamy, Albert Pen, Etienne Dailly, Michel Ruffin.*

Avant l'art. 1^{er} (p. 319).

Rejeté (par division) : amendement n° 30 de M. Daniel Millaud : consultation de l'assemblée territoriale avant la signature de tout traité international applicable dans le territoire ; conditions d'application des dispositions d'un traité international (p. 320).

Art. 1^{er} (*Aménagement des compétences de l'Etat*) (p. 320).

Adoptés : amendement n° 60 de M. Daniel Millaud : transfert de compétence à l'Etat dans le domaine comptable, budgétaire et financier (p. 320) – Amendement n° 1 de la commission : fixation du montant annuel d'allocation de devises demandé à l'Etat (p. 321).

Rejetés : amendements de M. Daniel Millaud, n° 32 : définition des conditions d'exercice des avocats laissée au territoire (p. 321) – Et n° 34 : substitution d'une simple convention au cahier des charges pour l'exercice des compétences en matière d'exploration et d'exploitation des ressources naturelles (p. 323).

Retiré : amendement n° 31 de M. Daniel Millaud : suppression du paragraphe I de l'article 1^{er}, relatif aux compétences de l'Etat en matière de relations financières avec l'étranger et de commerce extérieur (p. 321).

Irrecevables (article 40 de la Constitution) : amendement n° 2 de la commission : réintroduction du service pénitentiaire dans les compétences de l'Etat (p. 322) – Amendement n° 33 de M. Daniel Millaud : participation de l'Etat aux charges financières afférentes à ce service (p. 322).

– L'article 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 323).

Après l'art. 1^{er} (p. 323).

Retiré : amendement n° 35 de M. Daniel Millaud : transformation du « comité économique et social » en « conseil économique, social et culturel » (p. 335 ; précédemment réservé p. 323).

Art. 2 (*Composition et formation du Gouvernement du territoire*) (p. 323).

Rejetés : amendement n° 36 de M. Daniel Millaud : attributions dont le président du Gouvernement charge ses ministres (p. 324) – Amendement n° 4 de la commission : abrogation des dispositions de l'article 13 de la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984, qui permet à un ministre, quand il quitte ses fonctions, de retrouver sa place au sein de l'assemblée territoriale (p. 324).

– L'article 2 est adopté (p. 324).

Art. 3 (Renforcement des compétences du conseil des ministres du territoire et de son président) (p. 324).

Adoptés : amendements de la commission, n° 5 et n° 6, rédactionnels (p. 325) – N° 7 : suppression de la faculté pour le conseil des ministres d'exercer un droit de préemption sur les locations de propriétés immobilières d'une durée égale ou supérieure à un an (p. 327) – N° 8 : avis de l'assemblée territoriale sur le fonctionnement du comité consultatif (p. 328) – N° 67 et n° 11, rédactionnels (p. 330) – Amendements de M. Daniel Millaud, n° 38 : suppression des mots « sous réserve des engagements internationaux » du paragraphe II de l'article 3 (p. 325) – N° 39 : suppression de la référence faite au développement économique de la Polynésie française du paragraphe II de cet article (p. 326) – N° 63 ter : cession d'actions des sociétés commerciales (p. 326) – N° 40 : suppression de la référence faite au développement de l'activité économique de la Polynésie française du paragraphe III (p. 327) – N° 43 : arrêtés pris par le président du Gouvernement en conseil des ministres en ce qui concerne les actes à caractère individuel, en application des réglementations nationales et territoriales (p. 329) – Et n° 46 : suppression du paragraphe VIII de cet article, relatif aux attributions du Gouvernement (p. 330).

Rejetés : amendements de M. Daniel Millaud, n° 64 : pouvoir du Gouvernement du territoire de prononcer ou non une déclaration d'utilité publique en faveur d'un projet du territoire ou de l'Etat (p. 327) – N° 41 : comité consultatif de l'immigration (p. 328) – N° 42 : contrôle de l'immigration des étrangers (p. 328) – Et n° 45 : compétence du territoire en matière d'accord intéressant la desserte maritime et aérienne (p. 329).

Retiré : amendement n° 44 de M. Daniel Millaud : possibilité pour le président du Gouvernement de conduire des négociations avec les Etats et territoires de la région Pacifique dans le domaine économique, commercial et industriel (p. 329).

– L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 330).

Art. 4 (Renforcement de l'autonomie de l'assemblée territoriale et allègement des règles de quorum) (p. 330).

Adoptés : amendements de M. Daniel Millaud, n° 47 : durée des sessions de l'assemblée territoriale (p. 330) – Et n° 48 : conditions de quorum nécessaires pour les délibérations de l'assemblée (p. 331) – Amendements de la commission, n° 12 : autonomie financière de l'assemblée territoriale (p. 331) – N° 13 : crédits nécessaires au budget de l'assemblée (p. 331) – N° 14 : représentation en justice de l'assemblée territoriale par son président (p. 331) – Et n° 15 : précision apportée à propos du quorum (p. 332).

– L'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 332).

Art. 5 (Accroissement des effectifs de la commission permanente) (p. 332).

Adopté : amendement n° 49, première partie, de M. Daniel Millaud : fixation à onze du nombre de membres de la commission permanente (p. 332).

Rejeté : amendement n° 49, deuxième partie, de M. Daniel Millaud : délibérations en séance publique (p. 332).

– L'article 5, ainsi modifié, est adopté (p. 332).

Art. 6 (Renforcement des attributions de la commission permanente) (p. 332).

Adopté : amendement n° 50 de M. Daniel Millaud : suppression de cet article (p. 334).

Devenus sans objet : amendements de la commission, n° 16 : possibilité pour le Gouvernement de saisir la commission permanente en cas d'urgence (p. 334) – N° 17, de coordination

avec le 1^{er} alinéa de l'article (p. 334) – Et n° 18, de forme : sous-amendement n° 66 : limites des virements autorisés par la commission permanente (p. 334).

– L'article 6 est supprimé (p. 334).

Art. 7 (Motion de censure) (p. 334).

Adopté : amendement n° 19 de la commission : modifications de forme (p. 334).

– L'article 7, ainsi modifié, est adopté (p. 334).

Avant l'art. 8 (p. 334).

Adoptés : amendements de la commission, n° 20 : dans l'ensemble de la loi du 6 septembre 1984, transformation du « comité économique et social » en « conseil économique, social et culturel » (p. 335) – Et n° 21 : durée du mandat des membres du conseil économique, social et culturel (p. 336).

Rejeté : amendement n° 51 de M. Daniel Millaud : désignation par l'assemblée territoriale des membres des organismes représentés au comité économique et social (p. 335).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 336).

Art. 8 (Comité économique et social) (p. 335).

Adoptés : amendements de la commission, n° 22, rédactionnel (p. 336) – Et n° 23 : autosaisine du conseil économique social et culturel sur les thèmes entrant dans sa compétence (p. 337) – Amendement n° 52 de M. Daniel Millaud : publication du règlement intérieur du conseil économique, social et culturel (p. 336).

Retiré : sur l'amendement n° 23 de la commission, sous-amendement n° 59 de M. Daniel Millaud : autosaisine du conseil économique, social et culturel à la majorité absolue de ses membres (p. 336).

– L'article 8, ainsi modifié, est adopté (p. 337).

Après l'art. 8 (p. 337).

Retiré : amendement n° 53 de M. Daniel Millaud : décisions prises par le conseil économique, social et culturel à la majorité des deux tiers de ses membres (p. 336).

Art. 9 (Conseils consultatifs d'archipel) (p. 337).

Adoptés : amendements de la commission, n° 24 : présence des maires délégués au sein des conseils d'archipel, et remplacement du maire élu ou délégué lorsqu'il est aussi conseiller territorial (p. 337) – N° 25 : amendement rédactionnel (p. 338) – Et n° 26 : remplacement des mots « les conseils d'archipel peuvent émettre des avis » par les mots « les conseils d'archipel émettent des avis » (p. 338).

Rejeté : amendement n° 56 de M. Daniel Millaud : nécessité pour le Gouvernement du territoire de motiver toute décision non conforme à l'avis du conseil d'archipel (p. 338).

– L'article 9, ainsi modifié, est adopté (p. 338).

Art. 10 (Collège consultatif d'experts fonciers) (p. 338).

Adopté : amendement rédactionnel n° 27 de la commission (p. 339).

– L'article 10, ainsi modifié, est adopté (p. 339).

Art. 11 (Contrôle préalable sur l'engagement des dépenses du territoire ; chambre territoriale des comptes) (p. 339).

Adoptés : amendements de la commission, n° 28 : compétence exclusive de l'assemblée territoriale pour l'organisation du contrôle préalable sur l'engagement de ses dépenses (p. 339) – Et n° 29 : modalités d'organisation et de fonctionnement de la chambre territoriale des comptes fixées par décret en conseil d'Etat après consultation de l'assemblée territoriale (p. 339) – Amendement n° 61 de M. Daniel Millaud : extension du ressort de la juridiction de la chambre régionale des comptes à toutes les communes de la Polynésie française, y compris celles de moins de deux mille habitants (p. 339).

– L'article 11, ainsi modifié, est adopté (p. 339).

Art. 12 (Rôle consultatif du tribunal administratif) (p. 339).

Adopté : amendement n° 57 de M. Daniel Millaud : faculté pour le président du Gouvernement ou le président de l'assemblée territoriale de consulter le tribunal administratif sur l'ensemble des décisions qu'ils peuvent être amenés à prendre (p. 340).

– L'article 12, ainsi modifié, est adopté (p. 340).

Après l'art. 12 (p. 340).

Adopté : amendement n° 58 de M. Daniel Millaud : convention possible entre l'Etat et le territoire dans le domaine de l'éducation (p. 340).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 340).

Art. 13 (Sociétés d'économie mixte locales) – Adopté (p. 340).

Art. 14 (Ajustements rédactionnels) – Adopté (p. 340).

Après l'art. 14 (p. 340).

Adopté : amendement n° 62 de M. Daniel Millaud : application, par décret en Conseil d'Etat, dans le territoire de la Polynésie française à compter du 1^{er} janvier 1990, de la loi n° 79-587 du 11 juillet 1979, relative à la motivation des actes administratifs et à l'amélioration des relations entre l'administration et le public (p. 341).

Rejeté : amendement n° 65 de M. Albert Ramassamy : bénéfice pour les communes de Nouvelle-Calédonie et de Polynésie française du même régime du fonds intercommunal de péréquation (p. 341).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 341).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 341, 342) : *MM. Michel Rufin, Albert Ramassamy, Etienne Dailly ; intervention de M. Louis Le Pensec, ministre* (p. 342).

Adoption (p. 342).

Discussion (commission mixte paritaire)

(26 juin 1990) (p. 2087, 2094).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2087, 2091) : *MM. Bernard Laurent, rapporteur de la commission mixte paritaire ; Louis Le Pensec, ministre des départements et territoires d'outre-mer ; Daniel Millaud, Michel Darras, Guy Allouche ; intervention de M. Jean Chamant, vice-président du Sénat, président de séance*.

Assemblée territoriale : *Laurent (Bernard)* (p. 2087) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 2088).

Avocats : *Millaud (Daniel)* (p. 2089).

Budget (du territoire) : *Laurent (Bernard)* (p. 2088).

Commission des communautés européennes : *Millaud (Daniel)* (p. 2089).

Commissions mixtes paritaires (CMP) : *Allouche (Guy)* (p. 2089) ; *Chamant (Jean)* (p. 2090) ; *Darras (Michel)* (p. 2089) ; *Laurent (Bernard)* (p. 2087 ; 2090 ; 2091).

Commission permanente : *Laurent (Bernard)* (p. 2088).

Comptes (contrôle) : *Laurent (Bernard)* (p. 2090) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 2090) ; *Millaud (Daniel)* (p. 2089).

Conseil des ministres : *Laurent (Bernard)* (p. 2088) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 2090) ; *Millaud (Daniel)* (p. 2089).

Conseil économique, social et culturel : *Laurent (Bernard)* (p. 2087) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 2088).

Conseils d'archipel : *Laurent (Bernard)* (p. 2088 ; 2090) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 2088) ; *Millaud (Daniel)* (p. 2089).

Enseignement : *Laurent (Bernard)* (p. 2088).

Formation professionnelle : *Laurent (Bernard)* (p. 2088).

Gouvernement (du territoire) : *Laurent (Bernard)* (p. 2087 ; 2088) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 2090).

Maires délégués : *Laurent (Bernard)* (p. 2088 ; 2090) ; *Millaud (Daniel)* (p. 2089).

Malversations : *Millaud (Daniel)* (p. 2088).

Régime comptable, financier et budgétaire : *Laurent (Bernard)* (p. 2090) ; *Millaud (Daniel)* (p. 2089).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2091, 2093)

Art. 1^{er} (p. 2091).

Art. 1^{er} bis (p. 2091).

Art. 3 (p. 2091).

Art. 5, 6, 7, 8, 9 et 11 (p. 2092).

Art. 12 bis, 13, 15 et 16 (p. 2093).

Explication de vote sur l'ensemble (p. 2093) : *M. Daniel Millaud*.

Scrutin public n° 180 (p. 2094).

Rejet (26 juin 1990) (p. 2094).

Discussion (nouvelle lecture)

(29 juin 1990) (p. 2304, 2306).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2304) : *MM. Louis le Pensec, ministre des départements et territoires d'outre-mer ; Bernard Laurent, rapporteur de la commission des lois ; et les orateurs sur la motion*.

Comptes (contrôle) : *Le Pensec (Louis)* (p. 2306) ; *Millaud (Daniel)* (p. 2305).

Conseils d'archipel : *Millaud (Daniel)* (p. 2305).

Maires délégués : *Millaud (Daniel)* (p. 2305).

Navettes législatives : *Darras (Michel)* (p. 2305) ; *Larché (Jacques)* (p. 2305) ; *Laurent (Bernard)* (p. 2304) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 2304 ; 2306).

Régime comptable, financier et budgétaire : *Le Pensec (Louis)* (p. 2306) ; *Millaud (Daniel)* (p. 2305).

Motion n° 1 de M. Daniel Millaud, tendant à opposer la question préalable (p. 2304) – *MM. Daniel Millaud, Michel Darras, Jacques Larché, président de la commission ; Louis le Pensec, ministre*.

Adoption de la motion (p. 2306 ; scrutin public n° 187).

Rejet du projet de loi (29 juin 1990) (p. 2306).

2. – Projet de loi portant homologation des dispositions, prévoyant l'application de peines correctionnelles et de sanctions complémentaires, de délibérations de l'Assemblée territoriale de Polynésie française et édictant des dispositions pénales et de procédure pénale applicables en Polynésie française, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Louis Le Pensec, ministre des départements et territoires d'outre-mer (19 juin 1990) [n° 397 (89-90)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Bernard Laurent (10 octobre 1990) [n° 25 (90-91)] – Discussion (17 octobre 1990) – Adoption (17 octobre 1990) [n° 12].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (18 octobre 1990) [n° 1653 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de Mme Martine David (6 décembre 1990) [n° 1793 (9^e lég.)] – Discussion (12 décembre 1990) – Adoption (12 décembre 1990) [n° 424].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (13 décembre 1990) [n° 162 (90-91)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Bernard Laurent (18 décembre 1990) [n° 194 (90-91)] – Discussion (19 décembre 1990) – Adoption (19 décembre 1990) [n° 74].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (19 décembre 1990) [n° 1878 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de Mme Martine David (20 décembre 1990) [n° 1883 (9^e lég.)] – Dis-

cussion (20 décembre 1990) – Adoption (20 décembre 1990) [n° 450].

PROMULGATION : Loi n° 91-6 du 4 janvier 1991 (*J.O. Lois et décrets* du 6 janvier 1991).

Discussion (première lecture)

(17 octobre 1990) (p. 2877, 2884).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2877, 2879) : *MM. Louis Le Pensec, ministre des départements et territoires d'outre-mer ; Bernard Laurent, rapporteur de la commission des lois.*

Ce texte a pour objet de faire homologuer par le Parlement neuf délibérations de l'Assemblée territoriale de la Polynésie française qui prévoient l'application de peines correctionnelles et de sanctions complémentaires destinées à punir les infractions aux règlements qu'elle a édictés sous réserve de leur homologation par la loi.

Aménagement du territoire : *Laurent (Bernard)* (p. 2878) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 2878).

Archives : *Laurent (Bernard)* (p. 2878) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 2878).

Caisses d'allocations familiales : *Laurent (Bernard)* (p. 2879).

Condamnations pénales : *Laurent (Bernard)* (p. 2878) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 2877).

Crimes, délits et contraventions : *Laurent (Bernard)* (p. 2877 ; 2878) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 2877 ; 2878).

Eau et assainissement : *Laurent (Bernard)* (p. 2878).

Laboratoires d'analyses et de biologie médicale : *Laurent (Bernard)* (p. 2879).

Loi et règlement (domaines respectifs) : *Laurent (Bernard)* (p. 2878) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 2878).

Nature (protection) : *Laurent (Bernard)* (p. 2879) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 2878).

Opticiens-lunetiers : *Laurent (Bernard)* (p. 2879).

Pêche : *Laurent (Bernard)* (p. 2879).

Pêche en eau douce : *Laurent (Bernard)* (p. 2879).

Pharmacie : *Laurent (Bernard)* (p. 2879).

Pharmacie vétérinaire : *Laurent (Bernard)* (p. 2879).

Polynésie française (statut) : *Laurent (Bernard)* (p. 2878) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 2877).

Procédure pénale : *Laurent (Bernard)* (p. 2878) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 2878).

Professions et activités immobilières : *Laurent (Bernard)* (p. 2879).

Santé : *Laurent (Bernard)* (p. 2878).

Sécurité routière : *Le Pensec (Louis)* (p. 2878).

Tabagisme : *Laurent (Bernard)* (p. 2878).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2879, 2884) : *MM. Louis Le Pensec, ministre ; Bernard Laurent, rapporteur.*

Art. 1^{er} (*Réglementation des archives ; réglementation de la pratique d'accouchement ; prélèvement, préparation, conservation et distribution de produits sanguins*) (p. 2879).

Adoptés : amendements de la commission, n° 1 : homologation des dispositions de la délibération de l'Assemblée territoriale de la Polynésie française n° 78-20 du 2 février 1978 réglementant la profession d'opticien-lunetier détaillant (p. 2880) – Et n° 5 : homologation des délibérations respectivement relatives : aux laboratoires d'analyses médicales, aux recouvrements de sommes dues par les employeurs aux caisses de compensation des prestations familiales et à la profession d'agent immobilier (p. 2880).

– L'article 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 2881).

Art. 2 (*Importation de médicaments*) – Adopté (p. 2881).

Art. 3 (*Lutte contre l'abus de tabac et le tabagisme*) – Adopté (p. 2881).

Art. 4 (*Etablissement d'une carte sanitaire*) (p. 2881).

Adopté : amendement n° 2 de la commission : suppression de la référence aux dispositions des articles 42, 43 et 44 de la délibération de l'Assemblée territoriale qui ne peuvent être assorties d'aucune sanction pénale (p. 2881).

– L'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 2881).

Art. 5 (*Code de l'aménagement du territoire : plans d'aménagement*) – Adopté (p. 2881).

Art. 6 (*Hygiène des eaux usées*) – Adopté (p. 2881).

Art. 7 (*Code de l'aménagement du territoire : installations classées*) – Adopté (p. 2882).

Après l'art. 7 (p. 2882).

Adoptés : amendements de la commission, n° 3 : homologation des dispositions de la délibération du 8 décembre 1988 portant réglementation de la pêche en Polynésie française (p. 2882) – N° 4 : homologation des dispositions de la délibération du 8 décembre 1988 relative à la protection de certaines espèces animales marines et d'eau douce du patrimoine naturel polynésien (p. 2882) – N° 6 : homologation des dispositions de la délibération du 13 avril 1989 portant création d'un corps de gardes-nature territoriaux (p. 2883) – N° 7 : homologation des dispositions de la délibération du 12 octobre 1989 relatives à la pharmacie vétérinaire (p. 2883) – N° 8 : homologation des dispositions de la délibération du 20 octobre 1989 relatives à l'exercice de la pharmacie (p. 2883) – Et n° 9 : homologation des dispositions de la délibération du 13 juillet 1990 relatives à la protection des tortues marines (p. 2883).

– Six articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 2883).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2883, 2884) : *M. Albert Ramassamy ; intervention de M. Louis Le Pensec, ministre.*

Adoption (17 octobre 1990) (p. 2884).

Discussion (deuxième lecture)

(19 décembre 1990) (p. 5341, 5344).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5341, 5342) : *MM. Bernard Laurent, rapporteur de la commission des lois ; Louis Le Pensec, ministre des départements et territoires d'outre-mer.*

Amendements : *Laurent (Bernard)* (p. 5341).

Communauté économique européenne (CEE) : *Laurent Bernard* (p. 5341) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 5342).

Cour de justice des communautés européennes (CJCE) : *Laurent (Bernard)* (p. 5341) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 5342).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5342, 5344) : *MM. Daniel Millaud, Louis Le Pensec, ministre ; Bernard Laurent, rapporteur.*

Art. 1^{er} – Adopté (p. 5342).

Art. 10 et 12 – Adoptés (p. 5343).

Art. 14 (*Possibilité pour les agents assermentés de constater par procès-verbal les infractions aux réglementations édictées par l'Assemblée territoriale et le conseil des ministres du territoire*) – Adopté (p. 5343).

Art. 15 (*Extension au territoire de la Polynésie française de certaines dispositions de procédure du code de l'expropriation*) (p. 5343).

Adopté : amendement de suppression n° 1 de la commission (p. 5344).

– L'article 15 est supprimé (p. 5344).

Adoption (19 décembre 1990) (p. 5344).

Ports

Voir *Lois de finances, 1*, Equipement, logement, transports et mer - V - Mer

Portugal

Voir *Traités et conventions, 12*

Postes diplomatiques et consulaires

1. - **Projet de loi relatif aux dépôts dans les postes diplomatiques et consulaires**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 30 juin 1990-26 juillet 1990) [n° 469 (89-90)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères.

Postes et télécommunications (P et T)

Voir *Questions au Gouvernement n° 206*
Postes, télécommunications et espace (PTE), 1

1. - **Projet de loi sur la réglementation des télécommunications**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Paul Quilès, ministre des Postes (2 octobre 1990) [n° 1592 (9^e lég.)] - Renvoi à la commission de la production - Rapport de M. Gabriel Montcharmont (4 octobre 1990) [n° 1623 (9^e lég.)] - Urgence - Discussion (12 et 15 octobre 1990) - Adoption (15 octobre 1990) [n° 381].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (16 octobre 1990) [n° 36 (90-91)] - Renvoi à la commission des affaires économiques - Pour avis à la commission des affaires culturelles - Rapport de M. Gérard Larcher (7 novembre 1990) [n° 69 (90-91)] - Avis de M. Adrien Gouteyron (7 novembre 1990) [n° 70 (90-91)] - Discussion (13, 14 novembre 1990) - Adoption (14 novembre 1990) [n° 34].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (15 novembre 1990) [n° 1703 (9^e lég.)] - Renvoi à la commission de la production.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE); rapport de M. Gabriel Montcharmont (21 novembre 1990) [n° 1724 (9^e lég.)].

COMMISSION MIXTE PARTAIRE (SENAT); rapport de M. Gérard Larcher (22 novembre 1990) [n° 93 (90-91)] - Echec.

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (15 novembre 1990) [n° 1703 (9^e lég.)] - Renvoi à la commission de la production - Rapport de M. Gabriel Montcharmont (27 novembre 1990) [n° 1763 (9^e lég.)] - Discussion (29 novembre 1990) - Adoption (29 novembre 1990) [n° 403].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (30 novembre 1990) [n° 113 (90-91)] - Renvoi à la commission des affaires économiques - Rapport de M. Gérard Larcher (6 décembre 1990) [n° 132 (90-91)] - Discussion (11 décembre 1990) - Adoption (11 décembre 1990) [n° 48].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (12 décembre 1990) [n° 1810 (9^e lég.)] - Renvoi à la commission de la production - Rapport de M. Gabriel Montcharmont (12 décembre 1990) [n° 1811 (9^e lég.)] - Discussion (12 décembre 1990) - Adoption (12 décembre 1990) [n° 420].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 90-281 DC du 27 décembre 1990 (*J.O. Lois et décrets du 29 décembre 1990*) qui déclare : 1) contraires à la Constitution les dispositions des alinéas 1 et 2 de l'article L 40 du code des postes et télécommunications dans leur rédaction issue de l'article 9 de la présente loi ; 2) sont inséparables des dispositions déclarées contraires à la Constitution les alinéas 3 et 6 de l'article L 40 du code des postes dans leur rédaction résultant de l'article 9 de la présente loi.

PROMULGATION : Loi n° 90-1170 du 29 décembre 1990 (*J.O. Lois et décrets du 30 décembre 1990*).

Discussion (première lecture)

(13 novembre 1990) (p. 3352, 3391); (14 novembre 1990) (p. 3400, 3432).

I - DISCUSSION GENERALE (p. 3352, 3370): MM. Paul Quilès, ministre des postes; Gérard Larcher, rapporteur de la commission des affaires économiques; Adrien Gouteyron, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles; Pierre Laffitte, Jacques Bellanger, Bernard Seillier, Jean Faure, Félix Leyzour, Jean Huchon.

Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT): Quilès (Paul) (p. 3369).

Aménagement du territoire: Leyzour (Félix) (p. 3366).

Argentine: Quilès (Paul) (p. 3355).

Audiovisuel (industrie des matériels): Quilès (Paul) (p. 3355).

Budget de l'Etat: Huchon (Jean) (p. 3366).

Câble (technologie): Faure (Jean) (p. 3364); Quilès (Paul) (p. 3369; 3370); Seillier (Bernard) (p. 3362).

Centre national d'étude des télécommunications (CNET): Bellanger (Jacques) (p. 3361); Larcher (Gérard) (p. 3357); Leyzour (Félix) (p. 3366); Quilès (Paul) (p. 3367).

Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL): Bellanger (Jacques) (p. 3360; 3361); Huchon (Jean) (p. 3366); Larcher (Gérard) (p. 3357); Seillier (Bernard) (p. 3362).

Commissions parlementaires: Huchon (Jean) (p. 3367); Laffitte (Pierre) (p. 3360).

Communes: Gouteyron (Adrien) (p. 3358); Seillier (Bernard) (p. 3363).

Communication: Quilès (Paul) (p. 3353).

Communication audiovisuelle: Gouteyron (Adrien) (p. 3357; 3358); Larcher (Gérard) (p. 3355); Quilès (Paul) (p. 3354); Seillier (Bernard) (p. 3362).

Concurrence: Bellanger (Jacques) (p. 3360); Faure (Jean) (p. 3364); Larcher (Gérard) (p. 3357); Quilès (Paul) (p. 3353; 3354; 3355; 3370); Seillier (Bernard) (p. 3364).

Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA): Bellanger (Jacques) (p. 3360; 3361); Faure (Jean) (p. 3364); Gouteyron (Adrien) (p. 3357; 3358); Huchon (Jean) (p. 3366); Laffitte (Pierre) (p. 3360); Larcher (Gérard) (p. 3356); Seillier (Bernard) (p. 3356; 3362); Quilès (Paul) (p. 3354; 3355; 3367).

Défense nationale: Quilès (Paul) (p. 3354).

Direction de la réglementation générale (DRG): Gouteyron (Adrien) (p. 3358); Quilès (Paul) (p. 3354).

Directives communautaires: Huchon (Jean) (p. 3366); Quilès (Paul) (p. 3367); Seillier (Bernard) (p. 3363).

Ecoutes téléphoniques: Huchon (Jean) (p. 3367); Larcher (Gérard) (p. 3357); Quilès (Paul) (p. 3370).

Europe: Larcher (Gérard) (p. 3356); Leyzour (Félix) (p. 3366); Quilès (Paul) (p. 3353; 3367); Seillier (Bernard) (p. 3364).

Haut conseil des télécommunications: Bellanger (Jacques) (p. 3361); Larcher (Gérard) (p. 3357); Seillier (Bernard) (p. 3363).

Haute autorité de la communication audiovisuelle: Gouteyron (Adrien) (p. 3357).

Informatique: Larcher (Gérard) (p. 3355); Quilès (Paul) (p. 3353).

Inventions: Seillier (Bernard) (p. 3362).

Laboratoire central d'industrie électrique (LCIE): Quilès (Paul) (p. 3367).

Liberté de communication : *Gouteyron (Adrien)* (p. 3357).

Libertés publiques : *Larcher (Gérard)* (p. 3357).

Mexique : *Quilès (Paul)* (p. 3355).

Monopoles : *Faure (Jean)* (p. 3364) ; *Huchon (Jean)* (p. 3366) ; *Laffitte (Pierre)* (p. 3359) ; *Leyzour (Félix)* (p. 3365 ; 3366) ; *Quilès (Paul)* (p. 3353 ; 3354) ; *Seillier (Bernard)* (p. 3363).

Organisations syndicales : *Leyzour (Félix)* (p. 3365).

Parlement : *Bellanger (Jacques)* (p. 3360).

Parlement (droits) : *Bellanger (Jacques)* (p. 3361).

Police judiciaire : *Bellanger (Jacques)* (p. 3361).

Postes et télécommunications (P et T) : *Bellanger (Jacques)* (p. 3360) ; *Faure (Jean)* (p. 3364) ; *Gouteyron (Adrien)* (p. 3357) ; *Huchon (Jean)* (p. 3366) ; *Leyzour (Félix)* (p. 3365).

Pouvoirs publics : *Laffitte (Pierre)* (p. 3359).

Privatisations : *Leyzour (Félix)* (p. 3365).

Radiotéléphone : *Quilès (Paul)* (p. 3355) ; *Seillier (Bernard)* (p. 3362 ; 3363).

Recherche : *Bellanger (Jacques)* (p. 3361) ; *Gouteyron (Adrien)* (p. 3358).

Règlements communautaires : *Larcher (Gérard)* (p. 3356).

Réseau numérique à intégration de service (RNIS) : *Leyzour (Félix)* (p. 3365).

Réseaux câblés : *Bellanger (Jacques)* (p. 3360) ; *Gouteyron (Adrien)* (p. 3358) ; *Huchon (Jean)* (p. 3366) ; *Larcher (Gérard)* (p. 3357) ; *Quilès (Paul)* (p. 3355) ; *Seillier (Bernard)* (p. 3363).

Satellites : *Bellanger (Jacques)* (p. 3360) ; *Gouteyron (Adrien)* (p. 3358).

Service public : *Bellanger (Jacques)* (p. 3361) ; *Huchon (Jean)* (p. 3366) ; *Quilès (Paul)* (p. 3353 ; 3354 ; 3367 ; 3370).

Sociétés multinationales : *Leyzour (Félix)* (p. 3365).

Télécommunications : *Bellanger (Jacques)* (p. 3360) ; *Faure (Jean)* (p. 3364) ; *Gouteyron (Adrien)* (p. 3357 ; 3358) ; *Huchon (Jean)* (p. 3366) ; *Laffitte (Pierre)* (p. 3359 ; 3360) ; *Larcher (Gérard)* (p. 3355 ; 3356 ; 3357) ; *Quilès (Paul)* (p. 3353 ; 3354 ; 3367 ; 3369) ; *Seillier (Bernard)* (p. 3362 ; 3363 ; 3364).

Télécommunications (industrie) : *Quilès (Paul)* (p. 3355).

Télématique : *Quilès (Paul)* (p. 3370).

Téléphone : *Huchon (Jean)* (p. 3367) ; *Larcher (Gérard)* (p. 3356 ; 3357) ; *Leyzour (Félix)* (p. 3365) ; *Quilès (Paul)* (p. 3354) ; *Seillier (Bernard)* (p. 3362 ; 3363).

Urgence (procédure parlementaire) : *Gouteyron (Adrien)* (p. 3358) ; *Huchon (Jean)* (p. 3366) ; *Laffitte (Pierre)* (p. 3359) ; *Quilès (Paul)* (p. 3367).

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3370, 3391 ; 3400, 3432) : *MM. Gérard Larcher, rapporteur ; Paul Quilès, ministre ; Jacques Bellanger, Félix Leyzour ; Adrien Gouteyron, rapporteur pour avis ; Louis Perrein, Gérard Delfau, Jean Faure, Bernard Seillier - Pierre Laffitte, Ernest Cartigny, Mme Catherine Tasca, ministre chargé de la communication ; MM. Serge Vinçon, Paul Loridant, André Bohl, Jean Roger, Pierre Jeambrun, Désiré Debavelaere.*

Art. 1^{er} (Modification du titre du Livre II de la première partie du code des postes et télécommunications) - Adopté (p. 3370).

Art. 2 (Définitions et principes de réglementation des télécommunications) (p. 3371).

Parole sur l'article (p. 3371) : *MM. Gérard Larcher, rapporteur ; Paul Quilès, ministre.*

ART. L. 32 DU CODE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS (p. 3371).

Adoptés : amendements du Gouvernement, n° 64 : attribution de la notion de service telex à l'exploitation commerciale du

transfert direct en temps réel (p. 3372) - Et n° 65 : attribution de la notion de service-support à l'exploitation commerciale du simple transport de données (p. 3372) - Amendements de la commission, n° 4 : définition communautaire des équipements terminaux (p. 3373) - Et n° 5 : interopérabilité des équipements terminaux (p. 3373) ; sous-amendement n° 66 du Gouvernement (p. 3373).

Rejetés : amendements de la commission, n° 3 : attribution de la notion de service de télécommunications à toutes prestations ayant pour objet la transmission ou l'acheminement de signaux par des procédés de télécommunication (p. 3372) - Et n° 6, de coordination (p. 3373).

- Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 3373).

ART. L. 32-1 (p. 3373).

Adoptés : amendements de la commission, n° 7 : rôle du ministre chargé des télécommunications de veiller à ce que soient assurées de façon indépendante les fonctions de réglementation des activités relevant du secteur des télécommunications et les fonctions d'exploitation de réseaux ou de fournitures de services de télécommunications (p. 3374) - N° 8 : droit au respect de la vie privée garanti par l'exploitant public et les fournisseurs de services des télécommunications (p. 3374) - Et n° 9 : soumission du Centre national d'études des télécommunications à la tutelle conjointe du ministre chargé des télécommunications et du ministre chargé de la recherche et de la technologie (p. 3376).

Retiré : amendement n° 48 de la commission saisie pour avis : rattachement au ministre chargé des télécommunications des organismes de recherche et des établissements d'enseignement supérieur relevant du secteur des télécommunications et exercice de la tutelle sur le Centre national d'études des télécommunications conjointement par le ministre chargé des télécommunications et par le ministre chargé de la recherche (p. 3376).

- Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 3376).

ART. L. 32-1 bis (p. 3376).

Adopté : amendement n° 10 de la commission : institution d'un Haut conseil pour les télécommunications (p. 3380).

- Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 3380).

ART. L. 32-2 (p. 3380).

Adopté : amendement n° 11 de la commission : interdiction de toute interception de communication à distance (p. 3381).

- Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 3381).

ART. L. 32-3 (p. 3381).

Adoptés : amendements de la commission, n° 12 : possibilité pour le ministre chargé des télécommunications de recueillir pour effectuer les procédures de contrôle les seuls documents strictement nécessaires (p. 3381) - Et n° 13 : suppression de la possibilité pour le ministre chargé des télécommunications de faire effectuer des enquêtes par des fonctionnaires de son ministère (p. 3382).

- Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 3382).

- L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 3382).

Art. 3 (Modification du titre du chapitre 2 du titre premier du Livre II du code des postes et télécommunications) - Adopté (p. 3382).

Art. 4 (Régime juridique des réseaux des télécommunications) (p. 3382).

ART. L. 33 - Adopté (p. 3382).

ART. L. 33-1 (p. 3382).

Adoptés : amendements de la commission, n° 14 : extension de la dérogation au monopole de l'exploitant public à l'ensemble des réseaux de télécommunications ouverts au public, au-delà des seuls réseaux radio-électriques (p. 3383) - Et n° 15, rédactionnel (p. 3383).

- Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 3384).

ART. L. 33-2 (p. 3384).

Adopté : amendement n° 16 de la commission : suppression du caractère exceptionnel des connections entre réseaux indépendants et réseaux ouverts au public (p. 3384).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 3384).

ART. L. 33-3 (p. 3384).

Adopté : amendement n° 62 de M. Bernard Seillier : libre établissement de tous les réseaux indépendants sans condition de distance ni de seuil (p. 3385).

Retirés : amendement n° 17 de la commission : suppression de la référence à un seuil de 300 mètres comme limite maximale à la réalisation d'un réseau indépendant (p. 3385) – Et n° 61 de M. Bernard Seillier : absence de soumission à des réseaux indépendants aux conditions techniques d'exploitation (p. 3385).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 3385).

Après L'ART. L. 33-3 (p. 3385).

Adoptés : amendement n° 18 de la commission : liberté de publication des listes d'abonnés, sauf pour celles des réseaux ouverts au public qui sera soumise à un régime de déclaration préalable (p. 3386) ; sous-amendement n° 67 du Gouvernement (p. 3386).

– Un article additionnel, est inséré dans le code précité (p. 3386).

– L'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 3386).

Art. 5 (Régime juridique des services de télécommunications) (p. 3386).

ART. L. 34-1 (p. 3386).

Retirés : amendements de la commission, n° 19 : inscription dans le cahier des charges de l'obligation de services qui résulte du monopole (p. 3386) – Et rédactionnel n° 20 (p. 3388).

– Le texte proposé, est adopté (p. 3388).

ART. L. 34-2 (p. 3388).

Adopté : amendement rédactionnel n° 21 de la commission (p. 3388).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 3389).

ART. L. 34-3 (p. 3388).

Adopté : amendement rédactionnel n° 76 de la commission (p. 3389).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 3389).

ART. L. 34-4 – Adopté (p. 3389).

ART. L. 34-5 (p. 3389).

Adopté : amendement rédactionnel n° 68 du Gouvernement (p. 3389).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 3389).

ART. L. 34-10 (p. 3389).

Adoptés : amendements de la commission, n° 22 : extension des compétences de la commission consultative spécialisée dans le domaine des services à valeur ajoutée aux services-suppôts (p. 3389) – Et de coordination n° 23 (p. 3390).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 3390).

ART. 34-7 (p. 3390).

Adopté : amendement n° 24 de la commission : accroissement des droits de la défense lors des procédures d'autorisation, prévoyant notamment la motivation et la publicité des décisions, la gradation des sanctions au non-respect de la décision et les modalités de recours ou de sursis à exécution (p. 3391).

Rejeté : sur l'amendement n° 24 de la commission, sous-amendement n° 69 du Gouvernement (p. 3391).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 3391).

– L'article 5, ainsi modifié, est adopté (p. 3391).

Art. 6 (Equipements terminaux) (p. 3400).

Adoptés : amendements de la commission, n° 25 : exigence de l'agrément pour les installations radio-électriques (p. 3401) – Et n° 26 de coordination (p. 3401) – Amendement n° 70 du Gouvernement : fixation par décret en Conseil d'Etat des critères et de la procédure d'admission destinée à apprécier la qualification technique des personnes appelées à mettre en service et à entretenir ces équipements (p. 3401) – Amendement n° 1 de M. Pierre Laffitte : obligation de l'usage de la langue française pour l'information des consommateurs en matière de compatibilité des matériels au réseau public.

– L'article 6, ainsi modifié, est adopté (p. 3401).

Art. 7 (Création d'un section intitulée « dispositions diverses ») – Adopté (p. 3401).

Après l'art. 7 (Responsabilité de l'exploitant public) (p. 3401).

Adopté : amendement n° 27 de la commission : soumission dans le secteur concurrentiel de l'exploitant public et de ses concurrents privés au même régime de responsabilité (p. 3403).

Rejeté : sur l'amendement n° 27 de la commission ; sous-amendement n° 86 du Gouvernement.

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3403).

Art. 8 (Dispositions pénales) (p. 3403).

Adopté : amendement n° 28 de la commission : attribution du pouvoir d'enquête aux seuls officiers et agents de police judiciaire (p. 3405).

– L'article 8, ainsi modifié, est adopté (p. 3405).

Art. 9 (Services radio-électriques) – Adopté (p. 3405).

Art. 10 (Compétences du Conseil supérieur de l'audiovisuel) (p. 3406).

Adopté : amendement n° 29 de la commission : soumission à autorisation du Conseil supérieur de l'audiovisuel de l'établissement et de l'utilisation de fréquences micro-ondes pour relier à la tête de réseaux câblés des zones d'habitat dispersé (p. 3407).

Rejeté : amendement n° 83 du Gouvernement : établissement de réseaux de distribution par câbles des services de radiodiffusion sonore et de télévision dans les zones d'habitat dispersé pouvant comporter une ou plusieurs liaisons radioélectriques (p. 3407).

Devenus sans objet : amendements, n° 59 de M. Serge Vinçon : identique à l'amendement n° 29 de la commission (p. 3407) – Et n° 52 de M. Jacques Bellanger : possibilité pour le Conseil supérieur de l'audiovisuel d'autoriser l'établissement et l'utilisation de liaisons radioélectriques entre les réseaux câblés (p. 3407).

– L'article 10, ainsi modifié, est adopté (p. 3407).

Art. 11 (Suppression du contrôle par le CSA du respect, par les exploitants d'installations de télécommunications, du principe d'égalité de traitement entre les usagers) (p. 3407).

Parole sur l'article : M. Paul Lorient (p. 3407, 3408).

– L'article 11 est adopté (p. 3408).

Art. 12 (Limitation du rôle de consultation et du pouvoir de recommandation du CSA en matière de normes relatives aux matériels et aux techniques) (p. 3408).

Adopté : amendement n° 77 de la commission : obligation pour les caractéristiques techniques des signaux émis par les bandes de fréquence des satellites de télécommunications et pour les émetteurs de terre d'être conformes à des spécifications définies par arrêté interministériel pris après avis du CSA (p. 3409).

– L'article 12, ainsi modifié, est adopté (p. 3409).

Art. 13 (*Modification du champ des recommandations éventuelles du CSA dans son rapport annuel*) – Adopté (p. 3409).

Art. 14 (*Usage des fréquences relevant du CSA*) (p. 3409).

Adopté : amendement n° 39 de la commission saisie pour avis : fourniture des services autorisés par le ministre chargé des télécommunications après accord du Conseil supérieur de l'audiovisuel sur l'usage des fréquences (p. 3410).

– L'article 14, ainsi modifié, est adopté (p. 3410).

Après l'art. 14 (p. 3410).

Adopté : amendement n° 30 de la commission : dépôt devant le Parlement avant le 1^{er} octobre 1991 d'un rapport gouvernemental présentant un bilan de la répartition des fréquences radioélectriques entre les différents utilisateurs (p. 3426).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3428 ; précédemment réservé p. 3410).

Art. 15 (*Services de radiodiffusion sonore ou de télévision transmis par satellites de télécommunication*) (p. 3410).

Adopté : amendement n° 40 de la commission : généralisation de l'exigence de l'agrément, fixation des modalités et du contenu des conventions d'agrément et extension aux services agréés des dispositions anticoncentration (p. 3414).

Rejetés : sur l'amendement n° 40 de la commission ; sous-amendements du Gouvernement n°s 79, 80 et 81 (p. 3413).

– L'article 15, ainsi modifié, est adopté (p. 3414).

Art. 16 (*Dispositions relatives aux services de radiodiffusion sonore et de télévision distribués par câbles*) (p. 3414).

Parole sur l'article : M. Paul Loridant.

Adopté : amendement rédactionnel n° 78 de la commission (p. 3415).

ART. 33 DE LA LOI DU 30 SEPTEMBRE 1986 – Adopté (p. 3415).

ART. 34 (p. 3415).

Adoptés : amendements de la commission saisie pour avis, rédactionnel n° 41 (p. 3415) – N° 42 : autorisation dans les mêmes formes que l'autorisation initiale des seules modifications de l'autorisation d'exploitation portant sur le nombre, la nature ou l'origine des services à distribuer (p. 3417) – Et n° 44 : possibilité pour le CSA d'imposer à l'exploitant du câble ou à son mandataire la distribution d'un nombre minimal de programmes édités par des personnes morales qui lui sont indépendantes (p. 3421) – Amendement rédactionnel n° 53 de M. Jacques Bellanger (p. 3415) – Sur l'amendement n° 42, sous-amendement n° 82 du Gouvernement (p. 3417) – Amendement n° 51 de M. André Bohl : suppression du seuil de dix mille habitants nécessaire pour obtenir l'autorisation d'exploiter un réseau câblé par une régie communale ou intercommunale ayant la personnalité morale et l'autonomie financière (p. 3419).

Retirés : amendements de M. Jacques Bellanger, n° 55 : possibilité pour le CSA d'imposer à l'exploitant la distribution de programmes édités par une personne morale indépendante du distributeur de services (p. 3421) – Et n° 56 : obligation de distribuer les programmes d'actions culturelles, éducatives et de défense des consommateurs afin d'obtenir l'autorisation d'exploitation (p. 3421).

Devenus sans objet : amendements identiques n° 31 de la commission, n° 43 de la commission saisie pour avis et n° 54 de M. Jacques Bellanger : suppression du seuil de dix mille habitants pour délivrer l'autorisation d'exploitation (p. 3419).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 3421).

ART. 34-1 (p. 3421).

Adopté : amendement de coordination n° 45 de la commission saisie pour avis (p. 3422).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 3422).

ART. 34-2 (p. 3422).

Adoptés : amendements identiques n° 57 de M. Jacques Bellanger et n° 60 de M. Désiré Debavelaere : proposition par les communes ou groupement de communes des nouveaux services autres que de radiodiffusion sonore ou de télévision fournis par les réseaux câblés et soumis à autorisation ministérielle (p. 3423).

Retirés : amendement n° 46 de la commission saisie pour avis : autorisation par le CSA des services de télécommunications permettant l'accès au service audiovisuel distribué sur le câble (p. 3423) ; sous-amendement n° 58 de M. Pierre Jeambrun (p. 3423).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 3423).

– L'article 16, ainsi modifié, est adopté (p. 3423).

Art. 17 (*Services soumis à déclaration préalable*) – Adopté (p. 3423).

Art. 17 bis (*Sanctions pénales*) (p. 3423).

Adopté : amendement n° 47 de la commission saisie pour avis : possibilité de sanctionner les responsables d'un réseau qui l'exploitent dans des conditions non conformes à l'autorisation délivrée (p. 3424).

– L'article 17 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 3424).

Art. 18 (*Services placés sous l'autorité du CSA*) – Adopté (p. 3424).

Art. 19 (*Réseaux ou services de télécommunications autorisés antérieurement*) – Adopté (p. 3424).

Art. 20 (*Interdiction de la simple revente de capacité*) – Adopté (p. 3424).

Art. 21 (*Services antérieurement autorisés et distribués par le câble*) – Adopté (p. 3424).

Avant l'art. 21 bis (p. 3424).

Adopté : amendement n° 84 du Gouvernement : attribution d'un délai d'un an aux réseaux existants pour se conformer aux nouvelles dispositions de l'article 34 de la loi de 1986 (p. 3424).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3424).

Art. 21 bis (*Droit au câble*) (p. 3424).

Adopté : amendement n° 32 de la commission : interdiction de raccordement individuel d'un locataire ou occupant de bonne foi à un réseau câblé urbain, en cas de réalisation d'un réseau d'immeuble raccordé à un réseau câblé urbain (p. 3425).

Devenu sans objet : amendement n° 85 du Gouvernement : répercussion par le propriétaire qui a installé à ses frais, soit une antenne collective, soit un réseau interne à l'immeuble raccordé à un réseau câblé fournissant un service collectif, des coûts d'établissement et d'entretien du câblage antérieur des immeubles, sur chaque usager acceptant de se raccorder à cette antenne collective (p. 3425).

– L'article 21 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 3425).

Art. 22 (*cryptologie*) (p. 3426).

Adoptés : amendement n° 33 de la commission : soumission à contrôle de la fourniture de l'exportation de moyens ou de prestations de cryptologie afin de préserver les intérêts de la défense nationale et de la sécurité intérieure ou extérieure de l'Etat ; sous-amendement n° 71 du Gouvernement (p. 3427) – Amendement de la commission n° 34 : fixation par décret en Conseil d'Etat au regard des intérêts de la défense nationale et de la sécurité intérieure ou extérieure de l'Etat des cas et des conditions dans lesquelles est souscrite la déclaration et est accordée l'autorisation préalable du Premier ministre (p. 3428) – Et n° 35 : possibilité pour les seuls officiers et agents de police judiciaire ainsi que les agents de la direction des douanes dans leur domaine de compétence de rechercher et de constater les infractions (p. 3428) – Amendement du Gouvernement n° 72 : possibilité pour certaines infractions d'être parallèlement sanc-

tionnées au titre de la réglementation douanière (p. 3428) – Et n° 73 : possibilité pour le tribunal en cas de condamnation de prononcer la confiscation des moyens de cryptologie (p. 3428).

Rejeté : amendement de coordination n° 75 du Gouvernement (p. 3429).

Devenu sans objet : amendement n° 74 du Gouvernement : possibilité pour les agents de police judiciaire ainsi qu'aux agents de la direction des douanes dans leur domaine de compétence de rechercher et de constater les infractions (p. 3428).

– L'article 22, ainsi modifié, est adopté (p. 3429).

Art. 23 (*Codification des dispositions relatives à l'interdiction de publicité en faveur des terminaux non agréés*) – Adopté (p. 3429).

Après l'art. 23 (p. 3429).

Adopté : amendement n° 37 de la commission : attribution du contrôle du respect du principe de la liberté de la concurrence dans le secteur de la télécommunication au Conseil de la concurrence (p. 3429).

Retiré : amendement n° 38 de la commission : dépôt par le Gouvernement sur le bureau des assemblées d'un projet de loi relatif aux interceptions de communications avant le 31 mars 1991 (p. 3429).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3429).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 3429, 3432) : *MM. Richard Pouille, Jacques Bellanger, Félix Leyzour, Louis Virapoullé, Jean Faure, Gérard Larcher, rapporteur ; Emmanuel Hamel.*

Adoption (14 novembre 1990) (p. 3432).

Discussion (nouvelle lecture)

(11 décembre 1990) (p. 4956, 4972).

I – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4956, 4958) : *MM. Paul Quilès, ministre des postes ; Gérard Larcher, rapporteur de la commission des affaires économiques.*

France Télécom : *Larcher (Gérard)* (p. 4957 ; 4958) ; *Quilès (Paul)* (p. 4957).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4958, 4972) : *MM. Gérard Larcher, rapporteur ; Paul Quilès, ministre ; Jacques Bellanger, Gérard Delfau.*

Art. 2 (p. 4958).

Adoptés : amendements de la commission, n° 1 : tutelle conjointe du ministère chargé de la recherche et de la technologie et du ministère des postes, des télécommunications et de l'espace sur le centre national d'études des télécommunications, CENET – N° 2 : organisation de la commission supérieure du service public des postes et télécommunications – Et n° 3 : constatation des infractions à la réglementation des télécommunications et suppression de l'habilitation (p. 4960, 4961).

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 4961).

Art. 4 (p. 4961).

Adopté : amendement n° 4 de la commission : suppression du caractère exceptionnel des connexions entre réseaux indépendants et réseaux ouverts au public (p. 4962).

Retiré : amendement n° 5 de la commission : suppression du seuil au-dessus duquel l'installation d'un réseau indépendant est soumis à autorisation (p. 4962).

– L'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 4962).

Art. 5 (p. 4962).

Adoptés : amendements de la commission, n° 6 : service de télécommunications : critère du refus de l'autorisation – Et n° 7 : possibilité de demander un sursis à exécution (p. 4964).

– L'article 5, ainsi modifié, est adopté (p. 4964).

Art. 6 (p. 4964).

Adopté : amendement n° 8 de la commission : obligation d'assortir les équipements terminaux d'une notice rédigée en français informant le consommateur sur leur compatibilité au réseau public (p. 4965).

– L'article 6, ainsi modifié, est adopté (p. 4965).

Art. 7 bis – Adopté (p. 4965).

Art. 8 (p. 4965).

ART. L. 39-4 DU CODE DES POSTES ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS (p. 4965).

Adopté : amendement n° 20 de la commission : amélioration de la garantie des personnes intéressées (p. 4965).

– Le texte proposé ainsi modifié, est adopté (p. 4965).

ART. L. 40 (p. 4965).

Adopté : amendement n° 9 de la commission : limitation de l'habilitation aux officiers et agents de police judiciaire (p. 4966).

– Le texte proposé ainsi modifié, est adopté (p. 4966).

– L'article 8, ainsi modifié, est adopté (p. 4966).

Art. 10 (p. 4966).

Adopté : amendement n° 10 de la commission : compétence du conseil supérieur de l'audiovisuel, CSA : autorisation des liaisons radio-électriques entre les réseaux câblés dans les zones d'habitat dispersé (p. 4967).

– L'article 10, ainsi modifié, est adopté (p. 4967).

Art. 12 (p. 4967).

Adopté : amendement n° 11 de la commission : protection radio-électrique des services de communication audiovisuelle (p. 4967).

– L'article 12, ainsi modifié, est adopté (p. 4967).

Art. 14 – Adopté (p. 4967).

Art. 14 bis – Supprimé par l'Assemblée nationale (p. 4968).

Art. 15 (p. 4968).

Adoptés : amendements de la commission, n° 12 : conditions de l'octroi de l'agrément de droit – N° 13 : conditions d'accès au satellite des services ne relevant pas de la politique d'agrément de droit – Et n° 14 : dispositif « anticoncentration » (p. 4969).

– L'article 15, ainsi modifié, est adopté (p. 4969).

Art. 16 (p. 4969).

Adopté : amendement n° 15 de coordination de la commission (p. 4970).

Retiré : amendement n° 16 de la commission : modification d'autorisation (p. 4970).

– L'article 16, ainsi modifié, est adopté (p. 4971).

Art. 17 bis (p. 4971).

Adopté : amendement de coordination n° 17 de la commission (p. 4971).

– L'article 17 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 4971).

Art. 21 bis et 21 ter – Adoptés (p. 4971).

Après l'art. 21 ter (p. 4971).

Adopté : amendement n° 19 de M. Gérard Delfau : ressources d'ordre publicitaire des radios associatives : modification de l'article 80 de la loi du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication (p. 4972).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 4972).

Art. 22 (p. 4972).

Adopté : amendement n° 18 de la commission : suppression de l'habilitation des agents de l'administration des télécommunications (p. 4972).

– L'article 22, ainsi modifié, est adopté (p. 4972).

Art. 24 – Supprimé par l'Assemblée nationale (p. 4972).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 4972) : *MM. Félix Leyzour, Jacques Bellanger, Jean Faure.*

Adoption (11 décembre 1990) (p. 4972).

Postes, télécommunications et espace (PTE)

Voir *Rapports d'information, 9*

1. – Projet de loi relatif à l'organisation du service public de la poste et des télécommunications, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, premier ministre, par M. Paul Quilès, ministre des postes (11 avril 1990) [n° 1229 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Jean-Pierre Fourré (3 mai 1990) [n° 1323 (9^e lég.)] – Urgence – Discussion (10 et 11 mai 1990) – Adoption (11 mai 1990) [n° 282].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (15 mai 1990) [n° 294 (89-90)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Pour avis à la commission des finances – Rapport de M. Jean Faure (30 mai 1990) [n° 334 (89-90)] – Avis de M. Henri Torre (29 mai 1990) [n° 328 (89-90)] – Discussion (5, 6 et 7 juin 1990) – Adoption (7 juin 1990) [n° 112].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (7 juin 1990) [n° 1427 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission de la production.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE); rapport de M. Jean-Pierre Fourré (13 juin 1990) [n° 1440 (9^e lég.)].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT); rapport de M. Jean Faure (13 juin 1990) [n° 378 (89-90)] – Echec.

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (7 juin 1990) [n° 1427 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Jean-Pierre Fourré (14 juin 1990) [n° 1459 (9^e lég.)] – Discussion (19 juin 1990) – Adoption (19 juin 1990) [n° 323].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (19 juin 1990) [n° 395 (89-90)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport oral de M. Jean Faure – Discussion (26 juin 1990) – Adoption (26 juin 1990) [n° 150].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (27 juin 1990) [n° 1523 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Jean-Pierre Fourré (27 juin 1990) [n° 1524 (9^e lég.)] – Discussion (27 juin 1990) – Adoption (27 juin 1990) [n° 353].

PROMULGATION : Loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 (*J.O.* Lois et décrets du 8 juillet 1990).

Discussion (première lecture)

(5 juin 1990) (p. 1253, 1293); (6 juin 1990) (p. 1300, 1340); (7 juin 1990) (p. 1357, 1405).

I – DISCUSSION GENERALE (5 juin 1990) (p. 1253, 1293); (6 juin 1990) (p. 1300, 1303) : *MM. Paul Quilès, ministre des postes; Jean Faure, rapporteur de la commission des affaires économiques; Henri Torre, rapporteur de la commission des finances, saisie pour avis; Jacques Bellanger, Pierre-Christian Taittinger, Félix Leyzour, Jean Arthuis, Gérard Larcher, Pierre Laffitte, Gérard Delfau, Roland du Luart, Xavier de Villepin, Emmanuel Hamel, Jacques Bimbenet, Claude Saunier, Joël Bourdin, René Ballayer, René Régnauld, et les orateurs sur les motions.*

Le présent projet tend à la création, à compter du 1^{er} janvier 1991, de deux exploitants autonomes de droit public, la Poste et France Télécom, placés sous la tutelle du ministre chargé des postes et télécommunications.

Activités concurrentielles : *Quilès (Paul)* (p. 1300); *Torre (Henri)* (p. 1260; 1261).

Aménagement du territoire : *Bellanger (Jacques)* (p. 1270); *Delfau (Gérard)* (p. 1281); *Larcher (Gérard)* (p. 1278; 1279);

Leyzour (Félix) (p. 1273); *Quilès (Paul)* (p. 1256; 1302); *Régnauld (René)* (p. 1292); *Saunier (Claude)* (p. 1289); *Torre (Henri)* (p. 1260).

Assurances : *Bimbenet (Jacques)* (p. 1288); *Bourdin (Joël)* (p. 1290); *Luart (Roland du)* (p. 1283); *Quilès (Paul)* (p. 1257; 1302).

Autonomie de gestion : *Faure (Jean)* (p. 1257; 1259); *Quilès (Paul)* (p. 1255); *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 1271); *Torre (Henri)* (p. 1260; 1261); *Villepin (Xavier de)* (p. 1284).

Banques et établissements financiers : *Bourdin (Joël)* (p. 1290); *Luart (Roland du)* (p. 1282).

Budget : *Bellanger (Jacques)* (p. 1269; 1270); *Delfau (Gérard)* (p. 1281); *Faure (Jean)* (p. 1259); *Leyzour (Félix)* (p. 1273); *Luart (Roland du)* (p. 1282); *Luc (Hélène)* (p. 1265); *Quilès (Paul)* (p. 1254; 1303); *Régnauld (René)* (p. 1292); *Torre (Henri)* (p. 1260); *Villepin (Xavier de)* (p. 1284).

Cahiers des charges : *Faure (Jean)* (p. 1259); *Hamel (Emmanuel)* (p. 1286); *Torre (Henri)* (p. 1260).

Centre national d'étude des télécommunications (CNET) : Voir recherche.

Chiffre d'affaires : *Quilès (Paul)* (p. 1254).

Collectivités territoriales : *Delfau (Gérard)* (p. 1281); *Larcher (Gérard)* (p. 1278).

Communauté économique européenne (CEE) : *Grimaldi (Roland)* (p. 1268); *Hamel (Emmanuel)* (p. 1287); *Larcher (Gérard)* (p. 1277); *Leyzour (Félix)* (p. 1273); *Luc (Hélène)* (p. 1265); *Quilès (Paul)* (p. 1254; 1302); *Torre (Henri)* (p. 1260); *Villepin (Xavier de)* (p. 1284).

Concertation : *Bellanger (Jacques)* (p. 1270); *Delfau (Gérard)* (p. 1281; 1282); *Faure (Jean)* (p. 1259); *Fost (Paulette)* (p. 1262); *Grimaldi (Roland)* (p. 1268); *Quilès (Paul)* (p. 1253; 1300); *Régnauld (René)* (p. 1291); *Saunier (Claude)* (p. 1289).

Concurrence : *Arthuis (Jean)* (p. 1276); *Bellanger (Jacques)* (p. 1269; 1270); *Bimbenet (Jacques)* (p. 1288); *Bourdin (Joël)* (p. 1290); *Faure (Jean)* (p. 1257); *Grimaldi (Roland)* (p. 1268); *Hamel (Emmanuel)* (p. 1286; 1287); *Laffitte (Pierre)* (p. 1279; 1280); *Larcher (Gérard)* (p. 1277; 1278); *Leyzour (Félix)* (p. 1273); *Luc (Hélène)* (p. 1266); *Quilès (Paul)* (p. 1254; 1255; 1302); *Régnauld (René)* (p. 1292); *Torre (Henri)* (p. 1259; 1260); *Villepin (Xavier de)* (p. 1284).

Conseil économique et social : *Fost (Paulette)* (p. 1263).

Conseils d'administration : *Faure (Jean)* (p. 1259); *Hamel (Emmanuel)* (p. 1286); *Quilès (Paul)* (p. 1255).

Contrats de plan : *Faure (Jean)* (p. 1259); *Torre (Henri)* (p. 1260).

Contrôle parlementaire : *Arthuis (Jean)* (p. 1276); *Bellanger (Jacques)* (p. 1270); *Faure (Jean)* (p. 1258; 1259); *Fost (Paulette)* (p. 1264); *Hamel (Emmanuel)* (p. 1287); *Larcher (Gérard)* (p. 1279); *Luc (Hélène)* (p. 1265; 1266); *Quilès (Paul)* (p. 1255; 1303); *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 1272); *Torre (Henri)* (p. 1261); *Villepin (Xavier de)* (p. 1284).

Côtes-d'Armor (département) : *Quilès (Paul)* (p. 1302); *Saunier (Claude)* (p. 1289).

Cour des comptes : *Hamel (Emmanuel)* (p. 1286).

Décentralisation : *Régnauld (René)* (p. 1293); *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 1271).

Déréglementation : *Laffitte (Pierre)* (p. 1280); *Leyzour (Félix)* (p. 1273); *Luc (Hélène)* (p. 1266); *Quilès (Paul)* (p. 1254); *Torre (Henri)* (p. 1259; 1260); *Villepin (Xavier de)* (p. 1284).

Elus locaux : *Bellanger (Jacques)* (p. 1270); *Delfau (Gérard)* (p. 1281); *Faure (Jean)* (p. 1258).

Endettement : *Arthuis (Jean)* (p. 1275); *Delfau (Gérard)* (p. 1281); *Faure (Jean)* (p. 1258); *Leyzour (Félix)* (p. 1273); *Luc (Hélène)* (p. 1266).

Enseignement : *Quilès (Paul)* (p. 1300).

Enseignement supérieur : *Leyzour (Félix)* (p. 1273).

Entreprises (compétitivité) : *Bimbenet (Jacques)* (p. 1288) ; *Quilès (Paul)* (p. 1256).

Espagne : *Larcher (Gérard)* (p. 1277) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 1284).

Etats-Unis d'Amérique (USA) : *Larcher (Gérard)* (p. 1277).

Fiscalité : *Arthuis (Jean)* (p. 1276) ; *Quilès (Paul)* (p. 1255) ; *Torre (Henri)* (p. 1261).

Fiscalité locale : *Bourdin (Joël)* (p. 1291) ; *Delfau (Gérard)* (p. 1281) ; *Faure (Jean)* (p. 1258) ; *Régnauld (René)* (p. 1292) ; *Torre (Henri)* (p. 1261).

Fonctionnaires et agents publics : *Bellanger (Jacques)* (p. 1270) ; *Bimbenet (Jacques)* (p. 1288) ; *Delfau (Gérard)* (p. 1282) ; *Fost (Paulette)* (p. 1262) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 1285 ; 1286) ; *Leyzour (Félix)* (p. 1273) ; *Luc (Hélène)* (p. 1265 ; 1266 ; 1267) ; *Quilès (Paul)* (p. 1256 ; 1303) ; *Régnauld (René)* (p. 1292) ; *Torre (Henri)* (p. 1261) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 1284).

Formation : *Bimbenet (Jacques)* (p. 1288) ; *Laffitte (Pierre)* (p. 1280).

Gestion du personnel (recrutement) : *Bimbenet (Jacques)* (p. 1288) ; *Faure (Jean)* (p. 1259) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 1286) ; *Larcher (Gérard)* (p. 1279) ; *Luc (Hélène)* (p. 1267) ; *Régnauld (René)* (p. 1293) ; *Saunier (Claude)* (p. 1290).

Hongrie : *Quilès (Paul)* (p. 1302).

Japon : *Larcher (Gérard)* (p. 1277) ; *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 1271) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 1284).

Liberté de communication : *Fost (Paulette)* (p. 1264).

Loi et règlement (domaines respectifs) : *Bellanger (Jacques)* (p. 1264) ; *Fost (Paulette)* (p. 1263).

Manifestations : *Fost (Paulette)* (p. 1262).

Milieu rural : *Arthuis (Jean)* (p. 1275) ; *Ballayer (René)* (p. 1291) ; *Bellanger (Jacques)* (p. 1270) ; *Bimbenet (Jacques)* (p. 1288) ; *Delfau (Gérard)* (p. 1281) ; *Fost (Paulette)* (p. 1263) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 1287) ; *Laffitte (Pierre)* (p. 1279) ; *Larcher (Gérard)* (p. 1278) ; *Luart (Roland du)* (p. 1282 ; 1283) ; *Luc (Hélène)* (p. 1267) ; *Quilès (Paul)* (p. 1256 ; 1302) ; *Régnauld (René)* (p. 1292) ; *Saunier (Claude)* (p. 1289) ; *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 1271) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 1285).

Pays-Bas : *Larcher (Gérard)* (p. 1277) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 1284).

Postes : *Arthuis (Jean)* (p. 1275) ; *Bellanger (Jacques)* (p. 1269) ; *Bimbenet (Jacques)* (p. 1287) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 1268) ; *Laffitte (Pierre)* (p. 1279) ; *Larcher (Gérard)* (p. 1277) ; *Luart (Roland du)* (p. 1283) ; *Quilès (Paul)* (p. 1257) ; *Torre (Henri)* (p. 1260) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 1285).

Postes, télécommunications et espace (PTE) (statut) : *Arthuis (Jean)* (p. 1275 ; 1276) ; *Bourdin (Joël)* (p. 1290) ; *Delfau (Gérard)* (p. 1280) ; *Faure (Jean)* (p. 1258 ; 1259) ; *Fost (Paulette)* (p. 1263) ; *Leyzour (Félix)* (p. 1273) ; *Luc (Hélène)* (p. 1265) ; *Quilès (Paul)* (p. 1254) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 1283).

Préambule de la Constitution de 1946 : *Fost (Paulette)* (p. 1264).

Préambule de la Constitution de 1958 : *Fost (Paulette)* (p. 1264).

Presse (transport) : *Faure (Jean)* (p. 1258) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 1285) ; *Régnauld (René)* (p. 1292) ; *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 1271) ; *Torre (Henri)* (p. 1260 ; 1261).

Prestations sociales : *Laffitte (Pierre)* (p. 1279).

Privatisations : *Fost (Paulette)* (p. 1262) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 1268) ; *Leyzour (Félix)* (p. 1272 ; 1273) ; *Luc (Hélène)* (p. 1266).

Recherche : *Laffitte (Pierre)* (p. 1280) ; *Leyzour (Félix)* (p. 1273) ; *Quilès (Paul)* (p. 1256 ; 1300) ; *Saunier (Claude)* (p. 1290).

Régime juridique : *Bimbenet (Jacques)* (p. 1288) ; *Faure (Jean)* (p. 1259) ; *Quilès (Paul)* (p. 1255).

Réglementation : *Bellanger (Jacques)* (p. 1269) ; *Faure (Jean)* (p. 1257 ; 1258) ; *Larcher (Gérard)* (p. 1277 ; 1279) ; *Leyzour (Félix)* (p. 1273) ; *Quilès (Paul)* (p. 1300) ; *Torre (Henri)* (p. 1260).

République fédérale d'Allemagne (RFA) : *Larcher (Gérard)* (p. 1277) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 1284).

Royaume-Uni : *Larcher (Gérard)* (p. 1277) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 1284).

Service public : *Arthuis (Jean)* (p. 1275 ; 1276) ; *Bimbenet (Jacques)* (p. 1288) ; *Faure (Jean)* (p. 1259) ; *Fost (Paulette)* (p. 1262) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 1285 ; 1286) ; *Larcher (Gérard)* (p. 1279) ; *Leyzour (Félix)* (p. 1272 ; 1273) ; *Luart (Roland du)* (p. 1282) ; *Luc (Hélène)* (p. 1265 ; 1266) ; *Quilès (Paul)* (p. 1254 ; 1255 ; 1300) ; *Régnauld (René)* (p. 1292) ; *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 1271) ; *Torre (Henri)* (p. 1259 ; 1260 ; 1261) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 1285).

Services financiers : *Arthuis (Jean)* (p. 1275) ; *Bellanger (Jacques)* (p. 1269) ; *Bourdin (Joël)* (p. 1290 ; 1291) ; *Delfau (Gérard)* (p. 1281) ; *Faure (Jean)* (p. 1258 ; 1259) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 1286 ; 1287) ; *Larcher (Gérard)* (p. 1277 ; 1278) ; *Luart (Roland du)* (p. 1282 ; 1283) ; *Quilès (Paul)* (p. 1257 ; 1300 ; 1302) ; *Régnauld (René)* (p. 1292) ; *Saunier (Claude)* (p. 1289) ; *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 1271) ; *Torre (Henri)* (p. 1261) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 1285).

Suède : *Larcher (Gérard)* (p. 1277).

Technologies nouvelles : *Bellanger (Jacques)* (p. 1269) ; *Bimbenet (Jacques)* (p. 1287) ; *Larcher (Gérard)* (p. 1276 ; 1278) ; *Leyzour (Félix)* (p. 1273) ; *Quilès (Paul)* (p. 1254 ; 1302) ; *Saunier (Claude)* (p. 1289 ; 1290) ; *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 1271) ; *Torre (Henri)* (p. 1259).

Télécommunications : *Bellanger (Jacques)* (p. 1269) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 1267) ; *Laffitte (Pierre)* (p. 1280) ; *Larcher (Gérard)* (p. 1278) ; *Leyzour (Félix)* (p. 1273) ; *Luc (Hélène)* (p. 1266) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 1284).

Traités et conventions : *Fost (Paulette)* (p. 1263) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 1284).

Tutelle de l'Etat : *Bellanger (Jacques)* (p. 1269) ; *Faure (Jean)* (p. 1259) ; *Quilès (Paul)* (p. 1255) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 1283).

Usagers : *Fost (Paulette)* (p. 1262) ; *Luc (Hélène)* (p. 1266 ; 1267).

Motion n° 40 de Mme Paulette Fost, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité (p. 1262) – Mme Paulette Fost, M. Jacques Bellanger.

Rejet de la motion (p. 1264 ; scrutin public n° 151).

Motion n° 41 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer la question préalable (p. 1264) – Mme Hélène Luc, M. Roland Grimaldi.

Rejet de la motion (p. 1269 ; scrutin public n° 152).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (6 juin 1990) (p. 1303, 1340) ; (7 juin 1990) (p. 1357, 1405) : MM. Félix Leyzour, Jean Faure, rapporteur ; Paul Quilès, ministre ; Gérard Delfau, Henri Torre, rapporteur pour avis ; Gérard Larcher, Philippe François, Etienne Dailly, Jacques Bellanger, Jean Arthuis, Jean François-Poncet, président de la commission des affaires économiques ; Aubert Garcia, Geoffroy de Montalembert, Louis Perrein, Daniel Hoeffel, André Bohl, Paul Caron – René Régnauld, Michel Charasse, ministre chargé du budget ; Paul Girod, Paul Lorient, Jean Besson, Paul Souffrin, Jean-Luc Bécart, Jean Simonin, Jacques Bimbenet, Richard Pouille.

Art. 1^{er} (Transformation du statut de la poste et des télécommunications) (p. 1303).

Rejeté : amendement n° 22 de M. Félix Leyzour : suppression de cet article (p. 1303).

– L'article 1^{er} est adopté (p. 1304).

Chapitre premier

Les missions des exploitants publics

Art. 2 (*Les missions de la Poste*) (p. 1305).

Parole sur l'article (p. 1305, 1310 ; 1317, 1318) : *MM. Jean Faure, rapporteur ; Henri Torre, rapporteur pour avis ; Gérard Larcher, Philippe François, Etienne Dailly, Jacques Bellanger – Jean François-Poncet, Paul Quilès, Gérard Delfau.*

Adoptés : amendements de la commission saisie pour avis, n° 1 : transport et distribution de la presse (p. 1316) – N° 4 : dépôt devant le Parlement avant le 1^{er} janvier 1991 d'un rapport établi par le Gouvernement qui évalue les conditions et implications d'une extension des activités financières de la Poste (p. 1317) ; sous-amendement n° 129 de la commission : débat dont fera l'objet ce rapport au cours de la session de printemps de 1991 (p. 1316) – Amendement n° 42 de la commission : commercialisation des produits d'assurance limitée aux produits d'assurance vie, de capitalisation et d'assurance voyage (p. 1316) ; sous-amendement n° 126 de M. Jean Arthuis (p. 1316).

Rejetés : amendement n° 23 de M. Félix Leyzour : suppression de cet article (p. 1316) – Sur l'amendement n° 4, sous-amendement n° 128 de M. Claude Estier : avis motivé rendu public de la Commission supérieure du service public des postes et télécommunications dont fait l'objet ledit rapport (p. 1316).

Irrecevables (article 40 de la Constitution) : amendement n° 43 de la commission : élargissement des activités financières de la poste (p. 1316) ; sous-amendements n° 77 de M. Claude Estier et n° 125 de M. Gérard Larcher (p. 1316).

Retirés : amendements de la commission saisie pour avis, n° 2 : commercialisation de produits d'assurance par le biais de filiales spécialement constituées (p. 1316) – Et n° 3, de coordination (p. 1316) – Amendement n° 44 de la commission : information du Parlement sur le bilan de l'extension des activités financières de la Poste (p. 1316).

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 1317).

Art. 3 (*Missions de France Télécom*) (p. 1324).

Parole sur l'article (p. 1325) : *MM. Henri Torre, rapporteur pour avis ; Gérard Larcher, Paul Quilès, ministre.*

Adopté : amendement rédactionnel n° 45 de la commission (p. 1326).

Rejeté : amendement n° 24 de M. Félix Leyzour : suppression de cet article (p. 1326).

– L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 1326).

Après l'art. 3 (p. 1326).

Retirés : amendements de M. André Bohl, n° 38 : réalisation des réseaux câblés (p. 1327) – Et n° 39 : exploitation des réseaux câblés (p. 1327).

Art. 4 (*Participation des deux exploitants à l'effort de recherche*) – Adopté (p. 1327).

Art. 5 (*Participation de la Poste et de France Télécom à la défense et à la sécurité publique*) – Adopté (p. 1327).

Art. 5 bis (*Participation de la Poste et de France Télécom à la politique d'aménagement du territoire*) (p. 1318).

Adoptés : amendement n° 5 de la commission saisie pour avis : polyvalence administrative des deux exploitants (p. 1322) ; sous-amendements de M. Claude Estier, n° 78 et n° 79 (p. 1321) et n° 130 de la commission (p. 1322).

Retiré : amendement n° 46 de la commission, analogue à l'amendement n° 5 de la commission saisie pour avis (p. 1320).

– L'article 5 bis, dans la rédaction de l'amendement n° 5, ainsi modifié, est adopté (p. 1322 ; priorité ordonnée p. 1318).

Art. 6 (*Création de filiales et prises de participation*) (p. 1327).

Parole sur l'article (p. 1327) : *M. Gérard Larcher.*

Adopté : amendement n° 47 de la commission : suppression de la référence au cahier des charges (p. 1328).

Rejetés : amendements de M. Félix Leyzour, n° 92 : suppression de cet article (p. 1328) – Et n° 25 : interdiction pour les deux exploitants publics de créer des filiales et de permettre l'entrée de capitaux privés dans leurs activités (p. 1328).

– L'article 6, ainsi modifié, est adopté (p. 1329).

Art. 7 (*Institution d'un cahier des charges*) (p. 1329).

Parole sur l'article (p. 1329) : *MM. Henri Torre, rapporteur pour avis ; Gérard Larcher, Paul Caron.*

Adopté : amendement n° 48 de la commission : approbation du cahier des charges par décret en Conseil d'Etat après avis motivé et public de la Commission supérieure des postes et télécommunications (p. 1331).

Rejeté : amendement n° 93 de M. Félix Leyzour : suppression de cet article (p. 1330).

– L'article 7, ainsi modifié, est adopté (p. 1331).

Art. 8 (*Institution d'un contrat de plan*) (p. 1331).

Rejeté : amendement n° 94 de M. Félix Leyzour : suppression de cet article (p. 1331).

– L'article 8 est adopté (p. 1331).

Chapitre II

Organes dirigeants

Art. 9 (*Création de deux conseils d'administration*) (p. 1331).

Adopté : amendement n° 80 de M. Claude Estier, soutenu par M. Louis Perrein : participation des représentants des associations nationales d'utilisateurs (p. 1332).

Rejeté : amendement n° 95 de M. Félix Leyzour : suppression de cet article (p. 1332).

– L'article 9, ainsi modifié, est adopté (p. 1332).

Art. 10 (*Attributions des présidents des conseils d'administration*) (p. 1332).

Rejeté : amendement n° 96 de M. Félix Leyzour : suppression de cet article (p. 1332).

– L'article 10 est adopté (p. 1332).

Art. 11 (*Modalités de représentation du personnel aux conseils d'administration*) (p. 1332).

Rejeté : amendement n° 97 de M. Félix Leyzour : suppression de cet article (p. 1333).

– L'article 11 est adopté (p. 1333).

Art. 12 (*Renvoi des modalités d'application du chapitre II à un décret en Conseil d'Etat*) (p. 1333).

Rejeté : amendement n° 98 de M. Félix Leyzour : suppression de cet article (p. 1333).

– L'article 12 est adopté (p. 1333).

Chapitre III

Cadre de gestion

Art. 13 (*Autonomie financière des deux exploitants*) (p. 1333).

Parole sur l'article (p. 1333, 1334) : *MM. Henri Torre, rapporteur pour avis ; Gérard Larcher, Paul Quilès, ministre ; Louis Perrein.*

Rejeté : amendement n° 99 de M. Félix Leyzour : suppression de cet article (p. 1334).

– L'article 13 est adopté (p. 1335).

Art. 14 (*Régime comptable*) (p. 1335).

Parole sur l'article (p. 1335) : *M. Henri Torre, rapporteur pour avis.*

Rejeté : amendement n° 100 de M. Félix Leyzour : suppression de cet article (p. 1335).

Retiré : amendement n° 91 de M. Xavier de Villepin, soutenu par M. Paul Caron : établissement de comptes distincts pour chacune des activités des deux exploitants, à compter de 1994 (p. 1335).

– L'article 14 est adopté (p. 1135).

Art. 15 (Réglementation spécifique applicable à la Poste) (p. 1336).

Parole sur l'article (p. 1336) : *MM. Gérard Larcher, Henri Torre, rapporteur pour avis.*

Adoptés : amendement n° 127 du Gouvernement : rémunération des fonds déposés par la Poste au Trésor (p. 1337) ; sous-amendement n° 131 de M. Jacques Bellanger (p. 1337).

Retirés : amendement n° 49 de la commission : fixation par le cahier des charges de la rémunération des fonds déposés par la Poste au Trésor (p. 1337) – Amendement n° 81 de M. Claude Estier, soutenu par M. Aubert Garcia : taux de la rémunération des fonds déposés par la Poste au Trésor (p. 1337).

– L'article 15, ainsi modifié, est adopté (p. 1337).

Art. 16 (Allocations de fréquences à France Télécom) (p. 1337).

Adopté : amendement n° 50 de la commission : suppression de la priorité donnée à France Télécom lors de l'attribution de nouvelles fréquences (p. 1338).

– L'article 16, ainsi modifié, est adopté (p. 1338).

Chapitre IV

Fiscalité

Art. 17 (Application de la fiscalité de droit commun aux deux exploitants) (p. 1357).

Parole sur l'article (p. 1357, 1358) : *MM. Henri Torre, rapporteur pour avis ; René Régnauld.*

– L'article 17 est adopté (p. 1358 ; précédemment réservé p. 1338).

Art. 18 (Situation fiscale des deux exploitants publics au cours de la période transitoire) (p. 1358).

Parole sur l'article (p. 1358) : *M. Félix Leyzour.*

Adopté : amendement rédactionnel n° 6 de la commission saisie pour avis (p. 1359).

Retiré : amendement n° 7 de la commission saisie pour avis : remplacement du prélèvement, au profit du budget général, par un versement (p. 1359).

Explications de vote sur l'article (p. 1359) : *MM. Louis Perrein, Michel Charasse, ministre.*

– L'article 18, ainsi modifié, est adopté (p. 1360 ; précédemment réservé p. 1338).

Art. 19 (Assujettissement de la Poste à la taxe sur les salaires) (p. 1360).

Parole sur l'article (p. 1360) : *M. Henri Torre.*

– L'article 19 est adopté (p. 1360 ; précédemment réservé p. 1338).

Art. 20 (Modalités d'assujettissement à la fiscalité directe locale) (p. 1360).

Parole sur l'article (p. 1360, 1367) : *MM. Michel Charasse, ministre ; Jean Faure, rapporteur ; Henri Torre, rapporteur pour avis ; Félix Leyzour, Paul Girod, Louis Perrein, René Régnauld, Jean François-Poncet, Gérard Delfau.*

Adoptés : amendements de la commission saisie pour avis, n° 8 : suppression de l'assujettissement aux taxes concernant le

balayage et l'enlèvement des ordures ménagères (p. 1371) – N° 9, de coordination (p. 1371) – N° 10, rédactionnel (p. 1371) – N° 11 : taux d'abattement dont bénéficie la Poste en ce qui concerne la taxe professionnelle (p. 1371) – N° 12, rédactionnel (p. 1371) – N° 13, de coordination (p. 1371) – N° 14 : produit des impôts acquittés par les deux exploitants ajouté à la dotation globale de fonctionnement de l'exercice suivant (p. 1371) – Et n° 15, de coordination (p. 1371).

Rejeté : amendement n° 82 de M. Claude Estier, soutenu par M. René Régnauld : conditions d'assujettissement des deux exploitants à la fiscalité de droit commun (p. 1371).

Retirés : amendement n° 107 de M. Paul Loridant : taxe d'enlèvement des ordures ménagères perçue directement par les communes (p. 1371) – Amendement n° 85 de M. Claude Estier, soutenu par M. Jean Besson : création, composition et mode de financement d'un fonds de modernisation du réseau postal (p. 1371).

Devenus sans objet : amendements de M. Claude Estier, n° 83, soutenu par M. René Régnauld : identique à l'amendement n° 14 de la commission saisie pour avis (p. 1371) – Et n° 84, soutenu par M. Paul Loridant : reversement, à compter de 1994, de la totalité de la fiscalité aux collectivités locales, par cinquième sur cinq ans (p. 1371).

Explications de vote sur l'article (p. 1371, 1372) : *MM. René Régnauld, Félix Leyzour.*

– L'article 20, ainsi modifié, est adopté (p. 1372 ; précédemment réservé p. 1338).

Après l'art. 20 (p. 1372).

Adopté : amendement n° 116 de M. Jean François-Poncet : partenariat entre France Télécom et les collectivités locales (p. 1373).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1373 ; précédemment réservé p. 1338).

Chapitre V

Constitution du patrimoine

Art. 21 (Transfert du patrimoine de l'Etat aux deux exploitants) (p. 1338).

Rejeté : amendement n° 101 de Félix Leyzour : suppression de cet article (p. 1339).

– L'article 21 est adopté (p. 1339).

Art. 22 (Règles de gestion du patrimoine immobilier) – Adopté (p. 1339).

Art. 23 (Evaluation du patrimoine d'origine) (p. 1339).

Parole sur l'article (p. 1339) : *M. Gérard Larcher.*

Adoptés : amendements de la commission, n° 51 : composition de la commission spéciale chargée de cette évaluation (p. 1340) – Et n° 52 : avis motivé et rendu public de la commission spéciale (p. 1340).

Rejeté : amendement n° 103 de Félix Leyzour : suppression de cet article (p. 1340).

– L'article 23, ainsi modifié, est adopté (p. 1340).

Chapitre VI

Relations avec les usagers, les fournisseurs et les tiers

Art. 24 (Application du droit commun en relation avec les tiers) – Adopté (p. 1340).

Art. 25 (Dégation contractuelle au régime de responsabilité des exploitants) (p. 1373).

Parole sur l'article (p. 1373) : *M. Gérard Larcher.*

Irrecevable (article 40 de la Constitution) : amendement n° 53 de la commission : responsabilité des exploitants publics engagée conformément au droit commun (p. 1374).

Explications de vote sur l'article (p. 1375) : *MM. Gérard Larcher, Jacques Bellanger, Félix Leyzour.*

– L'article 25 est adopté (p. 1375).

Art. 26 (*Fixation des procédures de conclusion et de contrôle des marchés*) (p. 1380).

Adopté : amendement n° 54 de la commission : procédures fixées par le cahier des charges (p. 1380).

– L'article 26, dans la rédaction de l'amendement n° 54, est adopté (p. 1380).

Art. 27 (*Faculté de transiger et de recourir à l'arbitrage*) – Adopté (p. 1380).

Chapitre VII

Personnel

Art. 28 (*Statut du personnel de la Poste et de France Télécom*) (p. 1380).

Rejetés : amendements de M. Félix Leyzour, n° 104, soutenu par M. Paul Souffrin : suppression de cet article (p. 1383) – N° 26, soutenu par M. Jean-Luc Bécart : suppression des conditions dérogatoires de recrutement, de déroulement de carrière et d'avancement des agents (p. 1383) – N° 27, soutenu par M. Paul Souffrin : maintien des catégories A, B, C et D de la fonction publique (p. 1383) – Et n° 28, soutenu par M. Jean-Luc Bécart : interdiction de placer des agents en position de détachement (p. 1383).

– L'article 28 est adopté (p. 1383).

Art. 29 (*Régime social des agents*) (p. 1383).

Rejeté : amendement n° 29 de M. Félix Leyzour, soutenu par M. Jean-Luc Bécart : maintien de la protection sociale actuelle des agents (p. 1384).

Explications de vote sur l'article (p. 1384) : *M. Jacques Bellanger*.

– L'article 29 est adopté (p. 1384).

Art. 30 (*Possibilité d'employer des agents contractuels*) (p. 1384).

Parole sur l'article (p. 1384) : *M. Gérard Larcher*.

Adopté : amendement n° 55 de la commission : suppression du caractère exceptionnel du recrutement de personnels contractuels (p. 1386).

Rejeté : amendement n° 30 de M. Félix Leyzour, soutenu par M. Paul Souffrin : suppression de cet article (p. 1385).

– L'article 30, ainsi modifié, est adopté (p. 1386).

Art. 31 (*Modalités d'intéressement du personnel*) (p. 1386).

Parole sur l'article (p. 1386) : *MM. Gérard Larcher, Paul Quilès, ministre*.

– L'article 31 est adopté (p. 1386).

Art. 32 (*Création d'un groupement d'intérêt public pour la gestion des services communs*) (p. 1386).

Adopté : amendement n° 56 de la commission : avis motivé et public rendu par la commission supérieure du service public des postes et télécommunications sur la convention constitutive des groupements d'intérêt public (p. 1388).

Rejetés : amendements de M. Félix Leyzour, n° 31, soutenu par M. Jean-Luc Bécart : unité de gestion des oeuvres sociales des personnels de la Poste et de France Télécom (p. 1388) – N° 32, soutenu par M. Jean-Luc Bécart : composition du conseil de gestion de chaque groupement d'intérêt public (p. 1388) – Et n° 33, soutenu par M. Jean-Luc Bécart : conditions dans lesquelles les organisations syndicales participent à la gestion des activités sociales de la Poste et de France Télécom prévues par le règlement intérieur des groupements d'intérêt public (p. 1388).

– L'article 32, ainsi modifié, est adopté (p. 1388).

Chapitre VIII

De la tutelle

Art. 33 (*Pouvoirs du ministre de tutelle*) (p. 1388).

Adopté : amendement n° 57 de la commission : diversification des activités des bureaux de poste en milieu rural (p. 1389).

Rejeté : amendement n° 86 de M. Claude Estier, soutenu par M. Aubert Garcia : diversification des fonctions des bureaux de poste en milieu rural (p. 1389).

– L'article 33, ainsi modifié, est adopté (p. 1389).

Art. 34 (*Création, composition et prérogatives de la commission supérieure du service public des postes et télécommunications*) (p. 1389).

Parole sur l'article (p. 1389, 1390) : *M. Gérard Larcher*.

Adoptés : amendement n° 58 de la commission : nouvelle rédaction de cet article (p. 1396) ; sous-amendement n° 120 du Gouvernement : possibilité pour cette commission de demander au ministre de faire procéder, par l'inspection générale de la poste et des télécommunications, à toute étude ou investigation concernant la Poste ou France Télécom (p. 1395).

Rejetés : amendement n° 34 de M. Félix Leyzour, soutenu par M. Paul Souffrin : suppression de cet article (p. 1395) – Sur l'amendement n° 58 de la commission, sous-amendements du Gouvernement, n° 113, n° 114, n° 115, n° 116, n° 117, n° 118, n° 119, et n° 121 (p. 1395).

Retirés : amendements de la commission saisie pour avis, n° 18 : création d'une commission de surveillance de la poste et des télécommunications (p. 1392) – Et n° 20 : compétences de ladite commission (p. 1393).

Devenus sans objet : amendements de M. Claude Estier, n° 87, soutenu par M. Jacques Bellanger : désignation des deux tiers des membres par les assemblées parlementaires (p. 1396) – Et n° 88, soutenu par M. Jacques Bellanger : compétences de ladite commission (p. 1396) – Amendement n° 19 de la commission saisie pour avis : présence au sein de cette commission d'un membre du conseil de la concurrence (p. 1396).

Explications de vote sur l'article (p. 1396) : *MM. Gérard Larcher, Jean Faure, rapporteur ; Louis Perrein*.

– L'article 34, dans la rédaction de l'amendement n° 58, ainsi modifié, est adopté (p. 1396).

Art. 35 (*Création, composition et prérogatives de la commission supérieure du personnel et des affaires sociales*) (p. 1396).

Adopté : amendement n° 59 de la commission, rédactionnel (p. 1397).

Rejeté : amendement n° 35 de M. Félix Leyzour, soutenu par M. Jean-Luc Bécart : composition de cette commission (p. 1397).

– L'article 35, ainsi modifié, est adopté (p. 1397).

Art. 36 (*Création d'un Conseil national des postes et télécommunications*) (p. 1397).

Adoptés : amendements de la commission, n° 60, rédactionnel (p. 1397) – N° 61, de coordination (p. 1397) – Et n° 62 : représentation des organisations syndicales représentatives au plan national (p. 1397) – Amendement n° 89 de M. Claude Estier, soutenu par M. Jacques Bellanger : représentation des associations nationales d'usagers (p. 1397) – Amendement n° 109 de M. Jean Simonin : représentation des établissements publics consulaires (p. 1398).

– L'article 36, ainsi modifié, est adopté (p. 1398).

Art. 36 bis (*Création d'instances de concertation décentralisées*) (p. 1398).

Adoptés : amendement n° 63 de la commission : nouvelle rédaction de cet article (p. 1399) ; sous-amendement n° 108 de M. Gérard Larcher (p. 1399).

Devenu sans objet : amendement n° 90 de M. Claude Estier, soutenu par M. Gérard Delfau : institution d'instances de concertation décentralisées infradépartementales à l'échelon départemental.

– L'article 36 bis, dans la rédaction de l'amendement n° 63, ainsi modifié, est adopté (p. 1400).

Art. 37 (*Contrôle financier des deux exploitants*) – Adopté (p. 1400).

Chapitre IX

Dispositions diverses

Art. 38 (*Application des dispositions de la loi relative à la démocratisation du secteur public aux filiales de la Poste et de France Télécom*) – Adopté (p. 1400).

Art. 39 (*Modification du code des postes et télécommunications*) (p. 1376).

Adoptés : amendements du Gouvernement, n° 124, rédactionnel (p. 1379) – Et n° 132 : responsabilité de l'exploitant public en matière de détérioration, de spoliation des objets recommandés (p. 1379) – Amendements de la commission, n° 66 : responsabilité de l'exploitant public lorsque des valeurs sont insérées dans les lettres et régulièrement déclarées (p. 1379) – N° 67 : responsabilité en cas de non remise par express (p. 1379) – N° 68, de coordination (p. 1379) – N° 74 : responsabilité de l'exploitant en cas de retard (p. 1380) – Et n° 75 : réclamations relatives aux opérations sur comptes courants postaux (p. 1380).

Rejetés : amendement n° 36 de M. Félix Leyzour : suppression de cet article (p. 1376) – Amendement n° 64 de la commission : présentation d'un objet en douane (p. 1379).

Retirés : amendements de la commission, n° 65, identique à l'amendement n° 132 du Gouvernement (p. 1379) – N° 69 : responsabilité de l'exploitant public à raison des services de communications sur le réseau des télécommunications (p. 1379) – N° 70 : suppression des mots « des réseaux publics » de l'article L. 46 relatif à l'établissement et l'entretien par l'exploitant public des lignes des réseaux publics des télécommunications (p. 1380) – Et n° 71 : autorisation accordée par la collectivité locale dans le cadre de travaux pour l'installation du téléphone (p. 1380).

– L'article 39, ainsi modifié, est adopté (p. 1380 ; priorité ordonnée p. 1375).

Art. 40 (*Modification du code des caisses d'épargne*) (p. 1400).

Rejeté : amendement n° 37 de M. Félix Leyzour : suppression de cet article (p. 1400).

– L'article 40 est adopté (p. 1400).

Art. 40 bis (*Application des dispositions de l'ordonnance n° 59-76 du 7 janvier 1959 relative aux actions en réparation civile de l'Etat*) – Adopté (p. 1400).

Chapitre X

Dispositions transitoires

Art. 41 (*Dispositions relatives au personnel*) – Adopté (p. 1400).

Après l'art. 41 (p. 1400).

Adopté : amendement n° 122 du Gouvernement : délai d'installation du premier conseil d'administration de chacun des deux exploitants publics (p. 1400).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1401).

Art. 42 (*Désignation des représentants des personnels*) – Adopté (p. 1401).

Art. 43 (*Achèvement des procédures contentieuses*) (p. 1401).

Adopté : amendement n° 123 du Gouvernement : nouvelle rédaction de cet article (p. 1401).

– L'article 43, dans la rédaction de l'amendement n° 123, est adopté (p. 401).

Après l'art. 43 (p. 1401).

Adopté : amendement n° 76 de la commission : rapport faisant le point de l'adaptation du statut des exploitants publics aux

impératifs de la concurrence nationale et internationale, établi par le Gouvernement et qui fera l'objet d'un débat au Parlement lors de la session de printemps de 1993 (p. 1401).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1402).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1403, 1404) : *MM. Paul Souffrin, Jacques Bimbenet, Richard Pouille, Gérard Larcher, Jacques Bellanger ; intervention de M. Paul Quilès, ministre.*

Adoption (7 juin 1990) (p. 1405).

Discussion (nouvelle lecture)

(26 juin 1990) (p. 2112, 2125).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2112, 2115) : *MM. Paul Quilès, ministre des postes ; Jean Faure, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Jacques Bellanger .*

Assurances : *Bellanger (Jacques)* (p. 2114) ; *Faure (Jean)* (p. 2113).

Cahiers des charges : *Faure (Jean)* (p. 2114).

Contrôle parlementaire : *Bellanger (Jacques)* (p. 2114) ; *Faure (Jean)* (p. 2114) ; *Quilès (Paul)* (p. 2113).

Fiscalité locale : *Bellanger (Jacques)* (p. 2114 ; 2115) ; *Faure (Jean)* (p. 2114) ; *Quilès (Paul)* (p. 2113).

Gestion du personnel (recrutement) : *Faure (Jean)* (p. 2114).

Organisations syndicales : *Bellanger (Jacques)* (p. 2114).

Parlement (travaux) : *Bellanger (Jacques)* (p. 2114) ; *Faure (Jean)* (p. 2113) ; *Quilès (Paul)* (p. 2113).

Postes, télécommunications et espace (PTE) (statut) : *Bellanger (Jacques)* (p. 2114) ; *Faure (Jean)* (p. 2114).

Régime juridique : *Faure (Jean)* (p. 2114).

Service public : *Bellanger (Jacques)* (p. 2114 ; 2115) ; *Quilès (Paul)* (p. 2113).

Services financiers : *Bellanger (Jacques)* (p. 2114 ; 2115) ; *Faure (Paul)* (p. 2113) ; *Quilès (Paul)* (p. 2113).

Télécommunications : *Faure (Jean)* (p. 2113) ; *Quilès (Paul)* (p. 2113).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2115, 2125) : *MM. Claude Prouvoeur, Xavier de Villepin, Paul Quilès, ministre ; Jean Faure, rapporteur ; Emmanuel Hamel, Jacques Bellanger, Félix Leyzour, Aubert Garcia, Jean-Marie Girault, Richard Pouille, vice-président de la commission des affaires économiques .*

Art. 2 (p. 2115).

Parole sur l'article (p. 2115) : *M. Claude Prouvoeur.*

Adoptés : amendement n° 12 du Gouvernement : service public du transport et de la distribution de la presse bénéficiant du régime spécifique prévu par le code des PTT (p. 2116) – Amendement n° 2 de la commission : rétablissement du texte adopté en première lecture par le Sénat sur le passage relatif aux services financiers (p. 2117).

Retiré : amendement n° 1 de M. Jean Cluzel, soutenu par M. Xavier de Villepin : mission de service public du transport et de la distribution des journaux et périodiques disposant d'un numéro de commission paritaire (p. 2116).

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 2117).

Art. 3 – Adopté (p. 2117).

Art. 5 bis (p. 2117).

Adopté : amendement n° 3 de la commission : rétablissement du moratoire à la fermeture des bureaux de poste en milieu rural, supprimé par l'Assemblée nationale (p. 2118).

– L'article 5 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 2118).

Art. 6 (p. 2118).

Adopté : amendement n° 4 de la commission : libre création de filiales (p. 2119).

– L'article 6, ainsi modifié, est adopté (p. 2119).

Art. 15 – Adopté (p. 2119).

Art. 16 (p. 2119).

Adopté : amendement n° 5 de la commission : suppression de la priorité de France Télécom pour l'attribution des fréquences hertziennes (p. 2119).

– L'article 16, ainsi modifié, est adopté (p. 2119).

Art. 20 (p. 2119).

Parole sur l'article (p. 2120) : *M. Jean-Marie Girault*.

– L'article 20 est adopté (p. 2119).

Art. 20 bis (p. 2120) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 23 (p. 2120).

Adopté : amendement n° 6 de la commission : rétablissement de la rédaction adoptée par le Sénat en première lecture (p. 2121).

– L'article 23, dans la rédaction de l'amendement n° 6 est adopté (p. 2121).

Art. 26 – Adopté (p. 2121).

Art. 30 (p. 2121).

Adopté : amendement n° 7 de la commission : suppression du caractère exceptionnel du recours à des agents contractuels (p. 2121).

– L'article 30, ainsi modifié, est adopté (p. 2121).

Art. 32 – Adopté (p. 2122).

Art. 34 (p. 2122).

Adoptés : amendements de la commission, n° 8 et n° 9 : rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture (p. 2122) – Amendements rédactionnels du Gouvernement, n° 13 (p. 2122) – Et n° 14 (p. 2123).

Art. 36 – Adopté (p. 2123).

Art. 36 bis – Adopté (p. 2123).

Art. 39 (p. 2123).

Adopté : amendement n° 10 de la commission : rétablissement de la responsabilité de la Poste relative à la perte des valeurs insérées dans les lettres et régulièrement déclarées (p. 2123).

– L'article 39, ainsi modifié, est adopté (p. 2123).

Art. 44 (*Rapport établi par la commission supérieure du service public des postes et des télécommunications, avant le 1^{er} janvier 1994, faisant le point sur la mise en oeuvre du statut des exploitants publics et analysant les perspectives de développement de la coopération des opérateurs publics en Europe dans le domaine des télécommunications*) (p. 2123).

Adopté : amendement n° 11 de la commission : rapport établi par le Gouvernement, et devant faire l'objet d'un débat au Parlement lors de la session de printemps 1993, sur l'adaptation du statut des exploitants publics aux impératifs de la concurrence nationale et internationale, et qui présentera une étude de faisabilité relative à la création d'un fonds européen pour les télécommunications (p. 2124).

– L'article 44, dans la rédaction de l'amendement n° 11, est adopté (p. 2124).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2124, 2125) : *MM. Richard Pouille, Aubert Garcia, Félix Leyzour*.

Adoption (26 juin 1990) (p. 2125).

Président de la République

Voir *Elections*, 5

Presse

Voir *Questions au Gouvernement* n° 227
Rappels au règlement, 7

1. – **Proposition de loi relative au secret des sources en matière de presse**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Paul Girod, sénateur (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 22 décembre 1989-20 février 1990) [n° 187 (89-90)] – Renvoi à la commission des lois.

Prestations familiales

Voir *Questions orales sans débat* n° 236

1. – **Projet de loi modifiant le code de la sécurité sociale et relatif aux prestations familiales et aux aides à l'emploi pour la garde des jeunes enfants**, PRESENTÉE AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Claude Evin, ministre de la solidarité, et par Mme Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat chargé de la famille (4 avril 1990) [n° 219 (89-90)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Guy Robert (9 mai 1990) [n° 282 (89-90)] – Urgence – Discussion (17 mai 1990) – Adoption (17 mai 1990) [n° 105].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (18 mai 1990) [n° 1364 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Robert Le Foll (30 mai 1990) [n° 1402 (9^e lég.)] – Discussion (5 juin 1990) – Adoption (5 juin 1990) [n° 305].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (6 juin 1990) [n° 353 (89-90)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Robert Le Foll (26 juin 1990) [n° 1519 (9^e lég.)] – Discussion (27 juin 1990) – Adoption (27 juin 1990) [n° 352].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Guy Robert (26 juin 1990) [n° 426 (89-90)] – Discussion (29 juin 1990) – Adoption (29 juin 1990) [n° 161].

PROMULGATION : Loi n° 90-590 du 6 juillet 1990 (*J.O. Lois et décrets* du 11 juillet 1990).

Discussion (première lecture)

(17 mai 1990) (p. 946, 965).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 946, 955) : *Mme Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat chargé de la famille ; MM. Guy Robert, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Jean Chérioux, Marc Boeuf, Louis Virapoullé, Mme Marie-Claude Beaudou*.

Le présent projet comporte trois volets :

– l'extension de l'allocation de rentrée scolaire aux enfants de 16 à 18 ans et l'élargissement de son champ d'application.

– l'aide aux familles recourant à une assistante maternelle pour la garde de leurs enfants.

– la simplification des prestations familiales.

Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée : *Beaudou (Marie-Claude)* (p. 953) ; *Boeuf (Marc)* (p. 950) ; *Chérioux (Jean)* (p. 949) ; *Dorlhac (Hélène)* (p. 947 ; 954) ; *Robert (Guy)* (p. 948) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 951).

Allocation de rentrée scolaire : *Boeuf (Marc)* (p. 950) ; *Dorlhac (Hélène)* (p. 946 ; 948 ; 954) ; *Robert (Guy)* (p. 948) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 951).

Allocations familiales : *Beaudou (Marie-Claude)* (p. 952).

Assistants maternelles : *Beaudou (Marie-Claude)* (p. 953) ; *Boeuf (Marc)* (p. 950) ; *Dorlhac (Hélène)* (p. 954) ; *Robert (Guy)* (p. 948).

Caisse d'allocations familiales : *Beaudou (Marie-Claude)* (p. 953).

Cotisations sociales : *Boeuf (Marc)* (p. 950) ; *Dorlhac (Hélène)* (p. 947) ; *Robert (Guy)* (p. 948 ; 949).

Crèches : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 953).

Départements d'outre-mer (DOM) : *Dorlhac (Hélène)* (p. 948 ; 954) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 951).

Ecoles maternelles et primaires : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 953) ; *Dorlhac (Hélène)* (p. 954).

Enfants (modes de garde) : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 952) ; *Dorlhac (Hélène)* (p. 947 ; 954).

Politique familiale : *Boeuf (Marc)* (p. 950) ; *Chérioux (Jean)* (p. 949) ; *Dorlhac (Hélène)* (p. 946 ; 954) ; *Robert (Guy)* (p. 949).

Prestation « jeune fille au foyer » : *Dorlhac (Hélène)* (p. 947) ; *Robert (Guy)* (p. 949).

Prestations familiales : *Boeuf (Marc)* (p. 951) ; *Dorlhac (Hélène)* (p. 946 ; 947 ; 948 ; 954).

Prestation spéciale assistante maternelle (PSAM) : Voir Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée.

Revenu minimum d'insertion (RMI) : *Boeuf (Marc)* (p. 950) ; *Chérioux (Jean)* (p. 949) ; *Dorlhac (Hélène)* (p. 947 ; 954) ; *Robert (Guy)* (p. 949).

Supplément de revenu familial : *Chérioux (Jean)* (p. 950) ; *Dorlhac (Hélène)* (p. 947) ; *Robert (Guy)* (p. 949).

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 955, 965) : *Mme Marie-Claude Beaudeau, M. Guy Robert, rapporteur ; Mme Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat ; MM. Louis Virapoullé, Emmanuel Hamel, Jean Chérioux.*

Avant l'art. 1^{er} (p. 955).

Rejetés : amendements de Mme Marie-Claude Beaudeau, n° 10 : participation des employeurs au financement de la politique familiale (p. 955) - Et n° 11 : versement des allocations familiales dès le premier enfant (p. 956).

TITRE PREMIER

ALLOCATION DE RENTRÉE SCOLAIRE

Art. 1^{er} (*Élargissement des conditions d'attribution de l'allocation de rentrée scolaire*) (p. 956).

Rejeté : amendement n° 12 de Mme Marie-Claude Beaudeau : revalorisation annuelle par le Parlement de l'allocation de rentrée scolaire (p. 957).

Retiré : amendement n° 6 de M. Louis Virapoullé : élargissement du champ d'application de l'allocation de rentrée scolaire (p. 957).

- L'article 1^{er} est adopté (p. 957).

Art. 2 (*Modalités d'entrée en vigueur*) - Adopté (p. 957).

TITRE II

AIDE A L'EMPLOI POUR LA GARDE DES JEUNES ENFANTS

Intitulé (p. 957).

Rejeté : amendement n° 13 de Mme Marie-Claude Beaudeau : « Allocation d'aide au versement des cotisations sociales des assistantes maternelles agréées, employées par des particuliers » (p. 958).

- L'intitulé du titre II est adopté (p. 958).

Art. 3 (*Aide à l'emploi d'une assistante maternelle agréée*) (p. 958).

Parole sur l'article (p. 958, 959) : *M. Emmanuel Hamel* - Discrimination entre les différents modes de garde des jeunes enfants - Détournement des fonds de la branche famille vers les autres branches.

Adopté : amendement n° 1 de la commission : rédactionnel portant sur l'intitulé du livre VIII du code de la sécurité sociale (p. 959).

Rejetés : amendements de Mme Marie-Claude Beaudeau, n°s 14 et 15 : meilleure protection sociale pour les assistantes maternelles et simplification du versement des cotisations de sécurité sociale dues pour l'emploi de ces dernières (p. 959).

ART. L. 841-1 DU CODE DE LA SECURITE SOCIALE (*Définition de l'aide à l'emploi d'une assistante maternelle agréée*) (p. 959).

Adopté : amendement n° 2 de la commission : précision relative au caractère des cotisations (p. 960).

Irrecevable (article 40 de la Constitution) : amendement n° 9 de M. Emmanuel Hamel : extension aux personnes assurant elles-même la garde de leurs enfants de l'aide attribuée aux personnes faisant appel à une assistante maternelle (p. 960).

- Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 960).

ART. L. 841-2 (Ouverture et cessation du droit) - Adopté (p. 960).

ART. L. 841-3 (Organisme gestionnaire) - Adopté (p. 960).

ART. L. 841-4 (Tiers payant) - Adopté (p. 960).

APRES L'ART. L. 841-4 (p. 960).

Retiré : amendement n° 3 de la commission : protection sociale des assistantes maternelles employées par les collectivités ou les associations (p. 961).

- L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 961).

Avant l'art. 4 (p. 961).

Rejeté : amendement n° 16 de Mme Marie-Claude Beaudeau : suppression de l'allocation de garde d'enfants à domicile (p. 961).

Art. 4 (Allocation de garde d'enfants à domicile) (p. 961).

Rejeté : amendement n° 17 de Mme Marie-Claude Beaudeau : suppression de l'article (p. 961).

- L'article 4 est adopté (p. 961).

Art. 5 (Dispositions communes) (p. 961).

Rejeté : amendement n° 18 de Mme Marie-Claude Beaudeau : meilleure protection sociale des assistantes maternelles et simplification de versement des cotisations de sécurité sociale pour l'emploi de ces dernières (p. 962).

ART. L. 843-1 (Champ d'application, règles d'attribution, pénalités et dispositions diverses) - Adopté (p. 962).

ART. L. 843-2 (Contentieux) - Adopté (p. 962).

ART. L. 843-3 (Modalités d'application) - Adopté (p. 962).

- L'article 5 est adopté (p. 962).

Art. 6 (Coordination) (p. 962).

Rejeté : amendement n° 19 de Mme Marie-Claude Beaudeau : même objet que l'amendement n° 18 à l'article 5 (p. 962).

- L'article 6 est adopté (p. 962).

Art. 7 (Application aux départements d'outre-mer) (p. 962).

Rejeté : amendement n° 20 de M. Paul Souffrin, soutenu par Mme Marie-Claude Beaudeau : même objet que l'amendement n° 18 sur l'article 5 (p. 962).

ART. L. 757-4 (Dispositions applicables aux DOM) (p. 962).

Rejeté : amendement n° 21 de M. Paul Souffrin, soutenu par Mme Marie-Claude Beaudeau : même objet que l'amendement n° 18 sur l'article 5 (p. 962).

Retiré : amendement n° 7 de M. Louis Virapoullé : suppression de la procédure de décret en Conseil d'Etat pour l'application de cet article (p. 963).

- Le texte proposé est adopté (p. 963).

ART. L. 757-5 (Régime des fonctionnaires) (p. 963).

Retiré : amendement n° 8 de M. Louis Virapoullé : suppression de la procédure du décret en Conseil d'Etat pour l'application de cet article (p. 963).

- Le texte proposé est adopté (p. 963).

- L'article 7 est adopté (p. 963).

Art. 8 (*Régime fiscal des aides à l'emploi pour la garde des jeunes enfants*) (p. 963).

Rejeté : amendement n° 22 de M. Paul Souffrin, soutenu par Mme Marie-Claude Beaudou : même objet que l'amendement n° 18 sur l'article 5 (p. 963).

- L'article 8 est adopté (p. 963).

Après l'art. 8 (p. 963).

Rejeté : amendement n° 23 de Mme Marie-Claude Beaudou : financements nécessaires à l'accueil des jeunes enfants des salariés (p. 964).

Art. 9 (*Entrée en vigueur du titre II*) (p. 964).

Irrecevable (article 40 de la Constitution) : amendement n° 4 de la commission : date d'application du titre II avancée au 1^{er} octobre 1990 (p. 964).

- L'article 9 est adopté (p. 964).

TITRE III

DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 10 (*Modification des conditions d'attribution des prestations familiales et suppression du supplément du revenu familial*) (p. 964).

Adopté : amendement n° 5 de la commission : suppression des dispositions mettant fin au revenu familial garanti (p. 965).

- L'article 10, ainsi modifié, est adopté (p. 965).

Explication de vote sur l'ensemble (p. 965) : *Mme Marie-Claude Beaudou*.

Adoption (17 mai 1990) (p. 965).

Discussion (commission mixte paritaire)

(29 juin 1990) (p. 2290, 2292).

I - DISCUSSION GENERALE (p. 2290) : *M. Guy Robert, rapporteur de la commission mixte paritaire ; Mme Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat chargé de la famille*.

Assistants maternelles : *Dorlhac (Hélène)* (p. 2290).

Code de la sécurité sociale : *Robert (Guy)* (p. 2290).

Commissions mixtes paritaires (CMP) : *Dorlhac (Hélène)* (p. 2290) ; *Robert (Guy)* (p. 2290).

Cotisations sociales : *Robert (Guy)* (p. 2290).

Famille : *Robert (Guy)* (p. 2290).

Médecins : *Robert (Guy)* (p. 2290).

Prestations familiales : *Dorlhac (Hélène)* (p. 2290) ; *Robert (Guy)* (p. 2290).

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2290, 2292)

Art. 1^{er} et 3 (p. 2290).

Art. 7, 8 et 10 (p. 2291).

Explication de vote sur l'ensemble (p. 2291, 2292) : *Mme Marie-Claude Beaudou*.

Adoption (29 juin 1990) (p. 2292).

Prestations sociales

Voir *Questions orales sans débat* n° 187 ; n° 248

Prêts

Voir *Créances*, 1 ; 2

Famille, 1

Lois de finances, 1, Equipement, logement, transports et mer - I - Urbanisme, logement et services communs

Privatisations

Voir *Entreprises, 1*

Politique économique et sociale, 1

Procédure civile

I. - **Projet de loi portant réforme des procédures civiles d'exécution**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Pierre Arpaillage, ministre de la justice (2 octobre 1989) [n° 888 (9^e lég.)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de Mme Nicole Catala (2 avril 1990) [n° 1202 (9^e lég.)] - Discussion (3 et 4 avril 1990) - Adoption (4 avril 1990) [n° 257].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (5 avril 1990) [n° 227 (89-90)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Jacques Thyraud (2 mai 1990) [n° 271 (89-90)] - Discussion (15 et 16 mai 1990) - Adoption (16 mai 1990) [n° 103].

Discussion (première lecture)

(15 mai 1990) (p. 813, 857) ; (16 mai 1990) (p. 868, 894).

I - DISCUSSION GENERALE (p. 813, 819) : *MM. Pierre Arpaillage, ministre de la justice ; Jacques Thyraud, rapporteur de la commission des lois ; Michel Dreyfus-Schmidt, Louis Virapoullé, Robert Pagès*.

Ce projet de loi vise à moderniser et à accroître l'efficacité des voies d'exécution, c'est-à-dire l'ensemble des moyens permettant aux créanciers qui disposent d'une décision de justice définitive ou d'un acte revêtu de la force exécutoire d'obtenir, à défaut de l'exécution volontaire par le débiteur, une exécution forcée.

Astreintes : *Arpaillage (Pierre)* (p. 814).

Banques et établissements financiers : *Pagès (Robert)* (p. 819).

Code de procédure civile : *Thyraud (Jacques)* (p. 815) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 817).

Commission Perrot : *Arpaillage (Pierre)* (p. 813) ; *Thyraud (Jacques)* (p. 815) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 817).

Créanciers : *Arpaillage (Pierre)* (p. 813) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 816) ; *Pagès (Robert)* (p. 818) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 817).

Débiteurs : *Arpaillage (Pierre)* (p. 813, 815) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 816) ; *Pagès (Robert)* (p. 818) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 817).

Droit des obligations : *Virapoullé (Louis)* (p. 817).

Droit public : *Arpaillage (Pierre)* (p. 814).

Expulsions (logement) : *Pagès (Robert)* (p. 818).

Force publique (prérogatives de l'Etat) : *Arpaillage (Pierre)* (p. 814).

Greffes : *Arpaillage (Pierre)* (p. 814).

Informatique : *Thyraud (Jacques)* (p. 815).

Juge de l'application des peines (JAP) : *Arpaillage (Pierre)* (p. 814) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 816) ; *Thyraud (Jacques)* (p. 815, 816) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 817).

Justice : *Arpaillage (Pierre)* (p. 813) ; *Thyraud (Jacques)* (p. 815).

Libertés individuelles : *Pagès (Robert)* (p. 818).

Ministère public : *Arpaillage (Pierre)* (p. 814).

Officiers publics et ministériels : *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 816) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 817).

Poursuites judiciaires : *Arpaillage (Pierre)* (p. 814).

Pouvoir d'achat : *Pagès (Robert)* (p. 818).

Saisies : *Arpaillage (Pierre)* (p. 814) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 816) ; *Pagès (Robert)* (p. 819) ; *Thyraud (Jacques)* (p. 815, 816) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 817).

Tribunaux d'instance (TI) : *Thyraud (Jacques)* (p. 815).

Voies d'exécution : *Arpaillage (Pierre)* (p. 813, 814) ; *Dreyfus-Schmidt (Michel)* (p. 816) ; *Pagès (Robert)* (p. 818, 819) ; *Thyraud (Jacques)* (p. 815) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 817).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 819, 857 ; 868, 894) :
MM. Jacques Thyraud, rapporteur ; Pierre Arpaillage, ministre ; Robert Pagès, Paul Graziani, Michel Dreyfus-Schmidt, Marcel Rudloff, Louis Minetti, Michel Darras, Etienne Dailly, Louis Virapoullé, Jacques Delong, Michel Rufin, Charles Jolibois, Luc Dejoie – MM. Louis Boyer, François Gerbaud, Charles de Cuttoli.

Art. 1^{er} (*Principes généraux*) (p. 819).

Adoptés : amendement n° 1 de la commission : suppression de l'interdiction, pour le titulaire d'un titre exécutoire, de pratiquer une mesure conservatoire (p. 820) ; sous-amendement n° 139 du Gouvernement (p. 820).

– L'article 1^{er}, dans la rédaction de l'amendement n° 1, est adopté (p. 820).

Art. 2 (*Conditions de l'exécution forcée*) – Adopté (p. 820).

Art. 3 (*Inventaire des titres exécutoires*) (p. 820).

Adopté : amendement n° 2 de la commission : nouvelle rédaction de cet article ; mise à exécution des titres exécutoires dans les conditions prévues par la loi (p. 820).

Devenu sans objet : amendement n° 140 du Gouvernement : nouvelle rédaction de cet article (p. 820).

– L'article 3, dans la rédaction de l'amendement n° 2, est adopté (p. 820).

Art. 4 (*Condition de liquidité de la créance*) (p. 820).

Rejeté : amendement n° 97 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : nécessité d'une évaluation de la créance en argent (p. 821).

– L'article 4 est adopté (p. 821).

Chapitre premier

De l'autorité judiciaire

Section 1

Le juge de l'exécution

Art. 5 (*Intitulé de la sous-section 2 de la section 3 du chapitre premier du livre III du code de l'organisation judiciaire*) – Adopté (p. 821).

Art. 6 (*Compétence du juge unique*) – Adopté (p. 821).

Art. 7 (*Institution d'un juge de l'exécution*) (p. 821).

Adoptés : amendement n° 3 de la commission : conditions de délégation des fonctions de juge de l'exécution par le président du tribunal de grande instance (p. 822) ; sous-amendement n° 141 du Gouvernement (p. 822).

Rejeté : amendement n° 98 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : établissement d'un tour de rôle annuel pour la désignation du juge de l'exécution dans chaque tribunal de grande instance (p. 822).

– L'article 7, ainsi modifié, est adopté (p. 822).

Art. 8 (*Compétence du juge de l'exécution*) (p. 822).

Adoptés : amendements de la commission, n° 4 : compétence du juge de l'exécution sur le fond de toutes les difficultés relatives aux titres exécutoires (p. 823) – N° 5 : suppression du caractère d'ordre public de la compétence du juge de l'exé-

cution (p. 823) – Et n° 6 : suppression des dispositions relatives à l'appel des décisions du juge de l'exécution (p. 823).

Devenu sans objet : amendement n° 99 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : suppression de la compétence du juge de l'exécution sur les contestations portant sur le fond du droit (p. 823).

– L'article 8, ainsi modifié, est adopté (p. 823).

Art. 9 (*Absence de recours contre les décisions de renvoi à la formation collégiale*) – Adopté (p. 823).

Art. 10 (*Procédure applicable devant le juge de l'exécution*) – Adopté (p. 823).

Section 2

Le ministère public

Art. 11 et 12 (*Rôle du procureur de la République*) – Adoptés (p. 824).

Chapitre II

Dispositions générales

Section 1

Les biens saisissables

Art. 13 (*Principe de saisissabilité des biens du débiteur*) (p. 824).

Adopté : amendement n° 7 de la commission : réserve de l'action en distraction des biens saisis (p. 825).

– L'article 13, ainsi modifié, est adopté (p. 825).

Art. 14 (*Insaisissabilité de certains biens*) (p. 825).

Adopté : amendement n° 82 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : saisissabilité des provisions, sommes et pensions à caractère alimentaire pour le paiement des aliments déjà fournis par le saisissant à la partie saisie (p. 825).

Rejeté : amendement n° 100 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : insaisissabilité des éléments corporels d'un fonds de commerce (p. 825).

– L'article 14, ainsi modifié, est adopté (p. 825).

Art. 15 (*Insaisissabilité de certaines créances inscrites sur un compte*) – Adopté (p. 825).

Section 2

Le concours de la force publique

Art. 16 (*Concours de l'Etat à l'exécution des titres exécutoires*) (p. 825).

Adopté : amendement n° 8 de la commission : droit à réparation en cas de refus de l'Etat de prêter son concours (p. 826).

– L'article 16, ainsi modifié, est adopté (p. 826).

Art. 17 (*Requête du concours de la force publique*) (p. 826).

Adopté : amendement n° 9 de la commission : possibilité pour l'huissier de justice chargé de l'exécution de requérir le concours de la force publique (p. 827).

– L'article 17, ainsi modifié, est adopté (p. 827).

Section 3

Les personnes chargées de l'exécution

Art. 18 (*Mission des personnes chargées de l'exécution*) (p. 827).

Adoptés : amendements de la commission, n° 10, de coordination (p. 827) – Et n° 11 : absence de caractère obligatoire du concours de l'huissier de justice en cas de disproportion entre les frais répétitifs et l'intérêt de la voie d'exécution (p. 828) ; sous-amendement rédactionnel n° 134 de M. Etienne Dailly (p. 828).

Retiré : sur l'amendement n° 11 de la commission, sous-amendement rédactionnel n° 142 du Gouvernement (p. 828).

Devenu sans objet : amendement n° 51 de M. Paul Graziani : absence de caractère obligatoire du concours de l'huissier de justice en cas de disproportion entre le montant des frais répétables et la valeur de vente des biens saisis aux enchères publiques ; communication par l'huissier au juge de l'exécution d'un procès-verbal motivé en cas de refus de concours (p. 828).

– L'article 18, ainsi modifié, est adopté (p. 828).

Art. 19 (*Conditions d'exercice de ses prérogatives par la personne chargée de l'exécution*) (p. 828).

Adoptés : amendements de coordination de la commission, n° 12 (p. 828) – Et n° 13 (p. 829) – Amendement n° 52 de M. Paul Graziani : cas de difficultés d'exécution provenant d'un tiers (p. 829).

– L'article 19, ainsi modifié, est adopté (p. 829).

Art. 20 (*Pénétration dans le domicile du débiteur*) (p. 829).

Adoptés : amendements identiques n° 77 de M. Louis Virapoullé et n° 135 de M. Etienne Dailly : possibilité, pour l'huissier de justice, de pénétrer dans un lieu servant à l'habitation à l'expiration d'un délai de huit jours à compter d'un commandement de payer resté sans effet (p. 833).

Retirés : amendement n° 14 de la commission : saisie-vente dans un local servant à l'habitation précédée d'un commandement de payer resté sans effet ; possibilité pour le débiteur de demander au juge de l'exécution l'autorisation de vendre volontairement ses biens (p. 831) – Amendement de suppression n° 83 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (p. 833).

Devenu sans objet : amendement n° 101 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : contrôle du juge de l'exécution sur la pénétration dans un lieu privé en l'absence de son occupant ou contre son gré (p. 833).

– L'article 20, ainsi modifié, est adopté (p. 833).

Après l'art. 20 (p. 833).

Retiré : amendement n° 50 de M. Paul Graziani : obligation de procéder à un commandement de payer préalablement à toute exécution forcée ; délai de huit jours entre le commandement et la saisie (p. 833 ; précédemment transformé p. 824).

Art. 20 bis (*Cas d'absence ou de refus d'accès à son domicile du débiteur*) (p. 833).

Adoptés : amendements de coordination de la commission, n° 15 (p. 833) – Et n° 16 (p. 834) – Amendement n° 84 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : nécessité pour la personne chargée de l'exécution d'être munie d'un titre exécutoire ou de mettre en oeuvre une mesure conservatoire déjà autorisée en justice (p. 834).

– L'article 20 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 834).

Section 4

Les parties et les tiers

Art. 21 (*Libre choix par le créancier des mesures d'exécution*) (p. 834).

Retiré : amendement n° 53 de M. Paul Graziani : condamnation des créanciers de mauvaise foi (p. 834).

– L'article 21 est adopté (p. 834).

Art. 22 (*Résistance abusive du débiteur*) (p. 834).

Rejeté : amendement de suppression n° 102 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès (p. 835).

– L'article 22 est adopté (p. 835).

Art. 23 (*Obligation pour les tiers d'apporter leur concours aux procédures d'exécution*) (p. 835).

Rejeté : amendement de suppression n° 103 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès (p. 836).

– L'article 23 est adopté (p. 836).

Art. 24 (*Désignation du comptable public assignataire de la dépense*) – Adopté (p. 836).

Art. 25 (*Caractère d'actes d'administration des mesures exécutoires ou conservatoires*) – Adopté (p. 836).

Art. 26 (*Principe de la contradiction*) – Adopté (p. 836).

Section 5

Les opérations d'exécution

Art. 27 (*Interdiction d'effectuer une mesure d'exécution à certains moments*) – Adopté (p. 836).

Art. 28 (*Conséquences de la saisie*) – Adopté (p. 836).

Art. 29 (*Vente volontaire des biens saisis*) (p. 836) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Adopté : amendement de rétablissement n° 17 de la commission (p. 836).

– L'article 29 est rétabli, dans la rédaction de l'amendement n° 17 (p. 836).

Art. 30 (*Exécution d'un titre exécutoire à titre provisoire*) (p. 836).

Adopté : amendement n° 104 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : suppression de la non-indemnisation du débiteur pour privation de jouissance en cas de modification ultérieure du titre exécutoire (p. 837).

– L'article 30, ainsi modifié, est adopté (p. 837).

Art. 31 (*Prise en charge des frais de l'exécution*) (p. 837).

Adopté : amendement n° 18 de la commission : en l'absence de convention contraire, possibilité pour le créancier de demander au juge de l'exécution de laisser à la charge du débiteur tout ou partie des frais exposés en vue d'un recouvrement amiable (p. 140).

Retirés : amendements n° 78 de M. Louis Virapoullé (p. 838) et n° 54 de M. Paul Graziani (p. 838), analogues à l'amendement n° 18 de la commission.

Devenus sans objet : amendement n° 85 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : en cas de procédure de recouvrement sans titre exécutoire, mise à la charge du débiteur des frais exposés par le créancier, à l'exception de ceux de la première réclamation (p. 840 ; priorité refusée p. 840) – Amendements de M. Charles Lederman, soutenus par M. Robert Pagès, n° 106 : mise à la charge du débiteur des seuls frais de recouvrement taxables et légaux (p. 840) – N° 105 : mise à la charge du débiteur des frais de recouvrement exposés en matière prud'homale (p. 840) – Et n° 107 de coordination (p. 840).

– L'article 31, dans la rédaction de l'amendement n° 18, est adopté (p. 840).

Après l'art. 31 (p. 841).

Adoptés : amendements de la commission, n° 19 : sanction de l'abus des relances effectuées au moyen de traitements automatisés de données pour les recouvrements de masse ; fixation par décret du montant des frais réels pouvant être imputés au débiteur (p. 842) – Et n° 20 : subordination des coupures de gaz, d'eau et d'électricité consécutives à un défaut de paiement à l'obtention par le créancier d'un titre exécutoire demeuré sans effet (p. 843).

Retirés : amendement n° 79 de M. Louis Virapoullé : sanction de l'abus des relances effectuées au moyen de traitements automatisés de données pour les recouvrements de masse, après avis de la Commission nationale de l'information et des libertés, CNIL (p. 841) – Sur l'amendement n° 20 de la commission, sous-amendement n° 55 de M. Paul Graziani, soutenu par M. Michel Rufin : extension aux coupures de téléphone (p. 843).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 842, 843).

Section 6

L'astreinte

Art. 32 (*Pouvoir du juge de prononcer une astreinte*) – Adopté (p. 843).

Art. 33 (*Caractères de l'astreinte*) (p. 843).

Retiré : amendement n° 86 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : possibilité pour le juge de prononcer une astreinte définitive sans la faire précéder d'une astreinte provisoire (p. 844).

– L'article 33 est adopté (p. 844).

Art. 34 (*Compétence du juge de l'exécution pour liquider l'astreinte*) – Adopté (p. 844).

Art. 35 (*Conditions de liquidation des astreintes*) (p. 844).

Adopté : amendement n° 87 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : possibilité pour le juge de modérer l'astreinte en cas d'inexécution en provenance d'une cause étrangère (p. 844).

– L'article 35, ainsi modifié, est adopté (p. 844).

Art. 36 (*Imputation de l'astreinte sur les dommages intérêts*) (p. 844).

Adoptés : amendements identiques n° 21 de la commission et n° 109 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : suppression de la possibilité de versement d'une part de l'astreinte au Fonds national d'action sociale (p. 147).

Rejetés : amendements identiques n° 88 de M. Michel Dreyfus-Schmidt et n° 108 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : imputation de l'astreinte sur le montant définitif des dommages et intérêts (p. 845).

Devenu sans objet : amendement n° 89 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : caractère d'amende civile de la part de l'astreinte non versée au créancier (p. 847).

– L'article 36, ainsi modifié, est adopté (p. 847).

Section 7

La distribution des deniers

Art. 37 (*Modalités de distribution des deniers*) – Adopté (p. 847).

Chapitre III

Dispositions spécifiques aux mesures d'exécution forcée

Section 1

La recherche des informations

Art. 38 (*Missions du ministère public*) (p. 847).

Adopté : amendement de coordination n° 22 de la commission (p. 848).

Rejeté : amendement de suppression n° 110 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès (p. 848).

– L'article 38, ainsi modifié, est adopté (p. 848).

Art. 39 (*Obligation de renseignement mise à la charge de certains établissements et entreprises*) (p. 848).

Adoptés : amendement n° 24 de la commission : obligation de renseignement mise à la charge des banques (p. 849) ; sous-amendement n° 143 du Gouvernement (p. 849).

Rejeté : amendement de suppression n° 111 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès (p. 849).

– L'article 39, ainsi modifié, est adopté (p. 849).

Art. 40 (*Confidentialité des renseignements obtenus*) (p. 849).

Adoptés : amendements de la commission, n° 25, d'ordre rédactionnel (p. 849) – Et n° 26, de coordination (p. 849) – Amendement n° 56 de M. Paul Graziani, soutenu par M. Michel Rufin : mention du procès-verbal dressé lors de la réquisition prévue à l'article 38 (p. 849).

Retiré : amendement de suppression n° 112 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès (p. 849).

– L'article 40, ainsi modifié, est adopté (p. 849).

Section 2

La saisie-attribution

Art. 41 (*Conditions de la saisie-attribution*) – Adopté (p. 850).

Art. 42 (*Effets de la saisie-attribution*) (p. 850).

Adopté : deuxième partie de l'amendement n° 90 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : institution d'une procédure collective d'attribution en cas de pluralité des créanciers, à l'expiration d'un délai de huit jours francs à compter de l'acte de saisie (p. 854).

Rejetés : amendement de suppression n° 113 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès (p. 852) – Première partie de l'amendement n° 90 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : publication des actes de saisie au Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales, BODACC (p. 853).

– L'article 42, ainsi modifié, est adopté (p. 854).

Art. 43 (*Obligations du tiers saisi*) (p. 854).

Rejeté : amendement n° 57 de M. Paul Graziani, soutenu par M. Michel Rufin : sursis à la saisie en cas d'opposition de la part du tiers saisi (p. 854).

– L'article 43 est adopté (p. 854).

Art. 44 (*Contestations relatives à la saisie*) (p. 854).

Adoptés : amendements identiques n° 28 de la commission et n° 114 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : fixation d'un délai de deux mois pour élever une contestation (p. 855).

– L'article 44, ainsi modifié, est adopté (p. 855).

Art. 45 (*Paiement immédiat ou différé du créancier saisissant*) (p. 855).

Adopté : amendement rédactionnel n° 29 de la commission (p. 855).

– L'article 45, dans la rédaction de l'amendement n° 29, est adopté (p. 855).

Art. 46 (*Obligations spécifiques de l'établissement bancaire, tiers saisi*) (p. 855).

Adoptés : amendement n° 30 de la commission : établissement d'une liste limitative des opérations pouvant affecter le solde du compte saisi (p. 857) – Amendement n° 144 du Gouvernement : en cas de diminution des sommes rendues indisponibles, établissement d'un relevé de toutes les opérations ayant affecté les comptes depuis le jour de la saisie (p. 857).

Retirés : sur l'amendement n° 30 de la commission, sous-amendements rédactionnels n° 138 de M. Etienne Dailly et n° 151 de M. Michel Rufin (p. 857).

– L'article 46, ainsi modifié, est adopté (p. 857).

Section 3

La saisie des rémunérations

Art. 47 A (*Intitulé du chapitre V du titre IV du livre premier du code du travail*) – Adopté (p. 857).

Art. 47 (*Saisie des rémunérations*) (p. 868).

Adoptés : amendement n° 31 de la commission : application du régime de la franchise postale aux actes relatifs à la procédure de saisie des rémunérations (p. 869) – Amendement de coordination n° 59 de M. Paul Graziani (p. 870).

Rejeté : amendement n° 115 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : révision annuelle des seuils de rémunération saisissables (p. 869).

Devenu sans objet : amendement n° 91 de M. Michel Dreyfus-Schmidt, analogue à l'amendement n° 31 de la commission.

– L'article 47, ainsi modifié, est adopté (p. 870).

Section 4

La saisie-vente

Art. 48 (*Conditions de la saisie-vente*) (p. 870).

Adoptés : amendement n° 137 de M. Etienne Dailly : signification d'un commandement préalable à toute opération de saisie-vente (p. 871) – Amendement n° 145 du Gouvernement : possibilité pour tout créancier de se joindre aux opérations de saisie par voie d'opposition (p. 871).

Rejeté : amendement n° 116 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : délai de trois mois, après l'autorisation du juge de l'exécution, préalable à toute saisie-vente (p. 871).

– L'article 48, ainsi modifié, est adopté (p. 872).

Après l'art. 48 (p. 872).

Adopté : amendement n° 146 du Gouvernement : interdiction de procéder à une saisie-vente pour des créances de faible montant pouvant être recouvrées par voie de saisie d'un compte de dépôt ou de rémunérations (p. 873).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 873).

Art. 49 (*Conditions de la vente des biens saisis aux enchères publiques*) (p. 873).

Adoptés : amendements de coordination de la commission n° 32, n° 33 et n° 34 (p. 873).

– L'article 49, ainsi modifié, est adopté (p. 873).

Art. 50 (*Modalités de la vente des biens saisis aux enchères publiques*) (p. 874).

Rejeté : amendement n° 117 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : mise à prix ne pouvant être inférieure à la valeur marchande du bien (p. 874).

– L'article 50 est adopté (p. 874).

Art. 51 (*Créanciers admis à faire valoir leurs droits sur le prix de la vente*) (p. 874).

Adopté : amendement de précision n° 147 du Gouvernement (p. 874).

– L'article 51, dans la rédaction de l'amendement n° 147, est adopté (p. 874).

Art. 52 (*Modalités de répartition entre les créanciers*) – Adopté (p. 874).

Section 5

L'appréhension des meubles

Art. 53 (*Conditions de l'appréhension des meubles*) (p. 874).

Adoptés : amendement n° 60 de M. Paul Graziani : possibilité pour le débiteur de transporter les meubles à ses frais (p. 875) – Amendement n° 92 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : audition préalable, par le juge, du tiers en possession du meuble (p. 875).

Retiré : amendement de coordination n° 61 de M. Paul Graziani (p. 875).

Devenu sans objet : amendement de coordination n° 35 de la commission (p. 875).

– L'article 53, ainsi modifié, est adopté (p. 875).

Section 6

Les mesures d'exécution sur les véhicules terrestres à moteur

Art. 54 (*Conditions de la saisie des véhicules*) (p. 876).

Adopté : amendement de coordination n° 36 de la commission (p. 876).

Rejeté : amendement de suppression n° 118 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès (p. 876).

– L'article 54, ainsi modifié, est adopté (p. 876).

Art. 55 (*Modalités de la saisie des véhicules*) (p. 876).

Adopté : amendement de coordination n° 37 de la commission (p. 876).

Rejeté : amendement de suppression n° 119 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès (p. 876).

– L'article 55, ainsi modifié, est adopté (p. 876).

Section 7

La saisie des droits incorporels

Art. 56 (*Conditions de la saisie des droits incorporels*) (p. 877).

Rejeté : amendement n° 120 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : délai de trois mois préalable à la vente des droits incorporels (p. 877).

– L'article 56 est adopté (p. 877).

Art. 57 (*Créanciers admis à faire valoir leurs droits sur le prix de vente des droits incorporels*) (p. 877).

Adopté : amendement de coordination n° 38 de la commission (p. 87).

– L'article 57, ainsi modifié, est adopté (p. 877).

Après l'art. 57 (p. 877).

Rejeté : amendement n° 121 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : interdiction des clauses résolutoires pour non-paiement du loyer dans les contrats de location (p. 877).

Avant l'art. 58 (p. 877).

Rejeté : amendement n° 122 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : interdiction des saisies et des expulsions sans relèvement des locataires de bonne foi (p. 878).

Section 8

Les mesures d'expulsion

Art. 58 (*Conditions exigées pour procéder à une expulsion*) (p. 878).

Adopté : amendement n° 123 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : suppression de la notion de dispositions spéciales (p. 879).

Rejetés : amendements de M. Charles Lederman, soutenus par M. Robert Pagès, n° 124 : suppression de la possibilité de procéder à une expulsion en vertu d'un procès-verbal de conciliation exécutoire (p. 879) – Et n° 125 : interdiction des expulsions sans proposition de relèvement (p. 879).

Retiré : amendement n° 62 de M. Paul Graziani : règles de procédure relatives aux expulsions (p. 879).

– L'article 58, ainsi modifié, est adopté (p. 879).

Art. 59 (*Délai d'un mois après le commandement pour procéder à l'expulsion*) (p. 880).

Adoptés : amendement n° 76 de M. José Balarello, soutenu par M. Louis Boyer : substitution d'un droit fixe au droit proportionnel pour la taxation du commandement (p. 880) – Amendement de coordination n° 39 de la commission (p. 880).

Rejeté : amendement n° 126 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : allongement de ce délai à deux mois (p. 880).

– L'article 59, ainsi modifié, est adopté (p. 880).

Art. 60 (*Pouvoirs du juge de l'exécution*) – Adopté (p. 880).

Art. 61 (*Cas particuliers des expulsions de personnes entrées par voie de fait ou dans des immeubles faisant l'objet d'un arrêté de péril*) (p. 880).

Rejeté : amendement n° 127 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : versement d'une indemnité d'éviction aux locataires expulsés en raison d'un arrêté de péril (p. 880).

– L'article 61 est adopté (p. 881).

Art. 62 (*Sort des meubles situés dans le logement de la personne expulsée*) (p. 881).

Adoptés : amendement n° 93 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : nécessité d'un accord du créancier pour laisser les meubles sur place (p. 881) – Amendement de coordination n° 149 de la commission (p. 881).

– L'article 62, ainsi modifié, est adopté (p. 881).

Art. 63 (*Vente des meubles aux enchères publiques*) – Adopté (p. 881).

Chapitre IV

Dispositions spécifiques aux mesures conservatoires

Section 1

Dispositions communes

Art. 64 (*Conditions d'exercice de la mesure conservatoire*) (p. 881).

Adopté : amendement n° 40 de la commission : absence de commandement préalable à la mesure conservatoire (p. 882).

Retiré : amendement n° 80 de M. Louis Virapoullé : élargissement de la liste des mesures conservatoires (p. 882).

– L'article 64, ainsi modifié, est adopté (p. 882).

Art. 65 (*Exception à l'autorisation judiciaire préalable à la mesure conservatoire*) (p. 882).

Adopté : amendement de suppression n° 41 de la commission (p. 882).

Retiré : amendement n° 81 de M. Louis Virapoullé : mesures conservatoires sur les effets et prix des bâtiments et biens ruraux (p. 882).

– L'article 65 est supprimé (p. 882).

Art. 66 (*Compétence du juge*) (p. 882).

Adopté : amendement n° 65 de M. Paul Graziani, soutenu par M. François Gerbaud : mainlevée des mesures conservatoires en cas de constitution d'une caution bancaire (p. 883).

Rejeté : amendement n° 128 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : suppression de la compétence du tribunal de commerce (p. 883).

– L'article 66, ainsi modifié, est adopté (p. 883).

Art. 67 (*Obligation pour le créancier d'engager ou de poursuivre une procédure au fond*) (p. 883).

Adopté : amendement n° 42 de la commission : obligation pour le juge de constater la liquidité et l'exigibilité de la créance (p. 883) ; sous-amendement rédactionnel n° 148 du Gouvernement (p. 883).

– L'article 67, dans la rédaction de l'amendement n° 42, est adopté (p. 883).

Art. 68 (*Interruption de la prescription de la créance cause de la mesure conservatoire*) – Adopté (p. 884).

Art. 69 (*Mainlevée de la mesure conservatoire*) (p. 884).

Adopté : amendement de coordination n° 43 de la commission (p. 884).

– L'article 69, ainsi modifié, est adopté (p. 884).

Art. 70 (*Paiement des frais*) (p. 884).

Adopté : amendement n° 129 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : compétence du juge du fond pour déterminer la personne sur qui doit peser la charge des frais (p. 884).

Retiré : amendement n° 66 de M. Paul Graziani, soutenu par M. François Gerbaud : prise en compte des frais abusifs et notion de mauvaise foi du créancier (p. 884).

– L'article 70, ainsi modifié, est adopté (p. 884).

Section 2

Les saisies conservatoires

Art. 71 (*Biens susceptibles de faire l'objet d'une saisie conservatoire*) – Adopté (p. 884).

Art. 72 (*Saisie conservatoire sur une créance portant sur une somme d'argent*) (p. 884).

Adopté : amendement de coordination n° 150 de la commission (p. 884).

– L'article 72, ainsi modifié, est adopté (p. 884).

Art. 73 (*Conversion de la saisie conservatoire en voie d'exécution forcée*) (p. 884).

Adopté : amendement de coordination n° 44 de la commission (p. 885).

Rejeté : amendement n° 130 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : délai de trois mois entre la délivrance du titre exécutoire et la vente (p. 885).

– L'article 73, ainsi modifié, est adopté (p. 885).

Section 3

Les sûretés judiciaires

Art. 74 (*Biens susceptibles de faire l'objet d'une sûreté judiciaire*) – Adopté (p. 885).

Art. 75 (*Publicité*) – Adopté (p. 885).

Art. 76 (*Aliénabilité des biens grevés d'une sûreté judiciaire*) (p. 885).

Rejeté : amendement n° 131 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : suppression des dispositions particulières applicables au cas des valeurs mobilières (p. 886).

– L'article 76 est adopté (p. 886).

Avant l'art. 77 (p. 886).

Adoptés : amendements de la commission, n° 45 : institution auprès des huissiers de justice de clerks habilités à procéder aux constats à la requête des particuliers (p. 888) – Et n° 46 : détermination par la loi des personnes habilitées à procéder à l'exécution forcée (p. 888).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 888).

Chapitre V

Dispositions diverses et transitoires

Art. 77 (*Exécution de l'obligation de faire au dépens du débiteur*) – Adopté (p. 888).

Art. 78 (*Délais de grâce*) (p. 888).

Adopté : amendement n° 48 de la commission : prise en compte par le juge de l'exécution des circonstances et des situations particulières du débiteur et du créancier pour l'aménagement de la dette (p. 888).

– L'article 78, dans la rédaction de l'amendement n° 48, est adopté (p. 888).

Après l'art. 78 (p. 889).

Adoptés : amendements de M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 94 : possibilité de mise en demeure par une simple lettre missive dans le cadre de l'article 1139 du code civil (p. 889) – Et n° 95 : possibilité de mise en demeure par une simple lettre missive dans le cadre de l'article 1146 du code civil (p. 889).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 889).

Art. 79 (*Avis à tiers détenteur*) (p. 889).

Adopté : amendement n° 68 de M. Paul Graziani, soutenu par M. Michel Rufin : suppression de la notification de l'avis à tiers détenteur par la voie postale (p. 890).

– L'article 79, ainsi modifié, est adopté (p. 890).

Art. 80 (*Compétence du juge de l'exécution en matière de dettes fiscales*) (p. 890).

Adopté : amendement rédactionnel n° 153 de la commission (p. 890).

– L'article 80, ainsi modifié, est adopté (p. 890).

Après l'art. 80 (p. 890).

Adopté : amendement n° 70 de M. Paul Graziani, soutenu par M. Michel Rufin : rétablissement de l'article 608 du code de procédure civile (p. 891).

Rejeté : amendement n° 69 de M. Paul Graziani, soutenu par M. Michel Rufin : nouvelle rédaction de l'article 600 du code de procédure civile (p. 890).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 891).

Art. 81 (*Compétences du tribunal de grande instance en matière de saisie immobilière*) (p. 891).

Rejeté : amendement n° 132 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : suppression de la référence au juge unique (p. 891).

– L'article 81 est adopté (p. 891).

Après l'art. 81 (p. 891).

Adopté : amendement n° 49 de M. Charles de Cuttoli : détermination par décret en Conseil d'Etat des conditions d'adaptation de la loi aux Français établis hors de France (p. 892).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 892).

Art. 82 (*Tribunal compétent en matière d'exécution forcée en Alsace-Moselle*) – Adopté (p. 892).

Art. 83 (*Taux de l'intérêt légal*) – Adopté (p. 892).

Art. 84 (*Capital décès attribué aux ayants droits de l'assuré du régime général*) – Adopté (p. 892).

Art. 85 (*Dispositions de coordination*) – Adopté (p. 892).

Art. 86 (*Dispositions d'abrogation*) (p. 892).

Parole sur l'article (p. 892) : *M. Marcel Rudloff*.

Adopté : amendement n° 152 du Gouvernement, tendant notamment au maintien de l'article 551 du code de procédure civile et du droit spécial d'Alsace et de Moselle (p. 893).

Retiré : amendement n° 23 de la commission : maintien des procédures de la saisie-gagerie et de la saisie-brandon (p. 893).

– L'article 86, ainsi modifié, est adopté (p. 893).

Art. 87 (*Codification*) – Adopté (p. 893).

Art. 88 (*Entrée en vigueur*) – Adopté (p. 893).

Art. 89 (*Modalités d'application à la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon*) – Adopté (p. 893).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 893, 894) : *MM. Robert Pagès, Michel Dreyfus-Schmidt, Michel Rufin ; intervention de M. Pierre Arpaillange, ministre.*

Adoption (16 mai 1990) (p. 894).

Procédure parlementaire

Voir *Allocutions et communications*, 9

Lois de finances, 1

Rappels au règlement, 4 ; 12 ; 22 ; 23 ; 24 ; 25 ; 26 ; 27 ; 40 ; 41 ; 42 ; 43 ; 44

Procédure pénale

Voir *Polynésie française*, 2

Procès-verbal

Voir *Faits personnels (procédure parlementaire)*, 1
Rappels au règlement, 61

Produits agricoles et alimentaires

Voir *Agro-alimentaire (industrie)*, 1

Professions judiciaires et juridiques

Voir *Allocutions et communications*, 10

1. – **Projet de loi portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Pierre Arpaillange, ministre de la justice – (4 avril 1990) [n° 1210 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Philippe Marchand (7 juin 1990) [n° 1423 (9^e lég.)] – Discussion (20 juin 1990) – Rejet (20 juin 1990) [n° 329].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (30 juin 1990) [n° 457 (89-90)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Luc Dejoie (31 octobre 1990) [n° 64 (90-91)] – Discussion (7, 8, 12, 13 et 16 novembre 1990) (Discussion générale commune avec celle du projet n° 460 (89-90) – Professions libérales 1) – Adoption (16 novembre 1990) [n° 39].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (19 novembre 1990) [n° 1713 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Michel Pezet (7 décembre 1990) [n° 1795 (9^e lég.)] – Discussion (10 et 11 décembre 1990) – Adoption (12 décembre 1990) [n° 417].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (12 décembre 1990) [n° 158 (90-91)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Luc Dejoie (13 décembre 1990) [n° 166 (90-91)] – Discussion (18 et 19 décembre 1990) – (Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 159 – Professions libérales 1) – Adoption (19 décembre 1990) [n° 70].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (TROISIEME LECTURE) (19 décembre 1990) [n° 1855 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) : rapport de M. Michel Pezet (20 décembre 1990) [n° 1880 (9^e lég.)] – Discussion (20 décembre 1990) – Adoption (20 décembre 1990) [n° 448].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) : rapport de M. Luc Dejoie (20 décembre 1990) [n° 201 (90-91)] – Discussion (20 décembre 1990) – Adoption (20 décembre 1990) [n° 86].

PROMULGATION : Loi n° 90-1259 du 31 décembre 1990 (*J.O. Lois et décrets* du 5 janvier 1991).

Discussion (première lecture)

(7 novembre 1990) (p. 3159, 3204) ; (8 novembre 1990) (p. 3215, 3278) ; (12 novembre 1990) (p. 3304, 3323) ; (13 novembre 1990) (p. 3336, 3352) ; (16 novembre 1990) (p. 3519, 3556).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3159, 3194) (Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 460 (89-90) – Professions libérales 1) : *MM. Henri Nallet, ministre de la justice ; Luc Dejoie, rapporteur de la commission des lois ; Charles Lederman, Michel Darras, Jacques Larché, président de la commission des lois ; Jean-Marie Girault, Michel Rufin, Marcel Rudloff, Guy Allouche, Bernard Seillier, Jean-Jacques Robert, Louis Virapoullé et les orateurs sur la motion*.

Aide judiciaire : *Allouche (Guy)* (p. 3185) ; *Darras (Michel)* (p. 3177) ; *Girault (Jean-Marie)* (p. 3180) ; *Lederman (Charles)* (p. 3166 ; 3168 ; 3172) ; *Nallet (Henri)* (p. 3159 ; 3160 ; 3170 ; 3171) ; *Rufin (Michel)* (p. 3183) ; *Seillier (Bernard)* (p. 3189).

Avocats : *Allouche (Guy)* (p. 3186 ; 3187) ; *Darras (Michel)* (p. 3176 ; 3177) ; *Dejoie (Luc)* (p. 3162 ; 3164) ; *Girault (Jean-*

Marie (p. 3178 ; 3180) ; Lederman (Charles) (p. 3173) ; Nallet (Henri) (p. 3160) ; Rudloff (Marcel) (p. 3184) ; Rufin (Michel) (p. 3181) ; Seillier (Bernard) (p. 3188).

Commissions parlementaires (travaux) : Allouche (Guy) (p. 3186) ; Larché (Jacques) (p. 3170) ; Nallet (Henri) (p. 3162) ; Rufin (Michel) (p. 3181) ; Seillier (Bernard) (p. 3189).

Concurrence européenne et internationale : Allouche (Guy) (p. 3185) ; Darras (Michel) (p. 3177) ; Dejoie (Luc) (p. 3163) ; Girault (Jean-Marie) (p. 3178) ; Lederman (Charles) (p. 3172) ; Nallet (Henri) (p. 3159) ; Seillier (Bernard) (p. 3189).

Conseils juridiques : Darras (Michel) (p. 3177) ; Dejoie (Luc) (p. 3162 ; 3164) ; Girault (Jean-Marie) (p. 3178 ; 3180) ; Nallet (Henri) (p. 3160) ; Rufin (Michel) (p. 3181).

Culture : Dejoie (Luc) (p. 3165) ; Seillier (Bernard) (p. 3188).

Décentralisation : Seillier (Bernard) (p. 3189).

Entreprises : Allouche (Guy) (p. 3186).

Etablissements pénitentiaires : Larché (Jacques) (p. 3170).

Etrangers : Darras (Michel) (p. 3177) ; Dejoie (Luc) (p. 3164) ; Nallet (Henri) (p. 3161).

Etudiants (prêts) : Lederman (Charles) (p. 3173).

Exercice du droit (réglementation) : Allouche (Guy) (p. 3187) ; Darras (Michel) (p. 3177) ; Dejoie (Luc) (p. 3163 ; 3164) ; Girault (Jean-Marie) (p. 3179) ; Nallet (Henri) (p. 3161) ; Rudloff (Marcel) (p. 3183) ; Rufin (Michel) (p. 3181) ; Seillier (Bernard) (p. 3189).

Femmes : Rufin (Michel) (p. 3183).

Formation professionnelle : Darras (Michel) (p. 3176) ; Dejoie (Luc) (p. 3166) ; Nallet (Henri) (p. 3161).

Justice : Allouche (Guy) (p. 3186) ; Dejoie (Luc) (p. 3165) ; Larché (Jacques) (p. 3170) ; Lederman (Charles) (p. 3166 ; 3172) ; Nallet (Henri) (p. 3159 ; 3160 ; 3171) ; Rudloff (Marcel) (p. 3183 ; 3185) ; Seillier (Bernard) (p. 3188).

Lois (application) : Nallet (Henri) (p. 3160) ; Rufin (Michel) (p. 3182) ; Seillier (Bernard) (p. 3189).

Lois (complexité) : Allouche (Guy) (p. 3186) ; Dejoie (Luc) (p. 3163) ; Nallet (Henri) (p. 3159).

Organisations syndicales : Allouche (Guy) (p. 3187) ; Lederman (Charles) (p. 3174).

Professions judiciaires et juridiques (représentation) : Darras (Michel) (p. 3176) ; Dejoie (Luc) (p. 3164 ; 3166) ; Girault (Jean-Marie) (p. 3178) ; Lederman (Charles) (p. 3174) ; Nallet (Henri) (p. 3160 ; 3161) ; Rudloff (Marcel) (p. 3184 ; 3185) ; Rufin (Michel) (p. 3182) ; Seillier (Bernard) (p. 3188).

Professions libérales (exercice) : Allouche (Guy) (p. 3187) ; Darras (Michel) (p. 3177) ; Dejoie (Luc) (p. 3163 ; 3164 ; 3165) ; Girault (Jean-Marie) (p. 3178 ; 3179) ; Lederman (Charles) (p. 3173) ; Nallet (Henri) (p. 3160 ; 3161) ; Rudloff (Marcel) (p. 3184) ; Rufin (Michel) (p. 3182) ; Seillier (Bernard) (p. 3188).

Professions médicales et paramédicales : Allouche (Guy) (p. 3187).

Retraites : Dejoie (Luc) (p. 3164) ; Girault (Jean-Marie) (p. 3180) ; Nallet (Henri) (p. 3161).

Salariés : Allouche (Guy) (p. 3186 ; 3187) ; Darras (Michel) (p. 3176) ; Dejoie (Luc) (p. 3164) ; Girault (Jean-Marie) (p. 3179) ; Lederman (Charles) (p. 3173) ; Nallet (Henri) (p. 3160) ; Rudloff (Marcel) (p. 3184) ; Rufin (Michel) (p. 3182) ; Seillier (Bernard) (p. 3188).

Sécurité sociale : Dejoie (Luc) (p. 3164) ; Girault (Jean-Marie) (p. 3180) ; Nallet (Henri) (p. 3161).

Sociétés civiles et commerciales : Allouche (Guy) (p. 3187) ; Darras (Michel) (p. 3177) ; Dejoie (Luc) (p. 3164 ; 3165) ; Girault (Jean-Marie) (p. 3179) ; Lederman (Charles) (p. 3173) ; Nallet (Henri) (p. 3161) ; Rudloff (Marcel) (p. 3184) ; Rufin (Michel) (p. 3182) ; Seillier (Bernard) (p. 3188).

Sociétés civiles professionnelles : Lederman (Charles) (p. 3173).

Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) : Lederman (Charles) (p. 3166 ; 3173).

Motion n° 9 de M. Charles Lederman tendant à opposer la question préalable (p. 3166, 3171) – MM. Charles Lederman, Michel Darras, Jacques Larché, président de la commission, Henri Nallet, ministre.

Rejet de la motion (p. 3171 ; scrutin public n° 17).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (7 novembre 1990) (p. 3194, 3204) ; (8 novembre 1990) (p. 3215, 3278) ; (12 novembre 1990) (p. 3304, 3323) ; (13 novembre 1990) (p. 3336, 3352) ; (16 novembre 1990) (p. 3518, 3556) : MM. Etienne Dailly, Luc Dejoie, rapporteur ; Henri Nallet, ministre ; Charles Lederman, Jean Arthuis, Jacques Larché, président de la commission ; Michel Darras, Louis Virapoullé – Michel Dreyfus-Schmidt, Marcel Rudloff, Guy Allouche, Michel Rufin, Bernard Laurent, Charles Jolibois, René-Georges Laurin, Daniel Millaud – Charles de Cuttoli, Alain Pluchet – Jean-Marie Girault – Robert Vizet.

TITRE PREMIER

MODIFICATIONS DE LA LOI N° 71-1130 DU 31 DECEMBRE 1971 PORTANT REFORME DE CERTAINES PROFESSIONS JUDICIAIRES ET JURIDIQUES

Art. 1^{er} (Définition de la nouvelle profession d'avocat) (p. 3194).

Parole sur l'article (p. 3194, 3197) : MM. Etienne Dailly, Luc Dejoie, rapporteur ; Henri Nallet, ministre ; Charles Lederman, Jacques Larché, président de la commission.

Adoptés : amendements de la commission, n° 14 : modification de la liste des conseils juridiques concernés dressée par le procureur de la République (p. 3201) – N° 15 : rédactionnel (p. 3201) – N° 16 : conditions d'obtention de l'honorariat (p. 3203) – N° 17 : conditions d'obtention de l'honorariat pour ceux qui entrent dans la nouvelle profession (p. 3203) – Et n° 18 : suppression d'une disposition de la loi du 31 décembre 1971 relative à la renonciation par les avocats et avoués concernés par la fusion de 1971 à l'exercice de certaines activités (p. 3203) – Sur l'amendement n° 16 de la commission, sous-amendement n° 177 de M. Michel Darras (p. 3203).

Rejetés : amendements de M. Charles Lederman, n° 141 de suppression (p. 3201) – Et n° 142 : suppression après le titre d'avocat de la mention d'un titre dont le port est réglementé dans un autre pays de la Communauté économique européenne (p. 3201) – Amendement n° 109 du Gouvernement : possibilité pour les ressortissants étrangers quel que soit leur pays d'origine de mentionner le titre d'une profession réglementée à l'étranger (p. 3201).

– L'article 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 3203).

Art. 2 (Formule du serment des avocats) (p. 3215).

Adoptés : amendement n° 19 de la commission : ajout des mots « comme avocat » et suppression du terme de « probité » (p. 3216) – Sur l'amendement n° 19 de la commission, sous-amendement n° 226 de M. Charles Lederman : réintroduction du terme de « probité » (p. 3216).

– L'article 2, dans la rédaction de l'amendement n° 19, est adopté (p. 3216).

Après l'art. 2 (p. 3216).

Adoptés : amendements de la commission, n° 20 : possibilité pour l'avocat de se déplacer librement pour exercer ses fonctions (p. 3217) – N° 21 : possibilité pour les avocats de remplir les fonctions de membre du conseil de surveillance d'une société commerciale ou d'administrateur de sociétés (p. 3219) – Et n° 22 : possibilité pour les avocats de recevoir mandat et mission de justice confiés par une juridiction dans des conditions prévues par décret (p. 3546 ; précédemment réservé p. 3220) – Sur l'amendement n° 21 de la commission, sous-amendement n° 180 de M. Michel Darras (p. 3219) – sur l'amendement n° 22 de la commission, sous-amendement n° 236 du gouvernement (p. 3546).

Rejeté : sur l'amendement n° 21 de la commission, sous-amendement n° 179 de M. Michel Darras (p. 3219).

– Trois articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 3217, 3219 et 3546).

Art. 3 (Modes d'exercice de la nouvelle profession) (p. 3220).

Adoptés : amendements de la commission, n° 24 : remplacement des termes de « sociétés de capitaux » par l'expression « société d'exercice général » (p. 3225) – N° 25 : possibilité pour l'avocat de bénéficiaire de l'indépendance que comporte son serment (p. 3233) – N° 26 : absence dans le contrat de collaboration ou de travail, de stipulations limitant la liberté d'établissement du collaborateur ou du salarié, à l'expiration dudit contrat (p. 3239) – Et n° 27 : instance compétente pour le règlement des litiges nés à l'occasion de l'exécution d'un contrat de travail (p. 3244) – sur l'amendement n° 26 de la commission, sous-amendement n° 229 de M. Etienne Dailly.

Rejetés : amendements de M. Charles Lederman, n° 143 : possibilité pour l'avocat d'exercer sa profession, soit à titre individuel, soit au sein d'une association ou d'une société civile professionnelle, en qualité de collaborateur non salarié (p. 3225) – N° 145 : limitation des conditions de recours à des sociétés de capitaux (p. 3226) – N° 146 de coordination (p. 3227) – N° 147 : suppression de la référence au contrat de travail (p. 3231) – Et n° 148 : possibilité pour l'avocat salarié d'avoir une clientèle personnelle (p. 3237) – Sur l'amendement n° 25 de la commission, sous-amendement n° 228 de M. Michel Darras (p. 3233) – Sur l'amendement n° 26 de la commission, sous-amendement n° 184 de M. Michel Darras, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt (p. 3237) – Amendement n° 182 de M. Michel Darras : possibilité pour l'avocat de demander à être déchargé d'une mission qu'il estime contraire à sa conscience ou susceptible de porter atteinte à son indépendance (p. 3240) – Amendement n° 139 de M. Etienne Dailly : impossibilité d'assurer les dispositions contraires une fois cet article adopté (p. 3245).

Retirés : amendement n° 121 de M. Michel Rufin : possibilité pour l'avocat d'exercer dans une société en participation (p. 3222) – Amendement n° 181 de M. Michel Darras : indépendance de l'avocat impliqué par son serment dans l'exercice des missions qui lui sont confiées, et, lien entre l'avocat salarié et son employeur (p. 3232) – Amendement n° 139 de M. Louis Virapoullé, retiré par son auteur (p. 3245) et repris par M. Etienne Dailly (p. 3245).

Devenu sans objet : amendement n° 110 du Gouvernement : instance compétente pour le règlement des litiges nés à l'occasion de l'exécution d'un contrat de travail (p. 3244).

– L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 3247).

Après l'art. 3 (p. 3247).

Retiré : amendement n° 183 de M. Michel Darras, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : impossibilité d'introduire dans les cabinets d'avocats d'autres capitaux que ceux des professionnels de ce même cabinet (p. 3247).

Art. 4 (Constitution de groupements entre avocats appartenant à des barreaux différents) – Adopté (p. 3247).

Après l'art. 4 (p. 3247).

Adopté : amendement n° 28 de la commission : possibilité pour les nouveaux avocats de procéder à la rédaction d'actes juridiques sous signature privée (p. 3248).

Retiré : amendement n° 10 de M. Jacques Chaumont, soutenu par M. Michel Rufin : honoraires des avocats (p. 3248).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3248).

Art. 5 (Conditions d'accès à la profession d'avocats) (p. 3249).

Adoptés : amendements de la commission, n° 29 : conditions de nationalité (p. 3252) – Et n° 30 : conditions d'accès à la nouvelle profession d'un avocat n'appartenant pas à la Communauté et non titulaire du certificat d'aptitude à la profession d'avocat (p. 3253) – Sur l'amendement n° 29 de la commission, sous-amendement n° 8 de M. Daniel Millaud (p. 3252) – Sur l'amendement n° 30 de la commission, sous-amendement n° 122 de M. Michel Rufin (p. 3253).

Rejeté : sur l'amendement n° 30 de la commission, sous-amendement n° 150 de M. Charles Lederman (p. 3253).

Devenu sans objet : amendement n° 186 de M. Michel Darras : cas des avocats ayant la qualité de réfugié ou d'apatride (p. 3252).

– L'article 5, ainsi modifié, est adopté (p. 3253).

Art. 6 (Formation professionnelle) (p. 3254).

Adoptés : amendements de la commission, n° 31 de coordination (p. 3254) – N° 32 : prise en charge de la formation professionnelle par les centres régionaux (p. 3254) – Et n° 33 : passage de deux années de formation théorique à une seule (p. 3254) – Amendement n° 111 du Gouvernement : possibilité pour les élèves avocats d'assister aux délibérés des juridictions (p. 3255).

– L'article 6, ainsi modifié, est adopté (p. 3255).

Après l'art. 6 (p. 3255).

Rejeté : amendement n° 151 de M. Charles Lederman : conditions d'accès à cette formation professionnelle (p. 3259).

Art. 7 (Acquisition des spécialisations) (p. 3259).

Adoptés : amendements de la commission, n° 34 : possibilité, pour l'acquisition d'une spécialisation, de dispense de l'exigence de pratiques professionnelles pour des personnes qui ont un diplôme ou qui exercent certaines professions (p. 3259) – Et n° 35 : fixation par décret en Conseil d'Etat de la durée d'années d'études pour l'acquisition d'une spécialisation (p. 3260).

– L'article 7, ainsi modifié, est adopté (p. 3260).

Après l'art. 7 (p. 3260).

Rejeté : amendement n° 112 du Gouvernement : création d'un centre national de la formation professionnelle (p. 3262).

Art. 8 (Centres régionaux de formation professionnelle) (p. 3262).

Adoptés : amendements de la commission, n° 36 de coordination (p. 3262) – n° 37 : nécessité pour l'enseignement dispensé par les centres régionaux de se conformer à des programmes nationaux élaborés par le Conseil supérieur des barreaux (p. 3277 ; précédemment réservé p. 3263) – N° 38 de coordination (p. 3277 ; précédemment réservé p. 3264) – Et n° 39 : possibilité de déférer les décisions du centre régional de formation professionnelle à la Cour d'appel (p. 3265).

Rejeté : amendement n° 192 de M. Michel Darras : nécessité d'une relation entre les universités et les organismes de formation professionnelle (p. 3263).

– L'article 8, ainsi modifié, est adopté (p. 3277 ; précédemment réservé p. 3265).

Après l'art. 8 (p. 3265).

Adopté : amendement de conséquence n° 40 de la commission (p. 3277 ; précédemment réservé p. 3265).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3277).

Art. 9 (Attributions du conseil de l'ordre relatives aux collaborations de travail) (p. 3265).

Adopté : amendement n° 41 de la commission : soumission pour approbation au conseil de l'ordre, dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat, des contrats de collaboration ou de travail (p. 3266).

Rejeté : sur l'amendement n° 41 de la commission ; sous-amendement n° 152 de M. Charles Lederman (p. 3266).

– L'article 9, dans la rédaction de l'amendement n° 41, est adopté (p. 3266).

Après l'art. 9 (p. 3266).

Adopté : amendement n° 42 de la commission : organisation du Conseil régional du barreau (p. 3277).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3277).

Art. 10 (*Conseils régionaux des barreaux et conseil supérieur des barreaux*) (p. 3269).

Adopté : amendement n° 43 de la commission : organisation du Conseil supérieur des barreaux (p. 3276).

Rejetés : amendements identiques n° 153 de M. Charles Lederman et n° 195 de M. Michel Darras soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : suppression de cet article (p. 3274) – Sur l'amendement n° 43 de la commission, sous-amendement n° 154 de M. Charles Lederman (p. 3274).

Devenus sans objet : amendement n° 114 du Gouvernement : organisation du Conseil national du barreau (p. 3276) – Amendement n° 196 de M. Michel Darras : organisation du Conseil supérieur des barreaux composé par l'ensemble des bâtonniers de France (p. 3276).

– L'article 10, ainsi modifié, est adopté (p. 3276 ; priorité ordonnée p. 3269).

Art. 11 (*Formation restreinte du Conseil de l'ordre séant comme Conseil de discipline*) (p. 3304).

Adopté : amendement n° 44 de la commission : présence des avocats honoraires au sein des éventuelles formations des conseils de discipline (p. 3304).

– L'article 11, ainsi modifié, est adopté (p. 3304).

Art. 12 (*Suspension provisoire de l'avocat objet d'une poursuite pénale ou disciplinaire*) – Adopté (p. 3304).

Après l'art. 12 (p. 3304).

Adopté : amendement de coordination n° 45 de la commission (p. 305).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3305).

Art. 13 (*Responsabilités inhérentes à certaines activités des avocats*) (p. 3305).

Adopté : amendement n° 46 de la commission identique à l'amendement n° 1 de M. Charles de Cuttoli : affiliation des membres de la nouvelle profession à la Caisse nationale des barreaux français (p. 3307).

Retiré : amendement n° 1 de M. Charles de Cuttoli identique à l'amendement n° 46 de la commission (p. 3305).

– L'article 13, ainsi modifié, est adopté (p. 3307).

Art. 14 (*Conventions collectives applicables au personnel de la nouvelle profession*) (p. 3307).

Adopté : amendement n° 47 de la commission : choix de la convention collective applicable (p. 3310).

Rejeté : sur l'amendement n° 47 de la commission, sous-amendement n° 231 de M. Charles Lederman (p. 3310).

Retiré : amendement n° 198 de M. Michel Darras : choix de la convention collective (p. 3308).

– L'article 14, dans la rédaction de l'amendement n° 47, est adopté (p. 3310).

Après l'art. 14 (p. 3310).

Adopté : amendement n° 48 de la commission : conditions de la prévoyance sociale du personnel salarié de la nouvelle profession (p. 3311).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3311).

Art. 15 (*Peines disciplinaires prononcées, procédure disciplinaire engagée avant l'entrée en vigueur de la loi*) (p. 3311).

Adopté : amendement n° 49 de la commission : nouvelle rédaction de cet article (p. 3312).

– L'article 15, dans la rédaction de l'amendement n° 49, est adopté (p. 3312).

Art. 16 (*Accès des membres des anciennes professions d'avocats et de conseil juridique aux autres professions judiciaires et juridiques*) (p. 3312).

Adopté : amendement n° 50 de la commission : délai accordé pour l'accès aux autres professions juridiques et judiciaires (p. 3313).

Retiré : amendement n° 168 de M. Michel Rufin : conditions d'accès aux autres professions judiciaires et juridiques dans un délai de cinq ans à compter de l'entrée en vigueur de la loi (p. 3213).

– L'article 16, ainsi modifié, est adopté (p. 3213).

Art. 17 (*Dispositions transitoires*) (p. 3213).

Adoptés : amendements de la commission, nos 51 et 52 de coordination (p. 3315 et 3316) – N° 53 rédactionnel (p. 3316) – N° 54 de coordination (p. 3318) – N° 55 : possibilité de bénéficiaire de plein droit de son inscription à un barreau, lorsque les conditions prévues par le texte sont réunies (p. 3319) – N° 56 de coordination (p. 3319) – N° 57 : bénéfice du dispositif transitoire d'accès à la nouvelle profession pour les personnes qui ont exercé dans le cadre du partenariat (p. 3320) – N° 58 : prise en compte pour le bénéfice du dispositif transitoire d'accès à la nouvelle profession de l'exercice d'activité de consultation et de rédaction hors de France non seulement pour les ressortissants d'autres états de la Communauté, mais également pour les français (p. 3320) – Nos 59 et 60 de coordination (p. 3221 et 3222) – Nos 61, 62 et 63 de conséquence (p. 3322) – N° 64 : harmonisation des délais (p. 3323) – N° 65 : nécessité pour tout membre de la nouvelle profession d'avoir au moins cinq ans d'inscription au tableau de l'ordre des avocats ou sur les listes des conseils juridiques pour se voir délivrer un certificat de spécialisation (p. 3337) – N° 67 de coordination (p. 3345) – N° 68 : possibilité pour les anciens conseils juridiques qui renonceraient à entrer dans la nouvelle profession d'avocats, pour accéder à celle de notaires, d'obtenir une dispense totale ou partielle de diplômes ou de stages sous certaines conditions (p. 3347) – N° 69 de coordination (p. 3347) – Et n° 70 : suppression du paragraphe XIII de l'article 17 relatif à la composition du premier conseil d'administration du Conseil national du barreau (p. 3347) – Amendement n° 169 de M. Michel Rufin : cas de certains conseils juridiques qui ont bénéficié jusqu'alors de la mention de spécialisation en matière fiscale (p. 3342).

Rejetés : amendements de M. Michel Darras, n° 205, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : suppression du paragraphe VII de l'article 17 relatif à l'inscription à un barreau (p. 3318) – N° 207, identique à l'amendement n° 157 de M. Charles Lederman : suppression du paragraphe VIII de l'article 17 relatif à l'accès à la nouvelle profession des ressortissants de l'un des états membres de la Communauté européenne autre que la France, membres d'une profession juridique réglementée (p. 3321) – Et n° 208, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : suppression du paragraphe XI de l'article 17 relatif aux anciens conseils juridiques qui exerçaient des activités de commissaires aux comptes (p. 3345) – Amendement n° 115 du Gouvernement : délai accordé aux sociétés de conseil juridique qui entreraient dans cette nouvelle profession pour se mettre en conformité avec les dispositions de la loi sur les sociétés d'exercice libéral (p. 3347) – Amendement n° 157 de M. Charles Lederman, identique à l'amendement n° 207 de M. Michel Darras (p. 3321).

Retirés : amendement n° 204 de M. Michel Darras, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : possibilité pour les personnes ayant commencé un stage chez un conseil juridique depuis quatre mois à la date d'entrée en vigueur de la loi, de devenir avocat en étant dispensé et du certificat d'aptitude à la profession d'avocat et du stage (p. 3315) – Amendement n° 136 de M. Alain Pluchet : extension du champ d'application de cet article (p. 3317).

– L'article 17, ainsi modifié, est adopté (p. 3348).

Art. 18 (*Conditions requises pour l'inscription à un barreau français d'un avocat non communautaire*) (p. 3348).

Adopté : amendement de coordination n° 71 de la commission (p. 3348).

– L'article 18, ainsi modifié, est adopté (p. 3348).

Art. 19 (*Décrets d'application*) (p. 3349).

Adoptés : amendements de la commission, n° 72 rédactionnel (p. 3361) – N° 73 de coordination (p. 3351) – N° 74, identique

à l'amendement n° 203 de M. Michel Darras : dispenses de diplômes et de formation professionnelle prévues par le décret en Conseil d'Etat qui précisera les conditions d'accès aux professions du droit (p. 3351) – N° 75 : modalités de dispense du diplôme et du certificat d'aptitude à la profession d'avocat prévues en Conseil d'Etat (p. 3351) – N° 76, analogue à l'amendement n° 211 de M. Michel Darras : composition, mode d'élection et fonctionnement des bureaux du Conseil supérieur des barreaux, des conseils régionaux des barreaux et des conseils d'administration des centres régionaux de formation professionnelle (p. 3352) – Et n° 77, rédactionnel (p. 3352) – Amendement n° 203 de M. Michel Darras, identique à l'amendement n° 74 de la commission.

Rejetés : amendements de M. Charles Lederman, n° 158 de suppression (p. 3351) – N° 159 : suppression des dérogations pour la délivrance d'un certificat de spécialisation (p. 3351) – Et n° 160 de coordination (p. 3351).

Retirés : amendement de M. Michel Darras, n° 210 de coordination (p. 3351) – Et n° 211, analogue à l'amendement n° 76 de la commission.

Devenu sans objet : amendement n° 161 de M. Charles Lederman : conditions dans lesquelles devraient être établies les équivalences de titres et de diplômes mentionnées à l'article 11 (p. 3351).

– L'article 19, ainsi modifié, est adopté (p. 3352).

Art. 20 (Réglementation de l'exercice du droit) (p. 3518).

Parole sur l'article (p. 3518, 3519) : *MM. Michel Dreyfus-Schmidt, Louis Virapoullé.*

Adoptés : amendement n° 78 de la commission : nouvelle rédaction de cet article (p. 3531) – Sur ce même amendement, sous-amendements de M. Michel Rufin, n° 170 (p. 3529), n° 171 (p. 3529) et n° 125 (p. 3530) – Sous-amendements n° 172 de M. Auguste Chupin et n° 173 de M. Daniel Hoeffel, soutenus par M. Louis Virapoullé (p. 3529) – Sous-amendement n° 167 de M. Philippe de Bourgoing, soutenu par M. Charles Jolibois (p. 3529).

Rejetés : sur l'amendement n° 78 de la commission, sous-amendements de M. Michel Darras, n° 214, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt et n° 213 (p. 3529 et 3530) – Sur ce même amendement, sous-amendement n° 225 du Gouvernement (p. 3530).

Retirés : sur l'amendement n° 78 de la commission : sous-amendements n° 215 de M. Michel Darras, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt (p. 3528) – Et n° 174 de M. Jacques Larché, soutenu par M. Louis Virapoullé (p. 3523) – Amendement n° 219 de M. Michel Darras, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt (p. 3527) – Amendement n° 162 de M. Charles Lederman (p. 3527).

Devenus sans objet : sur l'amendement n° 78 de la commission, sous-amendements n° 230 de M. Michel Darras (p. 3529) et n° 140 de M. Louis Virapoullé (p. 3530).

– L'article 20, dans la rédaction de l'amendement n° 78, ainsi modifié, est adopté (p. 3531).

Art. 21 (Dénomination des cabinets d'avocats et affiliation à un réseau) (p. 3531).

Adopté : amendement de coordination n° 79 de la commission (p. 3532).

Rejeté : amendement n° 163 de M. Charles Lederman : suppression de la fin de l'article relative aux associations, aux sociétés ou groupements de conseils juridiques qui avant cette date étaient affiliés à un réseau national ou international non exclusivement juridique (p. 3532).

– L'article 21, ainsi modifié, est adopté (p. 3532).

Art. 22 (Dispense de prestation de serment) (p. 3532).

Adopté : amendement de coordination n° 80 de la commission (p. 3532).

– L'article 22, ainsi modifié, est adopté (p. 3532).

Art. 23 (Interdiction d'utiliser le mot « ordre » dans la dénomination d'un groupement professionnel) – Adopté (p. 3532).

Après l'art. 23 (p. 3533).

Adopté : amendement n° 221 de M. Michel Darras, analogue à l'amendement n° 81 de la commission : protection des titres d'avocat ou de conseil juridique (p. 3533).

Retiré : amendement n° 81 de la commission, analogue à l'amendement n° 221 de M. Michel Darras (p. 3533).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3533).

Art. 24 (Adaptation des textes législatifs en vigueur) (p. 3533).

Adopté : amendement de coordination n° 82 de la commission (p. 3533).

– L'article 24, ainsi modifié, est adopté (p. 3533).

Art. 25 (Application de la loi dans les territoires d'outre-mer et dans les collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon) (p. 3534).

Adoptés : amendements de coordination de la commission, nos 83, 84, 85, 86, 87 et 88 (p. 3534).

– L'article 25, ainsi modifié, est adopté (p. 3534).

Après l'art. 25 (p. 3534).

Adopté : amendement n° 106 de M. Louis Virapoullé, identique à l'amendement n° 116 du Gouvernement : émoluments des avocats exerçant dans les départements d'outre mer (p. 3535).

Retiré : amendement n° 116 du Gouvernement, identique au n° 106 de M. Louis Virapoullé (p. 3535).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3535).

Art. 26 (Abrogations) (p. 3535).

Adoptés : amendement de conséquence n° 89 de la commission (p. 3535) – Sur cet amendement, sous-amendement n° 107 de M. Louis Virapoullé (p. 3535).

– L'article 26, ainsi modifié, est adopté (p. 3535).

TITRE II

MODIFICATIONS DU CODE DE LA SECURITE SOCIALE ET DISPOSITIONS RELATIVES AU REGIME D'ASSURANCE VIEILLESSE ET INVALIDITE DE LA PROFESSION D'AVOCAT

Avant l'art. 27 (p. 3536).

Adopté : amendement n° 90 de la commission : affiliation des avocats salariés au régime général de la sécurité sociale (p. 3537).

Rejeté : sur l'amendement n° 90 de la commission, sous-amendement n° 164 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Vizet (p. 3537).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3537).

Art. 27 (Droit à une fraction de l'allocation de vieillesse des professions libérales) – Adopté (p. 3537).

Après l'art. 27 (p. 3536).

Retiré : amendement n° 2 de M. Charles de Cuttoli : modification de certaines dispositions du code de la sécurité sociale (p. 3537).

Art. 28 (Cession et saisie des pensions versées par la caisse nationale des barreaux) – Adopté (p. 3537).

Art. 29 (Conséquences de la non-affiliation des avocats salariés au régime de la caisse nationale des barreaux français) (p. 3537).

Adopté : amendement n° 91 de la commission : non-application aux avocats salariés qui sont d'anciens conseillers juridiques salariés du régime vieillesse des avocats défini par le code de la sécurité sociale (p. 3537).

Retiré : amendement de suppression n° 3 de M. Charles de Cuttoli (p. 3537).

– L'article 29, dans la rédaction de l'amendement n° 91, est adopté (p. 3537).

Art. 30 (*Affectation des droits de plaidoirie au régime d'assurance vieillesse de base de la caisse nationale des barreaux français*) – Adopté (p. 3537).

Art. 31 (*Approbation par arrêté ministériel du règlement de la caisse nationale des barreaux français régissant le régime complémentaire des avocats*) – Adopté (p. 3537).

Art. 32 (*Abrogations*) – Adopté (p. 3537).

Art. 33 (*Modalités de la prise en charge des conseils juridiques par la caisse nationale des barreaux français*) (p. 3537).

Adoptés : amendement n° 5 de M. Charles de Cuttoli : transfert à la Caisse nationale des barreaux français des réserves de la caisse interprofessionnelle de prévoyance et d'assurance vieillesse actuellement affectées à la prise en charge des conseils juridiques « libéraux » (p. 3538) – Amendement de précision n° 92 de la commission (p. 3538).

Retirés : amendement n° 4 de M. Charles de Cuttoli : possibilité pour les conseils juridiques, qui avant l'entrée en vigueur de la réforme ne plaideraient pas, de bénéficier d'une réduction de la contribution équivalente aux droits de plaidoirie (p. 3538) – Amendement n° 222 de M. Michel Darras : règles de coordination entre le régime des avocats non salariés et le régime général de sécurité sociale applicable aux avocats qui ont été affiliés successivement ou alternativement à ces régimes (p. 3539).

– L'article 33, ainsi modifié, est adopté (p. 3539).

Art. 34 (*Double cotisation temporaire des avocats salariés*) (p. 3539).

Adoptés : amendements identiques de suppression, n° 93 de la commission et n° 6 de M. Charles de Cuttoli (p. 3539).

– L'article 34 est supprimé (p. 3539).

Art. 35 (*Non-application du titre II à Saint-Pierre-et-Miquelon*) – Adopté (p. 3539).

Après l'art. 35 (p. 3539).

Adoptés : amendement n° 223 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : cas des avocats nommés en Conseil d'Etat (p. 3540) – Amendements de la commission, n° 126 : création d'une division additionnelle ainsi rédigée : « titre II bis : disposition relative au notariat » (p. 3540) – Et n° 127 : exercice de la profession de notaire en qualité de salarié (p. 3540).

– Deux articles additionnels et une division additionnelle sont insérés dans le projet de loi (p. 3542).

TITRE III

MODIFICATIONS DE LA LOI N° 85-99 DU 25 JANVIER 1985 RELATIVE AUX ADMINISTRATEURS JUDICIAIRES, MANDATAIRES LIQUIDATEURS ET EXPERTS EN DIAGNOSTIC D'ENTREPRISES

Avant l'art. 36 (p. 3542).

Retirés : amendements de M. Lucien Lanier, soutenus par M. Michel Rufin, n° 128 : serment des auxiliaires de justice que doivent prêter les administrateurs judiciaires (p. 3543) – Et n° 129 : composition des commissions prévues par la loi du 25 janvier 1985 (p. 3543).

Art. 36 (*Reconnaissance des diplômes acquis dans un Etat des communautés européennes pour l'accès à la profession d'administrateur judiciaire*) – Adopté (p. 3543).

Après l'art. 36 (p. 3543).

Adoptés : amendements de la commission, n° 94 : possibilité pour les administrateurs judiciaires d'exercer leur fonction au sein de sociétés d'exercice libéral (p. 3544) – Et n° 95 : suppression de la limite d'âge instituée en 1985 pour l'exercice de la profession d'administrateur judiciaire (p. 3544).

Retirés : amendement n° 130 de M. Michel Rufin : possibilité pour les administrateurs judiciaires de constituer des sociétés en participation (p. 3543) – Amendement n° 131 de M. Lucien Lanier, soutenu par M. Michel Rufin : problème de la succession des administrateurs judiciaires démissionnaires et possibilité pour ces derniers de poursuivre l'examen des dossiers en cours jusqu'à leur terme (p. 3544).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 3544).

Art. 37 (*Mandats confiés aux administrateurs judiciaires et exercice d'une activité de consultation*) (p. 3544).

Adopté : amendement n° 96 de la commission : nouvelle rédaction de cet article (p. 3545).

Rejeté : sur l'amendement n° 96 de la commission, sous-amendement n° 233 du Gouvernement (p. 3545).

– L'article 37, dans la rédaction de l'amendement n° 96, est adopté (p. 3546).

Art. 38 (*Reconnaissance des diplômes acquis dans un Etat des communautés européennes pour l'accès à la profession de mandataire liquidataire*) – Adopté (p. 3547).

Après l'art. 38 (p. 3547).

Adoptés : amendements de la commission, n° 97 : possibilité pour le mandataire liquidateur d'exercer au sein de société l'exercice libéral (p. 3547) – Et n° 98 : suppression de la limite d'âge pour les mandataires liquidateurs (p. 3547).

Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 3547).

Art. 39 (*Compétence territoriale des mandataires liquidateurs*) – Adopté (p. 3547).

Art. 40 (*Mandats confiés aux mandataires liquidateurs et exercice d'une activité de consultation*) (p. 3547).

Adopté : amendement n° 99 de la commission : compatibilité de la profession d'avocat avec celle de mandataire liquidateur (p. 3748).

Rejeté : sur l'amendement n° 99 de la commission, sous-amendement n° 234 du Gouvernement (p. 3548).

– L'article 40, dans la rédaction de l'amendement n° 99, est adopté (p. 3548).

Art. 41 (*Conseil national des administrateurs judiciaires et des mandataires liquidateurs*) (p. 3548).

Adopté : amendement n° 100 de la commission : attribution au Conseil national des administrateurs judiciaires et des mandataires liquidateurs d'une fonction de contrôle de ces professionnels (p. 3549).

Retiré : amendement n° 135 de M. Lucien Lanier, soutenu par M. Michel Rufin : organisation de la formation professionnelle (p. 3549).

– L'article 41, ainsi modifié, est adopté (p. 3549).

Après l'art. 41 (p. 3549).

Adopté : amendement n° 101 de la commission : abrogation de l'article 40 de la loi du 25 janvier 1985 relatif aux dérogations en matière de limite d'âge (p. 3549).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3549).

Art. 42 (*Application du titre III à Mayotte et dans les territoires d'outre-mer*) (p. 3549).

Adopté : amendement n° 102 de la commission : non-application de l'article 38 relatif aux mandataires liquidateurs dans ces collectivités territoriales d'outre-mer (p. 3549).

– L'article 42, ainsi modifié, est adopté (p. 3549).

TITRE IV

DISPOSITIONS RELATIVES AUX GREFFIERS DES TRIBUNAUX DE COMMERCE

Art. 43 (*Exercice de la profession de greffier des tribunaux de commerce sous forme de sociétés d'exercice libéral*) (p. 3549).

Adopté : amendement de coordination n° 103 de la commission (p. 3550).

Rejeté : amendement n° 165 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Vizet : impossibilité de création de sociétés de

capitaux avec apport direct ou indirect de capitaux extérieurs (p. 3550).

– L'article 43, ainsi modifié, est adopté (p. 3550).

Art. 44 (*Conseil national des greffiers des tribunaux de commerce*) – Adopté (p. 3550).

Après l'art. 44 (p. 3550).

Adoptés : amendements identiques n° 118 du Gouvernement et n° 224 de M. Michel Darras : possibilité pour les auditeurs de justice de plaider devant les juridictions lors de leur stage dans un cabinet d'avocats (p. 3550) – Amendement n° 119 du Gouvernement : possibilité de prendre par décret en Conseil d'Etat des dispositions relatives à la formation professionnelle des avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation (p. 3551).

– Une division et deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 3551).

Art. 45 (*Entrée en vigueur de la loi*) (p. 3551).

Adopté : amendement n° 105 : entrée en vigueur de cette loi à la même date que celle portant réforme de l'aide légale (p. 3554).

Devenu sans objet : amendement n° 120 du Gouvernement : entrée en vigueur des titres premier et II de la présente loi au 1^{er} janvier 1992 et des titres III et V au jour de leur publication (p. 3554).

– L'article 45, dans la rédaction de l'amendement n° 105, est adopté (p. 3554).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 3554, 3556) : MM. Etienne Dailly, Michel Darras, Robert Vizet, Daniel Millaud, Michel Rufin ; intervention de M. Luc Dejoie, rapporteur.

Scrutin public n° 36 (p. 3556).

Adoption (16 novembre 1990) (p. 3556).

Discussion (deuxième lecture)

(18 décembre 1990) (p. 5261, 5293) (19 décembre 1990) (p. 5310, 5319).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5261, 5268) (Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 159 – Professions libérales 1) : MM. Henri Nallet, ministre de la justice ; Luc Dejoie, rapporteur de la commission des lois ; Michel Darras, Etienne Dailly, Robert Pagès, et les orateurs sur la motion.

Aide judiciaire : Dejoie (Luc) (p. 5267) ; Larché (Jacques) (p. 5264) ; Lederman (Charles) (p. 5264) ; Nallet (Henri) (p. 5264 ; 5265).

Avocats : Dejoie (Luc) (p. 5262 ; 5263).

Avocats (conseils régionaux des barreaux) : Nallet (Henri) (p. 5262).

Avocats (représentation nationale) : Dejoie (Luc) (p. 5262 ; 5263) ; Lederman (Charles) (p. 5264) ; Nallet (Henri) (p. 5262).

Caisse nationale des barreaux français : Nallet (Henri) (p. 5261).

Exception d'irrecevabilité (procédure parlementaire) : Darras (Michel) (p. 5265 ; 5266).

Expertises agricoles et foncières : Darras (Michel) (p. 5265 ; 5266).

Fiscalité : Larché (Jacques) (p. 5264) ; Lederman (Charles) (p. 5263).

Formation professionnelle (avocats) : Nallet (Henri) (p. 5262).

Investissements : Lederman (Charles) (p. 5263) ; Pagès (Robert) (p. 5268).

Justice : Dejoie (Luc) (p. 5262 ; 5263) ; Larché (Jacques) (p. 5264) ; Pagès (Robert) (p. 5268).

Lois (contrôle de constitutionnalité) : Dailly (Etienne) (p. 5267 ; 5268) ; Darras (Michel) (p. 5265 ; 5266) ; Dejoie (Luc) (p. 5266).

Parlement : Nallet (Henri) (p. 5261).

Professions libérales (sociétés) : Dejoie (Luc) (p. 5262 ; 5263) ; Lederman (Charles) (p. 5264) ; Nallet (Henri) (p. 5262).

Salariés : Lederman (Charles) (p. 5264).

Motion n° 58 de M. Charles Lederman, tendant à opposer la question préalable (p. 5263) – MM. Charles Lederman, Jacques Larché, président de la commission ; Henri Nallet, ministre.

Rejet de la motion (p. 5265 ; scrutin public n° 70).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (18 décembre 1990) (p. 5268, 5292) ; (19 décembre 1990) (p. 5310, 5319) : MM. Henri Nallet, ministre ; Luc Dejoie, rapporteur ; Charles Lederman, Michel Darras, Marcel Rudloff, Jacques Larché, président de la commission ; Robert Pagès, Paul Souffrin, Michel Rufin, Etienne Dailly – Jean Arthuis.

Art. 1^{er} (p. 5268).

Rejetés : amendement de suppression n° 59 de M. Charles Lederman (p. 5269) – Amendement n° 60 de M. Charles Lederman : titres acquis à l'étranger pouvant être accolés à celui d'avocat (p. 5269).

– L'article 1^{er} est adopté (p. 5269).

Art. 2 ter (*Fonctions de membre du conseil de surveillance ou d'administration d'une société commerciale*) (p. 5269).

Adoptés : amendements de la commission, n°s 1 et 2 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture (p. 5270).

– L'article 2 ter, ainsi modifié, est adopté (p. 5270).

Art. 2 quater (*Missions confiées par justice aux avocats*) (p. 5270).

Adopté : amendement rédactionnel n° 3 de la commission (p. 5270).

– L'article 2 quater, ainsi modifié, est adopté (p. 5270).

Art. 3 (p. 5270).

Adopté : amendement rédactionnel n° 4 de la commission (p. 5271).

Rejetés : amendements de M. Charles Lederman, n° 61 : exercice de la profession d'avocat au sein d'une société en participation (p. 5271) – N° 62 : détention du capital de la société d'exercice libéral de la profession d'avocat (p. 5272) – N° 63 : exclusion du salariat de l'avocat (p. 5273) – Et n° 64 : suppression du statut de l'avocat salarié (p. 5273).

– L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 5273).

Art. 4 (p. 5273).

Adopté : amendement rédactionnel n° 5 de la commission (p. 5274).

Rejeté : amendement de suppression n° 66 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès (p. 5274).

– L'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 5274).

Art. 4 bis (*Fixation des honoraires*) (p. 5274).

Adopté : amendement n° 6 de la commission : suppression du complément d'honoraires calculé en fonction du résultat (p. 5274).

– L'article 4 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 5274).

Art. 5 (p. 5274).

Adoptés : amendements de la commission, n° 7 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture (p. 5275) – Et n° 8 : suppression de la mention de la nature des épreuves de l'examen de contrôle des connaissances des avocats étrangers (p. 5275).

Rejeté : amendement n° 67 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : conditions d'inscription des avocats étrangers à un barreau français (p. 5275).

– L'article 5, ainsi modifié, est adopté (p. 5276).

Après l'art. 6 (p. 5276).

Rejeté : amendement n° 68 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : gratuité de la formation des pré-stagiaires, pré-stagiaires salariés, bourses (p. 5277).

Art. 7 (p. 5277).

Adoptés : amendements de la commission, n° 9 : modification du nom des centres de formation professionnelle (p. 5277) – Et n° 10 : suppression du droit d'accès direct au certificat d'aptitude à la profession d'avocat des docteurs en droit (p. 5277).

– L'article 7, ainsi modifié, est adopté (p. 5277).

Art. 7 bis (*Institution d'un centre national de la formation professionnelle*) (p. 5277).

Adopté : amendement de suppression n° 11 de la commission (p. 5279).

– L'article 7 bis est supprimé (p. 5279).

Art. 8 (p. 5279).

Adoptés : amendements de la commission, n° 12, n° 13, n° 14, n° 15, n° 18, n° 19, n° 20, n° 21 et n° 22, de coordination (p. 5279, 5280, 5281) – N° 16 : caractère d'établissement d'utilité publique reconnue au centre de formation professionnelle des avocats de la cour d'appel (p. 5280) – Et n° 17 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture (p. 5280).

Retiré : amendement n° 84 de M. Yvon Bourges, soutenu par M. Michel Rufin : institution des centres régionaux de formation des avocats au siège des cours d'appel (p. 5280).

– L'article 8, ainsi modifié, est adopté (p. 5281).

Art. 8 bis (*Exécution par le Conseil de l'ordre des décisions du Conseil des barreaux de la cour d'appel et du Conseil supérieur des barreaux*) (p. 5281) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Adopté : amendement n° 23 de la commission : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture (p. 5282).

– L'article 8 bis, dans la rédaction de l'amendement n° 23, est rétabli (p. 5282).

Art. 9 (p. 5282).

Adopté : amendement rédactionnel n° 24 de la commission (p. 5282).

Devenu sans objet : amendement n° 69 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : suppression de la référence au contrat de travail des avocats (p. 5282).

– L'article 9, dans la rédaction de l'amendement n° 24, est adopté (p. 5282).

Art. 9 bis A (*Délégations de pouvoirs par le bâtonnier*) (p. 5282).

Adopté : amendement rédactionnel n° 25 de la commission (p. 5282).

– L'article 9 bis A, ainsi modifié, est adopté (p. 5282).

Art. 9 bis (*Conseils des barreaux des Cours d'appel*) (p. 5282) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Adopté : amendement n° 26 de la commission : rétablissement des dispositions adoptées en première lecture par le Sénat en tenant compte de la nouvelle appellation de l'organisme régional (p. 5283).

Rejeté : sur l'amendement précité n° 26 de la commission, sous-amendement n° 70 de M. Charles Lederman (p. 5283).

– L'article 9 bis, dans la rédaction de l'amendement n° 26, est rétabli (p. 5283).

Art. 10 (p. 5283).

Adopté : amendement n° 27 de la commission : rétablissement de l'organisation professionnelle du Conseil supérieur des bar-

reaux ; son intervention en matière de formation professionnelle (p. 5286).

Rejetés : amendement de suppression n° 71 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès (p. 5285) – Sur l'amendement précité n° 27 de la commission, sous-amendement n° 72 de M. Charles Lederman (p. 5285).

Retiré : amendement n° 54 de M. Michel Darras : institution et composition du Conseil supérieur des barreaux (p. 5285).

– L'article 10, dans la rédaction de l'amendement n° 27, est adopté (p. 5286).

Art. 13 (p. 5286).

Adopté : amendement n° 28 de la commission : suppression de la référence aux mandataires sociaux (p. 5287) – Amendement n° 87 de M. Etienne Dailly : éventualité d'une compensation entre les caisses de retraite complémentaire après consultation préalable (p. 5287).

– L'article 13, ainsi modifié, est adopté (p. 5287).

Art. 14 (p. 5287).

Adopté : amendement n° 29 de la commission : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture (p. 5288).

– L'article 14, ainsi modifié, est adopté (p. 5288).

Art. 17 (p. 5288, 5289).

Adoptés : amendements de la commission, n° 30 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture (p. 5289) – N° 31 : suppression de la dispense de stage et d'examen pour les maîtres en droit partant au service militaire (p. 5290) – N° 32 : inscription au tableau de l'ordre des experts comptables et des comptables agréés des anciens conseils fiscaux (p. 5290) – N° 33 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture (p. 5291) – Et n° 34 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture (p. 5291).

Rejeté : amendement n° 75 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : suppression des possibilités d'ouverture de la profession d'avocat (p. 5290).

Retiré : amendement n° 74 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : possibilité pour les personnes exerçant une activité juridique à un haut niveau de qualification de s'inscrire à un barreau et d'exercer le métier d'avocat (p. 5290).

– L'article 17, ainsi modifié, est adopté (p. 5291).

Art. 19 (p. 5291).

Adoptés : amendements de la commission, n° 35, n° 36 et n° 37 de coordination (p. 5292).

Rejetés : amendements de M. Charles Lederman, soutenus par M. Robert Pagès, n° 76 de suppression (p. 5292) – N° 77 : suppression des dérogations apportées dans le cadre des certificats de spécialisation (p. 5292) – Et n° 78 : suppression des équivalences de titres et de diplômes (p. 5292).

– L'article 19, ainsi modifié, est adopté (p. 5292).

Art. 20 (*Articles 55 à 65 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques*) (p. 5310).

ART. 55 DE LA LOI PRECITEE – Adopté (p. 5310).

ART. 56 DE LA LOI PRECITEE (p. 5310).

Adopté : amendement n° 38 de la commission : adjonction des commissaires priseurs à la liste des professionnels susceptibles de rédiger et de consulter (p. 5310).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 5310).

ART. 59 DE LA LOI PRECITEE (p. 5310).

Rejetés : amendement n° 39 de la commission : possibilité pour les professionnels, au-delà de leur activité principale, de rédiger et de consulter à la condition qu'il s'agisse de l'accès nécessaire de la prestation fournie (p. 5311) ; sous-amendement n° 90 de M. Jean Arthuis (p. 5311).

– Le texte proposé est adopté (p. 5311).

ART. 60-1 DE LA LOI PRECITEE – Adopté (p. 5311).

ART. 60-2 DE LA LOI PRECITEE (p. 5311).

Adopté : amendement de suppression n° 40 de la commission (p. 5311).

– Le texte proposé est supprimé (p. 5311).

ART. 62 DE LA LOI PRECITEE (p. 5312).

Rejeté : amendement n° 55 de M. Michel Darras : possibilité pour les sociétés de perception et de répartition des droits d'auteur, des artistes interprètes et des producteurs de phonogrammes et de vidéogrammes, de donner des conseils juridiques et de rédiger des actes sous seing privé (p. 5312).

– Le texte proposé est adopté (p. 5312).

ART. 63 DE LA LOI PRECITEE (p. 5312).

Adopté : amendement n° 41 de la commission : exclusion du champ d'application des fédérations ou confédérations d'associations (p. 5313).

Rejeté : amendement n° 56 de M. Michel Darras : possibilité pour les fédérations et unions de mutuelles de donner des consultations juridiques et de rédiger des actes sous seing privé au profit de leurs membres (p. 5313).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 5313).

ART. 63-1 DE LA LOI PRECITEE (p. 5313).

Adopté : amendement de suppression n° 42 de la commission (p. 5313).

– Le texte proposé est supprimé (p. 5313).

APRES L'ART. 66-2 DE LA LOI PRECITEE (p. 5313).

Adopté : amendement n° 44 de la commission : couverture par le secret professionnel des consultations adressées par un avocat à son client et des correspondances échangées (p. 5314 ; priorité ordonnée p. 5313).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 5314).

ART. 65 DE LA LOI PRECITEE (p. 5314).

Adopté : amendement de coordination n° 43 de la commission (p. 5314).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 5314).

– L'article 20, ainsi modifié, est adopté (p. 5314).

Art. 21 (p. 5314).

Rejeté : amendement n° 80 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : suppression de la possibilité pour certaines sociétés ou groupements de conseils de conserver leur dénomination sociale dans certains cas (p. 5314).

– L'article 21 est adopté (p. 5314).

TITRE II

MODIFICATIONS DU CODE DE LA SECURITE SOCIALE ET DISPOSITIONS RELATIVES AUX REGIMES D'ASSURANCE VIEILLESSE ET INVALIDITE DE LA PROFESSION D'AVOCAT

Art. 27 A (*Affiliation des avocats salariés au régime général sauf pour l'assurance vieillesse-invalidité-décès*) (p. 5314).

Rejeté : amendement n° 81 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : exclusion du champ d'application des avocats salariés (p. 5315).

Retiré : amendement de coordination n° 45 de la commission (p. 5315).

– L'article 27 A est adopté (p. 5315).

Art. 29 – Adopté (p. 5315).

TITRE II BIS

DISPOSITION RELATIVE AU NOTARIAT

Art. 35 ter (*Modes d'exercice de la profession de notaire*) – Adopté (p. 5315).

Art. 35 quater (*Non application du titre II bis à la collectivité de Saint-Pierre-et-Miquelon*) – Adopté (p. 5315).

Après l'art. 35 quater (p. 5315).

Adoptés : amendements de la commission, n° 88 : « titre II ter : dispositions relatives aux officiers publics et ministériels autres que notaires » (p. 5315) – Et n° 89 : possibilité pour les officiers publics et ministériels autres que les notaires d'exercer leur profession sous la forme du salariat (p. 5315).

– Une division et un article additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 5315).

TITRE III

MODIFICATIONS DE LA LOI N° 85-99 DU 25 JANVIER 1985 RELATIVE AUX ADMINISTRATEURS JUDICIAIRES, MANDATAIRES-LIQUIDATEURS ET EXPERTS EN DIAGNOSTIC D'ENTREPRISE

Art. 36 bis (*Modes d'exercice de la profession d'administrateur judiciaire*) – Adopté (p. 5316).

Art. 37 (p. 5316).

Adoptés : amendements n°s 47 et 48 de la commission : incompatibilité de la qualité d'administrateur judiciaire avec l'exercice de tout autre profession, à l'exception de celle d'avocat (p. 5317).

Rejeté : amendement n° 85 du Gouvernement : incompatibilité de la qualité d'administrateur judiciaire avec l'exercice de toute autre profession (p. 5317).

– L'article 37, ainsi modifié, est adopté (p. 5317).

Art. 38 bis (*Modes d'exercice de la profession de mandataire-liquidateur*) – Adopté (p. 5317).

Art. 40 (p. 5317).

Adopté : amendement n° 49 de la commission : compatibilité des professions d'avocats et de mandataires-liquidateurs (p. 5317).

Rejeté : amendement n° 86 du Gouvernement : incompatibilité de la qualité de mandataire-liquidateur avec l'exercice de toute autre profession (p. 5317).

– L'article 40, ainsi modifié, est adopté (p. 5317).

Art. 41 (p. 5317).

Adoptés : amendements de la commission, n° 50 de coordination (p. 5318) – Et n° 51 : rôle du conseil national des administrateurs judiciaires et des mandataires-liquidateurs dans l'organisation de la formation professionnelle et le contrôle des études (p. 5318).

– L'article 41, ainsi modifié, est adopté (p. 5318).

Art. 41 ter (*Modifications de la dénomination de la profession de mandataire-liquidateur*) – Adopté (p. 5318).

TITRE IV

DISPOSITIONS RELATIVES AUX GREFFIERS DES TRIBUNAUX DE COMMERCE

Art. 43 (p. 5318).

Rejeté : amendement n° 82 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : exercice de la profession de greffier des tribunaux de commerce à titre individuel sous forme de sociétés civiles professionnelles (p. 5318).

– L'article 43 est adopté (p. 5318).

TITRE VI

DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 44 quater (*Représentation dans les procédures devant*

l'Institut national de la propriété industrielle) – Adopté (p. 5318).

Art. 44 quinquies (*Assistance ou représentation des parties devant les chambres régionales des comptes*) (p. 5318).

Adopté : amendement n° 52 de la commission : possibilité pour les parties de se faire assister ou représenter par un avocat ou par un conseil de leur choix (p. 5318).

– L'article 44 quinquies, ainsi modifié, est adopté (p. 5318).

Art. 45 (p. 5318).

Adoptés : amendements identiques n° 53 de la commission et n° 83 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture (p. 5319).

– L'article 45, dans la rédaction des amendements identiques n° 53 et n° 83, est adopté (p. 5319).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 5319, 5320) : *MM. Michel Rufin, Michel Darras, Robert Pagès, Bernard Laurent, Philippe de Bourgoing.*

Scrutin public n° 75 (p. 5321).

Adoption (19 décembre 1990) (p. 5321).

Discussion (commission mixte paritaire)

(20 décembre 1990) (p. 5415, 5424).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5415, 5419) : *MM. Luc Dejoie, rapporteur de la commission mixte paritaire ; Georges Kiejman, ministre délégué auprès du ministre de la justice ; Etienne Dailly, Jacques Larché, président de la commission des lois ; Michel Darras, Louis Virapoullé.*

Administrateurs judiciaires : *Dejoie (Luc)* (p. 5416).

Aide judiciaire : *Dejoie (Luc)* (p. 5416) ; *Kiejman (Georges)* (p. 5417) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 5419).

Assemblée nationale : *Dailly (Etienne)* (p. 5417).

Avocats : *Dejoie (Luc)* (p. 5415 ; 5416) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 5419).

Certificat d'aptitude à la profession d'avocat (CAPA) : *Dejoie (Luc)* (p. 5415).

Commissions mixtes paritaires (CMP) : *Dailly (Etienne)* (p. 5417 ; 5418) ; *Darras (Michel)* (p. 5417 ; 5418) ; *Dejoie (Luc)* (p. 5415 ; 5416) ; *Kiejman (Georges)* (p. 5416) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 5419).

Conseil constitutionnel : *Darras (Michel)* (p. 5417) ; *Larché (Jacques)* (p. 5417).

Conseil national des barreaux : *Dejoie (Luc)* (p. 5415).

Conseil supérieur de la magistrature : *Kiejman (Georges)* (p. 5416).

Constitution : *Dailly (Etienne)* (p. 5418) ; *Larché (Jacques)* (p. 5417).

Doctorats : *Dejoie (Luc)* (p. 5415).

Gouvernement : *Larché (Jacques)* (p. 5417) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 5419).

Justice : *Virapoullé (Louis)* (p. 5419).

Officiers publics et ministériels : *Dejoie (Luc)* (p. 5416).

Parlement : *Kiejman (Georges)* (p. 5417) ; *Larché (Jacques)* (p. 5417) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 5419).

Président de la République : *Kiejman (Georges)* (p. 5416).

Professions judiciaires et juridiques : *Dailly (Etienne)* (p. 5418) ; *Darras (Michel)* (p. 5417) ; *Dejoie (Luc)* (p. 5415) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 5419).

Professions libérales : *Dailly (Etienne)* (p. 5418) ; *Darras (Michel)* (p. 5417) ; *Dejoie (Luc)* (p. 5415) ; *Kiejman (Georges)* (p. 5416) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 5419).

Réfugiés et apatrides : *Dejoie (Luc)* (p. 5415).

Règlement du Sénat : *Dailly (Etienne)* (p. 5418).

Sénat : *Darras (Michel)* (p. 5417).

Sociétés civiles professionnelles : *Dejoie (Luc)* (p. 5416).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5419, 5424)

Art. 2 ter, 2 quater, 3, 4 et 4 bis (p. 5419).

Art. 5, 7, 8, 8 bis et 9 (p. 5420).

Art. 9 bis A et 9 bis (p. 5420) – Supprimés par la CMP.

Art. 10 (p. 5420).

Art. 13, 14 et 17 (p. 5421).

Art. 19 et 20 (p. 5422, 5423).

Art. 35 quinquies (p. 5423) – Supprimé par la CMP.

Art. 37 (p. 5423).

Art. 40, 41, 41 bis A, 44 quinquies et 45 (p. 5424).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 5424) – *MM. Robert Vizet, Jean Dumont ; intervention de M. Georges Kiejman, ministre.*

Adoption (20 décembre 1990) (p. 5424).

Professions libérales

Voir *Rappels au règlement*, 61

1. – Projet de loi relatif à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé, PRÉSENTÉ A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Pierre Arpaillange, ministre de la justice (4 avril 1990) [n° 1211 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Philippe Marchand (7 juin 1990) [n° 1424 (9^e lég.)] – Discussion (14, 15 et 20 juin 1990) – Adoption (20 juin 1990) [n° 330].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (30 juin 1990) [n° 460 (89-90)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Luc Dejoie (31 octobre 1990) [n° 65 (90-91)] – Discussion (7 et 19 novembre 1990) – (Discussion générale commune avec celle du projet n° 457 (89-90) – Professions judiciaires et juridiques 1) – Adoption (19 novembre 1990) [n° 42].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (20 novembre 1990) [n° 1719 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Michel Pezet (7 décembre 1990) [n° 1796 (9^e lég.)] – Discussion (10 et 11 décembre 1990) – Adoption (11 décembre 1990) [n° 418].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (12 décembre 1990) [n° 159 (90-91)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Luc Dejoie (13 décembre 1990) [n° 167 (90-91)] – Discussion (18 et 19 décembre 1990) – (Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 158 – Professions judiciaires et juridiques 1) – Adoption (19 décembre 1990) [n° 71].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (19 décembre 1990) [n° 1856 (90-91)] – Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Michel Pezet (20 décembre 1990) [n° 1881 (9^e lég.)] – Discussion (20 décembre 1990) – Adoption (20 décembre 1990) [n° 449].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Luc Dejoie (20 décembre 1990) [n° 202 (90-91)] – Discussion (20 décembre 1990) – Adoption (20 décembre 1990) [n° 87].

PROMULGATION : Loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 (*J.O. Lois et décrets* du 5 janvier 1990).

Discussion (première lecture)

(7 novembre 1990) (p. 3159, 3194); (19 novembre 1990) (p. 3575, 3600).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3159, 3194) – (Discussion générale commune avec celle du projet n° 457 (89-90) – Professions judiciaires et juridiques 1)

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3575, 3600): *MM. Luc Dejoie, rapporteur; Henri Nallet, ministre; Charles Lederman, Michel Darras, Guy Allouche, Paul Souffrin, Michel Rufin.*

TITRE I^{er}**EXERCICE SOUS FORME DE SOCIÉTÉS DE CAPITAUX DES PROFESSIONS LIBÉRALES SOUMISES A UN STATUT LEGISLATIF OU RÉGLEMENTAIRE OU DONT LE TITRE EST PROTÉGÉ**

Intitulé du titre I^{er} (p. 3575).

Adopté : amendement n° 1 de la commission : « Titre I^{er} : exercice sous forme de sociétés d'exercice libéral des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé » (p. 3575).

– L'intitulé du titre premier, ainsi modifié, est adopté (p. 3575).

Art. 1^{er} (*Sociétés d'exercice libéral*) (p. 3575).

Parole sur l'article (p. 3575, 3576) : *MM. Charles Lederman, Luc Dejoie, rapporteur; Henri Nallet, ministre.*

– L'article 1^{er} est adopté (p. 3576).

Art. 2 (*Dénomination des sociétés d'exercice libéral*) (p. 3576).

Parole sur l'article (p. 3576) : *MM. Henri Collette, Henri Nallet, ministre.*

Adoptés : amendements de la commission, n° 2 rédactionnel (p. 3577) – N° 3 : liberté de choix de la dénomination sociale (p. 3578) – Et n° 4 : mention possible de l'affiliation à une association, à un groupement ou à un réseau professionnel, qu'il soit national ou international (p. 3578) – Sur l'amendement n° 2 de la commission, sous-amendement n° 42 de M. Michel Darras (p. 3577).

Rejeté : amendement n° 40 de M. Charles Lederman : suppression des sigles utilisés dans l'article 2 (p. 3578).

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 3578).

Art. 3 (*Agrément ou inscription de la société*) (p. 3578).

Adopté : amendement rédactionnel n° 5 de la commission (p. 3578).

– L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 3578).

Après l'art. 3 (p. 3579).

Adopté : amendement n° 6 de la commission : réduction du nombre minimum des associés requis pour constituer des sociétés d'exercice libéral à forme anonyme (p. 3579).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3579).

Art. 4 (*Détention du capital par les professionnels*) (p. 3579).

Adoptés : amendements de la commission, n° 7 : possibilité pour des personnes physiques ou morales de participer au capital social d'une société d'exercice libéral (p. 3583) – Et n° 8 : participation de membres de profession apparentée sous certaines conditions (p. 3583) – Sur l'amendement n° 8 de la commission, sous-amendement n° 51 de M. Michel Darras (p. 3583).

Rejetés : amendements de M. Charles Lederman, n° 33 : suppression du 7^e alinéa de cet article relatif aux capitaux croisés (p. 3583) – N° 32 : durée pendant laquelle les ayants droit des personnes physiques qui ont exercé la ou les professions constituant l'objet social de la société disposeraient des parts ou actions qu'ils détiennent (p. 3583) – Et n° 34 : limitation du

délat dont la société disposerait pour se mettre en conformité avec les dispositions de la loi (p. 3584) – Amendement n° 41 de M. Michel Rufin : élargissement des possibilités de détention des capitaux d'une société d'exercice libéral (p. 3584).

Retirés : amendements de M. Michel Darras, n° 43 : exclusion des capitaux croisés pour la constitution de sociétés d'exercice libéral (p. 3581) – Et n° 36 : rachat des parts ou actions des ayants droit des associés ou anciens associés (p. 3585).

– L'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 3585).

Art. 5 (*Possibilité de dérogation à ces règles relatives à la détention du complément du capital social*) (p. 3585).

Adopté : amendement n° 9 de la commission : nouvelle rédaction de cet article (p. 3588).

Rejetés : amendements identiques de suppression n° 37 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Paul Souffrin et n° 44 de M. Michel Darras (p. 3587) – Sur l'amendement n° 9 de la commission, sous-amendement n° 47 du Gouvernement (p. 3587).

– L'article 5, dans la rédaction de l'amendement n° 9, est adopté (p. 3588).

Art. 6 (*Intervention de décrets en Conseil d'Etat pour interdire à certaines catégories de personnes de détenir des parts ou actions dans des sociétés d'exercice libéral*) (p. 3588).

Adopté : amendement n° 10 de la commission : nouvelle rédaction de cet article (p. 3588).

– L'article 6, dans la rédaction de l'amendement n° 10, est adopté (p. 3588).

Art. 7 (*Actions des sociétés d'exercice libéral*) – Adopté (p. 3588).

Art. 8 (*Actions à dividende prioritaire sans droit de vote*) – Adopté (p. 3588).

Art. 9 (*Cessions de parts sociales ou d'actions à des tiers*) (p. 3588).

Adopté : amendement n° 46 du Gouvernement : agrément préalable nécessaire pour toute admission d'un nouvel associé dans une société d'exercice libéral à forme anonyme (p. 3589).

– L'article 9, ainsi modifié, est adopté (p. 3589).

Art. 10 (*Réinstallation d'officiers publics ou ministériels ayant appartenu à une société*) – Adopté (p. 3589).

Art. 11 (*Fonctions de dirigeant réservées aux professionnels*) – Adopté (p. 3589).

Art. 12 (*Sociétés d'exercice libéral en commandite par actions*) (p. 3590).

Adopté : amendement de coordination n° 11 de la commission (p. 3590).

– L'article 12, ainsi modifié, est adopté (p. 3590).

Art. 13 (*Comptes d'associés*) (p. 3590) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Adopté : amendement n° 12 de la commission : rétablissement de cet article (p. 3591).

Rejeté : sur l'amendement n° 12 de la commission, sous-amendement n° 38 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Paul Souffrin (p. 3591).

– L'article 13, dans la rédaction de l'amendement n° 12, est rétabli (p. 3591).

Art. 14 (*Compétence des tribunaux civils*) – Adopté (p. 3591).

Art. 15 (*Responsabilité des associés de la société*) (p. 3591).

Adopté : amendement rédactionnel n° 13 de la commission (p. 3591).

– L'article 15, ainsi modifié, est adopté (p. 3591).

Art. 16 (*Maintien des régimes particuliers en vigueur*) – Adopté (p. 3591).

Après l'art. 16 (p. 3591).

Adopté : amendement n° 52 du Gouvernement analogue à l'amendement n° 14 de la commission : délai accordé aux sociétés commerciales qui sont constituées par les conseils juridiques pour qu'elles soient transformées en sociétés d'exercice libéral (p. 3592).

Retiré : amendement n° 14 de la commission analogue à l'amendement n° 52 du Gouvernement (p. 3592).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3592).

Art. 17 (*Sanctions pénales applicables en cas d'infraction aux règles relatives à la dénomination sociale*) – Adopté (p. 3592).

Art. 18 (*Exonération du droit d'apport*) (p. 3592).

Adopté : amendement rédactionnel n° 15 de la commission (p. 3592).

– L'article 18, ainsi modifié, est adopté (p. 3592).

Après l'art. 18 (p. 3592).

Adopté : amendement n° 16 de la commission : affiliation des associés et des dirigeants des sociétés d'exercice libéral au régime d'assurance vieillesse des professions libérales (p. 3593).

Retiré : amendement n° 21 de M. Arthur Moulin, soutenu par M. Michel Rufin : non-affiliation des membres des professions libérales au régime général de la sécurité sociale (p. 3592).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3593).

Art. 19 (*Décrets d'application*) (p. 3593).

Adopté : amendement n° 17 de la commission : nouvelle rédaction de cet article (p. 3594).

Rejeté : amendement de suppression n° 39 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Paul Souffrin (p. 3594).

– L'article 19, dans la rédaction de l'amendement n° 17, est adopté (p. 3594).

Après l'art. 19 (p. 3594).

Adoptés : amendement de M. Michel Rufin, n° 22 : insertion d'une division additionnelle ainsi intitulée : « Titre I^{er} bis : exercice sous forme de sociétés en participation des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé » (p. 3594) – Et n° 25 : conditions relatives aux sociétés en participation (p. 3596) – Amendement n° 48 du Gouvernement : conditions de constitution d'une société en participation (p. 3595) ; sous-amendement n° 49 de M. Michel Rufin (p. 3595).

– Une division additionnelle et deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 3596).

TITRE II

DISPOSITIONS MODIFIANT LA LOI N° 66-879 DU 29 NOVEMBRE 1966 RELATIVE AUX SOCIÉTÉS CIVILES PROFESSIONNELLES

Art. 20 (*Immatriculation d'une société civile professionnelle*) – Adopté (p. 3596).

Art. 21 (*Sociétés civiles professionnelles d'officiers publics ou ministériels*) – Adopté (p. 3596).

Art. 22 (*Agrément ou titularisation d'une société civile professionnelle dans un office public ou ministériel*) – Adopté (p. 3596).

Art. 23 (*Mention des anciens associés dans la raison sociale des sociétés civiles professionnelles*) (p. 3596).

Adopté : amendement de suppression n° 18 de la commission (p. 3597).

– L'article 23 est supprimé (p. 3597).

Art. 24 (*Réinstallation d'officiers publics ou ministériels qui se retirent d'une société civile professionnelle*) – Adopté (p. 3597).

Art. 25 (*Fixation du prix d'acquisition des parts sociales dont la transmission ou la cession n'a pas reçu le consentement de la société*) – Adopté (p. 3597).

Art. 26 (*Réinstallation d'associés d'une société civile professionnelle dissoute qui était titulaire d'un office*) – Adopté (p. 3597).

Art. 27 (*Abrogations*) – Adopté (p. 3597).

Après l'art. 27 (p. 3597).

Adopté : amendement n° 19 de la commission : insertion d'une division additionnelle ainsi intitulée : « Titre III : dispositions diverses » (p. 3597).

– Une division additionnelle est insérée dans le projet de loi (p. 3597).

Art. 28 (*Application à Mayotte et dans les territoires d'outre-mer*) – Adopté (p. 3597).

Art. 29 (*Dates d'entrée en vigueur*) (p. 3597).

Adoptés : amendement n° 20 de la commission : nouvelle rédaction de cet article (p. 3598) ; sous-amendement n° 31 de M. Michel Rufin (p. 3598).

Devenu sans objet : amendement n° 53 du Gouvernement : entrée en vigueur des titres I^{er} et I^{er} bis de la présente loi le 1^{er} janvier 1992 et du titre II le jour de sa publication (p. 3598).

– L'article 29, dans la rédaction de l'amendement n° 20, ainsi modifié, est adopté (p. 3598).

Après l'art. 29 (p. 3597).

Retiré : amendement n° 45 de M. Michel Darras : subordination de l'entrée en vigueur de la présente loi à celle de la loi portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques (p. 3599).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 3599, 3600) : MM. Guy Allouche, Daniel Millaud, Ernest Cartigny, Michel Rufin ; intervention de M. Luc Dejoie, rapporteur.

Scrutin public n° 38 (p. 3600).

Adoption (19 novembre 1990) (p. 3600).

Discussion (deuxième lecture)

(18 décembre 1990) (p. 5261, 5293).

I – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 5261, 5268) (Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 158 – Professions judiciaires et juridiques 1)

II – DISCUSSION DES ARTICLES (19 décembre 1990) (p. 5321, 5333) : MM. Michel Darras, Luc Dejoie, rapporteur ; Henri Nallet, ministre ; Franck Sérusclat, Marcel Rudloff, Etienne Dailly, René-Georges Laurin, Robert Pagès.

TITRE PREMIER

EXERCICE SOUS FORME DE SOCIÉTÉS D'EXERCICE LIBÉRAL DES PROFESSIONS LIBÉRALES SOUMISES À UN STATUT LÉGISLATIF OU RÉGLEMENTAIRE OU DONT LE TITRE EST PROTÉGÉ

Art. 2 (p. 5321).

Rejetés : amendement n° 10 de M. Franck Sérusclat, soutenu par M. Michel Darras : restrictions réglementaires possibles par profession (p. 5324) ; sous-amendement n° 28 de M. Etienne Dailly (p. 5323).

– L'article 2 est adopté (p. 5324).

Art. 4 (p. 5324).

Adoptés : amendements n°s 1 et 2 de la commission : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture (p. 5324, 5325) – Amendement n° 25 de M. Etienne Dailly : limitation réglementaire possible du nombre de participations détenues dans des sociétés différentes (p. 5327).

Rejetés : amendements de M. Charles Lederman, soutenus par M. Robert Pagès, n° 13 : réduction du temps de détention

d'une partie du capital social par les ayants droit (p. 5325) – N° 14 : suppression de la possibilité pour des personnes physiques ou morales extérieures au cabinet de détenir le complément des capitaux de la société (p. 5325) – Et n° 15 : réduction du délai de régularisation (p. 5327).

Retirés : amendement de coordination n° 16 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès (p. 5327) – Amendement n° 11 de M. Franck Sérusclat : analogue à l'amendement n° 25 de M. Etienne Dailly (p. 5327).

– L'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 5327).

Art. 5 (p. 5328).

Adoptés : amendement n° 3 de la commission : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture (p. 5329) ; sous-amendement n° 26 de M. Etienne Dailly (p. 5329).

Rejeté : amendement de suppression n° 18 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès (p. 5329).

Devenu sans objet : amendement n° 12 de M. Franck Sérusclat, soutenu par M. Michel Darras (p. 5329).

– L'article 5, dans la rédaction de l'amendement n° 3, est adopté (p. 5329).

Art. 6 (p. 5329).

Adopté : amendement n° 4 de la commission : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture (p. 5329).

– L'article 6, dans la rédaction de l'amendement n° 4, est adopté (p. 5329).

Art. 13 (p. 5329).

Rejeté : amendement n° 19 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès : recherche de la provenance des sommes entrant dans les comptes d'associés (p. 5329).

– L'article 13 est adopté (p. 5329).

Art. 18 bis (*Régime d'assurance vieillesse des associés et des dirigeants des sociétés d'exercice libéral*) (p. 5330) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Adopté : amendement n° 5 de la commission : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture (p. 5330).

– L'article 18 bis, dans la rédaction de l'amendement n° 5, est rétabli (p. 5330).

Art. 19 (p. 5330).

Adopté : amendement n° 6 de la commission : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture (p. 5330).

Rejeté : amendement de suppression n° 20 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Pagès (p. 5330).

– L'article 19, ainsi modifié, est adopté (p. 5330).

TITRE PREMIER BIS

EXERCICE SOUS FORME DE SOCIÉTÉS EN PARTICIPATION DES PROFESSIONS LIBÉRALES SOUMISES A UN STATUT LEGISLATIF OU REGLEMENTAIRE OU DONT LE TITRE EST PROTEGE

Art. 19 bis (*Sociétés en participation*) (p. 5331).

Retiré : amendement n° 7 de la commission : extension du champ d'application aux personnes physiques titulaires d'un office public ou ministériel (p. 5331).

– L'article 19 bis est adopté (p. 5331).

Art. 19 ter (*Sociétés en participation*) – Adopté (p. 5331).

TITRE II

DISPOSITIONS MODIFIANT LA LOI N° 66-879 DU 29 NOVEMBRE 1966 RELATIVE AUX SOCIÉTÉS CIVILES PROFESSIONNELLES

Art. 23 (p. 5332).

Adopté : amendement de suppression n° 8 de la commission (p. 5332).

– L'article 23 est supprimé (p. 5332).

Art. 28 – Adopté (p. 5332).

Art. 29 (p. 5332).

Adopté : amendement n° 9 de la commission : concomitance de la date d'entrée en vigueur avec celle de la réforme de l'aide légale (p. 5332).

– L'article 29, dans la rédaction de l'amendement n° 9, est adopté (p. 5332).

Après l'art. 27 (p. 5332).

Adopté : amendement n° 29 de la commission : dispositions fiscales concernant les fusions des sociétés civiles professionnelles (p. 5333).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 5333).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 5333, 5334) : *MM. Michel Rufin, Michel Darras, Robert Pagès ; intervention de M. Henri Nallet, ministre.*

Scrutin public n° 76 (5334).

Adoption (19 décembre 1990) (p. 5334).

Discussion (commission mixte paritaire)

(20 décembre 1990) (p. 5425, 5426).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5425) : *MM. Luc Dejoie, rapporteur de la commission mixte paritaire ; Georges Kiejman, ministre délégué auprès du ministre de la justice.*

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5425)

Art. 4 (p. 5425).

Art. 18 bis (p. 5425) – Supprimé par la CMP.

Art. 19 (p. 5425).

Art. 27 bis et 29 (p. 5426).

Explication de vote sur l'ensemble (p. 5426) – *M. Robert Vizet.*

Adoption (20 décembre 1990) (p. 5426).

Projets de loi

Voir *Parlement*, 2

Propositions de loi

Voir *Parlement*, 2

Propriété industrielle

Voir *Allocutions et communications*, 5
Pharmacie (industrie), 1

1. – **Projet de loi relatif à la propriété industrielle, PRESENTE AU SENAT**, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Roger Fauroux, ministre de l'industrie (28 novembre 1989) [n° 83 (89-90)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jacques Thyraud (11 avril 1990) [n° 233 (89-90)] – Discussion (19 avril 1990) – Adoption (19 avril 1990) [n° 86].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (20 avril 1990) [n° 1290 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Jean-Paul Bachy (6 juin 1990) [n° 1413 (9^e lég.)] – Discussion (11 juin 1990) – Adoption (11 juin 1990) [n° 312].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (12 juin 1990) [n° 372 (89-90)] – Renvoi à la commission des lois –

Rapport de M. Jacques Thyraud (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 27 août 1990 – 25 septembre 1990) [n° 477 (89-90)] – Discussion (5 octobre 1990) – Adoption (5 octobre 1990) [n° 6].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (8 octobre 1990) [n° 1631 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Jean-Paul Bachy (14 novembre 1990) [n° 1701 (9^e lég.)] – Discussion (20 novembre 1990) – Adoption (20 novembre 1990) [n° 387].

PROMULGATION : Loi n° 90-1052 du 26 novembre 1990 (J.O. Lois et décrets du 28 novembre 1990).

Discussion (première lecture)

(19 avril 1990) (p. 433, 463).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 433, 439) : MM. Roger Fauroux, ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire ; Jacques Thyraud, rapporteur de la commission des lois ; Pierre Laffitte, Louis Virapoullé, Michel Darras.

Le projet de loi tend d'une part à développer l'innovation, au moyen de deux instruments : une meilleure diffusion des brevets déposés en France et un renforcement des conditions d'intervention de l'institut national de la propriété industrielle ainsi que d'autre part à définir la réglementation d'une profession nouvelle de conseil en propriété industrielle.

Agence nationale pour la valorisation de la recherche (ANVAR) : Thyraud (Jacques) (p. 436).

Brevets : Voir propriété industrielle.

Conseils en propriété industrielle : Fauroux (Roger) (p. 435).

Contrefaçons : Fauroux (Roger) (p. 435) ; Laffitte (Pierre) (p. 437) ; Thyraud (Jacques) (p. 436).

Grand marché intérieur (CEE) : Darras (Michel) (p. 438) ; Fauroux (Roger) (p. 434) ; Thyraud (Jacques) (p. 435).

Ingénieurs : Thyraud (Jacques) (p. 436).

Institut national de la propriété industrielle : Darras (Michel) (p. 439) ; Fauroux (Roger) (p. 435) ; Laffitte (Pierre) (p. 437) ; Thyraud (Jacques) (p. 435) ; Virapoullé (Louis) (p. 438).

Inventions : Darras (Michel) (p. 438) ; Fauroux (Roger) (p. 433, 434) ; Laffitte (Pierre) (p. 437) ; Thyraud (Jacques) (p. 435) ; Virapoullé (Louis) (p. 438).

Investissements immatériels : Laffitte (Pierre) (p. 436).

Propriété industrielle : Darras (Michel) (p. 438 ; 439) ; Fauroux (Roger) (p. 434) ; Laffitte (Pierre) (p. 437) ; Thyraud (Jacques) (p. 435, 436).

Propriété industrielle (comparaisons internationales) : Fauroux (Roger) (p. 434) ; Thyraud (Jacques) (p. 435) ; Virapoullé (Louis) (p. 438).

Propriété industrielle (rémunérations) : Laffitte (Pierre) (p. 437).

Recherche industrielle : Fauroux (Roger) (p. 433).

Technologie : Fauroux (Roger) (p. 433).

Technologies nouvelles : Fauroux (Roger) (p. 434).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 439, 463) : MM. Roger Fauroux, ministre ; Jacques Thyraud, rapporteur ; Michel Darras, Serge Vinçon, Louis Virapoullé, Pierre Laffitte.

TITRE PREMIER

DISPOSITIONS RELATIVES AUX BREVETS D'INVENTION

Art. 1^{er} (Diffusion légale) (p. 439).

Adopté : amendement n° 1 de la commission : rédactionnel (p. 440).

– L'article 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 440).

Après l'art. 1^{er} (p. 440).

Adopté : amendement n° 2 de la commission : autorité chargée de la délivrance du brevet (p. 440).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 440).

Art. 2 (Priorité interne) (p. 440).

Adopté : amendement n° 3 de la commission : nouvelle rédaction du principe de priorité interne (p. 440).

– L'article 2, dans la rédaction de l'amendement n° 3, est adopté (p. 440).

Après l'art. 2 (p. 440).

Retirés : amendement n° 38 de M. Michel Darras : suppression du certificat d'addition (p. 441) – Amendement n° 4 de la commission : documents présentés à l'appui de la demande de brevet (p. 441).

Art. 3 (Substitution, dans la procédure de délivrance, du seul rapport de recherche à l'avis documentaire) (p. 441).

Adopté : amendement n° 5 de la commission : possibilité pour le demandeur de formuler des observations (p. 441).

– L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 442).

Art. 4 (Modifications de trois articles de la loi du 2 janvier 1968) (p. 442).

Adopté : amendement n° 6 de la commission : coordination avec l'amendement n° 11 de la commission (p. 445 ; réserve ordonnée p. 442).

– L'article 4, dans la rédaction de l'amendement n° 6, est adopté (p. 445).

Art. 5 (Modification de l'article 22 de la loi du 2 janvier 1968) (p. 442).

Adopté : amendement n° 7 de la commission : suppression de cet article (p. 442).

– L'article 5 est supprimé (p. 442).

Après l'art. 5 (p. 442).

Adopté : amendement n° 8 de la commission : prescription de l'action en nullité du brevet (p. 444).

Rejeté : amendement n° 39 de M. Michel Darras : modification de l'article 32 de la loi du 2 janvier 1968 rendue nécessaire par la convention sur le brevet communautaire (p. 443).

Devenu sans objet : amendement n° 45 de M. Serge Vinçon : mise en conformité de la loi avec la convention de Luxembourg et avec la déclaration commune d'harmonisation des législations nationales en matière de brevets (p. 444).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 444).

Art. 6 (Interdiction provisoire du droit des brevets) (p. 444).

Adoptés : amendements de la commission n° 9 : suppression de l'obligation d'exploitation industrielle effective et sérieuse (p. 444) – Et n° 10 : rétablissement de la compétence du seul président du tribunal saisi (p. 444).

– L'article 6, ainsi modifié, est adopté (p. 444).

Après l'art. 6 (p. 444).

Adoptés : amendement n° 11 de la commission : amélioration de la procédure de saisie contrefaçon (p. 445) ; sous-amendement n° 47 du Gouvernement : formulation (p. 445) – Amendement n° 12 de la commission : allongement de la prescription de l'action en contrefaçon (p. 447) – Amendement n° 40 de M. Michel Darras : procédure de l'action en déclaration de non contrefaçon (p. 447) – Amendement n° 42 de M. Pierre Laffitte : renforcement du montant des amendes (p. 448).

– Quatre articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 445, 447, 448).

Art. 7 (Modalités de la diffusion légale) (p. 448).

Adopté : amendement n° 13 de la commission : formulation (p. 448).

– L'article 7, dans la rédaction de l'amendement n° 13, est adopté (p. 448).

Art. 8 (Etablissement de l'avis documentaire) (p. 448).

Adoptés : amendements de la commission n° 14 : simplification (p. 448) – N° 15 : correction d'une erreur matérielle (p. 449) – Et n° 16 : simplification de la procédure (p. 451).

– L'article 8, ainsi modifié, est adopté (p. 451).

Art. 9 (Application du régime de diffusion légale aux demandes de brevets européens) – Adopté (p. 451).

Après l'art. 9 (p. 451).

Adoptés : amendements de la commission n° 17 (division additionnelle) : Titre I^{er} bis : « Disposition portant incitations à inventer » (p. 455 ; réserve ordonnée p. 451) – N° 18 : rémunérations supplémentaires des inventeurs salariés (p. 454) – Et n° 19 : conditions d'établissement de la rémunération supplémentaire de l'inventeur salarié (p. 454).

Irrecevable (article 40 de la Constitution) : amendement n° 20 de la commission : régime fiscal des inventions (p. 455).

– Une division et deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 454, 455).

TITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES A L'INSTITUT NATIONAL DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

Art. 10 (Missions de l'institut national de la propriété industrielle) (p. 455).

Adopté : amendement n° 21 de la commission : rectification matérielle (p. 455).

– L'article 10, ainsi modifié, est adopté (p. 455).

Art. 11 (Contrôle a posteriori du budget de l'institut national de la propriété industrielle) – Adopté (p. 455).

TITRE III

DISPOSITIONS RELATIVES A LA PROFESSION DE CONSEIL EN PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

Intitulé (p. 462).

Adopté : amendement n° 22 de la commission : « Dispositions relatives aux personnes qualifiées en matière de propriété industrielle » (p. 462 ; réserve ordonnée p. 455).

– L'intitulé du titre III, ainsi modifié, est adopté (p. 462).

Section 1

Inscription sur la liste des conseils en propriété industrielle

Intitulé (p. 462).

Adopté : amendement n° 23 de la commission : « Inscription sur la liste des personnes qualifiées en matière de propriété industrielle » (p. 462 ; réserve ordonnée p. 455).

– L'intitulé de la section 1, ainsi modifié, est adopté (p. 462).

Art. 12 (Liste des personnes qualifiées) (p. 455).

Adopté : amendement n° 24 de la commission : établissement de la liste (p. 457).

Retirés : amendement n° 46 de M. Serge Vinçon : satisfait par l'amendement n° 24 (p. 456) – Sur l'amendement n° 24, sous-amendement n° 50 du Gouvernement : renvoi à un décret en Conseil d'Etat (p. 457).

– L'article 12, dans la rédaction de l'amendement n° 24, est adopté (p. 457).

Art. 13 (Conditions d'inscription sur la liste des personnes qualifiées) (p. 457).

Adoptés : amendement n° 25 de la commission : définition de mentions accompagnant l'inscription sur la liste des personnes qualifiées (p. 457) ; sous-amendement n° 51 du Gouvernement : renvoi à un décret en Conseil d'Etat (p. 457).

– L'article 13, ainsi modifié, est adopté (p. 458).

Art. 14 (Compagnie nationale des conseils en propriété industrielle) (p. 458).

Adopté : amendement n° 26 de la commission : suppression de l'article (p. 458).

– L'article 14 est supprimé (p. 458).

Art. 15 (Monopole de représentation auprès de l'institut national de la propriété industrielle) (p. 458).

Adopté : amendement n° 27 de la commission : suppression de l'article (p. 458).

– L'article 15 est supprimé (p. 458).

Section 2

Conditions d'exercice de la profession de conseil en propriété industrielle

Avant l'art. 16 (p. 459).

Adopté : amendement n° 28 de la commission : définition de la profession de conseil en propriété industrielle (p. 459).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 459).

Art. 16 (Principes généraux d'exercice) – Adopté (p. 459).

Art. 17 (Sociétés de conseil) (p. 459).

Adopté : amendement n° 29 de la commission : suppression de l'article (p. 460).

Devenu sans objet : amendement n° 48 du Gouvernement (p. 460).

– L'article 17 est supprimé (p. 460).

Art. 18 (Obligation d'assurance des conseils en propriété industrielle) – Adopté (p. 460).

Après l'art. 18 (p. 460).

Adopté : amendement n° 30 de la commission : institution d'une compagnie nationale des conseils en propriété industrielle (p. 461).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 461).

Art. 19 (Sanctions disciplinaires) – Adopté (p. 461).

Section 3

Dispositions transitoires et diverses

Art. 20 (Inscription en qualité de conseils en propriété industrielle des actuels conseils en brevet) (p. 461).

Adoptés : amendements de la commission n° 31 : coordination avec l'amendement n° 28 (p. 461) – Et n° 32 : suppression de la référence à la mention de spécialisation (p. 461).

– L'article 20, ainsi modifié, est adopté (p. 461).

Art. 21 (Inscription en qualité de conseils en propriété industrielle d'autres spécialistes) (p. 461).

Adopté : amendement n° 34 de la commission : coordination avec l'amendement n° 31 à l'article 20 (p. 461).

Retiré : amendement n° 33 de la commission : réduction du délai de demande d'inscription sur la liste (p. 461).

– L'article 21, ainsi modifié, est adopté (p. 461).

Art. 22 (Démarchage et publicité en matière de propriété industrielle) (p. 461).

Adopté : amendement n° 35 de la commission : précisions relatives à l'interdiction de démarchage (p. 462).

– L'article 22, dans la rédaction de l'amendement n° 35, est adopté (p. 462).

Art. 23 (Décrets d'application) – Adopté (p. 462).

TITRE IV

DISPOSITIONS FINALES

Art. 24 (*Abrogation de l'article 69 de la loi du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques*) – Adopté (p. 462).

Après l'art. 24 (p. 462).

Adopté : amendement n° 36 de la commission : coordination avec l'amendement n° 7 supprimant l'article 5 (p. 462).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 462).

Art. 25 (*Application dans les territoires d'outre mer ainsi que dans la collectivité territoriale de Mayotte*) – Adopté (p. 462).

Explication de vote sur l'ensemble (p. 462, 463) : *M. Michel Darras, intervention de M. Roger Fauroux, ministre*.

Adoption (19 avril 1990) (p. 463).

Discussion (deuxième lecture)

(5 octobre 1990) (p. 2547, 2562).

I – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2547, 2549) : *MM. Roger Fauroux, ministre de l'industrie ; Jacques Thyraud, rapporteur de la commission des lois ; Michel Darras, Jean Garcia*.

Conseils en propriété industrielle : *Darras (Michel)* (p. 2548) ; *Thyraud (Jacques)* (p. 2548).

Contrefaçon (sanctions pénales) : *Fauroux (Roger)* (p. 2547) ; *Thyraud (Jacques)* (p. 2548).

Fiscalité : *Garcia (Jean)* (p. 2549).

Institut national de la propriété industrielle : *Darras (Michel)* (p. 2548) ; *Thyraud (Jacques)* (p. 2548).

Inventions des salariés : *Garcia (Jean)* (p. 2549) ; *Fauroux (Roger)* (p. 2547) ; *Thyraud (Jacques)* (p. 2548).

Japon : *Garcia (Jean)* (p. 2549).

Propriété industrielle : *Thyraud (Jacques)* (p. 2548).

Royaume-Uni : *Garcia (Jean)* (p. 2549).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2549, 2562) : *MM. Jacques Thyraud, rapporteur ; Roger Fauroux, ministre ; Michel Darras, Lucien Lanier*.

Art. 1^{er} bis (p. 2549) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 1^{er} ter – Adopté (p. 2549).

Art. 2 (p. 2549).

Adopté : amendement rédactionnel n° 1 de la commission (p. 2549).

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 2549).

Art. 2 bis – Adopté (p. 2549).

Art. 3 (p. 2549).

Adopté : amendement n° 2 de la commission : procédure d'établissement du rapport (p. 2551).

– L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 2551).

Art. 5 bis A (p. 2551).

Adopté : amendement rédactionnel n° 27 du Gouvernement (p. 2551).

– L'article 5 bis A, ainsi modifié, est adopté (p. 2552).

Art. 5 bis (p. 2552) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Après l'art. 6 (p. 2552, 2561).

Adopté : amendement de coordination n° 3 de la commission (p. 2562).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2562).

Art. 6 bis – Adopté (p. 2552).

Art. 6 ter (p. 2552) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Adopté : amendement n° 4 de la commission : rétablissement de cet article relatif aux sanctions pénales (p. 2554).

– L'article 6 ter, dans la rédaction de l'amendement n° 4, est rétabli (p. 2554).

Art. 6 quater à 6 sexies – Adoptés (p. 2554).

Art. 7 (p. 2554) – Adopté conforme par l'Assemblée nationale.

Adopté : amendement de coordination n° 5 de la commission (p. 2554).

– L'article 7, dans la rédaction de l'amendement n° 5, est adopté (p. 2554).

Art. 8 (p. 2554).

Adopté : amendement n° 6 de la commission : recours à des concours extérieurs en matière de contentieux (p. 2555).

– L'article 8, ainsi modifié, est adopté (p. 2555).

Après l'art. 8 (p. 2555).

Adopté : amendement rédactionnel n° 7 de la commission (p. 2555).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2555).

Art. 9 ter (p. 2555).

Retiré : amendement n° 8 de la commission : rémunération supplémentaire des salariés auteurs d'une invention (p. 2556).

– L'article 9 ter est adopté (p. 2556).

Art. 9 quater – Adopté (p. 2556).

Art. 9 quinquies à 9 tredecies – Adoptés (p. 2556).

Art. 10 et 11 – Adoptés (p. 2557).

Art. 12 et 13 – Adoptés (p. 2557).

Art. 16 A (p. 2557).

Adopté : amendement n° 10 de la commission : inscription sur la liste des conseils en propriété industrielle assortie d'une mention de spécialisation (p. 2557).

– L'article 16 A, ainsi modifié, est adopté (p. 2557).

Art. 16 B (p. 2557).

Adopté : amendement n° 11 de la commission : représentation des personnes devant l'Institut national de la propriété industrielle par l'intermédiaire de conseils en propriété industrielle (p. 2558).

Retiré : sur l'amendement n° 11 de la commission, sous-amendement n° 26 de M. Lucien Lanier (p. 2558).

– L'article 16 B, dans la rédaction de l'amendement n° 11, est adopté (p. 2558).

Art. 17 (p. 2558).

Adoptés : amendements de la commission, n° 12 : conditions d'exercice en société de la profession de conseil en propriété industrielle (p. 2559) – Et n° 13 : rédactionnel (p. 2559).

– L'article 17, ainsi modifié, est adopté (p. 2559).

Art. 18 bis et 20 – Adoptés (p. 2559).

Art. 21 (p. 2559).

Adoptés : amendements de la commission, n° 14 : cas de représentation (p. 2559) – Et n° 15 : obligation de bonne moralité pour être inscrit sur la liste spéciale établie par le directeur de l'Institut national de la propriété industrielle (p. 2560).

– L'article 21, ainsi modifié, est adopté (p. 2560).

Art. 21 bis – Adopté (p. 2560).

Art. 22 (p. 2560).

Adopté : amendement n° 16 de la commission : suppression de cet article (p. 2560).

– L'article 22 est supprimé (p. 2560).

Art. 23 (p. 2560).

Adoptés : amendements de la commission, n°s 17, 18 et 20 : coordination (p. 2560) – Et n° 19, rédactionnel (p. 2560).

– L'article 23, ainsi modifié, est adopté (p. 2560).

Avant l'art. 24 (p. 2560).

Adoptés : amendement n° 21 de la commission : obligations de la profession de conseil en propriété industrielle (p. 2561) ; sous-amendement n° 28 du Gouvernement (p. 2561) – Amendement rédactionnel n° 29 du Gouvernement (p. 2561).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 2561).

Après l'art. 24 (p. 2561).

Adoptés : amendements de coordination n°s 22 et 23 de la commission (p. 2561).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 2561).

Après l'art. 24 bis (p. 2562).

Adoptés : amendements de coordination n°s 24 et 25 de la commission (p. 2562).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 2562).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2562) : *MM. Michel Darras, Jean Garcia.*

Adoption (5 octobre 1990) (p. 2562).

2. – **Proposition de loi relative aux marques de fabrique, de commerce ou de service, PRESENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE**, par M. Louis Mermaz, député, et plusieurs de ses collègues (18 avril 1989) [n° 614 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. François Colcombet (26 avril 1990) [n° 1301 (9^e lég.)] – Discussion (11 juin 1990) – Adoption (11 juin 1990) [n° 313].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (12 juin 1990) [n° 373 (89-90)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jacques Thyraud (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 27 août 1990 – 25 septembre 1990) [n° 478 (89-90)] – Discussion (5 octobre 1990) – Adoption (5 octobre 1990) [n° 5].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (8 octobre 1990) [n° 1630 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. François Colcombet (13 décembre 1990) [n° 1832 (9^e lég.)] – Discussion (17 décembre 1990) – Adoption (17 décembre 1990) [n° 439].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (17 décembre 1990) [n° 186 (90-91)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jacques Thyraud (18 décembre 1990) [n° 195 (90-91)] – Discussion (19 décembre 1990) – Adoption (19 décembre 1990) [n° 76].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (TROISIEME LECTURE) (19 décembre 1990) [n° 1879 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. François Colcombet (20 décembre 1990) [n° 1889 (9^e lég.)] – Discussion (20 décembre 1990) – Adoption (20 décembre 1990) [n° 452].

PROMULGATION : Loi n° 91-7 du 4 janvier 1991 (*J.O.* Lois et décrets du 6 janvier 1991).

Discussion (première lecture)

(5 octobre 1990) (p. 2531, 2547).

I – **DISCUSSION GENERALE** (p. 2531, 2533) : *MM. Roger Fauroux, ministre de l'industrie ; Jacques Thyraud, rapporteur de la commission des lois ; Michel Darras.*

Communauté économique européenne (CEE) : *Thyraud (Jacques)* (p. 2532).

Concurrence : *Fauroux (Roger)* (p. 2531).

Conseil supérieur de la propriété industrielle : *Fauroux (Roger)* (p. 2531).

Directives communautaires : *Darras (Michel)* (p. 2533) ; *Fauroux (Roger)* (p. 2532) ; *Thyraud (Jacques)* (p. 2532).

Douanes : *Thyraud (Jacques)* (p. 2532).

Institut national de la propriété industrielle (INPI) : *Darras (Michel)* (p. 2533) ; *Thyraud (Jacques)* (p. 2532).

Jurisprudence : *Darras (Michel)* (p. 2533).

Marques : *Darras (Michel)* (p. 2533) ; *Fauroux (Roger)* (p. 2531) ; *Thyraud (Jacques)* (p. 2532).

Stations thermales et climatiques : *Thyraud (Jacques)* (p. 2532).

II – **DISCUSSION DES ARTICLES** (p. 2533, 2547) : *MM. Jacques Thyraud, rapporteur ; Roger Fauroux, ministre ; Lucien Lanier, Michel Darras, Daniel Millaud.*

TITRE PREMIER

DES ELEMENTS CONSTITUTIFS DE LA MARQUE

Art. 1^{er} (*Définition de la marque*) (p. 2533).

Adoptés : amendements de la commission, n° 3 : élargissement de la définition de la marque (p. 2534) – N° 4 : substitution des termes « un tel signe » au terme « marque » (p. 2534) – N° 5 : droit des marques et logiciels (p. 2534) – Et n° 6 : cas des signes figuratifs caractérisant un service (p. 2534).

Retirés : amendements de la commission, n° 1 : prise en considération de la marque comme signe distinctif (p. 2534) – Et n° 2 : rôle d'identification de la marque (p. 2534).

– L'article 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 2534).

Art. 2 (*Caractère distinctif de la marque*) (p. 2534).

Adoptés : amendements de la commission, n° 7 : suppression de l'acquisition par l'usage du caractère distinctif d'un signe de nature à constituer une marque (p. 2535) – N° 8 : cas des signes ou dénominations dépourvus de caractère distinctif (p. 2535) – N° 9 : suppression de la notion de couleur imposée par la nature (p. 2535) – Et n° 10 : notion d'usage (p. 2535).

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 2535).

Art. 3 (*Signes ne pouvant être adoptés comme marques*) – Adopté (p. 2535).

Art. 4 (*Protection des droits antérieurs*) (p. 2535).

Adoptés : amendement n° 36 de M. Lucien Lanier : notion de droit antérieur (p. 2535) – Amendement n° 11 de la commission : protection du nom, de l'image ou de la renommée d'une collectivité territoriale (p. 2536).

– L'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 2536).

TITRE II

DE L'ACQUISITION DU DROIT DE LA MARQUE

Art. 5 (*Acquisition de la propriété de la marque*) (p. 2536).

Adopté : amendement n° 12 de la commission : effets de l'enregistrement pour une période de dix ans indéfiniment renouvelable (p. 2536).

– L'article 5, ainsi modifié, est adopté (p. 2536).

Art. 6 (*Modalités du dépôt*) – Adopté (p. 2537).

Avant l'art. 7 (p. 2537).

Adoptés : amendement n° 13 de la commission : possibilité pour toutes personnes intéressées de formuler des observations auprès de l'Institut national de la propriété industrielle pendant un délai de deux mois suivant la publication de la demande d'enregistrement ; cas des collectivités territoriales (p. 2537) ; sous-amendement n° 42 du Gouvernement : suppression de la deuxième partie de l'amendement n° 13 de la commission (p. 2537).

– Un article additionnel est inséré dans la proposition de loi (p. 2537).

Art. 7 (Procédure d'opposition) (p. 2537).

Adoptés : amendements de la commission, n° 14 : rédactionnel (p. 2537) – N° 15 : possibilité donnée aux collectivités territoriales de former une opposition (p. 2538) – Et n° 16 : rôle du directeur de l'Institut national de la propriété industrielle en matière d'opposition (p. 2539) – Amendement n° 39 du Gouvernement : cas de suspension du délai (p. 2539) – Amendement rédactionnel n° 37 de M. Lucien Lanier (p. 2567).

Retiré : amendement n° 17 de la commission : cas de suspension du délai, sur demande conjointe des parties (p. 2539).

– L'article 7, ainsi modifié, est adopté (p. 2539).

Art. 8 (Action en revendication) – Adopté (p. 2539).

Art. 9 (Motifs de rejet de la demande d'enregistrement) – Adopté (p. 2539).

Après l'art. 9 (p. 2539).

Adopté : amendement n° 18 de la commission : institution d'une procédure d'enregistrement provisoire (p. 2539).

– Un article additionnel est inséré dans la proposition de loi (p. 2539).

Art. 10 (Renouvellement de l'enregistrement) – Adopté (p. 2540).

Art. 11 (Relèvement des déchéances) – Adopté (p. 2540).

TITRE III

DES DROITS CONFÉRÉS PAR L'ENREGISTREMENT

Art. 12 (Propriété de la marque : contrefaçon) – Adopté (p. 2540).

Art. 13 (Protection de la marque) (p. 2540).

Adoptés : amendements de la commission, n° 19 : rédactionnel (p. 2540) – Et n° 20 : faculté des propriétaires de s'opposer à tout acte de commercialisation s'ils justifient de motifs légitimes (p. 2540).

– L'article 13, ainsi modifié, est adopté (p. 2540).

Art. 14 (Protection de la marque notoirement connue) (p. 2540).

Adopté : amendement n° 21 de la commission : substitution des termes « jouissance d'une renommée » aux termes « notoirement connue » afin de mettre le texte en conformité avec la directive européenne (p. 2540).

– L'article 14, ainsi modifié, est adopté (p. 2540).

Art. 15 (Limitation des droits conférés par l'enregistrement) – Adopté (p. 2540).

Art. 16 (Protection de la marque dans la période précédent son enregistrement) – Adopté (p. 2541).

Art. 17 (Auteur de l'action en contrefaçon : prescription) (p. 2541).

Adopté : amendement n° 22 de la commission : cas d'irrecevabilité des actions en contrefaçon (p. 2541).

Rejeté : sur l'amendement n° 22 de la commission, sous-amendement n° 38 de M. Lucien Lanier (p. 2541).

– L'article 17, ainsi modifié, est adopté (p. 2541).

Après l'art. 17 (p. 2541).

Adopté : amendement n° 23 de la commission : procédure d'interdiction provisoire en matière de contrefaçon (p. 2542).

– Un article additionnel est inséré dans la proposition de loi (p. 2542).

Art. 18 (Saisie, contrefaçon) (p. 2542).

Adoptés : amendements de la commission, n° 24 : droit de faire procéder par huissier assisté d'experts de son choix, soit à

la description détaillée, soit à la saisie réelle (p. 2542) – Et n° 25 : coordination (p. 2542).

– L'article 18, ainsi modifié, est adopté (p. 2542).

Art. 19 (Intervention des douanes) (p. 2542).

Adoptés : amendement n° 27 de la commission : information du Procureur de la République (p. 2543) – Amendement n° 40 du Gouvernement : limitation de la levée du secret douanier aux seuls éléments strictement indispensables aux actions en justice (p. 2543).

Retiré : amendement n° 26 de la commission : possibilité pour l'administration des douanes de retenir, après en avoir averti le Procureur de la République, certaines marchandises dans le cadre de ses contrôles (p. 2543).

– L'article 19, ainsi modifié, est adopté (p. 2543).

TITRE IV

DE LA TRANSMISSION ET DE LA PERTE DU DROIT SUR LA MARQUE

Art. 20 (Cession des droits) – Adopté (p. 2543).

Art. 21 (Renoncement au droit sur la marque) – Adopté (p. 2543).

Art. 22 (Action en nullité) (p. 2543).

Adopté : amendement n° 29 de la commission : coordination (p. 2543).

– L'article 22, ainsi modifié, est adopté (p. 2543).

Art. 23 (Prescription de l'action en nullité ouverte au propriétaire d'une marque notoirement connue) – Adopté (p. 2543).

Art. 24 (Déchéance de la marque pour défaut d'exploitation) – Adopté (p. 2543).

Art. 25 (Déchéance de la marque devenue générique ou trompeuse) – Adopté (p. 2543).

Art. 26 (Registre national de marques) – Adopté (p. 2543).

TITRE V

DES MARQUES COLLECTIVES

Art. 27 (Définition de la marque collective) – Adopté (p. 2544).

Art. 28 (Régimes respectifs des marques collectives simples et des marques collectives de certification) – Adopté (p. 2544).

Art. 29 (Nullité de la marque collective de certification) – Adopté (p. 2544).

TITRE VI

DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 30 (Décisions du directeur de l'Institut national de la propriété industrielle) – Adopté (p. 2544).

Art. 31 (Actions civiles relatives aux marques ; compétence) (p. 2544).

Retiré : amendement n° 31 de la commission : attribution de la compétence du contentieux de la présente loi à l'autorité judiciaire (p. 2544).

– L'article 31 est adopté (p. 2544).

Après l'art. 31 (p. 2544).

Adopté : amendement n° 32 de la commission : recours à l'arbitrage (p. 2544).

– Un article additionnel est inséré dans la proposition de loi (p. 2544).

Art. 32 (Application de la présente loi aux étrangers) – Adopté (p. 2545).

Art. 33 (Droit de priorité) – Adopté (p. 2545).

Art. 34 (Sanctions pénales) (p. 2545).

Adoptés : amendement n° 33 de la commission : rédactionnel (p. 2545) – Amendement n° 41 du Gouvernement : notion d'incrimination (p. 2545).

Retiré : amendement n° 34 de la commission : analogue à l'amendement n° 41 du Gouvernement (p. 2545).

– L'article 34, ainsi modifié, est adopté (p. 2545).

Art. 35 (*Abrogation des articles 423-3 et 423-4 du code pénal*) – Adopté (p. 2545).

Art. 36 (*Décrets d'application en Conseil d'Etat*) – Adopté (p. 2545).

Art. 37 (*Entrée en vigueur de la présente loi*) (p. 2545).

Adopté : amendement n° 35 de la commission : entrée en vigueur de la présente loi le 28 décembre 1991 à l'exception de son article 5 (p. 2546).

– L'article 37, ainsi modifié, est adopté (p. 2546).

Art. 38 (*Application de la présente loi dans les collectivités territoriales d'outre-mer*) (p. 2546).

Parole sur l'article : *MM. Daniel Millaud, Roger Fauroux, ministre ; Jacques Thyraud, rapporteur.*

Adopté : amendement n° 43 du Gouvernement : suppression de la mention « aux territoires d'outre-mer » (p. 2547).

Art. 39 (*Abrogation de la loi n° 64-1360 du 31 décembre 1964*) – Adopté (p. 2547).

Explication de vote sur l'ensemble (p. 2547) : *M. Michel Darras.*

Adoption (5 octobre 1990) (p. 2547).

Discussion (deuxième lecture)

(19 décembre 1990) (p. 5347, 5351).

I – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 5347, 5349) : *MM. Georges Kiejman, ministre délégué auprès du ministre de la justice ; Jacques Thyraud, rapporteur de la commission des lois ; Michel Darras .*

Amendements : *Kiejman (Georges)* (p. 5347).

Collectivités territoriales : *Darras (Michel)* (p. 5348) ; *Kiejman (Georges)* (p. 5347) ; *Thyraud (Jacques)* (p. 5348).

Institut national de la propriété industrielle : *Kiejman (Georges)* (p. 5347) ; *Thyraud (Jacques)* (p. 5348).

Marques : *Kiejman (Georges)* (p. 5347) ; *Thyraud (Jacques)* (p. 5348).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5349, 5351) : *MM. Jacques Thyraud, rapporteur ; Georges Kiejman, ministre ; Etienne Dailly, Michel Darras .*

Art. 4 (p. 5349).

Adopté : amendement rédactionnel n° 1 de la commission (p. 5350).

– L'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 5350).

Art. 7 – Adopté (p. 5351).

Art. 13 (p. 5351).

Retiré : amendement rédactionnel n° 3 de la commission (p. 5351).

– L'article 13 est adopté (p. 5351).

Art. 34 et 37 bis – Adoptés (p. 5351).

Adoption (19 décembre 1990) (p. 5351).

Propriété littéraire et artistique

Voir *Traités et conventions*, 17

Protection sociale

Voir *Action sanitaire et sociale*, 2

Commerce et artisanat, 1

Lois de finances, 1, Prestations sociales agricoles - (Budget annexe)

Questions orales avec débat n° 102

Questions orales sans débat n° 226

Provence-Alpes-Côte d'Azur (région)

Voir *Forêts*, 1

Publicité

Voir *Enfance*, 1

Marchés publics, 1

Q

Question préalable (procédure parlementaire)

Voir *Action sanitaire et sociale*, 2
Conseil constitutionnel, 1
Droit pénal, 1
Elections, 5 ; 8
Formation professionnelle, 1
Lois de finances, 1
Nationalité française, 2
Polynésie française, 1
Postes, télécommunications et espace (PTE), 1
Rappels au règlement, 60
Sociétés civiles et commerciales, 1
Travail, 3

Questions au Gouvernement

n° 194. – Fonctionnaires et agents publics (Politique salariale en matière de fonction publique) – Question de M. Roland Courteau.

Discussion (19 avril 1990) (p. 412, 414) :
MM. Roland Courteau, Michel Durafour, ministre de la fonction publique et des réformes administratives.

n° 195. – Justice (Le peuple français et la justice) – Question de M. Pierre Vallon.

Discussion (19 avril 1990) (p. 414) :
MM. Pierre Vallon, Pierre Arpaillange, ministre de la justice.

n° 196. – Grâce et amnistie (Amnistie et déclarations de M. Nucci) – Question de M. Yves Guéna.

Discussion (19 avril 1990) (p. 414, 416) :
MM. Yves Guéna, Pierre Arpaillange, ministre de la justice.

n° 197. – Enseignement (Collectif budgétaire pour la rentrée scolaire et universitaire) – Question de Mme Hélène Luc.

Discussion (19 avril 1990) (p. 416, 418) :
Mme Hélène Luc, M. Michel Rocard, premier ministre.

n° 198. – Vietnam (Centenaire d'Hô Chi Minh) – Question de M. Jacques Habert.

Discussion (19 avril 1990) (p. 418) :
M. Jacques Habert, Mme Edwige Avice, ministre délégué auprès du ministre des affaires étrangères.

n° 199. – Agriculture (Quotas et prix agricoles) – Question de M. Jean-Paul Chambriard.

Discussion (19 avril 1990) (p. 418, 420) :
MM. Jean-Paul Chambriard, Henri Nallet, ministre de l'agriculture et de la forêt.

n° 200. – Transports aériens (Dégradation des services de l'aviation) – Question de M. Ernest Cartigny.

Discussion (19 avril 1990) (p. 420, 421) :
MM. Ernest Cartigny, Michel Delebarre, ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer.

n° 201. – Politique étrangère (Politique à l'égard de la Chine) – Question de M. André Rouvière.

Discussion (19 avril 1990) (p. 421) :
M. André Rouvière, Mme Edwige Avice, ministre délégué auprès du ministre des affaires étrangères.

n° 202. – Elevage (Directive sur l'interdiction des anabolisants) – Question de M. Marcel Daunay.

Discussion (19 avril 1990) (p. 421, 422) :
MM. Marcel Daunay, Henri Nallet, ministre de l'agriculture et de la forêt.

n° 203. – Agriculture (Difficultés des agriculteurs) – Question de M. Adrien Gouteyron.

Discussion (19 avril 1990) (p. 422, 423) :
MM. Adrien Gouteyron, Henri Nallet, ministre de l'agriculture et de la forêt.

n° 204. – Finances locales (Collectif budgétaire pour rétablir les crédits de la dotation globale de fonctionnement) – Question de M. Robert Vizet.

Discussion (19 avril 1990) (p. 424, 426) :
MM. Robert Vizet, Michel Charasse, ministre chargé du budget.

n° 205. – Autoroutes (Programme autoroutier) – Question de M. Guy Cabanel.

Discussion (19 avril 1990) (p. 426) :
MM. Guy Cabanel, Michel Delebarre, ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer.

n° 206. – Postes et Télécommunications (Assujettissement du service public de la poste aux impôts locaux) – Question de M. Paul Girod.

Discussion (19 avril 1990) (p. 426, 427) :
MM. Paul Girod, Michel Charasse, ministre chargé du budget.

n° 207. – Transports ferroviaires (Tracé du T.G.V. du sud-est méditerranéen) – Question de M. André Vallet.

Discussion (19 avril 1990) (p. 427, 428) :
MM. André Vallet, Michel Delebarre, ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer.

n° 208. – Finances locales (Mécontentement des élus sur la réforme de la dotation globale de fonctionnement) – Question de M. Michel Souplet.

Discussion (19 avril 1990) (p. 428, 429) :
MM. Michel Souplet, Michel Charasse, ministre chargé du budget.

n° 209. – Roumanie (Attitude du gouvernement face aux autorités roumaines) – Question de M. Michel Chauty.

Discussion (19 avril 1990) (p. 429, 430) :
M. Michel Chauty, Mme Edwige Avice, ministre délégué auprès du ministre des affaires étrangères.

n° 210. – Calamités et catastrophes (Sécheresse) – Question de M. Christian Bonnet.

Discussion (19 avril 1990) (p. 430) :
MM. Christian Bonnet, Henri Nallet, ministre de l'agriculture et de la forêt.

n° 211. – Limousin (région) (Désenclavement du Limousin) – Question de M. Georges Mouly.

Discussion (19 avril 1990) (p. 430, 431) :
MM. Georges Mouly, Michel Delebarre, ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer.

n° 212. – Roumanie (Campagne électorale en Roumanie) – Question de M. Louis Virapoullé.

Discussion (19 avril 1990) (p. 431, 432) :
MM. Louis Virapoullé, Michel Delebarre, ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer.

n° 213. – Politique étrangère (Situation en Lituanie) – Question de M. Louis Jung.

Discussion (17 mai 1990) (p. 929) :
MM. Louis Jung, Alain Decaux, ministre chargé de la francophonie.

n° 214. – Racisme (Examen de la proposition de loi sur le racisme) – Question de M. Ivan Renar.

Discussion (17 mai 1990) (p. 929, 930) :

MM. Ivan Renar, Jean Poperen, ministre chargé des relations avec le Parlement.

n° 215. – Politique agricole (Politique agricole française) – Question de M. Désiré Debavelaere.

Discussion (17 mai 1990) (p. 930, 932) :

MM. Désiré Debavelaere, Henri Nallet, ministre de l'agriculture et de la forêt.

n° 216. – Enseignement privé (Recrutement de l'enseignement privé) – Question de M. Philippe Adnot.

Discussion (17 mai 1990) (p. 932, 933) :

MM. Philippe Adnot, Roger Bambuck, secrétaire d'Etat chargé de la jeunesse et des sports.

n° 217. – Politique étrangère (Situation en Roumanie) – Question de M. Henri Revol.

Discussion (17 mai 1990) (p. 933, 934) :

MM. Henri Revol, Alain Decaux, ministre chargé de la francophonie.

n° 218. – Police (Retards dans la construction de locaux de police).

Discussion (17 mai 1990) (p. 934, 935) :

MM. Ernest Cartigny, Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat chargé des collectivités territoriales.

n° 219. – Elus locaux (Statut de l' élu local) – Question de M. Jacques Rocca Serra.

Discussion (17 mai 1990) (p. 935, 936) :

MM. Jacques Rocca Serra, Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat chargé des collectivités territoriales.

n° 220. – Aide alimentaire (Aide humanitaire aux pays en voie de développement) – Question de M. Xavier de Villepin.

Discussion (17 mai 1990) (p. 936, 937) :

MM. Xavier de Villepin, Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat chargé de l'action humanitaire.

n° 221. – Fonctionnaires et agents publics (Situation des salariés de la fonction publique) – Question de M. Gérard Larcher.

Discussion (17 mai 1990) (p. 937, 939) :

MM. Gérard Larcher, Michel Durafour, ministre de la fonction publique et des réformes administratives.

n° 222. – Réseau routier et autoroutier (Tracé de l'autoroute A 16 à La Courneuve) – Question de Mme Danielle Bidard-Reydet.

Discussion (17 mai 1990) (p. 939) :

Mme Danielle Bidard-Reydet, M. Michel Delebarre, ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer.

n° 223. – Enseignement (Nécessité de l'enseignement de l'histoire) – Question de M. Christian Bonnet.

Discussion (17 mai 1990) (p. 939, 940) :

MM. Christian Bonnet, Roger Bambuck, secrétaire d'Etat chargé de la jeunesse et des sports.

n° 224. – Sécurité sociale (Paiement des cotisations sociales par Renault) – Question de M. Max Lejeune.

Discussion (17 mai 1990) (p. 940) :

M. Max Lejeune, Mme Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat chargé de la famille.

n° 225. – Transfusion et transplantation d'organes (Bénévolat du don du sang) – Question de M. Franck Sérusclat.

Discussion (17 mai 1990) (p. 941) :

M. Franck Sérusclat, Mme Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat chargé de la famille.

n° 226. – Aménagement du territoire (Services publics en zones de montagne) – Question de M. Claude Mont.

Discussion (17 mai 1990) (p. 941, 942) :

MM. Claude Mont, Jacques Chérèque, ministre chargé de l'aménagement du territoire et des reconversions.

n° 227. – Anciens combattants et victimes de guerre (Emission de télévision irrespectueuse pour les anciens combattants) – Question de M. Auguste Cazalet.

Discussion (17 mai 1990) (p. 942, 943) :

MM. Auguste Cazalet, Jean Poperen, ministre chargé des relations avec le Parlement.

n° 228. – Elections (Réforme de certains scrutins) – Question de M. Henri de Raincourt.

Discussion (17 mai 1990) (p. 943) :

MM. Henri de Raincourt, Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat chargé des collectivités territoriales.

n° 229. – Vienne (département) (Difficultés du centre de vie de la Vienne) – Question de M. Guy Robert.

Discussion (17 mai 1990) (p. 943, 944) :

M. Guy Robert, Mme Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat chargé de la famille.

n° 230. – Gendarmerie nationale (Réduction des astreintes de la gendarmerie) – Question de M. Louis Moinard.

Discussion (17 mai 1990) (p. 944) :

MM. Louis Moinard, Gérard Renon, secrétaire d'Etat à la défense.

n° 231. – Politique étrangère (Position du Gouvernement face aux événements de Roumanie) – Question de M. Serge Vinçon.

Discussion (21 juin 1990) (p. 1938, 1939) :

M. Serge Vinçon, Mme Edwige Avice, ministre chargé des affaires étrangères.

n° 232. – Radiodiffusion et télévision (Situation de l'audiovisuel public et de la société française de production) – Question de M. Ivan Renar.

Discussion (21 juin 1990) (p. 1939, 1940) :

M. Ivan Renar, Mme Catherine Tasca, ministre chargé de la communication.

n° 233. – Etablissements pénitentiaires (Programme de places de détention supplémentaires) – Question de M. Jean Grandon.

Discussion (21 juin 1990) (p. 1940, 1941) :

MM. Jean Grandon, Pierre Arpaillange, ministre de la justice.

n° 234. – Décentralisation (Politique scolaire) – Question de M. Jean-Claude Gaudin.

Discussion (21 juin 1990) (p. 1941, 1943) :

MM. Jean-Claude Gaudin, Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale.

n° 235. – Aménagement du territoire (Petites et moyennes industries en milieu rural et programme autoroutier) – Question de M. Georges Mouly.

Discussion (21 juin 1990) (p. 1943) :

MM. Georges Mouly, Jacques Chérèque, ministre chargé de l'aménagement du territoire et des reconversions.

n° 236. – Enseignement (Développement de l'éducation civique) – Question de M. Guy Allouche.

Discussion (21 juin 1990) (p. 1943, 1945) :

MM. Guy Allouche, Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale.

n° 237. – Transports ferroviaires (TGV est) – Question de MM. Daniel Hoeffel et Hubert Haenel.

Discussion (21 juin 1990) (p. 1945, 1946) :

MM. Daniel Hoeffel, Hubert Haenel, Georges Sarre, secrétaire d'Etat chargé des transports routiers et fluviaux.

n° 238. – Départements d'outre-mer (DOM) (Désenclavement aérien des départements d'outre-mer) – Question de M. Henri Bangou.

Discussion (21 juin 1990) (p. 1946, 1947) :

MM. Henri Bangou, Louis Le Penec, ministre des départements et territoires d'outre-mer.

n° 239. – Enseignement (Enseignements religieux et éthiques) – Question de M. Bernard Seillier.

Discussion (21 juin 1990) (p. 1947, 1948) :

MM. Bernard Seillier, Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale.

n° 240. – Déchets (Utilisation des décharges contrôlées) – Question de M. Louis Brives.

Discussion (21 juin 1990) (p. 1948, 1949) :

MM. Louis Brives, Brice Lalonde, secrétaire d'Etat chargé de l'environnement.

n° 241. – Défense nationale (Accords de défense entre la France et huit pays africains) – Question de M. Guy Penne.

Discussion (21 juin 1990) (p. 1949, 1950) :

M. Guy Penne, Mme Edwige Avice, ministre chargé des affaires étrangères.

n° 242. – Immigration (Attestations d'accueil et immigration clandestine) – Question de M. Paul Alduy.

Discussion (21 juin 1990) (p. 1950, 1951) :

MM. Paul Alduy, Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat chargé des collectivités territoriales.

n° 243. – Islam (Montée de l'intégrisme algérien) – Question de Mme Nelly Rodi.

Discussion (21 juin 1990) (p. 1951) :

Mmes Nelly Rodi, Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat, chargé de la famille.

n° 244. – Responsabilité pénale (Accident d'un hélicoptère de la sécurité civile) – Question de M. Jean-Pierre Tizon.

Discussion (21 juin 1990) (p. 1951, 1952) :

MM. Jean-Pierre Tizon, Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat chargé des collectivités territoriales.

n° 245. – Elevage (Crise des secteurs ovin et bovin) – Question de M. Michel Moreigne.

Discussion (21 juin 1990) (p. 1952, 1953) :

MM. Michel Moreigne, Jean Poperen, ministre chargé des relations avec le Parlement.

n° 246. – Agriculture (Situation de l'agriculture) – Question de M. Jacques Machet.

Discussion (21 juin 1990) (p. 1953, 1954) :

MM. Jacques Machet, Jean Poperen, ministre chargé des relations avec le Parlement.

n° 247. – Entreprises (fiscalité) (Extension du crédit d'impôt recherche) – Question de M. Christian Poncelet.

Discussion (21 juin 1990) (p. 1954, 1955) :

MM. Christian Poncelet, Jean Poperen, ministre chargé des relations avec le Parlement.

n° 248. – Transports (Liaisons ferroviaires et routières Pyrénées-Espagne) – Question de M. Jacques Moutet.

Discussion (21 juin 1990) (p. 1955, 1956) :

MM. Jacques Moutet, Georges Sarre, secrétaire d'Etat chargé des transports routiers et fluviaux.

n° 249. – Environnement (Problèmes d'environnement) – Question de M. Pierre Dumas.

Discussion (21 juin 1990) (p. 1956, 1957) :

MM. Pierre Dumas, Brice Lalonde, secrétaire d'Etat chargé de l'environnement et de la prévention des risques technologiques et naturels majeurs.

n° 250. – Montagne (Conséquences du manque de neige) – Question de M. Marcel Lesbros.

Discussion (21 juin 1990) (p. 1957, 1958) :

MM. Marcel Lesbros, Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat chargé des collectivités territoriales.

n° 251. – Gouvernement (Choix du ministre délégué à la santé) – Question de Mme Hélène Luc.

Discussion (18 octobre 1990) (p. 2892, 2893) :

Mme Hélène Luc, M. Michel Rocard, Premier ministre.

n° 252. – Moyen-Orient (Situation des otages en Irak, au Koweït et au Liban) – Question de M. Jacques Habert.

Discussion (18 octobre 1990) (p. 2893, 2894) :

MM. Jacques Habert, Thierry de Beaucé, secrétaire d'Etat chargé des relations culturelles internationales.

n° 253. – Forêts (incendies) (Incendies de forêts) – Question de M. Maurice Arreckx.

Discussion (18 octobre 1990) (p. 2894, 2895) :

MM. Maurice Arreckx, Philippe Marchand, ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur.

n° 254. – Etablissements d'enseignement (Violences dans les établissements scolaires) – Question de M. Ernest Cartigny.

Discussion (18 octobre 1990) (p. 2895, 2897) :

MM. Ernest Cartigny, Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale.

n° 255. – Ecoles maternelles et primaires (Sort des écoles maternelles) – Question de M. Gérard Delfau.

Discussion (18 octobre 1990) (p. 2897) :

MM. Gérard Delfau, Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale.

n° 256. – Train à grande vitesse (TGV) (TGV Est) – Question de M. Daniel Hoëffel.

Discussion (18 octobre 1990) (p. 2897, 2898) :

MM. Daniel Hoëffel, Michel Delebarre, ministre de l'équipement.

n° 257. – Justice (Fonctionnement de la justice) – Question de M. Paul Masson.

Discussion (18 octobre 1990) (p. 2898, 2900) :

MM. Paul Masson, Henri Nallet, ministre de la justice.

n° 258. – Jeunesse (Besoins de sécurité et de formation de la jeunesse) – Question de Mme Danielle Bidard-Reydet.

Discussion (18 octobre 1990) (p. 2900, 2901) :

Mme Danielle Bidard-Reydet, M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale.

n° 259. – Universités (Rentrée universitaire) – Question de M. Jean-Pierre Fourcade.

Discussion (18 octobre 1990) (p. 2901, 2902) :

MM. Jean-Pierre Fourcade, Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale.

n° 260. – Code de procédure pénale (Réforme du code de procédure pénale) – Question de M. François Lesein.

Discussion (18 octobre 1990) (p. 2902, 2903) :

MM. François Lesein, Georges Kiejman, ministre délégué auprès du ministre de la justice.

n° 261. – Forêts (incendies) (Incendies de forêts) – Question de M. Robert-Paul Vigouroux.

Discussion (18 octobre 1990) (p. 2903, 2904) :

MM. Robert-Paul Vigouroux, Louis Mermaz, ministre de l'agriculture.

n° 262. – Liberia (Français au Liberia) – Question de M. Jean-Pierre Cantegrit.

Discussion (18 octobre 1990) (p. 2904, 2905) :

MM. Jean-Pierre Cantegrit, Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire.

n° 263. – Train à grande vitesse (TGV) (Construction du TGV) – Question de M. Henri Collette.

Discussion (18 octobre 1990) (p. 2905, 2906) :

MM. Henri Collette, Michel Delebarre, ministre de l'équipement.

n° 264. – Liban (Initiatives de la France au Liban) – Question de M. Bernard Seillier.

Discussion (18 octobre 1990) (p. 2906, 2907) :

MM. Bernard Seillier, Thierry de Beaucé, secrétaire d'Etat chargé des relations culturelles internationales.

n° 265. – Permis de conduire (Problèmes du retrait des permis de conduire) – Question de M. Michel Dreyfus-Schmidt.

Discussion (18 octobre 1990) (p. 2907) :

MM. Michel Dreyfus-Schmidt, Georges Kiejman, ministre délégué auprès du ministre de la justice.

n° 266. – Télévision (chaînes) (Suppression d'émissions dialectales sur FR3 Alsace) – Question de M. Marcel Rudloff.

Discussion (18 octobre 1990) (p. 2907, 2908) :

M. Marcel Rudloff, Mme Catherine Tasca, ministre chargé de la communication.

n° 267. – Enseignement primaire (Grève dans l'enseignement primaire à Wallis) – Question de M. Sosefo Makapé Papilio.

Discussion (18 octobre 1990) (p. 2908, 2909) :

MM. Sosefo Makapé Papilio, Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale.

n° 268. – Violence (Violence contre les Touaregs) – Question de M. Paul Loridant.

Discussion (18 octobre 1990) (p. 2909) :

MM. Paul Loridant, Thierry de Beaucé, secrétaire d'Etat chargé des relations culturelles internationales.

n° 269. – Assurances (Contrats d'assurance) – Question de M. Alphonse Arzel.

Discussion (18 octobre 1990) (p. 2909, 2910) :

M. Alphonse Arzel, Mme Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat chargé de la consommation.

n° 270. – Assurance maladie maternité (Grève de la caisse d'assurance maladie de l'Essonne) – Question de M. Jean-Jacques Robert.

Discussion (18 octobre 1990) (p. 2910, 2911) :

MM. Jean-Jacques Robert, Bruno Durieux, ministre chargé de la santé.

n° 271. – Lycées (Manifestations des lycéens) – Question de M. Hubert Durand-Chastel.

Discussion (15 novembre 1990) (p. 3446, 3448) :

MM. Hubert Durand-Chastel, Robert Chapuis, secrétaire d'Etat à l'enseignement technique.

n° 272. – Maroc (Difficultés diplomatiques et campagnes médiatiques) – Question de M. Guy Cabanel.

Discussion (15 novembre 1990) (p. 3448, 3449) :

MM. Guy Cabanel, Thierry de Beaucé, secrétaire d'Etat aux relations internationales.

n° 273. – Lycées (Crise lycéenne) – Question de M. Ernest Cartigny.

Discussion (15 novembre 1990) (p. 3449, 3450) :

MM. Ernest Cartigny, Robert Chapuis, secrétaire d'Etat à l'enseignement technique.

n° 274. – Education (Plan d'urgence pour l'éducation) – Question de M. Franck Sérusclat.

Discussion (15 novembre 1990) (p. 3450, 3451) :

MM. Franck Sérusclat, Robert Chapuis, secrétaire d'Etat à l'enseignement technique.

n° 275. – Education (Evénements du 12 novembre) – Question de M. Pierre Vallon.

Discussion (15 novembre 1990) (p. 3451, 3452) :

MM. Pierre Vallon, Robert Chapuis, secrétaire d'Etat à l'enseignement technique.

n° 276. – Ordre public (Manifestation du 12 novembre) – Question de M. Jean Chérioux.

Discussion (15 novembre 1990) (p. 3453, 3454) :

MM. Jean Chérioux, Pierre Joxe, ministre de l'intérieur.

n° 277. – Lycées (Mesures annoncées en faveur des lycéens) – Question de Mme Hélène Luc.

Discussion (15 novembre 1990) (p. 3455, 3456) :

Mme Hélène Luc, M. Robert Chapuis, secrétaire d'Etat à l'enseignement technique.

n° 278. – Ordre public (Violence et sécurité des personnes et des biens) – Question de M. Jean Chérioux.

Discussion (15 novembre 1990) (p. 3456, 3457) :

MM. Jean Clouet, Pierre Joxe, ministre de l'intérieur.

n° 279. – Sécurité routière (Sécurité routière et alcoolémie) – Question de M. Jacques Bimbenet.

Discussion (15 novembre 1990) (p. 3458) :

MM. Jacques Bimbenet, Georges Sarre, secrétaire d'Etat aux transports routiers.

n° 280. – Banlieues (Situation dans les grands ensembles) – Question de M. André Delelis.

Discussion (15 novembre 1990) (p. 3458, 3459) :

MM. André Delelis, Michel Delebarre, ministre de l'équipement.

n° 281. – Réfugiés et apatrides (Situation des réfugiés vietnamiens) – Question de M. Claude Huriet.

Discussion (15 novembre 1990) (p. 3459, 3461) :

M. Claude Huriet, Mme Edwige Avice, ministre chargé des affaires étrangères.

n° 282. – Lycées (Situation dans les lycées) – Question de M. Adrien Gouteyron.

Discussion (15 novembre 1990) (p. 3461, 3462) :

MM. Adrien Gouteyron, Robert Chapuis, secrétaire d'Etat à l'enseignement technique.

n° 283. – Politique étrangère (Situation dans le Golfe) – Question de M. Charles Lederman.

Discussion (15 novembre 1990) (p. 3462, 3463) :

M. Charles Lederman, Mme Edwige Avice, ministre chargé des affaires étrangères.

n° 284. – Sécurité routière (Hécatombe de la jeunesse sur les routes) – Question de M. Jean Roger.

Discussion (15 novembre 1990) (p. 3463) :

MM. Jean Roger, Pierre Joxe, ministre de l'intérieur.

n° 285. – Ordre public (Manifestation du 12 novembre) – Question de M. Guy Allouche.

Discussion (15 novembre 1990) (p. 3463, 3464) :

MM. Guy Allouche, Pierre Joxe, ministre de l'intérieur.

n° 286. – Liban (Avenir du Liban).

Discussion (15 novembre 1990) (p. 3465, 3466) :

MM. Edouard Le Jeune, Thierry de Beaucé, secrétaire d'Etat aux relations culturelles internationales.

n° 287. – Réseau routier et autoroutier (R.N. 126 Castres-Toulouse) – Question de M. Louis Brives.

Discussion (15 novembre 1990) (p. 3466) :

MM. Louis Brives, Michel Delebarre, ministre de l'équipement.

n° 288. – Collectivités territoriales d'outre-mer (Défiscalisation des investissements dans les départements et territoires d'outre-mer) – Question de M. Rodolphe Désiré.

Discussion (15 novembre 1990) (p. 3487) :

MM. Rodolphe Désiré, Jean Poperen, ministre chargé des relations avec le Parlement.

n° 289. – Transports ferroviaires (Liaison ferroviaire Caen-Rennes) – Question de M. Jean-Pierre Tizon (13 décembre 1990) (p. 5041).

Discussion (13 décembre 1990) (p. 5041, 5042) :

MM. Jean-Pierre Tizon, Georges Sarre, secrétaire d'Etat chargé des transports routiers et fluviaux.

n° 290. – Déchets (Problème des déchets radioactifs) – Question de M. Paul Girod (13 décembre 1990) (p. 5042).

Discussion (13 décembre 1990) (p. 5042, 5043) :

MM. Paul Girod, Michel Rocard, premier ministre.

n° 291, n° 292, n° 293. – Radiodiffusion et télévision (Situation à FR3) – Questions de MM. Guy Allouche, Jean-François Legrand, Ivan Renar (13 décembre 1990) (p. 5043).

Discussion (13 décembre 1990) (p. 5043, 5045) :

MM. Guy Allouche, Jean-François Le Grand, Ivan Renar, Mme Catherine Tasca, ministre chargé de la communication.

n° 294. – Défense (Envoi de troupes françaises supplémentaires dans le Golfe) – Question de M. René Monory (13 décembre 1990) (p. 5045).

Discussion (13 décembre 1990) (p. 5045, 5046) :

MM. René Monory, Jean-Pierre Chevènement, ministre de la défense.

n° 295. – Justice (Justice à Pointe-à-Pitre) – Question de M. Henri Bangou (13 décembre 1990) (p. 5046).

Discussion (13 décembre 1990) (p. 5046, 5047) :

MM. Henri Bangou, Henri Nallet, ministre de la justice.

n° 296. – Aménagement du territoire (Moyens de communication de la région Nord-Pas-de-Calais) – Question de M. Jean-Paul Bataille (13 décembre 1990) (p. 5047).

Discussion (13 décembre 1990) (p. 5047, 5048) :

MM. Jean-Paul Bataille, Georges Sarre, secrétaire d'Etat chargé des transports routiers et fluviaux.

n° 297. – Entreprises (Financement de certains services d'aide à la création d'entreprises) – Question de M. Georges Mouly (13 décembre 1990) (p. 5048).

Discussion (13 décembre 1990) (p. 5048, 5049) :

MM. Georges Mouly, Jean Poperen, ministre chargé des relations avec le Parlement.

n° 298. – Transports aériens (Suppression par Air France des liaisons au départ des villes de province) – Question de M. Jacques Rocca Serra (13 décembre 1990) (p. 5049).

Discussion (13 décembre 1990) (p. 5049, 5050) :

MM. Jacques Rocca Serra, Georges Sarre, secrétaire d'Etat chargé des transports routiers et fluviaux.

n° 299, n° 300, n° 301. – Agriculture (Négociations du GATT) – Questions de MM. Yves Guéna, Jean Grandon, Guy Robert (13 décembre 1990) (p. 5050).

Discussion (13 décembre 1990) (p. 5050, 5052) :

MM. Yves Guéna, Jean Grandon, Guy Robert, Louis Mermaz, ministre de l'agriculture.

n° 302, n° 303. – Automobiles (Industrie) (Renault et l'Europe de l'Est – Choix de Volkswagen comme partenaire de Skoda) – Questions de M. Jean-Paul Chambriard et de Mme Marie-Fanny Gournay (13 décembre 1990) (p. 5052).

Discussion (13 décembre 1990) (p. 5052, 5054) :

M. Jean-Paul Chambriard, Mme Marie-Fanny Gournay, M. Jean Poperen, ministre chargé des relations avec le Parlement.

n° 304. – Sapeurs-pompiers (Situation des sapeurs-pompiers bénévoles) – Question de M. François Autain (13 décembre 1990) (p. 5054).

Discussion (13 décembre 1990) (p. 5054, 5055) :

MM. François Autain, Philippe Marchand, ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur.

n° 305. – Relations internationales (Sommet de Rome) – Question de M. Marcel Daunay (13 décembre 1990) (p. 5055).

Discussion (13 décembre 1990) (p. 5055) :

MM. Marcel Daunay, Jean Poperen, ministre chargé des relations avec le Parlement.

n° 306. – Déchets (Problème des déchets radioactifs) – Question de M. Michel Moreigne (13 décembre 1990) (p. 5056).

Discussion (13 décembre 1990) (p. 5056) :

MM. Michel Moreigne, François Doubin, ministre chargé du commerce et de l'artisanat.

n° 307. – Traités et conventions (Convention sur l'Antarctique) – Question de M. Alphonse Arzel (13 décembre 1990) (p. 5056).

Discussion (13 décembre 1990) (p. 5056, 5057) :

MM. Alphonse Arzel, François Doubin, ministre chargé du commerce et de l'artisanat.

Questions orales avec débat

n° 75. – Education physique et sportive (EPS) (Développement de l'éducation physique et sportive) – Question de Mme Hélène Luc (10 octobre 1989) (p. 2497).

Discussion (11 mai 1990) (p. 800, 804) :

Mme Hélène Luc, M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale.

Budget : *Luc (Hélène)* (p. 802).

Conseillers pédagogiques : *Jospin (Lionel)* (p. 803).

Education : *Jospin (Lionel)* (p. 803) ; *Luc (Hélène)* (p. 800).

Enseignement (horaires) : *Jospin (Lionel)* (p. 802) ; *Luc (Hélène)* (p. 801 ; 802 ; 804).

Equipements sportifs : *Jospin (Lionel)* (p. 803) ; *Luc (Hélène)* (p. 801 ; 803 ; 804).

Professeurs d'éducation physique et sportive (formation) : *Jospin (Lionel)* (p. 802 ; 803) ; *Luc (Hélène)* (p. 801 ; 802 ; 804).

Santé : *Luc (Hélène)* (p. 800).

Toxicomanie : *Luc (Hélène)* (p. 800).

Union nationale du sport scolaire (UNSS) : *Luc (Hélène)* (p. 801).

n° 92. – Médecine scolaire (Difficultés de la médecine scolaire) – Question de M. François Lesein (10 avril 1990) (p. 203).

Discussion (11 mai 1990) (p. 797, 800) :

MM. François Lesein, Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale ; Mme Hélène Luc.

Education nationale (ministère) : *Jospin (Lionel)* (p. 799) ; *Lesein (François)* (p. 797).

Infirmiers : *Jospin (Lionel)* (p. 799).

Médecins scolaires (effectifs) : *Lesein (François)* (p. 797) ; *Luc (Hélène)* (p. 798).

Médecins scolaires (statut) : *Jospin (Lionel)* (p. 799) ; *Lesein (François)* (p. 797) ; *Luc (Hélène)* (p. 798).

Prévention médicale : *Jospin (Lionel)* (p. 799 ; 800) ; *Lesein (François)* (p. 797) ; *Luc (Hélène)* (p. 798 ; 799).

Salaires, traitements et indemnités : *Lesein (François)* (p. 797).

Santé (ministère) : *Jospin (Lionel)* (p. 799) ; *Lesein (François)* (p. 797).

Toxicomanie : *Jospin (Lionel)* (p. 799) ; *Luc (Hélène)* (p. 798 ; 799).

n° 99. – Textiles (industrie) – Question de M. Maurice Schumann (8 juin 1990) (p. 1438).

Discussion (23 octobre 1990) (p. 2935, 2951) – Commune avec les questions :

n° 116 de M. Christian Poncelet (**Difficultés de l'industrie textile**) (11 octobre 1990) (p. 2704).

n° 97 de M. Louis Brives (**Situation de l'industrie textile dans la région Midi-Pyrénées**) (6 juin 1990) (p. 1340).

n° 117 de Mme Marie-Claude Beaudeau (**Mesures envisagées pour développer la haute couture française**) (16 octobre 1990) (p. 2839).

n° 120 de M. Roland Grimaldi (**Situation de l'industrie textile**) (16 octobre 1990) (p. 2840).

n° 121 de M. André Diligent (**Développement des industries françaises du textile et de l'habillement**) (16 octobre 1990) (p. 2840).

n° 122 de M. Ivan Renar (**Problèmes de l'industrie textile**) (23 octobre 1990) (p. 2934) :

MM. Maurice Schumann, Christian Poncelet, Louis Brives, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Roland Grimaldi, Ivan Renar, Pierre Lacour, François Delga, Germain Authié, Roger Fauroux, ministre de l'industrie.

Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) : *Fauroux (Roger)* (p. 2950) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 2941) ; *Lacour (Pierre)* (p. 2944) ; *Poncelet (Christian)* (p. 2936 ; 2950) ; *Schumann (Maurice)* (p. 2935 ; 2950).

Accords internationaux : *Lacour (Pierre)* (p. 2944) ; *Renar (Ivan)* (p. 2942).

Apprentissage : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 2939 ; 2940).

Capitalisme : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 2941).

Commerce extérieur : *Brives (Louis)* (p. 2938) ; *Renar (Ivan)* (p. 2942) ; *Schumann (Maurice)* (p. 2935).

Commerce international : *Poncelet (Christian)* (p. 2937).

Communauté économique européenne (CEE) : *Brives (Louis)* (p. 2938) ; *Fauroux (Roger)* (p. 2946) ; *Schumann (Maurice)* (p. 2936).

Concurrence déloyale : *Brives (Louis)* (p. 2938) ; *Fauroux (Roger)* (p. 2947).

Concurrence internationale : *Brives (Louis)* (p. 2938) ; *Lacour (Pierre)* (p. 2943 ; 2944).

Cotisations sociales : *Fauroux (Roger)* (p. 2947).

Création littéraire et artistique : *Fauroux (Roger)* (p. 2947).

Distribution commerciale : *Lacour (Pierre)* (p. 2943).

Emploi : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 2940) ; *Lacour (Pierre)* (p. 2943) ; *Renar (Ivan)* (p. 2941).

Entreprises (financement) : *Fauroux (Roger)* (p. 2949).

Entreprises (fiscalité) : *Brives (Louis)* (p. 2938 ; 2939) ; *Delga (François)* (p. 2944) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 2941) ; *Poncelet (Christian)* (p. 2936 ; 2949) ; *Schumann (Maurice)* (p. 2935 ; 2936).

Entreprises (petites et moyennes) (PME) : *Brives (Louis)* (p. 2939) ; *Delga (François)* (p. 2944).

Fonds d'intervention pour l'aménagement du territoire (FIAT) : *Authié (Germain)* (p. 2945) ; *Fauroux (Roger)* (p. 2948).

Fonds européen de développement régional (FEDER) : *Authié (Germain)* (p. 2945) ; *Fauroux (Roger)* (p. 2948).

Fonds interministériel de développement et d'aménagement rural (FIDAR) : *Authié (Germain)* (p. 2945) ; *Fauroux (Roger)* (p. 2948).

Formation professionnelle : *Authié (Germain)* (p. 2945) ; *Brives (Louis)* (p. 2938) ; *Fauroux (Roger)* (p. 2947) ; *Renar (Ivan)* (p. 2942).

Fraudes et falsifications : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 2940) ; *Brives (Louis)* (p. 2937) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 2941).

Importations : *Fauroux (Roger)* (p. 2950).

Industrie textile : *Brives (Louis)* (p. 2937) ; *Delga (François)* (p. 2944) ; *Fauroux (Roger)* (p. 2946 ; 2951) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 2941) ; *Lacour (Pierre)* (p. 2943) ; *Poncelet (Christian)* (p. 2936) ; *Renar (Ivan)* (p. 2941 ; 2942) ; *Schumann (Maurice)* (p. 2935).

Industrie textile (délégués textiles) : *Fauroux (Roger)* (p. 2947).

Industrie textile (mode) : *Fauroux (Roger)* (p. 2946).

Investissements : *Lacour (Pierre)* (p. 2943).

Midi-Pyrénées (région) : *Authié (Germain)* (p. 2944) ; *Brives (Louis)* (p. 2937) ; *Fauroux (Roger)* (p. 2948).

Négociations collectives : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 2940).

Nord-Pas-de-Calais (région) : *Grimaldi (Roland)* (p. 2941) ; *Renar (Ivan)* (p. 2941).

Organisation internationale du travail (OIT) : *Grimaldi (Roland)* (p. 2941).

Pays en voie de développement (PVD) : *Lacour (Pierre)* (p. 2944).

Plan de sauvegarde et de mise en valeur : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 2941).

Plan textile : *Brives (Louis)* (p. 2938) ; *Poncelet (Christian)* (p. 2937).

Politique économique et sociale : *Renar (Ivan)* (p. 2942).

Pouvoir d'achat : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 2941).

Prélèvements obligatoires : *Fauroux (Roger)* (p. 2949) ; *Lacour (Pierre)* (p. 2944).

Primes d'aménagement du territoire (PAT) : *Fauroux (Roger)* (p. 2948 ; 2949).

Profits : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 2940).

Recherche industrielle : *Delga (François)* (p. 2944) ; *Fauroux (Roger)* (p. 2946) ; *Renar (Ivan)* (p. 2942).

Reconversion industrielle : *Authié (Germain)* (p. 2945) ; *Fauroux (Roger)* (p. 2946 ; 2948).

Sociétés multinationales : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 2940).

Tarn (département) : *Delga (François)* (p. 2944).

Taxes parafiscales : *Fauroux (Roger)* (p. 2951).

Technologies nouvelles : *Fauroux (Roger)* (p. 2945).

Textile (industrie) (haute couture) : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 2939 ; 2940).

n° 102. – Veuvage (Inquiétudes manifestées par les associations de veuves civiles au sujet du devenir de l'assurance veuvage) – Question de M. Jean Cluzel (13 juin 1990) (p. 1595).

Discussion (12 octobre 1990) (p. 2746, 2755) – Commune avec les questions :

n° 103 de M. Roland Grimaldi (**Situation financière du fonds national d'assurance veuvage**) (14 juin 1990) (p. 1668).

n° 104 de M. Henri Belcour (**Droits du conjoint survivant**) (14 juin 1990) (p. 1668).

n° 105 de M. Pierre Louvot (**Droits à l'assurance maladie des veuves mères de famille**) (14 juin 1990) (p. 1668).

n° 106 de M. Georges Mouly (**Réglementation des pensions de réversion**) (15 juin 1990) (p. 1738).

n° 107 de Mme Marie-Claude Beaudéau (**Amélioration et conditions d'attribution de l'assurance veuvage et des pensions de réversion**) (20 juin 1990) (p. 1925).

n° 109 de M. Claude Huriet (**Réglementation des pensions de réversion**) (25 juin 1990) (p. 2074) :

MM. Jean Cluzel, Roland Grimaldi, Jean Simonin, Mme Marie-Claude Beaudéau, M. Claude Evin, ministre des affaires sociales.

Allocation veuvage : *Beaudéau (Marie-Claude)* (p. 2753) ; Voir aussi Assurance veuvage.

Allocation veuvage (bénéficiaires) : *Grimaldi (Roland)* (p. 2749).

Allocation veuvage (conditions d'attribution) : *Evin (Claude)* (p. 2757) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 2749).

Associations de veuves : *Beaudéau (Marie-Claude)* (p. 2758) ; *Cluzel (Jean)* (p. 2758).

Assurance veuvage : *Beaudéau (Marie-Claude)* (p. 2753) ; *Cluzel (Jean)* (p. 2747, 2748) ; Voir aussi Allocation veuvage.

Assurance veuvage (bénéficiaires) : *Cluzel (Jean)* (p. 2750).

Assurance vie : *Beaudéau (Marie-Claude)* (p. 2752).

Assurance vieillesse : *Cluzel (Jean)* (p. 2755) ; *Evin (Claude)* (p. 2756).

Concubinage : *Beaudéau (Marie-Claude)* (p. 2754).

Emploi : *Cluzel (Jean)* (p. 2748) ; *Evin (Claude)* (p. 2756).

Fonds national d'assurance veuvage : *Beaudéau (Marie-Claude)* (p. 2753) ; *Cluzel (Jean)* (p. 2748) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 2748).

Fonds national de solidarité (allocation) : *Grimaldi (Roland)* (p. 2751).

Groupe d'étude des problèmes du veuvage : *Cluzel (Jean)* (p. 2747) ; *Evin (Claude)* (p. 2755).

Insertion sociale : *Cluzel (Jean)* (p. 2748) ; *Evin (Claude)* (p. 2756).

« Livre blanc » sur les retraites : *Evin (Claude)* (p. 2755) ; *Simonin (Jean)* (p. 2749).

Logement : *Beaudéau (Marie-Claude)* (p. 2753).

Mères de famille : *Beaudéau (Marie-Claude)* (p. 2752, 2753) ; *Cluzel (Jean)* (p. 2750) ; *Simonin (Jean)* (p. 2750).

Mère de famille (statut social) : *Cluzel (Jean)* (p. 2747 ; 2750).

Minimum vieillesse : *Grimaldi (Roland)* (p. 2751).

Mortalité (masculine) : *Evin (Claude)* (p. 2755).

Pensions de réversion : *Beaudéau (Marie-Claude)* (p. 2753) ; *Cluzel (Jean)* (p. 2750) ; *Evin (Claude)* (p. 2755 ; 2756) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 2748 ; 2750 ; 2751) ; *Simonin (Jean)* (p. 2749).

Pensions de réversion (taux) : *Beaudéau (Marie-Claude)* (p. 2753) ; *Cluzel (Jean)* (p. 2754) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 2751).

Pensions et retraites (cumul) : *Cluzel (Jean)* (p. 2754) ; *Grimaldi (Roland)* (p. 2751).

Prestations familiales : *Evin (Claude)* (p. 2756).

Prestations sociales : *Evin (Claude)* (p. 2756).

Protection sociale : *Cluzel (Jean)* (p. 2747) ; *Evin (Claude)* (p. 2756 ; 2757).

Protection sociale complémentaire : *Evin (Claude)* (p. 2756).

Retraite (régimes de rattachement) : *Grimaldi (Roland)* (p. 2751).

Retraites : *Cluzel (Jean)* (p. 2754).

Retraite (régimes complémentaires) : *Evin (Claude)* (p. 2755) ; *Simonin (Jean)* (p. 2749).

Revenu minimum d'insertion (RMI) : *Cluzel (Jean)* (p. 2748 ; 2757) ; *Evin (Claude)* (p. 2756).

Veuvage (comparaisons européennes) : *Beaudéau (Marie-Claude)* (p. 2753) ;.

Veuvage (données chiffrées) : *Beaudéau (Marie-Claude)* (p. 2752).

Veuvage féminin : *Beaudéau (Marie-Claude)* (p. 2752) ; *Cluzel (Jean)* (p. 2747 ; 2757).

Veuvage féminin (ressources) : *Beaudéau (Marie-Claude)* (p. 2752).

Questions orales sans débat

Voir *Allocutions et communications*, 11
Rappels au règlement, 28

n° 113. – **Fiscalité (Mesures destinées à assurer un remboursement immédiat de la TVA aux collectivités territoriales)** – Question de M. Louis Virapoullé (2 octobre 1989) (p. 2438).

Discussion (20 avril 1990) (p. 467, 468) :

M. Michel Charasse, ministre chargé du budget ; M. Louis Virapoullé.

n° 116. – **Intérieur (Regroupement des élections régionales et cantonales)** – Question de M. Michel Souplet (4 octobre 1989) (p. 2444).

Discussion (6 avril 1990) (p. 151, 152) :

MM. Jacques Mellick, ministre chargé de la mer ; Michel Souplet.

n° 119. – **Coopération intercommunale (Intentions du Gouvernement en matière de regroupement de communes)** – Question de M. Henri Le Breton (5 octobre 1989) (p. 2453).

Discussion (22 juin 1990) (p. 2021, 2022) :

Mme Catherine Tasca, ministre chargé de la communication ; M. Henri Le Breton.

n° 127. – **Départements d'outre-mer (DOM) (Application de la loi sur le littoral dans les départements d'outre-mer)** – Question de M. Roger Lise (13 octobre 1989).

Discussion (27 avril 1990) (p. 613) :

MM. Pierre Arpaillange, ministre de la justice ; Roger Lise.

n° 156. – **Intérieur (Changement de nom de la rue Bachaga-Boualem à Longjumeau (Essonne))** – Question de M. Jean-Pierre Camoin (15 novembre 1989) (p. 3351).

Discussion (6 avril 1990) (p. 152, 153) :

MM. Jacques Mellick, ministre chargé de la mer ; Jean-Pierre Camoin.

n° 163. – **Alcoolisme (Création d'unités spécifiques de traitement de la maladie alcoolique dans les centres hospitaliers)** – Question de Mme Marie-Claude Beaudéau (23 novembre 1989) (p. 3716).

Discussion (6 avril 1990) (p. 155, 157) :

M. Jacques Mellick, ministre chargé de la mer ; Mme Marie-Claude Beaudéau.

n° 165. – **Mer et littoral (Sauvegarde des mammifères marins)** – Question de M. Jean-Jacques Robert (23 novembre 1989) (p. 3716).

Discussion (6 avril 1990) (p. 157, 158):

MM. Jacques Mellick, ministre chargé de la mer; Jean-Jacques Robert.

n° 167. – Anciens combattants et victimes de guerre (Situation des anciens combattants d'Afrique du Nord) – Question de M. Claude Prouvoeur (18 avril 1990) (p. 393).

Discussion (20 avril 1990) (p. 468, 471):

M. André Méric, secrétaire d'Etat chargé des anciens combattants; M. Claude Prouvoeur.

n° 171. – Equipement (Tracé de l'autoroute A16 dans le Val-d'Oise) – Question de Mme Marie-Claude Beaudou (30 novembre 1989) (p. 4195).

Discussion (6 avril 1990) (p. 153, 154):

M. Jacques Mellick, ministre chargé de la mer; Mme Marie-Claude Beaudou.

n° 176. – Sécurité civile (Insécurité dans les trains de banlieue) – Question de M. Jean-Jacques Robert (*J.O.* Questions du 15 février 1990) (p. 299).

Discussion (6 avril 1990) (p. 154, 155):

MM. Jacques Mellick, ministre chargé de la mer; Jean-Jacques Robert.

n° 178. – Education (Situation du service public d'éducation dans le Val-d'Oise) – Question de Mme Marie-Claude Beaudou (*J.O.* Questions du 29 mars 1990) (p. 641).

Discussion (6 avril 1990) (p. 149, 151):

M. Jacques Mellick, ministre chargé de la mer; Mme Marie-Claude Beaudou.

n° 181. – Justice (Renforcement des sanctions pénales relatives à la création et au trafic de fausses cartes bancaires) – Question de M. Paul Loricant (2 avril 1990) (p. 12).

Discussion (27 avril 1990) (p. 611, 613):

MM. Pierre Arpaillange, ministre de la justice; Paul Loricant.

n° 182. – Forêts (incendies) (Mesures relatives à la prévention des feux de forêt) – Question de M. Louis Minetti (6 avril 1990) (p. 159).

Discussion (11 mai 1990) (p. 793, 797):

MM. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur; Louis Minetti.

n° 183. – Agriculture (Perception d'une taxe sur les eaux d'irrigation par l'agence de bassin Rhône-Méditerranée-Corse) – Question de M. Louis Minetti (6 avril 1990) (p. 159).

Discussion (11 mai 1990) (p. 792, 793):

MM. Brice Lalonde, ministre chargé de l'environnement; Louis Minetti.

n° 185. – Enseignement supérieur (Implantation d'un établissement d'enseignement supérieur aux Ulis) – Question de M. Paul Loricant (5 avril 1990) (p. 140).

Discussion (15 juin 1990) (p. 1697, 1698):

MM. Roger Bambuck, secrétaire d'Etat chargé de la jeunesse et des sports; Paul Loricant.

n° 186. – Elevage (Situation des éleveurs d'ovins) – Question de M. Guy Robert (5 avril 1990) (p. 140).

Discussion (11 mai 1990) (p. 788, 789):

MM. Guy Robert, Emile Biasini, secrétaire d'Etat chargé des grands travaux.

n° 187. – Prestations sociales (Extension du revenu minimum d'insertion) – Question de Mme Marie-Claude Beaudou (10 avril 1990) (p. 204).

Discussion (11 mai 1990) (p. 790, 792):

Mme Marie-Claude Beaudou, M. Michel Gillibert, secrétaire d'Etat chargé des handicapés.

n° 188. – Formation professionnelle (Inadaptation de certaines filières de formation professionnelle d'ingénieurs, de

cadres ou de techniciens) – Question de M. Edouard Le Jeune (12 avril 1990) (p. 300).

Discussion (1^{er} juin 1990) (p. 1245, 1246):

MM. André Méric, secrétaire d'Etat chargé des anciens combattants et des victimes de guerre; Edouard Le Jeune.

n° 189. – Navigation aérienne (Erreur d'aéroport d'un pilote d'Egyptair) – Question de M. Jean Simonin (12 avril 1990) (p. 300).

Discussion (4 mai 1990) (p. 679; 680):

MM. Lionel Stoléro, secrétaire d'Etat chargé du Plan; Jean Simonin.

n° 190. – Enseignement supérieur (Transfert de l'Ecole Nationale Vétérinaire de Maisons-Alfort) – Question de Mme Hélène Luc (12 avril 1990) (p. 300).

Discussion (11 mai 1990) (p. 789, 790):

Mme Hélène Luc, M. Emile Biasini, secrétaire d'Etat chargé des grands travaux.

n° 191. – Etrangers (Conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France) – Question de M. Paul Alduy (17 avril 1990) (p. 343).

Discussion (18 mai 1990) (p. 988, 990):

MM. Pierre Arpaillange, ministre de la justice; Paul Alduy.

n° 192. – Anciens combattants et victimes de guerre (Mesures envisagées par le Gouvernement en faveur des anciens combattants d'Afrique du Nord) – Question de M. Edouard Le Jeune (17 avril 1990) (p. 343).

Discussion (1^{er} juin 1990) (p. 1246, 1249):

MM. André Méric, secrétaire d'Etat chargé des anciens combattants et des victimes de guerre; Edouard Le Jeune.

n° 194. – Jeux et paris (Suppression des guichets de loto en milieu rural) – Question de M. Michel Doublet (18 avril 1990) (p. 393).

Discussion (4 mai 1990) (p. 681):

MM. Lionel Stoléro, secrétaire d'Etat chargé du Plan; Michel Doublet.

n° 195. – Agriculture (Classement partiel en zone de montagne de dix communes des Pyrénées-Atlantiques) – Question de M. Auguste Cazalet (24 avril 1990) (p. 532).

Discussion (4 mai 1990) (p. 680; 681):

MM. Lionel Stoléro, secrétaire d'Etat chargé du Plan; Auguste Cazalet.

n° 196. – Environnement (Classement de la vallée de Chauvry en zone d'environnement protégé) – Question de Mme Marie-Claude Beaudou (24 avril 1990) (p. 532).

Discussion (8 juin 1990) (p. 1436, 1437):

Mme Marie-Claude Beaudou, M. Tony Dreyfus, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre.

n° 197. – Code de travail (Situation d'une employée contractuelle de la gare Paris-Montparnasse) – Question de Mme Marie-Claude Beaudou (27 avril 1990) (p. 614).

Discussion (8 juin 1990) (p. 1433, 1434):

Mme Marie-Claude Beaudou, M. Tony Dreyfus, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre.

n° 198. – Désarmement (Absence de signature par la France des traités d'interdiction partielle des essais nucléaires et de non-prolifération des armes nucléaires) – Question de Mme Marie-Claude Beaudou (27 avril 1990) (p. 614).

Discussion (8 juin 1990) (p. 1431 à 1433):

Mme Marie-Claude Beaudou, M. Tony Dreyfus, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre.

n° 200. – Justice (Rétablissement de la peine de mort pour les crimes contre les mineurs) – Question de M. Jean-Jacques Robert (3 mai 1990) (p. 675).

Discussion (18 mai 1990) (p. 987, 988) :

MM. Pierre Arpaillange, ministre de la justice ; Jean-Jacques Robert.

n° 202. – Gaz (Desserte en gaz naturel de certaines localités du Morbihan) – Question de M. Josselin de Rohan (9 mai 1990) (p. 725).

Discussion (22 juin 1990) (p. 2022, 2024) :

Mme Catherine Tasca, ministre chargé de la communication ; M. Josselin de Rohan .

n° 203. – Associations (Occupation d'une propriété agricole à Nevoy, Loiret) – Question de M. Louis Boyer (10 mai 1990) (p. 772).

Discussion (1^{er} juin 1990) (p. 1243, 1244) :

MM. André Méric, secrétaire d'Etat chargé des anciens combattants et des victimes de guerre ; Louis Boyer.

n° 205. – Ile-de-France (région) (Projet d'aménagement du plateau de Saclay) – Question de M. Robert Vizet (15 mai 1990) (p. 859).

Discussion (1^{er} juin 1990) (p. 1241, 1243) :

MM. André Méric, secrétaire d'Etat chargé des anciens combattants et des victimes de guerre ; Robert Vizet.

n° 206. – Acte unique européen (Conséquences de l'Acte unique européen pour les départements d'outre-mer) (15 mai 1990) (p. 859).

Discussion (8 juin 1990) (p. 1433 à 1436) :

MM. Henri Bangou, Tony Dreyfus, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre.

n° 207. – Autoroutes (Réalisation de la desserte autoroutière Clermont-Ferrand-Bordeaux) – Question de M. Yves Guéna (15 mai 1990) (p. 859).

Discussion (1^{er} juin 1990) (p. 1244, 1245) :

MM. André Méric, secrétaire d'Etat chargé des anciens combattants et des victimes de guerre ; Yves Guéna.

n° 209. – Nature (Protection) (Mesures envisagées pour la régulation des effectifs de certaines espèces animales) – Question de M. Pierre Lacour (17 mai 1990) (p. 969).

Discussion (22 juin 1990) (p. 2024, 2025) :

MM. Brice Lalonde, secrétaire d'Etat chargé de l'environnement ; Pierre Lacour .

n° 210. – Chasse (Avenir du statut de garde-chasse) – Question de M. Philippe François (17 mai 1990) (p. 969).

Discussion (22 juin 1990) (p. 2025, 2026) :

MM. Brice Lalonde, secrétaire d'Etat, chargé de l'environnement ; Philippe François .

n° 211. – Code rural (Indemnisation des dégâts de gibier) – Question de M. Louis de Catuelan (18 mai 1990) (p. 990).

Discussion (22 juin 1990) (p. 2026) :

MM. Brice Lalonde, secrétaire d'Etat chargé de l'environnement ; Louis de Catuelan .

n° 212. – Formation professionnelle (Incitations fiscales à la formation des futurs ingénieurs par les entreprises) – Question de M. Alain Gérard (18 mai 1990) (p. 990).

Discussion (15 juin 1990) (p. 1698, 1699) :

Mme Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat chargé de la consommation ; M. Alain Gérard.

n° 213. – Chasse (Mesures pour faciliter le développement de la chasse comme activité de loisirs de complément pour les agriculteurs) – Question de M. Henri de Raincourt (22 mai 1990) (p. 1040).

Discussion (22 juin 1990) (p. 2026, 2027) :

MM. Brice Lalonde, secrétaire d'Etat à l'environnement ; Henri de Raincourt .

n° 214. – Chasse (Mise en oeuvre du droit de non-chasse) – Question de M. Roland du Luart (22 mai 1990) (p. 1040).

Discussion (22 juin 1990) (p. 2028, 2029) :

MM. Brice Lalonde, secrétaire d'Etat chargé de l'environnement ; Roland du Luart .

n° 216. – Collectivités territoriales (Création de divers services administratifs à Calais) – Question de M. Henri Collette (30 mai 1990) (p. 1174).

Discussion (22 juin 1990) (p. 2017, 2018) :

Mme Catherine Tasca, ministre chargé de la communication ; M. Henri Collette .

n° 218. – Logement (Politique du logement et de l'habitat de la ville de Paris) – Question de M. Paul Loridant (31 mai 1990) (p. 1237).

Discussion (15 juin 1990) (p. 1700, 1701) :

MM. Roger Bambuck, secrétaire d'Etat chargé de la jeunesse et des sports ; Paul Loridant.

n° 220. – Chasse (Création d'un droit de priorité au profit du locataire sortant en matière de location du droit de chasse) – Question de M. Henri de Raincourt (6 juin 1990) (p. 1345).

Discussion (22 juin 1990) (p. 2026, 2027) :

MM. Brice Lalonde, secrétaire d'Etat chargé de l'environnement ; Henri de Raincourt .

n° 221. – Examens et concours (Création de centres d'examens spécifiques pour le baccalauréat) – Question de M. Jean-Jacques Robert (6 juin 1990) (p. 1345).

Discussion (22 juin 1990) (p. 2019, 2020) :

Mme Catherine Tasca, ministre chargé de la communication ; M. Jean-Jacques Robert .

n° 222. – Equipement – Finances locales (Intervention de l'Etat dans la réalisation du circuit automobile de Magny-Cours, dans la Nièvre) – Question de M. Maurice Lombard (7 juin 1990) (p. 1421).

Discussion (22 juin 1990) (p. 2020, 2021) :

Mme Catherine Tasca, ministre chargé de la communication ; M. Maurice Lombard .

n° 223. – Radiodiffusion et télévision (Conditions de réception de la télévision dans le pays de Licques) (Pas-de-Calais) – Question de M. Henri Collette (8 juin 1990) (p. 1439).

Discussion (22 juin 1990) (p. 2018, 2019) :

Mme Catherine Tasca, ministre chargé de la communication ; M. Henri Collette .

n° 226. – Personnes âgées (Situation des personnes âgées dépendantes) – Question de M. Adrien Gouteyron (14 juin 1990) (p. 1673).

Discussion (12 octobre 1990) (p. 2744, 2746) :

Mme Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat chargé de la famille et des personnes âgées ; M. Lucien Lanier.

n° 228. – Education nationale (Situation des personnels soignants de l'éducation nationale) – Question de M. André Boyer (28 juin 1990) (p. 2269).

Discussion (12 octobre 1990) (p. 2735) :

MM. Claude Evin, ministre des affaires sociales ; André Boyer.

n° 229. – Hôpitaux (personnels) (Situation des pharmaciens gérants dans des établissements hospitaliers de moins de 300 lits) – Question de M. André Boyer (28 juin 1990) (p. 2269).

Discussion (12 octobre 1990) (p. 2741, 2742) :

MM. Claude Evin, ministre des affaires sociales ; André Boyer.

n° 234. – Hôpitaux (personnels) (Position administrative de l'ancien directeur de l'hôpital local de Tende, dans les Alpes-Maritimes) – Question de M. José Balarello (*J.O.* Questions du 27 août 1990) (p. 2381).

Discussion (12 octobre 1990) (p. 2742, 2743) :

MM. Claude Evin, ministre des affaires sociales ; José Balarello.

n° 236. – Famille (Mesures en faveur des familles nombreuses) – Question de M. André Fosset (*J.O. Questions* du 13 septembre 1990) (p. 1977).

Discussion (26 octobre 1990) (p. 3068) :

Mme Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat chargé de la famille et des personnes âgées ; M. André Fosset.

n° 237. – Coopération (Situation culturelle au Viet-Nam) – Question de M. Hubert Durand-Chastel (*J.O. Questions* du 20 septembre 1990) (p. 2021).

Discussion (12 octobre 1990) (p. 2734, 2735) :

MM. Thierry de Beauvé, secrétaire d'Etat chargé des relations culturelles internationales ; Hubert Durand-Chastel.

n° 238. – Equipement (Choix du tracé du T.G.V. Méditerranée) – Question de M. Louis Minetti (*J.O. Questions* du 27 septembre 1990) (p. 2069).

Discussion (12 octobre 1990) (p. 2737, 2738) :

MM. Georges Sarre, secrétaire d'Etat chargé des transports routiers et fluviaux ; Louis Minetti.

n° 240. – Enseignement secondaire (suppression de l'enseignement de physique-chimie dans les classes de sixième et de cinquième) – Question de Mme Hélène Luc (*J.O. Questions* du 27 septembre 1990) (p. 2069).

Discussion (12 octobre 1990) (p. 2735, 2737) :

M. Claude Evin, ministre des affaires sociales ; Mme Hélène Luc.

n° 241. – Environnement (Situation de l'espace rural et forestier en Provence et en Corse) – Question de M. Louis Minetti (2 octobre 1990) (p. 2431).

Discussion (12 octobre 1990) (p. 2738, 2740) :

MM. Brice Lalonde, ministre chargé de l'environnement ; Louis Minetti.

n° 242. – Eau (Inquiétude des populations vis-à-vis des problèmes de l'eau) – Question de M. Louis Minetti (2 octobre 1990) (p. 2432).

Discussion (12 octobre 1990) (p. 2740, 2741) :

MM. Brice Lalonde, ministre chargé de l'environnement ; Louis Minetti.

n° 243. – Conflits sociaux (Situation créée par la grève des employés de la caisse primaire d'assurance maladie de l'Essonne) – Question de M. Robert Vizet (2 octobre 1990) (p. 2432).

Discussion (12 octobre 1990) (p. 2743, 2744) :

MM. Claude Evin, ministre des affaires sociales ; Robert Vizet.

n° 245. – Sapeurs-pompiers (Mécontentement des sapeurs-pompiers professionnels et volontaires) – Question de M. Jean-Paul Chambriard (11 octobre 1990) (p. 2709).

Discussion (9 novembre 1990) (p. 3291) – Commune avec les questions :

n° 254 de Mme Marie-Claude Beaudeau (Mesures envisagées en faveur de la reconnaissance des droits et des responsabilités des sapeurs-pompiers professionnels ou volontaires) (16 octobre 1990) (p. 2841).

n° 259 de M. Pierre Lacour (Mesures envisagées pour répondre aux préoccupations des sapeurs-pompiers) (30 octobre 1990) (p. 3112)

MM. Philippe Marchand, ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur ; Jean-Paul Chambriard, Mme Marie-Claude Beaudeau, M. Daniel Millaud.

n° 248. – Prestations sociales (Refus de la caisse nationale d'assurance maladie de prendre en charge les préparations

officinales homéopathiques unitaires) – Question de M. Daniel Millaud (11 octobre 1990) (p. 2709).

Discussion (26 octobre 1990) (p. 3068) :

Mme Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat chargé de la famille et des personnes âgées ; M. Daniel Millaud.

n° 252. – Circonscriptions électorales (Intentions du Gouvernement relatives à un redécoupage des cantons d'Eure-et-Loir) – Question de M. Jean Grandon (12 octobre 1990) (p. 2759).

Discussion (9 novembre 1990) (p. 3295) :

MM. Philippe Marchand, ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur ; Jean Grandon.

n° 253. – Départements d'outre-mer (DOM) (Mesures prises pour assurer le curage des rivières et l'entretien de leurs berges à la Martinique) – Question de M. Roger Lise (12 octobre 1990) (p. 2759).

Discussion (26 octobre 1990) (p. 3067) :

Mme Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat chargé de la famille et des personnes âgées ; M. Roger Lise.

n° 255. – Etrangers (Difficultés rencontrées dans la mise en oeuvre des procédures de délivrance des attestations d'accueil et des certificats d'hébergement) – Question de M. André Diligent (18 octobre 1990) (p. 2979).

Discussion (16 novembre 1990) (p. 3509) :

MM. Louis Mermaz, ministre de l'agriculture ; André Diligent.

n° 256. – Consommateurs (protection et information) (Mesures pour améliorer le fonctionnement des commissions de surendettement des particuliers) – Question de M. Alain Gérard (23 octobre 1990) (p. 2970).

Discussion (9 novembre 1990) (p. 3297) :

Mme Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat chargé de la consommation, M. Alain Gérard.

n° 258. – Départements d'outre-mer (DOM) (Non-application de la loi sur le littoral dans les départements d'outre-mer) – Question de M. Roger Lise (25 octobre 1990) (p. 3059).

Discussion (9 novembre 1990) (p. 3296) :

MM. Philippe Marchand, ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur ; Roger Lise.

n° 261. – Famille (Application de la convention internationale des droits de l'enfant) – Question de Mme Marie-Claude Beaudeau (30 octobre 1990) (p. 3112).

Discussion (16 novembre 1990) (p. 3512) :

M. Louis Mermaz, ministre de l'agriculture ; Mme Marie-Claude Beaudeau.

n° 262. – Agriculture (Situation de la trufficulture française) – Question de M. Yves Guéna (31 octobre 1990) (p. 3138).

Discussion (16 novembre 1990) (p. 3511) :

MM. Louis Mermaz, ministre de l'agriculture ; Yves Guéna.

n° 263. – Aménagement du territoire (Devenir de l'espace rural) – Question de M. Louis Brives (6 novembre 1990) (p. 3155).

Discussion (16 novembre 1990) (p. 3513) :

MM. Louis Mermaz, ministre de l'agriculture ; Louis Brives.

n° 264. – Enseignement privé (Régime de décharge des directeurs de l'enseignement privé) – Question de M. Josselin de Rohan (7 novembre 1990) (p. 3206).

Discussion (16 novembre 1990) (p. 3516) :

MM. Louis Mermaz, ministre de l'agriculture ; Josselin de Rohan.

n° 265. – Enseignement agricole (Réactualisation de la subvention de fonctionnement à l'enseignement agricole privé) –

Question de M. Christian Bonnet (7 novembre 1990) (p. 3206).

Discussion (16 novembre 1990) (p. 3515):

MM. Louis Mermaz, ministre de l'agriculture ; Christian Bonnet .

n° 266. – Education nationale (Suppression des fonds scolaires départementaux prévus par le projet de loi de finances pour 1991) – Question de M. Henri Le Breton (12 novembre 1990) (p. 3327).

Discussion (16 novembre 1990) (p. 3517):

MM. Louis Mermaz, ministre de l'agriculture ; Henri Le Breton .

n° 267. – Enfance (Conditions d'admission à l'école de plein air de Suresnes) – Question de M. Robert Pontillon (14 novembre 1990) (p. 3433).

Discussion (14 décembre 1990) (p. 5108, 5109):

MM. Tony Dreyfus, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Paul Loridant .

n° 268. – Agglomérations nouvelles (Création éventuelle d'une sixième ville nouvelle) – Question de M. Philippe François (14 novembre 1990) (p. 3433).

Discussion (14 décembre 1990) (p. 5107, 5108):

MM. Georges Sarre, secrétaire d'Etat chargé des transports routiers et fluviaux ; Philippe François .

n° 269. – Professions libérales (Situation de certains membres des professions libérales au regard de la réglementation des bénéfices non commerciaux) – Question de M. Jean Roger (19 novembre 1990) (p. 3601).

Discussion (14 décembre 1990) (p. 5114, 5115):

MM. Bruno Durieux, ministre chargé de la santé ; Jean Roger .

n° 270. – Autoroutes (Opération d'isolation phonique le long de l'autoroute A6) – Question de M. Jean-Jacques Robert (22 novembre 1990) (p. 3712).

Discussion (14 décembre 1990) (p. 5113, 5114):

MM. Bruno Durieux, ministre chargé de la santé ; Jean-Jacques Robert .

n° 271. – Logement (Aménagement d'habitat collectif non soumis à autorisation communale) – Question de M. Jean-Jacques Robert (22 novembre 1990) (p. 3712).

Discussion (14 décembre 1990) (p. 5114):

MM. Bruno Durieux, ministre chargé de la santé ; Jean-Jacques Robert .

n° 272. – Médecins (Recommandations du comité médical paritaire) – Question de M. Jean-Jacques Robert (22 novembre 1990) (p. 3712).

Discussion (14 décembre 1990) (p. 5116, 5118):

MM. Bruno Durieux, ministre chargé de la santé ; Jean-Jacques Robert .

n° 275. – Enseignement technique et professionnel (Projet de démantèlement du lycée technique et industriel Gustave Eiffel de Cachan) – Question de Mme Hélène Luc (3 décembre 1990) (p. 4470).

Discussion (14 décembre 1990) (p. 5109, 5110):

M. Tony Dreyfus, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Mme Hélène Luc .

n° 277. – Impôts et taxes (Projet d'instauration d'une taxe sur les livraisons de bois aux usines de pâte à papier) – Question de M. Charles Descours (3 décembre 1990) (p. 4470).

Discussion (14 décembre 1990) (p. 5112, 5113):

MM. Bruno Durieux, ministre chargé de la santé ; Charles Descours .

n° 278. – Taxe professionnelle (Défiscalisation partielle de la taxe professionnelle pour les entreprises saisonnières des stations touristiques) – Question de M. Jean-Jacques Robert (4 décembre 1990) (p. 4559).

Discussion (14 décembre 1990) (p. 5115, 5116):

MM. Bruno Durieux, ministre chargé de la santé ; Jean-Jacques Robert .

n° 281. – Salaires, traitements et indemnités (Application de la législation sur les salaires dans le secteur hôtelier) – Question de Mme Marie-Claude Beaudeau (5 décembre 1990) (p. 4627).

Discussion (14 décembre 1990) (p. 5110, 5111):

M. Tony Dreyfus, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Mme Marie-Claude Beaudeau .

R

Racisme

Voir *Allocutions et communications*, 8
Droit pénal, 1
Questions au Gouvernement n° 214
Rappels au règlement, 8; 9; 11

Radiodiffusion et télévision

Voir *Lois de finances*, 1, Culture et communication - Communication
Questions au Gouvernement n° 232; n° 291
Questions orales sans débat n° 223
Rappels au règlement, 63

Rapatriés

Voir *Français de l'étranger*, 2
Lois de finances, 1, Economie, finances et budget - I - Charges communes (et rapatriés)

Rappels au règlement

1. - **De M. Robert Pagès** : organisation des travaux du Sénat à l'occasion de la discussion en deuxième lecture du projet de loi portant réforme des dispositions générales du code pénal (10 avril 1990) (p. 183) - *MM. Robert Pagès, Jean Chamant, vice-président du Sénat, président de séance* .

2. - **De Mme Marie-Claude Beaudeau** : signale que M. Charles Lederman, qui s'est rendu à une conférence de la Ligue des droits de l'Homme, ne pourra participer au débat sur le financement de la campagne en vue de l'élection du Président de la République et de celle des députés, où il aurait pu s'exprimer sur la question de l'amnistie (12 avril 1990) (p. 265).

3. - **De M. Michel Darras** : souligne qu'en vertu du principe de la séparation des pouvoirs aucun juge ou syndicat de magistrats ne peut mettre en cause une loi d'amnistie votée par le Parlement (12 avril 1990) (p. 265).

4. - **De M. Robert Pagès** : s'interroge sur la possibilité de retrait d'amendements déposés par la commission des lois sur le projet de loi relatif aux droits et à la protection des personnes hospitalisées en raison de troubles mentaux et à leurs conditions d'hospitalisation (18 avril 1990) (p. 369) - *MM. Robert Pagès, Etienne Dailly; vice-président du Sénat, président de séance* .

5. - **De M. Josselin de Rohan** : déplore la prise de position de M. Robert Badinter, président du Conseil constitutionnel, sur le projet de réforme constitutionnelle (24 avril 1990) (p. 480) - *MM. Josselin de Rohan, Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance* .

6. - **De Mme Danielle Bidard-Reydet** : articles 18 et 22 du règlement du Sénat : demande l'audition du ministre de la fonction publique et des réformes administratives devant la commission compétente du Sénat (26 avril 1990) (p. 583) - *Mme Danielle Bidard-Reydet, M. Jean Chamant, vice-président du Sénat, président de séance* .

7. - **De M. Louis Perrein, Mme Hélène Luc et M. Paul Masson** : s'inquiètent de la campagne d'antiparlementarisme qui se développe (3 mai 1990) (p. 643, 644) - *MM. Louis Perrein, Pierre Arpaillange, ministre de la justice; Mme Hélène Luc, MM. Paul Masson, Pierre-Christian Taittinger, vice-président du Sénat, président de séance* .

8. - **De Mme Hélène Luc** : s'indigne devant les nouveaux actes de barbarie commis à Limetz-Villez, dans les Yvelines, et au cimetière israélite de Wissembourg (11 mai 1990) (p. 804, 805) - *Mme Hélène Luc, MM. Pierre-Christian Taittinger, vice-président du Sénat, président de séance; Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale* .

9. - **De M. Charles Lederman** : article 22, 1^{er} alinéa du règlement du Sénat : déplore le refus du maire de la commune de Rosay (Yvelines) d'apposer l'affiche de la Quinzaine de l'enseignement public qui représente quatre enfants : un Africain, un Maghrébin, un Asiatique et un Européen (22 mai 1990) (p. 994, 995) - *MM. Charles Lederman, Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale* .

10. - **De M. Emmanuel Hamel** : déplore que la Commission des Communautés européennes donne force de loi au projet relatif au statut et au capital de la Régie nationale des usines Renault examiné en première lecture par la seule Assemblée nationale (23 mai 1990) (p. 1045) - *MM. Emmanuel Hamel, Jean Chamant, vice-président du Sénat, président de séance; Roger Fauroux, ministre de l'industrie* .

11. - **De Mme Hélène Luc** : demande une suspension de séance afin d'assister à la table ronde sur l'immigration organisée à l'hôtel Matignon (29 mai 1990) (p. 1069, 1070) .

12. - **De M. Charles Lederman** : s'élève contre les termes de la déclaration de M. le président du Sénat, préalable à l'examen du projet de loi relatif au statut et au capital de la Régie nationale des usines Renault (29 mai 1990) (p. 1070) .

13. - **De M. Charles Lederman** : souhaite la publication intégrale, par M. Roger Fauroux, ministre de l'industrie, de la lettre d'intention des firmes Renault et Volvo (29 mai 1990) (p. 1070, 1071) .

14. - **De M. Charles Lederman** : souligne des contradictions émanant des propos des membres du groupe socialiste lors de l'examen du projet de loi relatif au statut et au capital de la Régie nationale des usines Renault, et demande une suspension de séance (29 mai 1990) (p. 1087) .

15. - **De M. Charles Lederman** : critique l'attitude des auteurs de la motion n° 2404 tendant au renvoi à la commission des finances du projet de loi relatif au statut et au capital de la Régie nationale des usines Renault (29 mai 1990) (p. 1088) .

16. - **De M. Robert Vizet** : Chapitre VI (tenue des séances) du règlement du Sénat : souligne que le Sénat ne pourra examiner les nombreux amendements portant sur le projet de loi relatif au statut et au capital de la Régie nationale des usines Renault en deux jours de débat (29 juin 1990) (p. 1091, 1092) .

17. - **De M. Louis Minetti** : article 22, 1^{er} alinéa du règlement du Sénat : demande au Gouvernement s'il s'engage à arrêter immédiatement l'intervention des troupes françaises au Gabon, et quelles mesures il envisage pour l'abolition de la dette des pays du tiers monde (29 mai 1990) (p. 1092) - *MM. Louis Minetti, Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance* .

18. - **De Mme Hélène Luc** : article 32, alinéas 5, 6 et 7, du règlement du Sénat : demande une suspension de séance afin de recueillir le nombre de signatures suffisant pour permettre la réunion du Sénat en comité secret afin d'examiner le projet de loi relatif au statut et au capital de la Régie nationale des usines Renault (30 mai 1990) (p. 1114, 1115) - *Mme Hélène Luc, M. Alain Poher, président du Sénat* .

19. - **De Mme Marie-Claude Beaudeau** : article 32 du règlement du Sénat : souligne que le Sénat doit pouvoir se réunir en comité secret pour examiner le projet de loi relatif au statut et

au capital de la Régie nationale des usines Renault, afin de prendre connaissance de la lettre d'intention conclue entre les firmes Renault et Volvo (30 mai 1990) (p. 1115, 1116) .

20. – **De M. Etienne Dailly** : fait observer au groupe communiste que le nombre des votes qu'il a exprimés lors du scrutin public n° 135, au cours de l'examen du projet de loi relatif au statut et au capital de la Régie nationale des usines Renault, ne concorde pas avec le nombre de ses membres en séance (30 mai 1990) (p. 1119).

21. – **De M. Henri Revol** : article 36 du règlement du Sénat : affrontements de Bucaret (15 juin 1990) (p. 1701) – *MM. Henri Revol, Thierry de Beaucé, secrétaire d'Etat chargé des relations culturelles internationales.*

22. – **De M. Etienne Dailly** : procédure parlementaire (20 juin 1990) (p. 1838).

23. – **De M. Jacques Delong** : demande de discussion immédiate de la proposition de loi [n° 364 (89-90)] de M. Charles Pasqua et plusieurs de ses collègues, tendant à réformer le code de la nationalité (20 juin 1990) (p. 1838).

24. – **De M. Etienne Dailly** : demande de discussion immédiate de la proposition de loi [n° 364 (89-90)] de M. Charles Pasqua et plusieurs de ses collègues, tendant à réformer le code de la nationalité (20 juin 1990) (p. 1839).

25. – **De M. Hector Viron** : procédure parlementaire (20 juin 1990) (p. 1894).

26. – **De M. Etienne Dailly** : procédure parlementaire (20 juin 1990) (p. 1894) – *MM. Etienne Dailly, Jean-Pierre Soisson, ministre du travail.*

27. – **De M. Roger Romani** : procédure parlementaire (20 juin 1990) (p. 1894).

28. – **De M. Josselin de Rohan** : article 78 du règlement du Sénat : absence des ministres concernés lors de la séance consacrée aux questions orales sans débat (26 juin 1990) (p. 2106).

29. – **De Mme Hélène Luc** : souhaite la consultation des associations de protection de l'environnement et de la nature, ainsi que des associations de motards et de 4 × 4, préalablement au débat sur le projet de loi relatif à la circulation des véhicules terrestres dans les espaces naturels et portant modification du code des communes (29 juin 1990) (p. 2321).

30. – **De M. Michel Dreyfus-Schmidt** : s'élève contre la concomitance entre les travaux de la séance publique et ceux des commissions (4 octobre 1990) (p. 2459).

31. – **De M. Etienne Dailly** : regrette la non-application de l'article 27 de la Constitution (4 octobre 1990) (p. 2496, 2497).

32. – **De M. Emmanuel Hamel** : regrette, au nom de la plupart de ses collègues, de n'avoir pu intervenir au cours de la déclaration du Gouvernement sur les difficultés actuelles et les perspectives de l'agriculture, compte tenu du temps de parole imparti à chaque groupe politique (9 octobre 1990) (p. 2588) – *MM. Emmanuel Hamel, Michel Dreyfus-Schmidt, vice-président du Sénat, président de séance.*

33. – **De M. Emmanuel Hamel** : regrette l'organisation des travaux parlementaires et l'impossibilité de n'avoir pu assister aux premières interventions d'un débat important en raison d'une réunion conjointe de la délégation aux communautés européennes et de la commission des affaires étrangères (11 octobre 1990) (p. 2685) – *MM. Emmanuel Hamel, Michel*

Dreyfus-Schmidt, vice-président du Sénat, président de séance ; Louis Minetti.

34. – **De M. Michel Dreyfus-Schmidt** : article 15 du Règlement du Sénat : demande l'application de l'ordonnance du 7 novembre 1958 portant loi organique autorisant les parlementaires à déléguer leur droit de vote (24 octobre 1990) (p. 2977) – *MM. Michel Dreyfus-Schmidt, Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance.*

35. – **De M. Emmanuel Hamel** : s'élève contre la concomitance entre la séance publique et les réunions de commissions (24 octobre 1990) (p. 2977, 2978) – *MM. Emmanuel Hamel, Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance.*

36. – **De M. Germain Authié** : demande le report de la suite de la discussion du projet de loi relatif à la fonction publique territoriale et portant modification de certains articles du code des communes (25 octobre 1990) (p. 3044) – *MM. Germain Authié, Jean Chamant, vice-président du Sénat, président de séance ; Etienne Dailly.*

37. – **De M. Albert Vecten** : demande le report de la suite de la discussion du projet de loi relatif à la fonction publique territoriale et portant modification de certains articles du code des communes (25 octobre 1990) (p. 3044) – *MM. Albert Vecten, Jean Chamant, vice-président du Sénat, président de séance ; Etienne Dailly.*

38. – **De M. Aubert Garcia** : demande le report de la suite de la discussion du projet de loi relatif à la fonction publique territoriale et portant modification de certains articles du code des communes (25 octobre 1990) (p. 3044) – *MM. Aubert Garcia, Jean Chamant, vice-président du Sénat, président de séance ; Etienne Dailly.*

39. – **De M. Emmanuel Hamel** : organisation des travaux du Sénat : concomitance des réunions en commission avec les séances publiques (6 novembre 1990) (p. 3253, 3154) – *MM. Emmanuel Hamel, Michel Dreyfus-Schmidt, vice-président du Sénat, président de séance.*

40. – **De M. Jean Arthuis** : retrait par la commission des lois d'un amendement qui ne pourra pas être repris – Procédure parlementaire (7 novembre 1990) (p. 3196) – *MM. Jean Arthuis, Jacques Larché, président de la commission des lois .*

41. – **De M. Louis Virapoullé** : procédure parlementaire (8 novembre 1990) (p. 3216) – *MM. Louis Virapoullé, Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance .*

42. – **De M. Etienne Dailly** : procédure parlementaire (8 novembre 1990) (p. 3246).

43. – **De M. Michel Darras** : procédure parlementaire (8 novembre 1990) (p. 3246).

44. – **De M. Michel Dreyfus-Schmidt** : procédure parlementaire (8 novembre 1990) (p. 3276).

45. – **De Mme Paulette Fost** : article 36, alinéa 3 du règlement du Sénat : souhaite connaître l'opinion de M. le Garde des Sceaux à propos des incidents survenus durant la manifestation des lycéens (12 novembre 1990) (p. 3322).

46. – **De M. Charles Lederman** : s'enquiert de la date de la venue de M. le Garde des Sceaux qui donnera des explications à propos des événements survenus lors de la manifestation des lycéens de la veille (13 novembre 1990) (p. 3352) – *MM. Charles Lederman, Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance.*

47. – **De M. Charles Descours** : souhaite être informé sur la procédure d'invitation des ministres des affaires étrangères de

la Lituanie, de la Lettonie et de l'Estonie, à la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (20 novembre 1990) (p. 3607).

48. – **De M. Robert Vizet** : organisation des travaux du Sénat : création d'une contribution sociale généralisée (21 novembre 1990) (p. 3617).

49. – **De M. Robert Pagès** : article 36, alinéa 3 du règlement du Sénat : proteste contre l'interdiction de la manifestation du personnel de l'administration de la justice (30 novembre 1990) (p. 4208) – *MM. Robert Pagès, Michel Dreyfus-Schmidt, vice-président du Sénat, président de séance.*

50. – **De M. Paul Souffrin** : déplore l'utilisation de l'article 49-3 de la Constitution à l'Assemblée nationale lors du débat sur la contribution sociale généralisée (1^{er} décembre 1990) (p. 4282).

51. – **De M. Charles Lederman** : article 36 du règlement du Sénat ; souhaite la venue au Sénat du Premier ministre afin qu'il présente son projet relatif à la mise en oeuvre de la contribution sociale généralisée (2 décembre 1990) (p. 4340) – *MM. Charles Lederman, Jean Chamant, vice-président du Sénat, président de séance, Claude Evin, ministre des affaires sociales.*

52. – **De M. Charles Lederman** : article 36 du règlement du Sénat ; organisation des débats (2 décembre 1990) (p. 4346).

53. – **De Mme Hélène Luc** : déplore l'irrecevabilité opposée par le Gouvernement sur les amendements déposés par le groupe communiste lors de l'examen des crédits de la solidarité, de la santé et de la protection sociale (2 décembre 1990) (p. 4371).

54. – **De M. Félix Leyzour** : signale une importante manifestation des étudiants de Bretagne occidentale, qui demandent la création de postes de professeurs et personnels ATOS, et la construction de locaux, d'un restaurant et d'une cité universitaires (4 décembre 1990) (p. 4496).

55. – **De M. Emmanuel Hamel** : organisation des travaux du Sénat (13 décembre 1990) (p. 5029).

56. – **De M. Etienne Dailly** : souligne qu'il n'est pas d'usage que soit refusée une suspension de séance demandée par un président de groupe politique (18 décembre 1990) (p. 5253).

57. – **De M. René Monory** : rappelle qu'il n'est pas d'usage que le Sénat s'oppose aux décisions du Bureau du Sénat (18 décembre 1990) (p. 5253).

58. – **De M. Claude Estier** : regrette que M. Etienne Dailly n'ait pas pu s'exprimer sur le projet de loi de finances pour 1991 examiné en nouvelle lecture, du fait de la clôture de la discussion générale (18 décembre 1990) (p. 5253).

59. – **De M. Etienne Dailly** : rappelle le rôle du Parlement et condamne les effets pervers de la motion de censure (18 décembre 1990) (p. 5254, 5255).

60. – **De M. Etienne Dailly** : rappelle que le règlement du Sénat interdit de voter à la tribune sur la question préalable opposée au projet de loi de finances pour 1991 (18 décembre 1990) (p. 5260).

61. – **De M. Michel Darras** : rectifie l'amendement n° 10 à l'article 2 du projet de loi relatif à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé, afin d'y ajouter son nom comme signataire (19 décembre 1990) (p. 5321).

62. – **De M. Jean Garcia** : article 36, alinéa 3 du règlement du Sénat : souhaite en ce qui concerne la crise du Golfe, que la

France prenne des initiatives allant dans le sens du dialogue et de la paix et que le Gouvernement explique sa politique (20 décembre 1990) (p. 5380).

63. – **De M. Robert Vizet** : article 36, alinéa 3 du règlement du Sénat : souhaite que des moyens indispensables à leur fonctionnement soient accordés aux grandes chaînes de service public (20 décembre 1990) (p. 5380).

Rapports au Parlement

1. – **Dépôt du cinquième rapport de la commission de la sécurité des consommateurs et du onzième rapport annuel du comité du contentieux fiscal, douanier et des charges** (2 avril 1990) (p. 4).

2. – **Dépôt du premier rapport annuel du Conseil supérieur de l'audiovisuel** établi pour la période du 30 janvier au 31 décembre 1989 (3 avril 1990) (p. 15).

3. – **Dépôt du rapport annuel du médiateur** (10 avril 1990) (p. 164).

4. – **Dépôt du rapport annuel de la Cour des comptes** (28 juin 1990) (p. 2232, 2233) – *MM. André Chandernagor, Premier président de la Cour des comptes ; Roger Chinaud, rapporteur général de la commission des finances.*

5. – **Dépôt du rapport du Conseil national du crédit** pour l'année 1989 en application de l'article 24 de la loi n° 84-46 du 24 janvier 1984 (16 octobre 1990) (p. 2790).

Rapports d'information

1. – **Rapport d'information, fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques sur l'évolution de l'industrie des semi-conducteurs**, par M. Louis Mexandeau, député, déposé par M. Jean Faure, sénateur (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 22 décembre 1989-12 février 1990) [n° 180 (89-90)].

2. – **Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances sur la fiscalité en Europe**, par M. Christian Poncelet et par M. Roger Chinaud, sénateurs (4 avril 1990) [n° 211 (89-90)].

3. – **Rapport d'information, fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques sur les problèmes posés par le développement des activités liées à l'extraction des ressources minérales de l'Antarctique** par M. Jean Faure, sénateur, établi par M. Jean-Yves Le Déaut, député (4 avril 1990) [n° 212 (89-90)].

4. – **Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères à la suite d'une mission effectuée en Chine**, du 19 mars au 2 avril 1990 par M. Jean Lecanuet, sénateur, et plusieurs de ses collègues (26 avril 1990) [n° 268 (89-90)].

5. – **Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères à la suite d'une visite effectuée en Ile région maritime, à Brest**, par M. Michel d'Aillières, sénateur, et plusieurs de ses collègues (3 mai 1990) [n° 277 (89-90)].

6. – **Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques à la suite d'une mission effectuée en Tchécoslovaquie, Pologne et Hongrie ainsi qu'à Moscou** du 28 février au 14 mars 1990 pour étudier l'évolution économique de ces pays et leurs relations économiques, commerciales et financières avec la France, par M. Jean François-Poncet, sénateur, et plusieurs de ses collègues (9 mai 1990) [n° 285 (89-90)].

7. – **Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour la planification sur la programmation pluriannuelle des finances publiques en Allemagne, en Belgique, en Espagne,**

en Italie, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni, par M. Bernard Hugo, sénateur (10 mai 1990) [n° 289 (89-90)].

8. – **Rapport d'information**, fait au nom de la commission des finances, sur le **contrôle des entreprises publiques** : évolution des structures et des modes de financement, fait par M. Roger Chinaud, sénateur (22 mai 1990) [n° 315 (89-90)].

9. – **Rapport d'information**, fait au nom de la mission d'information désignée par la commission des affaires économiques sur l'**avenir du service public de la poste et des télécommunications** dans le nouveau contexte international, fait par M. Jean Faure, sénateur (30 mai 1990) [n° 333 (89-90)].

10. – **Rapport d'information**, fait au nom de la commission des finances en application de l'article 22, alinéa premier, du règlement sur l'évolution de l'**audiovisuel public**, par M. Jean Cluzel, sénateur (1^{er} juin 1990) [n° 340 (89-90)].

11. – **Rapport d'information**, fait au nom de la commission des affaires étrangères en application de l'article 22 premier alinéa du règlement, sur les **évolutions à l'Est** et leurs conséquences, fait par M. Jean Lecanuet, sénateur et plusieurs de ses collègues (6 juin 1990) [n° 360 (89-90)].

12. – **Rapport d'information**, fait au nom de la commission des finances sur la **fiscalité des entreprises**, par M. Jacques Oudin, sénateur (14 juin 1990) [n° 389 (89-90)].

13. – **Rapport d'information**, fait au nom de la commission des affaires économiques sur l'évolution des structures du **secteur agro-alimentaire** dans la perspective de 1992, par M. Michel Souplet, sénateur, et plusieurs de ses collègues (27 juin 1990) [n° 439 (89-90)].

14. – **Rapport d'information**, fait au nom de la commission des finances sur la **gestion de trésorerie des collectivités locales**, par M. Paul Loridan, sénateur (28 juin 1990) [n° 447 (89-90)].

15. – **Rapport d'information**, fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques concernant les effets des **chlorofluorocarbones** sur l'environnement et les moyens de supprimer ou de limiter leurs émissions par MM. Robert Galley, député, et Louis Perrein, sénateur (Rattaché pour ordre au procès verbal de la séance du 30 juin 1990-3 juillet 1990) [n° 462 (89-90)].

16. – **Rapport d'information**, fait au nom de la délégation du Sénat pour les communautés européennes instituée par l'article 6 bis de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 modifiée, sur l'**espace social européen**, par M. André Rouvière, sénateur (Rattaché pour ordre au procès verbal de la séance du 30 juin 1990-5 juillet 1990) [n° 463 (89-90)].

17. – **Rapport d'information**, fait au nom de la commission des affaires étrangères à la suite d'une mission effectuée à la demande du Président de la République, en **Turquie** et en **Inde** du 14 au 19 août 1990, par M. Jean Lecanuet, sénateur (23 août 1990) [n° 471 (89-90)].

18. – **Rapport d'information**, fait au nom de la commission des affaires étrangères à la suite d'une mission effectuée en **Arabie Saoudite** et dans les **Emirats Arabes Unis**, du 18 au 24 septembre 1990 par M. Jean Lecanuet, sénateur, et plusieurs de ses collègues (4 octobre 1990) [n° 7 (90-91)].

19. – **Rapport d'information**, fait au nom de la commission des affaires étrangères en application de l'article 22, premier alinéa, du Règlement du Sénat, sur la **force aérienne tactique (FATAC)** par M. Albert Voilquin, sénateur (10 octobre 1990) [n° 32 (90-91)].

20. – **Rapport d'information**, fait au nom de la commission des affaires étrangères à la suite d'une mission effectuée à **Berlin** du 28 juin au 2 juillet 1990, par MM. François Abadie, Michel Chauty et Albert Voilquin, sénateurs (10 octobre 1990) [n° 33 (90-91)].

21. – **Rapport d'information**, fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes instituée par

l'article 6 bis de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 modifiée sur le **budget de la Communauté pour 1991**, par M. Jacques Oudin, sénateur (25 octobre 1990) [n° 60 (90-91)].

22. – **Rapport d'information**, fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes instituée par l'article 6 bis de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 modifiée sur l'**accès à la fonction publique dans la Communauté**, par M. Guy Cabanel, sénateur (25 octobre 1990) [n° 61 (90-91)].

23. – **Rapport d'information**, fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes instituée par l'article 6 bis de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 modifiée, sur la **Conférence des Parlements de la Communauté européenne** se tenant à Rome du 27 au 30 novembre 1990, par M. Jacques Genton, sénateur (8 novembre 1990) [n° 74 (90-91)].

24. – **Rapport d'information**, fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes instituée par l'article 6 bis de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 modifiée, sur l'**aide communautaire aux pays d'Europe centrale et orientale**, par M. Claude Estier, sénateur (8 novembre 1990) [n° 75 (90-91)].

25. – **Rapport d'information**, fait au nom de la délégation du Sénat pour la planification sur les résultats de **projections macroéconomiques**, par M. Bernard Barbier, sénateur (15 novembre 1990) [n° 83 (90-91)].

26. – **Rapport d'information**, fait au nom de la commission des affaires sociales à la suite d'une mission effectuée du 12 au 19 septembre 1990 par une délégation chargée d'étudier les régimes d'assurance maladie et d'assurance vieillesse au **Japon** par M. Jean-Pierre Fourcade, sénateur (27 novembre 1990) [n° 100 (90-91)].

27. – **Rapport d'information**, fait au nom de la mission d'information chargée d'étudier les problèmes posés par l'**immigration** en France et de proposer les éléments d'une politique d'intégration fait par M. Jacques Thyraud, sénateur (27 novembre 1990) [n° 101 (90-91)].

28. – **Rapport d'information**, au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques sur les **applications des biotechnologies à l'agriculture et à l'industrie agro-alimentaire** établi par M. Daniel Chevalier, député, déposé par M. Jean Faure, sénateur (12 décembre 1990) [n° 148 (90-91)].

29. – **Rapport d'information**, fait au nom de la commission des affaires étrangères en application de l'article 22, premier alinéa, du règlement sur les conséquences et les perspectives de la **réunification allemande**, par M. Jean Lecanuet, sénateur et plusieurs de ses collègues (12 décembre 1990) [n° 157 (90-91)].

30. – **Rapport d'information**, fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes, instituée par l'article 6 bis de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 modifiée, sur l'**Union économique et monétaire**, par M. Xavier de Villepin, sénateur (13 décembre 1990) [n° 172 (90-91)].

31. – **Rapport d'information**, fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes, instituée par l'article 6 bis de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 modifiée, sur la **conférence des Parlements de la Communauté européenne** qui s'est tenue à Rome, du 27 au 30 novembre 1990, par M. Jacques Genton, sénateur (13 décembre 1990) [n° 173 (90-91)].

32. – **Rapport d'information**, fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifique et technologique sur le contrôle de la sûreté et de la sécurité des **installations nucléaires** établi par M. Claude Birraux, député, et par M. Franck Sérusclat, sénateur, déposé par M. Jean Faure, sénateur (17 décembre 1990) [n° 183 (90-91)].

33. – **Rapport d'information**, fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques sur

la gestion des déchets nucléaires à haute activité, établi par M. Christian Bataille, député, déposé par M. Jean Faure, sénateur (17 décembre 1990) [n° 184 (90-91)].

34. – **Rapport d'information**, fait au nom de la commission des lois à la suite de missions effectuées dans différents pays d'Europe (Belgique, Espagne, Grande-Bretagne, Italie, Portugal, République fédérale d'Allemagne) au mois de mars 1990 par M. Guy Allouche, sénateur (20 décembre 1990) [n° 205 (90-91)].

35. – **Rapport d'information**, fait au nom de la commission des affaires étrangères en application de l'article 22, premier alinéa du règlement, sur les modalités et les conséquences du retrait des F.F.A (Forces Françaises en Allemagne), par MM. Jean-Pierre Bayle, Guy Cabanel et Xavier de Villepin, sénateurs (20 décembre 1990) [n° 206 (90-91)].

Rapports du Gouvernement

1. – **Dépôt de rapports du Gouvernement** sur : l'application des articles L. 461-1 et L. 461-5 du code du travail, l'exécution de la loi n° 87-517 du 10 juillet 1987 en faveur de l'emploi de travailleurs handicapés et l'application de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne (2 avril 1990) (p. 4).

2. – **Dépôt du rapport du Gouvernement** présentant les résultats de la simulation réalisée sur la base du dispositif relatif à l'institution d'une taxe proportionnelle sur le revenu perçue au profit des départements (3 avril 1990) (p. 15).

3. – **Dépôt par le Gouvernement :**

– de rapports présentant les résultats des simulations réalisées sur la base des dispositifs prévus par les articles 86 et 88 de la loi de finances pour 1990 relatifs à la part principale du fonds national de péréquation de la taxe professionnelle et à la cotisation nationale sur la valeur ajoutée.

– du rapport annuel d'information sur la protection et le contrôle des matières nucléaires pour 1989 établi en application de l'article 10 de la loi n° 80-572 du 25 juin 1980.

– du rapport sur les dispositions législatives et réglementaires régissant les études médicales prévu par l'article 34 de la loi n° 89-18 du 13 janvier 1989 portant diverses mesures d'ordre social (27 août 1990) (p. 2353, 2354).

4. – **Dépôt par le Gouvernement** du rapport annuel relatif à l'exécution de la loi de programme sur le patrimoine monumental, établi en application de l'article 3 de la loi de programme n° 88-12 du 5 janvier 1988 (5 octobre 1990) (p. 2531).

5. – **Dépôt par le Gouvernement**, de quatre rapports établis en application des articles 78, 87, 89 et 90 de la loi de finances pour 1990 (16 octobre 1990) (p. 2809).

6. – **Dépôt par le Gouvernement**, en application de l'article 43 de la loi de finances pour 1990, d'un rapport sur la gestion en 1989 des crédits du Fonds national pour le développement du sport (24 octobre 1990) (p. 2978).

Recherche

Voir *Lois de finances*, 1, Agriculture et forêt

Recherche médicale

Voir *Santé*, 1 ; 3

Référendums

Voir *Constitution*, 1

Réfugiés et apatrides

Voir *Questions au Gouvernement* n° 281

1. – **Projet de loi modifiant la loi n° 52-893 du 25 juillet 1952 portant création d'un office français de protection des réfugiés et apatrides**, PRESENTE AU SÉNAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères et par Mme Edwige Avice, ministre chargé des affaires étrangères (4 avril 1990) [n° 220 (89-90)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Paul Masson (18 avril 1990) [n° 244 (89-90)] – Urgence – Discussion (25 avril 1990) – Adoption (25 avril 1990) [n° 90].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (26 avril 1990) [n° 1295 (9^e lég)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean-Claude Blin (17 mai 1990) [n° 1356 (9^e lég)] – Discussion (21 mai 1990) – Adoption (21 mai 1990) [n° 290].

NOUVEL INTITULE : « **Projet de loi relatif à l'office français de protection des réfugiés et apatrides et à la commission des recours** ».

TRANSMISSION AU SÉNAT (DEUXIEME LECTURE) (22 mai 1990) [n° 316 (89-90)] – Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Jean-Claude Blin (31 mai 1990) [n° 1406 (9^e lég)] – Echec.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SÉNAT) ; rapport de M. Paul Masson (31 mai 1990) [n° 339 (89-90)] – Echec.

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (31 mai 1990) [n° 1409 rect. (9^e lég)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean-Claude Blin (1^{er} juin 1990) [n° 1410 (9^e lég)] – Discussion (5 juin 1990) – Adoption (5 juin 1990) [n° 304].

TRANSMISSION AU SÉNAT (NOUVELLE LECTURE) (6 juin 1990) [n° 348 (89-90)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Paul Masson (6 juin 1990) [n° 358 (89-90)] – Discussion (15 juin 1990) – Adoption (15 juin 1990) [n° 122].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (15 juin 1990) [n° 1471 (9^e lég)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean-Claude Blin (19 juin 1990) [n° 1473 (9^e lég)] – Discussion (20 juin 1990) – Adoption (20 juin 1990) [n° 328].

PROMULGATION : Loi n° 90-550 du 2 juillet 1990 (*JO* Lois et décrets du 5 juillet 1990).

Discussion (première lecture)

(25 avril 1990) (p. 537, 552).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 537, 544) : MM. *Thierry de Beaucé*, secrétaire d'Etat chargé des relations culturelles internationales ; *Paul Masson*, rapporteur de la commission des lois ; *Guy Allouche*, *Louis Virapoullé*, *Robert Pagès*.

Le présent projet tend à modifier la loi n° 52-893 du 25 juillet 1952, qui portait création d'un office français de protection des réfugiés et apatrides, en augmentant le nombre de magistrats de l'ordre administratif susceptibles de présider des formations contentieuses chargées d'examiner les recours effectués par les demandeurs d'asile non satisfaits par la décision de cet office.

Asile (droit d') : *Allouche (Guy)* (p. 541) ; *Beaucé (Thierry d')* (p. 543) ; *Masson (Paul)* (p. 538 ; 540) ; *Pagès (Robert)* (p. 543) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 542).

Circulaire du 23 mai 1985 (reconduite à la frontière) : *Allouche (Guy)* (p. 541) ; *Masson (Paul)* (p. 539).

Commission des recours : *Allouche (Guy)* (p. 541 ; 542) ; *Beaucé (Thierry de)* (p. 537 ; 543) ; *Masson (Paul)* (p. 539 ; 540) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 542).

Conseil d'Etat : *Allouche (Guy)* (p. 541 ; 542) ; *Beaucé (Thierry de)* (p. 538) ; *Masson (Paul)* (p. 539).

Convention de Genève de 1951 : *Beaucé (Thierry de)* (p. 537) ; *Masson (Paul)* (p. 539).

Expulsions : *Virapoullé (Louis)* (p. 542).

Fraude : *Masson (Paul)* (p. 539).

Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés : *Beaucé (Thierry de)* (p. 538).

Immigration : *Beaucé (Thierry de)* (p. 544) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 542).

Immigration clandestine : *Allouche (Guy)* (p. 541) ; *Masson (Paul)* (p. 538 ; 539 ; 540) ; *Pagès (Robert)* (p. 543).

Intégration : *Beaucé (Thierry de)* (p. 544) ; *Masson (Paul)* (p. 540).

Loi n° 52-893 du 25 juillet 1952 portant création d'un office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) : *Beaucé (Thierry de)* (p. 537) ; *Masson (Paul)* (p. 539).

Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) (budget) : *Allouche (Guy)* (541) ; *Beaucé (Thierry de)* (p. 537 ; 543) ; *Masson (Paul)* (p. 539 ; 540).

Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) (fonctionnement) : *Allouche (Guy)* (p. 541) ; *Masson (Paul)* (p. 538) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 542).

Pays en voie de développement (PVD) : *Pagès (Robert)* (p. 543).

Reconduite à la frontière : *Pagès (Robert)* (p. 543).

Réfugiés et apatrides : *Allouche (Guy)* (p. 541) ; *Masson (Paul)* (p. 539) ; *Pagès (Robert)* (p. 543).

Réfugiés et apatrides (statut) : *Beaucé (Thierry de)* (p. 537).

Vote des étrangers : *Virapoullé (Louis)* (p. 542).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 544, 552) : *MM. Paul Masson, rapporteur ; Thierry de Beaucé, secrétaire d'Etat ; Robert Pagès, Guy Allouche, Louis Virapoullé, Michel Calda-guès, René-Georges Laurin, Jean Delaneau, Jean-Pierre Bayle, Jacques Larché, président de la commission ; Charles Jolibois.*

Avant l'art. unique (p. 544).

Adopté : amendement n° 1 de la commission : délai de la demande de recours ramené à quinze jours (p. 546).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 546).

Art. unique (*Composition des sections de la commission des recours*) – **Adopté** (p. 546).

Après l'art. unique (p. 547).

Adoptés : amendements de la commission, n° 2 : domiciliation du demandeur et déchéance dans le cas d'un changement d'adresse non déclaré pendant l'instruction du recours (p. 548) – n° 6 : perte de l'autorisation provisoire de séjour si le statut de réfugié est refusé (p. 551) – Et n° 3 : information du parlement (p. 552).

Devenu sans objet : amendement n° 5 de M. Guy Allouche : interdiction de changement d'adresse pendant la durée de la procédure (p. 548).

– Trois articles additionnels sont insérés dans le projet de loi.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 552) : *MM. Guy Allouche, Robert Pagès.*

Adoption (25 avril 1990) (p. 552).

Discussion (nouvelle lecture)

(15 juin 1990) (p. 1681, 1688).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1681, 1685) : *Mme Edwige Avice, ministre chargé des affaires étrangères ; MM. Paul Masson, rapporteur de la commission des lois ; Jean Delaneau, Jean-Pierre Bayle.*

Asile (droit d') : *Avice (Edwige)* (p. 1681) ; *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 1685) ; *Masson (Paul)* (p. 1683).

Commission des recours : *Avice (Edwige)* (p. 1681 ; 1682) ; *Masson (Paul)* (p. 1684).

Domicile : *Avice (Edwige)* (p. 1682) ; *Masson (Paul)* (p. 1683).

Immigrations (statistiques) : *Avice (Edwige)* (p. 1682) ; *Delaneau (Jean)* (p. 1685) ; *Masson (Paul)* (p. 1683).

Immigration clandestine : *Avice (Edwige)* (p. 1683) ; *Delaneau (Jean)* (p. 1685).

Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) : *Avice (Edwige)* (p. 1681).

Préfectures (conditions de travail) : *Masson (Paul)* (p. 1684).

Reconduite à la frontière : *Avice (Edwige)* (p. 1682) ; *Masson (Paul)* (p. 1684).

Réfugiés et apatrides : *Masson (Paul)* (p. 1684).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1685, 1688) : *M. Paul Masson, rapporteur ; Mme Edwige Avice, ministre.*

Art. 1^{er} A (*Réduction du délai d'appel*) (p. 1685).

Adopté : amendement n° 1 de la commission : rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture (p. 1686).

– L'article 1^{er} A, dans la rédaction de l'amendement n° 1, est rétabli (p. 1686).

Art. 2 (*Conditions de l'indication obligatoire du domicile réel lors du dépôt du recours*) (p. 1686).

Adopté : amendement n° 2 de la commission : rétablissement, dans une nouvelle rédaction, du texte adopté par le Sénat en première lecture (p. 1686).

– L'article 2, dans la rédaction de l'amendement n° 2, est rétabli (p. 1686).

Art. 3 (*Arrêté de reconduite à la frontière dans le cas du rejet d'une demande d'asile*) (p. 1687).

Adopté : amendement n° 3 de la commission : rétablissement, dans une nouvelle rédaction, du texte adopté par le Sénat en première lecture (p. 1687).

– L'article 3, dans la rédaction de l'amendement n° 3, est rétabli (p. 1687).

Art. 4 (*Rapport sur l'application de la loi du 25 juillet 1952 établi par le gouvernement et déposé chaque année sur le bureau des assemblées*) (p. 1687).

Adopté : amendement n° 4 de la commission : rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture (p. 1688).

– L'article 4, dans la rédaction de l'amendement n° 4, est rétabli (p. 1688).

Explication de vote sur l'ensemble (p. 1688) : *M. Jean-Luc Bécart.*

Adoption (15 juin 1990) (p. 1688).

Règlement du Sénat

Voir *Parlement*, 3
Rappels au règlement, 33

Relations internationales

Voir *Questions au Gouvernement* n° 305

Religions

Voir *Questions au Gouvernement* n° 239

Renault (Régie)

Voir *Sociétés civiles et commerciales*, 1

Renvoi en commission (procédure parlementaire)

Voir *Code pénal*, 1

Conseil constitutionnel, 1
Créances, 1 ; 2
Environnement, 3
Lois de finances, 1, Solidarité, santé et protection sociale
Rappels au règlement, 14 ; 15
Sociétés civiles et commerciales, 1

République fédérale d'Allemagne (RFA)

Voir *Traités et conventions*, 34

Réseau routier et autoroutier

Voir *Lois de finances*, 1, Equipement, logement, transports et mer - II - Transports intérieurs - 1. Transports terrestres.

2. Routes.

3. Sécurité routière

Questions au Gouvernement n° 211 ; n° 222 ; n° 248 ; n° 287

Responsabilité civile

Voir *Energie nucléaire*, 1
Traités et conventions, 10

1. - **Proposition de loi tendant à créer un fonds de garantie pour indemniser les victimes d'accidents d'origine médicale**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Michel Poniatowski, sénateur, et plusieurs de ses collègues (24 avril 1990) [n° 255 (89-90)] - Renvoi à la commission des lois.

Responsabilité pénale

Voir *Code pénal*, 1

Questions au Gouvernement n° 244

Retraites

Voir *Justice*, 4

Lois de finances, 1, Prestations sociales agricoles - (Budget annexe)

Questions au Gouvernement n° 219

Questions orales avec débat n° 102

Réunion (île)

Voir *Impôts et taxes*, 2

Revenu minimum d'insertion (RMI)

Voir *Questions orales sans débat* n° 187

Revenus agricoles

Voir *Questions au Gouvernement* n° 215

Roumanie

Voir *Questions au Gouvernement* n° 209 ; n° 212 ; n° 217 ; n° 231

Rappels au règlement, 21

Royaume-Uni

Voir *Missions d'information*, 4

S

Salaires, traitements et indemnités

Voir *Enfance*, 1

Questions au Gouvernement n° 194 ; n° 221
Rappels au règlement, 6

Salariés

Voir *Emploi*, 1

Participation des salariés, 1
Questions au Gouvernement n° 219

Santé

Voir *Action sanitaire et sociale*, 2

Droits de l'homme, 2

Handicapés, 1

Lois de finances, 1, Coopération et développement ; Solidarité, santé et protection sociale

Parfums et cosmétiques, 1

1. – **Proposition de loi modifiant la date d'entrée en vigueur de la loi n° 88-1138 du 20 décembre 1988 modifiée relative à la protection des personnes qui se prêtent à des recherches biomédicales, PRESENTÉE AU SENAT**, par MM. Claude Huriet et Franck Sérusclat, sénateurs (23 mai 1990) [n° 320 (89-90)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Claude Huriet (31 mai 1990) [n° 335 (89-90)] – Discussion (11 juin 1990) – Adoption (11 juin 1990) [n° 117].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (12 juin 1990) [n° 1434 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Didier Chouat (13 juin 1990) [n° 1455 (9^e lég.)] – Discussion (19 juin 1990) – Adoption (19 juin 1990) [n° 324].

PROMULGATION : Loi n° 90-549 du 2 juillet 1990 (*J.O.* Lois et décrets du 5 juillet 1990).

Discussion des conclusions du rapport

(11 juin 1990) (p. 1465, 1466).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1465, 1466) : MM. Claude Huriet, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Claude Evin, ministre de la santé ; Franck Sérusclat.

Ethique et déontologie médicales : Sérusclat (Franck) (p. 1465).

Lois (application) : Evin (Claude) (p. 1465, 1466) ; Huriet (Claude) (p. 1465, 1466).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1466)

Art. unique (Report de la date d'application de la loi n° 88-1138 du 20 décembre 1988 modifiée relative à la protection des personnes qui se prêtent à des recherches biomédicales) – Adopté (p. 1466).

Adoption (11 juin 1990) (p. 1466).

2. – **Projet de loi relatif à la lutte contre le tabagisme et la lutte contre l'alcoolisme, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE**, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Claude Evin, ministre de la solidarité (6 juin 1990) [n° 1418 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Jean-Marie Le Guen (commun avec les propositions de loi n° A 88-89-0498, n° A 89-90-1245 et n° A 89-90-1255 sur la santé publique) (20 juin 1990) [n° 1482 (9^e lég.)] – Urgence – Discussion (25, 26 juin 1990) – Adoption (26 juin 1990) [n° 350].

NOUVEL INTITULE : « Projet de loi relatif à la lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme ».

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (27 juin 1990) [n° 437 (89-90)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Pour avis à la commission des affaires économiques – Pour avis à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Charles Descours (3 octobre 1990) [n° 3 (90-91)] – Avis de M. Alain Pluchet (3 octobre 1990) [n° 4 (90-91)] – Avis de M. Jean Delaneau (4 octobre 1990) [n° 8 (90-91)] – Discussion (11, 12 et 16 octobre 1990) – Adoption (16 octobre 1990) [n° 10].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (17 octobre 1990) [n° 1648 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Jean-Marie Le Guen (5 novembre 1990) [n° 1783 (9^e lég.)] – Discussion (11 décembre 1990) – Adoption (11 décembre 1990) [n° 416].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Charles Descours (5 novembre 1990) [n° 123 (90-91)] – Discussion (13 décembre 1990) – Adoption (13 décembre 1990) [n° 57].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 90-283 DC du 8 janvier 1991 (*J.O.* Lois et décrets du 10 janvier 1991) qui déclare l'article 12 contraire à la Constitution.

PROMULGATION : Loi n° 91-32 du 10 janvier 1991 (*J.O.* Lois et décrets du 12 janvier 1991).

Discussion (première lecture)

(11 octobre 1990) (p. 2660, 2704) ; (12 octobre 1990) (p. 2714, 2734) ; (16 octobre 1990) (p. 2767, 2788 ; 2816, 2839).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2660, 2691) : MM. Claude Evin, ministre des affaires sociales et de la solidarité ; Charles Descours, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Jean Delaneau, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles ; Alain Pluchet, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales ; Louis Jung, Paul Souffrin, Ernest Cartigny, Franck Sérusclat, Serge Mathieu, Claude Prouvoyeur, Jean Madelain, Louis Minetti, Jacques Bimbenet, Roland Courteau, Bernard Barbier, Pierre Lacour, André Dagnac, Emmanuel Hamel, Jacques Habert.

Le présent projet s'inscrit dans un programme de prévention qui a pour objectif d'infléchir le comportement des Français, et plus particulièrement des jeunes à l'égard du tabac et de l'alcool. Il est accompagné de mesures financières qui affectent le prix du tabac.

Accidents de la circulation (données chiffrées) : Sérusclat (Franck) (p. 2675).

Action sanitaire et sociale (décentralisation) : Prouvoyeur (Claude) (p. 2678).

Agriculteurs : Dagnac (André) (p. 2685).

Alcool (interdiction de vente) : Descours (Charles) (p. 2665).

Alcoolisme (coût économique et social) : Bimbenet (Jacques) (p. 2680) ; Fourcade (Jean-Pierre) (p. 2669) ; Souffrin (Paul) (p. 2672).

Alcoolisme (données chiffrées) : Courteau (Roland) (p. 2680) ; Descours (Charles) (p. 2663) ; Evin (Claude) (p. 2662) ; Pluchet (Alain) (p. 2668) ; Prouvoyeur (Claude) (p. 2678) ; Souffrin (Paul) (p. 2672).

Alcoolisme (exemples étrangers) : Jung (Louis) (p. 2671) ; Mathieu (Serge) (p. 2677).

Appellations d'origine contrôlée (AOC) : Mathieu (Serge) (p. 2677).

Boissons et alcools : Barbier (Bernard) (p. 2682).

Boissons et alcools (chiffre d'affaires) : Mathieu (Serge) (p. 2676).

Boissons et alcools (consommation) : Barbier (Bernard) (p. 2683) ; Delaneau (Jean) (p. 2666) ; Evin (Claude) (p. 2689 ; 2690) ; Habert (Jacques) (p. 2686) ; Jung (Louis) (p. 2671) ; Lacour (Pierre) (p. 2684) ; Sérusclat (Franck) (p. 2675).

- Boissons et alcools (consommation) (exemples étrangers) : *Habert (Jacques)* (p. 2686).
- Boissons et alcools (exportation) : *Habert (Jacques)* (p. 2687) ; *Jung (Louis)* (p. 2671) ; *Prouvoyeur (Claude)* (p. 2677).
- Boissons et alcools (importation) : *Courteau (Roland)* (p. 2681) ; *Minetti (Louis)* (p. 2680).
- Boissons et alcools (prix) : *Jung (Louis)* (p. 2671).
- Boissons et alcools (producteurs) : *Prouvoyeur (Claude)* (p. 2677) ; *Souffrin (Paul)* (p. 2672).
- Boissons et alcools (productions étrangères) : *Mathieu (Serge)* (p. 2676).
- Code des débits de boissons : *Daugnac (André)* (p. 2685) ; *Evin (Claude)* (p. 2662).
- Comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) : *Souffrin (Paul)* (p. 2672).
- Cour de justice des Communautés européennes (CJCE) : *Evin (Claude)* (p. 2690).
- Débits de tabac : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 2669).
- Déontologie (règles) : *Lacour (Pierre)* (p. 2684).
- Directives communautaires : *Courteau (Roland)* (p. 2682) ; *Evin (Claude)* (p. 2688).
- Droit des personnes et de la famille : *Evin (Claude)* (p. 2660).
- Éducation sanitaire : Voir Prévention sanitaire.
- Enseignement : *Barbier (Bernard)* (p. 2683) ; *Delaneau (Jean)* (p. 2665) ; *Evin (Claude)* (p. 2689) ; *Prouvoyeur (Claude)* (p. 2677).
- Exode rural : *Courteau (Roland)* (p. 2682).
- Fonds de prévention : *Delaneau (Jean)* (p. 2666) ; *Descours (Charles)* (p. 2664 ; 2665) ; *Evin (Claude)* (p. 2661 ; 2688) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 2670) ; *Habert (Jacques)* (p. 2687) ; *Madelain (Jean)* (p. 2679) ; *Prouvoyeur (Claude)* (p. 2678).
- Hôpitaux (personnels) : *Evin (Claude)* (p. 2661).
- Impôts et taxes : *Barbier (Bernard)* (p. 2683) ; *Prouvoyeur (Claude)* (p. 2678).
- Inégalités sociales : *Evin (Claude)* (p. 2662).
- Information sanitaire : Voir Prévention sanitaire.
- Institut national de la recherche agronomique (INRA) : *Barbier (Bernard)* (p. 2683).
- Institut national des appellations d'origine (INAO) : *Barbier (Bernard)* (p. 2683) ; *Pluchet (Alain)* (p. 2668).
- Jeunesse : *Cartigny (Ernest)* (p. 2673) ; *Courteau (Roland)* (p. 2681) ; *Delaneau (Jean)* (p. 2665 ; 2666) ; *Descours (Charles)* (p. 2664 ; 2665) ; *Evin (Claude)* (p. 2662 ; 2663) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 2670) ; *Habert (Jacques)* (p. 2687) ; *Madelain (Jean)* (p. 2679) ; *Pluchet (Alain)* (p. 2667) ; *Prouvoyeur (Claude)* (p. 2677).
- Liberté de circulation : *Mathieu (Serge)* (p. 2676).
- Liberté du commerce et de l'industrie : *Mathieu (Serge)* (p. 2676).
- Loi Veil : *Evin (Claude)* (p. 2689) ; *Habert (Jacques)* (p. 2687) ; *Lacour (Pierre)* (p. 2684) ; *Madelain (Jean)* (p. 2679) ; *Prouvoyeur (Claude)* (p. 2677) ; *Souffrin (Paul)* (p. 2672).
- Mécénat : *Delaneau (Jean)* (p. 2667).
- Médecine libérale : *Evin (Claude)* (p. 2661).
- Médecine du travail : *Souffrin (Paul)* (p. 2672 ; 2673).
- Médecine scolaire : *Souffrin (Paul)* (p. 2673).
- Office national interprofessionnel des vins (ONIVINS) : *Barbier (Bernard)* (p. 2683).
- Organisation mondiale de la santé (OMS) : *Courteau (Roland)* (p. 2681) ; *Evin (Claude)* (p. 2688).
- Parrainage sportif : *Descours (Charles)* (p. 2665) ; *Evin (Claude)* (p. 2690) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 2669 ; 2670) ; *Habert (Jacques)* (p. 2687) ; *Mathieu (Serge)* (p. 2676).
- Politique de la santé : *Evin (Claude)* (p. 2660 ; 2661) ; *Madelain (Jean)* (p. 2678) ; *Pluchet (Alain)* (p. 2667 ; 2668).
- Politique économique et sociale : *Minetti (Louis)* (p. 2679).
- Prévention médicale : *Bimbenet (Jacques)* (p. 2680) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 2673) ; *Delaneau (Jean)* (p. 2667) ; *Descours (Charles)* (p. 2664 ; 2665) ; *Evin (Claude)* (p. 2660 ; 2661 ; 2663 ; 2688) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 2669) ; *Habert (Jacques)* (p. 2687) ; *Jung (Louis)* (p. 2671) ; *Madelain (Jean)* (p. 2678 ; 2679) ; *Mathieu (Serge)* (p. 2677) ; *Prouvoyeur (Claude)* (p. 2677 ; 2678) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 2675) ; *Souffrin (Paul)* (p. 2673).
- Prix à la consommation (indice) : *Delaneau (Jean)* (p. 2666) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 2670) ; *Habert (Jacques)* (p. 2688) ; *Madelain (Jean)* (p. 2679).
- Propriété (droit) : *Mathieu (Serge)* (p. 2676).
- Protection sociale : *Evin (Claude)* (p. 2661).
- Publicité : *Barbier (Bernard)* (p. 2682 ; 2683) ; *Bimbenet (Jacques)* (p. 2680) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 2673) ; *Courteau (Roland)* (p. 2681 ; 2682) ; *Daugnac (André)* (p. 2685) ; *Delaneau (Jean)* (p. 2665 ; 2666 ; 2667) ; *Descours (Charles)* (p. 2664 ; 2665) ; *Evin (Claude)* (p. 2661 ; 2662 ; 2663 ; 2688 ; 2689 ; 2690) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 2670) ; *Habert (Jacques)* (p. 2686) ; *Lacour (Pierre)* (p. 2684) ; *Mathieu (Serge)* (p. 2676) ; *Minetti (Louis)* (p. 2679) ; *Pluchet (Alain)* (p. 2669) ; *Prouvoyeur (Claude)* (p. 2678) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 2675) ; *Souffrin (Paul)* (p. 2672).
- Publicité (exemples étrangers) : *Evin (Claude)* (p. 2688).
- Publicité (ressources) : *Delaneau (Jean)* (p. 2667) ; *Habert (Jacques)* (p. 2687) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 2676).
- Santé : *Barbier (Bernard)* (p. 2682 ; 2683) ; *Cartigny (Ernest)* (p. 2673) ; *Descours (Charles)* (p. 2665) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 2670) ; *Habert (Jacques)* (p. 2686) ; *Lacour (Pierre)* (p. 2685) ; *Prouvoyeur (Claude)* (p. 2677 ; 2678) ; *Souffrin (Paul)* (p. 2672).
- Société nationale d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (SEITA) : *Cartigny (Ernest)* (p. 2674) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 2669) ; *Pluchet (Alain)* (p. 2668) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 2676).
- Syndrôme immuno-déficitaire acquis (SIDA) (données chiffrées) : *Descours (Charles)* (p. 2663).
- Tabac (consommation) : *Delaneau (Jean)* (p. 2666) ; *Habert (Jacques)* (p. 2686) ; *Lacour (Pierre)* (p. 2684) ; *Pluchet (Alain)* (p. 2667).
- Tabac (consommation) (exemples étrangers) : *Habert (Jacques)* (p. 2686).
- Tabac (historique) : *Sérusclat (Franck)* (p. 2674).
- Tabac (importation) : *Minetti (Louis)* (p. 2680).
- Tabac (interdiction de vente) : *Descours (Charles)* (p. 2664).
- Tabac (prix) : *Delaneau (Jean)* (p. 2666) ; *Descours (Charles)* (p. 2664) ; *Evin (Claude)* (p. 2661 ; 2662 ; 2689) ; *Habert (Jacques)* (p. 2687) ; *Madelain (Jean)* (p. 2679) ; *Prouvoyeur (Claude)* (p. 2678).
- Tabac (prix) (exemples étrangers) : *Descours (Charles)* (p. 2664).
- Tabac (producteurs) : *Delaneau (Jean)* (p. 2666) ; *Pluchet (Alain)* (p. 2668) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 2676) ; *Souffrin (Paul)* (p. 2672).
- Tabacs et allumettes (chiffre d'affaires) : *Pluchet (Alain)* (p. 2668).
- Tabagisme (coût économique et social) : *Bimbenet (Jacques)* (p. 2680) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 2669) ; *Souffrin (Paul)* (p. 2672).
- Tabagisme (données chiffrées) : *Descours (Charles)* (p. 2663) ; *Evin (Claude)* (p. 2662) ; *Pluchet (Alain)* (p. 2667).

Vins : *Barbier (Bernard)* (p. 2682) ; *Courteau (Roland)* (p. 2681) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 2675).

Vins (consommation) : *Courteau (Roland)* (p. 2681) ; *Pluchet (Alain)* (p. 2668).

Vins (exportation) : *Barbier (Bernard)* (p. 2683) ; *Habert (Jacques)* (p. 2687).

Viticulture : *Barbier (Bernard)* (p. 2683) ; *Courteau (Roland)* (p. 2682) ; *Daugnac (André)* (p. 2685) ; *Delaneau (Jean)* (p. 2666) ; *Lacour (Pierre)* (p. 2684 ; 2685) ; *Pluchet (Alain)* (p. 2668) ; *Prouvoyeur (Claude)* (p. 2677).

Viticulture (vignobles français) : *Barbier (Bernard)* (p. 2684).

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2691, 2704 ; 2714, 2734 ; 2767, 2788 ; 2816, 2839) : *MM. Jean Delaneau, rapporteur pour avis ; Charles Descours, rapporteur ; Bruno Durieux, ministre délégué à la santé ; Mme Hélène Missoffe, MM. Maurice Schumann, Claude Evin, ministre ; Louis Minetti, Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. Guy Penne, Bernard Barbier, Etienne Dailly, Alain Pluchet, rapporteur pour avis ; Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales ; André Egu, Emmanuel Hamel, Franck Sérusclat - Guy Robert, André Jourdain, Jean Chérioux, Pierre Lacour, Paul Girod - Roland Courteau, Ambroise Dupont, Christian Bonnet, René-Georges Laurin, Louis Jung, Marc Boeuf, Paul Souffrin, Hector Viron, Jean Madelain, Joseph Caupert, Marcel Lucotte, Claude Prouvoyeur.*

Avant le titre premier (p. 2691).

Adopté : amendement n° 37 de la commission des affaires culturelles saisie pour avis : retrait de la liste des produits servant à établir l'indice des prix à la consommation de l'INSEE, du tabac et des boissons alcooliques (p. 2693).

- Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2693).

TITRE PREMIER

DISPOSITIONS RELATIVES A LA LUTTE CONTRE LE TABAGISME

Avant l'art. 1^{er} (p. 2693).

Adoptés : amendements de M. Paul Souffrin, n° 136, soutenu par M. Louis Minetti : obligation pour le médecin lors de l'examen médical prénuptial d'informer les futurs époux des conséquences du tabagisme, de l'alcoolisme et la toxicomanie (p. 2694) - N° 137, soutenu par M. Louis Minetti : information par le médecin de la femme enceinte des risques encourus par la consommation de tabac et d'alcool (p. 2694) - N° 138, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet : information des enseignants dans le cadre de la prévention et de la lutte contre le tabagisme, l'alcoolisme et la toxicomanie (p. 2695) - Et n° 139, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet : instauration dans les établissements scolaires, d'éducation sanitaire et sociale pour favoriser la prévention du tabagisme, de l'alcoolisme et de la toxicomanie (p. 2696).

Irrecevable (article 40 de la Constitution) : amendement n° 140 de M. Paul Souffrin, soutenu par M. Louis Minetti : prise en charge par l'Etat des dépenses entraînées par la prévention et le traitement du tabagisme et de l'alcoolisme (p. 2696).

- Quatre articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 2694, 2695, 2696).

Art. 1^{er} (*Interdiction de la publicité directe ou indirecte pour le tabac - Art. 2 de la loi n° 76-616 du 9 juillet 1976*) (p. 2696).

Adoptés : amendement n° 1 de la commission : présentation d'affichettes d'information dans les débits de tabac (p. 2700) - Amendement n° 19 de la commission des affaires économiques saisie pour avis : mécénat effectué dans le cadre des filières du tabac (p. 2702).

Rejetés : amendements de la commission des affaires économiques saisie pour avis, n° 17 : délai de mise en application de la loi (p. 2698) - N° 18 : précision à l'exception de l'interdiction de la publicité (p. 2699) - Et n° 21 : délai supplémentaire accordé à titre dérogatoire en faveur de la publicité pour les tabacs à faible taux de goudron (p. 2702) - Amendement n° 74

de M. André Egu : autorisation du parrainage sportif (p. 2700) - Amendement n° 122 de M. Roland du Luart, soutenu par M. Bernard Barbier : possibilité d'une publicité directe dans la presse en faveur des cigarettes à faible taux de goudron (p. 2702).

Retirés : amendement n° 38 de la commission des affaires culturelles saisie pour avis : délai de mise en application de la loi, retiré au profit de l'amendement n° 17 (p. 2697) - Amendement n° 103 de M. André Egu : nécessité d'une publicité informative ; contrôle préalable par un organisme professionnel (p. 268).

- L'article 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 2702).

Art. 2 (*Diverses modifications de la loi n° 76-616 du 9 juillet 1976 relative à la lutte contre le tabagisme*) (p. 2702).

ARTICLE 1^{ER} DE LA LOI DU 9 JUILLET 1976 (*Définition des produits du tabac*) (p. 2703).

Adoptés : amendement n° 75 de M. André Egu : extension des dispositions du projet de loi aux substituts du tabac (p. 2703) - Amendement n° 2 de la commission : interdiction de vente de tabac à des mineurs de moins de 16 ans (p. 2704).

- Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2704).

ART. 3 DE LA LOI PRECITEE (*Définition de la publicité indirecte*) (p. 2714).

Adoptés : amendement n° 114 de M. Jean Delaneau : précision relative à l'interdiction de la publicité indirecte (p. 2715) - Amendement n° 40 de la commission des affaires culturelles saisie pour avis : problème de l'utilisation de l'identité d'un produit (p. 2717).

Rejetés : amendements de M. André Egu, soutenus par M. Guy Robert, n°s 76 et 77 : précisions relatives à l'interdiction de la publicité indirecte du tabac (p. 2715) - Amendement n° 144 du Gouvernement : problème de l'utilisation de l'identité d'un produit (p. 2717) - Amendement n° 70 de M. André Jourdain : préservation de l'activité des pipiers de Saint-Claude (p. 2719).

Retirés : amendement n° 104 de M. Emmanuel Hamel : droit à la diversification des activités des salariés de la SEITA (p. 2717) - Amendement n° 23 de la commission des affaires économiques saisie pour avis, retiré au bénéfice de l'amendement n° 70 de M. André Jourdain (p. 2718) - Amendement n° 41 de la commission des affaires culturelles saisie pour avis : participation des initiateurs d'opérations de mécénat (p. 2719).

Devenus sans objet : amendement n° 22 de la commission des affaires économiques saisie pour avis : rétablissement de la date initialement prévue pour la commercialisation d'un produit dont le nom rappelle le tabac (p. 2717) - Amendement n° 78 de M. André Egu, soutenu par M. Guy Robert : suppression des liens financiers entre deux sociétés portant le même nom (p. 2717).

- Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2720).

ART. 9 DE LA LOI PRECITEE (*Mise en conformité des règles relatives à l'étiquetage et à la teneur en goudron avec les directives communautaires*) (p. 2720).

Adopté : amendement n° 42 de la commission des affaires culturelles saisie pour avis : délai de mise en conformité des unités de conditionnement avec les nouvelles normes (p. 2721).

- Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2721).

ART. 12 DE LA LOI PRECITEE (*Sanctions pénales*) (p. 2721).

Adoptés : amendements de la commission, n° 141 : contraventions en cas de vente de tabac aux mineurs de moins de 16 ans (p. 2723) - N° 154 : précision (p. 2724) - Et n° 142 : modalités d'application des amendes (p. 2724) - Amendement n° 43 de la commission des affaires culturelles saisie pour avis : rédactionnel (p. 2724).

Retirés : amendement de M. André Egu, soutenu par M. Guy Robert, n° 79 : détermination des peines et amendes (p. 2722) - Et n° 80, retiré au bénéfice de l'amendement n° 142 de la commission : modalités d'application des amendes (p. 2724).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2724).

ART. 16 DE LA LOI PRECITEE (Protection des non fumeurs) (p. 2724).

Adopté : amendement n° 4 de la commission : interdiction pour les enseignants de fumer dans les établissements scolaires (p. 2725).

Retiré : amendement n° 105 de M. Franck Sérusclat, soutenu par M. Marc Boeuf : rédactionnel (p. 2725).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2725).

ART. 18 DE LA LOI PRECITEE (Droit d'ester en justice des associations de lutte contre le tabagisme) (p. 2725).

Adopté : amendement n° 44 de la commission des affaires culturelles saisie pour avis : rédactionnel (p. 2725).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2725).

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 2725).

Art. 3 (Abrogation des articles 13 à 15 de la loi n° 76-616 du 9 juillet 1976) – Adopté (p. 2725).

Art. 4 (Dispositions transitoires relatives à la publicité pour le tabac) (p. 2725).

Adopté : amendement n° 45 de la commission des affaires culturelles saisie pour avis : coordination avec l'amendement n° 42 à l'article 9 de la loi précitée (p. 2726).

Retirés : amendement de suppression n° 81 de M. André Egu, soutenu par M. Guy Robert (p. 2726) – Amendement n° 123 de M. Roland du Luart, soutenu par M. Bernard Barbier : maintien sous quota de la publicité en faveur des cigarettes légères (p. 2726).

– L'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 2726).

Art. 4 bis (Journée annuelle sans tabac) (p. 2726).

Retiré : amendement de suppression n° 115 de M. Jean Delaneau (p. 2727).

– L'article 4 bis est adopté (p. 2727).

Art. 5 (Régime transitoire des sanctions pénales et du droit d'ester en justice des associations) (p. 2727).

Adoptés : amendements de la commission des affaires culturelles saisie pour avis, n° 46 : sanctions du non respect des normes de conditionnement des tabacs (p. 2728) – Et n° 47 : toilettage juridique (p. 2728).

– L'article 5, ainsi modifié, est adopté (p. 2728).

Art. 6 (Codification à compter du 1^{er} janvier 1993) – Adopté (p. 2728).

TITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES A LA LUTTE CONTRE L'ALCOOLISME

Avant l'art. 7 (p. 2728).

Rejeté : amendement n° 48 de la commission des affaires culturelles saisie pour avis : diminution de l'alcoolémie légale pour les automobilistes (p. 2731).

Art. 7 (Modifications du code des débits de boissons – Mesures de protection contre l'alcoolisme) (p. 2731).

I – ARTICLE L. PREMIER DU CODE DES DEBITS DE BOISSONS (Aménagement de la définition des boissons alcooliques) (p. 2731).

Rejeté : amendement n° 82 de M. Louis Jung : assimilation à des boissons sans alcool des boissons contenant jusqu'à 2,9 degrés d'alcool (p. 2731).

– Le texte proposé est adopté (p. 2731).

II – ART. L. 13 (Interdiction de délivrer des boissons alcooliques par distributeur automatique) (p. 2731).

Rejeté : amendement n° 146 du Gouvernement : mise en conformité de l'étiquetage avec les directives européennes (p. 2733).

– Le texte proposé est adopté (p. 2733).

III – ART. L. 17 - 1^{er} alinéa (Principe d'interdiction de la publicité pour des boissons alcooliques) – Adopté (p. 2733).

IV – ART. L. 17 (Principe d'interdiction de la publicité pour des boissons alcooliques à compter du 1^{er} janvier 1993) (p. 2766).

Adoptés : amendement n° 106 de M. Roland Courteau : exclusion du vin du champ d'application des mesures prises par la loi (p. 2775) ; sous-amendement n° 156 de M. Ambroise Dupont : défense des productions de terroir (p. 2775) – Amendement n° 5 de la commission : suppression de l'interdiction du parrainage (p. 2817 ; précédemment réservé p. 2776).

Rejetés : amendement n° 28 de la commission des affaires économiques saisie pour avis : délai d'adaptation (p. 2766) – Amendement n° 61 de M. Ambroise Dupont : possibilité de faire de la publicité pour les nouveaux produits pendant six mois (p. 2776).

Devenus sans objet : amendements identiques n° 58 de M. Bernard Barbier, n° 126 de M. Jacques Vallade et n° 84 de M. Pierre Lacour : suppression de l'interdiction de la propagande (p. 2775).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2817).

V – ART. L. 17-1 (Définition de la publicité indirecte) (p. 2776).

Adoptés : amendements identiques n° 6 de la commission, n° 30 de la commission des affaires économiques saisie pour avis et n° 51 de la commission des affaires culturelles saisie pour avis : problème de l'utilisation d'identité d'un produit ; fixation d'une date pour la commercialisation (p. 2777).

Rejetés : amendement n° 116 de M. Jean Delaneau : possibilité d'utilisation du patronyme (p. 2777) – Amendements du Gouvernement, n° 147 : exception en cas d'identité fortuite (p. 2777) – Et n° 148 : interdiction de toute forme de publicité (p. 2779).

Retiré : amendement n° 108 de M. Roland Courteau : coordination avec son amendement n° 106 (p. 2779).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2779).

VI – ART. L. 18 (Contenu des messages publicitaires autorisés) (p. 2780).

Adoptés : amendements identiques n° 64 de M. Bernard Barbier, n° 87 de M. Pierre Lacour et n° 131 de M. Jacques Vallade, soutenus par M. Bernard Barbier : dispositions relatives à la publicité figurant sur le conditionnement (p. 2782).

Rejeté : amendement n° 88 de M. André Egu, soutenu par M. Pierre Lacour : institution d'une commission de contrôle des messages publicitaires (p. 2782).

Retiré : amendement n° 143 de la commission : précisions relatives à la réglementation des publicités autorisées (p. 2782).

Devenus sans objet : amendement n° 52 de la commission des affaires culturelles saisie pour avis : réglementation des publicités autorisées (p. 2782) ; sous-amendement n° 117 de M. Jean Delaneau : précisions relatives à l'utilisation de certains produits inscrites sur l'emballage (p. 2782) – Amendement n° 89 de M. Jean Madelain : précisions relatives aux interdictions à respecter par le message publicitaire (p. 2782).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2782).

VII – ART. L. 19 (Publicités autorisées à partir du 1^{er} janvier 1993) (p. 2782).

Adoptés : amendement n° 53 de la commission des affaires culturelles saisie pour avis : modalités d'autorisation de la publicité (p. 2788) ; sous-amendement n° 151 de la commission : délai d'application du dispositif ; réglementation de la délivrance des autorisations (p. 2787) ; et sous-amendement n° 158 de la commission des affaires culturelles saisie pour avis : réglementation de l'affichage par un décret en Conseil d'Etat (p. 2787).

Rejetés : sur l'amendement n° 53 de la commission des affaires culturelles saisie pour avis, sous-amendements de la commis-

sion des affaires économiques saisie pour avis, n° 33 : réglementation de la publicité dans les salles de cinéma ; et n° 34 : réglementation de la publicité sur les lieux de vente (p. 2787).

Devenus sans objet : amendement de précision n° 91 de M. André Egu, soutenu par M. Pierre Lacour (p. 2788) – Amendements identiques n° 92 de M. Pierre Lacour, n° 66 de M. Bernard Barbier et n° 134 de M. Gérard César : délivrance des autorisations (p. 2788) – Amendement n° 149 du Gouvernement : précision par un décret de la notion de lieu de vente à caractère spécialisé (p. 2788) – Amendement n° 65 de M. Bernard Barbier : information au moyen d'affichettes (p. 2788) – Amendements identiques n° 67 de M. Bernard Barbier, n° 94 de M. Pierre Lacour et n° 135 de M. Jacques Vallade : réglementation au préalable des activités de parrainage (p. 2788).

– Le texte proposé, dans la rédaction de l'amendement n° 53, ainsi modifié, est adopté (p. 2788).

VII BIS – ART. L. 18-1 (*Obligation d'insérer un message de caractère sanitaire dans la publicité pour les boissons alcooliques*) (p. 2817).

Adoptés : amendement n° 95 de M. Jean Madelain : précisions relatives à la nature du message (p. 2818) – Amendement n° 96 de M. André Egu, soutenu par M. Pierre Lacour : précisions relatives au message (p. 2818).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2818).

VII TER – ART. L. 19-1 (*Conditions de la publicité à l'occasion des opérations de mécénat*) (p. 2818).

Adoptés : amendement n° 118 de M. Jean Delaneau : détermination de la participation des initiateurs aux opérations de mécénat (p. 2819) – Amendement n° 109 de M. Roland Courteau : de conséquence avec son amendement n° 106 (p. 2819).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2819).

VIII – ART. L. 21 (*Sanctions pénales*) (p. 2819).

Adoptés : amendement n° 55 de la commission des affaires culturelles saisie pour avis : renforcement de la répression (p. 2820) – Amendements de la commission, n° 155 : sanctions en cas de récidive (p. 2820) – N° 152 : responsabilité des personnes morales (p. 2820) – Et n° 153 de précision (p. 2820).

Rejeté : amendement n° 97 de M. André Egu, soutenu par M. Guy Robert : suppression de l'aggravation de certaines sanctions en cas de récidive (p. 2820).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2821).

IX – ART. L. 49-1-2 (*Lieux où la vente et la distribution d'alcool sont interdites et dérogations*) (p. 2821).

Adoptés : amendements de la commission, n° 12 : interdiction de vente de boissons alcoolisées dans les stades (p. 2823) – Et n° 13 : suppression de la dérogation pour des événements à caractère sportif (p. 2824) – Amendement n° 119 de M. Jean Delaneau : suppression de l'alinéa prévoyant des dérogations (p. 2824).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2824).

IX BIS – ART. L. 68 (*Interdiction de vente de boissons alcooliques dans les stations service*) (p. 2824).

Adopté : amendement n° 150 du Gouvernement, retiré puis repris par son auteur (p. 2825) : réglementation de la vente des boissons alcoolisées dans les points de vente de carburant (p. 2828).

Rejeté : amendement de suppression n° 98 de M. Guy Robert, retiré par son auteur (p. 2826), puis repris par M. Bernard Barbier (p. 2828).

Retirés : amendement n° 14 de la commission : réglementation de la vente de boissons alcooliques dans les stations service (p. 2826) – Amendement n° 56 de la commission des affaires culturelles saisie pour avis : précisions relatives à l'interdiction de la vente de boissons alcoolisées dans les stations service (p. 2826) – Amendement n° 120 de M. Jean Delaneau : précisions relatives à l'interdiction de la vente de boissons alcoolisées dans les stations service (p. 2826) – Amendement n° 36 de la commission des affaires économiques saisie pour avis : régle-

mentation de la vente de nuit de boissons alcoolisées (p. 2826) – Amendement n° 110 de M. Franck Sérusclat : réglementation de la vente de boissons alcooliques dans les stations service (p. 2824).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2828).

X – ART. L. 80 (*Interdiction de vendre de l'alcool aux mineurs de moins de seize ans*) (p. 2828).

Adopté : amendement de précision n° 15 de la commission (p. 2829).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2829).

XI – ART. L. 85 (*Réglementation de l'accès des mineurs dans les débits de boissons*) – Adopté (p. 2829).

XII – ART. L. 96 (*Droit d'ester en justice des associations de lutte contre l'alcoolisme*) (p. 2829).

Adopté : amendement n° 111 de M. Roland Courteau : information objective du consommateur (p. 2829).

– Le texte proposé, ainsi modifié, est adopté (p. 2829).

– L'article 7, ainsi modifié, est rejeté (p. 2831).

Après l'art. 7 (p. 2832).

Adoptés : amendement n° 16 de la commission : poursuite de l'exécution des contrats relatifs aux opérations de publicité (p. 2832) – Amendement n° 57 de la commission des affaires culturelles saisie pour avis : création d'une contribution sur les dépenses publicitaires en faveur des boissons alcooliques destinée à un fonds de financement des actions d'éducation sanitaire (p. 2835) ; sous-amendement n° 159 de la commission : assiette de la contribution (p. 2834).

Rejeté : amendement n° 113 de M. Paul Souffrin : adoption de dispositions similaires par la communauté économique européenne, préalable à l'entrée en vigueur de la loi (p. 2836).

Retiré : amendement n° 125 de M. André Egu, soutenu par M. Guy Robert : institution d'une contribution sur les dépenses publicitaires en faveur des boissons alcooliques destinée au financement d'un fonds pour les actions d'éducation sanitaire (p. 2835).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi.

Avant l'art. 8 (p. 2836).

Retiré : amendement n° 112 de M. Franck Sérusclat : lutte contre l'alcoolisme sur les lieux de travail (p. 2836).

Art. 8 (Rapport d'évaluation) – Adopté (p. 2837).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2837, 2839) : MM. Marc Boeuf, Paul Souffrin, Claude Prouvoyeur, Bernard Barbier, Daniel Hoeffel, Charles Descours, rapporteur ; Etienne Dailly.

Scrutin public n° 10 (p. 2839).

Adoption (16 octobre 1990) (p. 2839).

Discussion (commission mixte paritaire)

(13 décembre 1990) (p. 5059, 5066).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5059, 5066) : MM. Charles Descours, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Claude Evin, ministre des affaires sociales ; Bernard Barbier, Jean Delaneau, Claude Estier, Emmanuel Hamel, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales .

Alcool (consommation) : Pagès (Robert) (p. 5063).

Alcool (vente) : Descours (Charles) (p. 5060).

Amendements : Fourcade (Jean-Pierre) (p. 5065).

Education sanitaire : Descours (Charles) (p. 5060) ; Evin (Claude) (p. 5061 ; 5062) ; Pagès (Robert) (p. 5063).

Enseignement : Descours (Charles) (p. 5059).

Etiquetage : Barbier (Bernard) (p. 5063).

Fonds de prévention : Delaneau (Jean) (p. 5064) ; Descours (Charles) (p. 5060) ; Evin (Claude) (p. 5061 ; 5062).

Jeunesse : *Estier (Claude)* (p. 5064) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 5066).

Lois (application) : *Barbier (Bernard)* (p. 5063) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 5065) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 5065).

Loi Veil : *Evin (Claude)* (p. 5066).

Mécénat : *Descours (Charles)* (p. 5060).

Parrainage sportif : *Descours (Charles)* (p. 5060) ; *Estier (Claude)* (p. 5064) ; *Evin (Claude)* (p. 5062).

Peines et amendes : *Descours (Charles)* (p. 5060).

Politique de la santé : *Descours (Charles)* (p. 5059) ; *Evin (Claude)* (p. 5061).

Prévention sanitaire : *Barbier (Bernard)* (p. 5062) ; *Descours (Charles)* (p. 5059 ; 5060) ; *Estier (Claude)* (p. 5065) ; *Evin (Claude)* (p. 5061) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 5065) ; *Pagès (Robert)* (p. 5063).

Prix à la consommation (indice) : *Delaneau (Jean)* (p. 5064) ; *Descours (Charles)* (p. 5059) ; *Estier (Claude)* (p. 5065) ; *Pagès (Robert)* (p. 5063).

Publicité : *Barbier (Bernard)* (p. 5063) ; *Descours (Charles)* (p. 5059 ; 5060) ; *Estier (Claude)* (p. 5064 ; 5065) ; *Evin (Claude)* (p. 5061 ; 5062 ; 5066) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 5065) ; *Pagès (Robert)* (p. 5063).

Tabac (conditionnement) : *Descours (Charles)* (p. 5060).

Tabac (consommation) : *Pagès (Robert)* (p. 5063).

Tabac (prix) : *Delaneau (Jean)* (p. 5064) ; *Descours (Charles)* (p. 5059 ; 5060) ; *Evin (Claude)* (p. 5061) ; *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 5066).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5066, 5070) : *MM. Maurice Schumann, président de la commission des affaires culturelles ; Charles Descours, rapporteur.*

Art. 1^{er} A (p. 5066).

Art. 1^{er} B et 1^{er} C – Supprimés par la CMP (p. 5066).

Art. 1^{er} D – (p. 5067).

Art. 1^{er} E – Supprimé par la CMP (p. 5067).

Art. 1^{er}, 2, 4 (p. 5067).

Art. 5 (p. 5068).

Adopté avec le texte proposé par la commission mixte paritaire : amendement rédactionnel n° 1 de la commission (p. 5070).

Art. 7 (p. 5068).

Art. 7 bis, 7 ter (p. 5069).

Explication de vote sur l'ensemble (p. 5069, 5070) : *M. Etienne Dailly* – Commissions mixtes paritaires (CMP) – Constitution (art. 49-3).

Scrutin public n° 64 (p. 5070).

Adoption (13 décembre 1990) (p. 5070).

3. – Proposition de loi relative aux traitements des données nominatives à caractère médical et médico-social, à des fins de recherches, d'études et d'amélioration de la protection de la santé, PRESENTÉE AU SENAT, par *M. Franck Sérusclat*, sénateur, et plusieurs de ses collègues (23 octobre 1990) [n° 53 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

Sapeurs-pompiers

Voir *Accidents du travail, 1*
Questions au Gouvernement n° 304
Questions orales sans débat n° 245

Satellites

Voir *Lois de finances, 1*, Postes, télécommunications et espace

Scrutins

Voir *Questions au Gouvernement n° 228*
Rappels au règlement, 20

Séances des assemblées parlementaires

Voir *Parlement, 3*
Rappels au règlement, 31

Secteur public

1. – **Projet de loi relatif à la Réunion des musées nationaux, PRESENTÉ AU SENAT**, au nom de *M. Michel Rocard*, Premier ministre, par *M. Jack Lang*, ministre de la culture (12 avril 1990) [n° 239 (89-90)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de *M. Michel Miroudot* (3 mai 1990) [n° 275 (89-90)] – Discussion (9 mai 1990) – Adoption (9 mai 1990) [n° 99].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (10 mai 1990) [n° 1336 (9^e lég)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de *M. Charles Metzinger* (22 mai 1990) [n° 1367 (9^e lég)] – Discussion (28 mai 1990) – Adoption (28 mai 1990) [n° 298].

PROMULGATION : Loi n° 90-474 du 5 juin 1990 (*JO* Lois et décrets du 12 juin 1990).

Discussion (première lecture)

(9 mai 1990) (p. 686, 691).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 686, 690) : *MM. Jack Lang, ministre de la culture ; Michel Miroudot, rapporteur de la commission des affaires culturelles ; François Autain, Louis Virapoullé, Ivan Renar, Maurice Schumann, président de la commission des affaires culturelles ; Pierre Laffitte.*

Ce projet de loi tend à la transformation du statut de la Réunion des musées nationaux, faisant d'un établissement public administratif un établissement public industriel et commercial, afin de faciliter le développement de ses activités commerciales.

Aéroports : *Laffitte (Pierre)* (p. 690).

Edition et imprimerie : *Lang (Jack)* (p. 686, 687) ; *Miroudot (Michel)* (p. 687).

Etablissements publics : *Lang (Jack)* (p. 687) ; *Miroudot (Michel)* (p. 688).

Expositions artistiques : *Lang (Jack)* (p. 686).

Loi du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public : *Lang (Jack)* (p. 687) ; *Miroudot (Michel)* (p. 688) ; *Renar (Ivan)* (p. 689).

Mécénat : *Lang (Jack)* (p. 687, 690).

Musées : *Lang (Jack)* (p. 686, 690) ; *Renar (Ivan)* (p. 689) ; *Schumann (Maurice)* (p. 690) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 688, 689).

Oeuvres d'art : *Lang (Jack)* (p. 687, 690) ; *Miroudot (Michel)* (p. 687) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 689).

Réunion des musées nationaux (activités) : *Autain (François)* (p. 688) ; *Laffitte (Pierre)* (p. 690) ; *Lang (Jack)* (p. 686, 687, 690) ; *Miroudot (Michel)* (p. 687) ; *Renar (Ivan)* (p. 689) ; *Schumann (Maurice)* (p. 689) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 688).

Réunion des musées nationaux (conseil d'administration) : *Miroudot (Michel)* (p. 688) ; *Renar (Ivan)* (p. 689).

Réunion des musées nationaux (personnel) : *Autain (François)* (p. 688) ; *Lang (Jack)* (p. 687, 690) ; *Miroudot (Michel)* (p. 687, 688) ; *Renar (Ivan)* (p. 689).

Réunion des musées nationaux (statut) : *Autain (François)* (p. 688) ; *Laffitte (Pierre)* (p. 690) ; *Lang (Jack)* (p. 686, 687) ; *Miroudot (Michel)* (p. 687, 688) ; *Renar (Ivan)* (p. 689).

Service public : *Lang (Jack)* (p. 690) ; *Renar (Ivan)* (p. 689).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 691) : *M. Ivan Renar.*

Art. 1^{er} (*Inscription de la Réunion des musées nationaux à l'annexe II de la loi du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public*) (p. 691).

Parole sur l'article : *M. Ivan Renar* (p. 691).

– L'article 1^{er} est adopté (p. 691).

Art. 2 (*Entrée en vigueur de la loi*) – Adopté (p. 691).

Explication de vote sur l'ensemble : *M. Ivan Renar* (p. 691).

Adoption (9 mai 1990) (p. 691).

Sécurité civile

Voir *Lois de finances, 1*, Intérieur
Questions orales sans débat n° 176 ; n° 182

1. – Proposition de loi complétant la loi n° 87-565 du 22 juillet 1987 relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et la prévention des risques majeurs, PRESENTÉE AU SENAT, par MM. Charles de Cuttoli, Paul d'Ornano et Mme Paulette Brisepierre (8 juin 1990) [n° 368 (89-90)] – Renvoi à la commission des lois.

Sécurité routière

Voir *Circulation routière, 2*
Questions au Gouvernement n° 279 ; n° 284

Sécurité sociale

Voir *Lois de finances, 1*, Solidarité, santé et protection sociale
Questions au Gouvernement n° 224
Questions orales sans débat n° 243 ; n° 272
Rappels au règlement, 50 ; 51 ; 52 ; 53

1. – Projet de loi modifiant les dispositions du code de la sécurité sociale relatives aux conseils d'administration des organismes du régime général de sécurité sociale et à l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale et portant dispositions transitoires, PRÉSENTÉE A L'ASSEMBLÉE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Claude Evin, ministre de la santé (27 août 1990) [n° 1580 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Jean-Pierre Sueur (2 octobre 1990) [n° 1602 (9^e lég.)] – Urgence – Discussion (5 octobre 1990) – Adoption (5 octobre 1990) [n° 378].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIÈRE LECTURE) (9 octobre 1990) [n° 19 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Bernard Seillier (17 octobre 1990) [n° 40 (90-91)] – Discussion (23 octobre 1990) – Adoption (23 octobre 1990) [n° 16].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (DEUXIÈME LECTURE) (23 octobre 1990) [n° 1658 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLÉE NATIONALE) ; rapport de M. Jean-Pierre Sueur (14 novembre 1990) [n° 1699 (9^e lég.)] – Discussion (20 novembre 1990) – Adoption (20 novembre 1990) [n° 386].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Bernard Seillier (14 novembre 1990) [n° 79 (90-91)] – Discussion (19 novembre 1990) – Adoption (19 novembre 1990) [n° 40].

PROMULGATION : Loi n° 90-1068 du 28 novembre 1990 (*J.O. Lois et décrets* du 2 décembre 1990).

Discussion (première lecture)

(23 octobre 1990) (p. 2951, 2960).

I – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2951, 2955) : *MM. Claude Evin, ministre des affaires sociales ; Bernard Seillier, rappor-*

teur de la commission des affaires sociales ; Marc Boeuf, Paul Souffrin, Jean Chérioux.

Agence centrale des organismes de sécurité sociale (ACOSS) : *Boeuf (Marc)* (p. 2954) ; *Evin (Claude)* (p. 2952) ; *Seillier (Bernard)* (p. 2952).

Assurance maladie maternité : *Souffrin (Paul)* (p. 2955).

Négociations collectives : *Evin (Claude)* (p. 2951).

Organisations syndicales : *Evin (Claude)* (p. 2951) ; *Seillier (Bernard)* (p. 2952 ; 2953).

Sécurité sociale (financement) : *Boeuf (Marc)* (p. 2953) ; *Seillier (Bernard)* (p. 2953) ; *Souffrin (Paul)* (p. 2954).

Sécurité sociale (régime général) : *Souffrin (Paul)* (p. 2954).

Sécurité sociale (régime général) (conseil d'administration) : *Evin (Claude)* (p. 2952) ; *Seillier (Bernard)* (p. 2952).

Sécurité sociale (régime général) (élections) : *Boeuf (Marc)* (p. 2953) ; *Evin (Claude)* (p. 2951) ; *Seillier (Bernard)* (p. 2952 ; 2953) ; *Souffrin (Paul)* (p. 2954).

Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales (URSSAF) : *Boeuf (Marc)* (p. 2953) ; *Seillier (Bernard)* (p. 2952).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2955, 2959) : *MM. Paul Souffrin, Bernard Seillier, rapporteur ; Claude Evin, ministre ; Marc Boeuf.*

Art. 1^{er} (*Déchéance du mandat d'administrateur pour absence sans motif légitime*) (p. 2955).

Parole sur l'article (p. 2955) : *M. Paul Souffrin.*

– L'article 1^{er} est adopté (p. 2955).

Après l'art. 1^{er} (p. 2955).

Adoptés : amendements de la commission n° 1 : suppléance des représentants désignés par les organisations syndicales au conseil d'administration (p. 2956) – Et n° 2 : intervention du suppléant du président du conseil d'administration (p. 2956).

– Deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 2956).

Art. 2 (*Extension des pouvoirs de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale sur les unions de recouvrement*) (p. 2956).

Adopté : amendement n° 4 de M. Marc Boeuf : limitation de l'extension des pouvoirs de substitution de l'ACOSS sur les unions de recouvrement aux mesures destinées à rétablir la situation financière de celles-ci (p. 2957).

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 2957).

Art. 3 (*Election du président de l'ACOSS*) (p. 2957).

Parole sur l'article (p. 2957) : *M. Paul Souffrin.*

– L'article 3 est adopté (p. 2958).

Art. 4 (*Désignation à titre transitoire des administrateurs des organismes du régime général de sécurité sociale et durée du mandat*) (p. 2958).

Adoptés : amendement n° 3 de la commission : caractère transitoire et non répétitif des dispositions (p. 2958) – Amendements n° 5 et n° 6 du Gouvernement : représentation des travailleurs indépendants qui s'étaient présentés en 1983 à titre individuel et non sur la liste d'une organisation professionnelle (p. 2959) – Amendement de coordination n° 7 du Gouvernement (p. 2959).

– L'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 2959).

Explication de vote sur l'ensemble (p. 2959) : *M. Jean Chérioux.*

Scrutin public n° 12 (p. 2960).

Adoption (23 octobre 1990) (p. 2960).

Discussion (commission mixte paritaire)

(19 novembre 1990) (p. 3566, 3568).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3566, 3567) : *M. Bernard Seillier, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Mme Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat chargé de la famille et des personnes âgées ; M. Jean Chérioux .*

Agence centrale des organismes de sécurité sociale (ACOSS) : *Seillier (Bernard)* (p. 3566).

Commissions mixtes paritaires (CMP) : *Seillier (Bernard)* (p. 3566).

Sécurité sociale : *Chérioux (Jean)* (p. 3566) ; *Dorlhac (Hélène)* (p. 3566).

Sécurité sociale (conseil d'administration) : *Seillier (Bernard)* (p. 3566).

Sécurité sociale (régime général) : *Seillier (Bernard)* (p. 3566).

Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales (URSSAF) : *Seillier (Bernard)* (p. 3566).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3567)

Art. 1^{er} bis (*Suppléance des représentants désignés par les organisations syndicales au conseil d'administration*) (p. 3567).

Art. 1^{er} ter (p. 3567) – Supprimé par la CMP.

Explication de vote sur l'ensemble (p. 3568) : *M. Jean Chérioux.*

Adoption (19 novembre 1990) (p. 3568).

2. – Proposition de loi relative au financement de la sécurité sociale, PRESENTÉE AU SENAT, par Mme Hélène Luc, sénateur, et plusieurs de ses collègues (22 novembre 1990) [n° 94 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

Seine-et-Marne (département)

Voir *Questions orales sans débat* n° 268

Sénat

Voir *Parlement*, 3

Service national

Voir *Lois de finances*, 1, Economie, finances et budget - II - Services financiers - Commerce extérieur

Service public

Voir *Questions au Gouvernement* n° 226

Sessions parlementaires extraordinaires

Voir *Allocutions et communications*, 16 ; 17

Sessions parlementaires ordinaires

Voir *Allocutions et communications*, 1 ; 13 ; 15 ; 19
Parlement, 6

Société nationale des Chemins de fer français (SNCF)

Voir *Lois de finances*, 1, Equipement, logement, transports et mer - II – Transports intérieurs - 1. Transports terrestres.

2. Routes.

3. Sécurité routière

Questions orales sans débat n° 197

Sociétés civiles et commerciales

Voir *Allocutions et communications*, 9

Rappels au règlement, 10 ; 11 ; 12 ; 14 ; 15 ; 16 ; 18 ; 19 ; 20 ; 61

1. – **Projet de loi relatif au statut et au capital de la Régie nationale des usines Renault**, PRESENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Roger Fauroux, ministre de l'industrie (11 avril 1990) [n° 1228 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Gaston Rimareix (19 avril 1990) [n° 1287 (9^e lég.)] – Urgence – Discussion (26, 27, 28 avril et 2 mai 1990) – Adoption (2 mai 1990) [n° 275].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (3 mai 1990) [n° 276 (89-90)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Roger Chinaud, rapporteur général (23 mai 1990) [n° 317 (89-90)] – Discussion (29, 30 mai 1990) – Adoption (30 mai 1990) [n° 110].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (31 mai 1990) [n° 1403 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission de la production.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de M. Gaston Rimareix (7 juin 1990) [n° 1420 (9^e lég.)] – Echec.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de M. Roger Chinaud, rapporteur général (7 juin 1990) [n° 365 (89-90)] – Echec.

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (31 mai 1990) [n° 1403 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Gaston Rimareix (13 juin 1990) [n° 1454 (9^e lég.)] – Discussion (15 juin 1990) – Adoption (15 juin 1990) [n° 322].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (15 juin 1990) [n° 392 (89-90)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Roger Chinaud, rapporteur général (20 juin 1990) [n° 401 (89-90)] – Discussion (25 juin 1990) – Adoption (25 juin 1990) [n° 143].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (26 juin 1990) [n° 1521 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Gaston Rimareix (27 juin 1990) [n° 1525 (9^e lég.)] – Discussion (28 juin 1990) – Adoption (28 juin 1990) [n° 357].

PROMULGATION : Loi n° 90-560 du 4 juillet 1990 (*J.O. Lois et décrets* du 6 juillet 1990).

Discussion (première lecture)

(29 mai 1990) (p. 1071, 1103) ; (30 mai 1990) (p. 1114, 1172).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1071, 1103) : *MM. Roger Chinaud, rapporteur général ; Roger Fauroux, ministre de l'industrie ; Jean-Pierre Masseret, Pierre-Christian Taittinger, Mme Paulette Fost, MM. Xavier de Villepin, Emmanuel Hamel, Ernest Cartigny, Robert Pontillon, Félix Leyzour, Louis Virapoullé et les orateurs sur les motions.*

Accords industriels : *Cartigny (Ernest)* (p. 1097) ; *Chinaud (Roger)* (p. 1073 ; 1074) ; *Fauroux (Roger)* (p. 1075 ; 1076 ; 1077 ; 1102) ; *Frayssé-Cazalis (Jacqueline)* (p. 1083) ; *Laucournet (Robert)* (p. 1086) ; *Leyzour (Félix)* (p. 1099) ; *Poncelet (Christian)* (p. 1090) ; *Pontillon (Robert)* (p. 1098) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 1093 ; 1094 ; 1095).

Actionnaires et actionariat : *Cartigny (Ernest)* (p. 1097) ; *Chinaud (Roger)* (p. 1074).

Actionariat des salariés : *Hamel (Emmanuel)* (p. 1095).

Actions : *Fauroux (Roger)* (p. 1076).

Agro-alimentaire (industrie) : *Leyzour (Félix)* (p. 1099).

Aides publiques : *Frayssé-Cazalis (Jacqueline)* (p. 1085) ; *Lederman (Charles)* (p. 1079).

Automobile (industrie) : *Chinaud (Roger)* (p. 1071) ; *Fauroux (Roger)* (p. 1077) ; *Fost (Paulette)* (p. 1093) ; *Frayssé-Cazalis (Jacqueline)* (p. 1083) ; *Lederman (Charles)* (p. 1079) ; *Leyzour (Félix)* (p. 1098) ; *Poncelet (Christian)* (p. 1088 ; 1089) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 1099 ; 1100).

Balance commerciale : *Leyzour (Félix)* (p. 1099).

Capitalisme : *Hamel (Emmanuel)* (p. 1095).

Certificats d'investissement : *Fauroux (Roger)* (p. 1077 ; 1103) ; *Poncelet (Christian)* (p. 1089).

Commission des communautés européennes : *Cartigny (Ernest)* (p. 1097) ; *Frayssse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 1084) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 1096) ; *Lederman (Charles)* (p. 1080 ; 1081) ; *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 1087) ; *Poncelet (Christian)* (p. 1087).

Compétitivité économique : *Fauroux (Roger)* (p. 1075 ; 1076) ; *Poncelet (Christian)* (p. 1089 ; 1090).

Concurrence : *Chinaud (Roger)* (p. 1072).

Concurrence internationale : *Cartigny (Ernest)* (p. 1096) ; *Chinaud (Roger)* (p. 1102) ; *Fauroux (Roger)* (p. 1103) ; *Poncelet (Christian)* (p. 1088 ; 1089) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 1093) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 1101).

Conseil constitutionnel : *Chinaud (Roger)* (p. 1073).

Conseil des ministres : *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 1091).

Conseil économique et social : *Lederman (Charles)* (p. 1080) ; *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 1082).

Conseils d'administration : *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 1091).

Conventions collectives : *Fost (Paulette)* (p. 1093).

Droit communautaire : *Chinaud (Roger)* (p. 1072).

Emplois (créations et suppressions) : *Frayssse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 1083).

Entreprises publiques : *Cartigny (Ernest)* (p. 1097) ; *Chinaud (Roger)* (p. 1074) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 1095) ; *Lederman (Charles)* (p. 1078) ; *Poncelet (Christian)* (p. 1089).

Etats-Unis d'Amérique (USA) : *Laucournet (Robert)* (p. 1086) ; *Pontillon (Robert)* (p. 1098).

Europe de l'Est : *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 1090).

Exportations : *Leyzour (Félix)* (p. 1098).

Grand marché intérieur (CEE) : *Lederman (Charles)* (p. 1078).

Grève (droit de) : *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 1082).

Grèves : *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 1090).

Investissements : *Frayssse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 1085) ; *Laucournet (Robert)* (p. 1086) ; *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 1090).

Japon : *Fauroux (Roger)* (p. 1075 ; 1102) ; *Pontillon (Robert)* (p. 1098) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 1093) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 1101).

Licenciements : *Fost (Paulette)* (p. 1093) ; *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 1090).

Loi et règlement (domaines respectifs) : *Masseret (Jean-Pierre)* (p. 1081).

Matériel agricole : *Leyzour (Félix)* (p. 1098 ; 1099).

Motion de censure (procédure parlementaire) : *Dailly (Etienne)* (p. 1081).

Nationalisations : *Chinaud (Roger)* (p. 1071).

Organisations syndicales : *Chinaud (Roger)* (p. 1101) ; *Poncelet (Christian)* (p. 1087).

Parlement (information) : *Chinaud (Roger)* (p. 1072).

Parlement (rôle) : *Lederman (Charles)* (p. 1079).

Politique économique et sociale : *Fost (Paulette)* (p. 1092).

Politique industrielle : *Chinaud (Roger)* (p. 1073).

Renault (capital) : *Fauroux (Roger)* (p. 1075) ; *Pontillon (Robert)* (p. 1098) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 1094).

Renault (personnel) : voir Salariés.

Renault (Régie) : *Chinaud (Roger)* (p. 1072).

Renault (statut) : *Cartigny (Ernest)* (p. 1096) ; *Chinaud (Roger)* (p. 1071 ; 1072 ; 1073 ; 1074) ; *Fauroux (Roger)* (p. 1077 ; 1103) ; *Fost (Paulette)* (p. 1093) ; *Frayssse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 1083 ; 1084 ; 1085) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 1095) ; *Lederman (Charles)* (p. 1078) ; *Poncelet (Christian)* (p. 1088) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 1093) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 1100).

Salariés : *Fauroux (Roger)* (p. 1076) ; *Fost (Paulette)* (p. 1092) ; *Frayssse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 1083) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 1095 ; 1096) ; *Lederman (Charles)* (p. 1079) ; *Virapoullé (Louis)* (p. 1100).

Salariés (droits) : *Fauroux (Roger)* (p. 1077) ; *Fost (Paulette)* (p. 1093) ; *Laucournet (Robert)* (p. 1086).

Sociétés anonymes (SA) : *Cartigny (Ernest)* (p. 1096) ; *Chinaud (Roger)* (p. 1073) ; *Fauroux (Roger)* (p. 1103).

Souveraineté nationale : *Frayssse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 1084).

Technologies nouvelles : *Taittinger (Pierre-Christian)* (p. 1090).

Travail : *Fost (Paulette)* (p. 1093).

Motion n° 1 de Mme Hélène Luc, soutenue par M. Charles Lederman, **tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité** (p. 1078) – MM. Charles Lederman, Yves Guéna, Etienne Dailly, Jean-Pierre Masseret.

Rejet de la motion (p. 1082 ; scrutin public n° 132).

Motion n° 2 de Mme Hélène Luc, soutenue par Mme Jacqueline Frayssse-Cazalis, **tendant à opposer la question préalable** (p. 1082) – Mme Jacqueline Frayssse-Cazalis, M. Robert Laucournet.

Rejet de la motion (p. 1086 ; scrutin public n° 133).

Motion n° 2404 de M. Jean-Pierre Masseret, **tendant au renvoi du projet de loi à la commission des finances** (p. 1087) – MM. Jean-Pierre Masseret, Christian Poncelet, président de la commission des finances.

Rejet de la motion (p. 1088 ; scrutin public n° 134).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1114, 1172) : M. Robert Vizet, Mme Hélène Luc, MM. Roger Chinaud, rapporteur général ; Roger Fauroux, ministre ; Roger Husson, Mme Jacqueline Frayssse-Cazalis, MM. Emmanuel Hamel, Louis Minetti, Mme Paulette Fost, MM. Robert Laucournet, Jean Garcia, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Guy Allouche, Christian Poncelet, président de la commission ; André-Georges Voisin, Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. Jean-Luc Bécart, Jean-Pierre Masseret.

Le Gouvernement a formulé une **demande de vote unique**, après l'examen des articles 2, 3 et 5 du présent projet, appelés par priorité, en application de l'article 44, dernier alinéa de la Constitution, et de l'article 42, alinéa 7 du règlement du Sénat, sur l'ensemble des dispositions restant à discuter en retenant les articles 4 et 6 dans la rédaction de l'Assemblée nationale, à l'exclusion des amendements portant sur ces articles, et à l'exclusion des amendements tendant à insérer des articles additionnels après les articles 1^{er}, 2, 3, 4 et 5.

Avant l'art. 1^{er} (p. 1116).

Rejetés : amendement n° 75 de Mme Hélène Luc : rôle de la Régie nationale des usines Renault dans la politique sociale française (p. 1119) – Amendement n° 76 de M. Charles Lederman, soutenu par Mme Jacqueline Frayssse-Cazalis : garantie du statut du personnel de la Régie nationale des usines Renault (p. 1121).

Art. 1^{er} (*Statut de la Régie Renault*) (p. 1121).

Parole sur l'article : M. Roger Chinaud, rapporteur général ; Mme Paulette Fost (p. 1121, 1122).

Adoptés : amendement n° 2405 du Gouvernement : suppression de la dernière phrase de l'article 1^{er} relative aux biens,

droits et obligations de la société anonyme (p. 1132) – Amendement n°3 de la commission : échange des actions de la Régie nationale des usines Renault contre des actions de la société anonyme (p. 1134).

Rejetés : amendements de M. Robert Pagès, soutenus par M. Jean Garcia, n° 7 : suppression de cet article (p. 1124) – Et n° 8 : suppression des deux premiers alinéas de cet article relatifs à la modification du statut de la Régie nationale des usines Renault (p. 1126) – Amendement n° 9 de Mme Hélène Luc : maintien du statut en vigueur de la Régie nationale des usines Renault et missions telles qu'elles sont définies par la présente loi (p. 1128) – Amendement n° 10 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis : suppression du troisième alinéa de cet article qui réaffirme des principes énoncés par l'article 1844-3 du code civil (p. 1130) – Amendement n° 11 de Mme Paulette Fost : suppression des mots « de la société anonyme » dans le dernier alinéa du présent article (p. 1131) – Amendement n° 12 de Mme Hélène Luc, soutenu par Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis : rôle de la Régie nationale des usines Renault en matière de coopérations franco-françaises (p. 1137).

Retiré : amendement n° 130 du groupe communiste.

Motion n° 2406 tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité, présentée par le Gouvernement, portant sur les amendements n°s 92 à 129 et 131 à 177 du groupe communiste (p. 1137) – *MM. Roger Fauroux, ministre ; Robert Vizet.*

Adoption de la motion (p. 1138 ; scrutin public n° 144).

Irrecevables (article 48, alinéa 3 du règlement du Sénat) : amendements n°s 92 à 129 et n°s 131 à 177 (p. 1138).

Devenus sans objet : amendements n°s 178 à 2403 du groupe communiste (p. 1132).

– L'article 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 1140 ; clôture du débat prononcée à la demande de M. Robert Laucournet ; p. 1122).

Demande de priorité portant sur les articles 2, 3 et 5 du présent projet, formulée par la commission (p. 1140).

La priorité est ordonnée (p. 1140).

Après l'art. 1^{er} (p. 1154).

Non retenus dans le vote unique : amendement n° 77 de M. Charles Lederman, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet : rôle de la Régie nationale des usines Renault dans le maintien et le développement de l'industrie des camions, de l'autobus et de l'autocar français (p. 1169) – Amendement n° 78 de M. Robert Pagès, soutenu par Mme Paulette Fost : missions de la Régie nationale des usines Renault (p. 1169) – Amendement n° 79 de Mme Hélène Luc, soutenu par M. Jean-Luc Bécart : cas des machines-outils et des biens d'équipement (p. 1169) – Amendements n° 80 de M. Robert Pagès, soutenu par Mme Marie-Claude Beaudeau : vocation de la Régie nationale des usines Renault (p. 1169) – N° 81 de M. Robert Pagès, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet : analogue à l'amendement n° 80 (p. 1169) – Amendement n° 82 de Mme Paulette Fost, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet : rôle de la Régie nationale des usines Renault en matière de production et de commercialisation du tracteur agricole (p. 1169) – Amendement n° 83 de Mme Hélène Luc, soutenu par M. Jean-Luc Bécart : Régie nationale des usines Renault et recherche (p. 1169) – Amendement n° 84 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, soutenu par Mme Marie-Claude Beaudeau : Régie nationale des usines Renault et technologies nouvelles (p. 1169).

Art. 2 (Statut et organes dirigeants de la société anonyme) (p. 1140).

Parole sur l'article : *MM. Roger Chinaud, rapporteur général ; Robert Vizet* : presse (p. 1040, 1041).

Adopté : amendement n° 4 de la commission : suppression des cinq derniers alinéas de cet article relatifs aux dispositions transitoires, à la constitution du conseil d'administration et au nombre des associés (p. 1147 ; priorité ordonnée p. 1144).

Rejetés : amendement n° 13 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Robert Vizet : suppression de cet article (p. 1143) –

Amendement n° 14 de Mme Paulette Fost : suppression du premier alinéa de cet article relatif à l'adoption des statuts initiaux de la société anonyme (p. 1144).

Devenus sans objet : amendements n°s 15 à 22 du groupe communiste (p. 1147).

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 1147 ; clôture prononcée à la demande de M. Robert Laucournet p. 1141).

Après l'art. 2 (p. 1162).

Non retenus dans le vote unique : amendement n° 23 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, soutenu par Mme Paulette Fost : composition du conseil national de la Régie nationale des usines Renault et conditions de la consultation du personnel (p. 1169) – Amendement n° 85 de Mme Hélène Luc, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet : rôle des comités d'établissement de la Régie nationale des usines Renault et du comité central d'entreprise en matière de gestion (p. 1169).

Art. 3 (Ouverture du capital) (p. 1147).

Parole sur l'article : *M. Roger Chinaud, rapporteur général ; Mmes Marie-Claude Beaudeau, Jacqueline Fraysse-Cazalis* (p. 1147, 1149).

Adoptés : amendements identiques n° 5 de la commission et n° 24 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis : suppression de cet article (p. 1152 ; clôture du débat prononcée à la demande de M. Jean-Pierre Masseret p. 1151).

Devenus sans objet : amendements n° 25 et n°s 27 à 57 du groupe communiste (p. 1152).

– L'article 3 est supprimé (p. 1152 ; clôture du débat prononcée à la demande de M. Robert Laucournet p. 1149).

Après l'art. 3 (p. 1164).

Non retenu lors du vote unique : amendement n° 87 de M. Robert Pagès, soutenu par M. Robert Vizet : rôle du comité de groupe (p. 1164).

Art. 4 (Possibilité donnée à la société anonyme d'émettre sans délai des obligations et des billets de trésorerie) (p. 1164).

Parole sur l'article : *M. Roger Chinaud, rapporteur général ; Mme Marie-Claude Beaudeau* (p. 1164, 1165).

Non retenu dans le vote unique : amendement n° 58 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Jean-Luc Bécart : suppression de cet article (p. 1169).

– L'article 4 est adopté lors du vote unique (p. 1169 ; clôture du débat prononcée à la demande de M. Jean-Pierre Masseret p. 1165).

Après l'art. 4 (p. 1165).

Non retenu dans le vote unique : amendement n° 88 de M. Robert Pagès, soutenu par Mme Paulette Fost : garantie des libertés syndicales (p. 1169).

Art. 5 (Actions et certificats d'investissement) (p. 1152).

Parole sur l'article : *M. Roger Chinaud, rapporteur général ; Mme Paulette Fost* (p. 1152, 1153).

Adopté : amendement n° 6 de la commission : suppression de cet article (p. 1154 ; clôture du débat prononcée à la demande de M. Robert Laucournet p. 1154).

Devenus sans objet : amendements n°s 59 à 74 et 90 (p. 1154).

– L'article 5 est supprimé (p. 1154 ; clôture du débat prononcée à la demande de M. Robert Laucournet p. 1153).

Après l'art. 5 (p. 1166).

Non retenu dans le vote unique : amendement n° 89 de M. Robert Pagès, soutenu par M. Robert Vizet : formation du personnel au sein de la Régie nationale des usines Renault (p. 1169).

Art. 6 (Abrogations) (p. 1167).

Parole sur l'article : *M. Roger Chinaud, rapporteur général ; Mme Danielle Bidard-Reydet.*

Non retenu dans le vote unique : amendement n° 91 de Mme Paulette Fost : suppression de cet article (p. 1169).

– L'article 6 est adopté lors du vote unique (p. 1169 ; clôture du débat prononcée à la demande de M. Robert Laucournet p. 1167).

Explications sur le vote unique : MM. Jean-Pierre Masseret, Robert Vizet (p. 1168, 1169).

Explications de vote sur l'ensemble : Mme Hélène Luc, MM. Yves Guéna, Jean-Pierre Masseret, Ernest Cartigny, Xavier de Villepin, Philippe de Bourgoing, Roger Chinaud, rapporteur général ; intervention de M. Roger Fauroux, ministre (p. 1169, 1172).

Adoption (30 mai 1990) (p. 1172).

Discussion (nouvelle lecture)

(25 juin 1990) (p. 2069, 2074).

I – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2069, 2071) : MM. Roger Fauroux, ministre de l'industrie ; Roger Chinaud, rapporteur général de la commission des finances ; Robert Laucournet .

Accords industriels : Chinaud (Roger) (p. 2069) ; Fraysse-Cazalis (Jacqueline) (p. 2071) ; Laucournet (Robert) (p. 2070).

Certificats d'investissement : Chinaud (Roger) (p. 2069) ; Laucournet (Robert) (p. 2070).

Compétitivité économique : Fraysse-Cazalis (Jacqueline) (p. 2071).

Concurrence internationale : Chinaud (Roger) (p. 2069) ; Fraysse-Cazalis (Jacqueline) (p. 2071).

Droits de vote : Chinaud (Roger) (p. 2069) ; Laucournet (Robert) (p. 2070).

Machines agricoles : Fraysse-Cazalis (Jacqueline) (p. 2071).

Politique industrielle : Fauroux (Roger) (p. 2069).

Renault (capital) : Chinaud (Roger) (p. 2069).

Renault (historique) : Fraysse-Cazalis (Jacqueline) (p. 2071).

Renault (salariés) : Chinaud (Roger) (p. 2069) ; Fraysse-Cazalis (Jacqueline) (p. 2071).

Renault (statut) : Chinaud (Roger) (p. 2069) ; Fraysse-Cazalis (Jacqueline) (p. 2071).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2071, 2074) : MM. Roger Chinaud, rapporteur général ; Roger Fauroux, ministre ; Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis .

Art. 1^{er} (p. 2071).

Adopté : amendement n° 1 de la commission : échange, à parité, des actions de la Régie nationale des usines Renault contre les actions de la société anonyme (p. 2072).

– L'article 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 2072).

Art. 2 (p. 2072).

Adopté : amendement n° 2 de la commission : retour ou texte adopté par le Sénat en première lecture (p. 2072).

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 2072).

Art. 3 (p. 2072).

Adopté : amendement n° 3 de la commission : suppression de cet article (p. 2072).

– L'article 3 est supprimé (p. 2072).

Art. 5 (p. 2072).

Adopté : amendement n° 4 de la commission suppression de cet article (p. 2073).

– L'article 5 est supprimé (p. 2073).

Explications de vote sur l'ensemble : MM. Emmanuel Hamel, Roger Chinaud, rapporteur général ; intervention de M. Roger Fauroux, ministre (p. 2073, 2074).

Scrutin public n° 176 (p. 2074).

Adoption (25 juin 1990) (p. 2074).

2. – **Proposition de loi portant création des sociétés d'actionnariat salarié**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jean Chérioux, sénateur (21 novembre 1990) [n° 91 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires sociales.

Sports

Voir *Commissions d'enquête ou de contrôle*, 2
Questions orales sans débat n° 222 ; n° 267
Rapports du Gouvernement, 6
Traités et conventions, 26

Sultanat d'Oman

Voir *Traités et conventions*, 3

Suspensions de séance

Voir *Conflits sociaux*, 1

Syndrôme immuno-déficitaire acquis (SIDA)

Voir *Handicapés*, 1
Médecine, 1

T

Tabagisme

Voir *Santé*, 2

Taxe d'habitation

Voir *Lois de finances*, 1, art. 17, 17 bis
Questions au Gouvernement n° 204

Taxe foncière sur les propriétés non bâties

Voir *Lois de finances*, 1, après l'art. 4

Taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP)

Voir *Lois de finances*, 1, art. 6, 10, 23

Taxe professionnelle

Voir *Commerce et artisanat*, 1
Lois de finances, 1, art. 4, avant l'art. 42

Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)

Voir *Lois de finances*, 1, art. 5, 9, 18, 19, 21, 26, 27, 28, 30
Questions orales sans débat n° 113

Télévision (chaînes)

Voir *Questions au Gouvernement* n° 266

Temps de travail

Voir *Emploi*, 1

Temps partiel

Voir *Emploi*, 1

Territoires d'outre-mer (TOM)

Voir *Conseil économique et social*, 2
Nouvelle-Calédonie, 1
Polynésie française, 1 ; 2

Terrorisme

Voir *Mer et littoral*, 3
Traités et conventions, 31 ; 32

Textile (industrie)

Voir *Questions orales avec débat* n° 99

Tourisme

Voir *Lois de finances*, 1, Industrie et aménagement du territoire - IV - Tourisme
Questions orales sans débat n° 278

1. - Proposition de loi relative à l'organisation départementale du tourisme, PRESENTÉE AU SÉNAT, par M. Georges

Mouly, sénateur, et plusieurs de ses collègues (13 juin 1990) [n° 380 (89-90)] - Renvoi à la commission des affaires économiques.

Toxicomanie

Voir *Allocutions et communications*, 10
Drogue (trafic), 1
Traités et conventions, 13

1. - **Projet de loi portant adaptation de la législation française aux dispositions de la convention des Nations unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes**, PRESENTE AU SÉNAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Pierre Arpaillage, ministre de la justice (9 mai 1990) [n° 287 (89-90)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Paul Masson (14 juin 1990) [n° 384 (89-90)] - Discussion (2 octobre 1990) - Adoption (2 octobre 1990) [n° 1].

NOUVEL INTITULE : « **Projet de loi portant adaptation de la législation française aux dispositions de l'article 5 de la convention des Nations unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes** ».

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (3 octobre 1990) [n° 1604 (9^e lég.)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. François Colcombet (11 octobre 1990) [n° 1645 (9^e lég.)] - Discussion (15 octobre 1990) - Adoption (15 octobre 1990) [n° 382].

TRANSMISSION AU SÉNAT (DEUXIEME LECTURE) (16 octobre 1990) [n° 37 (90-91)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Paul Masson (6 novembre 1990) [n° 66 (90-91)] - Discussion (6 novembre 1990) - Adoption (6 novembre 1990) [n° 32].

PROMULGATION : Loi n° 90-1010 du 14 novembre 1990 (*J.O. Lois et décrets* du 16 novembre 1990).

Discussion (première lecture)

(2 octobre 1990) (p. 2390, 2403).

I - DISCUSSION GENERALE (p. 2390, 2394) : *MM. Pierre Arpaillage, ministre de la justice ; Jacques Sourdille, en remplacement de M. Paul Masson, rapporteur de la commission des lois ; Michel Darras, Robert Pagès.*

Charge de la preuve : *Arpaillage (Pierre)* (p. 2391) ; *Sourdille (Jacques)* (p. 2392).

Chômage : *Pagès (Robert)* (p. 2393).

Code de la santé publique : *Arpaillage (Pierre)* (p. 2390).

Code de procédure pénale : *Arpaillage (Pierre)* (p. 2391) ; *Darras (Michel)* (p. 2393).

Collectivités territoriales d'outre-mer : *Arpaillage (Pierre)* (p. 2391).

Coopération internationale : *Arpaillage (Pierre)* (p. 2391) ; *Darras (Michel)* (p. 2393) ; *Pagès (Robert)* (p. 2393) ; *Sourdille (Jacques)* (p. 2391).

Décisions de justice : *Arpaillage (Pierre)* (p. 2390) ; *Darras (Michel)* (p. 2392) ; *Sourdille (Jacques)* (p. 2391).

Décisions de justice (confiscation) : *Arpaillage (Pierre)* (p. 2391) ; *Darras (Michel)* (p. 2392) ; *Sourdille (Jacques)* (p. 2392).

Décisions de justice (mesures conservatoires) : *Arpaillage (Pierre)* (p. 2391) ; *Darras (Michel)* (p. 2393).

Douanes : *Pagès (Robert)* (p. 2393).

Drogue (trafic) : *Arpaillage (Pierre)* (p. 2390) ; *Pagès (Robert)* (p. 2393) ; *Sourdille (Jacques)* (p. 2392).

Pays en voie de développement (PVD) (endettement) : *Pagès (Robert)* (p. 2393).

Police : *Pagès (Robert)* (p. 2393).

Prévention médicale : *Pagès (Robert)* (p. 2393).

Toxicomanes (aide aux) : *Pagès (Robert)* (p. 2393).

Traités et conventions : *Arpaillange (Pierre)* (p. 2390) ; *Darras (Michel)* (p. 2392) ; *Sourdille (Jacques)* (p. 2391).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2394, 2403) : *MM. Jacques Sourdille, rapporteur ; Pierre Arpaillange, ministre ; Michel Darras.*

Art. 1^{er} (*Champ d'application de la présente loi*) (p. 2394).

Adopté : amendement n° 1 de la commission : suppression du dernier alinéa de l'article 1^{er} relatif aux conditions de non satisfaction d'une demande de recherche ou de confiscation de biens de trafiquants (p. 2394).

– L'article 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 2394).

Après l'art. 1^{er} (p. 2394).

Adopté : amendement n° 2 de la commission : transformation du dernier alinéa de l'article 1^{er} relatif aux conditions de non satisfaction d'une demande de recherches ou de confiscation de biens de trafiquants en un article additionnel (p. 2394).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2394).

Art. 2 (*Autorisation d'exécution d'une demande de recherche et d'identification*) (p. 2394).

Adopté : amendement n° 3 de la commission, de précision (p. 2394).

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 2394).

Art. 3 (*Autorité chargée de donner effet à une décision de confiscation d'une juridiction étrangère sur le territoire français en application de la convention*) (p. 2394).

Adoptés : amendements de la commission, n° 4, de précision (p. 2395) – N° 5, rédactionnel (p. 2395) – N° 6 : caractère définitif, exécutoire selon la loi de l'Etat requérant, de la décision étrangère (p. 2395) – Et n° 7, rédactionnel (p. 2395).

– L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 1395).

Art. 4 (*Obstacles à l'autorisation d'exécution résultant des caractères de la décision de l'application de la loi française*) (p. 2395).

Adoptés : amendements de la commission, n° 8, de précision (p. 2395) – N°s 9, 10 et 11, de précision (p. 2396).

– L'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 2396).

Art. 5 (*Préservation des droits des tiers*) – Adopté (p. 2396).

Art. 6 (*Procédure applicable devant le tribunal correctionnel*) (p. 2396).

Adoptés : amendements de la commission, n°s 12 et 13, rédactionnels (p. 2397) – Et n° 14, de coordination (p. 2397).

– L'article 6, ainsi modifié, est adopté (p. 2397).

Art. 7 (*Transfert à l'Etat de la propriété du bien confisqué*) (p. 2397).

Adopté : amendement n° 15 de la commission : possibilité d'un transfert à l'Etat de la propriété du bien confisqué uniquement après la décision définitive (p. 2397).

– L'article 7, ainsi modifié, est adopté (p. 2397).

Art. 8 (*Mesures conservatoires*) (p. 2397).

Adoptés : amendement n° 28 du Gouvernement : nécessité pour la requête aux fins de mesures conservatoires d'émaner d'une autorité judiciaire (p. 2398) – Amendements de la commission, n° 17, de forme (p. 2398) – N° 18 : renversement de la charge de la preuve (p. 2399) – N° 19 : application aux mesures conservatoires sollicitées par une autorité étrangère des conditions exigées pour le prononcé d'une telle mesure par la loi française (p. 2399) – N° 20 : conditions dans lesquelles l'exécution ne peut être prononcée (p. 2400) – N°s 21 et 23, de coordination (p. 2400) – N° 22, de forme (p. 2400) – Et n° 24, de précision (p. 2400).

Retiré : amendement n° 16 de la commission : nécessité pour la demande d'exécution de porter sur une mesure conservatoire prononcée par une autorité judiciaire (p. 2398).

– L'article 8, ainsi modifié, est adopté (p. 2400).

Art. 9 (*Tribunal compétent*) (p. 2400).

Adopté : amendement n° 25 de la commission, de précision (p. 2400).

– L'article 9, ainsi modifié, est adopté (p. 2400).

Art. 10 (*Mesures conservatoires en droit interne des sommes résultant d'une opération de blanchiment*) (p. 2401).

Adopté : amendement n° 29 du Gouvernement, de suppression (p. 2401).

– L'article 10 est supprimé (p. 2400).

Avant l'art. 11 (p. 2401).

Adopté : amendement n° 30 du Gouvernement : confiscation des plantes et substances saisies (p. 2401).

– Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2401).

Art. 11 (*Confiscation des biens ayant servis à la commission de l'infraction de trafic et des produits provenant d'une opération de blanchiment*) (p. 2401).

Adoptés : amendement n° 26 de la commission : renversement de la charge de la preuve (p. 2402) – Amendement n° 31 du Gouvernement : confiscation des biens de petits trafiquants (p. 2402).

– L'article 11, ainsi modifié, est adopté (p. 2402).

Art. 12 (*Application dans les territoires d'outre-mer et dans la collectivité territoriale de Mayotte*) – Adopté (p. 2402).

Art. 13 (*Entrée en vigueur de la présente loi*) – Adopté (p. 2402).

Intitulé du projet de loi (p. 2402).

Adopté : amendement n° 27 de la commission : « Projet de loi portant adaptation de la législation française aux dispositions de l'article 5 de la convention des Nations unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes faite à Vienne le 20 décembre 1988 » (p. 2402).

– L'intitulé du projet de loi, dans la rédaction de l'amendement n° 27, est adopté (p. 2402).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2402, 2403) : *MM. Michel Darras, René-Georges Laurin, Paul Souffrin ; interventions de MM. Jacques Sourdille, rapporteur ; Pierre Arpaillange, ministre.*

Adoption (2 octobre 1990) (p. 2403).

Discussion (deuxième lecture)

(6 novembre 1990) (p. 3142, 3148).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3142, 3147) : *MM. Georges Kiejman, ministre délégué auprès du ministre de la justice ; Paul Masson, rapporteur de la commission des lois ; Jacques Sourdille, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis.*

Chômage : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 3145).

Code de procédure pénale : *Kiejman (Georges)* (p. 3142 ; 3143 ; 3146) ; *Masson (Paul)* (p. 3144) ; *Sourdille (Jacques)* (p. 3145).

Coopération internationale : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 3145) ; *Kiejman (Georges)* (p. 3143 ; 3146 ; 3147).

Décisions de justice (confiscation) : *Kiejman (Georges)* (p. 3142) ; *Masson (Paul)* (p. 3144).

Décisions de justice (mesures conservatoires) : *Kiejman (Georges)* (p. 3143 ; 3146) ; *Sourdille (Jacques)* (p. 3145).

Drogue (trafic) : *Fraysse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 3145) ; *Kiejman (Georges)* (p. 3146) ; *Masson (Paul)* (p. 3143) ; *Sourdille (Jacques)* (p. 3144 ; 3145).

Pays en voie de développement (PVD) (endettement) : *Frayse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 3145) ; *Kiejman (Georges)* (p. 3145).

Prévention médicale : *Frayse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 3145).

Syndrôme immuno-déficitaire acquis (SIDA) : *Sourdille (Jacques)* (p. 3144).

Toxicomanes (aide aux) : *Frayse-Cazalis (Jacqueline)* (p. 3145).

Toxicomanie : *Sourdille (Jacques)* (p. 3144).

Traitement du renseignement et de l'action contre les circuits financiers clandestins (TRACFIN) : *Kiejman (Georges)* (p. 3146).

Traités et conventions : *Kiejman (Georges)* (p. 3142).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3147)

Art. 4, 6, 7, 8 et 11 – Adoptés (p. 3147).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 3147, 3148) : *MM. Louis Virapoullé, Jacques Sourdille, Paul Masson, rapporteur ; intervention de M. Georges Kiejman, ministre.*

Adoption (6 novembre 1990) (p. 3148).

Train à grande vitesse (TGV)

Voir *Questions au Gouvernement* n° 237 ; n° 256 ; n° 263
Questions orales sans débat n° 238

Traités et conventions

Voir *Energie nucléaire, 1*
Mer et littoral, 4
Questions au Gouvernement n° 307
Toxicomanie, 1

1. – **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République équatorienne en vue d'éviter la double imposition et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu (ensemble un protocole)**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (4 octobre 1989) [n° 903 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Jean Laborde (28 novembre 1989) [n° 1042 (9^e lég.)] – Discussion (15 décembre 1989) – Adoption (15 décembre 1989) [n° 218].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (15 décembre 1989) [n° 147 rect. (89-90)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Yves Guéna (2 avril 1990) [n° 200 (89-90)] – Discussion (5 avril 1990) – Adoption (5 avril 1990) [n° 76].

PROMULGATION : Loi n° 90-331 du 10 avril 1990 (*J.O. Lois et décrets* du 14 avril 1990).

Discussion (première lecture)

(5 avril 1990) (p. 109, 110).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 109, 110) : *MM. Alain Decaux, ministre chargé de la francophonie ; Yves Guéna, rapporteur de la commission des finances ; Jacques Habert.*

Commerce extérieur : *Decaux (Alain)* (p. 109) ; *Guéna (Yves)* (p. 110).

Ecoles françaises à l'étranger : *Habert (Jacques)* (p. 110).

Fiscalité : *Decaux (Alain)* (p. 109) ; *Guéna (Yves)* (p. 110).

Français de l'étranger : *Habert (Jacques)* (p. 110).

Impositions (doubles) : *Decaux (Alain)* (p. 109).

Règlements des assemblées parlementaires : *Guéna (Yves)* (p. 109).

République fédérale d'Allemagne (RFA) : *Decaux (Alain)* (p. 109).

Transport international (entreprises) : *Decaux (Alain)* (p. 109).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 110)

Art. unique (Autorisation de l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République équatorienne en vue d'éviter la double imposition et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, signée à Quito le 16 mars 1989 et dont le texte est annexé à la présente loi) – Adopté (p. 110).

Adoption (5 avril 1990) (p. 110).

2. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil exécutif de la République du Zaïre en vue d'éviter la double imposition en matière de transport aérien en trafic international**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (18 octobre 1989) [n° 945 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Charles Ehrmann (28 novembre 1989) [n° 1043 (9^e lég.)] – Discussion (15 décembre 1989) – Adoption (15 décembre 1989) [n° 219].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (15 décembre 1989) [n° 148 rect. (89-90)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Yves Guéna (2 avril 1990) [n° 201 (89-90)] – Discussion (5 avril 1990) – Adoption (5 avril 1990) [n° 77].

PROMULGATION : Loi n° 90-334 du 10 avril 1990 (*J.O. Lois et décrets* du 14 avril 1990).

Discussion (première lecture)

(5 avril 1990) (p. 110, 111).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 110, 111) : *MM. Alain Decaux, ministre chargé de la francophonie ; Yves Guéna, rapporteur de la commission des finances.*

Compagnies aériennes : *Decaux (Alain)* (p. 110) ; *Guéna (Yves)* (p. 111).

Francophonie : *Decaux (Alain)* (p. 110).

Impositions (doubles) : *Decaux (Alain)* (p. 110) ; *Guéna (Yves)* (p. 111).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 111)

Art. unique (Autorisation de l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil exécutif de la République du Zaïre en vue d'éviter la double imposition en matière de transport aérien en trafic international signé à Kinshasa le 29 avril 1989, et dont le texte est annexé à la présente loi) – Adopté (p. 111).

Adoption (5 avril 1990) (p. 111).

3. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Sultanat d'Oman en vue d'éviter les doubles impositions (ensemble un échange de lettres)**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (2 novembre 1989) [n° 974 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Serge Beltrame (7 décembre 1989) [n° 1074 (9^e lég.)] – Discussion (20 décembre 1989) – Adoption (20 décembre 1989) [n° 240].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (21 décembre 1989) [n° 170 (89-90)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Yves Guéna (2 avril 1990) [n° 202 (89-90)] – Discussion (5 avril 1990) – Adoption (5 avril 1990) [n° 79].

PROMULGATION : Loi n° 90-332 du 10 avril 1990 (*J.O. Lois et décrets* du 14 avril 1990).

Discussion (première lecture)

(5 avril 1990) (p. 112).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 112) : *MM. Alain Decaux, ministre chargé de la francophonie ; Yves Guéna, rapporteur de la commission des finances.*

Francophonie : *Decaux (Alain) (p. 112), Guéna (Yves) (p. 112).*

Impôt de solidarité sur la fortune (ISF) : *Decaux (Alain) (p. 112).*

Impôt sur le revenu : *Decaux (Alain) (p. 112).*

Impôt sur les sociétés : *Decaux (Alain) (p. 112).*

Impôt sur les successions : *Decaux (Alain) (p. 112).*

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 112)

Art. unique (Autorisation de l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Sultanat d'Oman en vue d'éviter les doubles impositions (ensemble un échange de lettres), signée à Paris le 1^{er} juin 1989 et dont le texte est annexé à la présente loi) – Adopté (p. 112).

Adoption (5 avril 1990) (p. 112).

4. – Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Emirats Arabes Unis en vue d'éviter les doubles impositions, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (2 novembre 1989) [n°975 (9^e lég)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Serge Beltrame (7 décembre 1989) [n° 1073 (9^e lég)] – Discussion (20 décembre 1989) – Adoption (20 décembre 1989) [n° 241].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (21 décembre 1989) [n° 171 (89-90)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Yves Guéna (2 avril 1990) [n° 203 (89-90)] – Discussion (5 avril 1990) – Adoption (5 avril 1990) [n° 78].

PROMULGATION : Loi n° 90-333 du 10 avril 1990 (J.O. Lois et décrets du 14 avril 1990).

Discussion (première lecture)

(5 avril 1990) (p. 111, 112).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 111) : *MM. Alain Decaux, ministre chargé de la francophonie ; Yves Guéna, rapporteur de la commission des finances.*

Commerce extérieur : *Guéna (Yves) (p. 111).*

Impositions (doubles) : *Decaux (Alain) (p. 111), Guéna (Yves) (p. 111).*

Impôt de solidarité sur la fortune (ISF) : *Decaux (Alain) (p. 111).*

Impôt sur le revenu : *Decaux (Alain) (p. 111).*

Impôt sur les sociétés : *Decaux (Alain) (p. 111).*

Impôt sur les successions : *Decaux (Alain) (p. 111).*

Investissements : *Decaux (Alain) (p. 111).*

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 112)

Art. unique (Autorisation de l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Emirats arabes unis en vue d'éviter les doubles impositions, signée à Abou Dhabi, le 19 juillet 1989 et dont le texte est annexé à la présente loi) – Adopté (p. 112).

Adoption (5 avril 1990) (p. 112).

5. – Projet de loi autorisant la ratification d'un protocole additionnel n° 4 à la convention révisée pour la navigation du Rhin

(ensemble une déclaration), PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 22 décembre 1989 - 3 janvier 1990) [n° 175 (89-90)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Louis Jung (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 22 décembre 1989 - 8 mars 1990) [n° 194 (89-90)] – Discussion (5 avril 1990) – Adoption (5 avril 1990) [n° 75].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (6 avril 1990) [n° 1219 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Jean-Marie Caro (17 mai 1990) [n° 1359 (9^e lég.)] – Discussion (21 mai 1990) – Adoption (21 mai 1990) [n° 291].

PROMULGATION : Loi n° 90-455 du 1^{er} juin 1990 (J.O. Lois et décrets du 3 juin 1990).

Discussion (première lecture)

(5 avril 1990) (p. 108, 109).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 108, 109) : *MM. Alain Decaux, ministre chargé de la francophonie ; Louis Jung, rapporteur de la commission des affaires étrangères .*

Batellerie : *Decaux (Alain) (p. 108).*

Convention de Mannheim : *Decaux (Alain) (p. 108).*

Liaison Rhin-Main-Danube : *Jung (Louis) (p. 108).*

Liaison Rhin-Rhône : *Jung (Louis) (p. 108).*

Navigation fluviale : *Decaux (Alain) (p. 108).*

Rhin (fleuve) : *Decaux (Alain) (p. 108) ; Jung (Louis) (p. 108).*

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 109)

Art. unique (Autorisation de la ratification du protocole additionnel n° 4 à la convention révisée pour la navigation du Rhin (ensemble une déclaration), signé à Strasbourg le 25 avril 1989 et dont le texte est annexé à la présente loi) – Adopté (p. 109).

Adoption (5 avril 1990) (p. 109).

6. – Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales (ensemble un protocole et un échange de lettres), Présenté au Sénat, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 22 décembre 1989 - 18 janvier 1990) [n° 176 (89-90)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Yves Guéna (2 avril 1990) [n° 204 (89-90)] – Discussion (5 avril 1990) – Adoption (5 avril 1990) [n° 80].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (6 avril 1990) [n° 1220 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Charles Ehrmann (17 mai 1990) [n° 1360 (9^e lég.)] – Discussion (21 mai 1990) – Adoption (21 mai 1990) [n° 292].

PROMULGATION : Loi n° 90-456 du 1^{er} juin 1990 (J.O. Lois et décrets du 3 juin 1990).

Discussion (première lecture)

(5 avril 1990) (p. 112, 113).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 112, 113) : *MM. Alain Decaux, ministre chargé de la francophonie ; Yves Guéna, rapporteur de la commission des finances.*

Actionnaires et actionariat : *Decaux (Alain) (p. 113).*

Avoir fiscal : *Decaux (Alain) (p. 113).*

Impositions (doubles) : *Decaux (Alain) (p. 113).*

Impôt de solidarité sur la fortune (ISF) : *Decaux (Alain) (p. 113).*

Impôt sur le revenu : *Decaux (Alain)* (p. 113).

Travailleurs frontaliers : *Guéna (Yves)* (p. 113).

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 113)

Art. unique (*Autorisation de l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales (ensemble un protocole et un échange de lettres), faite à Venise le 5 octobre 1989 et dont le texte est annexé à la présente loi*) - Adopté (p. 113).

Adoption (5 avril 1990) (p. 113).

7. - **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord international de 1987 sur le caoutchouc naturel**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (4 avril 1990) [n° 217 (89-90)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Xavier de Villepin (26 avril 1990) [n° 263 (89-90)] - Discussion (2 mai 1990) - Adoption (2 mai 1990) [n° 93].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (3 mai 1990) [n° 1327 (9^e lég.)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Jean-Baptiste Henry (31 mai 1990) [n° 1407 (9^e lég.)] - Discussion (26 juin 1990) - Adoption (26 juin 1990) [n° 342].

PROMULGATION : Loi n° 90-585 du 2 juillet 1990 (J.O. Lois et décrets du 11 juillet 1990).

Discussion (première lecture)

(2 mai 1990) (p. 619, 621).

I - DISCUSSION GENERALE (p. 619, 621) : *Mme Edwige Avice, ministre chargé des affaires étrangères ; M. Xavier de Villepin, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

Caoutchouc (consommation) : *Villepin (Xavier de)* (p. 620).

Caoutchouc (cours) : *Avice (Edwige)* (p. 619) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 620).

Caoutchouc (production) : *Avice (Edwige)* (p. 620) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 620).

Communauté économique européenne (CEE) : *Avice (Edwige)* (p. 619) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 621).

Exportations : *Avice (Edwige)* (p. 619) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 620).

Financement : *Villepin (Xavier de)* (p. 620).

Importations : *Avice (Edwige)* (p. 619) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 620).

Organisation administrative : *Villepin (Xavier de)* (p. 621).

Traités et conventions : *Avice (Edwige)* (p. 619) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 620, 621).

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 621)

Art. unique (*Autorisation de l'approbation de l'accord international de 1987 sur le caoutchouc naturel (ensemble trois annexes), fait à Genève le 20 mars 1987, signé par la France le 18 décembre 1987 et dont le texte est annexé à la présente loi*) - Adopté (p. 621).

Adoption (2 mai 1990) (p. 621).

8. - **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention sur la protection des ressources naturelles et de l'environnement de la région du Pacifique Sud (ensemble une annexe), ainsi que d'un protocole de coopération dans les interventions d'urgence contre les incidents générateurs de pollution dans la région du Pacifique Sud et d'un protocole sur la prévention de la pollution de la région du Pacifique Sud résultant de l'immersion de déchets (ensemble quatre annexes)**, PRESENTE AU SENAT, au nom

de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (11 avril 1990) [n° 234 (89-90)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Jean-Pierre Bayle (26 avril 1990) [n° 265 (89-90)] - Discussion (2 mai 1990) - Adoption (2 mai 1990) [n° 94].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (3 mai 1990) [n° 1326 (9^e lég.)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Charles Pistre (10 mai 1990) [n° 1343 (9^e lég.)] - Discussion (11 mai 1990) - Adoption (11 mai 1990) [n° 280].

PROMULGATION : Loi n° 90-423 du 21 mai 1990 (J.O. Lois et décrets du 23 mai 1990).

Discussion (première lecture)

(2 mai 1990) (p. 621, 626).

I - DISCUSSION GENERALE (p. 621, 626) : *Mme Edwige Avice, ministre chargé des affaires étrangères ; MM. Claude Estier, en remplacement de M. Jean-Pierre Bayle, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Jean Garcia.*

Commission du Pacifique Sud : *Avice (Edwige)* (p. 621) ; *Estier (Claude)* (p. 623).

Coopération : *Avice (Edwige)* (p. 622) ; *Estier (Claude)* (p. 623).

Déchets industriels toxiques : *Avice (Edwige)* (p. 622) ; *Estier (Claude)* (p. 622).

Désarmement : *Garcia (Jean)* (p. 625).

Environnement (protection) : *Avice (Edwige)* (p. 622) ; *Garcia (Jean)* (p. 624).

Essais nucléaires : *Avice (Edwige)* (p. 622) ; *Estier (Claude)* (p. 623) ; *Garcia (Jean)* (p. 624).

Financement : *Estier (Claude)* (p. 623).

Pacifique Sud (zone) : *Avice (Edwige)* (p. 621) ; *Estier (Claude)* (p. 623).

Pollution (mer) : *Avice (Edwige)* (p. 621, 622) ; *Estier (Claude)* (p. 622).

Radioactivité : *Garcia (Jean)* (p. 624).

Traités et conventions : *Avice (Edwige)* (p. 621) ; *Estier (Claude)* (p. 622).

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 626)

Art. unique (*Autorisation de l'approbation de la convention sur la protection des ressources naturelles et de l'environnement de la région du Pacifique Sud (ensemble une annexe), ainsi que du protocole de coopération dans les interventions d'urgence contre les incidents générateurs de pollution dans la région du Pacifique Sud et du protocole sur la prévention de la pollution de la région du Pacifique Sud résultant de l'immersion de déchets (ensemble quatre annexes), fait à Nouméa le 25 novembre 1986 et dont le texte est annexé à la présente loi*) - Adopté (p. 626).

Adoption (2 mai 1990) (p. 626).

9. - **Projet de loi autorisant l'approbation d'un avenant modifiant la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Australie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (2 novembre 1989) [n° 973 (9^e lég.)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Jean-Marie Daillet (7 décembre 1989) [n° 1075 (9^e lég.)] - Discussion (11 avril 1990) - Adoption (11 avril 1990) [n° 262].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (12 avril 1990) [n° 236 (89-90)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Yves Guéna (6 juin 1990) [n° 349 (89-90)] - Discussion (15 juin 1990) - Adoption (15 juin 1990) [n° 123].

PROMULGATION : Loi n° 90-512 du 25 juin 1990 (J.O. Lois et décrets du 27 juin 1990).

Discussion (première lecture)

(15 juin 1990) (p. 1688, 1689).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1688, 1689) : *Mme Edwige Avice, ministre chargé des affaires étrangères ; M. Yves Guéna, rapporteur de la commission des finances.*

Cotisations sociales : *Avice (Edwige)* (p. 1689) ; *Guéna (Yves)* (p. 1689).

Fiscalité : *Avice (Edwige)* (p. 1689) ; *Guéna (Yves)* (p. 1689).

Français de l'étranger : *Avice (Edwige)* (p. 1689) ; *Guéna (Yves)* (p. 1689).

Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) : *Avice (Edwige)* (p. 1689) ; *Guéna (Yves)* (p. 1689).

Pensions et retraites : *Avice (Edwige)* (p. 1689) ; *Guéna (Yves)* (p. 1689).

Traités et conventions : *Avice (Edwige)* (p. 1689) ; *Guéna (Yves)* (p. 1689).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1689)

Art. unique (Autorisation de l'approbation de l'avenant modifiant la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Australie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, signée à Camberra le 13 avril 1976, fait à Paris le 19 juin 1989 et dont le texte est annexé à la présente loi) – Adopté (p. 1689).

Adoption (15 juin 1990) (p. 1689).

10. – **Projet de loi autorisant la ratification du protocole portant modification de la convention du 29 juillet 1960 sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire, amendée par le protocole additionnel du 28 janvier 1964 et du protocole portant modification de la convention du 31 janvier 1963 complémentaire à la convention de Paris du 29 juillet 1960 sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire, amendée par le protocole additionnel du 28 janvier 1964, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE**, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (2 avril 1990) [n° 1179 rect. (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. André Bellon (5 avril 1990) [n° 1214 (9^e lég.)] – Discussion (11 avril 1990) – Adoption (11 avril 1990) [n° 264].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (12 avril 1990) [n° 237 (89-90)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Michel Chauty (26 avril 1990) [n° 264 (89-90)] – Discussion (2 mai 1990) – Adoption (2 mai 1990) [n° 95].

PROMULGATION : Loi n° 90-397 du 11 mai 1990 (J.O. Lois et décrets du 16 mai 1990).

Discussion (première lecture)

(2 mai 1990) (p. 626, 628).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 626, 628) : *MM. Brice Lalonde, ministre chargé de l'environnement ; Michel Chauty, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

Energie nucléaire : *Chauty (Michel)* (p. 627) ; *Lalonde (Brice)* (p. 626).

Indemnisation : *Chauty (Michel)* (p. 627, 628) ; *Lalonde (Brice)* (p. 626).

Responsabilité civile : *Chauty (Michel)* (p. 627, 628) ; *Lalonde (Brice)* (p. 626).

Traités et conventions : *Chauty (Michel)* (p. 627, 628) ; *Lalonde (Brice)* (p. 626).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 628)

Art. unique (Autorisation de la ratification du protocole fait à Paris le 16 novembre 1982 portant modification de la convention du 29 juillet 1960 sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire, amendée par le protocole additionnel du 28 janvier 1964, et le protocole fait à Paris le 16 novembre 1982 portant modification de la convention du 31 janvier 1963 complémentaire à la convention de Paris du 29 juillet 1960 sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire, amendée par le protocole additionnel du 28 janvier 1964) – Adopté (p. 628).

Adoption (2 mai 1990) (p. 628).

11. – **Projet de loi autorisant la ratification de la convention concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale (ensemble trois protocoles et trois déclarations), PRESENTE AU SENAT**, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (2 mai 1990) [n° 272 (89-90)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Michel Crucis (23 mai 1990) [n° 321 (89-90)] – Discussion (15 juin 1990) – (Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 273 (89-90) – Traités et conventions n° 12) – Adoption (15 juin 1990) [n° 126].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (15 juin 1990) [n° 1465 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Charles Pistre (21 juin 1990) [n° 1494 (9^e lég.)] – Discussion (26 juin 1990) – Adoption (26 juin 1990) [n° 337].

PROMULGATION : Loi n° 90-563 du 2 juillet 1990 (J.O. Lois et décrets du 7 juillet 1990).

Discussion (première lecture)

(15 juin 1990) (p. 1693, 1694).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1693, 1694) (Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 273 (89-90) – Traités et conventions n° 12) : *Mme Edwige Avice, ministre chargé des affaires étrangères ; M. Xavier de Villepin, en remplacement de M. Michel Crucis, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

Association européenne de libre-échange (AELE) : *Avice (Edwige)* (p. 1693 ; 1694) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 1694).

Communauté économique européenne (CEE) : *Avice (Edwige)* (p. 1693 ; 1694) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 1694).

Contrats de travail : *Avice (Edwige)* (p. 1693).

Convention de Bruxelles de 1968 : Voir traités et conventions.

Cour de justice des communautés européennes (CJCE) : *Avice (Edwige)* (p. 1694) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 1694).

Droits immobiliers : *Avice (Edwige)* (p. 1693).

Justice judiciaire : *Avice (Edwige)* (p. 1693) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 1694).

Traités et conventions : *Avice (Edwige)* (p. 1693 ; 1694) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 1694).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1694)

Art. unique (Autorisation de la ratification de la convention concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale (ensemble trois protocoles et trois déclarations), ouverte à la signature à Lugano le 16 septembre 1988 et signée par la France le 14 décembre 1989 et dont le texte est annexé à la présente loi) – Adopté (p. 1694).

Adoption (15 juin 1990) (p. 1694).

12. – **Projet de loi autorisant la ratification de la convention relative à l'adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise à la convention concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, ainsi qu'au protocole concernant son interprétation par la Cour de justice, avec les adaptations y apportées par la convention relative à l'adhésion du Royaume du Danemark, de l'Irlande et du**

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et les adaptations y apportées par la convention relative à l'adhésion de la République hellénique, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (2 mai 1990) [n° 273 (89-90)] – (Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 272 (89-90) – Traités et conventions n° 11) – Adoption (15 juin 1990) [n°127].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (15 juin 1990) [n° 1468 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Charles Pistre (21 juin 1990) [n° 1494 (9^e lég.)] – Discussion (26 juin 1990) – Adoption (26 juin 1990) [n° 338].

PROMULGATION : Loi n° 90-577 du 2 juillet 1990 (*J.O.* Lois et décrets du 10 juillet 1990).

Discussion (première lecture)

(15 juin 1990) (p. 1693, 1694).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1693, 1694) (Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 272 (89-90) – Traités et conventions n° 11)

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1694, 1695)

Art. unique (Autorisation de la ratification de la convention relative à l'adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise à la convention concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, ainsi qu'au protocole concernant son interprétation par la Cour de justice, avec les adaptations y apportées par la convention relative à l'adhésion du Royaume du Danemark, de l'Irlande et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et les adaptations y apportées par la convention relative à l'adhésion de la République hellénique, faite à Saint-Sébastien le 26 mai 1989 et dont le texte est annexé à la présente loi) – Adopté (p. 1695).

Adoption (15 juin 1990) (p. 1695).

13. – **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (9 mai 1990) [n° 288 (89-90)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Michel Alloncle (6 juin 1990) [n° 357 (89-90)] – Discussion (15 juin 1990) – Adoption (15 juin 1990) [n° 128].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (15 juin 1990) [n° 1469 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de Mme Louise Moreau (21 juin 1990) [n° 1497 (9^e lég.)] – Discussion (26 juin 1990) – Adoption (26 juin 1990) [n° 339].

PROMULGATION : Loi n° 90-584 du 2 juillet 1990 (*J.O.* Lois et décrets du 11 juillet 1990).

Discussion (première lecture)

(15 juin 1990) (p. 1695, 1696).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1695, 1696) : *Mme Edwige Avice, ministre chargé des affaires étrangères ; M. Paul d'Ornano, en remplacement de M. Michel Alloncle, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

Coopération internationale : *Avice (Edwige)* (p. 1695) ; *Ornano (Paul d')* (p. 1695 ; 1696).

Drogue (trafic) : *Avice (Edwige)* (p. 1695) ; *Ornano (Paul d')* (p. 1695 ; 1696).

Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues (FNULAD) : Voir coopération internationale.

Traités et conventions : *Avice (Edwige)* (p. 1695) ; *Ornano (Paul d')* (p. 1695 ; 1696).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1696)

Art. unique (Autorisation de l'approbation de la convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de

substances psychotropes ouverte à la signature à Vienne, le 20 décembre 1988, et dont le texte est annexé à la présente loi) – Adopté (p. 1696).

Adoption (15 juin 1990) (p. 1696).

14. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'un avenant à la convention du 7 février 1982 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Etat de Koweït en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur les successions**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (15 mai 1990) [n° 295 (89-90)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Yves Guéna (6 juin 1990) [n° 350 (89-90)] – Discussion (15 juin 1990) – Adoption (15 juin 1990) [n° 124].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (15 juin 1990) [n° 1467 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Daniel Goulet (21 juin 1990) [n° 1496 (9^e lég.)] – Discussion (26 juin 1990) – Adoption (26 juin 1990) [n° 340].

PROMULGATION : Loi n° 90-578 du 2 juillet 1990 (*J.O.* Lois et décrets du 10 juillet 1990).

Discussion (première lecture)

(15 juin 1990) (p. 1689, 1690).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1689, 1690) : *Mme Edwige Avice, ministre chargé des affaires étrangères ; M. Yves Guéna, rapporteur de la commission des finances.*

Fiscalité : *Avice (Edwige)* (p. 1690) ; *Guéna (Yves)* (p. 1690).

Investissements : *Avice (Edwige)* (p. 1690) ; *Guéna (Yves)* (p. 1690).

Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) : *Avice (Edwige)* (p. 1690).

Traités et conventions : *Avice (Edwige)* (p. 1689).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1689)

Art. unique (Autorisation de l'approbation de l'avenant à la convention du 7 février 1982 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Etat de Koweït en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur les successions, signé à Paris le 27 septembre 1989 et dont le texte est annexé à la présente loi) – Adopté (p. 1690).

Adoption (15 juin 1990).

15. – **Projet de loi autorisant la ratification d'un accord entre la République française et l'Etat de Koweït sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un protocole interprétatif)**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (15 mai 1990) [n° 296 (89-90)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Guy Cabanel (6 juin 1990) [n° 356 (89-90)] – Discussion (15 juin 1990) – Adoption (15 juin 1990) [n° 129].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (15 juin 1990) [n° 1466 rect. (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Daniel Goulet (21 juin 1990) [n° 1495 (9^e lég.)] – Discussion (26 juin 1990) – Adoption (26 juin 1990) [n° 341].

PROMULGATION : Loi n° 90-576 du 2 juillet 1990 (*J.O.* Lois et décrets du 10 juillet 1990).

Discussion (première lecture)

(15 juin 1990) (p. 1696, 1697).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 1696, 1697) : *Mme Edwige Avice, ministre chargé des affaires étrangères ; M. Xavier de Villepin, en remplacement de M. Guy Cabanel, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

Investissements : *Avice (Edwige)* (p. 1696) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 1697).

Koweït : *Villepin (Xavier de)* (p. 1697).

Traités et conventions : *Avice (Edwige)* (p. 1696) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 1697).

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1697)

Art. unique (*Autorisation de la ratification de l'accord entre la République française et l'Etat du Koweït sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un protocole interprétatif), signé à Paris le 27 septembre 1989 et dont le texte est annexé à la présente loi*) - Adopté (p. 1697).

Adoption (15 juin 1990) (p. 1697).

16. - **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord de coopération scientifique, technique et culturelle entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République démocratique populaire Lao**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (11 avril 1990) [n° 1234 (9^e lég.)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Xavier Deniau (17 mai 1990) [n° 1363 (9^e lég.)] - Discussion (21 mai 1990) - Adoption (21 mai 1990) [n° 293].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (22 mai 1990) [n° 311 (89-90)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Michel Crucis (23 mai 1990) [n° 323 (89-90)] - Discussion (26 juin 1990) - Adoption (26 juin 1990) [n° 147].

PROMULGATION : Loi n° 90-565 du 2 juillet 1990 (*J.O. Lois et décrets* du 7 juillet 1990).

Discussion (première lecture)

(26 juin 1990) (p. 2106, 2107).

I - DISCUSSION GENERALE (p. 2106, 2107) : *Mme Edwige Avice, ministre chargé des affaires étrangères ; M. Xavier de Villepin, en remplacement de M. Michel Crucis, rapporteur de la commission des affaires étrangères*.

Coopération culturelle, scientifique et technique : *Avice (Edwige)* (p. 2106) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 2107).

Enseignement : *Avice (Edwige)* (p. 2106) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 2107).

Fiscalité : *Avice (Edwige)* (p. 2106) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 2107).

Francophonie : *Avice (Edwige)* (p. 2106) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 2107).

Immunité (de juridiction) : *Avice (Edwige)* (p. 2106) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 2107).

Laos (économie) : *Villepin (Xavier de)* (p. 2106 ; 2107).

Laos (politique) : *Villepin (Xavier de)* (p. 2106 ; 2107).

Traités et conventions : *Avice (Edwige)* (p. 2106) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 2107).

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2107)

Art. unique (*Autorisation de l'approbation de l'accord de coopération scientifique, technique et culturelle entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République démocratique populaire Lao, signé à Paris le 29 mai 1989 et dont le texte est annexé à la présente loi*) - Adopté (p. 2107).

Adoption (26 juin 1990) (p. 2107).

17. - **Projet de loi autorisant l'approbation du traité sur l'enregistrement international des oeuvres audiovisuelles**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (11 avril 1990) [n° 1233 (9^e lég.)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. André Delehedde (17 mai 1990) [n° 1362 (9^e lég.)] - Discussion (21 mai 1990) - Adoption (21 mai 1990) [n° 294].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (22 mai 1990) [n° 312 (89-90)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Guy Cabanel (23 mai 1990) [n° 324 (89-90)] - Discussion (26 juin 1990) - Adoption (26 juin 1990) [n° 148].

PROMULGATION : Loi n° 90-547 du 2 juillet 1990 (*J.O. Lois et décrets* du 5 juillet 1990).

Discussion (première lecture)

(26 juin 1990) (p. 2107, 2109).

I - DISCUSSION GENERALE (p. 2107, 2109) : *Mme Edwige Avice, ministre chargé des affaires étrangères ; M. Xavier de Villepin, en remplacement de M. Guy Cabanel, rapporteur de la commission des affaires étrangères*.

Enregistrement international : *Avice (Edwige)* (p. 2107 ; 2108) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 2108).

Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) : *Avice (Edwige)* (p. 2107 ; 2108) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 2108).

Propriété littéraire et artistique : *Avice (Edwige)* (p. 2107) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 2108).

Traités et conventions : *Avice (Edwige)* (p. 2107) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 2108).

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2109)

Art. unique (*Autorisation de l'approbation du traité sur l'enregistrement international des oeuvres audiovisuelles, signé à Genève le 20 avril 1989 et dont le texte est annexé à la présente loi*) - Adopté (p. 2109).

Adoption (26 juin 1990) (p. 2109).

18. - **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques relatif à la coopération pour la formation des hommes dans le domaine économique**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (11 avril 1990) [n° 1232 (9^e lég.)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. André Bellon (17 mai 1990) [n° 1361 (9^e lég.)] - Discussion (21 mai 1990) - Adoption (21 mai 1990) [n° 295].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (22 mai 1990) [n° 313 (89-90)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Claude Estier (6 juin 1990) [n° 354 (89-90)] - Discussion (26 juin 1990) - Adoption (26 juin 1990) [n° 149].

PROMULGATION : Loi n° 90-564 du 2 juillet 1990 (*J.O. Lois et décrets* du 7 juillet 1990).

Discussion (première lecture)

(26 juin 1990) (p. 2109, 2112).

I - DISCUSSION GENERALE (p. 2109, 2112) : *Mme Edwige Avice, ministre chargé des affaires étrangères ; MM. Claude Estier, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Paul Souffrin*.

Balance commerciale : *Souffrin (Paul)* (p. 2111).

Coopération franco-soviétique : *Avice (Edwige)* (p. 2109) ; *Estier (Claude)* (p. 2110) ; *Souffrin (Paul)* (p. 2111).

Culture : *Avice (Edwige)* (p. 2111) ; *Estier (Claude)* (p. 2110).

Europe de l'Est : *Estier (Claude)* (p. 2109) ; *Souffrin (Paul)* (p. 2111).

Financement : *Avice (Edwige)* (p. 2109 ; 2111) ; *Estier (Claude)* (p. 2110).

Formation (programmes) : *Avice (Edwige)* (p. 2109) ; *Estier (Claude)* (p. 2110).

Langues et cultures étrangères (Enseignement du russe) : *Avice (Edwige)* (p. 2111 ; 2112) ; *Souffrin (Paul)* (p. 2111).

Traités et conventions : *Avice (Edwige)* (p. 2109) ; *Estier (Claude)* (p. 2109 ; 2110) ; *Souffrin (Paul)* (p. 2110).

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2112)

Art. unique (*Autorisation de l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques relatif à la coopération pour la formation des hommes dans le domaine économique, signé à Paris le 5 juillet 1989, et dont le texte est annexé à la présente loi*) - Adopté (p. 2112).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2112) : *MM. Emmanuel Hamel, Paul Souffrin* ; intervention de *Mme Edwige Avice, ministre*.

Adoption (26 juin 1990) (p. 2112).

19. - **Projet de loi relatif à la répartition de l'indemnité versée par la République du Zaïre en application de l'accord du 22 janvier 1988**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (30 mai 1990) [n° 332 (89-90)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Yves Guéna (6 juin 1990) [n° 359 (89-90)] - Discussion (15 juin 1990) - Adoption (15 juin 1990) [n° 125].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (15 juin 1990) [n° 1470 (9^e lég.)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Jean-Marie Cambacérés (21 juin 1990) [n° 1498 (9^e lég.)] - Discussion (26 juin 1990) - Adoption (26 juin 1990) [n° 343].

PROMULGATION : Loi n° 90-569 du 2 juillet 1990 (*J.O. Lois et décrets* du 8 juillet 1990).

Discussion (première lecture)

(15 juin 1990) (p. 1690, 1692).

I - DISCUSSION GENERALE (p. 1690, 1692) : *Mme Edwige Avice, ministre chargé des affaires étrangères* ; *MM. Yves Guéna, rapporteur de la commission des finances* ; *Paul d'Ornano, Guy Penne, Jean-Pierre Bayle*.

Agence nationale pour l'indemnisation des français d'outre-mer (ANIFOM) : Voir indemnisation.

Français de l'étranger : *Ornano (Paul d')* (p. 1691) ; *Penne (Guy)* (p. 1692).

Indemnisation : *Avice (Edwige)* (p. 1690 ; 1691 ; 1692) ; *Guéna (Yves)* (p. 1691) ; *Ornano (Paul d')* (p. 1691) ; *Penne (Guy)* (p. 1692).

Nationalisations : *Avice (Edwige)* (p. 1691) ; *Guéna (Yves)* (p. 1691).

Traités et conventions : *Avice (Edwige)* (p. 1690 ; 1691) ; *Bayle (Jean-Pierre)* (p. 1692) ; *Guéna (Yves)* (p. 1691) ; *Ornano (Paul d')* (p. 1691) ; *Penne (Guy)* (p. 1692).

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1692 ; 1693)

Art. 1^{er} (*Système de répartition*) - Adopté (p. 1692).

Art. 2 (*Délais et procédures*) - Adopté (p. 1692).

Art. 3 (*Valeur des biens*) - Adopté (p. 1693).

Art. 4 (*Nature et régime de l'indemnité*) (p. 1693).

Explication de vote sur l'ensemble (p. 1693) : *M. Villepin (Xavier de)* - Investissements français à l'étranger.

Adoption (15 juin 1990) (p. 1693).

20. - **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Canada**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (6 juin 1990) [n° 362 (89-90)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Jacques Golliet (17 octobre 1990) [n° 42 (90-91)] - Discussion (25 octobre 1990) - Adoption (25 octobre 1990) [n° 24].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (26 octobre 1990) [n° 1679 (9^e lég.)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Etienne Pinte (29 novembre 1990) [n° 1774 (9^e lég.)] - Discussion (13 décembre 1990) - Adoption (13 décembre 1990) [n° 426].

PROMULGATION : Loi n° 90-1150 du 21 décembre 1990 (*J.O. Lois et décrets* du 26 décembre 1990).

Discussion (première lecture)

(25 octobre 1990) (p. 3049, 3050).

I. - DISCUSSION GENERALE (p. 3049, 3050) : *Mme Edwige Avice, ministre chargé des affaires étrangères* ; *M. Xavier de Villepin en remplacement de M. Jacques Golliet, rapporteur de la commission des affaires étrangères*.

Commissions rogatoires : *Avice (Edwige)* (p. 3049) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 3050).

Coopération judiciaire : *Avice (Edwige)* (p. 3049).

Droit pénal : *Avice (Edwige)* (p. 3049) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 3050).

Extraditions : *Avice (Edwige)* (p. 3049) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 3050).

Infractions : *Avice (Edwige)* (p. 3049).

Juges d'instruction : *Villepin (Xavier de)* (p. 3050).

Mer territoriale : *Villepin (Xavier de)* (p. 3050).

Pêche : *Villepin (Xavier de)* (p. 3050).

Perquisitions : *Avice (Edwige)* (p. 3049).

Police judiciaire : *Villepin (Xavier de)* (p. 3050).

Procédure pénale : *Avice (Edwige)* (p. 3049) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 3050).

Saisies : *Avice (Edwige)* (p. 3049).

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3050)

Art. unique (*Autorisation d'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Canada, signée à Paris le 15 décembre 1989*) - Adopté (p. 3050).

Adoption (25 octobre 1990) (p. 3050).

21. - **Projet de loi autorisant la ratification de la convention relative aux droits de l'enfant**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, par M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, et par Mme Edwige Avice, ministre délégué auprès du ministre des affaires étrangères (15 mai 1990) [n° 1350 (9^e lég.)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. André Delehedde (12 juin 1990) [n° 1437 (9^e lég.)] - Discussion (13 juin 1990) - Adoption (13 juin 1990) [n° 317].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (14 juin 1990) [n° 385 (89-90)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Jacques Genton (21 juin 1990) [n° 412 (9^e lég.)] - Discussion (27 juin 1990) - Adoption (27 juin 1990) [n° 154].

PROMULGATION : Loi n° 90-548 du 2 juillet 1990 (*J.O. Lois et décrets* du 5 juillet 1990).

Discussion (première lecture)

(27 juin 1990) (p. 2152, 2161).

I - DISCUSSION GENERALE (p. 2152, 2161) : *Mme Héléne Dorlhac, secrétaire d'Etat chargé de la famille et des personnes âgées* ; *MM. Jacques Genton, rapporteur de la commission des affaires étrangères* ; *Bernard Seillier, Jacques Chaumont, Mme Marie-Claude Beaudeau*.

Alphabétisme : *Chaumont (Jacques)* (p. 2158).

Comité des droits de l'enfant : *Genton (Jacques)* (p. 2154).

Conflits armés : *Chaumont (Jacques)* (p. 2158) ; *Dorlhac (Hélène)* (p. 2152) ; *Genton (Jacques)* (p. 2153 ; 2154).

Détenus (mineurs) : *Chaumont (Jacques)* (p. 2158) ; *Dorlhac (Hélène)* (p. 2161).

Droits de l'enfant : *Beauveau (Marie-Claude)* (p. 2159) ; *Dorlhac (Hélène)* (p. 2152 ; 2153 ; 2161) ; *Genton (Jacques)* (p. 2153 ; 2154 ; 2155) ; *Seillier (Bernard)* (p. 2156 ; 2157).

Droits des personnes et de la famille : *Dorlhac (Hélène)* (p. 2153) ; *Genton (Jacques)* (p. 2154) ; *Seillier (Bernard)* (p. 2156 ; 2157).

Enfance (martyre) : *Beauveau (Marie-Claude)* (p. 2159) ; *Chaumont (Jacques)* (p. 2158) ; *Genton (Jacques)* (p. 2153).

Europe de l'Est : *Chaumont (Jacques)* (p. 2159).

Faim dans le monde : *Chaumont (Jacques)* (p. 2158) ; *Dorlhac (Hélène)* (p. 2152) ; *Genton (Jacques)* (p. 2153).

Haut conseil de la population et de la famille : *Seillier (Bernard)* (p. 2156 ; 2157).

Infractions (mineurs) : *Beauveau (Marie-Claude)* (p. 2160) ; *Genton (Jacques)* (p. 2155) ; *Seillier (Bernard)* (p. 2157).

Interruption volontaire de grossesse (IVG) : *Beauveau (Marie-Claude)* (p. 2160) ; *Dorlhac (Hélène)* (p. 2152 ; 2161) ; *Genton (Jacques)* (p. 2154 ; 2155) ; *Seillier (Bernard)* (p. 2157).

Législation française : *Dorlhac (Hélène)* (p. 2160) ; *Genton (Jacques)* (p. 2155) ; *Seillier (Bernard)* (p. 2157).

Libertés publiques : *Seillier (Bernard)* (p. 2156).

Maladies : *Beauveau (Marie-Claude)* (p. 2159) ; *Chaumont (Jacques)* (p. 2158) ; *Dorlhac (Hélène)* (p. 2152).

Organisation des Nations Unies (ONU) : *Beauveau (Marie-Claude)* (p. 2159) ; *Chaumont (Jacques)* (p. 2159) ; *Dorlhac (Hélène)* (p. 2153) ; *Genton (Jacques)* (p. 2154).

Pauvreté : *Beauveau (Marie-Claude)* (p. 2159 ; 2160).

Pays en voie de développement (PVD) : *Beauveau (Marie-Claude)* (p. 2160) ; *Chaumont (Jacques)* (p. 2158 ; 2159) ; *Dorlhac (Hélène)* (p. 2161).

Pays en voie de développement (PVD) (endettement) : *Chaumont (Jacques)* (p. 2158).

Prostitution : *Beauveau (Marie-Claude)* (p. 2159) ; *Chaumont (Jacques)* (p. 2158) ; *Dorlhac (Hélène)* (p. 2160) ; *Genton (Jacques)* (p. 2153 ; 2154).

Religions : *Beauveau (Marie-Claude)* (p. 2160) ; *Dorlhac (Hélène)* (p. 2160) ; *Genton (Jacques)* (p. 2154 ; 2155).

Sommets internationaux : *Chaumont (Jacques)* (p. 2158) ; *Dorlhac (Hélène)* (p. 2161).

Syndrome immuno-déficitaire acquis (SIDA) : *Chaumont (Jacques)* (p. 2158).

Toxicomanie : *Beauveau (Marie-Claude)* (p. 2159).

Traités et conventions : *Beauveau (Marie-Claude)* (p. 2159) ; *Chaumont (Jacques)* (p. 2157) ; *Dorlhac (Hélène)* (p. 2152 ; 2153) ; *Genton (Jacques)* (p. 2153 ; 2154 ; 2155) ; *Seillier (Bernard)* (p. 2157).

Travail des enfants : *Beauveau (Marie-Claude)* (p. 2159 ; 2160) ; *Chaumont (Jacques)* (p. 2158) ; *Dorlhac (Hélène)* (p. 2152 ; 2161) ; *Genton (Jacques)* (p. 2153).

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2161)

Art. unique (*Autorisation de la ratification de la convention relative aux droits de l'enfant, faite à New York le 26 janvier 1990, dont le texte est annexé à la présente loi*) - Adopté (p. 2161).

Explication de vote sur l'article unique (p. 2161) : *M. Claude Estier*.

Scrutin public n° 182 (p. 2161).

Adoption (27 juin 1990) (p. 2161).

22. - **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République démocratique populaire Lao sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un échange de lettres), signé à Paris, le 12 décembre 1989**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (19 juin 1990) [n° 396 (89-90)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Jacques Golliet (10 octobre 1990) [n° 31 (90-91)] - Discussion (25 octobre 1990) - Adoption (25 octobre 1990) [n° 25].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (26 octobre 1990) [n° 1678 (9^e lég.)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Michel Bérégovoy (29 novembre 1990) [n° 1773 (9^e lég.)] - Discussion (13 décembre 1990) - Adoption (13 décembre 1990) [n° 425].

PROMULGATION : Loi n° 90-1145 du 21 décembre 1990 (*J.O. Lois et décrets* du 26 décembre 1990).

Discussion (première lecture)

(25 octobre 1990) (p. 3050, 3052).

I. - DISCUSSION GENERALE (p. 3050 ; 3052) : *Mme Edwige Avice, ministre chargé des affaires étrangères* ; *M. Xavier de Villepin, en remplacement de M. Jacques Golliet, rapporteur de la commission des affaires étrangères*.

Aide au développement : *Avice (Edwige)* (p. 3050) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 3051).

Coopération culturelle, scientifique et technique : *Avice (Edwige)* (p. 3050) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 3051).

Economie et finances : *Villepin (Xavier de)* (p. 3051).

Investissements : *Avice (Edwige)* (p. 3050) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 3051).

Pays en voie de développement (PVD) : *Avice (Edwige)* (p. 3050) ; *Villepin (Xavier de)* (p. 3051).

Traités et conventions : *Avice (Edwige)* (p. 3050).

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3052)

Art. unique (*Autorisation d'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République démocratique populaire Lao sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un échange de lettres), signé à Paris le 12 décembre 1989*) - Adopté (p. 3052).

Adoption (25 octobre 1990) (p. 3052).

23. - **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord portant création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (ensemble deux annexes et une déclaration)**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (19 juin 1990) [n° 1478 (9^e lég.)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. André Bellon (21 juin 1990) [n° 1492 (9^e lég.)] - Urgence - Discussion (22 juin 1990) - Adoption (22 juin 1990) [n° 332].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (22 juin 1990) [n° 417 (89-90)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Xavier de Villepin (27 juin 1990) [n° 434 (89-90)] - Discussion (28 juin 1990) - Adoption (28 juin 1990) [n° 156].

PROMULGATION : Loi n° 90-604 du 12 juillet 1990 (*JO Lois et décrets* du 13 juillet 1990).

Discussion (première lecture)

(28 juin 1990) (p. 2233, 2243).

I - DISCUSSION GENERALE (p. 2233, 2243) : *Mme Edwige Avice, ministre délégué auprès du ministre des affaires étrangères* ; *MM. Xavier de Villepin, rapporteur de la commission*

des affaires étrangères; Emmanuel Hamel, Louis Jung, Bernard Seillier.

Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT): Garcia (Jean) (p. 2237).

Allemagne (réunification): Vinçon (Serge) (p. 2243).

Banque européenne d'investissement (BEI): Hamel (Emmanuel) (p. 2239).

Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) (activités): Villepin (Xavier de) (p. 2236).

Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) (capital): Avice (Edwige) (p. 2234 ; 2235); Villepin (Xavier de) (p. 2236).

Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) (conseil d'administration): Avice (Edwige) (p. 2235); Hamel (Emmanuel) (p. 2239).

Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) (Etats fondateurs): Avice (Edwige) (p. 2233 ; 2234); Bayle (Jean-Pierre) (p. 2238).

Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) (organisation): Avice (Edwige) (p. 2235).

Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) (vocation): Avice (Edwige) (p. 2234 ; 2235 ; 2236 ; 2241); Seillier (Bernard) (p. 2240).

Banque mondiale: Avice (Edwige) (p. 2241).

Communauté économique européenne (CEE): Avice (Edwige) (p. 2234).

Conseil des gouverneurs: Avice (Edwige) (p. 2235); Hamel (Emmanuel) (p. 2239); Villepin (Xavier de) (p. 2236).

Conseil européen: Avice (Edwige) (p. 2234).

Cour internationale de justice (CIJ): Avice (Edwige) (p. 2233).

Démocratie: Avice (Edwige) (p. 2234); Bayle (Jean-Pierre) (p. 2239); Garcia (Jean) (p. 2238); Jung (Louis) (p. 2240).

Droits de l'homme: Avice (Edwige) (p. 2234 ; 2235 ; 2240 ; 2242); Bayle (Jean-Pierre) (p. 2239).

Environnement: Avice (Edwige) (p. 2235).

Europe de l'Est: Avice (Edwige) (p. 2240 ; 2241); Garcia (Jean) (p. 2237); Hamel (Emmanuel) (p. 2239 ; 2240).

Fonds monétaire international (FMI): Garcia (Jean) (p. 2237).

France: Avice (Edwige) (p. 2235); Bayle (Jean-Pierre) (p. 2238).

Gouvernement (déclarations): Avice (Edwige) (p. 2233).

Libéralisme: Garcia (Jean) (p. 2237).

Monnaie (dollar): Avice (Edwige) (p. 2234); Bayle (Jean-Pierre) (p. 2238).

Monnaie (yen): Avice (Edwige) (p. 2234); Bayle (Jean-Pierre) (p. 2238).

Parlement (information): Avice (Edwige) (p. 2242).

Petites et moyennes entreprises (PME): Avice (Edwige) (p. 2235 ; 2241).

Politique étrangère: Garcia (Jean) (p. 2238).

Pologne: Avice (Edwige) (p. 2241).

Président de la République: Avice (Edwige) (p. 2233 ; 2234).

Roumanie: Avice (Edwige) (p. 2242); Seillier (Bernard) (p. 2240); Villepin (Xavier de) (p. 2237).

Union des Républiques socialistes soviétiques (URSS): Hamel (Emmanuel) (p. 2239); Villepin (Xavier de) (p. 2237).

Unité de compte européenne (ECU): Avice (Edwige) (p. 2234); Bayle (Jean-Pierre) (p. 2238); Villepin (Xavier de) (p. 2236).

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2242, 2243): M. Serge Vinçon, Mme Edwige Avice, ministre.

Art. unique (Autorisation d'approbation de l'accord portant création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, signé à Paris le 29 mai 1990) - Adopté (p. 2243).

Adoption (28 juin 1990) (p. 2243).

24. - **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination (ensemble six annexes)**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 30 juin 1990) - (16 juillet 1990) [n° 466 (89-90)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Xavier de Villepin (17 octobre 1990) [n° 43 (90-91)] - Discussion (25 octobre 1990) - Adoption (25 octobre 1990) [n° 26].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (26 octobre 1990) [n° 1677 (9° lég.)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. René André (21 novembre 1990) [n° 1727 (9° lég.)] - Discussion (27 novembre 1990) - Adoption (27 novembre 1990) [n° 395].

PROMULGATION: Loi n° 90-1078 du 5 décembre 1990 (J.O. Lois et décrets du 7 décembre 1990).

Discussion (première lecture)

(25 octobre 1990) (p. 3052 ; 3056).

I. - DISCUSSION GENERALE (p. 3052 ; 3056): MM. Brice Lalonde, ministre chargé de l'environnement; Xavier de Villepin, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Jean-Luc Mélenchon; Emmanuel Hamel.

Commerce international: Lalonde (Brice) (p. 3052 ; 3053); Villepin (Xavier de) (p. 3054).

Commissariat à l'énergie atomique (CEA): Mélenchon (Jean-Luc) (p. 3055).

Coopération: Lalonde (Brice) (p. 3052); Villepin (Xavier de) (p. 3053).

Déchets: Lalonde (Brice) (p. 3052 ; 3053 ; 3055 ; 3056); Mélanchon (Jean-Luc) (p. 3054); Villepin (Xavier de) (p. 3053 ; 3054).

Déchets industriels toxiques: Mélenchon (Jean-Luc) (p. 3054).

Energie nucléaire: Lalonde (Brice) (p. 3055); Mélenchon (Jean-Luc) (p. 3055).

Environnement: Lalonde (Brice) (p. 3052); Mélenchon (Jean-Luc) (p. 3054).

Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques: Lalonde (Brice) (p. 3056).

Pays en voie de développement (PVD): Lalonde (Brice) (p. 3052); Mélenchon (Jean-Luc) (p. 3054); Villepin (Xavier de) (p. 3053).

Pollution (eau): Mélenchon (Jean-Luc) (p. 3054).

Radioactivité: Lalonde (Brice) (p. 3056).

Santé: Lalonde (Brice) (p. 3052).

Traités et conventions: Hamel (Emmanuel) (p. 3055); Lalonde (Brice) (p. 3052 ; 3053); Mélenchon (Jean-Luc) (p. 3054); Villepin (Xavier de) (p. 3053).

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3056)

Art. unique (Autorisation d'approbation de la convention sur le contrôle de mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination (ensemble six annexes), faite à Bâle le 22 mars 1989) - Adopté (p. 3056).

Adoption (25 octobre 1990) (p. 3056).

25. - **Projet de loi autorisant l'approbation par la France du protocole additionnel à la convention européenne d'entraide judi-**

ciaire en matière pénale, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 30 juin 1990) – (18 juillet 1990) [n° 467 (89-90)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Michel Crucis (17 octobre 1990) [n° 44 (90-91)] – Discussion (25 octobre 1990) – Adoption (25 octobre 1990) [n° 22].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (26 octobre 1990) [n° 1681 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Jean Laborde (29 novembre 1990) [n° 427 (9^e lég.)] – Discussion (13 décembre 1990) – Adoption (13 décembre 1990) [n° 427].

PROMULGATION : Loi n° 90-1146 du 21 décembre 1990 (J.O. Lois et décrets du 26 décembre 1990).

Discussion (première lecture)

(25 octobre 1990) (p. 3047, 3048).

I. – DISCUSSION GENERALE (p. 3047, 3048) : *Mme Edwige Avice, ministre chargé des affaires étrangères ; M. Michel Crucis, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

Casier judiciaire : *Avice (Edwige)* (p. 3047) ; *Crucis (Michel)* (p. 3048).

Coopération judiciaire : *Avice (Edwige)* (p. 3047) ; *Crucis (Michel)* (p. 3048).

Fiscalité : *Avice (Edwige)* (p. 3047) ; *Crucis (Michel)* (p. 3048).

Infractions : *Avice (Edwige)* (p. 3047) ; *Crucis (Michel)* (p. 3048).

Peines (application) : *Avice (Edwige)* (p. 3047) ; *Crucis (Michel)* (p. 3048).

Peines et amendes : *Avice (Edwige)* (p. 3047).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3048)

Art. unique (Autorisation d'approbation du protocole additionnel à la convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale, fait à Strasbourg le 17 mars 1978, signé par la France le 28 mars 1990) – Adopté (p. 3048).

Adoption (25 octobre 1990) (p. 3048).

26. – Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention contre le dopage, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (5 octobre 1990) [n° 14 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Bernard Guyomard (8 novembre 1990) [n° 76 (90-91)] – Discussion (16 novembre 1990) – Adoption (16 novembre 1990) [n° 38].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (16 novembre 1990) [n° 1712 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Michel Crépeau (11 décembre 1990) [n° 1803 (9^e lég.)] – Discussion (13 décembre 1990) – Adoption (13 décembre 1990) [n° 433].

PROMULGATION : Loi n° 90-1144 du 21 décembre 1990 (J.O. Lois et décrets du 26 décembre 1990).

Discussion (première lecture)

(16 novembre 1990) (p. 3507, 3509).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3507, 3509) : *MM. Roger Bambuck, secrétaire d'Etat, chargé de la jeunesse et des sports ; Bernard Guyomard, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Emmanuel Hamel, Robert Vizet, Jacques Sourdille.*

Associations sportives : *Bambuck (Roger)* (p. 3507) ; *Guyomard (Bernard)* (p. 3508).

Conseil de l'Europe : *Bambuck (Roger)* (p. 3507) ; *Guyomard (Bernard)* (p. 3508).

Epreuves et compétitions sportives : *Bambuck (Roger)* (p. 3507) ; *Guyomard (Bernard)* (p. 3508) ; *Sourdille (Jacques)* (p. 3509) ; *Vizet (Robert)* (p. 3508).

Produits toxiques : *Bambuck (Roger)* (p. 3507 ; 3509) ; *Guyomard (Bernard)* (p. 3508) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 3508) ; *Sourdille (Jacques)* (p. 3509) ; *Vizet (Robert)* (p. 3508).

Sport de haut niveau : *Bambuck (Roger)* (p. 3507) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 3508).

Traités et conventions : *Bambuck (Roger)* (p. 3507) ; *Guyomard (Bernard)* (p. 3508) ; *Vizet (Robert)* (p. 3508).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3509)

Art. unique (Autorisation d'approbation de la convention contre le dopage, signée à Strasbourg le 16 novembre 1989 et dont le texte est annexé à la présente loi) – Adopté (p. 3509).

Adoption (16 novembre 1990) (p. 3509).

27. – Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale du Nigeria en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur les gains en capital (ensemble un protocole), PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (5 octobre 1990) [n° 15 (90-91)] – Renvoi à la commission des finances – Rapport de M. Yves Guéna (17 octobre 1990) [n° 45 (90-91)] – Discussion (25 octobre 1990) – Adoption (25 octobre 1990) [n° 20].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (26 octobre 1990) [n° 1683 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Jeanny Lorgeoux (29 novembre 1990) [n° 1777 (9^e lég.)] – Discussion (13 décembre 1990) – Adoption (13 décembre 1990) [n° 429].

PROMULGATION : Loi n° 90-1149 du 21 décembre 1990 (J.O. Lois et décrets du 26 décembre 1990).

Discussion (première lecture)

(25 octobre 1990) (p. 3045, 3046).

I. – DISCUSSION GENERALE (p. 3045, 3046) : *Mme Edwige Avice, ministre chargé des affaires étrangères ; M. Yves Guéna, rapporteur de la commission des finances.*

Chercheurs : *Guéna (Yves)* (p. 3046).

Conseil constitutionnel : *Guéna (Yves)* (p. 3046).

Coopérants : *Avice (Edwige)* (p. 3045).

Enseignement à l'étranger : *Guéna (Yves)* (p. 3046).

Fiscalité : *Guéna (Yves)* (p. 3046).

Impositions (doubles) : *Avice (Edwige)* (p. 3045).

Impôt sur les sociétés : *Avice (Edwige)* (p. 3045) ; *Guéna (Yves)* (p. 3046).

Investissements français à l'étranger : *Avice (Edwige)* (p. 3045).

Lois (contrôle de la constitutionnalité) : *Guéna (Yves)* (p. 3046).

Pays en voie de développement (PVD) (endettement) : *Avice (Edwige)* (p. 3045).

Règlement du Sénat : *Guéna (Yves)* (p. 3046).

Traités et conventions : *Avice (Edwige)* (p. 3045).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3046)

Art. unique (Autorisation d'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale du Nigeria, en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur les gains en capital (ensemble un protocole), signé à Paris le 27 février 1990) – Adopté (p. 3046).

Adoption (25 octobre 1990) (p. 3046).

28. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention d'assistance administrative mutuelle en matière douanière entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République démocratique de Madagascar**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (5 octobre 1990) [n° 16 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Michel Crucis (17 octobre 1990) [n° 46 (90-91)] – Discussion (25 octobre 1990) – Adoption (25 octobre 1990) [n° 21].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (26 octobre 1990) [n° 1682 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Charles Ehrmann (29 novembre 1990), [n° 1779 (9^e lég.)] – Discussion (13 décembre 1990) – Adoption (13 décembre 1990) [n° 428].

PROMULGATION : Loi n° 90-1148 du 21 décembre 1990 (J.O. Lois et décrets du 26 décembre 1990).

Discussion (première lecture)

(25 octobre 1990) (p. 3046, 3047).

I. – DISCUSSION GENERALE (p. 3046, 3047) : *Mme Edwige Avice, ministre chargé des affaires étrangères ; M. Michel Crucis, rapporteur de la commission des affaires étrangères .*

Commerce extérieur : *Crucis (Michel)* (p. 3047).

Coopération : *Avice (Edwige)* (p. 3046) ; *Crucis (Michel)* (p. 3047).

Drogue (trafic) : *Avice (Edwige)* (p. 3046) ; *Crucis (Michel)* (p. 3047).

Francophonie : *Avice (Edwige)* (p. 3046).

Fraude douanière : *Avice (Edwige)* (p. 3046) ; *Crucis (Michel)* (p. 3047).

Souveraineté nationale : *Avice (Edwige)* (p. 3046) ; *Crucis (Michel)* (p. 3047).

Traités et conventions : *Avice (Edwige)* (p. 3046) ; *Crucis (Michel)* (p. 3047).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3047)

Art. unique (*Autorisation d'approbation de la convention d'assistance administrative mutuelle en matière douanière entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République démocratique de Madagascar, signée à Paris le 25 janvier 1990*) – Adopté (p. 3047).

Adoption (25 octobre 1990) (p. 3047).

29. – **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'assistance administrative mutuelle en vue de prévenir, de rechercher et de réprimer les infractions douanières entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume du Maroc**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (5 octobre 1990) [n° 17 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Michel Crucis (17 octobre 1990) [n° 47 (90-91)] – Discussion (25 octobre 1990) – Adoption (25 octobre 1990) [n° 23].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (26 octobre 1990) [n° 1680 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Philippe Seguin (29 novembre 1990) [n° 1775 (9^e lég.)] – Discussion (13 décembre 1990) – Adoption (13 décembre 1990) [n° 431].

PROMULGATION : Loi n° 90-1147 du 21 décembre 1990 (J.O. Lois et décrets du 26 décembre 1990).

Discussion (première lecture)

(25 octobre 1990) (p. 3048, 3049).

I. – DISCUSSION GENERALE (p. 3048, 3049) : *Mme Edwige Avice, ministre chargé des affaires étrangères ; M. Michel Crucis, rapporteur de la commission des affaires étrangères .*

Commerce extérieur : *Crucis (Michel)* (p. 3049).

Coopération : *Avice (Edwige)* (p. 3048) ; *Crucis (Michel)* (p. 3049).

Douanes : *Avice (Edwige)* (p. 3048) ; *Crucis (Michel)* (p. 3049).

Drogue (trafic) : *Avice (Edwige)* (p. 3048).

Fraude douanière : *Crucis (Michel)* (p. 3049).

Traités et conventions : *Avice (Edwige)* (p. 3048) ; *Crucis (Michel)* (p. 3049).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3049)

Art. unique (*Autorisation d'approbation de la convention d'assistance administrative mutuelle en vue de prévenir, de rechercher et de réprimer les infractions douanières entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume du Maroc, signée à Paris le 16 janvier 1990*) – Adopté (p. 3049).

Adoption (25 octobre 1990) (p. 3049).

30. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention d'assistance administrative mutuelle pour la prévention, la recherche et la répression des fraudes douanières entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Mali**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (22 novembre 1990) [n° 1761 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Charles Pistre (11 décembre 1990) [n° 1804 (9^e lég.)] – Discussion (13 décembre 1990) – Adoption (13 décembre 1990) [n° 432].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (14 décembre 1990) [n° 175 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères.

31. – **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention pour la répression d'actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (27 août 1990) [n° 1587 rectifié (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Guy Lengagne (21 novembre 1990) [n° 1726 (9^e lég.)] – Discussion (27 novembre 1990) – Adoption (27 novembre 1990) [n° 396].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (27 novembre 1990) [n° 102 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. André Rouvière (28 novembre 1990) [n° 110 (90-91)] – Discussion (13 décembre 1990) – (Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 103 (90-91) – Traités et conventions n° 32) – Adoption (13 décembre 1990) [n° 54].

PROMULGATION : Loi n° 90-1140 du 19 décembre 1990 (J.O. Lois et décrets du 23 décembre 1990).

Discussion (première lecture)

(13 décembre 1990) (p. 5031, 5032).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5031, 5032) (Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 103 (90-91) – Traités et conventions n° 32) : *MM. Thierry de Beaucé, secrétaire d'Etat chargé des relations culturelles internationales ; Michel Crucis, rapporteur de la commission des affaires étrangères .*

Droit pénal (international) : *Beaucé (Thierry de)* (p. 5031) ; *Rouvière (André)* (p. 5032).

Extraditions : *Beaucé (Thierry de)* (p. 5031) ; *Rouvière (André)* (p. 5032).

Organisation maritime internationale (OMI) : *Beaucé (Thierry de)* (p. 5031) ; *Rouvière (André)* (p. 5032).

Terrorisme (maritime) : *Beaucé (Thierry de)* (p. 5031) ; *Rouvière (André)* (p. 5032).

Traités et conventions : *Beaucé (Thierry de)* (p. 5031) ; *Rouvière (André)* (p. 5032).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 5032)

Art. unique (*Autorisation d'approbation de la convention pour la répression d'actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime, faite à Rome le 10 mars 1988 et dont le texte est annexé à la présente loi*) – Adopté (p. 5032).

Adoption (13 décembre 1990) (p. 5032).

32. – **Projet de loi autorisant l'approbation du protocole pour la répression d'actes illicites contre la sécurité des plates-formes fixes situées sur le plateau continental**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (27 août 1990) [n° 1586 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Guy Lengagne (21 novembre 1990) [n° 1726 (9^e lég.)] – Discussion (27 novembre 1990) – Adoption (27 novembre 1990) [n° 397].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (27 novembre 1990) [n° 103 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. André Rouvière (28 novembre 1990) [n° 111 (90-91)] – Discussion (13 décembre 1990) – (Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 102 (90-91) – Traités et conventions n° 31) – Adoption (13 décembre 1990) [n° 53].

PROMULGATION : Loi n° 90-1141 du 19 décembre 1990 (*J.O. Lois et décrets* du 23 décembre 1990).

Discussion (première lecture)

(13 décembre 1990) (p. 5031, 5032).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5031, 5032) (Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 102 (90-91) – Traités et conventions n° 31)

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 5032)

Art. unique (*Autorisation d'approbation du protocole pour la répression d'actes illicites contre la sécurité des plates-formes fixes situées sur le plateau continental, fait à Rome le 10 mars 1988 et dont le texte est annexé à la présente loi*) – Adopté (p. 5032).

Adoption (13 décembre 1990) (p. 5032).

33. – **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire de Bulgarie sur le statut et les modalités de fonctionnement des centres culturels**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (10 octobre 1990) [n° 1641 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Noël Joseph (21 novembre 1990) [n° 1728 (9^e lég.)] – Discussion (27 novembre 1990) – Adoption (27 novembre 1990) [n° 394].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (27 novembre 1990) [n° 106 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Michel Crucis (5 décembre 1990) [n° 130 (90-91)] – Discussion (13 décembre 1990) – Adoption (13 décembre 1990) [n° 52].

PROMULGATION : Loi n° 90-1139 du 19 décembre 1990 (*J.O. Lois et décrets* du 23 décembre 1990).

Discussion (première lecture)

(13 décembre 1990) (p. 5029, 5031).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5029, 5030) : *MM. Thierry de Beaucé, secrétaire d'Etat chargé des relations culturelles internationales ; Michel Crucis, rapporteur de la commission des affaires étrangères*.

Bulgarie : *Beaucé (Thierry de)* (p. 5030) ; *Crucis (Michel)* (p. 5030).

Culture : *Beaucé (Thierry de)* (p. 5029).

Culture (institut) : *Beaucé (Thierry de)* (p. 5030) ; *Crucis (Michel)* (p. 5030).

Europe de l'Est : *Beaucé (Thierry de)* (p. 5029).

Traités et conventions : *Beaucé (Thierry de)* (p. 5030) ; *Crucis (Michel)* (p. 5030).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 5030, 5031)

Art. unique (*Autorisation d'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire de Bulgarie sur le statut et les modalités de fonctionnement des centres culturels, signé à Paris le 14 février 1990 et dont le texte est annexé à la présente loi*) – Adopté (p. 5031).

Explication de vote sur l'article unique (p. 5031) : *M. Emmanuel Hamel*.

Adoption (13 décembre 1990) (p. 5031).

34. – **Projet de loi autorisant la ratification du traité portant règlement définitif concernant l'Allemagne**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (5 décembre 1990) [n° 1786 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. André Belton (11 décembre 1990) [n° 1802 (9^e lég.)] – Discussion (13 décembre 1990) – Adoption (13 décembre 1990) [n° 430].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (14 décembre 1990) [n° 174 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires étrangères – Rapport de M. Louis Jung (18 décembre 1990) [n° 196 (90-91)] – Discussion (20 décembre 1990) – Adoption (20 décembre 1990) [n° 82].

PROMULGATION : Loi n° 90-1159 du 26 décembre 1990 (*J.O. Lois et décrets* du 28 décembre 1990).

Discussion (première lecture)

(20 décembre 1990) (p. 5380, 5386).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 5380, 5386) : *MM. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères ; Louis Jung, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Jean Garcia, Maurice Couve de Murville, Jacques Genton, Claude Estier, Emmanuel Hamel, Daniel Hoeffel*.

Allemagne (réunification) : *Couve de Murville (Maurice)* (p. 5384) ; *Dumas (Roland)* (p. 5381 ; 5386) ; *Estier (Claude)* (p. 5385 ; 5386) ; *Garcia (Jean)* (p. 5384) ; *Hoeffel (Daniel)* (p. 5386) ; *Jung (Louis)* (p. 5382 ; 5383).

Alliance atlantique : *Dumas (Roland)* (p. 5381) ; *Garcia (Jean)* (p. 5384) ; *Hoeffel (Daniel)* (p. 5386) ; *Jung (Louis)* (p. 5382).

Armement nucléaire : *Dumas (Roland)* (p. 5381) ; *Jung (Louis)* (p. 5382).

Armes chimiques et biologiques : *Dumas (Roland)* (p. 5381) ; *Jung (Louis)* (p. 5382).

Communauté économique européenne (CEE) : *Dumas (Roland)* (p. 5382) ; *Estier (Claude)* (p. 5385) ; *Garcia (Jean)* (p. 5384) ; *Hoeffel (Daniel)* (p. 5386) ; *Jung (Louis)* (p. 5382).

Confédération européenne : *Jung (Louis)* (p. 5383).

Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) : *Dumas (Roland)* (p. 5381 ; 5386).

Coopération (franco-allemande) : *Couve de Murville (Maurice)* (p. 5385) ; *Estier (Claude)* (p. 5385) ; *Genton (Jacques)* (p. 5385) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 5386) ; *Hoeffel (Daniel)* (p. 5386).

Droits de l'homme : *Dumas (Roland)* (p. 5381).

Europe : *Cartigny (Ernest)* (p. 5386) ; *Couve de Murville (Maurice)* (p. 5384 ; 5385) ; *Dumas (Roland)* (p. 5381) ; *Estier (Claude)* (p. 5385) ; *Garcia (Jean)* (p. 5384) ; *Genton (Jacques)* (p. 5385) ; *Hamel (Emmanuel)* (p. 5386) ; *Hoeffel (Daniel)* (p. 5386) ; *Jung (Louis)* (p. 5382 ; 5383).

Guerre mondiale (seconde) : *Dumas (Roland)* (p. 5381) ; *Estier (Claude)* (p. 5385 ; 5386) ; *Jung (Louis)* (p. 5382).

Parlement : *Dumas (Roland)* (p. 5386) ; *Genton (Jacques)* (p. 5385).

Pologne : *Estier (Claude)* (p. 5385).

République fédérale d'Allemagne (RFA) : *Couve de Murville (Maurice)* (p. 5384) ; *Dumas (Roland)* (p. 5382) ; *Garcia (Jean)* (p. 5384).

Traité de Rome : *Genton (Jacques)* (p. 5385).

Union de l'Europe occidentale (UEO) : *Dumas (Roland)* (p. 5381).

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 5386)

Art. unique (*Autorisation de la ratification du traité portant règlement définitif concernant l'Allemagne, signé à Moscou le 12 septembre 1990 et dont le texte est annexé à la présente loi*) – Adopté (p. 5386).

Explication de vote sur l'article unique (p. 5386) : *M. Ernest Cartigny*.

Adoption (20 décembre 1990) (p. 5386).

Transfusion et transplantation d'organes

Voir *Questions au Gouvernement* n° 225

Transports

Voir *Energie nucléaire, 1*
Environnement, 3

Questions au Gouvernement n° 248

1. – **Projet de loi portant diverses dispositions relatives aux transports terrestres**, PRÉSENTE AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Michel Delebarre, ministre de l'équipement (22 novembre 1989) [n° 73 (89-90)] – Renvoi à la commission des affaires économiques – Rapport de M. Georges Berchet (2 avril 1990) [n° 209 (89-90)] – Discussion (5 avril 1990) – Adoption (5 avril 1990) [n° 74].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (5 avril 1990) [n° 1218 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission de la production – Rapport de M. Jean Beau-fils (25 avril 1990) [n° 1292 (9^e lég.)] – Discussion (2 mai 1990) – Adoption (2 mai 1990) [n° 276].

PROMULGATION : Loi n° 90-396 du 11 mai 1990 (J.O. Lois et décrets du 16 mai 1990).

Discussion (première lecture)

(5 avril 1990) (p. 104, 107).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 104, 106) : *MM. Michel Delebarre, ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer ; Georges Berchet, rapporteur de la commission des affaires économiques*.

Le présent projet de loi tend, au travers de deux dispositions différentes, à supprimer le régime spécifique applicable dans la région Ile-de-France aux entreprises de transport public de personnes pour ce qui concerne les conditions d'accès à la profession d'une part et d'autre part à abroger la loi de 1940 relative à la réquisition des wagons de grande capacité .

Capacité financière : voir Transports publics (entreprises) (critères européens).

Transports publics (entreprises) : *Berchet (Georges)* (p. 104) ; *Delebarre (Michel)* (p. 104).

Transports publics (entreprises) (critères européens) : *Berchet (Georges)* (p. 105, 106) ; *Delebarre (Michel)* (p. 105).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 106, 107) : *MM. Georges Berchet, rapporteur ; Michel Delebarre, ministre* .

Art. 1^{er} (*Uniformisation des conditions d'accès à la profession de transporteurs routiers de personnes*) (p. 106).

Adoptés : Amendement n° 1 du Gouvernement : introduction d'une condition supplémentaire d'honorabilité professionnelle à l'inscription aux registres prévus par la loi d'orientation des transports intérieurs de 1982 (p. 107) ; sous-amendements de la commission n° 2 : rédactionnel (p. 107) et n° 3 : maintien des mots « graves ou répétés » au premier alinéa de l'article 37 de la loi d'orientation des transports intérieurs (p. 107).

– L'article 1^{er}, dans la rédaction de l'amendement n° 1, ainsi modifié est adopté (p. 107).

Art. 2 (*Abrogation de la loi du 15 octobre 1940 relative à la réquisition des wagons de grande capacité*) – Adopté (p. 107).

Adoption (5 avril 1990) (p. 107).

2. – **Projet de loi relatif au corps des ingénieurs électroniciens des systèmes de la sécurité aérienne**, PRÉSENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Michel Delebarre, ministre des transports (2 avril 1990) [n° 1194 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Michel Pezet (13 juin 1990) [n° 1441 (9^e lég.)] – Urgence – Discussion (19 juin 1990) Adoption (19 juin 1990) [n° 327].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (20 juin 1990) [n° 406 (89-90)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Philippe de Bourgoing (22 juin 1990) [n° 414 (89-90)] – Discussion (27 juin 1990) – Adoption (27 juin 1990) [n° 153].

PROMULGATION : Loi n° 90-557 du 2 juillet 1990 (JO Lois et décrets du 6 juillet 1990).

Discussion (première lecture)

(27 juin 1990) (p. 2149, 2152).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2149, 2151) : *MM. Michel Delebarre, ministre de l'équipement ; Philippe de Bourgoing, rapporteur de la commission des lois* .

Aviation civile : *Delebarre (Michel)* (p. 2150).

Conflits sociaux : *Bourgoing (Philippe de)* (p. 2150).

Fonctionnaires et agents publics : *Delebarre (Michel)* (p. 2149).

Formation : *Bourgoing (Philippe de)* (p. 2150).

Formation professionnelle : *Delebarre (Michel)* (p. 2149).

Ingénieurs : *Bourgoing (Philippe de)* (p. 2150) ; *Delebarre (Michel)* (p. 2149 ; 2150).

Ingénieurs (statut) : *Bourgoing (Philippe de)* (p. 2150) ; *Delebarre (Michel)* (p. 2150).

Lois (application) : *Bourgoing (Philippe de)* (p. 2150).

Navigation aérienne : *Bourgoing (Philippe de)* (p. 2151) ; *Delebarre (Michel)* (p. 2149).

Organisations syndicales : *Bourgoing (Philippe de)* (p. 2150) ; *Delebarre (Michel)* (p. 2149).

Salaires, traitements et indemnités : *Delebarre (Michel)* (p. 2149).

Sécurité aérienne : *Bourgoing (Philippe de)* (p. 2150) ; *Delebarre (Michel)* (p. 2149).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2151 ; 2152)

Art. 1^{er} (*Création du corps des ingénieurs électroniciens des systèmes de la sécurité aérienne*) – Adopté (p. 2151).

Art. 2 (*Classement hors catégorie du corps des ingénieurs électroniciens des systèmes de la sécurité aérienne*) – Adopté (p. 2151).

Art. 3 (*Abrogation des dispositions antérieures*) – Adopté (p. 2151).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2151 ; 2152) *M. Louis Perrein, Mme Marie-Claude Beauveau ; intervention de M. Michel Delebarre, ministre* – Réseau routier et autoroutier.

Adoption (27 juin 1990) (p. 2152).

Transports aériens

Voir *Commissions d'enquête ou de contrôle*, 5

Lois de finances, 1, Equipement, logement, transports et mer - III - Aviation civile et IV - Météorologie ; Navigation aérienne (Budget annexe)

Questions au Gouvernement n° 200 ; n° 238 ; n° 298
Transports, 2

1. - **Projet de loi modifiant les annexes I et II de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Michel Delebarre, ministre de l'équipement - (10 octobre 1990) [n° 34 (90-91)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Philippe de Bourgoing (6 novembre 1990) [n° 67 (90-91)] - Urgence - Discussion (6 novembre 1990) - Adoption (6 novembre 1990) [n° 33].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (7 novembre 1990) [n° 1693 (9^e lég.)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de M. Alfred Recours (22 novembre 1990) [n° 1732 (9^e lég.)] - Discussion (28 novembre 1990) - Adoption (28 novembre 1990) [n° 401].

PROMULGATION : Loi n° 90-1084 du 5 décembre 1990 (J.O. Lois et décrets du 8 décembre 1990).

Discussion (première lecture)

(6 novembre 1990) (p. 3148, 3153).

I - DISCUSSION GENERALE (p. 3148, 3153) : MM. Michel Delebarre, ministre de l'équipement ; Philippe de Bourgoing, rapporteur de la commission des lois ; Robert Pagès, Guy Allouche.

Ce texte a pour objet de tirer les conséquences, en matière de représentation des salariés au conseil d'administration, de la prise de contrôle d'UTA et d'Aéromaritime International par Air France le 22 janvier 1990.

Air France : Allouche (Guy) (p. 3151) ; Bourgoing (Philippe de) (p. 3149) ; Delebarre (Michel) (p. 3149 ; 3152 ; 3153) ; Pagès (Robert) (p. 3151).

Air Inter : Bourgoing (Philippe de) (p. 3149 ; 3150) ; Delebarre (Michel) (p. 3149 ; 3152) ; Pagès (Robert) (p. 3151).

Collectivités territoriales d'outre-mer : Delebarre (Michel) (p. 3152) ; Pagès (Robert) (p. 3151).

Commission des Communautés européennes : Allouche (Guy) (p. 3152) ; Bourgoing (Philippe de) (p. 3150) ; Delebarre (Michel) (p. 3152).

Commissions d'enquête ou de contrôle : Pagès (Robert) (p. 3151).

Compagnies aériennes : Bourgoing (Philippe de) (p. 3149 ; 3150) ; Delebarre (Michel) (p. 3149 ; 3152 ; 3153) ; Pagès (Robert) (p. 3151).

Concurrence internationale : Allouche (Guy) (p. 3152) ; Bourgoing (Philippe de) (p. 3150) ; Delebarre (Michel) (p. 3152 ; 3153) ; Pagès (Robert) (p. 3151).

Conseil constitutionnel (décisions) : Bourgoing (Philippe de) (p. 3149).

Droits de trafic : Bourgoing (Philippe de) (p. 3149) ; Delebarre (Michel) (p. 3153).

Etats-Unis d'Amérique (USA) : Delebarre (Michel) (p. 3153) ; Pagès (Robert) (p. 3151).

Investissements : Bourgoing (Philippe de) (p. 3149) ; Delebarre (Michel) (p. 3153).

Nationalisations : Bourgoing (Philippe de) (p. 3149) ; Pagès (Robert) (p. 3151).

Prise de contrôle : Bourgoing (Philippe de) (p. 3149) ; Pagès (Robert) (p. 3151).

Représentants du personnel : Bourgoing (Philippe de) (p. 3149 ; 3150 ; 3151) ; Delebarre (Michel) (p. 3149 ; 3153) ; Pagès (Robert) (p. 3151).

Sécurité aérienne : Allouche (Guy) (p. 3151).

Service public : Delebarre (Michel) (p. 3153) ; Pagès (Robert) (p. 3151).

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3153)

Art. 1 (*Suppression d'Air Inter dans l'énumération de l'annexe I mentionnée dans la loi n° 83-673 du 26 juillet 1983*) - Adopté (p. 3153).

Art. 2 (*Inscription de l'Union de transports aériens (UTA) et d'Aéromaritime international (AMI) en annexe II de ladite loi*) - Adopté (p. 3153).

Art. 3 (*Disposition dérogatoire intérimaire concernant des délibérations des conseils d'administration d'UTA et d'AMI*) - Adopté (p. 3153).

Adoption (6 novembre 1990) (p. 3153).

Transports ferroviaires

Voir *Questions au Gouvernement* n° 207 ; n° 211 ; n° 237 ; n° 248 ; n° 256 ; n° 263 ; n° 289
Questions orales sans débat n° 176
Transports, 1

Transports fluviaux

Voir *Lois de finances*, 1, Equipement, logement, transports et mer - II - Transports intérieurs - 1. Transports terrestres.

2. Routes.

3. Sécurité routière
Traités et conventions, 5

Transports maritimes

Voir *Environnement*, 1

Lois de finances, 1, Equipement, logement, transports et mer - V - Mer

Transports routiers

Voir *Transports*, 1

Travail

1. - **Proposition de loi tendant à la réintégration des syndicalistes licenciés**, PRESENTEE AU SENAT, par M. Charles Lederman, sénateur, et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 22 décembre 1989-21 mars 1990) [n° 196 (89-90)] - Renvoi à la commission des lois.

2. - **Proposition de loi tendant à moderniser les dispositions du code du travail relatives au repos hebdomadaire**, PRESENTEE AU SENAT, par M. Hector Viron, sénateur, et plusieurs de ses collègues (5 avril 1990) [n° 223 (89-90)] - Renvoi à la commission des affaires sociales.

3. - **Proposition de loi relative au conseiller du salarié**, PRESENTEE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, par M. Louis Mermaz, député, et plusieurs de ses collègues (6 décembre 1989) [n° 1067 (9^e lég.)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de M. Thierry Mandon (3 mai 1990) [n° 1324 (9^e lég.)] - Discussion (16 mai 1990) - Adoption (16 mai 1990) [n° 284].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (17 mai 1990) [n° 303 (89-90)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Rapport de M. Louis Souvet (Rattaché pour

ordre au procès-verbal de la séance du 27 août 1990 – 26 septembre 1990) [n° 481 (89-90)] – Discussion (2 octobre 1990) – Adoption (2 octobre 1990) [n° 2].

NOUVEL INTITULE : « Proposition de loi relative à l'assistant du salarié ».

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (3 octobre 1990) [n° 1603 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Thierry Mandon (4 octobre 1990) [n° 1622 (9^e lég.)] – Discussion (8 octobre 1990) – Adoption (8 octobre 1990) [n° 379].

NOUVEL INTITULE : « Proposition de loi relative au conseiller du salarié ».

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (9 octobre 1990) [n° 20 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Louis Souvet (17 octobre 1990) [n° 41 (90-91)] – Discussion (31 octobre 1990) – Adoption (31 octobre 1990) [n° 31].

NOUVEL INTITULE : « Proposition de loi relative à l'assistant du salarié ».

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (TROISIEME LECTURE) (31 octobre 1990) [n° 1691 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE); rapport de M. Thierry Mandon (14 novembre 1990) [n° 1700 (9^e lég.)].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT); rapport de M. Louis Souvet (14 novembre 1990) [n° 80 (90-91)] – Echec.

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (31 octobre 1990) [n° 1691 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Thierry Mandon (15 novembre 1990) [n° 1704 (9^e lég.)] – Discussion (28 novembre 1990) – Adoption (28 novembre 1990) – [n° 400].

NOUVEL INTITULE : « Proposition de loi relative au conseiller du salarié ».

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (28 novembre 1990) [n° 112 (90-91)] – Renvoi à la commission des affaires sociales – Rapport de M. Louis Souvet (6 décembre 1990) [n° 138 (90-91)] – Discussion (12 décembre 1990) – Rejet (12 décembre 1990) [n° 50].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (12 décembre 1990) [n° 1826 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des affaires culturelles – Rapport de M. Thierry Mandon (13 décembre 1990) [n° 1835 (9^e lég.)] – Discussion (18 décembre 1990) – Adoption (18 décembre 1990) [n° 441].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 90-284 DC du 16 janvier 1991 (*J.O.* Lois et décrets du 18 janvier 1991) qui déclare la proposition de loi non contraire à la Constitution.

PROMULGATION : Loi n° 91-72 du 18 janvier 1991 (*J.O.* Lois et décrets du 20 janvier 1991).

Discussion (première lecture)

(2 octobre 1990) (p. 2403, 2428).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 2403, 2414) : *MM. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail; Louis Souvet, rapporteur de la commission des affaires sociales; Roger Husson, Jean Boyer, Hector Viron, Marc Boeuf, Gérard Roujas.*

Concertation : *Boyer (Jean)* (p. 2409); *Husson (Roger)* (p. 2408); *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 2414).

Conseiller du salarié (rôle) : *Roujas (Gérard)* (p. 2412); *Souvet (Louis)* (p. 2405).

Conseiller du salarié (statut) : *Boeuf (Marc)* (p. 2412); *Boyer (Jean)* (p. 2408); *Husson (Roger)* (p. 2407); *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 2404; 2414); *Souvet (Louis)* (p. 2404; 2406); *Viron (Hector)* (p. 2410).

Délégués syndicaux : *Viron (Hector)* (p. 2410).

Entreprises (charges) : *Boyer (Jean)* (p. 2408); *Husson (Roger)* (p. 2407); *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 2404); *Villepin (Xavier de)* (p. 2413); *Viron (Hector)* (p. 2409).

Entreprises (petites et moyennes) (PME) : *Boeuf (Marc)* (p. 2411); *Boyer (Jean)* (p. 2409); *Husson (Roger)* (p. 2407; 2408); *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 2414); *Souvet (Louis)* (p. 2406); *Villepin (Xavier de)* (p. 2413).

Formation professionnelle : *Boyer (Jean)* (p. 2409); *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 2404; 2414); *Souvet (Louis)* (p. 2406); *Viron (Hector)* (p. 2410; 2411).

Licenciements (procédure) : *Boeuf (Marc)* (p. 2411); *Boyer (Jean)* (p. 2408); *Roujas (Gérard)* (p. 2412); *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 2403; 2404; 2414); *Souvet (Louis)* (p. 2406); *Viron (Hector)* (p. 2410).

Lois (application) : *Souvet (Louis)* (p. 2406).

Organisations syndicales : *Boeuf (Marc)* (p. 2411); *Husson (Roger)* (p. 2407); *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 2414); *Villepin (Xavier de)* (p. 2413); *Viron (Hector)* (p. 2410; 2411).

Parlement (travaux) : *Boeuf (Marc)* (p. 2411).

Sanctions pénales : *Souvet (Louis)* (p. 2406); *Villepin (Xavier de)* (p. 2413).

Secret professionnel : *Boeuf (Marc)* (p. 2412); *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 2404); *Souvet (Louis)* (p. 2406).

Travail (aménagement du temps) : *Viron (Hector)* (p. 2409).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2414, 2428) : *MM. Jean-Pierre Soisson, ministre; Louis Souvet, rapporteur; Marc Boeuf, Hector Viron, Marcel Rudloff, Paul Souffrin, Emmanuel Hamel, au nom de la commission des finances.*

Art. 1^{er} (Création d'une division « résiliation du contrat ») – Adopté (p. 2415).

Art. 2 (Dispositions relatives à l'entretien préalable) (p. 2415).

Adoptés : amendements de la commission, n° 1 : suppression de la notion de conseiller (p. 2416) – N° 2, de conséquence (p. 2416) – N° 3 : mention sur la liste de l'entreprise, éventuellement de l'organisation syndicale, dont est issu le salarié, et impossibilité pour les conseillers prud'hommes et les défenseurs prud'hommes d'exercer les fonctions d'assistants (p. 2419) – N° 4 : préférence accordée au terme d'assistant (p. 2419) – Et n° 5 : possibilité pour l'employeur de récuser l'assistant choisi par le salarié (p. 2420).

Rejetés : amendement n° 29 du Gouvernement : institution d'un délai automatique d'au moins cinq jours pour l'entretien préalable lorsqu'il n'existe pas d'institution représentative dans l'entreprise (p. 2416) – Amendement n° 19 de M. Hector Viron : désignation du conseiller du salarié sur proposition des organisations syndicales représentatives des salariés (p. 2417) – Sur l'amendement n° 3 de la commission, sous-amendement n° 28 du Gouvernement : seule exclusion des conseillers prud'hommes en activité des listes des assistants (p. 2418).

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 2420).

Art. 2 bis (Délai de notification du licenciement) (p. 2420).

Adoptés : amendements de la commission, n° 6 : application de l'imputation du report de l'entretien préalable sur le délai de notification du licenciement en cas de licenciement d'un cadre (p. 2421) – Et n° 7, de coordination (p. 2421) – Amendement n° 31 du Gouvernement, rédactionnel (p. 2421).

Devenu sans objet : amendement n° 30 du Gouvernement, de coordination avec son amendement n° 29 (p. 2421).

– L'article 2 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 2421).

Art. 3 (Sanctions applicables à l'employeur) (p. 2421).

Adopté : amendement de suppression n° 8 de la commission (p. 2421).

– L'article 3 est supprimé (p. 2421).

Art. 4 (Création d'une division « conseiller du salarié ») (p. 2421).

Adopté : amendement n° 9 de la commission : préférence accordée au terme d'assistant (p. 2422).

– L'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 2422).

Art. 5 (Autorisation d'absence) (p. 2422).

Adopté : amendement n° 10 de la commission : limitation de l'application du nouveau statut envisagé aux seules entreprises de cinquante salariés (p. 2422).

Rejeté : amendement n° 20 de M. Hector Viron : suppression de la limite de la durée de la mission de conseiller (p. 2422).

– L'article 5, ainsi modifié, est adopté (p. 2422).

Art. 6 (Maintien de la rémunération) (p. 2422).

Adopté : amendement n° 11 de la commission : coordination (p. 2423).

– L'article 6, ainsi modifié, est adopté (p. 2423).

Art. 7 (Protection contre le licenciement) (p. 2423).

Adoptés : amendements de la commission, n° 12, de coordination (p. 2423) – Et n° 13 : suppression du second alinéa de l'article 7 relatif à l'accord préalable de l'inspection du travail en cas de licenciement du conseiller du salarié (p. 2424).

– L'article 7, ainsi modifié, est adopté (p. 2424).

Art. 8 (Formation du salarié) (p. 2424).

Adopté : amendement n° 14 de la commission : réintroduction dans cet article de l'article L. 451-3 du code du travail qui définit les possibilités pour l'employeur de refuser le congé de formation de l'assistant (p. 2425).

Rejeté : amendement de suppression n° 26 de M. Roger Husson (p. 2425).

Devenu sans objet : amendement n° 21 de M. Hector Viron : formation des conseillers du salarié assurée uniquement par des centres spécialisés directement rattachés aux organisations syndicales les plus représentatives ou par des instituts d'universités ou de facultés (p. 2425).

– L'article 8, ainsi modifié, est adopté (p. 2425).

Art. 9 (Secret professionnel) (p. 2425).

Retiré : amendement n° 15 de la commission : référence à l'article 378 du code pénal permettant de mieux garantir la confidentialité des informations (p. 2426).

– L'article 9 est adopté (p. 2426).

Après l'art. 9 (p. 2426).

Irrecevable (article 40 de la Constitution) : amendement n° 20 de M. Hector Viron : statut commun des salariés qui exercent les fonctions d'assistance ou de représentation devant les juridictions prud'homales et des conseillers du salarié (p. 2426).

Art. 10 (Entrave à l'exercice des fonctions du conseiller du salarié) (p. 2426).

Adopté : amendement n° 16 de la commission : allègement des sanctions pénales (p. 2426).

– L'article 10, ainsi modifié, est adopté (p. 2426).

Art. 11 (Extension du bénéfice des actions de formation au salarié dont l'entreprise envisage le reclassement externe) (p. 2427).

Rejeté : amendement de suppression n° 23 de M. Hector Viron, soutenu par M. Paul Souffrin (p. 2427).

Retiré : amendement n° 17 de la commission : caractère effectif du reclassement uniquement à la fin de la période d'essai (p. 2427).

– L'article 11 est adopté (p. 2427).

Intitulé de la proposition de loi (p. 2427).

Adopté : amendement n° 18 de la commission : « Proposition de loi relative à l'assistant du salarié » (p. 2427).

– L'intitulé de la proposition de loi, ainsi modifié, est adopté (p. 2427).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2427, 2428) : MM. Hector Viron, Gérard Roujas ; interventions de MM. Louis Souvet, rapporteur ; Jean-Pierre Soisson, ministre.

Adoption (2 octobre 1990) (p. 2428).

Discussion (deuxième lecture)

(31 octobre 1990) (p. 3125, 3136).

I – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3125, 3128) : MM. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail ; Louis Souvet, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Hector Viron.

Conseiller du salarié (rôle) : Viron (Hector) (p. 3128).

Conseiller du salarié (statut) : Soisson (Jean-Pierre) (p. 3125 ; 3126) ; Souvet (Louis) (p. 3126 ; 3127).

Entreprises (petites et moyennes) (PME) : Souvet (Louis) (p. 3127).

Formation professionnelle : Soisson (Jean-Pierre) (p. 3125 ; 3126).

Licenciements (procédure) : Soisson (Jean-Pierre) (p. 3125 ; 3126) ; Souvet (Louis) (p. 3126).

Lois (application) : Souvet (Louis) (p. 3126).

Organisations syndicales : Soisson (Jean-Pierre) (p. 3125).

Secret professionnel : Soisson (Jean-Pierre) (p. 3125).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3128, 3135) : MM. Louis Souvet, rapporteur ; Jean-Pierre Soisson, ministre ; Marc Boeuf, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales ; Jean Chérioux, Xavier de Villepin, Guy Penne, Hector Viron.

Art. 2 (p. 3128).

Adoptés : amendements de la commission, n° 1 : suppression de la notion de salarié (p. 3130) – N° 2, de coordination (p. 3130) – N° 3 : rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture (p. 3130) – N° 4, de coordination (p. 3131) – Et n° 5 : possibilité pour l'employeur de récuser le conseiller choisi par le salarié (p. 3131).

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 3131).

Art. 2 bis – Adopté (p. 3131).

Art. 3 (p. 3131).

Adopté : amendement n° 6 de la commission : suppression de cet article (p. 3132).

– L'article 3 est supprimé (p. 3132).

Art. 4 (p. 3132).

Adopté : amendement de coordination n° 7 de la commission (p. 3132).

– L'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 3132).

Art. 5 (p. 3132).

Adopté : amendement n° 8 de la commission : limitation de l'application du crédit d'heures pour les conseillers à des entreprises d'au moins cinquante salariés (p. 3132).

– L'article 5, ainsi modifié, est adopté (p. 3132).

Art. 6 (p. 3132).

Adopté : amendement de coordination n° 9 de la commission (p. 3133).

– L'article 6, ainsi modifié, est adopté (p. 3133).

Art. 7 (p. 3133).

Adoptés : amendements de la commission, n° 10, de coordination (p. 3133) – Et n° 11 : rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture (p. 3133).

- L'article 7, ainsi modifié, est adopté (p. 3133).

Art. 8 (p. 3133).

Adopté : amendement n° 12 de la commission : rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture (p. 3134).

- L'article 8, ainsi modifié, est adopté (p. 3134).

Art. 9 (p. 3134).

Adopté : amendement de coordination n° 13 de la commission (p. 3134).

- L'article 9, ainsi modifié, est adopté (p. 3134).

Art. 10 (p. 3134).

Adopté : amendement n° 14 de la commission : rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture (p. 3135).

- L'article 10, ainsi modifié, est adopté (p. 3135).

Intitulé de la proposition de loi (p. 3135).

Adopté : amendement n° 15 de la commission : « Proposition de loi relative à l'assistant du salarié » (p. 3135).

- L'intitulé de la proposition de loi, ainsi modifié, est adopté (p. 3135).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 3135, 3136) : *MM. Marc Boeuf, Hector Viron ; intervention de M. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission*.

Adoption (31 octobre 1990) (p. 3136).

Discussion (nouvelle lecture)

(12 décembre 1990) (p. 4985, 4987).

I - DISCUSSION GENERALE (p. 4985, 4986) : *Mme Hélène Missoffe, en remplacement de MM. Louis Souvet, rapporteur de la commission des affaires sociales ; et les orateurs sur la motion*.

Commissions mixtes paritaires (CMP) : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 4987) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 4985 ; 4986) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 4987).

Conseiller du salarié (statut) : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 4987) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 4985 ; 4986) ; *Penne (Guy)* (p. 4986).

Délégués syndicaux : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 4987) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 4986).

Entreprises (petites et moyennes) (PME) : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 4987) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 4986) ; *Penne (Guy)* (p. 4986).

Licenciements (procédure) : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 4987) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 4986) ; *Penne (Guy)* (p. 4986).

Sanctions pénales : *Fourcade (Jean-Pierre)* (p. 4987) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 4986).

Motion n° 1 de la commission, soutenue par *Mme Hélène Missoffe, tendant à opposer la question préalable* (p. 4986) - *Mme Hélène Missoffe, en remplacement de M. Louis Souvet, rapporteur ; MM. Guy Penne, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales, Jean-Pierre Soisson, ministre du travail*.

Adoption de la motion (p. 4987).

Rejet de la proposition de loi (12 décembre 1990) (p. 4987).

4. - Projet de loi favorisant la stabilité de l'emploi par l'adaptation du régime des contrats précaires, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de *M. Michel Rocard, Premier ministre, par M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail* (8 décembre 1989) (Lettre rectificative n° 1332 déposée le 9 juin 1990) [n° 1077 (9^e lég.)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de *M. Alain Vidalies* (23 juin 1990) [n° 1392 (9^e lég.)] - Urgence - Discussion (1^{er} juin 1990) - Adoption (1^{er} juin 1990) [n° 303].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (5 juin 1990) [n° 344 (89-90)] - Renvoi à la commission des

affaires sociales - Rapport de *Mme Hélène Missoffe* (13 juin 1990) [n° 382 (89-90)] - Discussion (20 juin 1990) - Adoption (20 juin 1990) [n° 133].

NOUVEL INTITULE : « **Projet de loi relatif au contrat à durée déterminée, aux contrats de travail temporaire, à la sous-traitance et au prêt de main-d'oeuvre illicite** ».

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (21 juin 1990) [n° 1491 (9^e lég.)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) ; rapport de *M. Alain Vidalies* (26 juin 1990) [n° 1520 (9^e lég.)].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) ; rapport de *Mme Hélène Missoffe* (26 juin 1990) [n° 427 (89-90)] - Echec.

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (21 juin 1990) [n° 1491 (9^e lég.)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de *M. Alain Vidalies* (27 juin 1990) [n° 1533 (9^e lég.)] - Discussion (27 juin 1990) - Adoption (27 juin 1990) [n° 355].

NOUVEL INTITULE « **Projet de loi favorisant la stabilité de l'emploi par l'adaptation du régime des contrats précaires** ».

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (28 juin 1990) [n° 443 (89-90)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Rapport de *Mme Hélène Missoffe* (28 juin 1990) [n° 445 (89-90)] - Discussion (29 juin 1990) - Adoption (29 juin 1990) [n° 159].

NOUVEL INTITULE « **Projet de loi relatif au contrat à durée déterminée, aux contrats de travail temporaire, à la sous-traitance et au prêt de main-d'oeuvre illicite** ».

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (29 juin 1990) [n° 1562 (9^e lég.)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de *M. Alain Vidalies* (29 juin 1990) [n° 1563 (9^e lég.)] - Discussion (29 juin 1990) - Adoption (29 juin 1990) [n° 365].

NOUVEL INTITULE « **Projet de loi favorisant la stabilité de l'emploi par l'adaptation du régime des contrats précaires** ».

PROMULGATION : Loi n° 90-613 du 12 juillet 1990 (*J.O. Lois et décrets* du 14 juillet 1990).

Discussion (première lecture)

(20 juin 1990) (p. 1868, 1913).

I - DISCUSSION GENERALE (p. 1868, 1881) : *M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail ; Mme Hélène Missoffe, rapporteur de la commission des affaires sociales ; MM. Hector Viron, André Jourdain, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Franck Sérusclat, Louis Moinard, Joël Bourdin*.

Ameublement (industrie) : *Jourdain (André)* (p. 1876).

Chômage : *Jourdain (André)* (p. 1875) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 1871).

Congés de formation : *Missoffe (Hélène)* (p. 1872).

Conseil national du patronat français (CNPF) : *Viron (Hector)* (p. 1874).

Conseils de prud'hommes : *Missoffe (Hélène)* (p. 1872).

Directives communautaires : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 1877).

Droit au travail : *Sérusclat (Franck)* (p. 1878).

Entreprises : *Bourdin (Joël)* (p. 1880).

Entreprises (petites et moyennes) (PME) : *Jourdain (André)* (p. 1875 ; 1876).

Exportations : *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 1890).

Famille : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 1878).

Fonction publique : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 1877).

Formation professionnelle : *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 1881 ; 1890) ; *Viron (Hector)* (p. 1874).

Jura (département) : *Jourdain (André)* (p. 1875 ; 1876).

Négociations collectives : *Bourdin (Joël)* (p. 1880) ; *Jourdain (André)* (p. 1875) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 1871) ; *Moinard (Louis)* (p. 1879) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 1878) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 1881 ; 1889 ; 1890) ; *Viron (Hector)* (p. 1874).

Organisations syndicales : *Bourdin (Joël)* (p. 1880) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 1872) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 1879).

Politique économique et sociale : *Viron (Hector)* (p. 1874).

Poursuites judiciaires : *Bourdin (Joël)* (p. 1880) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 1872).

Représentants du personnel : *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 1890).

Travail (aménagement du temps) : *Jourdain (André)* (p. 1875) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 1871) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 1879) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 1889).

Travail des femmes : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 1876 ; 1877 ; 1878) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 1881).

Travail (sécurité) : *Missoffe (Hélène)* (p. 1871 ; 1872) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 1879) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 1890).

Travail temporaire : *Bourdin (Joël)* (p. 1879 ; 1880) ; *Jourdain (André)* (p. 1875 ; 1876) ; *Missoffe (Hélène)* (p. 1871) ; *Sérusclat (Franck)* (p. 1879) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 1881 ; 1889) ; *Viron (Hector)* (p. 1872 ; 1873 ; 1874).

Travail à temps partiel : *Beaudeau (Marie-Claude)* (p. 1877).

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1882, 1912) : *Mme Hélène Missoffe, rapporteur* ; *MM. Jean-Pierre Soisson, ministre* ; *Roland Courteau, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission* ; *Hector Viron, Louis Moinard, André Jourdain.*

Art. 1^{er} A (Finalité de la loi) (p. 1882).

Adopté : amendement n° 1 de la commission : suppression des deux derniers alinéas (p. 1883).

- L'article 1^{er} A, ainsi modifié, est adopté (p. 1883).

Avant l'art. 1^{er} (p. 1883).

Rejeté : amendement n° 54 de M. Hector Viron : gestion prévisionnelle concertée de l'emploi (p. 1883).

Art. 1^{er} (Cas de recours au contrat à durée déterminée) (p. 1883).

Adopté : amendement rédactionnel n° 2 de la commission (p. 1884).

Rejetés : amendements de M. Hector Viron, n° 55 : cas où l'accord des institutions représentatives du personnel est nécessaire à la conclusion du contrat (p. 1884) - N° 56 et n° 58 : limitation des cas de recours (p. 1885) - Et n° 57 : accord des institutions représentatives du personnel (p. 1885).

Retiré : amendement n° 3 rédactionnel de la commission (p. 1883).

- L'article 1^{er}, ainsi modifié, est adopté (p. 1885).

Art. 2 (Durée et renouvellement du contrat de travail à durée déterminée) (p. 1885).

Adoptés : amendements de la commission, n° 4 de précision (p. 1886) - N° 5 de précision (p. 1887) - N° 6 et n° 8 : suppression de la limitation à l'exportation de la dérogation pour commandes exceptionnelles (p. 1888) - Et n° 7 rédactionnel (p. 1888).

Rejeté : amendement n° 59 de M. Hector Viron : réduction de la durée totale du contrat (p. 1886).

Devenu sans objet : amendement n° 60 de cohérence de M. Hector Viron (p. 1886).

- L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 1888).

Art. 3 (Interdiction temporaire de recourir au contrat à durée déterminée après un licenciement pour motif économique) (p. 1888).

Adopté : amendement n° 10 de la commission : suppression de la limitation à l'exportation de la dérogation pour commandes exceptionnelles (p. 1889).

Rejetés : amendements de M. Hector Viron, n° 61 : allongement de la durée d'interdiction (p. 1888) - N° 62 : extension au poste non concerné par le licenciement (p. 1889) - Et n° 63 : suppression des dérogations notamment dans le cas d'une commande exceptionnelle (p. 1889).

- L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 1889).

Art. 3 bis (Cas d'interdiction du recours au contrat de travail à durée déterminée) (p. 1889).

Adopté : amendement n° 11 de la commission : nouvelle rédaction des dispositions relatives aux travaux dangereux (p. 1890).

Rejeté : amendement n° 64 de M. Hector Viron : suppression du droit d'autorisation à dérogation exceptionnelle conférée au directeur départemental du travail et de l'emploi (p. 1890).

- L'article 3 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 1890).

Art. 4 (Caractère écrit du contrat de travail à durée déterminée) (p. 1891).

Adoptés : amendements de la commission, n° 12 et n° 13 de précision (p. 1891) - Et n° 14 : délai de transmission du contrat de travail au salarié (p. 1891).

- L'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 1891).

Art. 5 (Rémunération du salarié sous contrat à durée déterminée) (p. 1891).

Adopté : amendement rédactionnel n° 15 de la commission (p. 1891).

Retiré : amendement n° 82 de M. Louis Moinard : indemnité de congés payés : dérogation dans le cas d'un contrat à caractère saisonnier conclu dans le secteur agricole (p. 1894).

- L'article 5, ainsi modifié, est adopté (p. 1894).

Art. 6 (Indemnités de fin de contrat à durée déterminée) (p. 1895).

Adoptés : amendements rédactionnels de la commission, n° 16, n° 17 et n° 18 (p. 1895).

Rejetés : amendements de M. Hector Viron, n° 65 : montant de l'indemnité (p. 1895) - N° 66 : cas du travail saisonnier (p. 1895) - N° 67 : cas du refus par le salarié d'un contrat de travail à durée indéterminée pour occuper un emploi équivalent (p. 1896) - Et n° 68 : privation en cas de faute lourde (p. 1896).

Retiré : amendement n° 19 de la commission : mention des associations intermédiaires (p. 1896).

- L'article 6, ainsi modifié, est adopté (p. 1896).

Art. 7 (Dispositions de coordination) (p. 1896).

Adopté : amendement rédactionnel n° 20 de la commission (p. 1897).

Rejeté : amendement n° 69 de M. Hector Viron : interdiction sans exception de tout recours à un emploi sous contrat à durée déterminée à l'expiration d'un précédent contrat de même nature (p. 1897).

- L'article 7, ainsi modifié, est adopté (p. 1897).

Avant l'art. 7 bis (p. 1897).

Adopté : amendement n° 21 de la commission : procédure accélérée de requalification du contrat à durée déterminée : rétablissement de la phase de conciliation (p. 1897).

- Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1897).

Art. 7 bis (Procédure accélérée de requalification) (p. 1897).

Adopté : amendement n° 22 de suppression de la commission (p. 1897).

- L'article 7 bis est supprimé (p. 1897).

Art. 7 ter (*Droit d'ester en justice des organisations syndicales avec un mandat tacite de l'intéressé*) (p. 1897).

Adopté : amendement n° 23 de la commission : mandat obligatoire du salarié (p. 1898).

Rejeté : amendement n° 47 de M. André Jourdain : mandat obligatoire du salarié ; organisations syndicales représentées dans l'entreprise (p. 1898).

- L'article 7 ter, ainsi modifié, est adopté (p. 1898).

Art. 8 (*Institution de sanctions pénales*) - Adopté (p. 1898).

Après l'art. 8 (p. 1898).

Rejeté : amendement n° 70 de M. Hector Viron : sanctions du recours abusif au contrat à durée déterminée (p. 1898).

Art. 9 (*Cas du recours au contrat de travail temporaire*) (p. 1899).

Adopté : amendement rédactionnel n° 27 de la commission (p. 1899).

Rejetés : amendements de coordination, n° 71 et n° 72 de M. Hector Viron (p. 1899).

Retiré : amendement rédactionnel n° 24 de la commission (p. 1899).

- L'article 9, ainsi modifié, est adopté (p. 1899).

Art. 10 (*Durée et renouvellement du contrat de travail temporaire*) (p. 1899).

Adoptés : amendements de cohérence de la commission, n° 26, n° 27, n° 28, n° 29 et n° 30 (p. 1900).

Rejeté : amendement de cohérence n° 73 de M. Hector Viron (p. 1900).

- L'article 10, ainsi modifié, est adopté (p. 1901).

Art. 10 bis (*Cas d'interdiction du recours au travail temporaire*) (p. 1901).

Adopté : amendement de cohérence n° 31 de la commission (p. 1901).

Rejeté : amendement de cohérence n° 75 de M. Hector Viron (p. 1901).

- L'article 10 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 1901).

Art. 11 (*Dispositions de coordination*) - Adopté (p. 1901).

Art. 12 (*Interdiction de recourir à un contrat de travail temporaire après un licenciement économique*) (p. 1901).

Adopté : amendement de cohérence n° 33 de la commission (p. 1902).

Rejeté : amendement de cohérence n° 76 de M. Hector Viron (p. 1902).

Retiré : amendement n° 32 de cohérence de la commission (p. 1902).

- L'article 12, ainsi modifié, est adopté (p. 1902).

Art. 13 (*Mentions obligatoires du contrat de mise à disposition*) (p. 1902).

Adopté : amendement de rectification n° 87 de la commission (p. 1902).

- L'article 13, ainsi modifié, est adopté (p. 1902).

Art. 14 (*Mentions obligatoires du contrat de travail temporaire*) (p. 1902).

Adopté : amendement de rectification n° 88 de la commission (p. 1902).

- L'article 14, ainsi modifié, est adopté (p. 1902).

Art. 15 (*Indemnité de précarité d'emploi*) (p. 1902).

Adoptés : amendements rédactionnels de la commission, n° 34, n° 35 et n° 36 (p. 1903).

Rejetés : amendements de cohérence de M. Hector Viron, n° 77, n° 78 et n° 79 (p. 1903).

- L'article 15, ainsi modifié, est adopté (p. 1903).

Art. 16 (*Fourniture des équipements de protection individuelle*) - Adopté (p. 1903).

Art. 17 (*Dispositions de coordination*) (p. 1904).

Rejeté : amendement de cohérence n° 80 de M. Hector Viron (p. 1904).

- L'article 17 est adopté (p. 1904).

Avant l'art. 17 bis (p. 1904).

Adopté : amendement de cohérence n° 37 de la commission (p. 1904).

- Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1904).

Art. 17 bis (*Procédure accélérée de requalification de contrat de travail temporaire en contrat à durée déterminée*) (p. 1904).

Adopté : amendement de suppression n° 38 de la commission (p. 1904).

- L'article 17 bis est supprimé (p. 1904).

Art. 17 ter (*Droit d'ester en justice des organisations syndicales avec l'accord tacite de l'intéressé*) (p. 1904).

Adopté : amendement de cohérence n° 39 de la commission (p. 1904).

- L'article 17 ter, ainsi modifié, est adopté (p. 1904).

Art. 18 (*Congés de formation des salariés sous contrat à des fins déterminées*) (p. 1905).

Adoptés : amendement de cohérence n° 83 de M. Louis Moirard (p. 1906) - Amendements de la commission, n° 40 : non application aux entreprises de production cinématographique audiovisuelle ou des spectacles (p. 1907) - Et n° 41 : rédactionnel (p. 1907).

- L'article 18, ainsi modifié, est adopté (p. 1907).

Art. 19 (*Coordination*) - Adopté (p. 1907).

Art. 20 (*Augmentation de la participation d'entreprises de travail temporaire à la formation professionnelle continue*) - Adopté (p. 1907).

Art. 21 (*Coordination*) - Adopté (p. 1907).

Art. 22 (*Responsabilité du chef d'entreprise donneur d'ordre pour le paiement des salaires et des charges sociales*) - Adopté (p. 1908).

Art. 23 (*Droit d'ester en justice des organisations syndicales en matière de marchandage*) (p. 1908).

Adopté : amendement de cohérence n° 44 de la commission (p. 1908).

- L'article 23, ainsi modifié, est adopté (p. 1908).

Art. 24 (*Sous-traitance et prêt de main-d'oeuvre illicite ; aggravation des sanctions pénales du marchandage*) (p. 1908).

Rejeté : amendement de cohérence n° 81 de M. Hector Viron (p. 1908).

- L'article 24 est adopté (p. 1908).

Art. 24 bis (*Responsabilité du donneur d'ordre vis-à-vis des salariés employés par le sous-traitant*) - Adopté (p. 1908).

Art. 24 ter (*Rectifications*) - Adopté (p. 1908).

Art. 25 (*Examen de l'évolution de l'emploi lors des négociations annuelles dans les branches et dans les entreprises*) - Adopté (p. 1908).

Art. 26 (*Formation à la sécurité renforcée des salariés sous contrat à durée déterminée ou en mission d'intérim*) (p. 1908).

Retiré : amendement n° 84 de la commission : établissement de la liste des postes de travail par le directeur départemental en cas de carence du chef d'établissement (p. 1909).

– L'article 26 est adopté (p. 1909).

Art. 26 bis (*Cas de présomption de faute inexcusable de l'employeur*) – Adopté (p. 1909).

Art. 27 (*Information périodique du comité d'entreprise*) (p. 1909).

Adopté : amendement rédactionnel n° 89 de la commission (p. 1909).

– L'article 27, ainsi modifié, est adopté (p. 1909).

Art. 28 (*Oeuvres de délégations utilisées entre deux missions*) (p. 1909).

Adopté : amendement rédactionnel n° 91 du Gouvernement (p. 1910).

– L'article 28, ainsi modifié, est adopté (p. 1910).

Art. 29 (*Coordinations*) (p. 1910).

Adopté : amendement de forme n° 90 de la commission (p. 1910).

– L'article 29, ainsi modifié, est adopté (p. 1910).

Art. 30 (*Répartition du coût des accidents du travail entre l'entreprise de travail temporaire et l'entreprise utilisatrice*) – Adopté (p. 1910).

Art. 31 (*Répartition du coût des accidents du travail entre l'entreprise de travail temporaire et l'entreprise agricole utilisatrice*) (p. 1910).

Rejeté : amendement rédactionnel n° 92 du Gouvernement (p. 1911).

– L'article 31 est adopté (p. 1911).

Art. 31 bis (*Rapport au Parlement sur l'évolution du travail précaire*) (p. 1911).

Adoptés : amendements de la commission, n° 45 : recul de la date (p. 1911) – N° 85 : substitution des termes « concernant les contrats à durée déterminée et les contrats de travail temporaire » au terme « précaire » (p. 1911) – Et n° 86 : modification de la rédaction (p. 1912).

Retiré : amendement n° 50 de M. André Jourdain : modification de la rédaction (p. 1912).

– L'article 31 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 1912).

Art. 32 (*Application immédiate de la loi*) – Adopté (p. 1912).

Intitulé (p. 1912).

Adopté : amendement n° 46 de la commission : « Projet de loi relatif au contrat à durée déterminée, aux contrats de travail temporaire, à la sous-traitance et au prêt de main-d'oeuvre illécite » (p. 1912).

– L'intitulé du projet de loi est ainsi rédigé (p. 1912).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1912, 1913) : *MM. Hector Viron, Guy Allouche, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission.*

Adoption (20 juin 1990) (p. 1913).

Discussion (nouvelle lecture)

(29 juin 1990) (p. 2280, 2287).

I – DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2280) : *M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail ; Mme Hélène Missoffe, rapporteur de la commission des affaires sociales.*

Chômage : *Missoffe (Hélène)* (p. 2280).

Exportations : *Missoffe (Hélène)* (p. 2280).

Conventions collectives : *Missoffe (Hélène)* (p. 2280) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 2280).

II – DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2281, 2287) : *Mme Hélène Missoffe, rapporteur ; MM. Jean-Pierre Soisson, ministre ; Guy Penne.*

Art. 1^{er} A – Adopté (p. 2281).

Art. 2 (p. 2281).

Adopté : amendement n° 1 de la commission : reprise du texte de l'accord interprofessionnel du 24 mars 1990 (p. 2281).

– L'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 2281).

Art. 3 (p. 2281).

Adopté : amendement de coordination n° 2 de la commission (p. 2281).

– L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 2281).

Art. 4 et 6 – Adoptés (p. 2282).

Art. 7 bis A (p. 2282) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Adopté : amendement de rétablissement n° 3 de la commission (p. 2282).

– L'article 7 bis A, dans la rédaction de l'amendement n° 3, est rétabli (p. 2282).

Art. 7 bis (p. 2282).

Adopté : amendement de coordination n° 4 de la commission (p. 2282).

– L'article 7 bis, ainsi modifié, est adopté (p. 2282).

Art. 10 (p. 2283).

Adopté : amendement de cohérence n° 6 de la commission (p. 2283).

– L'article 10, ainsi modifié, est adopté (p. 2283).

Art. 12 (p. 2283).

Adopté : amendement de coordination n° 7 de la commission (p. 2283).

– L'article 12, ainsi modifié, est adopté (p. 2283).

Art. 15 – Adopté (p. 2284).

Art. 17 bis A (*Procédure de requalification en contrat à durée indéterminée*) (p. 2284) – Supprimé par l'Assemblée nationale.

Adopté : amendement de rétablissement n° 8 de la commission (p. 2284).

– L'article 17 bis A, dans la rédaction de l'amendement n° 8, est rétabli (p. 2284).

Art. 17 bis (p. 2284).

Adopté : amendement de suppression n° 9 de la commission (p. 2284).

– L'article 17 bis est supprimé (p. 2284).

Art. 17 ter (p. 2284).

Adopté : amendement de coordination n° 10 de la commission (p. 2284).

– L'article 17 ter, ainsi modifié, est adopté (p. 2284).

Art. 18 (p. 2284).

Adoptés : amendements de la commission n° 11 : exclusion des professions agricoles et des entreprises de production de spectacles du champ d'application de la loi – Et n° 12 : contribution forfaitaire des entreprises de spectacles (p. 2286).

– L'article 18, ainsi modifié, est adopté (p. 2286).

Art. 20 – Adopté (p. 2286).

Art. 23 (p. 2286).

Adopté : amendement de coordination n° 13 de la commission (p. 2286).

– L'article 23, ainsi modifié, est adopté (p. 2286).

Art. 31 et 31 bis – Adoptés (p. 2287).

Intitulé (p. 2287).

Adopté : amendement n° 14 de la commission : « Projet de loi relatif au contrat à durée déterminée, au contrat de travail temporaire, à la sous-traitance et au prêt de main d'oeuvre illicite » (p. 2287).

– L'intitulé du projet de loi, ainsi modifié, est adopté (p. 2287).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2287) : *MM. Guy Penne ; Louis Minetti ; Ernest Cartigny ; intervention de M. Jean-Pierre Soisson, ministre.*

Adoption (29 juin 1990) (p. 2287).

Travail (conditions)

Voir *Enfance*, 1
Questions au Gouvernement n° 230

Travail temporaire

Voir *Travail*, 4

Trésor public

Voir *Collectivités territoriales*, 2

Tribunaux administratifs

Voir *Justice*, 3

Tribunaux de grande instance (TGI)

Voir *Questions orales sans débat n° 216*

U

Union des Républiques socialistes soviétiques (URSS)

Voir *Allocutions et communications*, 6
Europe, 1
Questions au Gouvernement n° 213
Traités et conventions, 18

Universités

Voir *Questions au Gouvernement* n° 259
Questions orales sans débat n° 185
Rappels au règlement, 54

Urbanisme

1. – **Proposition de loi relative aux zones non aedificandi de la ville de Strasbourg**, PRESENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, par M. Jean Ehler, député, et plusieurs de ses collègues (12 avril 1990) [n° 1248 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean-Pierre Worms (23 mai 1990) [n° 1369 (9^e lég.)] – Discussion (8 juin 1990) – Adoption (8 juin 1990) [n° 309].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (8 juin 1990) [n° 370 (89-90)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Marcel Rudloff (18 octobre 1990) [n° 49 (90-91)] – Discussion (30 octobre 1990) – Adoption (30 octobre 1990) [n° 27].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (31 octobre 1990) [n° 1688 (9^e lég.)] – Renvoi à la commission des lois – Rapport de M. Jean-Pierre Worms (22 novembre 1990) [n° 1757 (9^e lég.)] – Discussion (28 novembre 1990) – Adoption (28 novembre 1990) [n° 402].

PROMULGATION : Loi n° 90-1079 du 5 décembre 1990 (J.O. Lois et décrets du 7 décembre 1990).

Discussion (première lecture)

(30 octobre 1990) (p. 3075, 3077).

I – DISCUSSION GENERALE (p. 3075, 3076) : MM. Tony Dreyfus, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Marcel Rudloff, rapporteur de la commission des lois.

Lille : Dreyfus (Tony) (p. 3075) ; Rudloff (Marcel) (p. 3075).

Paris (ville) : Dreyfus (Tony) (p. 3075) ; Rudloff (Marcel) (p. 3075).

Plans d'occupation des sols (POS) : Dreyfus (Tony) (p. 3075) ; Rudloff (Marcel) (p. 3076).

II – DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3076, 3077) : MM. Marcel Rudloff, rapporteur ; Tony Dreyfus, secrétaire d'Etat ; Félix Leyzour, Louis Virapoullé.

Art. unique : (Abrogation de la loi du 21 juillet 1922 relative au déclassement de l'enceinte fortifiée de la ville de Strasbourg ainsi que d'une disposition de la loi du 16 juillet 1927 portant déclassement des organisations défensives de la voie ferrée de Strasbourg à Kehl) (p. 3076).

Adoptés : amendements de la commission, n° 1 : maintien de l'article 9 de la loi du 21 juillet 1922 – Et n° 2 : établissement par la communauté urbaine de Strasbourg d'un état annuel de l'occupation des sols des anciennes zones non aedificandi (p. 3076).

Retirés : amendements n° 3 de la commission et n° 4 du Gouvernement sur le même objet : délai d'entrée en vigueur de la loi (p. 3076).

– L'article unique, ainsi modifié, est adopté (p. 3077).

Adoption (30 octobre 1990) (p. 3077).

Urbanisme commercial

1. – **Proposition de loi relative à l'urbanisme commercial**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jean Arthuis, sénateur (8 juin 1990) [n° 367 (89-90)] – Renvoi à la commission des affaires économiques.

V**Val-d'Oise (département)**

Voir *Questions orales sans débat* n° 171 ; n° 178

Ventes

Voir *Cimetières et pompes funèbres*, 1

Vétérinaires

Voir *Questions orales sans débat* n° 190

Veuvage

Voir *Questions orales avec débat* n° 102

Veuves

Voir *Anciens combattants et victimes de guerre*, 1

Victimes

Voir *Justice*, 2

Vienne (département)

Voir *Questions au Gouvernement* n° 229

Vietnam

Voir *Questions au Gouvernement* n° 198 ; n° 281
Questions orales sans débat n° 237

Viol

Voir *Questions orales sans débat* n° 176

Violence

Voir *Questions au Gouvernement* n° 268

Voies navigables

Voir *Traités et conventions*, 5

Vote bloqué (procédure parlementaire)

Voir *Lois de finances rectificatives*, 1

W**Wallis-et-Futuna**

Voir *Allocutions et communications*, 4 ; 5 ; 7 ; 10
Questions au Gouvernement n° 267

Y

Yvelines (département)

Voir *Rappels au règlement*, 8

Zaire

Voir *Allocutions et communications*, 27
Traités et conventions, 2 ; 19

Zones de montagne

Voir *Questions au Gouvernement* n° 226
Questions orales sans débat n° 195

Zones rurales

Voir *Questions orales sans débat* n° 194